Université Paris Nanterre

200 av. de la République
92001 Nanterre Cedex
www.u-paris10.fr

Membre de l'université Paris Lumières

Ecole doctorale 395 : Milieux, cultures et sociétés du passé et du présent

Quentin Mercurol

Kisumu en ses échelles :

Les conditions spatiales, temporelles et politiques des ambitions compétitives d'une ville secondaire kényane.

Thèse présentée et soutenue publiquement le ***20 octobre 2017***
en vue de l'obtention du doctorat de Géographie humaine, économique et régionale
de l'Université Paris Nanterre

Sous la direction de M. Philippe Gervais-Lambony (Université Paris Nanterre)

Jury :

Rapporteur :	M. Bernard Calas	Professeur des Universités, Université Bordeaux-Montaigne
Rapporteure :	Mme Marianne Morange	Maître de Conférences HDR, Université Paris-Diderot
Membre du jury :	M. Alain Dubresson	Professeur émérite, Université Paris-Nanterre
Membre du jury :	M. Laurent Fourchard	Directeur de Recherche, Fondation Nationale des Sciences Politiques
Membre du jury :	M. Hervé Maupeu	Maître de Conférences, Université de Pau et des Pays de l'Adour

RESUME

Titre : Kisumu en ses échelles : les conditions spatiales, temporelles et politiques des ambitions compétitives d'une ville secondaire kényane.

Kisumu, troisième ville du Kenya sur les rives du Lac Victoria, est aujourd'hui le lieu de la définition de politiques urbaines, menées aussi bien par des acteurs locaux qu'internationaux, qui visent à faire de la ville une charnière logistique de la construction est-africaine. Ces politiques urbaines exemplifient la prolifération à l'échelle mondiale des agendas urbains centrés sur la compétitivité et de l'attractivité dans les villes, même les plus ordinaires. Kisumu n'est pourtant pas le réceptacle passif de modèles urbains qui s'imposent sur une périphérie du monde. Nous proposons d'explorer les paramètres géographiques, historiques et politiques qui tracent la particularité de la trajectoire de la ville dans la mondialisation. Kisumu doit être appréhendée au-delà de sa dimension locale : les relations scalaires à partir desquelles se formulent le projet urbain contemporain permettent de mettre en lumière l'adoption à Kisumu d'un agenda compétitif. A travers une « monographie multiscalaire », nous dégageons trois axes de contextualisation des relations scalaires par lesquelles se comprennent les évolutions contemporaines de la politique urbaine et ses conséquences spatiales. Premièrement, la longue durée de l'insertion coloniale de la ville dans le monde structure la formulation du projet urbain contemporain et en investi ses lieux clefs (centre-ville et aéroport). Deuxièmement, la construction et la formation de l'Etat colonial et postcolonial sont des médiations centrales dans la manière dont s'énoncent les enjeux politiques d'un projet urbain compétitif. Finalement, les différentes échelles d'appartenance à l'ethnicité luo qui prennent Kisumu comme lieu d'ancrage façonnent la manière dont le projet est localement adopté et contesté.

Mots clefs : Kisumu ; Echelles : Néolibéralisation ; Planification urbaine stratégique ; Etat néopatrimonial ; Luo

Title : Kisumu and its scales : the spatial, temporal and political conditions of the competitive ambitions of a secondary Kenyan city

Kisumu, third largest Kenyan city on the shores of Lake Victoria, is today the place where are defined urban policies both by local and international actors that aim to make the city a logistic hub in the East African construction. At the world scale, these policies illustrate the proliferation of competitiveness oriented urban agendas, even in most ordinaries cities. However, Kisumu is not the passive container of circulating urban models imposed on a world periphery. We propose here to explore the geographical, historical and political parameters that explain the particular urban trajectory of Kisumu in the globalisation process. We see Kisumu beyond its local dimension: scalar relations from which the contemporary urban project is built highlight the local translation of a competitiveness-oriented agenda. Through a "multiscalar monography", we bring three major directions out that help us to contextualize the scalar relations from which we can understand the contemporary evolutions of urban policies and their spatial consequences. First, the *longue durée* of the colonial embeddedness of the city in the world still helps the formulation of the contemporary urban agenda. Secondly, the construction and the formation of the colonial and postcolonial state are mediates the way the politics of the newly defined agenda is enunciated. Finally, the different scales of belonging to the Luo ethnicity the city is the anchorage shapes the way the project is locally both adopted and contested.

Keywords: Kisumu; Scales; Neoliberalisation; Urban Strategic planning; Neopatrimonial state; Luo

UMR 7218 LAVUE – Laboratoire Mosaïques
Université Paris Ouest Nanterre la Défense, 200 avenue de la République, 92001 Nanterre

SOMMAIRE

INTRODUCTION 17

CHAPITRE 1 : La situation de Kisumu dans l'Empire britannique : la contingence de la localisation d'un « spatial fix » colonial 61

1. « Où il ira, nul ne le sait » : contingence dans la genèse d'une interface impériale.... 64
2. La centralité régionale de Kisumu dans l'espace logistique est-africain 68
3. Relative fragilité d'une localité coloniale 76

CHAPITRE 2 : Les échelles de la « construction » et de la « formation » de l'Etat local colonial..... 85

1. La construction locale de l'Etat bifurqué : Kisumu et le *urban-rural divide*..... 87
2. Kisumu et son arrière-pays au-delà des dualismes spatiaux : esquisse d'une situation urbaine coloniale 111
3. Kisumu, métropole africaine ? 131

CHAPITRE 3 : Géopolitique postcoloniale de l'espace municipal à Kisumu 149

1. Kisumu et les « bienfaits de l'indépendance » : la tentative de modernisation de l'espace municipal..... 150
2. L'extension des frontières municipales : changement d'échelle de la ville et ruralisation des enjeux municipaux..... 156
3. Les bases sociales duales du pouvoir municipal, entre « autochtonisation » de la structure du pouvoir municipal et représentation des intérêts des *jodak*..... 172
4. Les pratiques funéraires à Kisumu : un révélateur des enjeux de la géopolitique municipale 194

CHAPITRE 4 : Déclin ou insertion de Kisumu dans l'espace national ? la dimension multiscalaire d'un néopatrimonialisme urbain 205

1. Violences, marginalité et déclin. Trajectoire urbaine postcoloniale d'une périphérie politique dans l'espace national 208
2. Au-delà du déclin : la position mouvante de Kisumu dans la structuration scalaire de l'Etat néopatrimonial..... 238

CHAPITRE 5 : De la modernisation à globalisation : historique des circulations mondiales des « modèles » métropolitains à Kisumu..... 271

1. Kisumu dans la « surface de la modernisation » : construction et équilibre national 275
2. Les ambitions globales de Kisumu : les circuits pluriels de l'émergence d'une métropole compétitive ? 307

CHAPITRE 6 : Les conditions locales de l'ambition globale : les échelles d'une coalition de croissance urbaine 365

1. Les contours d'une coalition de croissance à Kisumu : une intervention élitaire au sein l'économie morale luo 369
2. Un programme de mise en ordre à l'échelle municipale, ou la mise en vitrine d'une autorité locale 393

CHAPITRE 7 : La ré-émergence du centre-ville de Kisumu : processus, acteurs et conflits 415

1. La mise en ordre du centre-ville 416
2. Les résistances à la mise en ordre du centre-ville et la conflictualité du champ politique Luo 442

CHAPITRE 8 : L'aéroport international de Kisumu et les conflits scalaires dans la production de l'identité Luo 463

1. L'aéroport de Kisumu : les échelles de la connexion 466
2. Kogony, l'aéroport, et les recompositions foncières dans une sublocation de Kisumu 485
3. Au-delà du « droit au village », la projection dans un futur urbain 516

CONCLUSION 529

Bibliographie et Sources écrites 544

REMERCIEMENTS

En premier lieu, je tiens à remercier Philippe Gervais-Lambony pour avoir encadré cette thèse. Son soutien indéfectible, ses conseils et ses relectures m'ont permis de finir ce travail. Merci d'avoir été patient et persévérant face à l'ampleur de mes doutes. Je remercie Bernard Calas d'avoir rendu le financement de cette thèse possible et de m'avoir prodigué, à Nairobi et à Kisumu, des conseils pour réfléchir à la manière d'appréhender mon terrain.

Je remercie Réjane Hugounenq et Guillaume Josse de l'AFD d'avoir porté un intérêt pour un travail de thèse parfois assez éloigné de leurs préoccupations directes. Ce travail n'eut par ailleurs rien été sans l'AFD qui l'a porté par son financement.

Ma dette scientifique est grande à l'égard des participants du projet ANR JUGURTA qui a fourni des moments et des lieux forts de sociabilité scientifique. J'ai une pensée particulière pour Sabine Planel, grande « scalariste » qui m'a introduit au monde compliqué des échelles. Merci aussi à Marianne Morange pour avoir accompagné mes timides premiers pas dans le monde de la recherche et de l'enseignement.

A Nairobi, je tiens à remercier l'IFRA pour tout le soutien logistique qui a été accordé à cette thèse. En plus de Bernard Calas et Christian Thibon qui ont dirigé successivement l'institut, je remercie particulièrement Marion Asebo pour son efficacité et Ben Ogumbo pour sa gentillesse et le partage de sa connaissance du pays luo. Que tous ceux qui ont participé lors de mes séjours à l'environnement intellectuel stimulant et fécond autour de l'IFRA soient remerciés. J'ai une pensée particulière pour les amitiés scientifiques – et les amitiés tout court – nouées avec Olivier Marcel, Dominique Conan et Nick Daniels. Je remercie Hervé Maupeu pour un échange qui m'a permis une découverte bibliographique, celle de Parker Shipton, qui a changé mon rapport au terrain. Les discussions avec Sam Owuor de la Nairobi University ont aussi largement influencé mon approche de la ville de Kisumu.

Mes pensées vont aux habitants de Kisumu, que je remercie de m'avoir accepté dans leur quotidien au fil des années. Que tous ceux qui ont donné de leur temps et qui ont répondu à mes questions et sollicitations soient remerciés. Je pense particulièrement à Amina, David, Alex, Otieno et Betty de m'avoir ouvert à des facettes et mondes sociaux de la ville très différents. Je remercie le secrétariat du maire pour son aide. Merci à Jack Owido et Maurice Roche du *Kogony Land Council of Elders* pour la confiance et le temps qu'ils m'ont accordé. J'ai une pensée nostalgique pour tous ceux dont la vie gravitait autour du Chek Mula Building. Merci d'avoir rendu de longues journées de bureau plus agréables ! Je remercie

Caroline Oriwa et Johanna Odhiambo pour m'avoir fait sentir à la maison loin de la maison. Lauren Hutchinson doit être tout spécialement remerciée pour les soins et le soutien qu'elle m'a prodigué lors d'une crise aigüe de malaria. Jagpal, Joanne, Delphine, Jacob et Clare, merci de votre amitié, et merci pour toutes ces belles soirées. Merci aux gars du petit coin du lac pour ces couchers de soleils et ces discussions parfois graves, mais le plus souvent drôles et animées. Et surtout, ma reconnaissance et mon amitié pour Moses Omondi Okisa sont sans limites, lui qui a accompagné pratiquement, moralement et intellectuellement cette recherche. Ma dette à son égard est infinie.

A Paris, Nanterre, Londres, Nairobi, Austin, Limoges ou encore Naples, j'ai profité de la sérénité et des collections de nombreuses bibliothèques, soit autant d'hétérotopies qui ont constitué ces dernières années mon quotidien. Je remercie les bibliothécaires, les magasiniers, les agents des vestiaires qui rendent vivantes – malgré les contraintes budgétaires et les statuts précaires – ces lieux de diffusion et de création des savoirs. Mes pensées vont particulièrement aux petites mains de la Bibliothèque Nationale de France qui humanisent quotidiennement ce lieu.

A Paris, nombreuses sont les personnes qui ont contribué directement et indirectement à ce travail et à son aboutissement. Je remercie particulièrement les personnes qui ont relu des morceaux de cette thèse. Certaines ont déjà été citées, elles se reconnaitront. Je remercie donc Armelle Choplin, Marie Bridonneau et Karine Ginisty pour leurs relectures, Daphné Le Roux pour sa rigueur et l'humour dans ses relectures, Adèle Momméja pour ses éclairages sociologiques et méthodologiques. Merci à ma tante Hilde pour son aide dans des traductions de l'allemand au français. Mes compagnons de BNF, et néanmoins amis très proches, Marius, Axel, Claire et Adèle ont très souvent assuré dans le quotidien parfois austère de la rédaction des grands moments de joie. Je remercie chaudement tous ces amis que je retrouvais à Paris (et ailleurs) entre mes allers-retours à Kisumu, et qui m'ont permis de me décentrer de la thèse. Merci particulièrement à ma très chère Clara qui m'a rendu visite à Kisumu, et qui à Paris a été un soutien inestimable et constant.

Je remercie ma mère, à qui je dédie cette thèse. Merci à mon père, pour absolument tout. Gardien trop peu sollicité du temple de l'orthographe, il a été d'une aide matérielle, morale et affective centrale dans l'aboutissement de ce travail. Merci à Claudine, Clarisse et Jean-Paul pour leur hospitalité et à Charlotte et Julien pour avoir tant fait quand j'étais si loin.

Et des mercis à n'en plus finir à Juliette, éblouissante force de vie dont la patience, l'aide et la bienveillance ont été si capitales pour affronter la fin de thèse. Heureux d'avoir vécu ça avec toi.

LISTE DES ACRONYMES

AFD : Agence Française de développement
CBD : Central Business District
CDS : City Development Strategy
CIPE : Center for International Private Enterprise
COVEC : China Overseas Engineering Group
CWS : Cities Without Slum
DC : District Commissioner
DIE : Deutsche Institut für Entwicklungspolitik
EAC : East African Community
EAC : East African Community
EARHC : East African Railways and Harbours Corporation
GoK : Government of Kenya
IDTG-EA: Intermediate Technology Development Group East Africa
KAA : Kenya Airport Authority
KAM : Kenya Association of Manufacturers
KAT : Kisumu Action Team
KANU : Kenya African National Union
KCBDA : Kisumu Central Business District Association
KDT : Kisumu Development Trust
KEPD : Kisumu Extra-Provincial District
KIE : Kenya Industrial Estate
KIWASCO : Kisumu Water and Sewerage Company
KLCE : Kogony Land Council of Elders
KNCCI : Kenya National Chamber of Commerce and Industry
KNHRC : Kenyan National Human Right Commission
KPC : Kenya Pipeline Company
KPMG : Klynveld, Peat, Marwick et Goerdeler
KPU : Kenya People's Union
IEBC : Independent Electoral and Boundaries Commission
LCE : Luo Council of Elders
LDP : Liberal Democratic Party
LNC : Local Native Council
LUTATCO : Luo Thrift and Trading Corporation
LVBC : Lake Victoria Basin Commission
LVI : Lake Victoria Initiative
LVRLAC : Lake Victoria Region Local Authorities Cooperation
MCI : Millenium Cities Initiative
MCK : Municipal Council of Kisumu
MP : Member of Parliament
NCBDA : Nairobi Central Business District Association
NCTIP : Northern Corridor Transport Improvement Project
NDP : National Development Party
ODM : Orange Democratic Party
OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
PC : Provincial Commissioner
PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement
RIAT : Ramogi Institute of Advanced Technology
SCP : Sustainable Cities Program
SEZ : Special Economic Zone
Sida : Swedish International Development Agency
TJRC : The Truth, Justice and Reconciliation Commission of Kenya
SUM : Sustainable Urban Mobility
UBA : United Business Association
UBC : Union of Baltic Cities
UMP : Urban Management Program
Un-Habitat : Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains
UNIDO : United Nations Industrial Development Organization

LEXIQUE DES TERMES DHOLUO ET SWAHILI

Abonyo : terme dholuo, à usage péjoratif, utilisé pour qualifier les kényans d'origine indienne.

Askari : terme swahili qui désigne originellement les soldats, étendus à tous les représentants métiers de l'ordre et de la sécurité : gendarmes, policiers, gardes et agents de sécurité.

Benga : musique populaire luo, version luo de la rumba congolaise.

Bodaboda : Corruption de l'anglais "*border, border*" qui désigne originellement les bicyclette-taxis utilisées pour se rendre à la ville de Busia au Kenya, contiguë de la frontière ougandaise. Désigne aujourd'hui communément les bicyclette-taxis pour répondre aux demandes de transports de passagers, mais parfois aussi de marchandises, dans les villes et campagnes d'Afrique de l'Est. Le terme tend à s'étendre aux moto-taxis, ou *pikipiki,* qui se développent de plus en plus dans les villes et campagnes kényanes.

Chira : terme dholuo qui désigne une croyance luo, celle de la malédiction qui tombe sur un individu et ses proches pour ne pas avoir respecté les ancêtres et leurs prescriptions, ou plus généralement les normes morales et sociales du champ socio-culturel luo. Le terme est souvent utilisé pour qualifier l'épidémie de sida.

Dala pl. *mier* : terme dholuo qui exprime l'idée d'appartenance originelle. Il renvoie d'abord au cadre spatial de la maisonnée « traditionnelle » et il est souvent traduit par le terme anglais de « *homestead* », sans pour autant s'y résumer. Par extension, ce terme peut désigner toute une série d'échelles d'appartenance (la *sublocation*, la *location*, le *district*, une ville ou le pays luo) par lesquelles les locuteurs *dholuo* énoncent leur identité.

Dholuo : Langue du groupe linguistique Nilotique, parlé par les locuteurs Luo du Kenya et de Tanzanie.

Dhoot pl. *dhoudi* : terme dholuo, littéralement « bouche de la maison », qui désigne la porte d'entrée tranversant la haie par laquelle est délimitée une *dala*. Par analogie et extension, le terme désigne un lignage ou un clan.

Elder : terme anglais largement utilisé dans le pays luo attribuée aux hommes d'un certain âge, auxquels l'administration ou les *wananchi* reconnaissent une certaine autorité morale.

Gonya : terme *dholuo* qui littéralement signifie "libère-moi", qui désigne une relation sociale de patronage, et qui désigne une aumône.

Jadak pl. *jodak* : terme dholuo, à connotation péjorative, qui désigne celui qui passe, le locataire qui ne peut revendiquer là où est-il installé des droits absolus sur la terre.

Gweng : terme dholuo, qu'on pourrait grossièrement traduire par village, qui se réfère aux espaces occupés et appropriés (par l'habitat et la culture des terres) plus qu'aux habitants qui les occupent (Shipton, 2009 : 97)

Ker : Titre de prestige et de pouvoir dans le champ socio-politique attribué à un *elder* dépositaire des coutumes et de la tradition. Il a été attribué dans l'histoire à Jaramogi Oginga Odinga, puis à son fils Raila, mais aussi aux présidents de la *Luo Union* puis plus tard du *Luo Council of Elders.*

Maendeleo : terme swahili qui désigne le concept de développement.

Mikayi : terme dholuo qui désigne, dans les pratiques sociales de la polygamie, la première femme

Mitumba : terme swahili, que l'on peut traduire littéralement par « paquet » qui désigne les vêtements qui arrivent en boules enveloppées de plastique des pays occidentaux dans les ports est-africains pour envahir les étals des marchés.

Muzungu : Terme swahilli qui désigne les Blancs

Nyachira : terme dholuo qui désigne, dans les pratiques sociales de la polygamie, la seconde femme

Odiero : terme dholuo qui désigne un petit oiseau blanc. Par extension, ce terme est utilisé pour désigner les Blancs.

Ohangala : musique urbaine populaire luo

Ot : terme *dholuo* qui désigne une maison en tant que structure d'habitation, sans y investir un sens fort de l'appartenance que contient le terme de *dala*

Pesa : terme swahili, qui désigne l'argent

Pikipiki : moto-taxis, parfois aussi appellée *bodaboda*

Piny : terme dholuo que l'on peut traduire par « pays ». Il est doté d'une dimension spatiale importante, mais ne s'y résume pas. Il est parfois utilisé dans la littérature anthropologique pour désigner les groupements luo précoloniaux (ou grandes tribus) utilisées pour le découpage colonial des unités administratives que sont les *locations.*

Serikali : terme swahili qui désigne le gouvernement

Taifa : terme swahili qui traduit le concept de nation

Tuktuk : tricycle motorisé qui sert généralement de taxi

Wananchi : terme swahili qui désigne les gens ordinaires, les citoyens.

Wuon lowo pl. *weg lowo* : terme dholuo, qui signifie littéralement « maître de la terre » et qui désigne une position symbolique de supériorité et des droits sociaux et fonciers inaliénables que confère une revendication d'autochtonie.

BREVE CHRONOLOGIE POLITIQUE DE L'HISTOIRE KENYANE

1895 : Formation du protectorat britannique Est-Africain.

1901 : Le chemin de fer atteint le Lac Victoria. Fondation de Port Florence, bientôt renommée Kisumu

1920 : Le Kenya devient colonie britannique.

1944 : Formation de la Kenya African Union (KAU).

1952 : Début de la guerre des Mau Mau et de l'état d'urgence dans la colonie.

1953 : Kenyatta accusé d'être l'un des chefs Mau Mau, est arrêté et emprisonné. La KAU est bannie.

1956 : Défaite militaire des Mau Mau.

1959 : Libération de Kenyatta.

1960 : Fin de l'état d'urgence.

1963 : Le 12 décembre, Indépendance.

1964 : Proclamation de la République, Kenyatta devient président, Oginga Odinga Vice-Président

1966 : Défection d'Oginga Odinga de la KANU. Création par Oginga Odinga de son parti politique

1969 : Assassinat de Tom Mboya ; Massacre de Kisumu et interdiction de la KPU d'Oginga Odinga, lui-même emprisonné.

1978 : Mort de Kenyatta, Daniel Arap Moi lui succède.

1982 : Réforme constitutionnelle qui fait de la KANU le parti unique ; échec d'une tentative de coup d'État menée par l'armée de l'air. Emprisonnement de Raila Odinga, fils d'Odinga Oginga

1990 : Assassinat du ministre des Affaires Étrangères, Robert Ouko.

1991 : Réintroduction du multipartisme, sous la pression des bailleurs ; formation du Forum for the Restoration of Democracy (FoRD), arrestation de ses dirigeants ; suspension de l'aide internationale.

1992 : Premières élections multipartites, victoire de Moi et de la KANU.

1997 : Grandes manifestations pour des réformes démocratiques, qui sont réprimées. La Banque Mondiale suspend ses prêts au Kenya. Élections générales, victoire de Moi et de la KANU.

2002 : Victoire de Mwai Kibaki et de la NaRC aux élections générales.

2005 : Scandale de l'Anglo-Leasing ; rejet par référendum du projet de réforme constitutionnelle.

2007 : Mwai Kibaki est réélu à la tête de l'État contre Raila Odinga, au terme d'élections dont les résultats sont contestés. Violences post-électorales.

2008 : Formation par Kibaki d'un gouvernement de coalition dont Raila Odinga est le Premier Ministre.

2010 : Adoption par référendum puis promulgation de la nouvelle constitution. Création des *counties.*

2013 : Elections générales, victoire d'Uhuru Kenyatta

2017 : Elections générales, la victoire annoncée par la commission électorale d'Uhuru Kenyatta est invalidée par la Cour Suprême

Source : Dominique Connan, 2014 : XX ; augmentée et modifiée par nos soins.

CARTES DE LOCALISATION

Carte 1 : Kisumu en Afrique de l'Est

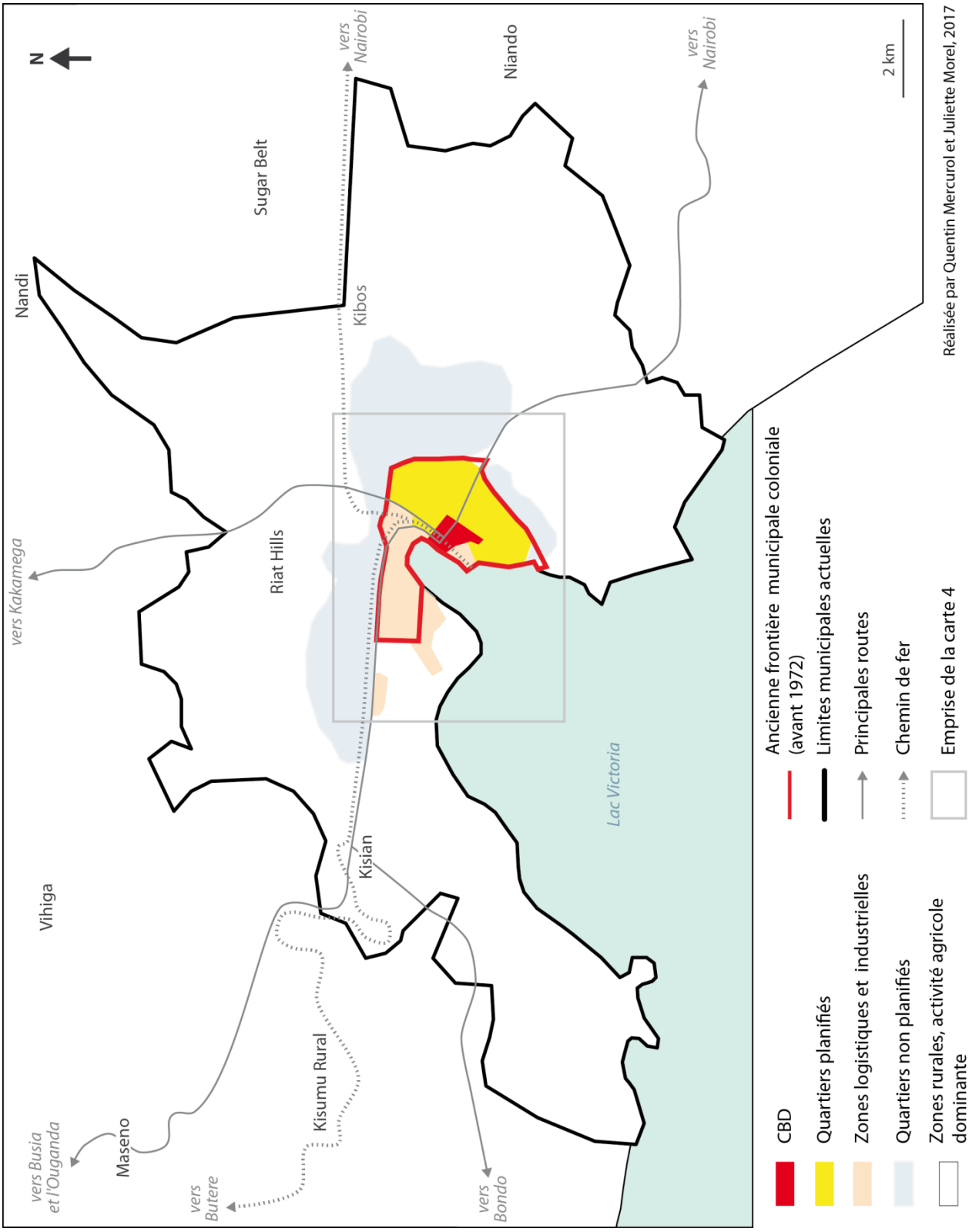
Cartographie : Map No. 4248 Rev. 1 UNITED NATIONS, Department of Field Support, Cartographic Section, Juin 2012.
Carte reprise et adaptée par Quetin Mercurol et Juliette Morel, 2017.

Carte 2 : Carte du Kenya

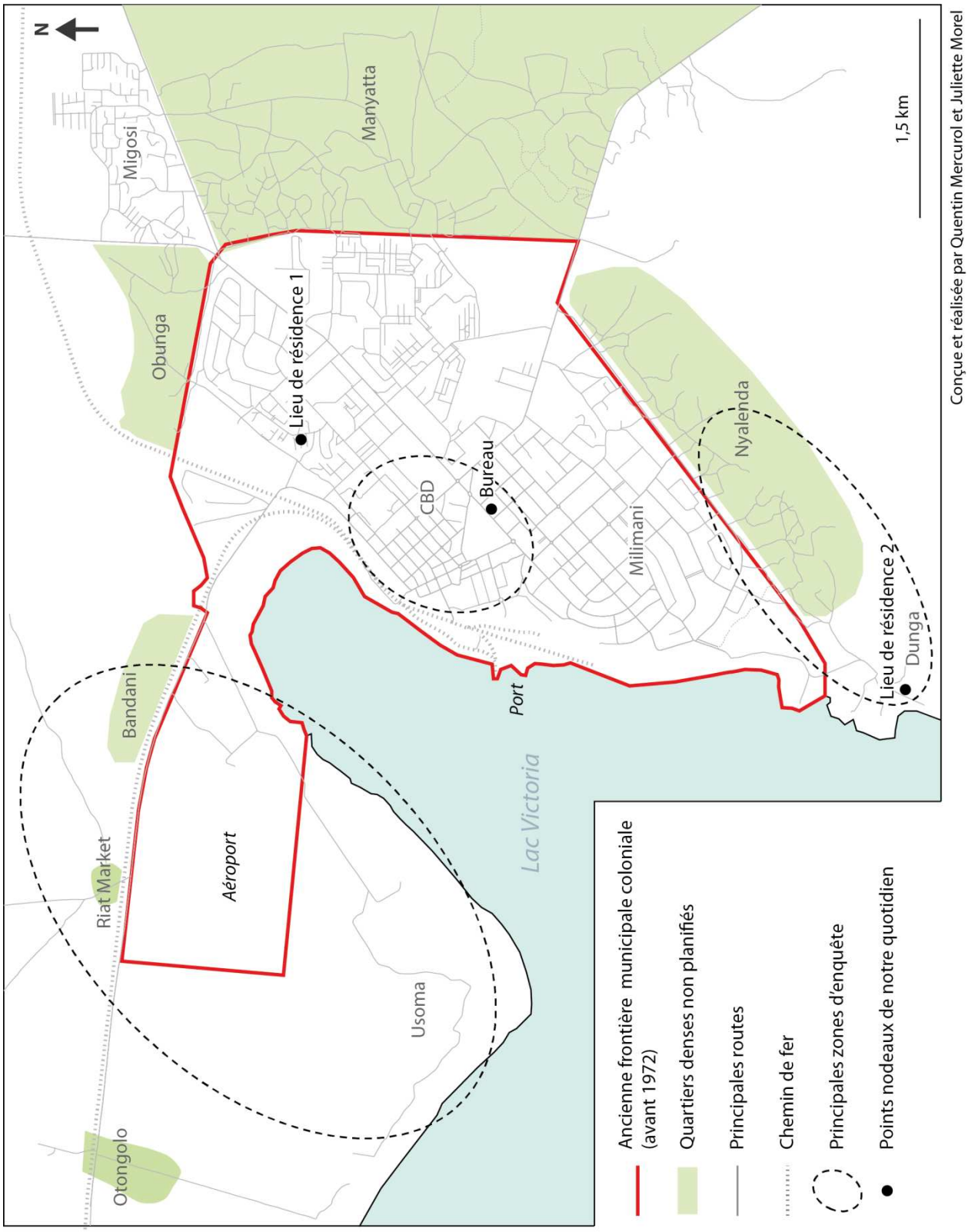
Map No. 4187 Rev. 3 UNITED NATIONS
December 2011

Department of Field Support
Cartographic Section

Carte 3 : Municipalité de Kisumu en 2011



Carte 4 : L'espace de l'enquête



INTRODUCTION

1. Avant-propos : Itinéraire de recherche

La recherche que je présente à propos de Kisumu – troisième ville du Kenya peuplée de 400 000 habitants[1] située sur la rive orientale du Lac Victoria – est tout autant le résultat de choix que la conséquence des contingences qui président aux directions que prennent les itinéraires de recherche (Gervais-Lambony, 2003 : 7-8). Il y a 8 ans, Kisumu m'était comme à beaucoup tout à fait inconnue, typique d'une « *ville ordinaire* » (Robinson, 2006) africaine « *off the map* » (Robinson, 2002). Ma deuxième année de master au département de géographie de l'Université Paris X-Nanterre (2008-2009) a été l'occasion de ma rencontre avec la ville. Nouvellement arrivé à Paris X, je souhaitais alors approfondir une réflexion sur les liens entre espaces urbains et musique amorcée lors de ma première année de master de géographie à l'université Paris I, avec pour premier terrain d'étude les lieux de musique à Yaoundé, Cameroun. Mon premier semestre à Nanterre a été le moment d'une réorientation radicale des lieux et objets de mon itinéraire de recherche. C'est de la bouche de Philippe Gervais-Lambony, lors des enseignements dispensés dans le cadre du master « Dynamiques Urbaines Comparées », que le nom de Kisumu effleurât pour la première fois mes oreilles. Dans le cadre du projet ANR JUGURTA (*Justice Spatiale Gouvernance Urbaine et Territorialisation*) qu'il coordonnait, M. Gervais-Lambony proposait – en même temps qu'il nous présentait le concept de justice spatiale – un travail sur Kisumu en partenariat avec l'Institut Français de Recherche en Afrique de Nairobi. Alors dirigé par Bernard Calas, l'IFRA-Nairobi était en contact avec l'Agence Française de Développement (AFD), qui, forte de l'expérience d'un projet d'extension et de rénovation du réseau d'eau potable et d'assainissement, tentait de lancer un projet pilote de développement urbain intégré. La définition d'un sujet de recherche sur Kisumu pour mon master tenait donc des liens noués entre Paris X, l'IFRA, l'AFD, d'un projet ANR et d'une attraction pour une ville et une aire géographique qui m'était inconnue. J'ai effectué en 2009 un séjour de trois mois à Kisumu pour interroger la ville à l'aune des questionnements du programme JUGURTA. Les perspectives de financement d'une thèse par l'AFD ont orienté mon mémoire de master vers la définition d'un projet de recherche doctorale. Les liens entre justice spatiale et des théorisations innovantes du concept d'échelle établis au sein de JUGURTA (Planel et Jaglin, 2014) ont organisé ma réflexion qui a découlé de ce premier contact avec la ville.

[1] Kenya National Census, 2009

L'histoire récente du Kenya a imposé et légitimé ce questionnement. La temporalité de mon terrain de thèse (2009-2013)[2] a été rythmée par le changement constitutionnel qui proposait une refonte de la structure scalaire de l'Etat kényan– avec la création des *counties* (Annexe 11) et l'annonce de la suppression de l'administration provinciale –, censée répondre à certaines injustices du passé qui avaient mené au paroxysme des violences postélectorales de 2007-2008. Il faut ici éclairer un paradoxe de mon itinéraire de recherche. Alors que les débats politiques incessants – de l'adoption par référendum de la nouvelle constitution en 2010 aux perspectives des élections générales de 2013 (les premières de la nouvelle République kényane) – ont participé au quotidien de mes enquêtes et à la manière dont j'ai choisi les outils conceptuels qui ont éclairé mes questionnements, le travail que je présente ici n'est pas un récit de la transition institutionnelle qu'était en train de vivre le pays. Il ne s'agit pas de faire abstraction de cette transition : dans les développements à venir, il sera parfois question des débats et des temps politiques qui l'ont animée ; mais je m'attacherais à dépeindre la situation de Kisumu à l'aube de ces changements. J'ai quitté Kisumu juste avant les élections générales de 2013 qui devaient investir de mandats et de pouvoirs – et donc de réalités – les nouveaux cadres politiques et institutionnels de l'Etat kényan. Plus que d'étudier ce vers quoi tendait l'avenir du Kenya et celui de Kisumu en particulier, la transition constitutionnelle a pour moi été le moment de réfléchir sur ce qui la précédait, c'est-à-dire l'histoire mouvementée qui avait participé à son accélération.

Les violences post-électorales qui ont agité le Kenya après les élections générales de 2007 (décembre 2007 – mars 2008) ont précipité la mise en place de la transition constitutionnelle. Kisumu fut alors agitée de manifestations et d'émeutes violemment réprimées par les forces de police. Les injustices perçues du jeu géopolitique national avaient trouvé dans les espaces urbains de Kisumu une expression violente, et posaient la question des articulations scalaires dans la production et la compréhension des violences urbaines. Avec le recul que permet l'écriture, ces violences postélectorales constituent un point d'entrée pertinent pour présenter les enjeux d'échelles qui sont au cœur de mon travail. Les violences postélectorales constituent une période de crise paroxystique, elles et n'ont pas d'équivalent dans l'histoire de Kisumu. Elles dépassent largement le cadre de l'évènement. Elles en débordent pour prendre leur racine dans les profondeurs d'un passé lui-même hétérogène où s'enchevêtrent différentes temporalités, tout en hypothéquant l'avenir d'une cité qui se projetait alors dans un futur mondialisé. Elles débordent aussi les référents spatiaux, et notamment scalaires, au sein desquels toute tentative d'explication a tendance – ne serait-ce que par nécessité méthodologique – à les circonscrire. C'est par

[2] Dans le cadre de ma thèse, le temps de ma présence à Kisumu s'est étalé sur quatre années, où j'ai majoritairement vécu à Kisumu. Mon premier séjour a eu lieu d'octobre 2009 à mars 2010. Ensuite, un deuxième séjour s'est étalé de mai 2010 à octobre 2010. Un troisième séjour a duré de janvier 2011 à juin 2011. Un quatrième séjour a eu lieu de septembre 2011 à janvier 2012. Ainsi, entre octobre 2009 et janvier 2012, sur les 27 mois où se concentrent nos allers-retours entre la France et le Kenya, nous en avons passé 21 mois à Kisumu. Mon dernier séjour à Kisumu date de janvier 2013, où je suis resté trois semaines pour suivre le processus de nomination des partis politiques à Kisumu en vue des élections de mars 2013, les premières sous la nouvelle constitution kényane.

l'exposition de ces profondeurs historiques et géographiques que nous souhaitons introduire le fil problématique de notre travail.

2. Ouverture : une lecture scalaire des violences post-électorales de 2007-2008 à Kisumu

La journée du 29 décembre 2007 voit sombrer Kisumu dans une spirale de violence qui aboutira à l'un des principaux massacres de l'histoire postcoloniale du Kenya. Les électeurs kenyans ont été appelés à voter deux jours plus tôt, le 27 décembre. Après une journée électorale plutôt calme, l'attente s'installe. La ville toute entière vit au rythme des annonces de l'Electoral Commission of Kenya (ECK) des résultats partiels à travers l'ensemble du pays, retransmis en direct par les postes de télévision et de radio. Le candidat du cru, Raila Odinga, leader de l'opposition politique semble faire le plein de voix face au président Kikuyu sortant vieillissant, Mwai Kibaki, qui se présente à sa propre succession. La ville entière se prépare à la fête, la victoire paraît pour beaucoup acquise. Raila Odinga sera peut-être le premier président Luo de l'histoire politique kényane, réussissant là où son père avait échoué, mettant un terme à une marginalisation du leadership national dont les Luos se sont souvent sentis victimes. La dynamique de campagne a été bonne, et beaucoup de commentateurs politiques et de représentations diplomatiques s'attendent à voir déferler une vague orange[3] après les élections. L'attente à Kisumu est alors joyeuse et sûre de sa victoire.

Le temps passe et les résultats se font attendre. Plus on avance dans la journée, et plus la rumeur enfle, ravivant la mémoire fraiche d'une campagne électorale agitée. Le soupçon fait surface. On se rappelle des paroles de Raila Odinga lors de son dernier meeting de campagne à Kisumu, gigantesque démonstration de force, lorsqu'il affirme que la commission électorale subit des pressions fortes du pouvoir en place. Le gouvernement aurait facilité l'inscription sur les registres de vote de mineurs dans la Province Centrale, bastion Kikuyu[4] (Annexe 1). Les délais inhabituels dans la restitution du résultat présidentiel donnent corps aux rumeurs. La présence récente et massive de forces anti-émeutes deux jours après les élections ne fait que renforcer le soupçon. La plupart des officiers de la police ont d'ailleurs été remplacés dans la région par des officiers Kikuyus (Human Right Watch, 2008).

La ville sombre en cette après-midi du 29 décembre dans la violence. Echauffés par l'attente des résultats et les suspicions de triches, des manifestants s'en prennent d'abord à des bâtiments qui représentent l'ordre gouvernemental : neuf véhicules du Ministère des travaux publics sont incendiés, ainsi que les locaux de la télévision publique et ses véhicules. Les habitants de Kisumu

[3] Couleur fétiche de l'Orange Democratic Movement (ODM), alliance politique nationale qui s'est forgée d'abord en opposition à la réforme constitutionnelle de 2005 pour se consolider et perdurer autour de la candidature de Raila Odinga aux élections présidentielles de 2007.

[4] « Raila reaches out to civil servants » *Daily Nation* 12 décembre 2007

commencent à se regrouper et forment des barrages sur les principales artères qui mènent au centre-ville et relient Kisumu au reste du pays. La police réagit et disperse par le feu les regroupements. Le matin suivant, dimanche 30 décembre, voit une explosion de violence sans précédent. Le centre-ville est littéralement en feu, et les images des colonnes de fumée s'échappant du centre, des affrontements entre manifestants et policiers, des saccages et pillages des artères commerçantes de la ville feront le tour du monde et deviendront l'un des funestes symbole des violences postélectorales qui continueront tout le mois de janvier dans le pays. Un bilan national fait état d'environ 1500 morts. Le tribut payé par Kisumu est lourd. Le bilan local à Kisumu fait état de 100 morts, chiffre symbolique qui marque bien les difficultés à décompter le nombre réel de victimes. La commission du juge Waki chargée d'enquêter sur les violences post-électorales, fait état de 64 morts ; certains rapports d'ONG, basés sur les registres hospitaliers et le recueil de témoignages divers, dressent un bilan bien plus lourd de 200 morts (Human Right Watch : 2008). On décompte plusieurs centaines de blessés. L'écrasante majorité des morts ont été tués par arme à feu. Ce sont principalement des blessures au dos, provoquées par les forces de l'ordre qui auraient agi selon les ordres de leur hiérarchie, coupable d'avoir mis en œuvre une « *shoot to kill policy* ».

Ces violences postélectorales, et surtout leurs récits dans les rapports d'ONG (Human Right Watch, 2008 ; Kenya National Human Right Commission, 2008), de la commission d'enquête du juge Philip Waki (Waki, 2008) et des multiples articles de presse (kényane et internationale), ont été notre premier contact avec Kisumu. Le foisonnement des récits des violences a fourni les premiers éléments de compréhension de ce qui allait devenir notre terrain d'étude. L'importance de ces évènements ne s'est ensuite jamais démentie, c'est pourquoi nous avons fait le choix de construire la présente introduction sur leur analyse. Nos premiers pas sur le terrain plus d'un an après ont eu lieu dans une ville marquée par la mémoire physique de ces violences. Les cicatrices visibles qui déchiraient les paysages urbains s'imposaient comme des énigmes lourdes de sens. Elles s'imposaient pour les habitants de Kisumu comme une réminiscence quotidienne d'un traumatisme encore frais. Durant nos trois années de travail de terrain, la mobilisation des violences dans les discours citadins, dans les réunions et rapports des multiples programmes d'ONG et dans la construction de la réputation générale de la ville a été constante.

2.1. Les déterminations de la géopolitique nationale postcoloniale

2.1.1. L'injustice historique de la marginalité Luo

La lecture la plus intuitive – première – des violences post-électorales à Kisumu s'ancre dans une détermination des enjeux des violences par les vicissitudes de la politique nationale. La compétition pour le pouvoir national produit des rapports scalaires par lesquelles les violences ont été motivées et communément expliquées, dans un contexte historique de renforcement de l'ethnicité politique depuis l'introduction en 1992 du multipartisme (Lafargue et Katumanga,

2008 : 15). Les différentes émotions populaires qui ont agité la ville, et dans lesquelles la grande majorité des victimes ont succombé, suivent scrupuleusement la chronologie politique des résultats aux élections présidentielles. L'attente injustifiée de l'annonce des résultats aux élections présidentielles lance la première vague de violences en ce 29 décembre 2007. Le lendemain, l'investiture du président Kibaki à Nairobi plonge Kisumu dans une nuit de violence extrême. Le 9 janvier, la ville s'embrase à nouveau à l'annonce de la composition du gouvernement. Suivent trois jours de « *mass action* » les 16, 17 et 18 janvier, décidée par l'opposition déçue, qui malgré le pacifisme voulu par leurs organisateurs, tournent une fois de plus au bain de sang du fait de la réponse policière. Le 28 janvier, les foules investissent encore une fois les espaces publics de Kisumu en réponse aux massacres de familles Luo qui ont lieu dans les villes de la Rift Valley et les bidonvilles de Nairobi. Dès début février, les manifestations politiques s'estompent avec l'ouverture des négociations de l'accord national (Waki, 2008 : 183). Le gouvernement est d'abord visé. Il est perçu comme le relais des intérêts de l'équipe gouvernante sortante, prompt à protéger et reproduire son emprise sur le pouvoir. La violence de la répression est vécue comme la validation du complot. Ce sentiment anti-gouvernemental se manifeste dans les attaques contre ses diverses représentations : bâtiments publics, les locaux de la télévision nationale, et bien évidemment les forces de police.

L'expression d'une marginalité du bloc politique Luo au sein de la nation kényane nourrit un sentiment d'injustice. Les résultats électoraux montrent à Kisumu une hégémonie incontestable de l'alliance de l'*Orange Democratic Movement* (ODM) construite autour de Raila Odinga. Nous sommes à Kisumu dans une capitale ethnique, véritable centre politique du « Luo-Nyanza »[5] (Annexe 9), où l'identification ethnique joue donc un rôle déterminant dans la définition des choix électoraux. Le soutien au candidat malheureux, Raila Odinga, était à Kisumu un fait acquis. Elle promettait la fin d'une marginalisation historique par la tête de l'Etat dont les Luos se sentent les victimes (Morisson, 2007). La victoire attendue de Raila[6] participait d'une politique de reconnaissance, véritable homologation de la fierté ethnique Luo. Elle participait aussi d'une politique de la redistribution.

Cette représentation de la position marginale de la communauté ethnique au sein de la géopolitique nationale se comprend en relation au succès perçu – et forcement coupable aux yeux des Luos – de la communauté Kikuyu dans la conquête (à leur profit) des plus hautes sphères de l'Etat. Il est vrai que les catégorisations Luo et Kikuyu, symétriquement co-construites, et

[5] Terme forgé par le Provincial Commissioner Joseph Kaguthi dans les années 1990, dans une période d'ethnicisation accrue du jeu politique national dans le moment multipartiste, visant à isoler le bloc géographique administratif dans lequel est contenu la population Luo du Kenya des Kisii eux aussi administrativement situés dans la Province du Nyanza (Oucho, 2002 : 46)

[6] L'usage du prénom Raila pour parler de Raila Amolo Odinga, loin de marquer une quelconque familiarité envers l'individu, ne fait que suivre un usage très répandu au Kenya, que l'on soit s un supporter (« *Railamaniac* ») ou fervent ennemi de l'homme. La simple utilisation du prénom pour qualifier Mr. Odinga ne peut donc être lue comme un usage rhétorique portant une signification particulière.

clairement antagoniques, ont clairement marqué l'histoire politique du Kenya (Maupeu, 2005). L'histoire politique postcoloniale est perçue, d'un point de vue luo, comme une succession de trahisons et de coups de force éloignant les leaders luos du sommet du leadership national. Dès 1969, lors de ce qui a pu être nommé le « *Kisumu Massacre* » (Ogot, 2009 : 787-789), une foule hostile est la cible des balles de la garde présidentielle du président Kikuyu Uhuru Kenyatta sous les yeux du vieux leader Oginga Odinga, dont le parti (KPU, *Kenya People's Union*) est interdit dans la foulée, plongeant le pays dans un monopartisme qui durera 23 ans. A cette trahison répond celle dont le fils d'Odinga, Raila, aurait été victime lors du premier mandat de Kibaki, peu à peu écarté des sphères de décisions du pouvoir central malgré le rôle décisif de Raila Odinga dans l'élection du vieux leader Kikuyu lors de la campagne électorale de 2002. Il rompait ainsi un pacte de passation du pouvoir que l'on croyait pourtant acquis pour 2007. Si bien que « *au Kenya, peu importe la manière dont on essaie de représenter la crise politique contemporaine, elle a toujours l'air d'être une lutte entre Nilotique-Jaluo et Bantu-Kikuyu pour les ressources, la représentation, le pouvoir et la fierté* »[7].

A cette mémoire aigue de la trahison politique s'ajoute aussi celle des crimes perpétrés au cours de l'histoire à l'encontre des leaders luos, par trois fois cibles d'assassinats politiques. Arwings Khodek, premier avocat africain de la colonie et défenseur des Mau-Mau, est assassiné en 1969, le flamboyant leader postindépendance Tom Mboya la même année, et Robert Ouko, alors ministre des Affaires Etrangères du président Moi, en 1990. La peur populaire exprimée à Kisumu en début 2008 est que le martyrologe Luo s'étende. On entend ainsi lors des manifestations : « *ils ont tués Mboya, ils ont crevés les yeux d'Ouko, et maintenant ils veulent toujours assassiner Agwambo [Raila] ! Pas encore ! Nous ne le permettrons pas !* ». Comme l'affirme William Oloo, qui cite ces choses entendues :

> Cette citation vient d'un jeune d'environ quinze ans qui hurle dans les rues de Kisumu après que des rumeurs ont fait état de l'arrestation de Raila à Nairobi au plus fort de la dispute des résultats. De la part d'un jeune né bien après que Mboya et Ouko soit morts, cela explique clairement comment l'histoire communautaire et le traumatisme ont été transmis d'une génération à l'autre, et comment ces mémoires douloureuses sont gravés dans les esprits. (Oloo, 2011 : 62)

Les violences à Kisumu peuvent donc se comprendre par la construction historique dans les cadres de l'Etat néopatrimonial kényan d'une marginalité luo, conçue sous les modalités du traumatisme et du déclin. Cette histoire de marginalité se trouve alors projetée dans les perspectives d'un futur qu'on pensait prompt à rompre la dynamique de déclin. Cette idée découle d'une compréhension néopatrimoniale de la géographie politique kényane. La surdétermination du contrôle de la tête de l'appareil d'Etat, ou l'insertion dans l'alliance qui le contrôle, détermine le devenir socio-économique des ensembles politiques régionaux (Calas, 2008). Les relations inégales entre territoires politiques marginalisés (ou plutôt se percevant

[7] "Raila Odinga's Orange revolution", *The monitor*, 18 janvier 2008, traduit par nos soins

comme tels) et le centre de l'Etat illustrent la centralité des relations entre échelles nationales et échelles régionales dans la construction des subjectivités politiques et des mobilisations collectives. Ces relations inégales produisent un sentiment d'injustice qui est au cœur de la mobilisation populaire à Kisumu. En période électorale, ce sentiment – largement manipulé par les politiciens – joue un rôle central dans la dramatique cristallisation des identités ethniques.

2.1.2. Violence ethnique et espace urbain

Cette vision ethnicisée de la nation a été centrale dans la motivation et le déclenchement des violences. Les élections ont constitué un moment tragique de constitution des catégories du même et de l'autre. Cette cristallisation a eu des conséquences à l'échelle urbaine, et fourni des éléments de compréhension du schéma local du déroulé des violences. L'espace urbain a été le terrain de l'expression des relations de pouvoir inégales entre le centre du pouvoir et la périphérie politique luo. L'écrasante majorité des victimes a été tuée ou blessée par les forces de l'ordre. D'après les habitants de Kisumu, ce sont des policiers kikuyus qui tirent sur des manifestants luos, ce que confirmeraient des mouvements d'effectifs de la Central Province vers la province du Nyanza. Mais les violences postélectorales à Kisumu ont aussi été marquées par des violences entre civils. Dans ce ferment de guerre civile, les différenciations régionales du territoire national ont eu des expressions locales violentes. Kisumu – capitale politique et administrative du pays luo – n'est pas une ville ethniquement homogène. En tant que principale agglomération de l'ouest kényan, la ville ne cesse d'attirer en son sein des populations venues de terroirs politiques autres que ceux du le bloc luo. Les Luhya et Kalenjin au nord n'ont pas été inquiétés par les violences car ils étaient partie-prenantes de l'alliance perdante de l'ODM qui s'est dessinée autour de Raila. Le cas des populations Kisii, qui partagent avec les Luo la Province administrative de Nyanza, a été plus problématique. Les divisions internes à la communauté ont empêché l'expression d'un soutien transparent des kisii à l'ODM. Les violences ont ainsi touché des individus kisii et leurs biens (Oloo, 2011 ; Waki, 2008).

Les populations kikuyus présentes dans la municipalité ont plus systématiquement souffert de la cristallisation violente et instantanée des identités ethniques, au point que certains commentateurs ont qualifié, avec un sens certain de l'excès et de la déformation des faits, d'« *épuration ethnique* »[8] les violences qui ont agité la ville. Excès car il n'y pas eu de massacres de Kikuyus à Kisumu. Ils ont tout de même massivement fuit face à la rage qui s'est abattue sur la ville. Il n'y a plus de Kikuyus à Kisumu dès début janvier, ou alors ils sont passés à la clandestinité (Waki, 2008 : 189). Plus aucune propriété kikuyu, habitation ou commerce, n'est debout à la fin des violences. La population kikuyu est soupçonnée d'un soutien à « leur » président sortant. Il suffit d'opérer une projection dans l'espace urbain des clichés habituels attribués à la communauté

[8] « Ethnic Cleansing in Luoland », *The economist* 7 février 2008

ethnique kikuyu[9] pour comprendre les violences. Dans les années 1990, la rumeur courait à Kisumu que le *Provincial Commissionner* (PC)[10], le redouté Joseph Kaguthi, avait facilité l'installation en ville d'un nombre important de businessmen kikuyus. Il aurait lui-même participé à une série d'investissements en collaboration avec des entrepreneurs de la Central Province, que l'on pensait alors prendre le dessus dans l'économie urbaine (Oloo, 2011 :60). Le succès du businessman kikuyu Miriti Mbui Muthura symbolise à lui seul cette suspicion d'enrichissement par affinité ethnique[11]. Il est le propriétaire d'un petit empire entrepreneurial à Kisumu, dont la construction est, selon la rumeur locale, le fruit de sa collaboration avec le PC Kaguthi. En plus d'une vaste ferme dans la périphérie de Kisumu et de la possession de lignes de *matatu*[12], l'homme a largement investi dans l'industrie hôtelière, possédant plusieurs établissements en ville. Cet empire entrepreneurial a été littéralement réduit en cendre par le feu des violences postélectorales.

Le parcours de M. Muthura symbolise le devenir de milliers de travailleurs, entrepreneurs et familles kikuyus (mais aussi meru et en moindre mesure kisii) qui ont cherché refuge dans les casernes de la ville, puis qui ont été transportés dans la région supposée de leur origine, grossissant les rangs des réfugiés politiques internes (« *IDPs* »[13]). Au total, on estime que 20 000 IDP's auraient quitté Kisumu à la suite des violences[14]. Les traces des abandons et des destructions étaient nombreuses lors de notre long séjour à Kisumu, ponctuant du souvenir des violences une variété d'espaces de la municipalité, du centre-ville, des bidonvilles et ceux plus inachevés du périurbain. Dans le même temps, on dénombre plus de 25 000 foyers, en grande majorité des Luos, qui ont rejoint la région Nyanza – dont une part majoritaire à Kisumu – suite aux violences subies dans la vallée du Rift et certains bidonvilles de Nairobi. Les conditions d'installation difficiles[15], et une reconnaissance moins prompte qu'ailleurs des préjudices et des droits aux compensations ont renforcé et nourrit le sentiment de marginalisation luo[16]. Les

[9] Dans la géographie des préjugés concernant les communautés ethniques kényanes, les Kikuyus sont censés être fourbes, pingres, affairistes nés , malhonnêtes, accapareurs etc…voir Maupeu, 2013

[10] Chef de l'administration provinciale, soit un préfet de région.

[11] "Poverty Can Breed Frugality, By Kisumu Millionaire", Nation, 02/09/2002

[12] Minibus de transport collectifs, utilisés aussi bien en ville que dans les campagnes

[13] Selon la terminologie de l'UNHCR, les « *Internally Displaced Persons* » , ou « *déplacés internes* » sont les personnes qui sont forcées de fuir leur lieu d'origine sans pour autant quitter leur pays. Ce statut n'ouvre pas les droits juridiques dont peuvent se réclamer les réfugiés.

[14] On compte environ 600 000 IDP's sur le territoire national (déplacement forcé de régions à régions) ; 40 000 IDP ont quitté la région Nyanza, prise dans son ensemble, et on peut légitimement penser que Kisumu regroupait la majorité de ces individus. L'estimation de 20 000 déplacés faite dans un article de *The Economist* semble tout à fait propable face aux chiffres des différentes organisations ayant recensée le nombre des IDP dans le pays « ethnic cleansing in Luoland » *art. cité*

[15] « *unlike IDP's in Rift Valley and Central Province, thousands of whom are still in camps and transit sites, many of those who went to Nyanza either rented houses in urban areas or sought refuge with relatives* », in Nyanza's forgottent IDP's, IRIN, 16/02/2011

[16] "Nyanza IDPs call for Governement compensation", in *Daily Nation* 14 décembre 2013. Les compensations aux familles déplacées ont été versées tardivement (à hauteur de 10 000 Ksh, soit un peu plus de 100 euros), et celles dues aux destructions des biens des déplacés (bien plus conséquentes, soit 25 000 Ksh), n'ont à ce jour pas été versées, alors qu'elles l'ont été pour les déplacés dans les camps d'autres régions kényanes.

violences postélectorales et les dynamiques migratoires qu'elles ont engendrées ont renforcé la cristallisation et la crispation des identités politiques régionales.

Cette solidification postcoloniale des identités politiques ethno-régionales a été édifiée en causalité et conséquence des violences post-électorales. Le caractère dominant et la mobilisation médiatique de cette lecture n'enlèvent rien à sa pertinence. Elle a pu être faite par les acteurs mêmes des violences. Mais elle n'est pas suffisante. Elle se concentre sur un espace-temps particulier, celui de l'histoire politique postcoloniale, qui fait appel à la surdétermination du rôle du couple scalaire nation-région dans l'explication des violences. Ce cadrage permet de voir en quoi la bataille pour le contrôle du pouvoir central a des *conséquences* locales assez visibles. Il fait pourtant l'économie d'une explication *par* le local, et donc prive les processus, sentiments, contradictions et interactions qui y prennent leur source d'un caractère explicatif autant que causal dans la compréhension des violences et la constitution du (res)sentiment ethnique. Cette lecture vient masquer les enjeux propres à l'espace urbain, qui, plus qu'un simple réceptacle passif d'enjeux qui le dépasse, est aussi un enjeu à part entière des violences et du sentiment d'injustice qui les a motivés : « […] *ne pas se laisser piéger par les discours [ethnique] permet de prendre la mesure d'injustices réelles* » (Médard, 2008a : 75). Une lecture plus fine des violences nous invite à ouvrir la réflexion sur d'autres espaces de références autre que le couple nation / région, et de voir en quoi « *l'apparition de nouvelles plateformes identitaires s'interprète, dans leur dimension stratégique, par rapport au contexte politique local, national, et parfois même international* » (Médard, 2008a : 77). Claire Médard nous invite en ce sens à voir en quoi « *la dimension locale de chaque conflit confère à la crise des ancrages spécifiques et une autonomie potentielle* » (2008b : 4). Ces sont ces ancrages spécifiques - et donc locaux - de la crise que nous nous proposons désormais d'analyser. Les dynamiques et héritages propres à l'espace urbain de Kisumu peuvent donner sens aux violences. Ce changement d'échelle n'exclut pas la pertinence de la lecture ethnique : il s'y articule, afin de nous faire entrevoir la complexité des interactions scalaires qui ont donné corps aux violences.

2.2. Une lecture locale des violences

2.2.1. De la division ethnique à la division sociale

Certaines histoires, certes marginales, ont pu à leur propre échelle faire dérailler la logique désastreuse de la haine ethnique. John Odhiambo, chauffeur pour une ONG, a préservé de la colère de la foule plusieurs dizaines d' «étrangers », de non-Luo: « *Je suis un Luo. Mais dans mon cœur tous les hommes sont égaux* [equals] »[17]. C'est très précisément cette reconnaissance par-delà l'appartenance ethnique d'une égalité intrinsèque entre individus qui est largement interrogée dans les manifestations violentes. Bob Odongo est l'un de ces nombreux jeunes

[17] « after the violence », in The Guardian, 21 décembre 2011

hommes luo peuplant les bidonvilles de Kisumu. Il a participé à la destruction des biens de Mr. Muthura :

> Oui, c'était un supporter de Kibaki, on a dû se résoudre à ça [*la destruction du Kimwa Grand Hotel*] pour envoyer un message ! […] On a pas de travail ici, c'est un problème ! La municipalité détruit nos kiosks et nous empêche de faire ce qu'on veut à Kondele, et ces Kikuyus, ils ont des businesses partout dans la ville. Nous on a rien, et eux ils sont comme les Indiens. Ils ne nous donnent rien, et quand tu travailles pour eux, ils sont rudes et te paient très mal[18].

Odhiambo proposait une vision éthérée et morale de l'égalité (théoriquement, tous les hommes se valent). Odingo propose au contraire une vision de l'inégalité basée sur sa perception de la distribution inégale des ressources en ville. Il tente ainsi de trouver des motivations économiques et sociales de son implication dans les violences. C'est pour lui une classe de propriétaires arrogants et cupides qui est visée, regroupant autant des Kikuyus que l'élite économique d'origine indienne de Kisumu contre laquelle se défini une identité populaire luo locale. C'est cette structuration sociale et locale du ressentiment ethnique qui amalgame entrepreneurs Kikuyus et Indiens que William Oloo (2011 : 60) identifie dans sa lecture des violences :

> Ceux qui obtiennent un emploi temporaire dans le secteur économique indien sont gravement exploités. Il y a eu un ressentiment croissant parmi la population locale sur la domination accrue du secteur des affaires de la ville, pas seulement du fait des Indiens qui ont commencé à s'installer dans la ville en 1901 […] mais aussi d'autres communautés, notamment les Kikuyus. Ensuite, les locaux accusent les membres des deux communautés d'être largement coupés du reste de la population, achetant ou procurant bien souvent des services les uns aux autres et soutenant les lieux de sociabilités des leurs. […]. L'une des complaintes les plus persistantes vient des travailleurs non qualifiés et porte sur les mauvais traitements et les bas salaires prodigués par les propriétaires de business. Des propos comme : "*Abonyo gi kod jorabuon ochayo ji*" (ces Indiens et ces Kikuyus nous méprisent) ne sont pas rares. Les employés qui se sont fait congédiés pour une raison ou une autre ont des histoires à partager sur les anciens employeurs […] et forment une opinion sur une communauté d'affaire jugée exploiteuse, raciste et ethnique.

Ainsi, les propriétés des commerçants indiens, pourtant acteurs largement marginaux dans la compétition politique à l'échelle nationale, ont subi le même sort que celles des Kikuyus. Les investissements des minorités kényanes d'origine indienne à Kisumu n'ayant pas d'équivalent, les destructions ont atteint une ampleur incommensurable. Ils sont de loin la communauté[19] la plus riche et la plus investie dans des activités d'accumulation capitalistique, forte d'un ancrage historique dans la ville et intégrée dans des réseaux commerciaux et financiers nationaux et transnationaux. Les principaux supermarchés du centre-ville ainsi que la plupart des commerces et services spécialisés qui jalonnent les principales artères du centre-ville colonial sont, sauf exceptions, des établissements tenus par des kényans d'origine indienne. Ces commerces ont été des cibles privilégiées – et parmi les premières – dans la fureur des violences. Le pillage du

[18] Entretien réalisé le 21/03/2009

[19] Ajoutons de suite : communauté éminemment plurielle, voire par exemple les travaux dirigés par Michel Adam dans *L'Afrique Indienne* (Adam, 2010)

centre-ville a alors été presque complet. Les images de cette curée font sans doute partie de celles qui ont le plus incarné les violences post-électorales, au Kenya comme à l'étranger. Ces scènes de pillages indiquent une appropriation violente et instantanée des richesses affichées au centre-ville. Les élites économiques indiennes ont partagé dans les violences une communauté de destin avec la communauté Kikuyu. La représentation dépréciative dont elles sont l'objet prend source dans une expérience quotidienne et locale de l'inégalité.

Ainsi à Kisumu, les identités sociales (disons de classe) tendent à se calquer sur les identités ethniques. Les logiques d'identification ethnique qui transparaissent dans la morphologie des violences sont une manière de poser localement les enjeux de la distribution. Pourtant, le registre de la différence ethnique n'est qu'une modalité d'expression des enjeux ayant trait à l'inégale répartition des richesses. Le temps post-électoral a certes été un moment clef dans la concrétion et la formulation des identités ethniques, opposant des identités les unes aux autres sur la base de l'expérience locale de l'inégalité. Cela n'a pas annihilé les débats internes aux communautés ethniques, bien au contraire. Les enjeux de la distribution ont été internalisés au sein de la communauté luo, interrogeant sa cohésion. L'apparente unité partisane par laquelle on a souvent compris l'implication des habitants de Kisumu dans les violences ne permet pas de comprendre les fissures et divisions qui ont traversés dans cette période trouble la communauté luo. Les violences ont constitué des opportunités pour exprimer et résoudre de manière violente des conflits tapis dans la quotidienneté. « *Les règlements de compte personnels de groupes ou d'individus profitant de la situation pour s'approprier ou détruire un commerce concurrent, où se venger d'un locataire ou d'un propriétaire* » (Lafargue et Katumanga, 2008 : 110) ont été assez nombreux en contexte urbain, au-delà d'une simple motivation ethnique.

Kisumu ne fait pas exception. Les violences n'ont en effet pas seulement touché les figures locales de l'étranger. Nombre de commerces tenus par des Luos ont été la cible des pillages, au centre-ville comme ailleurs dans l'agglomération. On peut citer plusieurs exemples, moins médiatisés que l'attaque des commerces indiens ou kikuyus. Comme le cas de cet hôtel, Classic Guest House, situé dans le quartier de Dunga et complètement détruit. Il appartenait pourtant à un enseignant retraité luo. L'arrogance du personnage et l'absence d'employés du voisinage dans l'hôtel sont mobilisées pour expliquer le sac. Les pillages n'ont discriminé aucune structure commerciale dans le centre-ville. Les employeurs essaient tant bien que mal de mobiliser leurs employés pour protéger les échoppes d'éventuels pillages (Waki, 2008). Ces violences ne touchent pas seulement les propriétaires les plus aisés, mais aussi des petits, du simple vendeur de légume au conducteur de minibus. Des blocages routiers augmentent la tension. Ils font office de péage. Les groupes de jeunes qui les tiennent demandent une taxe de passage au nom du financement de la protection de l'axe et de la participation à l'effort de lutte pour bouter Kibaki du pouvoir. Des taxes de protection sont aussi demandées à différentes échoppes, commerces et autres opérateurs des commerces ou de services informels. Les quartiers riches, principalement

Milimani et Tom Mboya Estate, sont la cible de cambriolages quotidiens, ainsi que d'autres quartiers plus modestes (Mountain View Estate, Arina, ou Robert Ouko Estate), qui n'en représentent pas moins une certaine forme d'achèvement social pour les populations les plus paupérisées des quartiers non-planifiés de Manyatta, Nyalenda, Obunga ou Bandani.

Le caractère générationnel des violences est un exemple flagrant de la division de la communauté luo : « *Les violences ont été souvent le fait d'adolescents ou de jeunes hommes. Pour cette classe d'âge, il s'agissait aussi de défier les normes traditionnelles, en remettant en cause la capacité politique des anciens de leurs communautés respectives* » (Lafargue et Katumanga, 2008 : 110). L'implication de jeunes paupérisés dans les violences s'est en effet faite au détriment de l'autorité des aînés pris à parti dans leur tentative de modération. Un professeur de l'université de Maseno est lapidé alors qu'il essaie de raisonner des manifestants engagés dans les combats sanglants avec les forces de l'ordre, et « *les jeunes étaient incontrôlables et tout leader tentant de les raisonner risquait d'être accusé de traitrise* » [20]. L'incendie au début des violences des bureaux de l'*assistant-chief* dans le bidonville de Manyatta par des « gangs » de jeunes et l'incapacité des « *village elders* » à canaliser et calmer le mécontentement des jeunes indiquent une opposition aux formes gérontocratiques du pouvoir luo. Le leadership des violences pose question. Les instances locales du parti d'Odinga (ODM) s'avoueront aussi complètement dépassées par la radicalité de la jeunesse de Kisumu, comme l'affirme Dave Okwatch, chef de la branche locale du parti[21]. Odinga lui-même semble à un certain point dépassé par les demandes des franges jeunes et radicales de son soutien. Lorsque fin janvier Raila s'adresse à la foule, dans une tentative pour calmer la situation, il se verra rétorquer bruyamment par une partie de la foule que des AK47 valent mieux que des paroles (Oloo, 2011: 72-73)[22].

Dans la temporalité post-électorale, le soutien à Raila se craquelle de manière symétrique dans une frange souvent plus âgée de la population luo, assise sur la propriété et investie dans les activités commerçantes et productives. Les élites politiques, et en particulier Raila Odinga, sont alors critiquées pour leur responsabilité dans ce climat violent. Le dirigeant local de l'influente Law Society of Kenya, certainement l'une des représentations les plus importantes d'un légalisme et d'un état de droit fondé sur la propriété privé, affirme ainsi :

> Le Kenya n'appartient pas aux politiciens, et bientôt ils n'auront plus de pays à diriger. Ils devraient combattre l'escalade du crime sans lui donner un angle politique. Nous devons avertir nos leaders que bientôt les gens vont perdre confiance en eux pour leur incapacité à restaurer l'ordre […]. Quand une certaine classe pour laquelle nous nous battons pour obtenir une égalité

[20] « Gangs terrorises Kisumu », *The Standard*, 01/20/2008
[21] "Kisumu's perilous slide into anarchy" *The Nation,* 06/02/2008
[22] Aussi, la tournée censée être triomphale en mai 2008 de Raila à Kisumu et célébrer le partage du pouvoir par la création d'un poste de Premier Ministre, sera marquée par l'irruption dans la foule du Moi Stadium de Kisumu de voix discordantes quant à la frilosité perçue d'un tel accord jugé insuffisant. Raila devra alors rassurer et justifier ses propres choix politiques devant une foule agitée.

> socio-économique dans un nouveau gouvernement se tourne contre nous dans ces circonstances douloureuses, l'ODM pourrait perdre la face dans la crise en cours. [23]

Ainsi, plus la crise s'ancre, plus les violences dépassent le cadre temporel strict de la dispute politique, et plus les logiques et contradictions sociales qui les animent sont apparentes. Le discours de l'unité ethnique se fissure largement à l'analyse des divisions qui animent la société luo. La communauté ethnique montre alors ses divisions, les jeunes contre les ainés, les pauvres contre les riches. Le spectre de l' « *anarchie* » est alors agité :

> Kisumu et ses environs sont devenus un territoire de gang où les criminels volent et pillent de porte à porte en plein jour. Ce qui a commencé comme une action de masse sur les élections a muté en des actes criminels au-delà de toute bonne volonté politique. Les criminels visent désormais les bonnes gens qui travaillent, la communauté des affaires et généralement tous ceux qui embrassent l'ordre.[24]

La dépolitisation des violences et leur criminalisation démontrent la peur du désordre social qui anime les classes moyennes et supérieures et la nécessité de retrouver au plus vite un ordre indispensable aux affaires et au travail. Elles ne veulent pas voir dans les violences l'irruption impulsive de demandes de redistribution et de revendications sociales, ou mieux une reconsidération des termes de l'échange « *entre peuple et élites, appuyé sur des normes de réciprocité et de droit à la subsistance inscrites dans les routines quotidiennes* » qui fonde l'économie morale par laquelle le consensus communautaire s'exprime (Siméant, 2010 : 144).

2.2.2. Les violences comme révélateurs de divisions géographiques de l'espace municipal

Une lecture sociale des violences implique un changement d'échelle du cadrage de l'analyse. Elle permet de réétalonner l'analyse sur les enjeux propres à l'espace de Kisumu, les divisions intra et intercommunautaires qui traversent l'espace urbain. Cette lecture sociale des violences se voit largement confirmée par l'étude de leur géographie à l'échelle urbaine. Cette lecture des violences a constitué notre première lecture de la géographie de la ville. Les différents rapports d'enquête produits par la Waki Commission (2008), la Kenya National Human Right Commission (2008), et l'ONG Human Rights Watch (2008) permettent une compréhension assez fine tout autant des stratégies émeutières que policières. A travers leur analyse, c'est toute une structure socio spatiale inégalitaire qui est rendue visible. Plus qu'un simple théâtre d'opération, la ville elle-même, son espace, ont été un enjeu majeur des violences. Jusqu'à la caricature, la physionomie générale des mouvements émeutiers présente une vision duale de la ville : d'une part un centre-ville riche, commerçant et d'origine coloniale et d'autre part des quartiers non-planifiés dont le développement exponentiel date essentiellement de la période postcoloniale, qui ceinturent le centre-ville et où vivent les populations qui l'assiègent. L'analyse de la dimension

[23] "Kisumu's perilous slide into anarchy" *The Nation,* 6 février 2008
[24] *Ibid.*

géographique des stratégies émeutières et des stratégies policières déployées en réponse révèle un texte urbain où disparait presque complètement la dimension ethnique, pour révéler les divisions structurelles qui organisent l'espace de la municipalité de Kisumu. En effet, si le déclenchement des violences est à comprendre à travers le déclic que constitue le truquage et le vol des élections, le vol des élections en lui-même n'explique que peu le pourquoi des localisations des violences et les réponses policières.

Le matin du premier jour des violences (samedi 29 décembre 2007), les manifestants venus des principaux bidonvilles ceinturant les anciennes frontières coloniales de la municipalité ont d'abord cherché à investir massivement le centre-ville. Venus de Manyatta, Obunga, Nyalenda, et Bandani, les foules convergent vers l'avenue Oginga Odinga, détruisant sur leur passage des bâtiments gouvernementaux. Une fois sur place, la foule pille tout ce qu'il est possible de piller. Les violences ont été très peu sélectives. La revendication politique est indissociable dans les premières heures des actes criminels, des pillages et des destructions, contrairement à la dissociation opérée par nombre de commentateurs. Les forces de police semblent dépassées, et décident d'ouvrir le feu pour disperser la foule. Les premiers morts sont tués lors de cette première matinée de violences policières au centre-ville, mais ils restent minoritaires. L'ONG Human Right Watch, après une enquête précoce, dès le mois de janvier, a ainsi relevé la géographie des morts par balle :

> Les enquêtes ont montré que la majorité des individus tués par balle à Kisumu est morte dans les bidonvilles loin des commerces du centre. D'après les archives gardées par les représentants de l'ODM qui ont compté les morts arrivant à la morgue, environ 10 individus ont été tués par la police au centre-ville, tous les autres corps venaient des bidonvilles. […] La police a réussi à repousser les protestataires dans les bidonvilles. Le District Commissioner a affirmé à Human Rights Watch que la stratégie était de « *les maintenir hors du centre-ville* [town], *de les repousser dans les bidonvilles et de les empêcher de revenir* ». Bien après que la foule se soit dissipée au centre-ville, la police s'est rendue dans les bidonvilles dans la soirée du 29 décembre, et dans toute la journée du 30 décembre a ouvert le feu directement et sans sommation sur tout groupe leur apparaissant suspect. (HRW, 2008 : 28-29)

La plupart des individus tués l'a été dans les « *bidonvilles* », du fait de la stratégie de « *containment* » mise en œuvre par les forces de l'ordre. Les forces de police ont alors organisé des patrouilles sur les principales artères qui séparent les quartiers non planifiés[25] de la ville planifiée qui s'est développée au sein des frontières de l'ancienne municipalité coloniale[26]. Ces

[25] Les termes de « *slum* » (« bidonville ») ou même de « *informal settlment* » communément utilisés pour qualifier les zones urbaines denses ceinturant les frontières de l'ancien *township* colonial de Kisumu, peu pourvues en services de bases et concentrant sur elles les stigmates de la pauvreté, ne nous semble pas adéquats. En effet, ces termes présupposent une informalité foncière, voire une illégalité, qui est peu présente dans ces zones, où l'occupation foncière est dans une écrasante majorité tout à fait légale, dument enregistrées dans les registres fonciers.

[26] Ring Road séparant le quartier huppé de Milimani, puis la vaste bande de terre, véritable zone tampon qui sépare les franges est et nord de l'ancienne frontière municipale des bidonvilles de Manyatta et Obunga

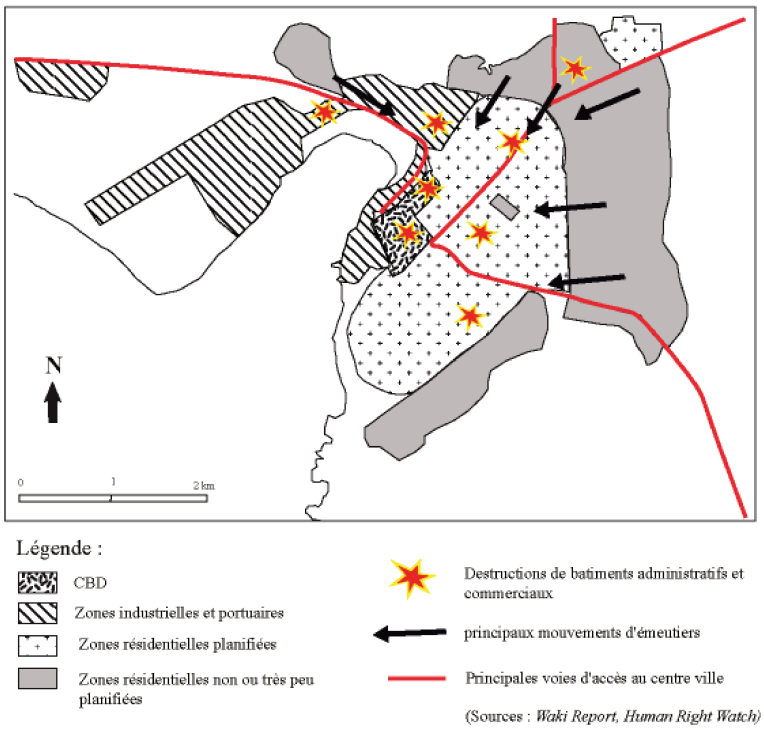
patrouilles ont été particulièrement meurtrières, et l'usage des armes à feu fut disproportionné et indiscriminé[27].

La stratégie policière met en place un semis de barrages le long des grandes artères reliant le centre-ville aux principaux quartiers non-planifiés. Les barrages les plus excentrés du centre-ville matérialisent eux-aussi la frontière de l'ancienne municipalité coloniale, où s'organisent les confrontations entre les manifestants venus des quartiers non-planifiés et les forces de l'ordre protégeant le centre-ville. C'est le cas du point chaud de Kachok, à la sortie est du centre-ville sur le principal axe routier reliant le centre de Kisumu à l'est du pays (Nairobi, Kericho, Kisii), au croisement de la Ring Road séparant le quartier huppé de Milimani (l'ancien quartier européen) des quartiers non planifiés et pauvres de Nyalenda et Panpieri. Le centre commercial Nakumatt Megacity, propriété d'une riche famille indienne est au centre des enjeux. L'opulence que représente ce temple de la consommation contraste avec la pauvreté qui transparait lourdement des paysages juste de l'autre côté de la route. Un autre lieu à fort enjeux, théâtre de véritables batailles rangées, se situe au nord du centre-ville, à Kondele à la jonction de la Kenyatta Avenue, deuxième grand axe nord-sud qui lie les faubourgs nord informels au centre-ville., et de la route de Kakamega. La Kenyatta Avenue, qui borde sur son côté ouest le deuxième quartier le plus huppé de la ville, Tom Mboya Estate, se scinde alors en deux : au nord une route qui relie Kisumu à la Western Province (Kakamega) en longeant le bidonville de Nyawita, et à l'est une route qui rejoint les plantations sucrières de Miwani en longeant la partie nord du bidonville de Manyatta. Comme dans le cas de Kachok, Kondele se situe à la lisière de la municipalité coloniale : à l'est et à l'ouest du carrefour s'étale une vaste zone dépourvue de construction sur le tracé de la frontière de l'ancienne municipalité, désormais réserve routière, qui constitue un vaste espace ouvert et partiellement utilisée comme marché. Cette zone a constitué l'épicentre des violences postélectorales. S'y sont réunis dès le samedi 29 décembre 2007 les habitants du Nord de Manyatta, de Nyawita et Obunga, réputés être les bidonvilles les plus pauvres de Kisumu, pour une véritable bataille rangée avec les forces de l'ordre qui sera reconduite épisodiquement tout au long du mois de janvier 2008. Les forces de l'ordre y ont, comme à Kachok, installé un barrage pour protéger l'accès au centre-ville de la colère des foules. Le même schéma se répète à l'ouest du centre-ville, toujours en lisière de l'ancienne frontière municipale sur la Busia Road menant à l'Ouganda au croisement de la voie de chemin de fer. Les mêmes oppositions sont alors

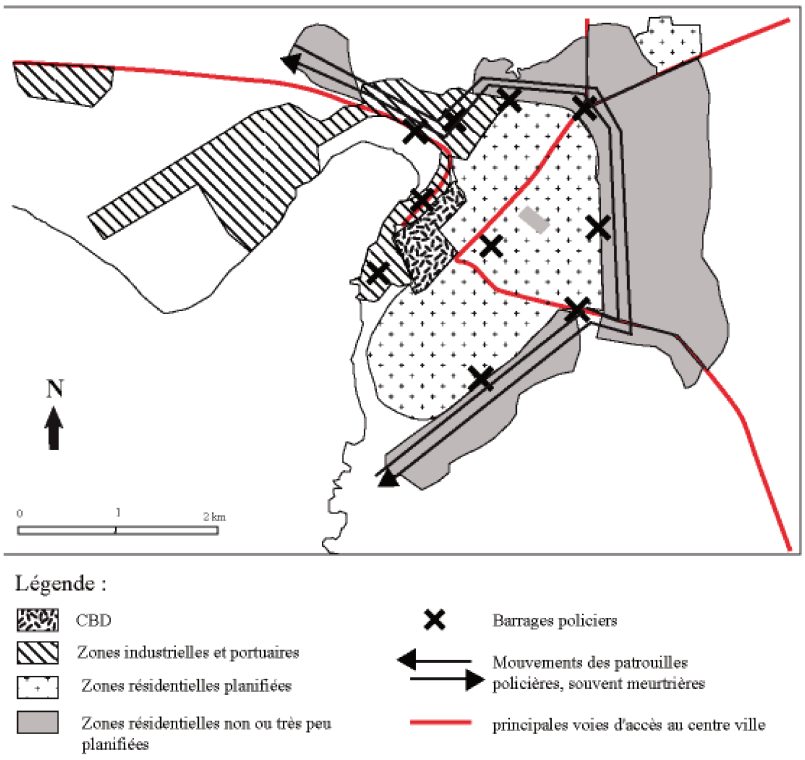
[27] "*From the pattern of the gunshots, it appears that the police were shooting to kill males but that stray bullets caught the female and child victims. The medical superintendent at the hospital reported that most of the males who had been shot (whether dead or injured) were shot in the body or the head: "Direct hits," she said, whereas wounds of the few women and children were more random, "all over the body." Stray bullets, one in the arm, one in the leg and one in the foot hit all three girls in Nyanza General Hospital who were shot and wounded. The two men in the Intensive Care Unit visited by Human Rights Watch on January 14 were, by contrast, both shot in the body, one in the neck and one in the chest. As of January 14, 59 inpatients in Nyanza Hospital had gunshot wounds and 138 outpatients had been treated for gunshot wounds. The police acknowledged that all of those shot were likely shot by the police*" (Human Rights Watch, 2008 : 91-93)

repérables : émeutiers contre force de l'ordre, ville coloniale contre ville postcoloniale, paysage de la pauvreté contre paysage de la richesse.

Carte 5 : cartographie des violences urbaines à Kisumu lors des violences postélectorales



Carte 6 : Cartographie des violences policières à Kisumu lors des violences post-électorales



La géographie des violences – et les stratégies spatiales des acteurs des événements – dévoilent la structure générale des divisions spatiales qui traversent Kisumu. Les mouvements des

manifestants et la stratégie de protection du centre-ville par les forces de police dessinent le schéma global des inégalités sociospatiales. C'est un ordre urbain qu'il s'agit de garantir, basé sur la sauvegarde des propriétés, qu'elles soient indiennes, kikuyus ou luos. Dans le feu des violences, le primat de la propriété a souvent joué à la défaveur des vies humaines. Interrogé par la Waki Commission, Mr. Simon Kiragu, officier de police du district de Kisumu, légitime ainsi les tirs à balles réelles : *« nous avons décidé d'utiliser des tirs à balles réelles pour s'assurer que les bâtiments ne continuent pas d'être brulés et, ce faisant, nous avons réussi à chasser les émeutiers du centre-ville* [town] » (Waki, 2008 : 181). On entend la même justification de la part du chef provincial de la police : « *le Provincial Police Officer a reconnu que la foule n'avait pas d'armes à feu, mais il affirmé que les tirs de la police étaient justifiés pour contrôler le pillage du centre-ville* » (Human Rights Watch, 2008 : 28).

Une lecture des violences par les inégalités locales ne contredit pas une lecture ethnique ancrée dans la compétition pour le pouvoir national. La représentation que les manifestants ont de leur marginalité au sein de la nation kényane – et la revendication politique d'un contrôle du pouvoir central qui lui est associée – est indissociable d'une marginalité vécue à l'échelle urbaine. C'est ce que nous montre le texte urbain des violences. La structure d'inégalité urbaine, fortement rejouée et formulée par les stratégies spatiales mises en œuvre au cœur des violences, semble ouvrir aussi à d'autres temporalités que la temporalité postcoloniale[28]. Ainsi, c'est bien le référent colonial qui transparait dans la lecture géographique des violences, tant la cartographie des violences rejoue l'opposition paysagère, foncière et sociale produite par une histoire urbaine qui a instauré une dichotomie spatiale – encore aujourd'hui structurante, persistante et manifeste – entre l'ancien *township* colonial et les espaces qui lui étaient extérieurs.

Le récit des violences postélectorales nous mène à la croisée de divers chemins, véritable évènement-carrefour au sein duquel se rencontre une variété d'échelles spatiales et temporelles. Localisées dans le temps et dans l'espace, la colère et la haine qui se sont déversées sur Kisumu débordent pourtant les cadres scalaires dans lesquels toute posture analytique tente de les circonscrire. On peut y lire les vicissitudes de la politique nationale d'après l'indépendance, et la construction conflictuelle des identités politiques régionales. On peut aussi y lire les enjeux locaux ancrés dans le temps du quotidien, et les craquements internes à la communauté ethnique luo. C'est aussi le temps plus long d'une histoire urbaine coloniale qui se manifeste dans le schéma spatial des violences. Les violences postélectorales ont constitué un moment tragique, d'une incomparable intensité, qui exprime la profondeur des contradictions qui traversent l'espace urbain. Ces contradictions sont si profondes que c'est l'avenir même de la ville qui est remis en question.

[28] si l'on comprend le terme non dans son sens descriptif mais dans sa capacité à articuler, interroger, positionner la temporalité coloniale dans les enjeux du présent et de la contemporanéité.

2.3. Kisumu, les violences et le monde.

Au sortir de la crise, l'état de l'économie urbaine est désastreux. Le centre-ville est à l'arrêt, ponctué de ruines. Le secteur formel s'est rétréci. Selon la branche locale de la *Kenya National Chamber of Commerce*, ce sont plus de 80% des petites et moyennes entreprises (entendre les commerces formels qui y sont enregistrés) qui ont été touchées, pour une perte d'environ 5000 emplois[29]. Les prix des produits de première nécessité et de l'essence ont presque doublé et les pénuries durent jusqu'en avril 2008[30]. La montée du chômage et la montée des prix ont contribué à étendre le spectre temporel des violences sociales qui continuent après la signature de l'Accord National le 28 février 2008. La police continue sporadiquement d'utiliser ses armes à feu contre les délinquants, et seules quelques ONG haussent la voix à propos d'une vague d' « *extrajudicial killings* » qui survit à la fin des émeutes.

L'ampleur des violences et leurs conséquences fondent un profond scepticisme chez les observateurs qui doutent de la capacité de l'économie urbaine à pouvoir se relever[31]. La ville approfondit et réactualise les clichés qui l'ont souvent caractérisée : celle d'une ville en proie à une perpétuelle éruption violente de ses masses et dont l'arrogance des habitants ne semble pouvoir s'accorder avec les perspectives d'un développement économique solide et stable. Nombre de journaux se font l'écho de la perception d'une ville impropre à sécuriser la confiance des investisseurs car trop agitée :

> Nous ne pouvons pas nous offrir d'accueillir des saboteurs économiques parmi nous. Nous avons témoigné la paralysie de l'économie de Kisumu avec une foule d'entrepreneurs quittant pour de bon la ville après avoir perdu leur propriété à cause de pillards, de crétins et d'incendiaires[32].
>
> Kisumu, la ville lacustre connue pour ses tilapias se trouve au plein centre de la violence politique qui a frappé le pays après les élections générales du 27 décembre. Avec la plupart des plus importants établissements du centre-ville brûlés ou vandalisés, les investisseurs ont galopé vers la sortie, laissant une ville fantôme dominée par les vélo-taxis et les vendeurs de poisson. Les investisseurs restent réticents à parier leurs ressources sur la troisième plus grande ville du Kenya.[33]

La fuite des capitaux kikuyus et, de manière bien plus importante, le déracinement d'investissements indiens – dont certains quittent le pays pour rejoindre la Tanzanie) l'Ouganda, l'Inde ou encore la Grande-Bretagne[34] – sont vues comme autant de condamnations pour l'avenir de la ville. Ces jugements inquiets se comprennent dans le contexte des grandes orientations économiques stratégiques revendiquées par les élites kényanes, transcendant les oppositions politiques partisanes. Le choix ancien d'un développement par le marché est ravivé sous la

[29] Kisumu's Economy in trouble, 11 janvier 2008 Nation
[30] Food shortages bites in Kisumu Standard 02/02/2008
[31] Voir "Kisumu's economy in trouble" in *The Nation*, 11 janvier 2008.
[32] "Food shortages bites in Kisumu" In *the Standard* 02 février 2008
[33] "Kisumu big fish bait investors", in *The Nation,* 11 aout 2008
[34] "Reeling From Ruins of Poll Riots" in *The Standard* 5janvier 2008 standard

récente mandature de Mwai Kibaki, qui a lancé le Kenya dans une phase de croissance économique rapide et dans la définition d'un document de planification stratégique national, *Kenya Vision 2030,* qui vise à faire du pays « *une nation mondialement compétitive et prospère avec une haute qualité de vie d'ici 2030* »[35]. Au lieu d'une projection heureuse dans la mondialisation, « *la crise politique a conduit à la fermeture d'usines, à l'accumulation des retards dans l'approvisionnement, à l'annulation successive des tours operators dans le secteur touristique ou encore à l'effondrement de la bourse*. » (Porhel, 2008 : 51). Au niveau national, la pression économique a été décisive dans le dénouement de la crise postélectorale. Au plus fort de la crise « *les milieux d'affaires sont inquiets et demandent aux leaders politiques de faire cesser la crise rapidement ; ils ont d'ailleurs participé aux toutes premières négociations. Les objectifs économiques du gouvernement Kibaki 2007 étaient extrêmement ambitieux : croissance de 10 % à court terme et accession au statut de pays à revenu intermédiaire en 2030. Or, les événements du début 2008 ont bloqué l'économie et laissent planer des doutes sur une reprise rapide* » (Lafargue et Katumanga, 2008 : 120).

Les violences hypothèquent l'avenir du pays, défini par la projection de son économie dans les flux pluriels de la mondialisation. La médiation scalaire par laquelle est construite cette projection se grippe lors des violences postélectorales. La renaissance de l'East African Community (EAC) s'est depuis 2000[36] fondée sur la consolidation du rôle économique du Kenya à l'échelle est-africaine, notamment la consolidation de son rôle de hub logistique régional à l'interface entre le monde et la région (Mérino, 2011). Le Kenya est le principal accès – principalement par le port de Mombasa – aux marchés mondiaux pour les pays enclavés de la région (Ouganda, Burundi et Rwanda). Mais les aspérités spatiales de la construction régionale – parmi les plus ambitieuses d'Afrique – sont apparues au grand jour avec la crise électorale kényane[37], si bien que les pays de l'EAC ont œuvré pour un apaisement rapide de la crise (Merino, 2011 : 146).

Kisumu a conservé au fil de l'histoire un rôle de pivot secondaire dans l'architecture logistique est-africaine, et les violences qui ont ébranlé la ville ont eu des répercussions bien au-delà de l'économie urbaine ou des frontières nationales. Ces perturbations de l'économie régionale n'ont pas été des conséquences involontaires d'une violence aveugle. Elles ont pu être au centre d'une stratégie de pression organisée par une section du leadership politique local :

[35] " Government of Kenya, 2007, *Kenya Vision 2030, a popular version*

[36] La renaissance de l'EAC a commencé en 2000 pour réunir les trois pays la constituant avant son implosion en 1977 : Kenya, Ouganda et Tanzanie. S'y sont agrégés en 2009 le Rwanda et le Burundi, puis depuis 2016, le Sud Soudan

[37] C'est que résume cette formul efficace d'un éditorialiste ougandais : « si le Kenya prend froid, les autres pays (Ouganda, Rwanda, Burundi) attrapent la pneumonie. » in "Kenya's post-Election Crisis", *The Monitor*, 14 janvier 2008, cité par (Mérino, 2011 : 146)

> A Kisumu, […] passerelle pour l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi, les chefs du parti [ODM] ont affirmé que l'utilisation de la désobéissance civique pour nuire à l'économie était considérée : « *en organisant des sit-in répétés sur les routes principales et en utilisant nos propres voitures pour bloquer l'accès nous pouvons paralyser les transports* » a dit Joshuah Nyamori, un officiel de la branche de l'ODM de Kisumu[38].

En conséquence, la bonne santé de l'économie régionale et la fluidité des routes sera à Kisumu un objectif de la répression, comme l'indique un gradé de la police à la Waki Commission :

> Nous avons demandé à nos hommes d'utiliser des balles réelles pour disperser les émeutiers et s'assurer que les routes soient praticables. Il fallait s'assurer que l'essence pour l'Ouganda puisse passer par la Busia Road qui était lourdement barricadée avec des pneus enflammés et des carcasses de véhicules. Le gouvernement était soumis à une forte pression pour assurer que l'essence pour l'Ouganda atteigne sa destination finale (Waki, 2008 : 183)

Kisumu est en effet l'un des terminus, avec Eldoret, du pipeline qui relie le port de Mombasa – où se trouve la seule raffinerie de l'EAC – à l'intérieur de la sous-région. L'Ouganda, le Rwanda et le Burundi sont dépendants du Kenya dans leur approvisionnement en fuel, qui se fait en grande partie par la route à partir des dépôts de carburant d'Eldoret et de Kisumu. En 2008, 60% des produits pétroliers atteignant l'Ouganda (et ensuite le Rwanda et le Burundi) passent par le dépôt pétrolier de Kisumu[39]. Une partie de l'approvisionnement en Tanzanie se fait aussi via le lac en reliant Kisumu au port de Mwanza. Aucun bateau ne part du port de Kisumu durant tout le mois de janvier, que ce soit pour des cargaisons de pétrole ou de marchandises[40]. Deux semaines après le début des violences, une cinquantaine de camions sont bloqués dans le dépôt de Kisumu, et le management de la *Kenya Pipeline Compagny* (KPC) offre des escortes de sécurité pour que les camions puissent atteindre la frontière ougandaise à Busia[41]. Les 120 kilomètres de Kisumu à Busia ne seront durablement sécurisés qu'à la fin du mois de février. Les prix du pétrole ont eu le temps de tripler dans l'Ouest Kényan, et ont augmenté de 317% en Ouganda en passant de 2400 Ush avant la crise à 10 000 Ush au milieu du mois de janvier[42]. C'est donc le coût global du commerce et du transport – et donc l'ensemble des marchandises importées – qui est revu à la hausse dans toute l'Afrique de l'Est.

Avant les violences, Kisumu n'avait pas été perçue comme une menace pour l'EAC. Dans la géographie de l'intégration régionale, elle semblait promise à un rôle de premier plan. A l'interface de l'ensemble des pays de l'EAC, la ville occupe une position géographique centrale au sein du bassin du Lac Victoria – le deuxième bassin de peuplement le plus important d'Afrique – qui regroupe un tiers des habitants de l'EAC. La reconstruction africaine a d'ailleurs pris comme l'un de ses moteurs la construction institutionnelle de la gestion environnementale et

[38] "Riot police move in as Kenya unrest grows", in *the Guardian*, 17 janvier 2008
[39] "Spectre of an economic collapse sends shivers through EAC" *The East African*, 7 janvier 2008
[40] "Hauliers Lose Sh120 millions in Lake Trade" *The Standard*, 18 janvier 2008
[41] "Spectre of an economic collapse sends shivers through EAC" *The East African*, 7 janvier 2008
[42] "Petroleum Prices Now Triple in Western Region "*Business Daily*, 20 janvier 2008

économique du bassin lacustre, avec la création de la *Lake Victoria Basin Commission* (LVBC) dès 2007. Kisumu était devenue le siège de cette commission à sa création, marquant la renaissance de la centralité est-africaine de la ville. La dimension internationale de Kisumu s'est approfondie avec la concentration d'initiatives onusiennes. Elle est l'une des premières villes africaines, en collaboration avec UN-Habitat et la Banque Mondiale, à avoir défini une *City Development Strategy* (UN-Habitat et MCK, 2004). Dans la même logique d'intégration compétitive au monde que porte *Kenya Vision 2030*, la « *City Vision* » du document de planification stratégique municipal propose de faire de Kisumu « *un hub leader de transport, de communication et de commerce de la Région des Grands Lacs offrant de grandes opportunités de tourisme et d'agro-investissement »*[43] (UN-Habitat et MCK, 2004). Dans la foulée, la ville est déclarée en 2006 première « *Millenium City* » par le secrétaire général des Nations Unies Koffi Annan. L'économiste-star Jeffrey Sachs[44], à la source du projet, fera le déplacement à Kisumu pour l'annoncer. L'idée est alors de faire de Kisumu une vitrine pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Forte de cette visibilité nouvelle, la ville devient attractive pour nombre d'agences de développement bilatérale (AFD, SIDA, US-Aid, Dfid etc…).

C'est alors que « *la géante qu'est Kisumu est allé dormir* »[45], menaçant par le feu des violences son arrimage aux ressources du vaste monde :

> Des vitres brisées et des bâtiments brûlés. C'est tout ce qui reste d'une ville jadis florissante qui était saluée par beaucoup comme le hub de la région de l'Afrique de l'Est. Kisumu, troisième ville du Kenya, avait vu sa stature s'élever lorsque l'East African Community a situé la Lake Victoria Basin Commission dans la ville lacustre. L'année dernière, la ville avait atteint le statut prestigieux de ville du millénaire. Tout ça n'est plus que de l'histoire, et les experts ont exprimé leurs craintes que la vague de chaos qui a ébranlé la ville aura un impact négatif sur sa croissance économique. Quel investisseur viendra mettre son argent dans une ville criblée de risques, en proie au pillage et au feu ? [46]

L'un des enjeux prioritaires de l'après crise est donc de reconstruire l'image de Kisumu pour restaurer la confiance des investisseurs. Cette demande est formulée par l'élite économique locale[47]. Elle sera mise en œuvre par un exécutif local acquis à la cause entrepreneuriale, mais aussi par une agence nationale de *branding* qui se charge de redorer l'image de la ville[48]. L'unique projection mondiale de la ville pendant et après la crise a été celle d'une ville en proie au chaos. Kisumu est devenue l'une des incarnations les plus visibles du drame kényan pour la

[43] Originellement en anglais : « *a leading transportation, communication and commercial hub in the Great Lakes Region offering great tourism and agro investment opportunities* »
[44] Alors conseiller spécial auprès de Koffi Annan et directeur du Earth Institute de l'Université de Columbia. Il a été dans les années 1990 un acteur central de la définition de la « stratégie du choc » dans les économies de l'ex URSS, soit une mise aux normes rapide des anciennes économies socialistes dans le sens du marché.
[45] "When the Giant That is Kisumu City Went to Sleep", *The Nation,* 6 janvier 2008
[46] *Ibid.*
[47] "Media Asked to Re-Build Kisumu", *The Nation*, 19 février 2008
[48] "Kisumu targeted for branding", *The Standard*, 4 février 2011

presse internationale[49]. Triste célébrité qui fait apparaitre le nom d'une ville au monde, non sans consolider une représentation caricaturée du fait politique africain, ethnicisé à outrance. Les évènements de Kisumu projettent la ville dans l'espace en construction de la justice internationale. Elle est le lieu d'investigation pour deux cas qu'a instruit le procureur de la Cour Pénale Internationale de la Haye, Luis Moreno-Ocampo, à la suite des évènements.

3. Kisumu à la croisée des échelles : problématique pour une thèse

3.1. Les échelles au centre du questionnement

Les violences postélectorales à Kisumu mettent à jour un enchevêtrement complexe d'échelles qui se croisent, se superposent, se contredisent et s'articulent dans la lecture des évènements. La multiplicité des cadrages scalaires – parfois contradictoires – interdit tout récit stabilisé et définitif des évènements et empêche l'épuisement de sens que l'on peut attribuer à la crise post-électorale à Kisumu. La polysémie scalaire illustre donc la complexité de l'évènement, qui s'éparpille alors hors de son propre cadre territorial et temporel (son empreinte directe). Elle illustre aussi quelques propriétés de la notion d'échelle géographique, du moins dans sa définition la plus récente au sein de la géographie anglo-saxonne (Marston, 2000 ; Brenner 2001). Au lieu de voir les échelles comme un donné ontologique – un cadre pré-ordonné et fixe dans lequel sont organisées les relations socio-spatiales – une somme de travaux s'est attelée à développer une approche constructiviste des échelles géographiques. Elles sont alors perçues comme des productions de l'activité humaine, « *l'expression d'une dynamique d'ensemble de structuration des activités humaines dans l'espace* » (Planel et Jaglin, 2014 : 27) et non comme « *une métrique neutre de l'espace physique* […]. » Autrement dit, « *loin d'être neutres et fixées, les échelles géographiques sont le produit des activités économiques, politiques et sociales* » (Smith, 1995 : 60-61). Les différents récits des violences post-électorales à Kisumu exemplifient l'un des apports majeurs de ce constructivisme scalaire, à savoir la contingence de l'ordonnancement vertical du partage de l'espace. Le processus de structuration scalaire, fruit de l'activité humaine, n'est pas un ordre immuable, mais plutôt une construction historique et sociale sujette à des recompositions, en fonction des luttes et des contradictions de l'activité sociale. Les échelles sont l'objet de contestation, et leurs significations « *sont socialement construites, en relation avec le projet politique que leur assignent les acteurs concernés* » (Planel et Jaglin, 2014 : 31). Au sein des processus de structuration scalaires, les échelles particulières ne peuvent être considérées dans leur isolement et leur singularité : elles sont, dans une optique relationnelle, toutes interdépendantes (Brenner, 2001).

[49] Ainsi, 13 articles font références à Kisumu dans le journal français *Le Monde* entre le 28 décembre 2007 et mars 2008

Ainsi, les différents cadrages scalaires, plus que de procéder d'une lecture analytique et « par niveaux » que nous avons faites des violences, proviennent des stratégies discursives et rhétoriques employées par les acteurs et les observateurs de la crise. En ce sens nous avons été dépendants, dans le récit analytique présenté plus haut, de la diversité de nos sources et de leurs objectifs. A titre d'exemple, la force explicative du couple nation/région dans la production des violences est d'abord apparue avec une force inégalée dans la lecture uniquement ethnicisée faite dans certains médias européens[50]. Les identités « primordiales » ethniques et régionales sont souvent investies en tant que centralité causale de la conflictualité sociale et politique. Cette représentation des violences n'est pourtant pas le seul produit d'un exotisme dépréciatif occidental, et une variété d'acteurs politiques locaux – des manifestants de Kisumu aux membres locaux de l'ODM – ont clairement articulé l'identité ethno-régionale et les perspectives de mobilisation qu'elle propose dans la conquête du pouvoir national. La lutte pour le pouvoir central est et a été au Kenya un moteur de la production d'identités politiques ethno-régionales alors communément mobilisées par les politiciens et les électeurs. Une autre représentation des faits insiste sur la dimension locale et sociale des violences, et se positionne en contrepoint de la primauté des motivations ethniques. Souvent mobilisées par les acteurs locaux de ce qu'il est convenu d'appeler la « société civile », ces lectures participent au processus de pacification et de médiation qui ont suivi les violences dans tout le pays. Comme le fait William Oloo à propos de Kisumu (Oloo : 2011)[51], ce type de lecture vient souligner les dangers de la réduction ethnique des évènements, et insiste sur le champ de conflictualité locale. Cette ligne discursive propose alors des solutions et actions concrètes pour désamorcer la possible reproduction des violences politico-ethniques dont le Kenya est régulièrement le lieu, comme s'efforceront de faire lors de notre terrain les acteurs les plus visibles des « *civil society organisations* » investies à Kisumu[52]. En dernier lieu, les condamnations des violences qui se fondent sur la projection de Kisumu dans l'espace mondial et est-africain illustrent un autre cadrage des évènements, basé sur d'autres relations et objectifs. Il s'agit alors principalement pour les acteurs dominants de l'économie urbaine et d'une classe moyenne locale ouverte sur le monde de réaffirmer les orientations politiques et économiques choisies par la ville ou adoptées pour elle avant les violences.

Les différents cadrages proposent donc des interprétations différentes des violences, en fonction des stratégies et intérêts différenciés des acteurs. La production sociale des échelles géographiques ne constitue pas seulement une pratique rhétorique et discursive : « *la manière dont l'échelle est construite est tangible et a des conséquences matérielles* » (Marston, 2000 :

[50] Tout spécialement *Le Monde* et *The Guardian*

[51] Chef d'une association de reporter kényan, il façonne alors son récit dans un ouvrage collectif qui vise à nourrir une réflexion sur les actions associatives à produire pour que soit évitées de nouvelles violences lors des prochains processus électoraux kényans. L'idée du livre est alors de chercher l "*The 'truth' about what actually happened will be found in the in-between spaces of dialogue and voicing*" (Njogu, 2011 : 1)

[52] Tels que par exemple des individus comme Betty Okero et Joshuah Nyamori qui s'efforceront par différentes actions et projets menés par leur *Nyanza CSO Network* de pacifier l'expression des conflits politique locaux.

221). Ainsi, la matérialité de la mise en mouvement des cadres scalaires s'est largement manifestée dans toute sa dimension conflictuelle lors des violences post-électorales. La tentative d'intégrer Kisumu dans les flux de mondialisation et d'en faire une centralité est-africaine visait à peser davantage sur le destin matériel – le développement – non seulement de la ville mais de l'ensemble de l'*East African Community*. L'une des stratégies scalaire des manifestants est de prendre ce cadrage scalaire est-africain comme une arène de mobilisation. Le blocage des réseaux logistiques dont Kisumu est un nœud secondaire par les manifestants a eu des conséquences concrètes sur l'économie des pays enclavés du bassin du Lac Victoria. Ces conséquences ont tout à la fois durci la répression sur les barricades et hâté la résolution de la crise. Elles démontraient alors l'existence d'une évidente dépendance de l'économie est-africaine aux circuits logistiques dont le Kenya est l'épine dorsale, mais surtout elles présageaient des faiblesses du projet d'intégration économique régionale compris comme un médium d'insertion dans la mondialisation. La crise de 2007-2008 met en danger la tentative de construire Kisumu en tant qu'interface localisée avec le monde.

3.2. Interroger l'émergence de Kisumu en tant qu'interface localisée au monde

Le constructivisme scalaire a servi un renouveau général dans la géographie politique anglo-saxonne[53]. Il participe du renouvellement de l'articulation heuristique entre espace et pouvoir en dynamisant la compréhension des jeux de pouvoirs pluriels, et dessinant les contours des « politiques d'échelles » (Miller, 1994 ;Delaney et Leitner, 1997). Il a par exemple permis d'organiser une critique fertile du localisme marquant parfois les études portant sur le droit à la ville (Purcell, 2006), d'irriguer la définition des enjeux de la justice environnementale, d'aider à la compréhension des stratégies d'acteurs participant aux luttes environnementales (Kurtz, 2003 ; Towers, 2000 ; Bickerstaff et Agyeman, 2009), ou encore de proposer une exploration des stratégies spatiales des partis politiques (Agnew, 1997) ou des syndicats (Herod, 1997). Mise à part la géographie anglo-saxonne et la géographie des Nords dans laquelle elle s'est d'abord développée, cette relation entre échelle et jeux de pouvoir a permis d'engranger des discussions fertiles sur la justice spatiale à partir de terrains urbains des Suds (Planel et Jaglin, 2014). Il s'agissait de voir comment la refonte d'une ingénierie scalaire venait contraindre, orienter et cadrer l'action individuelle et collective (Planel et al., 2014) mais aussi de voir comment les acteurs pouvaient en même temps « *transformer la contrainte de l'encadrement en opportunité politique* » (Buire et al. 2014). En terrain ivoirien, Karel Arnaut a par exemple mis en avant les opérations scalaires mises en œuvre par les tenants de l' « ivoirité » dans la définition de cette identité politique autochtone (Arnaut, 2008).

[53] Erik Swyngedouw a pu résumer ainsi ces apports : « *les redéfinitions d'échelles modifient et expriment des changements dans la géométrie du pouvoir social en renforçant le pouvoir de certains et en dépouillant d'autres de leurs pouvoir* » (Swyngedouw, 1997 : 169)

Au-delà de la multiplicité des objets et des terrains dans lesquels le constructivisme scalaire a démontré sa validité heuristique – notamment en géographie politique –, il est une situation historique particulière, localisable dans l'espace et dans le temps, qui a été motrice dans l'affinage des outils théoriques et méthodologiques du constructivisme scalaire : les évolutions post-fordistes au sein des démocraties occidentales. Les restructurations spatiales à l'œuvre aujourd'hui à Kisumu et au Kenya font à première vue écho aux refondations scalaires qui ont agité le capitalisme occidental depuis les années 1970 (Smith, 1995 ; Swyngedouw, 1997 ; 2004 ; Herod et Wright, 2002 ; Brenner, 2004). La transformation économique post-fordiste – ou post-keynésienne – des bastions du capitalisme avancé a en effet été analysée au prisme de la réorganisation de l'architecture scalaire produite par le processus d'accumulation contemporain. Les travaux sur la transformation des spatialités de l'Etat ont été au centre de l'analyse de ce processus de *rescaling*. Aux modes de régulation fordiste (ou keynésienne) contenus au sein des frontières de l'Etat-Nation (Brenner, 1999 ; Jessop 2000), se substituent des modes de régulations qui viennent projeter l'Etat et ses évolutions institutionnelles dans le haut et le bas du spectre scalaire. D'une part, les Etats sont – dans un contexte de mondialisation des flux économiques – les acteurs centraux de processus d'intégration géoéconomique supranationaux et d'une internationalisation des politiques publiques. D'autre part, les régions urbaines et les métropoles sont devenues des échelles-clefs dans la restructuration spatiale et institutionnelle des Etats européens et nord-américains (Harvey, 1989 ; Macleod et Goodwin, 1999 ; Le Galès, 2003 ; Brenner 2004 ; Leitner, 2004 ; Jouve et Lefebvre, 2004), accompagnant alors la sélectivité spatiale des logiques de localisation des capitaux. Ce n'est plus, comme au temps des régulations fordistes-keynésiennes, « *le capital qui est modelé au sein de la géographie de l'espace étatique (territorialement intégré), mais l'espace étatique qui est modelé au sein de la géographie du capital (territorialement différenciée)* » (Brenner, 2004 : 16).

Les apports du constructivisme scalaire à notre réflexion ne se limitent pas à sa dimension méthodologique, qui nous a permis par exemple d'approcher l'épaisseur des relations scalaires mobilisées dans les violences post-électorales. L'analogie avec les restructurations spatiales observables dans les contextes des innovations théoriques décrites plus haut qui nous ont poussé à confronter les restructurations spatiales observables à Kisumu avec ce qui est désormais convenu d'appeler la « *nouvelle politique économique de l'échelle* » (« *the new political economy of scale* ») (Brenner, 2004 ; Jessop, 2002). Avant même que nous nous rendions sur place, le deuxième corpus documentaire – après celui des violences post-électorales – qui nous a été accessible concernait les tentatives de construction de Kisumu en tant qu'interface localisée avec le monde. Comme nous l'avons déjà évoqué, la définition en 2004 de la *City Development Strategy* (CDS) proposait de faire de Kisumu un hub dans un espace transfrontalier central dans une East African Community en pleine reconstruction. La définition du CDS et la structuration onusienne des politiques urbaines projetaient la ville dans une position de visibilité forte dans le

champ internationalisé du développement urbain, avec son élection en tant que « *ville du millénaire* » pour le développement. L'EAC venait de faire de Kisumu le siège de sa commission thématique sur la gestion du bassin lacustre. Kisumu – archétype de la « *ville ordinaire* » (Robinson, 2006) – apparaissait désormais sur la carte du monde. Ce mode d'apparition faisait écho aux processus de métropolisation et d'intégration régionale par lesquels ont été produites les échelles de la mondialisation que se sont appliqués à décrire les tenants de la *new political economy of scale*. Kisumu apparaissait en effet comme l'un des lieux d'un processus de « *glocalisation* », c'est-à-dire d'une mise en contact du local avec le global (Swyngedouw, 1997 ; 2004), sans pour autant que l'on puisse présager d'un effacement complet de l'échelle nationale. Dans ses évolutions développementales récentes – par le bais de la définition du document de planification stratégique d'échelle nationale – l'Etat Kényan participait activement à la projection de certains de ses espaces dans le monde. Kisumu était appelée à devenir dans la *Kenya Vision 2030* publiée en 2007 – dans un éco tardif de la CDS – l'une des six « *régions métropolitaines* » kényane dans laquelle devait être défini des « *plans d'investissements métropolitains* »[54]. Kisumu devait aussi accueillir une « *Special Economic Zone* » fournissant le cadre institutionnel dérogatoire de l'insertion de la ville dans les flux économiques de la mondialisation. Enfin, des projets de redéveloppement des infrastructures logistiques (aéroportuaires, ferroviaires et routières) devaient fournir les modalités matérielles de la connexion par-delà les frontières nationales. Kisumu semble alors amenée à devenir une ville par laquelle doivent s'articuler les économies régionales et nationales à la mondialisation, un nœud organisationnel de l'économie globale. Différents acteurs (collectivité locale, Etat, institutions régionales internationales) sont partie-prenantes de la mise en œuvre « *d'une théorie de l'avantage comparatif visant à valoriser les agglomérations afin d'attirer les capitaux et les investissements* » (Hilgers, 2013 : 96), à première vue semblable à bien d'autres contextes urbains de par le monde. Dans ce contexte d'apparentes similitudes, il nous paraissait justifié de positionner, comparer et confronter les restructurations observables dans l'espace kényan avec les nouveaux espaces étatiques qui ont pu être façonnés à l'aune des restructurations scalaires contemporaines.

Une telle visée comparatiste permet de contrebalancer l'exceptionnalisme trop souvent décrété des villes africaines, alors séparées dans la production théorique sur les villes et l'urbain (Robinson, 2006). Kisumu est l'une de ces nombreuses villes secondaires des Suds dans laquelle se construit l'expérience urbaine du XXIe siècle (Bertrand et Dubresson, 1997 ; Calas, 2007 ; Hilgers, 2012a ; 2013). Elle peut – et doit – comme d'autres villes majeures ou secondaires des Suds, contribuer à la construction générale des savoirs sur la ville et d'un décloisonnement des aires géographiques dans lesquelles sont enfermées les études urbaines. Dans le même temps, il peut alors paraitre tout à fait paradoxal et saugrenu de rattacher l'étude d'une « *ville ordinaire* » (Robinson, 2006) avec un univers théorique – celui des « *global cities* » (Brenner, 1998b) – qui a

[54] Government of Kenya, *Kenya Vision 2030, a popular version,* 2007

ignoré les dynamiques des villes des Suds dans ses théorisations (Robinson, 2002 ; 2006). Le risque est alors d'ériger la trajectoire historique des villes occidentales comme un modèle paradigmatique par rapport auquel les autres villes devraient être comprises et analysées. Trop attachés à situer Kisumu dans un tableau historiquement et spatialement situé, nous risquerions de ne voir dans les processus à l'œuvre aujourd'hui au Kenya que manquements, dérivations et écarts, et de ne voir les sociétés africaines que pour ce qu'elles devraient être plus pour ce qu'elles ne sont (Mbembe, 2000). Si la volonté de mouler différents « espaces étatiques » en fonction des logiques de circulation mondiale des capitaux semble au premier regard similaire à Kisumu et tant d'autres villes de par le monde (Le Blanc, Piermay et al., 2014), il n'en reste pas moins que ces espaces étatiques à remodeler sont extrêmement diversifiés (Hilgers, 2012). Les constructions étatiques nationales ont leurs propres trajectoires historiques, et leurs relations préexistantes avec les échelles infra et supranationales varient fortement et conditionnent le résultat des possibles restructurations scalaires à l'œuvre aujourd'hui.

Fondée sur les apports méthodologiques présentés plus haut, sensible aux jeux de pouvoir, ancrée dans une analyse non substantialiste des formes et des processus étatiques, la *new political economy of scale* ne nous semble pas inféodée à son contexte principal d'énonciation. Elle fournit un arsenal théorique et méthodologique adapté à l'exploration d'une diversité de contextes historico-géographiques dans lesquels les restructurations spatiales à l'heure globale peuvent être situées (Brenner, 1998a ; Brenner, 2001 : 606-607). Elle a pu être mobilisée – notamment dans la géographie française – pour révéler des spécificités contextuelles et nationales fortes dans la mise en œuvre de restructurations institutionnelles et économiques des Etats du Sud Global. Les contextes indiens (Kennedy, 2014 ; 2015 ; Kennedy et Zérah, 2011) et éthiopiens (Planel et Bridonneau, 2015 ; Planel, 2015) ont nourri une analyse du réétalonnage de l'Etat qui a permis une compréhension fine des jeux de pouvoir à l'œuvre dans le temps global. Autant en Ethiopie qu'en Inde, et avec des modalités différentes, les formes étatiques aujourd'hui produites diffèrent sensiblement de celles prises au sein des trajectoires historiques des démocraties libérales occidentales. Ainsi, la réflexion scalaire nous invite à prendre en compte la « dépendance au sentier » (« *path dependency* ») qui cheville partiellement les reformulations contemporaines de la hiérarchie scalaire à l'histoire de sa construction, sans pour autant négliger *a priori* les possibilités des acteurs – agissant certes dans un champ de contraintes structurelles – à infléchir les hiérarchies scalaires héritées. Ainsi, les ambitions régionales et globales formulées par et pour Kisumu se sont confrontées lors des violences postélectorales de 2007-2008 aux spécificités et aux conflits qui animent l'espace politique kényan. La crise postélectorale nous a fourni les premiers éléments d'identification du champ de relations scalaires dans lequel s'inséraient les dynamiques urbaines contemporaines à Kisumu. Elle posait les bases de l'exploration d'une multiplicité de liens et de couches nécessaires à la compréhension des dynamiques urbaines dans

toute leurs conflictualité : les relations simultanées et multiples entre les quartiers, la ville, le bloc politique ethno-régionale Luo, l'Etat kényan, l'Afrique de l'Est et le monde.

Nous avons décidé d'étudier l'espace de Kisumu comme un « *espace relationnel* » (Harvey, 2010 : 53-58), en ce sens où « *un évènement ou une chose situés dans l'espace ne peuvent être compris par simple référence à ce qui existe à ce point. Il dépend de tout ce qui se passe aux alentours* » (Harvey, 2010 : 58). La conception relationnelle de l'espace a largement contribué à nourrir la réflexion scalaire. Brenner propose ainsi une « *signification plurielle de la notion de politique d'échelle* » comprise comme « *la production d'unités spatiales différenciées* » dans leur « *encastrement et positionnalité en relation avec une multitude d'unités spatiales plus petites ou plus larges au sein d'un échafaudage géographique configuré en plusieurs niveaux hiérarchiques* » (Brenner, 2001 : 600). Autrement dit, chaque échelle ne peut se penser indépendamment des autres échelles qui lui sont consubstantiellement liées (Howitt, 1998). L'exploration de l'historicité des relations entre ces différentes échelles avait d'abord consisté en une simple contextualisation des ambitions renouvelées de Kisumu dans la mondialisation. Elle s'est imposée comme un champ d'exploration scientifique à part entière, et l'objet même de notre travail. Nous souhaitons replacer Kisumu dans toute l'épaisseur des échelles spatiales et temporelles qui façonnent la ville et ses espaces. La compréhension des tentatives d'arrimage de Kisumu aux flux de la mondialisation nécessite de problématiser les paramètres de ces « nouvelles » relations et donc de comprendre le contexte géographique, historique et politique dans lequel elles prennent forme.

Quelle peut-être plus spécifiquement la place de l'espace urbain dans l'épaisseur des relations scalaires en Afrique ? La question mérite d'autant plus d'être posée que les villes des pays des Suds sont aujourd'hui investies d'un rôle stratégique nouveau dans la géographie du développement. Le *World Development Report* de 2009 de la Banque Mondiale, intitulé « *Reshaping Economic Geography* » (World Bank, 2009) propose d'identifier les lieux de concentration dotés d'avantages d'agglomérations en tant que cibles préférentielles d'investissements productifs, essentiellement dans les infrastructures de transport et de communication. Le contenu du rapport rejoint certaines innovations institutionnelles dans le champ du développement international, tel le rapprochement par la création en 1999 de la *Cities Alliance* de la Banque Mondiale et d'Un-Habitat. La définition d'un document de planification stratégique pour Kisumu procède directement de la circulation internationale d'un outil, les CDS, forgé et promu par la Cities Alliance. La ville du Sud n'est plus « *vue comme un monstre ingérable, une plaie ou un cancer, comme c'était le cas dans la plupart des discours véhiculés par les agences internationales, mais comme une chance et une opportunité, voire une nécessité pour un ancrage dans la mondialisation seul susceptible de produire de la croissance* » (Giraut, 2009 : 2). On peut faire l'hypothèse que l'application à Kisumu des outils de la planification puisse participer à une refonte, même partielle, de la géographie du développement, qui

favoriserait alors l'émergence de nouvelles échelles de régulation métropolitaines compétitives dans la conduite du développement. Plus attentifs à l'historicité des relations scalaires, on pourrait dans le même temps essayer de voir comment « *des paradigmes globaux de gestion et de gouvernement des villes* » doivent être appréhendés par le prisme de « *la diversité des conceptions et formes historiques nationales et locales de mise en œuvre de ces paradigmes* » (Dorier-Apprill et Jaglin, 2002 : 6)

3.3. La ville, le monde, l'Etat, le pays Luo : contextualisation des relations scalaires

La contextualisation des relations scalaires dont Kisumu est le terrain nécessite de poser quelques balises, qui nous ont permis d'identifier et de caractériser à très grands traits certaines circulations verticales (et horizontale aussi) des pouvoirs en contexte africain. C'est ainsi certains processus de structuration scalaire, et leurs possibles évolutions, que nous souhaitons explorer.

3.3.1. Kisumu dans le monde

La nature des rapports au monde des espaces et des sociétés africaines a été un questionnement incessant des sciences sociales africanistes. Les logiques structurant la relation des espaces et des sociétés africaines au monde ont été et sont toujours nombreuses et variées. Traite esclavagiste, colonialisme, poids des institutions financières internationales, politique étrangère des anciennes puissances coloniales et des nouveaux acteurs de l'économie mondiale (Chine et Inde) font que l'Afrique occupe une place cruciale dans l'histoire mondiale (Cooper, 2015). Bien entendu, de par leurs fonctions d'interfaces, les villes ont été amenées à jouer rôle majeur dans l'articulation de ces relations variées (et inégalement réparties sur le continent) de l'Afrique au monde. Même les villes les plus ordinaires d'Afrique ont été et sont toujours largement refaçonnées par la nature et la qualité de ces liens divers (Fourchard, 2011 ; Choplin, 2009 ; Bridonneau, 2014 ; Osmont et Goldblum, 2003 ; Piermay et Sarr, 2007). Loin de seulement s'imposer par le haut et dans la contrainte de la dépendance (Bayart, 1989), ces liens au monde sont aussi portés de manière routinière par les citadins africains (Simone, 2001 ; Bridonneau, 2013 : 298-316). Kisumu est assurément l'une de ces nombreuses interfaces qui lient l'Afrique au monde. C'est sa raison d'être première. La genèse de la ville en 1901 en fait l'un des nœuds logistique de la pénétration coloniale en Afrique de l'Est (Calas, 2000). Dans l' « *espace conçu* » (Lefebvre, 1974 : 48-49) des planificateurs coloniaux, Kisumu a été pensée comme un point de rupture de charge permettant la connexion de l'intérieur des terres à l'interface portuaire de Mombasa. Premier terminus de la connexion ferroviaire à Mombasa, le port de Kisumu permettait par les voies lacustres la connexion avec l'ensemble du bassin du Lac Victoria (Ouganda, Tanzanie et Grands Lacs). Kisumu a aussi été un temps un point d'étape dans la route aérienne qui du Cap au Caire permettait certaines communications et circulations impériales. Si bien que la ville a été dans l'histoire coloniale une plateforme et un carrefour dans la circulation des matières premières, des

marchandises, des hommes et des idées d'une Afrique de l'Est alors connectée par le fait et projet colonial au plus vaste monde. Cette histoire de connexion transnationale est aujourd'hui mobilisée dans une construction mémorielle méliorative qui vise à ancrer les possibilités et le potentiel de Kisumu dans la mondialisation par la célébration d'un « *glorieux passé* » – pour reprendre une expression largement utilisée localement – dépassant ainsi la thématique structurante de la crise urbaine qui a pu s'installer à l'évocation du nom de la ville depuis les années 1980.

Car la qualité de la position d'interface localisée au monde de Kisumu n'a pas été constante et linéaire, à l'époque coloniale comme dans la période postcoloniale. La connexion au monde pose problème à Kisumu comme dans d'autres villes du continent africain, comme a pu le montrer de manière magistrale James Ferguson à propos des villes minières zambiennes de la *Copperbelt* (Ferguson, 1999). Dans un espace aussi inégalement intégré que l'ouest kényan dans les grands flux transnationaux de la mondialisation – le remodelage des spatialités du développement ne procède pas d'une réorganisation interne de la géographie des cœurs du capitalisme, comme dans le cas des restructurations des régimes de régulations fordistes-keynésiens occidentaux. Face à une déconnexion des flux de capitaux mondiaux depuis les années 1970 (Arrighi, 2002), et de l'absence du continent dans « *l'imaginaire dominant du global* » (Ferguson, 2006 : 6), le remodelage contemporain des Etats africains vise en partie, dans une geste développementaliste renouvelée, à (re)créer les conditions de l'arrimage des espaces africains au sein de l'économie globale. Cette tentative d'arrimage à la mondialisation, manifeste à Kisumu comme dans bien d'autres villes des Suds (Le Blanc, Piermay et al. , 2014), possède une dimension normative manifeste, portée par les institutions internationales aussi bien que par certains acteurs économiques et politiques nationaux et locaux. Ce sont les rapports de pouvoir et les recompositions spatiales engrangés par ces tentatives de (re)connexions que nous souhaitons interroger dans notre travail de thèse.

3.3.2. Composition et décomposition géographique de l'Etat

La relation des villes africaines au monde n'est pas seulement tributaire des vicissitudes de l'économie mondiale, du bon vouloir des bailleurs internationaux ou de la mobilisation d'acteurs locaux portant la volonté de connexion. La destinée historique de Kisumu est faite de connexions et de déconnexions d'une ville qui n'a jamais été autonome dans la définition de sa relation au monde. La médiation de l'Etat, qui a pu lui-même se façonner dans et par la ville, est ici capitale. Ainsi pour Laurent Fourchard, « *la formation de la ville et de l'Etat ont été des processus simultanés et cumulatifs* » (2011 : 240), comme le montre jusqu'à la caricature l'exemple de Nouakchott (Choplin, 2003 ; 2009). Comme bien d'autres villes du continent, la conduite des affaires urbaines à Kisumu a été intimement liée à la construction de l'Etat (« *state-building* ») – autant colonial que postcolonial – c'est-à-dire au sens de John Lonsdale de « *cet effort conscient pour créer un appareil de contrôle* » (Berman et Lonsdale, 1992 : 5). Relais du pouvoir de l'Etat

(Pourtier, 1979, Giraut, 1999), les villes sont les lieux centraux du maillage administratif des Etats africains, lieux par excellence où ont pu s'exprimer les tentatives de représentation de la « *verticalité englobante* » (« *vertical encompassment* »), c'est-à-dire la revendication à englober spatialement les échelons locaux et de porter un intérêt général supérieur (Ferguson et Gupta, 2002). Ainsi, Kisumu a été et est toujours une véritable capitale administrative de la Province du Nyanza d'où le pouvoir des *Provincial Commissionners* coloniaux et postcoloniaux se devait de rayonner sur un vaste territoire. Pourtant, Kisumu n'a pas marqué la mémoire collective nationale kényane en tant que lieu d'expression et de relai incontesté et efficace du pouvoir étatique et de l'encadrement territorial. Sans que le pouvoir d'Etat soit absent de la ville, c'est à l'inverse l'image d'une ville de désordre, séditieuse, rebelle et violente qui s'est ancrée dans les représentations collectives kényanes à la suite de divers soubresauts historiques (1969, 1981, luttes pour le multipartisme et plus récemment violences post-électorales), à l'instar de la réputation qu'a pu tenir une ville comme Koudougou dans l'espace politique burkinabé (Hilgers, 2009). Kisumu s'est peu à peu constituée en tant que capitale de l'opposition politique du bloc ethno-régional Luo aux différents avatars du pouvoir étatique en place. Parmi une multitude d'autres lieux, Kisumu est une ville par laquelle se décompose et se redéfini dans son hétérogénéité l'espace politique kényan. Sa position de ville marginale et marginalisée dans la géopolitique de l'espace étatique national a largement eu une incidence sur sa connexion aux ressources de l'extraversion et la qualité du développement local. Ainsi, Bernard Calas affirme à partir d'une réflexion sur les dynamiques de la géographie kényane que : « *le déterminant essentiel des différenciations régionales africaines ne serait-il pas en définitive le degré de contrôle territorial que le système politico-économique mondial et ses relais étatiques locaux exercent sur l'espace considéré ?* » (Calas, 1999 :49).

La grande variabilité des types et qualités d'encadrements étatiques à même d'articuler des espaces locaux aux ressources du monde nous oriente à poursuivre la discussion sur la complexité des spatialités étatiques en contexte africain. Selon John Lonsdale, la construction (volontariste) de l'Etat et de ses relais de pouvoir répond aussi la « *formation de l'Etat* », soit un processus historique souvent involontaire « *contradictoire de conflits, de négociations et de compromis entre différents groupes* » (Berman et Lonsdale, 1992 : 5). Cette conceptualisation dynamique et processuelle de la formation des Etats, sensible à la conflictualité qui s'y exprime, ouvre la possibilité de « *la déconstruction actuelle des idées reçues sur la spatialité des Etats et de leur monde* » (Arnaut, Højbjerg et al., 2008 : 9). Au lieu de « *réifier les Etats africains en tant que « choses » an-historiques et une série d'institutions données et fixes* », fondées sur le modèle normatif de l'Etat-nation européen « *spatialement et territorialement cohérent* » (Hagman et Péclard, 2010 : 540-541), de nombreux travaux se sont attelés à analyser l'Etat en décryptant la multiplicité des « *arènes locales* » qui le composent ou le décomposent (Lund, 2006). Il s'agit par l'étude de ces arènes localisées de « *comprendre comment les acteurs locaux, nationaux et*

transnationaux forgent et refaçonnent l'Etat à travers des processus de négociation, de contestation et de bricolage » (Hagman et Péclard, 2010 : 544). Pour Gupta et Ferguson, c'est tout l'ordonnancement de la verticalité des pouvoirs qui s'ouvre alors au jeu politique : «*la manière dont les Etats arrivent à établir leur revendication à englober le local n'est pas pré-ordonnée, mais un résultat contingent de processus sociopolitiques spécifiques* » (Ferguson et Gupta, 2002 : 989). Les diverses interventions contemporaines (CDS et politiques infrastructurelles principalement) qui tentent d'ancrer le devenir de Kisumu dans les flux économiques de la globalisation doivent donc composer avec (ou contre) la dynamique conflictuelle de la géopolitique nationale. Ainsi, l'une des questions que nous nous sommes posé a été celle des possibilités et des opportunités du dépassement de la marginalisation de la ville de Kisumu par les ressources offertes par des formes contemporaines de « *gouvernementalité transnationale*» (Gupta et Ferguson, 2002 ; Ferguson, 2006 : 99-112) et de connexions aux ressources du vaste monde. L'Etat central est-il dépassé et court-circuité par l'émergence d'un nouveau centre de pouvoir urbain connecté au monde ? Ou bien la géopolitique nationale est-elle simplement partiellement restructurée, intégrant dans son giron une périphérie politique historiquement marginalisée ?

Le questionnement sur l'émergence d'un nouveau centre urbain de pouvoir n'est pas nouveau en contexte africain, et gagne à être éclairé à l'aune des politiques de décentralisation qui ont précédé la multiplication récente des documents de planification stratégique dans les villes africaines. Pour Hagman et Péclard, « *l'ajustement structurel, la démocratisation et les programmes de décentralisation facilitent effectivement le retour des centres locaux de pouvoir en Afrique au détriment de l'agenda centripète des Etats-nations existants* » (Hagman et Péclard, 2010 : 541). Pourtant, différentes contributions portant sur l'étude des impératifs décentralisateurs en Afrique démontrent plutôt une variété de trajectoires historiques et nationales communément ancrées dans des traditions politiques centralisatrices (Fourchard, 2007). Les mouvements de décentralisation ont eu parfois comme conséquence de renforcer « *l'agenda centripète* » du pouvoir central. Ainsi, la finesse et la complexité des jeux de pouvoir ont largement influé le résultat des impulsions décentralisatrices : « *les processus de décentralisation eux-mêmes ont à voir avec une complexité née, entre autres, de la nécessaire intergouvernementalité qui caractérise les rapports incertains mais toujours incontournables entre autorités et acteurs de rang ou d'échelle différents.* » (Dubresson et Faure, 2005 : 15). Une attention similaire à la complexité et l'indétermination des jeux de pouvoirs doit être transposée à la compréhension des dynamiques apparentes de d'émergence d'une échelle de régulation économique et politique à Kisumu, portées par des acteurs opérant à des échelles très diverses avec des agendas politiques tout aussi diversifiés.

3.3.3. « A qui appartient la ville ? » : les conflits d'échelles dans la formulation de l'identité Luo

L'appréhension de l'émergence hypothétique d'un nouveau centre urbain de pouvoir interroge l'implication d'autres échelles que les niveaux internationaux et nationaux. En tant que « capitale ethnique », Kisumu est indissociable de la mobilisation de l'ethnonyme Luo. Notre travail se propose d'explorer la relation de la ville à la construction conflictuelle d'une « luoité » qui s'est imposée comme un élément central de compréhension du phénomène urbain à Kisumu et de ses dynamiques politiques.

Les Luos sont le quatrième groupe ethnique du Kenya, comptant près de 4 millions de locuteurs, majoritairement regroupés dans la province administrative du Nyanza dont Kisumu est le chef-lieu. La ville de Kisumu est très majoritairement Luo, brassant les populations des divers districts ethniquement homogènes qui composent le territoire politique Luo, le « Luo-Nyanza ». Elle a été un lieu important – parmi d'autres – de la concrétion historique de l'identité politique Luo. Son statut dépasse celui d'une capitale régionale polarisant politiquement, administrativement et économiquement un territoire ethno-politique cohérent délimité par des frontières administratives. Kisumu est aussi un géosymbole de l'*ethnoscape* (Appadurai, 1996) d'une communauté ethnique dispersée dans une variété de sites et de lieux par-delà les frontières du Luo-Nyanza et de l'Etat kényan. En tant que « réserve de main d'œuvre » (« *labor reserve* ») de la géographie coloniale est-africaine, le pays luo a envoyé de nombreux travailleurs dans les différents lieux de l'accumulation coloniale (ports, villes et plantations) nécessitant une main d'œuvre bon marché (Owino, 2010). Elle a constitué et constitue toujours l'un des nœuds de ces circulations humaines aux échelles nationale et transnationale, seuil par lequel les travailleurs luo partent et reviennent au territoire des origines. Sa fonction d'interface entre le territoire construit des origines et les multiples échelles (nationale, est-africaine et mondiale) des réseaux d'une diaspora ethnique font de Kisumu un point central du paysage identitaire Luo, une métonymie urbaine de l'ensemble de la communauté ethnique et un lieu où tentent de s'affirmer son prestige et sa modernité. Aujourd'hui les tentatives de (re)connexion et d'arrimage de Kisumu au monde offrent un moment et un lieu de réarticulation et de réaffirmation de l'identité Luo, portée principalement par l'élite politique et économique de la communauté ethnique. En identifiant les locuteurs et acteurs de ces nouvelles ambitions urbaines pour Kisumu, nous chercherons à savoir si cette formulation renouvelée de l'identité Luo dans le monde se fait avec, dans, contre, ou hors l'Etat. Doit-on y voir les ferments d'un sécessionnisme d'une nation Luo qui souhaite son autonomisation par rapport à l'Etat, ou alors de nouvelles ressources dans la compétition politique pour le contrôle du pouvoir central ?

« A qui appartient la ville ? » (Hilgers, 2013). Appliquée à Kisumu, la réponse à cette question posée par Mathieu Hilgers à propos de petites et moyennes villes africaines aux prises avec la

mondialisation n'est pas univoque. Elle se décompose en fonction des échelles et lieux où elle est posée. Certes, le statut de Kisumu de capitale ethnique et géosymbole (Bonnemaison, 1981) de l'identité Luo pourrait nous faire répondre assez simplement et directement : la ville appartient aux Luo. Pourtant, dans les rues du centre-ville de Kisumu, la réponse est contestée. Les violences post-électorales de 2007-2008 ont montré que la mainmise sur l'économie urbaine par les élites économiques urbaines était contestée par une appropriation populaire (Luo) et violente de richesses inégalement distribuées dans la ville. Si l'on quitte le centre-ville de Kisumu pour poser cette question au sein des franges périurbaines et rurales de la municipalité de Kisumu, c'est alors une pléthore de revendications d'autochtonie qui vient fleurir. Telle portion de la municipalité est revendiquée par tel clan, tel autre par un autre clan, et toute appartenance véritable est alors reniée aux populations allogènes (non-Luo autant que Luo) qui ont nourri l'urbanisation progressive des franges périurbaines et rurales de la municipalité. L'urbanité de Kisumu est une dimension de l'expression de l'identité Luo, mais la ville est aussi un lieu privilégié d'observation de la conflictualité et de la multiplicité des échelles d'appartenance. Nous proposons dans notre travail de voir en quoi la conflictualité des multiples formulations de l'appartenance à Kisumu est mise en mouvement par les récentes initiatives qui proposent de construire les avantages comparatifs et la connectivité de la ville. En d'autres termes, nous proposons d'étudier en quoi le projet politique urbain permet d'identifier différentes déclinaisons et formulations conflictuelles de l'identité Luo, en fonction des enjeux matériels de l'arrimage au monde.

Cette dernière interrogation nous invite à faire descendre l'analyse vers les échelles et acteurs locaux, mais aussi à appréhender les dynamiques territoriales infra-urbaines. Le projet politique et urbain d'arrimage de Kisumu dans un espace qui la dépasse nécessite de créer les conditions matérielles de la connexion. Pour ce faire, ce projet produit une empreinte spatiale locale et intervient sur la qualité de certains espaces municipaux. Il induit une compétition accrue pour les ressources foncières et urbaines. Une sensibilité centrée sur des jeux d'échelle pris comme des jeux de pouvoirs ne doit pas nous faire perdre de vue la matérialité de l'espace. Le risque est alors d'ignorer « *la dimension matérielle et physique de l'espace* » pour ne prendre en compte que « *la seule inscription d'un niveau dans une hiérarchie donnée ou en construction* », et de ne voir « *la reconnaissance, et partant, l'existence d'une échelle* » comme « *exclusivement liées à un phénomène social, économique ou politique*. » (Planel et Jaglin, 2014 : 33). Il s'agit pour nous de voir en quoi la production dynamique des cadrages scalaires « *sont tangibles et ont des conséquences matérielles* » (Marston, 2000 : 221). Les incidences territoriales produites au croisement problématique d'une multiplicité d'échelles d'action et de pouvoir sont l'une des préoccupations de notre travail. Et ce d'autant plus que l'on peut imaginer que les reconfigurations territoriales observables dans les espaces de Kisumu nourrissent des mobilisations et des revendications qui influent sur la physionomie des jeux d'échelles. Nous

partons du principe que le jeu scalaire et les différenciations territoriales sont deux facettes difficilement dissociables de la production sociale de l'espace.

4. Méthodologie pour la mise en œuvre

4.1. Une « monographie multiscalaire » de Kisumu

Un travail monographique nous est apparu comme la manière la plus appropriée pour répondre à l'ampleur de notre questionnement sur la structuration scalaire de l'espace à Kisumu, en ce qu'elle permet d'intégrer notre réflexion sur les dimensions diachroniques et synchroniques qui s'articulent dans la compréhension des dynamiques de structuration scalaire. Il nous semblait que Kisumu, ville encore à « taille humaine » face au gigantisme d'autres villes africaines, autorisait une tentative monographique. Il a été d'autant plus facile d'assumer le choix d'une démarche monographique – souvent jugée comme désuète en géographie – qu'une quantité de travaux récents de jeunes géographes ont réhabilité cette forme d'écriture scientifique en la problématisant et l'éloignant des présupposés idiographiques qui marquaient la géographie classique vidalienne et ses héritières. Ainsi, Armelle Choplin a par le choix de la monographie décrit la position de « carrefour » entretenue par la capitale mauritanienne, Nouakchott, où les recompositions urbaines sont le fruit de l'interaction entre les logiques locales, les logiques politiques nationales et le poids du contexte de globalisation (Choplin, 2009). Roman Stadnicki parle alors de « monographie multiscalaire » à propos de son travail (Stadnicki, 2010), terme qui décrit bien la manière dont nous appréhendons l'exercice monographique. Inspirée par la méthode d'Armelle Choplin, Marie Bridonneau a mis en œuvre cette approche monographique multiscalaire à travers son étude des recompositions spatiales qui s'opèrent dans la petite ville éthiopienne patrimoniale de Lalibella, appréhendée au-delà de ses seules dimensions locales « *à la fois dans son intégration à l'espace éthiopien, mais aussi dans la perspective de son ouverture et de son articulation à des acteurs, pratiques et modèles internationaux* » (Bridonneau, 2013). Dans le champ disciplinaire de l'anthropologie, Mathieu Hilgers[55] a redonné une certaine aura à la monographie « à l'échelle d'une ville » à partir de son étude de Koudougou, troisième ville burkinabaise (Hilgers 2009). Ce travail lui a permis de proposer une méthode d'analyse de la production contemporaine des villes secondaires « *permettant de saisir les villes petites et moyennes de manière globale en restant attentif à l'articulation entre les flux et la localité* » (Hilgers, 2012a : 36), articulation que nous jugeons aisément traductible en termes scalaires.

[55] Je souhaite ici rendre un hommage appuyé à Mathieu Hilgers dont le travail, découvert tardivement dans mon itinéraire de recherche, a été déterminant, et a donné du sens à ce que j'essayais de faire à Kisumu.

4.2. Géographie de plein-vent / géographie de cabinet

Notre entrée par les échelles implique de mobiliser un vaste champ de recherche, et d'articuler perspectives diachronique et synchronique. Il s'agissait pour nous d'explorer l'histoire spatiale de la ville et des relations scalaires qui participent de la production de l'espace urbain. On se donnait ainsi la possibilité de situer la tentative contemporaine de construire les avantages de localisations de Kisumu dans la compétition globale. Cette articulation nous a imposé d'établir, dans le sillon d'une certaine tradition géographique française, des liens entre une « géographie de cabinet » et une « géographie de plein-vent » (Dardel, 1952 : 109-115 ; Calas, 1998a : 16-17 ; Robic, 2010). Le travail solitaire de recherche documentaire et de compilation scientifique « en cabinet » a nourri et fécondé notre enquête de terrain « de plein vent », et vice-versa. Une tentative d'intégration heuristique, soit un « *rassemblement ordonné des informations et procédures d'origines différentes dans un même mouvement de recherche scientifique* » [(Brunet, Ferras et Théry : 1992 : 258) cité par (Calas, 1998a : 16)], a guidé notre enquête.

4.2.1. La pluralité des « cabinets »

Il est difficile de tout à fait séparer le cabinet du plein-vent. L'enquête historique de « cabinet » – à défaut d'être strictement historienne – nous a fait sentir dans une certaine mesure le souffle du plein-vent. Notre ambition de dessiner le tracé du « sentier de dépendance » emprunté par Kisumu dans la formulation contemporaine de ses ambitions globales a été nourrie d'une variété de sources documentaires puisées au gré de notre itinéraire de recherche et des contingences de nos pérégrinations géographiques et de nos voyages. La fréquentation de différentes bibliothèques dispersées sur trois continents a nourri un travail de compilation historique. En France, ce travail a commencé avec l'exploration des catalogues de la BNF et de la BULAC ; il s'est poursuivi à la BDIC de Nanterre et au Centre Documentation de l'Urbanisme de La Défense. Au Kenya, les conseils avisés des chercheurs et apprentis chercheurs affiliés à l'IFRA et au BIEA nous a permis de naviguer avec un cap plus assuré dans les rayonnages de la bibliothèque commune aux deux instituts de recherche. Tout particulièrement, nos séjours fréquents à l'IFRA nous ont orientés vers la connaissance de l'histoire politique kényane. Nous y avons développé un intérêt pour l'histoire sociale africaniste, et nous nous y sommes familiarisés avec les travaux d'ethnographes et d'anthropologues concernant la communauté luo. Des séjours prolongés à Londres et à Austin au Texas ont permis la fréquentation de la *British National Library* d'une part et de la bibliothèque universitaire de la *University of Texas* d'autre part qui nous ont donné accès à des sources auxquelles nous n'avions pas eu accès en France et au Kenya. À Londres (novembre 2010 – février 2011), nous avons accédé à des publications institutionnelles coloniales concernant l'économie régionale de l'ouest kényan, les gouvernements locaux en général et la municipalité de Kisumu en particulier. À Austin (février à mai 2014), les rayonnages de la *University of Texas* nous ont servi à consulter les travaux

académiques produits aux Etats-Unis dans les années 1960 et 1970 concernant la géographie de la modernisation au Kenya. Finalement, la fréquentation de ces « cabinets » divers et dispersés de par le monde nous aident à présenter une compilation historique la plus exhaustive possible sur la ville de Kisumu, et problématisée à l'aune de notre questionnement scalaire.

Notre travail de compilation historique a été complété par un travail d'archive de première main effectué au Kenya. La fréquentation des *Kenya National Archives* à Nairobi (septembre-octobre 2010) a nourri une analyse de l'histoire coloniale des frontières de la ville. À Kisumu, nous sommes tombés presque par hasard sur une somme de *minutes* du conseil municipal (1962-1976) grâce à laquelle la transition de l'indépendance kényane a pu être appréhendée en partie par l'archive. Le centre de documentation du *district* de Kisumu – soit un échelon de l'administration déconcentrée de la maille administrative kényane – a conservé des plans d'aménagement physique de Kisumu que nous avons consulté, ainsi que les différents recensements mis en œuvre par l'administration kényane et une vaste littérature grise.

Surtout, la constitution d'un vaste corpus d'articles de presses (plus de 1000 articles, dont près de la moitié sont cités dans notre travail) concentré principalement de la fin des années 1970 à aujourd'hui[56] a fourni des sources pour l'écriture d'une « histoire du temps présent » de la ville et de son insertion dans une diversité de relations scalaires. Notre première exploration de la presse kényane a été rendue possible grâce au travail de Ben Ogumbo, bibliothécaire à l'IFRA, qui avait rassemblé un dossier de presse sur Kisumu, essentiellement d'articles de la fin des années 1980 au début des années 2000. Nous avons complété ce travail à la *MacMillan Library* de Nairobi, puis grâce à la base de données en ligne *allafrica.com* qui rassemble depuis 1996 les archives des deux grands journaux kényans, *The Daily Nation* et *The East African Standard*, et plus récemment du *Nairobi Star* (voir Annexe 10, Annexe 15). Ce corpus, dont la constitution a été continuée quotidiennement à Kisumu par une revue de presse, nous a principalement permis d'explorer la tension entre champ politique luo et espace politique national, ainsi que de nous familiariser avec les récits médiatiques de la politique municipale.

4.2.2. Côté plein-vent : les médiations de la recherche

Ce travail de cabinet, qui porte sur la compréhension diachronique de l'insertion des espaces de Kisumu dans des relations scalaires multiples et simultanées, n'est pas dissociable de notre travail de « plein-vent », celui qui donnait corps à ce qu'il est convenu d'appeler notre travail de terrain. Le travail de cabinet a émergé du terrain. D'une part, notre arpentage initial de l'espace municipal faisait jaillir un questionnement historique fondamental quant à la structure générale de l'espace urbain, qui oppose de manière caricaturale – plus sans doute que dans n'importe quelle

[56] Nous avons tenté de limiter les bornes chronologiques de ce corpus au début de l'année 2014, pour inclure l'année 2013 qui a été la date de notre dernier terrain à Kisumu. Mais un suivi trop fréquent à distance (sur internet) de l'actualité de la ville (et plus généralement kényane) nous a empêché de définir des bornes chronologiques rigides et de fermer tout à fait le corpus.

autre ville kényane – la ville coloniale de la ville postcoloniale. D'autre part, les discours historiques surabondaient chez nos interlocuteurs qui habitaient et fréquentaient Kisumu. Par exemple, notre étonnement a été fort lorsque nous pouvions entendre se dérouler à nos oreilles des généalogies claniques amples de quatre-siècles, et qui faisaient de l'urbanisation de la zone municipale un épisode malheureux – commencé sous la colonisation – d'une longue histoire clanique. Les locuteurs des ambitions globales pour la ville de Kisumu représentaient l'histoire de la zone sous un tout autre aspect, et identifiaient une « gloire passée » de la ville de Kisumu à l'époque coloniale qu'il s'agissait de restaurer. Explorer en cabinet l'histoire, c'était d'une part amasser et restituer des connaissances historiques, mais c'était surtout interroger les usages de l'histoire dans les conflits scalaires et territoriaux qui accompagnent les restructurations contemporaines de la municipalité de Kisumu.

Ainsi, le « plein-vent » a constitué une médiation pour mon[57] travail de cabinet tout autant que mon travail de cabinet a été médié par les questions que posaient les matériaux recueillis sur le terrain(Carte 4). Plus généralement, je n'entends pas l'expression « géographie de plein-vent » dans l'immédiateté d'un rapport au terrain qu'indique la formule. Pour appréhender le vent, je n'avais pas d'autres choix que de poser au gré de mon exposition au terrain une série de pare-vents – soit autant de médiations –, qui ont sans doute amoindri sa force, mais m'a autorisé d'en sentir plus finement la direction. L'immédiateté au terrain est une chimère, si ce n'est un aveuglement. Le terrain « *n'existe pas tant que le chercheur n'y est pas, et disparaît dès qu'il n'y est plus. Le terrain est un espace-temps défini par le chercheur lui-même (elle-même)* » (Collignon, 2010 : 74). En ce sens, « *réfléchir aux* conditions *dans lesquelles on élabore ses* pratiques de terrain *est nécessaire lorsqu'on mène une recherche dans un espace avec lequel on n'est pas familier, c'est-à-dire dont on ne maîtrise pas les codes d'interactions quotidiennes, les manières d'habiter, de se déplacer* » (Bridonneau, 2013 : 27). J'avais déjà eu à faire face au problème de la médiation linguistique. L'anglais a constitué un recours pour moi qui ne parlais ni swahili ni dholuo. Or, il m'a fallu m'y familiariser et le pratiquer, et en quelque sorte l'apprendre, car je n'avais jamais vécu dans un environnement anglophone. L'usage de l'anglais – concomitant de son apprentissage pratique – permettait l'accès à certains secteurs du monde social, aux individus qui avaient construits un certain capital scolaire et culturel qui participe de la structuration de la société luo. Se limiter à l'anglais, c'était alors prendre le risque de pratiquer le terrain avec des œillères sociologiques. J'ai donc été accompagné de deux personnes qui successivement faisaient, en tant qu'interprètes (principalement du dholuo à l'anglais), la médiation linguistique.

Bien au-delà d'un simple rôle d'interprètes, ces deux individus – devenus des connaissances intimes dont je partageais le quotidien et parfois les longueurs, attentes et échecs de l'enquête –

[57] Nous passons ici au « je », le nous de majesté derrière lequel nous avons tendance à nous cacher n'a pas lieu d'être dans la réflexion sur nos pratiques de terrain que nous commençons ici.

m'ont ouvert à des espaces et à des individus dans la ville. En tant qu'individus coutumiers des modalités d'interactions sociales locales, ils m'ont permis de sortir d'une posture de retrait qui accompagnait trop souvent mes premiers pas timides sur mes lieux d'enquêtes et de véritablement m'introduire dans des lieux et situations d'enquêtes. Le premier d'entre eux, Alex W., était investi dans la vie politique locale, en tant que militant anti-Odinga et proche des sphères locales (et marginales) de la KANU. Dans les tous premiers temps de mes enquêtes, son investissement politique m'a permis une compréhension fine du jeu politique local, et de sa conflictualité, au-delà d'un unanimisme communément affiché autour de la figure politique de Raila Odinga. Ce biais, en partie productif, risquait de m'associer à une position critique dans le champ politique luo. Alex était aussi peu disponible pour un travail de plein temps, alors que j'arrivais à mieux cerner mes besoins de recherche et que je souhaitais travailler à temps plein avec un assistant de recherche, ce que me permettaient les conditions de mon financement. Moses Omondi Okisa, un voisin devenu peu à peu un ami, m'avait accompagné à plusieurs reprises dans certains quartiers de Kisumu (Nyalenda et Kogony), et sa compréhension fine du jeu politique local – sans être un militant – sa maitrise de l'anglais (en plus du dholuo et du swahili), et la proximité amicale et intellectuelle qui nous ont liés en ont fait un choix naturel pour remplir ce rôle d'assistant de recherche. Diplômé du lycée, il possédait un certain capital scolaire qui n'avait pas été converti – comme pour tant d'autres jeunes kényans – en une activité professionnelle stable. Il avait été un petit commerçant de l'informel au centre-ville, et m'a ouvert à son réseau. Il était, lorsque je l'ai rencontré, pêcheur à Dunga, le quartier du bord de lac où je résidais, et avait repris le bateau de pêche de son père. Se définissant comme « autochtone », ou « *weg lowo* », il a été un allié précieux dans ma compréhension des tensions qui traversaient l'espace municipal autour de la question de la terre et de l'autochtonie. Une fois formé aux outils de la bureautique et sensibilisé à mes questionnements de terrain, nous travaillions ensemble quotidiennement – moyennant un salaire fixe mensuel versé entre février 2011 et novembre 2012 – à partir d'un bureau loué au centre-ville. Nous allions ensemble sur nos différents lieux d'enquêtes, aussi lors d'observations (réunions publiques, funérailles, workshops d'ONG, *harambee* et dérives urbaines etc.) que dans des entretiens, et il me traduisait en simultané le contenu de ce qui était dit, que je notais alors sur mes carnets de terrain, que nous reprenions plus tard dans la quiétude du bureau (Annexe 2). Moses Omondi Okisa était au bureau chargé de retranscrire du dholuo à l'anglais les enregistrements que nous avons réalisés dans des lieux publics, et de certains morceaux d'entretiens préalablement sélectionnés, traduits ensuite par mes soins en français. Je me chargeais quant à moi de la retranscription et de la traduction en français des entretiens menés en anglais par mes soins (Annexe 3), ainsi que des enregistrements d'observation en anglais. J'ai choisi de présenter dans le texte de cette thèse les extraits d'entretiens et les paroles captées lors des observations (Annexe 5 et Annexe 6) traduits en français, afin de minimiser le nombre de notes de bas de page, et d'alléger autant que possible la lecture du texte. Nous avons ainsi menés une centaine d'entretiens, avec des acteurs très variés du monde urbain, simple citadins,

commerçants informels, chauffeur de *pikipiki*, paysans périurbains, notables des clans ou fonctionnaires municipaux. Tous les entretiens n'ont pas été utilisés, mais ceux qui représentaient le mieux les idées saillantes identifiées après répétitions et saturations dans notre corpus d'entretiens.

Les liens tissés – amicaux autant que professionnels – avec Moses Omondi Okisa ont été une médiation qui a façonné la définition des conditions dans lesquelles mon terrain a été construit. La deuxième médiation de mon travail de recherche que je souhaite présenter est celle qui tient à la manière dont j'ai été perçu à Kisumu. Cette perception avec laquelle je devais composer est celle qui colle à la peau blanche du *muzungu*, le blanc. Elle correspond à une assignation identitaire et sociale qui préexiste largement à ma présence. Les *muzungu* présents dans les rues de la ville sont soit des chercheurs du *Center for Disease Control* américain, soit des volontaires et des travailleurs en ONG, et de plus en plus des touristes, attirés par la proximité du village natal du père d'Obama et plus généralement le développement récent de circuits touristiques dans l'ouest du pays. J'ai été de manière quotidienne, au début du terrain et dans les zones de la ville où je n'étais pas connu, identifié à ces figures communes du *muzungu* et les représentations sociales habituellement accolées à la blancheur de la peau m'étaient naturellement attribuées. On attend du blanc – figure de richesse matérielle, réelle autant que fantasmée – la charité, parfois, le paiement de *school fees* ou de frais d'hôpitaux, et souvent la satisfaction d'un « désir d'ailleurs » (Fouquet, 2007) qui m'a interpellé de manière récurrente sur le rapport entretenu par les habitants de Kisumu à l'étranger et au monde. La présence de *muzungu* s'est récemment amplifiée et diversifiée à Kisumu (Geissler, 2013 : 545-546), mais un *muzungu* français restait une rareté dans le contexte de Kisumu, et ma présence ne relevait évidemment pas d'un hasard. Elle s'inscrivait dans le sillage de l'ancrage à Kisumu de ressources financières et urbaines (40 millions d'euros) importantes par l'Agence Française de Développement. Les problèmes communs que posaient les représentations sociales de la blancheur s'incarnaient de manière spécifique dans la manière dont j'ai été projeté par certains de mes interlocuteurs kényans dans une position décisionnaire – absolument fantasmée – dans la définition et l'application du projet urbain de l'AFD. La question de la perception de ma place dans la distribution des ressources du projet urbain se posait typiquement dans mes interactions avec les membres des ailes politiques et administratives de la municipalité. Seuls eux avaient eu vent du projet, resté cantonné tout le temps de ma présence à Kisumu à sa phase préparatoire. Après une consultance effectuée par Anne Bousquet pour le compte de l'IFRA en 2008, l'AFD a décidé de l'octroi du prêt en décembre 2009. Lors de mon dernier séjour en janvier 2013, un cabinet de conseil en urbanisme français définissait un « plan intégré stratégique » qui allait définir les lignes d'action de l'AFD, si bien qu'au moment de la clôture de mon terrain, le projet de l'AFD n'avait produit aucun changement physique sur les espaces urbains. Eloigné du projet et des arcanes de sa définition et de son application à venir, je n'en étais pas moins identifié localement comme l'un de ses référents. J'avais été présenté par

l'AFD à l'exécutif de la municipalité, et j'étais ensuite, de 2010 à 2012, le français dont la présence était la plus constante en ville. L'ambiguïté de mon positionnement a constitué un biais dans mes relations aux acteurs municipaux. Il s'agissait de m'éloigner de cette identification, en ce qu'elle m'enfermait dans un rôle qui n'était pas le mien et suscitait des attentes que je ne pouvais satisfaire. Certains conseillers municipaux me donnaient une visibilité dans certains lieux d'enquête, en me plaçant lors de réunions publiques sur l'estrade aux places d'honneur, moi qui aurais souhaité me faire oublier au fond de l'assistance. Dans le même temps, ce biais a été productif (Vivet et Ginisty, 2008) dans la mesure où il m'a autorisé un accès aux couloirs de la municipalité, notamment auprès du maire et de son secrétariat, devenu un lieu familier au sein duquel je pouvais tirer des informations sur l'actualité de la vie municipale. Il était facile de prendre rendez-vous avec les élus locaux, et j'ai pu entretenir des relations denses avec certains d'entre eux. Surtout, réfléchir sur cette identification au projet de l'AFD était une manière d'incarner personnellement les jeux d'échelles qui président à la production des espaces urbains dans un contexte africain, et les stratégies d'extraversion qui les informent.

L'une des médiations qui a amoindri l'altérité structurelle que résumait mon statut de *muzungu* est le temps long du terrain, qui s'est étalé sur trois ans, et qui a fait de Kisumu mon lieu principal de résidence. La pratique des espaces urbains de Kisumu était mon quotidien, ce qui m'a permis – au sens phénoménologique – d'habiter la ville. Mon statut d'étranger a varié avec le temps, à mesure que ma fréquentation assidue et quotidienne de certains lieux d'enquêtes participait de ma reconnaissance, et me permettait désormais de banaliser ma présence dans les lieux d'observation et de ne plus fréquenter les places d'honneur qui m'étaient auparavant attribuées. Aussi, de concert avec le travail d'enquête, ma vie quotidienne a structuré mon rapport à la ville, tel qu'il apparait dans la restitution de certains matériaux qui ont servi à l'écriture de cette thèse. Dans ce temps long du quotidien, j'ai noué des relations ordinaires et intégré des milieux d'interconnaissances où ma présence était familière, tout en restant très certainement influencée par ma couleur de peau. Dans les relations de voisinage, dans la fréquentation de mon bureau du *Chek Mula Building* tout autant que dans mes moments de loisir, j'ai eu une quantité innombrable d'interactions banales, de discussions anodines ou de moments d'observation des espaces et de relations sociales communes qui ont nourri la construction de ma connaissance de et sur la ville. Si bien que l'enquête ethnographique n'était le temps de ma présence à Kisumu presque jamais interrompue, non sans parfois créer une fatigue et une envie de quitter Kisumu et l'impératif réflexif qui présidait à ma simple présence dans la municipalité. Ces modalités d'accès au terrain ont été au jour le jour soigneusement consignées dans mes carnets de terrain. Dans l'enquête (observations et entretiens) et la vie quotidienne, qu'il était donc très difficile de séparer, je tentais de réfléchir pratiquement à la manière dont il « fallait » agir pour réduire la distance sociale, culturelle et linguistique qui me séparait des habitants variés de Kisumu, de construire la confiance et l'acceptation. J'ai tenté de mettre en œuvre certains bricolages dans le but de créer la

proximité, ou plutôt de mettre en abîme l'étrangeté. L'apprentissage de rudiments de dholuo, pour les salutations, les présentations, les remerciements ont souvent permis de briser la glace et de forcer la sympathie. Surtout, mon travail de cabinet m'a amené à me familiariser, par le biais des travaux anthropologiques, avec certaines pratiques et concepts centraux dans l'organisation des relations sociales dans le monde luo, que j'ai mobilisé – avec l'aide de Moses – aussi bien dans les enquêtes que dans des discussions tout à fait informelles. Ma connaissance livresque du monde culturel luo a indéniablement servi la définition de rapport de proximité et de familiarité dans mes relations sociales à Kisumu.

5. Déroulement de la thèse

Cette thèse se décompose en huit chapitres. Les quatre premiers chapitres de notre travail proposent une histoire spatiale de Kisumu qui fonde l'héritage par lequel doit être éclairé le projet contemporain – autant dans sa formulation que dans ses conséquences spatiales – de construction des avantages comparatifs et de localisation de Kisumu dans la compétition économique mondiale. Les chapitres 1 et 2 explorent la période coloniale, les chapitres 3 et 4 la période postcoloniale. Le premier chapitre interroge la genèse coloniale de la ville de Kisumu, et traite de son insertion dans un réseau impérial britannique d'échelle mondiale. Ce court détour introductif est apparu nécessaire en ce qu'il contextualise et permet d'établir une critique de la narration historique mobilisée aujourd'hui pour définir le futur de Kisumu dans la mondialisation. Le deuxième chapitre propose d'étudier les modalités d'ancrage local des fonctions logistiques impériales de longue distance qui ont justifié la localisation et le développement de la ville. Plus particulièrement, l'opposition entre construction et formation coloniale de l'Etat local (Berman et Lonsdale, 1992 : 5) à Kisumu est au centre du propos de ce chapitre qui reprend, pour l'incarner et la nuancer, la thèse de Mahmood Mandani (1996) sur la dualité des structures institutionnelles urbaines et rurales mises en place par l'Etat colonial en Afrique. Ainsi, la construction de l'Etat local colonial tente initialement de poser à Kisumu une distinction politique et institutionnelle forte entre un *Township* urbain et une *Reserve* rurale africaine. Cette binarité est retravaillée par un processus conflictuel de formation de l'Etat local, dans lequel les populations africaines tendent à s'approprier la ville de Kisumu, qui devient à la fin de la période coloniale un enjeu de la définition d'une nation luo. Pourtant, l'héritage de la dualité politique entre ville et campagne survit dans la période postcoloniale. Nous analyserons dans le troisième chapitre la manière dont les enjeux de l'autochtonie – que nous pensons, à l'instar de Peter Geschiere, comme des conséquences directes de la formation de l'Etat colonial (Geschiere, 2009 : 22-23) – ont influencé la géopolitique municipale postcoloniale. Avec l'extension de sa zone de juridiction, la municipalité est devenue le lieu d'un conflit scalaire de l'appartenance, partagée entre revendication d'autochtonie et formulation des populations allogènes luo (ou *jodak*). Le quatrième chapitre clôt notre investigation historique en étudiant la position de Kisumu dans

l'espace national postcolonial. Nous présentons la manière dont les thématiques du déclin et du martyr luo ont structuré la représentation et l'expérience citadine de la trajectoire urbaine de Kisumu des années 1960 à nos jours. Les contours d'une « crise urbaine » à Kisumu sont communément associés à l'exclusion de la ville de la distribution des ressources qu'initie la dynamique multiscalaire de l'Etat néopatrimonial kényan, particulièrement en ce qu'elle permet un ancrage local des ressources offertes par le lien au monde. Pourtant, les liens de Kisumu à l'Etat ne sont pas uniquement marqués du sceau de l'exclusion. Nous verrons plus particulièrement comment les célébrations du centenaire de la ville en 2001 ont été l'occasion de reformuler des liens forts entre la ville, le bloc politique luo, l'Etat et les flux de la mondialisation économique censés assurer le développement futur de la ville, à travers une (re)construction mémorielle qui vient célébrer la « gloire passée » que fondaient les fonctions logistiques coloniales transnationales de Kisumu.

Une fois les paramètres de l'histoire spatiale de Kisumu posés, les quatre derniers chapitres traitent de la tentative contemporaine d'arrimage de Kisumu au monde. Dans le chapitre 5, charnière du déroulement de notre thèse, nous montrerons le cheminement particulier et les circulations transnationales qui ont permis à l'idée compétitive de s'ancrer à Kisumu en tant que stratégie portée par la municipalité, mais aussi par l'Etat kényan. Tout « ordinaire » et « *off the map* » (Robinson, 2002 : 2006) soit-elle, Kisumu n'est pas restée en marge des circulations d'idées, de rationalités et d'outils politiques qui balisent – entre discours scientifiques et expertises – le champ international du développement urbain. En outre, nous verrons qu'avant l'émergence du paradigme contemporain de la mondialisation, le paradigme de la modernisation avait déjà fourni les biais par lequel la ville avait été analysée, et ses perspectives de développement pensées. L'émergence des ambitions compétitives régionales et mondiales de Kisumu n'est pas le fruit d'une seule circulation déterritorialisée. Les chapitres 6, 7 et 8 analysent les conditions autant que les conséquences locales des ambitions compétitives définies pour et par Kisumu. Le chapitre 6 tente de cerner, à travers une interprétation scalaire de la notion de coalition de croissance urbaine, les bases sociales et politiques du projet de construction des avantages comparatifs de la ville de Kisumu. Les orientations compétitives adoptées par les élites urbaines et luo engagent à la fois une stratégie de captation des ressources de l'extraversion, une stratégie de conquête du pouvoir central et une intervention entrepreneuriale conflictuelle au sein de l'économie morale luo. Le chapitre 7 identifie le centre-ville de Kisumu comme l'espace privilégié de l'émergence de Kisumu dans le monde. La construction du centre-ville en tant que vitrine de Kisumu emploie, sans pourtant s'y résumer, les catégories excluantes de la modernité coloniale. Cette mise en vitrine du centre-ville est l'objet de résistances qui participent à dessiner des lignes de fractures au sein de l'économie morale et du champ politique luo, où s'invente une communauté urbaine originale. Le chapitre 8 étudie enfin les fractures au sein des champs sociaux et politiques luo que provoquent et cristallisent la rénovation et l'extension de l'aéroport

de Kisumu. La mise aux normes internationales de l'infrastructure (2008-2011) a constitué une occasion de projection de la fierté luo dans le monde, qui venait alors conjurer un destin collectif autrement abordé à travers les notions de martyr et de déclin. Dans le même temps et à une échelle locale, la rénovation de l'aéroport fait rejouer des conflictualités spatiales entre la ville et la campagne, héritage politique de la construction de l'Etat local colonial toujours vivace. Discours de l'autochtonie et structures claniques sont alors mobilisées dans la *sublocation* de Kogony pour combattre un projet identifié comme une intrusion inacceptable sur le territoire intime autant que collectif des origines où s'énonce une « *idéologie de l'attachement* » (Shipton, 2009) et un « *droit au village* » (Landy et Moreau, 2015).

CHAPITRE 1

LA SITUATION DE KISUMU DANS L'EMPIRE BRITANNIQUE : LA CONTINGENCE DE LA LOCALISATION D'UN « SPATIAL FIX » COLONIAL

INTRODUCTION

La ville de Kisumu est aujourd'hui appelée à devenir hub régional, un centre commercial et logistique, dans un espace régional est africain en pleine (re)construction économique et politique. Appelée à devenir une métropole, elle doit trouver sa place : déjà au sein d'un réseau logistique en pleine évolution, dans un espace politique national qui l'a longtemps reléguée dans une position marginale, dans un espace régional en reconstruction, puis dans un monde dont les modalités d'appartenance et d'intégration se jaugent, à l'ère globale, aux capacités d'interconnexion, d'attractivité et de compétitivité dont la ville peut faire preuve. Cet horizon urbain, à caractère essentiellement normatif, met en relation une multiplicité d'échelles. Or, les présupposés spatiaux et scalaires sur lesquels se basent ce nouvel horizon urbain se confrontent – et à un certain point s'appuient – sur une histoire longue de relations scalaires. La ville de Kisumu a entretenu des relations mouvantes avec d'autres échelles de régulation économique ou institutionnelles (Etat, région, espace est africain, monde). C'est cette histoire spatiale – en tant que production historique des échelles – qu'il nous semble important de comprendre et de présenter, pour mieux cerner les enjeux contemporains du projet métropolitain, de les remplacer dans le temps long de l'évolution de l'architecture scalaire suivant cet impératif méthodologique de Neil Brenner nous invitant à commencer l'analyse des phénomènes de structuration scalaire par la mise au clair de son histoire (Brenner, 2001 : 605).

Nos deux premiers chapitres tentent de retracer depuis sa genèse l'histoire des spatialités de Kisumu, de comprendre la situation de la ville, ses fonctions, l'évolution de ses ancrages dans son espace proche et dans son espace régional (le bassin du Lac Victoria) et les différents pouvoirs qui ont encadré et suscité ces évolutions. Nous souhaitons ainsi d'une part introduire à grands traits les problématiques propres à cet espace particulier, et d'autre part confronter la prétendue nouveauté du projet urbain contemporain à ses héritages.

Carte 7 :Kisumu dans le bassin du Lac Victoria

Source : R. Ford, *The Trade of Lake Victoria,* 1955

Notre premier chapitre explore la genèse de la ville de Kisumu, les logiques de sa localisation et les principales fonctions qu'a pu tenir la ville lors de la période coloniale. D'emblée, la genèse de Kisumu implique son ancrage dans les relations politiques et économiques d'un espace colonial qui la dépasse, et dont elle constitue l'un des points d'articulation. En ce sens premier, si l'on suit

une définition minimale des métropoles en tant que « *lieux de commandement de vastes espaces* » (Baud, Bourgeat et Bras, 1995), Kisumu jouit d'une situation métropolitaine, dans une position de relai du pouvoir et de l'emprise coloniale. Point nécessaire de l'organisation de la logistique de l'économie coloniale, tête de pont de l'extension des relations capitalistes dans les confins du monde, Kisumu devient une centralité est-africaine, véritable lieu d'un « *spatial fix* » colonial. Les logiques de localisation coloniales illustrent une dialectique de mouvement et de fixité qui caractérise la géographie du capitalisme théorisée par Harvey, entre d'une part la nécessité de faire circuler les capitaux (« *dépasser l'espace* ») et d'autre part de créer les conditions matérielles de ces circulations (« *créer les structures spatiales immobiles requises pour un tel objectif* ») (Harvey, 1985 : 150). Du côté des circulations et du mouvement, la logique d'implantation coloniale à Kisumu obéit à ce mouvement de déterritorialisation des capitaux britanniques excédentaires vers les confins du monde africain, participant à la résolution géographique des perspectives de suraccumulation qui agitent alors la Grande Bretagne avant la Première Guerre Mondiale (Harvey, 2010 : 144). D'autre part, cette extension des relations capitalistes vers les colonies nécessite la fixation dans l'espace d'une quantité importante de capitaux dans des infrastructures physiques afin de faciliter les flux de marchandises. Kisumu est construite en tant qu'interface en terre et lac, entre route ferroviaire et lacustre, et même aérienne. Lieu de concentration d'infrastructures logistiques, Kisumu est donc conçue comme une interface localisée permettant l'établissement de relations topologiques de longue distance.

Dans un premier temps, nous verrons que l'établissement du nœud logistique de Kisumu obéit aux contingences et à l'urgence de la construction de l'espace stratégique impérial britannique. Dans un second temps, malgré sa contingence génétique, les impératifs de la mise en valeur coloniale vont permettre à Kisumu de construire une position centrale dans le commerce lacustre, et plus généralement dans les connexions de longue distance de l'Empire britannique. Dans un troisième temps, nous verrons que cette position n'est pas acquise de manière immuable. La connexion de Kisumu à un espace qui la dépasse n'est pas absolue. Elle est soumise à des formes de compétition spatiale, dépendante d'aléas historiques qu'elle n'affronte pas de manière autonome, en tant que simple pion dans la stratégie impériale. Finalement, plus que de sa relation au monde, Kisumu semble dépendante de la construction de l'Etat colonial qui organise la médiation de Kisumu au monde.

Cette exploration de l'insertion de Kisumu dans l'espace impérial se base sur une diversité de sources historiques, la plupart de seconde main : récits de voyages, mémoires d'administrateurs coloniaux, mais surtout sur de précieuses études – par ailleurs largement dépendantes du développement de l'emprise colonial sur l'espace est-africain – qui ont analysé à plusieurs échelles un espace économique du bassin lacustre en voie de formation.

1. « OU IL IRA, NUL NE LE SAIT » : CONTINGENCE DANS LA GENESE D'UNE INTERFACE IMPERIALE

1.1. Kisumu dans l'espace stratégique impérial

L'acte de naissance de Kisumu est colonial. L'implantation britannique marque le devenir urbain de cet espace niché à l'extrémité est d'une baie du Lac Victoria. En tant que terminus ferroviaire, l'histoire de Kisumu semble se confondre dans sa genèse avec la construction de l'empire britannique, de l'*East African Protectorate* et de son armature logistique. C'est du moins en ce sens que se formule le roman impérial, que résume assez bien cette formule lapidaire de Sir Charles Eliot, l'un des premiers administrateurs colonial du protectorat est-africain : « *ce n'est pas une chose extraordinaire pour un chemin de fer d'ouvrir un pays, mais cette ligne a littéralement crée un pays* » (Eliot, 1905 : 208). De la même manière, l'histoire officielle du chemin de fer, telle qu'elle a été écrite par Mervyn Hill, fait de la construction du chemin de fer le point de départ de l'histoire est-africaine :

> La construction du chemin de fer a exercé une importance capitale dans l'histoire de l'Afrique de l'Est. Le chemin de fer a assuré une énorme influence sur la diffusion de la civilisation britannique et a sécurisé de vastes portions d'une Afrique brute. Cela a rendu possible la rétention de l'Ouganda en tant que Protectorat britannique. Dans les mots de Sir Edward Gigg « le chemin de fer est le début de toute histoire au Kenya » […] A travers sa sphère d'influence, le chemin de fer a rendu la plupart des choses possibles en Afrique de l'Est. Sans lui, il n'y aurait eu ni progrès économique, ni progrès politique […] car il a rendu possible le développement des hautes-terres par des implantations blanches et l'extension du commerce à travers les réserves indigènes du Kenya et de l'Ouganda. Le Professeur Haldae voit l'histoire comme « la tentative humaine de résolution du problème pratique de la vie ». Il est certain que le chemin de fer en direction de l'Ouganda a fait une énorme contribution à la résolution de ce problème *(*Hill, 1950 : v)

Il est sans doute inutile ici de revenir sur l'ampleur des biais de l'historiographie coloniale. Nous nous limiterons à dire que la description de la grandeur des apports de la voie de chemin de fer à l'Afrique de l'Est contraste fortement avec les incertitudes qui ont jalonné sa conception et son utilisation. Car le chemin de fer semble plus marqué du sceau de la contingence que de la nécessité, à en croire les mémoires de Sir Charles Eliott :

> C'est une curieuse confession, mais je ne sais pas pourquoi l'Uganda Railway a été construit, et je pense que beaucoup de personnes en Afrique de l'Est partagent mon ignorance. Il est difficile de croire que le seul motif ait été purement philanthropique – à savoir l'abolition de la traite d'esclaves – et les avantages stratégiques de la ligne ne sont pas vraiment évidents. Et bien qu'elle puisse servir de route alternative pour envoyer des troupes au Soudan, aucune tentative n'a été faite pour ouvrir à la communication les hautes eaux du Nil, et le trajet serait de toute façon très long. Il est remarquable qu'à l'époque où la construction a été décidée, il n'y avait pas de réelle idée de la valeur, ou même de l'existence, de ces hautes régions tempérées à l'est du Lac Victoria. D'un autre côté, il y avait probablement une exagération de la richesse et de la fertilité de

> l'Ouganda, un pays d'un grand intérêt avec une importante et intelligente population. (Eliott, 1905 :208)

La multiplicité des arguments mobilisés à la faveur de la construction de la ligne renvoie à la nature hautement contestée du projet de liaison ferroviaire entre la côte pacifique à la côte et le Lac. L'utilité du chemin de fer a largement été débattue au parlement Anglais avant et après sa réalisation. Pour ses partisans, la voie de chemin de fer facilite l'abolition de la traite. Cet argument est rejeté par l'opposition, qui nie la réalité du commerce d'esclave au sud de l'Ouganda (Hill, 1955 : 63) et qui dénonce au contraire les conditions de travail épouvantable de la construction de la ligne (Clayton et Savage, 1975). Mais c'est surtout le bien-fondé économique du projet qui pose question, et la possibilité de recouvrer par l'exploitation de la ligne des coûts de construction qui n'arrêtent pas de grimper (un total de 5,5 millions de livres au lieu des 1,9 initialement prévus) (Miller, 1971 : 392). Les milieux d'affaires favorables à l'Empire et actionnaires de l'*Imperial British East Africa Company* (IBEAC) – souvent membres des sociétés de géographie – poussent à la construction. Ils fantasment sur les perspectives commerciales que font entrevoir les descriptions d'abondance faites par les explorateurs (Burton, Speke et Stanley) de cet intérieur africain ceinturant le Lac Victoria très densément peuplé. Si bien que le secours de la force publique pour la satisfaction des demandes émanant d'intérêts privés a constitué une critique principale contre le chemin de fer, l'opposition n'y voyant qu'une « *méthode d'aide souterraine à la Compagnie à Charte, qui serait inutile sans rail* » (Hill, 1955 ; 63). Toutes ces incertitudes quant à l'utilité et l'usage du chemin de fer sont résumées dans un poème publié dans un journal d'opposition en 1896. Intitulé « *Lunatic Line* », ce titre donnera au chemin de fer de Mombasa à Kisumu son nom populaire :

What it will cost, no words can express,	Ce qu'il coutera, aucun mot ne peut l'exprimer
What it is its object, no brain can suppose	Quel sera son objet, aucun cerveau ne peut le supposer
Where it will start from, no one can guess	Où il commencera, personne ne peut le deviner
Where it is going, nobody knows	Où il ira, nul ne peut savoir
What is the use of it, no one can conjecture	Quel sera son usage, on ne peut le présumer
What it will carry there's none can define,	Ce qu'il transportera personne ne peut le définir
And in spite of George Curzon's superior lecture,	Et malgré les leçons supérieures de George Curzon Ce n'est clairement qu'une ligne de fou[1]
It clearly is naught but a lunatic line.	

L'absence apparente d'une réelle nécessité pratique, ou du moins d'une rationalité économique dans sa construction indique que le projet obéit d'abord et avant tout à la réalisation d'un intérêt stratégique. Il correspond à *« un véritable projet impérial, construit par le gouvernement britannique avec le but d'étendre la domination britannique sur la zone* » (Miller, 1971), qui doit

[1] Cité par Charles Miller (Miller, 1971), traduit par nos soins.

être situé dans le contexte de concurrence et de montée des impérialismes européens qui s'entrechoquent alors en Afrique. C'est bien ce contexte de compétition des appétits coloniaux qui précipite les évènements et les débuts des études et travaux pour la construction de la ligne, qui fait l'objet d'une précipitation. Il ne faut que trois ans entre la réalisation de la seule et unique étude et le début des travaux en mai 1896. La construction d'une voie de 660 miles ne dure que 5 années[2]. Dans le respect des règles de la conférence de Berlin, il s'agit de marquer au plus vite, et de la manière la plus permanente qui soit, l'intérêt de la couronne britannique pour l'Ouganda qui représente une pièce importante dans l'espace stratégique impérial britannique. Le contrôle des sources du Nil est ici l'élément capital. Or, selon Salisbury, l'un des partisans majeurs de la construction impériale :

> Quatre sinon cinq pouvoirs sont en train d'avancer surement en direction des hautes eaux du Nil […] si une nation civilisée s'établit dans la vallée du Nil, elle pourrait réduire l'approvisionnement en eau et ruiner le pays [l'Egypte]. N'importe quelle nation tient les hautes eaux du Nil doit, par la seule force de sa position géographique, dominer l'Egypte […] Retarder le chemin de fer pourrait aboutir à la perte de l'Ouganda au profit d'un rival européen avec des conséquences fortes pour le Canal de Suez et l'Inde .(cité par Miller, 1971 : 243).

Depuis la découverte des sources du Nil dans le royaume du Kabaka Mwanga, l'Ouganda a été investi d'une importance stratégique considérable, plus que commerciale, « *créant un axiome de la politique impériale du temps : la puissance qui domine l'Ouganda maitrise le Nil ; le maître du Nil gouverne l'Egypte ; le gouverneur de l'Egypte tient le Canal de Suez, et indirectement, la clef de l'Inde.* » (Miller, 1971 : 244).

1.2. Contingence de la localisation de Kisumu

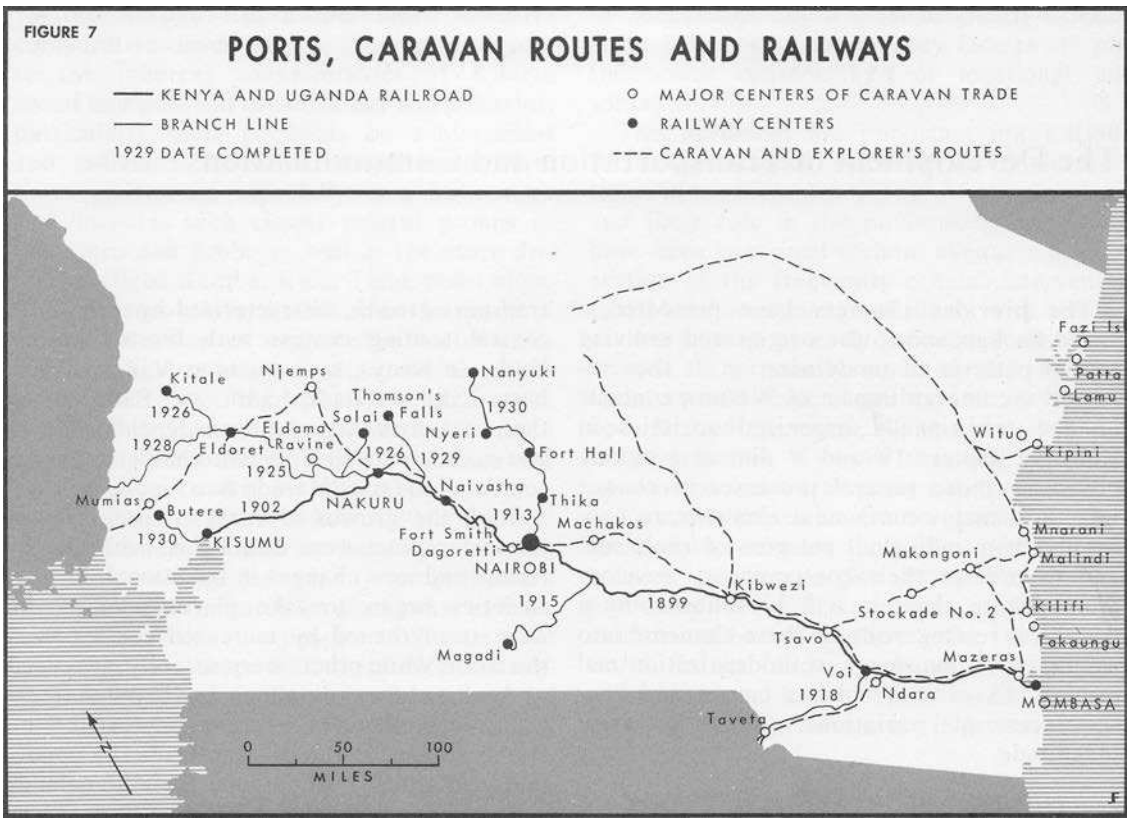
Ainsi, Kisumu apparait comme un simple pion dans la construction hésitante de l'armature impériale britannique. « *Où il ira, nul ne peut savoir* » se demandent les opposants au chemin de fer. Il ira finalement à cette extrémité d'un golfe du Lac Victoria.

La localisation du terminus correspond à une somme de hasards historiques poussés par une volonté impériale qui se manifeste dans une dialectique paradoxale entre expression d'une volonté de puissance et petits arrangements tactiques, urgences et contraintes pratiques dans la réalisation du projet. Les contraintes financières impriment le tracé, la tâche des ingénieurs étant « *de concevoir un chemin de fer à bas coût, à travers la route la plus facile et la plus courte, de Mombasa au Lac Victoria*» (Hill, 1955 : 94). Ce double souci d'économie et de rapidité a été capital dans la localisation finale du terminus à l'extrémité de la plaine du Nyando. Initialement, le terminus aurait dû se situer à l'embouchure de la Nzoia River au nord l'Ouest du site de Kisumu (Port Victoria), suivant alors le tracé de la caravane qui servait jusque-là de

[2] Ce qui est très peu face aux douze années de construction du chemin de fer allemand au Tanganyika entre Tanga sur la côte et Moshi dans l'intérieur du pays.

liaison entre la côte et l'intérieur (Carte 8). Le nouveau tracé permet d'économiser la construction de 80 miles de voies. Le site de Kisumu n'apparait pourtant pas idéal pour la réalisation du plan logistique de connexion de l'Ouganda par voie lacustre. Le golfe est très peu profond, le fond très vaseux, et la surface à draguer pour permettre l'entrée au port est en conséquence très grande. Malgré l'incidence spatiale que représente la localisation du terminus lacustre de la voie de chemin de fer, Kisumu renforce sa position en tant que l'un des points de l'organisation spatiale coloniale en concentrant une somme importante d'infrastructures logistiques (portuaire, ferroviaire et aérienne).

Carte 8 : Nouvelle et ancienne routes du commerce régional



Source : E. Soja, The Geography of Modernization in Kenya, 1968

Cette localisation se fait au fur à mesure du temps de plus en plus comprendre en tant localisation nécessaire et naturelle. A la fin de la période coloniale, Kisumu est qualifiée de « *centre naturel de l'Afrique de l'Est* » par l'un de ses premiers maires africains. Le géographe John Oucho, dans son étude du port de Kisumu, affirme quant à lui qu' « *à aucun autre endroit du lac dans les trois pays est africains ne peut se prévaloir d'une centralité aussi naturelle* » (1980 : 5). Ces tentatives de naturalisation et de légitimation *a posteriori* de la situation de Kisumu oublient la contingence de la genèse de la ville. Ce jeu dialectique entre contingence et nécessité de sa localisation marque l'histoire coloniale de Kisumu. La ville est parfois vue à l'aune de son succès, de sa centralité et de son rôle dans l'organisation logistique de l'Empire et de ses franges africaines. A d'autres moments, la ville est marquée par l'incertitude, la relativité de sa position au sein d'un

espace logistique colonial en constant réajustements. Ce mouvement d'investissement et de désinvestissement, de gloire et de déclin illustre l'instabilité géographique qui marque la construction progressive des relations capitalistes d'échelle mondiale dans le Kenya colonial.

2. LA CENTRALITE REGIONALE DE KISUMU DANS L'ESPACE LOGISTIQUE EST-AFRICAIN

2.1. La situation de Kisumu dans la géographie de la mise en valeur coloniale

Le développement de Kisumu dans la période coloniale obéit à des déterminations différentes de celle de la conquête et de l'affirmation du contrôle impérial sur la source du Nil. Il s'agit désormais de rentabiliser la conquête. Comme le rappelle John Lonsdale, la principale nécessité est de rentabiliser la ligne, et de construire un système économique largement centralisé et aidé par la construction de l'Etat colonial pour faire de la présence impériale une présence profitable : « Les *britanniques avaient urgemment besoin de convertir la force externe, coûteuse et destructive de la conquête en un pouvoir interne, négociable et productif* […]. *Ils devaient capitaliser sur la politique de conquête*. » (Lonsdale, 1992 : 11) Ces nouvelles nécessités économiques se greffent sur les impératifs stratégiques. La construction dispendieuse du chemin de fer, impératif physique de la conquête, demande alors une cascade d'investissements pour le rendre rentable, notamment pour rembourser le prêt contracté pour le financer. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la célèbre formule de Sir Charles Eliott, et c'est bien autour du chemin de fer que se construit ce que l'on appellera plus tard le Kenya. Selon ses propres termes : «*il y a comme une tendance à traiter le chemin de fer comme quelque chose à part, construit en l'air si l'on peut dire, et indépendant des choses terrestres. Mais en réalité un chemin de fer est intimement connecté avec ses environs. C'est la colonne vertébrale de l'*East African Protectorate*, mais une colonne vertébrale est autant inutile sans corps qu'un corps l'est sans colonne vertébrale*.» (cité par Miller : 1971 : 397). Lonsdale lui fait écho : « *dans les 10 années entre 1895 et 1905, le Kenya – si un tel concept rétrospectif nous est permis – a été transformé d'un chemin de 1000 km de long en une administration coloniale* » (Lonsdale, 1989 : 87). Ainsi, construit selon les nécessités stratégiques de la gestion des longues distances de l'empire en obéissant avant tout à une métrique topologique (« *quelque chose à part, construit dans l'air* », « *un chemin de 1000 km* »), le chemin de fer devient cette colonne vertébrale à partir de laquelle se développe un territoire politique appelé à devenir un « pays », le Kenya.

L'établissement des frontières nationales aujourd'hui connues obéit avant tout à la nécessité d'organisation de l'espace administratif naissant autour des infrastructures logistiques. En 1902 –

soit une année après l'arrivée de la voie de chemin de fer à Kisumu – *l'Eastern Province* du Protectorat Ougandais dont Kisumu dépend est transférée à l'*East African Protectorate*. Il s'agit de contrôler le chemin de fer (l'*Uganda Railway)* par une unique administration (Ogot, 1963 ; Miller, 1971 ; Oganda et Onyango, 2002). L'infrastructure physique donne en ce sens forme à l'organisation politique et territoriale, pour dessiner les contours de ce qui va bientôt devenir la colonie du Kenya. Le véritable « corps » dont fait état Sir Charles Eliott va réellement se constituer autour des territoires agricoles et productifs, cet « espace utile » du peuplement blanc plus connu sous le toponyme de *White Highlands*. Sur de vastes propriétés traversées par le chemin de fer se développe une agriculture commerciale et extravertie, base de l'accumulation capitalistique tant dans l'ère coloniale que postcoloniale. Les *White Highlands* fortement intégrées dans une économie-monde coloniale constituent l'épicentre géographique de la construction de l'historiographie kényane (Berman et Lonsdale, 1992).

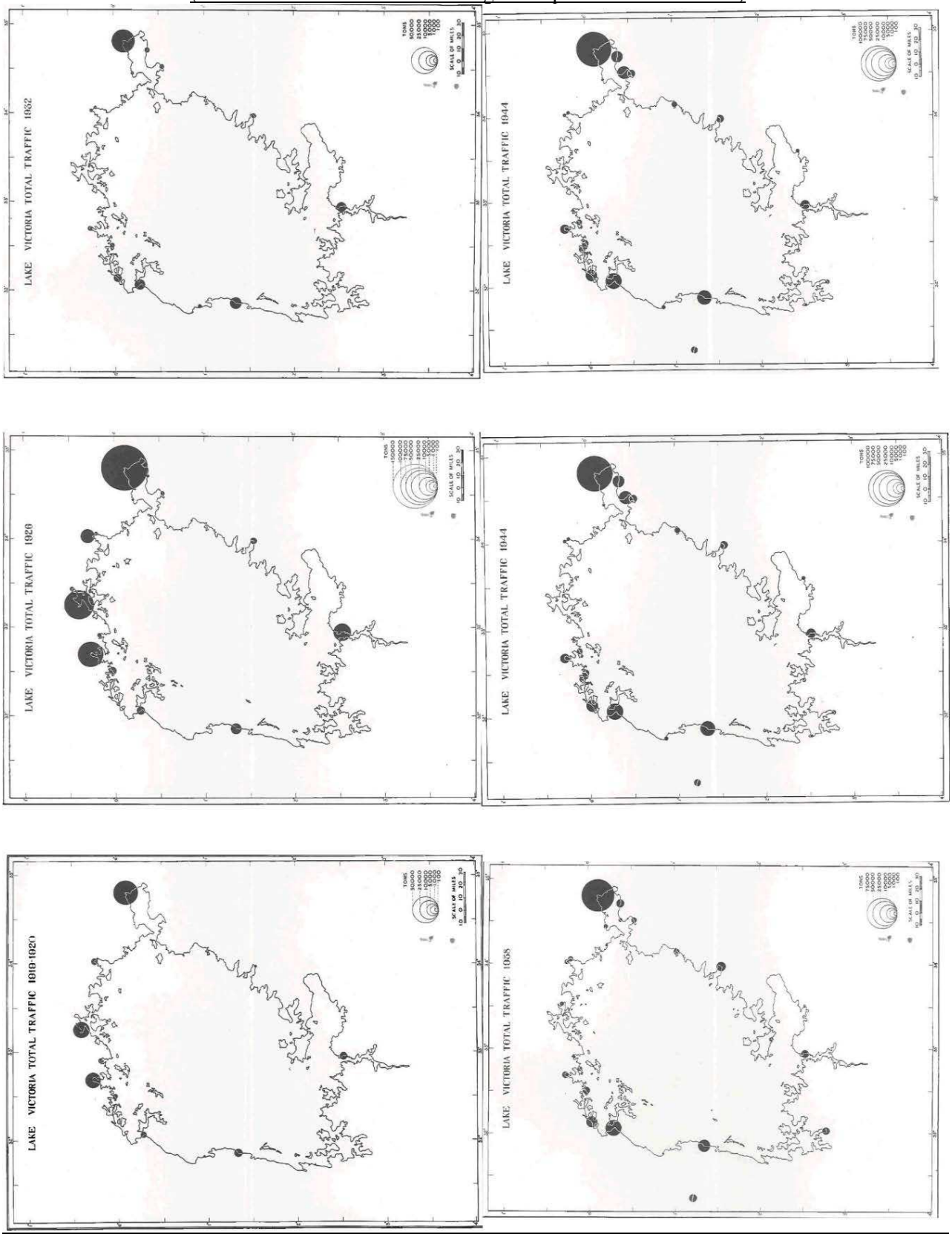
Kisumu se situe tout à l'Ouest de cet « espace utile » et n'est relié à lui que marginalement malgré le lien ferroviaire. La ville ne se trouve qu'à environ 100 km des plantations de Kericho ou de Nandi, mais ne constitue pas un territoire de peuplement européen. La plaine du Nyando et le golfe lacustre ne sont pas vus comme une bonne terre. Cet espace est affligé dans les représentations coloniales des attributs négatifs de la tropicalité. Les eaux stagnantes du golfe sont perçues comme une menace à la santé publique, la maladie du sommeil et la malaria y pullulent et la chaude humidité apportée par le lac contraste fortement avec le confort frais qu'offrent les hauteurs des *highlands*. Le jeune député Winston Churchill lors de sa visite est africaine de 1907 met pleinement en jeu ces représentations coloniales : *« l'endroit est malsain, car le climat est déprimant et les égouts stagnent au fond de cette crique peu profonde et sans marée.* » (Churchill, 1908). La ville ne regroupera à l'époque coloniale qu'un maximum de 600 européens en 1962, pour la grande majorité des employés de l'administration coloniale, des employés de la Kenya and Uganda Railways, et de quelques maisons de commerce, pour une population alors estimée à 24 000 habitants (Waller et Obudho, 1976 : 98).

2.2. Un centre portuaire d'échelle régionale

A première vue l'importance de Kisumu semble se mesurer à son rôle dans la gestion des longues distances de l'empire plus que dans le développement par la mise en valeur agricole de son arrière-pays proche.

En reprenant la métaphore corporelle de Sir Charles Eliot, Kisumu semble être une vertèbre terminale principale du Kenya, mais une vertèbre connectée. Point logistique dans la gestion des longues distances de l'empire, c'est d'abord en tant que nœud d'un réseau que Kisumu se développe et se construit peu à peu, dans une relation avec d'autres points logistiques de l'espace colonial, et d'abord avec d'autres ports du Lac Victoria (Carte 9).

Carte 9 : Le port de Kisumu, une centralité régionale
(évolution de la somme des tonnages des ports du Lac Victoria)



Robert Ford, 1955.

On le voit à travers ces cartes, le port de Kisumu constitue un lieu majeur dans la géographie économique coloniale, point de transit et de rupture de charge principal du commerce lacustre[3]. Jusque dans les années 30, il suffit presque d'additionner les tonnages des différents ports du pourtour lacustre pour obtenir le tonnage du port de Kisumu. Le commerce de l'ouest et des zones lacustres du Tanganyika allemand trouve avant la première guerre mondiale à Kisumu son exutoire unique (café, peaux et cuirs de Bukoba ; riz de Mwanza). L'ivoire, le café, le ghee[4] , les piments, le sésame, l'arachide et le coton ougandais sont les principaux exports de la sphère britannique. On importe par Kisumu principalement des matériaux de construction, du tabac, des spiritueux et des cotonnades, mais aussi du maïs et des haricots qui changeront durablement les habitudes alimentaires (et les productions vivrières) sur les pourtours du lac. Dès 1909, les exportations dépasseront en tonnage les importations. 55 942 tonnes de marchandises transiteront par Kisumu en 1914. Les infrastructures portuaires ne cesseront de se développer, pour répondre aux sous-capacités manifestes dont fait preuve le port pour stocker et expédier les produits de la zone lacustre (construction des docks en 1906). De plus en plus de bateaux à vapeurs, de remorqueurs, péniches et de barges sont mis en service (Ogonda et Onyango, 2002).

A la fin de l'année 1924, le trafic est plus de deux fois supérieur à son niveau de 1914. Deux années plus tard, il aura triplé par rapport à son niveau de 1914 (Ford, 1955 : 26), créant une congestion évidente dans le port de Kisumu, où l'on se plaint d'un manque criant de main d'œuvre sur les docks, nécessitant jusqu'à la réquisition de prisonniers pour charger et décharger les bateaux (Ford, 1955 : 36). La raison est principalement l'essor de la production cotonnière en Ouganda, qui transite alors par Kisumu, et dont les balles vont jusqu'à pourrir sur les quais du port Kisumu, faute de possibilité de stockage. Dans les années 1920, les commerçants et négociant de la ville fixent les prix du coton ougandais (Fearn, 1961). Dans les années 30, Kisumu est le principal point de transit pour la production aurifère qui se développe au nord de la ville dans la région de Kakamega, et pour des produits de haute valeur ajoutée : fer, acier, machine et produits chimiques nécessaires à la production pour l'import, et export de quantité non négligeable d'or, quoiqu'évidemment trop légère pour pouvoir être comptabilisée dans le tonnage du port malgré leur très grande valeur (Ford, 1955 :31 ; Fearn, 1961 : 123-148).

Kisumu est alors un centre logistique important d'un espace économique en formation, principalement orienté vers l'exportation, avec une balance commerciale largement déficitaire. Un principe de régionalité s'affirme par l'intermédiaire des exportations de la zone, comme l'affirme Ford : « *le lac Victoria fait preuve d'une unité économique en tant que région productrice de marchandises destinées à l'export* » (Ford ,1955 ; 45), sans pour autant que ce principe de régionalité induise la formation d'une région dotée d'une cohérence interne forte :

[3] Les informations présentées dans les paragraphes suivant sont tirées de l'ouvrage de Victor Ford, *The Trade of Lake Victoria : A Geographical Study*, 1955

[4] Parfois orthographié ghi. Beurre non clarifié.

> Il n'y a que très peu d'échanges entre les différentes parties du lac, rien qui puisse être appelée une culture commune ne s'est développée autour des rives du lac […] C'est le trafic de transit des deux débouchés de Kisumu et Mwanza qui est d'une importance capitale, et pour la majorité des gens, le lac est un moyen les connectant avec le monde extérieur, et non pas avec les autres parties du lac. La majeure partie des exportations et des importations de marchandises de tous les ports est à destination et provient de zones extra-lacustres. […]. Malgré la diversité de ses terres, le Lac Victoria assume une unité économique en tant que région productrice de marchandises destinées à l'export. (Ford, 1955 : 56)

Ainsi la cohérence régionale de la région lacustre, dont Kisumu est la principale porte d'entrée et de sortie, ne prend sens que dans son rapport avec son extérieur, c'est-à-dire dans sa relation au marché mondial. Le commerce lacustre Kisumu est plus tourné vers le réseau portuaire est-africain et le port de Mombasa que vers la colonie du Kenya ou son arrière-pays proche. Les relations commerciales avec les zones extra-lacustres surdéterminent l'économie lacustre, et Kisumu est jusque dans les années 1930 le centre de cet espace économique largement extraverti.

2.2.1. Kisumu et les processus d'intégration régionale coloniale

La centralité régionale de Kisumu est largement traduite dans la position de choix qu'occupe la ville au sein des services de coopération interterritoriale de l'Afrique de l'Est britannique. Kisumu est à la tête de la flotte lacustre, et ses chantiers navals concentrent presque la totalité des ateliers de construction, de montage et de réparation des bateaux des différents avatars des compagnies publiques de transport chargées de l'entretien et de l'exploitation des infrastructures. L'*Uganda Railways*, par essence une compagnie interterritoriale devient en 1929 la *Kenya and Uganda Railways and Harbours* (KURH), pour devenir ensuite en 1948 la *East African Railways and Harbours Corporation* avec l'intégration à la KURH les chemins de fer du Tanganyika. La même année, Kisumu devient le lieu de localisation des *Inland Marines Services* de la EARHC, et voit ses infrastructures portuaires largement développées (Oucho, 1980 : 45). La création de l'EARHC n'est qu'une conséquence du processus d'intégration régionale lancé dans l'après-guerre et de la création de l'*East African High Commission*, organisme de coopération territorial qui se charge peu à peu du processus d'intégration régionale : création d'un marché commun, barrière tarifaire et douanière commune, libre échange interne, monnaie commune, administration fiscale partagée, université commune et services de transport et de communication partagés (en plus de l'EARHC , poste et télécommunications) (Hazlewood, 1979 : 42). Ce processus d'intégration régionale est l'un des outils de cette « *seconde occupation coloniale* » problématisée par Low et Lonsdale (1976 : 12). Les bureaucraties modernisatrices britanniques en pleines expansion tentent de renforcer leur autorité et emprise sur la région par un investissement important dans le développement (Cooper, 2008). La hausse des productions agricoles des paysanneries africaines dans les pourtours du lac qui découlent de ce moment historique se traduit par un regain de l'activité portuaire de Kisumu.

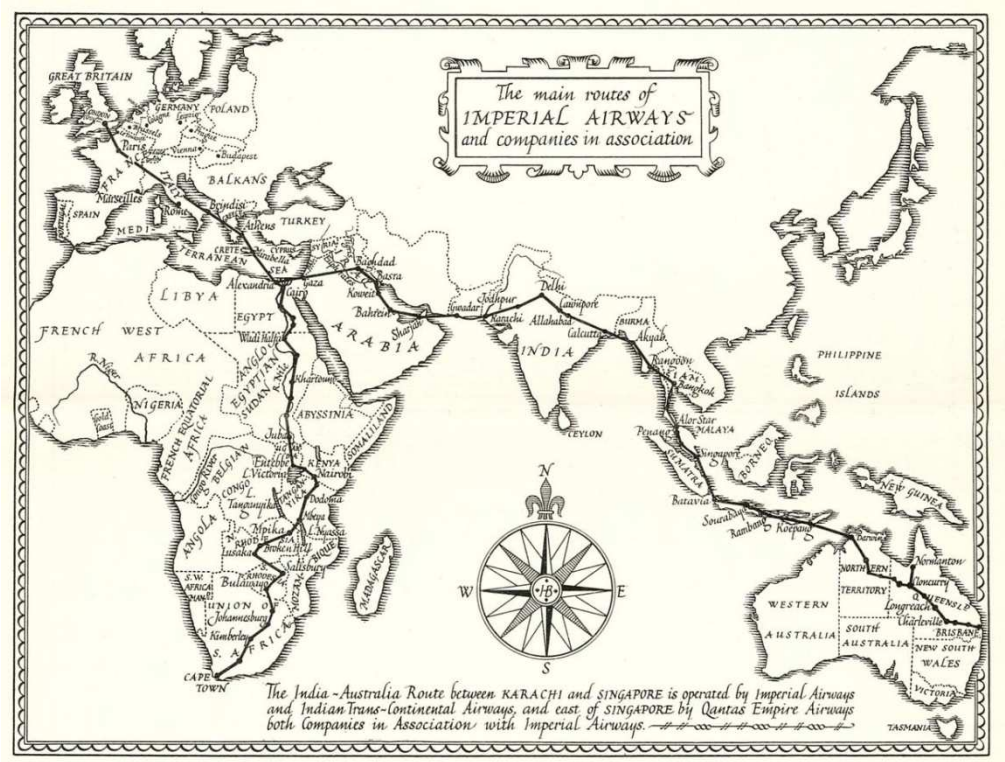
2.2.2. La minorité indienne, acteur du rayonnement régional

Les principaux acteurs de ce commerce régional sont les communautés du sous-continent indien qui se sont dispersées dans l'ensemble des centres urbains d'Afrique de l'Est, des plus grandes villes aux petits centres commerciaux ruraux. Fortement engagés dans les fonctions commerciales, ils réussissent à établir un quasi-monopole des commerces de gros et de l'import-export. Ils réoccupent le rôle commercial qui été dévolu aux indiens au sein des comptoirs maritimes pré-coloniaux (Adam, 2009 : 25), avec une capillarité bien plus grande que leurs prédécesseurs des comptoirs. Kisumu est un lieu privilégié de leur implantation, un point nodal dans le réseau commercial indien en Afrique de l'Est. Les représentations locales des maisons de commerces indiennes de Mombasa, et les mêmes capitaux indiens investis dans le capitalisme marchands investissent le champ du capital productif, comme dans le cas de cette maison de commerce d'échelle est africaine, qui possède des bureaux à Kampala, Mombasa, Kisumu et Mwanza, deux usines de savons à Kisumu et une usine de raffinement de sucre en Ouganda (Ford, 1955 : 45). En outre, les armateurs indiens de boutres (*dhows*) concurrencent très fortement, avant leur déclin dans les années 1940, les bateaux de la KURH.

2.2.3. Point d'étape dans les routes de l'Empire

Kisumu joue un rôle peut être un peu plus surprenant à partir des années 1930, en tant que point étape de la route aérienne rêvée par entre le Cap et le Caire (route aérienne qui en réalité s'arrête à Durban), point d'orgue de la modernité coloniale que se devait d'incarner l'*Imperial Airways*, ancêtre de la British Airways (Carte 10). La quasi-totalité dans vols reliant le centre du pouvoir colonial métropolitain à l'Afrique du Sud passe par Kisumu, alors dotée d'une piste d'atterrissage, d'une aérogare et d'un quai de débarquement pour hydravions. La ville, qui n'est pas une destination finale importante, n'en constitue pas moins une étape obligée pour quiconque veut se rendre en Afrique australe par voie aérienne (possessions portugaises incluses) (Pirie 2004 ; 2009). L'aéroport de Kisumu surpasse alors en taille, en importance, et en trafic celui de Nairobi ou de Mombasa périphériques par rapport au tracé de la route aérienne. Un semblant d'activité hôtelière agite la ville, qui accueille les staffs du service régulier, ceux des services postaux et bien sur les passagers (Anyumba, 1995 : 123).

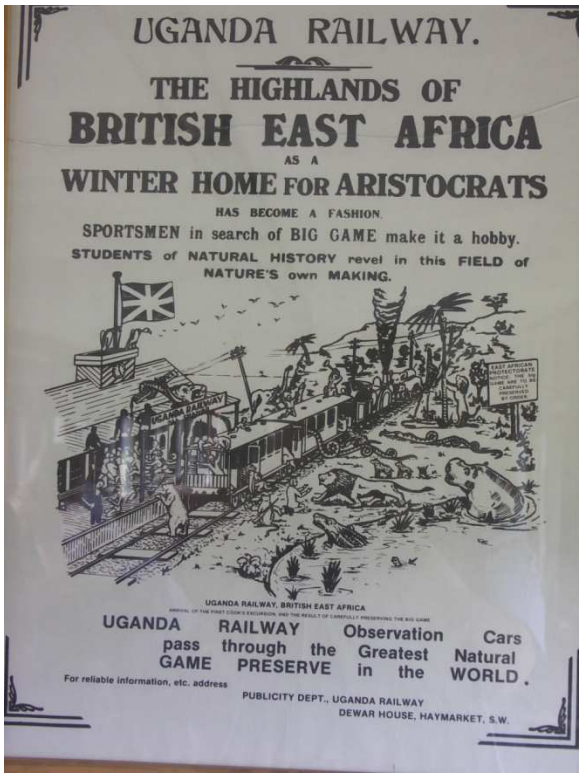
Carte 10 : Les routes aériennes de l'Empire en 1935



Source : Wikipédia (carte de 1935)

Plus généralement, et au-delà du faible nombre de *happy few* qui empruntent les voies aériennes de l'Empire (1610 passagers en 1937), Kisumu est une étape pour qui veut découvrir et visiter l'Afrique de l'Est. Sa position nodale dans la géographie coloniale, connectant trains, ferries et plus tard hydravions, ont fait que nombre de voyageurs, souvent peu avares de récits publiés en métropole et ailleurs, ont pu la traverser. La belge Berthe Cabra « *première femme ayant traversé l'Afrique* », rejoint Kisumu en 1903 par le chemin de fer et part ensuite sur un *steamer* pour Entebbe. Son récit de voyage fait fureur en Belgique et en Angleterre (Gubin, 2006 : 276-277). Georges Carpenter, aventurier américain, en fera le point de transition de ses deux volumes largement diffusés aux Etats-Unis et en Angleterre dans les années 1920 relatant son voyage du Cap au Caire (Carpenter, 1925). Kisumu a été un lieu à partir duquel et grâce auquel ont pu se forger et circuler les représentations coloniales. Winston Churchill relate son séjour à Kisumu lorsque sur le chemin de l'Ouganda, il prend le ferry après avoir traversé le Kenya par train. Il ne manquera pas – comme Carpenter – de relater la nudité des luo, autant que le caractère insupportable du climat. Si Kisumu participe de la production de l'espace économique et commercial colonial, de par la relative importance des investissements logistiques qui y sont situés, elle participe aussi, de par ce même rôle logistique, de la construction des récits et représentations ordinaires sur le continent africain. Tout comme les marchandises, les points de vue et les récits nous atteignent par les voies (physiques) qu'on leur a tracé (Figure 1).

Figure 1 : La construction du regard colonial par et dans les infrastructures de transport



Affiche publicitaire de l'Uganda Railway, 1926

"Kenya Coloie, Kisumu, Native boy near hangar", 1936, GE Matson, Library of Congress

Et ces voies physiques sont surtout les lieux à partir desquels les regards coloniaux se sont forgés. Loin de se fondre avec les espaces qu'ils ont pu traverser, chemins de fers, couloirs aériens et ferries ont été des lieux privilégiés à partir desquels ont été énoncés les regards coloniaux. C'est souvent dans ces environnements et ces trajectoires, où le temps pouvait se faire souvent long, qu'ils ont été couchés sur papier. Par ces voies et les lieux qu'elle reliait s'opérait la constitution de l'Afrique, de ses paysages, de ses habitants en tant qu'objet extérieurs, analysés et observés (par la plume ou la photographie, tout autant que se forgeait l'exteriorité du sujet observant. La reproduction dans les cabines d'hydravion, de train et de ferry de l'extrême sophistication d'un quotidien métropolitain, dans des environnements d'un grand raffinement rythmé par différentes repas et collations, renforcent la différenciation entre cet intérieur de modernité coloniale et industrielle que constituent les infrastructures logistiques et le mode de vie qui s'y exprime avec le dénuement, le primitif, la naturalité et la simplicité ou au contraire l'exubérante nature alors perçue des espaces africains[5]. En ce sens, l'espace de la traversée (le wagon, la gare, l'aérogare,

[5] Prenons pour exemple ce passage du récit de voyage de Churchill à son embarquement sur le port de Kisumu et le trajet vers l'Ouganda : « je me réveille le lendemain matin pour découvrir que je suis à bord d'un navire magnifique. Ses ponts longs et spacieux sont d'un blanc aussi neigeux que ceux d'un yatch. Il est équipé de bains, de lumière électrique et de toutes les choses modernes indispensables. Il y a une table excellente, ainsi qu'une bibliothèque bien choisie. D'élégantes vestes bleues – aux visages noirs comme l'ébène – astiquent les cuivres ; des officiers de la Marine britannique élégants, tout de blanc vêtus, arpentent la passerelle. Nous croisons à dix nœuds sur une immense mer d'eau douce aussi vaste que l'Ecosse […]. A certains moments, nous sommes parfaitement encerclés de lac et de ciel, sans le moindre signe d'une rive quelconque. A d'autres, nous contournons des côtes imposantes

le port la cabine d'hydravion ou le pont du ferry) constituait l'extériorité de l'espace traversé, renforçant par ce biais la différenciation et la discontinuité entre le réseau logistique et son espace environnant. C'est la nature topologique de la spatialité coloniale qui s'exprime encore par l'expérience du voyage colonial.

3. RELATIVE FRAGILITE D'UNE LOCALITE COLONIALE

La plupart de ces récits nous informent peu sur la ville elle-même. D'autres s'avèrent plus précieux, dans leur capacité à nous faire appréhender la situation géographique paradoxale de Kisumu. Mona Macmillan, non pas épouse d'Harold mais de l'historien libéral William Macmillan, relate ainsi de sa visite de Kisumu lors de son voyage est-africain au tout début des années 1950 :

> Nous aurions pu venir à Kisumu par bateau, mais le bateau à vapeur n'arrive qu'une fois par semaine de chaque direction. Il transporte des marchandises entre les ports du Lac, mais il suit la côte, tout comme les bateaux de pêche au long mât à voile latine […]. Nous aurions pu aussi, comme nous l'avons fait plus tard, venir par les airs, car Kisumu possède un aérodrome de premier choix, qui vient juste d'être abandonné par les long-courriers à la faveur d'Entebbe et Nairobi. En fait, Kisumu est l'une de ces villes dont la fortune est incessamment à faire et à défaire. Originellement, c'était le terminus de la voie de chemin de fer vers l'Ouganda, et des passagers et des marchandises embarquaient des bateaux pour Kampala. Ensuite, le chemin de fer a mené dans les hautes terres pour desservir les colons d'Eldoret. Kisumu est restée échouée au bout d'une ligne secondaire. Ensuite vint la Seconde Guerre Mondiale et une grande activité agita l'aérodrome – des personnalités faisaient escale sur leur trajet du Cap au Caire, et de Nairobi à Londres. Kisumu était à nouveau vivante. Désormais, l'attraction de la capitale Nairobi a fait diverger le trafic aérien vers une bien meilleure piste d'atterrissage, et Kisumu a rechuté. Elle reste néanmoins bien plus que capitale provinciale d'une Province indigène. C'est une ville résolument commerciale, avec des marchands aussi bien Européens qu'Indiens qui se sont installés depuis longtemps.(Macmillan, 1952 : 91-92)

Mona Macmillan cerne ici bien les paradoxes et les incertitudes concernant la position de Kisumu dans l'espace logistique colonial, une succession de succès et de revers qui a caractérisé son histoire. Le succès de Kisumu en tant que hub logistique ne met pas à l'abri Kisumu de certaines formes de compétition spatiale à l'époque coloniale. La croissance de Kisumu durant l'ère coloniale ne s'est pas faite de manière continue et linéaire. L'économie urbaine, le rayonnement régional de la ville ont été fonction des évolutions de la géographie de l'espace économique colonial, qui ne serait-ce que par la nature extractive de l'activité coloniale, a fait preuve d'une grande volatilité.

couvertes de forêts et couronnées de montagnes bleutées et brunes au loin. Le paysage est splendide, nous pourrons être sur un des yatch sur les côtes de Cornouaille en juillet. » (Churchill, 1908 : 90)

3.1. La perte d'une situation de monopole spatial : évolution de l'espace logistique est africain

De profonds changements ont réorienté dès les années 1930 la géographie régionale des échanges dans le bassin du lac Victoria. Le corridor de circulation ferroviaire s'est déplacé vers le Nord de Kisumu, avec la fin de la construction en 1931 d'un chemin de fer reliant Nairobi, Eldoret à Kampala et laissant Kisumu « *échouée au bout d'une ligne secondaire* ». La diversion du trafic lacustre au profit de cette nouvelle voie est manifeste : le volume général des échanges sur le port a largement décru après la réalisation de la nouvelle ligne. Il faudra les années 1950 pour que le port de Kisumu retrouve les tonnages du milieu des années 1920 (Carte 9). Les ports de la zone nord du lac, dont Kisumu représentait l'exutoire presqu'unique vont alors quasiment tous péricliter, victimes de la nouvelle donne ferroviaire. Le volume général des échanges lacustres chute largement (Ford, 1955 : 29), et ce d'autant plus que s'ouvre un autre exutoire ferroviaire au bassin du lac avec la connexion en 1926 de Mwanza au port de Dar-Es-Salaam via Tabora (Carte 11) qui vient en partie polariser les productions agricoles du Sukumaland tanzanien et des franges sud du bassin. Kisumu se trouve dès lors en compétition avec Mwanza en tant que point de rupture des charges des importations vers le lac et des exportations des productions agricoles du bassin, même si cette compétition tourne largement à l'avantage de Kisumu durant l'époque coloniale. Quoiqu'il en soit, l'activité économique de Kisumu souffre de ces évolutions du paysage logistique. La ville semble alors plongée à la charnière des années 1930 dans une période de déclin relatif, insufflant un ralentissement de l'activité portuaire : « *Les images de la dépression, d'embarcations clouées au port de Kisumu, doivent être portées aux esprits en ce qu'elles sont au cœur de la période*» (Ford, 1955 : 30). Une dévaluation du capital investi à Kisumu semble avoir lieu, selon le témoignage de John Riddoch, résidant de Kisumu et principal acteur économique européen dans les années 1930 : « *beaucoup de bateaux étaient à quai. Le* Winnifried *a été coulé délibérément en eaux profondes et la coque du* Clement Hill *a été utilisée comme brise-lame à Bukakata. Une réduction considérable des personnels a eu lieu, qui a naturellement eu de mauvaises répercussions sur nos commerces.* »

Carte 11 : Evolution du système ferroviaire est-africain

Source : Hazlewood 1964

3.2. Une inégale insertion dans le monde coloniale : une position dominée

Ces changements de la géographie économique que subit de manière assez passive Kisumu illustre la dépendance et la fragilité de sa position de relai dans l'espace colonial, soumise aux processus de décision et d'aménagements spatiaux qui lui sont largement extérieurs. La fonction de Kisumu, hub logistique dans un dessein colonial en construction, en fait une ville peu

autonome, agie par les événements qui agitent le XXe siècle colonial. A titre d'exemple, la Première Guerre Mondiale aura des conséquences locales fortes sur l'économie urbaine. Le lac, jusqu'en 1914 zone de contact et d'échange entre les sphères impériales britanniques et allemandes, sera un des théâtres d'opération. La ville est un centre régional de recrutement majeur pour les *King's African Rifle*. Kisumu profite des implantations militaires, mais tout commerce d'export et d'import sur lequel se base l'économie urbaine est stoppé pendant les années de guerre, pour ne reprendre ensuite que dans des conditions extrêmement difficiles. La hausse générale des prix des importations de la métropole, dans un contexte post-guerre de rareté généralisée, réduit largement l'activité des maisons de commerces de Kisumu (Anyumba, 1995 : 98-99). Beaucoup d'entre elles font faillites[6]. Les bateaux sont à quai, et les capacités portuaires temporairement inutilisées. En 1921, le rédacteur d'un rapport sur l'état du chemin de fer présage négativement des perspectives d'investissement en capital fixe dans les infrastructures portuaires, qu'il juge nécessaire de ne plus développer[7]. La chute des prix du coton ougandais des années 1920-21 n'aide pas à la reprise du commerce qui ne reprendra son niveau d'avant-guerre qu'en 1924[8]. La chute drastique du commerce transitant par Kisumu dans les années 1930 dû à la nouvelle branche ferroviaire ouverte au nord de la ville doit aussi se comprendre dans le ralentissement général de l'activité commerciale mondiale consécutive à la Grande Dépression. Cette décrue d'activité sera partiellement compensée par l'afflux de sociétés minières domiciliées à Londres à l'orée des années 1930 dans l'ouest kenyan suite à la découverte de filons aurifères et qui vont utiliser Kisumu comme support logistique de leurs activités (Ford, 1955 : 31 ; Fearn, 1961 : 123-148).

Il est difficile – du moins par la compilation des publications traitant de l'économie régionale – de périodiser de manière linéaire le succès et le déclin de la ville. Des éléments d'expansion de l'économie urbaine coexistent avec des éléments de déclin de certaines de ses activités, aux périodes de déclin de certaines fonctions et activités succèdent rapidement l'expansion d'autres activités, et vice versa. Preuve, comme l'affirme Mona Macmillan, que le destin de la ville reste toujours à faire dans une temporalité coloniale marquée par une construction progressive et changeante de son espace économique. La ville de Kisumu est livrée à des formes de compétition spatiale sans cesse renouvelées. Kisumu n'est en somme qu'un pion périphérique fragilisé par les aléas et les crises d'un système-monde colonial dans lequel elle s'insère. Et finalement, l'histoire urbaine est fonction de la volatilité des capitaux qui affluent et refluent au sein d'un espace-monde colonial, renvoyant Kisumu à cette « contingence génétique » qui la caractérise.

[6] « Because of the general scarcity resulting from the war, commodities which were in demand from overseas, commanded high prices and encouraged wide-spread and unsound tranding that when the inevitable recession took place the business community were dealt with a severe blow with result the result that bankruptcies took place."

[7] « All capital expenditure at Kisumu on buildings, docks and items which are not easily removable should therefore be kept down to the lowest figure compatible with handling the traffic, and no development should be undertaken wherever avoidable »" Lieutenant Colonel Hammond, cite par Ford (1955 : 426-427)

[8] En 1914, le trafic total transitant à Kisumu était de 55 000 tonnes ; il sera de 44 000 tonnes en 1920 (Fearn, 1961)

3.3. Pérennité de la position régionale de Kisumu

Pourtant, l'inachèvement de la construction logistique coloniale et ces aléas de l'insertion de Kisumu dans la géographie économique coloniale n'entrent pas en complète contradiction avec une certaine stabilité de la position de la ville dans le temps long. Malgré tout, la ville croît, et reste une centralité secondaire dans l'organisation logistique coloniale. Les premières ébauches de la trame urbaine coloniale, c'est-à-dire les premiers investissements dans les infrastructures physiques, ont prouvé leur résilience dans la géographie contemporaine de la trame urbaine kényane (Calas, 2000). Ainsi, le capital, et en particulier ce qu'Harvey appelle *« le capital encastré dans le sol »* (Harvey : 2010) – dont le but est de faciliter la mobilité d'autres formes de capitaux (ou de travail) – ont fondé l'inertie relative de la position logistique de la ville dans la temporalité coloniale. Dans son analyse des évolutions de la géographie commerciale des ports lacustres, Robert Ford note que :

> la comparaison des cartes du trafic total pour 1913 et 1944 révèle le fait que tous les centres majeurs du commerce lacustre ont été établis à un stade précoce dans l'histoire [coloniale] du lac et que bien que le temps ait amené des changements dans le volume total de trafic, dans l'apparition de nouveaux ports et la disparition d'anciens, la structure générale des échanges était fondamentalement la même en 1944 qu'elle était trente années plus tôt (1955 : 45)

Kisumu est restée – malgré la compétition d'autres voies logistiques – le point principal d'organisation et d'exutoire du commerce lacustre. Le rôle des pouvoirs coloniaux est ici déterminant dans la survie du port de Kisumu empêchant toute dépréciation massive et irréversible des investissements portuaires[9]. A ces efforts pour maintenir les infrastructures en état et pour les développer, s'ajoute – situation de quasi-monopole des autorités coloniales sur le secteur du transport oblige – la politique tarifaire. Par exemple, dans les années 1930 face au risque de voir la voie lacustre complètement disparaitre avec les développements ferroviaires au nord du lac (voie de Kampala) et au sud (ligne Tabora-Mwanza), avec elle les capitaux investis dans les infrastructures et bateaux, les autorités coloniales kényanes et ougandaises tentent de conserver son attractivité en jouant sur les tarifs douaniers. Tout en essayant de rentabiliser la nouvelle voie ferroviaire du nord, une politique tarifaire avantageuse est mise en œuvre pour conserver le commerce lacustre originaire de la province lacustre du Tanganyika à destination de Kisumu susceptible d'emprunter la nouvelle voie ferroviaire de Mwanza. En outre, les autorités coloniales cherchent de nouvelles opportunités commerciales pour le lac par la fondation de nouveaux ports sur la rive ouest du lac non desservies par le rail (Nyankanyasi sur la Kagera River en Tanzanie), ou le développement des ports existants, comme celui de Bukoba en Tanzanie ou de Bukakata en Ouganda (Ford, 1955 : 30), posant les fondements de l'importance de Kisumu dans l'exportation des productions caféières des rives ouest du lac Victoria après

[9] Pour un historique des travaux effectués sur le port de Kisumu durant la période coloniale, on renvoie à l'étude de John Oucho, *The Port of Kisumu in the Lake Victoria Trade : A Geographical Study*, 1980

Seconde Guerre Mondiale. L'interventionnisme des pouvoirs publics vient en grande partie façonner la compétition spatiale, pour en réguler ses effets.

3.4. Crépuscule colonial : vers le développement d'une autonomie locale et les incertitudes de l'indépendance

La permanence relative du rôle du Kisumu illustre la capacité de l'Etat colonial à être un acteur important de la territorialisation des capitaux. En ce sens, la relative permanence du *spatial fix* que représente Kisumu doit se comprendre avant tout par le truchement des logiques territoriales du pouvoir et leur capacité à orienter largement le développement de l'économie à l'époque coloniale. La ville et ses infrastructures participent de l'architecture géographique d'une économie politique coloniale qui vise avant tout à l'extraction de produits agricoles et de matières premières que peut offrir le bassin du lac Victoria et la circulation des marchandises dans l'espace lacustre. Surdéterminé par le poids des décisions métropolitaines, ce rôle s'accomplit donc sans réelle autonomie locale.

Les formes locales du pouvoir colonial n'ont en Afrique de l'Est britannique pas été immuables. Le rôle logistique de la ville tend à se réaliser au cours de la période coloniale au sein d'un espace régional est-africain en voie d'institutionnalisation, et dans une dynamique de développement des pouvoirs locaux. Aux suites de la Seconde Guerre Mondiale, l'Etat colonial essaie de se réformer de lui-même pour sauvegarder et développer son contrôle. Ainsi, la « *seconde occupation coloniale* » (Low et Lonsdale, 1976 : 12), en même temps qu'elle vise à la coopération interterritoriale et à l'intégration régionale, voit aussi l'action des Etats se redéployer en faveur des autorités locales à l'autonomie jusque-là très faible (Bourmaud, 1988 : 46-62). Nous reviendrons plus longuement dans le prochain chapitre sur l'histoire de l'Etat local, mais à titre d'exemple, Kisumu déjà dotée depuis 1941 d'une *municipal board*, se voit promue en tant que *municipal council* à l'orée de l'indépendance en 1960. Face aux incertitudes historiques de sa position géographique, conjuguées à la perspective du crépuscule du pouvoir colonial, la ville semble essayer de prendre son destin en main. En 1959, les autorités locales éditent un guide promotionnel qui présente les avantages de localisation de Kisumu, les agréments de la vie urbaine à Kisumu et les modalités d'investissements pour des activités commerciales et industrielles. Une préface, signée du Ministre du Commerce et de l'Industrie de la colonie, formule un véritable plaidoyer en faveur de la compétition territoriale et des stratégies locales de *boosterism* avant l'heure :

> Il est on ne peut plus approprié qu'une autorité locale doive donner un maximum de publicité aux attractions de leurs villes et des avantages et installations que la Municipalité peut offrir. Du point de vue du commerce et de l'industrie une telle publicité est de la plus grande importance. Il n'y a au Kenya aucune direction officielle de l'industrie en des endroits particuliers. La politique du gouvernement, avec la totale coopération des autorités locales, est de proposer des zones à travers

> la colonie pour les entreprises commerciales et industrielles, dotées de services essentiels pour le commerce et l'industrie puissent avoir la plus grande liberté de choix[10]

Ces mots du ministre du Commerce et de l'Industrie de la colonie doivent être mis en résonnance avec les événements qui secouent le pays, alors plongé dans l'état d'urgence suite au conflit opposant les autorités coloniales au mouvement Mau Mau et aux revendications nationalistes. L'incertitude face à l'avenir du pouvoir colonial est forte et l'incertitude des temps marque avec l'optimisme modernisateur du discours du ministre. La fin des années 1950 voit un rapatriement massif des capitaux européens. Kisumu ne fait pas exception, et voit son activité économique ralentie. Les maisons de commerces et les banques européennes plient bagage. Dans ce contexte, l'autonomie garantie aux autorités locales et la tentative de marketing territorial de la municipalité de Kisumu apparaissent comme une tentative pour répondre aux incertitudes du temps.

L'indépendance et l'africanisation du pouvoir laissent ouverte à la veille de l'indépendance la question du devenir du *spatial fix* colonial de Kisumu et son insertion dans un espace postcolonial en formation. En 1967, soit quatre années après l'indépendance, une nouvelle version du guide municipal est publiée. John Riddoch (1897-1979), britannique et véritable figure du monde économique et politique de la Kisumu coloniale – qui y réside de 1920 à sa mort en 1979 - fait poindre ces inquiétudes dans sa courte histoire de la ville que lui a commandé la nouvelle municipalité africaine :

> Le succès de Kisumu dépendra largement de la continuation du Marché Commun Est Africain. Il est à espérer que le sens commun puisse prévaloir dans ce sujet crucial affectant l'ensemble de l'Afrique de l'Est et que les services du transport lacustre investis dans le commerce interterritorial puissent continuer de se développer. A cela est attaché le destin de Kisumu. [11]

La montée et l'affirmation des rhétoriques nationalistes à l'indépendance, les divergences dans les politiques économiques adoptées par les anciennes colonies est-africaines et la lente désintégration des organes de coopération régionale (Hazlewood, 1975 ; 1979), associé à la « crise urbaine » dont Kisumu sera une incarnation forte vont confirmer ces peurs.

CONCLUSION

Notre récit de la genèse de Kisumu en tant que nœud de l'espace colonial insiste sur l'importance des rapports d'échelle mondiale dans le destin matériel de la ville. Les relations mouvantes de Kisumu à un espace qui la dépasse posent d'emblée et de manière génétique la problématique de la connexion aux processus d'échelle mondiale. Si la ville a été conçue comme relai de la

[10] Municipal Council of Kisumu, *Kisumu Guide*, 1959.
[11] Municipal Council of Kisumu, *Kisumu Guide*, 1967.

pénétration coloniale et lieu de la gestion des longues distances impériales, la qualité de cette connexion a pu varier au sein des différentes phases de l'occupation coloniale. Des dynamiques de déconnexion sont identifiables au cœur de la période coloniale. Les paysages de déclin décrits par différents observateurs coloniaux présentent une image assez différente de celle de la « gloire passée » coloniale qui infusent les récits historiques formulés aujourd'hui à Kisumu et qui viennent mobiliser la grandeur d'un *fix* infrastructurel aujourd'hui déliquescent.

Malgré les contingences et variations de sa relation au monde, Kisumu n'a cessé de croitre dans l'ensemble de la période coloniale. Le destin de la ville ne peut être compris dans une hypothétique relation d'immédiateté au monde. Ces relations ont été médiatisées au sein d'un processus de construction et de formation de l'Etat colonial. Par exemple, les programmes de développement économique, l'augmentation de l'investissement public et les réformes administratives d'échelle est-africaine de la « *seconde occupation coloniale* » ont permis dans à partir des années 1940 de compenser les dégâts locaux de précédentes recomposition des infrastructures de l'extraction coloniale.

Qu'il organise d'abord la prédation puis plus tard le « développement », l'Etat colonial ne peut être uniquement analysé par le prisme de son extranéité sur la société et les espaces colonisés. Absents de notre récit sur le rôle de Kisumu dans la gestion des longues distances de l'empire, les acteurs africains – et singulièrement Luo – n'en ont pas moins été centraux dans l'organisation de l'extraversion économique de l'Afrique de l'Est. Du point de vue de l'Ouest kényan – véritable réserve de main d'œuvre – la participation à l'économie coloniale a été plus celle de la vente d'une force de travail sur les différents lieux de la géographie de l'extraction coloniale : en tant que dockers ou manœuvres journaliers sur les plateformes logistiques de Kisumu, de Nairobi (Parkin, 1978), de Mombasa (Cooper, 1987) ou de Dar-Es-Salam, en tant que cheminots sur l'ensemble du réseau ferroviaire est-africain (Grillo, 1973), petit fonctionnaire à Kampala (Parkin, 1969 : 153-178) ou encore travailleur agricole dans les fermes et plantations des *White Highland*. Même dans l'organisation de l'extraversion, l'Etat colonial n'est pas externe à la société colonisée, et se comprend dans « *une situation coloniale* » (Balandier, 1951 ; Smouts, 2007), soit un système complexe de relations entre société coloniale et société colonisée qui s'imbriquent, s'interpénètrent dans un continuel réajustement de leurs liens. En deçà de la gestion des longues distances de l'Empire, le relai logistique qu'est Kisumu est aussi un relai de pouvoir situé au sein d'une région africaine paysanne (Luo) densément peuplée, dotée d'une historicité et de modalités particulières d'appropriation de l'espace. L'histoire de la zone ne commence pas avec la fondation de la ville, mais celle-ci établie des modalités d'interaction nouvelles entre société coloniale et colonisée, malgré les séparations spatiales strictes qu'a pu tenter de produire la construction de l'Etat colonial. Ce sont les modalités locales de construction de l'Etat colonial et ses limites que nous allons désormais étudier.

CHAPITRE 2

LES ECHELLES DE LA « CONSTRUCTION » ET DE LA « FORMATION » DE L'ETAT LOCAL COLONIAL

INTRODUCTION

Il n'est possible qu'en idée de dissocier la construction spatiale impériale – confrontée à la gestion des longues distances – de son ancrage local. L'imbrication des fonctions logistiques et du lieu qu'elles investissent a été un souci précoce et constant du pouvoir colonial. John Ainsworth, alors *Provincial Commissionner* de la province du Nyanza, note ainsi en 1909 : « *Kisumu étant le terminus ferroviaire pour les ports est-africains d'Ouganda et de l'Afrique de l'Est allemande, une épidémie de n'importe quelle maladie infectieuse en ce lieu a une importance au-delà des conséquences locales* »[1]. Dans cette remarque – écrite après une épidémie de peste qui a secoué la ville et forcé à refonder l'organisation spatiale du *township*[2] – apparaît une imbrication d'échelles qui contraint le pouvoir colonial à penser la construction des réseaux logistiques dans leur terrain d'ancrage. Le lieu sur lequel est bâtie la ville est un enjeu fort du contrôle colonial. Il est avant tout perçu par ses dangers, et la menace que peut constituer ce local sur la globalité de l'espace logistique et commercial est-africain extraverti. La volonté du pouvoir colonial est alors de construire une isolée des campagnes africaines l'environnant, îlot de modernité coloniale connecté au reste de l'Empire. Kisumu est l'un des lieux de construction locale de l'Etat colonial, que nous comprenons après Bruce Berman et John Lonsdale « *en tant que création délibérée d'un appareil de contrôle politique* » (Berman et Lonsdale, 1992 : 5) et donc en tant qu'effort conscient de l'Etat pour se structurer et pour agir en tant que pouvoir. L'un des outils théoriques et pratique de cette construction a été la mise en place d'un gouvernement indirect (*Indirect Rule*), qui d'après Mahmood Mamdani (1996), implique une bifurcation

[1] Annual Report, Kisumu Province 1908/1909, cité par Obudho et Waller (1976)

[2] Terme qui renvoie ici à un objet géographique très différent des *townships* sud-africains, soit les zones urbaines et quartiers sous-équipés réservés aux non-blancs. Il renvoie ici à une catégorie administrative et institutionnelle utilisée en Afrique de l'Est (et sans doute ailleurs) durant la période coloniale. Elle vient qualifier les espaces aliénés au profit de la couronne britannique pour y établir les centres de premier ordre du maillage administratif colonial. C'est aussi un outil de gouvernance local utilisé dans la gestion des espaces urbanisés.

institutionnelle entre ville et campagne fondatrice de la construction coloniale de l'Etat en Afrique. La thèse centrale de Mamadani est que dans l'Afrique coloniale, les populations rurales majoritaires étaient, dans un régime de sujétion, gouvernées par des institutions néocoutumières sous un régime de « *despotisme décentralisé* », en face duquel un régime de citoyenneté et un « *gouvernement direct* » qui s'appliquait au gouvernement des espaces de peuplement européen, et singulièrement les villes.

La position de Kisumu en tant que *township* au beau milieu d'un *Native Reserve*, constitue *a priori* une incarnation manifeste de la bifidité de la construction de l'Etat colonial. Pourtant, la naissance et le développement de l'administration coloniale ne se limitent pas à la construction consciente et volontaire des modalités de son contrôle sur les sociétés et espaces africains, mais obéissent aussi un processus de formation de l'Etat, soit un processus involontaire, inconscient et « *contradictoire de conflits, de négociations et de compromis entre différents groupes* » (Berman et Lonsdale, 1992 : 5) fondamental pour comprendre son historicité (Bayart, 1989). Le processus de formation de l'Etat complexifie, dilue et pluralise la binarité spatiale institutionnelle (ville / campagne) que la construction locale de l'Etat colonial tente d'ancrer dans la production de son espace. Les capacités d'action et les processus d'appropriation spatiale d'acteurs africains sont centraux dans ce processus de formation locale de l'Etat. Elles permettent un dépassement tout à la fois territorial et scalaire des cadres spatiaux restreints dans lesquels le pouvoir colonial tente – dans la définition de ses contenus – de circonscrire la catégorie de l'urbain.

Notre démarche s'organise par échelle. Dans un premier temps, les modalités spatiales de la construction locale de l'Etat (ou de construction de l'Etat local) sont au cœur de notre analyse. La « situation coloniale », c'est-à-dire les modalités de contacts, liens, imbrications entre société coloniale et société colonisée (Balandier, 1951) est structurée par les nombreuses tentatives de différenciation et de mise à distance spatiale de la société coloniale et de la société colonisée. Avec Mahmood Mamdani, nous affirmons que la tentative institutionnelle de démarquer l'urbain du rural est fondatrice de la construction de l'Etat colonial. Kisumu offre une illustration originale et localisée de la bifurcation institutionnelle entre ville et campagne présentée par Mamdani. S'en suit une série de stratégies spatiales qui visent à matérialiser cette distinction institutionnelle entre un dedans urbain et un dehors rural. Quoique structurellement définie par les tentatives de séparation, nous verrons dans un second temps – et contre Mamdani – que la situation coloniale ne se résume pas à la binarité ville/campagne. Produites par les contradictions coloniales et les capacités d'action et d'appropriation africaines, les dynamiques de l'urbanisation dépassent les cadres de la ville officielle (le *township*) pour inclure des franges périurbaines qui élargissent l'horizon de la ville. Après la seconde guerre mondiale, le pouvoir colonial se voit contraint et forcé de composer avec ces franges périurbaines. Enfin, nous verrons dans un troisième temps comment – à plus petite échelle – Kisumu a une véritable influence sur l'ensemble du pays Luo. D'une part, en tant que relais du pouvoir colonial, la ville polarise un

espace économique et administratif en construction. D'autre part, l'appropriation de ville de Kisumu est enjeu fort, notamment du point de vue des élites luo, de la formulation même de l'identité ethnique. Kisumu est en ce sens un lieu central – parmi d'autres – dans la formulation de l'identité Luo.

La trajectoire historique de la ville de Kisumu à l'époque coloniale esquissée et problématisée ici regroupe l'étude de sources assez diverses. Tout d'abord, une littérature scientifique riche sur l'histoire administrative du Kenya (Bourmaud, 1988 ; Stamp, 1986), et plus particulièrement de l'ouest kényan et de Kisumu a été mobilisée (Ogot 1963 ; Baker 2002 ; Anyumba, 1995 ; Home, 2012 ; Onyango et Home, 2011) a été mobilisée. Le travail d'archive présenté dans ces travaux nous a ici largement servi. Nous avons aussi effectué un travail personnel aux archives nationales de Nairobi concernant le tracé des frontières du *township*, et au sein de la municipalité (minutes du conseil municipal colonial). Le travail de Marta Baker sur la frange périurbaine de Manyatta nous a donné des arguments irremplaçables pour dépasser empiriquement la binarité institutionnel ville-campagne. Enfin, en plus d'une littérature scientifique sur l'économie régionale coloniale (Ford, 1955 ; Fearn, 1961 ; Soja, 1968 ; Waller et Obudho, 1976 ; Kitching, 1980), diverses sources romanesques et autobiographiques nous ont permis d'exprimer le processus de polarisation de l'espace régional.

1. LA CONSTRUCTION LOCALE DE L'ETAT BIFURQUE : KISUMU ET LE *URBAN-RURAL DIVIDE*

Kisumu est un produit colonial. En tant que tel, les logiques de son urbanisation dépendent du pouvoir colonial, de ses règles, de ses conceptions normatives de la ville et plus généralement de sa volonté de contrôler la production de l'espace. Expression du pouvoir, la construction des villes en est aussi le vecteur, les villes étant en grande partie bâties pour *« créer, refléter et renforcer l'ordre colonial* » (Simon, 1992 : 143). La distinction de la ville, domaine spatial de la modernité coloniale, de la campagne, conçue comme le domaine des cadres communautaires de la vie paysanne africaine, est un enjeu majeur de la construction de l'Etat colonial.

1.1. Les logiques du dual mandate : le développement séparé et la division institutionnelle ville / campagne

1.1.1. Les cadres généraux du Dual Mandate

Les colonies africaines britanniques ont été le lieu de l'application de l'« *Indirect Rule* », modèle d'administration coloniale, érigé en véritable canon de la construction de l'Etat colonial.

Formalisé par Lord Lugard dans son ouvrage *The Dual Mandate in British Tropical Africa* (1922), ce système propose une voie de développement et de gouvernement distincts pour les populations africaines pour ouvrir le continent aux lumières de la civilisation. Dans l'idéologie coloniale, les sociétés africaines, sociétés de l'enfance par excellence, ne sont pas prêtes à épouser les manières et institutions politiques européennes, sans courir le risque d'une dissolution des liens communautaires : *« désafricanisez l'Africain et vous en ferez soit une bête ou un pseudo-européen* » (Smuts cité par Mamdani, 1996). Le gouvernement des colonies implique un régime politique de différenciation, basé sur une théorie et une pratique de ségrégation institutionnelle qui sous-tend une ségrégation raciale et territoriale. Le *Dual Mandate* ne propose pas « *l'assimilation des peuples de l'Empire Britannique au sein d'un type commun* », mais plutôt « *le développement le plus complet de ses peuples selon leurs voies spécifiques* » (Lugard, 1922). Il s'agit donc de préserver ce que l'on perçoit comme les institutions africaines traditionnelles, dans un projet de différenciation culturelle et raciale.

Ce respect de la différence indigène est utilisé pour légitimer une théorie de gouvernement permettant au pouvoir colonial de fournir une réponse à la « question indigène », que Mamdani résume en ces termes : *« comment une petite minorité étrangère peut-elle gouverner une majorité indigène* » (Mamdani, 1996 : 16) ? Afin de résoudre cette question, l'*Indirect Rule* propose que les paysanneries majoritaires soient gouvernées par un leadership « tribal » (les *chiefs*) qu'il «*reconstruit sélectivement dans la hiérarchie de l'état local ou nouvellement imposé où ce leadership n'existait pas, comme dans les sociétés sans Etats* » (Mamdani, 1996 : 17). Cette strate de pouvoir néo-coutumier devient le relais décentralisé du pouvoir colonial. Mamdani parle en ce sens de « *despotisme décentralisé* ». Au principe de différenciation culturelle (et *a fortiori* raciale) s'ajoutent des modalités pratiques permettant au pouvoir colonial de répondre au problème du manque de personnels coloniaux européens. Ce mode de régulation politique définit un ensemble de *sujets* africains, aux droits politiques limités. Il définit aussi son espace d'application privilégié : des zones rurales réservées aux Africains, où s'appliquent le droit néo-coutumier dans la gestion des hommes et des terres. Ce mode de régulation politique diffère pour Mamdani d'un type de « *gouvernement direct* » qui tendrait plutôt à s'appliquer aux zones de peuplement européen, et singulièrement aux espaces urbains, régi par un gouvernement direct qui définit un régime de *citoyenneté* (et non de sujétion) et où les libertés et une participation politique sont garanties sur des bases raciales. Pour Mamdani, cette ségrégation institutionnelle informe les contours d'un « *Etat bifurqué*» (« *bifurcated state* ») ou un « *Etat-Janus* » (Mamdani, 1996 : 18) fortement différencié, l'urbain et le rural constituant les marqueurs spatiaux de cette différenciation politico-institutionnelle.

1.1.2. Les cadres généraux de l'Etat bifurqué au Kenya

L'Etat kényan colonial ne constitue pas un cas d'étude dans la théorie de Mamdani, basée sur l'Ouganda et l'Afrique du Sud. Il s'est pourtant construit à partir de ce modèle politique de ségrégation institutionnelle avec d'un côté un régime de citoyenneté pour les européens, politiquement représentés tant au niveau du gouvernement central que des gouvernements locaux, et d'un autre côté des populations africaines régies par un régime de sujétion, soumises à l'arbitraire d'une forte coercition administrative par la médiation des *chiefs*. Cette différenciation institutionnelle s'est d'abord exprimée en distiguant spatialement deux types de zones rurales : d'un côté les domaines européens (les *White Highlands,* hautes terres fertiles du centre et de l'ouest du Kenya, et les aires urbaines), et les Réserves africaines de l'autre. Nous allons désormais décrire les différents pouvoirs et processus institutionnels qui régulent ces populations et territoires.

Depuis la *Devonshire White Paper* (1923) – qui, paradoxalement, déclare les intérêts Africains comme primordiaux dans la toute nouvelle colonie du Kenya – les populations européennes installées au Kenya deviennent les véritables citoyens de la Colonie. Elles sont très majoritairement représentées à la seule instance de représentation à l'échelon central, le *Legislative Council*. Les relations entre administration coloniale et colons sont tendues – du fait des prétentions politiques des colons au *self-government* (Bourmaud, 1988 : 34-35) – mais l'administration coloniale ne cesse de porter leurs intérêts. L'administration est le rouage essentiel du fonctionnement de l'économie coloniale. D'une part, elle soutient les productions agricoles des fermiers blancs par lesquels doit se réaliser l'impératif de rentabilité de la colonie[3]. D'autre part, elle organise la fourniture et la ciriculation d'une main-d'œuvre puisée dans les paysanneries africaines, forçant ainsi l'entrée de ces dernières dans le travail salarié par sujétion à l'impôt.

Tableau 1 Hiérarchie territoriale et chaine administrative du Kenya colonial

Circonscription	Administrateur
Crown Colony	*Governor*
Province	*Provincial Commissionner*
District	*District Commissionner*
Division	*District Officer*
Location	*Chief (Headman)*

Les populations africaines sont donc les sujets de cette machine administrative dont les grandes lignes se mettent en place entre 1900 et 1920 (Tableau 1). Les agents les plus locaux, les *chiefs*, dernier maillon de la chaine administrative, représentent communément dans l'expérience des

[3] Ils détiendront le monopole des cultures d'exportation (café, thé, sisal, etc.), mais ne réussiront pas à atteindre les objectifs économiques souhaités par Londres, la colonie ayant constamment une balance commerciale déficitaire (Bourmaud, 1988 : 38).

sujets colonisés la figure de coercition par excellence, l'incarnation la plus directe de la domination coloniale. Cette figure de pouvoir néocoutumière, *« vivante et dotée de substance seulement grâce à une politique qui combinait une reconnaissance de faits existants avec des modifications créatives voire de complètes fabrications* » (Mamdani, 1996 : 77), se charge de la collecte de l'impôt et de fournir la main d'œuvre. En ce qui concerne l'ouest kényan, l'identification des figures de l'autorité pose particulièrement problème. Les chefs sont difficielement identifiés par l'administration, dans une société luo que les anthropologues qualifient de segmentaire et acéphale (Evans-Pritchard, 1949 ; Southall, 1952), où l'exercice du pouvoir y est dilué de par la faible différenciation des rôles politiques, et collégial (Bourmaud, 1988 : 37-43 ; Ogot, 1963 : 252-255). Finalement, les chefs coloniaux tirent leur légitimité de leur lien avec le gouvernement central plus que de leur lien avec leurs administrés (Ochieng, 1974).

Ainsi se dégage une division entre Européens (fonctionnaires, *settlers* et autres), véritables citoyens de la colonie, et les Africains, sujets d'une administration déconcentrée despotique. Cette ségrégation institutionnelle a une dimension spatiale fondatrice, et aboutit à une situation de ségrégation spatiale – qui trouve son expression la plus directe dans la formation de deux structures séparées d'administration foncières, délimitant progressivement un domaine foncier réservé aux européens et un domaine foncier réservé aux Africains.

Les différents décrets adoptés durant les deux premières décennies du XXe siècle[4] fondent l'aliénation des terres du Protectorat considérées comme inutilisées et inoccupées au bénéfice de la Couronne qui pourra alors émettre des baux (*leaseholds*) de très longue durée (de 99 à 999 ans) au profit des fermiers blancs, garants de la rentabilité économique de la colonie pour définir « *un régime foncier individualisé, auquel était attaché un haut niveau de droits civiques comparé à ceux dont pouvaient jouir les sujets africains* » (Kanyinga, 2000, 37-38). Ces zones européennes, les *Scheduled Areas*, regroupent 19% terres arables parmi les meilleures de la colonie, pour quelques dizaines de milliers de colons. Les zones africaines, *Trust Lands*, plus connues sous le nom de *Native Reserves*, divisées en 24 *Native Land Units*, sont supervisées par une *Native Trust Land Boards* et régies selon les lois coutumières telles qu'acceptées et codifiées par le pouvoir colonial.

Une autre manifestation de cette ségrégation institutionnelle se trouve dans la timide formation au cours de la période coloniale des organes de gouvernement local. La *Hilton Young Commission*, chargée au cours des années 1920 d'harmoniser l'administration des différentes possessions britanniques en Afrique Centrale et Orientale, présente ainsi le développement souhaité des organes de gouvernement local :

[4] Et tout spécifiquement la *Crown Land Ordinance* de 1902.

> Dans les conditions raciales complexes qui prévalent en Afrique Centrale et en Afrique de l'Est, les institutions du gouvernement local, étant donné le fait que les zones indigènes et colonisées soient arrangées en bloc d'étendue adéquate, offrent un champ dans lequel chaque race peut contrôler ses propres affaires immédiates et apprendre à exercer les responsabilités libre de l'autre. De cette façon elles peuvent créer un espace pour l'expression de l'individualité des communautés, tout à fait différentes dans leurs traditions, habitudes, expériences et besoins. [Hilton Young Commission Report, 1924, cité par Baker (2002 : 40)]

Ces principes de développement séparé trouvent une traduction dans la formation d'un système de gouvernance dual. Les formes de gouvernements locaux diffèrent entre les zones de peuplement européen et africain, pour ne retrouver un cadre unifié qu'à partir de l'indépendance en 1963 (Tableau 2).

Tableau 2 : Gouvernance locale duale au Kenya

Réserves africaines (*Native Reserve*)	**Réserves européennes (*White Highlands*)**
	District Committees (1919)
District Advisory Councils (1922) Local Native Councils (1924)	
	District Councils (1928)
African District Councils (1948)	
	County councils, rural and urban district councils (1952)
County councils, Urban and Area Councils (1963)	

Source : Bourmaud, Histoire politique du Kenya, 1988

Du côté africain, la concrétisation des principes du *local government* se solde par la création des *Local Native Councils* (1924) pour faire face aux revendications croissantes des associations indigènes, valve de sécurité pour canaliser un mécontentement croissant après la Première Guerre Mondiale (Baker, 2002 : 41 ; Bourmaud, 1988 : 52). Leur composition est étroitement contrôlée par les autorités provinciales, qui décident *in fine* de qui peut siéger au sein de conseils présidés par les *District Commissionner*. Du côté européen, la population des *white settlers* se voit dotée d'un système à part, celui des *Districts Councils*. Ce sont des corps élus ayant pouvoir de lever des impôts locaux, et la charge de l'entretien des infrastructures routières et éducatives.

Telle que nous l'avons évoquée jusque-là, la différenciation institutionnelle touche ici principalement les zones rurales. Elle oppose des espaces ruraux entre eux, et renvoie aux particularités du colonialisme kényan, dont la physionomie est dictée par l'organisation du capitalisme agraire dominé par une classe de fermiers blancs. Pourtant, un système logistico-urbain soutient la nature essentiellement extravertie de ce capitalisme agraire, et la construction des gouvernements de villes appartenant au domaine européen constitue un enjeu central de la construction locale de l'Etat colonial.

1.1.3. La place de la ville dans la construction de l'Etat bifurqué : des townships aux municipalités

Dans cette logique de développement séparé, la ville est construite comme le domaine par excellence des européens, étrangère aux Africains, à leur culture, leurs coutumes et modes de vie. Après avoir décrit la ville comme un environnement pathogène et criminogène pour les Africains, un fonctionnaire colonial affirme en 1931 dans un rapport sur la régulation des présences indigènes en ville :

> Du fait que le Gouvernement a mis de côté de vastes terres pour l'usage et le bénéfice des tribus indigènes de la Colonie, il est approprié que les *Townships*, qui ont été avant tout établis pour les activités des non-indigènes, doivent être réservés à ceux qui y résident de manière convenable, et en conséquence, la résidence des indigènes doit être confinée à ceux dont l'emploi sur des activités légitimes requiert d'y résider. [cité par Onyango et Home (2011 : 43)]

Un autre administrateur colonial affirme : « *les intérêts locaux d'un fermier blanc et d'un citadin non-indigène sont distincts des intérêts locaux d'un Africain dans sa Réserve* » (cité par Home, 2012 : 9). Ces propos incarnent une idée plus générale des stratégies coloniales – du moins avant les années 1950 – selon laquelle les problèmes sociaux africains ont d'abord et avant tout leurs origine et solution dans les réserves rurales. Ils peuvent être contenus dans ces zones rurales par le truchement d'une politique centrée sur un (néo)traditionalisme censé garantir l'unité organique des communautés africaines (Berman, 1990 : 230-303). En ce sens, la ville est vue comme un danger, car elle viendrait possiblement déraciner les hommes africains de leur structure d'appartenance immémoriale pour les plonger dans les vices d'une modernité mal maitrisée et déstructurante. La peur de la « détribalisation » et de l'inoculation du vice (vol, alcoolisme, débauche etc.) par la ville légitime de surcroit l'appartenance de la ville au domaine institutionnel européen. Son accès physique sera fortement réglementé par un appareil législatif coercitif (Home, 2012 : 2-19).

Géographiquement, les *townships* se situent dans une écrasante majorité dans les *settled areas* blanches. En 1926, 22 *townships* sont établis dans les *settled areas* et seulement 4 dans les *Natives Reserves*, mais uniquement dans les *mixed districts*[5] (Hinden, 1950 : 133). La question de l'administration de ces points d'ancrage du pouvoir colonial s'est posée très tôt dans l'histoire du protectorat ; la *Township Ordinance* de 1903 et toute une série de décrets complémentaires adoptés les années suivantes établissent les règles de gestion de ces stations gouvernementales, notamment en ce qui concerne l'ordre et l'hygiène. Ces décrets sont largement inspirés des lois définies pour la gestion des cantonnements militaires de l'Inde Britannique (Home, 2012 : 7). Ces *townships* font partie du domaine foncier de la Couronne, et donc sous le contrôle du

[5] Districts où la ségrégation institutionnelle n'est pas tout à fait aboutie, et où les *settled areas* et *Native Reserve* se cotoient au sein de ses limites. Ces districts sont les districts de Kiambu, Machakos, Ravine, Forth Hall et Kericho (Hinden, 1950 : 132).

gouvernement. L'espace des *townships* est subdivisé en parcelles, attribuées sous le régime foncier du *leasehold*[6] après enchères à des particuliers, à l'exclusion des Africains. Les *leases* octroyés sont inscrits sur le même registre foncier que les autres terres aliénées, notamment dans les zones rurales (Home : 2012, 16).

A la différence des *Native Reserve*, les *townships* sont le lieu par excellence de l'application d'une forme de gouvernement direct, qui exclue les populations rurales, considérées comme rurales, de sa juridiction. Dans les trois premières décennies du colonialisme (jusqu'en 1928) les villes sont gouvernées par décrets (*Ordinances*) du gouvernement colonial, sans autonomie budgétaire. C'est le *District Commissionner* du *district* dans lequel le *township* se trouve qui décide de la plupart des orientations du gouvernement urbain, avec une dotation dédiée du gouvernement central (Hinden, 1950 : 133). Dans la pratique, ils seront souvent épaulés par un *Township Committee*, au rôle principalement consultatif, sans existence légale et statutaire et composé de membres nommés avec l'accord du gouverneur (Hinden, 1950 : 135 ; Anyumba, 1995 : 83). Ces dispositions assurent ainsi la main mise européenne dans le gouvernement des affaires urbaines, et le souci constant de marginalisation des franges asiatiques et africaines, pourtant largement majoritaires, dans la participation aux affaires urbaines.

Tableau 3 : Composition des *Municipal Boards* des principales villes kényanes en 1946

	Mombasa Municipal Board (1928)	Nakuru Municipal Board (1929)	Eldoret Municipal Board (1929)	Kisumu Municipal Board (1941)
Chairman	Mombasa District Commissionner	Nakuru District Commissioner	Eldoret District Commissionner	Kisumu-Londiani District Commissioner
Européens	7 (nommés)	8 (dont 2 élus)	8 (dont 6 élus)	4 (nommés)
Représentants du gouvernement	5 (nommés)	3 (nommés)	3 (nommés)	2 (nommés)
Asiatiques (indiens)	7 (tous élus)	3 (dont 2 élus)	3 (nommés)	5 (nommés)
Africains	0	0	0	0
Pourcentage élus	35%	26%	40%	0%
Total	20	15	15	12

Source : d'après le texte d'Hinden (1950 : 136)

La mise en place d'autorités locales urbaines plus autonomes à partir des travaux de la *Feetham Commission* sauvegarde la mise européenne sur le gouvernement des zones urbaines : « *la stratégie de gouvernance locale de la commission Feetham a assuré que le développement urbain serait organisé pour les décennies à venir pour et par les Européens* » (Baker, 2002 : 43). Les principes démocratiques établis dans les autorités locales européennes rurales (les *District Councils* des *settled areas*) sont réduits dans les aires urbaines pour que le pouvoir reste aux

[6] Qui renvoie en français au bail emphytéotique,soit un systéme de baux de très longue durée (de 99 à 999 ans) qui confère un droit réel sur le terrain donnée en bail, sans que la propriété soit considérée, comme dans la *freehold tenure*, comme une propriété éminente.

mains des minorités urbaines européennes. Une hiérarchie de quatre types d'autorités locales destinées au gouvernement des aires urbaines est créée : des conseils municipaux de pleins droits (*full elected Municipal Council*), les *Municipal Boards,* et les *Grade A* et *Grade B Townships*. Cette hiérarchie implique un gradient d'autonomie budgétaire et de compétences dévolues. Seule Nairobi a initialement le statut de *Municipal Council*. Comme pour Nairobi, la composition des conseils des différents *Municipal Boards* (Mombasa, Eldoret ou Nakuru, et plus tard Kisumu) ne reflète pas la juste représentation des différentes catégories raciales qui composent la population urbaine. Les européens sont surreprésentés, les africains tout à fait absents. Le principe électif n'est que rarement appliqué, les conseillers (*councillors*) sont dans la majorité des cas nommés et les conseils présidés par le *district commissionner* (Tableau 3).

1.1.4. La particularité de Kisumu : une ville au milieu de la Réserve

Le *Municipal Board* de Kisumu semble présenter deux particularités. Déjà, la date de son établissement, 1941, soit plus de dix ans après deux villes d'ordre de taille comparable, Eldoret ou Nakuru. Kisumu est donc restée assez tard un *Grade B Township*, et à ce titre gouvernée par le DC, et non par un maire élu. Ensuite, on note l'absence complète de principe électif dans la composition de son *Board.* Ces particularités indiquent un refus de concéder une autonomie locale à la Kisumu. L'administration coloniale tente de garder la main sur le contrôle de la ville, où la population européenne apparait – d'après les travaux de la *Feetham Commission* – comme particulièrement minoritaire (voir tableau 4). A l'inverse de villes comme Eldoret ou Nakuru, « *Kisumu n'est pas perçue par les colons européens comme son centre naturel de commerce* » [rapport Feetham cité par Baker (2002 : 46)]. Ce faible intérêt de la population des *settlers* pour Kisumu pousse Feetham à la conclusion que la ville ne doit pas être gouvernée comme d'autres villes qui lui sont, du moins par la taille, comparables, et doit continuer d'être sous le contrôle directe de l'administration.

Tableau 4 : Population de Kisumu par race, tel que présentée dans le rapport du juge Feetham[7]

RACE/SEXE	Homme	Femme	TOTAL
Européens	94	31	125
Indiens	993	435	1428
Arabes	49	16	65
Autres	96	42	138
TOTAL	1232	524	1756

Source : Kenya Colony, Report of the Local Government Commission, 1927, reproduit par Baker (2002 : 45)

[7] On notera l'absence complète des populations africaines dans le tableau proposé par Feetham, population qui ne constitue donc pas pour lui un objet de préoccupation, en tout cas bien moins que les populations indiennes. En effet, la commission prend pour source la volonté coloniale de réguler les relations entre Indiens et Européens, plus que de poser le problème de la question indigène.

La particularité de Kisumu dans la gouvernance urbaine coloniale ne fait que refléter la position marginale de la ville dans la géographie du peuplement colonial du Kenya. Comme nous l'avons vu (chapitre 1), Kisumu occupe une position périphérique dans la géographie du peuplement blanc. Elle ne peut bénéficier des conditions météorologiques tempérées des hautes terres qui ne sont situées qu'à une centaine de kilomètres à l'Est et jouit d'une réputation exécrable quant à ses conditions de vie.

Ces « mauvaises terres » dans la géographie des représentations coloniales sont aussi densément peuplées, et leur approriation effective par les populations indigènes ne permet pas de mobiliser une « construction du vide » utilisée pour légitimer l'installation des fermiers blancs sur les terres pastorales des *White Highland*. Kisumu se situe au sein de la frange est du territoire Luo, à la suite d'une riche et longue histoire de migrations que l'arrivée des colonisateurs britanniques vient en grande partie stopper et figer (Ochieng, 2002 : 42-46 ; Anyumba, 1995 : 65 ; Ogot, 1967), tout du moins dans leurs formes précoloniales (Carotenuto et Luongo, 2009). Plusieurs groupements claniques réclament encore aujourd'hui le site sur lequel a été établi le *township*[8], territoire aliéné au domaine africain pour la réalisation de l'armature logistique coloniale. Ainsi, Kisumu devient-elle un *township* appartenant au domaine européen au milieu d'une réserve africaine, chose assez rare – voire unique pour une ville de l'importance de Kisumu – dans le Kenya colonial[9].

D'un côté, on trouve le *township*, propriété éminente de la Couronne dont la gestion est le fait des représentants du gouvernement colonial. Le régime foncier est individualisé : des *leases* sont octroyés à des personnes morales, individus ou compagnies. Le régime de citoyenneté est octroyé de fait aux Européens (et plus largement aux Blancs, pas forcément britanniques) et partiellement étendu aux Indiens, qui eux aussi peuvent enchérir pour l'obtention de terrains en ville. Administrativement, la municipalité se situe initialement dans le *Kisumu-Londiani Extra-Provincial district*[10], l'un des *districts* à majorité européenne (Hinden, 1950 : 132 ; Fearn, 1961 : 51) regroupant les *settled areas* à l'ouest de Nakuru, et regroupant en plus de la municipalité toute les terres aliénées de la vallée du Nyando (la *Sugar Belt*). Il est totalement différencié du district de *Central Nyanza*[11], qui, d'un autre côté, regroupe l' « *African Reserve* ». Cette situation administrative impose la métaphore insulaire, car les frontières du *township* bordent en tout point le domaine réservé africain. Le *township* n'est relié (du moins jusqu'en 1924) à son district

[8] Le territoire de la Kisumu d'aujourd'hui semblait se situer sur une ligne de partage de plusieurs entités claniques, ce qui multiplie aujourd'hui les revendications dans la réponse à cette question : quel clan occupait originellement Kisumu ? Les récits des notabilités claniques contemporaines et les récits historiques (qui se basent bien souvent sur ces notabilités claniques) permettent d'établir que les Jo-Kanyakwar, les Jo-Kisumo et les Jo-Kano réclament l'occupation initiale du *township*.

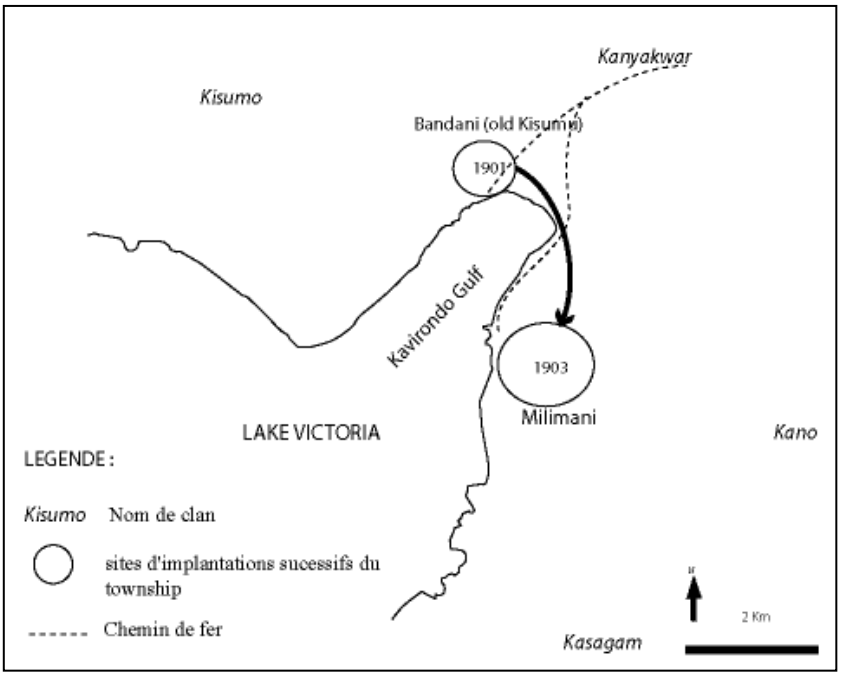
[9] Nairobi, Nakuru, Eldoret ou Kericho sont des villes qui partagent le fait d'être entourées par des terres aliénées au profit des fermiers blancs.

[10] D'abord situé hors de la chaine hiérarchique qui le positionne à l'intérieur de la Province, ce district sera ensuite replacé à l'intérieur de la Nyanza Province en 1924.

[11] Encore appelée Central Nyanza District ou Kisumu District selon les périodes.

d'appartenance que par la réserve foncière de la voie de chemin de fer qui traverse la Réserve Africaine. C'est à l'intérieur de cet espace de la sujétion, informé par le droit coutumier et l'appartenance collective à des entités ethniques, que baigne le *township*. Le domaine réservé africain appartient administrativement au *Central Nyanza District* et le gouvernement des hommes obéit à la chaine hiérarchique de l'administration déconcentrée, avec les chefs (néo-coutumiers) comme derniers interlocuteurs, choisis parmi les différents clans qui peuplent la Réserve. La terre est regroupée sous la *Kavirondo Native Land Unit* (Home, 2012 : 8), et depuis 1938 par une *Native Land Trust Board* (Baker, 2002 : 43-45).

Carte 12 : Sites initiaux de l'établissement du *township*



Sources : Anyumba, 1995 ; Ochieng, 2002. Carte réalisée par Quentin Mercurol.

La construction locale des domaines séparés met en jeu les clichés coloniaux concernant l'inadéquation des Africains à la vie urbaine. Charles Hobley, premier administrateur de la province du Nyanza, et à ce titre acteur central dans la genèse de la ville affirme rétrospectivement en 1929 :

> Les villes qui ont poussé en Afrique sont de sérieuses forces perturbatrices, du fait qu'elles ont trop souvent formé des sanctuaires pour les jeunes qui souhaitaient éviter leurs devoirs tribaux, et dont l'éducation au sein des taudis de ces centres est principalement vicieuse. [cité par Home (2011)]

Ce constat sous-entend un échec, celui d'avoir contenu les Africains hors d'une ville qui a participé à leur détribalisation. Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir essayé : la délimitation stricte à Kisumu entre la ville (européenne et indienne) et la campagne (africaine) a constitué du moins jusqu'aux années 1940 un souci constant de la part du pouvoir local colonial, et un enjeu même de sa construction.

1.2. Les stratégies spatiales de la définition du domaine urbain

L'enjeu de la construction et du maintien de la frontière entre ces deux domaines institutionnels et fonciers, la ville et la campagne, est constant durant l'époque coloniale. Les conséquences des tentatives de construction et de maintien de cette frontière façonnent pour longtemps (disons jusqu'à maintenant) la problématique du développement urbain. La définition, et donc la séparation de ces deux domaines, et leur concrétisation dans l'espace ne se sont pas faites sans frictions. Cette construction bifide, fruit d'un projet politique volontariste, comporte une série de stratégies spatiales visant à la stricte séparation des deux domaines. On en compte dans le cas de Kisumu deux principales : d'une part le jeu sur les frontières et l'ajustement spatial de la superficie du *township* pour le respect formel de droits fonciers indigènes, et d'autre part le contrôle légal de la présence et de la résidence des Africains en ville par l'organisation de la ségrégation urbaine.

1.2.1. Le bornage restrictif du domaine urbain

L'établissement de la frontière du *township* pose de nombreux problèmes. La difficile conciliation entre l'espace nécessaire à la réalisation des fonctions logistiques de Kisumu (en l'occurrence la construction d'un aérodrome) et le respect des droits fonciers des indigènes est l'objet d'une discussion qui s'étalonne sur cinq années[12] (1924 et 1929) entre les différents représentants de l'autorité coloniale : les *DC* des districts de *Central Kavirondo* et de *Kisumu-Londiani*, le gouverneur de la Nyanza Province et le *Chief Native Commissionner*[13]. Elle peut se résumer à cette question : comment adapter les frontières du *Township* pour la réalisation des fonctions logistiques de la ville face aux possibles revendications foncières indigènes ? Le problème est d'emblée reconnu par les plus hautes autorités locales. Selon le *Senior Commissioner* de la province du Nyanza, les terres du *township « semblent avoir été acquises d'une manière quelque peu arbitraire* […]. *Il n'y a aucun doute que les droits indigènes peuvent être établis sur l'ensemble du Township* »[14].

La discussion commence donc à partir d'une extension des frontières municipales en 1923 pour y intégrer l'aérodrome qui a été construit à l'est du *township* pour répondre aux besoins de la logistique militaire pendant la Seconde Guerre Mondiale. Pourtant, d'autres interventions sur les frontières du *township* n'ont pas donné lieu à des débats aussi soutenus. Les discussions s'intègrent dans un contexte particulier, celui de la finalisation de la ségrégation institutionnelle et foncière des années 1920. Les appareils administratifs sont alors soucieux de délimiter leurs

[12] L'analyse qui suit est tirée de l'analyse faite aux Archives Nationales du Kenya (*Kenya National Archives*) du carton du dossier « Kisumu Township Boundaries » relatant une correspondance d'administrateurs coloniaux entre novembre 1924 et juin 1929.
[13] Fonctionnaire colonial censé représenter et défendre les droits des populations indigènes.
[14] 28 janvier 1925, lettre au District Commissioner Central Kavirondo.

juridictions et l'objet de leur contrôle[15]. Selon les principes de la tutelle (« *trusteeship* »), l'administration se charge de faire respecter les droits indigènes. Le contexte de l'après Première Guerre Mondiale impose une prudence en ce qui concerne la gestion des « affaires indigènes », face à la montée en puissance des associations politiques indigènes dans tout le pays qui se forment avec comme objet central de mobilisation les questions foncières. En pays Luo, la *Young Kavirondo Association* (1921), et à partir de 1926 la *Kavirondo Tax Payers Welfare Association* porteront des revendications économiques et foncières au gouvernement colonial (Ogot, 2003b : 12).

Les premières frontières, suivant les directions données par la *Township Ordinance* de 1903, sont créées par proclamation en cette même année. Le *township* est d'abord délimité par un cercle de 2,5 miles de rayon à partir du bureau de percepteur des impôts (Anyumba : 1995 ; Home : 2012 : 6-7). Cette limite abstraite, qui n'a jamais été tracée, pas même sur un quelconque registre officiel, inclut des implantations indigènes. Dès les premiers temps de la fondation du *township*, des indigènes luo y vivent « *sous les conditions de la « Reserve », cela signifiant selon leurs conditions naturelles, et leurs propriétés ne sont pas délimitées et sont de toutes les formes et tailles* » affirme alors un *District Commissionner*[16]. Le DC ignore tout à fait les logiques culturelles de l'habitat luo, largement codifiées mais qui n'apparaissent que sous leur désordre apparent. Ce supposé désordre ne peut convenir au type d'ordre que doit convenir à un *township*. Le *Resident Commissionner* du *Kisumu-Londiani District*, directement en charge du *township* juge ainsi de la présence indigène en ville : « *Je ne vois aucun espoir de faire de Kisumu le township modèle que nous souhaitons tant qu'il inclut une si large proportion d'une réserve indigène.* »[17].

La solution opérante jusqu'alors était de laisser ces populations vivre au sein du *township*, de les exempter du régime fiscal propre au *township* et de les rattacher administrativement à l'impôt et à l'autorité des *chiefs* du *Central Kavirondo District*. Cette solution ne résiste pas aux volontés d'homogénéisation des domaines séparés. Par ailleurs, toute une série de raisons pratiques sont avancées pour respecter la différenciation des domaines africains et européens. Outre l'obsession du risque sanitaire, ces raisons touchent toutes à la réticence à étendre les devoirs du gouvernement colonial à l'égard des populations autochtones. Intégrer les populations autochtones au *township*, et leur donner droit de cité, c'est étendre à leur égard des services

[15] Le district commissioner du Central Kavirondo affirme à cet égard : *« It is only recently that the Township Authorities have become active and that the Land Office have insisted on Natives in the township taking out Licenses for the land they occupy, and that has raised the question as some of the native objects.*" (DC central Kavirondo, 12 novembre 1924, lettre au Senior Commisioner Nyanza.) Cette volonté de rationalisation et de clarification des objets de l'action administrative se retrouve dans les paroles du District Commissionner du Central Kavirondo District : *"the demarcation of the township is urgent as natives live close to the town, and from time to time it is not known whether alleged offenders under township regulations are town or reserve dwellers*" DCCK 6th june 1928 lettre au PC.

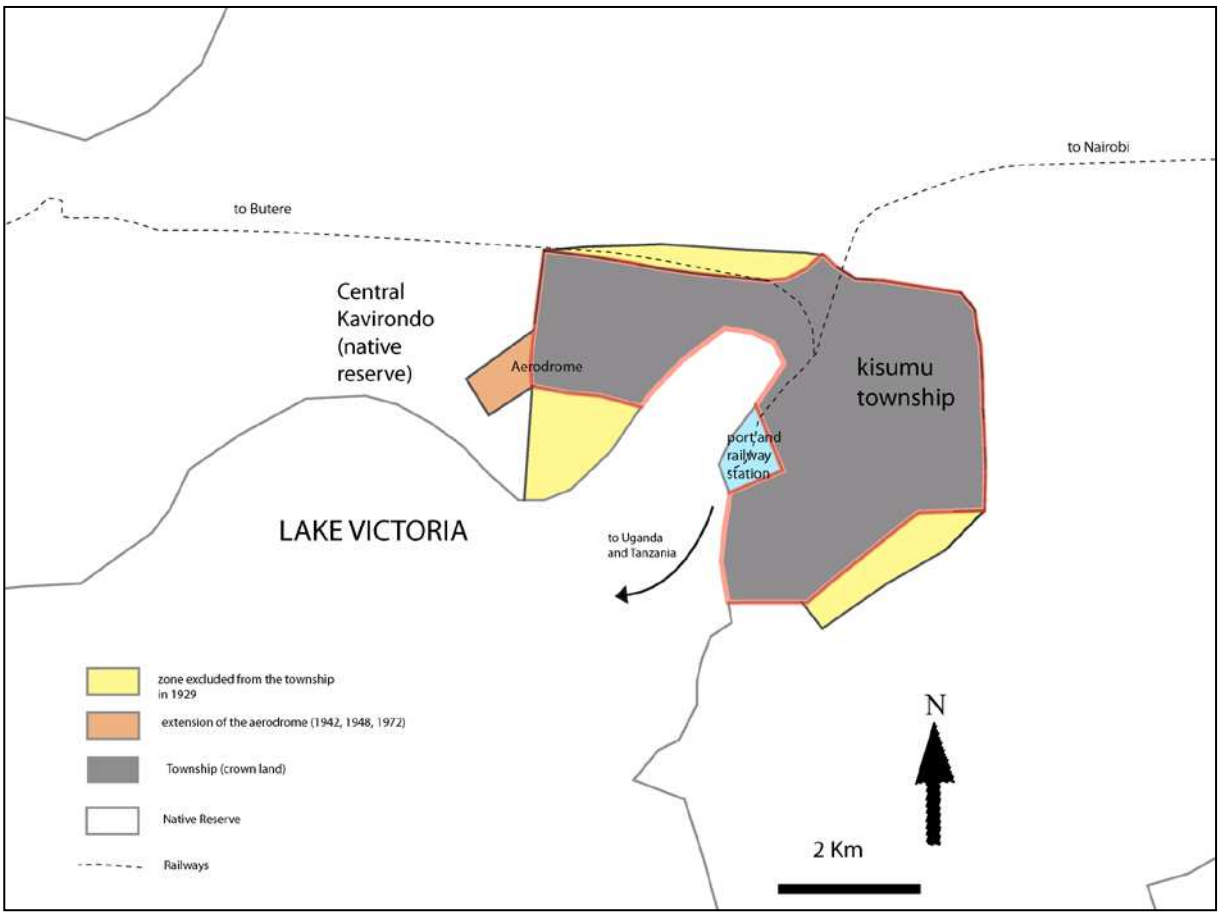
[16] District Commissionner du Central Kavirondo District, 24 février 1925, lettre au PC

[17] Resident commissioner Kisumu londiani juin 1929 lettre au PC.

urbains qui ont un coût potentiel important[18]. La construction de l'espace de la ségrégation institutionnelle n'accepte que peu, du moins formellement, les catégories mixtes et fluides.

Deux solutions sont mises en œuvre pour faire respecter sa binarité souhaitée. D'une part, la réduction effective des frontières du *township*, solution qui fait appel à l'espace en tant que variable d'ajustement dans la construction de la bifurcation institutionnelle (Carte 13 et Annexe 7). Certaines zones autour de l'aérodrome et dans les franges sud-est du *Township* sont reversées à la *Native Reserve*. La majorité des terres de l'aérodrome sont tout de même intégrées au *Township*, avec la promesse formulée aux clans de *Jo-Kisumo* qui les réclament que des compensations foncières et monétaires leurs seront attribuées (voir chapitre 8). D'autre part, il s'agit de contrôler les présences africaines en ville, dans un véritable refus de citadinité.

Carte 13 : Restriction des frontières du *township*, 1930



1.2.2. La présence africaine à Kisumu Township : contrôle et ségrégation

Les implantations africaines situées dans des zones centrales des espaces réservés pour le *township* seront purement et simplement déplacées durant la décennie 1920-1930. Si les droits

[18] *"In my opinion the extension of the boundaries would create a very serious potential liability on government to provide expensive sanitation works in the area"* CNC 1935 lettre au Senior Commissioner Nyanza.

des *Jo-Kisumo* sont reconnus sur la terre de l'aérodrome, les revendications foncières formulées par les *Jo-Kanyakwar*, par l'intermédiaire de Zablon Aduwo Nyandoje, secrétaire de la *Kavirondo Tax Payers Welfare Association*, sont ignorées. La population africaine de Kisumu ne compte pas uniquement des autochtones dont l'implantation, jugée antérieure à l'aliénation foncière ayant établi le *township*, permet la formulation de revendications foncières. Elle compte aussi des migrants, qui se sont largement mélangés aux populations des clans locaux *Jo-Kanyakwar*, *Jo-Kano* ou *Jo-Kisumo* initialement présentes lors de l'arrivée des Britanniques. Le nombre d'Africains – Luo ou non – s'est considérablement accru lors des deux décennies ayant suivi la fondation de la ville. Un décompte fait état de plus de 500 huttes au sein du *township* en 1923 lorsqu'émergent la question des droits indigènes et la volonté effective de construction de la bifurcation institutionnelle[19]. La présence de cette population grandissante sans droits coutumiers et ancestraux clairement opposables est délégitimée par le pouvoir colonial. Des permis d'occupation temporaire sont refusés, on presse les migrants de retourner dans leur réserve.

En établissant une frontière rigide entre autochtonie et allochtonie et en territorialisant les clans, les pouvoirs coloniaux opèrent une réinvention somme toute classique des droits coutumiers (Hobsbawn ; Ranger, 1983), conforme à la construction de catégories classificatrices et stabilisées nécessaires au contrôle et à la domination coloniale. En ce sens, la construction des frontières du *township* passe par un processus paradoxal et contradictoire de reconnaissance et de négation des droits coutumiers, qui vient donc dessiner les contours physiques d'un dedans urbain et d'un dehors rural. La construction de régimes juridiques différenciés s'exprime dans le tracé physique et matériel de la fontière du *township*, et vient définir les catégories opposées et symétriques de l'urbain et du rural, dont les contours se confondent respectivement avec l'espace du gouvernement direct et celui du gouvernement indirect, de la « modernité » et de la « tradition ».

La construction de ces catégories institutionnelles passe par la définition et l'application de stratégies spatiales. Le projet urbain et politique des administrateurs coloniaux – qui dans le Kenya se font urbanistes[20] (Myers, 2003 : 18-33) – se fait avant tout selon une volonté de « *créer une distinction fixe entre un dedans et un dehors dans l'aménagement urbain* […] *la fixité entre le dedans et le dehors pouvait se faire à une variété d'échelles* » (Myers, 2003 : 9). L'une des tactiques d'encadrement de la vie urbaine à Kisumu dans les premières décennies du colonialisme a été d'exclure purement et simplement une large partie de la population africaine du cadre même de la vie urbaine, et donc de la ville même, telle que voulaient la définir les pouvoirs coloniaux (Goerg, 2006). Dans le même temps que la différence entre ville et campagne est posée, la

[19] *"When the government station was started above what is now called "old Kisumu" people from various parts of the country settled on a ridge and a location called "Kibuye" was formed. Every year, more and more people have come into the Township and there are now some 500 huts in the so called Kibuye location*"

[20] Voir sur ce point le résumé biographique que fait Garth Myers d'Eric Dutton, administrateur colonial, dans *Verandah of Powers, 2003*.

dynamique du contrôle s'immisce ensuite à plus grande échelle dans la chair même de l'espace du *township*, par le truchement classique d'une politique d'aménagement urbain ségrégative.

1.2.2.1. Les cadres généraux de la ségrégation urbaine

La construction de ces catégories spatiales – homogènes, symétriques et opposées – de l'urbain et du rural ne signifie pas la complète absence de présences africaines au sein du *township*. Leur présence en tant que main d'œuvre est absolument nécessaire à l'économie urbaine coloniale et à la réalisation des fonctions logistiques de la ville. Le tableau précédemment cité proposé par la *Feetham Commission* (Tableau 4) ne fait aucune mention de populations africaines au sein du *Township*. Cette absence ne fait que manifester la construction de l'illégitimité de la présence africaine en ville et de leur subalternité. Bien évidemment, elle ne correspond en rien à la réalité urbaine d'alors, où les Africains, dont la présence est largement contrôlée et contrainte par l'administration urbaine, constituent une majorité numérique, et ce dès la fondation de la ville. Passée sous silence dans certaines sources (comme le rapport Feetham), cette présence est pourtant quantifiée par l'administration. Dès 1912, un recensement dénombre 4357 Africains, soit près de 85% de la population de la ville ; un autre recensement, en 1909, fait état de la présence de 2639 Africains[21] (Tableau 5).

Les écarts assez importants, relativement aberrants entre les valeurs absolues de deux recensements pourtant rapprochés dans le temps, démontrent la faiblesse, l'inadéquation et l'imprécision de l'appareil de contrôle colonial. Les frontières du *township* sont incertaines et changeantes (cf supra), ce qui peut expliquer les écarts.

Tableau 5 : les rencensements ethniques de l'administration coloniale de la population urbaine de Kisumu[22]

	1911		1938		1962	
Européens	50	1,6%	310	4,7%	598	2,5%
Indiens	309	10%	1982	30,2%	8355	35,5%
Africains	2639	85,6%	4153	63,3%	14119	60%
Autres	7	0,2%	114	1,7%	454	1,9%
Total	3083	100%	6559	100%	23526	100%

Source : Waller et Obudho, 1976

Les catégories ethno-statistiques présentées dans ce tableau – fruits de la taxinomie administratrice coloniale – ont une expression spatiale forte et se lisent dans l'organisation du *Township*. Kisumu ne déroge pas à la règle : son aménagement se conforme aux canons ségrégatifs de l'aménagement colonial, et selon Robert Home, Kisumu « *a même été le premier*

[21] Provincial commissioner, *Nyanza Province Annual Report,* 1909, cité par Odhudo et Waller (1976 : 85).

[22] Les catégories ethniques ici utilisées sont celles de l'administration coloniale qui collecte par ce biais les données du rencensement. La catégorie autre représente dans ces rencensements les populations désignées comme arabes, soit les populations swahili. Nous prenons ces données avec prudence, dans la mesure où les écarts avec d'autres sources (soit d'autres secteurs de l'administration coloniale) à des dates proches montrent certains abberations. De plus, nous ne savons rien sur la manière dont les différents recensements ont été effectués.

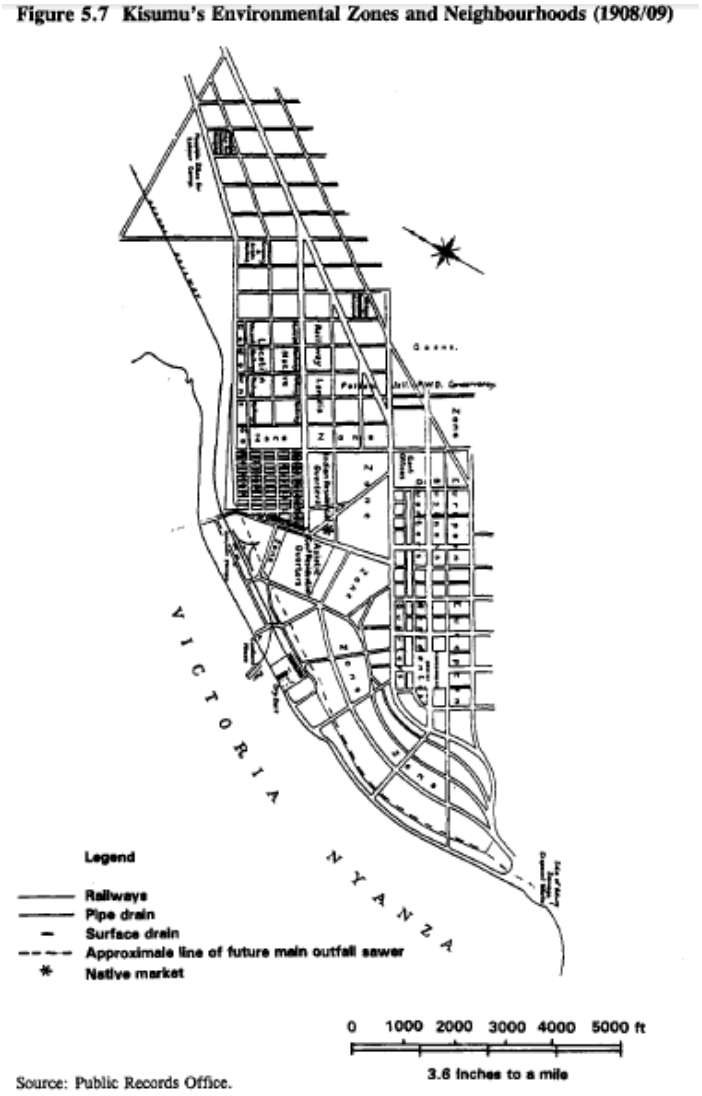
Township *à démarquer des quartiers raciaux et tribaux* ». Suite à la multiplication des « dangers sanitaires », les *Townships Rules* – modifiées 37 fois entre 1904 et 1926 (Home, 2012) – imposent un partitionnement de l'espace basé sur la race et l'ethnie. Trois grands « *blocs* » exclusifs représentant la hiérarchie raciale, et légitimés par des justifications sanitaires et culturelles, organisent l'espace du *Township*. Ils sont séparés entre eux par des zones tampons libres de constructions (« *buffer zones* »), dans le respect des recommandations émises par les autorités médicales de l'époque[23] (Curtin ; 1985 : 252). Cette organisation ségréguée de l'espace urbain ordonne spatialement, légalement et symboliquement les positions des différentes communautés au sein de l'espace urbain, et manifeste la subalternité et le refus de citadinité dans sa conception la plus restrictive, c'est-à-dire « *le droit à la pratique de l'espace urbain de façon permanente* » (Gervais-Lambony, 2003 : 28)

La zone A est réservée aux résidences des Européens. Elle est marquée par l'architecture des bungalows en pierres que l'on retrouve un peu partout dans l'empire colonial britannique et les lieux du pouvoir colonial (Anyumba ; 1995). La localisation de la zone européenne obéit à la vision hygiéniste et aériste. D'abord construite autour du terminus ferroviaire qui a atteint l'extrémité nord du golf du Kavirondo en 1901, la zone de développement des bâtiments administratifs et des résidences pour les administrateurs blancs sera relocalisée quelques kilomètres plus au sud sur la petite colline de Milimani pour des motivations hygiénistes (Carte 12). Cette localisation en hauteur comporte aussi sans doute une dimension stratégique, celle de servir de *« rappel de la puissance du pouvoir colonial à la population* » (Myers, 2003 : 9), et « *à distancier les Africains traditionnellement ruraux de leur conception commune et indifférenciée* [« fused »] *de l'espace avec laquelle ils approchaient la ville*» (Myers, 2003 : 9). Sur cette colline sont visibilisés les lieux du pouvoir : les bureaux et la Résidence du *Provincial Commissionner,* ceux du *District Commissionner*, le tribunal etc. On trouve aussi le quartier résidentiel blanc. Les terrains réservés aux Européens sont vastes, et le colon y façonne un mode de vie et une ville à son image. Winston Churchill relate ainsi sa visite de Kisumu : *« la ville en elle-même est jolie ; ses maisons coquettes et ses arbres ombrageux, adossés à la colline, dominent largement la baie du Kavirondo et les promontoires qui l'encerclent* », tout en comparant le paysage qu'elle domine avec la fraicheur qui se dégage « *des côtes de la Cornouaille en juillet* » (Churchill ; 1909 : 79). Kisumu possède une section local d'un club de femmes (blanches) ; les sociabilités européennes s'organisent autour du *Nyanza Club*, où l'on pratique le tennis, le cricket, les fléchettes, la natation et plus tard le golf. Ouvert en 1915, strictement réservé au blanc, il est situé à une encablure des *Coronations Gardens* qui viennent embellir le paisible quartier blanc et

[23] W.J.H Simpson, médecin de la *London School of Hygiene and Tropical Medecine*, note en 1914, après une mission en Afrique de l'Est : "*town planning should provide well defined and separate quarters or wards for Europeans, Asiatics, and Africans, as well as those divisions which are necessary in a town of one nationality and race, and that there should be a neutral belt of open unoccupied country of at least 300 yards in width between the European residences and those of Asiatic and African*." Cité par Curtin (1985 : 252)

résidentiel de Milimani. Initialement principalement administrative, la population européenne ne se diversifiera que peu avec l'installation de quelques commerçants européens, marginaux face à la toute-puissance des marchands indiens. L'emprise spatiale de la zone blanche est assez importante aux vues de la faible population européenne de Kisumu, mais elle ne cessera de croitre avec l'augmentation, faible mais continue, du nombre d'Européens durant la période coloniale (Tableau 5).

Carte 14 : Planification ségrégative à Kisumu



Source : Anyumba, 1995

La magnificence de la zone européenne contraste fortement avec la zone réservée aux Indiens (Zone B), dont le nombre ne cessera de croitre au cours de la période coloniale jusqu'à imprégner fortement la ville d'une certaine « indianité ». La zone du *bazaar* occupée par les Indiens sera dans les débuts du colonialisme un important problème de santé public : on y voit l'une des sources des épidémies de peste qui touchent la ville (Anyumba, 1995 : 95). Les terrains sont étroits, peuplés de constructions branlantes, les conditions sanitaires déplorables. Les *landies* qui logent les employés de l'*Uganda Railways* ne proposent pas des conditions de vie plus dignes

(Anyumba : 1995). Exclus des instances du gouvernement de la ville, les Indiens tentent peu à peu, *via* leurs organisations communautaires et professionnelles, de s'y faire une place, mais dans les cadres imposés par les rapports de pouvoirs inégaux de la ville ségréguée, qui est contestée sans être renversée[24]. C'est plutôt de manière pratique, par le succès des affaires et leur rôle dans l'économie coloniale, que le succès matériel des communautés indiennes se développe. La puissance financière de certains des membres des communautés indiennes leur permet aussi d'acquérir de plus en plus de terrains. La zone réservée au peuplement indien augmente en superficie autant qu'en qualité, et s'étend tout autour du *bazaar*. Leur mainmise sur le commerce, l'artisanat et la petite industrie est presque totale et « *ils imposent leurs compétences dans des professions que l'on aurait pu croire dévolues – sinon réservées – aux seuls Européens* » (Adam 2010 : 25). Ils sont aussi les principaux acteurs de la naissance de petites industries (sucres, savons etc.) à Kisumu. Une notabilité indienne s'organise autour de figures marquantes, comme l'avocat Dhanwant Singh, l'un des « pères de la ville », le médecin Ahmed Shabbir, le commerçant goan Augaustino Menezes, Amir Jamal, négociant et représentant local de la *Muslim League* etc. L'amélioration de la situation matérielle des communautés indiennes tout au long de la période coloniale imprègne le paysage urbain de Kisumu. Les édifices cultuels, temples et mosquées, donnent un caractère visible et symbolique à la présence indienne. Les différentes communautés indiennes sont soucieuses de la préservation de leurs différentes matrices culturelles originelles (Adam, 2010 : 37). Les sociabilités s'organisent autour des édifices cultuels (Ismaélites, Jain, Hindou, Sikh etc.), communautaires mais aussi scolaires (*Arya Samaj School*, 1936 ; *Khoja Ismalia School*, 1939 ; *Siri Guru Singh Saba School*, 1938) qu'ont pu bâtir les différents groupes (Anyumba, 1995). Les cadres généraux de la ségrégation urbaine coloniale, même s'ils sont contestés, sont largement reproduits par la logique d'entre-soi qui préside aux choix de sociabilité et résidentiels des différents segments de la population indienne. Dans le cadre ségrégatif, autant d'un point de vue légal que de celui de l'appropriation de l'espace urbain, les populations indiennes ont pu acquérir et définir un véritable statut de citadin.

1.2.2.2. Les Africains au sein du township

Dans la mesure où le pouvoir colonial a pu réserver de larges zones aux Africains (les Réserves), les *townships*, établis principalement pour les « *non-natives* », doivent être réservés à ceux pour qui ils ont été établis. Mais la faiblesse structurelle du peuplement européen et la nécessité de l'emploi d'une main d'œuvre bon marché pour la réalisation des fonctions logistiques de Kisumu rendent la résidence d'Africains nécessaire. Celle-ci est confinée au strict essentiel, et les cadres de cette résidence contrôlés, dans une forme de déni de citadinité : « *on a besoin de main-d'œuvre mais non de citadins* » (Goerg, 2006 : 21).

[24] Une politique de non coopération est définie dans les années 1930 : les leaders communautaires refusent la proposition d'introduire un membre nommé par le *District Commissoner* au sein du *Township Committee*, arguant de leur supériorité numérique et de leur importance pour l'économie urbaine. Un représentant y participe finalement.

Les populations africaines peuplant le *township* sont diverses comme nous l'indique un recensement des populations indigènes en 1911 (Obudho et Waller, 1976 : 87). On compte à cette époque une majorité de « *nyanza africans* » originaires de la Province (donc soit très probablement Luo, en moindre mesure Luhya ou moins probablement Kisii), sans qu'il soit possible de déterminer précisément leur origine. Les autres populations africaines indiquent la diversité des origines du recrutement des auxiliaires africains du pouvoir colonial, en l'occurrence ici des soldats (nubians, bagandas) en garnison à Kisumu et participant aux opérations de pacification de l'ouest kényan (tout particulièrement le pays Nandi, au nord de Kisumu). Baganda et Swahili sont aussi les intermédiaires africains de l'administration et de l'Uganda Railways. Les « locaux » fournissent quant à eux les contingents de porteurs et de dockers, souvent employés en tant que journaliers sur le port, mais aussi des effectifs des garnisons militaires[25] (Parsons, 1999 : 78 ; Baker, 2002 : 21).

Le statut et la présence des Africains dans les frontières du *township* sont l'objet principal de la production règlementaire et légale concernant le *township* de la colonie (Home, 2011 ; 2012). Présence nécessaire, elle ne cessera pourtant d'être contrainte, réglementée et contrôlée. L'espace qui revient de droit aux Africains, c'est l'espace la Réserve, la présence en ville ne peut être que temporaire et correspondre aux besoins de main d'œuvre. L'enregistrement des Africains est obligatoire, par la possession du *kipande*, document d'identification qui permet le contrôle du mouvement des populations indigènes et restreint leur mouvement vers la ville (Anderson, 2000 : 464-465). L'appareil règlementaire qui régule le mouvement et la légitimité de la présence des populations africaines au sein du domaine européen urbain ne cesse de s'étendre lors de la construction de l'Etat bifide. En 1925 et 1926, et donc au même moment où l'on s'interroge sur les frontières du *Township,* toute une série de mesures sont prises par le *District Comissionner* pour déterminer plus avant les conditions sous lesquelles les Africains peuvent et ne peuvent pas être présents en ville. Des arrêtés municipaux concernant l'hygiène et la « décence » (« *decency* ») renforcent un appareil légal existant et viennent criminaliser de surcroit les présences africaines non souhaitées en ville. Une « *Vagrancy Act* » et une « *Voluntarily Unemployed Persons Act* » viennent en 1926 interdire le séjour des « fainéants » (« *loafers* ») – comprendre les populations inutiles pour les pouvoirs coloniaux à l'économie urbaine – de plus de 48 heures sous peine d'emprisonnement (Baker, 2002 : 47 ; Obudho, 1976 : 35)[26]. Les Africains doivent prouver l'utilité de leur présence, et le travail salarié en constitue la preuve unique. En théorie, aucune habitation africaine n'est tolérée dans les zones indiennes et

[25] Les donnnées receuillies par Timothy Parsons dans son étude de sociologie historique sur les King's African Rifles montre que les Luo ont été le groupe le plus important des forces kényanes, avec un pic de de recrutement de 20 000 soldats intégrés aux régiments en 1944 (Parsons, 1999 : 78).

[26] "*Steps have been taken to remove all unemployed persons from the townships with the view of reducing crime. I have asked for the early application to Kisumu and Lumbwa Townships of rules designed to prevent casual loafers and others of like disposition from remaining within these townships for more than 48 hours without a written sanction of the DC. These rules should weed the undesirable unemployed person*" p35 DC KLEPD 1925

européennes, et seuls les Africains employés en tant que domestiques peuvent y résider. Nul Africain ne doit recevoir dans son habitation des personnes non autorisées, sous peine de sanctions lourdes. Les mouvements en ville sont contraints : l'usage de certaines rues et chemin sont règlementés, un couvre-feu nocturne décrété (Home, 2012 : 14-15).

Une part importante de toute opération urbanistique dans les premiers temps du colonialisme vise à *« remplacer et altérer les ordres africains sans cadres* » (Myers, 2003 : 9) par l'introduction d'un plan segmenté et orthonormé. Ces « *ordres africains sans cadres* » que sont pour le pouvoir colonial les « *villages indigènes* » sont évincés du *township*. La forme géométrique du cercle, qui imprimait physiquement la délimitation des différentes « maisonnées » (ou *dala, voir* Encadré 1) et les différentes constructions qu'elle contient, cède peu à peu la place aux « *Native Locations* » quadrillées, composées de structures d'habitations allongées subdivisées en chambre-dortoirs, parfois en chambres individuelles (les *landies*). Les moyens de subsistance traditionnels, agriculture et élevage sont remplacés par la relation salariale. Dans tous les cas, l'habitat est masculin et célibataire, les familles n'ont pas le droit de s'y installer, signe de la nature nécessairement temporaire des présences africaines. La plus grande *Native Location* est un quartier nommé Sailor's Row, au nord de l'*indian Bazaar,* constitué d'environ 200 structures dans les années 1920 logeant principalement les employés des chemins de fer (Anyumba, 1995 : 161). Peu est dit sur la composition ethnique de ce quartier, à l'inverse d'autres quartiers qui portent dans leur toponymie le nom de la majorité ethnique qui les compose. Car le pouvoir colonial se fait le devoir, dans cette idée de préserver les matrices culturelles et paysannes des migrants (et de leur refuser une part de citadinité), d'organiser une ségrégation spatiale en suivant les lignes de divisions ethniques à même de fournir un cadre communautaire intégrateur et protecteur face aux dangers d'une possible « détribalisation ». L'Iteso village pour les populations Teso d'Ouganda ; un Baganda Village pour les Bagandas (Anyumba, 1995 ; Home, 2011) ; un Nubian Village pour cette création ethnique coloniale que représentent les Nubians, auxiliaires coloniaux de la pacification originaires de différentes ethnies du Soudan ; Kaloleni pour les Swahili de la côte ; Manyatta Arab pour les populations dites arabes. Ces différents quartiers-villages s'organisent autour de quelques équipements communs (des fontaines) et quelques échoppes. Les conditions de vie sont difficiles, les *landies* surpeuplés. Les standards de vie inscrits dans les *townships rules,* qui prévoient des espaces et volumes de vie minimum ne sont jamais respectés, menant à des conditions sanitaires dramatiques : *« l'état des choses serait une disgrâce pour n'importe quel township »* (cité par Lewis, 2000 : 140) assure en 1940 un rapport de *Health Department* du District à propos du quartier africain de Kaloleni, et qui laisse à imaginer des conditions similaires dans les autres quartiers africains du *township*.

Toutes ces différentes stratégies spatiales – réduction des frontières du *township*, mise en ordre par la ségrégation, contrôle des mouvements et des présences africaines en ville – viennent finalement servir un seul et unique but : *« chacune de ces stratégies est devenue intégrante de*

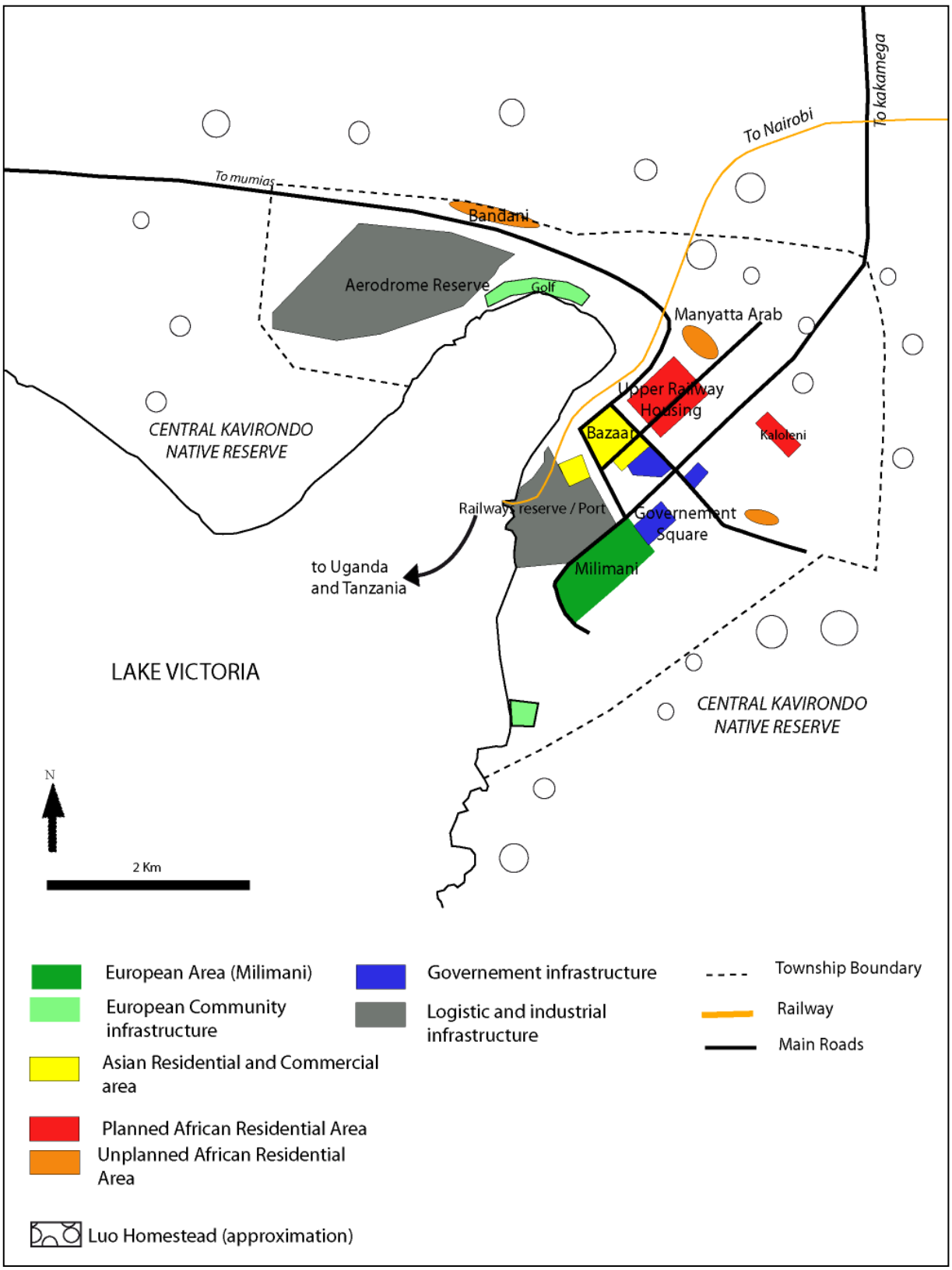
l'effort colonial de séparer le "contenant" (le pouvoir colonisateur) du "contenu" (les communautés africaines) » (Myers, 2003). Toutes ces stratégies participent de la construction de la ville, qui dans cette perspective, peut être envisagée en tant que « *"construction coloniale"*, […] *dans le sens où les colonisateurs en monopolisèrent la définition officielle pendant quelque trois quarts de siècle* », sans oublier qu' *« en définissant "la ville", ils en conditionnèrent également l'accès, symboliquement et concrètement.* » (Goerg ; 2006 : 16). Ces stratégies spatiales d'exclusion et de différenciation découlent des logiques de la construction spatiale de l'Etat bifide.

Ce processus de distinction, de séparation et de définition fait écho aux métriques topologiques de l'insertion de Kisumu dans le réseau impérial (chapitre 1), dans la mesure où il introduit des discontinuités spatiales fortes entre ville et campagne, et à l'intérieur de la ville même. A Kisumu, la ville est définie avant tout par le pouvoir colonisateur, par ses fonctions logistique et stratégique. La restriction de ses frontières, son étendue, la place des différentes communautés et races qu'elle contient est le fruit d'une vision étriquée et fonctionnaliste de la ville, enclave largement différenciée de son arrière-pays, gérée par un pouvoir de nature sensiblement différente que le type de gouvernement direct qui s'applique au *township.* La construction de la ville comme isolat, qui joue *« un rôle de vitrine, de lieu d'expression et de mise en scène du pouvoir colonial* » (Goerg, 2006 : 20), et d'interface dans la gestion des longues distances de l'espace économique impérial, se fait aussi par la construction d'une campagne qui doit lui être consubstantiellement opposée.

Les logiques de séparation théoriquement rigides n'épuisent pas la diversité des logiques spatiales qui traversent l'histoire urbaine de Kisumu. Si ce projet de séparation et de cloisonnement exprime et renforce le pouvoir colonial, il n'a jamais été complètement réalisé. Tout comme d'ailleurs l'essentiel des buts et objectifs définis par les appareils d'Etat coloniaux dans leur processus de construction. Bruce Berman a bien montré à propos de l'état colonial kényan à quel point on ne pouvait le considérer comme « *une structure de domination bien réglée* », mais plutôt comme *« une collection diverse et ambiguë de parties partiellement intégrées et partiellement en conflit les unes avec les autres.* » (Berman, 1984 : 164), tout autant « fort » que « faible ». Ainsi, selon Garth Myers *« notre compréhension des raisons de la faillite des Etats coloniaux et postcoloniaux dans leur plan d'aménagement doit incorporer la manière dont par le bas les gens ordinaires ont lutté et cherché à se débrouiller dans les difficultés de la vie urbaine.* » (Myers, 2003). Les cadres du contrôle, largement incomplets, et les logiques restrictives de définition de la ville, n'ont pas annihilé les réponses et capacité d'action africaines. L'analyse de la construction de l'Etat local doit se doubler d'une attention au processus de formation de l'Etat local colonial, compris après Berman et Lonsdale comme un processus historique souvent involontaire « *contradictoire de conflits, de négociations et de compromis entre différents groupes* » (Berman et Lonsdale, 1992 : 5) qui nous fait entrevoir l'éclatement relatif des cadres

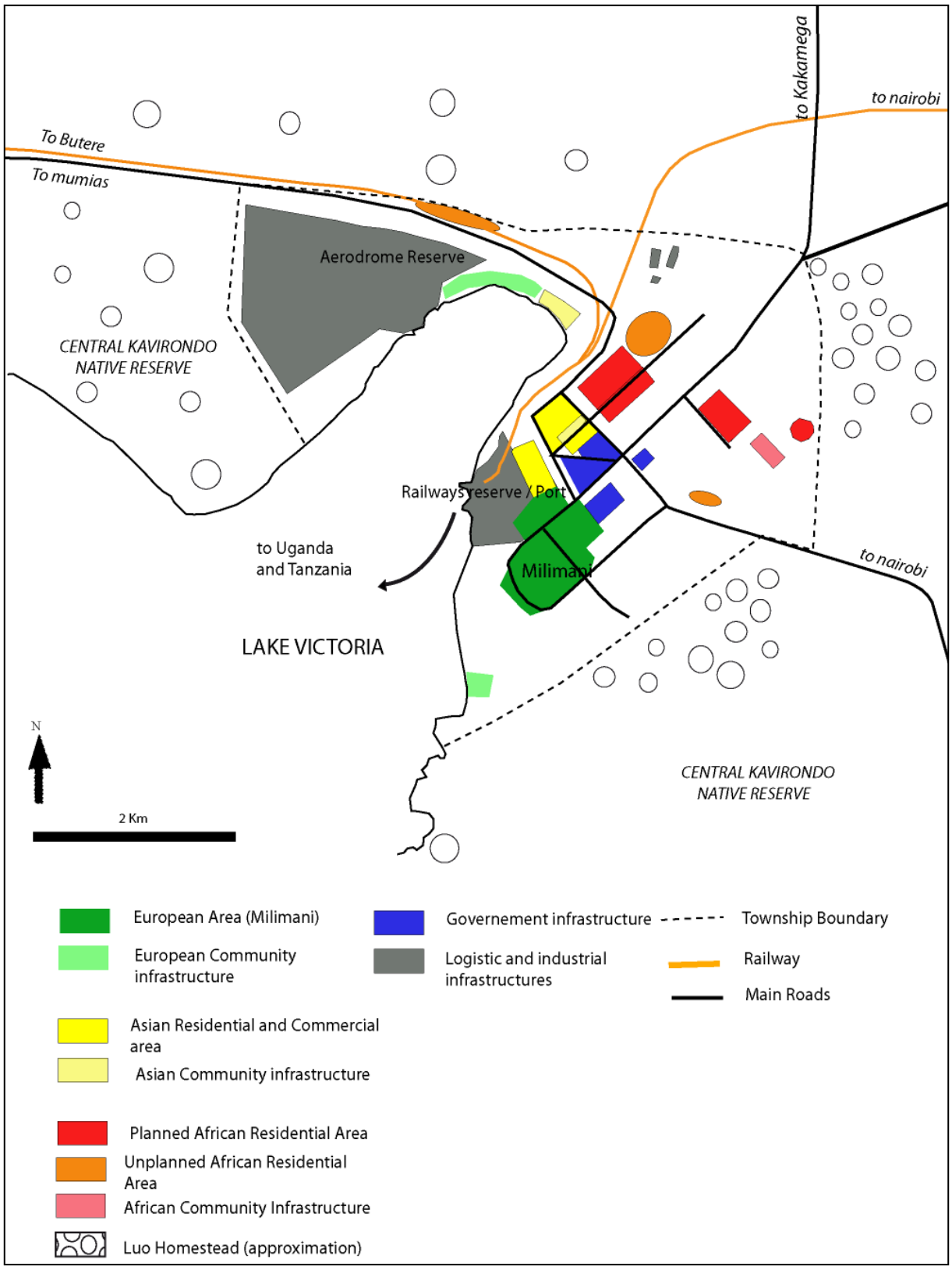
institutionnels et spatiaux dans lesquels le pouvoir colonial a tenté de circonscrire le fait urbain dans une frange de l'Empire colonial.

Carte 15 : Structure urbaine de Kisumu, 1930



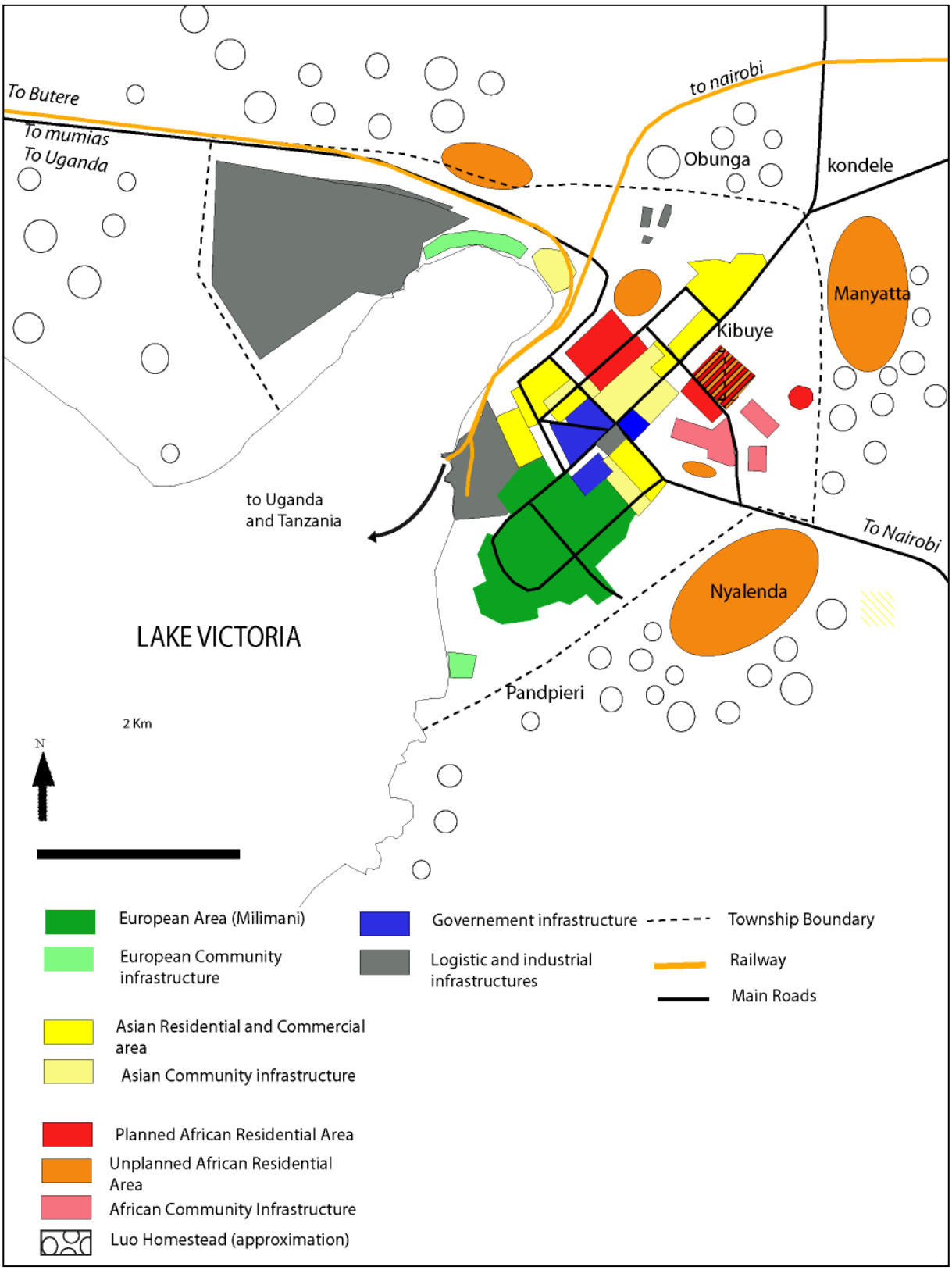
Carte réalisée par Quentin Mercurol

Carte 16: Structure urbaine de Kisumu 1945



Carte réalisée par Quentin Mercurol

Carte 17 : Structure urbaine de Kisumu 1962



Carte réalisée par Quentin Mercurol

2. KISUMU ET SON ARRIERE-PAYS AU-DELA DES DUALISMES SPATIAUX : ESQUISSE D'UNE SITUATION URBAINE COLONIALE

La compréhension de l'urbanisation de Kisumu passe par l'appréhension d'une situation urbaine coloniale complexe, qui ne se limite pas au projet colonial, à ses catégories, et à ses tentatives de productions institutionnelles, si importantes soient-elles. L'espace de Kisumu témoigne d'une complexification des dualismes spatiaux que tente de construire le pouvoir colonial. La production spatiale de la ville et de ce qui l'entoure est à comprendre dans les paradoxes et effets indésirables de l'action du pouvoir colonial, autant que dans les marges d'action des acteurs africains. En conséquence, le bornage de la ville « officielle » ne saurait contenir la totalité des dynamiques d'urbanisation qui touchent l'espace de Kisumu, et la binarité des projections coloniales se voit largement complexifiée par la formation d'une sorte d'espace tiers qui lui échappe, tout autant hors, qu'avec et contre la ville officielle.

2.1. L'urbanisation dans la campagne et la construction d'un paysage péri-urbain

Aucune politique du logement soucieuse des sujets africains n'est réellement définie à Kisumu, du moins avant la fin de la deuxième guerre mondiale (Lewis, 2000 : 139-142)[27]. La nature presque insulaire du *township*, la restriction (volontaire) de son emprise spatiale, la proximité et l'omniprésence de la réserve le ceinturant – et l'obsession de la différenciation de la ville et de la campagne qui en découle – permet en partie à l'autorité coloniale de se délester de la responsabilité du logement africain urbain sur le domaine africain rural[28]. C'est ce qu'on peut lire dans ce rapport municipal de 1946 concernant le logement africain :

> Aux vues de la forte proximité de terres indigènes, le problème du logement n'a pas été si aigu que dans d'autres municipalités. Kisumu est la moins stable de toutes les municipalités et la plupart des Africains vont dormir la nuit dans les maisons-dortoirs dans la zone africaine aux alentours [*ie la Réserve*] […]. La densité de population sur les pourtours du *town* est probablement plus importante que dans le *town* lui-même, ce qui est un état des choses indéfendable (cité par Home, 2012)

Les différents employeurs de la ville, qui doivent théoriquement fournir un logement décent à leurs employés en ville, se dédouanent de leur responsabilité prétextant de la situation

[27] Joanna Lewis dans son étude de la construction d'un Etat-Providence colonial, montre comment dans le *township* de Kisumu des tentatives de politique de *welfare* à l'égard des Africains, bien que discursivement développées dans certains rapports, n'ont pu être appliquées faute de connaissance claire des populations africaines du *township* et d'un fort héritage de cette négligence qui a pu caractériser la position des autorités face aux Africains. « *Welfare at this local level quickly became costly because it started from almost nothing and had to include almost everything* » (Lewis, 2000 : 141).

[28] La création des *homelands* sud-africains est sans doute la réalisation la plus avancée de cette séparation institutionnelle des domaines ruraux africains de l'idée de ville.

géographique particulière de la ville. Selon la même logique, le fait que le *township* soit « noyé » au sein de la Réserve explique en grande partie la différence observable dans la moyenne des salaires urbains entre Kisumu et les autres grands centres urbains. Ils sont en effet en moyenne largement inférieurs à Kisumu qu'à Mombasa ou Nairobi, où le processus de détribalisation est jugé plus avancé. Résidant en grande partie dans la Réserve, les travailleurs urbains de Kisumu ne sont pas jugés entièrement dépendants de leurs salaires pour satisfaire à l'ensemble de leurs besoins, notamment en ce qui concerne le logement[29].

L'établissement d'un contrôle strict sur le *township*, l'obsession pour une pureté urbaine et la différenciation volontaire de la ville de la camapgne vient en quelque sorte créer ce qui s'avére être un problème pour les pouvoirs coloniaux : la consolidation de dynamiques proprement urbaines (et africaines) au sein d'un espace que les pouvoirs coloniaux s'efforcent de construire, de gérer et de considérer comme un espace rural. L'impossible résolution de la contradiction entre l'exclusion des Africains d'une ville fondée pour servir les intérêts coloniaux et la nécessité d'une main d'œuvre pour réaliser les fonctions logistiques assignées à la ville met en cause la binarité des catégories spatiales de l'urbain et du rural que tâchent de construire l'Etat colonial. C'est un territoire hybride, entre logiques urbaines et logiques rurales, qui se forme sur les franges du *township*. Un territoire qui s'urbanise, car il se densifie et induit la coprésence d'objets sociaux (ethnies, clans, individu, modes de vie, activités) divers, ainsi que certaines spécialisations (petit commerce, brasserie, location, etc.)

Les contraintes du contrôle informent une structure de domination qui impose une position subalterne et temporaire aux Africains au sein du *township*. Il n'en reste pas moins que les dynamiques urbaines qui informent les franges du *township* ne sont pas seulement le fruit d'une contrainte structurelle imposée par le pouvoir colonial. Elles sont aussi le fruit d'oppositions ou de résistances aux cadres structurels d'exclusion de la ville officielle (ou d'intégration à la campagne) que présuppose la construction des cadres de l'Etat bifide. En creux, c'est ce que semble affirmer ce fonctionnaire colonial chargé des Affaires Africaines en 1953. Evoquant ces différents « *villages africains* » qui ceinturent le *township*, il affirme « *que les gens* [les Africains] *sont conduits à vivre dans ces conditions déplorables par l'un ou plusieurs des facteurs suivants : (a) ils ne trouvent pas d'autres logements en ville, (b) ils ne sont soumis qu'à un minimum de surveillance, (c) ils peuvent construire eux-mêmes le genre de maison auquel ils sont habitués* » (Mandefield, 1959 : 4).

2.1.1. Le paysage et ses logiques socio-culturelles

Ces « *conditions déplorables* » reflètent en effet des modalités d'implantations urbaines tout à fait différentes de celles du *township*, où se lisent les marges d'action et l'insoumission des résidents

[29] *Central Nyanza Annual Report*, 1947, cité par Baker, 2002 : 194

africains de cette « en-ville »[30] (Chamoiseau, 1992 ; Chivallon, 1996) en formation. Au-delà du jugement hygiéniste et apeuré des autorités coloniales, ces conditions donnent corps à une urbanité africaine. Les différents quadrillages qui composent les quartiers planifiés du centre-ville s'opposent aux dynamiques de construction spontanées et variées qui déterminent le devenir de la morphologie d'une ville africaine hors du *Township*. Les images du dédale, du labyrinthe et de l'insalubrité sont omniprésentes dans les rapports d'observateurs coloniaux pour qualifier ces espaces dont les qualités physiques sont confondues avec celles de la Réserve : « *les conditions sanitaires sont celles que l'on rencontre dans toute réserve primitive ; elles sont aussi mauvaises que possible* » (Mandefield, 1959 : 4).

Cet espace est rattaché institutionnellement à la Réserve, et ses qualités spatiales empruntent aux modalités d'occupation de l'espace Luo, tout en s'en différenciant par des processus de densification et d'hétérogénéisation du bâti. Donc d'abord, au cœur du processus d'urbanisation et de densification se trouve une matrice africaine imprégnée de logiques (néo)coutumières. Les modalités traditionnelles d'habitation et d'appropriation de l'espace prévalent chronologiquement dans cet espace. C'est le modèle de la *dala* luo (Encadré 1) qui imprime l'espace dans un premier temps dans les franges périurbaines (Figure 2)

Figure 2 : A la frontière du *Township* : Nyalenda en 1960

Source : Survey of Kenya, 1960

[30] Concept de la poétique de Patrick Chamoiseau que Christine Chivallon définit comme « *une perspective poétique […] fédératrice de l'idée de multiplicité* » (Chivallon, 1996 : 118) constitutive de l'urbanité de la ville créole

Cet extrait de carte, publiée en 1960 à partir de données récoltées en 1954 par les services cartographiques coloniaux, présente la zone frontière entre le *Township* et la *Native Reserve*. Elle représente l'aboutissement colonial de la production de l'espace à Kisumu. La ligne verte représente la frontière de la municipalité. Dans le coin nord-ouest de la carte, on trouve donc le *township*, qui pénètre dans la *Native Reserve* par une infrastructure de traitement des eaux usées. En conséquence des principes urbanistiques coloniaux qui posent une zone tampon entre ville et campagne, la zone à l'intérieur du *Township* ici figurée n'est pas construite. Elle contraste avec les densités de la réserve, mais la cassure graphique que pose la frontière (matérialisée au sol par une bande de sisal) ne constitue pas une ligne infranchissable. D'innombrables chemins pédestres traversent la zone tampon et font le lien entre les zones plus centrales du *Township* et la frange densément peuplée de la réserve. Ces liens physiques démontrent l'importance des mouvements pendulaires quotidiens entre les deux espaces. Au sein de la réserve, la zone dense est délimitée par le cours de l'*Auji River,* au sud de laquelle s'étend une zone marécageuse alors inhabitée. La zone habitée est ponctuée de cercles tracés par des haies d'euphorbes qui viennent délimiter les différentes *dala*, soit les différentes « maisonnées » (souvent traduit par *homestead*), cocon spatial élémentaire de la vie familiale Luo (Encadré 1 ; Figure 3).

Encadré 1 : La *dala* et l'évolution historique des modalités d'implantations spatiales Luo

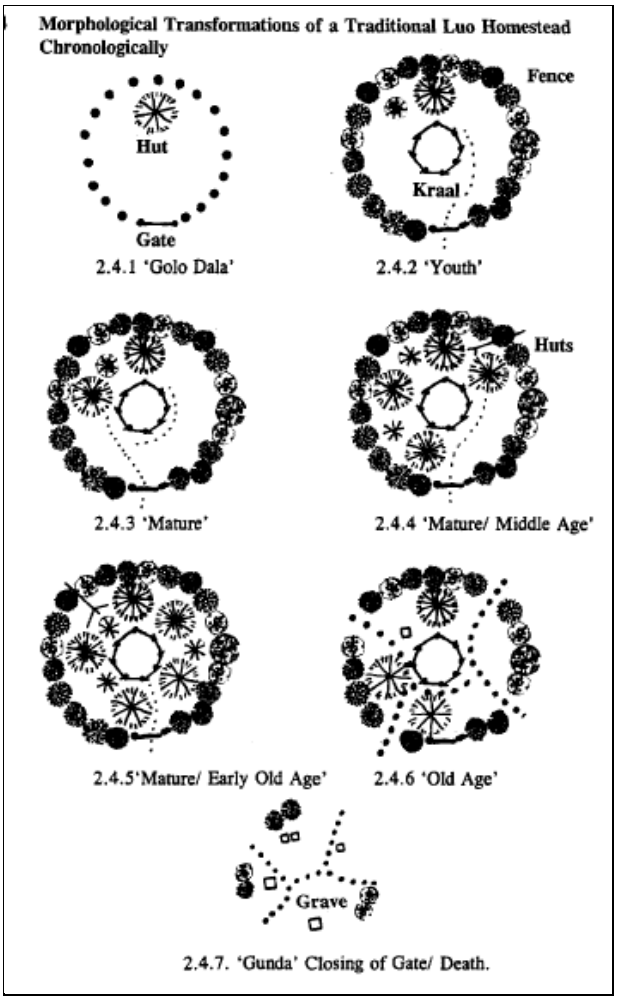
La *dala* est avant tout un espace domestique délimité dans le canon Luo par une haie circulaire d'euphorbe percée d'une porte principale (« *dhoot* ») autour de laquelle s'organise de manière très codifiée la distribution des constructions qui accueillent les membres de la famille, les différentes femmes et enfants du chef de famille ne partageant pas les mêmes maisons (« *ot* »). Le terrain de la *dala* comporte en son sein des greniers à grain (un par femme), et en son centre un enclos pour le bétail. Les constructions, traditionnellement circulaires, sont érigées avec les matériaux disponibles : murs en clayonnage enduits de torchis, toiture à structure de bois recouverte d'herbes. Les fils, une fois mariés, et dont les enfants atteignent un certain âge, se voient poussés à fonder leur propre *dala* et ainsi perpétuer le lignage. Chaque acte concernant le changement de la morphologie de la maisonnée est ritualisé. Lieu où est enterré de placenta des fils (*bielo*), l'intérieur de la *dala* est aussi le lieu même ont sont enterrés les morts. Les modalités d'appropriations spatiales, porteuses d'un codage symbolique très fort de l'espace, posent la question essentielle de la filiation et celles de la mémoire pour les morts.

Lieu de la famille, de la permanence, expression des logiques culturelles des Luo autant qu'unité productive agricole, la *dala* constitue un lieu fort de l'expression de l'identité luo, du moins telle qu'elle a pu être formulée et cristallisée durant l'époque coloniale : « *dans un sens crucial la période coloniale a constitué un colloque long de six décennies entre différents sortes de gens à propos de la culture, les repères, les frontières, les valeurs centrales et les ethnicités* » (Cohen et Adhiambo, 1987 : 279). Les modalités d'appropriation spatiale, de par leur charge symbolique, vont faire partie des objets centraux dans la définition de la culture d'une nation luo en construction, comme par exemple dans ce texte canonique de Paul Mboya de 1938, *Luo Kitgi gi Timbegi* (« *Coutumes, croyances et pratiques des Luo* »). Le modèle de la *dala* tel qu'ancré dans les textes n'en est pas moins immuable, et les formes du paysage humain luo ont pu présenter de nombreuses variations historiques. Cohen et Adhiambo (1989 : 10-11) ont montré que la forme de l'habitat dispersé, et l'essaimage spatial des différentes *dala* a pu contraster avec un paysage luo au XIXe siècle marqué par les *gunda bur* – des unités résidentielles plus concentrées investies, dans un contexte précolonial de tensions interclaniques, de fonctions défensives importantes : «

la destruction du paysage est venue avec la pax Britannica*, quand les usages défensifs de la* gunda bur *sont devenus moins importants.* » (Cohen et Adhiambo, 1989 : 11). Ils notent aussi l'évolution à partir des années 1960 du modèle idéal de la *dala* face à une terre qui se fait de plus en plus rare. Au lieu de migrer hors de l'enceinte du père pour y fonder leur propre maison, les fils construisent leur maison en son sein après y avoir construit une nouvelle porte au sein de la haie d'euphorbe. Aussi, face à la compétition foncière accrue dans le contexte postcolonial, les tombes au sein des *dala* sont devenues marqueurs forts de revendication foncière (Shipton, 2009). Les modalités culturelles d'appropriation spatiale sont indissociables des contextes matériels dans lesquelles elles s'inscrivent.

Sources : Achieng'Abonyo, 2005 ; Cohen et Adhiambo, 1989, Shipton, 2009

Figure 3 Le modèle idéal de la dala



Source : Anyumba, 1995 : 24

La proximité avec le *township*, son attractivité pour diverses populations africaines, la densification du peuplement et la raréfaction des terres vacantes font que les acteurs locaux Luo modulent le modèle idéal de la *dala* luo. La juxtaposition et la densité des *dala* laisse entrevoir une spécialisation résidentielle plus importante qu'en pleine campagne ; moins de terres agricoles sont disponibles, signe de la prévalence de leur fonction résidentielle. Surtout, on remarque, à mesure que l'on se rapproche de la frontière et dans les interstices entre les différentes haies d'euphorbes circulaires, une emprise plus faible de la forme de la *dala*. A la forme circulaire se

substituent des structures rectangulaires dans des terrains apparemment non délimités. Ces structures, qui ne sont donc pas organisées selon le codage spatial de l'appartenance Luo, sont des structures locatives, sans doute subdivisées en chambres individuelles. Elles constituent un élément diversification majeure dans la juxtaposition répétitive des *dala*, et indiquent surtout différentes modalités de résider et d'habiter autour de la ville officielle.

De cette lecture paysagère surgit une opposition fondatrice du champ social Luo entre *Weg lowo*, et *Jodak*, entre « *maîtres de la terre* » et « *temporaires* » ou « *locataires* », ceux qui habitent au sein des haies d'euphorbes circulaires et ceux qui louent des chambres dans des bâtiments rectangulaires (Encadré 2).

Encadré 2 : La distinction entre *wuon lowo* et *jadak* selon Parker Shipton

« *La terre est notre mère* » disent certains Luo ; mais c'est une mère qu'ils acceptent parfois de prêter et d'emprunter. Sur sollicitation ou invitation et par reconnaissance, ils confient à d'autres des droits et devoirs, et les autorisent à […] l'utiliser et d'y résider. Mais ils le font prudemment, et pas n'importe comment. Prêter ou emprunter de la terre en tant qu'individu ou groupe engage une importante série de rôles et de relations. Alors que quelques commentateurs ont qualifié la société Luo d' «égalitaire » […] il y a un aspect par lequel les Luo sont profondément hiérarchiques. Cet aspect concerne la terre et l'appartenance […]. Dans le pays Luo, on est un citoyen de première classe si l'on appartient en qualité de Luo à un endroit où on est arrivé en premier ou si l'on est le descendant de quelqu'un qui l'était. […]. Si l'on peut démontrer que l'un de ses ancêtres patrilinéaire a défriché des broussailles pour une première implantation, ou s'il l'a dégagé […] des groupes ethniques réputés ennemis, il jouit du statut de *wuon piny* (pl. *weg piny*), maître (littéralement père) du pays […]. Il peut être aussi appelé *wuon lowo* (pl. *weg lowo*), maître de la terre ou du sol […]. La terminologie varie, mais l'idée de base est la même. Un *wuon lowo* est quelqu'un qui appartient à.

Si, par contraste, on est réputé être arrivé là en implorant ou empruntant de la terre, on est qualifié de *jadak* (pl. *jodak*). Peut-être le mieux traduit par « client foncier », mais le terme, se référant à bien plus que la terre, n'a pas d'équivalent dans notre langue. Signifiant littéralement celui qui habite, il connote quelque chose du « squatter », avec la même indignité que cela implique. On n'appelle pas quelqu'un d'autre « jadak » en sa présence […]. La distinction entre *wuon lowo* et *jadak* est fondamentale dans la vie sociale et politique Luo […]. La relation ne dépend pas typiquement d'un quelconque contrat écrit ou oral, et l'invitation à utiliser ou résider sur la terre est habituellement faite pour un temps indéterminé. Mais cela ne fait pas de la différence de statut une réalité moindre. […] Ce n'est pas en soi une différence de classe ; c'est une sorte de distinction et de lutte pour la supériorité plus subtile et contextuelle qui est en jeu. La relation *wuon lowo/jadak* est un sujet similaire à la relation entre nobles et roturiers dans certaines parties du monde, ou à la hiérarchie de caste dans d'autres – mais de telles analogies sont trompeuses […]. La relation Luo est plus symbolique et sociale qu'économique, et difficile à ignorer.

Source . Parker Shipton : 114-115

Le statut de *weg lowo* se renforce par les logiques du gouvernement indirect. Le groupe qui se fait reconnaitre comme autochtone par le pouvoir colonial se voit reconnaitre des droits fonciers communautaires inaliénables par l'intermédiaire de la *Native Land Trust Board*. Investie principalement par des valeurs d'usage correspondant à la satisfaction de besoins sociaux (appartenance, organisation de la filiation, vie paysanne), la terre est, dans le contexte de hausse

de la demande foncière dans les franges périurbaines et de développement des rapports salariaux et monétaires, investie d'une valeur d'échange. Le paiement d'un loyer s'est immiscé dans la relation *weg lowo/jadak*, si bien qu'aujourd'hui à Kisumu, le mot anglais de *tenant* (« locataire ») est devenu synonyme et interchangeable avec le dholuo de *jadak*. Le *jadak* est donc un locataire qui ne peut pas exprimer dans l'usage de sa résidence les attributs culturels de la permanence, de la propriété et de la transmission : il n'a en théorie pas le droit d'enterrer ses morts, de construire des structures permanentes ou de planter des arbres, autant d'actes qui pourraient l'aider à formuler des revendications par rapport à la terre. Le *wuon lowo* est lui un « *belonger* », sûr de son bon droit (foncier).

2.1.2. La diversification sociale des franges péri-urbaines

La reconnaissance par le pouvoir colonial du magistère foncier des *wuon lowo* – de ceux qui se sont définis et ont été reconnus comme autochtones – est consubstantielle de la reconnaissance et de la création des médiations indigènes dans la mécanique de l'*Indirect Rule*. C'est parmi les *weg lowo* que sont choisis par le colonisateur les chefs de son administration décentralisée, pour gérer les échelons de *location* et de *sublocation*. Le chef a un rôle dans la régulation des usages fonciers (ce qui renforce l'emprise foncière d'un clan en particulier), peut s'enrichir par la captation d'une partie l'impôt, et sa descendance a un accès facilité à l'éducation. Les privilèges fonciers et politiques attribués par la reconnaissance coloniale de la revendication d'autochtonie font que cette dernière – même si elle n'est pas directement inventée par l'intrusion coloniale – est un enjeu politique et social central dans des franges périurbaines claniquement hétérogènes. D'autant plus que l'histoire longue de la migration Luo, tout autant que celle, plus récente, de l'attractivité du *township* de Kisumu ont fait du secteur une zone de contact entre plusieurs entités claniques qui revendiquent le statut d'autochtone.

Ainsi, à Manyatta – soit le territoire bordant à l'est la frontière du *township* – s'affrontent durant la période coloniale les revendications d'autochtonie des Jogem et des Jokanyakwar (Baker, 2002 : 16-20). Dans les deux premières décennies suivant l'établissement de Kisumu, Zacharia Osawo, un prêcheur catholique venu de Gem (bordure sud du golfe de Kavirondo à une centaine de kilomètres au sud de la ville) à Kisumu pour les besoins de son éducation religieuse, installe – après avoir vécu au sein du *township* – sa *dala* selon les modalités coutumières au sein de ce qui deviendra Manyatta. Ses descendants clament qu'il est le premier à avoir défriché cette zone alors sauvage. Il y est enterré dans les années 1940, et la présence de sa tombe dans la zone marque pour ses descendants la preuve irréfutable des droits fonciers autochtones de la branche lignagère dont il est fondateur, face aux revendications foncières concurrentes de Jokanyakwar. De son côté, ce clan clame la primeur de son installation dans la zone, même sur celle où s'est établi le *township*, malgré l'éclatement géographique de l'implantation du clan. Cité par Martha Baker, un *elder* interrogé en 1997 présente ainsi la relation précoloniale qui lie le clan à la zone :

> Nous étions installés ici depuis longtemps, nous avons défendu cet endroit des gens de Kano et de Kajulu[31] à la guerre. C'était cette guerre, de pair avec une épidémie de choléra, qui a tué nombre des nôtres, alors nous nous sommes enfuis à Nyakach et dans d'autres endroits en South Nyanza. Quand les Blancs sont arrivés et ont demandé « où sont les gens ? », ont leur a dit que ce sont les Kanyakwar qui sont allés en South Nyanza. C'est alors que certains ont commencé à revenir. A cette période, les Kanyakwar considéraient les blancs et les autres Luo comme des visiteurs […]. Quand tu considères les gens comme de simples visiteurs, tu peux rester tranquille. Mais plus tard, les nôtres ont compris qu'ils restaient. [cité par Baker (2002 : 17-18)]

Pour cet homme, le retour des Kanaykwar dans la zone date de 1908 (une épidémie de peste en est le marqueur temporel), alors que les Jogem ne se seraient installés que pendant la Première Guerre Mondiale. Ils sont considérés comme des *jodak*. Quoiqu'il en soit, la compétition foncière implique une compétition pour le pouvoir. Les Kanaykwar arrivent à faire valoir dans un premier temps la primeur de leur installation : l'un des premiers chefs coloniaux de la zone, Omolo, est un membre de leur clan. A sa mort, Simon Aketch, un jagem lui succède, sur la base de l'intercession d'un traducteur complice (Ogot, 2003a : 370). Plus tard, Zablon Aduwo Nyandoje, leader clanique Kanyakwar éduqué à l'école des missionnaires, ne cesse de porter les revendications claniques d'autochtonie devant les autorités, tentant de devenir lui-même – sans succès – le chef colonial pour la *location* qui intègre Manyatta en son sein. Il trouve dans d'autres formes d'organisations que les formes locales de l'Etat des lieux pour porter la voix des siens (Ogot, 2003b : 12).

Des conflictualités similaires traversent le quartier péri-urbain non planifié de Nyalenda au sud-est de la frontière du *township*. Ici se confrontent les revendications de primauté des *jokano* et des Jokasagam. Avec cette originalité que les Jokasagam – originellement un lignage Luhya[32] qui a migré vers Kisumu au milieu du XIXe siècle[33] – sont devenus un clan qui s'identifie comme Luo au début de la période coloniale. Les premiers chefs étaient des Jokano, mais avant la première guerre mondiale, le pouvoir est transféré par les colons aux Jokasagam (König, 1998 : 242-246), et notamment à la lignée des Onunga, aujourd'hui encore centraux dans la vie politique de Nyalenda (Jackton Onunga, descendant du *Senior Chief* James Onunga, est aujourd'hui un conseiller local élu à la municipalité de Kisumu, voir Annexe 3). La pluralisation des revendications d'autochtonie est un processus majeur de la formation locale de l'Etat colonial, et dans le cas présent, de la ville coloniale. Elle démontre l'incapacité du pouvoir colonial à figer les dynamiques dans les cadres territoriaux duals qu'il tente de produire pour affirmer son contrôle.

[31] Deux autres clans qui réclament aussi au nord et à l'est de Manyatta.
[32] L'une des grandes ethnies kényanes, de langue bantu et non nilotique comme les Luo. L'origine Luhya des *Jokasagam* est ancrée dans l'ethnonyme même, Sagam renvoyant à la localité d'origine dans l'actuelle Western Province.
[33] Cette migration est inscrite dans l'ethnonyme même. Kasagam étant aujourd'hui le nom d'une localité située dans le pays Luhya.

La politique de l'autochtonie est toujours aujourd'hui une donnée structurante de la démocratie urbaine (voir chapitre 3).

Les franges périurbaines, extérieures à la ville officielle et contenues dans un domaine administratif censé représenter le caractère immémorial et essentiel d'une ruralité africaine enfermée dans une coutume rigide, sont donc des zones denses et hétérogènes, double africain des dynamiques du *township* et largement influencées par elles. La pluralité des revendications foncières est indissociable de la proximité de la ville officielle. Tous les acteurs ne revendiquent pas le statut d'autochtone. La diversité et l'hétérogénéité de la zone est aussi et surtout due à la présence temporaire – hors d'une revendication d'appartenance et de permanence des *weg lowo* – d'une foule de jeunes gens, souvent des hommes, attirés par les perspectives salariales offertes par l'économie urbaine ou la présence forte de l'Etat colonial. Les franges périurbaines acceuillent des journaliers du port, des individus dans l'attente d'un *enrollment* dans l'armée ou les *Pioneer Corps* (Owino, 2010), ou d'un départ et de la migration vers les bassins d'emplois bien plus importants que représentent l'Ouganda, les *Highlands,* Nairobi et Mombasa.

2.1.3. Pas complètement urbaine, pas complètement rurale : la fondation d'une « communauté »

Malgré la diversification de la zone, les activités agricoles ne disparaissent pas, et sont consubstantielles de la formation de ce paysage particulier. Des petits lopins sont cultivés, et l'élevage reste une activité importante. C'est cette dernière activité qui donne leur nom à certains « *villages* ». Le nom de Manyatta, quartier non-planifié majeur situé sur les franges est du *township* viendrait d'un mot *maasai* utilisé pour décrire les enclos circulaires dans lesquels vivaient ces populations pastorales et où elles protégeaient le bétail (Baker, 2002 : 22). Nombre d'habitants « autochtones » de l'intérieur du *township* semblent d'ailleurs l'avoir quitté au moment de la mise en place d'une réglementation hygiéniste, et ont rejoint les franges du *township* pour continuer leurs activités pastorales. Plus généralement, la toponymie marque cette différenciation forte d'avec la ville officielle et les symboles de sa modernité revendiquée. Panpieri, sur les franges sud du *township* viendrait du Luo « nu-fesses » soulignant, assez ironiquement, la survivance des codes vestimentaires luo (dont nombre d'observateurs coloniaux, à commencer par Churchill lui-même, n'ont cessé de s'étonner) dans les zones péri-urbaines ; Kanyakwar, utilisé par les colons pour qualifier les franges nord du *township*, renvoie alors simplement au nom d'un clan luo réclamant sa primauté sur ce « village ».

Ce mode de vie agraire coexiste des activités commerciales nécessaires aux besoins d'une population non-exclusivement paysanne. Il faut bien faire vivre cette nouvelle diversité ; en grande partie la faire manger et la faire boire. Les paysans, souvent aussi éleveurs et parfois pécheurs, vont se faire commerçants, et des marchés fixes et pérennes vont apparaitre dans la

frange périurbaine. Non pas que les activités commerciales et que l'échange soient d'une nouveauté absolue dans le pays luo. Mais ces échanges sortent du système du troc, s'appuient sur des rapports monétaires, et se font dans un lieu fixe. La mémoire de l'émergence d'un de ces marchés – Gonda, à Manyatta, dont l'histoire est liée à celle de la Seconde Guere Mondiale – a été documentée par Martha Baker (2002 : 21-25). Kisumu, en tant que centre de garnison des *King's African Rifles* (Parsons, 1999), voit un nombre important d'allochtones s'y presser, en vue du recrutement pour le combat ou des perspectives d'emplois qu'offre l'activité logistique de la ville. Autour d'un grand arbre, aujourd'hui toujours un marqueur paysager de Manyatta, voit le jour un espace marchand réunissant anciens et nouveaux résidents. La mémoire des plus anciens, collectée par Baker, fait état d'un vendeur de viande, Naum, qui grimpait à l'arbre pour annoncer l'abattage d'une bête qu'il faisait alors griller, les pièces de viandes pendant aux branches de l'arbre. Arbre particulier, car ses fruits servent à la confection de la bière traditionnelle des Luo. Les femmes autochtones, qui la confectionnent normalement pour la consommation locale, prennent l'habitude de la vendre au pied et à l'ombre de l'arbre aux « étrangers » et en particulier aux soldats ou aspirants soldats de passage, aux agents de recrutement des travailleurs et aspirants à la migration, et à la foule de leurs voisins *Jodak*. Le centre de recrutement ne se trouve qu'à quelques encablures du marché, dans le *township*, où ce type de consommation est tout à fait proscrit. Les femmes étendent leur savoir-faire à la distillerie de *Nubian Gin*, sans doute par la médiation des soldats, qui eux même amènent à Manyatta vêtements, bottes ou encore rations non-utilisées à vendre ou échanger. Des petits stands de vente de poissons ou de maïs voient aussi le jour, si bien que les *Panyako* – mot dérivé des « *Pionneer Corps* » (Owino, 2010) qui vient caractériser cette population bigarrée de soldats, de recruteurs[34] et de divers Africains du *township* – viennent souvent passer y leur temps libre.

Bruyants, arrogants, sans gênes et noceurs, ces *Panyako* entrent rapidement en conflit avec ce qui s'est constituée en tant que communauté locale. Accueillis pour leur argent, ils sont tout à fait rejetés de par leur comportement jugé inconvenant envers les femmes de la communauté. Un groupe de soldat vient à plusieurs reprises harceler une certaine femme, et des hommes de la communauté viennent répondre à l'affront en passant à tabac l'un de ces soldats qui y laisse la vie :

> Lorsqu'un officier Européen se rendit sur le lieu, et demanda qui avait tué le soldat, les résidents de Manyatta refusèrent de lui répondre. L'officier se serait exclamé *: « Que se passe t-il ? Cet endroit, vous voulez en faire un autre* Gonda ? ». Un témoin oculaire se rappelle que « *le* mzungu *(européen) qui était venu et trouva les choses ainsi se mit à appeler ce lieu* Gonda*, ce qui voulait dire un endroit où il y trop de bagarres et d'immoralité. Ça voulait dire un endroit dangereux ».* L'histoire (intraçable dans les archives) a depuis pris des proportions mythiques parmi les

[34] Appelés « *agoromiti* », dérivation des « *agreements* » renvoyant aux contrats que faisaient signer ces recruteurs, pour la plupart travaillant en ville, aux travailleurs recrutés dans toute la région et regroupés à Kisumu avant le départ vers les plantations situées plus à l'Est de Kisumu, dans les Highlands.

> résidents de Manyatta[35]. Beaucoup expliquent que *Gonda* signifie un lieu de violence et de confusion. Quelques résidents se souviennent que ce nom se réfère à un autre endroit (Gondar) dans le nord de l'Ethiopie où les soldats venant de la zone de Kisumu ont été engagés dans ce qui allait devenir la bataille finale de la campagne britannique du désert. La plupart des résidents trouvent une fierté dans cette histoire en tant que reflet de la force et de la résilience de Manyatta en tant que communauté. Cette histoire est souvent racontée en tant que moyen pour signaler la capacité de leur communauté à résister aux incursions de forces extérieures, tout à la fois criminelles et officielles. (Baker, 2002 : 22-23)

Cette « anecdote », mémoire d'une genèse, nous apparait tout à fait signifiante dans la mesure où elle constitue un véritable nœud des rapports géographiques complexes. Elle se trouve à l'interaction de plusieurs échelles qui permettent de comprendre les logiques de l'urbanisation, qui renvoient à des lieux et logiques de pouvoir différents, peut-être même antinomiques. On peut d'abord y lire le le contexte structurel de l'urbanisation de Kisumu, puis l'intégration de la ville dans la vastitude de l'espace impérial. L'armée impériale, les soldats, logeant dans ce *township* fonctionnel, réduit et confiné, mais circulant dans l'immensité de l'échiquier impérial, jusqu'à Gondar (et sans aucun doute ailleurs), en sont les figurants principaux. On trouve aussi l'incarnation de ce pouvoir impérial en la figure de l'officier, doté d'un certain pouvoir de nomination du lieu, lorsqu'il dessine cette géographie imaginée liant Kisumu à Gondar. Mais ce pouvoir là, ce représentant ne le revendique sans doute pas ; cette nomination n'est pas officielle, et sa pérennisation involontaire. Si elle s'est ancrée, c'est dans un jeu subtil de dérivation et d'inversion du sens dont les membres de la communauté de Manyatta sont les acteurs, moquant la figure même de l'autorité. La nature péjorative du qualificatif est inversée pour en faire une marque de fierté. Hors de la ville officielle, de sa carte, de ses acteurs dominants, ce processus nomination ne répond qu'à sa propre nécessité, celui de nommer un espace du quotidien : une communauté qui se forge, se dit et se positionne par elle-même.

Cet emprunt langagier symbolise la position des franges péri-urbaines de la ville coloniale : la condition structurelle de leur existence, c'est bien la présence du *township*, et les cadres généraux de l'urbanisation coloniale. Mais le cadre de la ville coloniale et ses processus ne suffisent pas pour comprendre le développement des franges périurbaines. Ce dernier ne lui est pas réductible. Ce développement est le fruit et de l'action d'acteurs africains (subalternes), qui en dehors et contre les cadres de la ville coloniale viennent donner leur propre définition de cet espace. En partie produits par la modernité coloniale, ces espaces s'en échappent aussi largement. Au sens propre, dans la mesure où ils constituent un refuge pour les populations chassées par les tentatives de construction d'un *township*. Mais c'est aussi le contrôle qui est fui, volontairement. Manyatta, Nyalenda, Pan Pieri ou Kanyakwar sont des lieux où l'on peut faire ce que l'on ne peut pas faire dans le *township*, tout en pouvant bénéficier de sa proximité. On peut y élever des bêtes ; on peut cultiver ; on peut y brasser, y boire, se conformer aux règles de l'hospitalité et y recevoir ; on

[35] Histoire qui, selon quelques modulations, nous a été répétée à plusieurs reprises.

peut y fonder une famille et se conformer aux règles de la transmission luo ; on peut y revendiquer des droits fonciers ; il n'y a pas de couvre-feu, etc. Nombre de *jodak* au sein de Manyatta et les autres quartiers africains hors des frontières du *township* fuient donc les conditions restrictives et déplorables qui sont celles qui ont pu présider à leur résidence.

Si bien que la frange péri-urbaine est aussi un refuge pour les populations africaines vivant au sein du *township.* Les individus en infraction dans le *township* trouvent des voies de fuite dans la confusion des chemins et des maisons, très loin du quadrillage et de la surveillance dont la ville officielle est le lieu.

2.1.4. Les difficultés et incomplétudes du pouvoir colonial dans le gouvernement de la ceinture périurbaine

Baker va jusqu'à mobiliser la notion de « *citoyenneté insurgée* », empruntée à James Holston (1998), pour lire les dynamiques de résistances que peuvent emprunter les logiques de l'urbanisation à Manyatta, façonnant une citoyenneté spécifique, qui n'émane pas de l'Etat colonial. Ce que l'on peut affirmer, c'est que le « *minimum de surveillance* » dont peuvent jouir les espaces péri-urbains sont autant le fruit d'une résistance plus ou moins active de la part des résidents que d'une certaine vacance de la part des encadrements territoriaux. Cette ceinture périurbaine, considérée et gouvernée en tant que zone rurale mais largement soumise à des dynamiques urbaines, n'est pas gérée par le « *gouvernement direct* », si l'on reprend les distinctions de Mamdani, mais par les cadres néo coutumiers du « *despotisme décentralisé* ». Le *District Commissioner* n'a pas de pouvoir de contrôle sur les franges de son *township* qui font, elles, partie du *Central Kavirondo District* et donc de la Réserve, où l'autorité déléguée aux chefs – très contestée – est de mise. Pensées pour organiser et gouverner des communautés rurales homogènes, les logiques du *Dual Mandate* se retrouvent inadéquates pour la gestion d'espaces socialement, ethniquement et claniquement hétérogènes. Les constructions administratives et territoriales, par essence fixistes, dans lesquelles s'exercent les pouvoirs des *chiefs*, se superposent et se surimposent à des logiques de pouvoir mouvantes et fluides qui caractérisent l'espace de la migration précoloniale luo, que l'on se force de faire rentrer dans des cadres nouveaux.

Ces questions de légitimité au sein des instances du pouvoir néo-coutumier n'intéressent que très peu la foule des *jodak*, dans la mesure où ils échappent en grande partie à un pouvoir néo-coutumier qui prend ses sources dans une légitimité lignagère. L'autorité des chefs peine à s'imposer à la foule des jeunes hommes célibataires travaillant en ville, qui, Luo ou non, sont extérieurs aux lignages détenteurs du pouvoir attaché aux unités de gouvernement indirect. C'est de la rencontre de la tentative coloniale de construction des cadres du pouvoir et des capacités d'action de la diversité des populations africaines que nait le paysage particulier des franges péri-

urbaines, rencontre qui annihile la tentative coloniale de clairement démarquer le domaine urbain du domaine rural. C'est ici la faillite des catégorisations coloniales qu'il faut remarquer : « *rejetés hors de l'espace urbain, niés dans leur urbanité, les colonisés n'eurent d'autre solution que d'inventer leur propre rapport à la ville, de construire leur propre ville.* » (Goerg, 2006 : 18). Du fait de l'importance de cette construction propre, la ville ne peut se limiter, comme le souhaite le projet colonial et la construction de l'Etat bifide, à sa définition administrative et politique. Il est évident que les franges périurbaines et le *township* forment une agglomération au sens démographique et spatial, et font partie d'un même ensemble urbain, malgré les divisions et fractures imposées par la construction de l'Etat local.

2.2. Historicité de la division ville campagne : la refonte d'un dualisme

Les discontinuités spatiales ont fortement caractérisé l'histoire de l'urbanisation à Kisumu. Les logiques réticulaires de l'insertion de Kisumu dans l'espace impérial, couplées avec la séparation institutionnelle dans la construction de l'Etat bifide (Mamdani, 1996), ont produit une grammaire spatiale de séparation, de différenciation, et des paysages urbains qui viennent jusqu'à s'opposer, ce qui se trouve au-dedans de la modernité urbaine coloniale et ce qui s'en trouve exclu. Pourtant, ces logiques de séparation et de distinction ne peuvent résumer l'ensemble des logiques spatiales observables à Kisumu. Des formes hybrides, entre ville et campagne, ont pu naitre à la lisière de la ville officielle, et leur existence ne peut se comprendre que dans le lien avec cette ville officielle. La problématique du lien et du rapport entre la ville officielle et les espaces qui en sont exclus a été imposée dans la dynamique non pas de construction, mais de formation de l'Etat local, forçant à la prise en compte par le pouvoir d'un « *problème périurbain* ».

2.2.1. Le « problème périurbain »

La volonté de catégoriser les espaces et de les différencier, et de nier la ville aux Africains a finalement conduit à une production de formes urbaines africaines spécifiques en dehors de la ville contrôlée. L'isolat de modernité urbaine que se devait de représenter la ville officielle est mis à mal par la production des paysages périurbains, qui eux-mêmes s'éloignent des formes canoniques et idéales de la ruralité. La prise de conscience par les acteurs du pouvoir colonial du lien et de la continuité spatiale entre ville officielle et ville africaine s'impose justement parce que la ville coloniale officielle se voit « menacée » par la croissance toujours plus importante des franges périurbaines, qui s'impose à partir des années 1950 comme un fait indéniable, et aux yeux de nombres d'administrateurs et observateurs des gouvernements locaux kenyan. Dès la fin de la Seconde Guerre Mondiale, ces espaces deviennent une préoccupation récurrente du gouvernement colonial, notamment par le prisme hygiéniste de la peur d'une contamination et d'une insalubrité que devaient pourtant faire éviter les stratégies de bornage restrictif de la ville officielle et la ségrégation intra-urbaine : « *le comité municipal doit tôt ou tard s'occuper du*

problème [du développement périurbain], *ne serait-ce que parce que son omission signifie le développement de zones suburbaines insalubres sur le périmètre de la municipalité* »[36]. Une analyste du gouvernement local, la chercheuse Mary Parker missionnée par le *Colonial Office* affirme quant à elle que « *partout où prennent place des développements de ce genre, des mesures de contrôle sont absolument nécessaires, parce que l'illégalité et l'ivrognerie peuvent alors s'y ancrer, ou bien le manque de services peut produire des maladies qui se diffusent à la ville, ou alors parce que certains services du* township *(comme la prévention de la malaria) ont besoin d'être étendus dans les zones environnantes s'ils veulent être efficaces. »* (Parker, 1949 : 101).

La conscience de ce « *problème périurbain* », comme le qualifie le fonctionnaire chargé des affaires indigènes à la municipalité dans les années 1950 (Mandefield, 1959), s'impose aussi par les difficultés pratiques que pose la gestion des services et des finances de la ville dans un contexte de dichotomie institutionnelle : « *étant donné la courte distance séparant toute habitation péri-urbaine du centre de la ville, […] les habitants périurbains comptent sur les facilités offertes par la ville – facilités auxquelles ils ne contribuent nullement* » (Mandefield, 1959 : 1). Le *Local Native Council* du Central Kavirondo – embryon d'autorité locale indigène complètement contrôlée par le *District Commisssionner* – rechigne à contribuer au financement des services urbains (Baker, 2002 : 72). Plus généralement, les pouvoirs publics coloniaux prennent conscience des problèmes que pose cette dichotomie gestionnaire et institutionnelle par les difficultés effectives d'aménagement de la zone périurbaine qui échappe tout autant au différents avatars du pouvoir colonial qu'à ceux du pouvoir néo-coutumier (Obudho et Waller, 1976 : 97-98), qui ne trouveraient par ailleurs que peu d'intérêt et de nécessité à aménager et règlementer ces zones périurbaines selon les standards hygiénistes, esthétiques et culturels du colon.

2.2.2. La dimension urbaine de la « Seconde occupation coloniale »

Quoiqu'il en soit, la prise en compte du « *problème périurbain* » de la part des pouvoirs coloniaux est la prise en compte d'un état de faits aussi bien que d'un changement général et profond de la politique menée par l'Etat colonial envers les Africains qui les fait subitement apparaitre dans l'agenda politique d'après la Seconde Guerre Mondiale (Lewis, 2000 ; Lonsdale et Low, 1976).

Les actions, les projets, les politiques de l'Etat colonial ne se situent pas hors du temps, elles ont leur historicité. Le cadre théorique et conceptuel développé par Mamdani a largement orienté notre lecture de la différenciation spatiale qui a pu organiser le développement de l'agglomération. Centré sur la bifidité de l'Etat colonial et sa traduction en une séparation

[36] *Annual Report of Commissioner for Local Government,* 1946, p31, cité par Home, 2012, p. 16.

institutionnelle nette entre ville et campagne, ce cadre a largement été débattu, notamment en ce qui concerne son historicité (Cooper, 1999). Au-delà des circulations économiques, sociales et culturelles qui ont pu transcender la division institutionnelle ville/campagne identifiée par Mahmood Mamdani, Frederik Cooper a ainsi avancé que la matrice théorique de Mamdani se fonde sur les tentatives de séparation qui ont opéré lors des années 1920 et 1930. Il oublie selon lui les inflexions profondes que les années de guerre et d'après-guerre ont pu amener aux formes d'action et de discours de l'Etat colonial forcé de s'adapter face à la montée des différentes formes de résistances africaines à la domination coloniale. La guerre a amené son lot de changements. On y a mesuré l'utilité stratégique des possessions coloniales, et les architectes de l'Empire comptent bien garder la main haute sur l'Afrique de l'Est vue comme un territoire stratégique dans le monde de l'après-guerre et un contexte de récession impériale (Low et Lonsdale, 1976 : 1-16). Face à la montée du danger nationaliste, et pour juguler la crise qui prend de plus en plus corps dans le pays Kikuyu, la politique coloniale s'inspire du mouvement de « *welfarisation* » de l'Etat (Lewis, 2000) qu'opèrent en métropole les travaillistes dans l'après-guerre pour en maintenir l'influence et reconstruire son magistère moral sur les possessions est-africaines. Qualifiée de « *seconde occupation coloniale* » (Low et Lonsdale, 1976 : 13), cette intensification de l'action gouvernementale se caractérise par un double mouvement d'augmentation des investissements publics en faveur du « développement économique » et des réformes de l'administration destinées à pénétrer plus en profondeur (et directement) la gestion locale des affaires africaines. Elle implique donc une évolution notable du régime de sujétion dans le sens de la construction d'une forme de citoyenneté pour les colonisés qui vise à répondre aux demandes et formulations africaines de citoyenneté. Ces « *explosions de citoyenneté* », pour reprendre la formule de Cooper (1999 : 196), bousculent les contours canoniques du *Dual Mandate* théorisés dans les années 1920. Elles participent de la restructuration de la dichotomie institutionnelle entre ville et campagne. Il existe une dimension urbaine à la « *seconde occupation coloniale* », liée à des préoccupations principalement sécuritaires de la part des Britanniques. Selon John Lonsdale – et très paradoxalement – cet investissement sur les villes visait d'ailleurs à réaffirmer la division, cette fois politique, et non pas institutionnelle, entre ville et campagne :

> L'objectif était désormais de séparer de manière définitive les paysanneries africaines des travailleurs urbains […]. Les Britanniques pensaient que les mouvements pendulaires de travailleurs migrants avaient été déterminants dans la révolte Mau-Mau, en transportant l'agitation urbaine vers les campagnes. […] Pour les responsables coloniaux, la « discipline tribale » répandue dans les campagnes était la meilleure forme de contrôle des Africains. Mais au milieu des années 1950, cette ancienne opinion a été supplantée par l'idée que les Africains pourraient se discipliner eux-mêmes au sein de nouvelles solidarités et hiérarchies de classes. A condition qu'on leur en donne la chance, à travers notamment une politique de logement décents et des syndicats reconnus, les citadins africains pourraient même devenir des citoyens respectables. (Lonsdale, 2006 : 27)

C'est vers l'émergence de ces citoyens urbains « stabilisés » (Ferguson, 1999 ; Fourchard, 2011 : 234) que tend une partie de la politique coloniale de cette « seconde occupation ». Cette volonté coloniale d'éduquer les Africains à la citoyenneté qu'implique ce « paternalisme innovant » d'après-guerre (Low et Lonsdale), reconfigure largement les divisions spatiales ville / campagne qui ont pu être l'une des binarité sur laquelle s'est fondée la construction de l'Etat colonial. C'est ainsi toute la politique coloniale en rapport à la ville qui change après la guerre, non sans équivoques (Goerg, 2006 : 16) :

> C'est au moment où la ville explose, spatialement et démographiquement, à partir des années 1940, que vole en éclats la définition restrictive de la ville, véhiculée par l'idéologie coloniale, traduite par une législation contraignante et un vocabulaire discriminant. L'accélération de la croissance et les profondes mutations des agglomérations africaines remettent en question la conception coloniale de la ville. Elles en démontrent la fragilité évidente, le caractère artificiel mais aussi l'inefficacité et le caractère inopératoire. Elles rendent encore plus visible le décalage entre le discours sur la ville et les développements concrets. D'ultimes mais tardifs essais pour réformer les villes, face à la pression des colonisés, sont tentés mais le fondement même du rapport colonial rend impossible un réel changement de politique urbaine ; seules des retouches sont opérées, enrobées dans un discours progressiste ». (Goerg 2006 : 16)

Dans le cas de Kisumu, cette reconfiguration de la dichotomie – qui résulte plus en son gommage relatif qu'en sa disparition – opère un triple mouvement : une reconfiguration de la géographie des territoires institutionnels et politiques, des initiatives du pouvoir de « citadiniser » des africains dans l'enceinte de la ville officielle, et la tentative d'extension du domaine urbain dans la campagne afin de résoudre le « problème » péri-urbain.

2.2.2.1. Les refontes de la géographie institutionnelle

Le premier signe de la reconfiguration locale des structures de l'Etat bifide consiste en une transformation formelle des structures de la ségrégation institutionnelle. En 1947, le DC du *Central Kavirondo District* (la Réserve) devient le seul administrateur en charge du *Kisumu-Londiani Extra Provincial District* (KEPD), qui concentre à la fois la municipalité, les fermes indiennes de la *Sugar Belt* et les fermes européennes bordant le district de Kericho. Et dans la foulée, en 1948, le KEPD est aboli, les fermes européennes reversées au district de Kericho tandis que les terres municipales (et celles de la *Sugar Belt*) sont reversées au *Central Kavirondo District*. La dichotomie administrative entre ville et réserve est amoindrie, une seule autorité ayant théoriquement la charge de ces espaces ; mais des structures différenciées de gouvernement subsistent, ainsi que la différenciation foncière et celle des organes de gouvernement locaux[37].

Le gouvernement municipal est restructuré. Le DC renonce à la présidence du *Municipal Board* en 1954, mais en reste membre. Le *Chairman* et le *Deputy Chairman* de la *Municipal Board* sont

[37] Le *Central Kavirondo District* comporte deux formes d'autorités locales : la municipalité qui gère l'espace du *township*, et le LNC du Central Kavirondo qui deviendra en 1950 un « *African District Council* » aux compétences plus larges que leurs successeurs, selon la réforme des gouvernements locaux entreprise pour canaliser les aspirations nationalistes bourgeonnantes.

respectivement un colon, le businessman John Riddoch, et un Indien, l'avocat Dhanwant Singh. Au sein du *Municipal Board*, les Africains sont désormais représentés (nommés) : est créé un « *African Advisory Council* » en dialogue permanent avec le nouvellement créé « *African Affairs Committee* » (Anyumba, 1995 : 201). Absents du sommet de la hiérarchie municipale, les *councillors* africains (tous élus et non nommés) s'y font finalement une place de plus en plus importante dans un conseil municipal (Tableau 6), avec comme point d'orgue l'élection en 1962 du premier maire africain de Kisumu, le conseiller Mathew Ondiek.

Tableau 6 : Représentation et participation politique municipale par « race » à Kisumu, 1960-1962

	africaine	**asiatique**	**européenne**	**totaux**
nombre de conseillers	4 (0 nommé)	8	7	19
% des conseillers	21%	42%	37%	100%
Effectif recensement 1962	14116	8355	598	23069
% population totale	61%	36%	3%	100%
Effectif votant 1960	855	6081	311	7247
% des votants	12%	83%	4%	100%
% des votants rapporté au recensement de 1962	6%	73%	52%	32%

Sources : Kenya Gazette, Kenya Census 1962

Tout en faisant une place aux Africains, ces élections conservent et reproduisent la grammaire raciale. Chaque communauté raciale élit ses propres conseillers. Quoique très majoritaire, la population africaine est sous représentée : elle n'envoie que 4 conseillers (un peu moins d'un quart des conseillers). La participation africaine est faible : seuls 6% des africains voteront, ce que l'on peut supposer être le fait de restrictions fortes dans la constitution des listes électorales. A l'inverse, la population asiatique, assez bien représentée, est très mobilisée, signe d'une participation ancienne et reconnue au sein des institutions du gouvernement local. Mais les refontes du gouvernement local laissent la domination européenne sur la ville intacte. Les Européens sont largement surreprésentés, autant par l'élection que par les nominations[38]. Dans un appareil de gouvernement largement dominé par les colons et le pouvoir colonial, la place accordée aux Africains parait mince.

2.2.2.2. Projet de citadinisation et ses limites

Cette nouvelle position paradoxale au sein de l'espace urbain est lisible dans la politique de logement définie par la municipalité. Une place est faite aux Africains, mais non sans limitations, cadrages et tergiversations. On tente de revoir et de reformuler la hiérarchisation interne des races tout en maintenant en pratique la ségrégation. Ce qui commence par la définition de ce qui ne peut pas faire partie de la ville : on propose de raser (pour les réhabiliter) des quartiers ne pouvant

[38] Ces nominations comportent un nombre important de fonctionnaires coloniaux (notamment le DC).

correspondre aux considérations esthétiques coloniales, celles de *« l'apparence de l'ordre et de la propreté que Kisumu doit incarner* » (Anyumba, 1995 : 228), tels que Manyatta Arab ou des portions de Kaloleni, les deux plus vieux quartiers africains du *township*. Ces projets de réhabilitation marquent la fin d'un aveuglement municipal concernant une politique africaine du logement. Surtout, des projets de logements, financés par la municipalité, sont discutés pour remplir les vastes espaces vacants qui caractérisent les zones africaines du *township*, situées en sa périphérie intérieure (la zone-tampon). Les discussions seront longues[39], et aboutiront à la fin des années 1950 à la construction effective de logements pour les populations africaines. Ce n'est donc qu'à la toute fin de la période coloniale, en 1958[40], que sont entrepris des travaux qui viennent fonder les bases de la majorité des quartiers (toujours existants) « africains » : Lumumba Estate, Shauri Moyo, Nyalenda Railways, Mosque ou encore Ondiek Estate (Anyumba, 1995 : 202). Initiés et pensés dans la période coloniale, ils auront surtout un succès, une exécution et une postérité postcoloniale. Mais c'est bien dans la conception de ces quartiers que sont façonnées les conditions même d'une « stabilisation » des travailleurs urbains par le pouvoir colonial d'après-guerre. Face aux peurs d'une détribalisation déstructurante, et d'une mobilité géographique des travailleurs africains excessive, dangereuse et incontrôlée sont proposées des perspectives permanentes d'ancrage en ville (Ferguson, 1999 : 39).

Des conditions de logement plus pérennes et confortables façonneraient des citoyens plus paisibles et productifs, et au-delà une pièce maitresse de la nouvelle architecture civique que veut mettre en place le gouvernement colonial, par une action sur l'environnement physique, « *par les briques et le mortier* » (Baker, 2002 : 248-250). Le modèle de planification du « *neighborhood* », circulant de la métropole aux colonies (et de colonies en colonies) est appliqué dans la construction des quartiers africains : des maisons individuelles entourées d'un jardin individuel, censées promouvoir un modèle familial particulier, celui de la famille nucléaire, dirigé par un père de famille responsable (et salarié)[41], bénéficiant de services urbains permettant « *des conditions de vie saines et raisonnables* » (Mandefield, 1959 : 3). Financés par un prêt de la

[39] Sans doute à cause du manque de volonté politique dans la délimitation des nouvelles « *african locations* » et des difficultés de financement pour ces nouveaux développements, dues aux questionnement incessants, comme nous le verrons plus tard, quant à leurs viabilité. Le problème du logement indien auquel doit faire face la municipalité constitue une plus grande priorité de la décennie 1950 (Anyumba, 1995 : 200-205). Les coûts des matériaux de construction jugé adéquats pour les constructions au sein du *township* (qui doivent être « permanents »), rares dans les alentours de Kisumu et donc forcément importés, explique aussi les réticences à construire (Baker, 2002 : 304)

[40] Le rapport annuel de la municipalité de 1958 fait état des projets suivants, sans pour autant préciser leur localisation exacte *: "60 site and service schemes, 16 tenant-purchase houses, [and] 60 three-roomed houses completed for rental only to Africans. 30 plots were allocated to Africans in the Kaloleni Location, in order to enable them to build houses with permanent materials. 11 tradingcum- residential houses were built in Kaloleni. 11 plots were allocated for high class residential in Kibuye, and 12 trading-cum-residential plots were built near Jubilee market."*(cité par Obudho et Waller, 1976 : 98)

[41] "*These relationships and the civic responsibilities associated with them would be inculcated not only in "mass education" programs, but by promoting the ascendance of the privately-owned single (nuclear) family home*." (Baker, 2002 : 281)

Central Housing Board à la municipalité, ces maisons sont d'abord proposées à la location pour la majorité des travailleurs urbains, pour résoudre le problème du logement africain insalubre, sans pour autant produire les conditions attendues pour une stabilisation des travailleurs. Les logements ne trouvent pas preneurs. Le prix des locations, même subventionnées, reste élevé par rapport aux prix et conditions de vie plus libres et moins normatives que l'on trouve dans la ceinture péri-urbaine (Mandefield, 1959 ; Obudho et Waller, 1976). On pense pouvoir trouver dans les valeurs civiques de la propriété une manière de responsabiliser et d'impliquer les Africains dans la vie urbaine[42]. C'est alors la location-vente qui est promue, dans une reformulation pragmatique du projet initial de répondre globalement à la question du logement africain. Les apports initiaux demandés pour l'accession aux projets bloquent l'accession à cette forme de propriété à la plupart des Africains. Pour beaucoup d'entre eux, c'est se placer sous le contrôle direct et contraignant – notamment par rapport au « style de vie » attendu – de l'administration municipale ; surtout, « *les mécanismes de propriété basés sur le clan étaient considérés plus sûrs que l'usage perpétuel garanti par le gouvernement colonial* » (Baker, 2002 : 325-328). Ce sera la frange aisée, la plus « respectable » (Mandefield, 1959 : 3) qui investit dans ces locations-ventes, et l'espoir des administrateurs coloniaux est alors de voir apparaître la fracturation de l'homogénéité des communautés ethniques par la constitution d'une classe d'Africains aisés acquise au mode de vie urbain et aux valeurs civiques qu'il reflète. Classe aisée d'Africains urbains qui, en retour, devrait alors avoir un rôle modèle pour les autres Africains, et promouvoir ainsi les valeurs (et l'esthétique[43]) fondatrice d'une sorte de nouveau contrat social colonial.

Or, cette reformulation de la politique du logement envers les Africains ne vient pas totalement réaliser son but de stabiliser les travailleurs urbains en ville. L'investissement des Africains en ville ne sert pas principalement l'occupation effective des logements par les propriétaires, logements qui sont proposées à la location. Les propriétaires semblent d'ailleurs plus enclins à réinvestir les loyers récoltés non pas en ville, mais dans leur territoire d'origine au sein de la Réserve (Baker, 2002 : 328). Encore une fois, la politique urbaine coloniale ne produit pas les effets escomptés, enfermée dans sa normativité et incapable de saisir et comprendre le rapport complexe des Africains à la ville. Toute la distance entre le « paternalisme innovant » du pouvoir colonial, la maigreur de ses réalisations et leur inadaptation face aux manières d'être en ville africaine est lisible dans le commentaire suivant de Mandefield, chargé des affaires indigènes à la municipalité : « *Le Conseil Municipal hésite à s'engager dans un programme de maisons*

[42] "*One of the best contributions that could be made to the stability of our social structure and to its defences against any encroachment of the theory of communism would be the creation of our municipal and township areas of the African as a property owner, encouraging him to accept gradually the duties and responsibilities that such a position entails.*" *Report on African Housing in Township and Trading Centers* (*Vasey Report)*, 1950

[43] Comme le propose Mandefield, l'administrateur en charge des questions indigènes à la *municipal board* de Kisumu : « *on mettra tout en œuvre pour que le village présente une apparence aussi agréable que possible. On veillera strictement à ce que les bâtiments soient conformes au style choisi ; les murs extérieurs seront blanchis à la chaux, et l'on organisera des concours pour encourager la création de jardins*. » (1959 : 3)

locatives, car il estime que les loyers seraient tellement plus élevés que ceux en vigueur dans les zones périurbaines que les Africains aimeraient mieux vivre dans l'inconfort et la crasse si cela leur permettait d'avoir plus d'argent à dépenser pour leurs plaisirs » (Mandefield, 1959 : 2).

2.2.2.3. La ville à la campagne ?

La tentative de refonte partielle de la division institutionnelle ville-campagne se traduit donc par la volonté de reconsidérer la place des Africains dans la ville coloniale officielle. Au-delà de cette volonté de contrôler, et même susciter, une urbanisation africaine au sein des frontières de la ville officielle, il s'agit de trouver une solution au « problème périurbain », et de trouver un moyen d'action sur un espace qui échappe au contrôle des instances du gouvernement urbain.

Mandefield affirme ainsi que les réalisations de la municipalité doivent permettre « *d'attirer dans la municipalité un certain nombre de familles respectables venues des zones péri-urbaines, et de soulager ainsi ces zones* » (Mandefiel, 1959 : 3). Au-delà de la simple prise de conscience d'une communauté de destin entre ville officielle et ceinture périurbaine, le pouvoir municipal, sans changement de sa juridiction effective – et donc sans modification des frontières du domaine de la ville officielle – essaie d'organiser l'aménagement des zones périurbaines. En ce sens est diligentée en 1953 une vaste enquête visant à déterminer les moyens d'action pour aménager selon des standards urbains les zones densément peuplées entourant le *township*. Cette enquête, conduite sous l'égide du *Medical Officer of Health* d'un gouvernement municipal en plein essor, constitue la première tentative sérieuse de documentation sur la zone (comprenant les « villages » de Manyatta, Nyalenda, Kibuye, Panpieri, Badani, Usoma, et Kanyakwar). Un recensement est établi, où sont relevées les activités des habitants ainsi que leurs conditions de logement (nombre de chambres, loyers etc.) dans un rayon de 1 mile autour de la ville.

Cette enquête, ensuite transmise au *Ministry of Housing*, et à la *Central Housing Board*, organismes ayant la charge de la définition et du financement de la politique du logement dans la colonie, sert à appuyer la demande de la municipalité de contrôler directement les zones périurbaines. Allant toujours de l'avant dans leur volonté de dépasser leur périmètre de juridiction, les fonctionnaires municipaux imaginent des projets d'aménagement. Pour faire face à « l'urgence » en matière de logement, problème essentiellement vu sous une dimension sanitaire, on pense à importer des préfabriqués de la métropole pour constituer des quartiers africains en pleine Réserve dotés de réseaux d'eau et d'assainissement. Partant d'un présupposé culturaliste selon lequel les Africains préfèreraient les constructions circulaires, ce sont des quartiers entiers de « *rondavels* » préfabriquées qui sont projetés à la construction dans la ceinture périurbaine, sans trop savoir sur quel pouvoir concret ces propositions d'aménagement vont pouvoir se fonder. La volonté d'aménagement urbain des espaces ruraux hors du *Town* se brise sur l'impossibilité institutionnelle et administrative d'agir dans l'espace de la Réserve. Par ailleurs, les membres de l'*African District Council* (qui succède aux LNC), potentiellement les

seuls à pouvoir appuyer le projet, se montrent tout à fait rétifs face aux préfabriqués (Anyumba, 1995 : 265). Finalement, c'est en grande partie face à l'impossibilité d'agir dans la Réserve que les projets de logements urbains destinés aux Africains se concentrent presque par défaut au sein du *township*. Ils seront en quelque sorte des « *villages témoins* », prototypes de ce qui veut être fait dans la ceinture périurbaine[44] (et qui ne sera jamais fait, sauf par un projet de la Banque Mondiale à la fin des années 1970, voir chapitre 5).

3. KISUMU, METROPOLE AFRICAINE ?

Le projet de stricte séparation des domaines de la ville et de la campagne n'a pas permis d'éviter la formation d'un tiers-espace, pas complètement rural, pas complètement urbain. Puis les tentatives d'après-guerre de normalisation et de contrôle des dynamiques de peuplement dans cette ceinture périurbaine se sont révélées aussi infructueuses. Les intentions coloniales ont buté sur la réalité des divisions institutionnelles précédemment construites. Aussi, les discours et les intentions n'ont que peu été suivis d'effets. Enfin, les effets attendus ont été largement déviés par des modalités d'appropriation spatiale indigènes. Non pas que les faillites d'une volonté « d'urbanisation permanente » selon les standards coloniaux indiquent une aversion indigène pour la ville qui validerait la représentation commune d'Africains consubstantiellement inaptes à la vie urbaine : les logiques africaines de l'urbanisation suivent leur propre voie, assez peu compréhensibles et classifiables du point de vue de la normativité urbaine coloniale. Elles ont dépassé le cadre spatial de la ville officielle, et viennent aussi influencer plus largement l'espace luo dans son ensemble. Bien au-delà des tentatives de circonscription de l'urbain autour d'un noyau colonial isolé de son environnement, le pays luo a été polarisé par la ville de Kisumu, marquant son insertion dans l'espace colonial et mondial. Kisumu est devenue au fur et à mesure de la période coloniale un lieu et un enjeu de la formation de l'identité ethnique Luo.

3.1. Les facteurs de polarisation régionale autour de Kisumu

Kisumu occupe une position symbolique centrale dans la géographie réticulaire de la formation de l'identité Luo. Cette position résulte d'une appropriation en partie réussie menée par certaines élites de la communauté ethnique d'un espace urbain largement contrôlé par le pouvoir colonial, et central dans l'organisation de l'économie régionale. Car la « conquête » du *township*, les tentatives de son appropriation, ne valent pas seulement pour le symbole, mais marquent une

[44] Comme le note Mandefield en 1958: « *on étudie le projet tendant à regrouper les habitations périurbaines sous forme de villages* […] *on se rend compte cependant que l'étude et la réalisation des projets envisagés prendront sans doute plusieurs années et, étant donné la nécessité urgente d'alléger la détresse dont souffrent les habitants de la zone périurbaine, la municipalité envisage en fait de construire un village analogue sur un terrain vague situé sur le territoire de la commune.* »

étape importante de l'insertion accrue des Luo dans les circuits du commerce régional qu'organise (et polarise) largement Kisumu, et dont ils ont été continuellement exclus (Atieno Odhiambo, 1976 : 223-225).

Les discontinuités spatiales construites sur le plan institutionnel n'impliquent pas une fermeture complète de l'influence de Kisumu sur son arrière-pays. La division institutionnelle entre ville et campagne n'a pas annihilé les liens économiques, sociaux et culturels entre Kisumu et son arrière-pays, qui n'ont d'ailleurs cessé de s'épaissir durant toute la période coloniale[45]. Ceci est évident lorsqu'on considère l'émergence de la ceinture péri-urbaine. A plus petite échelle, c'est tout aussi juste lorsque l'on considère la polarisation qu'opère Kisumu sur son espace régional et donc la campagne luo environnante. Relatant son expérience de professeur à la *Maseno High School*, Oginga Odinga manifeste incidemment dans la métaphore ce rôle régional qu'endosse Kisumu : « *je savais qu'il n'y avait pas qu'une seule manière de résoudre un problème, et tout particulièrement un problème de mathématiques* […]. *Je comparais ceci avec les routes menant à Kisumu. Il y avait plusieurs manières de se rendre à Kisumu, je disais à ma classe, mais il n'y a qu'une route qui est la plus courte.* » (1968 : 45). Sans doute que Kisumu n'est pas le centre d'un espace vécu pour tous et ne façonne pas une nouvelle quotidienneté pour la majorité de la paysannerie luo (Atieno Odhiambo, 1976) ; et sans doute que pour le microcosme de Maseno – institution coloniale visant à la formation des intermédiaires du contrôle administratif – Kisumu occupe une centralité qui n'est pas la même que pour les masses paysannes. Nous émettons l'hypothèse que dans le rapport à la ville, ou plutôt dans des formes de succès urbain acquis à la fin de la période colonial, se joue une différenciation sociale au sein de la société luo. La centralité de Kisumu dans la représentation par les Luo de leur territoire ethnique est le fruit de la conquête de la ville par ses élites, et de d'un degré d'insertion accru d'une ville qui tend à polariser de plus en plus l'arrière-pays luo.

Kisumu est à l'avant-poste dans la pénétration et la diffusion des relations coloniales dans le pays luo, et pour reprendre l'image de Sir Charles Eliot (1905), point de la colonne vertébrale (l'infrastructure ferroviaire) à partir de laquelle se sont peu à peu construits l'Etat colonial et son influence sur les paysanneries environnantes. Les spatialités topologiques centrales pour la genèse de la ville ne contredisent pas la lente formation d'un espace régional polarisé par Kisumu, alors centre administratif et économique de ce qui deviendra une région aux multiples

[45] Fait qu'admet d'ailleurs largement Mamdani dans une réponse aux différentes lectures critiques dont a pu faire part *Politique Africaine* à propos de son livre, *Citizens and Subjects*: « *je ne peux que répondre encore une fois qu'ils n'ont pas compris. Je n'ai jamais prétendu que le rural était détaché de l'urbain dans tous les domaines – culturel, social, économique et politique. En fait, il me semble que la tendance générale était justement inverse : les flux de communication, de marchandises et de gens ainsi que l'interdépendance du rural et de l'urbain augmentèrent pendant l'époque coloniale. Mon propos se voulait plus précis. Il concernait uniquement le domaine politique : la séparation rigide du rural et de l'urbain, comme celle d'une ethnicité par rapport à une autre, était devenue l'une des caractéristiques de l'organisation du pouvoir dans l'État d'administration indirecte. Et cette double séparation était d'autant plus tragique qu'elle allait à l'encontre du courant général*. » (Mamdani, 1999 : 206)

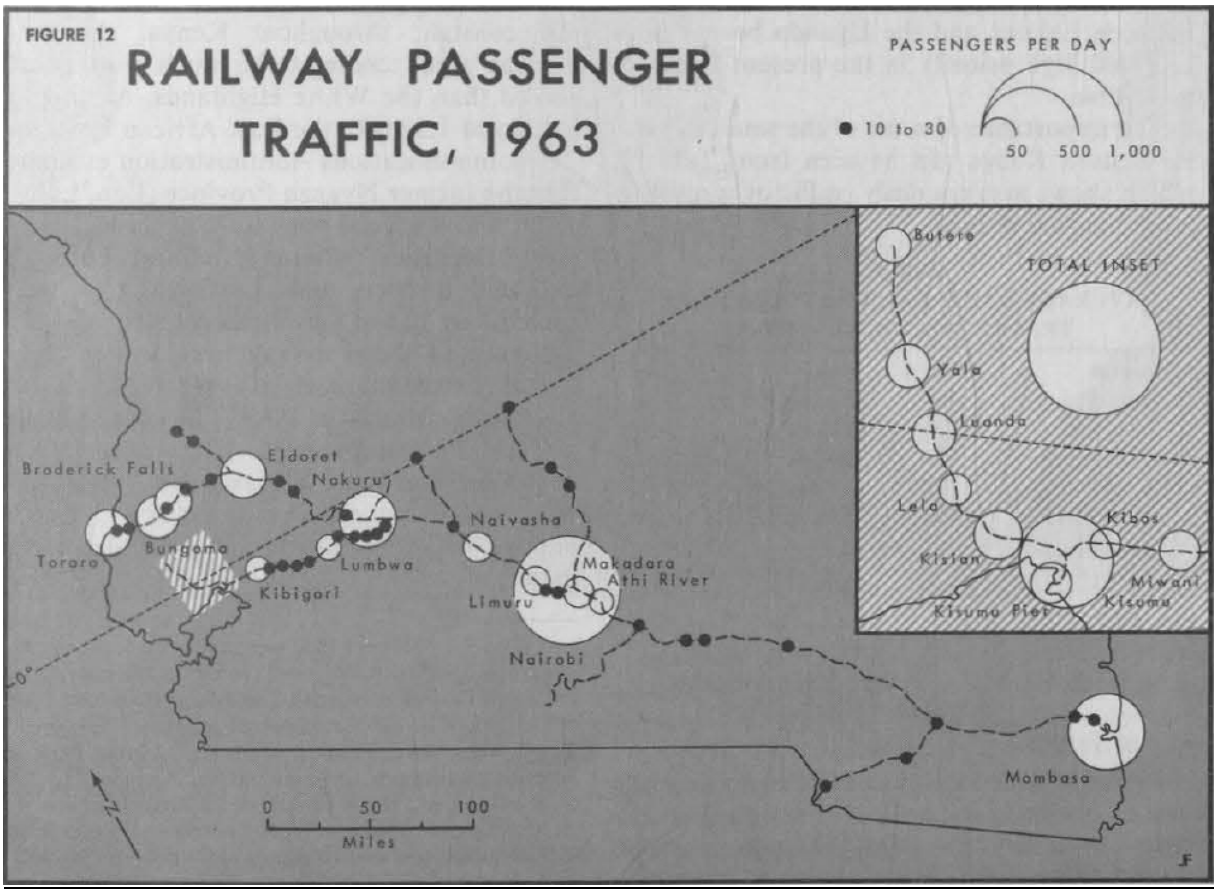
contours et appellations, point d'articulation et interface entre économies régionale et internationale.

3.1.1. « Tous les chemins mènent à Kisumu »

Les voies de communication, sentiers, routes, chemins de fer et voies lacustres formeront le squelette, artères et veines de l'espace polarisé autour du cœur régional. Produits autant que vecteurs du pouvoir colonial, ces multiples voies font transiter les productions agricoles, marchandises, hommes, idées et religions. Entre 1901 et 1915, nombre de routes sont construites pour connecter les campagnes luo et luhya au chemin de fer (Ogonda et Onyango, 2002 : 226) ; dans le même temps, les postes et stations administratives existantes (Mumias, Port Victoria, Kendu Bay, Homa Bay, Kisii) sont aussi reliées par route à Kisumu (Waller et Obudho, 1976 : 13). La promotion du commerce par les autorités coloniales se traduit par la fondation d'une multitude de *trading centers*, qui fournissent la base d'un réseau de lieux centraux qui a forgé jusqu'à maintenant l'armature commerciale et urbaine de la région. Sentiers et routes relient ces différents lieux à Kisumu, qui abrite aussi le port mère d'une myriade d'autres petits ports qui se distribuent sur le golfe du Kavirondo (Ford, 1955). Le trafic entre ces ports et celui de Kisumu dépassent les tonnages mesurés entre le port de Kisumu et les ports tanzaniens ou ougandais (Ford, 1955 :35). L'épaississement des relations qu'entretient Kisumu avec son arrière-pays est largement entretenu par la construction en 1931 d'une branche ferroviaire reliant Kisumu à Butere (Carte 18), son aire d'influence est alors brusquement projetée sur un axe Nord (Memon, 1975 : 146 ; Ford, 1955 : 46). Kisumu est à ce moment-là un exutoire de choix pour les riches hautes terres luo et les campagnes luhya, grandes productrices de maïs. Ce nouveau lien ferroviaire a probablement aidé la ville de Kisumu à maintenir son développement face à la construction du chemin de fer reliant Kampala à Nakuru qui a détourné une part importante du commerce est africain à la défaveur de Kisumu (voir chapitre 1). Le développement des relations de proximité a en partie compensé une déconnexion relative de Kisumu aux flux de plus petite échelle avec l'Ouganda (Memon, 1976 : 147), et permis d'entretenir la bonne santé de l'économie urbaine. Cette branche devient la portion ferroviaire la plus utilisée du Kenya pour ce qui concerne le trafic de passagers (Carte 18). En 1963, l'année de l'indépendance, « *bien que Nairobi soit le centre le plus actif en ce qui concerne le trafic total, les six stations le long de la petite branche entre Kisumu et Butere envoient et reçoivent ensemble plus de passagers que la capitale. En fait, si la station ferroviaire de la jetée de Kisumu – qui sert le trafic du Lac Victoria – était ajoutée à la station principale de Kisumu, Kisumu seule surpasserait Nairobi en trafic total. La branche de Butere est la seule à avoir été construite expressément pour servir les intérêts commerciaux de fermiers africains.* » (Soja, 1968 : 34-36). L'influence de Kisumu sur ses campagnes environnantes a été déterminante sur leur devenir. Ville presque sans colons, îlot urbain entouré d'une réserve constituée de terre presqu'homogénement non aliénées, très densément peuplées, et largement connectées, Kisumu, comme le souligne John Lonsdale,

entretient avec les campagnes luo des relations bien plus intimes et « africanisées » que les relations de villes comme Nakuru ou Eldoret avec leurs arriéres-pays africains : « *parmi les plus grandes villes de l'intérieur, seule Kisumu étati entourée d'une campagne africaine capable de subvenir aux besoins des citadins. En revanche, les villes de* White Highlands*, comme Nakuru et Eldoret, servaient, comme on pouvait s'en douter, de places de marché aux colons blancs, et non pas aux producteurs et commerçants africains* » (Lonsdale, 2006 : 20).

Carte 18 : L'importance du nœud ferroviaire de Kisumu dans le transport de passagers à l'indépendance



Source : E.Soja, The Geography of Modernization in Kenya : A Spatial Analysis of Social, Economic and Political Change,1968, p35.

Polarisant le pays luo, Kisumu est un lieu central de l'expérience de la migration des Luo dans l'espace colonial kényan et est-africain. Finalité possible d'une migration, Kisumu est aussi une première porte vers la connaissance de multiples ailleurs, comme les différents bassins d'emplois du réseau urbain est africain, les plantations des *White Highlands*, ou bien encore les différents théâtres d'opération militaire dans lesquels les *King's African Rifles* ont pu être impliqués. C'est aussi ce lieu qui marque, pour cette diaspora luo d'un Kenya de l'Ouest qui a servi de réserve de force de travail dans toute l'Afrique de l'Est, la porte du retour ; en bref, un lieu presque forcément traversé dans cette expérience de la migration qui a tant participé de la construction même de l'identité luo (Carotenuto et Luongo, 2009).

3.1.2. Les indiens, principaux animateurs du commerce et de l'économie régionale

De par sa centralité dans un réseau de voies de communications régionales, Kisumu est à la tête de ce réseau en construction et organise la physionomie du commerce régional (Obudho, 1976 : 25)[46]. Les acteurs africains ont dans ce réseau commercial une position marginale. Les acteurs dominants sont les immigrants originaires du sous-continent indien. L'implantation coloniale est intimement liée à la progression du commerce indien dans toute la région : les *dukas,* à la fois commerces de détail, entrepôts et lieux de vie pour les commerçants fleurissent là où sont fondés les *townships, trading posts*, centres missionnaires et marchés temporaires. Les commerçants suivent souvent les administrateurs coloniaux dans leurs voyages à travers la province[47]. L'investissement et le succès des Indiens dans le commerce est la conséquence directe de la politique racialiste coloniale. Contrairement aux Africains, ils ne sont pas soumis au lot de restrictions concernant l'accès au crédit ; ils sont perçus comme les vecteurs de la pénétration d'une nouvelle culture matérielle, et comme les intermédiaires nécessaires à la commercialisation des productions agricoles africaines. Chaque petit marché compte ses commerçants indiens, par lesquels se diffusent les cotonnades (appelées *Merikany* ou *Japani* en fonction de leur provenance), le savon, la houe anglaise, etc. (Onyango Omenya, 2012) ; les paysans africains amènent leur surplus pour les commercialiser. Le commerce est donc largement favorisé par la politique coloniale, et exclut la plupart des Africains, à l'exception notable des chefs de l'administration indirecte dont certains réussissent pour certains à s'insérer dans les échanges régionaux, comme Daniel Odindo, chef de la *location* d'Asembo (Onyango Omenya, 2012 : 129-130). Familier de Kisumu, il a travaillé au *District Office* dans la collecte des taxes ; chef depuis 1917, il organise un commerce florissant de poissons séchés pour alimenter les travailleurs africains attachés aux différentes compagnies sucrières situées dans la « sugar belt » qui longe le Nyando Escarpment juste au nord ouest de Kisumu. Ces terres font partie des seules terres aliénées de la Province (Onyango Omenya, 2012 : 78). Elles le sont au bénéfice de paysans indiens, majoritairement des Sikhs, qui ont la charge d'y faire pousser de la canne à sucre pour en tirer du sucre censé, par son exportation, rentabiliser les investissements coloniaux. Sous l'impulsion de capitaux indiens se développent bientôt à Kibos, dernière station avant ferroviaire, une raffinerie de sucre et une usine de *jaggery* (sucre non raffiné). Les richesses accumulées dans les campagnes sont largement réinvesties en ville, dans le commerce et d'autres industries (Onyango Omenya, 2012 ; Anyumba, 1995).

[46] « *The central places in Western Kenya were already organized into four hierarchies : at the top was Kisumu town dominating the whole region ; second there were agro-bomas, Kisii, Kericho, Kapsabet, and Kakamega ; third the port towns such as Kendu Bay, Homa Bay, Karungu, Kuwuor, and Sio Port ; and fourth, innumerable trading centers or periodic markets.*" (Obudho et Waller, 1976, :25)

[47] « *for these non-africans traders, Kisumu was a depot for the distribution of imported goods throughout Nyanza Province and Eastern Uganda. It was also the place where the raw materials gathered from periodic rural markets in the hinterland were assembled for export*." (Obudho et Waller, 1976 : 91)

En plus de l'industrie du sucre, on compte des usines de savon et d'huile qui irriguent le pays luo de leurs productions (Ford, 1955 : 49). Par le commerce et leur accès dans l'économie de plantation de grande échelle, par l'accès à la ville, les populations indiennes ont pu bien plus et bien plus tôt pu amorcer une dynamique d'accumulation que les Africains, entravés dans leurs entreprises commerciales. Des individus comme Allidna Visram construisent de véritables fortunes par le commerce régional : ses différentes *dukas* se fournissent d'abord à Kisumu, pour ensuite être représentées dans tous les *trading center* de la région, employant plusieurs centaines d'Indiens et tout autant d'Africains (Onyango Omenya, 2012 : 107). En plus d'une mainmise générale sur le commerce de détail comme de gros et sur le petit secteur industriel de la ville, les businessmen indiens deviennent aussi incontournables dans le secteur du transport, par la possession de nombreux boutres (*dhow*). Bien plus souples et bien moins onéreuses que les modalités de transport proposées par les différents avatars de la compagnie gouvernementale, ils deviennent un moyen de transport important qui fera le lien entre les différents ports du Golfe du Kavirondo et Kisumu, transportant sucre, grains, bois de construction, ciment, savon, pétrole, kérosène, et *ghee* (Ford, 1955 : 38-39), toutes marchandises dont Kisumu est devenu le pôle de distribution régional.

3.2. D'un relai du pouvoir colonial à la construction du nationalisme luo : l'inflluence de Kisumu sur la société luo

3.2.1. La diffusion de la chaine du pouvoir colonial

Malgré leur position subalterne dans les circuits d'une économie coloniale régionale polarisée par le rôle de marché et par la centralité logistique de la ville de Kisumu, les paysanneries africaines ont été assurément influencées par la multiplicité des liens noués entre la ville et la campagne. En ce sens, Kisumu est un nom et lieu connu, qui tout en restant étranger et lointain, n'en reste pas moins central dans la compréhension paysanne des changements qui affectent le pays luo. Margaret Ogola, dans son roman *The River and The Source* (Encadré 3), relate la manière dont son héroïne perçoit de campagne de Sakwa la ville de Kisumu dans les années 1920: « *elle savait que c'était de là* [Kisumu] *que venaient les vêtements et les chaussures et les livres, et là où tu devais aller si tu avais une grosse affaire au tribunal ou si tu devais prendre le train, mais elle ne savait pas comment on y vivait* ». Capitale provinciale, Kisumu est ce lieu à partir duquel se diffuse le pouvoir colonial. Le témoignage autobiographique d'Oginga Odinga (1968) est riche de ces références à Kisumu, lieu important, même si peu côtoyé, dans la compréhension du pouvoir colonial par des populations africaines. Les diverses circulations, rumeurs et histoires de la rencontre avec les *Jorechere* (les Blancs) ancrent Kisumu au sommet d'une hiérarchie imaginée du pouvoir, largement crainte. C'est ainsi qu'il représente la chaine administrative du pouvoir colonial :

> Le *District Commissioner* était loin des gens. Il vivait à Kisumu et nous entendions qu'il était à la tête de tous les chefs, mais les gens ne le voyaient jamais ou rarement. Le *Provincial Commissioner* semblait être une sorte de roi, si loin et glorifié que nous doutions de son existence. Comme nous entendions qu'il y avait un Roi et un Gouverneur, nous entendions qu'il y avait un Provincial Commissioner : nous ne savions que peu de choses sur lui » (Odinga, 1968 : 15)

Sa première rencontre avec un Blanc se fait avec un administrateur venu à Bondo pour planifier l'endiguement d'une épidémie de peste, et illustre les relations géographiques du contrôle colonial :

> On disait que pour arrêter la peste il fallait piéger les rats, couper leur queue et les envoyer au Chef. De là, j'appris plus tard que les queues étaient rassemblées par dix et envoyées à Kisumu ; sur les murs du *Commissioner* étaient affichés les tableaux des prises de rats au mois. C'était dans ces années que le gouvernement commençait à collecter des taxes de notre peuple : les taxes et l'injonction de produire des queues de rat ont toujours été associées comme étant le bras du gouvernement tentant d'atteindre nos villages (Odinga, 1968 : 2).

La chaine hiérarchique de l'administration coloniale fait de Kisumu le lieu d'où partent les collecteurs d'impôts, les officiers des services vétérinaires et bien d'autres représentants de l'ordre colonial. C'est là que l'on vient solliciter les autorités coloniales dans la résolution des conflits locaux, chercher audience auprès des autorités (Encadré 3). C'est aussi de Kisumu que partent les tentatives de promouvoir les cultures d'export, par le biais des instructeurs agricoles qui sillonnent les différentes *baraza* de la région, avec plus ou moins de succès[48].

Encadré 3 : Kisumu et les femmes dans le roman kenyan : pouvoir, polarisation, émancipation et attachement

Margaret Ogola, dans son roman *The River and The Source* (1994) narre la saga familiale d'une famille luo de Sakwa à travers les récits de vie de quatre générations de femmes, des temps précoloniaux à la période contemporaine. La première partie du livre fait état de la rencontre coloniale, et illustre du point de vue romanesque les différents changements d'échelles qui s'opèrent alors dans la représentation luo de l'espace. Obura, le fils d'Akoko – protagoniste de la première partie, jeune homme au caractère fougueux – construit une curiosité grandissante pour les *Jorechere*, les Blancs. On lui a rapporté l'existence du chemin de fer, « *merveille des merveilles qui ressemblait à une chenille portant beaucoup de choses.* », mais aussi l'introduction de la monnaie et du rapport salarial qui permettent de tout acheter. Ces innovations, et les espoirs qu'elles suscitent, poussent le jeune homme à émettre le vœu de « *voir le monde, et ce que les autres font, et en quoi ils sont différents* ». Il s'enfuit à Kisumu, s'enrôler pour l'armée et mourir au Tanganika sur les théâtres d'opération de la Première Guerre Mondiale. Après la mort de son mari – un chef colonial – c'est à Kisumu qu'Akoko cherche l'aide de ce lointain *Sirikali*, le gouvernement colonial, après l'usurpation de la position de chef par son beau-frère Otieno. Elle veut rencontrer « *le grand chef Blanc* », le DO (*district officer*, qu'elle nomme *diyo*) dont elle comprend qu'il n'est qu'un chainon d'un espace de pouvoir bien plus vaste. Au fur à mesure qu'elle s'approche de Kisumu, les paysages, quoique peuplés d'Africains, se font de plus en plus étranges. Les innovations dans la culture matérielle apportées par le colonialisme se font de plus en plus visibles : les fenêtres et la peinture font leur apparition, « *les maisons devenaient de plus en plus larges et de plus en plus bizarres. La plupart avaient des murs blancs et des toits rouges. D'autres avaient des murs de ferrailles, et des toits*

[48] On se réfère ici à l'exemple largement documenté de l'échec durable des pouvoirs coloniaux dans leur tentative d'implantation de la culture du coton chez les paysans de la région. (Fearn, 1961 ; Reed, 1989)

rouillés. Quelques-unes étaient traditionnelles». Elle rencontre dans les franges de la ville ce qu'elle pense être un blanc ; il s'agit en fait d'un commerçant indien. Elle porte sa plainte devant le *District Commissionner* « *un homme qui respirait le pouvoir et l'autorité […] qui incarnait la loi et le gouvernement* ». Il lui donnera gain de cause et ordonnera la déchéance de la position de chef de son beau-frère. Le voyage à Kisumu a donc pu constituer pour Akoko une simple découverte de l'étrange et de l'étranger ; mais le recours à la ville constitue bien plus profondément une découverte d'une nouvelle géographie des pouvoirs dont elle utilise les ressorts pour contrer les structures patriarcales à la source de son malheur et de sa dépossession.

Dans le roman de Margaret Oludhe Macgoye, *Coming to Birth*, le choix de migration à Kisumu joue un rôle similaire dans ce processus d'émancipation d'une héroïne féminine. De Gem (dans les années 1930), c'est à Kisumu que Victoria Adiero se rend pour fuir son mauvais mariage et un enfant non désiré. Elle se retrouve bientôt prostituée dans ces *« franges en désordre de la ville* ». Originaire de Kano, juste à l'est du *Township*, sa nouvelle activité et son nouveau mode de vie urbain ne la coupent pas complètement de ses origines rurales : *« quand elle est arrivée à Kisumu elle avait cultivé un petit lopin près de la voie de chemin de fer, par besoin de ce lien avec son ancienne vie* ». Les membres de son clan paternel sollicitent ses surplus monétaires lors de diverses difficultés, notamment les moments de famines dus aux épisodes d'inondations et de sécheresse qui rythment la vie de cette plaine difficile. Elle participe aussi à la constitution de la dot et au paiement des frais de scolarité des jeunes hommes de son clan. La prostitution marque un ancrage urbain réussi ; devenue matrone, sa maison close est électrifiée, raccordée au réseau d'eau, le toit de chaume est remplacé par de la tôle ; elle possède même un gramophone, une radio et une montre.

Pour ces deux héroïnes, Kisumu est un avant-gout de la ville avant une migration pour Nairobi. Mais atteindre Nairobi n'est en rien une finalité, point d'arrivée d'un long chemin linéaire qui mènerait de la ruralité à la modernité urbaine détribalisée. Elles ne cesseront toujours, dans la quête identitaire qui les anime toutes, en particulier les personnages d'Oludhe Macgoye, de poser la question de l'appartenance et du retour. Et force est de constater que Kisumu reste centrale dans cette quête. Déjà en tant que passage obligé sur le chemin du retour, lieu traversé qui mène à la *dala*; mais aussi en tant que compromis entre la radicalité du détachement dont elles ont fait l'épreuve à Nairobi, et la familiarité des origines. Comme le résume Victoria : *« peut-être était-ce seulement à Kisumu que je pouvais respirer plus librement.* ». Les mobilités identifiables des héroïnes qui font ces romans placent donc Kisumu à une place très particulière dans leur parcours, autant familière qu'étrangère, à l'image de la position de la ville dans la construction de l'identité luo.

Sources : Margaret Oludhe McGoye, Coming to birth, 1986 ; Margaret Ogola, The River and The Source, 1994

La diffusion du pouvoir colonial est graduelle. Elle procède du tissage progressif des voies de communication autour de Kisumu. C'est au sein des *locations* environnant le *township* que se fait d'abord sentir l'étreinte coercitive du bras du gouvernement. Le recrutement des candidats à la migration pour le travail y est plus important que partout ailleurs, et les zones proches de Kisumu fournissent d'importants contingents pour l'armée coloniale (Ogot, 1963, Parsons, 1998 : 78). C'est aussi dans ces zones que le chemin de fer influe le plus, et le plus tôt, sur le quotidien paysan. L'introduction de la houe anglaise (*Kasiri*) est plus précoce dans la région autour de Kisumu qu'ailleurs dans la région, du moins chez les chefs et la petite élite éduquée (Kitching, 1980 : 28). Dans le temps de l'installation du pouvoir colonial (jusqu'aux années 1930), la production de cultures d'export comme l'arachide ou le sésame (pour l'huile) est encouragée par

les pouvoirs coloniaux pour générer un revenu en numéraire qui puisse permettre le paiement de l'impôt, et singulièrement la *hut tax*, dans ce but de rendre la colonie financièrement autonome, et ainsi justifier les énormes dépenses de la construction du chemin de fer (Kitching, 1980 : 25-26). Ces nouveautés introduisent une diversification et une extension des cultures dans les paysages du *Central Kavirondo District* qui domine les autres districts de la province du Nyanza dans le domaine de l'agriculture commerciale africaine[49] du fait de la proximité plus grande du chemin de fer et des stimulations du pouvoir colonial (Fearn, 1961). La participation à l'agriculture commerciale, favorisée par les agents coloniaux, est donc à l'échelle du pays luo géographiquement inégale. Les changements dans les paysages ruraux, l'introduction des nouvelles cultures agricoles et des nouvelles méthodes culturales touchent largement plus les zones polarisées par Kisumu, notamment au sein du *Central Kavirondo District*[50] (Kitching, 1980 : 47-50). La commercialisation de ces surplus agricoles se fait majoritairement aux échelles locale et régionale. Mais une part importante de la production commerciale est destinée au marché international : 26% du maïs produit dans le district du *Central Kavirondo* a pu être exporté hors du Kenya (Kitching, 1980 : 45). Ainsi, le développement de l'économie agraire régionale s'articule aux fonctions logistiques de gestion des longues distances du capitalisme colonial[51].

3.2.2. Un espace métropolitain de la formation des élites africaines

Ces espaces partiellement insérés et intégrés aux fonctions logistiques de la ville participent à la formation d'une élite luo. D'une part les foyers qui réussissent à dégager ces surplus, et d'autre part les individus qui participent activement à la commercialisation investissent leurs profits dans des biens de consommations par lesquels est exprimée une forme de distinction. On appelle *jonanga*, littéralement « ceux qui portent des vêtements », ceux qui ont choisi de se couvrir de *Merikany, Japany* et d'abandonner certains éléments de la culture matérielle luo que défendent certains traditionnalistes, les *jokoyo* (« ceux de la tradition ») (Atieno Odhiambo, 1992 : 11-27). Les *jonanga*, largement victorieux des *jokoyo,* recoupent largement les *josomo,* « ceux qui lisent », et qui ont eu donc accès à l'école missionnaire. Auxiliaires de l'administration coloniale, ils sont avec les chefs les premiers Africains à se positionner dans la commercialisation des

[49] 4000 tonnes de maïs et de farine de maïs sont exportées du district du *Central Kavirondo* où se trouve Kisumu en 1917-1918 (73 887 tonnes sur la période 1909-1918), 400 tonnes de graines de sésame (Kitching, 1980 : 28).

[50] Pour documenter ce changement dans les productions et le travail paysan, Kitching cite largement une monographie de Margaret Hay « *Economic Change in Luoland : Kowe 1890-1945* », 1972. La Kowe location dont il est question subira des changements profonds pour répondre à l'insertion de la zone, située à 30 km à l'ouest de Kisumu, presque à la frontière des frontières actuelles de la municipalité. Parmi ces changements sont énumérés l'augmentation des surfaces cultivées, la diversification des cultures, les innovations culturales.

[51] C'est ce qu'affirment aussi Obudho et Waller : « *in the whole Nyanza, the increasing number of periodic markets, tranding centers, townships helped to improve the communication pattern which aided the rural-to-urban migration. The central places also helped to establish the spatial connection between Nyanza and the international exchange economy*." (1976 : 17)

surplus agricoles, entretenir des relations commerciales avec les commerçants indiens, et amorcer une dynamique d'accumulation personnelle et familiale.

Kisumu est aussi un lieu de marché où les surplus se vendent, et les richesses se font. La ville devient le centre des réseaux commerciaux africains en voie d'autonomisation de la mainmise indienne. Certes, sur les 658 terrains commerciaux attribués que compte le *town* en 1954, seuls 17 le sont à des Africains (contre 548 pour les Indiens et 93 pour les Européens) (Fearn, 1961 : 163). Mais à ce total des terrains commerciaux doivent être ajoutés les 156 étals du *Jubilee Market*, construit en 1935 dans l'idée de favoriser l'agriculture commerciale africaine. Le marché de Jubilee, quasiment exclusivement africain, réunit l'éventail des productions agricoles régionales destinées à satisfaire les demandes des résidents de Kisumu, asiatiques, européens et africains en produits frais (légumes, fruits, céréales, poulets, poissons). Le marché regroupe des producteurs agricoles de tout l'hinterland de Kisumu, et il approvisionne bien au-delà des limites du *township* pour alimenter nombre de marchés ruraux (Obudho, 1983 : 161)[52].

L'existence du *Jubilee Market*, tout en signifiant et démontrant l'émergence d'une classe de commerçants africains, ne doit pas masquer l'environnement largement défavorable dans lequel évoluent les prétentions africaines à se faire une place dans le commerce régional. Presqu'interdits d'accès aux crédits, les prétendants africains aux activités commerciales se voient aussi interdite la gratification des licences nécessaires à la quiétude et la stabilité de leurs activités. Même lorsqu'après la Seconde Guerre Mondiale une foule de soldats démobilisés revient riche des soldes accumulées, le gouvernement ne leur laisse pas la latitude de commercer (Atieno Odhiambo, 1975 : 223). Odinga Oginga narre ses tentatives infructueuses de participer au commercer régional. Avec ses collègues enseignants, tous des *josomo*, ils achètent dans le début des années 1940 un camion dans l'espoir de transporter des produits et biens à et de Kisumu (Odinga, 1967 : 77), sans succès, faute d'expérience et d'accès au crédit. Ces formes de discriminations bancaires et commerciales, l'hégémonie indienne et la marginalité dans les circuits de l'économie régionale vont être la source de son engagement politique (Atieno Odhiambo, 1975 et 1976 ; Arriola, 2012 : 54) : *« nous trouvions au fur à mesure des années que nous avions à affronter plus que les difficultés habituelles du commerce. Loin d'encourager les entreprises économiques africaines, le gouvernement semblait produire des obstacles* […]. *Invariablement quand nous demandions un prêt il nous était refusé.* » (Odinga, 1967 : 88-89).

[52] Marjorie Oludhe MacGoye donne la description suivante de ce marché à l'époque coloniale, par les yeux de son héroïne : « *quelque chose de plein de vie se passait ici, et toutes les communautés de Kisumu se réunissaient pour faire leurs courses […] et en plus de l'indispensable maïs, des haricots et de l'alot on pouvait aussi trouver un avocat pour quinze cents et un pamplemousse pour 10. Les étrangers ne refusaient pas de payer vingt cents pour un œuf et plus d'un shilling pour un ananas. Ici les femmes qui vivaient en ville laissaient leurs étals jour après jour et celles qui venaient d'en dehors de la ville avec des sacs pleins de produits ou deux régimes de bananes les marchandaientt avec les vendeurs sous licence*. » (Oludhe MacGoye, 1986 : 43)

La centralité régionale – commerciale, logistique et politique – de Kisumu fait évidemment s'étendre l'influence de la ville au-delà des frontières institutionnelles de l'Etat bifide. Edward Soja, dans son analyse de la « *géographie de la modernisation au Kenya* » (voir chapitre 5) valide la constitution d'une sorte de pôle (ou plutôt d'un axe) de modernisation paradoxal où les interactions spatiales transcendent les structures institutionnelles du développement séparé :

> Le plus exceptionnel résultat de l'interaction des sous-systèmes a été la croissance de larges populations quasi-urbaines, particulièrement proches de Nairobi et de Kisumu, où des centres urbains majeurs ont grandi à côté de zones africaines densément peuplées. Ces deux aires quasi-urbaines – dans le sud de Kiambu et dans la zone entourant la ligne de chemin de fer au nord de Kisumu – ont été le terreau du nationalisme africain. Si mesurées uniquement par la limite arbitraire de taille de 5000 habitants, ces zones sont à peine urbanisées. Mais mesurées fonctionnellement, elles montrent de nombreuses caractéristiques d'un comportement urbain : une forte circulation des journaux, un important trafic postal, de nombreux propriétaires de radio, de membres d'associations et une forte participation politique […]. La Young Kavirondo Association a fait ses débuts dans la zone autour de Maseno [...]. Il apparait que la combinaison de l'urbanisation et de l'éducation, des caractéristiques propres à ces sous systèmes spatiaux, a produit l'élan nécessaire aux activités politiques. Quand ces deux forces étaient au plus près juxtaposées – dans les hinterlands de Nairobi et de Kisumu – le changement s'est produit rapidement. […]. St Mary à Yala, au nord de Kisumu, et l'école missionnaire à Maseno ont été prééminentes dans la production d'une élite qui, de par la proximité de la ville, était essentiellement urbanisée (Soja, 1968 : 51)

La formation de l'élite luo et de son nationalisme possède donc une géographie particulière, gravitant entre ville(s), campagne, écoles et chemin de fer, jusqu'à, pour Soja, poser les bases d'une « *aire quasi-urbaine* », dépassant les cadres stricts imposés de la ville et de la campagne. Cette zone fournit une partie de l'élite luo, en même temps qu'elle polarise et regroupe une part non négligeable de l'élite régionale[53]. Fortement connecté à Kisumu, par le chemin de fer puis par la route, l'axe qui se déploie au nord de Kisumu constitue un véritable corridor de diffusion des « innovations » coloniales. L'école de la CMS (*Church Missionary Society*) est ainsi située à 25 km au nord-ouest de la municipalité. Maseno sera l'épicentre de la formalisation élitaire (et d'une neutralisation concomitante) d'une voix politique luo qui avait pourtant surgi des profondeurs des campagnes (Atieno-Odhiambo, 1987 : 705-707) et qui est connue sous le nom de « *Piny Owacho* », que l'on pourrait traduire par « le pays dit ». Les leaders de cette voix sont essentiellement des enseignants et anciens élèves de Maseno, largement contre l'autorité des

[53] Cette élite éduquée et en partie urbanisée, principale interlocutrice avec le pouvoir colonial, et qui lui procure aussi bien des employés dans l'administration que des chefs, n'est d'ailleurs pas une émanation directe des intérêts et doléances des paysanneries Luo ; Atieno-Odhiambo, sans doute alors largement ancré dans les termes du « débat kényan » (Grignon :), affirme que contrairement à l'historiographie de l'indépendance, cette élite n'a pas forcément parlé et agi au nom des « masses ». Il affirme ainsi que la construction de la posture nationaliste d'un leader comme Odinga a beaucoup à voir avec la « frustration dans une structure d'opportunités » d'une petite classe d'entrepreneurs africains (Atieno-Odhiambo, 1975 : 221) ; dans le même sens Reed (1989 : 108-109) affirme que les « premiers nationalistes Luo », proche du pouvoir (et de la ville) « *n'ont jamais réussi à pleinement organiser le mécontentement des paysans* » que le pouvoir colonial s'efforçait de leur faire cultiver.

chefs coloniaux (Jonathan Okwiri, Simeon Nyende, Benjamin Owuor, Reuben Omollo, Joel Omino) et se feront connaitre sous le nom de *Kavirondo Youth Association*.

En 1921, à Lundha, au nord de Maseno, ils formulent leur premières revendications, largement politiques et reflétant des revendications populaires[54], qu'ils portent en mains propres à Kisumu au *Provincial Commissioner*. L'année suivante, le gouverneur rencontre les nombreux pétitionnaires à Nyahera, dans l'actuel territoire municipal de Kisumu, (Atieno-Odhiambo, 1987 : 706). A partir de ce moment, l'archidiacre Owen préside l'association, devenue la *Kavirondo Taxpayers Welfare Association*, qu'il s'efforce de rendre « respectable » ; l'activité de l'association, privée de l'aiguillon politique des masses, se résume à un dialogue avec les autorités, par le moyen des « mémorandums », qui, dégagés des revendications politiques des débuts, portent essentiellement sur l'hygiène et l'éducation. L'association promeut jusqu'à un style de vie : le port des vêtements occidentaux, l'utilisation de meubles, de couverts etc. (Maxon et Ofcansky, 2000 : 110). Et Kisumu, ville fréquentée et connue de cette petite bourgeoisie en ascension sociale, est le lieu principal de l'échange avec le pouvoir colonial : « *Kisumu était une pépinière de mémorandums. A cette époque l'association était connue des gens comme les Jo-Memorandum*[55]*. Dès que les représentants du gouvernement étaient approchables un mémorandum était présenté, commençant par l'expression de la loyauté au Roi d'Angleterre* […] » (Odinga, 1967 : 67-68). La plupart des membres fondateurs de la KTWA sont cooptés par le pouvoir colonial comme chefs (comme Jonathan Okwiri), membres des tribunaux indigènes, ou encore employés ou conseillers dans les *Local Native Councils* (comme Joël Omino). Cette génération de leaders, active principalement dans les années 1920 et 1930, entretient certes des relations étroites avec la ville et les sphères de pouvoir colonial, mais ces interactions s'ancrent largement dans les logiques du pouvoir colonial et respectent largement les cadres institutionnels et géographiques de l'Etat bifurqué. Soit qu'ils n'ont été que subalternes dans leurs emplois urbains – petits employés au service de l'administration coloniale – soit que les positions de pouvoir qu'ils ont pu atteindre se situent à une extrémité fine de la capillarité hiérarchique du pouvoir colonial dont le cœur régional est Kisumu (chef, sous-chef, *headman*) ; soit que leur rôle dans l'appareil du gouvernement local (singulièrement le LNC du Central Kavirondo) signifie bien la ségrégation institutionnelle alors en place. Liée à la ville, cette élite en formation n'y trouve pourtant pas sa place.

La génération de leaders qui suit est elle aussi très liée à Kisumu et ancrée dans cette forme métropolitaine africaine en gestation, mais elle est très critique envers les liens forgés par leurs

[54] Année qui suit la déclaration du Kenya en tant que colonie de la couronne. Les leaders Luo dont il s'agit ici voient dans la fin du Protectorat une situation bien moins favorable pour les Africains. Ils réclament une assemblée législative élue, la fin du travail forcé, la réduction de la *hut tax*, l'abolition du *Kipande* etc, soit autant de revendications directement politiques (Odinga, 1967 : 28 ; Atieno-Odhiambo, 1987 : 705).

[55] Le préfixe « Jo » en Dholuo marque l'appartenance à un groupe, une communauté, ou quelconque autre ensemble humain. On doit donc comprendre ici : les gens des mémorandums.

ainés envers le pouvoir colonial, et la collusion entre administration coloniale, chefs africains et commerçants indiens. C'est le cas de John Paul Olola, originaire d'Alego à l'ouest de Kisumu, ancien domestique d'un officier de police européen. Il travaille à son service au sein du *township*, mais aussi à Mombasa, où il étudie pendant ses heures hors service. Il obtient un emploi à la ferme gouvernementale expérimentale de Kibos (Kitching, 1980 : 299), s'installe dans la ceinture péri-urbaine, entre le *township* et Kibos, pour y fonder sa *dala* (Ogot, 2003b : 370), et aussi sa propre ferme commerciale. Contre la mainmise des communautés indiennes sur le commerce régional, mais aussi contre la trop grande importance de l'Administration dans la protection des intérêts commerciaux des chefs, il fonde en 1927 la *Kisumu Native Chamber of Commerce* (Ogot,, 2003a : 12) avec Zablon Aduwo Nyandodje, organisation qui ne cesse de revendiquer l'ouverture du *township* aux entrepreneurs africains.

Une communauté naissante d'entrepreneurs luo opte la définition d'une stratégie politique pour soutenir ses revendications économiques, comme dans tant d'autres contextes africains :

> Embrassant le nationalisme en tant que mécanisme pour répondre à leurs doléances commerciales, les entrepreneurs ont rejoint la strate des élites de la société qui cherchait à diriger les colonies vers l'indépendance. A travers le continent les marchands et les commerçants ont soutenu les mouvements nationalistes qui liaient explicitement les opportunités économiques au contrôle de l'Etat (Arriola, 2012 : 54).

Dans ce combat, la ville devient un véritable enjeu. Les élites luo en formation ont tenté d'investir et de s'approprier la branche urbaine de l'Etat colonial pour optimiser leurs opportunités commerciales et d'accumulation privée. Elles ont mis en place des stratégies d'appropriation de la ville officielle, centre organisateur des perspectives d'accumulation à l'échelle régionale et centre régional du pouvoir colonial.

On peut prendre l'exemple de la LUTATCO (*Luo Thrift and Trading Corporation*), une organisation commerciale et d'épargne coopérative africaine qui vise à *« fournir une solution politique radicale aux difficultés sociales et économiques des Africains (tout spécialement les luo)* » (Ogot, 2003b : 12), dont la genèse a largement été documentée par son initiateur, Odinga Oginga, l'un des pères fondateurs de la nation kényane et leader ethnique. Il est largement épaulé dans sa fondation par John Paul Olola mentionné plus haut (Odinga, 1967 : 79). L'idée est de se démarquer du cliché colonial du « *Luo paresseux* » et créer l'image d'un « *Luo entrepreneur* » (Ogot, 2012b : 12). La LUTATCO nait d'abord en 1945 dans les limites administratives et identitaires de Bondo, terroir d'origine d'Odinga. L'adhésion est ensuite élargie – grâce à l'activisme et des voyages incessants d'Odinga – à l'ensemble de la *location* de Sakwa, pour en 1946 s'ouvrir à tout le *Central Nyanza District*, et incorporer ensuite le *South Nyanza District* (aussi à majorité Luo). Des branches de la LUTATCO sont ensuite fondées partout où des migrants Luo peuvent se trouver (Nairobi, Mombasa, Kampala etc.). Mais la géographie des adhésions et participant à la LUTATCO restera largement tributaire du pôle d'interactions entre

ville et campagne que dirigent Kisumu et les lieux de l'éducation coloniale, révélant quelques fractures (ou factions) au sein de la géographie politique du pays luo :

> Le sud du Nyanza n'était pas le seul à sentir la négligence de la compagnie. Les *locations* d'Ugenya, Alego et Samia ressentaient la même chose. En étendue géographique, le centre de l'efficacité de la compagnie était confiné à un triangle Maseno-Kisumu-Bondo, une zone où grâce à Maseno et Maranda l'éducation avait été valorisée très tôt, et où les individus étaient relativement sensibles au commerce du fait de la proximité des routes et du *township* de Kisumu. (Atieno Odhiambo, 1976 : 242)

3.2.3. La ville dans la construction d'un nationalisme luo

Malgré ce particularisme géographique, « *la LUTATCO a pu fournir le noyau d'un leadership autour duquel la conscience politique, sociale et économique des Joluo du Nyanza a pu se cristalliser* » (1975 : 173). Dans cette construction politico-économique importante dans la formulation de l'identité luo, Kisumu a joué un rôle central. En effet, la présence et la visibilité dans la ville devient le leitmotiv d'une recherche africaine d'émancipation :

> Kisumu était notre capitale et les Africains n'y contrôlaient pourtant aucun commerce. Pourquoi laisser le champ aux races immigrantes ? Nous construirons notre propre hôtel et nos membres fourniront la viande et les légumes pour l'alimenter […]. Eliud Mathu, le premier membre africain du Legistative Council, a une fois visité Kisumu […]. Je me souviens de Mathu regarder autour de lui et dire « où êtes-vous les Luo ? Vous n'avez même pas votre propre bâtiment ». Cela déclencha quelque chose en Achieng[56] et moi. Achieng devint plus tard un membre du Conseil Municipal de Nairobi ; je m'attelais de nouveau à la tâche de construire la Luo Thrift and Trading Corporation. Okuta Bala […] s'installa dans le nouveau bureau de notre compagnie. C'était une minuscule pièce dans la Market Street de Kisumu autrefois utilisée par un vendeur de charbon. Nous l'avions recherchée et trouvée malgré les conseils du Town Clerk[57] selon lesquels nous devrions nous établir dans la réserve africaine parce que l'ensemble de la ville de Kisumu devait être exclusivement pour les Européens et les Asiatiques. (Odinga, 1967 : 82-83)

En 1949, Odinga et sa LUTATCO entreprennent un pas supplémentaire : non plus seulement louer un local pour leur compagnie, mais construire leur propre bâtiment au sein de la ville officielle :

> Nous étions prêts à nous embarquer sur notre prochain projet, le Ramogi Hotel. Un terrain avait été mis aux enchères et nous proposions 16 500 shillings pour l'acquérir. Mais nous n'avions que 4 000 shillings. Nous payâmes ce montant comptant et on nous donna une semaine pour payer le reste. Je ne me rappelle pas avoir travaillé autant dans ma vie. Nous envoyâmes des télégrammes à nos actionnaires à travers toute l'Afrique de l'Est […] nous n'avions que 8 000 shillings quand nous nous engageâmes dans la construction de l'hôtel […]. Nous payâmes le premier acompte et commencions de nouveaux voyages en Afrique de l'Est pour rallier nos actionnaires. […] Finalement le bâtiment, Ramogi House, était debout, une structure à deux étages qui abritait le Winam Hotel. […] Nous demandâmes au Provincial Commissionner de demander au Gouverneur d'inaugurer officiellement le bâtiment. Il semblait penser que notre immeuble portait alors trop

[56] Politicien Luo, figure du combat de l'indépendance au sein de la Kanu.
[57] L'équivalent du secrétaire général de mairie.

> haut les revendications des droits des Africains – on a pu l'entendre dire qu'un tel pas fait par les Africains aurait dû attendre encore un siècle – et n'accepta pas l'invitation. […] Le jour de l'inauguration, les rues de Kisumu étaient bondées. Les gens venus de North Nyanza sont venus danser, et surtout les Luos de divers endroits. […] Les gens étaient venus célébrer avec joie le premier bâtiment appartenant à des Africains à Kisumu. Cela les rendait fous de joie qu'il s'agisse d'un bâtiment à deux étages, une double preuve que les Africains étaient entrés dans un endroit décrété hors de leur monde depuis aussi longtemps qu'ils pouvaient se le rappeler. (1967 : 84-85)

La « conquête » du centre-ville hostile aux Africains, et l'appropriation des symboles de la modernité coloniale (« l'immeuble à étages »[58]), semblent donc pour Odinga largement briser la chaine temporelle ancrée dans des représentations coloniales qui ne projettent les perspectives d'autonomie africaine dans la ville qu'au prix d'une longue acculturation. La présence en ville est directement présentée comme une lutte et un enjeu de pouvoir, d'ailleurs non sans certains décalages et ajustements[59]. A l'inverse d'une ville « détribalisante », la ville officielle de Kisumu pourra être considérée comme un lieu d'affirmation et de négociation d'une identité luo en construction.

Comme le dit Odinga, « *Kisumu était notre capitale* » (1967 : 80). C'est à Kisumu que sont peu à peu centralisées les activités de la LUTATCO ; outre la *Ramogi House*, la ville accueillera à partir de 1949 l'autre grande activité de la compagnie, la *Ramogi Press* autrefois localisée à Nairobi, et chargée de l'édition et de l'impression de nombre de journaux nationalistes en langues vernaculaires. Kisumu polarise donc les fonds des actionnaires de la compagnie dispersés dans l'ensemble du pays luo, et au-delà dans la plupart des centres urbains de l'Afrique de l'Est. C'est aussi à Kisumu que sont centralisées les activités de la *Luo Union*, large organisation de bienfaisance communautaire qui « *cherche à forger, développer, et gouverner une large identité culturelle parmi les locuteurs dholuo dont les ancêtres ont pour origine commune les rives du Lac Victoria* » (Carotenuto, 2006 : 53). Elle réunit d'abord les travailleurs urbains de Nairobi, mais son siège est établi à Kisumu sous la demande pressante du même Odinga, bientôt intronisé *Ker*. Les statuts de l'Union indiquent ainsi :

> Le siège de l'Union doit être Kisumu, la capitale du pays Luo […]. L'Union doit avoir des branches partout où les Luo résident de manière permanente, travaillent ou autre […] les buts et objectifs doivent être de promouvoir et de maintenir l'aide mutuelle et la compréhension parmi les Luo où qu'ils se trouvent. (Cité par Parkin, 1969 : 151)

[58] On ne peut ici s'empêcher de penser à l'intrigue du film de Jean Rouch, *Petit à petit*, où le protagoniste, agi par cette volonté d'avoir son « immeuble à étages » pour sa compagnie négocie en plein milieu de la brousse nigérienne, décide de voyager à Paris pour voir « comment on peut vivre dans des maisons à étages ».

[59] Odinga relate ainsi la difficulté qui est celle du fonctionnement de leur hôtel : « *lorsque nous construisions notre hôtel, nous devions briser la résistance des Luo face au fait de manger loin de leurs maisons : les restaurants étaient étrangers à notre pays. Chaque Luo croyait que l'endroit pour manger sa propre nourriture, cuisinée par la femme de sa maison, était dans votre maison*». Toujours dans cette idée de créer les conditions d'une citadinité africaine propre, l'hôtel de la Luo Thrift ne servira pas du « pain et du beurre et du thé » mais toute une série de plats plus familiers aux populations Luos (maïs, haricots, *nyuka mbudwe*, *mito* etc.)

Kisumu occupe alors une position de plus en plus centrale dans cette organisation qui cherche à connecter les composantes d'une diaspora grandissante au-delà des frontières culturelles et physiques du Kenya : des branches très dynamiques de la *Luo Union (East Africa)* sont présentes à Kampala, Dar-es-Salam, Mwanza et bien sûr Nairobi. Kisumu se forge peu à peu une image de « capitale ethnique », en occupant une place symbolique dans la formation (réticulaire) de l'identité et d'un nationalisme luo (Ogot, 2009 : 737-763)[60]. Partout dans les grandes villes en Afrique de l'Est le toponyme est repris pour qualifier (hors de la toponymie officielle) les quartiers à majorité Luo : ce sont les « Kisumu Ndogo », les « petits Kisumu » (Carotenuto, 2006 : 61). Cette identification de l'ethnie Luo à cette ville s'oppose à une identification de Nairobi de plus en plus marquée à son arrière-pays kikuyu[61]. Exemple symbolique de cet antagonisme, le territoire municipal de Kisumu accueille à partir de 1961 le *Ofafa Memorial Hall*, centre communautaire construit à partir d'une souscription initiée en 1957 par la *Luo Union* pour commémorer l'assassinat par des miliciens Mau Mau (Kikuyus) du conseiller municipal (luo) de Nairobi, Ambrose Ofafa[62]. Au-delà de ce succès local, le Hall est fréquemment utilisé et loué par les branches locales de l'Union pour y organiser des danses et des fêtes.

Si l'on suit la géographie de ces deux organisations que sont la LUTATCO et la *Luo Union (East Africa)*, la formation de l'identité luo semble en partie suivre les cadres spatiaux du pouvoir colonial (les limites administratives locales autant que le cadre régional est-africain), et aussi investir ses lieux, en l'occurrence la ville officielle. En ce sens, Kisumu en tant que lieu polarisant presque l'ensemble du pays luo, est un géosymbole fort[63] de cette identité qui se construit aussi dans une logique réticulaire et plurielle. La formation de l'identité luo relient une multiplicité d'espaces de la migration (Nairobi, Mombasa, Kisumu, Dar Es Salam ou encore Kampala) et les divers paysages ruraux (les *dala*) si centraux dans la manière de formuler les identités individuelles (Cohen et Atieno Odhiambo, 1989). La spatialité de l'identité luo est donc un objet complexe et multiple. Elle s'est construite tout autant selon des processus territoriaux que diasporiques (voir chapitre 8) (Carotenuto et Luongo, 2009). Kisumu se situe spatialement et symboliquement à égale distance de polarités de l'attachement rural (et ses territoires) et que de celles de la modernité coloniale (et de ses réseaux).

[60] Ogot (2009, 737-763) montre l'histoire de la construction d'une identité et d'un nationalisme Luo, à travers l'étude des différents discours unificateurs qui ont pu être produits par des intellectuels indigènes, des missionnaires, des anthropologues coloniaux, puis des historiens professionnels à travers l'étude de l'histoire et des coutumes des différents locuteurs du *Dholuo*. Il nous semble que Kisumu soit un lieu de cristallisation de cette identité.

[61] Quoique Nairobi soit aussi un lieu central de la formation de l'identité luo

[62] Accusé d'utiliser son influence pour avoir alloué des échoppes appartenant à des miliciens Kikuyus détenus en prison à des clients politiques Luo.

[63] Au sens de Joël Bonnemaison : « *un lieu, un relief, un itinéraire, une route, une construction, un site qui, pour des raisons religieuses, culturelles ou politiques, prennent aux yeux des groupes ethniques et sociaux une dimension symbolique qui les ancre dans une identité héritée peuvent être considéré comme des géosymboles* » (Bonnemaison, 1992).

CONCLUSION

Au sein du pays luo, la ville de Kisumu est tout aussi proche que lointaine. C'est à la fois un lieu qui marque sa différence, où la volonté de mise à distance du pouvoir colonial se matérialise et se montre, où la modernité coloniale se fait la plus excluante et normative, où les hiérarchies raciales sont les plus visibles. Bref, où le pouvoir colonial est le plus manifeste. Et cette différenciation est en partie intériorisée et reproduite par les Africains : chez nombre de conservateurs luo, la ville est un repoussoir, lieu de perdition des femmes, et de perte des repères culturels (Carotenuto, 2006 : 61-63). Mais la situation coloniale ne se résume pas à ces dynamiques d'exclusions, si fondamentales et structurantes soient-elles. Kisumu est aussi un lieu central dans l'organisation régionale, lieu qui polarise les campagnes luo et à la frange duquel s'invente une manière spécifiquement africaine d'être en ville, lieu convoité par une élite qui voit dans la conquête de Kisumu une manière d'asseoir son pouvoir et d'amorcer l'accumulation privée. L'urbain déborde des cadres spatiaux et scalaires dans lequel la construction coloniale a tenté de le circonscrire. Entre étrangeté et quotidienneté, le rapport africain à la ville a été ambivalent.

Une anecdote colportée par Bethwell Ogot dans son autobiographie, *My Footprints on the Sands of Time* (Ogot, 2003a) illustre parfaitement l'ambiguïté de la position qu'entretient Kisumu chez l'élite luo. Archétype et symbole – presque caricature – du *josomo* dans les années 1950 et 1960, brillant historien à la carrière prestigieuse, il s'établira à Kisumu en 1961[64], à son retour au Kenya après avoir étudié en Angleterre et enseigné à Makerere (Ouganda) :

> Nous décidions avec ma femme de nous installer à Kisumu où nous avions acheté une maison. Nous étions les premiers Africains à acheter une propriété dans le quartier chic de Kisumu, Milimani, qui était réservé aux Européens et à quelques Indiens. Oginga Odinga critiqua mon choix et m'appela alors « un Noir européen ». Mais il a vite suivi notre exemple en achetant un manoir avec un gigantesque jardin tout proche du Lac ! (Ogot, 2003a : 113-114)

Nous lisons dans cette anecdote l'ambivalence des élites envers la ville coloniale, partagée entre la conscience de l'extranéité de la ville coloniale, et *a fortiori* d'un quartier tel que Milimani, et cette volonté d'appropriation des formes, lieux et symboles du pouvoir colonial si importante dans le processus de différenciation sociale au sein de la communauté ethnique luo. Oginga Odinga, présenté parfois comme le représentant archétypal du pôle conservateur de l'élite luo (Parkin, 1978 : 211), n'en reste pas moins largement ouvert aux ressources de la ville, non seulement économiques (comme dans le cas de la LUTATCO), mais aussi symboliques. Le choix résidentiel de Milimani assume un positionnement au sommet de la chaîne du pouvoir. L'indépendance signifie une africanisation des pouvoirs agissant sur la ville de Kisumu : la

[64] Soit deux années avant l'indépendance, dans une période où la participation africaine aux affaires urbaines est largement entamée.

structure administrative de l'Etat et le gouvernement local sont désormais formellement aux mains des Africains. Ce sont ces nouvelles dynamiques de la géopolitique urbaine que nous nous proposons d'étudier dans le prochain chapitre.

CHAPITRE 3

GEOPOLITIQUE POSTCOLONIALE DE L'ESPACE MUNICIPAL A KISUMU

INTRODUCTION

L''héritage de la bifidité de la structure spatiale de l'Etat colonial, malgré toute l'incomplétude des distinctions spatiales qu'elle voulait opérer, se voit à l'indépendance projeté dans une nouvelle dynamique de pouvoir. Le but du présent chapitre est de situer l'espace municipal et sa géopolitique interne dans les changements qu'ont pu impliquer à l'échelle urbaine l'africanisation du pouvoir. Nous tenterons de voir comment l'héritage complexe de la bifidité de l'Etat colonial a pu influer sur la manière dont le jeu politique s'est déroulé dans ce qui est devenu la troisième ville de la hiérarchie urbaine kényane.

L'indépendance ne marque pas une période de ruptures absolues : le pouvoir municipal postcolonial hérite d'abord des frontières spatiales et institutionnelles de son prédécesseur colonial, et aux même problèmes et paradoxes qu'impliquent la régulation distinctive d'un domaine urbain (« moderne ») et d'un domaine considéré comme rural (« traditionnel ») qui pourtant ceinture la ville et qui a été profondément influencé des logiques urbaines indigènes. Ces catégories restent largement mobilisées par les acteurs municipaux, habitants, élus, agents administratifs, et constituent l'héritage le plus évident de la bifidité des structures spatiales coloniales. En grande partie discursives elles ne résument pas la complexité des pratiques spatiales qui produisent l'espace urbain de Kisumu : ce « tiers-espace », tampon entre la ville officielle et la campagne officielle qui n'a cessé de croitre pendant la colonisation, explose démographiquement avec la liberté de mouvement qu'insuffle l'indépendance. Le pouvoir municipal doit faire face aux mêmes problèmes que la municipalité coloniale, mais amplifiés et dans un contexte politique radicalement nouveau. Elle doit gérer un centre urbain légitime mais étroit, incarnant les attributs de la modernité, en même temps qu'elle doit tenter de réguler la croissance urbaine rapide d'un espace imprégné des représentations de la ruralité. Face à cette complexité, la municipalité continue la dynamique d'affaiblissement de la dichotomie

institutionnelle entre « ville » et « campagne », définitivement mise à mal par une innovation majeure en 1972.

La grande innovation dans la tentative de résolution de ce problème est une solution directement spatiale. Il s'agit d'une expansion de l'aire de juridiction de la municipalité, et donc d'un dépassement formel de la bifidité des structures de l'Etat colonial. Elle consiste en l'intégration formelle des quartiers denses et non planifiés qui ceinturent la municipalité coloniale, mais aussi de zones rurales lointaines de ces quartiers dans le but de prévoir des marges de manœuvres pour la gestion d'une urbanisation que l'on calcule rapide et d'ampleur. C'est cette volonté de rationalisation et de planification de l'espace que nous explorerons dans un premier temps, qui vient donc largement étendre le domaine de juridiction de la municipalité urbaine. Nous nous intéresserons ensuite aux conséquences politiques de cette extension, ou comment les discours de l'autochtonie se sont peu à peu imposés au centre de l'arène municipale, sans pour autant complétement étouffer l'expression des intérêts pourtant majoritaires des figures luo de l'étranger, les *jodak*. Nous essaierons pour finir de voir en quoi cette géopolitique municipale est lisible au sein des pratiques funéraires à l'intérieur des frontières de la municipalité étendue de Kisumu.

1. KISUMU ET LES « BIENFAITS DE L'INDEPENDANCE » : LA TENTATIVE DE MODERNISATION DE L'ESPACE MUNICIPAL

1.1. L'africanisation de la municipalité coloniale

Le mouvement de déconstruction de la frontière institutionnelle et physique entre la ville et la campagne amorcé dès les années 1940 s'accélère après le transfert de souveraineté à la majorité africaine après 1963. Entre les recensements de 1962 et de 1969 la population à l'intérieur des frontières municipales croit de 37%, avec une progression des populations labélisées comme africaines par les catégories raciales alors utilisée de près de 80%. En termes absolus et relatifs, toutes les autres populations des catégories ont décliné (Tableau 7).

Tableau 7 : Evolution de la population de la municipalité de Kisumu entre 1962 et 1969 (avant extension)

	1962	1969
« Africans »	14 118 (60,01%)	24 978 (77,02%)
« Asians »	8 356 (35,52%)	6 574 (20,27%)
« Europeans »	598 (2,54%)	597 (1,84%)
« Arabs »	372 (1,58%)	263 (0,81%)
« Others »	82 (0,35%)	19 (0,06%)
totaux	23 526 (100%)	32 431 (100%)

Sources : Kenya Census, 1962, 1969

Figure 4 : Blason de la municipalité de Kisumu

Source : Kisumu Guide, Municipality of Kisumu 1967

Cette africanisation démographique est le fait majoritaire des populations de l'Ouest Kényan, avec une écrasante majorité de luo du district rural de Kisumu et des districts environnants (Obudho et Waller, 1976 : 106-110).

Les anciennes maisons de Milimani sont investies par l'élite africaine dans un mouvement de déracialisation des quartiers élitaires autrefois réservés aux Européens. *Civil servants* ou politiciens africains côtoient les entrepreneurs et commerçants indiens dans cet ancien pré-carré blanc. Au niveau symbolique, un arrêté municipal de 1965 vient modifier la toponymie, alors investie par des figures et des symboles africains. Le Coronation Garden devient l'Uhuru Garden (« jardin de la liberté »). Bien d'autres toponymes marquent le changement de souveraineté : la Victoria Road devient par exemple la Nyerere Road (du nom du leader indépendantiste tanzanien). Surtout, les leaders politiques luo acteurs du combat pour l'indépendance voient leurs noms accolés aux artères de la ville. Aux noms déjà présents des grands chefs néo coutumiers déjà inscrit dans la toponymie (Ogada, Odiaga ou Opande) s'ajoutent ceux d'Oginga Odinga et d'Achieng Oneko glorifiés de leur vivant. Pourtant les noms des gouverneurs provinciaux et de la colonie restent inscrits dans le registre des noms de rue (McKinnon Street, Ainsworth Crescent, Hobley Road) les marqueurs de l'indianité de la ville aussi (Bombay Street, Lahore Street, Aga Khan Road ou encore Dhanwant Singh, figure de la politique municipale). Ce choix politique de ne pas faire table rase correspond à cette volonté de représenter la nature multiraciale et apaisée du centre-ville[1].

La toponymie urbaine offre donc une symbolique contrastée entre luoisation et respect de l'héritage formel du colonialisme duquel découle la municipalité. Cette continuité coloniale est clairement lisible, si l'on reste dans l'ordre symbolique, par la continuité de l'affichage par la municipalité de ses armoiries (Figure 4) dessinées lors de la période coloniale[2]. Plus

[1] Ainsi peut-on lire dans un guide publié par la municipalité en 1969 le propos suivant : « *one may wish to know something about Kisumu. This is one of the very few towns where racial harmony and integration is not only talked about but is put int actual practice. Kisumu has never experienced any racial problems at all. There are Africans, Asians and Whites and others in the town, and all work in complete harmony.*" Kisumu guide, Municipality of Kisumu, 1967

[2] Présentes sur le frontispice du *town hall,* sur les en-têtes officiels, et jusque très récemment sur le défunt site internet de la municipalité.

généralement, le formalisme des institutions de la démocratie à l'anglaise est reproduit dans l'expression formelle du pouvoir municipal jusqu'à aujourd'hui. Lors d'une ouverture de séance du conseil municipal[3], le maire (« *my lord* »), habillé d'une robe surmontée de fourrure avec la médaille de la ville au cou, parfois la tête couverte d'une perruque, amène la masse cérémonielle à la tribune d'où il dirige les débats ; les formes même du débat sont largement inspirées d'un formalisme très « *westminster style* ». La structure institutionnelle des autorités locales, fruit dans sa physionomie des débats de la conférence de Lancaster, présente une organisation très proche de ce que l'on trouve en Grande Bretagne : un conseil d'élus, des départements spécialisés composé de fonctionnaires et un système de comités qui fait la jonction entre aile politique et aile administrative (Anyumba, 1995 : 232 ; Olima, 1993 : 124-127)

Ces formes et ces institutions, inspirées du modèle démocratique britannique, sont habitées par des logiques autochtones. Outre l'usage fréquent (et interdit) du dholuo dans l'arène municipal, l'autorité de la figure du maire a pu être largement incarnée en fonction de codes culturels luo. Ainsi, Grace Onyango, première femme élue au poste de maire en 1967 a pu habiter la fonction à travers une symbolique propre à l'espace politique luo. Selon les mots d'un journaliste du *Kenya Times*, Grace Onyango est une « *femme plurielle qui peut être tout à la fois moderne et versée dans le* kitgi gi timbegi[4] *luo*, *un terme représentant la culture et l'étiquette* »[5]. Investie dans les affaires communautaires luo au point de devenir la secrétaire générale de la Luo Union, elle est dans le même temps animée dans ses mandats politiques par l'idée moderne du développement : « *notre objectif a toujours été le même, c'est-à-dire de délivrer les biens de l'indépendance au peuple* »[6]. Son sens de l'étiquette luo et sa maitrise des coutumes l'amènent a formuler son autorité de maire selon les possibilités offertes par le répertoire culturel luo. Aussitôt devenue maire, elle épouse une mairesse, en plus de son mari Onyango Baridi[7], dans une totale maitrise des coutumes du mariage et de sa signification en pays luo. La coutume dans son évolution, telle que l'atteste plusieurs sources ethnographiques qu'a pu compiler Phoebe Atieno Musandu (2006 : 36-39), rend possible les mariages entre femmes, spécifiquement celles qui ont pu accumuler des richesses qui peuvent se traduire en mariage. Elles dépassent ainsi les identités de genre préétablies en étant alors considérés en tant qu'hommes, et peuvent, tout comme les hommes, établir des lignages. La logique du mariage entrepris par Grace Onyango est une manière de manifester d'une forme de puissance et de richesse et donc d'habiter selon des modalités

[3] Observations au sein de la réunion mensuelle de l'ensemble des comités de la municipalité, le 14 avril 2011
[4] En référence à la codification des coutumes luo telles qu'elles ont pu être formalisée par Paul Mbuya (ou Mboya selon la transcription choisie), en 1938 dans son ouvrage *Luo Kitgi gi Timbegi* (« les Luo, leurs culture et traditions »)
[5] Kenya Times, "The Woman with a Mighty Capacity to Stay in Power", 1985
[6] "Mayor of Kisumu defends Council." *East African Standard,* August 26, 1968
[7] Avocat de profession

coutumières son leadership au sein d'une entité politique « moderne »[8], ou du moins chargée « *de délivrer les biens de l'indépendance* ».

1.2. Une soif de développement

Le mandat d'Onyango est marqué par une intense activité municipale avant que les autorités locales ne soient totalement vidées de leurs marges budgétaires par le pouvoir central (Bourmaud, 1988 ; Bubba et Lamba, 1991). Cet activisme municipal, aujourd'hui regretté avec nostalgie par une frange de l'administration municipale[9], tient bien en cette administration des promesses de l'indépendance que l'on peut résumer par le double prisme du développement et de la modernisation. En ce sens l'action municipale, jusque dans les années 1970, poursuit largement celle entamée par la logique du développement initiée par la municipalité coloniale d'après-guerre. Il s'agit de continuer la promotion d'une citadinisation africaine au sein du *township*, et donc de forger les conditions d'une stabilisation d'une force de travail africaine investie dans le secteur formel au sein d'une ville offrant des standards de vie améliorés, modernes et urbains. La municipalité, aidée par les prêts du gouvernement, concentre son action dans la production de logements publics. Elle continue l'œuvre de la municipalité coloniale en terminant les opérations résidentielles de location-vente (Mosque Estate, Ondiek), et en amorce d'autres (Makasembo, Pembe Tatu). Et passé le mandat d'Onyango, jusque dans la deuxième moitié des années 1970, le conseil municipal continue la construction de logements, notamment avec l'Arina Estate[10],vaste complexe résidentiel de 300 petites maisons connectées au réseau d'adduction d'eau et entourées de petits jardins, qui vient en quelque sorte remplir l'espace municipal jusque-là laissé vacant par la zone tampon qui devait protéger la ville moderne des risques sanitaires qu'était censée représenter la réserve africaine (Anyumba, 1995 : 245). La trame géométrique de cet ensemble locatif contraste fortement avec la géométrie plus biscornue du quartier de Manyatta ; et ces nouveaux quartiers sont censés constituer la réponse aux développements accrus des quartiers non-planifiés à la lisière des frontières municipales.

Encadré 4 : Okore Estate, ou la réalisation des promesses du développement

L'Okore Oganda Estate, nommé d'après un héros du clan Kisumo, est un programme de location-vente d'une centaine de maisons individuelles construites au début des années 1970 par la municipalité pour augmenter le stock de logements publics à destination des employés du secteur formel, seuls à pouvoir supporter les couts d'accès de tels programmes. Caroline et Jack Omondi (41 et 43 ans), tous deux originaires du district de Siaya (Nyanza), sont respectivement professeur de français dans un lycée public de la ville et employé de la compagnie publique d'électricité (Kenya Power). Ils habitent Okore depuis 2002. Ils ne sont pas propriétaires du logement qu'ils louent (15 000 KSh par mois, soit 150 euros) au

[8] Les guillemets s'imposent pour la modernité de cette institution qui s'ancre comme nous l'avons évoqué dans des formes somme toute très folkloriques

[9] L'assistant personnel du maire Sam Okello, John Sande, fait ainsi part de cette nostalgie lorsqu'est évoqué lors d'une discussion informelle le mandat de maire d'Onyango, jugeant positivement la droiture morale de la mairesse et son implication dans le développement de Kisumu. Conversation en juin 2011.

[10]

propriétaire, qu'ils croient être un ancien conseiller local (*councillor*). Leurs voisins directs, comme eux locataires, sont à leur droite un petit entrepreneur local dans le bâtiment et sa femme infirmière au New Nyanza Provincial Hospital ; à leur gauche, des employés du Ministry of Lands. Le quartier est calme, et on y accède après avoir décliné son identité au poste de garde qui barre son unique entrée. Les rues y sont ombragées, et les affleurements de bitume entre les cailloux et la terre signalent la décrépitude de la voirie initiale. La maison qu'ils occupent comporte trois chambres, un salon et une cuisine. Le salon assez exigu, emplit à en craquer de fauteuils et de canapés, est organisé autour d'un grand poste de télévision et d'une puissante chaine Hi-Fi ; aux murs sont accrochés diverses affiches, entre les lourdes dentelles qui les tapissent. Certaines sont des proverbes bibliques illustrés, d'autres des illustrations de paysages urbains iconiques, tels que la *skyline* de New York ou la Tour Eiffel. Sur un présentoir figurent les photographies des différents voyages de formation de Caroline en France, que l'on voit alternativement à Dijon, à Limoges et à l'Alliance Française de Paris et celle de Nairobi. La salle de bain, la modeste cuisine et le jardin sont raccordés à des arrivées d'eau. La cuisine ne sert que peu, et c'est Millicent, une jeune domestique fraichement arrivée en ville, qui se charge de cuisiner dans le jardin le repas du soir au feu du *jiko*, un petit poêle à charbon. Elle occupe l'une des trois chambres de la maison, qui sert aussi de buanderie. Les enfants de la maison, l'un étant le fils de Caroline et de Jack, l'autre la nièce de Caroline dont le père est décédé, occupent la troisième chambre. Le jardin, fermé par un portail, est rendu presqu'impraticable par sa fonction de garage. Deux voitures japonaises récentes, l'une pour Caroline l'autre pour Jack, en occupent une large surface. Dans le coin du jardin, une petite structure qui sert de poulailler pour quelques volailles.

Source : Observations et entretiens, 2009-2010

Cette politique du logement doit soutenir le développement du secteur moderne (ou formel). Le souci de la municipalité est d'accompagner la promotion de Kisumu en centre administratif régional et la construction de logements doit pouvoir répondre aux besoins d'un nombre croissant de fonctionnaires. La politique municipale de logements doit aussi soutenir le développement industriel. Ainsi, la municipalité prévoit en 1970 la construction d'une zone résidentielle destinée aux cadres d'une usine textile, KICOMI, qui vient de s'installer à Kisumu : 46 maisons, de grands bungalows dans un style art-déco sur de vastes parcelles ou s'érigent systématiquement des « *servants quarters* », qui n'a selon la municipalité pas d'équivalent au Kenya[11]. La soif de développement peut donc prendre parfois des formes presque somptuaires ; et ce développement municipal, ne servira pas les employés de KICOMI qui ne l'occuperont finalement pas[12] (Anyumba, 1995 : 350). De nos jours, le Tom Mboya où se concentrent ces logements est un quartier d'entre soi élitaire[13]. De manière plus commune, sans entrer dans l'extrême du destin du

[11] Comme le souligne le Town Clerk d'alors dans l'Annual Report de 1972: « *the estate is outstanding in that no local authority in Kenya had built these types of houses at the cost the municipality has built them* »

[12] Selon Georges Anyumba, c'est un « décalage dans les attentes » qui expliquerait le désamour relatif du quartier par les cadres de KICOMI. Un de nos informateurs croit lui savoir que les maisons du quartier auraient été une fois construites réservées à la notabilité luo. La composition sociale du Tom Mboya contemporain (voir prochaine note) corrobore a priori ces soupçons.

[13] Dans un article du Standard de 2009 on peut ainsi lire : "Residents of Tom Mboya estate include Cabinet ministers, MPs, permanent secretaries, university lecturers, doctors, engineers, architects and business personalities. Several non-governmental organisations have leased houses within the estate and converted them to offices. Most of the homes have thick well-kept hedge fences and manicured compounds. They are protected by hired guards whose company logos are stuck on gates to ward off potential intruders." Standard, "Clash of new and old homes in Kisumu's Tom Mboya", 11 décembre 2011

Tom Mboya Estate, les réalisations concrètes du développement participent d'une structuration sociale de l'espace municipal évidente : l'accès au logement dans l'intérieur des frontières municipales coloniales, et l'accès à ses standards inscrits dans la régulation urbaine a un coût élevé , même si les standards municipaux ont pu être partiellement baissés en certaines zones par la municipalité pour accélérer les constructions et alléger les couts de construction. La brique, le robinet, le compteur électrique ou l'intimité de la chambre individuelle sont des biens rares au sein des frontières municipales ; la vie urbaine implique un style de vie socialement distinctif (Encadré 4). Pour Wenzel Geissler ces quartiers produits par le secteur public « *façonnai(en)t la compréhension du bien-être de leurs habitants, (pour) leur donner un sentiment d'appartenance à la ville et au projet gouvernemental de la nation, et marquait une trajectoire d'amélioration – autant pour leurs habitants, qui voyait leur vie progresser grâce à des logements de bonne qualité ; et aussi pour ceux qui restaient à l'extérieur, dans les quartiers informels et les zones rurales pour qui ces résidences représentaient les promesses de la vie urbaine moderne.* » (Geissler, 2013 : 542). Ces logements étaient indissociables des emplois qui leurs en permettaient l'accès : « Railway Estate », « Power », « Police Line », « Public Works Estate » les quartiers étaient souvent nommé du nom des entreprises paraétatiques et des ministères qui bénéficiaient de leur construction. Pourtant, entre 1965 et 1981, le stock de logements municipaux n'est passé que de 448 unités à 1 420 unités (Anyumba, 1995 : 247) face une augmentation de la population bien plus importante : entre 1969 et 1979, la population contenue au sein des frontières coloniales de Kisumu est passée de 32 000 à 40 000 habitants.

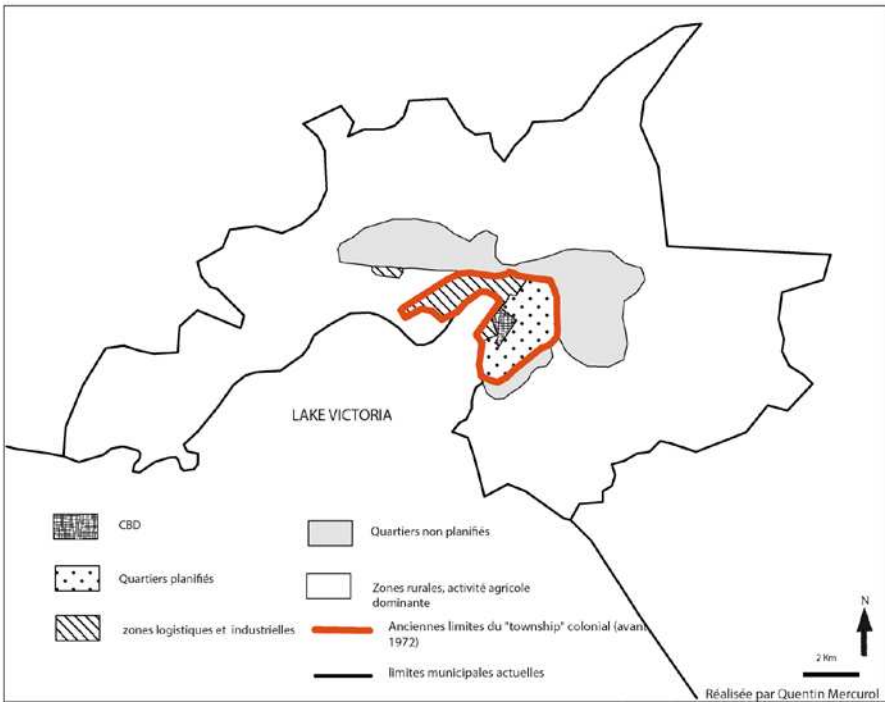
La municipalité de Kisumu nouvellement africanisée a tenté entre l'indépendance et le début des années 1970 de poursuivre les dynamiques de citadinisation et de stabilisation de la main d'œuvre africaine en continuant la politique urbaine coloniale définie au milieu des années 1940. Cette politique était principalement centrée sur l'aménagement des espaces de l'ancien *township*, et n'a pas dépassé ses frontières institutionnelles de la municipalité inchangées jusqu'en 1972. Cette date marque une rupture fondamentale dans l'histoire de Kisumu, en ce qu'elle marque l'intégration en une seule autorité locale d'espaces autrefois institutionnellement séparés (cf chapitre 2).

2. L'EXTENSION DES FRONTIERES MUNICIPALES : CHANGEMENT D'ECHELLE DE LA VILLE ET RURALISATION DES ENJEUX MUNICIPAUX

2.1. Logiques technocratiques et planificatrices de l'extension

L'extension formelle des frontières de la municipalité de Kisumu en 1972 augmente de manière phénoménale l'aire de juridiction de la municipalité coloniale ; de 20 km², la municipalité passe à 260 km² (McClintock, 1973 : 17), intégrant aussi bien les quartiers non planifiés à la lisière de l'ancienne frontière, que des zones rurales assez lointaines du centre-ville (Carte 19)[14]. La population bondit en conséquence de 32 000 habitants à 152 000 habitants entre les deux recensements de 1969 et de 1979. L'apport le plus massif de populations vient des zones ceinturant directement les anciennes frontières (Nyalenda, Kanyakwar et Manyatta), qui totalisent en 1969 près du double de la population de l'ancien *township*, soit 53 000 habitants (Obudho et Waller, 1976 : 120). Ces zones sont celles dont la progression démographique, essentiellement par migration (Oucho, 1980 : 9-22) est la plus importante. Elles viennent à découpage égal regrouper 84 000 individus en 1979, soit un taux annuel de croissance de 5,6% entre 1969 et 1979, contre une augmentation moyenne de 2,2 % pour les zones contenues dans l'ancienne frontière (Tableau 7, Tableau 8).

Carte 19 : l'extension des frontières municipales (1972), et typologies des espaces dans la municipalité de Kisumu (2012)



[14] Le point le plus distant du centre-ville est à l'ouest de la nouvelle municipalité est approximativement situé à 20 km du centre-ville, à l'est à 13 km.

Tableau 8 : évolution de la population des anciennes aux nouvelles frontières municipales (1969-1979)

	Recensement de 1969	Recensement de 1979	Taux de croissance annuel moyen
Ancienne municipalité	32 431	40 188	2,2%
Ceinture de quartiers denses et non planifiés[15]	52 419	84 974	5,6%
Zones rurales de la municipalité	59 243	67 669	1,3%
total	111 664	152 643	3,4%

Source : Kisumu Short Term Development Plan, Ministry of Lands and Settlements, 1969 ; Kenya Census, 1969, 1979

L'extension de la frontière municipale doit en premier lieu permettre l'établissement d'un contrôle municipal plus fort sur les quartiers non planifiés qui ceinturent l'ancien *township*. Avant l'annexion formelle, le Town clerk James Miruka Owuor[16] présentait ainsi selon les mêmes modalités hygiénistes la nécessité de contrôle :

> La ville [Town] est bientôt encerclée par des maisons poussant comme des champignons érigées de manière désordonnée sans aucune provision de route ou d'autres aménités de la vie moderne. La situation ne pose pas seulement un sérieux risque sanitaire pour les gens de la ville, mais un problème évident à venir pour les urbanistes[17].

Les motivations pour étendre les frontières sont multiples. Il s'agit d'une prise de conscience plus profonde de l'unité de l'organisme urbain de l'ancienne municipalité coloniale et ses environs directs, comme l'affirme postérieurement un expatrié du staff du *Town Planning Department* :

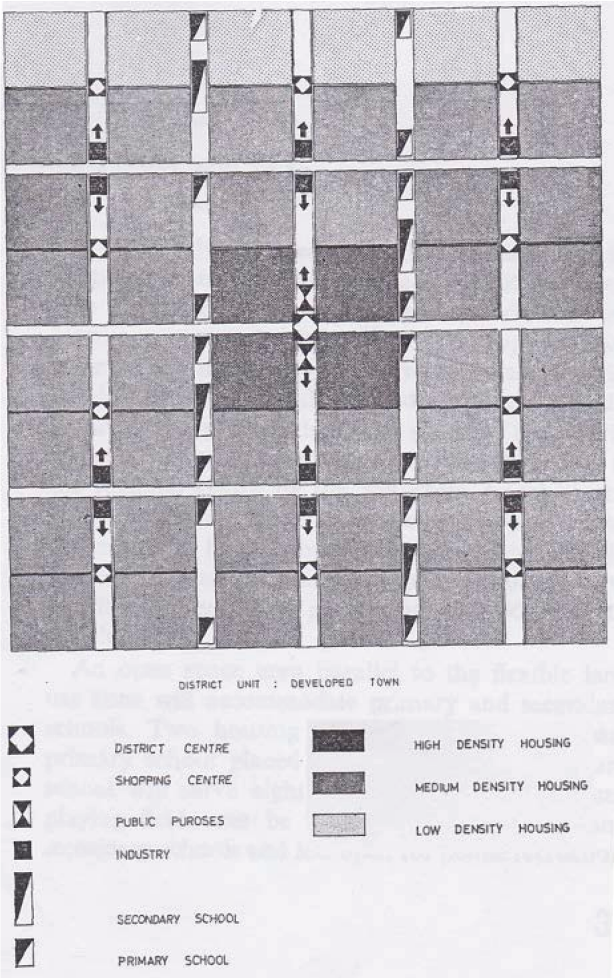
> Un grand nombre des habitants de la zone ont, ou cherchent, un travail à Kisumu et par conséquent font partie *de facto* si ce n'est *de jure* de la ville. Et cette zone, dans son existence en tant que lieu où de la terre, assez proche des sources d'emplois peut être obtenue, a joué un rôle très important pour colmater en partie la grande pénurie de logement à bas coût dans la ville [town] (McClintock, 1973 : 17)

La ceinture non planifiée joue donc un rôle central en tant que « *zone dortoir* » (Obudho et Waller, 1976 : 120), et plus généralement, en tant que zone d'accueil de la force de travail, dans le bon fonctionnement de l'économie urbaine. Dans la continuité des politiques urbaines coloniales, c'est à l'aune du risque qu'est analysé le bourgeonnement périphérique. En plus du risque sanitaire, le risque politique est pris en compte après l'expression violente et populaire du mécontentement politique que constitue le *Kisumu Massacre* d'octobre 1969 chapitre 4): « *le*

[15] Manyatta, Nyalenda et Kanyakwar
[16] Qui deviendra par ailleurs député de la circonscription voisine à celle de Kisumu Town en 1988 sous l'égide de la KANU
[17] Cité par Obudho et Waller (1976 : 121), qui prennent ces propos d'un article du Daily Nation daté du 21 septembre 1967

gouvernement renouvelle ses efforts sur les zones périurbaines en supportant des politiques de développement » (Baker, 2002 : 345).

Figure 5 : Trame graphique et théorique du Long Term Physical Structure Plan, 1969

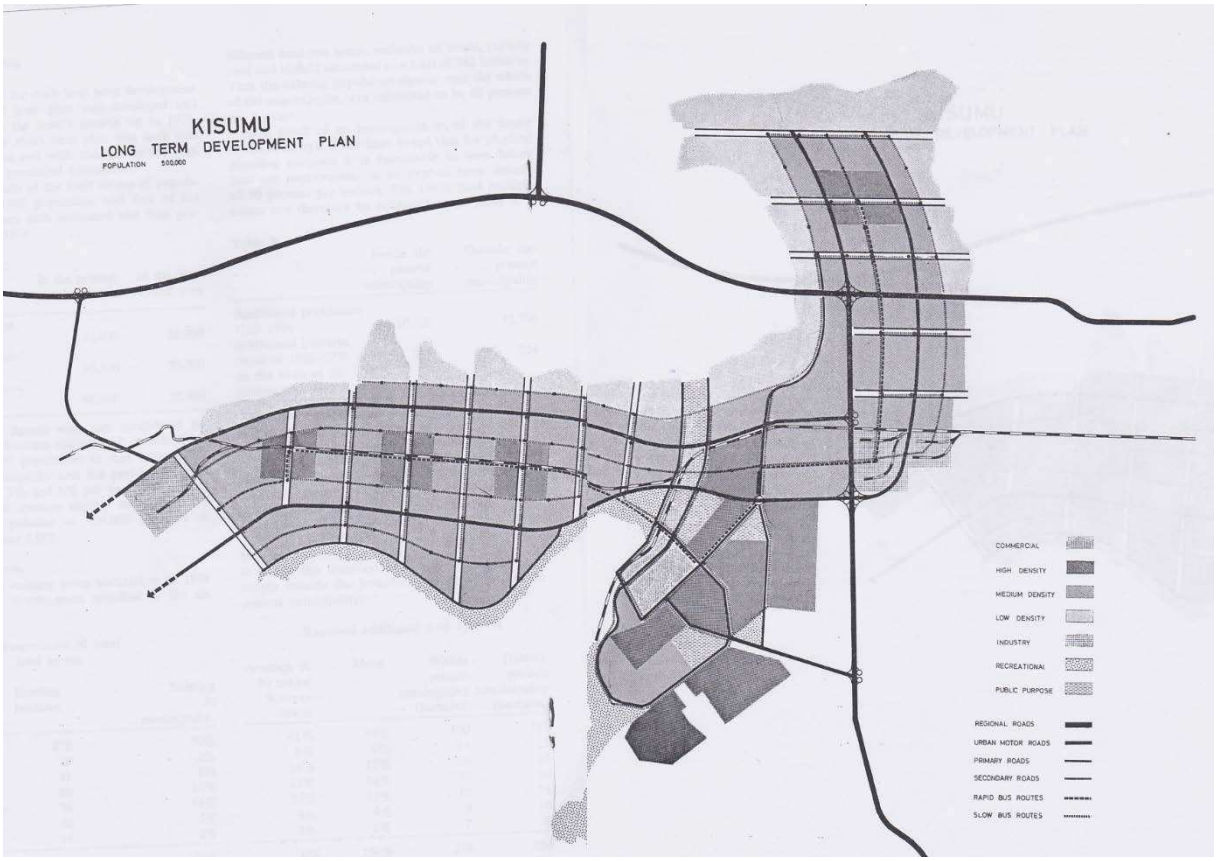


Source : Ministry of Lands, "Physical Development Plan for Kisumu" the planner, 1969

Ces risques, sanitaires ou politiques, ne sont clairement plus traités comme avant les années 1940 par des stratégies spatiales d'exclusions et de séparation. Il s'agit désormais d'amener « *les bienfaits de l'indépendance* » hors des anciennes frontières. La brique, le mortier, l'eau courante, les routes, l'éducation et des centres de santé – ou du moins « *les standards minimums des équipements urbains auxquels chaque citadin* [urban deweller]*est end droit d'attendre* » (McClintock, 1973 : 19) – doivent étendre le domaine de l'urbain, et sans doute apporter aussi une nouvelle idée de la citoyenneté et de l'appartenance à la grande geste de l'indépendance (Baker, 2002 : 340-343).

Le conseil se lance dans une série d'études visant à l'extension des réseaux urbains dans ces *badlands* périphériques (McClintock, 1973 : 17-20). Des plans sont dessinés pour les routes, quasi inexistantes, la coopération allemande effectue une étude fouillée pour étendre le réseau d'eau et d'égouts dans les quartiers denses et non planifiés de Nyalenda et de Manyatta. C'est une logique de diffusion de la modernité urbaine aux franges de l'ancienne municipalité qui se met en route. Le *Long Term Development Plan* de 1969, quoiqu'antérieur à l'expansion formelle des frontières, est largement empreint de cette logique diffusionniste, et a sans aucun doute joué un rôle important dans la décision de l'extension de la frontière municipale par la *Ogutu Commission* qui l'a en dernière instance préconisée (Carte 20 et Figure 5)

Carte 20 : Kisumu Long Term Development Plan, synthèse



Source :Ministry of Lands," Physical Development Plan for Kisumu" the planner, 1969

L'utilisation des 20 km² de l'ancienne municipalité apparaissent bien trop étroit pour accueillir dans des conditions optimales le destin industriel de la municipalité, et de pouvoir y loger l'ensemble des travailleurs. Il s'agit d'agir directement sur l'aménagement des zones périurbaines que les projections démographiques signalent comme le vivier futur d'une explosion démographique prenant pour horizon l'année 2000, et qu'il faudra bien réguler par le plan :

> Ce n'est pas l'intention première du plan d'encourager la population hors des frontières de s'installer au sein de la présente municipalité. Au contraire, il serait même préférable de laisser la population au sein des frontières émigrer, du fait des besoins fonciers pour les activités du centre dans une étape ultérieure. […] Une extension des frontières amenant toutes les zones de la future expansion [urbaine] sous le contrôle de la municipalité est donc urgemment requise (Town Planning Department, Ministry of Lands and Settlement, 1969)

Le plan propose donc un aménagement résidentiel direct des zones situées en dehors des frontières selon le modèle des « *sites and services schemes* » (parcelles viabilisées). Il propose une planification fonctionnaliste abstraite et intégrée – largement inspirée de la théorie des lieux centraux (cf chapitre 5) – des plaines entourant la municipalité où se trouvent aussi bien les quartiers planifiés que les zones rurales :

> Pour accueillir la population attendue d'ici 30 ans, une extension linéaire de la ville au Nord Est et à l'Ouest a été choisie en tant que cadre de développement le plus raisonnable. La colonne

> vertébrale de ce développement linéaire s'articule en deux routes urbaines majeures parallèles et séparées allant de la *Location* de Kajulu au nord-est, au-delà de l'actuelle ville [*town*], et à l'ouest vers Ojola. […] La ville existante [*existing town*] restera le cœur de l'aire urbaine. L'expansion prendra place dans les deux directions, avec l'établissement d'une succession de quartiers [*districts*] résidentiels contenant des zones commerciales, et finalement des zones industrielles. Entre les deux dorsales parallèles se développeront une voie de bus, passant à travers plusieurs centres de quartiers et menant au centre-ville existant. […] Les nouveaux quartiers résidentiels sont séparés par deux routes parallèles perpendiculaires aux dorsales. […] Les zones résidentielles sont divisées en un nombre d'unités […] des carrés de 400 mètres contenant entre 1000 et 5000 individus […] Les sites pour les entrepôts et les industries lourdes ont été choisis selon l'accessibilité des routes régionales […] De nombreux sites pour le secteur tertiaire ont été placés à côté des autoroutes urbaines […] Ici le facteur de localisation déterminant est la facilité d'accès à partir des zones de logement de la force de travail. Trois types d'installations commerciales sont proposées. Le centre commerçant existant sera agrandi pour devenir le plus grand centre commercial de la ville étendue et de sa région. Le centre de chaque quartier résidentiel servira environ de 60 000 à 70 000 individus et subviendra aux besoins des habitants du district en termes d'administration, d'équipements médicaux et scolaires […] Deux unités de logement auront une école primaire, tandis que les que les écoles secondaires serviront huit unités résidentielles

C'est un véritable modèle hiérarchique de lieux centraux que propose à l'échelle urbaine de secréter le plan, expression assez classique d'un urbanisme fonctionnaliste et rationnalisateur. Ce plan incarne en lui-même tous les fantasmes et espoirs technocratiques d'une indépendance politique censée ouvrir les voies de la modernité : une modernité diffusée hiérarchiquement et également à travers l'espace par sa planification géométrique, où chacun doit facilement pouvoir accéder à son poste de travail dans l'industrie ou les services ; mais aussi avoir accès à d'autres « bienfaits de l'indépendance » : la santé, l'éducation etc. Il est avant toute chose une construction mentale qui spatialise, en une forme d'utopie, la dimension urbaine de la modernisation (voir chapitre 5). Cette construction presque poétique – qui tient au sens lefebvrien plus d'une « représentation de l'espace »[18] que de « l'espace des représentations »[19] (Lefebvre, 1974 : 53) – est ancrée dans la prospective démographique et économique. Et cette utopie a un besoin fou d'espace. La multiplication par plus de dix de la superficie municipale (et par vingt si l'on intègre les eaux lacustres) n'est pas simplement une extension territoriale ; c'est aussi un changement de l'ordre de grandeur de la ville. Ce changement d'échelle de la ville dit plus que n'importe quel autre fait la grandeur des attentes de l'indépendance, et de la soif de

[18] *« Les représentations de l'espace, liées aux rapports de production, à « l'ordre » qu'ils imposent et par là, à des connaissances, à des signes, à des codes, à des relations « frontales ». C'est donc l'espace conçu, celui des savants : des planificateurs, des urbanistes, des technocrates « découpeurs » et « agenceurs », de certains artistes proches de la scientificité, identifiant le vécu et le perçu au conçu* » (Lefebvre, 1974 : 53)

[19] « *Les espaces de représentation expriment quant à eux des symbolismes complexes, liés au côté clandestin et souterrain de la vie sociale, mais aussi à l'art, qui pourrait éventuellement se définir non pas comme code de l'espace mais comme code des espaces de représentation. C'est l'espace vécu à travers les images et les symboles qui l'accompagnent, par l'intermédiaire des « habitants », des « usagers », mais aussi de certains artistes et peut-être de ceux qui décrivent et pensent seulement décrire : les écrivains, les philosophes. C'est l'espace dominé et subi, que l'imagination tente de s'approprier et de modifier. Il recouvre ainsi l'espace physique en utilisant symboliquement ses objets.* » (Lefebvre, 1974 : 53)

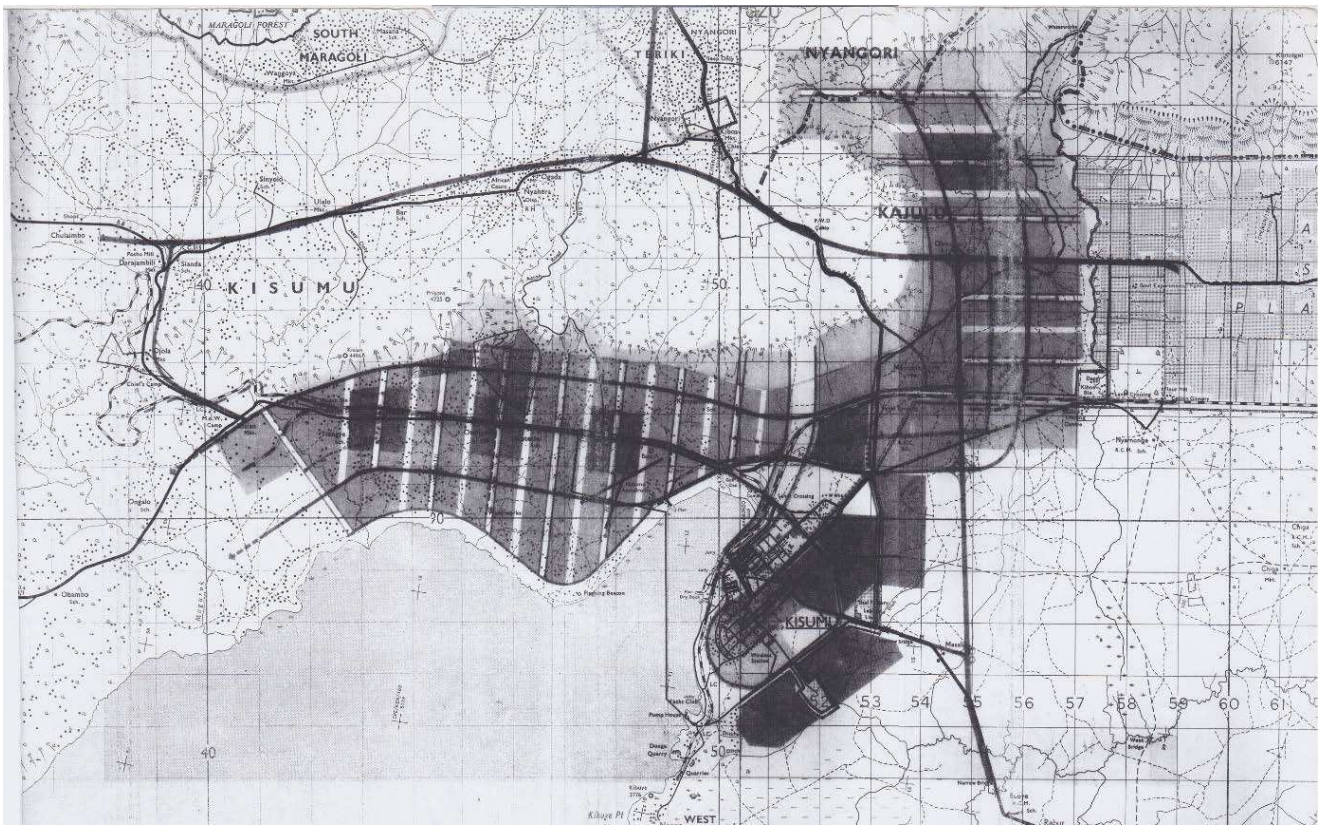
développement qui a pu animer l'action des technocrates chargé de l'administrer. Il donne corps à des formules que l'on rencontre fréquemment dans la littérature consacrée au développement de la ville dans les années 1970 dans lequel est projeté l'avenir de Kisumu : « *metropolitan Kisumu* » (Waller et Obudho, 1976) ou encore « *metropolis* » selon les mots de la mairesse Grace Onyango.

2.2. Les conséquences de l'extension des frontières sur les pratiques spatiales des espaces intégrées à la municipalité

2.2.1. L'écart à la topographie

Normatif et utopique, ce plan est destiné à un espace géographique façonné par des pratiques spatiales qui différent largement de son contenu prospectif et idéal. Un premier pas dans la compréhension du décalage entre le plan et les pratiques est lisible par sa superposition sur une carte topographique (non datée), publiée dans le document de planification officiel où parait pour la première fois la trame géométrique du *Long Term Development Plan*[20](Carte 21).

Carte 21 : Variante du Long Term Development Plan, 1969



Source : Kisumu Short Term Development Plan », Ministry of Lands, 1969

[20] Intitulé « Kisumu Short Term Development Plan » (Ministry of Lands, 1969), ce document, qui vise à présenter des mesures rapides à appliquer à l'espace municipal, comporte une représentation graphique différente du *Long Term Plan*, la trame géométrique du plan étant calquée sur une carte topographique représentant l'espace de Kisumu

La carte topographique, s'il elle n'est pas exempte de simplifications et de choix graphiques, reste une tentative de représentation d'un paysage. Ici, la trame géométrique qui lui est apposée contraste largement avec son contenu. Le dessin que composent la trame non angulaire et l'implantation à première vue aléatoire des constructions au sein de l'ancienne réserve africaine ne semble se prêter à la mise en ordre géométrique. Les documents de planification, ancrés dans les travers autotéliques d'une modernisation qui doit forcément advenir, sont paradoxalement assez ignorants de l'espace qu'ils se proposent de transformer. Mais parfois chez les aménageurs émerge le doute ou la prudence : « *seul le temps nous dira si ces plans conviennent vraiment aux besoins et aux souhaits des populations de cet espace* [area] » affirme en 1973 Hugh McClintock, un jeune architecte britannique volontaire au sein de la municipalité (McClintock, 1973). Et cette prudence est de mise, car rien n'assure que cette extension des frontières municipales, et que les volontés de contrôle et de définition des espaces (et de leurs usages) trouvent un écho forcément favorable dans les zones de l'extension. Nous allons voir dans les développements qui suivent que l'extension des frontières municipales a été un processus conflictuel, les zones rurales et les quartiers non planifiés ayant été rétifs aux tentatives de contrôle des différents espaces alors intégrés au sein des nouvelles frontières municipales.

2.2.2. la formulation « d'un droit au village » dans les sublocations rurales de la municipalité

L'extension des frontières intègre les marges périurbaines que nous avons vues rétives aux tentatives de contrôle de la part des pouvoirs coloniaux) où s'inventaient des manières spécifiquement africaines d'être en ville (chapitre 2). Les espaces de la nouvelle municipalité étendue sont aussi pour trois quarts ruraux (Tableau 9) : y dominent l'homogénéité clanique, les activités agricoles vivrières et très généralement les paysages ruraux.

Tableau 9 Classification spatiale des sublocations de la nouvelle municipalité étendue de Kisumu selon la classification du Physical Planning Department du Ministry of Lands à partir du recensement de 1979

	Nombre de sublocations	Total du nombre d'habitants et pourcentage du total municipal	Superficie en km² et pourcentage du total municipal
Sublocations « rurales »	13	60 522 (40%)	190 (soit 73%)
Sublocations « périurbaines » (quartiers non planifiés)	3	51 933 (34%)	53 (soit 20%)
Anciennes frontières municipales	6	40 188 (26%)	16 (soit 6%)
Totaux	22	152 643 (100%)	259 (100%)

Source : Kisumu Structure Plan 1983-2013, Department of Physical Planning, Ministry of Lands and Settlement, 1983 ; Kenya Population Census, 1979, Central Bureau of Statistics, 1981

La ruralité de ces espaces est pour certains observateurs avant tout un stigmate, un frein au développement. Dix ans après l'extension, Dorothy Kweyu Munyakho, journaliste au Daily Nation, tente de décrire en ces termes l'extension des frontières municipales dans des espaces qu'elle identifie avant tout par les attributs de la ruralité et des attaches claniques :

> Okore K'Oganda – ce guerrier Luo légendaire qui a mené son peuple dans un combat pour plus de terre en dégageant les habitants originels – serait aujourd'hui ravi de voir l'extension de Kisumu. Sa maison, à huit miles du cœur de la ville [*town*], est dans les nouvelles frontières municipales. La dernière décennie a vu les frontières de la municipalité croitre de 20 à 420 km ² [21] [22]

Cette description pourrait laisser imaginer un récit des hybridations entre les domaines urbains et ruraux, et un dépassement des qualifications binaires (urbain / rural, moderne/traditionnel) qui les ont différenciés dans la construction des structures institutionnelles de l'Etat local colonial. Pourtant, la suite de cet article, intitulé *« Kisumu, une ville* [town] *qui lutte pour suivre le progrès »* [23] formule de manière univoque – principalement par la voix du *Town Clerk* alors en poste et abondamment cité – les défis de l'extension d'un pouvoir urbain dans des zones rurales définies par leur « arriération » [« *backwardness* »]. Pour le *Town Clerk*, « *l'extension des frontières a posé des problèmes sur tous les fronts* ». Les services urbains ne peuvent être étendus car les populations paysannes trop pauvres ne peuvent pas payer les taxes qui les financent. La propriété communautaire (par la structure sociale du clan) en l'absence de titre de propriété individuelle ne permet pas de « *vraies incitations pour développer la terre* ». Finalement, c'est « *l'héritage culturel de Kisumu qui est propice à la régression, comme l'exemplifie la polygamie* », qui inflige une natalité trop forte pour que les services municipaux – en premier lieu l'éducation primaire – puissent suivre. Ces propos, motivés sans aucun doute par un éthos urbain de distinction partagé tout autant par la journaliste que le *town Clerk*, développe une représentation externe négative et péjorative de la ruralité, qui reproduit les qualifications spatiales binaires héritées de la construction des structures bifides de l'Etat colonial.

Pourtant, la ruralité n'est pas seulement un stigmate dépréciatif imposé de l'extérieur, mais aussi une catégorie mobilisée pour qualifier ces espaces par ceux qui les peuplent, les habitent et donc les nomment, jusqu'à définir les contours d'une revendication d'un « *droit au village* » qui puisse définir ses propres usages spatiaux (Landy et Moreau, 2015) face à l'extension du domaine urbain. Comme l'affirme de manière générale James Ferguson :

> Les thèmes de la ruralité, ou de la « campagne », ont fourni des métaphores puissantes pour la construction de critiques indigènes des intrusions urbaines, capitalistes ou industrielles. Dans une variété de contextes, la notion de la « campagne » comme naturelle, pure et authentique a fourni des alternatives morales efficaces qui contrastaient avec des réalités urbaines perçues comme artificielles, immorales, corrompues et anomiques (Ferguson, 1992 : 80)

[21] Chiffre qui prend en compte les eaux lacustres
[22] «Kisumu, a town struggling to keep up with progress », Daily Nation, 18 novembre 1982
[23] «Kisumu, a town struggling to keep up with progress », Daily Nation, 18 novembre 1982

Face à l'appétit foncier de la municipalité, des résistances ont largement emprunté au registre discursif de la ruralité. L'extension des frontières municipales touche à la redéfinition globale des espaces et de leurs usages. Cette extension implique une reconsidération de la nature institutionnelle des espaces. Elle engage l'intégration dans le domaine urbain d'espaces ruraux hérités de la bifidité coloniale, et dans lesquels se sont forgés des identités, des modes de régulation foncière, des modes de vie et des pratiques attachées à ces identités et ces régulations foncières « coutumières ». Prenant comme grief l'extension des frontières municipales, des résidents des zones rurales pétitionnent en 1968 en ces termes l'administration, mobilisant largement le registre du droit et de la citoyenneté dans le nouveau Kenya indépendant :

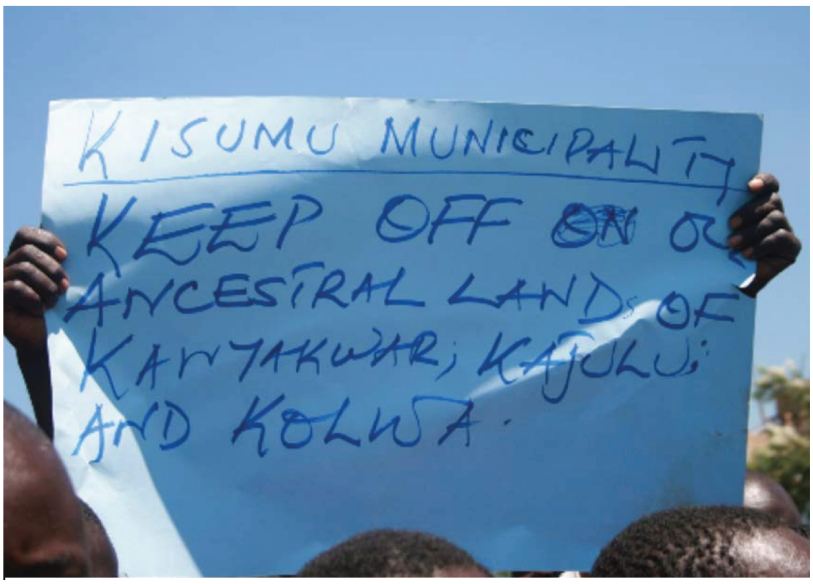
> Nous, les résidents africains de la Kano West Location qui vivons sous la tutelle du Gouvernement Africain du Kenya et qui avons senti amèrement le traitement donné par l'homme blanc sur notre terre, demandons à notre gouvernement qui reconnait la terre comme l'un de nos Droit de Naissance [*« Birth Rights »*], ce même gouvernement qui a rendu clair et établi parmi d'autres principes dans la Constitution le Droit de propriété de la terre, et qui n'a pas changé depuis, de faire attention que notre terre ne nous soit pas arrachée sans regarder dans la Constitution du Kenya […] 95% des gens de West Kano dépendent largement de la terre pour leur moyen de subsistance et de leurs animaux […] (cité par Baker, 2002 : 346-347)

Cette pétition, censée représenter des intérêts claniques (clan Kano) a été écrite en 1968 à destination de la commission du Ministère du Gouvernement local, la Ogutu Commission (Onyango et Home, 2011 : 52), qui prospecte pour l'extension des frontières municipales. Elle cristallise le spectre de la dépossession que représentent le projet d'extension et la crainte d'acquisitions forcées de terres pour le développement urbain. Ce spectre de la dépossession est incarné plus tard par les velléités aménagistes du conseil municipal et des technocrates du Ministry of Lands qui souhaitent effectivement constituer des réserves foncières dans l'ancienne réserve africaine pour mettre en œuvre le plan de développement décrit plus haut :

> Les populations de Kanyakwar, Manyatta, Pandpieri, South Kajulu du District de Kisumu […] semblent être inquiètes à propos de leur futur au cas où la municipalité décide d'acquérir plus de terre pour des développements dans l'industrie et le logement. Il est dit que les résidents de ces sub-locations ont été instruits de ne pas faire pousser des cultures de saison tardive et de ne pas construire des habitations permanentes. Il a été aussi dit que le gouvernement n'est pas responsable de les reloger, et qu'ils devront quitter leur résidence aussitôt les compensations versées. Les gens concernés sont à peu près au nombre de 20 000 et la peur est que, si soudainement on leur donne de l'argent en compensation et leur demande de libérer un endroit dans lequel ils ont vécu depuis des années, ils ne se retrouvent sans abri, et l'argent ne les aidera alors pas.[24]

[24] J.M. Amadi, *The East African Standard*, "Are these people to be made homeless?" 11 mars 1977

Figure 6 : mobilisation contre les appétits fonciers prêtés à la municipalité en 2013



Source : Nairobi Star, 11/03/2013 : http://www.the-star.co.ke/news/2013/01/11/kisumu-man-abducted-by-gang-over-land-row_c724401

En conséquence, les membres du clan Kanyakwar s'interrogent donc sur leur devenir : « *Quelqu'un serait-il assez attentionné pour nous dire où aller, gens de Kanyakwar* ? [25]». Et effectivement, la municipalité s'est appropriée par voie légale une large partie de terres au nord du *township*, dans une zone habitée en majorité par les membres du clan éponyme de la sublocation[26]. Avant même la titrisation individuelle (*adjucation*) des terres communautaires (*Trust Land*) qui a été le lot commun de la plupart des espaces des zones étendues, de vastes zones de Kanyakwar sont requises pour former une réserve foncière destinée à des « *projet de développement industriel ou de logements* »[27] par ordre du gouvernement en 1976. Des compensations ont été versées, mais un combat juridique est toujours en cours autour de ces terres. Les habitants qui se définissent comme autochtones présentent le transfert foncier comme un déguerpissement[28]. Le sentiment d'injustice a largement pu être renforcé par le devenir de ces terres. Si certaines ont pu servir à l'administration publique des « bienfaits du développement », comme la localisation en leur sein de la zone de parcelles viabilisées de Migosi[29] ou du Kisumu Agricultural Showground, la plupart semblent avoir quitté le giron public pour nourrir des intérêts privés, suivant les chemins de la corruption[30]. Ces terrains ont servi à la promotion immobilière privée, comme dans le quartier de Mamboleo destiné aux classes

[25] Dans une tribune publiée dans l'*East African Standard* « Eviction of Clan », le 21 décembre 1977 par John H. Onyango, qui se présente comme un membre du clan

[26] En plus des acquisitions ayant eu lieu dans la sub-location de Kanyakwar, d'autres auront lieu dans les sublocations de Konya, Kadero (éponymes de clans appartenant au *pinyie* plus large de Kajulu) et au sein des sublocations de Nyalunya et Kasule (clans Kano)

[27] Gazette notice No. 3400, 1976 : "The Trust Land Act (cap.288)"

[28] Une pétition présentée par une association communautaire, la KIKAKO, indique dans son premier point que "*The residents of the affected land were illegally evicted from their ancestral land without any form of compensation and now most of them are squatters*" in *Memorandum to the National Land Commission Task Force on Historical Injustices*, 2 octobre 2014

[29] Sur lequel nous reviendrons plus tard. Peut-être le seul et unique projet de développement urbain d'ampleur qui a pu effectivement transformer sur son lieu d'application les paysages péri-urbains.

[30] De nombreuses parcelles, notamment dans le quartier de Migosi, auraient été attribuées au *town Clerk* d'alors et ses amis et proches, Ojwang K'Ombudo, qui n'aurait eu aucun scrupule à déposséder les communautés locales de leur terre ancestrale dans la mesure où ses appartenances claniques se situent ailleurs dans le pays Luo, à Nyakach

moyennes, ou alors les logiques spéculatives[31] qui à l'inverse n'ont que peu transformé la naturalité des paysages périurbains. En empruntant la route qui transverse au nord du *town* cette réserve foncière dilapidée, l'œil attentif remarque dans la végétation un quadrillage de barrières barbelées ; parfois des panneaux y sont plantés : « *private property, no trespassing* », « *land not for sale* » ou plus rarement « *land for sale* ». Plus que l'agent par lequel ont été canalisés les bienfaits du développement que promettait l'indépendance, le Conseil Municipal est couramment perçu comme un pouvoir-ogre, ou au service des ogres, et les contestations des intrusions foncières de la municipalité qui ont eu lieu il y a 40 ans sont aujourd'hui encore vicaces (Encadré 5 et Figure 6 : mobilisation contre les appétits fonciers prêtés à la municipalité).

Encadré 5 incertitude foncière à Kanyakwar

Le 18 octobre 2012, des agents municipaux, identifiés par Patrick Mcrymboh comme des *askaris* (mot qui désigne au Kenya tout agent de sécurité), investissent l'une de ses parcelles à Kanyakwar pour la dégager de toute végétation et culture. Ils sont accompagnés du chef du *town planning department*, Absalom Ayany, qui indique à Mr Mcrymboh son intention d'attribuer la parcelle à un tiers. La révolte et l'incompréhension règnent, Mcrymboh se dit titulaire d'un titre de propriété, et invoque son statut d'autochtone. Empêché d'entrer sur la parcelle, il est convoqué dans les bureaux de la municipalité le jour même ; en lui tendant un extrait du journal officiel de 1976 (Kenya Gazette) on lui indique que la terre en question a été alors acquise par le gouvernement (Notice No.3400) ; elle est désormais requise pour qu'un promoteur y construise des logements (un immeuble de quatre étages). La terre étant considérée comme publique, la municipalité nie la possibilité de l'émission d'un titre de propriété, forcément récemment mal acquis auprès des fonctionnaires du Ministry of Lands. Et les compensations auxquelles auraient pu avoir droit les parents de Mcrymboh ont de toute façon été versées. Ultimement, la municipalité argue du fait que les intérêts individuels ne peuvent pas supplanter l'intérêt public.

Le cas est porté devant la Haute Cour de Kisumu. Les avocats de Mcrymboh démontrent que le titre de propriété n'est pas si récent que cela, et dérive d'une subdivision de la parcelle qui a eu lieu en 2009. Il n'est pas possible de faire valoir de son illégalité. Mais c'est surtout la notice légale de 1976 qui est l'objet de l'attaque des plaignants : aucune carte ne présente l'étendue et la localisation exacte de l'expropriation, et rien ne peut alors indiquer que la parcelle de Mcrymboh a été acquise par la municipalité. Sensible à la brutalité du procédé choisi par la municipalité et aux arguments du plaignant, la cour donne gain de cause à Mcrymboh, son droit de propriété établi et le préjudice à son encontre reconnu et dédommagé. Nous noterons que le directeur du *town planning department*, relevé de ses fonctions depuis, est mis en examen pour des faits de corruption. Il aurait aussi selon les populations locales planifié une attaque contre les villageois en janvier 2013 pour intimider la communauté. Il est accusé d'avoir mal acquis plusieurs parcelles dans la zone, dont il dirige personnellement le développement pour y construire des immeubles d'habitation.

Ce conflit foncier nous offre plusieurs conclusions : d'une part, la municipalité est confrontée à un manque d'espace pour mener sa politique de développement urbain. L'incertitude quant au statut foncier

[31] Onyango et Home (2011: 54) affirment ainsi : « *as part of the expansion of the urban area in 1972 the municipality acquired land compulsorily in the low-lying Kanyakwar area north of the town, as a land bank for future urban development, with residents compensated and removed. The council should have secured the land and ensured physical development plan to allocate land uses, but in practice the land was left unprotected, open to land speculators* […] *in the 1990's most of this land was allocated to Nairobi-based land speculators, leaving the council little land for either public or private use, while the allocated land often remains undeveloped, held by speculator for future profit".*

est un moyen pour la municipalité de réclamer des espaces à moindre coûts. En effet, hors des zones de « lease hold » la municipalité doit acheter au prix du marché les parcelles qu'elle souhaiterait développer. Mais, de manière plus intéressante, les tentatives de développement urbain sont perçues par les populations locales comme des tentatives de dépossession de leurs terres ancestrales pour le profit individuel d'acteurs municipaux corrompus et malveillants.

Source : observations et entretiens, compte rendu de jugement

Les perspectives d'expropriation et de dépossession complète des biens fonciers des autochtones constituent la forme la plus extrême et la plus crainte d'intrusion du pouvoir municipal au sein des *sublocations* rurales. De manière plus routinière, les tentatives de taxation foncière sont rejetées de la part des populations se définissant comme autochtones. L'idée d'appartenance et de propriété absolue sur la terre indissociable du statut de *wuon lowo* délégitime toute participation aux finances municipales. John Pius Osir, un ancien laborantin en ville et leader clanique à Kogony affirme dans ce sens :

> Cette terre a été conquise par nos ancêtres, c'est notre bien le plus précieux, c'est ce que nous allons donner à nos enfants […] La municipalité n'a rien à voir avec cette terre, elle nous pose déjà assez de problèmes, et la ville nous a déjà pris beaucoup de terre. Il n'y a aucune raison que nous payons la taxe foncière […] Les gens de Siaya, de Bondo et les Kikuyu de Kiambu ne paient pas de taxe pour leurs terres.

Un habitant des franges rurales du quartier de Nyalenda abonde en ce sens, lors d'une réunion organisée par le *chief* de la *location* en octobre 2012 visant à confronter les habitants aux fonctionnaires du conseil municipal sur la question de la taxation foncière que veut rendre effective la municipalité :

> Je ne suis pas venu pour la politique, mais pour ce qui touche au plus profond de nos cœurs et de nos âmes […] Je suis né en 1938, mon père est arrivé ici [*Nyalenda B*] en 1930 et vous les Kasagam êtes même arrivés plus tard, et les terres nous les avons prises, elles sont nos terres ancestrales […] Vous voyez cette femme ici ? est-elle vieille ou jeune ? [*L'assistance répond d'une seule voix qu'elle est vieille*] C'est la veuve d'Abog Ajwang, et où va-t-elle trouver de l'argent pour payer cette taxe foncière ? Qu'on ne rigole pas avec la terre, ces gens veulent s'en emparer [*grab*] et la vendre à d'autres gens[32]

En plus du respect des droit fonciers « ancestraux » ou présentés comme tels, c'est aussi la question des usages des espaces qui est en jeu. L'extension des frontières municipales peut se comprendre par ce chiffre : le nombre de tête de bétails passe d'une cinquantaine, à plus de 30 000, selon une estimation des services municipaux de 1983[33]. Les arrêtés municipaux qui régulent l'intérieure des frontières de la municipalité coloniale interdisait strictement les pratiques agricoles et pastorales. Malgré l'extension, ces arrêtés n'ont pas été modifiés, et du strict point de vue légal, le bétail n'a pas sa place au sein des frontières de l'autorité locale. Georges Ominde, un

[32] Traduit du dholuo à l'anglais par Moses Okisa, puis traduit en français par nos soins. Réunion du 15 octobre 2012 dans au *chief office*, West Kolwa.
[33] Central Bureau of Statitics, "Kisumu Socio-Economic Profile, Central Bureau of Statistics", 1983,

résident de Kogony à l'ouest de l'ancienne frontière municipale et *village elder*, nous indique ainsi que :

> Garder des animaux, on dit que c'est interdit, et ça a toujours été une manière pour la police de nous harceler, de nous faire payer des pots-de-vin en prenant en otage nos vaches. Ils viennent, ils font monter les vaches dans les camions pour les parquer au poste de police, et on doit payer pour les reprendre […] On s'est beaucoup plaints, et nos représentants nous ont aidé, et on nous laisse beaucoup plus tranquilles qu'avant, mais on ne doit pas s'approcher trop près de la ville, et surtout près du terrain de golf [34]

L'application de la règlementation concernant les activités pastorales s'est révélée inapplicable, et les élus municipaux et parlementaires ont poussé pour que la réglementation ne soit pas appliquée. Il s'est instauré dans les faits une régulation différenciée du nouvel espace municipal, avec toutes les incertitudes qu'impliquent la tolérance tacite d'un interdit inscrit dans la réglementation. Que considère-t-on pratiquement comme la ville, de ce qui relève d'un espace « moderne » où ne pourraient déambuler les troupeaux de vaches ou les chèvres ? (Encadré 6)

Encadré 6 : Des vaches dans la ville ?

La Ring Road, construite en 1982 exactement sur le tracé de l'ancienne frontière coloniale, sépare le quartier huppé de Milimani des quartiers informels de Nyalenda et de Pandpieri. La frange ouest du quartier informel (vers le lieu-dit *Kilo*), jusqu'alors peu construite, voit se développer en son sein des constructions récentes, un mélange des habituelles chambres locatives de construction semi-permanentes qui dominent l'ensemble de Nyalenda, mais aussi des petites maisons en dur assez cossues, ainsi que des petits immeubles d'appartements de quelques étages attirant principalement des classes moyennes. Ce quartier se différencie du reste de Nyalenda, et se voit doté du toponyme de « New Milimani ». Sur la Ring Road déambule fréquemment au lever ou au coucher du soleil un troupeau de vaches, réunion des bêtes que possèdent divers habitants de Nyalenda, et alors confiées à un vieux vacher pour qu'il les emmène paitre dans les zones humides et herbacées, partiellement cultivées, qui ceinturent Nyalenda. Le vacher est en ce soir de mars 2010 arrêté par la police, avec l'ensemble du troupeau alors consigné au sein d'un terrain de la municipalité, a deux pâtés de maison du *Town Hall*. L'histoire fait grand bruit dans le quartier : les propriétaires doivent déboursés 500 Ksh par tête pour que soit libérées les bêtes. Paradoxalement, les vaches sont gardées en plein dans le centre-ville, dans un terrain proche de la mairie. La confiscation est jugée abusive, les policiers mettant en avant la congestion (toute relative) que présente le troupeau pour la circulation routière dense à cette heure, et la nature urbaine de l'espace traversé. Le propriétaire et le vacher font valoir la nature banale et quotidienne de cette transhumance. Comme si Milimani était venu à Nyalenda, la ville dans la campagne, avec ses standards, ses interdits et ses régulations.

Source : observation, discussions informelles, carnet de terrain

2.2.3. Le contrôle difficile de la pluralité des usages spatiaux dans les quartiers non-planifiés

Les pratiques spatiales définissables par les attributs de la ruralité ne sont donc pas cantonnées aux franges rurales de la nouvelle municipalité. Certains usages spatiaux au sein des quartiers non

[34] Entretien avec Georges Ominde, agriculteur à Kogony, 23/03/2011, transcrit de l'anglais au français par nos soins

planifiés qui ceinturent l'ancien *Township* sont similaires à ceux que l'on peut observer dans les *subocations* rurales.

John Odhiambo, employé de banque d'une cinquantaine d'années, habite Dunga, un quartier excentré de la sublocation de Nyalenda qui donne sur le lac, à 1,5 kilomètre du centre-ville. Dunga est une zone particulièrement mixte, où des villas ostensiblement luxueuses voisinent avec des maisons de torchis et des structures en dur plus modestes. Nombre d'habitants, et notamment parmi les plus pauvres, s'y déclarent autochtones, et voient dans Dunga leur *dala*, leur terre des origines (voir chapitre 2 et Encadré 7)

Encadré 7 : Dala : éléments de définition et échelles d'indentification

Le mot de *dala*, souvent traduit par l'anglais *home*, ne trouve pas d'équivalent aussi satisfaisant dans la langue française. L'anglais *home* traduit bien mieux que le français *maison* l'immatérialité et la matérialité qu'implique la notion de *dala* : « dala *veut dire tout ce que* home *peut vouloir dire* » (Shipton, 2009 : 101). Sans pour autant en épouser la totalité des usages.

La *dala* c'est en effet un lieu matériel, délimité spatialement et sur lequel est construit et organisé en suivant un codage complexe l'espace domestique, comme les différentes maisons de différentes femmes du chef de famille, celles des fils etc.. ; c'est donc la propriété, le terrain, ce que l'on retrouve dans la littérature anthropologique de langue anglaise sous le vocable de *homestead*. Au-delà de cette dimension spatiale, ce mot de *dala* renvoie aussi très fortement aux notions croisées d'origines et d'appartenance. La *dala*, c'est là d'où vient et qu'on appartient, c'est là que les placentas des enfants sont enterrés[35] et c'est là que les corps des morts sont enterrés. Cohen et Odhiambo donnent ainsi cette définition large du mot, dans sa correspondance synthétique avec toute une série d'autres termes : « *'La terre' est simultanément et de manière ambigüe tout à la fois* piny *(le territoire),* thur *(le terrain connu, familier), et* lowo *(le sol reproductif). Les Luo sont évoqués en tant que* jowa *(les nôtres),* yawa *(nos agnats),* langwa *(nos vaillants),* kothwa *(nos graines). Une personne de Siaya pense à la maison,* dala*, comme d'un concept dans lequel tous ces éléments sont entrelacés dans un texte homogène.* » (1989 : 9)

Texte certes homogène, mais polysémique, notamment en fonction des contextes et des lieux dans lesquels il est énoncé. On observe notamment une variabilité scalaire des objets spatiaux qu'il peut nommer, qui renvoie donc à une variété d'échelles d'identification. *Adhi dala*, « je vais à la maison », renvoie à l'échelle de la parcelle, la propriété familiale si énoncé au sein de la *sublocation* d'origine ; il pourrait renvoyer à cette même *sublocation* si énoncé ailleurs dans le *district*. A Nairobi, il pourrait renvoyer à la *location* ou *la constituency* si énoncé face à un « étranger » Luo ; l'idée de maison, *home,* si formulée à un non luo, renverrait le plus communément à l'agrégat géo-ethnique du « luo-nyanza », le pays Luo dans son ensemble. Le mot de *dala* est ainsi devenu une métaphore de l'appartenance à géométrie et échelle variable. Elle s'applique à une diversité d'objets pour marquer leur luoité, tel un club de rugby à 7 (les *Dala Sevens*), et très fréquemment utilisé pour qualifier la ville de Kisumu (*dala Kisumu)*, comme dans la fameuse chanson de Suzanne Owiyo.

Source : Shipton P., 2009, Mortgaging the ancestors; Cohen, M., Atieno Odhiambo, E.S., 1989, Siaya, Historical Anthropology of an African Landscape ; Observations personnelles.

John Odhiambo est un *jadak* (cf chapitre 2). Il vient de Siaya, et revendique une appartenance à cette *dala* primordiale, sans pourtant y avoir construit sa maison. Il est devenu propriétaire de son

[35] « Home is where the placenta is buried", (Cohen et Adhiambo, 1989 : 25)

terrain à Dunga il y a 20 ans, en l'achetant à un *wuon lowo* des environs (Jo-Kano), menant une longue bataille pour obtenir un titre de propriété à son nom. La parcelle assez vaste est l'une des rares à être raccordée à l'eau. Elle est délimitée par une haute barrière surmontée de tessons de verre, et contient plusieurs structures organisées selon l'influence du codage de l'espace domestique luo. En face du portail (*dhoot*), on trouve d'abord une vaste maison moderne, contenant quatre chambres et un immense salon, un garage ou est entreposée une vieille Peugeot 404. C'est la maison de la première femme (*mikayi*), et ici la seule et unique femme[36]. Une seconde maison, bien plus petite mais tout aussi bien équipée que la première, est censée être la maison du premier fils : en accord avec la coutume, elle est construite à la droite du portail. Ce fils étudie le management à Nairobi, et la maison est louée en son absence, très souvent à des occidentaux de passage pour quelques mois. Le jardin est peuplé d'arbres fruitier et d'un potager ; y gambadent deux chèvres et quelques volailles. Une vache y dort le soir, elle est emmenée paitre la journée par un vacher. John surjoue souvent une posture de « fermier », ancré dans la tradition luo, et sa parcelle organisée volontairement en conséquence ; ce qui ne contredit en rien un mode de vie moderne et confortable, et une quotidienneté d'employé de bureau en ville dans le secteur « moderne ». John Odhiambo concilie à Dunga l'expression d'une identité luo ancrée dans son interprétation ruraliste de la tradition et un mode de de vie urbain.

D'autres pratiques informent l'urbanité alternative des franges périurbaine. C'est le cas par exemple de la brasserie de bières et d'eau de vie de maïs (*busaa* et *chang'aa*), interdite sans licences. Baker (2002 : 186) a pu montrer comment à la fin de la période coloniale « *la capacité des résidents de Manyatta de construire et nourrir leurs activités de brasserie commerciale et par ce biais financer l'éducation formelle de leurs enfants malgré les incursions de la police et des officiers municipaux coloniaux est devenu un thème central dans la manière dont les résidents représentent leur histoire collective* ». La fin de la période coloniale laisse entrevoir un espoir de mansuétude à l'égard des activités informelles de brasserie, voire une légalisation. En conséquence, les activités de brasserie et de distillation s'intensifient, mais la vie des distilleries et des brasseries a toujours été rythmée par les descentes de police. L'organisation clandestine de la production d'alcools structure la communauté d'Obunga et ses solidarités. Comme nous l'affirme Peter Odero, *chairman* d'une *welfare association* de résidents d'Obunga:

> Les gens viennent de Nyawita, Kondele, Manyatta, Okore et Mosque Estate pour la *chang'aa* […] on évite de faire venir nos familles [*relatives*] ici, parce c'est un risque quand la police vient, elle ne fait pas tri. Quand les clients viennent ici, on regarde qui vient. Les voisins protègent les distilleries, les enfants regardent qui est dans voisinage. Quand des inconnus traversent et qu'ils pourraient être des policiers, ils crient « *Obunga oko rach* » [« Obunga il y a un problème »] […] ils ont l'habitude de reconnaitre un client d'un policier. S'ils crient *mapai waja*, c'est que les policiers arrivent, *mamen* quand il s'agit d'un client. […] si la police arrive, personne ne parle, et

[36] Le couple, très chrétien, revendique sa monogamie

> les policiers s'énervent souvent. Il y a tellement de gens qui vivent de la *chang'aa*, et c'est qui leur permet d'acheter à manger, de l'eau, le loyer et payer les frais de scolarité des enfants[37]

Dans la tolérance d'activités interdites se nichent des pratiques corruptives de la part de la police et des *askaris* municipaux, qui sont vus comme des formes d'intrusion illégitimes de la part d'un pouvoir vorace. Une intrusion dont la perception est similaire à celle dont souffre en général toute tentative de taxation officielle et légale de la part de la municipalité et de ses agents. Cette fois ci à Nyalenda, un ancien commerçant qui tenait une petite échoppe sur une artère du quartier non planifié nous indique :

> Avant les gens faisaient du commerce sans licence, et maintenant les vendeurs ambulants et les propriétaires d'échoppes doivent payer des taxes et des frais de licence. Avec ces licences les gens ont trouvé qu'ouvrir une échoppe était trop cher. On devait payer les licences, et aussi les loyers et ça a donné beaucoup de difficultés aux commerçants. La municipalité a essayé de prétendre qu'ils voulaient contrôler le commerce pour le bénéfice des commerçants, mais en réalité ils n'ont rien fait d'autre que de les harceler[38]

Cette idée du harcèlement municipal revient presque mécaniquement dans les discours des petits commerçants informels. Les agents municipaux qui arpentent les échoppes et stands des bidonvilles sont fréquemment accusés d'empocher les taxes commerciales ; nous avons pu nous même témoigner de l'entassement des talons des carnets de reçus dans les locaux de la municipalité, sans traitement de la part des services comptables. Cette méfiance consubstantielle à l'idée du contrôle municipal est un problème fondamental de l'autorité locale et de son financement. Dans un rapport de consultance pour l'AFD, Anne Bousquet (2008) estime que l'assiette fiscale de la municipalité ne touche que 40% des contribuables ; quant à la taxe foncière, elle estime que la majeure partie des propriétaires fonciers en *freehold* l'évitent, soit une évasion fiscale qui représente 70 à 80% des contribuables potentiels. Dans les quartiers non planifiés, c'est souvent l'absence de provision de services urbains qui légitime l'évitement fiscal si bien que les perspectives d'amélioration du cadre de vie largement souhaitée sont a priori bloquées par la maigreur de l'assiette fiscale.

En conclusion, l'extension des frontières a été perçue négativement par les habitants, et loin de promettre uniquement les bénéfices du développement, elle représente une menace sans cesse actualisée qui met en danger des usages spatiaux que tente de contrôler – avec bien peu de moyens – le pouvoir municipal. Ces usages spatiaux sont des composantes fondamentales de la manière dont les individus et les communautés se perçoivent et s'identifient. En ce sens, l'extension des frontières municipales, si elle est formellement un moyen directement spatial de supprimer la bifidité institutionnelle de l'Etat colonial, elle n'est en rien un dépassement des identités qu'elle a pu participer à produire. L'urbain et le rural, la ville et la campagne, la modernité et la tradition sont aujourd'hui largement des catégories indigènes – ou émiques (Olivier de Sardan, 1998 : 151-

[37] Entretien avec Peter Odero, 13 février 2011
[38] Que nous ne connaissons que sous le nom de Jo-Alego, mars 2012

166) – qui servent les représentations de soi et des espaces de vie, sans pour autant enfermer dans cette binarité l'ensemble des pratiques spatiales dans le territoire de la municipalité.

3. LES BASES SOCIALES DUALES DU POUVOIR MUNICIPAL, ENTRE « AUTOCHTONISATION » DE LA STRUCTURE DU POUVOIR MUNICIPAL ET REPRESENTATION DES INTERETS DES *JODAK*

L'image d'un pouvoir municipal vorace, intrusif et normalisateur est aujourd'hui vivace dans les zones (diverses) de la municipalité étendue. Pourtant, cette image ne résume pas la complexité du pouvoir municipal et de la physionomie plurielle de ses circulations. Elle en est une représentation qui se concentre sur un seul de ses aspects, celui d'une volonté de contrôle, de planification et de modernisation. Nous allons voir dans les pages qui suivent que le pouvoir municipal peut être vu à l'inverse comme en partie captif des logiques sociales, politiques et culturelles qui animent l'espace municipal de Kisumu.

D'abord, l'image du pouvoir ogre est à relativiser. On serait plus tenté de pointer sa faiblesse structurelle, l'impossibilité manifeste de la municipalité d'asseoir ses finances sur une base fiscale qu'elle voudrait bien plus large, mais surtout son impossibilité à influer sur le devenir et la planification des espaces en *freehold* hors de son contrôle foncier [39]. L'acquisition forcée de 1976 est la seule occurrence d'une augmentation de la réserve foncière municipale dans l'histoire de la ville. D'autre part – et dans une trajectoire historique somme toute assez classique et partagée par bien d'autres autorités locales africaines (Fourchard, 2007 : 12) – les autorités locales urbaines ont été depuis l'indépendance évidées de leurs finances, de leurs compétences et de leurs capacités à réguler la croissance des espaces urbains (Bourmaud, 1988 ; Smoke, 2003). Ce que nous voulons ici démontrer, au-delà de la question des capacités de contrôle de la municipalité, c'est que les logiques du pouvoir municipal ne se résument pas à une volonté de régulation planificatrice et « moderniste » antipopulaire. La trajectoire historique de l'autorité locale, dont on oublierait presque à entendre les critiques que le conseil est élu au suffrage universel, tend à une représentation accrue des intérêts autochtones et populaires, et les conseillers municipaux peuvent être vus comme captifs des demandes et des attentes des électeurs (Encadré 8).

Encadré 8 : Romanus Oduoch, ou le sens civique contraint d'un councillor

L'image des conseillers locaux est au Kenya très écornée (Smoke, 2003). Ils souffrent de la réputation commune d'être des leaders égoïstes et corrompus, accapareurs des ressources urbaines. Les pratiques corruptives ont pourtant leurs logiques sociales et politiques, et peuvent servir à des redistributions qui

[39] "Freehold landowners put Kisumu in dilemma" in *Nairobi Star*, 21 novembre 2012

lient le conseiller et des clients politiques. Les leaders locaux sont mêmes captifs des demandes sociales qui, souvent, les accablent. Cllr. Romanus Odhoch, a été élu du *ward* de Nylenda 'B', après la subdivision en 2007 de l'ancien *ward* de Nyalenda en deux, et jusque-là dominé par les *Jo-Kasagam* et la famille Onunga. Cllr. Odhoch a été élu sur un programme « anti-Kasagam » (clan alors politiquement majoritaire à Nyalenda), à l'aide d'une alliance fédératrice et populaire de petits propriétaires terriens qui, sans mettre en avant un discours d'autochtonie préempté par les Kasagam, n'en reste pas moins très attaché à l'appartenance à Nyalenda. Il est lui-même un *Ja-Kano*, d'un clan très largement représenté dans la zone, et politiquement majoritaire dans les sublocations voisinant à l'est Nyalenda.

Il pensait, une fois arrivé au Conseil, faire de la politique autrement, et ne pas entrer dans la constitution d'un réseau de patronage clanique, et d'utiliser les ressources municipales dans les projets les plus pertinents. Les demandes et sollicitations se sont faites tout de suite très insistantes. Tous les matins, des résidents et soutiens se succèdent pour présenter leurs requêtes : une aide pour l'obtention d'une bourse d'éducation pour un enfant, un peu d'argent pour des frais de scolarité, une note d'hôpital, des médicaments, une demande pour un place de marché au centre-ville etc. Au point que le Cllr. Odhoch déserte tôt sa maison et y rentre tard, pour trouver le calme dans l'anonymat mieux garanti par des lieux choisis du centre-ville. Pour rentrer chez lui, il emprunte des détours : sa moto évite soigneusement les lieux où les jeunes « soutiens » peuvent se retrouver (bars, lieux de consommation de *chang'aa*, certains carrefours). Ces stratégies spatiales d'évitement amusent plus ou moins les résidents ; et sa popularité en pâtit.

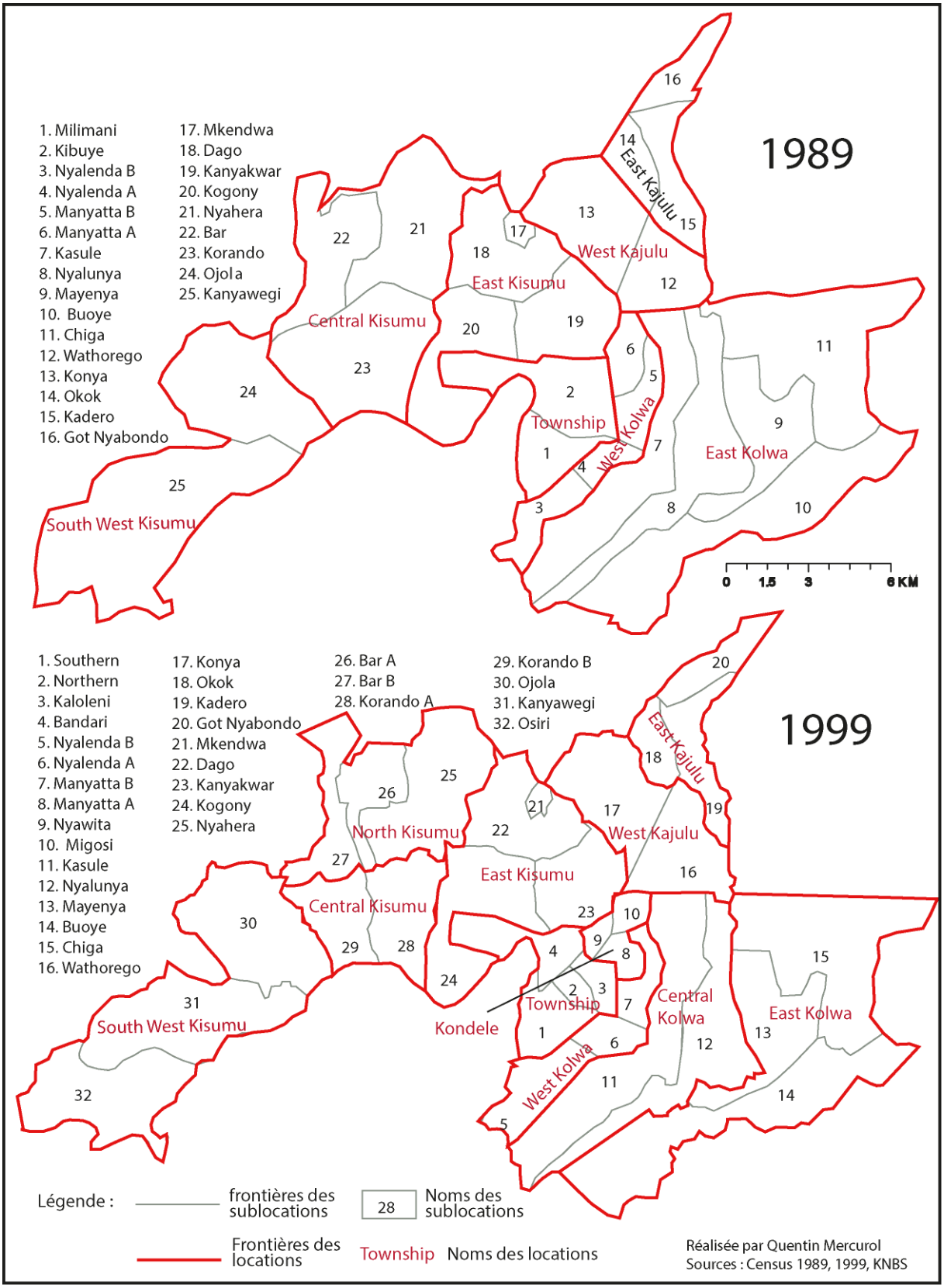
Source : entretien avec Cllr. Romanus Odhoch 22/01/2013 et observations

Dans un premier temps de notre développement, nous montrerons en quoi les identités collectives claniques et le registre de mobilisation de l'autochtonie qui lui est lié structure de plus en plus la physionomie de la géographie politique municipale. Dans un second temps, nous verrons comment – sans doute en lien et en réaction avec la représentation politique de l'autochtonie – la manière dont les populations allogènes ont participé à la compétition politique municipale.

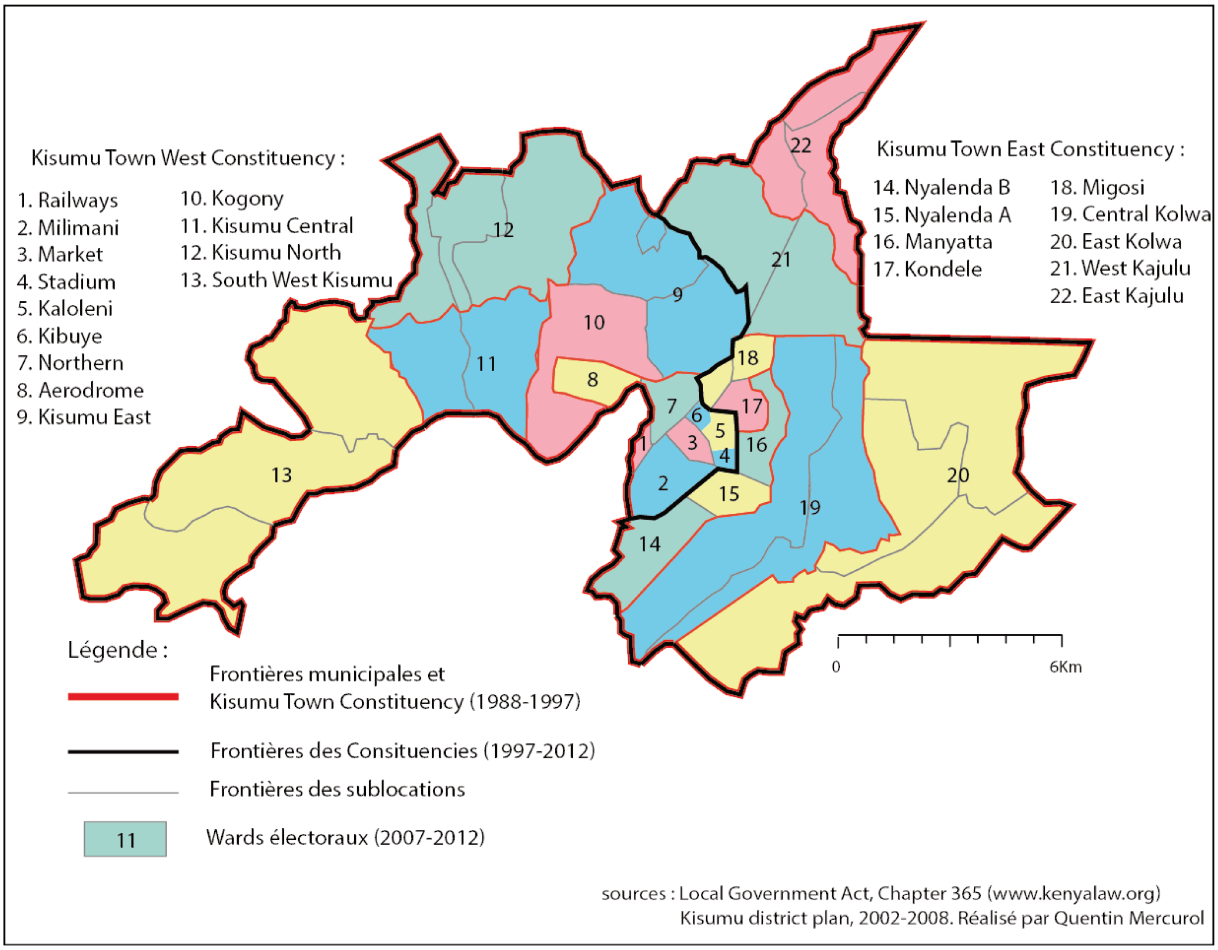
3.1. Le développement des unités administratives et politiques au sein des nouvelles frontières municipales, un moteur identitaire

3.1.1. Les circonscriptions électorales locales (wards) et la maille administrative de l'Etat déconcentré

Carte 22 : Evolution des unités administratives locales (locations et sublocations) au sein des frontières de la municipalité de Kisumu



Carte 23 : Circonscriptions politiques de l'espace municipal (Wards et Constituencies)



L'extension des frontières municipales voit l'ajout d'un grand nombre de circonscriptions électorales qui fournissent des sièges supplémentaires au conseil municipal. Les élections de 1974 voient la refonte de la géographie électorale municipale : 8 *wards* sont établis au sein des frontières de l'ancienne municipalité, contre 7 dans les zones étendues. Leur nombre ne cessera d'augmenter au cours de la période postcoloniale : on compte 22 *wards* aux élections municipales de 2007. Parmi eux, les 8 initiaux qui partagent l'espace des anciennes frontières sont intouchés par les créations de nouvelles circonscriptions. Les 7 circonscriptions locales au sein des frontières étendues sont progressivement subdivisées en 14 *wards* en suivant largement la production du maillage administratif de l'Etat déconcentré (les frontières des *locations* et des *sublocations)*, héritage le plus tangible des structures administratives de l'Etat colonial et des identités rurales et néocoutumières qui leurs sont encore aujourd'hui attachées (Bourmaud, 1988 : 7-43) (Carte 22 et Carte 23)[40].

[40] S'il est possible de proposer une géographie des créations d'unités administratives de l'Etat déconcentré (*locations* et *sublocations*), il est impossible faute de données fiables de présenter la manière dont ont été subdivisées les *wards* municipaux au cours du temps. Toutefois, la carte administrative servant de base pour la carte politique, il est intéressant de présenter l'évolution de la géographie locale de l'Etat déconcentré, qui permet d'éclairer la création des *wards*.

La production de nouvelles circonscriptions politiques suit tout autant la croissance démographique des zones périurbaines que les demandes claniques d'obtenir leur propre circonscription. Par exemple, le *ward* de Nyalenda est divisé en deux en 2007 autant pour une meilleure représentation d'une zone alors extrêmement peuplée que pour suivre les demandes exprimées par une partie de la population de sortir de la domination historique sur l'ensemble de la zone du clan Kasagam (Encadré 8). Le *ward* de Kogony est lui aussi crée en 2007 en suivant les frontières de la *sublocation* existante, en une subdivision du Kisumu East *ward*, qui suivait alors les frontières de la location. Cette attribution d'un *ward* éponyme du clan (membre du clan plus large, ou *piny*, de Kisumo, voir Annexe 8) était une demande longtemps formulée par les autorités claniques d'obtenir leur propre représentation politique au sein de municipalité[41]. Entre 1989 et 1999, la subdivision des Central Kisumu et East Kolwa *locations* en chacune deux nouvelles *locations* s'est accompagnée de la création de *wards* électoraux éponymes qui viennent suivre les nouveaux découpages. En plus d'un *subchief ou* d'un *chief* sorti des rangs du clan[42], la *sublocation* ou *location* qui devient aussi *ward* possède potentiellement, si l'élection est favorable, un *councillor*. La création du *ward* participe d'une reconnaissance du clan au sein des structures de l'autorité municipale qui était déjà manifeste au sein du maillage administratif de l'Etat déconcentré, et donc finalement d'une reconnaissance dans ses intérêts pleins et entiers au sein de la municipalité[43]. Et en ce sens, la création des frontières administratives (*sublocations* et *locations*) et politiques (*wards*) participent largement dans la manière dont sont produites les identités claniques, et la manière dont elles essaiment ou, faute de frontière, la manière dont elles périclitent. Leurs toponymies respectives, souvent identiques, renvoient de manière régulière aux

[41] L'activisme des autorités claniques est constant en ce sens, et s'est traduit à plusieurs reprises par des demandes officielles émanant des leaders claniques (par l'intermédiaire du *Kogony Land Council of Elders*) aux différents députés et au *Ministry of Local Government*.

[42] Par nomination directe de la hiérarchie administrative de l'administration provinciale devant laquelle il est responsable, et le plus souvent sur proposition des autorités néocoutumières reconnues par les habitants

[43] L'anthropologie coloniale - dans une démarche performative qui a pu mettre au service de l'appareil de contrôle colonial la production du savoir anthropologique - a déjà pu établir une certaine adéquation entre la construction des territoires administratifs et processus identitaires. Dans les travaux d'Evans-Pritchard, Les *piny*, « territoires » ou « pays » alors vus comme les unités les plus larges auxquelles individus et groupes pouvaient s'identifier lors de la période précoloniale, sont vus comme le support par lequel sont construits les différents territoires des locations. Les territoires ethno-administratifs sont présentés dans une certaine netteté et exclusivité : ils ont leur homogénéité et cohérence interne. Mais d'autres travaux historiques et anthropologiques ont pu montrer à l'inverse que « *the* piny *were not simple or easy givens, were not of consistent shape or structure, and were perhaps experiencing processes of formation and deformation simultaneously.* » (Cohen et Adhiambo, 1987 : 276). C'est surtout que les identités et ethnonymes associées au *piny* (Alego, Gem, Asembo, Kisumo etc…) ont été « *renforcées par le zonage des gens au sein de* locations *par le colonialisme. Certains ont eu intérêt à projeter ce formalisme dans le passé ; d'autres ont accepté cette expression du passé […]. Autant les* piny *ont été forgé pour leur utilité durant la période coloniale et postcoloniale, autant ils ont pu constituer des modèles utilisables pour la simplification des organisations spatiales et sociales précoloniales.* » Ainsi les divers groupes luo ont par intérêt, et non sans lutte interne, porté, traduit et reproduit les histoires claniques dans les cadres spatiaux institutionnels mis en place par le colonialisme, Ils participent de la reconstruction du passé autant qu'un cadre par lequel se négocie dans le présent un rapport à l'Etat, dans sa logique de contrôle, mais aussi dans sa capacité à distribuer des ressources. Appropriés, largement intériorisés, ces cadres sont devenus un cadre légitime à l'intérieur duquel se formalisent les identités individuelles et collectives : la carte d'identité kényane renvoie systématiquement à la *sublocation* d'origine. Les associations de migrants dans les principales villes du Kenya s'organisent autour de cette unité élémentaire d'identification que peut constituer la *sublocation*, certes non exclusives, mais tout de même fédératrice.

noms par lesquels sont désignés et se désignent les clans. Les *wards* municipaux comportant le toponyme *Kisumu*, bien plus que de désigner la ville, renvoient en fait aux *locations* dessinées par le pouvoir colonial (reproduites et subdivisées par le pouvoir postcolonial) pour délimiter l'aire de domination des différents clans du *piny* de *Kisumo*. En suivant les frontières des mailles administratives, les frontières des *wards* municipaux se calquent sur les dynamiques de reconnaissance identitaires qui les traversent.

La représentation de la politique clanique dans les *wards* influe largement sur le leadership du conseil municipal. Les observateurs de la politique municipale parlent ainsi d'une alliance « KKK »[44] (pour Kisumo-Kajulu-Kano, les trois plus grands clans, ou *piny* présents « originellement » au sein des frontières étendues, voir Annexe 10) qui composent traditionnellement la majorité du conseil municipal (Onyango et Obera, 2015 : 73)[45]. Cette alliance a souvent désigné le maire de Kisumu élu parmi les conseillers locaux : George Okalo, Georges Olilo[46], Lawrence Akiny Oile[47], Ogendo Ponge[48], Prisca Auma[49] ont tous des racines claniques au sein de la municipalité. Entre 1983 et 2000, la mairie n'a jamais été dirigée par un maire provenant d'ailleurs que de la municipalité élargie[50]. La perception commune veut que le contrôle de la municipalité assure la possibilité de distribution de ressources urbaines (emplois municipaux, stand de marché, logements etc.) à sa clientèle politique sur une base clanique. Pourtant, depuis l'extension, ce contrôle par cette alliance politique clanique de la politique municipale n'a pas toujours été total. Cette alliance « KKK » semble s'être solidifiée face à ce qui a été perçu comme une appropriation par des réseaux communautaires étrangers à l'espace municipal. Ainsi, les clans luo de la *constituency* de Nyakach se seraient appropriés les ressources municipales, sous le patronage d'Ojwang K'Ombudo, l'un des premiers *Town Clerk* africains (1969-1978), qui aurait distribué emplois, logements, et parcelles en *leasehold* à ses clients politiques (et à lui-même) (Onyango et Obera, 2015 : 73). Il semblait continuer l'œuvre amorcée par le maire Samson Odoyo qui a dirigé la mairie avant l'extension des frontières. Samson Odoyo devient en 1974 le député (*MP*) pour la circonscription parlementaire de Nyakach, Ojwang K'Ombudo gagne ce même mandat aux élections de 1979. Une part importante de leur légitimité politique en-dehors de la municipalité s'est construite dans le contrôle de l'exécutif municipal. Ce contrôle souligne tout autant leur capacité à piloter un outil institutionnel chargé d'administrer le

[44] Déviation péjorative du nom donné à l'alliance ou projet d'alliance à l'échelle nationale *KKK* qui regroupe quant à elle les ethnies Kikuyu, Kamba et Kalenjin, principalement contre l'émergence d'un possible leadership luo
[45] Voir aussi "Can Mayor Shabir Make a Difference for Kisumu?" in *Daily Nation,* 8 aout 2000
[46] Maire de 1975 à 1979, et à la fin des années 1980 Kisumo de Nyahera, oncle du Dr. Robert Ouko, homme d'Etat kényan, ministre et parlementaire, sur lequel nous reviendrons abondamment.
[47] Karombo Clan, Kisumo, maire de 1992 à 1996
[48] Kasagam de Nyalenda, maire de 1996 à 1999
[49] Maire de 2004 à 2007,
[50] "Can Mayor Shabir Make a Difference for Kisumu?" art.cité

développement[51], que leur capacité à redistribuer au profit de leur communauté affinitaire extramunicipale les ressources offertes par la ville[52] ; en cela ils exemplifient la rationalité politique hybride propre au néopatrimonialisme (Médart, 2000). Les mêmes soupçons d'accaparement par des « étrangers » des ressources municipales touchent le mandat de maire d'Ezra Gumbe (1979-1983), originaire de South Nyanza (Karachuonyo), et « *depuis la mort du Maire Ezra Gumbe en 1983, il est rendu impossible pour les maires de cette ville de bord de lac cosmopolite, chef-lieu de cette province multi-ethnique du Nyanza, de venir d'autre part que de Kisumu même* »[53]. Commentaire d'importance, car il marque une tendance lourde de la transformation de l'espace politique au Kenya de la prégnance des discours de l'autochtonie dans la manière dont se conçoit le fait politique, et s'exerce la politique locale. La construction de réseaux politiques luo à travers l'espace municipal marquait la centralité politique de la ville dans un espace ethno-régional ; la géographie politique sécrétée au fil des décennies dans les frontières municipales marque un changement d'échelle du fait politique et de ses enjeux. La défense des locaux et autochtones contre les figures multiples de l'étranger devient peu à peu un enjeu structurant de la politique municipale. La défense des intérêts fonciers des clans autochtones doit être une des prérogatives du mandat de *councillor* :

> Le *councillor* est comme cette personne que tu envoies dans la famille de ta femme pour un différent. Et tu attends un compte-rendu, mais si tu n'as pas de compte-rendu et que ta femme est partie avec un autre homme, est-il une bonne personne ? [*Rires dans l'assistance*] Les *councillors* sont nos serviteurs que nous envoyons au conseil, et ils devraient revenir vers nous et nous dire ce qu'il se passe au conseil. Après nous leur aurions dit d'appeler les fonctionnaires du conseil qui veulent taxer la terre. Pourquoi n'ont-ils pas fait ça ? Vous voyez un *councillor* ici ? Cette chose ne peut être décidée par le maire seul et a du impliquer l'ensemble du conseil. S'ils ne viennent pas ici, cela veut dire qu'ils ont à voir avec tout ça.[54]

La réputation d'un *councillor* d'une autorité locale formellement urbaine tient dans sa capacité à faire valoir des intérêts claniques et de faire respecter un droit autochtone défini comme absolu sur la terre.

[51] Ojwang K'Ombudo en particulier a pu jouir de la réputation d'un administrateur sérieux, doté d'un capital académique acquis aux Etats-Unis (grâce aux « airlift » organisés par Tom Mboya dont il était un soutien politique) mis à profit pour le développement du secteur moderne de la ville : « *the most articulate and effective post-colonial Town Clerk* » (Anyumba, 1995 : 241) au crédit duquel on porte souvent une planification de la zone industrielle à l'Ouest du centre-ville et la constitution de la « banque foncière » qui a permis la construction du quartier de Migosi.

[52] Le patrimoine foncier d'Ojwang K'Ombudo est tout à fait important à Kisumu, et notamment dans les espaces centraux de la ville. Une bonne partie de ce patrimoine a été transféré à son fils, Cornell K'Ombudo, pour construire sa carrière de gérants de clubs, boites de nuit, restaurants et bars à Kisumu (Café Olé, Bucaneers Night-Club, Club Aea 51, Barizi Bar and Rest) et organisateur du « Pacho Festival »

[53] "Can Mayor Shabir Make a Difference for Kisumu?" The Nation, 8 aout 2000

[54] Paul Rangoro, résident de Nyalenda B, 15 octobre 2012, réunion au *chief office*, Central Kolwa, portant sur la taxation foncière. Traduit du dholuo à l'anglais par Moses Omondi Okisa, puis en français par nos soins

3.1.2. Les circonscriptions parlementaires

Ce constat d' « autochtonisation » de la politique municipale s'applique aussi aux circonscriptions électorales devenues au fil du temps congruentes des frontières municipales. Jusqu'aux élections de 1988, l'espace de la municipalité étendue était divisé en trois circonscriptions parlementaires qui le dépassaient : Kisumu Town au sein des anciennes frontières coloniales, et Winam et Kisumu Rural. Ces deux dernières circonscriptions, tout en intégrant des espaces de la municipalité étendue, la dépassent à l'est et à l'ouest respectivement en représentant au parlement les majorités claniques Kano et Seme qui s'y sont développées. Les élections de 1988 sont l'occasion d'un redécoupage des circonscriptions qui voit la formation de la Kisumu Town Constituency, identique aux frontières municipales (Carte 23). Selon Jonah Anguka[55], il s'agit alors d'une méthode très classique de *gerrymandering*, et de favoriser l'élection de Robert Ouko alors appuyé par le gouvernement Moi : « *avant les élections générales de 1988, une revue des frontières parlementaires a eu lieu dans le pays. Grâce à cette revue, le lieu de naissance du Dr. Ouko, Nyahera, a été déplacé de la circonscription de Kisumu Rural à celle de Kisumu Town* » (Anguka, 1998 : 20). Soit une manière pour Robert Ouko, figure politique nationale, de s'assurer de son élection dans une circonscription plus large et constituée de zones « cosmopolites »[56] en y important des soutiens acquis. Et de fait, l'ancienne *Kisumu Town Constituency* était alors jusque-là peuplée presqu'uniquement par des « allogènes » : après son mandat de maire, Grace Onyango, originaire de Sakwa (Bondo, dans les zones de l'ouest du pays Luo) gagne par trois fois les élections parlementaires pour la *Kisumu Town constituency* (1969, 1974 et 1979). La victoire d'Ouko dans la nouvelle géographie électorale locale voit la fin d'une représentation parlementaire « cosmopolite » de l'espace urbain de Kisumu, et ouvre la voie à une représentation inédite des intêrets Kisumo au parlement : c'est du moins l'interprétation émique de son élection[57].

Un affinage des enjeux de la représentation clanique au sein de la municipalité se joue avec une nouvelle subdivision de la Kisumu Town Constituency en deux nouvelles *constituencies* en 1997 : *Kisumu Town East* et *Kisumu Town West* (Carte 23). La première, ancrée dans la partie est

[55] Alors District Commissionner (DC) du District de Nakuru, et à ce titre assez proche du centre de pouvoir et du Président et dont la femme faisait partie du staff ministériel de Robert Ouko, alors ministre des affaires étrangères (Cohen et Atieno Odhiambo, 2004 : 144-145)

[56] L'adjectif « cosmopolite » (« *cosmopolitan* ») est employé très souvent dans les discours politiques à Kisumu pour désigner des zones non claniquement homogènes, et où du moins n'émerge pas politiquement une majorité clanique claire et forte.

[57] Telle qu'on nous l'a formulé à plusieurs reprises lors d'échanges informels, et pas seulement par des individus avec une quelconque affiliation clanique avec Ouko. Ainsi, en avril 2011, le conseiller local pour Manyatta B, Cllr. Ondele (Ja-Kano) nous a fait part de son interprétation de l'histoire de la politique locale en voyant une tentative constante des clans *kisumo* à s'approprier les instances nationales (MP) et locales de représentation (Mayor). L'élection d'Ouko aurait présenté un moment fort de l'hégémonie *Kisumo* ; au vu de la personnalité du principal intéressé, robert Ouko, telle que magistralement dessinée dans le livre de Cohen et Atieno Odhiambo, (*Risks of Knowledge*, Ohio University Press, 2004), on est largement en mesure de douter que ce soit de cette manière qu'Ouko se soit projeté et représenté dans son mandat, qui tout en ayant un ancrage local, a dépassé clairement les uniques enjeux locaux.

de la municipalité, regroupe des sublocations où se mobilisent politiquement des majorités Kajulu et Kano ; Gor Sunguh (d'un père Ja-Kajulu et d'une mère Nya-Kolwa), qui est élu le député de la circonscription par deux fois (1997 et 2002), réussit à obtenir une alliance des deux clans, sur un programme politique portant l'autochtonie : « *des clans indigènes contre ceux qu'il appelle « les étrangers »* […] *cela lui a permis de ficeler les Kajulu et les Kano dans un seul et même vote. Les membres des clans Kano le perçoivent comme un neveu et l'un des leurs.* »[58]. Les discours de l'autochtonie semblent alors d'autant plus prégnants qu'un large nombre de votants des quartiers non planifiés de Nyalenda et de Manyatta s'organisaient autour de la candidature d'un *jadak*, Onyango Oloo, avocat basé à Nairobi mais né à Manyatta (originellement d'Ugenya, dans l'ouest du pays luo)[59]. De manière parallèle, la *Kisumu Town West Constituency*, dans une étrange construction, intègre tout aussi bien la totalité de l'ancienne municipalité que des zones assez éloignées du centre-ville qu'Osiri ou Kanyawegi : « *la forme curieuse de la frontière de la circonscription est attribuée aux intérêts personnels des deux précédents députés, feu Robert Ouko et feu Joab Omino, qui s'étaient assurés que les deux précédentes révisions des frontières sécurisaient leur base électorale de clans Kisumo indigènes.* »[60].

L'ensemble socialement, ethniquement et claniquement hétérogène que constitue l'ancien *Township* et de sa ceinture de quartiers denses et non planifiés se retrouve, au gré des évolutions de la géographie des *constituencies*, noyé et en partie dominé par les enjeux de l'appartenance et de l'autochtonie. Ce fait est lisible par les stratégies de campagne déployées par les candidats :

> Les candidats ne vont pas aussi souvent dans les bidonvilles [*slums*] et en ville [*town*] qu'avant, et depuis au moins Ouko, ce sont les zones rurales qui comptent le plus pour réussir à avoir la ville [*town*], alors c'est là qu'ils combattent et qu'ils font le plus de meetings et qu'ils se vident les poches en « pot de vin »[61] […] Je ne dis pas qu'ils ne font plus de campagnes en ville […] parce que la ville c'est très important pour qu'ils se départagent, alors ils y font campagne aussi.[62]

Réserves importantes de votes, les zones urbaines ne sont donc pas non plus complètement délaissées par les candidats. Par exemple, John Olago Aluoch, candidat élu en 2007, a mis en œuvre une stratégie qui venait faire le pont entre les deux rives de la dichotomie urbain-rural. Originaire de Kanyakwar, il a largement joué la carte de l'autochtonie et de la défense des intérêts et revendications foncières, en s'assurant ainsi une base de vote importante. En parallèle, sa profession d'avocat lui a permis de se construire une solide réputation en ville, notamment par une défense gracieuse auprès des tribunaux offerte aux acteurs de l'économie informelle du

[58] "War of Clans to Tip the Scales in Kisumu Town East", in *Daily Nation*, 21 avril 2007. On peut aussi lire dans ce même article : "*But the politics of clans hold the key to election victory in the constituency* […]*The KKK clan factor (Kajulu, Kano and Kisumo) will dominate the campaigns.* "

[59] "*The Manyatta/Nyalenda voting bloc will pose the biggest challenge for the candidates as they are believed to be gunning for one of their own (read settlers) since they have been voting for the Jokisumo (Kisumu people) and Jokano (those originally from Kano) for a long time*." In "Constituency Profiles - War of Clans to Tip the Scales in Kisumu Town East" art.cité

[60] "Field Crowded As Women Seek to Turn the Tables", in *Daily Nation,* 21 avril 2007

[61] le terme ici employé dans l'entretien est le mot luo « *gonya* »

[62] Leo Odera Omolo, journaliste indépendant, animateur du blog jaluo.com. Entretien le 17/04/2011

centre-ville. C'est d'ailleurs cette base urbaine qui a pu lui permettre de devancer sa principale concurrente, Rosa Buyu, dotée d'une base clanique bien plus large quoique moins assise, car acquise par mariage. Originaire de Bondo (hors de Kisumu), elle prétend au soutien ethnique par son mariage avec un notable originaire du clan plus large Kisumo[63], bien plus important numériquement que les Jo-Kanyakwar. Les enjeux municipaux, en partie déterminés par les enjeux de l'autochtonie, ne s'y résument pas totalement. L'accès populaire aux ressources urbaines de la centralité, notamment par le biais des activités de l'informel, est une donnée structurante de la politique municipale.

3.2. La représentation des intérêts des jodak urbains et labilité de la géographie électorale : les circulations du pouvoir dans la municipalité de Kisumu

Le champ politique municipal ne se résume pas à sa structuration progressive par le registre de l'autochtonie. Les jodak (cf chapitre 2) qui ont fait de Kisumu un lieu de résidence – temporaires ou non – constituent une force politique importante dans le champ politique municipal. On peut faire l'hypothèse – difficilement vérifiable mais tout de même probable – qu'ils constituent à l'échelle municipale une majorité numérique. La force d'un homme politique comme John Olago Aluoch est d'avoir réussi à articuler politique de l'autochtonie et représentation des intérêts populaires des *jodak*, notamment par la défense des activités de l'informel au sein du centre-ville. Pourtant, cette articulation n'a rien de naturel, et d'un point de vue géographique, les intérêts autochtones et ceux des *jodak* tendent à s'opposer et à investir des espaces différents.

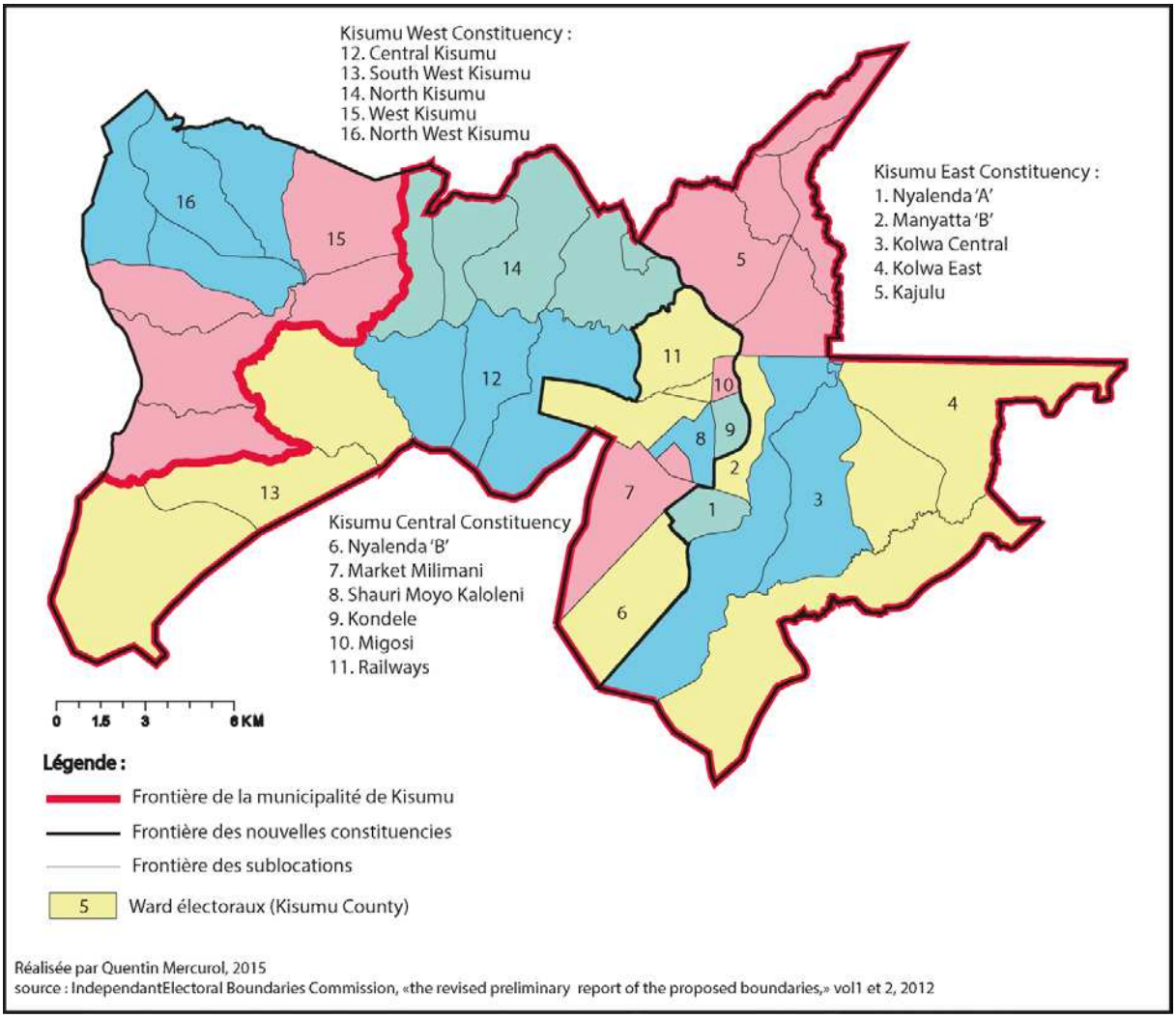
3.2.1. La refonte de la géographie électorale de 2012, ou la séparation des terroirs politiques entre urbanité et ruralité

La refonte partielle de la géographie électorale de 2012 à l'occasion des élections de 2013 (Annexe 11 et Annexe 12) – les premières de la nouvelle Constitution kényane[64] – exprime clairement une typologie d'espaces définis par une tentative de séparation des enjeux politiques de l'autochtonie et ceux de l'urbanité (Carte 24). Une nouvelle *constituency* est créée, *Kisumu Central*, réunissant les espaces urbains perçus comme « cosmopolites » (Township *locations,* Nyalenda B, Kondele et Migosi) et caractérisés par leurs fortes densités de population (Carte 25).

[63] Mr. Randiak, Kadewo clan et dont la mère était la sœur de Robert Ouko

[64] Les bornes temporelles de notre travail de terrain ne nous permettent pas d'analyser les nouvelles unités politiques décentralisées, les *counties*, dans lesquelles viennent se fondre les anciennes autorités locales. Toutefois, les élections pour les *councillors* pour siéger dans la *county assembly* s'insèrent dans la continuité des autres élections locales, et constituent un point de comparaison d'autant plus intéressant que nous avons pu assister à la campagne électorale.

Carte 24 : Redécoupage des frontières politiques de la municipalité de Kisumu (2012)



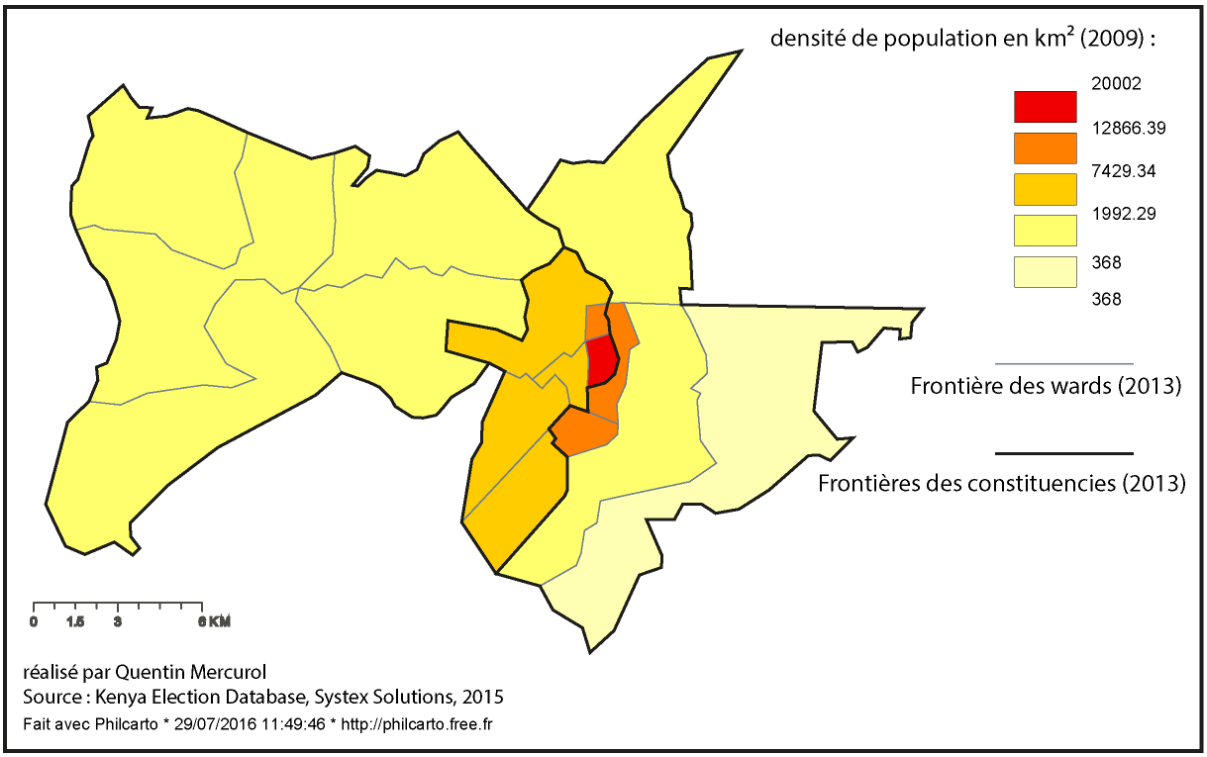
La création de cette *constituency* correspond d'ailleurs aux revendications et propositions formulées par les secteurs « cosmopolites », c'est-à-dire non-autochtones, de la population de Kisumu lors des consultations organisées par *L'Interim Independent Boundaries Review Commission* (IIBRC) en octobre 2009, dont le rapport a été adopté tel quel par l'organe lui succédant (*Independent Electoral and Boundaries Commission,* IBRC[65]). Des acteurs aussi différents qu'Aslam Kahn, politicien *asian* et businessman, que des représentants luo des associations du secteur informel ont pu porter la revendication de la création d'une *constituency* « urbaine »[66] démarquées des enjeux de l'autochtonie. A l'inverse, les nouvelles *constituencies* de *Kisumu East* et de *Kisumu West* doivent alors représenter respectivement les majorités claniques Kano[67] et Kisumo.

[65] Et dont le rapport a été rendu public en février 2012, voir Independent Electoral Boundaries Commission, «the revised preliminary report of the proposed boundaries,» vol1 et 2, 2012

[66] Observation du meeting tenu le 12 octobre 2009 à l'Aga Kahn Hall, Kisumu.

[67] Le cas est sans doute plus complexe dans le cas de la *Kisumu East Constituency* du fait que les Kasagam contestent aux Kano leur prééminence politique. La nouvelle constituency est donc le lieu d'une compétition interclanique plus forte que la *Kisum West Constituency*, très largement dominée par les Jo-Kisumo.

Carte 25 : densité de population dans les nouveaux wards

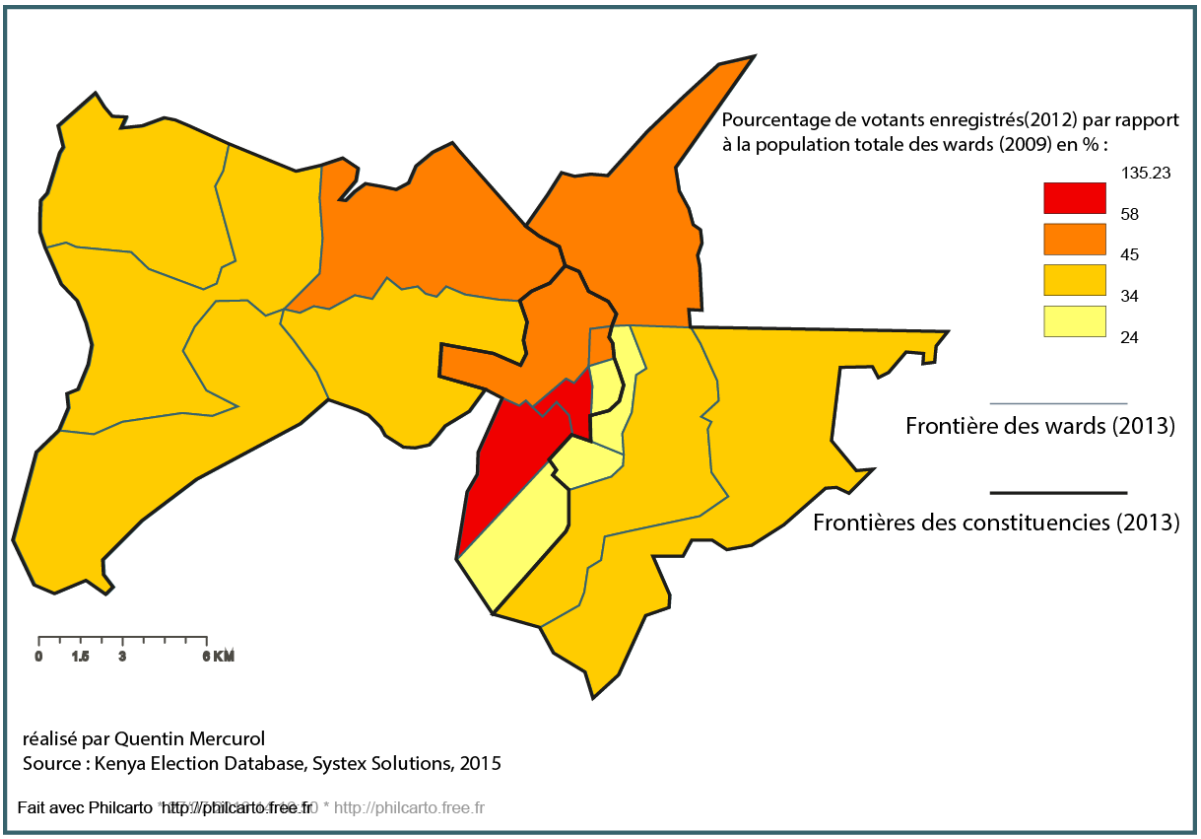


La nouvelle carte électorale ne suit pourtant pas exactement la géographie des densités de population, densité qui pourrait constituer un indice simple de définition de l'urbanité des espaces (Carte 25). Les nouvelles frontières divisent les quartiers non planifiés à l'est des anciennes frontières municipales. Toujours aujourd'hui réunis administrativement dans la West Kolwa Location (Carte 22), et avant 2007 dans deux et uniques *wards* (Manyatta et Nyalenda), ils appartiennent désormais à des espaces politiques différents. Si Nyalenda B et Kondele sont intégrés au sein de Kisumu Central, c'est parce qu'ils élisent depuis 2007 des majorités *Jodak* dont les leaders ont poussé pour l'intégration au sein d'une *constituency* « cosmopolite ». A l'inverse le leadership des wards de Nyalenda A et Manyatta A est basé sur des formes d'autorité émanant de pouvoirs se basant sur le clan, malgré la minorité d' « autochtones » dans leur population globale. Le nouveau découpage prend en compte les rapports de force internes aux différents *wards* entre autochtones et *jodak*. Les revendications politiques autochtones ont donc été prises en compte par la commission électorale.

3.2.2. Logiques géographiques de la représentation politique des jodak

Ainsi, zones d'influence autochtones et zones d'influence *jodak* ont été séparées et délimitées – en respectant les demandes des uns et des autres – par le nouveau découpage. Au-delà d'une intervention sur les frontières politiques internes à la municipalité, la séparation de ces zones d'influence est le fait même des électeurs. En effet, les pratiques de la participation aux élections s'écartent des chiffres proposés par le recensement de 2009 : les votants ne votent pas forcément là où ils habitent (Carte 26).

Carte 26 : Pourcentage de votants enregistrés (2012) par rapport à la population totale des wards (2009)



Le pourcentage de votants enregistrés rapportés à la population recensée dans les *wards* est très variable (25% à Nyalenda A pour la valeur la plus basse, 135% pour la valeur la plus haute à Milimani, pour une moyenne à 44%), mais révèle une structure spatiale très lisible. On observe une sur-participation (ou du moins un sur-enregistrement sur les listes) au sein du centre-ville, une sous-participation manifeste au sein des quartiers denses et non planifiés. Nous essaierons de démontrer – nourris de notre connaissance qualitative du terrain – que le trop-plein de votes du centre-ville est fonction du déficit de votes dans les quartiers non planifiés. D'abord la sous-participation dans les quartiers non planifiés s'explique par leur hétérogénéité constitutive. L'écrasante majorité de la population de ces quartiers est *jadak*. Elle ne s'investit pas forcément dans la vie politique locale[68]. La compétition politique n'est pourtant pas annihilée dans les quartiers non-planifiées où propriétaires autochtones et non-autochtones[69] s'affrontent et se différencient sur leur manière de concevoir la communauté locale. La conception conservatrice des *wuon lowo* de la communauté est basée sur l'autochtonie et l'identité clanique ; celle des propriétaires « allogènes » est plus ouverte – quoique socialement excluante – et basée sur la valorisation de la propriété alors conçue autant en tant que cadre de vie que comme ressource patrimoniale et marchande dont il faut faire fructifier le potentiel (Encadré 9).

[68] Avant les élections de 2013, nous avons rencontré de nombreux habitants-locataires de Nyalenda qui étaient enregistrés dans leur *constituency* d'origine, et ne prêtaient aucun intérêt aux élections de Kisumu
[69] Considérés comme *jodak* par les autochtones

Encadré 9 les deux communautés politiques de Nyalenda B (quartier de Kilo)

Dans la nuit du 25 mai 2009, Vincent Akumu détruit la haie de bougainvilliers de son voisin Philip Ombija. Le premier est pécheur, et a obtenu son terrain en l'héritant de son père décédé en 2003, un *Jo-Kasagam*. Il se définit comme autochtone. Le second,Philip Ombija, originaire du district de Siaya, a acheté une parcelle attenante en 1991 d'un oncle d'Akumu, et obtenu le titre de propriété. Il vit dans le quartier et travaille en ville (*Kenya Post*). Il possède plusieurs terrains sur lesquels il a construit des logements locatifs. La maison en dur qui se tient sur la parcelle d'Ombija, quoique modeste, contraste avec les multiples maisons de torchis, disposées selon la symbolique spatiale luo, qui occupent presque tout l'espace de la parcelle d'Akumu où logent ses petits frères et sa mère. La destruction de la haie procède de la négation du fait qu'Ombija ait acheté au père d'Akumu un petit bout de son terrain pour assurer une route d'accès spacieuse et confortable pour sa structure locative, pour faire monter son accessibilité et sa valeur. La vente ne s'est pas faite de manière formelle et n'a pas modifié le cadastre ; elle a selon Ombija simplement impliqué la signature d'une reconnaissance de vente auprès de l'*assistant chief*. Le conflit a débuté avec la construction d'un poulailler sur ce qu'Ombija considère être la route d'accès ; Ombija s'est plaint dans le voisinage, et Akumu a ensuite détruit la petite haie de bougainvilliers pour marquer plus en avant sa revendication de propriétaire. Il dit ne jamais avoir été mis au courant de la vente du morceau de parcelle par son père. Pour lui, la revendication d'Ombija ne fait que démontrer son appétit foncier. Pour Akumu, le fait qu'Ombija menace de porter le conflit devant les tribunaux ne fait que rendre plus palpable cette menace ; il situe l'action d'Ombija comme une stratégie des « puissants » pour déposséder la communauté Kasagam de ses terres. Pour Ombija, les actes d'Akumu expriment une volonté de freiner le développement de la zone, et de rendre la location de la maison impossible, et constituent une entorse flagrante à son droit de propriété et sa volonté de valoriser son bien. Akumu et Ombija incarnent deux visions différentes des obligations et droits qu'impliquent le statut de propriétaire, l'une basée sur les lois néocoutumières et la revendication d'autochtonie, l'autre sur le formalisme du droit civil et l'accumulation personnelle.

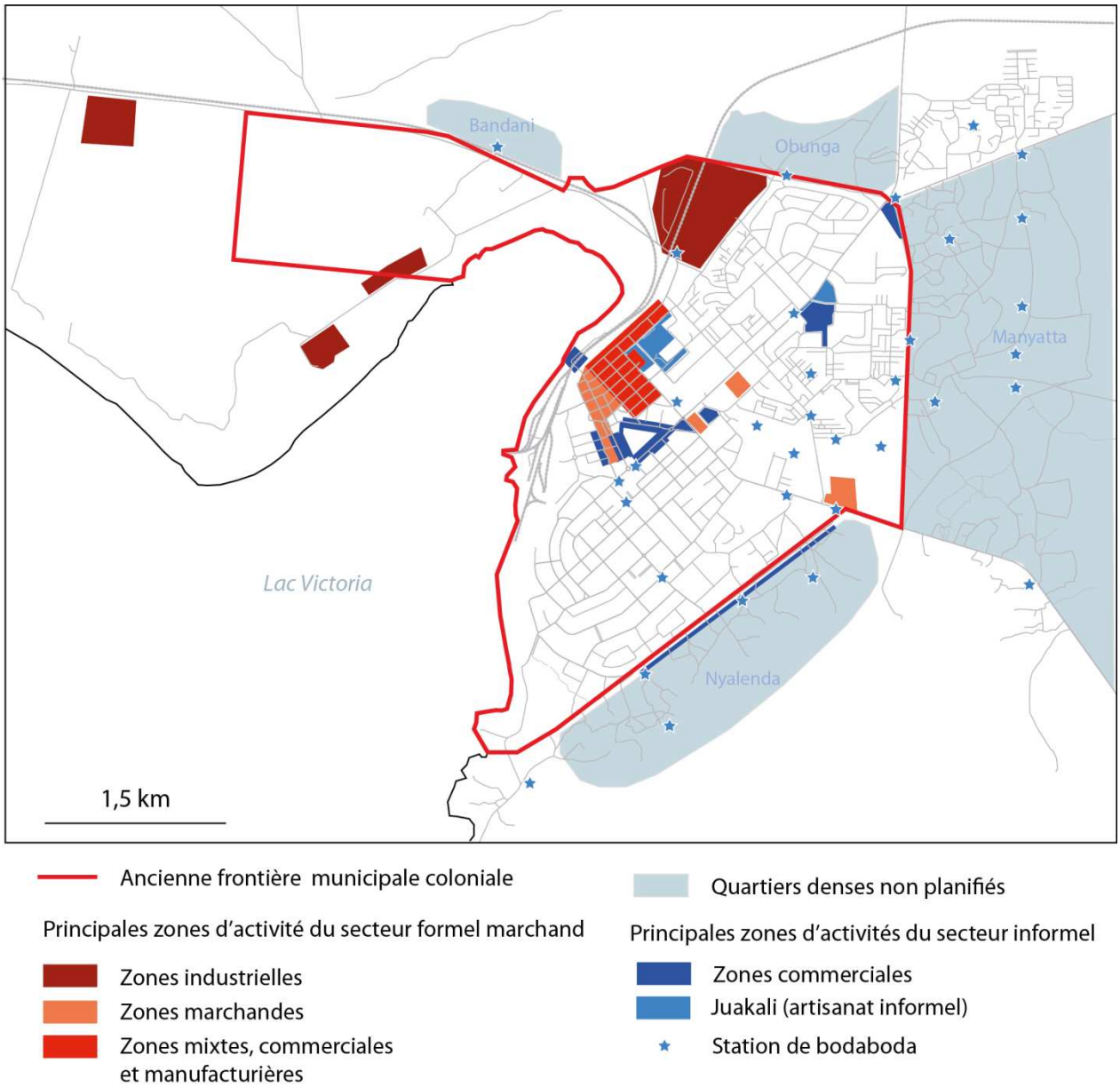
Cette opposition dans la sublocation de Nyalenda influe sur la formalisation de la conflictualité politique lors de la campagne pour les élections de 2007 (Encadré 5) et de 2013. Alice Odek se présente en 2013 sur une stratégie de remobilisation des Jo-Kasagam déjà perdant des élections en 2007, contre James Were (originaire d'Ugenya) propriétaire terrien, leader évangéliste et gérant d'un orphelinat dans la sublocation (Annexe 4) qui se présente sous les habits d'un leader communautaire non affilié à un clan, mais en tant que jogweng, « gens du village », c'est-à-dire une identité spatiale conférée par la résidence.

Sources : observations (1/06/2009) et lettre de mise en demeure de l'avocat de Philip Ombija

Surtout, les écarts entre les différents pourcentages de votants enregistrés par *ward* par rapport à la population totale des *wards* (Carte 26) dénote une participation électorale très forte des *jodak* en centre-ville numériquement majoritaires dans les quartiers non-planifiés. La plupart travaille dans le secteur de l'économie informelle, source d'emploi majoritaire pour les habitants de ces quartiers (Steyn, 2012 : 171-181), dans des secteurs aussi divers des transports (et notamment les vélos taxi, *boda-boda*[70]), du petit commerce (en stands ou en ambulantage) et l'artisanat Juakali[71](Carte 27).

[70] *Boda-boda,* ou contractation de « *border to border* », du fait de leur utilisation dans la contrebande entre le Kenya et l'Ouganda pour transporter des marchandises. Désigne communément à Kisumu les services de vélo-taxi, pour le transport de passagers mais aussi de marchandises sur des trajets plutôt courts. Leur utilisation à Kisumu s'est massifiée ces vingt dernières années, constituant une source d'auto-emploi (certains diront du chômage déguisé) non négligeable. Ils sont de plus en plus en concurrence avec les moto-taxi, ou *pikipiki*, qui se sont largement développée

Carte 27 : Secteurs d'activités et informalité à Kisumu



Sources : Recensement de terrain, 2009-2013 ; Google Earth, 2017 ; «Bodaboda bicycle taxis and their role in urban transport systems: case studies of Kisumu and Nakuru, Kenya», Mutiso et Behrens, 2011.
Conçue et réalisée par Quentin Mercurol.

Ces secteurs, qui tendent aujourd'hui à structurer la représentation de leurs intérêts (associations, coopératives etc.), n'ont pas été absents de la politique municipale depuis l'indépendance : « *non seulement les acteurs de l'informalité ont pris possession de l'espace du centre-ville, mais ils sont aussi totalement transformé la nature de l'espace public* » (Steyn, 2012 : 180). La représentation d'intérêts populaires dans l'appareil de pouvoir municipal n'est pas du seul fait de la structuration des logiques du pouvoir municipal par les discours de l'autochtonie. Elle est aussi

après 2006 et l'abaissement de la taxation des importations de cylindrées inférieures à 250cc. Ces deux secteurs tendent à se structurer en associations, sur des bases territoriales (les *stations* de la Carte 27 qui représentent ici les associations de bodaboda)

[71] Littéralement « soleil de plomb » en swahili, par métaphore de la chaleur régnant dans les ateliers et échoppes en plein air où l'on forge le fer, on répare des voitures, on construit des ustensiles, on répare des chaussures etc.

due à la représentation des intérêts des commerçants, des artisans et des acteurs du secteur des transports opérant dans le centre-ville, gravitant autour de cette frontière floue entre légalité et informalité.

La politique municipale concernant l'informel a oscillé entre une répression des activités informelles et une facilitation du développement du secteur. D'un côté les services techniques et administratifs de la municipalité, ancrés dans une vision moderniste de l'aménagement, ont tenté d'empêcher l'installation d'activités jugées impropres aux standards du centre-ville[72] (Anyumba, 1995 : 252). De l'autre côté, les demandes populaires d'accès à l'espace central après la fin des restrictions coloniales – sans doute l'un des « bienfaits » attendu de l'indépendance – ont été soutenu par l'aile politique de la municipalité, redevable devant les électeurs, contrevenant aux zonages et règles d'urbanisme héritées de la municipalité coloniale. Depuis l'indépendance, le centre-ville est communément conçu comme un espace d'opportunité et d'abondance. Par exemple, le marché de Kibuye, rebaptisé populairement dans les années 1960 et 1970 sous le nom d' « Uhuru Market » (marché de la liberté), opérait à l'époque coloniale de manière illégale sur une base hebdomadaire. A l'indépendance, les demandes s'emballent pour que le marché se tienne tous les jours. La première mairesse d'Afrique, Grace Onyango, le légalise contre l'avis de ses services (Anyumba, 1995 : 252). Des infrastructures sanitaires et des abris sont installés, largement sous dimensionnés par rapport à l'afflux spontané et continu de petits marchands. La municipalité tente autant que possible de contrôler les développements spontanés, et de d'y développer un système de collection de taxes, sans jamais réussir à contrôler l'ensemble de l'espace du marché. Un autre marché connu sous le nom populaire d' « Oile Market », non enregistré dans le zonage municipal, se situe pourtant en plein cœur du centre-ville, en face du marché de Jubilee, lui pourtant dûment enregistré et géré par la mairie. Le nom d'Oile vient du nom de Lawrence Akinyi Oile, ancien maire de Kisumu au début des années 1990 qui a régularisé sous son mandat l'occupation illégale d'un jardin public alors transformé en marché. Face aux volontés d'évictions formulées en 2009 par la municipalité, les commerçants ne cessent de se mobiliser à travers la voix de leur *councillor*, Elly Okach, pour peser sur les plans du conseil. Lui-même entrepreneur dans le *Bus Park* voisin du marché, où il possède trois *matatus*[73] et quelques échoppes. Son élection (2007) tient en sa position de *big man* local : il emploie par ses activités dans l'informel près d'une trentaine de personnes. Il n'a cessé lors de sa campagne

[72] Anyumba relate notamment comment dans les années 1970 les demandes d'allocation de terrains ont été sélectionnée par le *Town Clerk* en fonction de la capacité des demandeurs à incarner les standards de modernité que voulaient porter les décisions quotidiennes d'aménagement urbain : « *A distinctive application was that by E. Olare for a lake shore plot near the Railways Goods Shed for washing vehicles (Apr. lOth, 1970). The Town Clerk's response was that the site could only be occupied on a permanent basis (MCK 39. Apr. 30th, 1970). In a similar application by Mr. Nyikwa Akech, the Commissioner informed him that no plot would be Iicensed for the purpose (CL 30973/:XXI312 July 30th, 1971). Although these informai sector activities were refused permission in the 1970s, the same areas were being used precisely for the above applications in the 1980s and in 1990 with the full knowledge of the municipality, by informal sector operatives.*" (Anyumba, 195 : 252-253)

[73] Petit van de 9 places servant de transport collectif, suivant des lignes plus ou moins régulières

de défendre les intérêts des *hawkers* et de promettre des espaces commerciaux supplémentaires[74] et de régulariser la situation des vendeurs sans licence tout en les préservant de taxes abusives. Ce positionnement de type « populiste » a largement été repris par Edwin Anayo, nouveau *ward representative* pour le nouveau *Ward* de Market Milimani, notamment envers les moto-taxi qui ont été un soutien fort de sa campagne[75].

Encadré 10 : Kisumu, la ville comme ressource et promesse d'abondance

Kisumu selon le titre d'une des chansons du chanteur luo qui a le plus marqué le benga, DO Misiani, « *aguch jo Kisumu* », soit « pot des gens de Kisumu ». Le pot fait ici référence à l'usage qui en est fait dans les foyers luo pour conserver la nourriture (grains, légumes). C'est un endroit où l'on accumule les surplus agricoles. La chanson, louant l'abondance urbaine, est une longue énumération des différentes denrées alimentaires (poissons, huiles, légumes) que l'on peut trouver à Kisumu :

to kata idwaro obambo to nyaka yudre kisumu, aguch jo kisumu ma otingo olemo te wamor go, to kata idwaro okoko to nyaka yudre kisumu, aguch jo kisumu ma otingo olemo te wamor go, to kata idwaroi ngege to nyaka yudre kisumu, aguch jo kisumu ma otingo olemo te wamuor go	Si tu veux des obambo [sorte de fruit], tout est disponible, le pot de Kisumu a tous les fruits, nous en sommes si fiers, même sit u veux de l okoko [sorte de poisson chat], tout est disponible à Kisumu, dans le pot de Kisumu, qui a tous les fruits, nous en sommes si fiers, même si tu veux du Tilapia, tout est disponible à Kisumu, le pot de Kisumu a tous les fruits.

Source : DO Misiani and The Shirati Jazz Band, 2006 [https://www.youtube.com/watch?v=jFfF7RPoo04]. Traduit du dholuo à l'anglais par Moses Omondi Okisa, puis de l'anglais au français par nos soins

La défense des intérêts des acteurs diversifiés du petit entreprenariat urbain est donc représentée au conseil. Un *ward* électoral – Koleleni – correspond jusqu'en 2013 à l'espace du marché de Kibuye (désormais noyé dans le *ward* plus large de Shauri Moyo Kaloleni, Carte 23 et Carte 24). La position élective de *councillor* n'a jamais été occupée entre 1998 et 2012[76] par un « autochtone » déclaré, mais par des figures locales de la réussite dont la notabilité a été acquise par leur succès dans le commerce, sans rapport avec une quelconque revendication d'autochtonie[77]. Les candidats aux élections poussent les potentiels votants amenés à vivre du marché à s'inscrire sur les registres du *ward* comme le précise Pamela Agutu, *councillor* entre 2008 et 2012 du *ward* de Kaloleni :

[74] Entretien, Charles Addah, responsable de la Oile Market Welfare Association, 12/05/2011

[75] Tous les déplacements de campagne d'Anayo étaient escortés d'une impressi onnante procession de pikipiki et de bodaboda. Il ne cessera lors de son mandat de se représenter en protecteur du secteur (« Milimani Ward Rep receives a Motorbike » (20/14/2014), in http://kisumunews.com/milimani-ward-rep-receives-motorbike/ consulté le 29/12/2014. Jusqu'à se faire exclure temporairement de l'assemblée : il est accusé d'avoir participé à l'organisation des violences qui ont agitées le centre-ville après la fermeture de l'Oile Market, en septembre 2014 (« Traders Storm Kisumu Assembly Over Market Space », The Star, 13 septembre 2014)

[76] cette borne temporelle correspond simplement à la limite de nos enquêtes biographiques sur les *councillors* élus dans les wards de la municipalité.

[77] En 1998 est élu William Boke Odongo, directeur d'un grand atelier de menuiserie à Kibuye ; en 2003 est élu Richard Odungo Agala, grossiste en produits maraichers, originaire de Sakwa ; en 2008, c'est au tour de Pamela Ogembo Agutu d'être élue, figure associative du marché de Kibuye, directrice d'une ONG locale travaillant pour le droit des femmes. On pourrait faire le même constat sur le Market *ward*

> Il y a une chose sur laquelle les candidats sont d'accord, c'est qu'il faut pousser les gens à s'enregistrer sur les listes, et de voter ici et non pas dans leur maison [*« home » dans l'entretien, que l'on imagine correspondre au concept de* dala, *c'est-à-dire le lieu construit de l'appartenance originelle*] parce que finalement c'est ici qu'ils vivent et travaillent, et que ce qu'ils envoient chez eux [*home*] dépend de ce qu'ils font ici […]. Je sais que des candidats font aussi venir des gens d'ailleurs pour s'enregistrer [*people from outside*], par exemple des gens de leur campagne [*« countryside » que l'on peut comprendre encore une fois dans le sens de dala*] ou des voisins de leur quartiers pour gagner les nominations du parti.[78]

Ce soupçon portant sur l'« importation de votants », conjugué à l'éparpillement résidentiel des votants dans les quartiers non-planifiés (et même sans doute hors de la municipalité), indique à quel point la géographie électorale des *wards* centraux de la municipalité se comprend par les réseaux qui lient un candidat à ses électeurs autour d'un enjeu territorial très limité, celui des activités marchandes au sein et autour du marché. Pamela Agutu précise par ailleurs qu'elle n'a pas de prétention à représenter les zones d'habitations qui jouxtent le marché. Plus généralement, les frontières des *wards de* l'ancienne municipalité sont ignorées par la plupart des électeurs, et sont par ailleurs introuvables dans les registres municipaux ou les textes de loi[79]. Plus qu'une frontière définissant une zone d'intérêt homogène, c'est la conjugaison de la localisation du ou des bureaux de vote, des espaces matériels sur lesquels se déploient les activités des petits entrepreneurs urbains (la rue, le marché, la gare routière) et les réseaux affinitaires et politiques des candidats et des élus qui constituent la géographie politique réelle du *ward*, alors aussi réticulaire que territoriale. La spatialité des *wards*, du moins au centre-ville, dépasse l'abstraction de la frontière. Et la mobilisation pour la défense des territoires du petit entreprenariat urbain (informel ou non) trouve ses réserves d'électeurs chez les résidents à majorité locataire des quartiers non-planifiés. C'est ainsi que le nombre de votants dépasse où s'approche du nombre d'habitants dans les nouveaux *wards* de Milimani Market (134%) et Shauri Moyo Kaloleni (92%), et que le taux de votants dans la population totale des quartiers non planifiés est si bas (24% et 27% dans les *wards* de Nyalenda A et Manyatta). La représentation des intérêts des populations allogènes résidant très majoritairement dans les quartiers non planifiés (Bandani, Obunga, Manyatta et Nyalenda) met en jeu des circulations géographiques qui impriment un certain partage dynamique des espaces entre zones péricentrales de l'hégémonie clanique et celles centrales où sont représentées les intérêts du secteur informel. Ce partage n'est pas figé, comme le montre par exemple la prise de pouvoir progressive de réseaux *jodak* au sein du *ward* de Nyalenda B.

[78] Entretien avec Pamela Agutu, conseillère locale, 7 mars 2010, devant l'un de ses étals. Retranscrit et traduit de l'anglais au français par nos soins.

[79] Précisons ici que les frontières des *wards* centraux de la municipalité que nous avons représenté dans notre carte sont une extrapolation de notre part. Dans nos enquêtes, nous avons peu à peu pris conscience que la physionomie des frontières des *wards* du centre-ville comptait bien moins que les lieux qui les constituaient et que les réseaux politiques concurrentiels qui traversent ces lieux.

3.3. Une typologie des forces politiques municipales

En conclusion de cette partie, nous pouvons grâce aux développements précédents établir une typologie des grandes forces politiques qui participent de la production de l'espace municipal à Kisumu et qui nous informe sur sa conflictualité. Les logiques modernistes de l'action sur la ville, celles portées par les revendications d'autochtonie et finalement les intérêts de la majorité *jodak* interagissent pour former un cadre général de compréhension de la géopolitique municipale.

3.3.1. Logiques aménagistes et planificatrices

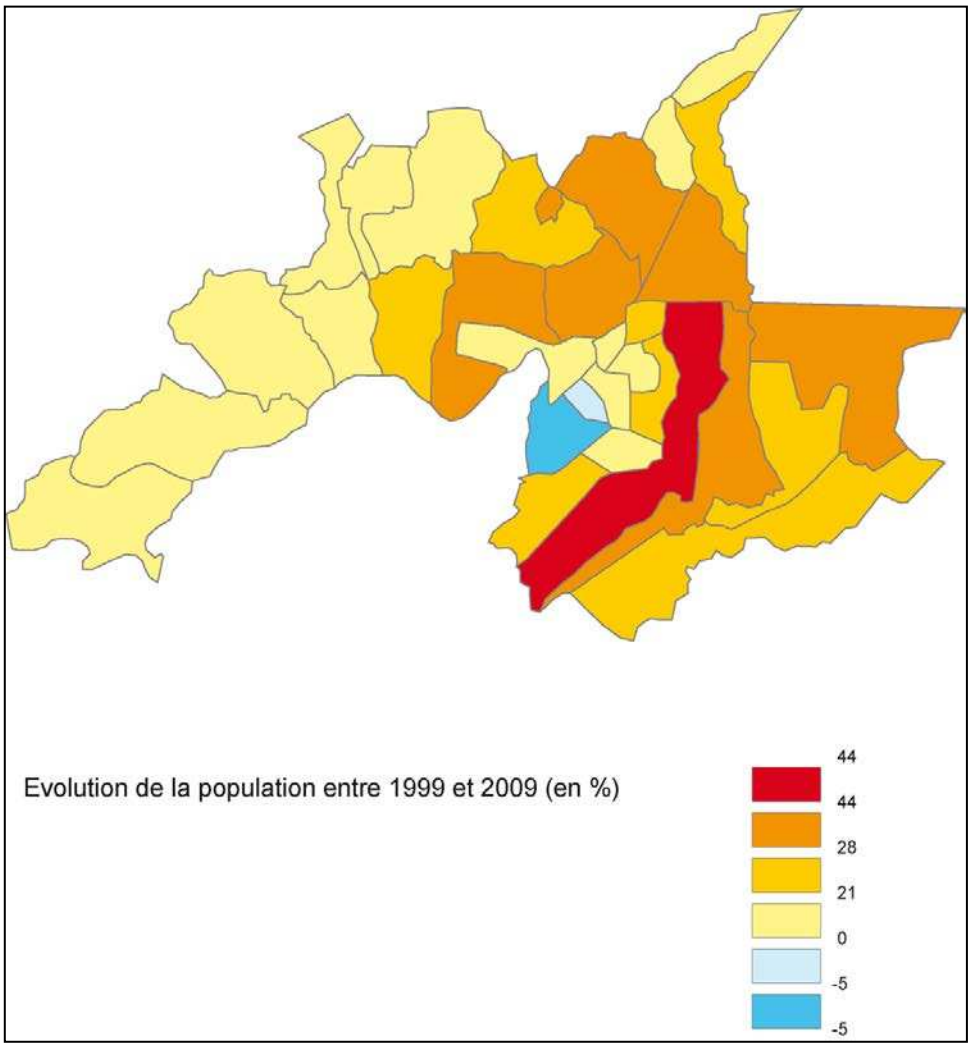
Une logique moderniste et planificatrice héritée d'une vision coloniale de la ville et actualisée dans les grands documents de planification postcoloniaux est l'une des forces qui tentent d'influer sur la production des espaces municipaux. Les ressources urbaines doivent dans cette logique être distribuées dans l'espace municipal pour favoriser des usages spatiaux définis par une modernité urbaine normalisatrice, qui prend comme hypothèses et buts la généralisation de la brique, du mortier, du béton et du goudron, l'extension des réseaux urbains, la production d'emplois industriels etc. Peu représentée dans la compétition politique locale qui mobilise pour l'élection des *councillors* au sein des *wards*, elle est d'abord portée par deux échelons technocratiques : celui interne à la municipalité, par l'intermédiaire du *Town Clerk* et ses équipes de fonctionnaires, et celui des ministères centraux et leurs émanations locales, tout spécifiquement le *Ministry of Lands and Settlements* et son département de planification physique (voir chapitre 5). Les rationalités aménagistes ne sont pourtant pas sans soutiens politiques. Elles sont plus spécifiquement portées par les bénéficiaires des emplois administratifs offerts par les structures de l'Etat, et les bénéficiaires des (rares) emplois industriels, et peut être par la classe moyenne contemporaine. La mise en ordre par la planification trouve aussi un écho puissant dans les populations de commerçants et de businessman indiens, et les entrepreneurs africains. Cette logique moderniste s'exprime chez les habitants des quartiers résidentiels de l'ancienne municipalité, dans la sécrétion de leur cadre de vie (Encadré 4) mais ne s'y cantonne pas ; elle touche aussi une proportion importante des néo-propriétaires non autochtones, investis dans des processus de marchandisation foncières des quartiers non planifiés, réussissant à contrebalancer la politique de l'autochtonie dans ces zones (Encadré 9).

3.3.2. Les revendications de l'autochtonie

Les logiques politiques de l'autochtonie, devenues des forces structurantes de la politique municipale, se posent en réaction face aux usages spatiaux contraignants que véhiculent les logiques de pouvoir modernistes et planificatrices. Fondées sur la distinction entre *weg lowo* et *jodak* (chapitre 2), elles visent à défendre la perpétuation de la passation intergénérationnelle de la terre, essentielle à la continuation de la forme d'identité collective que constitue le clan, et d'usages spatiaux de subsistance qui s'accordent mal avec les régulations urbaines modernes :

agriculture, élevage etc. Dans les quartiers denses et non-planifiés (Nyalenda, Manyatta, Obunga et Bandani) la nature directement stratégique des revendications d'autochtonie est manifeste, aux vues de la compétition féroce pour les ressources politiques et foncières qu'implique densification croissante de ces espaces (Carte 28). Face à leur densification progressive, leur accroissement démographique et leur hétérogénéité croissante, des zones périurbaines plus lointaines (Kogony, Kasule, Dago, Korando) sont elles aussi soumises à une compétition plus intense pour les ressources territoriales. Et cette nouvelle diversité interne de ces zones amène le spectre de la dépossession foncière, et son corollaire, la perte d'une identité fondée sur des usages et des pratiques spatiales.

Carte 28: Evolution de la population par sublocation 1999-2009



Source : Kenya National Bureau of Statistics, General Census 1999, General Census 2009

D'ailleurs, les habitants « originaux » - les *weg lowo* ont été les acteurs principaux de leur propre dépossession (Tableau 10). Le passage d'un mode d'acquisition foncière basé sur l'héritage à un mode d'acquisition foncière par achat, désormais majoritaire, n'a été possible que par la vente initiale de parcelles à des « étrangers » (voir chapitre 8).

Tableau 10 Modalité d'accés au foncier par quartier et période d'acquisition

	Nyamasaria [Kasule]			Nyalenda 'B'			Manyatta 'A'		
Période de l'acquisition foncière	Avant 1963	1963-1978	1979-2007	Avant 1963	1963-1978	1979-2007	Avant 1963	1963-1978	1979-2007
Hérité	91,7	80	37,5	83,3	36,4	23,1	90	50	7,1
Acheté	8,3	20	62,5	16,7	63,6	76,9	10	50	92,9
Total (%)	*100*	*100*	*100*	*100*	*100*	*100*	*100*	*100*	*100*

Source : Wanukaya Okonyio, Customary Tenure : "opportunity" or "obstacle" to urban land development? A case study of Kisumu City, Kenya, Master Thesis, Enschede University, 2008

Ils ont été aussi des acteurs incontournables, en tant que propriétaires terriens, du développement du marché locatif (Okonyo, 2008). La revendication d'autochtonie permet à ceux qui la portent – minoritaires dans la population globale des quartiers non planifiés, minoritaires dans la population globale des propriétaires – de mettre en œuvre un discours mobilisateur et puissant dans la compétition pour les ressources urbaines (projets municipaux, comme ceux du LASDAP), politiques (postes électifs) et évidemment foncières (Encadré 9 les deux communautés politiques de Nyalenda B (quartier de Kilo)). Ces revendications d'autochtonie sont d'ailleurs parfois concurrentielles, et le front d'autochtones n'apparait que rarement comme clairement unis dans la compétition politique dans les quartiers non planifiés. Aujourd'hui, les revendications d'autochtonie sont de plus en plus concurrencées par une conception plus « ouverte » d'une communauté locale de propriétaires que résume le mot luo de *gweng*[80] basée sur l'appartenance à un espace que confère la propriété foncière (que l'on se définisse comme autochtone ou non).

3.3.3. Les jodak et la représentation au centre-ville des intérêts des acteurs de l'économie informelle

Le terme de *jadak* est utilisé de manière coutumière pour désigner le locataire, le temporaire, celui qui passe. La masse des locataires souffre d'une mauvaise réputation dans les quartiers ; surreprésentés par les jeunes hommes, non qualifiés, travaillant la plupart du temps dans le secteur informel et largement mobiles dans leurs circuits résidentiels en ville (et entre villes), ils sont perçus assez fréquemment négativement par les catégories diverses des propriétaires[81]. Ils sont peu investis dans la vie politique des quartiers non planifiés, et leur investissement politique semble bien plus se faire au sein des anciennes frontières de la municipalité, autour des activités de l'informel. Les lieux iconiques de l'informel (Bus Park, Kondele Market, Kibuye Market etc.) sont des lieux d'identification forts dans lesquels se définissent des formes d'identité collectives urbaines, sans rapport direct avec le référentiel des origines. Des « bandes » (*gangs* dans la

[80] Selon Shipton, ce terme est « utilisé plus souvent pour désigner les implantations humaines et les terres occupées que les gens qui y vivent, et dont les habitants ne sont pas nécessairement liés, que ce soit par liens agnatiques ou maritaux » (Shipton, 2009 : 97).

[81] A Nyalenda B, dans les discours les plus quotidiens, nous avons été quotidiennement confrontés à des discours de méfiance envers la jeunesse pauvre des quartiers non planifiés : fainéantise, rouerie, criminalité, drogue, alcool sont les choses les plus communément évoquées à leur sujet.

terminologie locale) prennent ces lieux pour enjeux[82] et s'y expriment des communautés d'intérêts ancrées dans l'espace urbain, sa pratique et la définition de ses usages. Ainsi les « Chinese Squad » et les « American Marines » se combattent-ils, parfois très violemment, pour le contrôle des points de vente autour de la Bus Park[83] et le contrôle des lignes de matatu. Les « Baghdad Boys » eux se sont illustrés dans les années 1990 par le contrôle du carrefour de Kondele, établissant des barrages pour extraire des « taxes » aux automobilistes et conducteurs de matatu contre « protection ». La formulation la plus visible de la défense des intérêts de l'informel est la violence, lorsque leurs activités sont menacées, ou tout simplement réprimées, par les volontés planificatrices et modernistes[84].

La violence est une des modalités de la défense des intérêts de l'informel. De manière plus commune, le monde du petit entreprenariat urbain et informel est animé par une quête de respectabilité afin de construire la légitimité de sa présence en ville[85]. Il se structure en plusieurs niveaux ; au niveau des secteurs et métiers, les intérêts de l'informel sont portés par des structures syndicales souvent qualifiées d'*umbrella associations*[86] en dialogue plus ou moins féconds avec les autorités (voir chapitre 7). Lorsqu'ils votent en ville, les considérations professionnelles priment sur la question de l'origine géographique ou clanique. Une forme d'identité urbaine, complémentaire de celles des origines et de la *dala* (Encadré 8) tend à se formuler dans la défense des intérêts collectif du monde du petit entreprenariat urbain.

---

[82] « Origin of 'American Marines' and 'Chinese Squad' Gangs", the Star 1 novembre 2012

[83] Ainsi, selon une enquête de bonne facture d'un journaliste indépendant kényan sur le site deepcogitation.com: *« ironically, even the Kisumu City Council itself cannot put up any structure at the bus-park without the permission of the US marines. Their main business at the bus-park has been collecting illegal but compulsory fee from matatu operators because they are the "Owners of the Bus-park as well as theRoute Owners", or so they claim! They have no tangible businesses. A few of them may own PSVs or run car-wash centres which have been bought or set-up by this ill-gotten money but most are idlers who live from hand to mouth. Any threat to their souce of livelihood is met by vicious response. In brief, theirs is pure extortion* »

[84] Toutes les opérations de tentative de contrôle et de restriction des activités informelles de la part de la municipalité dont nous avons eu connaissance ont donné lieu à des violences. On citera de manière non exhaustive quelques cas de protestations violentes : en février 2002, le centre-ville de Kisumu sera le lieu d'un incessante bataille de rue entre la police et les propriétaires de kiosks dont l'outil de travail à été détruit par la municipalité. C'est alors toutes les structures informelles autour de la gare routière et du Jomo Kenyatta Sports Ground - soit une zone de commerce informelle très vaste – qui sont détruites, et les marchandises saisies. Les violences dureront 2 jours (« Chaos in Kisumu », The Standard, 6 février 2002). En février 2006, c'est le secteur des matatus qui se mobilisera contre la tentative de privatisation de la gare routière, bloquant la gare et s'affrontant avec les forces antiémeute (« Traders Protest At Changes At Bus Park », The Nation, 25 février 2006). En 2011, c'est tout le secteur des boda-boda qui se mobilise contre l'interdiction de circuler en journée qui leur est imposée, et toujours avec une série de violence opposant les manifestants et les forces de l'ordre (« Council locks out public transport from city CBD », The Standard, 16 février 2011). En 2014, c'est au tour des marchands de l'Oile Park de protester violemment contre leur éviction, ordonnées pour « assainir l'entrée de la ville » (« Kisumu Traders Riot Over Eviction From Oile Market », The Star ,13 septembre 2014)

[85] Thomas « Jakambare » Ogweya a été ainsi élu à la tête de la « Pikipiki Welfare Association » sur cette idée de respectabilité. L'homme, un fervent croyant, et d'une certaine éloquence, a pu être considéré comme une caution idéale.

[86] Par exemple la « Pikipiki Welfare Association Of Kenya », basé à Kisumu, revendiquant 68 « *bases* » ou stations de moto-taxis. La « Kisumu Jua Kali Artisans Association » représente elle le secteur de l'artisanat informel. Le secteur du commerce informel est représenté par plusieurs *umbrella associations* concurrentes. Nous en avons compté trois dans le temps de nos enquêtes : la « Kisumu Hawkers Association », la « Kenya National Hawkers Association » et la « General Street Traders of Kisumu »

Encadré 11 : David « pikipiki » Odhiambo et la Camel Riders Association : une quête de respectabilité et un lieu de formation d'une d'identité politique urbaine.

David, 25 ans, de Gem à l'Ouest de Kisumu, habite la ville depuis 10 ans. Il est marié, et a deux enfants scolarisés. Il a tour à tour résidé à Manyatta et divers endroits à Nyalenda. La mort de son père est la raison de sa migration en ville ; elle a mis fin à sa scolarité, et le pousse au champ. Ses premiers ancrages en ville suivent les réseaux de ses origines. L'un de ses cousins, comptable et propriétaire d'un petit terrain à Manyatta, l'accueille en ville gracieusement, faute de pouvoir contribuer à son parcours scolaire. Il trouve son premier emploi sur un chantier grâce à ses connaissances de Gem. Après avoir fait quelques métiers (manutention, livraison etc.) il se lance en tant que moto-taxi, il loue d'abord sa machine avant d'en obtenir une grâce à un prêt familial. Il entre alors dans la *Camel Riders Association*, association d'entraide auquel il cotise tous les mois (300Ksh) structurée autour d'une « *base* » (devant la Commercial Bank of Kenya au centre-ville) où les conducteurs stationnent en attente de client. La tontine sert au financement des funérailles des membres du groupe, et spécifiquement au rapatriement des corps dans les zones d'origines des conducteurs défunts. Les membres du groupe (au nombre de 89), tous luo, ne sont pas majoritairement attachés à un clan ou une zone d'origine particulière. Soucieuse de l'image des *pikipiki,* la Camel Riders Association est dotée d'une charte de bonne conduite que se doivent de suivre ses signataires : interdiction de porter des savates, et obligation de porter des chaussures ; interdiction de héler les clients ; port du casque pour le conducteur ; respecter le code de la route ; interdiction de boire. Les représentants du groupe, approchés par les candidats en campagne pour les nominations du parti ODM en 2013 ont majoritairement choisi Edwin Anayo pour être *ward representative*, un *jadak* défendant un agenda très favorable aux activités de l'informel.

Source : entretien 27 décembre 2012, et observations de la campagne électorale pour les nominations du parti de l'Orange Democratic Movement, décembre 2012 et janvier 2013

4. LES PRATIQUES FUNERAIRES A KISUMU : UN REVELATEUR DES ENJEUX DE LA GEOPOLITIQUE MUNICIPALE

L'extension des frontières municipales a fait de Kisumu un espace politique tout à fait original dans le paysage politique des grandes villes kényanes : dans une situation de proximité géographique et dans une même autorité politique se retrouvent les domaines urbain et rural qu'a tenté de définir et d'ancrer dans l'espace le pouvoir colonial.

Les frictions entre ces domaines hérités de la structure de l'Etat colonial donnent une partie de la grammaire nécessaire pour comprendre sans l'épuiser totalement le champ des conflictualités dans le territoire municipal. De la manière la plus schématique, un espace de l'étrangeté – qui correspond aux anciennes frontières de la municipalité et ses rares développements postcoloniaux – menacerait des espaces construits comme les lieux primordiaux de l'appartenance, les terres ancestrales des clans, le domaine de la « Réserve » coloniale. Mais plus que deux états et substances spatiales, ces types spatiaux sont des dynamiques, des processus. Avant d'être intrinsèquement urbains ou ruraux, les espaces de la municipalité sont qualifiés en tant que tels dans des rapports de pouvoir. Il y a à Kisumu une lutte pour la qualification des espaces. Pour

éclairer ces rapports de pouvoir et la géopolitique de l'espace municipal, nous pensons qu'il est indispensable de les incarner dans une analyse des pratiques funéraires contemporaines et du sens dont elles sont investies, autant d'éléments révélateurs des enjeux de pouvoir dans la municipalité de Kisumu. Nous centrerons notre propos sur l'analyse du débat sur le lieu d'inhumation de la dépouille Joël Nyaseme, que nous avons suivi par la presse et par une série de conversations informelles dans le quartier de Bandani.

4.1. Conflits sur le lieu d'inhumation : le cas de Joel Nyaseme

Dans une forme de redite de l'affaire S.M. Otieno[87] (Cohen et Atieno Odhiambo, 1992), c'est dans le respect (autant que dans la définition) de la loi coutumière que se sont joués les enjeux de l'enterrement de l'architecte Joël Elija Nyaseme, mort en février 2012 à Nairobi. Trois lieux sont considérés pour l'inhumation : Luri, dans le district de Siaya, au sein de la circonscription de Gem, en tant que lieu de naissance du père de Nyaseme et lieu initial de l'appartenance clanique ; le quartier dense et non planifié de Bandani, dans la municipalité étendue de Kisumu ; et Karen, une banlieue huppée de Nairobi. Cette affaire, portée devant les tribunaux et largement commentée dans la presse[88], nous renseigne sur la constante (ré)écriture du droit coutumier. Pour ce qui nous concerne, les différents lieux évoqués pour l'inhumation représentent autant de compréhensions possibles du droit. Ces interprétations prennent racine dans des espaces alors instrumentalisés dans un conflit familial concernant le partage d'un héritage.

Dans ce débat nous pouvons identifier deux pôles qui organisent le rapport à la coutume. L'un que nous qualifierons de « moderniste-progressiste » (l'inhumation à Karen), en ce qu'il innove par rapport aux positions tenues par l'autre pôle « conservateur », qui tient au respect d'une « luoité canonique » (l'inhumation à Luri) . Le parcours biographique de Nyaseme peut se résumer, à l'échelle de sa vie, dans un mouvement géographique entre ces deux lieux incarnant deux extrêmes dans l'interprétation de la coutume, avec une « étape » à équidistance de ces extrêmes à Bandani à la frontière de la frontière municipale coloniale. A ce mouvement

[87] Avocat pénaliste originaire de Nyamila, dans le district de Siaya à l'ouest de Kisumu, et par ces origines appartenant au clan d'Umira Kager, S.M. Otieno a longtemps vécu en compagnie de sa femme kikuyu (Virginia Wambui Waiyaki Otieno) dans sa ferme des environs de Nairobi (Ngong). A sa mort en décembre 1986, sa femme réclame qu'il soit enterré sur la ferme de Ngong, en pays kikuyu, mais surtout dans ce qu'il aurait considéré sa maison. Son clan réclame quant à lui le respect d'une loi coutumière qui s'appliquerait en priorité, le corps du défunt appartenant pour eux d'abord et avant tout à son clan. Ce cas, qui passionnera l'opinion kényane pendant près de 6 mois, se soldera par une décision de la Cour d'Appel ordonnant la primauté de la *customary law* sur la *common law*, et prendra donc partie pour la demande du clan de rapatriement du corps de l'avocat en pays luo.

[88] Nous avons comptés six articles de journaux qui relatent des différentes étapes du conflit opposant les différentes parties du conflit judiciaire, très loin de l'épaisse polémique médiatique qu'a pu constituer l'affaire SM Otieno (« Architect Nyaseme's burial stopped », *The Nation* 2012/02/14 ; « Famed architect's family battle over burial site » *The Nation,* 28/04/2012 ; « Nyaseme Family Assets Row Stops Burial Plans », *The Star*, 21/05/2012 ; « Nyaseme to Be Buried in Siaya County in June », *The Star*, 08/06/2012). Nous nous sommes aussi appuyés sur les compte rendus de jugement énoncés à l'occasion de l'affaire, celui du juge Khaminwa du 29 mars 2012. Dans ce jugement ont été puisés nombre d'éléments biographiques du mort et de sa famille, complété par des discussions informelles auprès des habitants de Bandani. La famille de Nyaseme s'est montrée très rétives à l'idée d'entretiens formels concernant les funérailles de Jöel Nyaseme

horizontal correspond aussi une ascension verticale dans la hiérarchie urbaine, d'une périphérie rurale à une capitale régionale, pour « arriver » à une position confortable au sein d'une métropole centrale à l'échelle est africaine.

Luri : il y a donc d'abord Luri, au sein du district de Siaya, dans la *constituency* de Gem, « paysage africain » et périphérie agricole admirablement décrit dans l'ouvrage de David Cohen et Atieno Odhiambo (1989). C'est là que le père de Nyaseme est né, l'un des fruits du clan Kanywuor. Selon l'une des veuves de Joël Nyaseme, ce dernier « *regardait Gem comme son terroir ancestral* [« *ancestral home* »]) », ce qui lui aurait permis de pouvoir présenter des galons d'autochtonie nécessaires pour prétendre prendre part à l'élection en tant MP pour la *constituency* de Gem. Pourtant, l'appartenance à Luri pose problème. Selon cette deuxième épouse, « *il n'était pas activement investi dans les affaires du clan* » qui n'a pas demandé expressément l'inhumation à Luri ou objecté à l'inhumation à Karen, loin du pays Luo[89]. Les liens avec Luri et Gem en général sont largement distendus, si ce n'est à un certain point rompus. Et pourtant, Luri est le lieu final pour l'inhumation qui met fin au conflit, alors que le parcours biographique de Joël Nyaseme, ses choix, son style de vie, ses activités professionnelles l'ont largement éloigné de Luri.

Bandani : La distance d'avec cette « *dala* originelle » de Luri semble en effet établie, malgré la stratégie politique de Nyaseme de renouer avec ses « origines ». Son père a élu un autre lieu en tant que *dala*. Eduqué, employé de l'administration coloniale, il s'est établi à la fin des années 1940 à Bandani, y a acheté un terrain pour lequel il obtiendra dans les années 1970 un titre de propriété en *freehold*. Bandani se caractérise par une hétérogénéité de fait. Le toponyme, Bandani, vient du swahili, et non du dholuo, et qualifie une bicoque, par synecdoque du quartier d'habitations précaires dont il est constitué. C'est le plus ancien quartier africain de Kisumu, expulsé des frontières du *township* dans les années 1920 (cf chapitre 2). La diversification du peuplement s'approfondit lors de la période coloniale, des terrains seront achetés par des migrants de diverses parties du pays luo, comme le fera le père de Nyaseme. Tous les nouveaux arrivants ne feront pas de Bandani leur maison. La grande majorité sont d'ailleurs des locataires (*jodak*). Mais certains font de Bandani leur *dala*. Ainsi le père de Nyaseme, polygame, divise sa parcelle dans l'ordre de séniorité de ses fils. Surtout, il s'y fait enterrer, ses femmes, et certains frères et demi frères de Joël aussi. Symbole fort de l'ancrage territorial, les tombes des membres mâles de la famille sont cimentées. C'est à Bandani que Jöel se marie avec sa première femme (*mikayi*). De cette union nait l'ainé de tous ses fils, Nicholas Otieno Nyaseme, qui est alors identifié par la justice et dans le respect des coutumes Luo comme le nouveau chef de famille. Forts du marquage territorial des tombes, des titres de propriété en *freehold* et du droit d'ainesse, les déposants de la plainte arguent de la nécessité d'enterrer Joël Nyaseme au sein du « *Bandani*

[89] Très différemment de l'affaire SM Otieno, où le clan étant l'entité centrale par laquelle était formulée la demande d'inhumation dans le terroir ethnique.

Village », alors présentée comme sa véritable *dala*. Et le juge valide un temps cette présentation de la coutume en ordonnant dans un premier jugement que le corps de Nyaseme ne soit pas enterré ailleurs qu'à Bandani.

Karen, Nairobi : Cette décision du juge est l'objet d'un appel de la part de l'autre branche de la famille, représentée par sa seconde femme Rose Nyaseme (*nyachira*) et un autre fils du défunt issu de cette seconde union, Franklin Odhiambo Nyaseme. Ils souhaitent l'enterrement à Karen, dans la banlieue de Nairobi, ville importante pour les activités professionnelles du chef de famille. Joël Nyaseme y ouvre dès 1983 son cabinet d'architecture (Joël ED Nyaseme & Associates, ou JEDNA). Membre de la KANU et Luo « pro-gouvernement », son cabinet se verra attribuer nombre de marchés publics dans tout le Kenya (écoles, hôpitaux, logements de fonctions pour différents ministères etc.) avec comme point d'orgue la construction des trois tours de la National Social Security Fund à Nairobi, Valley Road. Le succès de Nyaseme dans la capitale économique de l'Afrique de l'Est l'amène d'ailleurs à élargir ses activités dans les pays voisins (Ouganda, Soudan , Tanzanie et Ethiopie). Littéralement fait millionnaire par le régime de Moi, il s'installe dans ce véritable creuset trans-ethnique de la réussite au Kenya que constitue le très sélectif et élitaire quartier de Karen. C'est là qu'il construit sa propre maison, et qu'il s'installe avec sa seconde femme (*nyachira*) avec qui il aura aussi des enfants, et qu'il établit selon cette seconde femme sa véritable maison. Au point qu'elle estime que l'acte fondateur de son installation et de cette construction puisse se comprendre dans le langage de la coutume, malgré le « cosmopolitisme » élitaire que représente le choix résidentiel de Karen. Explicitant le fait qu'il n'ait pas construit de « maison » à Bandani (Kisumu), elle indique qu'il n'y aurait alors pas, comme le voudrait en théorie la coutume, établi sa propre *dala* selon l'acte rituel (*goyo dala* ou *goyo ligala*)[90] censé signifier l'autonomisation du fils de la sphère paternelle[91]. Cet acte, ou plus largement l'intention d'autonomisation de l'origine paternelle (et donc clanique), est pour Rose Nyaseme à lire dans la construction de la maison de Karen. Au-delà de l'argument stratégique de Rose Nyaseme, on peut lire dans le choix de résidence à Karen les évolutions contemporaines des classes supérieures kényanes qui viennent à valoriser une nouvelle figure de la famille mononucléaire et restreinte. Cette famille « moderne » semble être celle issue de son union avec sa deuxième femme ; ce sont sur les enfants de Rose Nyaseme que se concentre l'investissement éducatif. L'ainé de sa première femme ne reçoit qu'une éducation modeste en comparaison de la prestigieuse migration universitaire de l'ainé de sa deuxième femme, Franklin Nyaseme, qui a effectué la totalité de son cursus universitaire et une partie de sa vie professionnelle à Londres.

[90] « acte performé avec plusieurs éléments rituels clefs (une hache, un coq et du feu) contrôlant la relation entre le père et le fils, exprimant l'idée d'aller pénétrer la nature sauvage au delà de la propriété paternelle. » (Shipton, 2009 : 91)

[91] Chose que semble avoir faite le père de Nyaseme par rapport à son père

C'est à l'aune d'un conflit dans la filiation, et de la position des différents fils dans le partage de l'importante succession de Joël Nyaseme que doit être lu le conflit portant sur le lieu d'inhumation. Pour la lignée de Bandani issue de la première femme (*Mikayi*), l'appel à la coutume permet la reconnaissance de la primauté de leur branche familiale dans le partage de l'héritage matériel du père[92]. La revendication de l'inhumation à Bandani est une stratégie ou revendication spatiale qui marque et doit consacrer cette primauté. Car c'est exactement cette primauté, et même cette filiation, qui est niée par Rose Nyaseme, Nicholas (le premier fils de la première union) n'étant pas reconnu comme le fils de Jöel par cette dernière. Le choix de Karen est une manière pour la veuve de faire valoir la primauté de sa lignée. Le choix de Luri permet une sortie de crise, l'inhumation du corps étant devenue urgente, même si ce choix semble relativement inapproprié par rapport aux revendications initiales des parties en conflit, mais surtout par rapport à la trajectoire familiale d'autonomisation par la ville de l'affiliation rurale originelle.

Comme nous allons désormais le voir, le cas de l'enterrement de Nyaseme nous apparait capital en ce qu'il éclaire par analogie la structuration de l'espace municipal. Les trois lieux possibles de l'inhumation incarnent des types d'espaces qui constituent un triptyque par lequel on peut le décomposer. Les trois types espaces qui, à l'échelle du Kenya, apparaissent de manière éclatée et réticulaire dans les choix pour l'inhumation de Nyaseme sont coprésents et contigus dans l'espace municipal. En ce sens, Kisumu est un microcosme de l'espace national. Ils rentrent donc en interaction en définissant un cadre heuristique par lequel on peut organiser la compréhension des conflits spatiaux à Kisumu

4.2. Espace de l'étrangeté, espace de l'attachement

Par analogie, Karen est investie des mêmes qualités que celles attribuées au centre-ville, et plus généralement à l'ancien *township*. Tous deux sont perçus de manière simultanée comme des espaces symbolisant la réussite et l'étrangeté. Comme le formule le frère de Joël Nyaseme pour critiquer la possibilité d'un enterrement à Karen : « *les ancêtres ne viendront pas à Karen* », marquant certes la distance physique qui éloigne Karen du pays Luo, mais surtout l'étrangeté de cet espace par rapport à la sphère tout à la fois intime et culturelle par laquelle se formule l'appartenance. De manière caricaturale, l'espace de l'étrangeté, c'est celui qui dans les représentations populaires qui est habité et tenu par les populations d'origine indiennes, retranchés dans un entre-soi communautaire et la gestion égoïste de leurs fructueuses affaires (petites industries, manufactures, commerces, artisanat etc..), au point que la ville puisse gagner le surnom de « *petite Bombay du Kenya* » [93]. Les signes d'indianité dans le paysage urbain sont

[92] « Nyaseme Family Assets Row Stops Burial Plans », *The Star*, 21/05/2012

[93] Pour un résumé des griefs anti indiens, on pourra se référer à cet article du Nation, « Is Kisumu Kenya's Bombay », 26 avril 1989, ou encore au blog politique « Jaluo.com » où prolifèrent les articles à charge contre la

nombreux (temples, restaurants et monuments), et parfois contestés. C'est l'espace où des communautés perçues comme exogènes performent leurs rites funéraires, là où l'on trouve le crématorium Hindou, et où l'on trouve les cimetières ismaélites et sunnites. En dehors de ces communautés, personne ne célèbre la mémoire de ses morts dans l'enceinte municipale coloniale : restent seulement dans les confins ouest de l'ancienne municipalité les ruines de l'ancien cimetière européen (voir chapitre 8).

Les populations africaines, luo ou non, dont l'écrasante majorité est allogène – on dirait « cosmopolite » ou *jodak* selon les catégories indigènes – n'enterrent pas leurs morts en ville. L'ancienne municipalité est une « ville sans cimetières » (Droz et Maupeu, 2003)[94]. Seule la mémoire des « étrangers » y est ancrée dans l'espace. Pour l'écrasante majorité des *jodak*, le lieu d'inhumation est la *dala* originelle, leur « Luri » (Cohen et Atieno Odhiambo, 1989 ; 1992)[95] (Encadré 7). Or, cette ville sans cimetières tend à empiéter sur le domaine rural, celui où fleurissent les tombes et ces multiples cocons où se formulent la profondeur de l'appartenance, tous ces espaces qui participent de manière active à la définition de cette « *idéologie de l'attachement* » (Shipton, 2009) décrite par Parker Shipton à propos des Luo du Sud Nyanza. L'antinomie entre espace de l'étrangeté et espace de l'attachement est manifeste dans les discours historiques formulés par les tenants des revendications d'autochtonie. L'établissement initial du *township en* 1901 se serait fait dans une dépossession de terres autochtones (chapitre 8) ; et de multiples empiètements du domaine urbains sur cet espace de l'attachement seront perçus comme des actualisations de la dépossession initiale, mettant en cause le lien des vivants avec les ancêtres qui y sont enterrés.

Cette opposition entre espace de l'étrangeté (Karen, Nairobi, ou le centre-ville de Kisumu) et espace de l'attachement est caricaturale. Le spectre de la « dépossession » n'est pas majoritairement le fait des timides empiètements municipaux sur le foncier défini comme ancestral, mais plutôt le fait de la marchandisation croissante du foncier péri-urbain dont les « autochtones » ont été les principaux acteurs (Tableau 10). « Bandani », c'est ce type d'espaces où les logiques de l'étrangeté et celle de l'attachement se côtoient de la manière la plus intime qui soit, là où ces logiques se renforcent l'une à l'autre, se confrontent très souvent et parfois

communauté indienne et ses membres, et qui reflètent assez bien les représentations dépréciatives dont ils peuvent être l'objet de la part de la majorité des habitants de Kisumu. A titre d'exemple, cet article publié par Shem Kossele 6 septembre 2008 sur le blog et intitulé : « Time to say NO to Kisumu Asians », où l'auteur développe le thème de la cupidité et de la concupiscence des Indiens, mal intégrés, « par nature manipulateurs et fallacieux », aux affiliations transnationales qui rendent leur loyauté au pays et à la région douteuses.

[94] On renvoie ici à l'ouvrage collectif dirigé par Droz et Maupeu intitulé *les figures de la mort à Nairobi. Une capitale sans cimetières*, 2003

[95] Le paysage de la *dala* cadre les pratiques quotidiennes de ceux qui y vivent, et un horizon de subjectivité et d'appartenance pour ceux qui en sont loin. Parce que si loin soit-on, c'est à la *dala* que les associations d'entre-aide de base géographique et clanique formées dans les diverses villes est-africaines s'échinent à rapatrier les corps des enfants du pays pour leur inhumation (Parkin, 1978). Jusqu'à ce que – comme dans le cas fameux de l'avocat S.M. Otieno et le psychodrame judiciaire national qui lui est lié – l'identité clanique et les origines géographiques préemptent toute énonciation différente et concurrente de l'identité d'un défunt (Cohen et Odhiambo, 1992)

s'hybrident. C'est ici que se situe la ville africaine où se multiplient non pas les cimetières, mais les tombes. Ces tombes constellent les paysages de Manyatta, Obunga ou Nyalenda (Figure 7). Elles font partie de la vie quotidienne. A la *St. Valentine Nursery School* de Manyatta, on compte trois tombes cimentées dans la cours de récréation, soit autant de supports de jeu pour les enfants habitués à les côtoyer au quotidien dans tout le quartier. A Nyalenda, le Jamaïca Bar, situé directement sur la grande artère de la Ring Road qui sépare l'ancienne municipalité de ses plus récentes extensions, le client qui doit aller aux toilettes doit forcément croiser les deux tombes cimentées qui obstruent la cour.

Figure 7 un lieu d'inhumation domestique à Manyatta, Kosawo Road

Source : Tonny Omondi, Daily Nation, 2 février 2015

Dans ces espaces hétérogènes, « cosmopolites » au sens luo, très densément peuplés et où la terre devient rare et chère, les tombes ont une signification particulière. Elles viennent en grande partie soutenir les revendications d'autochtonie, les ancrer dans l'espace et les paysages. Dans un contexte de compétition foncière et d'exacerbation des recours aux revendications d'autochtonie, les tombes sont devenues « *des outils de territorialité* » (Shipton, 2009 : 95) puissants, et tout à fait « modernes »[96] dans leur réponse aux problèmes du temps. Les tombes, leur cimentage, et

[96]Ancré dans sa connaissance fine des zones rurales du sud du pays luo, Parker Shipton nous invite à considérer l'importance des tombes et des pratiques funéraires dans leur modernité. Ces marqueurs d'appartenance au clan ou à une parenté ne peuvent être vus à travers le prisme déformant de l'intemporalité supposée des codes et pratiques culturelles qui s'imposent de tout leur poids sur les individus et les familles luo. Il insiste au contraire sur la modernité de telles pratiques qui si elles ne sont pas radicalement neuves peuvent être considérées comme « *des développements récents, ou des raffinements, en réponse conditions écologiques, économiques et politiques qui stimulent la compétition* […]"les luo ont inébranlablement continué à enterrer leurs morts chez eux, et continuent de parler des esprits comme résidants autour des propriétés où leurs descendants vivent et se souviennent d'eux. Le cimentage et la mise en monument des tombes dans les derniers temps souligne la résistance aux influences externes

leur visibilité sont devenus des réponses au problème « moderne » de la pression foncière en milieu urbain.

Historiquement, alors que les revendications d'autochtonies sont multiples, les tombes constituent un marqueur fort de territorialité. Ainsi à Manyatta, nous avons décompté trois revendications d'autochtonie concurrentes. Celles des *jokanyakwar*, celle des *jogem*, celle des *jokano*, pour qui les deux premières communautés sont des *jodak*[97]. A Nyalenda, les *jokasagam* affrontent certains clans *Kano* dans cette question de la primauté de l'installation[98]. Martha Baker raconte comment dans la période d'établissement des titres fonciers dans les années 1970 à Manyatta, les tombes ont servi d'arguments dans l'établissement des titres fonciers litigieux entre *jogem* et *jokanyakwar* (Baker, 2002 : 325). Elles prémunissent contre les tentatives de dépossession que peuvent orchestrer des voisins malveillants ou l'appétit foncier du pouvoir municipal. Baker relate aussi comment ces mêmes marqueurs de territorialité ont servi les *wuon lowo* pour formuler des demandes de compensation lors de la construction de routes sur leurs *dala* dans les années 1980 (Baker, 2002 : 370-381) ou comment autour de leur protection s'organisaient une résistance locale à des projets d'*upgrading*[99].

Les logiques de l'appartenance et de l'attachement ne semblent pas suivre tout à fait une vision réductrice qui opposerait la modernité d'un futur urbain à des attaches traditionnelles et ancestrales. Les logiques de l'appartenance et de l'attachement, celles qui incitent à faire d'un lieu sa *dala*, dépassent dans ces zones mixtes les cadres d'une formulation d'une revendication dans le cadre de l'autochtonie. C'est du moins ce que nous montre le cas du litige sur l'enterrement de Nyaseme. Sans nier les origines familiales qui localisent les racines familiales à Luri, les tenants de l'enterrement à Bandani insistent sur le fait que le patriarche (le père de Joel Nyaseme) a fondé sa *dala* à Kisumu. La preuve la plus tangible de cet essaimage hors des terres du clan réside dans le choix du lieu d'inhumation de Bandani pour une bonne partie de la famille,

(une expression ironique, du moment que ce sont par des étrangers que les luo ont acquis l'habitude de cimenter les tombes). Cela témoigne aussi de l'importance accrue de la parenté et de la descendance dans la reconnaissance et la défense de revendications foncières dans des conditions de surpeuplement rural et de compétition foncière pour le labour et le pâturage. Les luo ont fait des tombes des outils de territorialité, et des ancres de l'être' (shipton, 2009 : 95)

[97] Tout le monde est dans un sens le *jadak* de quelqu'un, tant il est vrai que l'histoire luo est une histoire de migration (voir Ogot, 2009). Les *jokanyakwar* sont arrivés d'Alego à Kisumu en même temps que les colons, les *jogem* tout autant, et la migration des *jokisumo* dans l'ouest de la municipalité date de la fin du XIXe siècle (Ochieng, 2002)

[98] Une forme d'hégémonie Kasagam s'est imposée à la faveur de l'indépendance.

[99] "*The history demarcated by the community's grave stones was not, however, easily buried. As bulldozers appeared to topple the graves, residents turned out to meet them, standing or sitting in their path and reminding drivers of potential consequences associated with disrupting ancestral bones. Thus, many (especially Luo) refused to do the work. Some residents claim that those who did play a part in the scheme suffered the consequences by falling ill or having accidents shortly thereafter. Meanwhile, work was repeatedly suspended as surveyors and bulldozers discovered new developments, and as discrepancies in valuation and representation of land rights were contested on the ground. By 1982, such difficulties had resulted in a two-year delay in project implementation*" (Baker, 2002 : 379-380)

dont le père de Nyaseme et une bonne partie de ses frères. Aucun membre de la famille Nyaseme ne dérive son existence de l'agriculture ; tous ont un emploi en ville.

CONCLUSION

Il est donc une question centrale qui anime l'espace politique de Kisumu, celle de l'appartenance, devenue une thématique par laquelle s'énonce la politique locale à Kisumu. Une opposition entre autochtonie et « cosmopolitisme », *weg lowo* et *jodak*, s'est instillée dans le jeu politique et dans la morphologie de son cadre territorial. On trouve dans ces questions de l'appartenance l'activation lointaine des divisions spatiales qu'avaient opérées la structure coloniale et des catégories qui lui sont attachées. Le pouvoir urbain a été en partie ruralisé. Nous le voyons, dans la manière dont le débat politique s'est petit à petit polarisé autour des questions de l'autochtonie, et dans la réussite des acteurs portant ces revendications à cadrer le débat politique à la question de l'appartenance locale, face à l'hétérogénéisation et la densification croissante des espaces municipaux. Peuplée par des « temporaires », des locataires (*jodak)*, la ville a été majoritairement gouvernée par des alliances « de maitres de la terre » *weg lowo*, autoproclamés. Non pas que les *jodak* aient systématiquement échoués dans la représentation de leurs intérêts : ils ont en grande partie réussit à investir politiquement les espaces de l'étrangeté. Toutefois, la structure du pouvoir local tend à porter les intérêts autochtones.

Pourtant, la question de l'autochtonie ne résume pas la question de l'appartenance lorsqu'on évoque le nom de Kisumu. Kisumu, c'est aussi « *aguch jo Kisumu* » (Encadré 10), cette ville ressource vers laquelle ont migré tant de luo. C'est l'un des géosymboles forts de l''identité luo, comme a pu le mettre en chanson Suzanna Owiyo, dans ce qui fut l'une des chansons les plus connues dans les années 2000 au Kenya :

Tera adhi ane Kisumu	*Emmène moi voir Kisumu*
Aiyaa atimu nade	*Que puis-je faire?*
Dongugero Kisumu	*Tu as construit Kisumu!*
Ayaee tera adhi aba Kisumu	*Montre-moi Kisumu*
Kisumu ber Kisumu	*Kisumu c'est bien, Kisumu*
Tera adhi aba Kisumu	*Montre-moi Kisumu*
Aiyaee tera adhi ane pacho	*Emmène-moi voir notre maison*
Kisumu ber Kisumu	*Kisumu c'est bien, Kisumu*
Aiyaee etera adhi ane dala	*Emmène-moi voir notre maison*
Ndege aidho tera winam yeeh	*Je prendrais un avion par-dessus le lac*
Aidho gari tera wigot	*Un bus me mènera après les montagnes*
Mtoka aidho tera Kisumu	*Une voiture me mènera à Kisumu*
Aidho meli tera winam	*Un bateau me fera traverser le lac*

Boda boda swoya Kondele	*Une bicyclette m'emmènera à Kondele*
An adwaro kenda	*J'aimerai y aller*
Onge ng'ama tera	*Personne ne m'y emmène*
Bin idong' Bin idong' Jadala	*You'll remain there, my neighbour*
Bin idong' Bin idong' Jatelo	*You'll remain there, my leader*
Bin idong' Bin idong' Osiepna	*You'll remain there, my friend*
Bin idong' Bin idong' Jathurwa	*You'll remain there, my relative*
[…]	*[…]*
Aiyaee tera adhi aba Kisumu	*Montre-moi Kisumu*
Dala gi mama yooo	*A la maison de ma mère*
Dalagi baba yooo	*A la maison de mon père*
Jaluo ujo malong'o	*Les Luo, vous êtes spéciaux*
Dongugero Kisumu	*Vous avez construit Kisumu*
[…]	*[…]*
Victoria dala gi mama yooo	*Lac Victoria, la maison de ma mère*
Victoria dala gi baba yooo	*Lac Victoria, la maison de mon père*
An agombo adhi ane Kisumu	*Je desire voir Kisumu*
Twendeni tijenge Kisumu	*Allons-y et construisons Kisumu*
Wageni karibu Kisumu	*Les invités sont les bienvenus à Kisumu*[100]

Kisumu est dans cette chanson une métonymie de l'identité Luo, dans toute la complexité de sa spatialité. Malgré sa dispersion, et sa nature presque diasporique, cette chanson participe de la construction d'un référent spatial commun à l'ethnie Luo. Kisumu, que l'on comprend comme la maison et l'œuvre des luo, est malgré l'éloignement, ce lien investi de la nostalgie des origines, celle de la *dala*. Ecrite à l'occasion du centenaire de la

ville, cette chanson constitue un indice fort de la manière dont la ville est largement appropriée par l'imaginaire collectif de la nation Luo. Et le nom de la ville est communément accolé à l'identité luo, alors définis de l'extérieur par ses autres. Ainsi, la chanson d'Owiyo sera détournée par un chanteur Kikuyu pour tourner en dérision la couardise supposée des Luo (Mutonya, 2007 : 168-169). Kisumu est indissociable de son aura ethno-régionale. Son nom évoque presque mécaniquement la particularité d'une position dans l'espace politique kényan, qui pour beaucoup a largement influé sur le cours de son développement d'une part, et sur l'évolution de la politique du Kenya postcolonial. C'est cette position particulière de la ville dans l'espace politique kényan que nous souhaitons désormais explorer, pour éclairer plus en avant les relations de pouvoirs dans lesquelles la ville s'insère, et par lesquelles la ville est largement produite.

[100] Traduction du dholuo à l'anglais proposée Moses Omondi Okisa, dont nous avons ensuite proposé une traduction en français.

CHAPITRE 4

DECLIN OU INSERTION DE KISUMU DANS L'ESPACE NATIONAL ? LA DIMENSION MULTISCALAIRE D'UN NEOPATRIMONIALISME URBAIN

INTRODUCTION

> *Terroir et action : telles semblent bien être les deux notions clefs susceptibles de nous faire saisir à la fois l'ambivalence, la différenciation et le dynamisme de la relation de l'Afrique avec le reste du monde* (Bayart, 2006 : XI)

« *La politique locale ne constitue pas un monde à part, mais vit en relation mutuelle avec la politique nationale* » (Bourmaud, 1988 : 186). Affirmation à première vue banale, mais qui prend tout son sens dans la manière spécifique dont s'est structuré historiquement le jeu politique kényan depuis l'indépendance. La classification wébérienne opérée par Jean-François Médart de l'Etat africain comme Etat néopatrimonial (1990 ; 2007 ; Bach et Gazibo, 2011), si critiquable soit-elle (Daloz, 2007), nous servira de base théorique pour comprendre l'insertion de Kisumu dans les structures, les logiques et les dynamiques de l'Etat kényan. Par Etat néopatrimonial, Jean-François Médart entendait « *ce double processus contradictoire de bureaucratisation et de patrimonialisation* » (Médart, 2007 : 689), par lequel les logiques légales-bureaucratiques modernes de l'Etat croisent les logiques charismatiques de l'allégeance politique et de la personnalisation du pouvoir, de confusion entre domaine publique et domaine privé, en rendant difficile la définition de politiques réellement « publiques » (Bach, 2011 : 41-43). L'Etat patrimonial a, dans ses régulations, une dimension spatiale fondatrice. Il se base sur une régulation politique qui vise à l'équilibre ethnorégional dans la distribution des ressources publiques ; le chef de l'Etat tend à « *assurer un encadrement et une adhésion de l'ensemble du territoire, voire de construire l'Etat-Nation* […] *Le néopatrimonialisme régulé s'inscrit dans une « économie morale » en ce qu'il*

privilégie des processus de redistribution qui tendent à couvrir l'ensemble du territoire » (Bach, 2011 : 43). Daniel Bourmaud, à travers la notion de « *clientélisme rationalisé* » (1988), a pu fournir une illustration fine des relations entre centre et périphéries politiques dans le cas kényan.

Il peut y avoir un paradoxe apparent à vouloir traiter de la question urbaine par la notion de néopatrimonialisme au Kenya, tant la ville semble marginale dans la base de la légitimité de l'Etat kényan largement ancrée dans les campagnes, dans les processus d'accumulation économiques et politiques qui s'y déroulent (Grigon, 1998 : 31-32), et les représentations liées à la ruralité. Ainsi, Daniel Branch peut affirmer que « *malgré leur grande importance dans l'histoire moderne du Kenya, les villes n'ont pas été une grande source de pouvoir politique* », dans des temps où l'ethnicisation du jeu politique valorise « *les valeurs de la campagne* » (Branch, 2011 : 72). De manière structurelle et jusqu'à maintenant « *les résidents de Nairobi, Kisumu et Mombasa sont sous-représentés au Parlement* » (Branch, 2011 : 72) ; Throup et Hornsby ajoutent que « *depuis la moitié des années 1960, la politique kényane a été structurée par des coalitions rurales en compétition pour le pouvoir du centre. Les électeurs ruraux, et non pas urbains, ont été au cœur des coalitions électorales et politiques, et les gouvernements successifs ont donné la priorité aux problématiques rurales* […] » (Throup et Hornsby, 1998 : 250). Le régime de Kenyatta a, par la voix de son maitre, ouvertement déclaré sa méfiance envers la ville. A travers le slogan du « *go back to the land* » (Branch, 2011 : 72), Kenyatta jugeait les migrants en ville comme des « *nuisances* »[1] ; pour lui le principe de citoyenneté impliquait la responsabilité du travail de la terre : « *nous devons commencer par la base de notre culture, le travail de la terre. Nous devons retourner à la terre que nous aimons* » (cité par Baker, 2002 : 344). Liées aux logiques patrimoniales du pouvoir et aux valeurs que ces dernières transportent, la méfiance envers la ville a aussi une base bureaucratique et technocratique. Nous faisons ici référence aux théories de l'*urban bias*[2] (Lipton, 1977) que Robert Bates a appliqué au cas kényan (Bates, 1981), et qui ont eu une répercussion forte dans les institutions internationales et les réformes de l'action publique dans les années 1980. Dans une dimension de l'ajustement, il s'agissait de promouvoir des politiques en soutien à l'agriculture d'export. La réforme générale des districts (*District Focus*

[1] Voici les contours de l'argumentaire de Kenyatta dans son jugement négatif des migrations massives des campagnes vers les villes : « *Such people distort the purchasing power of their relatives and friends, make them poorer and miserable and also interfere with the social plans and provision for the genuine residents of the towns. This is a clear waste of manpower and a definite obstacle to proper farming for the future. Any able-bodied man who exploits his relatives and friends in this manner is a disgrace to his manhood and to our society. Their friends and relatives must get rid of these people and stop feeding them*." (Cité par Baker, 2002 : 342-343)

[2] L'*urban bias*, ou « parti pris urbain », est un argument d'économie politique ayant pris pour objet les pays en voie de développement et qui s'est développé à la fin des années 1970 et dans les années 1980. Dimension des justifications à l'ajustement, cet argument avançait que le développement économique était entravé par des groupes urbains capables de faire avancer leurs intérêts au sein des gouvernements, menant alors à une sururbanisation parasitaire opérant une distorsion des économies nationales.

for Rural Development) opérée par le régime du président Moi dans les années 1980 (Bourmaud, 1988 :189-213 ; Barkan et Chege, 1989), illustre l'adoption de ces idées anti-urbaines dans la pratique de la planification nationale.

Pourtant, nous faisons l'hypothèse qu'il y a une dimension urbaine de l'Etat néopatrimonial. Déjà parce que les logiques patrimoniales de l'allégeance touchent des villes, qui font partie, de par les circonscriptions parlementaires qui les (sous)représentent et les autorités locales qui les gèrent, du système politique national. Pour Daniel Bourmaud, elles sont un enjeu fort et un problème de la régulation par le centre politique de l'ensemble du système politique kényan : « l*es municipalités urbaines jettent un défi à l'ordre central, dans la mesure où les attributions qui leur sont dévolues ont favorisé l'émergence ou consolidé des sphères de pouvoir suffisamment étendues et autonomes pour déséquilibrer le système politico-administratif.* » (Bourmaud, 1988 : 216). Elles ne sont surtout pas étrangères à l'ethnicisation générale du jeu politique kényan. Kisumu a pu ainsi être considérée comme une véritable capitale ethnique, et métonymiser et incarner l'opposition et la dissidence Luo face aux différents avatars du pouvoir central.

Aussi, les villes kényanes, fruits d'un système spatial colonial extraverti (cf. chapitre 2), ont pu représenter dans la période postcoloniale des points d'interface et d'articulation entre le monde et l'intérieur du pays : elles font partie d'une économie politique multiscalaire qui permet de soutenir, financer, et plus généralement de porter le pouvoir qu'incarne l'Etat. Car réfléchir au fait politique au Kenya, c'est presque nécessairement se poser une question d'articulation d'échelles, entre dynamiques locales, ethno-régionales, nationales et mondiales. L'Etat au Kenya, et plus largement en Afrique (Bayart, 1989), et peut être partout ailleurs, ne peut se penser dans son hypothétique autonomie et une homogénéité de ses contenus – choses que revendiquent souvent les mystiques et récits nationalistes – mais plutôt dans une relation avec des échelles géographiques qui s'insèrent en lui ou le dépassent (Brenner, 1999 ; 2001). Les villes sont ainsi des lieux (parmi d'autres) dans lesquels s'ancrent le paradigme de l'extraversion. En utilisant la métaphore de Frederick Cooper de « *l'Etat garde-barrière* » (Cooper, 2012 : 17-19) comme idéal-type de l'Etat africain, surinvesti dans le contrôle de l'intersection entre son territoire et le monde extérieur dont il tire ses rentes, on peut considérer Kisumu comme l'un des points de passage de la barrière. En ce sens, son contrôle et son ouverture sont des moteurs de conflictualité politique.

C'est donc cette dimension multiscalaire de l'Etat néopatrimonial que nous voulons éclairer à travers l'insertion de Kisumu dans les structures et dynamiques du néopatrimonialisme. La morphologie du fait urbain, les conditions de l'urbanisation à Kisumu et plus généralement le destin de la ville dépendent nécessairement de l'insertion de la ville, espace physique autant

qu'institutionnel, dans cette économie politique scalaire, dont les contours sont d'ailleurs largement débattus dans le champ politique kényan.

Nous dessinerons dans un premier temps à grands traits les contours de cette économie politique scalaire de l'Etat néopatrimonial, et tenterons de voir comment un événement de Kisumu (le *Kisumu Massacre*, 25 octobre 1969) révèle la genèse d'une insertion problématique et conflictuelle de Kisumu dans la hiérarchie scalaire postindépendance. Nous verrons ensuite que ces événements de Kisumu ont été perçus comme fondateurs dans la formation de la « réputation de la ville » (Hilgers, 2009) en tant que ville rebelle et séditieuse marginalisée du partage du « gâteau national ». Ils marquent aussi un jalon dans la mémoire Luo en tant que l'un des points de départ d'une trajectoire historique de déclin de la communauté ethnique, qui trouve un écho et une déclinaison forte dans les contours d'une crise urbaine qu'exprime la « gloire perdue » de la ville, marginale dans l'espace national, et déconnectée du monde. Nous verrons dans un troisième temps que le discours du déclin oblitère pourtant les tentatives d'intégration de la périphérie politique Luo dissidente au sein du giron du pouvoir central. Ces tentatives portent pourtant leur propre contradiction, comme l'illustrent les mésaventures d'un projet de développement international localisé à Kisumu, la *Molasses Plant*. L'orée du nouveau millénaire et les célébrations du centenaire de la ville présentent – dans le cadre d'une construction mémorielle qui vise à rattacher le futur urbain de Kisumu à un passé colonial – des modalités nouvelles de reconnexions à l'ensemble du spectre scalaire, et singulièrement au monde.

1. VIOLENCES, MARGINALITE ET DECLIN. TRAJECTOIRE URBAINE POSTCOLONIALE D'UNE PERIPHERIE POLITIQUE DANS L'ESPACE NATIONAL

1.1. Kisumu dans le martyrologe luo : le « Kisumu Massacre » du 25 octobre 1969

1.1.1. Les échelles de l'Etat néopatrimonial au Kenya

La « construction nationale » apparait à l'indépendance kényane comme l'un des mantras du temps, paradigme idéologique dominant par lequel se projette la nouvelle nation dans le futur et l'histoire universelle (Ferguson, 2006 : 94-95). L'Etat Kenyan à l'indépendance surinvestit le vocabulaire de l'unité, et sa structure bureaucratique et politique se construit en partie dans une centralisation jacobine et républicaine (Bourmaud, 1988 : 75-111). Comme nous le verrons dans le chapitre 5, Kisumu constitue dans l'espace abstrait de la construction

nationale et de la planification l'un des « pôles de croissance » par lequel doit se réaliser la cohérence territoriale de l'Etat-nation kényan.

L'avènement d'une forme de centralisation républicaine jacobine ne cache que mal le fractionnement de l'espace politique kényan postcolonial. Les divisions sont visibles dès sa naissance, malgré le grand discours d'unité. La république kényane unitaire de 1964 s'est construite sur les ruines d'une forme de régionalisme constitutionnel avorté, fruit des négociations de l'indépendance de Lancaster (Anderson, 2005 ; Branch, 2011 : 1-15 ; Bourmaud, 1988 : 77-110). La genèse de la nation kényane voit en effet s'affronter entre 1960 et 1964 la KANU, regroupement des ethnies majoritaires Kikuyus et Luos[3], portant la voix d'un nationalisme centralisateur, et la KADU regroupant en réactions les ethnies qui se représentent comme minoritaires (Kalenjins, Masai, différentes ethnies de la côte etc.). La KADU, craignant le poids politique et démographique des Luos et des Kikuyus, prône – avec le soutien britannique – l'établissement d'un Etat doté d'institutions décentralisées, soit un modèle fédéral « *afin que les groupes minoritaires ne soient point asservis* » par les ethnies majoritaires (Bourmaud, 1988 : 79). *Cette « proposition alternative du futur politique postcolonial du Kenya* », connue sous le nom de *majimboism*[4] sera largement passée sous silence par le « *métadiscours de la montée du nationalisme* » (Anderson, 2005 : 547). Cette idée de *majimboism,* c'est-à-dire la proposition d'un fédéralisme associant des territoires ethniques et des formes d'autonomie politique ne cessera de réapparaitre au sein de l'histoire politique du Kenya, aussi bien dans la lutte pour le multipartisme des années 1990 que dans le débat constitutionnel qui agitera la décennie 2000 jusqu'au changement constitutionnel (Branch, 2011 : 1-23 ; Anderson, 2005 : 547-548).

Le métadiscours nationaliste, l'unité républicaine et les constructions bureaucratiques qui les accompagnent se doublent d'une pratique patrimoniale du pouvoir par laquelle est régulée la diversité des territoires politiques du Kenya. « Père de la Nation » (« *Taifa Baba* »), Jomo Kenyatta initie une présidentialisation du pouvoir (Bourmaud, 1988 : 112-120), porté par l'entretien d'un réseau de patronage au sein d'un appareil d'Etat en construction. Daniel Bourmaud parle d'un « *clientélisme rationnalisé* », où « *le rôle du président consiste à répartir les ressources ministérielles entre les différents patrons régionaux en fonction de leur poids politique, c'est-à-dire de leur capacité à gérer la périphérie* […]. *La substance de la relation centre-périphérie* […] *repose foncièrement sur l'échange des ressources publiques et des allégeances politiques* » » (Bourmaud, 1988 : 154-158). Ce mode de régulation politique, que Jean-François Médard nomme un « *néopatrimonialisme régulé* », implique une reconnaissance mutuelle entre le centre du pouvoir et les multiples périphéries politiques,

[3] Mais aussi avec la participation de partis Embu, Meru, Kamba et Kisii

[4] Que l'on pourrait traduire par « régionalisme », ou « fédéralisme ». *Majimbo* pourrait être traduit du swahili par région

congruentes de certains territoires ethniques, délimités par des frontières coloniales reproduites par l'administration déconcentrée. Ainsi la relation néopatrimoniale implique une série de liens verticaux, dont la qualité influe sur la distribution géographique des ressources étatiques.

Ce mode de régulation politique et géographique de du néopatrimonialisme régulé ne peut se comprendre isolé de l'échelle internationale. Comme l'affirme Frederick Cooper : « *leur survie* [aux Etats africains] *dépendait précisément du fait que leur souveraineté officielle était reconnue de l'extérieur*, *et que leurs ressources, telles que l'aide et l'assistance militaire étrangères leur arrivaient en raison même de cette reconnaissance extérieure* » (Cooper, 2012 : 290). Cooper, dans une formule très heureuse, parle alors d' « *Etat garde-barrière* » qui ne peut que « *tenir l'interface entre leur territoire et le reste du monde, et collecter et distribuer les ressources provenant de la barrière elle-même, à savoir les revenus douaniers et l'aide étrangère, les permis de commercer sur le territoire, les visas d'entrée et de sortie, et les autorisations d'importer ou d'exporter des devises* ». Daniel Branch reprend cette analyse à son compte pour éclairer le cas kényan : « *plus que basé sur des luttes pour un état fort et légitime, le pouvoir politique a plutôt dérivé du contrôle de l'intersection entre le Kenya et le monde extérieur. A l'indépendance, le pouvoir était de médiatiser la relation entre le Kenya et ses riches alliés, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis* […] *Une bonne part de la politique dans le Kenya postcolonial a consisté en une bousculade entre les élites pour être garde-barrière, tout en essayant de mobiliser assez de support par le bas pour maintenir leur position au pouvoir* » (Branch, 2011 : 22).

C'est dans la complexité et la multiplicité de ces relations de reconnaissance que se fonde une architecture verticale des relations de pouvoir. La reconnaissance internationale fonde la légitimité de l' « Etat garde-barrière » ; les garde-barrières peuvent nouer des relations patrons-clients avec des clients reconnus à l'intérieur de la barrière, c'est-à-dire à l'intérieur de l'Etat, et les clients participent ainsi de la reconnaissance de la légitimité des gardes-barrières etc. Mais ces circulations verticales des pouvoirs sont conflictuelles et contestées. L'insertion du territoire luo dans ce champ de relations verticales fourni une incarnation puissante des conflictualités à l'œuvre dans les logiques du néopatrimonialisme kényan. Les barons politiques régionaux – singulièrement la famille Odinga – ont frontalement refusé l'allégeance politique aux différents avatars du pouvoir central, tout en se positionnant en concurrent des gardes-barrière en puisant des ressources au-delà des frontières nationales.

1.1.2. Le *Kisumu Massacre* du 25 octobre 1969 à la croisée des échelles

1.1.2.1. Le récit des évènements

Seulement six années après la déclaration d'indépendance, la ville de Kisumu a été le lieu d'un événement tragique qui illustre l'ampleur des divisions de l'espace politique kényan. Le *Kisumu Massacre* (25 octobre 1969) et son contexte mettent en mouvement l'ensemble du spectre scalaire. Les enjeux du contrôle des ressources de l'extraversion (ou contrôle de la barrière), ceux de la contestation du leadership national, et la constitution d'un bloc ethnique politiquement cohérent viennent s'interpénétrer pour dessiner la complexité d'un évènement dont Kisumu sera une scène signifiante, ville martyre dans la guerre politique que mènent alors le Président de la République (Jomo Kenyatta) et son ancien Vice-Président et baron politique Luo (Oginga Odinga).

Au matin du 25 octobre 1969, Jomo Kenyatta se rend à Kisumu pour la cérémonie d'ouverture d'un hôpital financé par les soviétiques, le « *New Nyanza Provincial General Hospital* », communément appelé depuis « *Russia Hospital* » par les habitants de la ville. Cette infrastructure est perçue par la population de Kisumu comme un « *pet project* » d'Oginga Odinga. En mars 1966, une faction de gauche de la KANU (*Kenya National Union*) emmenée par le leader Luo vient de quitter le parti pour fonder un parti autonome, la KPU (« *Kenya People's Union* »). La ville s'était préparée à recevoir le président, ainsi que les vice-président Daniel Arap Moi et une succession de ministres : les écoliers avaient été placés le long de la route, prêts à agiter leur petits drapeaux kényans ; mais se sont les supports d'Oginga Odinga, qui tient à faire de la venue du président l'occasion de mettre en scène la confrontation, qui se feront entendre aux cris de « *Ndume ! Ndume ! Ndume !* » (« Taureau » en Kiswahili, l'emblème du parti d'Odinga, la KPU) dès lors que l'escorte présidentielle se présente dans les alentours de Kisumu. A son passage, on brandit des coqs morts, le coq étant le symbole de la KANU. Bientôt les pierres volent, et les forces de sécurité répondent par des premiers coups de feu contre les manifestants. Arrivés sur les lieux de la cérémonie, le mécontentement se fait de plus en plus sentir, les slogans pro KPU prennent de l'ampleur. Après l'hymne national, le *Provincial Commissionner* appelle le vice-président Moi qui doit introduire l'intervention de Kenyatta. C'est à ce moment que les choses dégénèrent : des jeunes de la KPU et de la KANU s'affrontent dans la foule rassemblée devant l'hôpital ; Kenyatta appelle la foule au calme, mais des pierres volent déjà vers l'estrade présidentielle, puis des chaises ; les gardes du corps du président tirent sur la foule, la bousculade qui s'en suit fera sans doute autant de blessés que les balles. Une fois mis à l'abri hors du lieu de la cérémonie, Kenyatta était pourtant déterminé à revenir sur les lieux malgré les conseils contraires de sa sécurité. Un journaliste présent sur la scène rapporte les paroles du président :

« nous sommes venus ouvrir l'hôpital, ce que nous devons accomplir. Je suis la plus haute personnalité de ce pays, personne d'autre. ». C'est sous haute sécurité que se tient la très courte inauguration ; Oginga y assiste finalement, et s'en suivra une très violente dispute, et en public, entre Kenyatta et Odinga. Le président quitte la ville sous les huées et les pierres, et les gardes présidentiels continuent leurs tirs. Il se jurera de ne jamais revenir en pays luo, promesse qu'il tiendra. Immédiatement, la KPU sera bannie, Oginga emprisonné ainsi que huit parlementaires luo. Après cet évènement, le système politique kényan devient de fait monopartiste,

1.1.2.2. Le « Russia Hospital » et la lutte pour le monopole des ressources de l'extraversion

On lit d'abord dans cet évènement les contours d'une lutte politique pour le monopole des ressources de l'extraversion. La construction de l'hôpital en 1967 grâce à l'aide soviétique marque la réussite du leader luo à canaliser les ressources de l'extraversion en faveur de sa région. Oginga Odinga bénéficie, dans un contexte de guerre froide, d'une certaine proximité avec le camp communiste. « *Nés du besoin d'avoir un patron extérieur puissant* » (Branch, 2011 : 41) et ne renvoyant qu'à une sympathie de façade pour le marxisme-léninisme qui pouvait agiter certains cercles universitaires et intellectuels à l'indépendance, ces liens permettent de se positionner contre la posture atlantiste de Kenyatta. Le lien avec les régimes communistes soviétiques fournit des ressources matérielles nécessaires pour financer des campagnes politiques et s'ériger en patron. Ses canaux d'influence lui permettent de concurrencer le très fameux « *airlift* », ce programme de bourses d'études qui a pu envoyer des centaines d'étudiants aux Etats Unis, par un programme de bourses ayant pu envoyer bon nombre étudier dans les pays communistes (dont son fils Raila). Les alliés d'Odinga seront aussi surreprésentés dans le *Lumumba Institute*, collège technique financé par les gouvernements communistes européens. Ces liens lui permettent de consolider un temps l'aile radicale de la KANU qu'il dirige, et font de lui la personnalité politique la plus importante après le président. Le régime Kenyatta fera tout en son pouvoir pour assécher cette source de financement et les liens politiques avec les régimes communistes.

Ainsi, Kenyatta vient à Kisumu inaugurer l'hôpital deux années après la fin des travaux – après avoir refusé par deux fois à diriger la cérémonie (Hornsby, 2013 : 213) – pour contester l'autorité d'Odinga dans son propre pré-carré, court-circuiter son réseau de patronage international en s'appropriant ses bénéfices symboliques, et se faisant tentant d'exprimer sa toute-puissance sur un rival qui refuse l'allégeance. Oginga Odinga n'est d'ailleurs pas officiellement convié à la cérémonie, chose inacceptable pour sa foule de supporters présents à Kisumu.

1.1.2.3. Coq contre taureau : l'insupportable alternative nationale

Les référents politiques portés par les régimes communistes servent la vision alternative et redistributive de la nation mise en avant par Odinga : « *j'ai compris que dans les pays communistes l'accent était mis sur la disponibilité de la nourriture pour tous. Si c'est cela que le communisme signifiait, il n'y avait alors aucun mal à cela* » (Odinga cité par Branch, 2011 : 37). Oginga Odinga s'est efforcé de construire une alternative au pouvoir central, dans une opposition relativement constante au projet national proposé aussi bien par Kenyatta que par son successeur, Daniel Arap Moi. Un des *Founding Fathers* de droit de l'indépendance, Oginga Odinga en vient à convoquer les référents fondateurs de l'indépendance (*Uhuru*, ou « liberté ») pour se positionner contre Kenyatta. Manifeste biographique et politique, *Not yet Uhuru* – titre évocateur – publié en 1967 dans un temps fort de sa rivalité avec le *Mzee*, « d*éveloppait une autre représentation de la liberté et de l'indépendance* […] *dénonçant l'absence véritable de redistribution des terres, la permanence du colonialisme qu'entretient l'extraversion de l'économie kényane et les inégalités créées par des options nettement libérales dans le contexte de guerre froide* » (Grignon, 1998 : 59). La fondation de la KPU se fait en réaction à sa marginalisation de la KANU, et pour porter cette alternative nationale. Par la fondation de ce nouveau parti, Odinga se pose alors en confrontation politique directe avec le camp du président, dans un refus total d'allégeance.

1.1.2.4. Le Kisumu Massacre et la solidification de l'identité politique luo

Le bilan humain est controversé, les autorités ne reconnaissant que huit morts par balle, d'autres avançant le chiffre d'une centaine de morts (Ogot, 2009 : 789). Ce triste bilan vient largement étoffer un martyrologe alors en pleine écriture. Car les événements de Kisumu mobilisent la toute fraîche mémoire d'autres disparations qui ont largement solidifié la communauté ethniques. En plus des slogans pro-KPU et anti-KANU, la foule massée sur le parcours présidentiel qui mène à l'hôpital soutient cette demande insistante : « *Tunataka Mboya ! Tunataka Argwings !* »[5] (« *nous voulons Mboya ! Nous voulons Argwings* ! » en kiswahili) suggérant que Kenyatta a une part de responsabilité dans la mort récente de ces deux figures politiques luo. En janvier 1969, Arwings Khodek, avocat des révoltés Mau-Mau de la guerre d'indépendance, membre de la KANU et ministre de Kenyatta meurt dans des circonstances troubles[6] ; le 5 juillet 1969, c'est au tour de Tom Mboya, homme important de la KANU et du camp gouvernemental, flamboyant ministre de l'économie de Kenyatta bien placé dans les coteries du pouvoir et la possible succession, qui est assassiné à Nairobi en pleine rue. Ce meurtre consolide la cohésion d'un bloc politique luo dont Odinga s'avèrera alors être un leader presqu'incontestable : « *la polarisation ethnique devint presque totale*.

[5] "A Date With Death or the President - a Tale of the Kisumu Massacre", in *The Star*, 2 octobre 2012

[6] On le pense d'abord mort dans un accident de voiture, mais une exhumation posthume prouvera qu'il est mort sous des coups de feu.

[…] *La relation entre les Luo et le gouvernement était au plus bas. Mboya était devenu un martyr, un 'héro ethnique' autour duquel un sentiment d'unité politique Luo bourgeonna* » (Ogot, 2009 : 787). Cristallisation paradoxale dans la mesure où Mboya semblait être l'antithèse de son ainé Odinga Oginga. La rivalité des deux hommes sera un fait central de la vie politique des années 1960 autant qu'un facteur de polarisation de la communauté ethnique luo, représentant et incarnant des lignes de démarcation qui la traverse et la divise ; déjà entre South et Central Nyanza ; des divisions idéologiques entre libéralisme et radicalisme, capitalisme et communisme ; et en général entre un pôle moderne (Mboya) et un pôle plus conservateur (Odinga) dans cette formulation d'une identité luo en débat (Ogot, 2009 :776 ; Parkin, 1978 : 214-241). Mboya, ancré dans une posture nationaliste moderniste et revendicatrice, et dont la base du pouvoir est essentiellement urbaine (et centrée sur Nairobi), se voit de plus marginalisé par l'ethnicisation du jeu politique : « *Mboya ne faisait pas un bon ethno-nationaliste. Il manquait d'une base ethnique stable à partir de laquelle il pouvait se lancer dans la compétition pour le plus haut poste […] beaucoup plus de Luo regardaient Odinga plus que Mboya comme leur leader et leur représentant à Nairobi. Sa propre luoité était un objet de débat* » (Branch, 2011 : 74-75). Figure paradoxale de l'éclatement de la cohésion et de l'unité ethnique, il en octobre 1969 une figure centrale de la cristallisation de l'identité politique luo.

Les évènements sanglants de Kisumu viennent clore une année qui restera marquée dans la mémoire collective luo comme « *l'année de l'angoisse* » (Ogot, 2009 : 789) : aux assassinats politiques, à la répression de la KPU s'y seront succédé les tirs sur la foule, l'interdiction de la KPU et l'incarcération d'Odinga Oginga. Le monopartisme s'installe durablement dans le paysage politique, et le vieux leader charismatique s'installe dans une posture constante d'opposition. La féroce répression qui s'abat sur Odinga et ses soutiens politiques ne font que renforcer son aura auprès du petit peuple luo. La posture d'opposition radicale du leader luo, son refus d'allégeance que ce soit au régime de Kenyatta ou à celui de Moi rendent illusoire l'intégration de la périphérie politique luo dans un jeu clientéliste classique (Bourmaud, 1988 : 155-156 ; 162-163). Cette marginalité est maintenue sous les présidences Kenyatta et Moi. Le bloc ethnique est maintenu hors de la sphère de la reconnaissance du pouvoir central : Kenyatta refusera jusqu'à se rendre dans la province du Nyanza pour les dix dernières années de son règne, parlera de « menace Luo ». Le nouvel ordre politique incarné par Moi persévère dans une méfiance radicale envers la communauté luo (Ogot, 2009 : 802).

1.1.3. Le *Kisumu Massacre* et la mémoire collective luo

L'enquête parlementaire demandée par les députés luo concernant les événements d'octobre 1969 à Kisumu sera refusée, et les films et les photos de l'évènement confisqués (TRJC, 2013, 2B). En face de cette construction de l'oubli, cet évènement peut être vu comme un

point de départ, notamment du point de vue de luo. Il marque le début de la chute et la presqu'irréversibilité de la dynamique de déclin, en déchainant une dynamique de répression qui n'a pour beaucoup pas encore pris fin. Cet évènement devient logiquement un enjeu de mémoire. Betwell Ogot, tout en demandant la requalification de l' « *incident* » en tant que « *massacre* » propose « *qu'un monument approprié soit érigé* [à Kisumu] *pour commémorer le froid abattage de ces martyrs innocents* » (Ogot, 2009 : 789). Dans le temps de notre terrain, la presse a périodiquement relaté l'évènement, pour marquer son importance historique et le commémorer. Tout nouveau point de vue ou témoignage qui porte un éclairage exclusif sur l'évènement, comme celui d'un journaliste témoin de la scène, ou celui du responsable d'alors de la sécurité de Jaramogi, fait l'objet de débats et de commentaires. La mort du Ministre de la Défense d'alors, Njoroge Mungai, en 2014, sera l'occasion pour la blogosphère luo de rappeler son rôle dans la fusillade – il serait le premier à avoir dégainé sur la foule – et de rappeler que « *jamais les résidents de Kisumu ne pourront pardonner* ». L'évènement sera aussi porté devant les instances de justice transitionnelle mises en place après les violences post-électorales de 2007-2008. Ce sont onze survivants et témoins qui présenteront en juillet 2011 un mémorandum à la *Truth and Justice Reconciliation Commission* pour témoigner de cette « injustice historique » que constituent les événements du 25 octobre 1969 ; et cet évènement figurera largement dans le rapport final de la commission au titre des griefs portés par des représentants de la communauté luo (TJRC, 2013, vol2a : 23). Kisumu est devenue par cet évènement un lieu-symbole dans lequel se réfractent et ont pu se réfracter les enjeux nationaux. Ces évènements forgeront plus en avant une conscience politique luo, et la conscience politique des jeunes générations. Comme Charles Hornsby le souligne, *« les évènements de 1969 ont été une source de radicalisation pour de nombreux jeunes Luo* » (Hornsby, 2012 : 215) tels qu'Hezekiah Ochuka et Frederik Omondi Oyoo, deux instigateurs du coup d'Etat de 1982 originaires de la ville.

A Kisumu, la temporalité politique du présent se réfère à cette histoire de dissidence qui a caractérisé la trajectoire de la ville. Ainsi, les mémoires des événements de 1969, et celles plus fraiches des violences post-électorales de 2007-2008, sont mobilisées pour regarder, analyser et agir dans le présent. Quarante-cinq ans après la visite de Jomo Kenyatta, c'est au tour de son fils Uhuru, élu en 2013 président contre le fils d'Oginga Odinga, Raila Odinga, d'annoncer sa venue à Kisumu. Il est aussi l'un des inculpés par l'ICC, accusé d'avoir été l'un des instigateurs des violences post-électorales en finançant largement des milices kikuyus « Mungiki » dont les luo ont largement été les victimes à Naivasha et Nakuru. Le 14 septembre 2014, réunis dans l'un de ses « *bunge la mwanaichi* » – l'un de ces parlements de rue qui ponctuent les villes du pays (Rasmussen et Omanga, 2012) – sous l'ombre d'un arbre du Central Square en contrebas de la Oginga Odinga Avenue, une trentaine d'hommes discutent en luo de la venue annoncée de Kenyatta pour le mois d'octobre 2014. On délibère

de nombreuses choses dans ces parlements de rue, surtout de l'actualité politique, à travers la lecture et la discussion des journaux, de la politique municipale, mais aussi plus généralement des contenus de la « luoité » (discussions sur les us et coutumes, les relations hommes-femmes etc…). En ce jour, on discute de ce qui a pu être entendu à la radio vernaculaire, *Ramogi Radio*, sur les raisons de cette visite. Uhuru viendrait « *goinfrer* » les luo et faire oublier son rôle dans les violences post-électorales. En tant que fils de Jomo Kenyatta, il valide la perception luo de la continuité du régime d'exclusion qui caractérise leur place dans l'espace national. Mais c'est surtout la date annoncée, à quelques jours près du 45e anniversaire du 25 octobre 1969 qui interroge, et révolte : *« les leaders politiques ne viennent jamais visiter Kisumu en octobre, et cette visite sonne beaucoup trop 'octobre 69', on ne peut pas laisser faire ça, il faut agir* »[7]. On se décide à envoyer des messagers à d'autres *bunge* de la ville pour organiser une réception musclée. Finalement la visite est reportée pour éviter un drame annoncé, d'autant plus qu'une visite présidentielle ailleurs dans le pays luo s'était soldée un mois plus tôt par quelques agitations[8].

1.2. La spécificité de Kisumu dans l'espace national : une ville rebelle et pauvre

1.2.1. La « réputation d'une ville » : violence et sédition

Cette prudence des services de sécurité tient à la « réputation » de Kisumu, dans un sens similaire de celui que Mathieu Hilgers a donné au terme dans son ethnographie de Koudougou, troisième ville du Burkina Faso (Hilgers, 2009 : 307-365). Pour lui, la réputation de Koudougou de la ville d'être une ville rebelle renvoie « *directement à la position de l'agglomération dans l'espace national* » (Hilgers, 2009 : 310). C'est une représentation sociale – au même titre que l'urbanité et l'autochtonie – qui structure l'appartenance le « *collectif d'appartenance à l'échelle de la ville* », qui implique « *une interprétation particulière de son histoire, d'une part, composée puis imposée par l'extérieur, et d'autre part, produite par une dynamique endogène*. » (Hilgers, 2009 : 310), et qui participe de la production de la ville elle-même.

Kisumu a une position comparable dans l'espace kényan que celle qu'occupe Koudougou dans l'espace burkinabé. Entre les violences fondatrices d'octobre 1969 et le paroxysme des

[7] Propos rapportés par Moses Omondi, assistant de recherche, à partir d'un enregistrement et d'une retranscription en anglais (traduite du dholuo) des propos tenus lors de cette session de ce *Bunge la mwananchi* le 14 septembre 2014.
[8] "Uhuru Caught Up In Rowdy Migori Politics", The Star, 09/09/2014 ; "Presidential Interruptions - Different Aftermaths 45 Years Apart", The Star, 13/09/2014

violences de 2007/2008 (voir notre introduction), l'histoire de la ville a été rythmée par l'occurrence fréquente d'émeutes urbaines (et de leur répression) venant épouser les temps forts de l'histoire politique kényane. Kisumu s'éveille lors de l'emprisonnement du fils d'Odinga après la tentative de coup d'Etat de 1982, puis bien plus fréquemment durant la période de la lutte pour le multipartisme et le temps politique multipartiste. Les violences postélectorales dont la ville a été le théâtre ont constitué l'apothéose de la diffusion de cette représentation de la ville rebelle et séditieuse. Cette représentation est indissociable d'une collusion avec le destin politique dynastie Odinga, celle d'un soutien massif, farouche et irraisonné à ses différents représentants, et évoque une ville qui manifeste, souvent violemment, ce soutien présenté comme inconditionnel. Ceux qui contestent au sein du champ politique l'allégeance envers le nom d'Odinga ont pu trouver par le passé un accueil houleux dans la ville[9]. L'histoire de Kisumu est ainsi représentée par une histoire de rébellion, aussi bien du fait de l'extérieur de la ville que du fait de ses habitants. Cette réputation de la ville séditieuse et rebelle s'est incarnée par la définition d'une série d'images et de discours.

A l'extérieur de la ville, Kisumu est associée aux clichés habituels accolés aux Luo. Elle les concentre, jusqu'à exprimer rien que par l'évocation de son nom une forme de luoité fantasmée et largement dépréciative. A Nairobi[10], dans la trivialité des conversations, qui dit Kisumu dit, Luo, dit Odinga, évoque un régime alimentaire piscivore obsessionnel ; on y mobilise aisément dans le quotidien les clichés de l'homme luo, bien trop éduqué, beau parleur fainéant et arrogant, prompt à manier un anglais dont la grandiloquence confine au burlesque, toutes choses qui rentrent en contradiction avec la pauvreté de ses conditions d'existence. En effet, à Kisumu comme au pays luo est accolée l'idée d'une pauvreté qui est le fruit d'un retard, imputable à l'exclusion des sphères de l'Etat et du partage du gâteau national qu'implique un manque d'allégeance. Parler de Kisumu ailleurs qu'à Kisumu, c'est être très fréquemment confronté à la thématique de la rébellion, de la sédition et de la violence. C'est d'ailleurs par cette réputation particulière que la ville s'individualise et se particularise par rapport au bloc ethno régional du Luo Nyanza, et que prend forme un « *collectif d'appartenance à l'échelle de la ville* ».

Cette réputation se décline en une série de représentations plus circonspectes qui lui donnent corps. Il y a d'abord la circulation (nationale et internationale) d'images médiatiques, et le nom de Kisumu est associé aux reportages télévisés et photographies documentant les

[9] Les cas le plus fameux étant celui de James Orengo, alors opposé entre 1998 et 2007 (jusqu'à contester l'élection présidentielle face à Raila), pour qui mettre les pieds en ville pourra s'avérer dangereux. Raphael Tuju, ministre du cabinet de Kibaki en 2005, fera campagne pour la révision constitutionnelle, tandis que Raila Odinga se prononcera contre. Lors d'un meeting de campagne, la venue de Tuju se traduira par des émeutes qui feront plusieurs morts parmi les soutiens de Raila Odinga.

[10] Nous condensons ici les innombrables représentations de Kisumu véhiculées dans nos interactions quotidiennes lors de discussions informelles avec les habitants de Nairobi, non-Luo autant que Luo, à l'évocation du toponyme de Kisumu.

éruptions fréquentes de violence à Kisumu, qui ne se limitent d'ailleurs pas à la seule temporalité et actualité politique nationale. Barrages de pneus en feu, colonne de fumée et foule vociférant sont des images communément associée à la ville (Figure 8).

Figure 8 Les images de la réputation de la ville

Légende: Publiée sur le site du quotidien anglais The Guardian, et prise à Kachok à Kisumu lors des violences post-électorales de 2008, cette photo illustre la circulation internationale des images de la crise kényane. A l'échelle kényane, elle illustre aussi la construction de l'image hooligan ou goon luo, armé de pierres et de pangas. Source: Associated Press, Ben Curtis 2008.

Légende : la pratique du hooliganism se définit par des violences sportives entourant le football. Elle est ici associée au club de Gor Mahia, club de football luo de Nairobi, qui prend son nom d'un héro mythologique luo. Le mot de hooliganism, et ses pratiques associées (tel le jet de pierre), débordent le stade pour qualifier en général le caractère rebelle de la communauté ethnique. Source : Gaddo, novembre 2014

A partir de ces images et de l'occurrence des émotions urbaines est individualisé un type, leitmotiv localisé d'une cartographie humoristique de l'espace kényan, celui de l'habitant de Kisumu excellent dans l'art de lancer des pierres (essentiellement contre les forces de l'ordre). A titre d'exemple, voilà ce que l'on peut lire sur un forum de discussion politique, qui a largement circulé sur les réseaux sociaux en octobre 2012. Mohammed Warsama, journaliste, commentant sur un ton qui se veut humoristique des manifestations violentes qui ont agité la ville en novembre 2012 suite à l'assassinat (sans doute crapuleux) d'un homme politique local, Shem Onyango Kwega, qui avait encore une fois vue la ville s'embraser et faire la une de l'actualité nationale kényane :

> Ceci est le plan Warsama pour résoudre le perpétuel problème du lancer de pierre à Kisumu :
>
> Le gouvernement devrait réaliser que la genèse du lancer de pierre à Kisumu est l'aliénation de la population Luo à travers les décennies 70 et 80 de l'économie monétaire
>
> Les Luo ont réagi à leur exclusion de l'économie monétaire d'une manière littérale et concrète, prenant au mot l'expression anglaise « stone-broke » [*littéralement fauché comme une pierre, que l'on pourrait traduire par être fauché comme les blés*]. Du jour au lendemain, des centaines de résidents de Kisumu sont devenus des casseurs de pierre (*stone brokers dans le texte, jeu de mot qui reprend l'expression précité en y ajoutant un troisième sens, celui de « courtier en pierre »*) – un terme poli pour dire lanceurs de pierre.

> Aucun Kisumu digne de ce nom ne pouvait se trouver sans pierres dans le voisinage de sa maison. Avoir des pierres est devenu un symbole majeur de distinction en l'absence de symbole de distinctions occidentaux comme les voitures tape à l'œil. […]
>
> Ces pierres sont largement détournées d'importants projets de développement
>
> La municipalité doit établir un registre de la valeur des pierres tout comme elle tient un registre de la valeur des propriétés. Chaque foyer doit payer un certain montant de taxes pour garder des pierres dans sa résidence.
>
> Toutes les pierres doivent être peintes aux couleurs des différents partis pour les prochaines élections.[11]

Ce commentaire, par l'expression de ce motif dépréciatif du "lanceur de pierre" accolé aux habitants, tourne en dérision le discours décliniste qui caractérise la manière dont les Luo viennent à se représenter leur destin historique. Fruit d'une définition externe, ce stigmate dépréciatif du résident de Kisumu lanceur de pierre est en partie porté par les habitants de la ville, stigmate qui est alors « *repris et réinterprété par ceux qui sont ainsi identifiés* » (Agier, 1999 : 85), jusqu'à constituer la particularité d'une forme d'humour Luo, maniant à l'absurde et dans l'outrance la multiplicité des clichés concernant la communauté ethnique. Ainsi, un étudiant de la Maseno University, qui ne cache pas sa participation aux émeutes postélectorales, peut-il affirmer, dans une veine humoristique après un match à Kisumu de l'équipe de football *Gor Mahia*, dont les supporters ont largement participé de la diffusion de cette représentation du Luo lanceur de pierres :

> Jeter des pierres n'est pas mauvais en soi, cela dépend de la raison pour laquelle on les jette… mais aussi de quelle pierre ! Je regardais à la télévision ceux qui jetaient des pierres au Nyayo Stadium[12]… Leurs pierres n'étaient pas belles, et ils ne savaient pas les lancer… Je doute que les gens que j'ai pu voir à la télé étaient des vrai Luo ! À Kisumu, on aurait choisi de belles pierres rondes et polies. […] Et puis les pierres ont un lien avec la civilisation : tu dois connaitre l'histoire de David et Goliath ? David a tué Goliath avec ses pierres…[13]

La ville serait le cœur d'une certaine forme de luoité. Le rappel biblique (David et Goliath) ici mobilisé prend une double signification. D'une part, il indique une position de faiblesse ou d'apparente infériorité. Elle renvoie à la représentation d'un territoire victimisé face à la force arbitraire du pouvoir central. D'autre part, elle indique le caractère frondeur et la témérité guerrière dont fait preuve la ville, qui trouve aussi parfois son expression dans la mobilisation d'une mythologie guerrière luo, celles des différents *thuon* qui ont marqué l'histoire de la

[11] « Warsama's solution to Kisumu's Stone Throwing", initiallement publié le 27 septemmbre 2012 sur un groupe de discussion de Yahoo. [URL :https://beta.groups.yahoo.com/neo/groups/africa-oped/conversations/messages/58790]. Ce texte a ensuite largement circulé sur Facebook. Traduit de l'anglais par nos soins.

[12] Stade de Nairobi où jouaient le club Gor Mahia, club historique très important dans la formulation de l'identité Luo.

[13] Discussion informelle enregistrée le 3 mars 2010 au Kisumu Agricultural Showground où se déroulait un match de gala de *Gor Mahia* alors que nous captions les slogans et chants des supporters. Traduit de l'anglais au français par nos soins.

migration Luo dans les environs de Kisumu : Lwanda Magere pour le clan des Jo-Kano (frange est de la municipalité), ou encore et surtout Okore K'Oganda, guerrier du clan des Jo-Kisumo (franges ouest de la municipalité). Tout autant exogène qu'endogène, ce cliché de l'habitant de Kisumu « lanceur de pierre » participe de la réputation de la ville en tant que ville rebelle.

1.2.2. « A mauvaise politique, mauvaise vie » : la marginalisation de la ville dans le développement national

Du point de vue luo, la rébellion est conçue comme la réponse à une injustice, à un déni de reconnaissance sans cesse réactualisé au cours de l'histoire (assassinats politiques, répression politique, vol électoral), qui se manifeste par un retard des conditions de développement et des niveaux de pauvreté perçus comme plus importants qu'ailleurs. L'absence d'allégeance envers le pouvoir central aurait donc une incidence sur la marginalisation de la communauté ethnique et la redistribution des ressources nationales au bénéfice du pays Luo. Parce que « *mise au froid* », la région aurait souffert d'un développement ralenti (Bourmaud, 1988 : 157). Le devenir postcolonial de la Nyanza Province et de sa capitale politique, Kisumu, illustrerait cet adage en swahili[14] : « *siasa mbaya, maisha mbaya* » (« *à mauvaise politique, mauvaise vie* »).

C'est en tout cas une ligne interprétative forte qui ressort en 2013 du rapport de la *Truth, Justice and Reconciliation Commission*[15]. Pour ses rédacteurs, la conséquence directe des événements d'octobre 1969 est que « *la province de Nyanza* […] *a été virtuellement effacée des plans de développement 'nationaux'* » (TJRC, 2013 vol. II A : 445). Forme de « métropole d'équilibre » dans les documents de planification, Kisumu devait constituer un point avec lequel doit être contrebalancée la bicéphalie de la hiérarchie urbaine kényane et se construire l'harmonie nationale (voir chapitre 5). La ville ne sera pourtant pas dans les faits pas une localisation préférentielle des bienfaits du développement porté par le gouvernement. Une année après le *Kisumu Massacre*, le conseil municipal de Kisumu prévenait déjà :

> Le gouvernement devrait prendre un pas décidé pour aider Kisumu, si Kisumu doit se développer industriellement […] Le chômage a continué de croitre à Kisumu en 1970 […] à moins que des mesures drastiques soient prises pour amener des industries majeures à Kisumu, la ville et les districts avoisinants poseront de très sérieux problèmes sociaux et politiques à la République dans les années à venir (MCK, AR, 1970 : 2)

[14] Dont la paternité est attribuée au président Daniel Arap Moi.

[15] Mise en place en 2008 après les violences post-électorales pour enquêter sur les injustices historiques et différents griefs ethniques et communautaires qui ont agité l'histoire politique kényane, dans le but de promouvoir une « unité nationale » et de régénération presque curatrice d'un corps national meurtri

Le poids de la ville dans le développement de l'économie kényane décroit de manière continue. C'est du moins ce que semble montrer l'évolution historique de la distribution des emplois industriels que les politiques de planification spatiale devaient en partie ventiler dans l'espace national, et en particulier à Kisumu (Tableau 11).

Tableau 11: Evolution de la distribution des emplois industriels dans six villes kényanes (en %)

Villes	1957	1965	1977	1980	1983
Nairobi	57,7	57,7	71	68	68
Mombasa	22,6	20,1	18,5	18,4	17
Kisumu	5,2	4,4	3,3	3,5	3
Nakuru	4,6	5,9	5,5	5,2	5,1
Eldoret	3,1	3,9	3,2	6,7	6,9
Thika	5,4	7,2	9,2	8,5	9

Sources : Ominde, 1971 et Evans, 1989

La mise en perspective du destin industriel de villes secondaires comme Thika ou Eldoret avec le celui de Kisumu, ville bien plus importante, confirme a priori la relation entre la quasi absence de développement industriel et la centralité de la ville dans un espace politique luo en opposition aux figures centrales successives de l'Etat néopatrimonial. Le développement de l'industrie à Thika, surnommée parfois la Birmingham du Kenya en raison des concentrations industrielles qu'on y trouve[16], serait dû à sa localisation au cœur du pays Kikuyu[17]. Le chevauchement des positions d'accumulation, entre secteur public et secteur privé, des cercles de pouvoir kikuyu aurait largement bénéficié à une ville comme Thika. Phoebe Asiyo[18], ancienne député luo, fait lors de son audition à la TJRC un lien entre le développement du pays kikuyu et le sous-développement du « Luo Nyanza » : les fonds destinés au développement de la région de Kisumu ont été détournés au profit du développement de Thika[19] (TJRC, 2013 IIB : 98). Le devenir d'Eldoret, 5e ville de la hiérarchie urbaine kenyane située en pays Kalenjin, est encore plus parlant. Dans les années 1970, de nombreuses industries s'installent à Eldoret qui devient le véritable centre industriel de l'Ouest Kényan

[16] Appellation commune, que l'on retrouve tout aussi bien dans la presse (« Thika highway opens doors for business to thrive » in *business daily*, 14 aout 2011) que dans les guides de voyages.

[17] Thika est un lieu central dans la formulation de l'ethnicité Kikuyu. Mugo wa Kibiru, prophète Kikuyu, annonce la mort d'un grand figuier situé à Thika une fois que l'indépendance sera acquise ; chose qui selon la légende se produit, malgré tout le soin mis par les britanniques pour prévenir sa mort. Selon la rumeur, le terrain sur lequel se trouvait l'arbre, les Mugumo Gardens, était la propriété personnelle de Jomo Kenyatta

[18] Phoebe Asiyo, née en 1933, enseignante, assistante sociale à la municipalité de Nairobi en 1952, administratrice pénitentiaire, présidente de Maendeleo Ya Wanawake Organisation (MYWO) (1962-1965), MP de Karachuonyo, Nyanza (1979-1997), ministre du Parlement (1992-1997)

[19] Comme le note l'ancienne députée de Karachuonyo, South Nyanza : "*There was a road from Oyugis to Kendu Bay, which was allocated funds for tarmacking. The funds were raised by Tom Mboya when he went to the USA. In 1971, that road was supposed to be tarmacked. The money for that road was used to tarmac a road in Thika and yet, the road would open up South Nyanza to Tanzania. Up to this minute, the road remains un-tarmacked. These are some of the issues we raise when we talk about marginalisation of Nyanza Province.*[…] *So, I am just mentioning the few instances in my constituency where the government has withdrawn money and even equipment and taken them to other areas. There are much bigger development programmes that were taken away from Luo Nyanza to other areas on the pretext of siasa mbaya, maisha mbaya. (wrong politics, bad life)*"

(Agevi, 1991 : 44). Sous Kenyatta, le leadership Kalenji emmené par Daniel Arap Moi, le vice-président de la République, est dans une posture de collaboration et d'allégeance. Sous le mandat présidentiel de Moi (1978-2002), la ville est la destination de nombreux investissements publics, sans réelle adéquation avec la taille et le rang de la ville. Elle devient un centre universitaire : la Moi University, la deuxième université du Kenya en termes d'ancienneté, ouvre en 1984 ; l'Eldoret Polytechnic ouvre en 1985 et le Moi Science Teacher's College dans la foulée. Le deuxième centre hospitalier du Kenya, le Moi Referral and Teaching Hospital est aussi établi en 1984. On y trouve ce que certains ont pu nommer « *le plus blanc des éléphants blancs* »[20], l'aéroport international d'Eldoret ouvert en 1996 et largement sous-utilisé[21].

Hors des cercles du pouvoir, incarnant une opposition systématique aux avatars du pouvoir central et refusant la position d'allégeance, la communauté luo aurait donc été mise au ban de la Nation et de la grande geste du développement. Pour les représentants des associations patronales locales, la marginalisation historique du pays Luo donne sens aux retards de développement de Kisumu, et aurait fait fuir les potentiels investisseurs[22]. Cette trajectoire historique de marginalisation est cependant invariablement présentée par des figures politiques luo lors des auditions de l'organe de justice transitionnelle mis en place après les violences postélectorales de 2007 et 2008. A la *Truth, Justice and Reconciliation Commission*, le Dr Israël Kodiaga, ancien prétendant au poste de MP pour la circonscription de Kisumu West (2007 et 2012), et parlant en ce jour au nom des clans *Kisumo* affirme à la Commission :

> Sur le front économique, vous réaliserez qu'on a beaucoup laissé couler d'industries dans le Luo Nyanza et spécifiquement à Kisumu, comme autant de moyens pour déposséder les gens de Kisumu. Comme cas concrets, mais ce n'est pas exhaustif, on pourrait citer Kicomi, Kisumu Breweries, les usines de conditionnement de poisson [….] Les industries et les usines de sucre ici sont sous administration judiciaire, avec de lourdes dettes, mais les gouvernements successifs ont toujours renfloué les producteurs de café et de thé dans les autres régions en négligeant le coton et le sucre (cité dans TJRC, 2013 2B : 96).

On pourrait trouver un écho de cette inégale insertion historique de Kisumu dans les logiques distributives de l'Etat néopatrimonial dans les grandes différences dans les taux de pauvreté

[20] Bernard Njururi,"The Eldoret airport: who is behind the whitest white elephant project in Kenya" in *Finance*, n°30

[21]Voir, pour une description de la sous utilization de l'aéroport, le récit qu'en fait un journaliste du *Nation* "Airport Seeks Secret of Flying High", in *The Nation,* 28 juillet 2007

[22] Ainsi le discours de deux représentants de l'élite économique de Kisumu : "*Kisumu Business Association chairman Aba Eban added that running of factories had also been hit hard by political interference. "There was a lot of politics that affected industrial development; basic amenities like accessible roads were lacking for a long time until recently when many roads were opened up," he says. The Chamber of Commerce said that successive national governments had long neglected Kisumu and its environs. Chairman Israel Agina said the region suffered without core government services which put off investors.*" In " Kisumu shakes off the dust for industrial revival", *The Business Daily,* 13 juillet 2014

touchant les différentes villes kényanes. Une enquête commanditée par la Banque Mondiale sur la distribution de la pauvreté au Kenya indique ainsi des taux de pauvreté absolue très différents selon les villes kényanes considérées : un taux record de 53,4% pour Kisumu, contre 30% pour Nakuru ou 38,6% pour Mombasa[23]. Cette position marginale et contestataire, le refus d'allégeance des leaders charismatiques de la communauté luo aux différents avatars du pouvoir central ont une incidence sur les enjeux de redistribution. C'est ce que semble montrer assez constantes les tentatives de quantification des inégalités régionales au Kenya (Heifer International, 2003 ; Weinreb, 1996 : 9 ; Society for International Development, 2006 : 7).

Pour autant, les causes de la marginalité d'un pays luo sous-développé ne sont pas consensuelles, même à l'intérieur du champ politique luo. Ainsi, toujours par cette matrice qui vient lier les enjeux de reconnaissance et ceux de distribution que cerne l'adage « *à mauvaise politique, mauvaise vie* », certains ne vont pas blâmer les différents régimes qui ont gouverné le Kenya depuis l'indépendance. Le leadership politique luo est souvent mis en cause pour avoir maintenu – par manque de coopération et d'allégeances avec ces différents gouvernements – la communauté ethnique dans la pauvreté (Encadré 12).

Encadré 12 Discours du déclin, clichés et responsabilités politique : le point de vue de Philip Ochieng

Philip Ochieng', qu'on pourrait qualifier de « luo critique », est l'un des journalistes les plus connus et controversés du Kenya. Conservateur, critique du multipartisme et proche de la KANU, il impute à la démocratisation des années 1990 une balkanisation ethnique de la politique kényane. En ce sens émet-il dans l'article suivant que nous citons, une critique de la « luoité » et d'une identité politique luo quitte à reproduire paradoxalement les clichés dont la communauté est communément l'objet :

« *En tant que jeune Luo, j'ai grandi avec un genre particulier d'arrogance ethnique. Le reste du Kenya voyait les Luo comme la communauté la plus éduquée (lorsque par « éducation », nous signifiions cette éducation formelle de salle de classe introduite par les Européens). A l'indépendance, nous avions probablement le plus grand nombre de diplômés du lycée et de l'université. Les individus Luo dominaient l'université. Tous les plus grands professeurs – comme Simeon Ominde, David Wasawo et Bethwell Ogot – étaient tous Luo. Beaucoup de Kikuyu de l'ancienne génération – une communauté dont l'éducation a été interrompue par les hostilités Mau Mau – tiennent au mythe que les Luo ont un genre d'intelligence particulière résultant d'un régime alimentaire dominé par le poisson. La vérité demeure qu'à l'approche de l'indépendance, une élite éduquée qui revendiquait d'être venu d'un lieu céleste appelé « UK » (« United Kisumu ») se pavanait comme des paons dans les rues de Nairobi – bien habillés, parlant un bon anglais en brandissant l'*east African Standard *en ce temps symbole de réussite intellectuelle. La question est : à quoi a pu servir cette éducation ? Comment se fait-il qu'une communauté qui a pu produire de brillants esprits* […] *languit maintenant au pied de l'échelle du progrès ? En terme de spectacles, nous excellons toujours : nous restons tout autant tape à l'œil. L'élite Luo fait encore politiquement le plus de bruit.* […] *les miens ne connaissent qu'une forme de politique, la vénération vide d'un héros.* »

[23] *Geographic Dimensions of Well-Being in Kenya*, vol1, Kenya Bureau of Statistics, Banque Mondiale

Philip Ochieng souscrit à l'idée de la trajectoire du déclin de la communauté Luo sur des bases et causalités différentes de celles présentées de manière majoritaire (le déclin vient d'une volonté politique de marginaliser les Luo des ressources de l'Etat néopatrimonial) ; pour lui, la responsabilité incombe justement à cette majorité populaire qui voit en Raila Odinga son champion.

Source : "My people have lost their sense of genuine heroism", The Nation, 16 janvier 2011

C'est ici le discours politique le plus commun porté par les hommes politiques luo opposés à l'aura politique du clan Odinga. Raphaël Tuju, *Member of Parliament* pour Rarieda, Ministre de Mwai Kibaki, porte presque systématiquement ce message, préférant une collaboration avec le centre du pouvoir qui puisse bénéficier au développement de la région qu'une posture d'opposition politique qui laisse le pays luo dans un état de sous-développement. Dans ce type de discours émerge souvent la métaphore de la prise d'otage, la marginalisation et le discours du déclin apparaissant comme un mythe produit par les véritables responsables d'un sous-développement régional. Ce point de vue est par exemple développé par Pascal Ojijo, un "luo critique" établi en Ouganda qui a publié en 2012 un pamphlet politique contre les Odinga, intitulé *Politics of Poverty, The Odinga Curse to the Luos* : « *ce mythe a été entretenu par une petite élite luo, principalement associée à la Maison de Jaramogi et ses parasites, qui ont énormément bénéficié de prendre en otage la communauté toute entières, en tant que pions dans un jeu de pouvoir qui ne leur a en rien profité* » (Ojijo, 2012 : 22).

1.3. « La gloire perdue » de Kisumu : la dimension urbaine d'un discours du déclin luo

1.3.1. Un « discours standard » du déclin luo

La marginalité de Kisumu dans l'espace national est indissociable d'une représentation temporelle linéaire du déclin dont la communauté ethnique serait la victime, et dont le point de départ se situe dans cette « *année de l'angoisse* » (Ogot, 2009 : 789) qui voit se succéder l'assassinat de Tom Mboya, le massacre de Kisumu et l'emprisonnement de Jaramogi Oginga Odinga. Lors des auditions de la TJRC, Phoebe Asiyo exprime cette représentation luo du temps postcolonial :

> A l'indépendance, l'ensemble du Kenya voyait les Luo comme la communauté la plus éduquée, avec probablement le plus grand nombre de diplômés de l'université, des présidents de faculté, et des professionnels dans tous les domaines. La communauté Luo a produit le *who is who* dans tous les secteurs du tissu économique, politique et intellectuel de la société kényane. Après 50 ans de route, la communauté Luo est tourmentée de toutes les maladies sociétales inimaginables, languissant au pied de l'échelle du progrès (cité par TJRC, 2013, 2B : 79)

La trajectoire historique que dessine Asiyo renvoie à une des représentations les plus communément partagées lorsque les luo parlent d'eux-mêmes et de leur devenir. Le succès

qui avait marqué la communauté, notamment dans le secteur de l'éducation, jusqu'à former l'un des clichés les plus tenaces la concernant (Encadré 12), est largement occulté par l'actualité brulante de la pauvreté. Cette perception vient donner forme pour Lesa Morrison à un « *récit standard* » du déclin :

> Manifestement, dans les années 1950 et 1960 et le début des années 1970, le groupe [les Luos] réussissait extrêmement bien. Ils étaient plus éduqués que la moyenne, tenaient un nombre disproportionné de positions dans l'élite en tant que professeurs d'université, docteurs, avocats et ingénieurs, et avaient de bonnes positions dans le gouvernement, titulaires de nombreux postes dans la fonction publique et des positions dans le leadership politique national. Ensuite, après le début des années 1970, la communauté Luo a décliné. Même jusqu'à présent, ce groupe fait moins bien que la moyenne. Cette supposition du déclin Luo, largement affirmée par les membres de la communauté, des plus privilégiés aux moins privilégiés, a servi de point de reconnaissance pour une communauté qui a misé son identité même sur le fait d'avoir été une élite, et d'être désormais réprimée, refoulée et dénigrée. Après avoir dominé le leadership politique national kényan, la perception de la plupart des Luos a été qu'ils ont été « marginalisés [politiquement] et soumis à une pauvreté institutionnelle », après que leur téméraire leader Oginga Odinga ait été rejeté du poste suprême par un ennemi Kikuyu jaloux. Les preuves de cette « mise au froid » sont facilement proférées dans un récit standardisé Luo (Lesa Morrison, 2007 : 118)

Cette perception d'une trajectoire de déclin prend l'exact contrepied de la temporalité de progrès linéaire que laissaient supposer l'indépendance et ses promesses de développement. Pour citer le titre de l'ouvrage majeur de James Ferguson (1999), ce sont les « *attentes de la modernité* » qui ont pu être déçues et quotidiennement démenties par la sensation qu'un monde se finit. Wenzel Geissler et Ruth Prince, dans une dense ethnographie, ont capturé dans une campagne Luo la manière dont se formalise et s'exprime ce sens de la perte et de la fin. Ils analysent dans leur œuvre la manière dont le discours de la déperdition prend sens par rapport à une certaine idée émique de la « *croissance* », du « *mouvement en avant* » (2010 : 1-32). Ces concepts Luo de l'épanouissement et de la réussite ont pu croiser l'horizon progressiste et moderniste – tout autant discursif que matériel – du développement (« *maendeleo* ») à l'indépendance. Mais « *les attentes de développement des fonctionnaires et des salariés qui semblaient atteignables dans les années 1960 et 1970* » (Geissler et Prince, 2013 : 3) n'ont pu se réaliser dans la période d'autoritarisme politique, de déclin économique, mais surtout d'explosion de l'épidémie de SIDA[24] – thème central de leur ethnographie – qui a profondément et intimement modifié la confiance que peut avoir la communauté ethnique de sa propre cohésion et de sa projection dans le futur. Ainsi, pour Geissler et Prince, « *le sentiment contemporain Luo de la perte ne fait pas que simplement refléter une expérience du changement, mais aussi une manière distincte de parler des souffrances des gens et des défis pour survivre dans le présent* […] *les tropes de la perte sont devenues un leitmotiv des*

[24] Que la communauté d'Uhero nomme "*la mort d'aujourd'hui »,* (*tho mar tinende*) (Geissler et Prince, 2012 : 2)

conversations sur la socialité et le changement à Uhero et donnent forme aux pratiques des individus dans le présent. » (2013 : 2-3).

1.3.2. Trajectoires du déclin en ville

Les résultats de ces recherches menées dans une zone rurale du pays luo font écho à ce que nous avons pu observer à Kisumu. Le discours du déclin luo trouve dans le devenir postcolonial de Kisumu tout autant une de ses déclinaisons qu'une des motivations de son énonciation. Les aspirations pour le développement ont largement pu, comme nous l'avons vu, s'ancrer dans l'espace l'urbain (voir chapitre 3). Le projet colonial tardif de stabilisation de la main d'œuvre urbaine (chapitre 2), le développement autour de l'indépendance de projets industriels (KICOMI, Kenya Breweries, Equator Bottlers, Kenya Matches etc.) et le développement de l'administration ont fait grossir dans les années 1960 et 1970 les emplois formels, mais aussi modes de vie, valeurs, désirs et aspirations qui leurs sont liées.

Pourtant le devenir des symboles de la modernité urbaine et les promesses du développement qui ont pu éclore à Kisumu dans les deux premières décennies de l'indépendance ont largement matérialisé dans les paysages cette idée du déclin. Beaucoup d'industries ont fermé. KICOMI, une usine de production textile et employeur majeur incarnant l'une des seules réussites industrielles dans la ville, mêlant capitaux publics et privés, a fermé ses portes en 1993 ; jouxtant l'usine textile, c'est la brasserie de L'East African Breweries qui délaisse ses activités de production pour ne devenir qu'un entrepôt ; puis c'est au tour de Kenya Fishnet (production de filets de pêche), Swan Industries (sucreries) et finalement Kenya Matches (allumettes) de réduire puis d'arrêter ses activités en 2001. Ces fermetures ont eu des conséquences sur les trajectoires temporelles et spatiales des anciens employés du « secteur moderne », définissant alors des expériences urbaines du déclin.

La trajectoire urbaine de Douglas[25], 42 ans, incarne une expérience urbaine de déclin. Il est arrivé à Kisumu en 1993 de sa *dala*, Asembo. Diplômé du lycée, il a trouvé un emploi sur la chaine d'embouteillement au sein de l'East African Breweries une année seulement après son arrivée. Cet emploi lui permettait d'avoir un accès à un petit appartement dans un immeuble d'habitation construit à Milimani en même temps que l'usine dans les années 1980, dans ce qui était alors appelé le « *Kenya Breweries Quarter* » (Aga Khan Road). Deux immeubles de 6 étages destinés aux employés jouxtaient les maisons spacieuses des dirigeants et hauts cadres de l'usine, sur plusieurs terrains en location attribués par la municipalité. La compagnie décide en 2003 d'arrêter la production et l'embouteillement à Kisumu ; les vastes locaux ne serviront alors qu'en tant que simple centre de distribution. Douglas – attaché à la chaine d'embouteillement – est licencié, et prié de quitter son logement. L'immeuble est

[25] Observations, conversations au Jamaica Bar autour d'un plateau d'échec, 2010-2011

racheté en 2006 par le gouvernement pour y loger des fonctionnaires de police (et est alors baptisé « Police Line »). Il trouve alors une chambre à moins de 200 mètres de son ancien immeuble, mais dans une toute autre ville, loin du quadrillage par les réseaux urbains qui constitue Milimani. C'est à Nyalenda qu'il s'installe, à côté du Jamaica Bar. Face à l'incertitude, il envoie sa femme et deux de ses trois enfants dans sa famille à Asembo. Il loue son logement 500KSh par mois, une grande pièce au sein de l'une de ces unités d'habitation qui remplissent le quartier. Il n'y pas d'eau (une borne-fontaine privative se situe à une vingtaine de mètres de sa porte) et seulement un raccord électrique illégal. Sa structure d'habitation est contiguë d'un petit orphelinat – ponctuellement financé par une organisation caritative suédoise – pour lequel il joue le rôle d'homme à tout faire.

Par ce biais, il s'investit dans la vie communautaire locale, et se définit comme « *volunteer* ». Il tente de trouver des workshops, formations et de multiples réunions organisées par des ONG locales, nationales ou internationales pour parfaire son CV, dans l'idée de se faire peut-être embauché de manière pérenne par une grande ONG. En attendant, il subsiste grâce à des projets temporaires financés par le tissu des ONG locales, articulé aux financements périodiques des ONG nationales ou internationales. Pour tenter de combattre l'incertitude du temps, il a décidé d'investir le champ de l'agriculture urbaine : il entretient un petit potager dans l'orphelinat à l'aide de méthodes culturales ingénieuses qu'il a pu glaner dans l'univers du *community work* qui est le sien. Son emploi salarié et son succès urbain l'avaient éloigné du secteur agricole, et il vivait cela comme une réussite ; sa période salariée lui avait permis de cultiver une forme de personnalité urbaine. Il fréquentait souvent les lieux de danse de la ville (Funakatek, Dark Room aujourd'hui fermés et l'Octopus), et avait investi dans l'achat de nombreux disques et d'un petit matériel de sonorisation. Il avait tenté après son licenciement essayé de devenir DJ dans les lieux de vie nocturne de Kisumu, sans succès. Confiant dans son projet d'agriculture intra-urbaine et dans les perspectives de vie que cette activité peut lui apporter, Douglas n'en reste pas moins surpris de son parcours. Il nous confie sur un ton ironique qu'il n'aurait jamais cru avoir à vivre de la terre en quittant Asembo et surtout après avoir acquis la légitimité urbaine que lui conféraient son emploi et son logement. Douglas a dû quitter une forme d'urbanité de distinction, incarnée dans l'espace physique d'un quartier central, pour vivre dans un autre quartier marqué historiquement des stigmates de la pauvreté et d'une urbanité contrariée.

A ce type de trajectoire de déclassement spatial s'ajoutent d'autres manifestations du déclin, inscrites dans une expérience du changement urbain qui nourrit le sentiment nostalgique (Gervais-Lambony, 2012 : 6). Le lien qui pouvait unir une identité professionnelle, liée à une *parastatal* ou à un ministère, à une résidence « moderne » dans les quartiers planifiés du centre-ville, pour finalement définir une vision claire de la légitimité et du sens de la présence

en ville, s'est largement distendu (Geissler, 2013 : 542). La dissociation de la résidence et de l'identité professionnelle – par privatisation des logements autrefois publics, mais surtout la pratique extrêmement répandue de la sous-location – ont rompu ces liens. Des quartiers qui autrefois permettaient le développement de « *styles de vie urbains cosmopolites* » (Ferguson, 1999 : 82-122) – par le niveau de confort et les qualités esthétiques qu'ils incarnaient – souffrent d'une déliquescence matérielle. Le « Railways Estate », situé en plein centre-ville avant la zone portuaire, est l'un des plus anciens quartiers planifiés de Kisumu, dont les origines remontent à la construction du chemin de fer, et qui a connu plusieurs développements successifs. La plus ancienne des maisons, qui rappelle un *cottage* anglais, date de 1910 ; les constructions les plus récentes consistent en des rangées serrées de petites maison individuelles, et ont été bâties dans les années 1960. Certains de ses habitants expriment par le registre discursif de la nostalgie leur expérience de la trajectoire de déclin du quartier.

Thomas, 69 ans, est un résident arrivé dans les années 1960 et ancien employé de la *East African Railways Corporation* (devenue plus tard la *Kenya Railways Compagny* après la chute de l'EAC), occupe toujours une maisonnette du Railways Estate. Il est une mémoire vivante du quartier, et un locuteur du discours nostalgique du déclin. Il tient à montrer les signes de décrépitude qui constellent le quartier : des trous béants dans les canalisations d'évacuations des eaux usées, des toits qui s'affaissent, les affleurements d'un bitumage qui couvrait autrefois toute la voirie de la zone. Il se bat pour que le propriétaire du lotissement, son ancien employeur, puisse agir sur ce qui formait pour lui *« un beau quartier moderne, où il n'y avait que des bonnes personnes et des travailleurs* [working-class people] ». Aujourd'hui, la dégradation du quartier renvoie à la transformation de son peuplement, qui n'a plus grand-chose à voir avec le monde ferroviaire. En 2011, le service ferroviaire n'est plus qu'un pâle souvenir. Hors du giron public car privatisé, le trafic ferroviaire est à Kisumu tout à fait interrompu, malgré les régulières annonces prédisant sa relance. Cela fait longtemps que les anciens employés de la *Kenya Railways*, mis au pas ou retraités, ne sont plus majoritaires dans le quartier. Ressources rares, les maisons ont été successivement sous-louées, et peu à peu sub-divisées, au point que pour Thomas, il soit très difficile d'identifier le bénéficiaire de l'attribution initiale. La nouvelle population pose pour lui problème, et par ses pratiques ternit la « vie moderne » qu'offraient les services urbains et les aménités du «Railways Estate », et qui informaient sur une forme d'identification locale :

> Je ne fais plus confiance aux voisins, c'est comme Manyatta ici, je ne connais plus personne […]. Les gens arrivent et ils partent souvent vite, ils vivent en famille dans une seule pièce […]. Ils viennent de la campagne, ils apportent souvent des saletés ici [montre un poulailler] et font pousser leur *sukuma* wiki un peu partout […]. Il y a beaucoup de bruits […], les voleurs viennent se cacher le soir après avoir dévalisé des gens dans le centre-ville, parce qu'il n'y a

> aucune lumière le soir. Il y a une toilette pour 10 ou 20 personnes, et pareil pour les arrivées d'eau […]. Ce ne sont pas les standards de quand tout allait bien, que les gens travaillaient et que la compagnie faisait attention à tout.

Le monde de Thomas est un monde aujourd'hui absent : il habite ses ruines. Ce monde ne fait que survivre par des réminiscences matérielles qui attisent sa nostalgie. Le *Railways Institute* (où nous l'avons rencontré), bar où viennent se retrouver en fin de semaine *public workers* et gens « bien arrivés » pour danser au son de la musique *benga* et l'une des survivances de son monde. Un sens de la distinction, de la bienséance et de la représentation de la réussite anime ses habitués, qui ont rarement moins de la quarantaine. Malgré ces survivances, la dégradation de l'environnement urbain, la privatisation de la compagnie de chemin de fer et la quasi disparition du service ferroviaire donnent forme à un sentiment de perte et de décadence. Thomas songe à quitter pour acheter un terrain « *quelque part à la campagne* », un « retour à la terre » qui contrevient largement à sa volonté de finir ses jours en ville aux côtés de sa femme. Thomas a rompu tout lien avec sa *dala* orginelle ; ses enfants vivent à Nairobi. Il blâme très largement « *ceux du gouvernement* » pour le devenir de son quartier, et le véritable « demi-tour » dans sa vision de l'avancement individuel que représente la dégradation de son environnement urbain. La preuve en est pour lui que les trains animent toujours la gare de Nairobi, que les quartiers des cheminots n'y sont pas aussi délabrés, et que la ville est globalement « plus avancée » [« *more advanced* »] alors que Kisumu est perçue comme « arriérée » [« *backward*]. pour Thomas la déliquescence du quartier est attribuable à la marginalisation de la ville dans la distribution des ressources du développement national.

1.3.3. Les représentations médiatiques de la « gloire perdue » et de la nostalgie urbaine

Le discours de Thomas et la manière qu'il a de se représenter les trajectoires déclinantes de sa vie et de sa ville résonnent dans le portrait de la trajectoire urbaine postcoloniale de Kisumu dans les médias. La remarquable constance de cette image médiatique ne fait finalement que renvoyer à une version locale du discours de déclin urbain, largement débattu dans le contexte africain autour de la notion de « crise urbaine » (Le Bris, 1991 ; Calas, 2007). Comme chez Thomas, l'énonciation de la crise dans les médias kényans procède de l'expression d'un sentiment nostalgique, à la différence que le mot de nostalgie y est directement mobilisé.

Le point de départ à partir duquel s'énonce douleur de la perte se situe à la charnière des temps coloniaux et postcoloniaux. L'un des grands mouvements de l'action publique en ville à la fin de l'époque coloniale et à l'indépendance a été la création de conditions sanitaires conformes à la pensée hygiéniste du temps. Gouvernements coloniaux tardifs et postcoloniaux se sont employés à doter la ville de réseaux viaires, d'adduction d'eau et d'assainissement, et d'un réseau électrique capable d'assurer les circulations nécessaires à une ville « saine ». Les

services hospitaliers de régions (comme le *Russia Hospital* ») et de districts ont été les relais de ce souci de diffuser des services de santé dans l'ensemble de la ville. En 1993, les journalistes du *Nation* dressent un long bilan du déclin. Enquêtant sur les services de santé dans la ville, ils font le constat d'un dramatique échec : « *si les hôpitaux de la ville sont souffrants, alors le reste de la municipalité est sur son lit de mort* ». Aux journalistes de poursuivre, avec un certain sens de l'emphase :

> Du Town Hall aux *slums* de Nyalenda, de Kondele à Manyatta, des *slums* d'Obunga à la luxueuse Milimani, Kisumu dépérit. Se décompose. Quand vous entrez dans cette ville autrefois splendide, une odeur puissante et dégoutante frappe votre nez et provoque les larmes. Une lourde puanteur flotte sur la gare routière débordante d'activités et s'infiltre dans tous vos pores. Des montagnes de déjections humaines, d'ordures et de liquides odorants font partie de ce paysage abject où d'énormes mouches vertes et grasses accomplissent des prouesses acrobatiques sur les nez et les blessures des humains avant de se retourner vite aux toilettes qui empestent. La ville de bord de lac croule sous le poids de sa propre crasse. […] Kisumu, une ville située directement sur le deuxième lac d'eau douce au monde, n'a presque pas d'eau. […] Alors que la ville poussiéreuse du bord de lac plonge dans la décadence, elle prend la première place en tant que réservoir de maladies, de la malaria à la typhoïde, du choléra au mortel sida.[26]

S'en suit un long article qui détaille les liens entre les conditions environnementales déplorables, la déliquescence des services urbains et la prolifération des maladies[27]. Un dernier article insiste finalement sur cette idée, largement répandue et déjà évoquée dans le dossier, de la « gloire perdue »[28] de la ville. Intitulé « *Des larmes pour une ville qui a perdu sa gloire passée* », l'article cite un ancien ambassadeur du Kenya en URSS, Adala Otuko :

> Je verse des larmes pour cette ville que j'aime. Cela fend le cœur de voir que notre beau lac ne peut pas nous donner assez de poisson ou de l'eau à boire. Il est tragique que les égouts débordent et permettent aux moustiques de se reproduire. Cela me rappelle cette époque où le conseil municipal était plein de vigueur et de vitalité.[29]

Les journalistes invoquent alors la nostalgie : « *tout cela n'est que de la simple nostalgie* ». Car l'idée de déclin est indissociable de celle de nostalgie, étymologiquement cette douleur (*-algie*) du désir du retour (*nostos*) (Gervais-Lambony, 2012) : retour vers un temps où la ville, ses services, son fonctionnement incarnait l'idée d'appartenance, ou la possibilité de l'appartenance, au récit de la modernisation, du progrès et du développement porté à la fois par l'Etat central et les autorités locales. Nostalgie d'un moment où appartenir à la ville

[26] « Kisumu, Oh Kisumu ! » in *The Daily Nation,* 7 juillet 1993
[27] « Kisumu's dreaded scourge » in *The Daily Nation,* 7 juillet 1993 ; "It's water all around but not a drop for residents" in *The Daily Nation,* 7 juillet 1993
[28] L'emploi du mot "glory", gloire, implique en anglais une dimension esthétique plus prononcée que son acception commune en français, qui renvoie à la réussite flamboyante, à la dimension morale, aussi présente dans l'emploi de 'glory '
[29] "Tears for a town that has lost its past glory", in *Daily Nation*, 7 juillet 1993

marquait une appartenance sociale distinctive, une forme de privilège et d'élite dans la citoyenneté.

C'est aussi le deuil d'une forme de rayonnement de la ville, de son rôle de vecteur de diffusion du progrès qui est remis en cause par sa trajectoire de déclin. En parlant de l'expérience urbaine et professionnelle des employés du Ministère de la Santé en poste à Kisumu à l'indépendance, Wenzel Geissler note que « *leur ville grandissait et s'améliorait, dirigée par la science et l'engagement civique ; et à un lointain point de convergence, l'expansion de cette* polis *allait effacer les gradients centre-périphérie qui marquaient leur présent, entre métropole et nation en développement, entre capitale et province, et entre centres urbains et réserves rurales.* » (Geissler, 2013 : 543). Le devenir de la gare routière incarne dans la chair de l'espace urbain l'échec de Kisumu à diffuser la modernité. Construite à la fin de l'époque coloniale, agrandie et rénovée dans les premières années de l'indépendance, elle marquait une rupture dans les spatialités topologiques, presqu'archipélagiques et excluantes de l'avant-guerre. Elle participait à la création d'un lien entre Kisumu, son arrière-pays, et l'espace national[30] (voir chapitre 2). Elle représentait un élément du *spatial fix* d'une nation en construction. En 1987, elle est perçue par un journaliste du *Standard* empruntant une métaphore médicale comme « *la verrue de la ville de Kisumu* […] *qui a amené la honte à la ville de Kisumu* »[31]. La description de la déliquescence, des nids de poule, des odeurs, de la congestion, des fréquentes inondations et de l'invasion des activités de l'informel ne se comprend que par rapport au souvenir de ce qui était l'une des incarnations du développement de la ville par les infrastructures :

> Vingt ans auparavant, les résidents de Kisumu saluaient avec jubilation l'ouverture de la gare routière de la ville. […] Lorsqu'elle a été construite, la gare routière avait promis un nouveau chapitre aux voyageurs en provenance et à destination de la ville de Kisumu. La nouvelle gare routière était soigneusement goudronnée avec des lampadaires érigés aux endroits stratégiques dans toute la gare. « *La nuit, la gare scintillait comme de l'or et tout était remarquable* » se souvient John Okoth qui avait l'habitude de passer par la gare routière sur son chemin au retour de son travail de nuit : « *tous les voyageurs allaient savoir qu'ils arrivaient alors à Kisumu* » ajoute Okoth en se souvenant de cet « âge d'or » maintenant perdus dans la mémoire.[32]

S'en suit dans l'article un intertitre, qui fait surgir un seul mot, « Nostalgie », qui donne sens aux ruines matérielles du développement :

[30] Marjorie Oludhe MacGoye, dans son roman *Coming to Birth*, donne la description suivante de la gare routière « poumon du pays luo » à l'indépendance : « *the centre of students' life was, of course, the market and the bus station beside it, where news could be gathered from one's home, one's mother's home, and even from Nairobi* […]. *Whole smelly busloads of fish would come up from Uyoma, and it felt a bit like Nairobi when people surged the buses selling biscuits, sweets, handkerchiefs and medicines*" in *Coming to Birth*, Feminist Press, 2000, p.43

[31] "The eyesore of Kisumu Town" in *The Standard,* 21 janvier 1987

[32] "The eyesore of Kisumu Town" art. cité

> « Contrairement à aujourd'hui où il y a bien trop de véhicules, il y a avait peu de matatu et de bus à l'époque, et ils étaient tous bien garés le long des lignes et aucun conducteur n'allait déranger ses collègues en étant mal garé » dit-il, une nostalgie résonnant clairement dans sa voix. La situation de la gare routière est presque le contraire de qu'elle était au moment de son ouverture. Ce qui reste aujourd'hui est une triste relique d'une gare routière qui était avant aimée des résidents de Kisumu. Des endroits de la gare montrent encore un peu de bitume seulement pour rappeler aux résidents de la ville qu'il s'agissait autrefois d'une gare entièrement bitumée. D'autres endroits non réparés par le conseil municipal sont devenus de gigantesques nids-de-poule.[33]

Pour parfaire la comparaison entre un âge d'or passé et la décadence du présent, l'article oppose deux photographies. D'un côté une image contemporaine de l'article d'une immense flaque sur la gare routière remplie de monde, avec cette légende : « *Non, ce n'est pas le Lac Victoria qui déborde de ses berges, mais la gare routière qui est devenue un mini-lac pendant la saison des pluies* ». De l'autre côté, une vieille photo de 1966 du carrefour de la Tower Clock (donc d'une zone très différente de celle de la gare routière). Les murs des bâtiments sont d'un blanc éclatant, une zone de parking où les voitures sont bien alignées est entourées de massifs de fleurs ; le carrefour est fluide, la route bitumée, et généralement le vide de la photo, contrastent fortement avec la pléthore humaine qui anime son opposé symétrique. La légende indique : « *FLASHBACK : une photo de Kisumu prise en 1966 : les résidents sont nostalgiques de la discipline et de l'ordre* [orderliness] »[34].

Le *nostos*, le « désir du retour » implique un point de départ (Gervais-Lambony, 2012) : tout indique que celui-ci se situe dans la période succédant immédiatement à l'indépendance et dans l'ampleur de ses promesses. Mais l'indépendance ne marque pas dans les faits une rupture radicale avec la période coloniale. Les paysages urbains, les valeurs esthétiques et morales qu'ils expriment et qui leurs sont attachés sont un héritage lourd dans la manière de penser et concevoir la ville, son ordre, son hygiène. Les continuités de l'ordre colonial nous semblent sous-jacentes dans l'expression du dégoût et du déclin sur le devenir urbain de Kisumu. Non pas qu'il n'y ait de bonnes raisons de pointer et de dénoncer la dégradation de l'environnement urbain, mais cette dénonciation se formule en empruntant à l'univers conceptuel de l'urbanisme hygiéniste, pour dénier à la ville son urbanité à travers le thème récurrent de la mort de la ville. Le discours du déclin urbain présente parfois de troublantes continuités avec la manière dont est appréhendée et représentée la trajectoire postcoloniale de la ville par des acteurs directement coloniaux (Encadré 13).

[33] "The eyesore of Kisumu Town" art.cité
[34] "The eyesore of Kisumu Town" art.cité

Encadré 13 La famille Brooks et la nostalgie coloniale

Sur le tracé de la voie de chemin de fer, à Koru, à 60 km à l'est de Kisumu, se trouve l'immense propriété de la famille Brooks, au milieu des rares terres aliénées par les colonisateurs dans la province de Nyanza. Le patriarche, John Norman Brooks (ancien officier des Kenya African Rifles), a repris l'activité de production de la Homa Lime Compagny et a installé une carrière et une usine de traitement de la chaux à Koru, rachetant progressivement les fermes des colons blancs qui quittaient le pays dans les années 1960. Il s'est mis à produire de la canne à sucre, et a endossé un costume de *gentleman farmer*. Il élève de la volaille, des cochons et de belles vaches anglaises qui paissent dans les collines verdoyantes de la propriété qui lui fournissent viande, beurre et fromages, autant de productions qui sont aujourd'hui vendues à prix d'or dans un hypermarché de Kisumu (Nakumatt Mega City). L'affaire familiale est gérée avec ses fils Stephen et Jimmy, installés sur la propriété familiale dans des *cottages* éloignés les uns des autres. Les petits-enfants étudient en Afrique du Sud. Les Brooks habitent les vestiges du monde colonial. Ils sont les seuls fermiers blancs de la zone, fermiers blancs qui formaient autrefois une communauté soudée. Ils entretiennent un rapport de patronage fort avec la communauté locale, à laquelle ils fournissent emplois, mais aussi éducation et dispensaires. La vie quotidienne est organisée par le service des domestiques en uniforme, avec lesquels les membres de la famille n'interagissent qu'en swahili. Le cadre de vie, le raffinement de la vie quotidienne et des paysages constituent autant d'éléments d'un monde perdu auxquels se rattachent les Brooks. Kisumu participaient pour Stephen Brooks de son cadre de vie colonial. Il se rappelle les moments de réunions de la communauté des colons à Kisumu : jubilé de la Reine, tournois de tennis ou encore match de cricket au *Coronation Garden*. Il se rappelle aussi les liens plus ordinaires qui liaient l'activité économique de la propriété et le centre urbain que représentait Kisumu, que le père visitait souvent pour organiser l'export de la chaux vers l'Ouganda ou changer et commander des pièces pour ses machines au magasin de John Riddoch. La ville était alors propre et ordonnée, et Stephen Brooks ne tarit pas d'éloges sur la magnificence de l'environnement urbain d'alors. A l'inverse, la ville est aujourd'hui pour lui « ***surpeuplée*** », selon lui du fait d'une natalité africaine trop forte que ne peut contenir la ville. D'une propreté éclatante, la ville est devenue aujourd'hui un lieu que les Brooks ne veulent plus fréquenter, trop sal, trop bruyant. Les liens se sont distendus avec Kisumu, quoique quelques services rares y subsistent. L'aéroport est ainsi une infrastructure importante dans la mise en tourisme du domaine qu'initient Stephen et sa femme.

Source : séjour à la Kweisos House, Koru, été 2010

Le déclin se comprend par rapport aux espoirs déçus du modernisme urbain, d'une certaine idée de la citoyenneté lié à la réussite matérielle et à l'infrastructure, et de cette idée très générale de « développement », cette temporalité linéaire de progrès qui amène vers le « mieux » et vers le « plus » qui avait fourni la logique d'une tardive action publique coloniale et largement amplifiée par les leaders politiques de l'indépendance. C'est cette temporalité qui a été brisée et renversée. La notion de déclin s'actualise dans l'urgence et la conscience contemporaine de la crise. Ses principaux locuteurs sont sans aucun doute ceux qui ont directement profité des bienfaits de l'indépendance, ceux dont l'éducation a permis l'accès aux ressources et aux promesses offertes par une ville comme Kisumu. Leur voix est largement portée par les journalistes de la presse écrite nationale, qui parlent aussi pour ceux (dont ils font partie) qui aspirent, de par leur profession, leur statut social, à une ville qui leur ressemblerait. Les discours du déclin excluent parfois explicitement, mais le plus souvent

implicitement une foule d'« indésirables »[35] : les *hawkers* qui « *envahissent* » et salissent le centre-ville[36], les *bodabodas* qui ne respectent pas le code de la route[37] ou constituent un vivier de criminels[38], les enfants des rues[39] etc.

La trajectoire de progrès était aussi incarnée par les connexions internationales dont Kisumu, nœud multimodal est-africain, pouvait être une charnière jusqu'en 1977, date d'effondrement de la *East African Community*. Cet effondrement mit fin à une dynamique d'intégration régionale amorcée dans sa phase institutionnelle à l'époque coloniale avec la *East African Royal Commission* (1948-1961), à laquelle a succédé à l'indépendance l'*East African Common Services Organization* (1961-1967), puis l'*East African Community* (1967-1977). De nombreux services logistiques plaçaient alors Kisumu sur la carte est-africaine : services portuaire, postaux, ferroviaire et même aéroportuaire plaçaient la ville au cœur d'un *spatial fix* est-africain, en fournissant une base d'emplois non négligeable. La ville abritait le siège des *Inland Marine Works,* de la *East African Railways Corporation*, qui assurait la maintenance des bateaux de la compagnie, la construction de certains bateaux et l'assemblage des plus gros. C'était alors l'un des plus gros employeurs de la ville (Oucho, 1980 : 31-32). En 1966, c'est en grande pompe que des « *wagon-ferries* » sont inaugurés. Ils permettaient à des wagons de se ranger sans grue sur des bateaux munis de rails, innovation présentée comme le summum de la modernité. Le port est désormais bien calme, ses infrastructures et les bateaux qui y sont accostés couverts de rouille, coincés au milieu des jacinthes d'eau, la plateforme multimodale qui faisait l'interface entre le train et les voies lacustres inutilisées (Figure 9)

[35] On renvoie ici à l'appel à article lancé par la revue Géographie et Cultures en 2016, qui propose « *d'analyser la production de l'indésirabilité qui dessine en creux des figures implicites des bons usages, du légitime, de l'utile, du propre, du pur, du beau*. » (URL : https://calenda.org/360247?file=1)

[36] Voir "Hawkers invade Kisumu Township" in *Kenya Times,* 9 octobre 1996

[37] Voir ce témoignage d'un résident automobiliste de Kisumu : "Kisumu and Boda-Boda" in *Jaluo.com*, publié le 27 mars 2010 (URL : http://blog.jaluo.com/?p=4508) : "I have observed with concern the number of related boda-boda and peng accidents. I have seen motorists knock down boda- boda men plus their passengers and drive away. I have seen boda- boda abuse traffic rules and cause accidents that can be avoided. I have seen motorists roughed and molested by a mob of irate boda- boda riders for accidents caused by the boda-boda themselves. »

[38] Voir sur ce point "Boda boda: Two-faced crime spinner or economy driver?" in *The Nation*, 10 mai 2015 ; "Boda boda operators listed to curb crime in Kisumu" in *The Star*, 15 septembre 2015 ; "Local Authorities must regulate the operations of Boda Boda motorbike taxis", Jaluo.com, publié le 15 avril 2010 (URL : http://blog.jaluo.com/?p=4839)

[39] Voir "Concern over many street children in Kisumu town", *The Star,* 23 juillet 2014 : "*Traders and residents within Kisumu have raised concern over the rising number of street children in the town. Speaking to the press in Kisumu yesterday, the District Peace Committee chairman Anthony Okew said* "most of these children engage in unlawful activities like stealing, drug abuse and even irresponsible behaviour."*He said they are so many in the central business district, dump site and around estates. Okew said when there are riots, street children are usually used in the front line.. He called on the national government and relevant authorities to get the children off the streets*"

Figure 9 : le déclin du port : de la modernité multimodale à la déconnexion

Source : photo de gauche, mccrow.org.uk, wagon-ferry en 1972, six ans après son inauguration ; photo de droite, wikipédia, article Kisumu, photo de 2002. C'est cette photo qui a été choisie par les rédacteurs de l'article pour représenter la ville de Kisumu dans un média aujourd'hui privilégié par quiconque voudrait s'y intéresser (consulté en avril 2011)

L'idée du déclin à Kisumu se formule de manière forte avec cette idée de déconnexion au monde, ou du moins par la déliquescence des infrastructures qui ont été dans la genèse de la ville sa véritable raison d'être, liant la ville à l'espace-monde impérial, sans pour autant prendre en compte à quel point la connexion coloniale n'avait alors pas suivi une voie linéaire (chapitre 1). Dans les discours médiatiques, et chez ceux qui avaient pu participer comme Thomas à établir des connexions avec Kisumu au monde, la « gloire passée » ou perdue de la ville est directement fonction de son intégration positive à un espace transnational qui la dépasse, et qui faisait de la ville une centralité est-africaine.

1.3.4. Au-delà de la « gloire passée » : 'branchements' synchroniques au monde

Les discours nostalgiques portant sur le « glorieux passé » est-africain de Kisumu n'épuisent pas la manière dont sont perçues des trajectoires urbaines de déclassement et les difficultés des temps présents. Des comparaisons spatiales et synchroniques plus populaires viennent donner sens à la décrépitude des paysages urbains, dans une série de « *branchements* » soit une « *dérivation de signifiés particularistes par rapport à un réseau de signifiants planétaires* » (Amselle, 2001 : 7) qu'effectuent de manière routinière les habitants de Kisumu.

La guerre routière, perçue dans les années 1980 et 1990 comme symbole de la crise urbaine, est le lieu de tels branchements. Elle est communément évoquée dans les années 1990 par le nom de 'Baghdad', en référence à la guerre du Golfe qui vient de s'achever :

> La gare routière de Kisumu, populairement connue sous le nom de Baghdad, et qui était une démonstration de beauté et d'un planning méticuleux est désormais en lambeaux. […] Avec

> des nids-de-poule et des cratères partout, la gare ressemble à une zone où qui a souffert des bombardements comme à Baghdad en Irak durant les assauts alliés lors de l'invasion du Koweit[40].

Métaphore spatiale populaire qui donne sens aux ruines du paysage, la dénomination « Baghdad » marque aussi une forme de connexion paradoxale, car dépréciative, au monde. Les connexions globales fournissent alors un répertoire de métaphores pour donner sens au présent. Baghdad, symbole mondialisé de la guerre et de la bataille, éclaire les violentes oppositions dont la gare routière est le lieu aux débuts du multipartisme kényan :

> Le nom de Baghdad a été donné à la gare routière pendant la période précédant les élections [*de 1992, premières de l'ère multipartiste*] lorsqu'il y avait des bagarres constantes entre les jeunes soutiens de divers partis après que des activistes politiques aient déclaré la gare routière une zone Ford-K[41].

Les premières années du multipartisme ont ajouté à Kisumu à la dégradation de l'environnement des images de violences qui ont participé construire la réputation de la ville. Des « bandes » aux contours difficilement définissables se sont affrontées pour le contrôle des ressources urbaines de la gare routière. Les factions en lutte épousaient les luttes politiques internes au champ politique luo, entre pro-Odinga et anti-Odinga (soit entre anti-KANU et pro-KANU). Elles constituaient des bandes violentes, sponsorisées par les factions politiques. La plus connue, retournant et s'appropriant le stigmate du lieu, se dénomme les « *Baghdad Boys* ». Elle servira un temps (1992-1995) les intérêts de la KANU durant le mandat du maire Lawrence Akinyi Oile qui la financera et l'utilisera contre les pro-Odinga[42]. Dans ce sgnifiant de la ville de Baghdad, les enjeux politiques locaux, la politique nationale et les références au monde se mêlent pour donner tout autant sens à la décrépitude de l'environnement physique qu'au factionnalisme politique local.

Les habitants de Kisumu mobilisent un patchwork de références spatiales et temporelles pour comprendre et donner sens leur expérience urbaine. C'est ce que fait apparaitre Elizabeth Ochieng Onayemi (2011) dans une tentative fictionnelle - très informée – de faire parler l'un de ces Baghdad Boys. Adressée au président américain Barack Obama, dont le père était Luo et à ce titre présenté communément par les Luo comme « *l'un des leurs* » (Carotenuto et Luongo, 2009), la lettre fictionnelle commence ainsi :

> Cher président, […] Mon nom est Willis Otieno et je suis l'un des Baghdad Boys de Kondele à Kisumu. Les gens nous voient comme des brigands politiques associés avec le leadership politique Luo mais tout ça ce n'est que des mensonges. Nous sommes des guerriers Luo modernes, et notre combat n'est pas pour la suprématie politique ou tribale mais plutôt une

[40] "Muddy Baghdad of Kisumu", *The Standard,* 18 janvier 1993
[41] "Muddy Baghdad of Kisumu" art.cité
[42] Puis les Baghdad Boys défendront ensuite, dans une forme d'opportunisme politique qui suit essentiellement les capacités de financement des politiciens qui veulent s'allouer leurs services, des membres du NDP, au point d'apparaitre aujourd'hui en tant que défenseurs des intérêts Luo face à l'oppression du pouvoir.

> lutte pour la reconnaissance, l'égalité, et le droit au gâteau politique national. Nous sommes un groupe de citoyens bruyants travaillants dur pour gagner notre vie, rabattant les passagers des matatus [*touting*], vendant des DVD pirates ou transportant les gens sur des *bodabodas*, lavant des voitures et toute autre sorte de travail, […] mais assurez-vous que lorsque quelqu'un marche politiquement sur nos pieds, l'enfer se déchaine. […] Président Obama, en plus d'être un Baghdad Boy, je suis l'un de vos frères de Kogelo, du côté de ma mère. (Ochieng Onayemi, 2011 : 34-38).

Figure 10 : Un matatu à l'effigie d'Obama, Kisumu Bus Stage

Source: Olivier Marcel, 2011.

Dans ce propos fictionnel apparait la multitude des échelles temporelles et spatiales d'identification et la complexité de l'expression de l'identité Luo. A la conscience de la déconnexion et au sentiment de marginalisation répond une volonté combattive de connexion à des espaces et temporalité très différentes. Cette volonté de prendre sa part du « *gâteau politique national* », et donc de situer la communauté ethnique dans les structures mouvantes de l'Etat néopatrimonial postcolonial, mobilise une image précoloniale de l'héroïsme du guerrier tribal importante dans la transmission des mythes Luo et des généalogies claniques. Elle passe aussi par une forme de connexion globale, un « *branchement* » à la figure « luoisée » d'Obama, dont le succès présidentiel permet une représentation méliorative des désirs et aspirations de la communauté Luo. Luongo et Carotenuto ont montré comment « *la généalogie et la géographie ont marché main dans la main pour constituer Obama comme faisant partie de la diaspora Luo* » (Carotenuto et Luongo, 2009 : 210). Cette luoisation de la figure d'Obama s'insère dans la construction historique de l'image que les Luo peuvent avoir d'eux-mêmes. Il incarne déjà une forme du succès académique et politique qui valide l'idée selon laquelle « *la communauté a historiquement produit la crème de l'élite intellectuelle et politique du Kenya* ». Le succès politique d'Obama fournit tout à la fois l'idéal à atteindre (le contrôle du pouvoir central, sublimé par le fait qu'un luo contrôle la plus puissante nation du monde) et un contrepoint à l'exclusion dont la communauté se représente la victime.

Expression d'une fierté ethnique, la connexion avec une figure de la réussite globale ancre les signes multiples et foisonnants de ce que l'on a appelé une « *Obamamania* » dans les paysages urbains de Kisumu. Il n'est pas rare de croiser un *matatu* grimé du portrait du président, avec parfois en plus de la mention « *Mr President* », « *President Obama* » ou

« *Senator Obama* » pour les plus anciens, celle de « *Jakogelo* », l'homme de Kogelo, village de naissance de son père. Teeshirts, verres, assiettes et posters ont pu inonder les marchés de Kisumu. Un ensemble résidentiel sera baptisé d'après le nom de famille du président (*Obama Estate*), s'ajoutant à la longue liste des « héros Luo » et africains qui ont pu offrir à la ville certains de ses toponymes.

L'appropriation de la figure d'Obama fournit une nuance forte aux discours du déclin. Ce branchement, à l'inverse de celui que proposait l'utilisation du signifiant « Baghdâd », propose ici une connexion méliorative au monde. Elle propose des ressources puisées à l'échelle mondiale pour re-légitimer la place du leadership Luo au sein du leadership national. Elle autorise un repositionnement mélioratif de la communauté ethnique face à la large diffusion des discours déclinistes et passéistes qui ne voient dans l'histoire postcoloniale de la communauté qu'une série de dramatiques déconnexions. Ces deux ordres de discours ne s'excluent d'ailleurs pas forcément. Ce que nous voulons pointer, c'est la multitude des référents spatiaux qui viennent participer du positionnement problématique de la communauté ethnique dans son ensemble, et de la ville de Kisumu en particulier, dans l'ensemble national.

2. AU-DELA DU DECLIN : LA POSITION MOUVANTE DE KISUMU DANS LA STRUCTURATION SCALAIRE DE L'ETAT NEOPATRIMONIAL

Les tentatives de branchement des habitants de Kisumu à des signifiants mondiaux démontrent les capacités des citadins à donner du sens à leurs expériences urbaines dans un cadre de références qui articule l'ensemble du spectre scalaire, ou, selon les mots de Michel Foucault, qui articule « *l'échelle toute entière* » (Planel et Jaglin, 2014 : 30). Le quotidien en ville, mis en relation avec la marginalité de Kisumu dans l'espace urbain et les branchements au monde, informe une pluralité de sens donnés aux expériences citadines. L'articulation de « l'échelle toute entière » est ainsi lisible tout autant dans la formulation du sentiment nostalgique que dans l'appropriation de la figure d'Obama.

Cette créativité citadine ordinaire contraste avec la manière dont la conflictualité du champ politique kényan est communément représentée. Que ce soit l'adage « *à mauvaise politique, mauvaise vie* », le discours standard du déclin luo, le « *clientélisme rationnalisé* » de Daniel Bourmaud ou bien encore le « *néopatrimonialisme régulé* » de Jean-François Médard, de nombreuses matrices explicatives de la vie politique kényane – populaires ou scientifiques – insistent sur un cadrage particulier des relations scalaires qui l'animent. Autrement dit, le destin matériel d'un territoire ethnique est fonction de son allégeance et de son insertion aux

cercles du pouvoir central, qui règlent par le contrôle de l'appareil bureaucratique d'Etat la distribution des ressources du développement national. Le degré d'allégeance et d'insertion est considéré comme la matrice de l'inégalité à l'échelle nationale.

Or, nous pensons – inspirés par l'articulation de l'ensemble du spectre scalaire que propose la métaphore de l'Etat garde-barrière de Frederick Cooper – que les dynamiques politiques kényanes doivent être comprises par l'articulation de l'ensemble du spectre scalaire. En effet, l'espace urbain de Kisumu est l'un des points de passage physique de la barrière nationale, où se lit un jeu scalaire mettant en relation l'espace municipal, les modes de régulation politique néopatrimoniaux de l'Etat kényan et les ressources de l'extraversion. Pour dessiner les enjeux scalaires d'un néopatrimonialisme urbain, nous présenterons deux cas d'études : premièrement l'établissement au sein du territoire municipal d'une usine de production d'éthanol (communément connue sous le nom de *Molasses Plant*) et deuxièmement les célébrations en 2001 du centenaire de Kisumu. Ces deux exemples fournissent des contrepoints aux simplifications scalaires opérées par le discours du déclin Luo. Si ce dernier permet de donner du sens à l'expérience urbaine de nombreux habitants de Kisumu (difficultés quotidiennes, déliquescence de l'environnement urbain), elle occulte des dynamiques importantes du jeu politique kényan lisibles à Kisumu, qui ne peuvent se comprendre uniquement par les thématiques croisées de l'exclusion, de la déconnexion et du déclin.

2.1. Oblitérations et omissions scalaires du discours standard du déclin Luo, ou l'insertion de Kisumu dans un jeu néopatrimonial multiscalaire

Pour ouvrir notre exposé sur la complexité du jeu scalaire de l'Etat néopatrimonial observable à Kisumu, il est nécessaire de présenter une critique du discours du déclin luo, et plus précisément des présupposés scalaires qui le fondent. D'une part, ce discours opère une lecture à sens unique des dynamiques de pouvoir à l'œuvre dans la relation entre une périphérie politique et le pouvoir central. D'autre part, en tant que cadrage stratégique restrictif centré sur la compétition pour le contrôle de la barrière nationale, le discours du déclin omet les forces internationales agissant sur la physionomie de la barrière et donc sur le destin matériel de ses points de passage.

Le discours standard du déclin luo opère un cadrage stratégique restrictif sur un couple d'échelles dans la compréhension du retard de développement de Kisumu : l'échelle ethno-régionale et l'échelle nationale . Dans ce discours, toute la responsabilité du retard du bloc ethno-territorial Luo incombe à l'Etat. Faisant écho aux propos d'Israël Kodiaga et de Phoebe

Asiyo cités plus haut, Raila Odinga explique la destinée industrielle de Kisumu dans l'histoire postcoloniale par ce cadrage scalaire particulier :

> Kisumu est en fait la seconde plus grande ville du Kenya après l'indépendance [*ce qui est faux*] mais plus tard la ville a été négligée après l'indépendance du fait des différences politiques entre les leaders […]. La plupart des usines qui avaient été assignées à Kisumu ont été plutôt amenée à Thika dans un effort pour paralyser l'économie de la ville de Kisumu[43].

Ces propos opèrent, dans le champ des échelles spatiales mobilisables dans l'explication du destin de Kisumu des omissions, ou en tout cas des choix. Ils révèlent une stratégie pour la compétition politique nationale. Ils sont le reflet de la condensation des enjeux du débat politique autour de la question du contrôle du centre de pouvoir, qui pour une majorité des luo décide injustement de la distribution des parts du « gâteau national ». Marginalisés, les Luos seraient devenus de plus en plus pauvres, exclus des bienfaits matériels de grands discours postindépendance de la modernisation et du développement. Cette représentation du déclin et de la marginalité luo a fait l'objet d'une tentative de déconstruction scientifique. Pour Lena Morrison, la situation socio-économique de la majorité des membres de la communauté ethnique luo ne s'est pas sensiblement dégradée depuis les années 1970, et le discours du déclin « standardisé » a principalement pour fondation l'expérience d'un déclassement relatif des élites luo[44] (Morrison, 2007). Son article a été abondamment commenté sur certains espaces virtuels de discussion de la diaspora luo[45], critiqué ou loué en ce qu'il nourrit le débat sur la « prise d'otage » dont serait victime la communauté luo de la part de la « dynastie Odinga ». Pour les « luo critiques », c'est à l'« *odingaism* » – soit « *cette foi et croyance continue que les Luo* […] *ont en Odinga Oginga et en son fils Raila* » (Odhiambo Okoth et Onyango Omenya, 2014 : 197) – que doivent être imputés les retards perçus du pays Luo. Le déclin est imputable à l'abus de l'aura dont bénéficient les Odinga, qui auraient refusé de coopérer avec le gouvernement, alors que celui-ci a pourtant essayé d'établir des relations avec la périphérie politique Luo pour affirmer son contrôle et sa légitimité. En témoignent la localisation et le développement des industries sucrières (Chemlelil, Kibos, Muhoroni) autour de Kisumu. Dans son analyse de l'industrie sucrière de l'ouest kényan, Peter Wanyande affirme en effet :

[43] "Raila Calls for Kisumu's Facelift", in *The Daily Nation,* 18 décembre 2001, traduit par nos soins

[44] Lena Morrison résume ainsi son idée: "*Focus on a few has resulted in the veiling of the condition of the many*" (Morisson, 2007 : 120). Ainsi, cette idée du déclin se concentre sur la regression postcoloniale des élites luo, et non sur les conditions de vie d'une majorité de luo dont la situation médiocre n'a pas varié depuis l'indépendance.

[45] Ainsi, la circulation des éléments de l'article sur le forum de discussion du site *jaluo.com* en juin 2007, largement fréquenté et nourrit dans ses contenus par les diasporas luo nord-américaine et scandinaves, a lancé un long débat opposant pro et anti Odinga. Voir [URL: http://www.jaluo.com/wangwach/200706/Jagwassi062607b.html] et URL : http://www.jaluo.com/wangwach/200706/Meshack_Owino062607.html], pages consultées le 12/07/2012

> C'était d'une importance politique que d'affirmer la légitimité du gouvernement à l'égard des nombreuses promesses que les leaders nationalistes ont fait aux citoyens durant la lutte pour l'indépendance […]. De plus, l'Etat sentait qu'il était nécessaire d'introduire la production de canne à sucre dans l'Ouest Kényan car en 1966 cette partie du pays se sentait déjà marginalisée […] cela faisait suite à la démission d'Odinga du gouvernement […] et il y avait des signes que le groupe ethnique de Kenyatta était favorisé dans le processus de développement. L'introduction de la production de canne à sucre était en partie destinée à donner l'assurance aux populations de la région que le gouvernement était disposé à s'occuper de leur intérêt économique malgré le fait qu'Odinga, le leader incontesté de la communauté, était tombé en disgrâce (Wanyande, 2001 : 125)

Les tentatives d'intégration du pays Luo dans les régulations néopatrimoniales de l'Etat kényan constituent la ligne de défense de l'ancien Président Daniel Arap Moi, alors interrogé par la TJRC en 2012 sur les accusations de marginalisation économiques dont a souffert le pays luo :

> Le plus important agenda de mon gouvernement a été de distribuer les ressources équitablement à toutes les parties du pays. Je ne peux acquiescer, même un fugace moment, de faire référence à une « marginalisation socioéconomique » d'une quelconque partie du Kenya par mon gouvernement. J'ai eu un gouvernement qui pendant des années avait un large nombre de ministres de la dite région Nyanza. L'une des blagues en Nyanza à la fin des années 1980 est que tous les parlementaires étaient soit un ministre ou un ministre assistant, sauf James Mbori, parlementaire pour Kasipul Kabondo[46]. (TJRC, 20132B : 80)

Daniel Arap Moi mobilise ici une ambiguïté entre l'énonciation du métadiscours nationaliste unitaire et l'expression du fonctionnement néopatrimonial de l'Etat. Ainsi, dans un contexte de parti unique, la KANU et ses ancrages locaux fournissaient des relais de pouvoir qui liaient une périphérie politique et le centre. Oselu Nyalik, William Odongo Omamo, Wilson Ndolo Ayah , Peter Oloo Aringo, Ojwang K'ombudo, Dalmas Otieno, Adhu Awiti ou encore Robert Ouko figurent parmi les noms les plus notables des Luo partisans de la KANU, dont un certain nombre était proche de la vie politique de la municipalité de Kisumu (Encadré 14).

Encadré 14 : Quelques figures politiques luo ayant collaboré avec la KANU et le régime de Moi

William Odongo Omamo, mort en 2010, a été l'homme qui a repris le siège parlementaire d'Oginga Odinga à Bondo en 1969 après l'interdiction de la KPU. Il a été plusieurs fois ministre sous Kenyatta et Moi et présenté comme l'antithèse politique d'Oginga Odinga. Il suivra finalement les voies de l'odingaism en gagnant le siège parlementaire de Muhoroni sous un ticket NDP en 1997, alors le parti de Raila Odinga.

Wilson Ndolo Ayah a été de 1969 à 1974 le parlementaire pour la *Kisumu Rural Constituency* sur un ticket KANU. Il sera élu en 1983 encore sous un ticket KANU pour la *Kisumu Town Constituency*, pour être élu de nouveau en 1988 dans la *Kisumu Rural Constituency*. Figure centrale de la KANU dans le Kisumu district, il sera dans les années 1980 ministre pour le gouvernement de Moi. Il sera

[46] Moi fournit ensuite à la TJRC une liste des nominations majeures de Luos au sein de l'université, des entreprises paraétatiques, de la police, l'armée, l'administration et le corps diplomatique pour démontrer l'intégration de la communauté au sein du centre du pouvoir. Comme si l'expérience des élites suffisait à résumer l'expérience de l'ensemble de la communauté.

ensuite un membre nommé du parlement (par Moi), puis une fois retiré de la vie politique, le président lui confiera les rênes de Safaricom, la compagnie qui a lancé la téléphonie mobile au Kenya.

Peter Oloo Aringo était un ancien protégé d'Oginga Odinga. Il s'est montré de plus en plus critique envers le vieux leader, jusqu'à devenir en 1988 le président de la KANU. Mais son expérience politique le rend indispensable au parti du vieux leader luo qui l'intégre en 1992 dans la FORD (Throup et Hornsby, 1998 : 134).

Ojwang K'Ombudo, ancien *Town Clerk* de la municipalité de Kisumu, puis MP de Nyakach (1979-1992) est le Ministre assistant pour l'Environnement et les Ressources Naturelles de Moi. Il est jusque dans les années 2000 le représentant de la KANU pour le *Kisumu district*.

Dalmas Otieno est le représentant de KANU dans le sud du Nyanza, ancien ministre de Moi (Transports et Communication) et parlementaire nommé par Moi, il définit dans les années 2000 une posture plus conciliante envers Raila Odinga, tout en étant une voix très critique envers lui. Il est finalement expulsé de l'ODM en 2017.

A partir du début de l'ère multipartiste, certaines de ces figures sont rentrées dans le rang de l' « *odingaism* » pour leur survie politique. Plus récemment – et de manière plus marginale – Raphaël Tuju a représenté une voix alternative dans le champ politique Luo, en prônant la collaboration avec le gouvernement de Mwai Kibaki. L'actuel parlementaire pour la *Kisumu Town Constiuency*, Ken Obura, ainsi qu'Edwin Anayo, *councillor* pour le Milimani *Ward*, représentent des voix politiques locales critiques envers l'« *odingaism* ».

Kisumu a été l'un des lieux des tentatives d'intégrations du pays Luo dans les régulations néopatrimoniales distributrices initiées par l'Etat. Toujours devant la TJRC, Daniel Arap Moi tente de démontrer que la ville a bénéficié de ses largesses :

> De nombreux projets de développement en ce temps incluaient la création de la *Lake Basin Development Authority* avec son siège à Kisumu. Le gouvernement a financé et installé une rizerie ultramoderne à Kibos [*au sein de la municipalité*] et à Ahero [*10km à l'est de la municipalité*], qui est encore opérationnelle aujourd'hui. Un port sec [*Inland Container Depot*] a été construit à Kisumu et une division de la Central Bank a aussi été ouverte (cité dans TJRC, 2013 2B : 95)

Avant le régime de Moi, l'extension des frontières municipales a été vue, au-delà des arguments aménagistes alors avancés (chapitre 3), comme une manière de s'atteler la sympathie de la communauté Luo par le pouvoir de Kenyatta. Le nouveau découpage fait passer la ville de Kisumu à la troisième position de la hiérarchie urbaine kenyane, devant Nakuru (Owuor, 2006a : 46-47). Le nouveau territoire de la municipalité est censé insuffler un élément symbolique de fierté à l'ensemble de la communauté ethnique. Cette extension a été supervisée par Mathews Ogutu, un luo pro-KANU devenu parlementaire pour le siège d'Ugenya (1969-1979).

Le discours standard du déclin Luo, centrés sur les thèmes de la marginalisation et de la persécution politique, opère une simplification de la nature des relations entre le pouvoir central et le bloc politique et territorial luo. Il occulte aussi les forces d'échelle internationale qui peuvent participer à l'explication du destin industriel de la ville de Kisumu. Lorsqu'Israël

Kodiaga et Raila Odinga expliquent le déclin industriel de Kisumu, ils omettent de signaler que les trajectoires industrielles de déclin sont partagées par une multitude de localités kényanes et qu'elles sont explicables par la crise des politiques industrielles de substitution à l'import définies dans les années 1960 et 1970 (Coughlin et Ikiara, 1988 ; Anyan'g Nyong'o : 1988) et par les plans d'ajustements structurels subséquents (Cooper, 2008 : 167-174) dont le Kenya a été l'un des premiers signataires[47].

Ainsi, les difficultés de l'industrie sucrière de la région de Kisumu, et de la paysannerie qui l'alimente, sont surtout dues aux pressions internationales incessantes pour libéraliser le marché de la canne à sucre et aux conditions imposées par la COMESA, ne permettant pas au sucre kényan d'être compétitif sur le marché mondial (Hornsby, 2012 : 735). La fermeture de KICOMI, l'usine de textile de la ville, est une conséquence directe de la libéralisation commerciale, de l'abandon des barrières tarifaires et des mesures protectionnistes qui pouvaient protéger son activité et stimuler la production cotonnière locale. Le marché domestique a été largement inondé par les *mitumba*, ces balles de vêtements d'occasion issus de dons privés en provenance des pays développés qui viennent alimenter le commerce au détail de vêtements dans le secteur informel. Ce faisant, c'est toute l'industrie textile kényane qui a souffert de cette nouvelle concurrence causée par l'ouverture de la « barrière » : KICOMI à Kisumu, RIVATEX à Eldoret ou Thika Cotton Mills ont dû cesser leurs activités. En 1984, KICOMI avait déjà été placée sous redressement judiciaire face aux difficultés d'export en Ouganda et Tanzanie après la désintégration de l'EAC (1977) et la hausse des couts de production consécutifs de l'augmentation des couts du pétrole (Maxon, 2002 : 324-325). Les Kenya Breweries fermeront leur usine de Kisumu en 2003, des suites d'une stratégie d'entreprise visant à augmenter le rayonnement est-africain de l'entreprise plus que du fait de considérations politiques nationales. La direction préfère alors transférer ses capacités de production en Ouganda, désormais politiquement stable, pour construire son ancrage dans un espace économique en voie d'intégration avec la renaissance de l'EAC (2000)[48]. Les logiques de localisations et délocalisations industrielles à Kisumu ne se résument donc pas au bon vouloir des « gardes-barrières » mais aux reconfigurations opérées sur la physionomie même de la barrière (libéralisation, assouplissement du protectionnisme, construction régionale) qui ont ouvert la ville à des formes de compétition internationale – à sa défaveur, comme à celle de tant d'autres lieux.

[47] Pour plus d'informations sur les plan d'ajustements strucuraux au Kenya, voir le rapport introductif de Geoffrey Gertz au rapport du cycle de Doha par le *Carnegie Endowment for International Peace* (Gertz, 2009, *Kenya's Trade Liberalization of the 1980s and 1990s:Policies, Impacts, and Implications*, URL : http://carnegieendowment.org/files/kenya_background.pdf)

[48] 28 février 2012, *Nyanza Times,* « Nyanza demands its industries back »

Les liens verticaux néopatrimoniaux qui justifient la localisation des projets de développement et participent à leur réussite ne peuvent être extraites des médiations internationales. Les ressources diverses de la relation au monde canalisées par les gardes-barrières sont les conditions de possibilité de la redistribution dans les différents territoires de la mosaïque nationale et de l'entretien des relations de clientèle (Cooper, 2008 : 229). Les investissements les plus importants touchant le territoire municipal sont le produit de ces relations scalaires plurielles. Ainsi, la plus importante intervention publique sur l'espace urbain à Kisumu, le « *Second Urban Project* » (voir chapitre 5) amorcé en 1978 et financé par la Banque Mondiale[49], fait se recouper les enjeux néopatrimoniaux du contrôle d'une périphérie rétive et la mobilisation par l'Etat des ressources de l'aide internationale au développement pour peser sur le destin matériel de certains espaces de la ville. Martha Baker décrit ainsi les enjeux multiscalaires du projet :

> Pendant la majeure partie des années 1970, l'Etat contrôlait l'argent du développement, considéré comme la prérogative du parti au gouvernement, la KANU. Cet argent a été dirigé en dehors de cette partie du pays [*le pays luo*], bastion de l'opposition. Beaucoup attribuent alors l'inclusion de Kisumu dans le projet de la Banque Mondiale aux efforts du parlementaire de la zone, Robert Ouko, qui faisait alors de multiples interventions dans la presse pour soutenir qu'il était temps que les Luo mettent fin à leur isolement. Il était suggéré que le nouveau programme de développement avait pour objectif d'effacer la mémoire des événements du *Russia Hospital* et qu'il constituait une mesure pour contenir et maitriser l'opposition à laquelle ils avaient donné naissance, de concert avec la mort de Tom Mboya. […] Le « *Second Urban Project* » a été lancé au milieu des déclarations du gouvernement selon lesquelles la communauté Luo devait « oublier le passé » dans le but de bénéficier des fruits du développement (Baker, 2002 : 349)

Alors Ministre des Affaires étrangères du gouvernement Moi, et parlementaire pour la *Kisumu Rural Constituency* (1979-1988) – et plus tard de la *Kisumu Town Constituency* (1988-1990) –, le Dr. Ouko a expressément formuler l'idée selon laquelle « *les Luos ne savent que trop la signification d'être en dehors du système, et 15 ans c'est effectivement trop* »[50]. Son poste ministériel lui a permis de mettre Kisumu sur la carte du projet de la Banque Mondiale dont il suit de très le développement[51].

[49] 25 millions de dollars d'alors, soit environ 100 millions de dollars en 2015

[50] " 15 years of Nyanza Isolation Enough: Come to Grips with Reality – Luos Told." *East African Standard*, 31 octobre 1980

[51] En 1987, il livrera à la presse la nature de pratiques corruptives qui ont été mises en œuvre par la municipalité dans l'attribution des parcelles viabilisées produites par le projet. Son enquête sur la corruption au conseil municipal de Kisumu concernant l'attribution illégale de parcelles (parmi d'autres pratiques) continuera jusqu'à son assassinat en 1990. Un rapport concernant la dénonciation de ses faits sera retrouvé par l'équipe d'enquêteurs internationaux chargés d'éclaircir les conditions de son meurtre, au point que les luttes au sein du conseil municipal de Kisumu entre une faction pro Ouko et une faction anti Ouko aient pu être considérées comme une des pistes possibles, pour être finalement abandonnée.

2.2. Une tentative d'articuler Kisumu à l'« échelle toute entière » : la *Molasses Pant* ou le destin contrarié d'un projet de développement industriel

Le nom d'Ouko n'est pourtant pas communément associé au *Second Urban Project*. C'est un autre projet – mettant lui aussi en jeu l'arrimage de Kisumu aux ressources du système international du développement – qu'évoque plus directement le nom de Robert Ouko. Il s'agit du développement d'un site de production d'éthanol industriel à partir de résidu de la production de canne à sucre – la *Molasses Plant* –, projet industriel qui a selon toute vraisemblance contribué aux motivations de son meurtre (Cohen et Atieno Odhiambo, 2004: 172-218). D'un côté, les logiques de localisation du projet et sa relance dans les années 1980 illustrent les capacités de Robert Ouko à articuler l'ensemble du spectre scalaire dans l'objectif d'administrer le développement du pays luo. D'un autre côté, son meurtre révèle l'ampleur des contradictions et impasses concomitantes de cette tentative d'articulation sous un régime néopatrimonial qui – sous Daniel Arap Moi – fonctionne plus sous le mode de la prédation que de la régulation.

2.2.1. Le projet initial de la Molasses Plant : placer Kisumu sur la barrière nationale

En 1977, le gouvernement kényan décide du lancement d'un projet de soutien massif à la zone sucrière avec la création à Kisumu de la *Kenya Chemical and Food Corporation* (KCFC), destinée à gérer une usine de production d'éthanol à partir des résidus de production de l'activité sucrière (la mélasse, ou *molasses*). L'idée est proposée dès 1973 par Nitin Madhavani, de l'influente famille Madhvani basée en Ouganda, à la tête d'un conglomérat présent dans l'ensemble de l'Afrique de l'Est. Dans une logique de substitution à l'import, le projet propose de produire de l'éthanol destiné à être mélangé à l'essence raffinée pour – dans un contexte d'explosion des prix de pétrole – rééquilibrer la balance commerciale kényane. En plus de la production estimée de *power alcohol* à 20 millions de litres par an, l'usine aurait pu produire selon le projet initial 1 800 tonnes de levure boulangère, 3 000 tonnes d'acide citrique et 2 millions de litres de vinaigre (Ouma Onyango, 1997 : 99). Le projet est une *joint-venture* impliquant les finances du gouvernement kényan qui, avec un investissement initial de 86,7 millions de Ksh, détient 51% de la compagnie. Le reste des parts est partagé par plusieurs investisseurs internationaux : deux sociétés suisses, Chemfood Investment Corporation (CIC) et Process Engineering Co. (PEC), une société enregistrée au Luxembourg, Advait International, et une autre au Panama, Eximcorp. Les deux premières sont représentées par la même signature et possèdent les mêmes bureaux ; la famille Madhvani contrôle les

deux autres sociétés. Pour Cohen et Adhiambo, le projet, sans équivalent dans la région, incarne les promesses du développement postindépendance :

> La Kisumu Molasses Plant était de loin le plus important investissement étatique et international dans la région de Kisumu, virtuellement équivalent à l'investissement colonial précoce dans le chemin de fer dans la région. L'usine promettait d'étendre l'industrie sucrière de l'Ouest Kenya de façon spectaculaire et de la sécuriser […]. Le projet l'aurait soumis [la région] à une nouvelle vague d'acquisition foncière capitaliste, de la mobilisation de la force de travail et d'amélioration des infrastructures […]. Le projet ressemblait à bien d'autres projets de développement sur le continent africain, bien financé sans pour autant fonctionner : dans son échelle ; dans sa promesse d'effets régionaux, incluant la création d'emplois et l'inversion de l'appauvrissement rural ; dans sa capacité à lier le futur et le passé, établissant des relations entre une nouvelle industrie chimique et une industrie sucrière de l'ouest kenyan déjà bien établie et avec un potentiel de croissance ; dans son programme de substitution à l'import ; et même dans sa faillite. (Cohen et Adhiambo, 2004 : 183-184)

Le projet participait d'un repositionnement général de Kisumu sur la barrière nationale. D'abord, il constituait une tentative d'ancrage à Kisumu de nouveaux investissements de capitaux internationaux dont devaient tirer le développement du pays luo. Ensuite, il proposait à la ville un rôle dans la restructuration de cette barrière que proposaient les politiques d'industrialisation par substitution à l'import (soit une baisse de la dépendance à la barrière). Sur le plan des régulations politiques néopatrimoniales, le projet permettait enfin de récupérer potentiellement les luo d'une posture d'opposition frontale.

Il s'avère être une faillite complète. Les surcoûts s'accumulent jusqu'à doubler le coût initial de construction. Les différentes expertises montrent que les capacités de productions évaluées et souhaitées en amont du projet ne seront jamais réalisées, ne serait-ce que pour des problèmes d'approvisionnement en mélasse (Ouma Onyango, 1997 : 80-116). L'alcool est plus cher à produire qu'à importer. En 1983, la KFCF, criblées de dettes et incapables de payer ses fournisseurs, place ses biens sous administration judiciaire. Et la Molasses Plant gagne une place de choix dans le panthéon kényan des éléphants blancs. La dépense gouvernementale colossale n'a pas permis la production d'une seule goutte d'alcool. Le dédale de tuyaux de métal rouille le long de la Busia Road, tel « *un monument dédié aux erreurs de la planification et de l'exécution du développement, et à la corruption* » (Maxon, 2002 : 329).

2.2.2. Robert Ouko et la mobilisation d'un capital scalaire pour la relance du projet

Le projet n'est pourtant pas définitivement enterré et, à la fin des années 1980, Robert Ouko apparait comme un acteur principal de sa relance. Mr. Ouko mobilise alors un « capital scalaire » (Buire et al., 2014 : 62-67) pour sortir de la ruine l'un des projets industriels les plus

ambitieux du Kenya postindépendance. Nous comprenons le capital scalaire comme la compétence d'Ouko à accumuler des ressources pratiques et symboliques dans le champ international, et à les faire circuler pour consolider sa position dans le jeu néopatrimonial de l'Etat kenyan au bénéfice du développement local à Kisumu.

Originaire de la *sublocation* de Nyahera dans la municipalité de Kisumu, membre du clan éponyme appartenant à l'ensemble des *Jokisumo*, son parcours académique le propulse rapidement hors de son terroir vers les sphères internationales. Il commence son parcours universitaire à l'Haile Selassie I University en Somalie (1958-1962, maitrise en administration publique et sciences économiques) et le poursuit au Makerere University College en Ouganda (1962-1963, relation internationale et diplomatie), sous le patronage de Tom Mboya. Il développe alors un engagement fort envers les idées panafricanistes et la nécessité d'un fédéralisme est-africain, et il acquiert une connaissance des théories rostoviennes du développement. Haut fonctionnaire, il devient dès 1963 le *First Permanent Secretary* au Ministère des Affaires Etrangères et, à ce titre, supervise l'ouverture des représentations diplomatiques kényanes dans le monde entier (Cohen et Atieno Odhiambo, 2004 : 174). Après un passage au Ministère du Travail (1964-1969), il est nommé en 1969 Ministre du Marché Commun et des Affaires Economiques de l'EAC jusqu'à sa chute (1977).

Son parcours professionnel, son efficacité pratique et ses qualités de réflexions reconnus aussi bien par le public, les hauts fonctionnaires kényans que par les sphères internationales font de lui le « *meilleur Luo pour Moi en ce temps* » (Cohen et Adhiambo, 2004 : 179), alors que le nouveau président Daniel Arap Moi – arrivé au pouvoir en 1978 – cherche à affirmer son pouvoir et à s'attacher le soutien luo. Ouko se situe « *à l'exacte intersection du système politique kenyan et du système politique Luo* » (Bourmaud, 1990 : 136). Réputé loyal à l'Etat Kenyatta puis à l'Etat Moi, il a su resté à l'écart des luttes intra-luo et n'est jamais tombé dans une opposition publique avec Oginga Odinga. Populaire dans le pays luo, il devient un relai de pouvoir pour Moi, qui le propulse sur la scène politique et le pousse au Parlement en 1979, où il devient le représentant élu pour la *Kisumu Rural Constitiuency*. Il est surtout nommé Ministre des Affaires Etrangères en 1979, position par laquelle il continue de construire ses relations et son excellente réputation internationales. Il sera particulièrement exposé durant les deux années de présidence kényane de l'Union Africaine entre 1980 et 1982.

Député et ministre, Robert Ouko est depuis 1979 lancé dans le chaudron de la politique kényane. Sa légitimité au gouvernement dépend en grande partie de sa popularité locale et dans le champ politique luo. Pour accroitre sa stature politique, il brigue pour les élections de 1988 la circonscription de *Kisumu Town*, plus peuplée et plus prestigieuse politiquement, abritant la capitale luo. Face à la compétition féroce de Joab Omino, Ouko est réélu d'une

courte tête[52], non sans l'aide du gouvernement : les frontières de la circonscription sont remaniées à son profit (voir chapitre 3). La pérennité de sa position politique dépend non seulement du soutien du gouvernement mais aussi de ses actes. Chargé jusque-là – par sa formation et ses expériences professionnelles – de penser le développement, il lui incombe alors de le rendre palpable et concret pour ses administrés afin de construire sa légitimité politique. Le projet de la Molasses Plant est alors jaugé par Ouko selon le gain politique qu'il pourrait tirer de sa résurrection :

> Une résurrection du projet pourrait démontrer l'influence d'Ouko dans le gouvernement et créer des emplois par centaines voire par milliers […]. Un projet réussit, même en dessous des capacités prévues, améliorerait la position économique de Kisumu en tant que seconde ville kényane, et attirerait la loyauté pérenne de milliers de votants potentiels […] Ouko connaissait la nature volage du vote luo en temps d'élection, rejetant des parlementaires aguerris, parfois des ministres influents, à la faveur de nouveaux hommes et femmes promettant toujours plus et mieux. En temps de politique ethnique, Ouko pouvait penser qu'il distribuait des biens aux membres de sa nation Luo, qui partageaient la perception d'avoir était réprimé par les régimes Kenyatta et Moi […] Pour Ouko, les enjeux politiques étaient élevés. […] Le capital politique qui peut être tiré de l'ouverture réussie de la Molasses Plant dépasse largement les considérations économiques, financières et opérationnelles qui peuvent suivre. (Cohen et Adhiambo, 2004 : 184-186)

Ce sont les logiques politiques de l'Etat néopatrimonial qui motive l'investissement d'Ouko dans ce projet. Mais la réalisation de son rôle dans les rouages de l'Etat néopatrimonial kényan mobilise lourdement les liens qu'il a entretenus avec l'univers du développement international : « *l'épistémè du développement international donnait au projet ses donneurs, ses bailleurs, ses investisseurs et la confiance à Ouko que le projet pouvait être réanimé* » (Cohen et Atieno Odhiambo, 2004 : 181). En plus de sa foi dans le projet, puisée dans l'univers idéologique mondialisé du développement, c'est une connaissance pratique des rouages du développement international que met en œuvre Robert Ouko pour la résurrection de la ruine qu'est la Molasses Plant en 1987 : « *il rapportait au Kenya une compréhension opportuniste de ce qu'était le discours émergent du développement dans les départements clefs des gouvernements étrangers et des agences internationales vers lesquels le Kenya se tournait pour l'attribution d'aides et de prêts* » (Cohen et Atieno Odhiambo, 2004 : 187).

[52] Joab Omino est un riche entrepreneur local. Il est le fils d'un éminent notable (Joël Omino) mais c'est surtout son importance dans le football kényan qui le rend dangereux pour Ouko. C'est un ancien joueur de football et président du prestigieux Gor Mahia Football Club, qui est devenu après l'interdiction de la Luo Union sous Moi (1980), condamnée pour son « tribalisme » supposé, l'un des lieux incontournable de l'expression d'une fierté ethnique.. La bataille sera féroce, mais Ouko sort vainqueur par une courte avance de deux mille voix.

2.2.3. Les contradictions scalaires du développement : la dualité des sphères du développement international

Les ressources intellectuelles et pratiques accumulées dans le champ internationalisé du développement par Ouko lors de son parcours d'étudiant, de haut-fonctionnaire et de ministre – qui ont fait de lui un « *homme d'Etat international* » (Cohen et Atieno Odhiambo, 2004 : 188) – sont mises à profit pour la relance du projet. Or, c'est cette capacité d'Ouko à articuler l'ensemble du spectre scalaire qui explique les motivations profondes de son meurtre, révélant toute la dimension conflictuelle de la structuration scalaire du développement dans le Kenya de l'ère Moi.

L'onction présidentielle pour la relance du projet est accordée en 1987 lors d'une visite de Moi à Kisumu. A cette date, Ouko n'est plus Ministre des Affaires Etrangères, mais Ministre de l'Industrie (1983-1988). Pour Cohen et Atieno Odhiambo, ce changement de poste correspond au changement de la position d'Ouko dans le champ des relations scalaires mouvantes du développement international :

> Paradoxalement, si, en passant des Affaires Etrangères à l'Industrie, Ouko semblait prendre le chemin d'une scène transnationale et globale à une scène nationale et locale, ce qu'il a pu manquer dans ce passage a été le remodelage du cœur du pouvoir à l'intérieur de l'Etat kényan d'une scène locale et nationale à une scène transnationale et internationale, où l'économie de l'Etat au Kenya était façonnée par des transactions douteuses qui proliféraient sur la scène mondiale (Cohen et Atieno Odhiambo, 2004 : 188)

Ainsi, la sphère du développement international apparait dans le projet de relance de la Molasses Plant à travers une dualité. D'une part, on y trouve la sphère où a excellé Ouko durant sa carrière diplomatique : celle des réunions officielles, des salles de conseils et des couloirs des institutions internationales. D'autre part, on y trouve « *l'autre sphère internationale* », très active dans les années 1980, représentée dans cette affaire par Nicholas Biwott, Ministre de l'Energie kényan – sphère « *dans laquelle virtuellement toute initiative internationale* […] *pouvait se transformer à l'avantage financier des citoyens kényans les plus puissants* » (Cohen et Atieno Odhiambo, 2004 : 189).Du côté d'Ouko, le projet de relance suit le chemin balisé des appels d'offre publics et du jeu diplomatique. Fort de son expérience internationale, Robert Ouko choisit la BAK Group International – basée à Lugano en Suisse – pour mener à bien la relance. Le groupe suisse est officiellement appuyé par le gouvernement italien, et ce sont des entreprises italiennes qui sont identifiées par les consultants suisses pour réaliser les travaux sur le terrain. De l'autre côté, du côté des sphères plus sombres du développement international, on trouve Nicholas Biwott, le très puissant Ministre de l'Energie et bras droit du président Moi, qui a accumulé richesse et pouvoir grâce à sa position centrale dans l'entourage présidentiel. M. Biwott préfère d'autres connexions

italiennes – liées à la mafia[53] – pour maximiser les opportunités corruptives liées à l'apport massif de capitaux que promet la relance du projet. Peu de suites concrètes sont données au projet, bloqué par les conflits issus de cette différence de vues.

Après les élections de 1988 où il s'impose à la *Kisumu Town Constituency*, Robert Ouko est nommé une nouvelle fois aux Affaires Etrangères. Il est dessaisi des dossiers industriels, sans pour autant abandonner un projet dont il est manifestement mis à l'écart. Peut-être poussé tout à la fois par son aversion pour le degré de corruption du centre du pouvoir et par les pressions des dirigeants du groupe suisse BAK Group International, Robert Ouko aurait compilé un rapport sur les pratiques de corruption au Kenya, certainement très orienté contre Nicholas Biwott. Porté disparu le 13 février 1990, il est retrouvé mort trois jours après sa disparition non loin de sa ferme de Koru (à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Kisumu), le corps brulé et mutilé. Le rapport d'autopsie de la police kényane conclue à un suicide. Robert Ouko se serait immolé pour ensuite se tirer une balle dans la tête. Cette mort est communément perçue comme un assassinat politique. Le savoir et les ressources symboliques qu'Ouko avait accumulé au niveau international menaçaient les liens de corruption qu'avaient noués certains « gardes-barrières ». La capacité d'Ouko à articuler l'ensemble du spectre scalaire, en tant qu' « *homme d'Etat international* » utilisant ses ressources au sein du jeu politique néopatrimonial kényan se confrontent à des formes concurrentes d'articulation scalaires plus centrales dans le jeu néopatrimonial, dirigées non pas vers l'administration du développement mais vers la prédation et l'enrichissement personnel. Ce sont deux manières concurrentes d'articuler l'ensemble du spectre scalaire qui se confrontent dans les tentatives de contrôle d'un projet situé à l'interface d'un système mondial pluriel et des enjeux du développement local. La mise en cause d'« *un régime de développement, des marchés de capitaux internationaux et des investissements directs étrangers profondément corrompus* » (Cohen et Adhiambo, 2004 : 12) menaçaient les « *réseaux de patronage et de corruption qui soutiennent le régime de Moi qui doivent rester intacts* » (Branch, 2011 : 191).

On peut enfin relever une autre contradiction de taille. Le projet de réanimation de la Molasses Plant porté à partir de 1987, et pour longtemps enterré avec le corps mutilé d'Ouko, n'a servi l'une des logiques politiques pour laquelle il avait été initié que pour très peu de temps : le contrôle politique d'une périphérie rebelle. Tout à l'inverse, la mort d'Ouko sera perçue par les Luo comme un événement clef du vampirisme du pouvoir central, actif dans

[53] Largement cité et reprises par Cohen et Adhiambo, les propos de Matthew James Onyango K'Oyoo, confident d'Ouko, Biwott aurait fait de nombreux voyages en Italie pour négocier, par l'intermédiaire d'un ancien ambassadeur italien au Kenya (Luigi Valenca) avec des familles mafieuses (les familles Recci et Astalgi). Ces propos, cohérents par rapports à certaines enquêtes parlementraires italiennes qui ont mis à jour ces réseaux, expliquent largement les difficultés faites à la BAK et Techint, l'entreprise italienne choisie par BAK, pour avancer dans la réanimation du projet. Finalement, il semblerait que Biwott ai préféré un groupe américain, décrit par Ouko comme incompétent, pour reprendre la réanimation du projet

leur marginalisation. Alors que la Molasses Plant était conçu comme une manière de reconnecter le pays luo au jeu politique néopatrimonial, le meurtre d'Ouko perpétue au contraire le martyrologe luo et jette un discrédit profond sur le pouvoir central. Dans les années 2000, une nouvelle relance du projet de la Molasses Plant, menée à la croisée de stratégies entrepreneuriales et de stratégies politiques, participe à une tentative de reformulation d'un nationalisme économique luo (voir chapitre 6).

2.3. Au-delà du déclin ? La célébration du centenaire d'une ville projetée dans le monde

Le destin croisé de la Molasses Plant et du corps mutilé de Robert Ouko illustre l'incapacité d'un régime autoritaire néopatrimonial corrompu et prédateur à assurer la légitimité de son pouvoir dans le pays luo. Le contrôle de la barrière ne sert pas à la redistribution des ressources du système international, mais à l'enrichissement des gardes-barrières. La prédation prime sur la régulation politique nationale. Le meurtre d'Ouko accélère les demandes de réformes politiques, formulées tout aussi bien en-dessous qu'au-dessus de la barrière nationale, et participe au contexte de contestation qui pousse le régime à la réforme. Le multipartisme est formellement rétabli en décembre 1991, dans une décennie qui voit le triomphe des idées portées par ce qu'il est convenu d'appeler le « Consensus de Washington » dans le champ du développement (Bouquet, 2007 : 186-190 : Peet et Hartwick, 2015 : 98-112). C'est dans ce contexte de multipartisme et de restructuration du champ de développement international – soit autant de glissements dans la structuration scalaire de l'Etat néopatrimonial – qu'est célébré le centenaire de la ville. Réintégrée par le jeu multipartiste aux rétributions symboliques de l'Etat néopatrimonial, la ville mobilise alors son passé pour se projeter dans la mondialisation.

2.3.1. Du meurtre d'Ouko à la collaboration politique d'une marge politique

La ville de Kisumu répond violemment à l'annonce de la découverte du corps mutilé d'Ouko, par ce qui parait à l'époque constituer « *les plus graves violences civiles et la manifestation la plus ouverte de dissidence politique dans la nation depuis de nombreuses années* ». Kisumu continue la construction de sa réputation de ville rebelle. Un article du *Washington Post* relate alors les violences qui agitent Kisumu, en remettant largement en cause l'image de stabilité du pays :

> La police Kenyane a ouvert le feu aujourd'hui sur une foule de manifestants dans une ville de l'ouest du pays. L'agitation est liée aux cérémonies de deuil du ministre des affaires étrangères kényan, Rober John Ouko […] Son corps a été renvoyé aujourd'hui dans cette ville sur les bords du Lac victoria. Kisumu […] a été agitée de batailles entre la police et des manifestants

> armés de pierres […]. Tandis qu'un hélicoptère de police tournait dans le ciel parmi les fumées acres, plusieurs milliers de manifestants brulaient de nombreux véhicules, détruisaient une station essence, ont mis le feu à un entrepôt et jetaient des pierres sur les escadrons de police. La police a lancé en vain des grenades lacrymogènes pour disperser la foule. Ensuite, des policiers ont pointé leurs fusils sur la foule et ont ouvert le feu à bout portant […]. Deux personnes sont tombées instantanément avant que la police s'échappe de la foule en colère. « *Moi a assassiné Ouko* » ! criaient plusieurs manifestants, des larmes coulant sur les visages. […] Dans une nation fière de se présenter en tant qu'oasis de stabilité politique et sociale dans un continent tourmenté par les troubles, les événements d'aujourd'hui soulignent les divisions ethniques persistantes et le mécontentement grandissant envers le règne autoritaire long de 12 ans du Président Daniel Arap Moi.[54]

Le meurtre d'Ouko, la réaction populaire et l'approfondissement du martyrologe Luo qui s'en suivent jettent plus en avant la communauté luo dans une posture politique d'opposition. Les leaders luo sont au premier plan de la lutte pour le multipartisme, et une fois la démocratisation politique formelle établie, Oginga Odinga puis son fils Raila Odinga mènent un combat politique contre la KANU au sein de différents partis politiques. FORD, puis FORD-K sont les vecteurs partisans de leur combat. Face à l'impossibilité pour Raila de contrôler la FORD-K, tenu par le leader Luhyia Michael Wamalwa, il rejoint un petit parti, le NDP[55]. Le NDP devient bientôt le parti politique regroupant l'essentiel du leadership luo et agrège aux élections générales de 1997 la quasi-totalité du vote de la communauté ethnique.

Pourtant, le divorce entre la communauté luo et le régime Moi et son parti, la KANU, n'est pas consommé à jamais. Entre 1998 et 2002, Raila Odinga, à la surprise et au grand dam de certains de ses alliés politiques, s'est lancé dans un processus de rapprochement du régime Moi (Hornsby, 2013 : 621-622). Le soutien du parti luo à la KANU assure entre 1998 et 2002 une majorité parlementaire au Président. Raila Odinga pense ainsi se positionner dans la course à la succession de Moi aux élections de 2002 et faire avancer de l'intérieur des réformes constitutionnelles. Pour récompenser le mouvement de coopération de Raila Odinga, Daniel Arap Moi lui octroie en juin 2001 le portefeuille de Ministre de l'Energie[56](voir chapitre 6), formant ainsi le premier gouvernement de coalition depuis l'indépendance du pays (Hornsby, 2013 : 662-663).

Cette coopération est mise en scène dans la capitale du « Luo Nyanza ». Le 17 juin 2001, c'est un *«acceuil de héro »*[57] qui est réservé à Raila Odinga à Kisumu, pour sa première visite depuis sa nomination. C'est un moment de liesse populaire rare que décrivent les journalistes

[54] « Kenyan Police Open Fire on Protesters », in *The Washington Post,* 24 février 1990
[55] Et son célèbre symbôle, un tracteur, *Tinga*, en dholuo, qui deviendra son surnom, signifiant sa force à avancer malgré la difficulté de la route, sa combattivité.
[56] Adhu Owiti, aussi membre du NDP et Luo, devient ministre de la planification. Joshua Ojode, MP du NDP pour Ndhiwa, et Peter Odoyo, MP du NDP pour Nyakach, sont nommés Assistant Minister. D'autres nominations de figures Luo touchent les parastatals et la la police.
[57] « A Hero's Welcome for Raila", in *Daily Nation*, 18 juin 2001

du *Nation*. Dans un lieu à la toponymie hautement symbolique, au Jomo Kenyatta Sports Ground – soit dans le cœur de la ville –, l'hélicoptère[58] de la police qui transporte Raila Odinga depuis Nairobi arrive triomphalement sur la vaste piste de cricket. Il est accueilli par tout ce que le leadership luo compte de parlementaires et de notables, et par une foule survoltée. Un activiste local du NDP affirme avec ironie, à la vue de l'impressionnant service de sécurité déployé par la police pour protéger le nouveau ministre : « *c'est un miracle qu'après tant d'années à se faire harceler par la police, il profite maintenant d'une protection VIP du gouvernement* ». La foule, qui se masse depuis sept heures du matin, danse, chante et scande les slogans du NDP à son arrivée. Odinga s'adresse finalement à cette foule compacte et joyeuse. Il évoque le Kisumu Massacre du 26 octobre 1969, comme pour mieux marquer le chemin jusqu'à cette coalition qui réinsère la communauté dans le partage du gâteau national :

> Cela a été une longue lutte. Souvenez-vous du Kisumu Massacre : je ne trahirai jamais les miens […] Vous n'avez encore rien vu. Notre parti est sur le point de récolter les fruits les plus doux de cette coopération. Tout ce que nous devons faire est d'attendre patiemment. […] c'est le moment de la paie.[59]

Après avoir pris la parole et exposé son intention de fusionner le NDP à la KANU, une cérémonie aux accents rituels a lieu devant la foule. Assis sur des tabourets traditionnels (*Kom nyaluo*), Raila Odinga et Adhu Awiti, nouvellement nommés ministres, sont couronnés par le secrétaire général du *Luo Council of Elders*[60]. Il revient alors à Raila le titre de *ker*, c'est-à-dire le mandat moral de mener la communauté, « *un rôle que seul son père, Jaramogi Oginga Odinga, avait tenu jusqu'à sa mort en 1994* » (Carotenuto, 2006). Au niveau politique, c'est une unité luo qui s'exprime sur l'estrade. Tous les parlementaires luo du NDP sont présents et des Luo partisans de la KANU, autrefois très critiques envers l'« *odingaism* » font, par leur présence, allégeance à Odinga. Paradoxalement, l'unité de la communauté ethnique se formule par la célébration de la coopération politique avec les croque-mitaines d'autrefois : la KANU, le gouvernement et le Président Moi.

En tant que capitale ethnique, la ville de Kisumu est alors – plus qu'un simple terrain – un enjeu de l'expression de l'identité politique luo, qu'elle se formule dans l'opposition ou dans la coopération avec l'Etat. Quelques mois plus tard, en décembre 2001, la célébration du centenaire de la ville est l'occasion fastueuse d'exalter le repositionnement de la communauté ethnique au sein des relations scalaires multiples de l'Etat néopatrimonial. Pendant près d'une

[58] Symbole le plus outrancier de ce qui informe l'imaginaire attaché à la figure du *Big Man*. Cette arrivée spectaculaire est d'ailleurs largement scénarisée : la foule est réunie depuis tôt le matin, et les leaders Luo ont formé un comité d'acceuil. L'estrade et les chaises sont en place à l'arrivée de l'hélicoptère, autour duquel se masse tant bien que mal une foule bientôt repoussée par le vent des pâles.
[59] « A Hero's Welcome for Raila", in *Daily Nation*, 18 juin 2001
[60] L'héritier de la défunte *Luo Union* (voir chapitre 2)

semaine, la ville est en fête. Les trois présidents de l'EAC renaissante honorent la ville de leur présence. Kisumu est alors le centre de l'attention médiatique et du jeu politique kényan.

2.3.2. Le centenaire de Kisumu : une city pour célébrer les ambitions luo

Les célébrations du centenaire et leur faste font partie du *story-telling* politique du rapprochement NDP-KANU. Trois mois après les célébrations (février 2002), le NDP est dissout au sein d'une *New KANU* et Raila Odinga est élu secrétaire général du parti élargi. Comme le note la première page du *Standard* le jour de l'ouverture des fêtes :

> Les cinq jours de célébrations qui devaient mettre en valeur Kisumu et particulièrement l'héritage culturel Luo, ont pris une lourde tonalité politique ces derniers jours. […] Raila va utiliser l'occasion pour marteler à la maison la résurgence Luo au sein du gouvernement. Son lobbying pour avoir les trois présidents [*est-africains*] présents sera vu comme un mouvement de plus vers la fusion entre la KANU et son NDP, et par extension un positionnement stratégique des Luo pour avoir un mot dans un prochain gouvernement dirigé par la KANU. Aussi bien le Président Moi qu'Odinga ont indiqué qu'ils tiendront des élections de parti communes avant les élections générales à l'occasion desquelles le Président Moi doit se retirer, ayant atteint la fin de ses deux mandats successifs autorisés par la constitution.[61]

Raila pilote de très près le comité d'organisation. Les célébrations sont présentées comme son triomphe personnel, et se confondent avec son ambition présidentielle et celle de se définir comme le digne successeur légitime de Moi. Au point que l'arrivée du Président au premier jour des festivités est considérée par les observateurs comme une visite d'un chef d'Etat à l'étranger :

> C'est le Ministre de l'Energie, au lieu du maire ou de quelconque autre potentat local tel que le DC ou le PC, qui a reçu le Président Moi à son arrivée. Mr. Odinga a présenté le président à des dignitaires locaux alignés, incluant tous les parlementaires NDP, qui ne sont pas vraiment « locaux » dans la mesure où la majorité d'entre eux ne représente pas les circonscriptions de Kisumu. En fait, l'image présentée donnait l'impression que le président visitait un autre pays – le Luo Nyanza – qui a Kisumu pour capitale, Mr. Odinga comme président et les parlementaires NDP comme son gouvernement.[62]

Simple ministre, Raila apparait l'égal des présidents est-africains conviés pour l'occasion. Au statut de successeur officiel et légitime à la présidence que tente de représenter Raila correspond le geste symbolique fort accordé par le Président. Dès le premier jour des festivités, Kisumu est élevée par le président au statut de *City* jusque-là réservé à Nairobi. L'élévation maximale de la ville dans la hiérarchie présidentielle fait que la capitale du Luo Nyanza jouit symboliquement du même statut que la capitale nationale. L'élévation flatte la fierté ethnique Luo. Disons-le d'emblée, cette annonce n'a pas dépassé sa dimension

[61] "100 today ! And it may be Kisumu City!", in *Saturday Standard*, 15/12/2001
[62] In "Raila's personal triumph" in *The Nation*, 16 décembre 2001

symbolique, et n'a jamais été suivie d'effets. Le mot même de « *City* » implique une élévation et une ascension, un prestige, un imaginaire de l'aboutissement que ne traduit pas le mot plus commun de « *Town* » ou celui de « *Municipality* », jusque-là le plus utilisé pour qualifier la ville de Kisumu. Ce prestige se conçoit par une promesse générale d'amélioration des infrastructures urbaines, et des moyens plus importants :

> Parlant à la St Peter Anglican Church de Nairobi, l'archevêque Kahawa Sukari a affirmé que des services tels que l'adduction d'eau, un meilleur système d'égouts et un réseau routier devait être donné à Kisumu pour justifier son nouveau statut. En Europe, il nota que n'importe quelle ville avec une université et une cathédrale est qualifiée pour l'obtention du statut de *city*. Il espère que cette décision apportera plus d'investissements à la ville au bord du lac.[63]

Ce statut prestigieux fait des jaloux, à commencer par les leaders politiques et communautaires de la ville de Mombasa, deuxième ville du Kenya et l'une des plus anciennes, deux fois plus peuplées que Kisumu, dotée d'un port international qui est le débouché maritime de nombreux pays de l'Afrique de l'Est :

> L'élévation de Kisumu avant Mombasa au statut de *City* a été reçue avec indignation dans la ville côtière. Les leaders locaux ont protesté que ce nouveau développement était illégal et ignorait les facteurs déterminants qui font qu'une ville doit être déclarée *city*. […] Les leaders de Mombasa ont accusé le leadership politique local d'avoir échoué à l'élévation de Mombasa. […] Tenant une conférence de presse commune, les acteurs du tourisme, du business et les leaders religieux […] ont montré leur amertume du fait que malgré que la ville possède de nombreux avantages infrastructuraux, les nombreuses demandes d'élévation n'aient jamais rien donné. Said Sheikh Ali Shee, du Conseil des Imams et du Islamic Party of Kenya, a déclaré que : « *l'élévation de Kisumu en une* City, *délaissant Mombasa qui possède de meilleures infrastructures, est une démonstration claire que le pays manque de politiques et programmes sérieux pour bien faire les choses.* » […] les leaders ont relevé que la ville a gagné son nouveau statut sur une volonté politique, et que Mombasa, vieille de plusieurs siècles, ne jouit toujours pas de ce statut[64]

L'opposition au bloc KANU-NDP relaie ces critiques, et dénonce ce qui apparait comme un deal politique[65]. Bientôt d'autres villes (notamment Eldoret, Nakuru et Thika) demanderont leur élévation[66], soutenue par l'ALGAK[67] (*Association of Local Government Authorities in Kenya*), l'association des autorités locales kényanes. Si bien que la question du statut et du

[63] "Outrage over City status for Kisumu" art. cité
[64] "Outrage over City status for Kisumu" art. cité
[65] Des membres du Democratic Party de Mwai Kibaki affirmeront ainsi selon le Nation: "*Opposition MPs Paul Muite and Wanyiri Kihoro described the elevation of Kisumu as political, saying it was wrong for the President to commit taxpayers to an issue with major budgetary implications without consultations […]S* […]Mr Kihoro said*: "City status should be accorded on the basis of a town's development and Mombasa, the country's oldest town, is a more deserving case. It is not anything to be bestowed as a political favour on an individual, party or tribe."* The DP MP dismissed the elevation as one of the President Moi's gimmick to "cement" the cooperation between the NDP and Kanu ahead of the next General Election" in "Outrage over City status for Kisumu" art. cité
[66] « After Kisumu, spotlight turns to Kenya's cities in waiting », in *The Nation,* 17 décembre 2001
[67] « Four towns deserve city status, says Algak » in *the standard,* 18 décembre 2001

sens de la *City* sature l'espace médiatique dans la période des fêtes de fin d'année. Face à la multiplication des demandes d'élévation de statuts des autorités locales urbaines, un éditorial du *Standard* alerte du danger de la vacuité de cet enjeu de dénomination qui fait passer une ville d'un statut à un autre par la magie du verbe :

> Ceux qui préconisent pour l'élévation de *municipality* en *city* ne sont animés que par un seul désir primaire : de voir le suffixe « *city* » accolé au nom de leurs villes. Mais il y a quelque chose de désespérément brouillé et flou dans cette clameur. Mis à part le fait qu'il s'agit d'un nouveau mot décrivant un statut, l'élévation d'une *municipality* en une *city* n'apporte pas nécessairement plus de glamour à une ville. Cela ne signifie pas non plus que la distribution des services sera plus efficace et que les bidonvilles disparaitront un une nuit ou que les ordures soient miraculeusement enlevées. Nairobi est un bon exemple. Elle a été une *city* depuis 1950 et n'a pas échappé aux nombreux problèmes qui sont le lot commun des villes de moindre rang.[…] La provision des services doit être le principal souci des leaders, pas l'élévation de leur ville en *city.*[68]

Finalement, Mombasa est élevée *City* au mois de janvier 2002 par la prodigalité présidentielle. Bientôt, les discussions sont lancées pour faire de Nairobi une *« metropolis »* soit un nouveau statut qui viendrait la distinguer de *cities* de rang inférieur[69]. Le *Nation* critique alors « *la folie des villes politiques* », dressant un parallèle avec la multiplication des districts administratifs par Moi qui a marqué la fin des années 1990 (Kasara, 2006 ; Hassan, 2013) :

> Créer des nouveaux districts est passé de mode. Le nec plus ultra est la « promotion » et « l'élévation » en *cities* – Nairobi pourrait devenir un conseil métropolitain – de villes, de centres urbains, et de marchés poussiéreux d'une seule rue. La création de nouveaux districts était dans quelques rares cas mérité […]. Mais dans la majorité des cas il ne s'agissait que de combines politiques pour caresser les égos tribaux […]. En ce qui concerne les villes, la promotion et l'élévation est aussi devenue largement une affaire politique […][70]

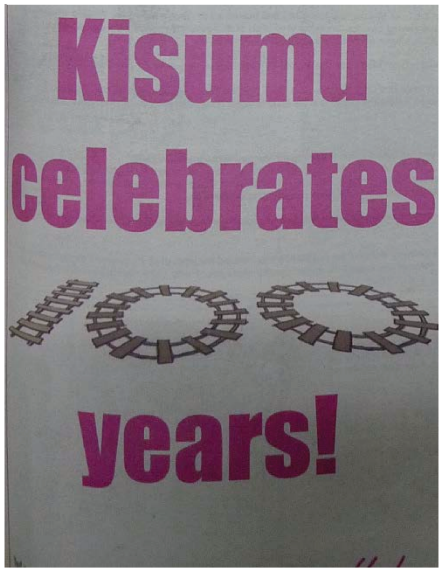
Prérogative du Président, l'attribution du titre prestigieux de *city* se comprend dans le cadre néopatrmimonial de la distribution des honneurs, des titres et des statuts[71]. La « réputation de la ville » de Kisumu (Hilgers, 2009) en tant que ville séditieuse et protestataire, soit la manière dont elle est habituellement positionnée dans les cadres de l'Etat néopatrimonial, n'est pas évoquée dans la célébration médiatique de son centenaire. Ainsi, la construction d'un discours mémoriel lors des célébrations tend à sélectionner des temporalités et des espaces particuliers, et à se démarquer de la temporalité et des discours du déclin.

[68] « Clamour for cities is widely misplaced », in *Standard,* 22 décembre 2001
[69] « Nairobi for Metropolis Status? » in *Nation,* 12 janvier 2002
[70] « The Folly of Political Cities », in *Nation,* 13 février 2002
[71] Notons que ma discussion autour de l'attribution du statut de *city* ne se lmite pas au débat ouvert par le centenaire de Kisumu. La « carotte » du statut de *city* sera maint fois agités par le Président Kikaki, cf « Three Town to Get Ciy Status » in *the Nation,* 22 mars 2006 ; « President Promises Kisumu New Status », *The Nation,* 3 aout 2007 ; « Nakuru, Eldoret to get City Status », *The Star,* 17 avril 2013.

2.3.3. La construction d'une chronologie mémorielle ancrée dans la « gloire passée »

2.3.3.1. Une construction mémorielle centrée sur le temps et l'espace colonial

Figure 11 : Page de garde du supplément du *Nation*



Source : The Nation*, 15 décembre 2001*

La représentation de l'histoire de la ville de Kisumu – c'est-à-dire la construction d'un discours mémoriel – fut un enjeu des célébrations, du moins pour les organisateurs. Un discours officiel sur la ville est forgé et diffusé par le comité d'organisation, dirigé par un homme de média luo, Jerry Okungu[72]. Des suppléments des grands quotidiens nationaux sont financés à l'occasion des célébrations : l'un est publié dans le *Nation* daté du 15 décembre 2001, l'autre dans le *Standard* du 18 décembre 2001. Ces suppléments présentent dans leurs pages des discours historiques sur la ville, par l'établissement de chronologies qui retracent les moments marquants de son histoire. Ces chronologies fonctionnent par ellipses et omissions, notamment de la période postcoloniale, lors laquelle s'est construite la réputation de la ville. Le centenaire est donc l'occasion de la formulation d'une mémoire, par nature sélective, qui n'évoque pas la marginalisation luo.

Ainsi, la chronologie exposée par *The Nation* – intitulée « *Jalons dans la croissance de la ville* »[73] (Annexe 13) – présente une version sélective de l'histoire urbaine ancrée dans la temporalité coloniale. L'écrasante majorité des dates et référents historiques sont situés avant 1963 (22 dates), et relatent le développement institutionnel de la ville (établissement du *township*, établissement de la municipalité), le développement de ses infrastructures de transports, des bâtiments et aménagements marquant le paysage urbain (le *civic square* de 1957, des banques, des Eglises, etc. et tout autre bâtiment incarnant la modernité coloniale). On insiste sur la dimension est-africaine de la ville à l'époque coloniale et son rôle logistique. L'histoire postcoloniale, pourtant longue de 40 années, se résume à deux références (« 1*965* -

[72] Jerry Okungu est notamment connu pour avoir dirigé en 1996 le lancement du journal distribué au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, *The East African*. Son CV est très fourni dans la communication et les médias : il fonde la *International Advertising Association in Kenya*, travaille à la communication du Rotary Club en Afrique et effectuera de nombreuses consultances sur le continent africain. Il est membre de nombreuses associations professionnelles : la *Marketing Society of Kenya*, la *East African Public Relations Association*, l' *American Management Association* and la *Federation of the African Public Relations Association*. Voir sa nécrologie « Journalist Jerry Okungu dies after long illness » in *the Standard,* 22 janvier 2014

[73] « Milestones in the growth of the town », in *The Nation*, 15 décembre 2001

établissement de la géante usine de KICOMI » ; « *1967 – mise en place du Kenya Industrial Estate pour promouvoir les petites industries* ») suivies d'un commentaire pour le moins elliptique : « *la fin des années 1960 a vu le développement d'autres secteurs de l'économie qui a continué jusqu'à aujourd'hui* ». Le reste de la chronologie est consacré à l'énumération des maires de la ville depuis l'indépendance. Aucune référence n'est faite aux événements politiques qui ont agité la ville durant la période postcoloniale (Kisumu Massacre, meurtre d'Ouko, suspension de l'autorité locale et nomination d'un comité de gestion, etc.). De la même manière, certains espaces sont mis en valeur : aux ellipses temporelles correspond un cadrage spatial. La totalité des dates citées renvoient aux espaces de la modernité coloniale à l'intérieur de l'ancien *Township*. La photo qui illustre la chronologie est un instantané du *civic square* construit en 1957, non datée mais sûrement pas contemporaine de l'article. Au contraire, un évènement aussi majeur dans l'histoire municipal que l'extension des frontières de l'autorité locale en 1972 (voir chapitre 3) n'est pas mentionné. En conséquence, les quartiers non planifiés et les campagnes municipales sont expulsés de la mémoire officielle.

Au-delà de cette chronologie, les discours mémoriels circulant lors des célébrations, comme ceux du Maire[74], du Président Moi (Annexe 14) ou de Raila Odinga[75], présentent à quelques nuances près la même périodisation : une lourde insistance sur la genèse et la construction d'une mythologie ferroviaire de la ville, sur son développement dans les cadres de l'intégration est-africaine coloniale, puis sur la fin de sa position privilégié avec la fin de l'EAC en 1977 – on devine le déclin grâce à cette dernière référence . On insiste enfin sur l'avenir radieux que promettent les perspectives contemporaines de (ré)intégration régionale. La gloire passée de Kisumu est située sans équivoque dans le moment colonial et dans son *spatial fix*, pourtant lui-même balloté par les contingences de l'évolution de la structure logistique d'alors (chapitre 1).

[74] Cf « Council wooing local and foreign investors », in *The Standard,* 14 décembre 2001 ; "Kisumu is right to have birthday ball", in *The Standard,* 18 décembre 2001 ;

[75] « President lauded for elevation », *Standard*, 17 décembre 2001 ; « Raila calls for town's facelift », The Nation, 18 décembre 2001

Figure 12 : Le train des célébrations à Nakuru et son accueil à Kisumu

Source : « Town or City ? A question of definition », The East African Weekly, 7-13 janvier 2002

Les lieux mêmes du *spatial fix* colonial sont investis par les célébrations. L'un des moments fort des festivités est l'arrivée à la gare de Kisumu du « Lunatic Express » – soit la dénomination coloniale de la voie de chemin de fer reliant Mombasa à Kisumu – après sa traversée de l'ensemble du pays (Figure 12). C'est sous le regard du *British High Commissioner* (l'ambassadeur britannique), de Raila Odinga, d'un partie du leadership Luo et du maire Shakeel Shabir que le train arrive à Kisumu, alors que le service de transport voyageur est inactif depuis plusieurs années[76]. L'ancrage de la célébration dans la mémoire coloniale n'échappe pas à certains observateurs de la presse qui nous racontent cette anecdote :

> Des membres haut placés du corps diplomatique, dirigés par le *British High Commissioner* Mr Paul Harvey sont arrivés un jour plus tôt […]. L'occasion de l'anniversaire de Kisumu est aussi de marquer la signifiance du rôle du gouvernement dans la construction de l'Ouganda Railway. Idéalement, un Ministre britannique haut placé ou l'équivalent aurait dû honorer de sa présence l'occasion. Harvey lui-même en a fait une plaisanterie lorsqu'à son arrivée à Kisumu, on lui a reporté la rumeur répandue dans toute la ville. On disait que Sa Majesté la Reine était attendue à Kisumu[77]

Le président avait déjà rendu plus tôt un hommage troublant à l'ancien colonisateur[78].L'apogée urbaine de Kisumu étant située au moment où la ville avait une

[76] « Mayor's Lunatic Punch-up » in *The Nation*, 22 décembre 2001 ; « Drama as Kisumu Mayor is punched » in *The Standard*, 22 décembre 2001.
[77] « Pomp as Kisumu is elevated to city », in *The Standard*, 16 décembre 2001.
[78] « At the end of it all, it was Britain's interest to improve the livelihood of her people through business. But there was a light moment later in his speech, President Moi said the late Churchill may have been merely safeguarding the British investment and interests. He paid tribute to the engineers who braved harsh tropical climate and wild animals to construct the Rail line. "It took the engineers, some accompanied by their wives only five years to build the rail line from Mombasa. In Kenya it would take us Six years to construct a road from

dimension est-africaine, voire mondiale, Raila Odinga affirme dans une interview : « *l'élévation n'a que trop tardée car Kisumu a été la première ville [du Kenya] à accueillir des vols internationaux dans les années 1930* »[79]. Bethwell Ogot, le grand historien kényan et Luo, fournit une caution scientifique à l'élévation de la *City*, toujours en se concentrant sur l'ancrage colonial de la dimension internationale de la ville :

> L'historien Pr Bethwell Ogot montre que Kisumu était un port international et un hub commercial en Afrique de l'Est bien avant l'indépendance. Il dit aussi que l'aéroport de Kisumu était l'un des premiers aéroports internationaux en Afrique Orientale : « *dès 1927, des vols commerciaux d'Europe et d'autres part de l'Afrique atterrissaient à Kisumu bien avant la construction du Jomo Kenyatta International Airport.* »[80]

C'est justement sur le tarmac de l'aéroport que commencent les festivités, avec l'accueil en grande pompe des présidents ougandais et tanzaniens. Enfin, le Jomo Kenyatta Sport Ground, ancien Coronation sport Ground colonial, que le le *Standard* présente comme « *initialement un centre sportif international* », est entièrement rénové et se trouve au centre des festivités.

2.3.3.2. L'intervention sur le centre-ville

L'iconographie des célébrations, qui mêle le chemin de fer, les paysages lisses des développements du centre-ville colonial et quelques bâtiments modernes du centre-ville, invisibilise la majorité de l'espace municipal, et tout spécialement les quartiers non-planifiés (Figure 13), tranchant avec l'iconographie « habituelle » de la crise par laquelle est plus souvent représentée Kisumu.

L'espace des célébrations, c'est à dire le centre-ville, est le lieu d'une mise en scène qui vise à donner forme aux images du passé, à les incarner dans le présent, tout en délestant la ville de ses indésirables :

> Les rues et les parcs ont reçus un rare coup de brosse, et les trottoirs du centre-ville ont reçu une nouvelle couche de peinture. Les marchands ambulants et les vélo-taxis étaient visiblement absents de l'artère principale d'Oginga Odinga Street. Les *hawkers* et les cyclistes de *bodaboda* ont été priés de ne pas s'approcher du centre-ville jusqu'à la fin des célébrations. Les rues normalement sombres de Kisumu ont vu la lumière après une longue obscurité. Les lumières ont été allumés à la grande joie des résidents. La plupart des ronds-points étaient hier décorés par différentes entreprises, et l'horloge de la ville [*iconique de la ville , située dans le civic square*] qui n'avait pas été opérationnelles depuis une éternité a reçu une nouvelle vie.[81]

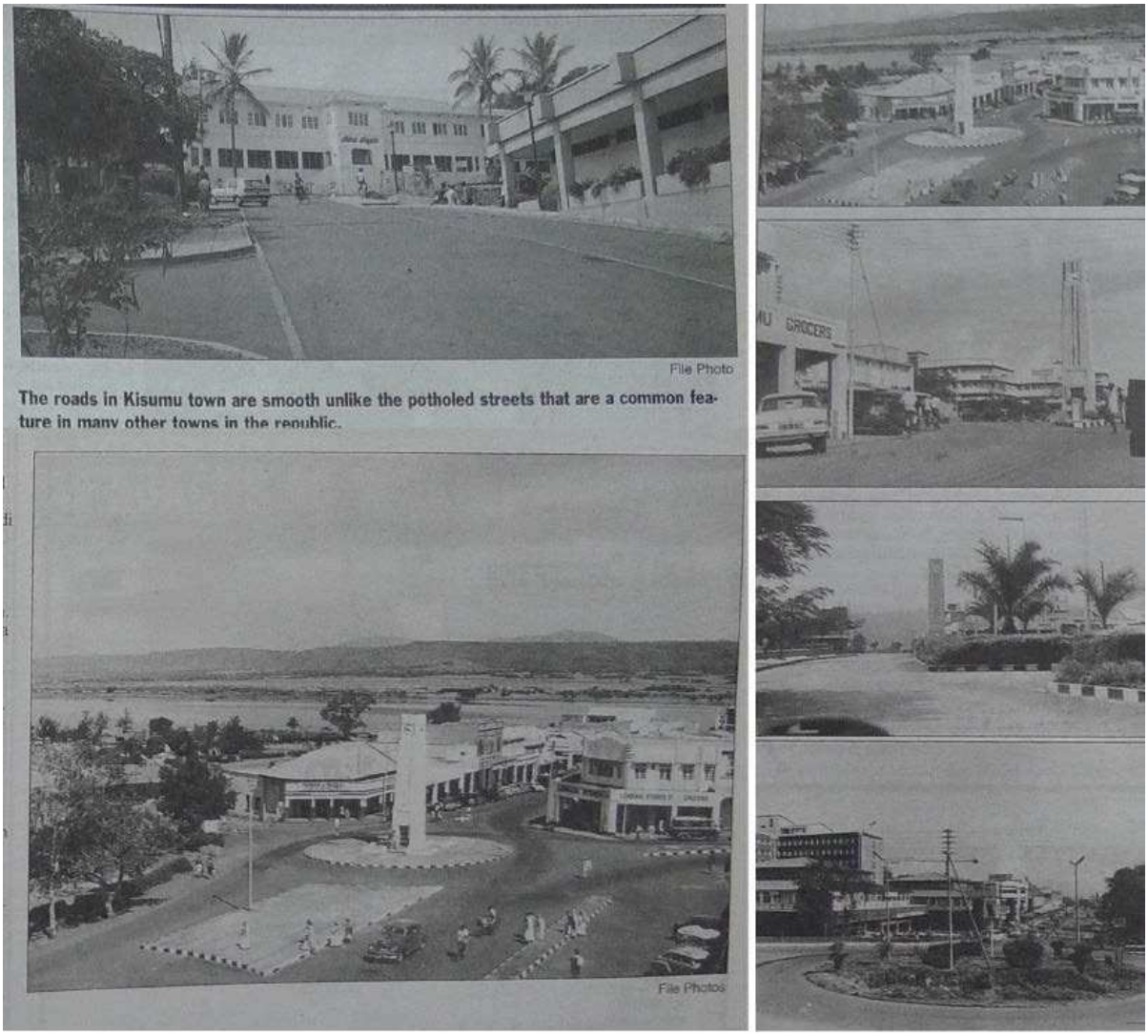
Ahero to Kisumu (about 22 kilometres). », « UK pledges amphitheater for new city », in *The Nation*, 16 décembre 2001.

[79] « President lauded elevation », art.cité.

[80] « The four towns to be given city status », in *The Standard*, date perdue.

[81] « Song and dance as Kisumu Celebrates » in *The Standard*, 15 décembre 2001

Figure 13 : les espaces de la modernité coloniale au cœur des célébrations dans la presse



Tirées de l'ensemble du supplément de The Nation*, ces photographies présentent un ordre urbain idéal, celui qui est conçu et construit dans les années 1950 dans le* civic square*. Ces images nous ont étonné en ce qu'elles sont vides des hommes et des femmes qui font l'activité du centre-ville. Vendeurs de rue,* boda-boda *et* pikipiki *sont absents de ces photographies, sans doute prises dans les années 1950 ou 1960. Le cadrage temporel des illustrations photographiques du dossier du* Nation *vise à l'invisibilisation des indésirables. Source : Supplément du* Nation*, 15 décembre 2001.*

Cette scénographie s'accompagne dans les journaux de la surabondance d'un mot : « *cleanliness* », la « propreté », qui s'accole systématiquement à la caractérisation du paysage urbain. Cette « propreté » justifie à un certain point l'urbanité de la ville et son élévation au grade de *city*, et fait de Kisumu un modèle à suivre :

> La seconde capitale du Kenya [Kisumu] est une vitrine qui doit être émulée par les autres grandes villes pour sa propreté.[82]
>
> L'élévation apportera encore plus de propreté à la ville.[83]

[82] « President lauded for elevation », art. cité.
[83] « Mixed reactions over Kisumu Status », in *The Standard,* 17 décembre 2001.

> L'archevêque a loué les efforts des gens de Kisumu pour garder leur ville plus propre que Mombasa, un fait qui a dû influencer son élévation/[84]
>
> Mr Opande [*Chairman de branche locale de la KANU*] ajoute que l'élévation est une récompense pour les résidents qui ont fait de Kisumu la ville la plus propre du pays[85].

L'équation qui identifie la propreté à l'urbanité correspond aux représentations qui fondent l'hygiénisme urbain colonial.

Pourtant, les célébrations ne mobilisent pas uniquement une « nostalgie restaurative » (Gervais Lambony, 2012) d'un ordre urbain colonial glorieux. Le comité d'organisation l'a mobilise pour formuler en terme mélioratif le futur de la ville. En réponse à un article du *Standard* qui posait la question de la nécessité d'une telle célébration[86], le maire de Kisumu (membre du comité d'organisation), Shakeel Shabir, présente la stratégie de communication qui préside aux célébrations :

> Il est malheureux que l'auteur [*Douglas Okwatch*] ait concentré ses commentaires seulement sur ce qu'il pense être mauvais et négatif à Kisumu, sans reconnaissance des réussites positives. […] Il est bien connu que si quelqu'un perçoit les choses avec pessimisme, alors la morosité va submerger la perception de tous les aspects de sa vie, par exemple un verre à moitié plein deviendra un verre à moitié vide. […] Qu'il y a-t-il de mauvais à célébrer les cent ans de Kisumu ? L'auteur veut-il que nous nous morfondions ou que nous fassions face au futur avec détermination, vigueur et espoir ? […] Au lieu de montrer Kisumu sous une lumière négative et affecter négativement les possibles intérêts du tourisme et du commerce, nous devons montrer Kisumu sous son meilleur jour. Nous devons apprendre du monde Occidental, où même aux heures les plus sombres ils accentuent les aspects positifs de leurs villes. 30 ans auparavant, Dubaï [*située donc par le maire en occident*] n'était juste qu'un désert. En dessinant un portrait positif d'elle-même et en définissant des politiques regardant vers l'avenir, Dubaï est devenu le premier hub de business dans le monde. Dubaï n'a pas de pétrole ni de réelles ressources naturelles. Même son port n'était pas le meilleur de la zone. Les ports d'Aden et de Muscat étaient de loin meilleurs. Aujourd'hui Kisumu a travaillé d'arrache-pied pour atteindre l'honneur d'être distinguée en tant que la ville la plus propre non seulement du Kenya mais aussi de l'Afrique de l'Est. […]. Une bonne image, ça prend des années à construire, et seulement quelques heures à détruire. Un article comme celui-là [*celui d'Okwatch*] fait beaucoup de tort à la construction de l'image [*« Image-building » dans le texte*]. C'est équivalent à « scier la branche sur laquelle on est assise » [*« cutting one's nose to spite one's face*].[87]

Inspiré par la s*uccess-story* dubaïote, et plus généralement par la circulation de politiques de *branding* qui ont infusé un entrepreneurialisme urbain (Harvey, 1989 ; McCann et Ward, 2011), le maire et le comité d'organisation s'essaient dans les célébrations à un exercice de

[84] « Mombasa leaders angered by Kisumu Status », in *The Standard,* 17 décembre 2001
[85] "Outrage over Kisumu Status", in *The Nation*, 17 décembre 2001,
[86] Dans cet article, l'auteur, Douglas Okwatch, fait apparaitre les espaces et les problèmes invisibilisés : les « bidonvilles », le manque d'eau, la trajectoire historique de marginalisation de la communauté luo, soit une présentation somme toute assez commune des images et discours attachés à la ville. Voir « Does Kisumu need fete ? », in *The Standard,* 21 novembre 2001.
[87] « Kisumu is right to have birthday ball » in *The Standard,* 18 décembre 2001.

marketing territorial. En plus d'avoir pour président Jerry Okungu, professionnel de la communication et du marketing, le comité d'organisation comprend une porte-parole, Beldina Auma, spécialiste en communication institutionnelle et familière de l'univers idéologique de la compétition et de la concurrence[88]. La construction mémorielle participe à l'« *image building* » de la ville, en ce qu'elle permet « *de maximiser la position géographique, le patrimoine historique, les infrastructures, les capacités institutionnelles, la composition sociale de chaque ville afin d'augmenter son activité économique et sa compétitivité au sein d'un "portefeuille de localités" adapté au marché* » (Hilgers, 2013 : 96). La construction mémorielle est mobilisée pour ancrer la ville dans la mondialisation. Ainsi le maire affirme-t-il dans ce sens dans un autre article: « *Alors que Kisumu se renforce à célébrer ses 100 ans d'existence, elle peut capitaliser sur cette opportunité pour refléter et puiser dans son expérience passée pour visualiser à partir d'un cadre social adapté le prochain centenaire de sa vie.* » [89]

2.3.4. Le centenaire : une tentative d'ancrage dans l'intégration est-africaine et la mondialisation

L'ancrage des discours mémoriels dans la temporalité coloniale et les espaces de son *spatial fix* servent plus spécifiquement à (re)positionner la ville dans le processus de (ré)intégration régionale dans lequel se sont lancés ses trois anciens membres depuis 1993. Il a abouti le 7 juillet 2000 avec la réanimation formelle de l'*East African Community*. Le rôle de Kisumu dans l'espace colonial régional fournit la matrice de la projection de la ville dans un futur est-africain (Annexe 14). Le fait de lier le destin de Kisumu à celui de la (ré)intégration est-africaine n'est pas une invention du centenaire : c'est un argument fondateur du discours du déclin urbain, le déclin de la ville étant considéré comme fonction de sa déconnexion à l'espace est-africain. Ainsi, dès que le processus de réanimation de l'EAC est enclenché dans la seconde moitié des années 1990, des visions optimistes du futur de la ville sont formulées (Encadré 15).

Encadré 15 : « *le retour du bon vieux temps* », la résurrection de l'EAC et le destin de Kisumu

« C'était une ré-union [*sic*] depuis longtemps attendue. De celle qui réveille les espoirs déçus d'un peuple après l'effondrement en 1977 de l'EAC au milieu de l'amertume et des chamailleries. Pour Kisumu, l'inauguration il y a deux ans du *Secretariat Office* en Tanzanie [*à Arusha*] […] était

[88] Le profil professionnel de Beldina Auma est en effet assez intéressant. Diplomée de la très prestigieuse Howard University, USA, surnommée la « *Black Harvard* », d'un doctorat en communication organisationnelle, elle dirige au moment des célébrations une entreprise de communication d'entreprise et d'organisations aux Etats-Unis (*Communications for Development International*). Elle travaille ensuite jusqu'en 2015 pour la Banque Mondiale en tant que « *Senior Communications Officer* », conseillant la Vice-Présidence pour la division Afrique de la Banque. Elle dirige désormais un cabinet de consultance, *Strategic Communications & Investment Promotions*, basé à Nairobi (source : https://ke.linkedin.com/in/beldina-auma-56551730).

[89] « Key Commercial Centre in Western Kenya », in *The Nation,* 15 décembre 2001.

significative. Deux choses distinctes ont émergé après que les trois Chefs d'Etats des pays riverains du Lac […] aient signé le pacte.

L'une était que la réanimation du pacte marquait la réanimation de la coopération économique, sociale et culturelle entre les trois pays […]. La seconde et la plus importante était que Kisumu, déjà centenaire [*pas tout à fait*] et choisie dix années plus tôt comme principal port et centre d'information [*« clearing house » dans le texte*] à la tête de la plus grande réserve d'eau douce d'Afrique, a repris sa position charnière dans la région. La géographie, la confluence de l'histoire et de la décision tripartite de ressusciter une EAC effondrée se sont combinées pour stimuler efficacement la réémergence de Kisumu après un hiatus long de trente ans. L'émiettement final, dû à des disparités flagrantes dans le développement économique, des différences idéologiques nettes, un manque criant de d'engagement politique et une autorité tremblante de l'EAC, a consigné Kisumu, autrefois connue sous le nom de Port Florence, au marasme économique.

Mais tout cela n'est plus que de l'histoire au moment où Kisumu conserve sa position stratégique au regard des liens routiers, aériens et maritimes à destination de l'Ouganda, de la Tanzanie et de l'entière Afrique centrale et orientale […]

Depuis récemment, les investisseurs et les industriels qui veulent commercer avec la Tanzanie, l'Ouganda ou d'autres pays de la COMESA ont été attirés par la ville et sa position régionale stratégique. Il est désormais impératif que Kisumu envisage une nouvelle vision pour le futur pour sa complète transformation en un centre palpitant et animé de production industrielle, de marketing, de transformation agro-industrielle et d'export, afin de justifier sa position en tant que principal hub de la région et métropole de commerce. »

Source : « Kisumu regains status » in The Standard*, 22 mars 1997.*

Les célébrations portent une même vision positive du futur est-africain de Kisumu. La dimension régionale des célébrations est fondatrice, et la réunion des trois chefs d'Etat de la nouvelle EAC en est le signe le plus probant[90], positionnant Kisumu parmi les « villes politiques » qui comptent en Afrique de l'Est – comme la ville d'Arusha, siège du Tribunal International pour le Rwanda et siège des institutions de l'EAC. La concentration des trois présidents est-africains est une chose assez inédite pour une ville du rang de Kisumu[91], et un symbole fort. Kisumu est présentée – de par sa situation géographique – comme un pivot entre les trois pays de la nouvelle EAC. Lors des célébrations, ce rôle de pivot géographique sert l'expression symbolique d'une volonté de reformulation des souverainetés nationales dans la construction est-africaine. La ville sert alors de lieu de mise en scène des liens entre les pays est-africains, au-délà des oppositions qui ont marqués l'histoire régionale post-indépendance et qui se sont soldées par la chute de l'EAC. Par exemple, dans une mise en

[90] Raila tenta même d'inviter d'autres figures politiques africaines, sans succés : « *Sometimes he even seemed to overreach himself, as with the invitations issued to various heads of state to attend the festivities. Apart from Presidents Benjamin Mkapa of Tanzania and Yoweri Museveni of Uganda, others invited included presidents from other countries in the Great Lakes region, including Paul Kagame of Rwanda, Pierre Buyoya of Burundi and Joseph Kabila of the Congo. Also issued an invitation was an old friend of Mr Odinga, President Olusegun Obasanjo of Nigeria.* » « Raila's personal triumph », art. cité.

[91] « *First time in generations, the local populace had the privilege of hosting three East African leaders who had gathered here for the town jamboree. Kisumu has suddenly become the center of attention both locally and internationallyi* », « it's been a holiday », in *The Standard,* 16 décembre 2001.

scène clairement orchestrée, l'attribution du statut de *City* par le Président Daniel Arap Moi suit une demande du Président tanzanien : « *bien que je ne sois pas supposé interférer avec les affaires domestiques, vous me pardonnerez de m'éloigner de la tradition et de supporter l'appel du maire à élever Kisumu au rang de City* »[92]. Pour signifier les liens est-africains qu'a articulé Kisumu, Museveni captive l'auditoire en racontant la manière dont la ville a été l'une des bases arrières lors de son combat contre Idi Amin Dada[93] et en évoquant les liens traditionnels qui relient les Kényans et les Ougandais dans les zones frontalières[94].

Figure 14 : les trois Présidents Est-Africains et le Maire de Kisumu inaugurent le centenaire

HUNDRED YEARS BIRTHDAY: **President Moi cuts a cake to mark Kisumu's centennial celebrations as his Ugandan counterpart President Museveni (second left) and President Mkapa of Tanzania (second right) look on. Also in attendance is Kisumu Mayor Shakeel Shabbir (right).**

Source :« Kisumu City : what it means » première page du Standard, 16 décembre 2001

La nouvelle histoire des liens est-africains que scénarise la célébration du centenaire de la ville expriment un consensus idéologique fort dans la construction régionale. L'hétérogénéité idéologique qu'incarnait par exemple l'opposition entre le Kenya capitaliste cultivant son hégémonie économique régionale et la Tanzanie socialiste, pays incubateur du socialisme africain (Barkan, 1994), a souvent été citée comme un facteur structurel de l'effondrement de l'EAC (Hazlewood, 1979 ; Mugomba, 1978). Les discours d'ouvertures des trois présidents au Jomo Kenyatta Sports Ground sont l'occasion de l'expression d'une uniformité idéologique autour des notions de libre-échange et de marchés comme solutions au problème du développement :

> Les trois Présidents Est Africains ont appelé à une croissance du libre-échange dans la région. Ils ont unanimement promu un appel pour l'expansion des marchés régionaux et internationaux et le renforcement des liens dans la région des Grands Lacs. Ils ont aussi noté avec inquiétude que les biens et les services produits dans la région manquent d'accès aux marchés appropriés. C'est la raison pour laquelle il n'y a pas de développement socio-

[92] "History as second city named", *The Nation*, 16 décembre 2001
[93] "UK pledges amphitheater for new city", *Nation* 16 décembre 2001
[94] "History as second city named", *The Nation*, 16 décembre 2001

> économique significatif malgré la croissance des productions agricoles et industrielles. Museveni a spécifiquement lancé au défi ses collègues de construire des avenues pour un régime de libre-échange.[95]

La construction d'un espace économique commun est la raison d'être de la résurrection de l'EAC[96]. La construction de l'Union douanière et d'un marché commun sont les principales réalisations, la prochaine étape constituant l'union monétaire. Le processus de régionalisation en cours est indissociable des forces structurantes d'une mondialisation néolibérale. La réintégration s'est effectuée « *avec l'idée de s'agripper aux opportunités d'un marché international en expansion et que la coopération régionale stimulerait la croissance* […]. *Les leaders des pays membres ont eu tendance à voir l'intégration économique comme un dispositif de compétitivité globale* » (Vidmar, 2015 : 49-50). Pour Edward Oyugi[97] :

> Avec le retour du nouveau régionalisme, les institutions financières internationales et les donneurs bilatéraux et les autres sites du pouvoir du Nord Global ont distillé leurs intérêts néolibéraux dans le projet régionaliste […]. Avec les vents froids du néolibéralisme soufflant sur le processus de ré-intégration, et comme le régionalisme émerge puissamment comme un élément de l'environnement du commerce international, il y a eu une ruée d'acteurs favorables au marché, tous en compétition pour une part des actions par lesquelles les traits définissant le projet de l'East African Community allaient être gravés dans la conscience historique des peuples de la région » (Oyugi, 2009 : 6).

On ne pourrait trouver meilleure formulation des logiques qui président aux célébrations du centenaire de Kisumu : graver et façonner dans la conscience historique un projet politique favorable aux forces du marché et à la construction des avantages comparatifs dans la mondialisation.

Le projet contemporain de réintégration régionale diffère pourtant largement de sa phase coloniale. Les ancêtres de l'EAC que sont l'*East African Royal Commission* (1948-1961) et l'*East African Common Services Organization* (1961-1967) étaient basés sur une idée forte de l'intervention publique, incarnant les logiques de l'action publique de la « *seconde occupation coloniale* » (Low et Lonsdale, 1976). L'union douanière, le libre-échange et la monnaie commune étaient déjà des réalisations antérieures de l'intégration coloniale (Hazlewood, 1979), mais elles s'accompagnaient aussi d'une série de services est-africains (poste, chemin de fer, gestion portuaire, enseignement et recherche, une compagnie aérienne) qui

[95] « Pomp As Presidents Lead Kisumu Centenary », in *The Nation*, 15 décembre 2001.

[96] On peut citer l'une des déclarations de la première stratégie de développement de l'EAC en 1997, qui contient ces deux impératifs. Cette stratégie déclarait alors que le but de l'EAC était de promouvoir « *the spirit of regional co-operation which was deeply rooted in the history of the region; to support the existing forces which have major interest in the strengthening of regional institutions and in the free movement of people, capital, goods, as well as services and information within the region; to place immediate emphasis on economic co-operation with a view to promoting enhanced political co-operation, and integration in the long run, and to reinforce institutional capacities for regional co-operation* », *EAC development Strategy*, 1997, Arusha.

[97] Intellectuel, figure de l'opposition à Moi dans les années 1980, critique acerbe d'un néocolonialisme et des politiques des institutions financières internationales, Edward Oyugi fut l'un des organisateurs du Forum Social Mondial de Nairobi en 2007.

« *fournissaient le terrain relativement solide sur lequel le corps régional a construit ses institutions économiques et politiques* » (Oyugi, 2009 : 5). Elles constituaient aussi autant de vecteur d'une identification à l'échelle est-africaine, tout en relayant fermement les intérêts coloniaux dans la région. L'image de relative stabilité que proposaient alors les contours du *spatial fix* colonial contraste largement avec les incertitudes du moment global contemporain. C'est en tout cas ce qu'exprime le discours du Président Daniel Arap Moi à l'ouverture des cérémonies, et la mobilisation de la métaphore à succès du « *village global* » de Marshall McLuhan (1967) :

> Cette occasion historique du centenaire de Kisumu nous donne l'opportunité de réfléchir sur l'importance de l'intégration régionale en tant que moyen de dépasser les défis posés par la mondialisation. Le monde est en effet devenu un village global, mais un village différent de celui dans lequel nous avons grandi et que nous connaissons.
>
> Alors que les villages en Afrique étaient arrangeants pour les faibles, les pauvres et les orphelins, le village global d'aujourd'hui est assailli de nombreux défis sociaux, politiques et économiques. Les économies faibles en Afrique encourent un risque réel de marginalisation […]. Avec la renaissance de l'*East African Community,* les perspectives d'une grande expansion du commerce ont été ouvertes, et les opportunités de commerce lacustre sont énormes. […] Le Lac Victoria et son bassin forment une zone économique stratégique majeure pour la région de l'Afrique orientale et centrale.[98]

Les perspectives de réintégration régionale ne représentent pas forcément le « *retour du bon vieux temps* » (Encadré 15). Les incertitudes et les challenges du temps du « *village global* », contrastant avec la sécurité perdue du village africain fantasmé, nécessitent la réintégration régionale en tant que seule articulation possible avec le processus de mondialisation, présenté comme inéluctable Et la région du Lac Victoria constitue le cœur stratégique et géographique de cette articulation. Kisumu doit devenir l'une des charnières centrales de l'intégration de la région dans le monde.

La communication médiatique du Maire lors des célébrations partage l'idée de l'articulation entre Kisumu, le Lac, l'Afrique de l'Est, et le monde. Elle emprunte la même métaphore du « *village global* », et l'interprète de même comme un espace de défi et de compétition, mais aussi comme un espace d'opportunités :

> Kisumu fait partie de la Coopération Est Africaine qui fait elle-même partie du village global et qui est aujourd'hui le lieu de transformations fondamentales sur la base d'une intensive compétition. […] Située au cœur de la production agro-industrielle, des entreprises de transformation et de marketing des provinces de l'Ouest et du Nyanza, elle a été élevée à la position d'un centre urbain, commercial et administratif dans l'ensemble de l'ouest du Kenya. Sa position géographique naturelle la place stratégiquement à la confluence des réseaux de

[98] Verbatim du discours de Moi, tiré du site internet de la présidence kényane [http://www.statehousekenya.go.ke/speeches/2001151201.htm (consulté le 18/02/2012)]. Traduit de l'anglais au français par nos soins.

> transport et de communication pour l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Est. Son potentiel en faveur du développement économique reste à être malheureusement pleinement exploité [99]

Finalement, ce qu'appelle par la voix du maire ce texte – que l'on soupçonne largement d'avoir été écrit par les spécialistes de la communication politique et du développement international qui forment le comité d'organisation des célébrations du centenaire – est une complète réorganisation de l'architecture du développement dans l'arrimage à la mondialisation :

> Clairement, le leadership à Kisumu a aujourd'hui la plus grande des opportunités et la volonté politique de la réorganiser et de lui fournir une architecture nouvelle pour une transformation socio-économique et politique. Les célébrations du centenaire offrent une opportunité pour travailler à la conception de cette architecture destinée à arrimer les opportunités d'investissements qu'offre le monde pour assurer effectivement les changements[100].

C'est en même temps, de manière plus surprenante, un appel à une véritable refondation morale de l'action publique et de sa réception que propose cette tribune :

> Les circonstances des avancées rapides dans les technologies et le défi posé par la mondialisation nous ont forcé à penser différemment à ce que nous faisons et nécessitent des changements dans la manière dont nous percevons le vrai et le faux, le bon et le mauvais, la justice et l'injustice.[101]

Les ambitions présentées dans ce texte sont immenses. Formulées dans un langage technocratique, elles proposent des objectifs de transformation totale d'une société locale pour favoriser son insertion dans les flux de la mondialisation, jusqu'à la redéfinition de ses repères moraux, assez proche de ce qu'était en son temps le paradigme de la modernisation, dans cette ambition totalisante de refonte politique, sociale et culturelle. Cette refonte propose une relation plus immédiate entre la ville et le monde, mais ne dit rien sur la manière dont cette refonte doit composer avec les logiques politiques de l'Etat néopatrimonial, pourtant centrales dans la possibilité contextuelle qu'offre le centenaire de formuler ces nouvelles ambitions mondiales et est-africaines pour Kisumu.

CONCLUSION

Les célébrations du centenaire de Kisumu fournissent une occasion inédite pour la ville de s'affranchir de la dynamique du déclin par laquelle a été formulée sa trajectoire postcoloniale dans l'espace politique kényan. Alors réintégrée formellement aux logiques politiques de

[99] « Key Commercial Centre in Western Kenya » art. Cite.
[100] *Ibid.*
[101] *Ibid.*

l'Etat néopatrimonial, la ville est projetée dans l'espace de la construction est-africaine. Ce repositionnement sur une barrière nationale en constante évolution présente une originalité – par rapport au tableau que nous avons dressé des dynamiques multiscalaires de l'Etat néopatrimonial. On lit le sens d'un glissement dans les discours que portent les célébrations. Le glissement ne concerne pas seulement le rôle central des acteurs de l'Etat néopatrimonial dans la projection transnationale de la ville, mais aussi de nouvelles possibilités offertes à la ville dans la construction de son rapport au monde, maitresse de son destin.

La circulation transnationale du paradigme de la compétitivité urbaine et de la construction locale des avantages comparatifs permettant le développement de la connexion au monde fournissent des ressources importantes dans la formulation du nouveau rôle de la ville de Kisumu dans la géographie du développement. Lors de la décennie qui suit le centenaire de Kisumu, la volonté de connecter la ville à l'espace mondial du marché susceptible de fournir une croissance économique conçue comme une nécessité pour le développement (Giraut, 2009 : 2) n'a cessé d'être affirmée par une multiplicité d'acteurs d'échelles différentes. Dans le chapitre suivant, nous tenterons de circonscrire spatialement, tout en explorant ses temporalités, le champ de circulation transnationale dans lequel s'insère la tentative de définition de ce nouveau rôle de Kisumu dans la géographie du développement.

CHAPITRE 5

DE LA MODERNISATION A GLOBALISATION : HISTORIQUE DES CIRCULATIONS MONDIALES DES « MODELES » METROPOLITAINS A KISUMU

Le monde a longtemps été – et est encore – un espace où les relations économiques et politiques sont très inégalement réparties; il est plein de grumeaux, de lieux où s'agglutinent le pouvoir et les relations sociales, baignant dans des zones où tout cela reste diffus. Structures et réseaux s'installent en certains points ou dans certaines activités, mais pour se diluer un peu plus loin. (Cooper, 2001 : 102)

L'intérêt actuellement porté au concept de mondialisation rappelle un engouement assez analogue des années cinquante et soixante : la modernisation. Ce sont deux « isations », c'est-à-dire des termes qui parlent de processus, pas nécessairement achevés mais en marche et plus ou moins inéluctables ; et qui définissent ce processus par son point d'arrivée supposé. L'un et l'autre sont inspirés par une observation indéniable, celle d'un changement rapide et omniprésent. Le pouvoir évocateur de l'un et de l'autre vient du sentiment que ce changement n'est pas la somme de fragments disparates mais qu'il est fait du mouvement de tous ces fragments dans une même direction (Cooper, 2001 :107)

INTRODUCTION

La narration géo-historique visant à projeter le futur de Kisumu sur les voies que son passé lui a ouvertes dépasse le cadre de la célébration du centenaire de la ville que nous avons développé au chapitre précédent. On la retrouve dans sa *City Development Strategy*, selon laquelle la ville doit devenir « *un hub leader de transport, de communication et de commerce*

de la Région des Grands Lacs offrant de grandes opportunités de tourisme et d'agro-investissement »[1]. Ce devenir s'ancre dans son passé :

> La *vision* des citoyens de Kisumu est de remettre en valeur l'identité de Kisumu en tant que principal hub de transport, de communication et de commerce de la région des Grands Lacs […]. Dans le développement de la vision pour Kisumu, une considération première a été donnée à la spécialisation fonctionnelle de la ville. Historiquement, la ville puise ses origines même dans les fonctions de transport et de commerce. L'arrivée de la voie de chemin de fer en 1901 a marqué de manière importante le début du développement de la ville […]. La *vision* mélange des fonctionnalismes historiques avec le désir d'une croissance socio-économique souhaitée pour améliorer la tendance actuelle indésirable de pauvreté urbaine (MCK et Un-Habitat, 2004 : 27).[2]

Cette narration constitue pour nous une traduction locale de la circulation mondiale d'un impératif urbain compétitif. La « *vision* » qu'elle développe traduit localement la circulation globale d'une certaine idée de la ville compétitive (Le Blanc, Piermay, Gervais-Lambony *et al.*, 2014), qui s'insinue autant au sein des villes occupant le haut du classement de la hiérarchie urbaine mondiale qu'au sein des villes « *off the map* » (Robinson, 2002), qui en sont exclues, et qui sont pressées d'y faire bonne figure. Ce ne sera pas tant la traduction locale (que nous étudierons dans les chapitres 6, 7 et 8) que les conditions, acteurs, et chemins propres de la circulation de l'impératif compétitif urbain qui nous mobiliseront dans le chapitre qui s'ouvre ici, c'est-à-dire que nous nous intéresserons à la dimension déterritorialisée de cette circulation. Il est bien entendu tout à fait artificiel de séparer la circulation et son ancrage territorial. McCann et Ward (2011) ont bien formulé dans leurs travaux sur la circulation mondiale des politiques urbaines la consubstantialité de leur dimension relationnelle (en mouvement à l'échelle mondiale) et de leur dimension territoriale (ancrées, contextualisées, interprétées, adaptées selon les enjeux et dynamiques propres à un territoire). La circulation ne peut s'appréhender seulement par l'extraversion des gouvernements urbains, et les mobiles actifs de l'ancrage territorial d'un impératif compétitif pro-marché sera l'objet du chapitre suivant (chapitre 6). Si nous les séparons dans la structuration de notre propos, ce n'est que par commodité analytique. Les échanges et les réseaux de circulation de normes et de modèles urbains – élaborés « ailleurs » et amenés à s'ancrer « quelque part » – se sont sans aucun doute densifiés depuis les années 1990 (Peck, 2002). Cette dimension relationnelle et circulatoire sera l'objet principal de ce chapitre bien que, dans la manière dont nous appréhenderons ces circulations, il soit impossible de ne pas parler de certaines conditions particulières d'ancrage. En effet, nous appréhendons la circulation de certaines normes urbaines en fonction de ce qui vient la circonscrire, lui donner

[1] « *A leading transportation, communication and commercial hub in the Great Lakes Region offering great tourism and agro investment opportunities* », (Un-Habitat et MCK, 2004)
[2] Traduit par nos soins

une histoire et une géographie particulière ; soit autant de pistes pour répondre à cette simple question : « pourquoi à Kisumu et pas ailleurs ? ».

Puisque nous prenons comme première étape de notre réflexion la circulation d'un « modèle urbain », et donc que nous concevons la ville de Kisumu comme un espace traversé par des réseaux d'influence et de prescription qui la dépasse – et qui en font partiellement une ville régie à distance –, il faut insister sur la particularité des conditions d'extraversion du fait politique en Afrique. La question des forces externes dans la définition des politiques publiques se pose de manière particulière lorsque l'on évoque l'Afrique. La période traumatique des ajustements structurels, leurs conséquences et l'intrusion externe qu'ils ont pu constituer dans la définition des politiques économiques et sociales nationales posent nécessairement la question des relations de pouvoirs inégales dans ces circulations de politiques urbaines sur le continent. L'hypothèse de l'externalité des initiatives de réforme urbaine est d'ailleurs celle qui est souvent faite lorsque l'on considère les villes du sud, sans que les villes du Nord soient soumises au même soupçon (Robinson, 2011b : 21). Une forme de « *gouvernementalité transnationale* » (Ferguson et Gupta, 2002 : 988-989 ; Ferguson, 2006) s'est imposée dans les trente dernières années dans les pays en développement, participant à une refonte générale de l'architecture scalaire postindépendance du développement. La capacité de l'Etat à incarner effectivement « *une revendication de supériorité spatiale verticale* » (Ferguson et Gupta, 2002 : 988) englobant le local est largement contestée par les liens privilégiés entre les institutions et organismes internationaux (ou bilatéraux) et différents échelons et incarnations locales de pouvoir. Pour Alain Dubresson, cette « *promotion du local dans le global* », pilier de cette nouvelle gouvernementalité, possède une dimension urbaine indéniable, et tend à instituer les villes comme « *acteurs collectifs de leur propre développement* » tout en renforçant « *l'intervention d'un nombre croissant d'acteurs extérieurs, firmes internationales, ONG ou collectivités locales non africaines* » (Dubresson, 2014 : 43). La dimension intrusive des acteurs extérieurs, internationaux, bilatéraux est en outre renforcée par la dissymétrie entre leurs capacités techniques et financières et celles des autorités locales urbaines souvent exsangues. C'est avec une attention particulière à ces dissymétries scalaires que nous aborderons la question des circulations. A l'inverse, nous éviterons de voir les acteurs publics locaux dans une passivité trop souvent prise comme acquise : ce sera en partie l'objet du chapitre suivant (chapitre 6). Nous verrons aussi que l'Etat, loin d'être faible et impuissant, est un acteur central dans la circulation de l'idée compétitive – voire que les reconfigurations contemporaines de son rôle le rendent nécessaire à cette circulation.

Dans un premier temps, il nous est apparu essentiel de mettre en perspective historique l'idée de circulation d'un modèle métropolitain compétitif et de montrer que Kisumu est insérée

depuis l'indépendance dans un réseau mondial d'expertise et de production de connaissance dont l'arrière-plan intellectuel est la théorie de la modernisation. La ville a pu être vue comme l'un des points d'équilibre d'une nation kényane en construction. En ce sens, la conception du rôle de Kisumu dans l'espace kényan renvoyait à un certain « keynésianisme spatial »[3] (Brenner, 2004), alors dominant à l'échelle mondiale mais resté en grande partie dans l'abstraction du plan. Néanmoins, l'application de ce modèle métropolitain particulier pour appréhender Kisumu a permis la production d'une somme conséquente de précieux savoirs sur la ville, qui contraste fortement avec la quasi-disparition des recherches et des politiques urbaines à Kisumu durant la période triomphante du biais urbain dans les années 1980. Dans un deuxième temps, nous montrerons l'émergence des ambitions globales et compétitives de Kisumu, alors insérées dans un nouveau champ d'expertise et de production de connaissances sur la ville, dans lequel Un-Habitat – pour qui Kisumu devient une vitrine – joue un rôle central. Bien que l'idée de la circulation d'un modèle métropolitain compétitif reste à nuancer tant les agendas sont divers dans cet espace circulatoire particulier et pluriel, la construction de la compétitivité urbaine reste tout de même une idée surplombante et autorise la diffusion partielle de rationalités néolibérales dans la réforme du gouvernement urbain. Enfin, notre démonstration aboutira à l'idée selon laquelle la compétitivité urbaine trouve dans les reconfigurations géographiques contemporaines, initiées par le plan de développement stratégique de l'Etat kényan, *Kenya Vision 2030*, et les perspectives de (ré)intégration régionale, des formes d'ancrages très concrètes, qui, tout en délimitant régionalement les ambitions globales de Kisumu, participent à la réactivation d'éléments d'une grammaire spatiale coloniale.

[3] Pour une définition du « keynésianisme spatial » qui ne découle pas directement de la théorie économique keynésienne mais d'un label défini par des chercheurs apposé à une série de politique d'aménagement spatial dans les pays occidentaux, on se réfèrera à Neil Brenner qui en a diffusé l'usage : « *Au plan le plus général, le keynésianisme spatial peut être compris comme une large constellation de formes institutionnelles et de stratégies régulatrices des Etats nationaux mises en place pour soulager le développement géographique inégal à l'intérieur de l'espace économique national, et de ce fait, pour promouvoir une croissance industrielle nationale stabilisée. (…) L'objectif de l'action étatique, dans ce contexte, était moins d'augmenter la force productive des configurations capitalistes socio-spatiales que de répandre le processus d'industrialisation aussi régulièrement que possible sur la surface entière du territoire national – un peu comme du beurre sur une tartine de pain. Dans la mesure où les importantes disparités territoriales étaient perçues comme une menace majeure aux modèles stabilisés de croissance macroéconomique, des stratégies politiques pour remédier à la polarisation socio-spatiale intra-nationale devinrent des instruments importants de la politique nationale socioéconomique et industrielle* » (Brenner, 2004 : 130). Traduit par nos soins.

1. KISUMU DANS LA « SURFACE DE LA MODERNISATION » : CONSTRUCTION ET EQUILIBRE NATIONAL

1.1. Géographie, modernisation et construction nationale

1.1.1. Généralités

Dans les années 1960, Kisumu été projetée dans le champ du développement urbain international, ou plus exactement elle a alors été regardée et comprise par le biais des théories scientifiques qui organisaient la compréhension de l'urbanisation dans les années 1960 et 1970. Ces regards, entre savoir académique et expertise, viennent abondamment nourrir les modalités d'actions des acteurs sur la ville, locaux, nationaux ou internationaux. L'intégration de Kisumu dans un champ de connaissances internationalisé participe à la formation des politiques urbaines. Après son façonnement par une économie de savoir colonial sur la ville (que nous avons évoqué au chapitre 2), Kisumu est insérée dans un champ de connaissance d'échelle mondiale, marqué par une forme d'orthodoxie modernisatrice du développement urbain, dans les années 1970, (Mabogunje, 1990 : 130-131). Le prisme modernisateur est celui par lequel, sur des hypothèses et des présupposés évolutionnistes dont la filiation coloniale est remarquable (Cooper, 2010 ; Rist, 2013), Kisumu a été vue et des tentatives d'actions ont été formulées et appliquée, non sans échec patents. Les liens consubstantiels entre urbanisation et modernisation ont été largement mis en avant par James Ferguson dans son étude de la Copper Belt (Ferguson, 1999). Les forts taux de croissance urbaine enregistrés après les indépendances africaines ont été interprétés sous l'aune des théories de la modernisation comme à la fois les preuves et les enjeux de la transition d'une société traditionnelle vers une société dite moderne (Mabogunje, 1990 : 129)[4]. Le rôle des pouvoirs publics, dans la grande geste de la construction nationale, est alors d'accompagner harmonieusement le mouvement d'urbanisation qui se comprend dans une forme de parallélisme téléologique d'avec les expériences historiques des anciennes puissances coloniales : « *l'urbanisation semblait un processus téléologique, un mouvement vers une destination connue qui ne serait rien de moins qu'une modernité industrielle de style occidental* » (Ferguson, 1999 : 5). L'urbanisation « inévitable » doit être accompagnée par l'action d'un Etat aménageur qui prend à bras le corps le processus de construction nationale. Cette visée modernisatrice a été portée par un appareil scientifique et technique d'échelle

[4] "*With the advent of political independence in African countries, urbanization showed a remarkable spurt of growth. The concern with nation building in the new states demanded a shift of perspective in the problematic of urbanization. Modernization came to pro- vide the conceptual framework within which to examine the dramatic changes taking place in Africa and elsewhere. Since these social changes occurred most dramatically within the rapidly growing cities of newly independent African countries, it was understandable that urbanization came to be reexamined along the diverse dimensions of modernization theory*" (Mabogunje, 1990 : 129)

internationale qui a pris ses sources dans une science régionale alors en plein essor. C'est en effet dans le domaine émergent des « *urban and regional sciences* » que la problématique de la modernisation et de l'urbanisation a été largement portée. Avec pour sous bassement théorique la théorie des lieux centraux et des localisations, et comme méthodologie de prédilection la compilation et l'analyse statistique. Il s'agissait d'étudier les systèmes spatiaux engendrés par la colonisation, notamment à travers leurs systèmes de transport qui en constituent la trame, d'en faire apparaitre le caractère déséquilibré, sélectif et inégal, et, à partir de ces trames, d'analyser la diffusion de la modernité dans le but de soutenir et d'orienter l'harmonie de la construction nationale : « *l'argument était à peu près quelque chose comme cela : si on pouvait dire que l'économie coloniale avait créé son propre système de villes qui avait été conçu pour faciliter l'exploitation et l'évacuation des surplus de production des territoires dépendants, que pouvait-on faire pour créer un système urbain qui puisse contrebalancer l'ancien en promouvant un développement plus nationalement centré et dirigé vers l'intérieur des territoires premièrement coloniaux ? »* (Mabogunje, 1990 : 130)[5]. Kisumu, de par son statut de nœud secondaire du système urbain colonial, au destin contingent de l'armature urbaine coloniale est-africaine, est alors largement reconsidérée à l'aune de sa position dans un système urbain national, mais surtout de son rôle dans le développement harmonieux et équitable d'une nation en pleine construction, et que l'on veut unitaire.

1.1.2. Edward Soja et la « géographie de la modernisation au Kenya »

1.1.2.1. La géographie de la modernisation au Kenya, contexte intellectuel et pratique d'une œuvre

Le travail d'Edward Soja sur le Kenya, *The Geography of Modernization in Kenya* (1968), est un jalon fondamental dans la promotion des approches spatiales et systémiques au sein de l'ensemble scientifico-normatif des théories de la modernisation au Kenya. Son travail s'intègre dans un environnement scientifique internationalisé. Il est le fruit de sa thèse, soutenue en 1967 à l'université de Syracuse (Etat de New York, Etats-Unis), sous la direction du professeur Donald Meinig. A l'université de Syracuse, Edward Soja avait été l'élève de l'anglais Peter Gould[6], qui a largement utilisé les idées de Rostow, les conceptualisations systémiques de la théorie des localisations et les méthodes quantitatives dans sa thèse sur le système de transport ghanéen et son étude régionale sur la Tanzanie (Haggett, 2003 : 928). On notera que le renouvellement quantitatif de la géographie dans les universités américaines ne laisse pas de côté, loin de là, les contextes africains qui constituent, dans les années 1960 et

[5] Traduit par nos soins.
[6] L'un des pères de la révolution quantitative et nomothétique en géographie

1970, des terrains d'application pour ses méthodes et ses questionnements[7]. L'exemple le plus probant se trouve dans la somme publiée en 1976 par Brian Berry, *Urbanization and Counterurbanization* (dans lequel Soja co-écrit un chapitre sur l'Afrique de l'Est), qui donne une place centrale aux dynamiques urbaines des pays en développement pour la tentative de construction d'pour construire une théorie générale de l'urbain basée sur un comparatisme ambitieux[8].

L'influence de Gould est fondatrice dans le travail de Soja (1968 : vi)[9] : il l'ouvre sur les horizons africains, au sein d'une université (l'université de Syracuse) qui multiplie les liens avec l'Afrique de l'Est et Australe. Eduardo Mondlane, l'un des fondateurs du FRELIMO mozambicain, a compté parmi les enseignants de Soja à Syracuse entre 1957 à 1963, et a développé un *East African Studies Programme* qui a attiré l'attention de Soja[10]. Les liens entre la Syracuse University et le Kenya sont plus denses après l'indépendance, et deviennent *a priori* plus lointains de l'activisme radical de Mondlane. Comme le notent Cohen et Atieno Odhiambo (2004), ces liens traduisent plutôt le rôle de la Syracuse University dans la formation d'une technocratie kényane acquise au monde occidental et formée dans son moule idéologique. C'est autour du Ministry of Planning dirigé par Paul Mboya, grand nationaliste modernisateur ancré dans le camp atlantiste de la guerre froide, que se développent les interactions internationales de l'expertise et du savoir qui viennent informer en partie le cadre des politiques publiques à l'indépendance :

> Le second groupe [du laboratoire de la formation des politiques publiques qu'était le Ministère de Mboya], était constitué d'experts occidentaux, incluant des individus clefs (comme Jacob Oser, un professeur à la Syracuse University) qui liaient le Kenya avec les institutions financières internationales et les gouvernements occidentaux. Cette pratique de lier le Kenya avec des experts hors du Kenya devint la norme, l'équipe de Syracuse ayant été suivie par des

[7] Chose intéressante pour nous, un certain nombre des pionniers des « nouveaux géographes » attachés aux universités américaines ont pris comme objet de leurs travaux au début de leur carrière des espaces africains : Peter Gould, inspirateur de la thèse Soja, et par ailleurs celui qui utilisera pour la première fois le terme de « *New Geography* », et qui officie à Syracuse puis à Northwestern, a travaillé sur le Ghana et la Tanzanie ; Richard Morrill, étudiant de l'un des fondateurs de la géographie quantitative à la Washington University (Bill Garrison), puis enseignant à Northwestern, a écrit en collaboration avec Gould une étude comparative sur les systèmes de transport africains (Taafe, Morrill et Gould, 1963) ; John Riddell, toujours attaché à Northwestern, travaille en 1970 sur une *Geography of Modernization in Sierra Leone*. Mike McNulty, toujours de la Northwestern University, travaille sur l'armature urbaine du Ghana (1966 ; 1969) avant de généraliser ses travaux à l'échelle continentale (1972 ; 1976). Et bien sûr, nous pouvons enfin citer Soja en 1968 et son travail sur le Kenya à partir de son PhD effectué à la Syracuse University

[8] Cet ouvrage dirigé par Brian Berry, à l'ambition théorique forte, intègre toute une partie (sur trois) dédiées aux pays en développement : Mike McNulty y écrit sur l'Afrique de l'Ouest, Soja et Weaver sur l'Afrique de l'Est, Fair sur l'Afrique du Sud, et une autre porte sur l'Afrique du Nord. L'Asie du Sud Est et l'Amérique Latin sont aussi l'objet de contributions

[9] Comme Soja l'indique dans ses remerciements : "*Finally, I reserve my deepest appreciation for two persons who can only be characterized by the familiar phrase, "without whose inspiration and assistance this study could not have been written. The first is former Professor Peter Gould, formerly of Syracuse University and now at the Pennsylvania State University*" (1968, vi).

[10] « In Memoriam : Edward W. Soja », American Association of Geographers,[URL: http://news.aag.org/2015/12/in-memoriam-edward-w-soja/]

> équipes d'Harvard, de l'University of California et de la St. Louis University à Washington et qui ont successivement utilisé le Kenya comme modèle pour tester leurs théories de la planification et du développement. (Cohen et Atieno Odhiambo, 2004 : 182)[11]

Le travail académique de Soja n'a pas directement à voir avec le champ de l'expertise, mais s'insère dans un champ scientifique et institutionnel qui lui est lié dans l'élaboration théorique du paysage de la modernisation.

Son travail de doctorat, commencé en septembre 1963 dans l'euphorie de l'indépendance kenyane bientôt à venir (décembre 1963) et dans un environnement intellectuel la soutenant, montre pourtant quelques continuités coloniales. Il est indissociable de l'appareil colonial qui a construit l'accumulation statistique initiée après la Seconde Guerre Mondiale. Une bonne partie du terrain, à Londres comme à Nairobi, consiste en la collecte des informations et savoirs produits par l'administration coloniale dans sa déclinaison tardive, administration alors soucieuse de « *state-building* » basé l'exportation en milieu colonial d'un modèle britannique de « *welfare* » (Lewis, 2000). Dans le même sens, ces données s'intègrent dans le contexte des interventions étatiques démultipliées après la 2nd Guerre Mondiale sur les sociétés africaines qualifiées par Lonsdale et Low de « *seconde occupation coloniale* » (1976). Ainsi, les données de son travail, récoltées entre 1963 et 1965, le seront par le biais du legs alors tout récent des institutions étatiques, parfois d'échelle régionale, laissées en place par le pouvoir colonial agit par la volonté, et surtout l'idéal, de « bureaucrates modernisateurs » (Cooper, 1997). La Kenya Road Authority, la Kenya Postal Authority, l'East African Railways and Harbours Administration, East African Posts and Telecommunications Administration (Soja, 1968 : vii), ainsi que nombre de services administratifs des ministères sont encore partiellement structurés par des experts britanniques initiateurs du mouvement développementaliste colonial (Cooper, 2010)[12], adossé à l'appareil administratif qui fournit les données sur lesquelles travaille alors Soja.

[11] Traduit par nos soins.

[12] Voté en 1940 et mis en œuvre dès 1945, le *Colonial Development and Welfare Act* fournit le cadre légal et idéologique dans lequel se restructure l'action du pouvoir colonial britannique dans l'après-guerre dans le but d'une transformation effective des sociétés colonisées. *Cf* Cooper (1997 ; 2010) : « *Avec l'adoption du* Colonial Development and Welfare Act *en 1940, on commença enfin à investir des fonds métropolitains, dans l'intention spécifique de renforcer les économies coloniales pour un développement de longue haleine et d'améliorer le bien-être au moins de ceux des sujets coloniaux qui se trouvaient dans le secteur "moderne". Ce fut alors seulement que les initiatives fragmentaires et insuffisantes des gouvernements coloniaux en matière de santé, de techniques agricoles et d'urbanisme furent agrégées dans la catégorie du "développement*". » (Cooper, 2010 : 78)

1.1.2.2. La « surface de la modernisation » : les enjeux spatiaux de la modernisation

La *Geography of Modernization* de Soja marque, à l'instar d'autres ouvrages scientifiques participant à la définition de la théorie de la modernisation, une continuité discursive avec le *télos* colonial :

> Parmi les nombreux effets de la colonisation européenne, on note l'expansion d'une culture mondiale basée sur la science et la technologie moderne et des standards spécifiques d'organisation et d'opération de gouvernement […] L'essence de ce processus de diffusion est le changement – psychologique, social, culturel, économique et politique – et ses impacts composites qui ont été appelés « modernisation » […] Cette étude est une analyse géographique de la modernisation au Kenya, une tentative de description détaillée des variations zonales dans la transition d'une société traditionnelles vers des formes plus modernes de comportement et d'organisation social, économique et politique (Soja, 1968 : 1). [13]

Mais la légitimation de ce discours téléologique ne se fait pas dans le référent spatial de l'empire colonial, mais bien dans un soutien aux nouvelles nations indépendantes, le modèle de l'Etat Nation étant le référent spatial normatif central dans la formalisation du *télos* de la modernisation :

> [cette étude] est aussi une un examen de la croissance d'une nation africaine […]. Dans sa forme la plus pénétrante, la modernisation opère au sein des limites d'un état pour créer un système comportemental nouveau, mobilisant la population dans des positions interdépendantes en empathie avec un gouvernement central et suffisamment unie pour préserver la stabilité et le progrès technologique. Ce nouveau système est basé sur l'Etat-nation, qui a été reconnu presque universellement comme la forme organisationnelle la plus puissante pour initier, disséminer et perpétuer les manières de vivre modernes. (Soja, 1968 : 1)

Or pour Soja, les cadres nationaux, absolument récents sur le continent dans leur autonomie politique formelle, nécessitent un processus de consolidation et de construction qui puisse permettre la stabilité nécessaire au processus de modernisation, déjà très inégalement distribué en 1963, du fait de la sélectivité spatiale de l'implantation coloniale (villes et zones agricoles d'export majoritairement situées le long d'un axe de communication conçu pour répondre aux logiques de l'extraction)[14] et des nombreuses différenciations politiques qu'a pu poser la sécrétion du cadre institutionnel colonial et sa stratégie politique centrifuge. L'enjeu spatial de la modernisation est sa diffusion hors de ces différents centres. Cette diffusion passe par l'action d'un gouvernement recherchant l'intégration politique et l'unité nationale, en vue

[13] Traduit de l'anglais par nos soins.

[14] « *The contemporary spatial patterns of modernization in Kenya are largely the products of the attitudes of the former colonial power and the resident European minority […] The forces of transition were thus channeled through a superimposed system of circulation and administration which reflected the design of the colonial power » (Soja, 1968 : 101)*

de la création d'un Etat-Nation stable[15] « *occupant une position d'égalité dans le système international des Etats* » (Soja, 1968 : 2).

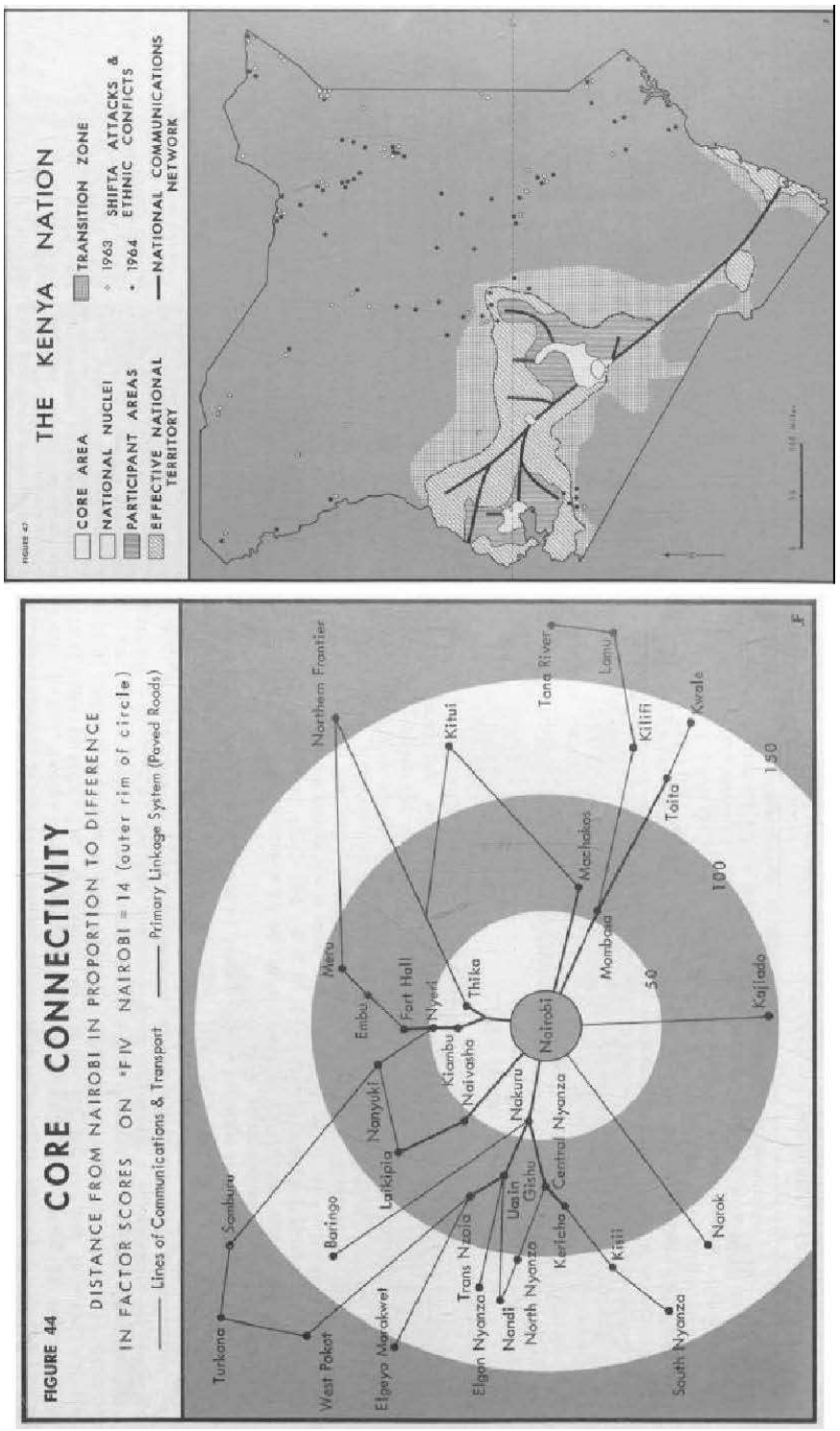
Ainsi, dans son analyse de la différenciation aréale de la diffusion du processus de modernisation, Soja identifie, selon des modalités hiérarchiques et à l'aide d'un appareil statistique raffiné, différentes zones plus ou moins touchées par celui-ci et plus ou moins à même de le relayer et le diffuser (Figure 15). L'africanisation du pouvoir doit pour Soja produire, par la volonté politique nationaliste, la manifestation spatiale d'une intégration nationale par la diffusion des forces modernisatrices hors de la trame coloniale de son implantation initiale. La typologie de la diffusion des forces de modernisation doit poser les problématiques et les paramètres initiaux de la construction nationale (Soja, 1968 : 106) Nairobi est définie comme *« la partie la plus modernisée du Kenya et le hub de la Nation »* (Soja, 1968 : 107), cœur ou noyau (« *core* ») initial de la diffusion, mais dont la « sururbanisation » pose problème. L'importance de Nairobi dans le modèle diffusionniste de Soja est prouvée par le fait que la densité des interactions d'autres zones du Kenya avec ce cœur (ce qu'il nomme la « *core connectivity* ») est un facteur de modernisation (Figure 15). La région de Kisumu fait partie des régions « avancées », relativement bien connectée à Nairobi, et définie en tant que « *national nuclei* »[16] dans la terminologie de Soja : « *en plus d'être les sections les plus modernisées du pays, ces zones contiennent les points focaux majeurs de l'intégration politique et plus importants générateurs, transformateurs, interprètes et distributeurs des forces de changement* ». La région de Kisumu est donc identifiée comme un relais de la diffusion de la modernisation[17], qui doit constituer, en harmonie avec les autres noyaux, l'armature de la diffusion de la modernisation et de l'intégration nationale, deux processus que l'on comprend comme intimement liés. Mais Kisumu est un *national nuclei* qui possède des caractéristiques particulières : contrairement à Mombasa et Nakuru, intégrés au noyau national, la région de Kisumu présente pour Soja des formes d'intégration entre zones urbaines et zones rurales (Soja, 1968 : 109) (*cf.* chapitre 2 et 3).

[15] Cette importance de l'intégration et de l'unité nationale dans le discours et la grammaire modernisatrice de Soja en fait d'ailleurs un soutien sans trop de nuances au parti nationaliste de la KANU et une critique acerbe de la KADU « *a negative or anti party from the start, particularistic and traditionnaly oriented. It lacked a dynamic program for nation building and fostered a form of regionalism that could only be detrimental to the economy and the political cohesion of the state.* »

[16] Sont intégrés dans le « National nuclei » l'hinterland de Nairobi (Kiambu district, et le corridor de transport et de communication traversant Thika et Fort Hall à destination de Nyeri), et les villes de Nakuru et de Mombasa.

[17] Comme nous l'avons vu dans un précédent chapitre, Kisumu et sa région, structurée par une infrastructure de transport très utilisée (ligne Kisumu-Butere), a fourni une part importante de « l'élite éduquée » motrice de l'animation du mouvement nationaliste.

Figure *15* : L'espace la construction nationale kényane selon Soja



Source : The Geography of Modernization in Kenya, E.Soja, 1968

Surtout, pour Soja, la particularité de Kisumu réside dans la menace que ce *national nuclei* présente pour l'harmonie nationale. Soja, en observateur contemporain du jeu politique de l'indépendance, identifie bien les logiques politiques conflictuelles simultanées à l'écriture de sa thèse (cf chapitre 4) : « *il est important de noter que le noyau Kisumu a le potentiel d'une bien plus grande croissance et pourrait facilement se développer en un centre majeur de*

sécession, particulièrement si la stabilité politique interne du Kenya est menacée […] *La croissance du sécessionalisme* [« sectionalism »] *dans la région du Lac Victoria serait une force de désintégration plus grande du Kenya que l'isolation de la côte*. » (Soja, 1968 : 111). Si bien que les politiques d'aménagement régionales doivent ancrer la région polarisée par Kisumu dans l'espace national : « *pour cette raison, il devient de plus en plus important que Nakuru – située entre les deux grappes de peuplement et les deux noyaux nationaux centrés sur Nairobi et Kisumu – agisse comme un nœud dans le réseau de communications sociales liant ensemble les Kikuyu à l'est et les Luo à l'ouest*. » (Soja, 1968 : 111). L'analyse de Soja, si elle a exagéré les menaces de « sécession », n'en reste pas moins pertinente dans son cadre théorique qui vise à l'unification nationale : les *national nuclei* ont tous agi comme des forces centripètes selon des modalités diverses ou, pour le dire de manière plus générale, elles ont engendré l'éche d'une intégration nationale unitaire[18].

Ce détour par le travail de Soja nous a paru nécessaire pour plusieurs raisons. Il détaille et exprime on ne peut plus clairement un environnement intellectuel[19], celui où s'est construit – avec les universités américaines comme lieu de prédilection – cette « *mythologie de la modernisation* » (Ferguson, 1999 : 13-15) qui prenait comme objet spatial fort de sa construction la ville et les zones qu'elle polarise. Les forces de changement devaient se diffuser et à l'échelle nationale, et l'armature urbaine devait équilibrer la construction nationale. Cette approche diffusionniste de la modernisation et de construction nationale par la ville est un mythe, dans le sens que lui donne Ferguson, dans le sens de « *l'usage populaire, qui prend un mythe comme une version fausse ou factuellement imprécise des choses qui est amené à être largement cru* » (Ferguson, 1999 : 13). Force est en effet de constater que la téléologie modernisatrice ne s'est pas réalisée. L'urbanisation n'a pas été un mouvement linéaire apportant prospérité et progrès ni n'a pas constitué un ferment évident d'unification nationale comme l'aurait souhaité les « modernisateurs ». C'est un constat sans doute trop facile du haut de notre recul historique. Soja lui-même s'est d'ailleurs ensuite largement distancié de la théorie de la modernisation et de son incarnation géographique dans un texte de 1979 qui est fondamental pour comprendre sa réorientation personnelle, « The Geography of Modernization – A Radical Reappraisal ». Par une appropriation des thèses

[18] Les trois villes ont participé à l'échec d'une unification nationale homogène des manières suivantes : Nakuru en tant qu'enjeux des luttes entre différentes faction ethnique ; Mombasa et les récentes velléités sécessionnistes agitées par le *Mombasa Republican Council* (MRC) qui souhaite la création d'un Etat basé sur la bande côtière de 10 miles autrefois contrôlées par le sultanat de Zanzibar, pour mettre fin à la marginalisation de la côte par les différents gouvernements successifs dont ses activistes se représentent les victimes, avec pour cri de ralliement très clair : « *Pwani si Kenya* », « la côte n'est pas le Kenya ». Et bien sûr Kisumu et sa région, périphérie politique difficilement contrôlable par le centre.

[19] Richard Peet (2009 : 130) va jusqu'à faire de la citation suivante de *Geography of Modernization* un résumé de toute l'approche de la théorie de la modernisation : « *Modernization is not simply an increase in a set of indices. It involves profound changes in individual and group behavior* » (Soja, 1968 : 4).

dépendantistes, il se dirige alors vers une géographie critique et radicale qui marque sa grande œuvre, bien plus que sa thèse de doctorat.

Encadré 16 : L'itinéraire intellectuel d'Edward Soja, de la théorie de la modernisation à la théorie de la dépendance

Dans un texte au titre limpide, « The Geography of Modernization – A Radical Reappraisal », publié en 1979 dans un ouvrage collectif sur la structure spatiale kényane dirigé par Robert Obudho (sur lequel nous reviendrons), Edward Soja indique dans une autocritique réflexive son cheminement intellectuel qu'il l'a mené de la théorie de la modernisation vers des approches plus critiques, dépendentistes et marxistes. Il dessine ainsi le contexte intellectuel, idéologique et scientifique qui a présidé à son travail initial de doctorat : « *mon intérêt personnel dans l'analyse géographique du développement africain s'est cristallisé à un temps où la plupart des Etats Africains avaient reçus leur indépendance et quand les géographes américains expérimentaient des changements majeurs dans leurs méthodes et leurs centres d'intérêts. La construction nationale d'un côté, et le développement de la théorie géographique de l'autre, étaient les problèmes vitaux contemporains. En tant que jeune géographe, il était alors naturel de lier les deux […]. La réussite dépendait de l'aide d'aménageurs armés des outils de la théorie des pôles de croissance, de la théorie des localisations et des modèles de réseau de transport et de la prévision économique.* ». Face aux détracteurs des approches modernisatrices, Soja tente d'affiner son approche pour la défendre, et c'est là qu'il découvre et adhère à la géographie radicale : « *dans un effort 'connaitre mon ennemi', j'ai commencé à creuser plus profondément dans une littérature dont j'avais auparavant et avec regrets à peine eu connaissance – les écrits de Gunder Frank et de Furtado sur le sous-développement et l'impérialisme, les travaux de Samir Amin, Walter Rodney – et j'ai commencé soudainement à mieux comprendre les origines et la nature des critiques qui étaient faites. […] L'expérience a été bouleversante. […]. Les fondations mêmes du modèle de développement que j'avais suivi s'étaient dérobées sous mes pieds, et pour une longue période, je ne pouvais que regarder ses ruines.* »

Source : Soja, 1979 : 29-32)

Le mythe de l'urbanisation et de la modernisation peut s'entendre selon une autre acception du terme, dans son sens anthropologique, bien plus productif pour nous. La définition anthropologique du mythe insiste sur la « *fonction social d'un récit* » : « *un mythe n'est pas seulement un récit faussé mais un schéma cosmologique qui pose des catégories et significations fondamentales pour l'organisation et l'interprétation de l'expérience* » (Ferguson, 1999 :15-16). La force de ce mythe fait qu'il lie dans la croyance des acteurs variés, des universitaires américains nourris par la sociologie structuralo-fonctionnaliste de Parson et par l'histoire économique de Rostow d'autres ; il est aussi porté par des universitaires européens, africains, et tout particulièrement kényans ; il inspirera en outre différents acteurs, locaux, nationaux et internationaux du développement urbain à Kisumu, mais aussi par des kényans ordinaires, pour former un cadre par lequel l'expérience urbaine kényane est représentée, mais aussi le cadre par lequel on sera amené à définir des actions sur la ville et produire des plans pour tenter de diriger son développement.

Edward Soja, en géographe, représentait le terreau intellectuel, disciplinairement varié, dans lequel s'est formalisée la théorie de la modernisation. Il en offre une déclinaison spatiale à travers une monographie nationale. Il formule clairement les enjeux spatiaux de la modernisation et présente une mise en forme claire de la « *surface de la modernisation* » (Peet et Hartwick, 2015 : 146-148 ; Soja, 1979 : 29) : l'internalisation et la diffusion nationale des forces de modernisation[20], qui ne touchent initialement que quelques îlots de développement colonial, par la croissance d'un réseau urbain intégré (Soja et Weaver, 1976). Cette diffusion interne doit pouvoir mettre fin aux compartimentalisations coloniales (notamment ethniques) ; les centres urbains apparaissent comme les points de diffusion et d'écoulement privilégiés des forces modernisatrices. Et Kisumu apparait comme un relai, un noyau national de ce processus de diffusion. Loin de se limiter à la sphère académique, c'est cette vision de Kisumu, forme de « métropole d'équilibre » à la kényane, qui prévaut – du moins en théorie – dans les politiques d'aménagement urbain au Kenya et un secteur circonscrit de sa technocratie.

1.2. Les sciences régionales appliquées : vers la formation d'un keynesianisme spatial kényan ?

Il est assez difficile de mesurer l'aura du travail de Soja sur le Kenya hors des cercles académiques, où il est en ce temps souvent cité en tant que représentant des approches régionales instruites par les théories modernisatrices (Mabogunje, 1990 ; Peet et Hartwick, 2015 : 146). Ce n'est d'ailleurs pas tellement l'influence directe de Soja qui nous intéresse, mais plutôt les contours de l'environnement intellectuel qu'il dessine, les méthodes, les théorisations et les présupposés idéologiques – plus ou moins internationalement partagés – par lequel la ville et l'action sur la ville sont pensées. Travaux académiques et politiques publiques d'aménagement seront directement articulés par d'autres acteurs, toujours en projetant la ville dans un espace de connaissance international. Nous étudierons dans la sous-partie qui s'ouvre ici la manière dont Kisumu a pu être intégrée à cet espace hybride entre production du savoir et action sur la ville, jusqu'à faire de la ville l'un des points d'ancrage de formes de régulation politique et régionale partagées avec d'autres contextes, que certains ont appelé « *keynésianisme spatial* » (Martin, 1989 ; Brenner, 2004) ou « *Welfare Regionalism* » (Soja, 2009 : 262-264).

[20] Que Soja et d'autres auteurs (Gould, Riddell etc.) tentent de décomposer en certains indices : le développement des voies de communication modernes, l'expansion des médias (journaux, radions, télévision), le développement de l'éducation, de la participation politique dans des partis nationalistes ou syndicats (« non parochial forms of political organisation and activity »)

1.2.1. Waller et Obudho, l'expertise et la science au service de l'équilibre national

Nous ferons plus particulièrement référence ici aux travaux de Peter Waller et Robert Obudho, qui citent le travail de Soja dans un livre de 1976, *Periodic Markets, Urbanization, and Regional Planning, A Case Study from Western Kenya*. Ce travail regarde Kisumu à travers les filtres de la géographie scientifique et modélisatrice des années 1969 et 1970, mais aussi à travers les pratiques d'aménagement régional et urbain largement en dialogue avec ce champ disciplinaire en plein essor dans les années 1960. Cet ouvrage est révélateur d'une forme de projection de Kisumu dans un espace de connaissance indissociable du contexte institutionnel, idéologique et politique du « développement », qui définit des pratiques de politiques publiques internationalisées.

1.2.1.1. Des parcours internationaux

Les parcours des deux auteurs – à la croisée de plusieurs milieux académiques, de la diversité des nouvelles approches quantitatives et modélisatrices de la géographie des années 1960 et 1970 et des considérations développementales des deux décennies d'après-guerre – sont révélateurs de cette internationalisation.

Peter Waller

Peter Waller est un professeur allemand de géographie, spécialisé en géographie économique. Il a officié dans un contexte universitaire allemand moteur dans *« l'extension des limites conceptuelles de la géographie économique* » et dans la définition des fondements théoriques des sciences régionales et de l'analyse spatiale (Benko, 2008 : 28-31). Ce contexte influença notamment sa thèse de doctorat et son travail d'assistant à l'université de Munich (1963-1964). Il a aussi participé au mouvement d'américanisation des travaux des économistes et géographes allemands à la fin des années 1950 et au début des années 1960 (Benko, 2008 : 35), mouvement qui a donné naissance à la « *New Geography* ». Il a été invité en tant que *lecturer* au département de géographie à l'Université de Columbia (en 1960 et 1961). On peut aisément faire l'hypothèse qu'il ait été influencé par un terreau intellectuel similaire à celui qui a nourri l'œuvre d'Edward Soja à la Syracuse University[21]. L'hypothèse d'un espace intellectuel et professionnel commun entre Soja et Waller se confirme lorsqu'on considère les lieux que ce dernier a fréquenté pour sa recherche documentaire : une partie des données

[21] Georges Benko relate largement dans un article sur le développement de la géographie économique le mouvement de diffusion des approches théoriques, nomothétiques, quantitatives et statistiques au sein de la géographie américaine à la fin des années 1950, avec pour foyer la Washington University et la Nortwestern University. Dans les années 1960, cette « Nouvelle Géographie » finira par se diffuser largement dans les départements de géographie d'Amérique du Nord après avoir triomphé des réflexes conservateurs de la discipline.

utilisées par Waller et son équipe proviennent du fond documentaire de la bibliothèque de l'Université de Syracuse[22] ; et on peut établir qu'elles viennent, si ce n'est de Soja lui-même, du moins des liens que l'université a établi avec les nations est-africaines nouvellement indépendantes (voir supra), et dont Soja a également bénéficié.

On peut aussi supposer que le voyage américain de Waller l'a familiarisé à la science régionale[23], dans laquelle il se spécialisera dans la suite de son parcours professionnel en Allemagne de l'Ouest. Il y entamera une carrière de chercheur au *Deutsch Institute für Entwicklungpolitik* (DIE - Institut Allemand du Développement) dès sa création en 1965, dans le contexte de la bataille idéologique de la guerre froide autour du « Tiers-Monde »[24] (Rist, 2013 : 131-198 ; Van Bilzen, 2015 : 167). Il dirige le département africain du DIE lors de la parution de son livre avec Obudho en 1976 et en deviendra le co-directeur en 1981[25]. Dans les années 1960 et 1970, ses recherches portent « *sur l'aménagement régional dans les pays en développement et la quantification des effets de diffusion des pôles de croissance* » l'amenant à effectuer pour le compte du DIE des recherches dans des contextes géographiques très variés, aux Suds mais aussi aux Nords[26]. Il sera aussi consultant pour les Nations Unies

[22] Comme indiqué dans les remerciements de la publication de Obudho et Waller (1976 : xvi).

[23] Comme l'indique Georges Benko, au-delà des fondements théoriques qui les unissent, la proximité de la « Nouvelle Géographie » avec la science régionale américaine tient surtout à des questions de positionnement stratégique intra et interdisciplinaires dans la politique universitaire américaine d'alors : « *à cette époque, ils* [les tenants s'une réorientation théorique] *étaient vus par la majorité conservatrice de la discipline comme tenants d'une hétérodoxie plutôt malvenue, et leurs travaux rencontrèrent une forte opposition. Alliés naturels des tenants de la science régionale, ils unirent leurs forces à ceux-ci, et, pendant un certain temps, il fut plus habituel pour eux de diffuser leur travail dans les publications et les conférences de l'Association de la Science Régionale que dans le cadre de la profession géographique. L'existence d'un mouvement de science régionale florissant permit aux pionniers de l'École de Washington et aux géographes d'autres universités (notamment celles de Northwestern et d'Iowa), qui les rejoignaient en nombre croissant, d'accéder à un degré de reconnaissance universitaire qui leur aurait sinon peut-être échappé (ce qui aurait eu des conséquences incalculables pour le devenir de la discipline géographique dans son ensemble). Dans les faits, au début des années 1960, la science régionale et la géographie économique (sous la forme de l'analyse spatiale quantitative) devenaient plus ou moins impossibles à différencier.* » (Benko, 2008 : 35)

[24] Le DIE est aisément localisable dans la constellation intellectuelle, idéologique et politique qui quadrille l'émergence puis l'ancrage de « l'ère du développement » de l'après-guerre jusque dans les années 1970. Sa fondation par le gouvernement ouest allemand est selon son histoire officielle le fruit du conseil du gouverneur militaire américain dans l'Allemagne de l'Ouest occupée, le Général Lucius Clay. Il s'agissait, afin de réaliser les idéaux stratégiques du camp occidental, de former des professionnelles du développement. L'institut, auquel le Ministère allemand du Développement (GMZ) déléguera le travail d'expertise dans les questions de développement, agira comme un think tank international sur ces questions. Pour le gouvernement allemand, l'intérêt d'un développement d'une coopération avec les pays en développement ayant choisi la posture du non-alignement tient dans la problématique brulante de la reconnaissance du statut de Berlin et du gouvernement est allemand ; il s'agit aussi, bien entendu, de favoriser les relations commerciales entre l'Ouest Allemand et les pays en voie de développement (Van Bilzen, 2015 : 167)

[25] Voir la présentation de l'institut qui en est faite sur sa page web : http://www.die-gdi.de/en/50-years/

[26] En plus du Kenya, Waller a pu effectuer des recherches en Afghanistan, au Pérou, en Zambie, Tanzanie, Venezuela ou encore Madagascar, mais aussi sur les Etats-Unis ou l'approvisionnement en pétrole de l'Allemagne de l'Ouest.

(*United Nations Research and Training Program in Regional Development*), chargé d'une mission au Venezuela sur le développement régional (Obudho et Waller, 1976 : 293).

« Pôles de croissance », « diffusion », facultés nord-américaines, Venezuela : Waller est au centre des débats et des lieux iconiques qui balisent le champ des sciences régionales et son imaginaire spatial diffusionniste et modernisateur. Son travail sur Kisumu porte largement ces questionnements scientifiques : c'est une contribution à la spatialisation des concepts économiques de François Perroux, dans le sillage de Jacques Boudeville, largement cité dans son travail. Il se positionne également par rapport au cas d'étude iconique de John Friedman concernant le Venezuela[27], abondement cité, et auquel il reprend les concepts et la terminologie analytique (voir infra). Au niveau institutionnel, le travail de Waller sur l'ouest kényan est ancré dans les activités de la coopération bilatérale ouest-allemande. En tant que chercheur pour le DIE, il dirige le travail de terrain de trois mois au Kenya de cinq étudiants de l'une des toutes premières promotions de l'institut (1966). L'équipe travaille alors en étroite collaboration avec une série d'acteurs dont l'analyse des relations[28] esquisse l'environnement politique pluriel dans lequel sont conçues et pensées les politiques de développement. Dans cet environnement sont reliés divers acteurs, plus ou moins extérieurs au système politique kényan. On trouve les expatriés des cercles diplomatiques d'ambassade (notamment l'attaché économique de l'ambassade allemande, qui fournit l'essentiel des contacts locaux), des citoyens britanniques alors tout juste passés du statut d'administrateur coloniaux à celui d'expatriés et œuvrant en tant qu'experts dans les services administratifs des ministères de la nouvelle nation kényane[29] et une nouvelle technocratie « africanisée », œuvrant dans ces même ministères (comme Duncan Ndegwa qui occupe une position de choix dans les remerciements)[30] et dans l'administration territoriale déconcentrée héritière de la machine administrative de contrôle coloniale.

[27] Selon Robert Gwynne (2009), le travail de Friedmann (1966) sur les politiques d'aménagement au Venezuela dans les années « fourni toujours l'exemple empirique classique sur le développement régional dans le cadre de la modernisation (le Venezuela était vu comme expérimentant un *take-off* rostovien à cette époque). Les ressource massives de pétrole du pays étaient dirigées dans le pôle de croissance de Ciudad Guayana, une nouvelle ville construite d'acier et d'aluminium dans l'est du pays « sous-développé » » (Gwynne, 2009 : 165)

[28] Cette analyse des relations a été faite à partir des métadonnées (remerciements, sources, références, biographies) disponibles dans plusieurs publications qui prennent pour base ce travail entrepris par Waller et son équipe : d'une part la publication de 1976 pour laquelle il collabore avec Robert Obudho (*Periodic Markets, Urbanization, and Regional Planning, A Case Study from Western Kenya*, Greenwood Press, Westport) et d'autre part une publication antérieure du DIE (1968), en allemand (*Grundzüge der Raumplanung in der Region Kisumu (Kenia)*, Hessling, Berlin)

[29] Comme M. Lock, alors *Town Planning Adviser* au ministère kenyan des *Lands and Settlement*, ou M. Carvalho, alors directeur du *Regional Planning Department* au sein de ce même ministère, tous deux anciens fonctionnaires de l'administration coloniale.

[30] Dans les remerciements est cité de manière intéressante l'un des plus éminents représentant d'une dynastie de technocrates kényans, Duncan Ndegwa, de la famille Ndegwa, remercié par les auteurs en tant « *Permanent Secretary* » du *President Office*, un poste clef dans les mécaniques institutionnelle et patrimoniales croisées du

Robert Obudho

Robert Obudho, premier auteur de l'ouvrage qui nous intéresse, *Periodic Markets, Urbanization, and Regional Planning, A Case Study from Western Kenya*, est un citoyen kényan. Son investissement uiversitaire était destiné à nourrir les rangs de la technocratie de l'Etat kényan chargée de mener la dynamique modernisatrice de la construction nationale. Mais son parcours sera plutôt académique et, pendant un temps, assez éloigné des institutions locales du développement kényan, tout en les influençant largement. Le parcours de Robert Obudho s'ancre dans les mêmes espaces institutionnels et intellectuels américains que ceux où ont évolué Soja et en moindre mesure Waller. Il s'insère de même dans la géopolitique idéologique de la guerre froide et exemplifie une influence américaine directe sur la formation des élites kényanes amenées à mettre en œuvre le paradigme du développement et le processus de construction nationale. Robert Obudho, un Luo originaire de South Nyanza[31] a pu bénéficier du programme communément connu sous le nom d'« *airlift* », soit un programme de bourses d'études allouées dans les années 1950 et 1960 autour du patronage de Tom Mboya, bien introduit à la Kennedy Foundation et au State Department du gouvernement américain (Branch, 2011 : 38). Il s'agissait alors de palier aux insuffisances de personnels kényans qualifiés pour mener à bien le projet politique et national développemental de l'indépendance, dans une voie qui ne soit pas contradictoire avec les intérêts atlantistes. Dans la « *Kenyan's Cold War* » (Branch, 2011 : 36-41), Obudho se situe donc – tout comme Waller – du côté atlantiste des grandes divisions politiques qui participent à la structuration du champ politique national dans les cinq premières années de l'indépendance[32]. Etudiant à l'Université de Nairobi (où il obtient un *diploma in Education*), il bénéficie en 1961 d'une bourse d'étude, avec le soutien direct de Mboya, qui le mène à poursuivre ses études à la State University of New-York (SUNY, Cobleskill College puis le site d'Albany). C'est aux Etats-Unis qu'il découvre la géographie et qu'il s'y spécialise, dans un environnement intellectuel qu'on peut supposer proche de la « *New Geography* ». Dès son master, ses premières recherches portent sur l'analyse du système des lieux centraux dans l'ouest kényan, étude qu'il poursuit par un doctorat commencé en 1968 à la Rutgers

pouvoir au Kenya. Eduqué à la Saint-Andrews University en Ecosse, ancien statisticien de Royal High Commission in East Africa, il sera l'un des artisans les plus importants de l'africanisation de la fonction publique et de son développement, notamment par la mise en œuvre effective de l'absorption des compétences fructifiées à l'étranger par les participants au fameux « airlift ». Il sera plus tard le tout premier gouverneur de la Central Bank of Kenya. Cette courte présentation du parcours biographique de Duncan Ndegwa montre à quel point les secteurs de l'aide au développement et de la planification du développement trouvent des soutiens et des interlocuteurs dans les plus hautes sphères de la nation kényane nouvellement indépendante.

[31] Notons au passage l'intérêt possible de l'« origine » luo de Obudho dans une forme de géopolitique luo : le sud de la région du Nyanza est souvent perçu dans une opposition avec l'espace de peuplement luo plus septentrional. Cette opposition rejoint l'opposition Mboya / Odinga.

[32] Daniel Branch résume parfaitement les liens entre guerre froide et débat politique kényan : « *these international connections provided Kenyans with a language and funds to pursue their intense debate in the wake of independence* » (2011 : 36)

University. Sa thèse, soutenue en 1974, a été dirigée par le Professeur Georges W. Carey, un spécialiste de la modélisation mathématique des systèmes écologiques urbains. Obudho s'insère ainsi dans la jonction scientifiquement productive (et institutionnellement payante) entre « *New Geography* » et sciences régionales. Intitulée « *Development of Urbanization in Kenya : A Spatial Analysis and Implication for Regional Development Strategy* », la thèse d'Obudho, basée sur les théories de Christaller, présente l'histoire de l'urbanisation au Kenya comme celle du développement de « *deux sous-systèmes de lieux centraux* ».

La carrière d'Obudho sera américaine jusqu'à assez très tard, et non exclusivement académique (Harper, 2005 : 108). Au lieu de rentrer au Kenya, il enseigne à la Rutgers University jusqu'en 1982, tout en étant «*planning analyst* » pour la multinationale pharmaceutique Johnson & Johnson. Il enseigne ensuite dans diverses universités américaines (Vassar College, SUNY Albany, Saint Rose) puis rentre au Kenya en 1985 pour devenir *Lecturer* à l'Université de Nairobi où il continue sa carrière jusqu'à maintenant[33]. Sa carrière universitaire américaine a été le moment d'une intense activité éditoriale, dont le fil rouge est la tentative d'ancrage des situations et contextes africains dans les sciences régionales[34].

Ses liens institutionnels avec les sphères de l'action publique sont plus distendus et se concentrent lors de sa période américaine, lorsqu'il participait aux groupes d'experts sur l'urbanisation et le logement réunis par l'ONU (Obudho et Waller, 1976 : 291). Tout comme Waller, Obudho est donc l'un des (nombreux) acteurs de la diffusion des approches spatiales et aménagistes au sein des institutions internationales[35] (McNulty et Horton, 1979 : 4), concrétisant l'implication des géographes dans le processus décisionnel de la planification du développement. Il s'agissait alors de mettre en avant « *les outils de la théorie des pôles de croissance, de l'économie des localisations, des modèles de réseau de transport et de la prévision économique* » et plus généralement « *le rôle pratique des géographes-aménageurs qui commençaient alors à voyager dans les circuits globaux des conseillers et consultants gouvernementaux jusque-là monopolisés par les économistes et les ingénieurs* » (Soja, 1979 :

[33] Il devient Professeur à l'Université de Nairobi en 2000, où il dirigera aussi le Regional Reserch Center.

[34] Obudho est un acteur important de l'espace éditorial portant sur l'urbanisation et l'aménagement des espaces africains, notamment à travers la codirection de deux ouvrages avec l'égyptien Salah El-Shaks, *Urbanization, National Development and Regional Planning in Africa*, en 1974, et *Development of Urban Systems in Africa* en 1979. La même année, il publie en codirection avec David Taylor (professeur à la Carleton University, Canada, ayant aussi travaillé en tant qu' «*education officer* » pour le gouvernement kényan) un ouvrage sur le Kenya, *The Spatial Structure of Development*, dans lequel est notamment publié le stimulant aggiornamento d'Edward Soja, le ralliant à la sphère de la critique marxiste urbaine (« Geography of Modernization : a Radical Reappraisal »). Cette intégration des espaces africains dans le champ des études urbaines et régionales passe aussi par l'export sur le continent d'un certain nombre de méthodes qui se développent alors dans la discipline ; il publie dans ce sens, toujours avec D. Taylor un ouvrage sur l'apport de l'informatique alors balbutiante dans le processus de développement (*Computers and Africa problems, Prospects and Potentialities*, Praeger, 1976).

[35] L'intérêt presque continu de l'ONU pour les questions d'aménagement spatial des pays en développement se manifeste dans les années 1960 et 1970 avec la publication de deux ouvrages, fruits des travaux d'expertises et de recherches, dirigés et commissionnés par l'ONU

30-31). Regardons de plus près le contenu de l'ouvrage, c'est-à-dire la nature de ce conseil scientifique au politique. Nous nous demanderons ensuite en quoi cette forme de recherche action prospective a pu influencer la technocratie kényane.

1.2.1.2. Le contenu de l'ouvrage : Kisumu comme pôle de croissance

L'ouvrage *Periodic Markets, Urbanization, and Regional Planning, A Case Study from Western Kenya* peut être vu comme une présentation synthétique de l'espace intellectuel et idéologique qui caractérise les sciences régionales. S'y développe une volonté de rationalisation de l'espace ancrée dans des méthodes de quantification et imprégnée par l'idée que la puissance publique nationale, guidée par l'éclairage de la science, peut aider les décideurs à dessiner les meilleurs plans et à faire les meilleurs choix pour une diffusion spatiale optimale des forces de modernisation (Obudho et Waller, 1976 : 127) : « *L'aménagement régional doit être une part essentielle de la planification du développement et doit permettre à l'Etat d'atteindre une structure spatiale optimale* ». Selon le paradigme sur lequel se fonde l'idée de développement, le progrès se mesure en terme quantitatifs, par la croissance de la production organisée de manière technocratique : « *La croissance économique générale est l'objectif premier de la planification du développement* […] *la croissance maximum ne peut être réalisée qu'au niveau de l'Etat et ne peut être laissée au principe du* laissez-faire*.* » Le rôle de l'*urban planner* est alors de proposer une ingénierie spatiale qui puisse maximiser la production dans les frontières des agrégats nationaux, en prenant en compte la problématique de l'inégale répartition de la croissance économique dans l'espace et celle de l'inégale avancée dans l'espace des stades rostoviens de la modernisation :

> Un phénomène typique de beaucoup de pays en développement est la concentration de la croissance dans certaines zones alors que la plus grande partie du pays n'atteint même pas le niveau du « take-off »[36]. Des ressources importantes sont inutilisées et aucune tentative n'est entreprise pour atteindre la croissance générale maximum. La maximisation de la croissance régionale est l'objectif primordial de l'aménagement régionale dans les pays en voie développement. (Obudho et Waller, 1976 : 129)

Et, comme la croissance économique (selon les mots de Perroux cités par Waller) « *n'apparait pas partout à la fois ; […] elle se manifeste en des points ou pôles de croissance avec des intensités variables* », une des taches du développement est de conserver l'intégrité et la cohérence politique du cadre spatial normatif dans lequel il se déroule de manière presqu'autonome – à savoir le cadre national (dans un souci national équivalent à celui que développe Soja) :

[36] Dans une reférence transparente aux cinq stades du développement de Rostow, le « take-off », ou décollage, consistent en *« la période pendant laquelle la société finit par renverser les obstacles et les barrages qui s'opposaient à sa croissance régulière […] La croissance devient la fonction normale de l'économie. Les intérêts composés s'intègrent dans les coutumes et dans la structure même des institutions* » (Rostow, 1963 : 18-19).

> La capacité de minimiser les tensions politiques entre les diverses régions de ces jeunes nations est d'une importance décisive dans le processus de développement. Des tensions de ce genre ont souvent leurs origines dans les stades de développement qui se manifestent par des disparités de revenus entre différentes régions. Le but de l'aménagement régional est de garder ces disparités dans certaines limites et de faire tout son possible pour se diriger vers une égalisation à long terme du niveau de développement dans toutes les régions. Les deux objectifs principaux, la maximalisation du revenu national et la minimisation des divergences régionales sont incompatibles et constituent une antinomie du développement régional. Ce conflit ne peut être résolu qu'en acceptant une contrainte : tandis que la maximalisation du revenu national reste un but moteur, l'inégale distribution des revenus dans les diverses régions doit dans le même temps être contenue dans des marges acceptables. (Obudho et Waller, 1976 : 129)

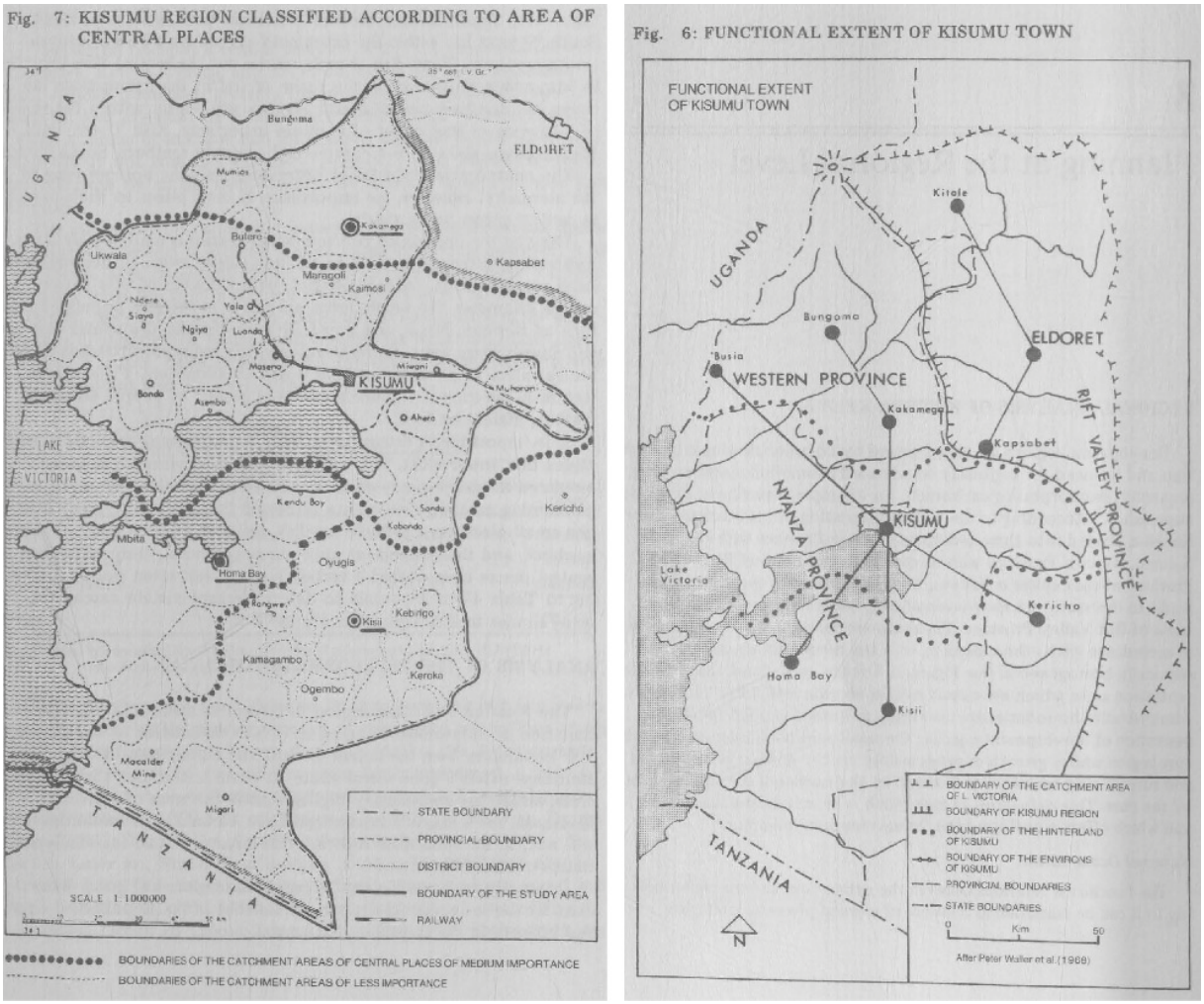
Le souci de l'équilibre national est donc central dans l'aménagement spatial, pour des raisons autant politiques qu'économiques. La solution à l'antinomie entre polarisation économique intra-nationale et équilibre national macro-économique et politique se trouve pour Waller dans une politique de « concentration sélective » : « *un développement systématique de toute la zone en créant successivement de nouveaux pôles de croissance* » (Obudho et Waller, 1976 :130).

Kisumu et sa région se trouvent dans une position privilégiée au sein d'une stratégie de croissance et d'équilibre macroéconomique et politique de la nouvelle nation kényane. Elle constitue un centre alternatif – une « *région noyau national alternative* » dans le langage friedmannien qu'utilise Waller – à la primatie de Nairobi, où se concentrent des dynamiques d'accumulation. Le choix de promouvoir la centralité de Kisumu s'explique en premier lieu par sa position géographique au sein d'un bassin de population parmi les plus dense d'Afrique (et donc d'un vaste marché), ouverte sur l'Afrique de l'Est, intégrée par les voies de communications modernes aux « *deux autres pôles de croissance déjà existants* », Nairobi et Mombasa (Obudho et Waller, 1976 : 143). La stratégie de concentration sélective rejoue de manière tautologique le « *spatial fix* » (Harvey, 1981 ; 2001) hérité de l'armature spatiale coloniale (voir chapitre 1). La région de Kisumu offre aussi des perspectives d'exportations agricoles non ou peu développées : coton, café, thé, canne à sucre (Obudho et Waller, 1976 : 206). Encore une fois, ce sont des perspectives de développement pour les paysanneries africaines qui avaient été largement amorcées dans la phase de la « seconde occupation coloniale ». En dernière instance, c'est l'incomplétude de ces fonctions « modernes », facteur d'inégalité et de divergence régionale qui légitime l'intervention et la sélection. Les deux autres pôles (Nairobi et Mombasa) paraissent plus avancés dans les stades de développement, du fait de leur intégration plus avancée dans l'économie coloniale. Il en résulte un déséquilibre de la structure spatiale du développement qu'il faut contrebalancer par une intervention dans l'Ouest Kényan, pour atteindre une forme d'harmonie nationale. Il en résulte surtout des écarts de revenus – tout spécialement avec une autre *« région purement*

africaine », à savoir la Central Province – qui « *[mettent] en danger […] la stabilité politique et sociale de tout le pays* » (Obudho et Waller, 1976 :139) : c'est ici l'antagonisme Kikuyu-Luo, qui s'est ancré dans la période coloniale, qui est évoqué sans être nommé.

La région de l'Ouest kényan, priorité de l'action aménageuse, est démarquée à l'aide des concepts de la géographie économique et des sciences régionales. Elle est définie par le rayonnement fonctionnel de son « *lieu central de plus haut niveau* », référence à la hiérarchie christalerienne, à savoir la municipalité de Kisumu (Obudho et Waller, 1976 : 149). Une division fonctionnelle de la région en fonction des différents lieux centraux qui la compose est aussi proposée (Figure 16), pour dépasser le maillage administratif hérité de la colonisation. Cette délimitation dépasse les frontières des provinces conçues dans une homogénéité ethnique et divise les districts administratifs. La définition fonctionnelle d'une stratégie de planification pour la région passe par la collecte et l'analyse de toute une série de données.

Figure 16 : Carte de la hiérarchie des lieux centraux et polarisation dans la région de Kisumu



Source : Periodic markets, urbanization, and regional planning: a case study from Western Kenya, Obudho et Waller, 1974

En premier lieu, sont analysés les réseaux de transports internationaux, la physionomie des échanges inter et intrarégionaux et les activités du « secteur moderne », principalement logistiques, qui animent l'économie régionale afin d'évaluer l'intégration et le potentiel de développement de la région. Est ensuite analysée la capacité agricole, pour évaluer le développement potentiel des exportations régionales et des industries de transformation. La structure démographique et migratoire est disséquée, les mouvements migratoires intrarégionaux mis en cartes, la composition raciale et ethnique ainsi que le niveau d'éducation analysés. Enfin, ce sont les dynamiques industrielles régionales qui sont étudiées, et leur potentiel de développement mis en perspective.

Selon ces différents critères, différents espace sont définis et classés dans l'ouest kényan en fonction de la typologie utilisée par Friedmann (1966) dans son étude de cas sur le Venezuela : entre « *core-region* », « *upward transitional area* » et « *downward transitional area* ». La seule « *core region* » identifiée, qui doit entrainer le processus de développement à l'échelle de la région fonctionnelle, est nommée de manière très intéressante : « *Metropolitan Kisumu* ». Le rôle de Kisumu dans la construction spatiale de l'Etat kényan à plusieurs niveaux scalaire est appréhendé par l'utilisation d'un vocable métropolitain, non sans rappeler les « métropoles d'équilibre » françaises. Ce « *metropolitan Kisumu* » vient dépasser les frontières étriquées de la municipalité coloniale (soit le *township*) pour inclure « *les* locations *de Kisumu et Kajulu, et les zones occidentales de la plaine de Kano* » (Obudho et Waller, 1976 : 193). Il s'agit d'une formulation très proche du dessin des frontières municipales étendues de 1972 (*Cf.* chapitre 3). Le développement de l'ensemble de la région passe essentiellement par une politique industrielle, qui doit pour les auteurs se focaliser sur la « *core-region* ». Envisageant plusieurs scénarios de stratégies spatiales de développement[37], « *la concentration de l'avancement sur la municipalité de Kisumu et ses éventuels développements en pôle de croissance aussi bien régional que national* » est finalement choisie comme la seule possible et souhaitable (Obudho et Waller, 1976 : 199). Cette politique de concentration, en plus d'être vue comme la moins couteuse, doit permettre de se libérer des forces spatiales qui viennent contrebalancer la polarisation. On rejoint ici le « *trickle-down effect* » dont a parlé Hirschman, le « *spread effect* » de Myrdal – deux références centrales citées par Waller – ou encore les « *feedback effects* » de Friedmann. Tous ces concepts partagent, selon des mécanismes différents, une approche diffusionniste du développement, de l'innovation et de la croissance (Sharma, 2000 : 3-6). Le centre, le cœur ou le pôle de croissance entraine sa région dans la cumulativité de la croissance et produit à terme l'égalisation des conditions du développement dans la zone qu'il polarise. A travers les

[37] Dont la promotion de plusieurs pôles de croissance dans la région, et une promotion simultanée de l'ensemble de la région (Obudho et Waller, 1976 : 199)

nouvelles interactions entre villes et campagnes que cette stratégie doit produire, notamment à travers la polarisation migratoire des différentes campagnes ethniques par la « *core-region* » du *metropolitan Kisumu*, la politique de concentration *« devrait permettre un fort mélange des groupes ethniques de la région* [qui constituerait] *une contribution utile à l'objectif politique de créer un états unifié qui ne prend pas en compte les différences ethniques* » (Obudho et Waller, 1976 : 202).

Les thèmes, centraux dans l'ouvrage de Waller et Obudho, de l'harmonie et de l'équilibre territorial national, de la stratégie de régulation de l'Etat à l'échelle nationale, de la redistribution par diffusion des effets de la croissance économique et du (re)façonnement conséquent de l'armature et la hiérarchie urbaine présentent des similitudes fortes avec les politiques publiques d'aménagement spatial alors appliquées en Europe de l'Ouest icarnant un « keynésianisme spatial » (Brenner, 2004 : 130) - tels les « métropoles d'équilibre » des années 1960 et 1970 en France (Robic, 1989).

1.2.2. L'influence des sciences régionales sur les politiques d'aménagement spatial kényanes

Les idées, travaux et conseils des deux géographes-aménagistes, évoluant dans des environnements transnationaux (instituts de développement, institutions internationales, coopération bilatérales), ont eu une influence sur la production des politiques d'aménagement spatial par l'autorité ministérielle, directement en prise avec la planification de l'espace national. Les *Physical Planning Department* et le *Town planning Department* du *Ministry of Land and Settlement*, en charge de ces questions jusqu'au milieu des années 1980 (Evans, 1989 : 262), ont intégré les deux axes structurants des travaux de Waller et Obudho dans leur réflexion sur l'aménagement : la théorie des lieux centraux et des pôles de croissance, qui s'affirment comme les référents théoriques de bases de la réflexion ministérielle sur l'aménagement spatial jusque dans les années 1980.

Il faut également souligner le rôle de la coopération allemande dans l'appropriation de la philosophie et des méthodes de l'aménagement régional. Robert Obudho affirme dans ce sens, avec un regard rétrospectif sur les politiques d'aménagement au Kenya :

> La référence [benchmark] pour la première tentative d'importer les techniques de l'aménagement régional pour porter le développement du Kenya a été promu par le Deutsches Institut für Entwicklungspolitik […]. En conséquence de son étude sur l'Ouest Kényan, le gouvernement kényan a orienté le *Town Planning Department* du *Ministry of Lands and Setllements* à se concerter avec le *Ministry of Economic Planning and Development* pour

> développer une stratégie d'aménagement régional […]. Depuis, des plans régionaux sont préparés pour toutes les régions du Kenya. (Obudho, 1997 : 167)[38]

L'étude sur la région de Kisumu – fruit de la coopération bilatérale ouest-allemande dans les enjeux globalisés de la guerre froide – est donc un travail pionnier qui a largement participé de la diffusion d'une rationalité et un outillage intellectuel standard (et internationalisé) de l'aménagement régional. Le plan de la région de Kisumu est en effet le premier à être élaboré par le *Department of Physical Planning*. Il est décomposé en deux éléments : un *Short Term Physical Development Plan (1969-1974)* et un *Long Term Physical Development Plan* qui, de manière très large, prend comme horizon temporel « *la fin du siècle* » et fait une projection de population pour *« l'aire urbaine* » de 500 000 habitants. Le plan se réfère largement aux rapports écrits par l'équipe d'expert et d'étudiants allemands. Il met en œuvre les grandes trames théoriques préconisées par la méthodologie de Waller et son équipe (notamment dans la production de données statistiques) : des choix aussi structurants sur l'aménagement urbain de la région que l'extension des frontières municipales (chapitre 3) – tout autant la logique que la forme que prendra cette extension – semblent avoir pris source dans ces préconisations : « *Kanyakwar, Manyatta et Nyalenda sublocations, qui se situent à la bordure des présentes frontières de la ville* [town], *doivent être considérées comme des parties intégrantes de la ville* […]. *La ville existante restera le cœur de l'aire urbaine. L'extension doit avoir lieu vers l'extérieur, dans deux directions*, *avec l'établissement d'une succession de quartiers résidentiels […] et dernièrement, de zones industrielles* » (*Ministry of Land and Settlements*, 1969). Cette extension, qui sera finalement appliquée après les travaux de la Ogutu Commission (1968-1972), est censée offrir le cadre spatial, administratif et politique du « *Metropolitan Kisumu* » cette « région-cœur », pôle de croissance régional chargé d'équilibrer la hiérarchie urbaine nationale.

Ces propositions de planification physique ne se comprennent que dans une philosophie aménagiste plus large. Et l'influence allemande sur la structuration des pratiques technocratiques des départements des ministères en charge de l'aménagement urbain et régional est plus globale. Elle est aussi lisible dans la manière dont les instances de la coopération bilatérale ouest allemande participent à la mise en visibilité des pratiques adoptées par le gouvernement kényan dans les sphères de l'expertise internationale. Ainsi, en 1969, grâce au financement de la « *German Foundation for Developing Countries* »[39], Mario

[38] Obudho ayant travaillé avec Waller sur la publication que nous avons évoquée, il pourrait être taxé de partialité dans la présentation d'une généalogie des influences dans la définition des politiques d'aménagement au Kenya, surestimant le rôle de ses propres cercles professionnels et académiques. Mais Obudho n'a pas directement travaillé avec l'équipe de Waller, qui a récolté ses données et écrit ses rapports dans un moment où Obudho était aux Etats-Unis, et son approche généalogique est assez sérieuse et pour que nous la validions.

[39] Ou *Deutsche Stifung für Entwicklungslandër*. Créée en 1959 et supportée par nombre d'Etats-Régions allemands (*Landern*). Cette fondation participe au positionnement diplomatique du gouvernement ouest-

Carvalho, premier directeur du *Physical Planning Department*, présentera les travaux de son département lors d'une session du *United Nations Economic and Social Council* à Addis Abeba portant sur « *les problèmes techniques et sociaux de l'urbanisation en Afrique* »[40] (Carvalho, 1969 : 232). Dans son texte sont largement visibles les prémisses théoriques, méthodologiques et idéologiques qui animent le département technique juste après sa naissance, dans une concordance avec le paysage intellectuel qui anime tout autant les sphères scientifiques que l'action aménagiste dans le monde. Voici les objectifs du département, très imprégnés du langage des sciences régionales :

> a) fournir un cadre dans lequel le développement physique nécessaire autant pour la croissance économique interne et externe (sic) doit être encouragé ; b) créer des centres clefs qui ont le potentiel de développement nécessaire basés sur un modèle hiérarchique et la distribution de pôles de croissance *[growth center*] ; c) développer un programme de travaux d'infrastructures en indiquant les zones et les types de services qui doivent recevoir l'allocation de fonds […]. La méthodologie adoptée pour déterminer la taille, l'espacement et la structure fonctionnelle de ces centres de services et leurs aires de chalandise a été basée sur la théorie des lieux centraux. Un point saillant de cette théorie est qu'une hiérarchie de lieux centraux avec des aires de services individuelles hexagonales forme un treillage hexagonal sur l'espace (Carvalho, 1969 : 233)

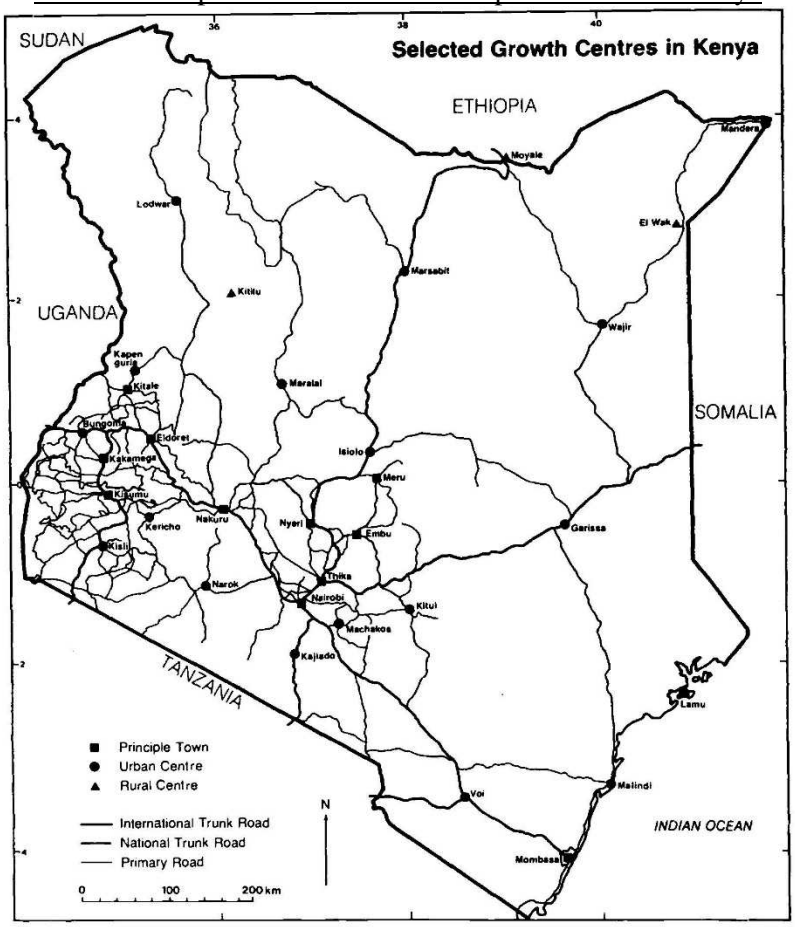
Malgré les débats qui agitent le champ des sciences régionales concernant l'universalisation possible de la théorie des pôles de croissance (Santos, 1974) et la montée en puissance des critiques universitaires « dépendentistes » et néomarxistes qui voient dans le paradigme de l'aménagement urbain kényan la reproduction des spatialités de l'économie politique coloniale en dépit de la volonté affichée de la dépasser (Soja, 1979 ; Taylor, 1979), les différents plans de développement élaborés par le *Department of Physical Planning* (1969, 1974, 1979, 1984 et un présentation plus théorique de 1978) restent animés par une même unité paradigmatique qui fait de la théorie des pôles de croissance et celle de la hiérarchie des lieux centraux l'alpha et l'oméga des politiques d'aménagement spatial (Evans, 1989 : 262)[41].

allemand en faveur des pays en développement dans la géopolitique de la guerre froide (Van Blitzen, 2015 : 167).

[40] Notons que cette présentation de Carvalho sera publiée dans la fameuse revue internationale, *Ekistics*, fondée et dirigée par l'urbaniste et architecte grec Konstantinos Doxiadis, père de la vision de la ville à la dimension de la Terre, du spectre tout autant libératoire qu'angoissant de la convergence planétaire par l'urbain. De manière intéressante, dans le projet totalisant de science globale de la ville et de la vie de Doxiadis, sorte de synthèse de sciences humaines par la ville (dans un projet sans doute proche de celui de la spatiologie d'Henri Lefebvre), la question de l'aménagement urbain au Kenya côtoie des analyses sur les villes Ouest européennes, indiennes, ouest-africaines ; *etc.* dans un décloisonnement des problématiques urbaines et dans une tentative d'approche globale du phénomène urbain presque « postcoloniale » avant l'heure.

[41] Baptisée « *Designated Service Center Strategy* » dans un document comportant une forte dimension théorique publié par le DPP en 1978 (*Human Settlement in Kenya : A Strategy for Urban and Regional Development*), cette stratégie d'aménagement, tout en gardant sa cohérence paradigmatique, tente au fil des plans d'intégrer plus en avant les thématiques du développement rural qui prédominent ensuite dans les stratégies d'aménagement et de développement mises en place par l'Etat kényan. Pour plus d'informations, voir Evans, 1989.

Carte 29 : les pôles de croissance de la planification au Kenya



Source : Hughes Evans, "National development and rural-urban policy: Past experience and new directions in Kenya", in Urban Studies 26(2), 1989

De manière invariable, Kisumu reste désignée comme le lieu préférentiel d'investissement en infrastructures et comme le lieu d'accueil d'une politique fiscale « d'incitation à l'industrialisation ». La prolifération des « *centres de croissance* » (Carte 29) au fur à mesure de la publication des plans – seuls 9 sont désignés dans le plan de 1969, 33 en 1984 – témoigne des tensions dans les objectifs des politiques d'aménagement entre concentration et dispersion des investissements publics, et d'une volonté de promouvoir des centres positionnés plus bas au sein de la hiérarchie urbaine.

Malgré cela, dans les discours planificateurs, Kisumu est toujours vu comme un centre de premier ordre dont le développement est nécessaire pour contrebalancer le poids dévorants de Nairobi et Mombasa, facteurs déséquilibrant de la structuration harmonieuse de la hiérarchie urbaine selon le modèle christallérien, et faisant pencher l'accumulation des bienfaits de la croissance trop à l'est du pays (Richardson, 1980). Dans l'espace abstrait (Lefebvre, 1974) de la construction nationale planifiée – qu'on pourrait appeler la « surface de la construction nationale » – le développement de Kisumu et sa région est de manière constante présenté comme un enjeu fondamental, qu'il s'agisse de l'équilibre politique de la construction

nationale, de la justice de cette construction ou de son efficience économique. Tour à tour, chercheurs étrangers, experts, technocrates planificateurs, selon des objectifs et des présupposés variables tout en restant proches, ont fait de Kisumu un lieu central dans la promotion d'un forme de keynésianisme spatial à la kényane. Cette permanence de la position centrale de Kisumu dans la « surface de la construction nationale » est largement interrogeable à l'aune des résultats effectifs des politiques de concentration sélective dont Kisumu a pu être l'objet. Dans le pôle de croissance que devait constituer Kisumu se sont développées des manifestations des lignes de failles qui traversent la construction nationale (discours du déclin luo, sentiment d'injustice et de marginalisation, violences politiques, pauvreté, *etc. cf.* chapitre 4). Le « néo » des logiques « néopatrimoniales » de l'Etat, contenu en grande partie dans la circulation internationale du paradigme de la modernisation, s'est fait dépasser par leur aspect patrimonial, surdéterminé quant à lui par les enjeux ethno-régionaux (comme nous l'avons exploré en grande partie dans le chapitre précédent).

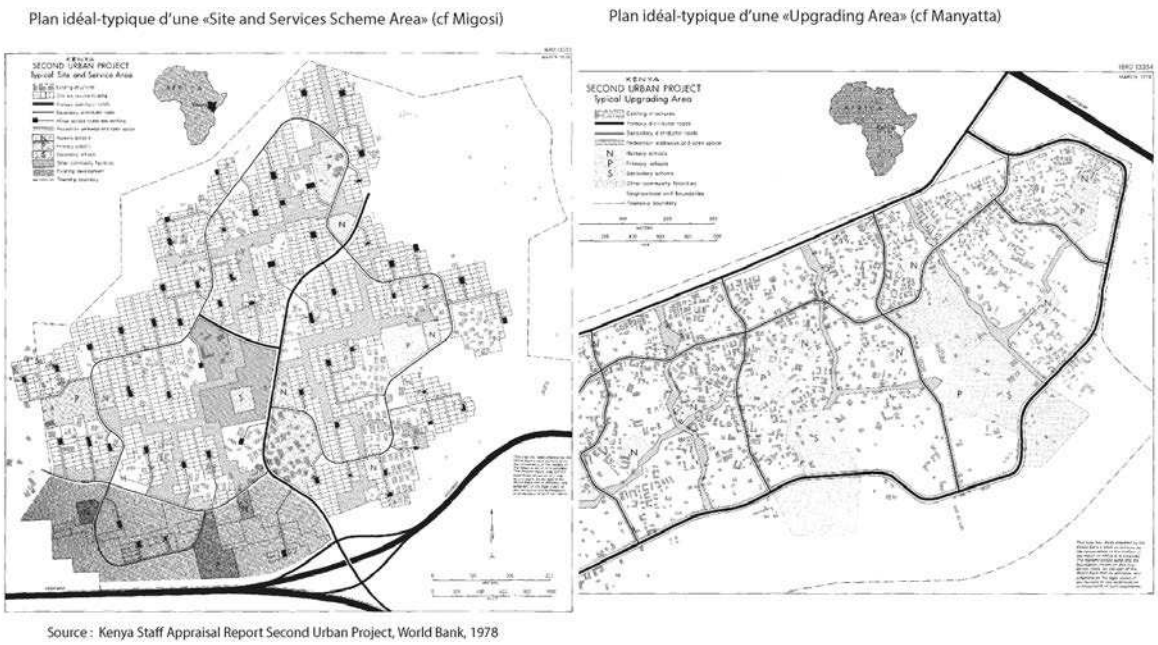
1.2.3. Migosi et la Banque Mondiale

Confinées jusqu'à un certain point à l'abstraction et aux discours, les logiques circulantes de la planification urbaine et régionale au Kenya ont trouvé dans le *Second Urban Project*, initié en 1978, une forme inédite de territorialisation. Ce *Second Urban Project* (le premier ayant simplement touché Nairobi) est une série de prêts de la Banque Mondiale destinés à financer la stratégie des « pôles de croissance »[42]. Il s'intègre dans un mouvement plus large dans le années 1970 qui voit la Banque Mondiale s'investir dans l'aménagement physique des villes africaines, après la faillite des actions sur la ville d'Etats aménageurs nouvellement indépendants (Osmont, 1995 ; 1997 : 48-51). Ce projet est un tronçon de quatre prêts en soutien au secteur urbain au Kenya qui touche alors particulièrement Kisumu : 25 millions de dollars sont consacrés à la ville sur les 50 millions totaux alloués au gouvernement kényan. Nairobi et Mombasa sont aussi concernées par ces prêts, mais les prêts sont principalement dirigés à Kisumu, démontrant la volonté de faire émerger un centre de croissance (« *growth center* ») qui puisse contraindre la bicéphalie de l'armature urbaine kényane. En développant de nouvelles opportunités de logement, le projet est de redistribuer les dynamiques migratoires vers Kisumu. Il s'agit de créer plus de 3000 parcelles assainies (« *serviced sites* ») d'une part selon la vogue des « *sites and services schemes* » promus dans le monde en

[42] Dans un document interne de la Banque Mondiale, on peut lire les contours de la politique d'équilibrage spatial national : « *Government policy is to encourage growth of a number of selected towns of all sizes, from market centers to major secondary cities, partly to divert urban migration from Nairobi and Mombasa, and partly to provide an integrated urban network to support economic growth in all sections of the country.*[…] *One general area will receive the highest concentration of growth inducing efforts: the Western area, centered on cities like Kisumu, Kakamega, Eldoret and Kitale that lie within the most densely settled part of the country, now approaching the limits of agricultural absorption of population.* » *Kenya Staff Appraisal Report Second Urban Project*, World Bank, 1978, p.1.

développement par la Banque Mondiale et d'autre part en appliquant une approche plus novatrice de « *settlement upgrading* », l'amélioration *in situ* et « participative » de quartiers précaires par l'import de la logique de la viabilisation au sein d'un quartier déjà existant, alors redéveloppé autour de certains services (écoles, routes, égouts, dispensaires, *etc*.). La première approche classique du *site and services schemes* a été appliquée au quartier de Migosi ; la seconde à Manyatta[43] (Figure 17).

Figure 17 : Idéaux-typiques des approches cousines du *site and services scheme* et du *slum-upgrading* dans le *Second Urban Project*, 1978



Dans les deux cas, le projet vise à amorcer les valeurs foncières, en produisant des titres de propriétés sûrs qui permettent à leurs possesseurs d'adosser le développement de leur parcelle viabilisée sur un prêt. Les propriétaires-constructeurs stabilisés en ville devaient être le cheval de Troie de l'émergence d'un marché immobilier urbain créateur de valeurs foncières pour créer des communautés urbaines stables, ancrées et attractives (Baker, 2002 : 352-356)[44]. Le *Second Urban Project* voulait donner un ordre à la ville ; il se proposait de réaliser, grâce à la participation financière et au soutien de la Banque Mondiale, une petite partie du quadrillage

[43] Voir *Kenya Staff Appraisal Report, Second Urban Project*, World Bank, 1978

[44] A propos des présupposes et objectifs qui informent le Second Urban Project, dans cette idée de pacification sociale par l'introduction des logiques de marché dans le programme de *settlement upgrading :* "I*mplicit in the project's structure was the assumption that owner occupiers, in addition to being less susceptible to subversive political sentiments, would thus come to make rational decisions about their homes (as places of residence) that would correspond with their interest in houses as market-based investments. Residents, as investors, would ostensibly recognize their interest in accumulating value in their homes as exchangeable tracts o f real estate, and thus share in the urban vision that prioritized infrastructure as the community's organizational feature. In theory, residents would become part of the development dynamic. In addition to benefiting from the new services and potential job creation, they would enjoy security of tenure and new mortgage capacities by virtue of holding title. Project advocates thus proposed that "through careful planning" they would "transform this squatter settlement into a viable community*." (Baker, 2002 : 356)

urbain auquel avait rêvé le *Department of Physical Planning* du *Ministry of Land* lors du dessin du *Long Term Structure Plan* (voir chapitre 4).

Marta Baker a dans sa thèse étudié le *settlement upgrading* du quartier de Manyatta et la masse des incompréhensions qui a accompagné sa définition et son application. Si en théorie le projet voulait « *transformer un quartier de squatters en une communauté viable* », il a en pratique, selon Baker, « *transformer ce qui était autrefois une communauté viable en un quartier de squatters* » (Baker, 2002 : 356). Le projet, mené par des experts kényans en dialogue fréquent avec la Banque Mondiale, est comme une surcouche spatiale s'appliquant sur un territoire qui, malgré la foule d'enquêtes socio-économiques, lui échappe : « *le quartier a été redessiné comme un palimpseste, dans lequel l'image fantomatique de l'ancien quartier était à peine discernable […]. Le projet apparait avoir été dirigé dans le but de refaçonner la zone en un idéal prédéfini de ce qui est urbain, plutôt que de confronter les nombreuses manières dont elle l'était déjà* » (357). La figure statique de la zone que dressent les enquêtes préalables gèle les processus fonciers complexes qui façonnent le sens de la communauté basé sur un codage historique et culturel luo de l'espace urbain. Les compensations sont calculées par les surfaces impactées par les nouveaux développements et ne prennent pas en compte arbres et tombes, ni la cohérence d'une *dala* parfois coupée en son sein par une route. Le projet, moulé dans des représentations historiques du développement urbain, où « *les infrastructures urbaines et les dynamiques du marché immobilier sont devenues des fins en soi* » (Baker, 2002 : 360), contraint donc les usages et les savoirs locaux à la faveur d'un devenir urbain universel présenté comme inéluctable et irréversible. Martha Baker résume ainsi :

> Dans le *Second Urban Project* de Kisumu, l'Etat et des forces locales et internationales se sont combinées pour ébranler les processus représentationnels connectés à l'histoire des usages de la terre, cherchant à suspendre une longue histoire d'usages fonciers pour canaliser les énergies sociales dans le sens du développement de « maisons » [*houses*] en tant que marchandises, une valeur qui irait ostensiblement remplacer les attributs socio-culturels par lesquels les résidents les constituaient en tant que « maisons » [*homes*] […]. Dans cette approche, la valeur des parcelles urbaines était moins déterminées par la capacité des usages fonciers à soutenir des relations sociales (qui auraient été perturbées par le retrait des tombes et l'introduction d'étrangers) que par leur prix et leur valeur d'hypothèque. Le développement, dans ce contexte, impliquait de promouvoir un « urbanisme » anhistorique d'une forme universalisable et modulaire. (Baker, 2002 : 385-386)

La volonté de maximiser la valeur d'échange des terres périurbaines et de changer en conséquence leur valeur d'usage n'a pas suivi les voies linéaires vers la fin urbaine idéale que le projet espérait réaliser. La « sécurité de l'occupation » (*security of tenure*) que devait promouvoir le projet a laissé la place à une grande incertitude foncière pour les anciens résidents du quartier autant que pour les nouveaux acquéreurs (Baker, 2002 : 369-371), source

de conflits fonciers toujours à l'œuvre à Kisumu dans les années 2000. Beaucoup de ces nouveaux acquéreurs, que ce soit dans la zone de l'*upgrading* (Manyatta) ou celle de la création de nouvelles parcelles viabilisées (Migosi), n'ont pas été les petits propriétaires attendus – des constructeurs investis dans la qualité de vie de leur quartier. Le jeu obscur des attributions a largement favorisé des figures de notabilité politiques ; les coûts de recouvrement élevés des prêts ont généralement favorisés l'attribution des parcelles à des petits entrepreneurs immobiliers, si bien que dominent plus que jamais la location et le sous-investissement chronique dans l'entretien des résidences. Aujourd'hui, la visibilité de l'*upgrade* dans le paysage de Manyatta est ainsi quasiment nulle. Les conditions environnementales de Migosi se sont-elles aussi largement dégradées, au point que la différence entre les paysages de Migosi et les paysages des quartiers non planifiés est ténue. Migosi tend à se fondre dans Manyatta (Geissler, 2013 : 554), et son destin physique participe à la formulation des discours de la crise urbaine dans les années 2000[45].

Comme l'affirme Bourmaud, les rêves de planification urbaine sont restés de l'ordre du mythe (1988 : 190). Le *Second Urban Project* constitue à Kisumu l'une des rares territorialisation de ce mythe et de sa capacité à effectivement transformer l'environnement urbain, mais elle reste très loin des effets escomptés. Le projet n'a pas sécrété son espace propre ni n'a participé, comme l'affichait son ambition, à la redistribution de l'urbanisation dans le Kenya postcolonial. Ces rêves de planification ont constitué une série de calques dessinés à différentes échelles par une multitude de mains, celles des technocrates et employés du *Ministry of Lands* et celles d'experts et de chercheurs internationaux de la Banque Mondiale. Dans leur production et leur circulation, ces calques obéissent à des logiques de déterritorialisation. L'espace kényan en général, et la ville de Kisumu en particulier, ont constitué des lieux prétextes pour l'application de théories, de paradigmes, de présupposés, de normes et d'idéaux en circulation. Ainsi Kisumu a pu être projetée et travaillée de manière abstraite dans l'espace international de l'expertise du développement urbain. Généralement, les effets spatiaux de ces calques sur la ville de Kisumu sont restés timides et n'ont pas réalisés leurs promesses. On peut faire l'hypothèse qu'ils ont tout de même participé à la définition du mythe de la modernisation, informé les attentes et aspirations qui ont pu en découler (Ferguson, 1999) et contribuer à la formulation paradoxale d'une nostalgie pour des formes urbaines non complétement advenues (*Cf.* chapitre 4).

[45] Voir à ce propos « *Migosi falls from grace as rent skyrockets* », un article posté sur l'un des sites les plus consulté concernant le marché immobilier à Kisumu : '*Kisumu city's undisputed top middle-class residential district for the last two decades'* […] « *But now it is safe to say that Migosi and its splendor has gone to the dogs, Â thanks to mismanagement and corruption.*" Migosi est situé sur une temporalité de déclin, activant cette image et representation que nous avons déjà analysé de la "gloire passé".

1.3. La fin du plan d'aménagement urbain : Kisumu et le biais urbain ou la dépendance des villes

1.3.1. Urban bias et déclin de la planification urbaine et régionale (les années 1980)

Au vu de ces constatations, on doit noter l'incapacité des formulations discursives, de l'outil du plan de développement, du keynésianisme spatial et de ses déclinaisons à produire leurs effets. Nous avons également vu plus haut et dans un chapitre précédent que les logiques néopatrimoniales et leurs manifestations géographiques, et donc les logiques politiques émiques qui animent l'espace politique kényan, offrent un éclairage différent sur les mécanismes de distribution des ressources dans l'espace national. Au-delà de cette critique externe que nous pouvons formuler *a posteriori*, le champ scientifique internationalisé de l'aménagement urbain a élaboré dans les années 1970 et 1980 une série de critiques face à la dominance et à l'échec des paradigmes modernisateurs qui ont accompagné les politiques d'aménagement régional et urbain. La liste des critiques expliquant la faiblesse des effets des plans spatiaux de développement est longue et diverse, allant d'un simple appel à appliquer réellement les principes canoniques de la planification spatiale (Richardson, 1980), jusqu'à la réfutation marxiste et démystificatrice des volontés planificatrices (Soja, 1979 ; Magubane, 1979), en passant par l'appel à l'adaptation les principes de la science régionale, trop occidentalo-centrée, aux contextes africains (McNulty et Horton, 1979 ; Mabogunje, 1974), voire au développement d'une « théorie urbaine indigène » (Brookfield, 1975 ; Dike, 1979) – sorte de critique postcoloniale avant l'heure,. D'autres critiques viennent noter le caractère dirigiste et « top-down » des plans spatiaux kényans, et alors appellent à un « développement par le bas » des lieux centraux ruraux, alors labélisés « *agro-urban centre* » (Taylor, 1979 ; Obudho, 1984).

Une autre critique nous intéresse ici, en ce qu'elle a directement influencé la réorientation des politiques d'aménagement spatial qui marquent l'économie politique de l'ajustement des années 1980 : celle du « biais urbain » (Lipton, 1977 ; Bates, 1981) qui a prévalu dans les années 1980 au sein des institutions internationales. Son énonciateur, Hugh Emrys Evans, a été expert-conseiller membre au sein d'une équipe du *Harvard Institute for International Development* auprès du *Ministry of Planning and National Development* kényan qui a pris le relais pendant l'ère Moi (1978-2002) de la définition des grandes orientations du développement national. Sa critique a pour but d'accompagner des restructurations nécessaires de l'action étatique sur le développement à partir d'un triple diagnostic : la faible productivité des investissements publics – notamment dans le secteur urbain –, l'augmentation des dépenses publiques et des déficits et l'augmentation de la dette extérieure.

L'action directe sur la ville et le réseau urbain, et plus généralement la pensée aménagiste, sont discréditées pour leur coût, leur inefficacité et leur nature parasitaire. Dans un nouvel environnement technocratique peuplé d'économistes du ministère du développement et des institutions internationales (Evans, 1989 : 262 ; Bourmaud, 1988 : 194-195), les deux préoccupations principales sont de redynamiser une croissance économique ralentie et de réduire, autant que de rationaliser, la dépense publique. L'idée théorique de base n'est plus d'agir directement sur la forme de la structure spatiale et de redistribuer la population et les activités, mais d'agir sur les variables macro-économiques pour maximiser la croissance. La politique urbaine et la forme du système urbain ne sont pas des finalités, ce sont plutôt les « *impacts spatiaux des forces macro-économiques exercent sur la forme et le fonctionnement du système urbain* » (Evans, 1989 : 262) qui sont centraux. Soit une soudaine mise à mort d'une politique directement urbaine, la ville étant vue à travers ce « biais urbain » antiproductif et ponctionnant trop largement le budget national (Fontaine, 1987 : 92). Tout l'effort national doit alors favoriser les campagnes, promouvoir les productions et la croissance des revenus agricoles, ce qui aurait pour *effet* de ralentir l'exode rural et de poser des limites au développement parasitaire des plus grands centres urbains. « *La focale n'est plus sur la forme du système urbain mais sur son fonctionnement en soutien à la production agricole* », sans *a priori* spatial sur la localisation des investissements dans telle ou telle ville (Evans, 1989 : 263). La tentative globale de redessiner « *les termes de l'échange entre ville et campagne* » à la faveur de cette dernière vient légitimer les préconisations dérégulatrices ; les interactions urbain-rural sont analysées par le truchement presqu'unique du marché (Fontaine, 1987 : 98). De manière attendue, la volonté de rationnaliser l'action publique vient promouvoir des politiques de décentralisation. Ainsi, une autonomisation croissante des autorités locales urbaines et de leur politique budgétaire dit-elle pouvoir pallier à une absence de planification urbaine à l'échelle nationale, impliquant néanmoins les ministères centraux dans la définition d'outils de planification pour des villes singulières (comme Kisumu).

Or, au vu de la tendance lourde du pouvoir central à contrôler les marges et les périphéries politiques (Bourmaud, 1988), ces appels à la restructuration de l'Etat trouvent une raison locale qui réoriente l'impératif de la décentralisation vers une pratique de déconcentration. La logique technocratique, désormais antiurbaine et décentralisatrice, qui anime le discours des bailleurs et des tenants de l'ajustement trouve en effet un écho assez puissant dans les restructurations endogène de la physionomie administratives de la décennie 1980. Le développement rural devient plus que jamais le leitmotiv de l'action publique, et doit alors concentrer les ressources gouvernementales raréfiées. Dans une « *tentation technocratique* » (Bourmaud, 1988 : 189-213), l'ensemble de l'action publique est restructurée autour de l'échelon du district (*District Focus for Rural Development*, formalisé dans le Plan de Développement National 1984-1988). Le *District Development Comittee* devient l'organe à

partir duquel s'organisent les demandes des périphéries politiques. Les plans de district s'imposent largement face aux plans d'aménagement physiques urbains. Le *District Officer* s'impose largement face au maire. Et les conséquences sur la gestion des villes sont importantes. Mise à part à Nairobi, où les frontières de l'autorité locale coïncident avec celle d'une *Province*, les frontières administratives des autorités décisionnelles que sont les districts englobent spatialement les municipalités classées au plus haut de la hiérarchie urbaine. La ruralisation des objectifs opérationnels et de l'action de l'Etat, accrue dans les années 1980, ne fait finalement que suivre, tout en les accentuant, les bases rurales de la légitimité traditionnelle de l'Etat kényan (Cf. chapitre 3 et 4). Cette évolution, initiée par une série de légitimations venant des sphères de l'expertise internationale, possède donc des bases politiques endogènes – notamment la réorganisation du système de contrôle et de patronage présidentiel dans le début de la présidence Moi (Bourmaud, 1988 : 189-213 ; Barkan et Chege, 1989). Et logiquement, c'est la planification urbaine, du moins dans la manière dont elle s'est formulée au Kenya depuis l'indépendance, qui est perdante.

Le sort du dernier grand document de planification de Kisumu publié par le *Department of Physical Planning* , le *Kisumu Structure Plan*, est l'illustration du déclin de la planification urbaine au Kenya et de sa forte marginalisation institutionnelle, en plus de sa complète inadéquation avec les logiques populaires de l'urbanisation dans la zone municipale. Il est publié en 1983, soit exactement en même temps que la réforme ruraliste du district. Le document est chargé de définir des conditions physiques de la rationalisation du développement urbain jusqu'en 2013 (soit un plan de développement sur trente ans !), par un zonage des espaces municipaux et une cartographie prospective d'extension des réseaux urbains[46]. Il ne sera pas plus appliqué que l'a été son prédécesseur, le *Long Term Plan* de 1969, qu'il ne fait par ailleurs qu'actualiser.

Au début de notre travail de terrain, en 2009, plus aucun plan d'ampleurs ne concerne le développement urbain de Kisumu et sa région. La planification est définitivement l'apanage de l'échelon administratif du district. Les différents plans de développement du district[47] – qui dépassent tous l'échelon municipal – survolent les enjeux strictement urbains qui façonnent pourtant fortement la réalité de la zone. En effet, en 1979, la municipalité compte pour 32% de la population totale du district, et cette proportion n'évoluera que de manière croissante. En

[46] Fondé sur une hypothèse de croissance urbaine forte et continue, le document se propose dans une approche très classique de la planification physique de répondre aux différents besoins des citadins : « *The population is projected to grow to a metropolis of over 800 000 people by the year 2013 and hence the need for a physical structure to accomodate the immense growth. The projected population will require housing ; employment ; schools ; recreation ; shopping ; water supply ; sewerage ; roads etc. These essential needs of the people must be translated into land requirements and planned for to ensure a happy and prosperous urban community*." (*Kisumu Structure Plan*, 1983-2013, *Department of Physical Planning*, pp1 et 2

[47] Nous avons utilisé dans notre analyse trois plans de districts, celui de 1984-1988, le plan 1996-2000, et le plan de 2002-2008

1989, la population municipale représente 38% de la population totale du district et, en 1999, 41% si l'on ne prend pas en compte la scission du district, 64 % si l'on calcule l'emprise de la municipalité dans les frontières réduites du nouveau district de Kisumu[48]. Mais les différents plans de développement définis pour Kisumu par les *District Physical Planning Officer*, dépendant des décisions du *District Development Committee*, ne prennent que rarement en compte les questions urbaines, à l'image de la plupart des décisions prises à l'échelon du district (Un-Habitat, 2005 : 59).

1.3.2. Production de la connaissance et insertion de la ville dans le champ de l'expertise internationale

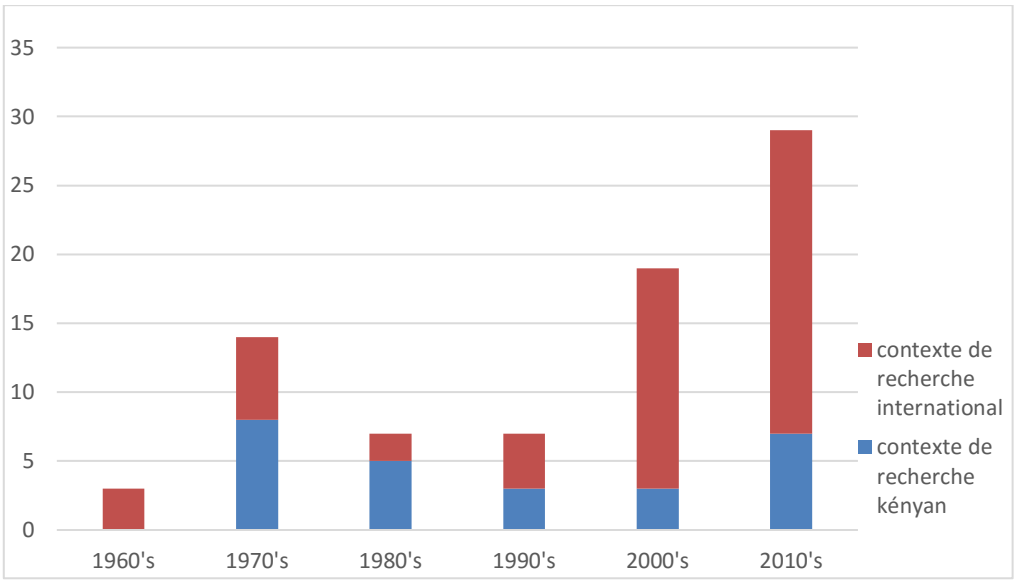
Les années 1980 et 1990 marquent finalement une double déconnexion. Comme nous l'avons déjà vu (chapitre 4), Kisumu est déconnectée des rétributions matérielles et symboliques qu'offre l'intégration aux logiques de l'Etat néopatrimonial, du fait de son statut de ville d'opposition. Du moins est-ce la perception standard de la communauté luo. Si dans cette première déconnexion domine la logique patrimoniale, la deuxième déconnexion est plus spécifique au « néo » de l'hybridation que représente l'Etat néopatrimonial. Les logiques de l'administration, du contrôle bureaucratique et de la rationalisation technocratique, que l'on ne peut comprendre que dans leurs liens consubstantielles avec le champ de l'expertise internationale, ne prennent la ville dans les années 1980 et 1990 que comme un objet secondaire, un problème, et surtout pas comme une priorité d'action. Dans la logique de l'*urban bias* et de la ville sous ajustement, l'action sur la campagne et le soutien à la production agricole permettent de résoudre par ricochet les problèmes urbains. Après l'échec de la Molasses Plant et la controverse du *Second Urban Project*, aucun projet de développement d'ampleur ne touchera la ville. La déconnexion entre la ville et le champ de la planification nationale et de l'expertise internationale – et le tarissement en conséquence des grands projets internationaux et des flux de capitaux qui les financent – participent fortement à la crise urbaine.

Ce sont aussi les conditions de la production des savoirs sur la ville de Kisumu qui se détériorent avec la domination des arguments de l'*urban bias* dans les institutions financières internationales. En tant que lieu central (parmi d'autres) de l'aménagement modernisateur qui visait à l'harmonie de la construction nationale, la ville a été l'objet de la production d'une somme de savoirs. Alors que dans les années 1970, Kisumu constituait un lieu d'étude dans le

[48] Chiffre obtenu en recomposant – à partir des données de différents recensements – le district de Kisumu scindé en deux à l'occasion du redécoupage administrative de 1998 que nous avons déjà évoqué dans une autre note. Nous avons donc additionné les résultats du recensement de 1999 pour les Nyando et Kisumu districts, anciennement regroupé au sein du seul Kisumu District, 800 000 habitants (300 000 et 500 000).

champ de l'aménagement régional, à cheval entre science, expertise et action[49], porté par un appareil scientifique national et international, les études portant sur la ville et le développement urbain de Kisumu se raréfient dans les années 1980 et 1990 (voir Tableau 12). Durant cette période, les travaux académiques sur Kisumu sont en très grande majorité le fait d'étudiants de master de divers départements de la Nairobi University et tendent donc à perdre, dans leurs conditions-mêmes de production, leur dimension internationale.

Tableau 12 : Nombre de travaux de recherche portant sur les thématiques du développement urbain à Kisumu (1960-2015)[50].



Source : Google Scholars, mars 2016

La graphique ci-dessus montre que le nouveau millénaire est marqué par un nouvel intérêt inégalé pour les études urbaines à Kisumu et une hégémonie des relations de production internationale des savoirs alors publiés. On pourrait n'y voir qu'un biais signifiant la visibilité supérieure des travaux produits à l'heure d'internet dans l'espace virtuel d'archivage des

[49] Avec des thématiques de recherche illustrant les idéaux modernisateurs, portant sur l'industrialisation (Parmena, 1970 ;Kabagambe ; 1975 ; Awuor, 1979), la planification régionale (McClintock, 1973 ; Obudho, 1971 ; 1972 ; 1974 ; Obudho et Waller, 1976 ; Waller, 1968 ; 1970) et les infrastructures logistiques (Oucho, 1980) ou la polarisation migratoire (Oucho, 1980B).

[50] Ce graphique a été obtenu après compilation des résultats pour la recherche sur Google Scholar le 24/03/2016 (URL : scholar.google.fr) sur les mots clefs suivants : « Kisumu »+ « Municipality » + « City » pour chaque décennie. Seules les vingt premières pages de résultats ont été considérées, soit 200 résultats par décennie, soit 1200 références bibliographiques considérées au total. Seules 83 références ont été retenues, celles où nous avons pu voir que la ville n'était pas une simple référence mais un cas d'étude à part entière, et celles qui traitaient selon notre jugement de manière frontale des thématiques relevant de problématiques urbaines. Nous avons expurgé par notre sélection l'immense majorité des articles portant sur l'espace urbain, traitant d'une part de la malaria (entomologie et épidémiologie) et de l'épidémie de Sida. Même si ces deux sujets peuvent potentiellement dire beaucoup sur la ville, mais surtout sur l'intégration de Kisumu dans un espace scientifique international, nous n'avons traité que les articles qui problématisaient directement le développement et la gestion urbaine, tout en ouvrant largement le champ d'application de ces deux thèmes. Pour déterminer et différencier les contextes de productions nationaux ou internationaux, nous avons considéré les lieux de production de ces savoirs mais aussi les relations académiques qu'ont entrainées les travaux scientifiques. Par exemple, un chercheur ou étudiant de nationalité kényane ayant effectué son travail (master, thèse, article) dans une institution ou université étrangère sera classé dans la catégorie internationale.

références de Google Scholar. Ce biais est en partie fondé, mais il n'explique pas la concentration des travaux dans les années 1970 qui contraste largement avec les creux des deux décennies suivantes. Ce biais sous-estime aussi les capacités d'exhaustivité du moteur de recherche académique sur l'exhumation des travaux antérieurs à l'heure d'internet[51]. Si « biais Google Scholar » il y a, il nous semble de toute manière productif : Kisumu occupe une place – si modeste soit-elle – dans le champ largement internationalisé de la production des savoirs scientifiques sur la ville. Nous verrons que ce renouveau des travaux sur Kisumu, et leur visibilité relative sur Google Scholar, correspond à une intégration renouvelée de la ville dans le champ de l'expertise internationale. Ce renouveau s'accompagne de changements fondamentaux dans les référents scalaires mobilisés : cette prise en compte de Kisumu dans un champ de connaissance internationalisé n'interroge plus seulement la place de la ville par rapport au référent spatial national, comme le faisait le paradigme autrefois dominant de la « construction nationale » (Ferguson, 2006). Elle pose la question de la position de la ville par rapport à un autre référent aujourd'hui dominant : celui de la mondialisation et de l'intégration de la ville dans la compétition inter-urbaine à l'échelle mondiale.

2. LES AMBITIONS GLOBALES DE KISUMU : LES CIRCUITS PLURIELS DE L'EMERGENCE D'UNE METROPOLE COMPETITIVE ?

Dans les années 2000, toute une série de politiques urbaines définissent un renouveau de la recherche académique et de l'expertise (Tableau 12). Ces politiques formulent des propositions pour sortir de la temporalité de déclin qui a communément caractérisé la représentation de la ville et pour reformuler une vision positive de son avenir. La tentative de rompre avec le déclin a été largement amorcée et clairement formulé lors du centenaire de Kisumu (nous l'avons vu au chapitre 4). Elle culmine avec la définition d'une « *City Development Sartégy* » (CDS) sous le giron d'Un-Habitat qui veut faire de Kisumu : « *un hub leader de transport, de communication et de commerce la Région dans des Grands Lacs offrant de grandes opportunités de tourisme et d'agro-investissement* »[52]. A la première

[51] En effet, le moteur de recherche académique de Google archive de nombreuses références, souvent non publiées et restées dans les rayonnages des bibliothèques depuis des décennies, et alors potentiellement rendues visibles. Ainsi, les archives de la bibliothèque de l'Université de Nairobi sont consultables, sur l'ensemble de la période couverte par le graphique. Concernant les travaux publiés et édités, les résultats de Google Scholar, s'ils n'ont montré aucune grande surprises et nouveautés par rapport à nos recherches bibliographiques effectuées en grande partie hors de ce cadre virtuel, n'en reste pas moins assez similaires aux fruits de nos recherches personnelles

[52] « *A leading transportation, communication and commercial hub in the Great Lakes Region offering great tourism and agro investment opportunities* » Un-Habitat, MCK, 2004

lecture de cette « *city vision* », nous avons été frappés par la nature presque générique de la formulation, composée des « *mots-clefs uniformisés* » et mondialisés de la métropole compétitive (Piermay, 2014 : 11). Mobilisant les thématiques de l'attractivité, du leadership, de la nodalité, cette *city vision* constitue la déclinaison locale d'un impératif prescriptif qu'exemplifie « *l'unanimité mondiale autour de l'idée de compétitivité* », déclinaison surprenante puisqu'elle prend pour objet une ville pauvre située au sein d'une périphérie du marché mondial.

A l'aune de ce que nous avons analysé quant à la circulation internationale du filtre des « pôles de croissance », qui viennent définir une forme de keynésianisme spatial à la kényane, on pourrait penser qu'une nouvelle fois l'appréhension du fait urbain et de la prescription politique qui l'accompagne fait de Kisumu le lieu de projection d'un « modèle métropolitain » qui lui est exogène. Le véhicule iconique de la circulation de la métropole compétitive serait alors cet outil de planification urbaine stratégique alliant savoir et expertise : la CDS (Encadré 17).

Encadré 17 : Qu'est-ce qu'une CDS ?

Une *City Development Strategy* est un outil de planification urbaine stratégique, assez souple et plastique dans les formes qu'il peut revêtir, qui se propose de dépasser l'urbanisme de plan classique et l'un urbanisme de projet sectoriel. Se proposant de voir la ville comme un tout, une CDS vise à la mobilisation d'acteurs divers pour sa définition (acteurs politiques, économiques, « société civile », *etc*…) au sein d'une autorité locale pour imaginer et programmer le futur de leur ville. Devant s'adapter aux contextes pluriels de leurs énonciations, les CDS n'en sont pas moins un outil à visée circulatoire, doté de *guidelines*, de certaines normes ainsi que de bonnes pratiques définies par son promoteur principal, la Cities Alliance, large partenariat international constitué de réseaux d'autorités locales, de gouvernements nationaux, d'ONG et d'acteurs privés (comme la Fondation Ford), le tout chapeauté et piloté par la Banque Mondiale et Un-Habitat. Ainsi, une constante des CDS est leur insistance sur la performance des économies urbaines pour vaincre la pauvreté (urbaine). On se référera à la manière dont la Cities Alliance présente les CDS qu'elle promeut :

Le rôle de la ville en tant que moteur de la croissance économique est devenu plus important du fait que le monde est devenu plus urbanisé. Il est crucial pour les villes d'être stratégiques à propos de leurs investissements et de leur croissance pour capitaliser sur les opportunités. Une City Development Strategy *est un outil qui aide une ville à exploiter le potentiel de l'urbanisation. Il permet aussi à une ville de développer un cadre coordonné et institutionnel pour exploiter au mieux les opportunités. Et peut-être le plus important, une CDS donne aux résidents la chance d'avoir une voix dans le future de l'endroit où ils vivent. La Cities Alliance supporte les villes dans la préparation de* City Development Strategies *qui lient leur croissance économique et des objectifs de réduction de la pauvreté.*

Les CDS ont eu un important succès dans les années 2000, et ont été mise en œuvre dans une grande variété de contextes (même si très majoritairement dans les villes du sud), initiée et financée par une grande variété d'acteurs (par exemple l'AFD pour Lomé).

Source : http://www.citiesalliance.org/cds

En effet, les CDS sont censées être répliquées dans une multitude de contextes urbains. Ils ont un aspect standardisé : « *quelles que soient leurs sources d'inspiration pour conduire un réexamen stratégique, les City Strategies ont beaucoup de préoccupations et de discours en commun. On attend des villes qu'elles définissent leur futur dans les cadres de l'économie globale – de trouver leur propre place dans un monde économique évoluant rapidement* » (Robinson, 2011b : 18-19). L'intégration aux flux capricieux et changeants de la mondialisation, objectif central des CDS, fait aussi place pour Jennifer Robinson à une grande plasticité de l'outil : *« la technique utilisée pour faire une stratégie urbaine circule internationalement, bien que des histoires différentes et des circuits d'influence plus larges sur des villes particulières font que certaines idées plus que d'autres deviennent proéminentes dans le cadre de ces exercices en des endroits particuliers* » (Robinson, 2011b : 19). Ainsi, les histoires et enjeux locaux informeraient largement les documents de planification et participeraient à construire des réponses adaptées pour des aires urbaines particulières (Parnell et Robinson, 2006). Parnell et Robinson vont même plus loin dans leur promotion des CDS : elles les présentent comme la possible résolution des contradictions entre promotion de la croissance, ambitions globales compétitives et réduction de la pauvreté (Parnell et Robinson, 2006 : 338).

Même si nous ne partageons pas nécessairement l'optimisme des deux auteurs, nous partageons largement l'idée selon laquelle « *la politique urbaine globale illustre le potentiel pour les idées politiques de circuler dans toute une sorte de directions à travers le globe, s'étirant à travers toute une variété de contextes ; les circuits, ou les aiguillages de ces transferts de politiques sont multiples, souvent indéterminés.* […] *Le global ne signifie pas un unique circuit planétaire de circulation de savoir mais plutôt des pistes d'engagement, d'influence et d'informations multiples se chevauchant* » (Robinson, 2011b : 21). Nous verrons dans les pages qui suivent que la mise en œuvre d'une CDS à Kisumu illustre parfaitement le dessin particulier de ces pistes d'engagement et leurs chevauchements. Dans un premier temps, nous verrons que la CDS à Kisumu correspond à la diffusion d'une pluralité de logiques politiques mises en place par une variété d'acteurs, a priori assez loin de la promotion d'une compétitivité globales. Sa définition à Kisumu est le fruit de la nouveauté de l'engagement d'une agence de coopération bilatérale européenne (Sida, Suède) dans le champ de la coopération environnementale et la construction régionale est-africaine qui vient croiser la continuité de l'engagement de l'Un-Habitat dans des politiques de soutien à la décentralisation et le renforcement des capacités. Dans un deuxième temps, nous verrons que le « succès » du processus de définition de la CDS fait de Kisumu l'un des lieux iconique pour différentes initiatives de développement d'Un-Habitat et d'autres institutions du développement international, au point que Kisumu peut être considérée comme une ville-vitrine, une *« millenium city* », c'est-à-dire le lieu de la réalisation des Objectifs du Millénaire

pour le Développement. Cette dynamique de pluralisation des acteurs autorise la diffusion de rationalités néolibérales dans l'environnement régulatoire local. Dans un dernier temps, nous verrons que la CDS et l'environnement de gouvernementalité transnationale dont elle fait partie et qu'elle a largement initié ne sont pas les seuls lieux de formulation de l'ambition globale compétitive.

2.1. Kisumu dans un nouvel espace de circulation des politiques urbaines à l'échelle internationale

2.1.1. La stratégie régionale d'une agence de développement européenne

La tentative d'éclairer la trajectoire de la CDS à Kisumu nous renvoie à une multiplicité de temps et d'espaces. La CDS ne se limite pas à sa propre temporalité de planification (2004-2009), ni au processus qui a mené à son écriture (phase de consultation et de concertation qui a débuté en 2001-2002). Sa genèse est le fruit de l'intégration progressive de la ville dans les réseaux multiples du développement international. Elle a pris forme dans le cadre des négociations onusiennes sur le climat et dans le cadre de l'invitation de certains élus de la ville dans les lieux et moments où se met en scène une « gouvernementalité internationale » (Robinson, 2011b ; Ferguson, 2006). Surtout, les problématiques environnementales défendues par une agence de développement bilatérale, la *Swedish International Development Agency* (Sida), ont largement participé de sa production.

En 1997, à l'occasion de la conférence de Kyoto, les maires de différentes villes du pourtour du Lac Victoria (Kisumu, Musoma, Entebbe) rencontrent des fonctionnaires et élus des villes du pourtour de la Mer Baltique, et l'idée germe, par des contacts soutenus, d'établir sur le modèle de l'*Union of Baltic Cities* (UBC) une coopération entre les différentes autorités locales du pourtour du Lac Victoria. L'objectif est de favoriser une gestion durable des ressources qu'offre le lac aux communautés riveraines (Ouganda, Kenya, Tanzanie), dans un contexte de forte dégradation des conditions écologiques sur les rives du Lac (Onyango et Obera, 2015 : 75). L'idée est de profiter de l'expérience acquise par l'UBC en matière de gestion des eaux communes de la Baltique et de lutte contre l'eutrophisation de ses eaux, et d'aider à la création, par transfert de compétences, d'une *Lake Victoria Region Local Authorities Cooperation* (LVRLAC) capable de promouvoir un « *développement durable et d'améliorer les standards de vie des habitants de la Région du Lac Victoria à travers l'amélioration des capacités administratives et institutionnelles des autorités locales* »[53]. Cette structure constitue un vecteur de circulation et de rencontres entre les maires et les haut-

[53] http://www.lvrlac.net/who%20we%20are.html, consulté le 13/04/2013

fonctionnaires des villes du Lac, les officiels de l'UBC, les maires et fonctionnaires des villes membres de l'UBC, que ce soit en Afrique ou dans les pays scandinaves[54]

L'approfondissement de la coopération entre l'UBC et la LVRLAC ne prend réellement forme qu'avec l'implication et l'investissement financier d'un acteur bilatéral, la Swedish International Development Cooperation Agency (Sida), qui finance cette coopération dans le cadre d'une initiative plus large, globale et structurée. La *Lake Victoria Initiative* (LVI) engage l'agence de coopération internationale suédoise dans la région pour 20 ans à partir de l'année 2000 et marque très profondément la stratégie africaine de cette agence. L'idée est de soutenir les perspectives d'intégration régionale renaissantes autour de la reformation de l'East African Community (EAC) après un sommeil long de deux décennies[55], en insistant sur la définition d'une zone d'action prioritaire, celle du bassin du Lac, qui, tout en établissant un lien physique entre les trois pays fondateurs de l'EAC (Ouganda, Tanzanie et Kenya), concentre densité humaine, pauvreté et problématiques environnementales partagées. La coopération suédoise soutient par cette initiative toute les structures régionales de l'EAC qui, dans les préparatifs de sa « renaissance », avait déjà identifié le bassin du lac comme « *une zone d'intérêt économique commune et une zone de croissance économique régionale* »[56]. La Suède organise une série de voyages d'étude dans la région Baltique à l'intention de nombreux fonctionnaires de la nouvelle EAC[57]. Sida tente de faire avancer sans relâche les thématiques environnementales au sein du *Lake Victoria Development Programme* fondé en 2001 par l'EAC – qui devient ensuite l'une des commissions thématiques de l'EAC, la *Lake Victoria Basin Commission* (LVBC) dont le siège est situé à Kisumu depuis 2007. Cette LVBC reprend la structure formelle de la Helsinki Commission (HELCOM), chargée à l'échelle de la Baltique de mettre en œuvre la « Convention de Protection de l'Environnement Maritime de la Mer Baltique » (Sida, 2011 : 14-16). La *Lake Victoria Initiative* prend aussi comme socle affiché de son action un principe de subsidiarité. En ce sens elle favorise la

[54] Par exemple, 13 et 14 mars 2002, Kisumu accueille les élus et fonctionnaires de plus de 20 villes du Lac, ainsi que des officiels de l'UBC et les maires de villes du pourtour de la Baltique dans le but de solidifier et structurer la LVRLAC (établissement d'un secretariat fonctionnel pour la LVRLAC, établissement d'un budget, *etc.*) cf UBC Bulletin 1/2002.

[55] Le traité d'intégration est signé en 1999, reformant ainsi la défunte East African Community (EAC).

[56] http://www.lvbcom.org/index.php/who-we-are/overview-of-lvbc,

[57] Johan Brisman, qui dirige alors la *Lake Victoria Strategy* de Sida, fait part de son enthousiasme à propos de ces visites : *« the main value addition of the exposure to the experiences of the Baltic Sea cooperation was the opportunity for EAC officials to learn from the structures and experiences of cooperation, through visits to various hot spots in the Baltic Sea region, and discussions with various actors within the entities in the cooperation, and pick what would be relevant and applicable to the context of cooperation around Lake Victoria.[…] It was very rewarding to see how people from different parts of East Africa discussed their issues in a very relaxed manner on the basis of what they saw [in the Baltic Sea]. It gave them a neutral example to relate to their own situation on how to handle environmental issues and problems around the Lake. It was very good for them to see how similar issues were being addressed. Being able to look at the Baltic Sea issues and then look at the East Africa issues enabled a positive and not negative focus. I found it to provide very good potential in linking different organizations in East Africa and those in the Baltic Sea and have them find a basis for mutual cooperation. »* In *Lake Victoria Initiative, 10 years of EAC-Sweden Partnership*, Sida, 2011.

consolidation des capacités d'action (« *capacity building* ») des autorités locales du pourtour du Lac. Les autorités locales lacustres sont considérées comme des échelons d'action et des leviers possibles pour la réussite d'une politique environnementale d'échelle régionale.

2.1.2. Le souci de la ville : la définition d'une stratégie urbaine à l'échelle du Lac Victoria

Ainsi, le regain d'intérêt dans le début des années 2000 pour les autorités locales du Lac prend sa source dans une pluralisation des échelles d'action pour un projet environnemental régional, en prenant comme point d'appui à la structuration institutionnelle la circulation d'un modèle importé (la coopération régionale autour de la Mer Baltique). La stratégie régionale et l'orientation environnementale de l'agence suédoise doivent être avant tout comprises dans leur insertion dans le cycle ouvert par la conférence de Rio et donc dans leur insertion dans et leur dialogue avec le champ onusien du développement international. La conférence de Kyoto (1997) ouvre en partie le début de la formation de la coopération inter-régionale (Baltique / Lac Victoria), largement structurée par Sida. Cinq années plus tard, le *World Summit on Sustainable Development* (WWSSD, 2002, aussi connue sous le nom de *Rio+10*) qui a lieu à Johannesburg, est l'occasion d'afficher largement les activités de Sida lors d'un *side event* au franc succès. Il réunit les présidents des trois pays membres de l'EAC (Daniel Arap Moi pour le Kenya, Benjamin Mkapa pour la Tanzanie et Yoweri Museveni pour l'Ouganda) mais aussi le Premier Ministre suédois, quelques mois seulement après la réunion des chef d'Etat Est Africains à Kisumu pour célébrer le centenaire de la ville et marquer leur engagement dans la résurrection de l'EAC (voir chapitre 4) – réunion lors de laquelle le président Kenyan avait déjà explicitement marqué sa bienveillance à l'égard de l'initiative suédoise.

Le rôle des autorités locales, et plus particulièrement des villes, semble relativement marginal face à une architecture scalaire d'un projet largement structuré par des acteurs internationaux. Si les autorités locales sont mises à contribution, c'est avant tout dans l'ingénierie scalaire initiale de la LVI par la formation d'un réseau régional permettant leur coordination, dans la circulation de « bonnes pratiques » et dans la prise de conscience commune des enjeux environnementaux. La focale ne porte donc pas sur la construction générale de l'autonomie des autorités locales en tant que fin en soi, et encore moins sur la définition de stratégies et de plans de développement pour des villes particulières. Les autorités locales sont donc un levier d'action parmi d'autres.

Pourtant, le souci des villes et de leurs singularités se fait de plus en plus consistant dans les projets financés par la coopération suédoise autour du Lac. Cet affinement et glissement de la LVI vers une prise en compte de l'échelle urbaine se fera par la pluralisation des liens et collaborations. La *Lake Victoria Region City Development Strategies* qui résulte de cet

évolution s'ancre dans un ensemble régional que l'on veut uni par une unité hydromorphologique, le Lac Victoria et sa gestion commune, dans la continuité évidente et voulue des perspectives d'action régionale de la LVI et de l'EAC. Il s'agit ainsi d'introduire « *des méthodes holistiques, participatives de planning urbains dans les centres urbains des côtes du Lac Victoria […] et de développer une approche régionale pour un environnement urbain amélioré et une réduction de la pauvreté dans la région du Lac Victoria* »[58]. La dimension urbaine de la LVI est largement développée de concert avec Un-Habitat, agence onusienne centrale et presque « traditionnelle » dans la promotion des politiques de décentralisation. Sida participe au financement (avec le PNUD, la Banque Mondiale, les gouvernements suisses et britanniques) par le canal de la LVI à une nouvelle phase de l'*Urban Management Programme* (UMP, Phase IV – 2002-2005), programme historique de soutien technique à la décentralisation et de construction d'un état développemental local[59], qui insiste spécifiquement sur « *l'institutionnalisation des processus participatifs* », « *l'organisation de consultations de villes* » et surtout « *la localisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement* » (Un-Habitat, 2005 : 6 ; Un-Habitat, 2006). Les CDS sont un des outils définis et mis en œuvre par cette nouvelle phase de l'UMP. Dans ce cadre institutionnel, ils ont été alors appliqués à une grande variété de contextes urbains : à Bamako au Mali, à Cueca en Equateur, à Colombo au Sri Lanka, à Johannesburg en Afrique du Sud, à Santo Andre au Brésil, à Shenyang en Chine ou encore à Tunis en Tunisie (voir Carte 30).

Décomposée en plusieurs phases, la *Lake Victoria Region City Development Strategies* incite à la création de CDS pour les villes du pourtour du Lac (avec comme finalité l'amélioration des conditions environnementale) : Kisumu (Kenya), Kampala (Ouganda) et Musoma (Tanzanie) pour la phase 1 ; Homa Bay (Kenya), Entebbe (Ouganda) et Bukoba (Tanzanie) pour la phase 2 ; Jinja (Ouganda) et Mwanza (Tanzanie) pour la phase 3 (non réalisée). Toutes les villes concernées sont des membres éminents de la LVRLAC, et la mise en réseau des villes pour la définition de leur CDS passe par ce réseau déjà établi. Le but général des CDS est bien d'adopter un plan stratégique de développement spécifique adapté aux besoins exprimés de manière participative par les habitants de chaque ville ; mais l'originalité de ces

[58] Dans « Evaluation of co-operation project between Union of Baltic Cities (UBC) and Lake Victoria Region Local Authorities Co-operation », Sida, 2006

[59] Programme initié en 1986 qui a incarné le soutien de l'agence onusienne aux politiques de décentralisation et « *qui est devenu l'un des plus importants programme global d'assistance technique dans le secteur urbain. Le programme a été conçu pour renforcer les capacités des gouvernements locaux urbains et des gouvernements nationaux pour améliorer la contribution que les villes dans les pays en développement font dans la direction du développement de leurs propres ressources humaines, incluant la réduction de la pauvreté, l'amélioration des conditions environnementales, l'amélioration de la gouvernance locale et la gestion de la croissance économique.* » *Operational Activities Report,* Un-Habitat, 2005, p. 5.

CDS est qu'ils sont définis en réseau, à travers un programme régional, qui les oriente vers une focale est-africaine et environnementale[60].

La définition de la CDS met alors en jeu un réseau régional et se matérialise dans des lieux d'interactions spécifiques : « *Workshop*s », *« expert meeting groups* » sont organisés et réunissent consultants internationaux, fonctionnaires des administrations nationales, élus locaux et fonctionnaires locaux. Ainsi Kisumu est l'hôte de la première rencontre (11 au 13 mars 2002), réunissant les édiles des trois villes alors concernées. Cette réunion vise à définir des programmes différenciés pour chacune des villes en question, mais partageant toujours avec un but commun[61]. Une deuxième grande rencontre est organisée à Kampala en 2005 pour lancer la deuxième phase du programme. Elle réunit technocrates et politiques des nouvelles villes élues pour rédiger des CDS et ceux des villes de la première phase pour partager et faire circuler les savoirs et expériences animant le projet et identifiant les « bonnes pratiques » et les « challenges » dans la production des CDS.

2.1.3. Normes et pratiques en circulation dans la définition des CDS

L'analyse des rapports produits après ces rencontres nous permettent de voir quelles idées, normes et pratiques du développement sont mis en mouvement dans ce réseau. Au-delà de mettre en contact des individus, politiques, technocrates, représentants d'agence internationales ou bilatérales, l'espace circulatoire ouvert par la *Lake Victoria City Development Strategy* permet la mobilité de normes et de pratiques du développement urbain, que nous comprenons selon trois modalités. (1) L'application d'une grille commune, d'une méthodologie programmatique et d'une vision stratégique est définie pour la production des CDS dans une très forte perméabilité avec les *guidelines* publicisées par la *Cities Alliance* (2006). (2) Dans le même temps, au-delà de la plasticité programmatique même de l'outil CDS, les acteurs à l'initiative de la circulation (Un-Habitat et Sida, par l'intermédiaire des ONG et consultants qui aident à l'organisation des workshops et à la production des rapports et compte-rendu) impriment la spécificité de leur agenda au sein du programme. (3) Ensuite,

[60] L'importance, voire le caractère primordial de cette focale régionale, est bien résumée par la « Senior Human Settlement Advisor » d'Un-Habitat présente à l'atelier de lancement de la *Lake Victoria City Development Strategy* : « *the programme seeks to identify commonalties and build synergies around a dominant and common resource-Lake Victoria* […] *Municipalities mutual dependence on and protection of the lake should be the beginning of a convergence of sub-regional peer learning and sharing amongst cities. The ultimate aim for UN-Habitat is to see such programmes executed at the city level being fed into their national framework and seen to influence policy at higher levels. I hope that the outcome of the Lake Region programme would be upgrading of urban living areas and formulation of well articulated strategies designed to address peculiar environmental problems and poverty inducing situations in each of the three cities.* » *Workshop Report, Regional Workshop for Lake Victoria Cities/Municipalities Development*, Avril 2002, ITDG-EA

[61] Le but du meeting exprime cette dualité des objectifs : « *le principal objectif de l'atelier était de construire un consensus sur des problèmes clefs d'environnement urbain et de réduction de la pauvreté* » Workshop Report, Regional Workshop for Lake Victoria Cities/Municipalities Development, Avril 2002, Sida et ITDG-EA

les divers lieux et moments de rencontres que mettent en place le programme constituent des occasions où peut s'affiner la méthodologie commune et les contenus du CDS. Développons plus en détails chacune de ces modalités.

(1) Les trois rapports produits à la suite des trois rencontres multilatérales sur lesquelles s'est fondé le *Lake Victoria Development Strategy Programme* mettent tous en avant tout à la fois une approche cumulative (se fonder sur les expériences acquises dans la mise en place de CDS) et adaptative (être ouvert aux spécificités locales)[62] qui est celle prônée par la Cities Alliance (2006). Cette double approche passe par l'adoption d'un langage et d'outils communs proposés dans la production documentaire de l'Alliance qui puissent permettre de saisir les villes dans leur particularité, mais aussi dans leur commensurabilité. Elle promeut les *SWOT analysis*[63]les notions de *benchmarking* ou de *Rapid Urban Competitive Assessments, Stakeholder Analysis*. A ces outils, largement inspirés du monde et du langage de l'entreprise, se superposent d'autres outils qui portent des préoccupations développementales plus classiques du « *post Washington Consensus* » (Sheppard et Leitner, 2010) : « *Gender Analysis* », forum de consultation, appel à l'organisation de réunions participatives ouvertes par lesquelles doivent être identifiés les besoins particuliers des villes (« *participatory planning* »). On pourrait schématiquement lire dans cette dichotomie méthodologique la dualité des préoccupations et des traditions portées par les deux institutions internationales qui ont forgé l'espace discursif complexe que représentent les CDS. D'un côté, le langage d'entreprise et managérial marque l'influence de la Banque Mondiale et porte l'objectif de performance des économies urbaines ; de l'autre, le soutien aux approches participatives et « inclusives » correspond à l'un des grands fondements des approches développementales portées par les agences onusiennes.

Toutefois, c'est bien l'approche stratégique qui préside à la production des différentes CDS et de leur structure. Les trois rapports de workshops étudiés présentent la même méthodologie de définition des CDS, toujours en accord avec les *guidelines* :

(a) Une première phase de collecte de données en vue d'un « profilage » de la ville qui puisse permettre une « *SWOT analysis* », elle-même utilisée pour la définition d'une *city vision* qui répondent aux questions : *« où voulons nous aller en tant que ville ?*

[62] "Ainsi,le rapport d'un workshop du squi s'est déroulé à Kisumu en 2002 indique l'approche qui doit presider à la definition des CDS: "*The project team will adapt and apply a menu of means tested approaches and methods that have been developed and tested by UN-Habitat in several cities. These include Rapid Urban Competitive Assessments, Municipal Checklists, Benchmarking, Vulnerability Assessments, SWOT Analysis, Stakeholder Analysis, Gender Analysis and Action Planning*", in "Workshop Report, Regional Workshop for Lake Victoria Cities/Municipalities Development", Avril 2002, SIDA et ITDG-EA

[63] Pour *Strenghs* (forces) *Weaknesses* (faiblesses), *opportunities* (opportunités), *Threats* (menaces), méthode qui combine l'étude des forces et menaces pour une organisation ou un secteur dans le but d'étudier la cohérence et la pertinence d'une action future ou d'une stratégie globale d'action

quel est notre horizon favori ? ». La volonté première est de mettre en avant les atouts économiques de la ville considérée[64].

(b) Une deuxième phase de « *city consultations* » est organisée après l'identification des *stakeholders* (parties prenantes) jugées utiles dans la collecte des données du *City profiling*, avec une sélectivité assez forte[65]. Doivent y être listés les problèmes auxquels font face les différents acteurs sélectionnés et les solutions proposées.

(c) Une troisième phase vient définir un « groupe de travail » (« *working group* ») composé de membres issus des équipes municipales et sélectionnés à partir de la liste des participants à la *city consultation*. Ces acteurs sont chargés de sélectionner et de hiérarchiser les problématiques identifiées lors de l'étape précédente, de dessiner des objectifs chiffrés[66] et des stratégies pour les atteindre. Doivent être conjointement définis un « Strategic Action Plan » (SAP) et un « Strategic Investment Plan » (SIP) censé lui correspondre. Sont définis des indicateurs de performances pour mesurer l'avancée générale du plan d'action, ainsi qu'un calendrier.

(d) Une dernière étape consiste en la réunion d'une seconde « *City Consultation* », qui étudie les plans définis par le groupe de travail et donner son accord à la publication du CDS, résultant de la somme des informations réunies par le working group : *City profiling,* identification des besoins et priorités, SAP et SIP.

(2) Le CDS est donc ici, comme dans tant d'autres contextes (Barthel et Verdeil, 2013), le fruit d'une méthodologie en circulation à travers le monde, fortement structurée par le langage de la stratégie d'entreprise et du management, influencée par la pluralisation des acteurs impliqués dans la décision politique et la restructuration de l'action publique sur la ville que subsume la notion de « gouvernance urbaine ». Il n'en reste pas moins adapté aux particularités de chacune des villes et influencé par d'autres logiques politiques et idéologiques, en fonction du poids et des intérêts des acteurs qui le mettent à l'œuvre à

[64] "*The vision should be ambitious but realistic and practical. It should be in the direction of the core business of the city, taking note of the city's greatest potential and capabilities which if they are harnessed, this would really improve the lives of the people*." (p.30) *Second Generation CDS Cities Induction Workshop Report*, 2005, Un-Habitat, Kampala

[65] "*Not everybody can be invited for city consultation. Majority representation in public choice decision-making, though most democratic, is inefficient and time consuming. Individual wants can rarely be all considered.* […]*Stakeholders are formal or informal groups of people who have relevant information representing diverse interests, expertise and points of view and implementation instruments.* […] *The grouping of stakeholders could be configured around three thematic areas.* (1)*Stakeholders that is prone and directly affected by the problems/issues. (2) Stakeholders that have useful information/expertise to deal with the problems/issues. (3) Stakeholders that have capacity to implement the action plans." Second Generation CDS Cities Induction Workshop Report*, 2005, Un-Habitat, Kampala

[66] Toujours avec l'utilisation du langage acronymique managérial : "*It was suggested that the objectives should be SMART - Specific, Manageable, Achievable, Resources Possible, and Time Bound*"

l'échelle du Lac Victoria. Largement piloté par Un-Habitat et intégrée dans cette 4e phase de l'Urban Management Programme (UMP), l'approche participative et son application concrète se situent dans la continuité de l'une des méthodes développées par l'agence lors de la troisième et précédente phase de son UMP : les City Consultations[67]. Celles-ci sont d'ailleurs reprises dans les propositions méthodologiques préconisées dans les différents rapports. La thématique de la croissance économique urbaine, même si régulièrement présente au sein des rapports, est moins dominante et structurante que celle de l'impératif participatif. L'outil peut être en fait considéré comme la structuration de l'impératif participatif par une forme d'impératif stratégique.

Aussi, on doit relever la capacité du bailleur, Sida, à imposer son agenda au sein des différents *workshops* qui organisent la circulation des CDS. La double focale régionale et environnementale tend à s'immiscer dans les *workshops*, alors que l'outil CDS prétend en théorie se focaliser sur la particularité des villes et la définition à l'échelle urbaine des priorités et besoins. Par exemple, lors du *workshop* de Kampala, deux ateliers (sur un total de six) sont consacrés à l'opportunité de s'aider de la LVRLAC pour la gestion des ressources lacustres ; un autre atelier est consacré à la diffusion d'un outil dans le processus du CDS, l'*Environment Planning Management*, dont le but est « *de développer des Plans d'Action Stratégiques (SAP) et des Plans d'Investissement Stratégiques (SIP) qui prendront en charge la question environnementale* »[68]. C'est ainsi que l'agence suédoise en vient à définir sa propre conception du CDS, où semblent parfois presque disparaitre la dimension économique et la construction de la performance et de la compétitivité des économies urbaines[69]. Les expériences, histoires, volontés stratégiques des acteurs pluriels investis dans la phase première de la circulation sont donc fondamentales dans la compréhension de la physionomie particulière que peut prendre le processus de définition de CDS, et donc la stratégie finale que contient le document.

(3) Si la définition de l'orientation des CDS dépend des choix opérés par ceux qui viennent en premier lieu proposer l'outil et financer son application, la rencontre avec les acteurs locaux et les retours d'expériences entre les différentes phases du projet participe également au dessin de la méthode et de ses contenus. Ainsi, les différents rapports font état des difficultés à

[67] *Participation to Partnership : lessons from UMP City consultations*, 2001, UNDP, UNCHS, WB.

[68] *Second Generation CDS Cities Induction Workshop Report*, 2005, Un-Habitat, Kampala. Pour une définition plus précise de l'EPM et de la nature normative de la structuration du projet par Sida : « *EPM on the hand is an approach in development planning that ensures environment issues are incorporated. It works from the premise that sustainable development is achieved when development – positive change for the welfare benefits of the communities, maintains the natural environment*." (p.29)

[69] Voir la definition suivante, propose par un rapport d'évaluation des CDS dans la région du lac : « *The development strategies aim at upholding popular, private and public participation in decision-making, and focus on building consensus on key environmental and poverty issues. This project is an effort to address the absence of effective planning in cities and to complement the master planning approach, which emphasizes physical and spatial planning and is non- inclusive.*" *City Development in Lake Victoria Reviewed*, Sida, 2006

l'application de la méthodologie théorique. De manière constante sont soulignées les lacunes organisationnelles, financières, mais aussi le manque de volonté politique dans l'adoption d'une CDS et de la philosophie de la planification stratégique. Les *guidelines* régionales qui viennent à être dégagées, *workshop* après *workshop*, intègrent alors de plus en plus la question générique des capacités des acteurs locaux, pour organiser des formations à destinations des staffs techniques. D'autres *workshops* sont organisés par Un-Habitat pour sensibiliser les élus politiques locaux à la pertinence des CDS[70]. De manière générale, dans le cas qui nous intéresse ici, les *guidelines* appellent à répéter l'antienne du renforcement des capacités institutionnelles et techniques (« *capacity building* ») des collectivités locales, au cœur des différents programmes de soutien à la décentralisation en Afrique. La CDS est alors présentée comme un moyen, une occasion de restructurer l'action et les priorités des autorités locales : intégrer les priorités dans les budgets annuels des villes, restructurer les départements techniques, constituer des groupes de travail, étendre la base des revenus municipaux, *etc*. Une autre question centrale, et constamment présente, réside dans l'impossibilité pour les autorités locales de financer par elle mêmes les priorités dans les plans. Pour répondre à cet enjeu, Un-Habitat met en place d'un « *Financial Toolkit* » amené à être proposé aux différentes autorités locales définissant leur CDS. En résumé, nous pouvons dire que la faiblesse structurelle des autorités locales sur le pourtour du Lac vient redéfinir méthodes et contenus du CDS dans le sens d'un renforcement de capacité assez classique.

Dans la circulation de l'outil et de par les acteurs qui interviennent dans cette circulation, l'enjeu environnemental et une conception somme toute assez traditionnelle du soutien à la décentralisation prennent une place de plus en plus centrale dans standardisation régionale de l'outil. Il s'agit donc d'une version des CDS assez lointaine de la reformulation radicale de la gouvernance urbaine que sont censés porter les logiques de planification urbaine stratégique et participative des CDS.

[70] Comme le note le dernier rapport de *la Lake Victoria City Development Strategy*, les enjeux de formations sont devenus absolument centraux dans le programme : "*it is evident that cities around the Lake Region lack adequate capacities for planning and managing their resources in a participatory manner. A further regional training of trainer's workshop was held to build the capacities of the Second Generation cities in preparing and implementing their CDS programmes. The capacity building/training workshop focused on building the capacity of municipal officers, NGO/CBO practitioners, policy-makers and politicians to deal with the problem of urban environmental management linked to better access of the poor to urban services. Local experiences supplemented by lessons learnt from elsewhere formed an important core of the training programme*." Kisumu Expert Group Meeting Report, 2006.

2.2. Kisumu ville-vitrine du développement urbain

2.2.1. Particularité du CDS de Kisumu dans la stratégie régionale

Si normes et pratiques circulent internationalement à travers les CDS (Robinson, 2011), la particularité et l'affinement de leur contenu à l'échelle régionale illustrent bien leur capacité à évoluer dans cette mobilité même. La définition des CDS à l'échelle régionale (les pourtours du lac) offre donc une version et une incarnation d'outil ayant une vocation circulatoire et adaptative ; même si paradoxalement elle propose une méthodologie générique où se formulent certaines orientations structurantes qui doivent en théorie s'appliquer collectivement à toutes les villes du Lac participantes.

La comparaison des trois CDS issus de la phase 1 de la *Lake Victoria Region City Development Strategies* (Kisumu, Kampala et Musoma) que nous entreprenons maintenant renforce l'impression de diversité et de plasticité qui a déjà été notée par Robinson. Dans son exploration comparative des CDS, Robinson insiste sur la diversité des agendas politiques et des priorités qui y sont formulées (Robinson, 2006 ; 2011b). Nous avons vu à l'inverse que le cadre régional de circulation et de structuration de l'outil proposait une version cohérente, malgré la pluralité des perspectives et préoccupations que porte cette version régionale du CDS. Pourtant, les CDS des trois villes considérés apparaissent finalement très différents les uns des autres, malgré le moule commun. L'hétérogénéité des CDS dans notre comparaison régionale tient plutôt à la grande hétérogénéité et aux inégalités des capacités des municipalités lacustres à s'approprier les *guidelines* et la philosophie prospective de la planification stratégique.

Ainsi, le CDS de Kisumu est une traduction bien plus sérieuse des principes énoncés par les *guidelines*. Sa qualité formelle est sans égale avec ceux de Kampala et celui de Musoma : une mise en page soignée, une iconographie riche et diverse, des représentations graphiques, un plan clair et bien présenté, tables des matières, *etc*. Le CDS Kisumu a tout de l'aspect soigné de la copie d'un bon élève. Sa structuration répond en tout point à l'idéal type du *report* de consultance, de la grande ONG, ou de l'agence internationale : l'inévitable liste d'acronymes, un avant-propos synthétique[71], un « *executive summary* » ou résumé synthétique de l'ensemble de la publication, des annexes et une bibliographie. Tous les outils utilisés (SWOT, SIP, SAP) sont identifiables dès le sommaire et soigneusement définis dans le corps du texte. C'est aussi un document en grande partie réflexif, qui met en scène son propre processus de production, qui veut donner une impression de transparence. Y sont présentées toutes les étapes et tous les acteurs ayant participé à sa préparation, avec une mise en scène

[71] Non signé mais que l'on comprend fort bien rédigé par un acteur externe à la municipalité

particulière de la dimension participative. A un certain point, le document peut se présenter comme une forme de « fourre-tout » des mots, concepts et préoccupations du « développement intégré » (« *comprehensive development* ») qui anime les institutions de Bretton Woods depuis la fin des années 1990 (Prevost, 2005 : 477), mêlant bonne gouvernance, genre, efficacité économique et réduction de la pauvreté[72]. Les CDS de Kampala et de Musoma sont bien plus obscures concernant leurs conditions de production, non signés et peu référencés. La mise en page est dense, compacte et sans fard. Ils marquent une bien moindre intégration du langage et des outils de la planification stratégique. Le plan de Kampala ne formule aucune *city vision* claire et identifiable, il se limite à une collection d'informations historiques, à une synthèse des statistiques dont dispose le conseil municipal et à une liste des projets de développement en cours réunies sous un document intitulé « *city profile* », censé représenter une phase préparatoire à la préparation du CDS. Le respect du cahier des charges des *guidelines* définies par les différents workshops est donc partiel, la dimension stratégique de la CDS peu présente, si ce n'est dans une très courte *SWOT analysis*. Le plan de Musoma ne fait que partiellement référence aux outils des *guidelines* : aucune « *swot analysis* » n'est appliquée, la *city vision* définie dans le texte fait appel à une formulation longue et peu synthétique, et donc très peu vendeuse comme sont pourtant censés l'être les slogans dans lesquels ces visions s'incarnent[73].

Ces différences qualitatives entre les CDS indiquent une inégale capacité – et peut être une inégale volonté – des rédacteurs à s'approprier la philosophie de la planification stratégique. Cela nous renvoie à des différences substantielles dans les conditions de production des CDS. Dans le cas de la municipalité de Kisumu, les différentes étapes d'élaboration de la CDS (récolte de données et d'informations, *Swot analysis*, organisation de la participation dans les *city consultations*, mise en forme de la *city vision*, définition des priorités d'action et des stratégies d'investissement pour les financer) ont été pilotées formellement par la municipalité (et principalement le *planning department*). Mais ce département travaillait alors en très étroite collaboration avec une ONG britannique, ITDG (*Intermediate Technology Development Group*, devenue en 2005 *Practical Action*), commissionnée par Un-Habitat pour

[72] Comme en témoigne cette definition de la CDS présente dans le document final : *« The Kisumu CDS process takes cognisance of the fact that strategic planning is not, essentially, about the production of a one-off end product but involves a continuous, participatory planning process, which is both proactive and reactive, in a continuously changing environment. The CDS process, albeit flexible and sensitive to specific city conditions, is guided by the themes of good governance, improved urban environment, city economy growth, poverty reduction and gender mainstreaming"* Kisumu Development Strategy, 2004, MCK

[73] On pense ici tout particulièrement à la *city vision* de Johannesburg : « *A World Class African City* » ou encore celle de Nairobi : « *The City of Choice to invest, work and live in.* ». La vision définie par Musoma contraste fortement avant les synthèses à dimension publicitaire précédemment citée : « *Musoma Town Council's vision is to be promoted to a municipal council status as well as one of tourist attraction centres along the Lake Victoria shore.* »

l'élaboration de la CDS et dont la participation opère une quasi externalisation de la production de la CDS.

L'ONG britannique a en effet été centrale dans l'organisation et le déroulement de la participation autant que dans la rédaction du document. Elle a été un acteur structurant du *Planning Department* de la municipalité dans le temps du projet de CDS, notamment par une intense activité de formation au sein d'un département principalement composé de membres juniors et en coordonnant la récolte des données de la CDS. Le *Planning Department* est alors assez éloigné de la philosophie de la planification stratégique. Il est essentiellement composé de jeunes fonctionnaires fraichement émoulus des différentes universités kényanes proposant des formations très classiques en planification urbaine et régionale[74]. En outre, le fort *turn-over* dont souffre les services municipaux rend difficile l'internalisation, sur le long terme, des compétences acquises à travers les différentes formations (*workshops* et autres *training* formels) et les interactions plus informelles d'apprentissage entre les acteurs chargés de mettre en œuvre cette mission de « *capacity building* »[75]. On imagine donc très bien le rôle de l'ONG ITDG/ Practical Action – habituée des interventions dans les frontières municipales de Kisumu qui accueillent les bureaux de son *Lake Victoria Cluster*[76] – dans la translation des outils et concepts de la planification stratégique au sein de la CDS de Kisumu.

2.2.2. Kisumu en tant que nœud d'un espace de circulation de politiques urbaines : Un-Habitat comme relai

Les interactions de la municipalité et de ses services avec des acteurs externes rompus aux langages, pratiques et outils du développement urbain n'est pas une chose réellement

[74] C'est ce que nous indique dans un entretien Patrick Adolwa, ancien *city planner* de Kisumu (2002-2005) et sensibilisé par le projet du CDS aux concepts de la planification stratégique : « *We were really far from the way things are done by Un-Habitat about urban planning […] the urban planning courses in Nairobi, Eldoret or even in Maseno are the same than 20 years ago where I was in school.* » (13/04/2011) Ce propos est largement confirmé par l'étude des cursus présentés sur les sites de trois universités proposant une formation en *regional and urban planning* (Nairobi University, Kenyatta University, et Maseno University, sites consultés le 01/09/2012), ne présentant aucune formation à des outils présents dans les CDS. Le mot de « strategy » n'apparait jamais.

[75] Ainsi, maire de Kisumu entre 2007 et 2011, Sam Okello estime dans une interview donnée à une consultante travaillant pour le compte de l'AFD que le *turn-over* est en moyenne de 6 mois en ce qui concerne les employés municipaux les plus qualifiés. Les rotations des employés des services techniques de la municipalité ne sont pas organisées par elle-même – la municipalité ne disposant pas de service des ressources humaines – mais par une *Public Service Commission*. Le travail en mairie est peu prestigieux et peu rémunérateur, et beaucoup d'employés presse de manière interne pour une rotation, ou vont « pantoufler » dans le privé.

[76] L'ONG est organisée en cinq grands groupements géographiques (Amérique Latine, Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est, Afrique australe et Asie du Sud). Dans les années 1990, plusieurs projets d'assainissement et d'adduction d'eau ont été lancés dans la municipalité de Kisumu (majoritairement dans ses zones rurales). Au début des années 2000, l'ONG est impliquée dans un programme d'ampleur pour combattre les intoxications et pollutions liées aux fumées de charbon domestiques. Dans ces deux programmes, l'ONG relaie ses actions par le soutien de création de *Women's groups*, et donc la construction presque *ex nihilo* des structures d'une « société civile » que l'on juge nécessaire au bon déroulé du processus de développement. Cette expérience de « *community mobilisation* » permet à l'ONG de faire valoir réseau et implantation locale à Kisumu.

spécifique ni nouvelle à Kisumu à l'aube du nouveau millénaire. L'implication de ces acteurs externes et de leurs capacités techniques et financières constitue une entrée forte pour comprendre la nature même de ce que l'on appelle très largement la « politique urbaine » qui prend pour espace d'intervention l'espace municipal. Les actions de bailleurs, d'ONG internationales et d'organes de coopération bilatérale influent depuis les années 1980 sur la fourniture de services urbains avec des spécialisations sectorielles en réponse à différentes urgences[77], palliant partiellement aux conséquences dramatiques de la ville sous ajustement et à l'absence de planification effective.

La nouveauté, qu'exemplifie autant qu'initie la CDS, réside dans la volonté d'action globale sur la ville au centre des préoccupations. A Kisumu, la volonté d'une approche intégrée du développement urbain bénéficie d'une concentration des initiatives d'Un-Habitat, éclairant largement les « bonnes » conditions locales de production de la CDS par la mise en œuvre de « synergies » entre différents programmes de l'agence onusienne. Après le financement de la CDS par la phase IV de l'UMP, l'Un-Habitat, dans une collaboration avec l'UNEP, fait de Kisumu une « *demonstration city* » pour son « *Sustainable City Programme* » (SCP)[78]. En tant que projet de démonstration, le programme est appelé à être répliqué aux niveaux nationaux et internationaux, pour nourrir le « *champ de savoir mondial* » que veut construire l'agence[79]. Il fait en outre appel pour sa mise en œuvre aux mêmes équipes du bureau local de IDTG/Practical Action qui avaient participé à la formulation de la CDS, et aux mêmes outils, en particulier les *« city consultations* » introduisant une dimension participative dans la

[77] Par exemple, USAID, l'agence de coopération bilatérale états-unienne, agit pour la fourniture de logements sociaux, dans une part non négligeable des logements construits pour le compte de la municipalité dans les années 1980 pour répondre à la très forte pénurie dans la construction publique (Anyumba, 1995 : 247). L'ensemble des logements ainsi construits est aujourd'hui connu sous le nom de « USAID estate ». L'extraversion dans la production de services urbains s'est ancrée dans la toponymie. Dans le secteur de l'adduction d'eau, une multitude d'acteurs bilatéraux seront impliqués dans des tentatives de rationalisation de l'utilisation du réseau existant, d'augmentation de ses capacités et d'extension du périmètre qu'il dessert. JICA, la coopération japonaise, réalise dans les années 1990 une étude globale de l'état du réseau et planifie son développement pour répondre aux difficultés gigantesques de l'opérateur municipal de fourniture d'eau pour subvenir aux besoins croissants d'une population grandissante. L'AFD, au début des années 2000, finance l'augmentation de la production d'eau pour le réseau municipal, engageant le pôle d'ingénierie et de conseil de Véolia (Seureca) pour superviser le travail (construction d'une station d'assainissement, de stations de pompage, de réservoirs, *etc.*). Les zones non raccordées au réseau font l'objet d'intervention de la part d'ONG locales (comme SANA) ou internationales pour le forage de puits, la construction de réservoirs, et la structuration des communautés dans le but de favoriser la gestion collective de ces équipements.

[78] L'un des projets particuliers de *Sustainable City Programme* se concentre par exemple sur la « *Sustainable Urban Mobility* » visant à accroitre la qualité de l'air et à promouvoir les transports urbains non motorisés par la définition d'une « *stratégie et d'un plan d'action*». Les résultats sont présentés ainsi : « *A sustainable urban mobility strategy and action plan has been established, a system for application of environmental planning and management has been institutionalized and a long-term strategy on how to support local authorities to apply environmental planning and management in sustainable urban mobility has been developed.* » « Operational Activities Report, 2005 », Un-Habitat.

[79] Sur la volonté de globalisation du savoir et des expériences que veut produire le SCP, nous pouvons renvoyer à un flyer de communication édité par l'Un-Habitat qui présente la logique du SCP, téléchargeable à l'adresse suivant : http://mirror.unhabitat.org/pmss/getElectronicVersion.aspx?nr=1883&alt=1

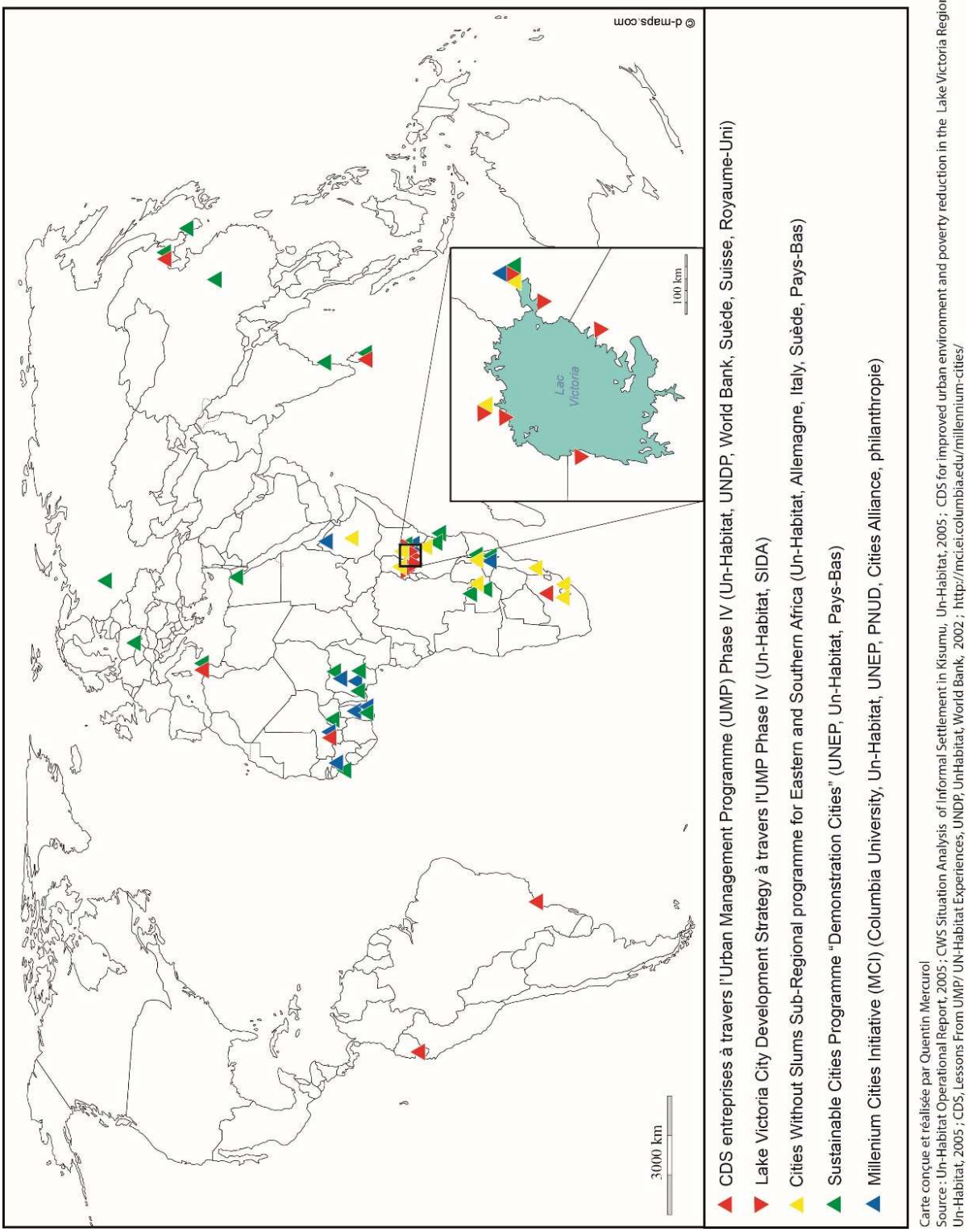
définition de la stratégie et du plan d'action. Ce sont donc les mêmes acteurs qui mettent en place des outils similaires dans cet autre programme chapeauté par Un-Habitat.

En plus de l'intégration de Kisumu dans deux de ses grands programmes d'action (UMP et SCP), l'agence onusienne est aussi impliquée dans un troisième programme à Kisumu, le « *Cities without Slums Sub-regional Initiative for Eastern and Southern Africa* ». L'initiative « *City Without Slums* » (CWS) est ici portée plus directement par l'Un-Habitat à une échelle régionale. Dans ce programme, Kisumu fait partie des villes sélectionnées pour la « *phase pilote* », amené elle aussi à « *monter en échelle* »[80] pour définir en partenariat avec le gouvernement kényan les cadres d'une politique nationale de « *slum upgrading* », et pour nourrir un champ de connaissance et d'expérience en dehors des seules frontières kényanes. Encore une fois, il s'agit d'effectuer un *profiling* permettant de cerner les enjeux de l'amélioration des quartiers non planifiés et, par la participation des citadins et autres « *stakeholders* », de définir une stratégie et un plan d'action qui puisse permettre de traiter la globalité des problématiques du développement urbain dans ces quartiers.

On observe donc des similitudes d'approches méthodologiques et programmatiques très fortes entre les différentes initiatives portées par Un-Habitat et un cercle d'acteurs finalement assez restreint. Toutes prennent forme dans un cadre circulatoire international pensé en amont et dans une dimension expérimentale. Toutes tentent d'appréhender la ville comme un tout, en grande partie responsable de son propre devenir. Ce devenir se veut participatif et collectif dans sa définition, et s'incarne dans une visée stratégique qui, plus que de financer des actions directes sur la ville, dessine un cadre programmatique pour les actions futures sur l'espace urbain. La définition des stratégies s'ancre dans des synthèses et les connaissances produites par les « *situation analysis* » et les « *city profiling* », mises à exécution à la fois par les milieux académiques locaux, des fonctionnaires locaux et des experts internationaux. Au début des années 2000 Kisumu offre une concentration inédite d'initiatives de développement urbain portés par l'agence onusienne (Carte 30) ; son nom devient ainsi largement visible sur les supports de communication d'Un-Habitat et ses rapports d'activité[81]. Elle s'impose comme une vitrine de l'agence onusienne.

[80] Voir le document stratégique d'Un-Habitat, « Un-Habitat and the Kenya Slum Upgrading Programme, Strategy Document », 2008 (URL : http://mirror.unhabitat.org/pmss/getElectronicVersion.aspx?nr=2602&alt=1)
[81] Ainsi, dans le rapport d'activité annuel de 2005, Kisumu apparait trois fois

Carte 30 : distribution mondiale des programmes de développement d'Un-Habitat (CDS, CWS, SCP) ou apparentées (MCI) dont Kisumu fait partie



La carte ci-dessus est mécaniquement centrée sur Kisumu, puisqu'elle représente la totalité des villes appartenant à des programmes de développement urbain globaux et interrégionaux dont Kisumu fait partie. Mais cette concentration des programmes ne relève pas seulement d'un biais tautologique, elle marque une véritable tentative de structuration de la politique

municipale de la part de l'agence onusienne. Elle marque aussi l'horizon transnational des initiatives d'Un-Habitat dans lesquelles s'insèrent Kisumu, très largement centré sur le continent africain[82] et très loin d'un dépassement souvent souhaité de la dichotomie Nord/Sud que la mise en œuvre d'un outil comme les CDS[83] a pu faire espérer (Parnell et Robinson, 2006)

Les graphes de relations (Figure 18) que nous avons généré à partir de la recension des acteurs impliqués dans ces différentes initiatives de développement urbain (entre 2002 et 2010) démontrent la centralité d'Un-Habitat qui, avec l'agence de développement suédoise SIDA, a largement contribué à la concentration des initiatives de développement urbain à Kisumu. A partir de l'étude de ces graphes, il est possible de décrire le processus expliquant cette concentration. La densité et la diversité des relations, qui vient dessiner un véritable triangle de relations entre Un-Habitat, SIDA et le conseil municipal, illustre le chemin particulier d'intégration de Kisumu dans un espace circulatoire. C'est grâce à l'investissement initial de SIDA, à sa stratégie lacustre et régionale et à ses liens avec l'agence onusienne que Kisumu entre dans le giron d'Un-Habitat, qui y développe alors ses initiatives. Ainsi, Un-Habitat approfondit, au fil des ans, une analyse locale des enjeux urbains, permettant de produire une somme de connaissances importante sur Kisumu et fondant une visibilité nouvelle de la ville. Cette visibilité et cette concentration auront pour effet d'attirer d'autres acteurs, notamment l'AFD (Agence Française de Développement) et la *Millenium Cities Initiative* (MCI) pilotée par le Earth Institute de L'Université de Columbia dirigé par Jeffrey Sachs. Dans un rapport de consultance commandé par l'AFD pour juger des opportunités et des conditions d'action à Kisumu[84] on peut par exemple lire :

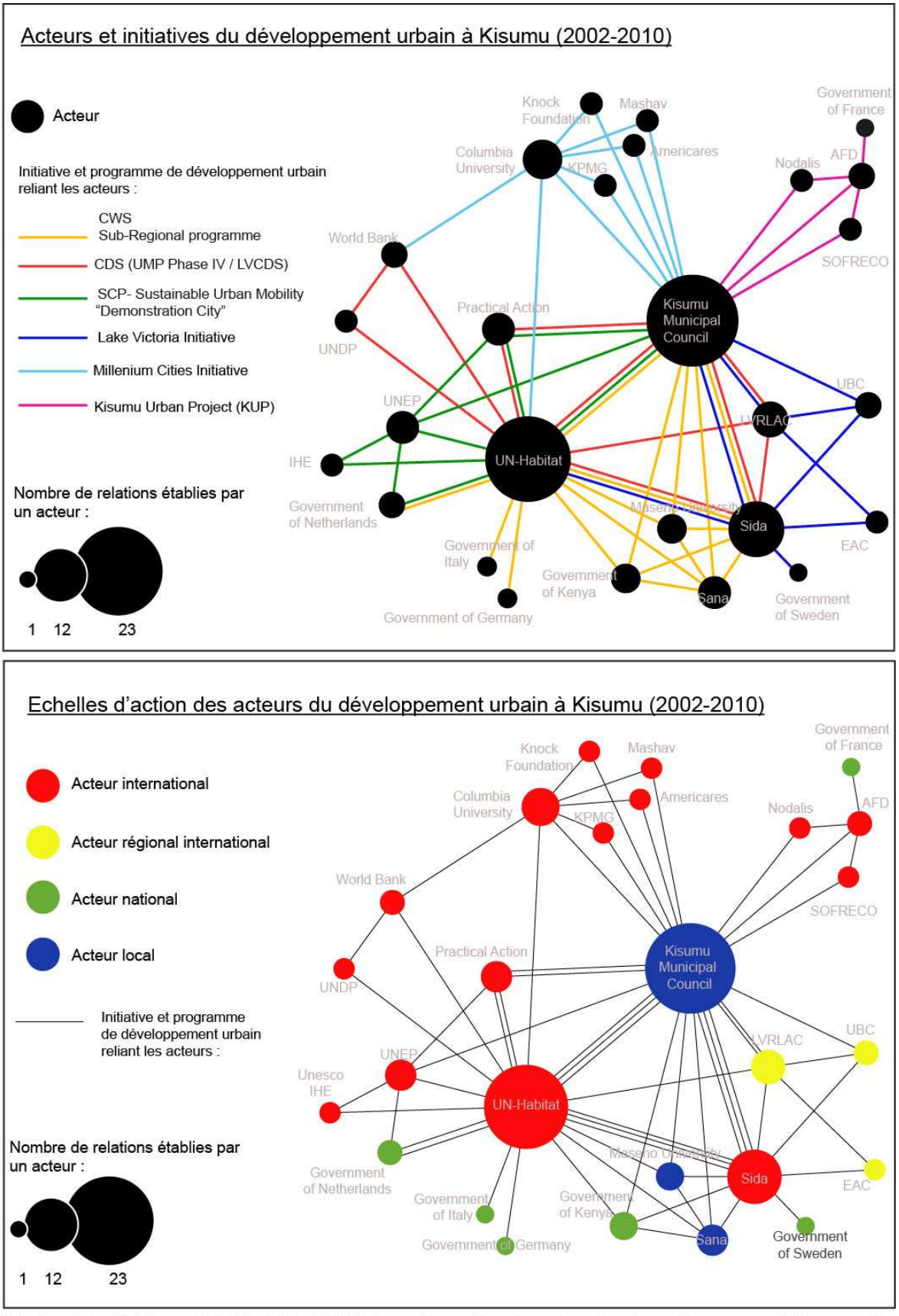
> La ville est indéniablement marquée du sceau d'Un-Habitat, très présente et bien connue des acteurs locaux […] Le stock de connaissances accumulé par Un-Habitat sur Kisumu peut être une ressource non-négligeable pour l'AFD […]. D'autres bailleurs s'intéressent à la ville, comme Sida […]. L'agence suédoise dispose de connaissances et d'expériences sur la ville qui diffèrent de celles de l'AFD : il serait très utile de coordonner les actions des deux partenaires ou du moins de procéder à des échanges d'expérience […] La forte présence d'Un-Habitat donne une bonne visibilité aux programmes qui s'y déroulent et doit être perçue comme un atout en terme de coordination des interventions. (Bousquet, 2008 : 44 ; 69)

[82] Avec trois foyers plus particuliers : l'Afrique de l'Ouest, l'est de l'Afrique australe et l'Afrique orientale

[83] Même en isolant les CDS des autres initiatives de développement urbain qui touchent Kisumu, et qui n'ont pas été érigées – comme l'ont pu être les CDS par Jennifer Robinson – comme possibilité de dépassement des dichotomies Nord / Sud qui touchent l'appréhension scientifique, politique et développemental des villes dans le monde, on remarque l'ancrage africain des iniatives dont Kisumu fait partie.

[84] Où l'agence agit alors déjà de manière sectorielle sur l'adduction d'eau, par l'augmentation des capacités de pompage de la KIWASCO

Figure 18 : Relations entre les principaux acteurs du développement urbain à Kisumu entre 2002 et 2010



Réalisé par Quentin Mercurol à l'aide de Gephi 0.9.1. La position relative des acteurs dans le graphe correspond à leurs positions dans le réseau (algorithme de spatialisation Force Altas 2)

2.2.3. Pluralisation des acteurs du développement urbain : « Millenium City » et AFD pour la construction d'une vitrine du développement urbain ?

La construction volontaire de l'attractivité de Kisumu que nous avons décrite doit se comprendre dans la temporalité des recommandations qui balisent les évolutions des principes guidant le champ de l'aide internationale. La Déclaration de Rome sur l'Harmonisation (février 2003) et la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (mars 2005) insistent sur l'alignement, la coordination et l'harmonisation des initiatives de développement, dans le but de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODM)[85]. Kisumu illustre, par la multiplicité des initiatives dont elle est l'objet et la diversité des acteurs du développement qui s'y investissent, ces appels à la construction de synergies et à l'action coordonnée dans le champ de l'aide internationale.

Bien que l'engagement d'une agence bilatérale comme L'AFD soit due à la concentration que nous avons décrite et qu'elle soutient l'idée de synergie que tente de créer Un-Habitat, elle préfère garder son indépendance dans le montage et le pilotage des projets. Sans créer de liens formels avec Un-Habitat, l'AFD bénéficie de l'environnement local favorable pour faire de Kisumu une ville par laquelle l'agence pourra démontrer son savoir-faire et ses innovations en termes de planification stratégique. Le *Kisumu Urban Project* (KUP) financé par l'agence[86] fait partie de l'affichage des évolutions conceptuelles et opérationnelles de l'agence face aux défis de l'urbanisation dans les pays du Sud[87] (Le Denmat, 2010)

Plus directement en phase avec le monde onusien et s'intégrant au sein de la « synergie Un-Habitat », on retrouve la *Millenium City Initiative* (MCI) portée par l'Earth Institute de la Columbia University. Son directeur d'alors, Jeffrey Sachs, lors d'une visite à Kisumu déclare la ville « première *Millenium City* ». Sachs est une figure éminemment influente (et visible)

[85] Les recommandations finales sont présentée dans un rapport en janvier 2005 intitulé « Investing in Development: A Practical Plan to Achieve the Millennium Development Goals », UN Millenium Project (dirigé par M. Sachs)

[86] Projet conséquent de 40 millions d'euros, qui constitue un prêt accordé au gouvernement kényan rétrocédé en don à la municipalité de Kisumu. Il se veut être un projet innovant, portant une approche intégrée du développement urbain basé sur une vision stratégique.

[87] En 2010, Nathalie Le Denmat, chef de division collectivités territoriales et développement urbain de l'AFD, fait de Kisumu et du KUP un projet « emblématique de l'approche urbaine de l'AFD, projet pilote pour de nouveaux programmes de développement urbain durable, premier du genre dans un contexte de tradition centralisatrice » (Le Denmat, 2010 : 255). Son successeur à l'AFD, François Tirot, fera aussi de la ville et du KUP l'un des affichages des innovations en termes de planification urbaine stratégique de la part de l'agence dans le Bulletin du Partenariat Français pour la Ville et les Territoires, « Villes en Développement » portant justement sur la planification urbaine stratégique. Toujours en 2012, Kisumu et le KUP apparaissent dans un encadré dans un document de la Direction Générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats du Ministère des Affaires Etrangères français intitulé « Orientations de la Coopération Française en appui à la planification urbaine stratégique ».

dans la structuration onusienne du développement au début des années 2000[88]. Alors conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU, il dirige de 2002 à 2005 le « *UN Millenium Project* », initiative lancée par Koffi Annan chargée de déterminer les stratégies adéquates pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Dans le même temps, Sachs publie en 2005 un livre largement commenté, *The End of Poverty: How We Can Make it Happen in Our Lifetime*, où pour certains, en introduisant l'idée d'une « échelle du développement » (« *development ladder* »), il ne fait que réintroduire les classifications hiérarchiques et l'évolutionnisme de la théorie de la modernisation (Peet et Hartwick, 2015 : 135-137). Dans ce livre, Sachs explique qu'il suffirait d'un investissement initial relativement conséquent des pays les plus riches (0,7% de leur PIB) pour amorcer l'efficience des marchés et ancrer les économies du bas de l'échelle du développement dans les flux de la mondialisation économique, rendant à moyen terme l'aide internationale inutile et éradiquant l'extrême pauvreté à l'horizon 2025.

Les projets du Earth Institute s'ancrent dans la volonté de matérialiser les recommandations des OMD et de présenter des projets pilotes capables d'incarner les conceptions développementalistes de Sachs. Ainsi les « Millenium Projects » que sont les « Millenium Village Projects » (MVP) et la *Millenium Cities Initiative* (MCI) – tous concentrés en Afrique subsaharienne (Carte 30) – constituent des zones localisées de réalisation de l'aide au développement par concentration de dispositifs novateurs. Et c'est donc encore une fois une logique d'affichage qui prime dans la conception des projets :

> MCI réalise des évaluations exhaustives des besoins basés sur les OMD et d'autres recherches pour éclairer la création de stratégies de développement économiques et sociales qui visent à permettre aux Millenium Cities de réaliser les OMD […] MCI vise à assurer le progrès économique et améliorer la qualité de vie dans ces centres urbains afin de démontrer que la stratégie de la MCI peut servir de modèle reproductible et généralisable [« *scalable model* »][89]

Kisumu est la première ville (sur onze au total) choisie en tant que laboratoire d'initiatives de développement (Carte 30). L'annonce officielle de sa sélection en tant que première « *Millenium City* » et la période qui s'en suit sont l'occasion d'un fort enthousiasme médiatique, comparable à celui qui avait accompagné le centenaire de la ville. L'ajout du qualificatif « *millennium* » à la désignation si distinctive, signifiante et contestée dans le contexte kényan de « *city* » (voir chapitre 4), vient ajouter un degré supplémentaire de prestige général à la ville. Selon le titre d'un article alors paru dans le *Standard*, « *la course est lancée pour faire de Kisumu une ville globale* ». On peut encore lire que c'est un

[88] Nous devons aussi faire référence au rôle de Sachs dans la définition des très controversées « thérapies de choc » (libéralisation soudaine des prix, privatisation accélérée des entreprises et services publics, libéralisation du commerce extérieur, *etc.*) appliquées aux économies des pays de l'ex-URSS dans les années 1990 et à certains pays d'Amérique Latine.

[89] Voir le site web de la *Millenium Cities Initiative* [URL : http://mci.ei.columbia.edu/about/] consulté le 18/02/2014.

« *nouveau début* » pour la ville dont « *les fonctions se sont étendues et sont devenues globales. Elle sera le modèle de réforme de l'ONU et un projet marquant pour le développement* »[90]. Dans le même ordre d'idée, David Kithakye, un fonctionnaire d'Un-Habitat, affirme lors de l'annonce du choix de Kisumu comme première « *millenium city* » : « *la communauté internationale regardera désormais Kisumu comme un ambitieux hub pour le développement, et la ville doit être prête à recevoir plus de ressources pour réaliser les objectifs* ». La visite de la secrétaire d'Etat britannique pour le développement quatre jours après l'annonce sera interprétée dans la presse kényane – sans doute de manière abusive – à l'aune de ce repositionnement visible et mélioratif de la ville dans le champ du développement international ; il en sera de même de la visite deux mois plus tard de Melinda Gates, de la *Bill and Malinda Gates Fondation*[91]. Raila Odinga mobilise alors lui aussi un horizon de référence global pour qualifier le futur de Kisumu, en la comparant à Shanghai, symbole iconique de la réussite d'une ville du Sud dans la mondialisation : « *nous pourrions nous inspirer de* [« borrow a leaf from »] *Shanghai City, qui a un plan directeur – Shanghai Hier, Shanghai Aujourd'hui, et Shanghai Demain, bien pensé et dessiné grâce à des projections de croissance* ».

2.3. Kisumu dans la mondialisation néolibérale : une tentative d'ancrage ?

2.3.1. La mondialisation comme processus et comme discours

L'annonce de Kisumu comme première ville du millénaire pose toute la difficulté de la mobilisation scientifique du mot de « mondialisation », qui peut se résumer de la manière suivante : « *Il faut savoir si l'on étudie la mondialisation comme* discours*, c'est-à-dire affirmation portée sur le monde, ou bien comme* processus*, ensemble de changements ayant des effets réels sur la population de la planète* » (Cooper, 2001 : 103)[92].

D'une part, la notion de mondialisation permet de comprendre de manière analytique la dimension circulatoire des politiques publiques urbaines dont on peut tracer le chemin et l'aire de circulation (Carte 30 ; Figure 18). Ce chemin et cette aire de circulations possèdent leurs propres mécanismes de connexion ainsi que des bornes géographiques particulières. Kisumu

[90] Voir « Race On to Make Kisumu a Global City », *The Standard*, 23 janvier 2006

[91] « UK Secretary of State Expected in Kisumu », in *The Standard*, 16/01/2006 ; « Melinda Gates Jets Into Kisumu for "Private" Tour », in *The Standard*, 07/03/2006. Le rapprochement fait entre ces visites et l'annonce de la Millennium City apparait abusif. On peut penser que l'agenda des personnalités citées plus haut n'est pas déterminé par l'annonce de la MCI : les principaux intéressés ne semblent pas la mentionner et leur présence obéit à d'autres considérations.

[92] Cooper poursuit : « *La difficulté est que nombre de ceux qui développent le discours font reposer l'essentiel de leur argumentation (normative) sur le postulat que la mondialisation* est *: réelle, inévitable, en marche. Les chercheurs qui l'utilisent de manière analytique risquent d'être pris au piège des structures discursives mêmes qu'ils voudraient analyser.* » (Cooper, 2001 : 103)

constitue un pivot de cet espace circulatoire circonscrit et particulier au sein du « global », l'une des vitrines du développement urbain international dans lequel se sont accélérées la circulation des expériences, des savoirs et des « bonnes pratiques ». Ainsi les logiques d'affichage et de visibilisation constituent une dimension essentielle mais banale du champ contemporain du développement urbain. Elles trouvent dans cette ville un terrain d'ancrage largement favorable : c'est une ville moyenne, où les actions des bailleurs sont plus identifiables que dans le gigantisme d'une ville comme Nairobi déjà saturée d'interventions, avec un leadership local actif dans sa stratégie d'extraversion – autant de facteurs qui servent une concentration relative d'initiatives d'acteurs internationaux.

D'autre part, la mondialisation apparait comme un référent discursif qui mobilise tout autant les discours politiques que les imaginaires, une asymptote inéluctable (Sheppard et Leitner, 2010 : 186)[93] qui tend vers l'intégration mondiale et tournerait le dos à un passé de sous-développement. En ce sens, la dimension téléologique de la mondialisation permet de la comparer à celle portée quelques décennies plus tôt par la théorie de la modernisation (Cooper, 2001 : 107-108). La prise en charge de Kisumu par le champ d'expertise international de la modernisation tentait de projeter Kisumu dans l'espace abstrait de la construction nationale. Aujourd'hui, les discours de la mondialisation engendrés par une expertise elle aussi internationale tentent de projeter directement Kisumu dans son propre espace référent : le monde.

La frontière entre *processus* et *discours* de la mondialisation est effectivement, comme l'affirme Cooper, extrêmement tenue, presqu'indiscernable. Le *processus* de mondialisation, qui fait de Kisumu une sorte de vitrine du développement international, tente de construire la ville comme un « *hub pour le développement* » (cf supra). La ville doit devenir attractive pour les différents acteurs du développement internationaux urbains, qui y dirigent alors leurs initiatives, projets et capitaux pour eux même témoigner de leurs compétences. Ce *processus* fonctionne, si l'on en juge par la capacité de la vitrine Kisumu à attirer des investisseurs du développement, tel l'AFD[94]. Ce *processus*, qui a donc un effet concret sur l'espace urbain, s'accompagne de la mise en œuvre d'un *discours* de qui vise à créer les conditions de l'attractivité et de l'ancrage, non seulement des flux de l'aide au développement urbain, mais aussi et surtout des flux que peuvent offrir l'intégration de la ville dans un marché mondial

[93] Caractérisant l'imaginaire spatial continu et partagé des déclinaisons du capitalisme globalisé portées par la temporalité du « consensus de Washington » et « post-consensus de Washington », Sheppard et Leitner affirment que « *This imaginary envisions a stageist teleological conception of development, that aligns territories along a path to progress; a flat world, where every place and individual has equal conditions of possibility*" (Sheppard et Leitner, 2010 : 186)

[94] l'AFD investit à Kisumu 40 millions d'euros sur environ 5 ans, soit 8 millions d'euros par an en moyenne –, soit davantage que le budget de la municipalité (qui était de 6 millions d'euros dans l'année financière 2007/2008). Les premiers versements du prêt accordé au gouvernement kényan ont commencé en 2012, les premières infrastructures livrées en 2014, et le projet s'achève en 2016.

tendant à l'expansion (capitaux privés sous la forme d'investissements directs étrangers). La philosophie du développement urbain contemporain à Kisumu semble ainsi aussi consister en l'exploration des possibilités et modalités d'insertion de la ville dans les flux d'un espace mondial marchand présenté comme une condition essentielle du développement et de la résolution des problèmes auxquels se confronte la ville. C'est en ce sens que nous comprenons la *city vision* de la CDS (« *un hub leader de transport, de communication et de commerce de la Région des Grands Lacs offrant de grandes opportunités de tourisme et d'agro-investissement* ») , mais aussi le travail de la *Millennium Cities Initiative* pour laquelle : « *la plus haute priorité est d'attirer les investissement domestiques et étrangers capables de créer des emplois, de stimuler l'entreprise domestique et d'accroitre la prospérité à travers une production agricole et agro-alimentaire plus efficace, une meilleure production industrielle et par la possibilité d'atteindre un éventail plus large de marchés d'export internationaux*».

A lire ces intentions stratégiques, les circulations de politiques urbaines à Kisumu visent à ancrer le futur de la ville dans les nécessités de la compétition de l'économie mondialisée. Cet ancrage apparait alors comme l'un des fronts de l'extension du processus mondial de néolibéralisation affectant les restructurations urbaines dans une grande variété de contextes à travers le monde, les villes constituant « *des arènes stratégiques cruciales* » du déroulement des logiques néolibérales (Brenner et Theodore, 2002). L'hypothèse qui se forge à partir de là est que la diffusion des rationalités de la mondialisation néolibérale est un cadre heuristique pertinent pour comprendre la nature des politiques urbaines internationalisés à Kisumu. Pour interroger cette hypothèse, il est avant tout indispensable de regarder plus en avant le contenu de ce qui est exposé dans cette vitrine banale du développement urbain qu'est Kisumu.

2.3.2. Pluralité des logiques politique et des acteurs et diffusion de rationalités néolibérales dans le développement urbain à Kisumu

Adopter une vue d'ensemble sur cette vitrine, c'est au premier regard porter l'œil sur une grande diversité. Les outils, rationnalités, discours, plans, stratégies, calendriers et priorités d'actions sont multiples et portées par des acteurs variés. Ils renvoient tour à tour à des problématiques environnementales, à l'extension des réseaux urbains, à l'amélioration ou la création d'infrastructures, à la mobilisation communautaire, à l'entrepreunariat domestique ou à l'attraction des capitaux internationaux et la privatisation des services urbains. Difficile donc de déceler à première vue une lame de fond néolibérale dominante ou un projet totalisant de mise en marché. Les thématiques « classiques » du développement qui visent à construire un Etat local developpemental et ses capacités et aptitudes (techniques, financières, *etc.*) à affronter l'urgence de la pauvreté et à assurer les services essentiels à une vie urbaine de qualité coexistent avec des appels à l'optimisation des performances de l'économie urbaine et

à la refondation de la position de la ville dans la compétition mondiale. Ainsi, à l'instar de Marianne Morange, nous pensons qu'il faille appréhender la néolibéralisation en tant que diffusion d'une forme de « *rationalité trans-champs (économique, politique, social…) fondée sur la naturalisation des valeurs entrepreneuriales, la compétitivité et la compétition, la responsabilisation individuelle du sujet entrepreneur de lui-même* » (Morange, 2011a : 7), qui puisse coexister avec d'autre logiques et rationalités pro-pauvres et développementales qui ne lui sont pas communément associées.

2.3.2.1. Diversité interne de la City Development Strategy de Kisumu

Cette multiplicité des logiques et des rationnalités du développement est souvent observable au sein d'une seule et même initiative. Ainsi la CDS, comme nous l'avons noté, formule à travers sa *city vision* « *un nouveau régionalisme compétitif incarné par la planification urbaine stratégique* » iconique de la néolibéralisation urbaine (Morange et Fol, 2014 : 3). Dans la CDS de Kisumu, la *city vision* plante l'horizon urbain dans le commerce, la logistique et la compétition régionale. Elle est en décalage par rapport au reste du document. D'une part car cette « *city vision* », qui se veut être un slogan répété à l'envie et une formule synthétique représentant et résumant la CDS[95], est partiellement déconnectée et désarticulée des « *missions* » et « *objectifs* » qui la sous-tendent. La « *mission* », « *moyen par lequel la* vision *peut être atteinte »*[96] stipule ainsi qu'il s'agit *« de promouvoir la bonne gouvernance et les principes démocratiques dans le management urbain, visant à la responsabilisation* [empowering] *des citoyens pour participer individuellement et collectivement à leur moyen d'existence et à des actions d'amélioration de l'environnement pour une croissance et un développement durables* ». Bonne gouvernance, transparence démocratique et participation – soit autant de « *buzzwords* » contemporains du développement – doivent (presque naturellement, sans que les articulations ne soient précisées) mener Kisumu dans une position de ville leader de l'espace lacustre. D'autre part, le décalage et la profusion des politiques publiques portées par la CDS se trouve dans les objectifs stratégiques définis à court terme. De 2004 à 2009, la CDS propose donc :

> D'améliorer la qualité de vie de 40% de la population urbaine en promouvant des actions pour un environnement sain et accéder à une nourritrue de qualité dans les 5 prochaines années ;

[95] Ainsi, selon les *guidelines* préconisées par la Cities Alliance : *« A Vision is a statement of where a city wants to be, usually 10–15 years in the future. The Vision statement needs to be specific, internally consistent, and realistic but challenging. It should stress what is unique about the city and be short (experience shows that 60 words is enough) and easy to read. A Vision is important because it aligns stakeholders' energies so that the stakeholders work cooperatively and for the same goals* », in *Guide to City Development Strategies, Improving urban performances,* Cities Alliance, 2006.

[96] Sur le lien entre « Vision » et « Mission », on peut renvoyer aux *guidelines* présentées lors d'un *workshop* qui s'est tenu à Kisumu entre le 9 et le 13 janvier 2006 pour présenter le « succès » du CDS de Kisumu : « *Mission says how to get there. It is the means through which the vision might be achieved. Mission needs to be ambitious but realistic and achievable. The mission sets the objectives and strategies on how to proceed to achieve the vision in the planned period. »,* in *Kisumu Expert Group Workshop*, Un-Habitat, 2006.

> De permette à 40% de la population d'avoir accès à l'eau potable et aux installations sanitaires dans les 5 prochaines années ;
>
> D'encourager les partenenariats public-privé pour une productivité accrue et la réduction de la pauvreté ;
>
> De développer et insitutionnaliser les cadres qui promeuvent la participation des parties-prenantes [« *stakeholders* »] dans l'aménagement urbain avec une considération particulière pour l'équité de genre, l'efficience et l'*empowerement*.
>
> De contribuer à la réduction des tendances actuelles de pollution environnementale dans la ville et ses environs pour la protection du lac et de ses ressources

Ces objectifs affichent donc un agenda pro-pauvres, non mécaniquement lié en premier lieu à l'impératif compétitif. Cet agenda voisinne aussi avec des préoccupations environnementales clairement affichées et la promotion d'outils de gouvernance typiques des restructurations institutionnelles néolibérales comme les partenariats public/privé (PPP). Les thématiques phares incarnées par le « Consensus de Washington » semblent alors en partie laisser le champ libre à l'expression d'une pluralisation des préoccupations développementales subsumées sous l'expression souple d'un « post Consensus de Washington » : discours sur la réduction de la pauvreté, promotion de principes de gouvernance démocratique, participation, *etc*. (Sheppard et Leitner, 2010).

2.3.2.2. La Millenium City Initiative et la pluralité des rationalités qui l'animent

La *Millenium City Initiative* présente aussi en son sein une pluralité de préoccupations et de rationalités. On constate d'abord que la tentative prescriptive du (re)positionnement et de l'attractivité de la ville dans l'espace global du capital y est dominante. C'est non seulement un affichage discursif fort de la MCI (*cf*. supra), mais aussi l'un de ses champs d'action privilégié. La MCI encadre les travaux d'étudiants de l'Université de Columbia (*School of International and Public Affairs*) pour décrire le « *business environment* » local et étudier les opportunités d'investissement dans la ville et ses alentours, principalement dans le secteur de l'export agricole[97]. Les interets particuliers des investisseurs internationaux et leur recherche du profit sont présentés comme le moteur du développement et même de sa durabilité, et la réalisation des ODM – pro-pauvres dans leur formulation – est reliée à l'attraction de ces investissements[98]. Ce rapport est le support à partir duquel sera publié en juillet 2007 un guide

[97]Sucre, aquaculture, produits laitiers et arachide, dans la continuité de préconisations de l'ajustement qui soutenaient de développement des cultures d'export tirées par l'insertion des espaces africains dans un marché mondial ouvert.

[98] Le propos introductif de l'étude des étudiants de Columbia précise le cadre contextuel, conceptuel et idéologique dans lequel s'insère leur travail : "I*n this context, the Millennium Cities Initiative (MCI) seeks to help promote Kisumu's economic development, aspiring toward the achievement of the Millennium Development Goals (MDGs), largely by attracting foreign direct investment (FDI) that is conducive to the city's development. FDI-driven development looks for investments that promote economic growth, the sophistication of local human capital, infrastructure development, or basic services provision by virtue of its identity in relation to the local*

présentant le cadre légal de l'investissement au Kenya et le « *climat d'investissement* » qui règne à Kisumu[99]. La MCI demande ensuite sur les bases de ces travaux et publications à KPMG, l'un des leaders mondiaux de l'audit et du conseil, de produire une analyse des « *opportunités potentielles pour les investisseurs* », toujours dans le même univers idéologique qui fait des investissements étrangers une modalité première dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement[100]. Sont successivement présentés les marchés potentiels (« *adressable markets* ») que peut atteindre Kisumu, à différentes échelles, les opportunités d'investissements qu'offrent la ville et sa région (agriculture d'export, agroalimentaire et services associés), puis les défis et obstacles aux investissements (administration, accès au foncier, infrastructures) et finalement les « menaces compétitives » (concurrence de Mwanza en Tanzanie, et des conditions d'investissements favorables en Tanzanie et Ouganda).

Les rapports de KPMG et de la MCI font l'objet d'une publicité et d'une dissimination au sein des institutions internationales du développement et des cercles d'investisseurs réunis par la MCI et ses partenaires. L'agence onusienne de l'UNIDO (*United Nations Industrial Development Organisation*) rend visible la publication de la MCI par son intégration dans l'un de ses rapports[101]. Une mission d'hommes d'affaires organisée par la coopération allemande pour le compte de la MCI est conduite en octobre 2007 à Kisumu, qui coincide avec le « *Kisumu Investment Day* » où ont été conviés une vingtaine d'autres investisseurs étrangers. Le guide de KPMG est lui présenté en grande pompe en juillet 2008 lors d'une cérémonie réunissant la communauté économique locale et des investisseurs internationaux, puis lors d'un workshop destiné à divers représentants d'autorités locales kényanes et

---

economic environment. Thus, Kisumu and the MCI do not need so-called Angel Investors willing to sacrifice some amount of profit for the cause of development. Instead, they need to find opportunities where the investment will "naturally" lead to the desired effect in the course of pursuing its own success. Sustainability, in the sense that the effect will last far beyond the Initiative's duration, is guaranteed by the investment's profitability. » In « Attracting Investment to Kisumu: Opportunities and Challenges », Patricia Aguilo, Amanda l'Esperance, Elizabeth Mbau, Philip Palmer, Earth Institute, Columbia University, mai 2007

[99]Intitulé « Invest in Kenya : focus on Kisumu july 2007 », ce guide propose de faire des investissements directs venant de l'étranger l'un des moteurs du développement urbain, et plus généralement de la mise aux standards internationaux de l'économie locale : « *The Guide is intended to make Kisumu and what Kisumu has to offer better known to investors. Although we have had the foreign investor primarily in mind, we believe that the Guide will be of use to domestic investors in other parts of Kenya as well. While by no means the sole driver of growth and development, foreign direct investment does have a distinctive contribution to make. Not only does it bring scarce capital, it also brings know-how, technology and access to foreign markets. Furthermore, it helps improve the competitiveness of domestic enterprises, which must be the foundation of all growth.* »

[100] KPMG profite de cette publication pour afficher son soutien et sa participation à la réalisation des OMD définis par l'ONU : « *As part of KPMG's Global Development Initiative, which focuses KPMG member firms' skills and resources on achieving the United Nations' Millennium Development Goals (MDGs), the UK working with the Kenyan firm was asked by the Millennium Cities Initiative (MCI) to undertake this report on the potential investmentopportunities for investors in Kisumu, Kenya.* » In « Kisumu, Kenya, Potential opportunities for investors, may 2008 », KPMG-UK, 2008.

[101] « Investment Opportunities in Akure, Nigeria; Blantyre, Malawi; Kisumu, Kenya; and Kumasi, Ghana », UNIDO, publié en décembre 2008.

d'agences de promotions de l'investissement, notament sud-africaines (par exemple la *Durban Investment Promotion Agency*). Toujours dans la logique circulatoire qui caractérise la production des politiques publiques urbaines, le principe et le contenu préparatoire d'un *handbook* sera conçu en réunissant différentes expériences de l'attraction d'investissements étrangers de la part de « *villes moyennes dotées de faibles budgets dans les marchés émergents* »[102]. En point d'orgue de la circulation et de la dissimination du guide de KPMG, la MCI organise à Londres en collaboration avec la firme de consulting et un grand cabinet d'avocat international (DLA Piper) le « *Millennium Cities Investment Day* » (9 et 10 décembre 2008). Une après-midi est consacrée à Kisumu, dans une table ronde réunissant le *Ministre de la Planification et du Développement National*, le maire de Kisumu, et des membres éminents du monde des affaires de Kisumu[103] ; le public était composé d'hommes d'affaires de tout horizon.

Le soutien à l'attraction des investissements directs étrangers est une activité première de la MCI[104], et cette priorité est légitimée par l'horizon d'une hypothétique forme de « ruissellement » des bienfaits des investissements directs étrangers sur la performance de l'économie urbaine menant à la réduction de la pauvreté et à une amélioration générale de l'environement urbain[105]. Cette idée, matrice puissante de la MCI, coexiste à égalité avec des formes d'intervention et de discours sur le développement non directement liées a priori aux interets privés et marchands : « *l'autre secteur clef d'attention est l'amélioration des vies des citoyens en les aidant à améliorer l'accès à des services publics aussi essentiels que l'eau et*

[102] « Handbook for Promoting Foreign Direct Investment in Medium-Size, Low-Budget Cities in Emerging Markets », MCI, novembre 2009.

[103] En présence notamment de Calvin Burgess, un entrepreneur américain investi dans la production de riz dans les environs de Kisumu et de la femme d'affaire Munira Gilani, femme du fils du patriarche de la dynastie d'affaire locale. La famille Gilani est à la tête de la Mayfair Holding qui détient une usine de boulangerie industrielle, une usine de conditionnement de poisson et une multitude de biens immobiliers à Kisumu, dont le l'Imperial Hotel, le plus luxueux et réputé de la ville.

[104] Pour être tout à fait exhaustifs, on pourrait renvoyer à d'autres travaux d'analyse et de prescription initiés par la MCI allant dans le sens de l'ouverture de la ville au commerce international : par exemple une étude portant sur l'investissement à Kisum (G.M. Onyango « *An Investment Profiling of Kisumu City* », Millennium City Initiative, 2007), ou encore deux études portant sur les liens entre infrastructures et business (E. Sweeney « Developing Kisumu's Infrastructure », Harvard University, 2007 ; J.Winiecki « Assessing Infrastructure Constraints on Business », MCI, 2008). KPMG a aussi rédigé un état de l'art du secteur sucrier et de ses possibilités de développement, « Sugar in Kisumu », 2009.

[105] En plus des propos, tenus par des étudiants de Columbia cités dans une note de bas de page précédente, on renvoie ici aux propos tenus par Karl P. Sauvant, alors codirecteur de la Millennium Cities Initiative et directeur exécutif du Columbia Program on International Investment lors d'un discours à l'International Trade Center (OMC et ONU) à Genève en 2007 : « *But it is more than that: the role of FDI* [Foreign Direct Investment] *in economic growth and development is now widely acknowledged, and all countries in Africa, without exception, are actively seeking to attract it. For that purpose, virtually all have liberalized their national regulatory framework for FDI, making it much more welcoming than it was, say, 15 years ago, by, e.g., opening sectors to such investment, reducing obstacles to the operation of foreign affiliates and offering a range of incentives. This is not to say, though, that the regulatory framework cannot be improved and, perhaps even more importantly, implemented more thoroughly; but, overall, it is certainly welcoming* ».

l'assainissement, des écoles sures et des installations de santé correctement équipés »[106]. Nombre de recherches sont alors consacrées à évaluer les besoins et manquements dans la provision de services de bases, dans des domaines variés : l'éducation[107], l'adduction d'eau et l'assainissement[108], la santé publique[109]. Elles font référence à « l'économie clinique » défendue par Sachs, qui propose des solutions ciblées et adaptées au « patient » malade, basées sur un diagnostic fouillé, en vue de la « *santé économique dérivant* [pour Sachs] *d'une économie capitaliste compétitive et innovante* » (Sheppard, 2013 : 141-142). Ces études présentent des similitudes et constatent le sous-investissement dont souffrent ces différents secteurs[110]. Elles proposent donc des investissements ciblés de la part du gouvernement central et des autorités locales pour pallier aux manques et pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement avec une efficience maximale, dans une logique de gonflement de l'Etat (local comme central) et de ses capacités d'intervention et d'action[111].

En plus de prendre en charge la thématique des services sociaux, la MCI tente aussi de s'attacher à lier sa réflexion et son action sur les inégalités de genre et sur l'environnement, deux objectifs à part entière des OMD qui fournissent le cadre contextuel structurant de la MCI. Finalement – et de manière presque caricaturale –, la MCI se présente donc finalement comme un pot-pourri des préoccupations contemporaines du développement international. Le champ pluriel de la planification urbaine stratégique ne se limite pas à la seule promotion des avantages comparatifs, à la construction de la compétitivité et de l'efficacité de l'économie urbaine. Elle prend largement en compte des logiques d'interventions publiques « pro-pauvres », même si les modalités d'intervention et de déploiement de l'action publique ne suivent pas nécessairement celles d'un Etat-Providence classique et ne se calquent pas sur ses spatialités.

2.3.3. Néolibéralisation ou promotion de l'état développemental ? Un problème de qualification ?

2.3.3.1. Kisumu postnéolibérale ?

La forte implication à Kisumu d'Un-Habitat, de la MCI et d'une série d'acteurs bilatéraux attirés par la visibilité de Kisumu dans le champ du développement profile une sorte d'état de

[106] Voir URL : http://mci.ei.columbia.edu/about/ [consulté le 25/08/2015]
[107] M. Moualidi, « Education Needs Assessment for Kisumu City, Kenya », MCI, décembre 2008.
[108] M. Moualidi, « A Water and Sanitation Needs Assessment for Kisumu City, Kenya », MCI, mai 2010.
[109] B. Opiyo-Omolo, M. Moualidi, « Health Needs Assessment for Kisumu, Kenya », MCI, janvier 2011.
[110] Par exemple, un investissement de 17 dollars par habitant par an est jugé nécessaire pour faire face à la croissance continue des besoins en eau et assainissement. Cf. M. Moualidi, « A Water and Sanitation Needs Assessment for Kisumu City, Kenya », MCI, mai 2010.
[111] Ainsi, le rapport sur les besoins éducatifs loue-t-il la « Free Primary Education » établie par le gouvernement kényan en 2003 et propose l'extension de la gratuité pour la maternelle et le secondaire. Cf. M.Moualidi, « Education Needs Assessment for Kisumu City, Kenya », MCI, décembre 2008.

l'art des pratiques, préoccupations et actions dans le champ de l'aide au développement. La ville y apparait comme un lieu d'action privilégié. Ce qui apparaissait en premier lieu comme la circulation d'une loi d'airain de la compétition internationale urbaine, d'un horizon de mise en marché disciplinaire d'un espace marginal dans les flux de la mondialisation, et donc de la circulation d'un projet néolibéral à l'échelle mondiale, a révélé à l'examen d'importantes nuances. Dans le sillage des interrogations posées par un « débat sud-africain » (Parnell et Pieterse, 2010 ; Parnell et Robinson, 2012 ; Morange, 2011a ; Morange et Fol, 2014 ; Ferguson, 2010), la question se pose alors de l'opérabilité du cadre dominant de la néolibéralisation dans les études urbaines critiques pour appréhender les rationnalités politiques qui organisent le champ de prescription et d'action du développement urbain en Afrique.

A partir de l'expérience sud-africaine, Susan Parnell et Jennifer Robinson (2012) insistent en effet sur la nécessité d'un dépassement du cadre théorique et analytique du néolibéralisme urbain. Notion trop lâche et trop centrée sur l'expérience historique des contextes urbains du Nord, le néolibéralisme ne permettrait pas de rendre compte de manière intelligible des dynamiques urbaines plurielles des villes du « Sud Global ». En conséquence, la théorie urbaine critique doit être recalibrée et « provincialisée » pour qu'émergent une question que les auteurs jugent plus adéquates aux contextes du Sud : la construction par les pratiques concrètes du développement urbain des capacités d'action des gouvernements locaux pour s'attaquer à l'urgence de la pauvreté urbaine. La prise en compte dans le contexte Kisumu de cette critique postnéolibérale n'est pas vaine . Elle répond à la promotion de l'intervention publique par la structuration internationale et particulièrement onusienne des prescriptions, initiatives et action sur le développement urbain. Surtout, en capitalisant sur une longue décennie de visibilité internationale, la ville est récemment[112] devenue l'un des lieux d'un réseau – à cheval entre savoir et action – de reconstruction d'une théorie urbaine qui se veut directement au service de l'amélioration des conditions de vie en ville. Elle est devenue l'un des membres de *Mistra Urban Futures*, une alliance de cinq villes (Cape Town, Göteborg, Manchester et Malmö), autant de « *plateformes d'interactions locales* » (« *Local Interaction Platforms* ») qui réunissent institutions de recherches locales et internationales, fonctionnaires locaux et élus dans le but de fournir des réponses politiques adéquates aux défis urbains pour « *une urbanisation durable où les villes sont accessibles, vertes et justes* » en « *générant et utilisant des savoirs pour des transitions vers des futurs urbains durables à travers la co-création reflexive aux niveaux local et global*. »[113]. La plateforme d'interaction locale de Cape Town est notament constituée de l'*African Center for Cities* (ACC) de la *Cape Town University*, où officie Susan Parnell qui, à partir de son analyse de l'évolution de politiques

[112] Et très malheureusement en dehors des bornes chronologiques qui ont balisé le champ de notre terrain
[113] Voir le site de Mistra Urban Future, URL : http://www.mistraurbanfutures.org/en/urban-futures/vision

urbaines à Cap Town, a largement défini la necessité d'une « rupture postnéolibérale » (Morange, 2011a : 3). Ces idées structurent de plus en plus l'environnement dans lequel les connaissances sur Kisumu sont aujourd'hui produites (Tableau 12).

Situer Kisumu dans ce débat nous semble donc important. Néanmoins, à l'aune des prescriptions et des interventions sur le développement urbain à Kisumu que nous avons étudiées dans la sous-partie précédente, il nous parait impossible d'évacuer la réalité de processus de néolibéralisation dans la compréhension des restructurations à l'œuvre sur le gouvernement urbain à Kisumu. Il est en fait nécessaire de s'accorder sur ce qu'on entend par « néolibéralisation », dont les définitions se sont étendues en même temps que son succés, au risque de devenir – selon les mots de ses principaux défenseurs – un « *concept fripon* », « *touche à tout et envahissant quoique défini de manière inconsistante, empiriquement imprécis et frequemment contesté* » (Brenner, Peck et Theodore, 2010 : 184). Pour Marianne Morange, les tenants sud-africains du « postnéolibéralisme » mobilisent avant tout une définition particulière – et sans doute réductrice – du néolibéralisme, fondée sur une conception anti-interventionniste de l'Etat, un « *anti-étatisme thatcherien de première génération* » (Morange, 2011a : 7). « *La néolibéralisation est donc envisagée dans son rapport à l'État, comme une forme de retrait ou de démission étatique partielle* » (Morange, 2011a : 4), rendant sa mobilisation inopérante dans le cas sud-africain où « *l'Etat (national et local) n'a jamais cessé de jouer un rôle central, notamment en matière urbaine* ». (Morange, 2011a : 7). Comme nous l'avons vu, dans le contexte kényan, de la même manière que dans d'autres contextes africains, on remarque à l'inverse les limites des capacités d'intervention de l'Etat d'après l'ajustement, tout spécialement en matière de politique urbaine (cf supra). Le néolibéralisme n'y aurait rien de réellement « néo » et s'attacherait alors à décrire la phase des ajustements des années 1980 (Ferguson, 2010). Cette analyse du néolibéralisme comme retrait de l'Etat (« *le néolibéralisme dans le sens africain* » pour Ferguson) n'est pas celle qui domine aujourd'hui chez les auteurs qui mobilisent ce concept (néo-marxistes et foucaldiens), qui ont plus tendance à analyser la néolibéralisation comme un redéploiement de l'Etat et son rôle dans un nouvel « art de gouvernement » :

> Le néolibéralisme [...] met les mécanismes gouvernementaux développés dans la sphere privée à l'oeuvre à l'intérieur de l'Etat lui-même, pour que même les fonctions centrales de l'Etat soit ou sous-traitées par des fournisseurs privés, ou gérées « comme un business ». La question de savoir ce qui doit être publique ou privé devient brouillée, car l'Etat lui-même s'organise autour de « centres de profit », de « modèles d'entreprises » etc. Dans cette perspective, plutôt que faire bouger la ligne entre Etat et marché, le néolibéralisme implique le déploiement de nouvelles techniques de gouvernement fondées sur le marché dans le terrain de l'Etat lui-même. (Ferguson, 2010 : 172)[114]

[114] Traduit de l'anglais par nos soins

Pour fonctionner efficacement, les marchés ont donc besoin de restructurer le rôle de l'Etat en leur faveur, c'est-à-dire d'infuser l'Etat de ses rationalités. Ce faisant, les processus de néolibéralisation se heurtent donc aux aspérités des constructions socio-historiques étatiques locales héritées. Le fait que les capacités d'intervention de bien des Etats soient faibles informe cet héritage, que Mathieu Hilgers a essayé d'interroger ainsi :

> La trajectoire socio-historique de l'Etat joue un rôle décisif dans le déploiement des politiques néolibérales. Dans des régions où l'Etat social était presque inexistant, l'application de politiques néolibérales ne s'est pas déroulée d'une manière identique à ce que l'on observe au Nord. La variété des trajectoires […] démontre que le néolibéralisme est un élément majeur, mais juste un élément, qui aide à déterminer la configuration de l'Etat. (Hilgers, 2012b : 90)[115]

Ainsi, la diffusion prescriptive de rationalités néolibérales ne nous semble pas contradictoire avec une dynamique de construction de l'Etat (local ou central) et de sa force d'intervention. Des processus de néolibéralisation peuvent en effet être au cœur de la construction étatique et étendre ses domaines d'interventions[116]. James Ferguson a ainsi montré comment en Afrique du Sud des politiques sociales « *coexistent, et peuvent être même des compléments nécessaires de modèles économiques néolibéraux* » (Ferguson, 2009 : 169). Dans une veine foucaldienne, Marianne Morange, affirme à partir du cas capetonien qu'on peut « *envisager le néolibéralisme comme une rationalité surplombante qui imprégnerait les valeurs et les représentations dominantes, donc les politiques publiques* […]. *Plutôt que de questionner la manière dont un 'grand plan' néolibéral se dissoudrait éventuellement dans les spécificités capetoniennes pour produire, ou non, du néolibéralisme, on pourrait chercher à comprendre comment le néolibéralisme, en tant que rationalité, est ponctuellement infusé dans l'action locale, même quand cette dernière cherche sincèrement à fonder un projet développemental.* » (Morange, 2011a : 7). Cette perspective nous semble tout à fait adéquate et heuristique pour comprendre l'apparente diversité des logiques à l'œuvre dans la structuration transnationale et circulatoire des politiques urbaines à Kisumu.

2.3.3.2. Néolibéralisation à Kisumu

C'est justement un projet développemental de construction d'un Etat local capable de localiser la réalisation des OMD qui est en jeu à Kisumu ; projet qui connaitra une relative visibilité dans le champ de la circulation internationale des idées et pratiques du développement. Pourtant, à l'aune des questions et débats soulevés plus haut, la prescription de la construction et du renforcement de l'Etat local pour remplir les objectifs du Millénaire s'accompagne de la diffusion de rationalités néolibérales. Ces appels à la construction d'un « Etat développemental » ne suivent pas les canons de l'Etat Providence keynésien qui constitue souvent un référent historique et un horizon nostalgique dans les discussions critiques contemporaines sur le développement (Ferguson, 2010 : 167-168). Et ce pour deux raisons principales que nous allons développer :

[115] Traduit de l'anglais par nos soins

[116] Ainsi, en ce qui concerne les contextes du Nord, le développement de la « main droite » de l'Etat, à savoir ses fonctions pénales et répressives, est une composante essentielle de la néolibéralisation (Wacquant, 2012).

d'une part parce que le privé s'immisce dans le public et d'autre part parce qu'il existe des pressions sur la restructuration de l'environnement régulatoire à travers des guides d'investissements et du benchmarking.

Le privé dans le public

Nous avons déjà noté comment la CDS empruntait les outils et les normes en vigueur dans le monde de l'entreprise (« *SWOT analysis* »), et plus précisemment le langage de la prospective managériale. De manière générale, les formes privilégiées de construction de l'Etat développmental local suivent les lignes que dessinent la diffusion des normes et pratiques du *New Public Management*, soit la mise en œuvre dans le secteur public des principes organisationnels et de gestion régissant le secteur privé. La MCI est particulièrement active dans la promotion de ces normes et ces pratiques. La notion d'efficience maximale des investissements et le calcul quantifié du rapport cout/avantage/efficacité du service est central dans la conceptualisation de la fourniture de services, et c'est cette problématique qui est à la base des différents « *need assessment* » entrepris pour les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'eau. On ne propose pas que ces services soient forcément administrés directement par la force publique, que l'on souhaite alors cantonée au mieux à la sphère du pilotage stratégique. Ainsi , les partenariats publics-privés (PPP) sont-ils vus comme des outils efficaces pour renforcer et étendre la couverture des différents services. Dans le secteur de l'éducation, la MCI propose de les généraliser pour faire face aux besoins qu'impliquent la gratuité et l'obligation de scolarité souhaitée. Dans le domaine de l'eau, la MCI propose de multplier les « *Delegated Management Models* » déjà existantes et mis en œuvre par la KIWASCO[117], qui relie par une relation contractuelle le fournisseur d'eau à des petits entrepreneurs privés (appelé « *Master Operators* ») qui ont une incitation financière à étendre l'accés en eau en ouvrant des connexions dont il font payer l'accès aux usagers. Dans le domaine des déchets, les mêmes logiques de « petits » PPP déjà existants sont présentés comme des pratiques à développer pour intégrer les logiques de l'informalité à celle du développement de l'Etat local[118]. Dans la CDS, la même logique de soutien aux PPP déjà

[117] Dans le respect de la loi sur l'eau votée nationalement, la municipalité a privatisé en 2003 son service d'eau jusque-là assuré en régie par une compagnie autonome financièrement. Les revenus de la municipalité correspondant à la vente d'eau ont chuté de 50% après cette privatisation, (Bousquet, 2008).

[118] Par exemple dans le domaine de la gestion des déchets, la MCI loue l'initiative conjointe d'Un-Habitat, de SIDA et l'OIT de gestion des déchets solides, KISWAMP, qui s'appuit sur des petits acteurs informels (essentiellement des *youth groups*) déjà impliqués dans la collecte des déchets.

existants est présente[119], et leur extension constitue un objectif à part entière de la stratégie municipale qui y est définie[120].

La proposition formulée par Un-Habitat dans le processus de production de la CDS (2002-2004) de créer un forum citoyen, dans une volonté d'impliquer divers acteurs concernés par les problématiques du développement urbain, a aussi participé à une dynamique d'effacement de la frontière entre intérêts privés et intérêts publics dans la conduite du gouvernement local. Si elle correspondait au départ à une réelle volonté d'ouverture du gouvernement à une pluralité d'acteurs (informels, femmes, jeunes, ONG, gouvernement local et central et milieux d'affaire), la création de la *Kisumu Action Team* (KAT) – dont le fonctionnement est financé par la MCI – s'est vite constituée en tant que plateforme d'interaction entre l'éxécutif municipal, des élus et les milieux d'affaires (voir chapitre suivant).

Tableau 13 : Composition de la *Kisumu Action Team* (2005-2007)

Membership of the second Kisumu Action Team 2005–2007

1	Cllr. Prisca M. Auma	H/W the mayor
2	Mr. Wisdom K. Mwamburi	Town clerk
3	MPs	Kisumu Town East & West
4	District Commissioner	Kisumu District
5	Mr. C. S. Hayer	Rep. industrialists
6	Prof. F. Onyango	Vice-Chancellor Maseno University
7	Chairman, Law Society of Kenya	Western Region
8	Mr. Sunil Shah	Kenya Ass. of Manufacturers
9	Mrs. Grace Onyango	Senior citizen (First African Mayor of Kisumu)
10	Mr. D. P. Mandavia	Rep. business community
11	Mr. George Olilo	Chamber of commerce
12	Manager, CBK	Rep. financial sector
13	Mayor's chaplain	Rep. religious organizations

Source : Obera et Onyango (2015)

Les tentatives d'ouverture de la KAT à des acteurs de l'économie informelle après les violences post-électorales ont échoué, et comme nous le verrons plus tard (chapitre 7) à propos de la régulation des activités de l'informel dans le centre-ville, la KAT développé un agenda politique assez lointain de la défense des interets des plus démunis et largement porté par l'exécutif municipal.

[119]Dès l'avant propos du document de la CDS, on peut ainsi lire : « *A strong political will has provided an environment in which various strategic modes of public-private partnerships have been tested and registered marked success, increasing opportunities for development synergies* », Un-Habitat, 2004.

[120] De manière presque désincarnée, le grand objectif général de « promouvoir le développement socio-économique » doit être réalisé en partie par « l'action stratégique » qui consiste en « l'établissement de partenariats publics privés » (Un-Habitat, 2004 : 32), sans que d'autres modalités de provision de services publics soient présentées.

Pressions sur la restructuration de l'environnement régulatoire : guide d'investissements et benchmarking

Les différents travaux et guides dont nous avons parlé plus haut, produits par la MCI et ses partenaires, prônent invariablement une mise aux normes de l'économie en faveur des investisseurs. Il s'agit de prescrire la création d'un enviromment institutionnel local efficace dans la conduite des interactions avec des acteurs économiques domestiques et internationaux qui pourraient considérer Kisumu comme un lieu d'élection pour leurs investissements. Dans sa tentative de promotion de la ville, la MCI loue d'abord un environnement national et des régles qui sont de plus en plus favorables aux acteurs du marché depuis l'élection du gouvernement de Mwai Kibaki (loi sur les privatisations, Plan d'Action sur le Climat d'Investissement, etc.)[121]. Cela permet de mieux prôner ensuite l'établissement d'un environnement similairement favorable au niveau municipal. Les challenges, obstacles et faiblesses principaux aux investissements sont identifiés, avec une insistance particulière sur le cadre institutionnel local, impliquant des « *haut coûts de transaction, dus à des problèmes régulatoires et de gouvernance* »[122]. La multiplicité des licences nécessaires pour pouvoir opérer un business est particulièrement mise en avant. Le rapport de la MCI donne aussi la parole à des (gros) investisseurs locaux (la famille Gilani, la famille Shah et la famille Odinga pour l'essentiel) qui viennent relater les opportunités et les possibilités de profit qu'offre Kisumu, ainsi que les limitations et embuches dont souffrent leurs activités. Dans la même veine, les spécialistes de l'audit de KPMG expliquent que « *les coûts et difficultés pour lancer un business à Kisumu impactent potentiellement la viabilité des opportunités* […] *les processus d'entreprises* [« business process »][123] *ne sont pas propices à un environnement d'investissement florissant* », citant tour à tour les difficultés d'acquisition de terres, de permis de travail et de licences, les délais d'obtention des permis de construire où encore le coût local du crédit[124].

Il peut sembler paradoxal d'insister dans des publications censées promouvoir l'image de la ville et ses potentialités économiques sur ce qui pourrait repousser ceux à qui ils sont destinés.

[121] « *A new Investment Act was passed in 2004 and amended in 2006 to remove some of the obstacles to foreign direct investment (FDI). The Privatization Bill, which had stalled, became law in 2005 and provided for the setting up of a Privatization Commission, expected in 2007* […] *Privatization remains one of the Government's priorities. Other economic priorities are embodied in the Economic Recovery Strategy for Wealth and Employment Creation, the Investment Climate Action Plan, the Private Sector Development Strategy (PSDS) and the National Export Strategy. All of these are meant to create a more enabling environment for business and to lead to economic growth and poverty reduction. From them have followed various measures to enhance security, strengthen infrastructure, streamline procedures and simplify regulations* », dans "Invest in Kenya: Focus Kisumu July 2007", MCI, 2007

[122] Ibid.

[123] Selon le site businessdictionnary.com (URL : http://www.businessdictionary.com/definition/business-process.html), un *business process* est « *une série d'activités ou de tâches reliées, mise en œuvre ensemble pour produire une série de résultats définis* ». Le terme s'étend ici dans son contexte d'énonciation aussi bien qu'aux régulations publiques (permis, licences, etc.)

[124] Cf. KPMG, « Kisumu, Kenya, Potential Opportunities for Investors », p 23, 2008.

Les rapports optent officiellement pour cette posture au nom de la transparence[125]. Nous pensons plutôt que ces analyses répondent à une volonté de normalisation et d'infusion de procédures et de rationalités pro-business au sein du gouvernement local, et qu'elles sont produites en grande partie pour contraindre le gouvernement urbain dans la réforme de son appareil réglementaire. En effet, les rapports ne cessent de noter les « efforts » et les « progrés » fait par la municipalité, cette fois ci de manière positive : la volonté affichée par l'éxécutif municipal de généraliser les PPP[126] et les efforts pour simplifier le système de licenses sont autant de points positifs mis en avant par le rapport et montrant la marche à suivre. Finalement, ces différents guides s'adressent tout autant à des potentiels investisseurs qu'aux acteurs locaux participant à la construction du cadre réglementaire dans lesquels les investissement sont voués à s'ancrer ; au point que l'esprit programmatique des réformes des rapports soit largement porté par l'éxécutif municipal. Lors de nos premiers pas à Kisumu, en novembre 2009, notre première (et très courte) rencontre avec le maire de Kisumu, Samuel Okello, avait largement porté sur les efforts faits par la municipalité pour faciliter les relations entre celle-ci et les investisseurs.Le maire nous avait longuement parlé de l'ouverture récente d'un « *investment desk* » dans la ville et il avait insisté pour nous remettre un exemplaire du guide d'investissement de la MCI.

Les rapports de la MCI et de KPMG sont donc l'expression des champs de contraintes et des champs des possibles définis par les liaisons entre investissements privés, développement économique et social et réduction de la pauvreté. Ces limites indiquent le chemin des réformes du gouvernement local ; et elles se font d'autant plus insistantes que l'impératif compétitif est invoqué. KPMG fait état des « menaces compétitives » sous laquelle Kisumu tombe :

> Les avantages de la région peuvent être perdus au bénéfice des pays voisins. D'autres régions autour du Lac Victoria en Tanzanie et en Ouganda ont le potentiel de surpasser Kisumu en raison de leur environnement d'investissement en voie d'amélioration. Les autorités ougandaises encouragent de nouveaux business à travers une autorités d'investissement tout-en-un qui attribue des terrains et des permis de travail aux investisseurs et offre des incitations fiscales et des subventions. De récents investissements en Ouganda montrent que l'environnement apparait bien plus accueillant qu'à Kisumu. Par exemple, Bidco (un

[125] Ainsi l'introduction du guide de la MCI clarifie cette approche « objective » et équilibrée, loin d'une simple promotion trop laudative : « *The MCI does not believe that serious investors can be attracted to an area through a purely 'promotional' approach, one that promotes the positive while hiding the negative. So the Guide is written to be credible. The challenges that potential investors would face are described along with the opportunities they may be missing if they ignore Kisumu* », in MCI, « Invest in Kenya : focus on Kisumu », 2007.

[126] "*Nonetheless, Kisumu is a vital city. The Municipal Council of Kisumu9 has recently outlined a development strategy that places investment and public-private partnership at its very centre*." Cf MCI,"Invest in Kenya : focus on Kisumu", 2007

> producteur d'huile comestible et de produits d'hygiène) a essayé de lancer une plantation de palmiers autour de Kisumu mais a été forcée de regarder ailleurs après avoir confronté obstacles et oppostion ; l'opportunité a été finalement réalisée en Ouganda. Il y a un potentiel de Mwanza en Tanzanie pour défier Kisumu si les infrastructures de transport la reliant à Dar es Salaam sont améliorées. Dar es Salaam est le second plus grand port d'Afrique de l'Est et Mwanza est la deuxiéme plus grande ville de Tanzanie.[127]

D'autres informations viennent mettre en comparaison les économies kényanes, tanzaniennes et ougandaises dans les deux guides d'investissement de la MCI et de KPMG[128], toujours dans l'analyse de la compétitivité des différents « *business environment* » locaux et nationaux. La mise en comparaison – ou, dans le langage du marketing, le « *benchmarking* »[129] – est une méthode puissante pour ancrer la logique compétitive (Bruno et Didier, 2013) et les bonnes réformes qui améliorent la compétitivité dans l'agenda politique local. Kisumu est d'ailleurs plus largement intégrée depuis 2010 dans la grande enquête mondiale de benchmarking de la Banque Mondiale[130], *Doing Business*, réactualisée en 2012 et 2016[131], qui se charge « *d'analyser la réglementation des affaires et son application dans plus de 189 économies et dans certaines villes au niveau infranational et régional* », en ce qui concerne les petites et moyennes entreprises domestiques :

> En collectant et en analysant des données quantitatives détaillées pour comparer les cadres réglementaires applicables aux entreprises du monde entier au fil du temps, Doing Business encourage la concurrence entre les économies pour la mise en place d'une réglementation des affaires efficace […]. Par ailleurs, Doing Business offre des rapports infranationaux détaillés qui couvrent les mêmes domaines de la réglementation des affaires ainsi que les réformes mises en place dans différentes villes et régions d'une même économie. Ces rapports fournissent des données sur la facilité de faire des affaires, classent chaque localité et recommandent des réformes pour améliorer la performance dans chacune des zones étudiées […]. Le but initial reste de fournir une base objective pour comprendre et améliorer l'environnement réglementaire des affaires partout dans le monde.[132]

[127] KPMG, « Kisumu, Kenya, Potential Opportunities for Investors », p.30, 2008.
[128] Les guides comparent coûts des licences, capitaux minimums, protection de la propriété privée, droit de posséder des terres ou non pour les étrangers, etc., cf. MCI, « Invest in Kenya : focus on Kisumu », p 48-49, 2007.
[129] Selon la définition de wikipédia, le « *Le benchmarking, la référenciation, l'étalonnage ou le parangonnage est une technique de marketing (mercatique) ou de gestion de la qualité qui consiste à étudier et analyser les techniques de gestion, les modes d'organisation des autres entreprises afin de s'en inspirer et d'en tirer le meilleur. C'est un processus continu de recherche, d'analyse comparative, d'adaptation et d'implantation des meilleures pratiques pour améliorer la performance des processus dans une organisation.* ». L'application des méthodes marketing au secteur public est une composante des logiques du « New Public Management » (Bruno et Didier, 2013).
[130] Plus spécifiquement par la Société Financière Internationale (ou *International Financial Society* ou IFS) constituant la branche développement du secteur privé au sein du groupe Banque mondiale.
[131] Tous les rapports de l'initiative *Doing Business* de la Banque Mondiale concernant le Kenya et Kisumu sont accessibles à l'adresse suivante : URL : http://www.doingbusiness.org/reports/subnational-reports/kenya
[132] Tiré de la présentation de ce projet de la Banque Mondiale sur sa page internet : URL : http://francais.doingbusiness.org/about-us

Dans le cadre du rapport kényan de *Doing Business*, Kisumu est l'une des économies infranationales étudiées selon des indicateurs qui permettent de la comparer avec les économies étudiées dans les autre rapports.. Les indicateurs produits concernent « *les régulations qui amorcent les affaires ou les contraignent* » et impliquent la juridiction locale et ses pratiques. Sont ainsi retenus quatre secteurs à partir desquels sont mesurés les indicateurs : la facilité d'obtention des permis de construire, l'exécution des contrats, l'enregistrement et le transfert de propriété et la facilité de créer une entreprise. Dans les trois rapports de 2010, 2012 et 2016, Kisumu est directement comparée à d'autres localités kényanes (10 autres dans le rapport de 2010, 12 autres pour celui de 2012, et 10 autres pour le rapport de 2016)[133] (Tableau 14), mais aussi à des compétiteurs étrangers définis comme comparables par leur position géographique (des villes d'Afrique du Sud, Rwanda, Burundi, Ouganda et Tanzanie), et à ceux qui, constituant la tête des classements du benchmarking, s'imposent comme des références (des villes de Nouvelle Zélande, Afrique du Sud, Slovénie ou encore Singapour). Virtuellement, par le biais du site internet de *Doing Business*, l'environnement règlementaire des affaires à Kisumu est donc comparable avec toutes les autres localisations infranationales. Le lobbying en faveur de réformes pro-business est le but avoué du projet *Doing Business* : « *les données quantitatives et le benchmarking sont utiles pour stimuler un débat sur les politiques publiques, autant en exposant les challenges potentiels qu'en identifiant où les décideurs politiques devraient regarder pour des leçons et des bonnes pratiques* »[134]. C'est la dimension disciplinaire des propositions de réformes standardisées qui a été critiquée par des ONG, certains experts et des hommes politiques africains[135]. D'autres accusent ces pratiques de favoriser des formes de dumping social et fiscal[136].

[133] Nairobi, Mombasa, Machakos, Thika, Narok, Nyeri, Isiolo, Eldoret, Kakamega et Malaba sont comparées dans la publication de 2010 et 2016 ; à l'édition 2012 s'ajoutaient Nakuru et Kilifi.
[134] Cf « Doing Business in Kenya in 2012 », IFS, 2012
[135] Cf « Doing Business » : pourquoi le rapport fait polémique », in *Jeune Afrique*, 6 décembre 2013 ; on citera aussi le comité d'examen indépendant crée en 2012 et dirigé par Travor Manuel, ancien ministre de l'économie de l'Afrique du Sud, qui demande de vider le rapport de son classement qui impose une dimension prescriptive (voir « Doing Business revu et corrigé ? » in *Conventions*, 18 février 2014 (URL : http://convention-s.fr/decryptages/doing-business-revu-et-corrige/)
[136] Comme la confédération d'ONG belges Centre National de Coopération au Développement, qui accuse les rapports du *doing Business* de promouvoir une « injustice fiscale mondiale », cf « Point Sud, les mécanismes de l'injustice fiscale mondiale », mai 2013

Tableau 14 : Classement infranational du *Doing Business in Kenya 2016*

TABLE 1.1 Where is doing business easier in Kenya—and where not?

County (City/Town)	Starting a business		Dealing with construction permits		Registering property		Enforcing contracts	
	DTF score	Rank	DTF score	Rank	DTF score	Rank	DTF score	Rank
Busia (Malaba)	82.26 ↑	7	70.35	2	50.91 ↑	4	59.46	1
Isiolo (Isiolo)	82.44 ↑	6	70.18	3	39.67 ↑	11	58.35	4
Kakamega (Kakamega)	81.57 ↑	11	63.02	10	47.98	10	56.74	11
Kiambu (Thika)	83.64 ↑	2	63.87	9	48.63 ↑	8	56.97	10
Kisumu (Kisumu)	82.26 ↑	7	70.49	1	50.31 ↑	6	58.24	7
Machakos (Machakos)	83.41	3	67.11	5	48.33	9	57.90	9
Mombasa (Mombasa)	82.91 ↑	4	66.22	8	51.62	2	58.96	2
Nairobi (Nairobi)	82.76 ↑	5	56.17	11	54.27 ↑	1	58.27	6
Narok (Narok)	81.92 ↑	10	66.33	7	49.89	7	58.01	8
Nyeri (Nyeri)	82.26 ↑	7	68.86	4	50.68	5	58.37	3
Uasin Gishu (Eldoret)	83.73 ↑	1	66.34	6	51.03	3	58.28	5

Rank: 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11

Source: Doing Business in Kenya, *Banque Mondiale, 2016.*

Dans ce benchmark national, la position de Kisumu est fluctuante. La ville est classée 4e en 2010, et 8e en 2012 (classements à partir de l'agrégation des rangs particuliers déduits des « scores » établis dans les quatre critères cités plus haut). Le rapport de 2016 se refuse d'établir un classement national et ne présente que les résultats par critères (cf. Tableau 14). On remarque que Kisumu tient la tête du classement en ce qui concerne la délivrance des permis de construire, alors que la ville n'était dans ce domaine que 10e (sur 13) en 2012. Ce progrès dument relevé et mis en avant en tant que « bonne pratique » dans le rapport de 2016 démontre bien la nature autoréférencée des voies de réformes prescrites. En effet, ce bond dans le classement est attribuable à l'introduction d'une interface internet pour la demande de permis construire qui aurait sensiblement réduit les délais de leur attribution ; or cette réforme est directement le fruit d'une coopération entre le gouvernement local et la Banque Mondiale[137], ce dont le rapport se garde bien de signaler. Et cette réforme est utilisée pour illustrer l'une des trois conclusions du rapport de 2016 dans le sens de la nécessité de la circulation des bonnes pratiques pour consolider la position de l'économie kényane dans la

[137] Cf. « Kisumu County launches e-construction permit with World Bank support », in *The Nation*, 8 octobre 2015.

compétition globale[138]. Plus généralement, l'environnement institutionnel transnational dans lequel se formule le renouveau des politiques de développement urbain à Kisumu est propice à la diffusion des rationalités néolibérales et entrepreneuriales.

***

Le champ de l'expertise internationale dans le développement, qui, depuis la publication de la CDS en 2004, a fait de Kisumu un objet de son regard, présente une forme de cohérence malgré la diversité des approches et des acteurs. L'expression de « rationalité surplombante » (Morange, 2011a) cerne bien cette cohérence. Ce surplomb néolibéral se lit dans la diversité des secteurs de diffusion des valeurs entrepreneuriales et de compétition. Le langage des affaires et les méthodologies issues du management et du marketing sont mobilisées pour produire le savoir sur la ville. On propose de construire les services urbains et sociaux ainsi que l'Etat local qui doit en diriger le déploiement selon des modalités définis par les normes et pratiques du secteur privé, dont on sollicite par ailleurs la participation directe dans la fourniture de ces services. Enfin, l'horizon de la compétition économique au niveau tant mondial que domestique façonne un champ de contrainte dans lequel devrait cheminer la construction des régulations locales forgées par le gouvernement local.

Pourtant, ces prescriptions n'épuisent pas la complexité des dynamiques qui infusent la structuration internationale du développement urbain à Kisumu. Elles en représentent un pôle, l'une des rationalités, qui voisine voir s'immisce au sein de la volonté onusienne et sous-tend l'idée de construction d'un Etat local développemental, comme nous nous sommes attachés à le démontrer dans cette partie. On pourrait schématiquement résumer la diffusion dans le champ onusien des thématiques entrepreneuriales et compétitives par les partenariats que l'agence met en œuvre dans la promotion de ses initiatives à Kisumu. D'une part avec la Cities Alliance, par laquelle Un-Habitat est liée à la Banque Mondiale[139], et d'autre part avec l'implication de la Millennium Cities Initiative de Jeffrey Sachs. Néanmoins, d'autres acteurs internationaux portent a priori d'autres rationalités dans la construction de l'action publique. L'implication première et initiale de l'agence bilatérale de développement suédoise dans la protection environnementale dans un cadre régional s'écarte de la diffusion d'une rationalité

[138] Ainsi note-t-on que les « *améliorations locales n'avancent pas seulement le statut d'un gouvernement local par rapport à un autre, ils peuvent aussi faire une différence dans la vision d'ensemble, dans la vision globale* [« in the bigger, global picture »]. *Par exemple, Kisumu, qui réalise la meilleure performance pour l'indicateur de délivrance des permis de construire, est proche au niveau mondial des 40% des économies les plus performantes, alors que Nairobi est proche des 20% les moins performantes. Si Nairobi répliquait les bonnes pratiques de Kisumu pour la délivrance des permis de construire, elle ne monterait pas seulement dans le classement comparativement à ses paires, mais monterait dans l'échelle mondiale, en tant que représentante du Kenya dans le classement Doing Business* », cf. « Doing Business in Kenya 2016 », IFS, p. 3, 2016.

[139] Ce partenariat illustre sans doute assez bien le constat selon lequel « *l'élargissement du champ de ses* [la Banque Mondiale] *thématiques et de ses politiques s'est toujours fait implicitement au nom d'un objectif unique : l'efficacité du dieu-marché* » (Cling, Razafindrakoto et Roubaud, 2011 : 42).

entrepreneuriale. Le champ circulatoire onusien est lui finalement assez plastique, influencé par les agendas pluriels de ses partenaires. Le projet urbain de l'AFD, s'il s'appuie en partie sur la visibilité nouvelle de la ville dans le champ du développement international, s'écarte lui aussi des prescriptions néolibérales de par ses modalités d'application et sa philosophie générale. La diffusion des rationalités néolibérales participent aux logiques développementales présentes à Kisumu, mais elles ne peuvent toutefois résumer l'ensemble des évolutions contemporaines du développement urbain. Tous ces exemples que nous avons développés dans la partie qui s'achève ici témoignent donc de la complexité du chemin qui a mené Kisumu à une visibilité internationale, et montrent que ce chemin n'emprunte pas de manière homogène une néolibéralisation univoque et totale.

2.4. L'horizon est-africain : les canaux de la connexion au marché mondial

2.4.1. Dimension multiscalaire du régionalisme compétitif

La diffusion des rationalités néolibérales ne résume donc pas l'ensemble des contenus charriés au sein de l'espace circulatoire qui prend Kisumu comme l'un de ses lieux d'ancrage. «*Partout et nulle part à la fois* » (Peck, 2001), les rationalités néolibérales sont en effet bien présentes dans le processus de la construction de l'Etat développemental. On ne pourrait donc qu'acquiescer à la vision programmatique de Jennifer Robinson, selon laquelle « *il y a besoin de placer les ambitions globales des villes et des villes-régions à côté d'un éventail d'autres processus façonnant la politique urbaine et le développement. Plutôt qu'un imaginaire géographique de compétition interurbaine, ouvrir les territoires de la ville pour enquêter sur cette multiplicité d'agendas en compétition et leur complexe circulation à travers et au-delà de la ville pourrait permettre une évaluation politique plus nuancée des ambitions des gouvernements urbains* » (Robinson, 2014 : 408). Cette précaution analytique est bienvenue et nous l'avons largement suivie jusqu'ici pour analyser l'insertion de Kisumu dans un circuit particulier de mobilité des politiques urbaines. Elle ne doit pourtant pas occulter l'importance de l'imaginaire géographique de la compétition spatiale dans la projection de Kisumu dans son futur. Au Kenya, la possibilité de réaliser les ambitions du gouvernement urbain sont restreintes par leur faiblesse structurelle (Bourmaud, 1988), malgré les réformes concédées par le centre du pouvoir étatique (Smoke, 2003) et l'appui des acteurs internationaux pour consolider le pouvoir local. La volonté d'insertion de la ville dans l'espace imaginé de la compétition globale se manifeste donc aussi, et peut être de manière plus tangible, par l'intercession de pouvoirs plus englobants, nationaux et régionaux. Ces intercessions constituent des médiations entre le « local » et le « global », deux référents scalaires trop imprécis dans lesquels sont souvent trop rapidement résumées les interactions subsumées sous

le mot de « mondialisation » (Cooper, 2001 : 103)[140]. Kisumu s'insère dans différentes strates de pouvoir qui la projettent dans l'espace multiscalaire mais circonscriptible du régionalisme compétitif. Surtout, ces projections s'appuient sur des supports physiques, qui représentent les conditions de possibilité de l'articulation de Kisumu à des espaces qui la dépassent : les infrastructures logistiques. L'étude de ces infrastructures est nécessaire pour affiner le débat sur la néolibéralisation, et de définir le rôle de l'Etat dans ce processus.

2.4.1.1. Kenya Vision 2030

Une planification nationale « postdéveloppementale » ?

La Kisumu *city vision* définie dès 2004 dans et pour les cadres municipaux porte la volonté d'inscrire la ville en tant que *leader* dans l'espace du marché régional. Mais la municipalité, malgré la tentative décentralisatrice, n'est pas la seule entité – loin de là – à formuler un discours sur l'insertion dans la mondialisation. L'Etat central est aussi un promoteur des ambitions globales. Dans son propre exercice de planification urbaine stratégique (intitulé "Kisumu Structure Plan : A Strategic Concept Plan for Sustainable Urban Development") le *Ministry of Lands* propose en 2010 de faire de Kisumu « *une ville lacustre flamboyante régionalement et mondialement compétitive* »[141]. Ce dernier document produit par les bureaucrates du district – qui n'a que très peu circulé et dont nous doutons largement de l'application – s'ancre dans l'horizon stratégique défini par le document de planification stratégique national, *Kenya Vision 2030* [142] qui formule à l'échelle nationale la « *vision* » suivante : « *créer une nation mondialement compétitive et prospère avec une haute qualité de vie d'ici 2030* ». Cette vision est typique du « capitalisme d'Etat » qui se développe à l'orée du nouveau millénaire en Afrique de l'Est (Fouéré et Maupeu, 2015). Kisumu est un lieu parmi d'autres d'application de ce plan[143]. Déjà le document initial de la *Kenya Vision 2030* présente Kisumu comme l'une des onze « régions métropolitaines » identifiées par le document, qui réactive la tentative d'équilibrage de l'armature urbaine nationale des

[140] C'est à la réflexion suivante de Frederick Cooper que nous pensons ici, qui invite à incarner les processus de la mondialisation dans des « espaces bornés » : « *la popularité du terme* [mondialisation] *au sein de l'université en dit long sur la pauvreté de la science sociale contemporaine confrontée à des processus certes gigantesques, mais non universels, et à la réalité de liaisons certes transfrontalières et transculturelles, mais fondées sur des mécanismes spécifiques à des espaces bornés. Que l'on se contente d'opposer le global au local – fût-ce pour étudier comment ils se construisent l'un l'autre – souligne bien l'inadéquation des outils actuels à l'analyse de tout le reste.* » (Cooper, 2001 : 103)

[141]« *a vibrant lake shore City that is regionally and globally competitive"* in "Kisumu Structure Plan : A Strategic Concept Plan for Sustainable Urban Development", Ministry of Land, 2010

[142] « *Le projet Vision 2030, ambitieux plan de développement à long terme adopté en 2007 (Kenya, 2007), est emblématique de cet état d'esprit. Vision 2030 était l'initiative phare du Conseil national économique et social (National Economic and Social Council, NESC), institution technocratique créée pour conseiller Kibaki sur les questions de développement national et composée d'une sélection de responsables gouvernementaux, chefs d'entreprises, représentants d'organisations professionnelles et conseillers économiques.* » (Fourie, 2015)

[143] Nous reviendrons plus tard sur la signification de ce repositionnement de Kisumu dans la géographie nationale du développement

planificateurs des années 1960 et 1970 [144]. Cela étant, le plan de développement évoque un imaginaire spatial sensiblement différent. Elsje Fourie a montré à quel point la formulation de ce nouveau plan de développement national empruntait aux aspirations portées par le moment modernisateur, « l'âge d'or » de la construction nationale, et à la foi technocratique qu'avait incarné une figure comme celle de Paul Mboya (Fourie, 2015 : 94-95). Elle montre bien le glissement des référents géographiques dans la formulation de ce plan. Si les « modèles de réussite » étaient dans les années triomphantes de la modernisation les économies britanniques et américaines, les possibilités contemporaines de « *lesson drawing* » pour la construction nationale kényane sont à chercher du côté du Sud-est asiatique : en Chine, à Singapour ou en Malaisie (Fourie, 2015). Dans sa comparaison, Fourie n'insiste pas sur la modification profonde des référents et architectures scalaires qui anime la *Kenya Vision 2030* et l'activité technocratique dans le Kenya contemporain et qui nous parait digne d'être développée. Nous allons voir dans les pages qui suivent comment le développement de l'Etat par la planification stratégique tend à projeter l'espace national dans un espace transnational.

Ainsi, la construction étatique des « modèles » que sont les « Tigres asiatiques » ou la Chine – qui inspire la stratégie de développement kénayne – n'a pas mécaniquement suivi les voies d'une forme d'homogénéisation nationale, mais plutôt celles d'une différentiation au sein de l'espace politique lié à la nature des liens entre les espaces infranationaux et les circuits du capital mondialisé. En suivant le sillon tracé par le travail fondateur de l'anthropologue Aihwa Ong sur l'Asie du Sud-Est (Ong, 2006), on peut parler de la volonté d'établissement d'une « *souveraineté graduée* », qui retravaille largement l'imaginaire spatial de l'espace développemental de la construction nationale et de la « surface de la modernisation », fétiche technocratique des indépendances africaines (cf supra). Dans le contexte sud-asiatique, Ong parle de « *gouvernements postdéveloppementalistes* », qui repose sur une restructuration des spatialités de l'Etat qui favorise l'ancrage de certains espaces dans les flux de capitaux mondiaux :

> Il y a une différence entre le développementalisme – qui prend l'économie nationale comme la cible de son action – et ce que j'appelle le « postdéveloppementalisme », à savoir une stratégie plus dispersée qui ne traite pas le territoire national comme un espace politique uniforme. Des logiques déterminées par le marché induisent la coordination des politiques publiques avec les intérêts d'entreprises dans le sens que les décisions développementales favorisent la fragmentation de l'espace national en diverses zones non-contiguës, et promeuvent la

[144] C'est que nous interprétons du projet présenté dans le document de la *Kenya Vision 2030* : « *The Metropolitan and lnvestment Plans Initiative This will require preparation of metropolitan investment plans for eleven (11) regions (Nairobi and its environs), Mombasa, Kisumu, Kakamega; Nakuru, Eldoret, Wajir, Garissa, Mandera, Kitui, Mwingi and Meru). Strategic development and investment plans for special and border towns and for all other municipal councils will also be undertaken."* Government of Kenya, 2007, *Kenya Vision 2030, a popular version*

> régulation différentielle de populations qui peuvent être connectées ou déconnectées des circuits globaux du capital. (Ong, 2006 : 77)

Nous pensons que ce cadre postdéveloppemental est à même d'éclairer l'imaginaire géographique qui anime la *Kenya Vision 2030,* en ce qu'il articule la construction étatique et le marché international. Kisumu est l'un des lieux de ces nouvelles modalités du déploiement spatial de l'Etat.

Les espaces d'exception que constituent les « *zones économiques spéciales* » chinoises et singapouriennes sont les exemples types de restructuration de la spatialité de l'Etat et du développement de métriques topologiques en son sein (non contiguités, réseaux de longues distances, etc.). Dans une analogie assumée avec les expériences chinoises et singapouriennes[145], la *Kenya Vision 2030* choisit Kisumu , avec Mombasa et Lamu, comme lieu d'implantation d'une S*pecial Economic Zone* (ZES). C'est bien une volonté d'arrimage au marché international qui est affichée : les ZES « *sont toutes situées à côtés d'eaux internationales parce que leur production est destinées à l'export* »[146]. En proposant des « incitations fiscales »[147] et « non-fiscales »[148], il s'agit d'attirer des investissements directs étrangers dans le domaine manufacturier. La SEZ de Kisumu doit assurer « *l'accès aux marchés régionaux et la disponibilité de chaux pour soutenir les industries cimentières, chimiques et métallurgiques, et soutenir l'agro-industrie avec une augmentation de la production horticole le long des côtes du lac* » [149]. Reste que ce projet (dont le principe est acté depuis 2009) est aujourd'hui en suspend faute de pouvoir accéder dans l'espace municipal à une superficie foncière suffisante (2000 acres, soit 8 km²) pour son développement.

Les infrastructures de « l'ambition globale »

Les difficultés de réalisation de la ZES à Kisumu rappellent l'importance de la dimension physique et matérielle de l'espace pour concrétiser les imaginaires discursifs de connexion

[145] Singapour fournit d'ailleurs l'expertise pour leur mise en œuvre. Interviewé dans le journal *The Star* à propos des SEZ, le directeur de la *board* de *Kenya Vision 2030*, Mugo Kibati, affirme ainsi : "*We are engaging Singapore to help us with a master plan on how to set up the economic zones with maximum benefits. Singapore holds the reputation of creating the most successful economic zones on its own territory and china to set zones that created millions of jobs."* in *The Star, "Vision 2030 Is Right On Course*", 11 mars 2013

[146] Mugo Kibati, « Vision 2030 Is Right On Course », *art. cit.*

[147] « *the government exempted all supplies of goods and services to companies and developers in special economic zones from VAT and reduced the corporate tax rate for enterprises, developers and operators to 10 per cent for the first 10 years and 15 per cent for the next 10 years* » in *The Star,* « Government Now Introduces Special Economic Zones », 26 septembre 2015. En plus de ces réductions d'impôts, des zones de "*duty free trade*" sont prévues au sein des ZES.

[148] En proposant par exemple des dérogations à la législation régulant les relations salariales (« labor flexibility») des « infrastructure package » (électricité, accès routier etc).

[149] Ce projet de SEZ tant donc à soutenir l'export d'une matière déjà produite dans les environs de Kisumu, la chaux (Homa Lime Company), et soutenir le développement d'une activité très largement embryonnaire, l'horticulture, sur le modèle du cluster horticole du Lac Naivasha, largement connecté au marché mondial (Calas, 2013). Voir URL : http://www.vision2030.go.ke/projects/?pj=36

globale, et donc l'importance des infrastructures et des régulations ancrées dans un territoire pour permettre la mobilité réelle des capitaux. En d'autres termes, nous notons l'existence d'un *spatial fix* qui permet d'articuler territorialisation et circulation des capitaux[150] (Harvey, 2001). Ainsi, la conception de la SEZ de Kisumu prévoit-elle que celle-ci entoure l'aéroport rénové de la ville. Elle compléterait ainsi les conditions infrastructurelles du projet de connexion globale de Kisumu porté par la *Kenya Vision 2030*, dont l'élément phare est l'amélioration de l'aéroport[151] (voir Chapitre 8). Le développement régional serait assuré par les liens que l'aéroport permettrait d'entretenir avec le reste du monde[152], permettant l'export de fleurs coupées, de produits maraichers ou de poisson du lac et l'attraction de touristes occidentaux et de leurs devises dans la région[153]. L'aéroport est à l'occasion rebaptisé « *Kisumu International Airport* », l'épithète « international » faisant marque d'un prestige certain. L'ouverture de l'aéroport annonce d'ailleurs pour la presse un « décollage mondial », ou « *global take-off* » dans le texte[154], dans une référence savoureuse – quoique possiblement involontaire – au « take-off » rostovien. Les travaux de l'aéroport matérialisent à l'extrême le développement de nouvelles métriques topologiques, la compression de l'espace-temps caractéristique de la compétition globale, l'importance de l'imaginaire de la mondialisation, des ambitions globales dans la planification stratégique nationale.

Même référé à une infrastructure physique, même ancré dans la matérialité d'un espace (l'aéroport, la SEZ), les ambitions globales alors formulées restent néanmoins en partie « hors-sol » : l'aéroport n'a jusqu'à maintenant pas accueilli de vols commerciaux

[150] On se referre, en plus des éléments de définition avancés dans le chapitre 2, à l'exposé particulièrement clair de la dialectique de déterritorialisation qu'implique la notion de *spatial fix* par David Harvey : « I*n particular, I use it to focus on the particular problem of "fixity" (in the first sense of being secured in place) versus motion and mobility of capital. I note, for example, that capitalism has to fix space (in immoveable structures of transport and communication nets, as well as in built environments of factories, roads, houses, water supplies, and other physical infrastructures) in order to overcome space (achieve a liberty of movement through low transport and communication costs).* » (Harvey, 2001 : 25).

[151] Government of Kenya, *Kenya Vision 2030, a popular version*, 2007.

[152] " "*Analyst say the airport has the potential to shore up Kenya's earnings from exports and foreign exchange to EU, Asia and American markets"* in "World Bank Recommends Kisumu Airport Expansion" *East African Business Week*, 29 avril 2009

[153]« Quelques années après avoir été élevée au rang de *City* [*voir chapitre 4*], le troisième plus grand centre urbain du Kenya a reçu cette semaine un immense stimulant à la suite de l'élévation de son aéroport aux standards internationaux. L'investissement de 3 milliards de KSh […] signifie que Kisumu a été ouverte au monde. […] Le geste symbolique de l'accueil d'un aéroport international mis à part, les opportunités crées par ce développement a le potentiel de transformer l'ensemble de l'Ouest kényan économiquement, socialement, et par inférence, politiquement. En résumé, cela prendra bien moins de temps de commercer des biens et services à partir et à destination de la ville portuaire, la Communauté Est Africaine, et le monde. En réduisant le temps pour conduire des affaires, la profitabilité des investissements a des chances d'augmenter alors que de nouvelles jeunes entreprises ont des chances de bourgeonner. Particulièrement au centre des préoccupations se trouvent des entreprises d'horticulture et d'export de poisson », Editorial « Upgrading of Kisumu airport good for trade », in *The Standard*, 4 février 2012.

[154] "Global take-off soon for Kisumu Airport", in *The Daily Nation*, 14 juillet 2011

internationaux. Même si le trafic de passagers s'est considérablement densifié[155], cette densification ne touche que la ligne régulière qui lie Nairobi à Kisumu[156] : plus qu'une ouverture sans médiation sur le monde, l'aéroport de Kisumu est un relai régional du réel hub aéroportuaire globalisé qu'est Nairobi[157]. Qui plus est, l'augmentation du trafic de passagers a certes relativement ouvert la région au tourisme (de loisir et d'affaire)[158], mais elle n'a en aucun cas concerné le secteur du fret aérien, toujours confidentiel (même si d'autres travaux sont en cours pour doter l'aéroport des entrepôts et infrastructures de stockage et de transit nécessaire au développement du fret aéroportuaire[159]).

L'amélioration de l'aéroport n'est qu'un aspect de la politique d'infrastructure de l'Etat kényan ayant pour objectif d'arrimer Kisumu à un espace de flux transnationaux. Elle s'intègre dans un projet bien plus vaste, financé par la Banque Mondiale, Le *Northern Corridor Transport Improvement Project* (NCTIP), dont l'objectif est de revitaliser toute l'artère permettant de lier l'intérieur kényan et les pays enclavés d'Afrique de l'Est (Ouganda, Burundi, Rwanda, Sud Soudan jusqu'à la RDC) et de rapprocher l'Afrique de l'Est des marchés internationaux. Pour la Banque Mondiale, les infrastructures sont « *le socle de la compétitivité* »[160], en « *encourageant le secteur privé à mener la croissance économique en réduisant le coût des affaires au Kenya et en augmentant sa compétitivité dans les marchés domestiques, régionaux et internationaux* »[161]. Au titre de ce financement, ce sont au total 420 km de routes qui sont réhabilitées ; la connexion routière de Kisumu au reste du pays est améliorée grâce à la rénovation de l'axe reliant la ville au tronçon central du Northern Corridor à Mau Summit via Kericho (133 km), et 22 km de routes sont rénovées ou créées au sein de la municipalité pour faciliter la connexion jusqu'à la frontière ougandaise à Busia en améliorant la circulation à travers la ville. A cet effet, 8 km de doubles voies équipées d'éclairage sont construites pour contourner la ville et réduire sa congestion, notamment à destination de la nouvelle entrée de l'aéroport « international » de Kisumu[162] (Carte 31).

[155] Selon le directeur de l'aéroport, Joseph Okumu, l'année 2015 aurait vu passer 400 000 passagers dans l'aéroport, contre 200 000 deux années plus tôt, et moitié moins avant l'expansion. Voir « Kisumu airport eyes 400,000 passengers » in *The Star*, 07 mai 2015

[156] En 2015, on compte 22 vols réguliers quotidiens au départ et à destination de Kisumu, tous reliant l'aéroport de Kisumu à celui de Nairobi, opérés par trois compagnies : la Kenya Airways, JamboJet et Fly540. Voir pour une information actualisée URL : https://www.flightradar24.com/data/airports/kis

[157] C'est ce que montrera de manière éclatante l'incendie en été 2013 de l'aéroport de Nairobi, qui forcera à la diversion de nombreux vols internationaux vers Entebbe (Kampala), Mombasa, ou encore Eldoret ; mais pas à Kisumu, au grand dam du directeur de l'aéroport et de la communauté d'affaire de la ville. Cf "Kisumu investors cry foul over flights diversion to Entebbe", in *Business Daily*, 8 aout 2013

[158] C'est du moins ce qu'avance le directeur de l'aéroport, corroboré par les chiffres en augmentation constante du nombre de nuitées à Kisumu depuis 2011. Voir « Kisumu airport eyes 400,000 passengers », *art.cité*

[159] "KAA woos investors with new cargo handling hub at Kisumu Airport", in *Business Daily*, 29 octobre 2015

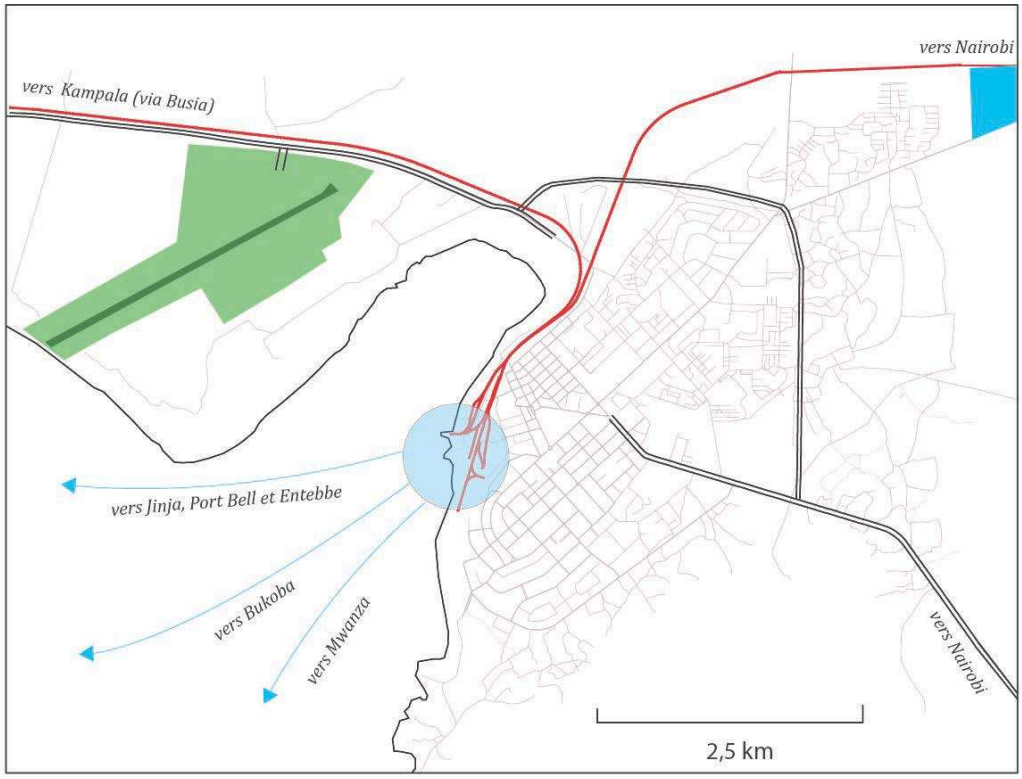
[160] Banque Mondiale, « Infrastructure the Bedrock of Competitiveness in East Africa", URL : http://www.worldbank.org/en/news/feature/2011/09/01/infrastructure-bedrock-competitiveness-east-africa

[161] World Bank « Implementation, Completion and Results Reports for the Northern Corridor Transport Improvement Project », Juin 2016

[162] *Ibid.*

Parmi ces 8 kilomètres de doubles voies, une nouvelle rocade suivant les frontières de l'ancienne municipalité coloniale permettent aux camions d'éviter le centre-ville. Elle est dotée de deux échangeurs et d'un pont routier au-dessus de Kondele : une véritable révolution paysagère pour la ville[163].

Carte 31 : (Re)construction de la multimodalité à Kisumu



Sources : Banque Mondiale, «Implementation, Completion and Results Reports for the Northern Corridor Transport Improvement Project », 2016 ;
«Chinese firm sign conract for Naivasha-Malaba SGR project», The Standard, 2016
Réalisation : Quentin Mercurol

C'est plus généralement une véritable reconstruction de la multimodalité génétique de la ville (Voir chapitre 1) qui en jeu, avec les projets de revitalisation du port et de connexion ferroviaire qui prennent peu à peu forme après de longues décennies de déclin (Léon et Porhel, 2013) (Carte 31). Néanmoins, malgré la privatisation dont a été l'objet l'affrètement des trains en 2006[164], la situation ferroviaire ne s'était pas améliorée et le transport ferroviaire

[163] La construction des routes intra-urbaines s'est faite entre milieu 2013 et début 2016, soit après notre dernière visite à Kisumu (janvier-février 2013), et nous n'avons donc pas pu les observer *in situ* leur construction.

[164] En 2006, un consortium international, la *Rift Valley Railways Consortium* dominé par une société sud-africaine à la réputation douteuse, au centre pour le *Nation* de ce « *qui émerge comme étant l'un des plus infames scandales de privatisation au Kenya* » cf « The man who made millions from investing nothing in railways », in *The Daily Nation*, 25 janvier 2010

(de fret comme de passagers) à partir et à destination de Kisumu est resté anecdotique et irrégulier (complètement à l'arrêt entre 2010 et 2013), donnant à la zone ferroviaire de la ville des airs de friche. En outre, depuis le début de notre terrain en 2009 à aujourd'hui, aucun conteneur n'a transité sur les bateaux prévus à assurer la connexion rail-voie lacustre[165]. Le port sec de Kisumu, crée par le gouvernement Moi dans les années 1990, est très largement sous utilisé, au point d'être loué comme entrepôt par une compagnie privée pour financer son entretien. Après de multiples projets et plans de rénovations, un véritable pas en avant a été fait en mars 2016, avec la signature d'un accord entre les gouvernements kényans et chinois pour la rénovation du port et la construction d'une voie de chemin à écartement standard reliant Naivasha à Malaba à la frontière ougandaise via Kisumu, ouvrant ainsi la voie à une connexion continue entre Kisumu et le port de Mombasa via Nairobi[166].

2.4.1.2. L'ambition est-africaine

Les projets de rénovation des routes, des infrastructures portuaires et ferroviaires participent à la circonscription géographique des ambitions participent à circonscrire géographiquement les ambitions globales de Kisumu affichée dans les discours à des réalisations à l'échelle est-africaine. Le discours de la mondialisation s'incarne dans un *processus* géographiquement borné, dans cet horizon est-africain, et plus particulièrement dans celui que dessine l'intégration de Kisumu au sein de l'East African Community, en conjuguant les dimensions infrastructurelles et institutionnelles d'un *spatial fix* est-africain dont Kisumu est un point d'ancrage historique particulier (chapitre 1). Les perspectives d'intégration est-africaines par le biais de l'EAC fournissent un autre échelon de formulation d'un régionalisme compétitif– englobant abstraitement tout à la fois Kisumu et le Kenya[167]. Elle est elle aussi dotée d'une *vision* qu'elle formule à travers l'horizon global compétitif qui stipule qu' l'orée 2050 l'EAC doit devenir « *une économie à haut revenus intermédiaires compétitive au niveau mondial* [« globally competitive upper-middle income region »] *avec une haute qualité de vie pour ses*

[165] Le consortium qui a repris les opérations de la Kenya Railways n'a pas réussi – ou voulu – réassurer la liaison en bateau porte-conteneur (MV Uhuru) qui autrefois assurait la continuité de la liaison ferroviaire à travers le Lac Victoria jusqu'à Mwanza (essentiellement des matériaux de construction). Voir « Counting losses », *The Standard*, 4 octobre 2007. Désormais à quai à Kisumu, et soigneusement entretenu par les dorénavant très peu nombreux personnels de la KR attachés au port, le MV Uhuru est le symbole immobile de la faillite de la privatisation du transport ferroviaire.

[166] « Chinese firm sign contract for Naivasha-Malaba SGR project », in *The Standard*, 29 mars 2016

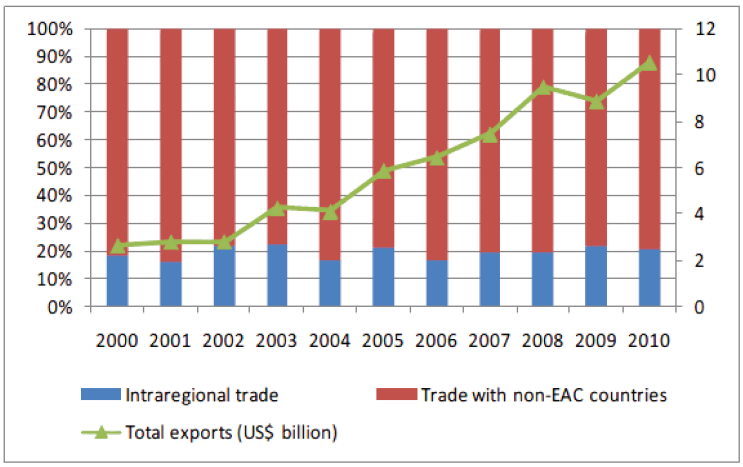
[167] Nous limitons ici le champ d'analyse à la reconstruction de l'East African Community (Kenya, Ouganda, Rwanda, Burundi) en ce qu'elle représente l'une des Communauté Economique Régionale (CER) dont fait partie le Kenya. Le Kenya est en effet membre de quatre CER : l'EAC (*East African Community*), la CEN-SAD (Communauté des États sahélo-sahariens, depuis 2008), la COMESA (Common Market for Eastern & Southern Africa) et l'IGAD (Intergovernmental Authority on Development). Pour une analyse des logiques de ces multi-appartenances largement répandues en Afrique de l'Est, voir Jérémy Révillon (2015) et Mathieu Mérino (2011 : 141). L'EAC présente des perspectives d'intégration sérieuses et tangibles malgré ses difficultés (Mérino, 2011) et dans laquelle Kisumu représente un possible pivot géographique. Comme nous l'avons déjà noté, Kisumu est le siège depuis 2007 de la Lake Victoria Basin Commission, commission thématique et sectorielle principalement chargée d'appliquer des programmes environnementaux sur le Lac et son bassin hydrographique.

populations basée sur les principes d'inclusivité, de transparence et de responsabilité [« accountability »] »[168].

L'articulation à la mondialisation est l'une des raisons d'être de l'intégration régionale[169]. David Harvey, qui entend la mondialisation comme une phase contemporaine de « *restructuration géographique de l'activité capitaliste* », voit dans les dynamiques d'intégration régionale un élément qui définit la particularité de cette restructuration, en ce qu'elle opère « *un changement dans l'échelle géographique à laquelle le capitalisme est organisé* » au même titre que le processus de recentrage de l'accumulation vers le pacifique et les pays nouvellement industrialisés d'Asie du Sud (Harvey, 2001 : 24). Pour Léon et Porhel, l'intégration est-africaine se positionne par rapport à ces deux processus de restructuration scalaire et de recentrage des activités capitalistes contemporaines :

> Face à une Europe au ralenti et à des pays émergents toujours performants, les pays d'Afrique Orientale se sont davantage rapprochés du continent asiatique. Ils espèrent ainsi attirer les décideurs asiatiques dans le cadre des marchés de travaux publics mais également diversifier leurs lieux d'exportation. Regroupés au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), les États membres ont compris que leur stratégie d'intégration régionale restait l'un des meilleurs moyens pour intégrer au mieux ces nouveaux marchés et devenir compétitifs sur le plan mondial (Léon et Porhel, 2013 : 4)

Tableau 15 : Commerce intra et extrarégional de l'EAC



Source: United Nations Comtrade via World Integrated Trade Solutions. (Léon et Porhel, 2013)

[168] « EAC Vision 2050 », East African Community, 2015.

[169] Nous renvoyons ici à la métaphore du « village global» mobilisée par Daniel Arap Moi lors du centenaire de Kisumu (chapitre 4). On peut aussi se référer aux propos du Vice-ministre tanzanien de la coopération régionale, Diodorus Kamala : « *It is a right decision that will enable East African partner states to withstand the forces of globalization, provide an enabling environment for attracting foreign direct investments and create a large market of over 90 million people. The EAC will remove barriers and obstacles for trade within East Africa, reduce the cost of doing business in East Africa, and eventually improve the welfare of East Africans* […] *The success of the East African Community will be achieved through political will, adherence to good governance, and market driven economic policies with the support of a strong private sector.* » Voir « The Achievements and Challenges of the New East African Community Co-operation », Conférence de Diodorus Kamala à la Business School de l'Université de Hull, Grande Bretagne, 3 mai 2006 (URL : http://www2.hull.ac.uk/hubs/pdf/memorandum58.pdf).

Le rétablissement de l'EAC constitue donc la construction d'une interface avec le monde destinée à permettre la continuité des stratégies d'extraversion économiques dont la définition et l'exécution étaient jusque-là jalousement gardées par les différentes souverainetés nationales et leurs élites politiques, non sans frictions (Grignon, 2000). En reprenant encore une fois la métaphore de l'Etat garde barrière de Cooper, nous pouvons dire que la construction est-africaine participe d'une dynamique de reconfiguration scalaire de la barrière. L'union douanière, le marché commun et peut être bientôt l'union monétaire mettent en commun des prérogatives régaliennes désormais partagées à l'échelle régionale, dans le but de maximiser les interactions économiques à l'échelle mondiale. Kisumu constitue donc un potentiel pivot dans cette géographie mouvante de la barrière puisqu'elle polarise la (re)construction et l'amélioration de l'infrastructure logistique – ou corridor –reliant les pays enclavés d'Afrique de l'Est au port de Mombasa – principal poste frontière entre l'Afrique de l'Est et le système économique mondiale[170]. Cet enjeu est d'autant plus important que le commerce de l'EAC avec le reste du monde est plus important que le commerce intra-régional (Voir Tableau 15).Ce repositionnement de Kisumu dans l'espace économique est-africain tient à la nécessité de créer les conditions physiques et infrastructurelles de connexion de cet espace extraverti, et les conditions de sa compétitivité. En d'autres termes, il s'agit de construire matériellement son attractivité en réduisant les couts de transactions et de transport alors très élevés (Léon et Porhel, 2013)[171]. La concentration d'infrastructures à Kisumu vise à rénover les voies de communication pour renforcer l'axe historique de désenclavement de l'intérieur de l'Afrique de l'Est, le *Northern Corridor*, aujourd'hui congestionné (Carte 32).

La route passant par Kisumu permet de diversifier les solutions de transport en développant le transport ferroviaire à partir de Mombasa et en le branchant aux voies lacustres. Le transport lacustre est particulièrement peu onéreux et permettrait d'augmenter la compétitivité générale du *Northern Corridor* et d'en diversifier les destinations et zones géographiques desservies[172]. Cette ouverture permettrait de concurrencer le corridor de désenclavement plus méridional, le

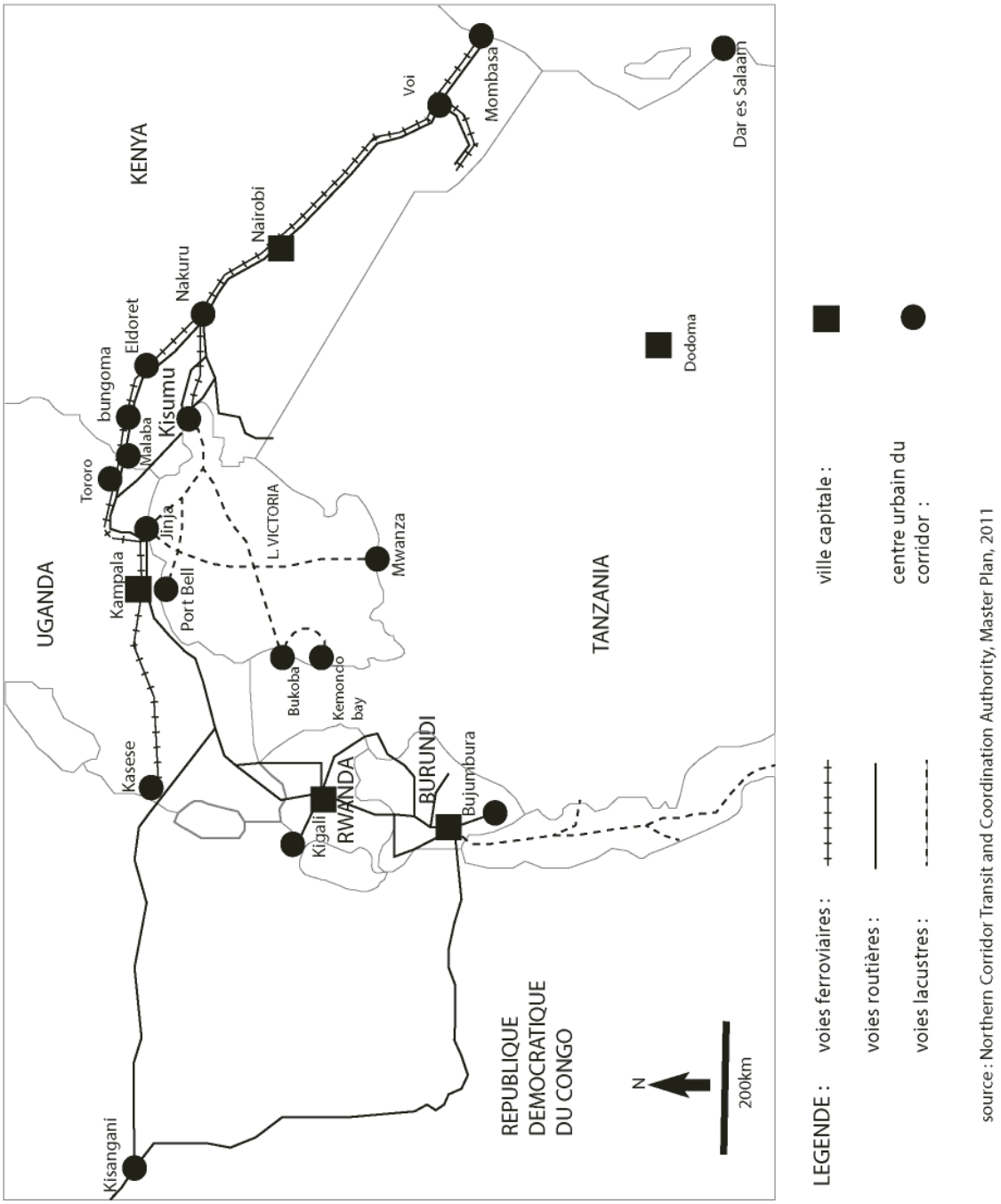
[170] A titre d'exemple, « *95 % des marchandises qui sont importées vers — ou exportées de — l'Ouganda transitent par le port de Mombasa* » (Léon et Porhel, 2013 : 6)

[171] Le dynamisme économique de la zone s'est traduit par une charge considérable sur l'axe routier principal du Northern Corridor menacé de dégradation, et constellé de « barrières non-tarifaires » (contrôle routier, « ponts-bascules », absence d'harmonisation des procédures aux postes frontières) (Léon et Porhel, 2013). En 2014, une croissance générale à prix constant pour la zone de 5,8%. Sur la période 2008 – 2014, elle a été en moyenne de 4,5 % par an.Voir *East Africa Community Facts and Figures 2015*, EAC secretariat, 2015. Entre 2007 et 2009, l'activité du port de Mombasa a ainsi augmenté de 40% (Léon et Porhel, 2013)

[172] On notera au passage que les investissements d'infrastructures kényans à destination de Kisumu sont rendus possible par les relations bilatérales sino-kényanes, les prêts accordés par la Chine et l'implication des entreprises chinoises dans la construction et la maintenance des infrastructures. Il en est ainsi du port et de la voie ferrée qui relie Kisumu à Mombasa, dont la construction débutera prochainement (livraison prévue en 2018). En contrepartie de ces facilités financières, la Chine bénéficie de crédits à l'exportation pour ses entreprises. Cette politique d'infrastructures kényane illustre bien l'autonomisation souhaitée par les élites kényanes par rapport à l'occident et les institutions internationales.

Central Corridor[173], certes bien moins important que son parallèle septentrional mais qui constitue aujourd'hui le principal couloir d'échanges pour la Tanzanie et les derniers adhérents à l'EAC, le Rwanda et le Burundi[174] (Carte 33).

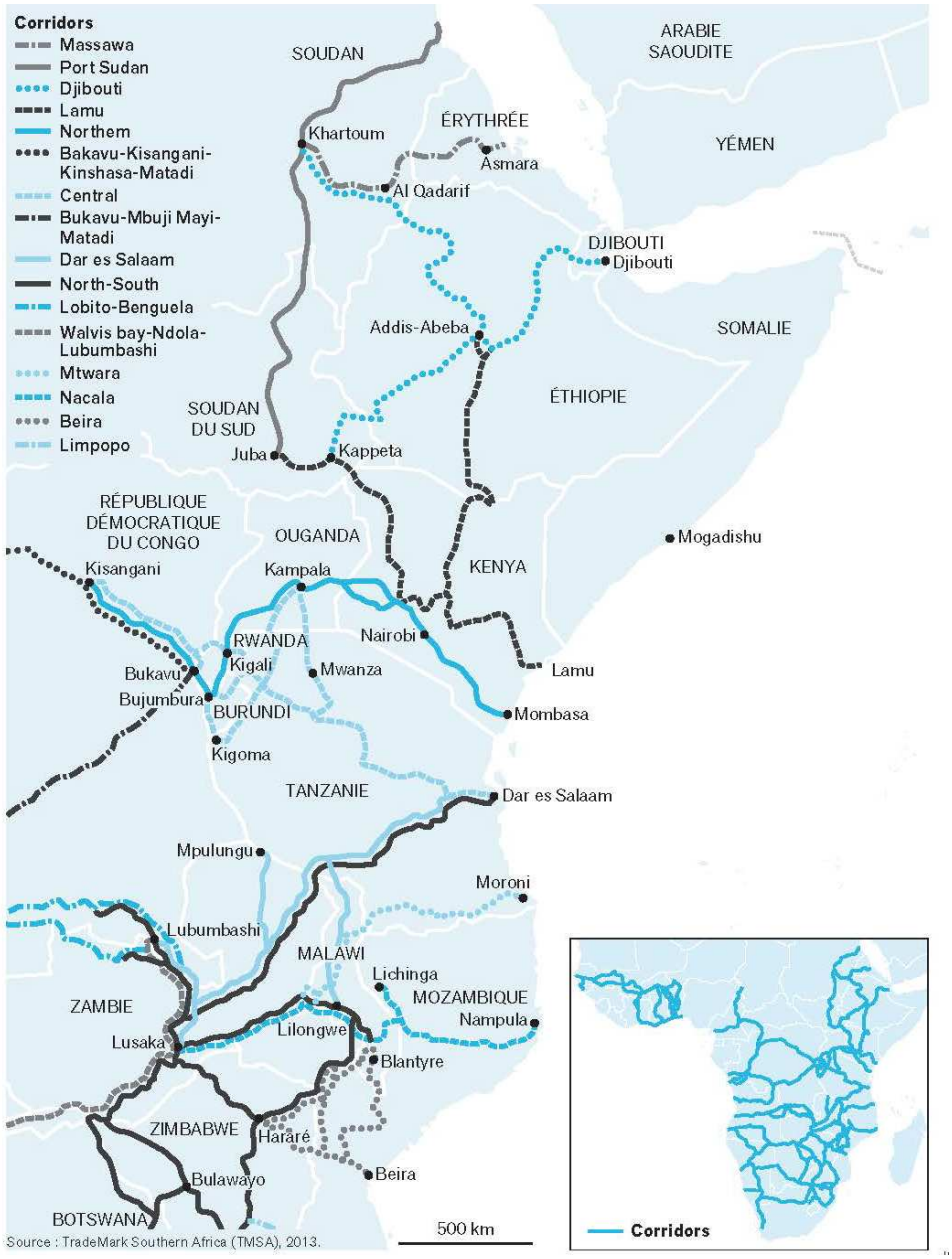
Carte 32 : projet de réhabilitation du *Northern Corridor*



[173] Reliant le port Tanzanien de Dar Es Salaam à Kigoma par Tabora, le *Central Corridor* ouvre le Burundi et le Rwanda sur la côte pacifique. Ce corridor possède aussi une interface voie ferroviaire-voie lacustre à Mwanza, qui permet potentiellement d'atteindre Kampala via Port Bell.

[174] « *57 % des importations et 65 % des exportions du Rwanda passent par le corridor central. Les chiffres sont respectivement 94 % et 98 % pour le Burundi* » (Léon et Porhel, 2013 : 7).

Carte 33 : Les corridors régionaux de désenclavement en Afrique de l'Est



Source : M-A. Fouéré et H.Maupeu, « Une nouvelle Afrique de l'Est, introduction thématique », Afrique Contemporaine , n°253. Réalisation Edigraphie.

La politique d'infrastructure du Kenya fait apparaitre clairement les déséquilibres qui animent la construction est-africaine. Plus que de considérer les différents régionalismes compétitifs exprimés à différentes échelles comme un emboitement hiérarchique harmonieux (l'horizon métropolitain de Kisumu s'intégrant au grand plan national de mise en compétitivité qui s'intègre lui-même dans un horizon global est-africain surplombant), il s'agit de prendre en compte les rapports de force, les intérêts particuliers, les stratégies hégémoniques et les contradictions qui interviennent dans la construction est-africaine. La restructuration scalaire des barrières nationales est une initiative largement dominée par le Kenya, qui est « *structurellement le principal bénéficiaire direct de l'intégration régionale* » ; d'autant que

celui-ci possède une économie diversifiée, largement ouverte sur l'extérieur[175], et un PIB qui équivaut à la somme des PIB des quatre autres économies de l'EAC (Mérino, 2011). Les investissements kényans massifs dans le Corridor Nord visent à contrôler le commerce vers les pays enclavés, mais aussi à renforcer ses velléités d'hégémonie régionale. Une voie logistique peu couteuse et compétitive constitue en effet un argument géopolitique de poids dans les relations avec des pays pour qui l'accès à la façade maritime apparait vital. En réaction, les autres pays de la zone essaient de consolider le corridor central, pour éviter une trop grande dépendance à la voie du corridor nord, et donc au Kenya (Léon et Porhel, 2013) – sans effets réels jusqu'à présent. Kisumu bénéficie de cette stratégie kényane : en tant que point de décharge, la ville doit dominer l'accès aux routes lacustres et dépasser sa concurrente Tanzanienne, Mwanza, tout comme le port de Mombasa doit garder son avantage sur celui de Dar Es Salaam.

2.4.2. Une recomposition de la géographie kényane qui emprunte les voies de la longue durée

L'actuel président kényan, Uhuru Kenyatta, a récemment déclaré vouloir faire de Kisumu la « *capitale économique de l'East African Community* », et contraindre les chefs d'Etat est-africains à y organiser le prochain sommet du *Northern Corridor Integration Projects*[176]. A l'égard de la marginalisation postcoloniale du pays Luo, ces paroles et cette attention pour la ville peut étonner. De plus, la concentration inédite de capitaux d'origine publique depuis 2008 à Kisumu se démarque des tentatives passées pour intégrer la marge politique dans les logiques redistributrices de l'Etat néopatrimonial (Encadré 18).

Encadré 18 : Ancrage topographique contre connexion topologique : comparer deux vagues d'investissement à Kisumu

La vague d'investissements qui a touché Kisumu à la fin des années 1970 – le *Second Urban Project* de la Banque Mondiale (25 millions de dollars en 1978) et la capitalisation en joint-venture de la *Kenya Chemical and Food Corporation* (86 millions de dollars en 1978) pour la construction de l'usine d'éthanol (voir chapitres 4 et 6) – totalise 111 millions de dollars de 1978, ce qui, pondéré à l'inflation, représente l'équivalent de 422 millions de dollars d'aujourd'hui. Les investissements cumulés à Kisumu depuis 2009, impliquant des grands projets financés par des prêts internationaux (Banque Mondiale, Chine ou AFD) notamment dans le secteur des infrastructures, sont bien plus conséquents, si l'on prend en compte la spécificité de la logique géographique qui les anime.

La deuxième phase du *Northern Corridor Transport Improvement Project* impliquant presqu'exclusivement le rattachement de Kisumu à l'axe principal du Northern Corridor (route et aéroport) a atteint 253 millions de dollars, 30 millions pour le seul aéroport, et près de 60 millions pour les infrastructures routières à Kisumu même. Le contrat chinois de construction de la voie de

[175] En 2014, le Kenya exportait plus de 25 % de ses productions dans les pays de l'EAC (11% pour la Tanzanie, 9,6% pour l'Ouganda, qui sont respectivement 3% pour le Rwanda). Source : *the economic complexity observatory* URL : http://atlas.media.mit.edu/en/visualize/tree_map/hs92/export/ken/show/all/2014/

[176] « Kisumu to become EAC commercial capital, Uhuru says », in *The Star*, 14 août 2016.

chemin de fer de Naivasha à Malaba en passant par Kisumu compte pour près de 5,4 milliards de dollars (140 millions consacrés pour la seule amélioration du port de Kisumu). L'AFD investi elle dans Kisumu l'équivalent de 54 millions par l'intermédiaire du *Kisumu Urban Project*. Certes, le total du coût des infrastructures « topographiquement ancrées » à l'intérieur des limites administratives de Kisumu (aéroport, rocade, routes, port, *slum upgrading*, etc.), cumulant une somme de 284 millions de dollars est inférieur à celui de la phase d'investissement précédente. Mais, rapportée à la construction des connexions topologiques (en excluant donc le projet de l'AFD), c'est-à-dire à la construction de l'espace logistique est-africain, la seconde vague d'investissement est bien supérieure à la première dans ses montants, changeant d'ordre de grandeur (plusieurs milliards).

Cette dimension topologique est absente des investissements de la fin des années 1970, circonscrits dans à leur rôle dans l'espace national et à ce titre tributaires tout à la fois des logiques distributrices du paradigme de la construction nationale et du fonctionnement géographique aréal de l'Etat néopatrimonial. Le développement actuel des infrastructures logistiques à Kisumu emprunte ses logiques spatiales aux investissements logistiques coloniaux bien plus qu'à la logique de construction nationale, quoiqu'elle influe mécaniquement sur cette dernière.

Le (re)développement contemporain d'une artère logistique multimodale secondaire (Carte 32) qu'articule Kisumu (Carte 31) participe à la reconfiguration de la géographie politique et économique du Kenya qui découle de l'exercice de planification stratégique *Kenya Vision 2030*. A l'instar du LAPSSET – nouveau corridor logistique au nord du Kenya qui doit par le nouveau de Lamu offrir un débouché maritime à l'Ethiopie et au Sud-Soudan (Carte 33) – qui pour Hervé Maupeu constitue « *une grande nouveauté car les tendances de croissance insufflées par* Vision 2030 *se feront dans les périphéries* », les projets logistiques autour de Kisumu semblent « *contraire à l'ADN du Kenya indépendant* »[177]. Le Kenya « utile » sur les terres Kikuyu et Kalenjin, et sur les anciennes *Highlands* coloniales, et dont Kisumu est situé à sa frange ouest tout en y étant exclu, constitue l'axe historique préférentiel des investissements publics postcolonial. Pourtant, le positionnement de Kisumu dans la géographie historique de l'économie kényane est plus complexe que la position invariablement périphérique de ces régions de la côte ou des zones demi-désertiques nord du pays. La marginalité de Kisumu n'est pas absolue mais elle est relative (chapitre 4). Elle se conçoit par rapport à la construction mémorielle de « *gloire passée* » coloniale (voir chapitre 4), bien que cette image de gloire passée ne tienne pas face à la contingence de la position de Kisumu dans la géographie des longues distances de l'Empire colonial (voir chapitre 1). « *Kisumu laissée haute et sèche sur une branche* » : cette image de Mona McMillan (voir chapitre 1 ; McMillan) pour décrire le destin de Kisumu face à la réorganisation de l'espace logistique colonial s'est en partie réalisée à l'époque postcoloniale après la lente désintégration des structures d'intégration régionales coloniales qui s'achève par la mort de la première EAC en 1977. Le destin souhaité pour Kisumu dans la reconstruction est-africaine s'inscrit dans la contingence de son positionnement colonial que nous avons décrit auparavant

[177] Cité par Tristan Coloma dans « En attendant le port qui doit sauver le Kenya... » in *Le Monde Diplomatique,* avril 2013

(voir chapitre 1), plus que dans la réinvention radicale de l'espace politique et économique kényan. Son repositionnement contemporain sur l'axe historique de désenclavement de l'intérieur du continent réactive donc le *spatial fix* colonial ; les lieux mêmes de la liaison coloniale (l'aéroport, le port, la gare ferroviaire) font l'objet d'un ancrage renouvelé de capitaux visant à assurer la circulation sur des longues distances. Et ce *spatial fix* développe un *scalar fix*[178] (Brenner, 2001 : 606-607) comparable à celui qui organisait la circulation des capitaux à l'époque coloniale. Ou du moins il en actualise deux éléments : l'intégration régionale et la dépendance aux investissements internationaux. Les volontés contemporaines de valorisation de l'intérieur du continent, l'accès à de nouveaux marchés et à de nouvelles ressources naturelles et humaines, les logiques économiques s'extraversion et d'extraction offrent des points de comparaisons, des rappels et des similitudes avec le chemin par lequel s'est construit l'Etat colonial (à toutes ses échelles).

Les acteurs, les pouvoirs, les enjeux, les distances et les relations intervenant actuellement dans la liaison de l'espace africain avec le reste du monde sont sans aucun doute différents de l'époque de la mise en valeur coloniale. L'idée qui est la nôtre n'est pas de marquer une stricte répétition entre deux périodes historiques très dissemblables, ni, ce faisant, de souligner le néo-colonialisme inhérent à la tentative actuelle de reconnexion de l'espace africain. Comme le formule Frederick Cooper, « *l'intérêt d'une perspective historique n'est pas d'assimiler formes anciennes (coloniales) et nouvelles (mondiales) de connexions à longue distance, mais de proposer des leçons utiles sur la projection du pouvoir et ses limites* » (Cooper, 2001 : 102). La reconstruction contemporaine de l'Etat kényan emprunte en effet les voies de la longue durée tracées par son prédécesseur et sa matrice coloniale. Si bien que l'on peut noter une réutilisation des mêmes éléments d'une même grammaire spatiale topologique, sans grande réinvention, malgré les nouveautés affichées du rôle et des fonctions d'une ville comme Kisumu, même si, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le leadership de la ville ne formule l'avenir de celle-ci dans une référence à son passé colonial. En Afrique de l'Est « *l'inertie spatiale est grande et repose sur la résistance de la logique d'extraversion qui domine la mise en valeur et l'insertion de l'Afrique orientale dans le système mondial* » (Calas, 2000).

[178] « configuration multiscalaire de l'organisation territoriale dans, sur et à travers laquelle chaque round de circulation de capital est successivement territorialisé, déterritorialisé et retérritorialisé » (Brenner, 2001 : 606-607)

CONCLUSION

L'idée de ce chapitre était de contextualiser et de circonscrire dans le temps et dans l'espace les « ambitions globales » affichées par Kisumu et par les acteurs pluriels de la gouvernementalité transnationale contemporaine. Nous voulions montrer l'historicité depuis l'indépendance de l'insertion de Kisumu dans des champs d'expertise et de connaissances internationaux qui ont participé à la production de connaissances sur la ville autant qu'à la définition de sa planification spatiale, incarnant de manière abstraite les paradigmes différents pour appréhender autant que pour y définir un fait métropolitain.

Ainsi, Kisumu a pu être vue dans les deux décennies qui suivent l'indépendance comme une « métropole d'équilibre » à la kényane, point de diffusion de la modernisation dans le processus de construction nationale et potentiellement garante de l'équilibre politico-géographique de ce processus. Cette vision métropolitaine nous parait déconnectée des logiques géographiques de l'Etat néopatrimonial (chapitre 4). Cette déconnexion s'accompagne dans les années 1980 de la prise d'influence du « parti-pris urbain » (« *urban bias* ») qui a mis en sommeil la production des savoirs autant que les initiatives d'intervention directe sur l'environnement urbain de Kisumu. A l'orée du nouveau millénaire, Kisumu est reconsidérée par le champ de l'expertise internationale, constituant un point d'ancrage de la circulation globale des outils de la planification urbaine stratégique. Portée au sein d'un circuit particulier, la ville se vêt alors d'une « ambition globale », qui la rapproche de la circulation globalisée de la métropole compétitive, responsable de son devenir dans un monde économiquement ouvert. Cette ambition voisine avec d'autres préoccupations : réduction de la pauvreté et amélioration de l'environnement local et lacustre. La formulation de l'ambition globale de Kisumu autorise la circulation au sein du gouvernement urbain de rationalités néolibérales visant à la construction d'un cadre régulatoire propice à l'entreprenariat et à la compétition. Pourtant, l'idée d'une métropole compétitive reste en partie « fictionnelle » tant que les conditions physiques et infrastructurelles de sa connexion aux marchés internationaux ne sont pas réalisées. Les conditions matérielles de la connexion de Kisumu aux marchés internationaux ne sont pas l'œuvre du gouvernement local et de ses partenaires internationaux qui formulent l'ambition globale de la ville. Elles sont assurées dans le cadre d'une reconfiguration des spatialités étatiques. Piloté par un Etat financé par des acteurs internationaux divers, l'ancrage d'infrastructures logistiques à Kisumu touche une périphérie politique postcoloniale de l'Etat néopatrimonial. L'intégration de Kisumu, une périphérie politique longtemps marginalisée dans l'espace national et le renouvellement des infrastructures dans et à destination de Kisumu semblent constituer une conséquence de la projection renouvelée de l'Etat kényan dans la construction régionale est-africaine. Ainsi, des

éléments forts du code génétique colonial de l'espace logistico-urbain est-africain sont rejoués avec la reconstruction de ses corridors de désenclavement.

Finalement, le mouvement contemporain de circulation de l'idée métropolitaine à Kisumu, en empruntant aux rationalités de la compétition pour formuler une ambition dans le monde, trouve dans le destin et le passé est-africain l'une de ses particularités, sa formulation propre. Autrement dit, l'intégration est-africaine – où l'Etat kényan est un acteur dominant – fournit tout aussi bien l'historicité que la géographie particulière et régionale des ambitions globales et compétitives de Kisumu. En ce sens cette construction constitue-t-elle une condition de possibilité (spatiale et historique) de l'ancrage d'un « modèle » métropolitain compétitif. Par contraste, le « modèle » de la « métropole d'équilibre » qui lui a précédé n'a pas trouvé d'ancrage fort face à la réalité du fractionnement politique de l'espace national. La fiction modernisatrice d'un espace national harmonieux et l'écriture du roman national n'ont alors pas survécu aux frictions politiques du fonctionnement de l'Etat néopatrimonial. La notion d'équilibre national n'a pas trouvé au Kenya un terrain d'adaptation très favorable.

C'est sans doute énoncer un truisme que de souligner que la circulation d'éléments importés d'un modèle urbain est soumise à une interprétation et une adoption particulière en fonction des contextes considérés. Dans notre tentative de circonscrire spatialement et historiquement les ambitions globales de Kisumu, nous avons tenté de suivre les voies de cette évidence, sans toutefois en exploiter toutes les conséquences. En se focalisant sur les parcours de circulation, nous avons pu dessiner la particularité d'un chemin global de circulation des logiques compétitives ; nous avons pu identifier l'horizon est-africain de ces ambitions, et le rôle de l'Etat dans la projection est-africaine de Kisumu. Les acteurs locaux, municipaux, les acteurs économiques de la ville ou les simples résidents sont absents du tableau de l'appropriation et de la territorialisation de ces modèles et prescriptions de la ville compétitive. Ils sont pourtant loin d'être passif, et l'espace municipal n'est pas le réceptacle inactif d'un modèle urbain déterritorialisé et en circulation. C'est ce que nous allons voir dans les chapitres suivants.

CHAPITRE 6

LES CONDITIONS LOCALES DE L'AMBITION GLOBALE : LES ECHELLES D'UNE COALITION DE CROISSANCE URBAINE

INTRODUCTION

La toponymie est un champ de bataille. La pluralité des histoires et significations données au toponyme de « Kisumu » illustre un conflit autour de cette dénomination. D'un côté, on trouve les tenants d'une vision « ouverte » de la ville – et au sens luo « cosmopolite »– qui croise et soutient la formulation de son avenir dans l'espace est-africain de la compétition économique. Kisumu est perçue dans ce récit comme un espace d'échange dont les fonctions commerciales s'ancrent dans la temporalité précoloniale, une place de marché qui pouvait réunir les composantes dispersées d'une Nation Luo fantasmée et projetée. Ainsi, selon Aslam Khan, un *businessman* local doublé d'un homme politique, un « *abonyo* »[1] particulièrement populaire dans la ville pour sa maitrise du *dholuo* et son soutien radical à Raila Odinga[2] :

> Mon grand-père faisait du commerce dans la région avec les marchands *swahili* bien avant l'arrivée des Anglais […] Kisumu était un centre de commerce [« *trading center* »] quand les Européens se sont installés avec le chemin de fer […] Les Luo venaient de loin, de Siaya et même de Migori pour échanger leurs biens avec les résidents locaux. Ils disaient alors « *adhi kisuma* », ce qui voulait dire je vais commercer [« *going to trade* »]. Une place de marché, on l'appelait alors « Kisuma », et c'est de là qu'on tient l'origine du mot « Kisumo ». Kisumu est une version corrompue du nom original de la ville « Kisumo »… En fait les Luo l'appellent encore « Kisumo » jusqu'à maintenant.[3]

La version de Mr. Khan est celle que l'on retrouve la plus communément dans les récits concernant l'étymologie de Kisumu. On trouve plus de précision dans un éditorial du *Standard* : « *Le nom a été pris de 'sumo', ce qui veut dire littéralement 'un lieu où l'on*

[1] Qualificatif dholuo utilisé, souvent péjorativement, pour parler des individus d'origine indienne

[2] Jusqu 'à nommer ses propres enfants, nés d'une mère Luo, d'après ceux donnés dans la famille Odinga. Mr. Khan est un habitué des meetings politiques en ville, où il ne manque pas de démontrer son éloquence en *dholuo* auprès d'un auditoire souvent amusé. Il est depuis 2013 représentant local nommé à l'assemblée du Kisumu County.

[3] Entretien réalisé chez Aslam Khan, 12 octobre 2010, traduit de l'anglais par nos soins

troque', car la plupart des individus s'y rendant disaient souvent ' adhi kisumu*', ou « je vais commercer ». Ainsi, l'endroit est devenu connu en tant que 'Kisumo', le Luo pour comptoir de commerce* ['Trading post'] ». Les fonctions commerciales de cet espace sont présentées dans le temps le plus long qu'il soit, dans cette histoire précoloniale qui ne marque donc dans ce discours toponymique aucune rupture de nature avec le développement des fonctions commerciales et logistiques coloniales. Kisumu semble alors toujours avoir organisé les relations d'un espace qui la dépasse. On retrouve cette narration dans la projection de Kisumu dans l'espace de l'expertise internationale. Elle est reprise par l'urbaniste Georges Mark Onyango, dans sa courte présentation de l'histoire de la ville dans l'initiative d'Un-Habitat ; mais elle est surtout formulée furtivement et de manière précoce au sein de la CDS ; puis elle est reprise par KPMG dans son guide d'investissement. On est finalement en mesure de s'interroger sur l'ancienneté de cette formulation historique. La première formulation de ce discours toponymique apparait être le CDS : ni le centenaire, ni la somme des discours historiques formulés à de nombreuses occasions ne font état de ce lien entre l'espace sur lequel se déploie la ville et un passé précolonial marchand. Si bien que ce discours étymologique nous apparait comme une naturalisation presque parfaite de l'horizon collectif choisi par la ville, celui du leadership d'un espace économique régional. Aujourd'hui, ce discours est un standard, repris aussi bien sur la page Wikipédia de Kisumu que dans les guides touristiques, mais surtout les discours communs des résidents.

Mais la totalité des résidents de la ville ne portent pas ce discours. « Kisumo » c'est surtout et avant tout pour ceux qui se dénomment ainsi, un ethnonyme. Pour Jack Owido, alors à la tête du *Kogony Land Council of Elders*[4]:

> C'est nous qui avons donné ce nom à cette terre […] c'est la ville qui est venue à nous, et ce n'est pas nous qui sommes allés à la ville, nous étions là bien avant elle. Nous avons conquis cette terre bien avant l'arrivée des Anglais. Les colons nous ont pris cette terre pour y installer l'administration, l'armée, le port et le chemin de fer. […]. Tout le monde savait que c'était les terres de Jokisumo, donc quand un Luo s'y rendait à Port Florence, il disait qu'il se rendait chez les Jokisumo […] Les anglais n'arrivaient pas à prononcer correctement notre nom, et ils ont appelé l'endroit Kisumu.[5]

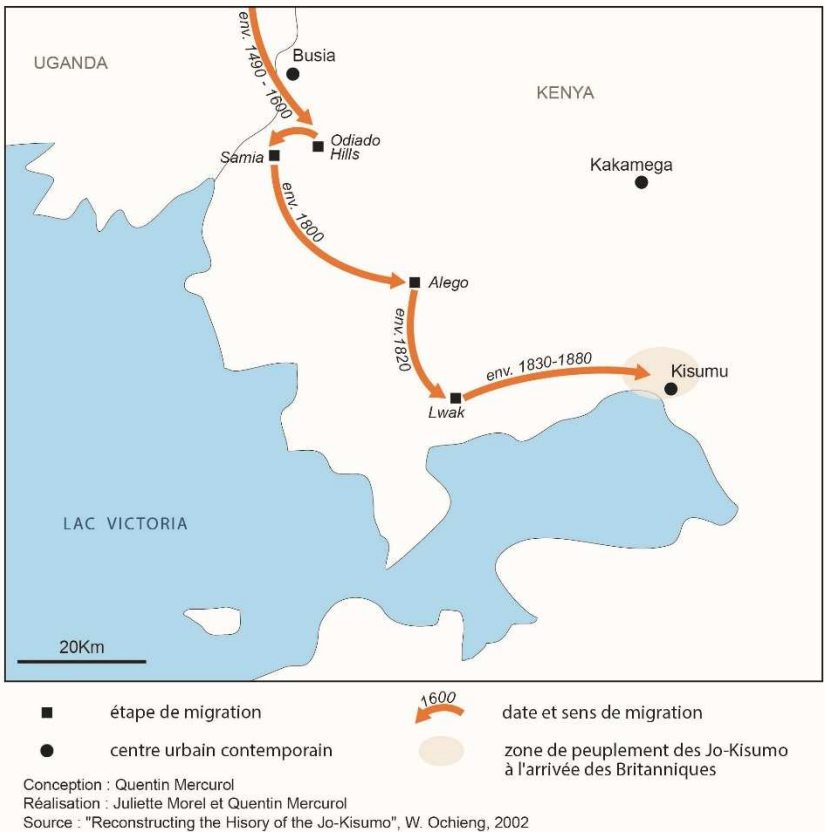
Le lien entre l'ethnonyme et le toponyme n'apparait pas dans la première narration : le nom de la ville ne fait alors référence qu'aux fonctions (urbaines) d'un espace. Jack Owido insiste sur l'importance de la primauté de l'ethnonyme dans la qualification ultérieure d'un espace, plus que d'une fonction quasi intemporelle qui lui est attachée. M. Owido ne fait ici que transmettre l'histoire orale des Jo-Kisumo telle qu'elle lui a été transmise par ses aïeux et telle qu'elle apparait retranscrite par la littérature anthropologique et historique qui s'y est directement intéressée (Ochieng, 2002 : 42-49 ; Ogot, 2009 : 492). Dans ce type de récit

[4] Association clanique sur laquelle nous reviendrons plus précisément dans notre dernier chapitre
[5] Entretien réalisé à Kogony, chez Mr. Owido, 23 avril 2011, traduit de l'anglais par nos soins

scientifique, le nom de « Kisumo » est tout à fait détaché des qualités spatiales de ce qui deviendra la ville de Kisumu. Certes, le nom des Jokisumo a des origines liées à l'idée d'échange, même si elle s'écarte alors en partie de logiques marchandes contemporaines. *Kisuma* en dholuo renvoie à des pratiques de troc ponctuelles pratiquées par l'ensemble des communautés Luo précoloniales : « *ce qui était pratiqué était* kisuma, *ce qui signifiait voyager loin de la localité d'origine à la recherche de nourriture pour la famille. Les animaux domestiques étaient amenés à ceux qui disposaient de nourriture, et troqués pour des grains* » (Ogot, 2009 : 651). Cette pratique générique vient produire l'ethnonyme en référence à une étape particulière de la migration du clan (initialement connu sous le nom de Jok-Owidi), et antérieure à la dernière étape de migration qui vient fixer les Jokisumo dans la zone municipale l'établissement de la '*Pax Britannica*' (Carte 34) :

> La plupart des fils d'Omwa et d'Owidi ont mené la section Kisumo des migrants Joka-Jok lorsqu'ils entrèrent dans l'ouest du Kenya. Ils se sont d'abord installés à Odiado Hills […]. Ils ont trouvé cette zone inappropriée et ont traversé à Samia, où ils ont fondé un grand et célèbre village appelé « Kisumo », d'après lequel ils sont dénommés. C'était une zone agricole et pastorale riche. Beaucoup de réfugiés se sont installés ici. En effet, « Kisumo » est un mot Luo pour un endroit où les gens qui ont faim viennent quémander de la nourriture. Les Kisumo y ont vécu pour environ sept à huit générations […] incorporant plusieurs différents groupes, jusqu'à ce qu'ils soient forcés de migrer vers Alego harcelé par des groupes Kalenjins. (Ochieng, 2002 : 43)

Carte 34 : Migration historique des Jo-Kisumo



Ce nom de Kisumo renvoie donc à l'âge d'or d'un groupement humain, avant que ne s'ouvre l'épisode glorieux de la conquête de leur environnement de vie actuel à l'ouest du centre-ville de Kisumu, mettant en scène la ruse et la force guerrière mobilisée contre d'autres groupements Luo (Gem et Kajulu) et Kalenjin (Nandi) alors déjà implantés. Cette histoire glorifiée de conquête dessine pour les Jo-Kisumu un droit absolu sur une terre qui sera plus tard en partie spoliée par le colonisateur, sans référence à ses fonctions marchandes que le discours toponymique majoritaire veut voir ancrées dans ses gènes.

Ces différentes narrations sont mobilisées par divers acteurs pour éclairer les enjeux du présent. D'un côté, la narration historique de la ville-marché marque une tentative de naturalisation spatiale et historique du rôle commercial et logistique de la ville, définissant aussi la nature « cosmopolite » et ouverte de ce *hub* que se veut être Kisumu. Elle constitue une forme de luoisation des ambitions compétitives de Kisumu – que les tenants des ambitions compétitives de la ville souhaitent alors ancrer dans la conscience historique de la nation luo. À l'inverse – et en réaction – l'histoire clanique est aujourd'hui mobilisée pour formuler l'éminence et la nature absolue des droits d'une communauté particulière sur des espaces soumis à des forces importantes de changement visant à assurer l'interconnexion logistique de Kisumu.

Ces expressions différentielles et contradictoires de la genèse toponymique de la ville dessinent et résument assez efficacement les contours que prend la traduction locale de l'ambition compétitive de Kisumu. Ces ambitions ne sont pas cantonnées à l'abstraction d'une circulation totalement déterritorialisée de prescriptions et de normes globalisées dotées de leur novlangue standardisée. Elles se formulent selon les modalités propres à un territoire, dans la grammaire spatiale (et dans la langue) qui lui est particulière et aussi en grande partie héritée. Loin de se limiter à un passé et un héritage, la formulation de l'ambition compétitive de Kisumu accompagne aussi les dynamiques contemporaines du pouvoir et la compétition politique à plusieurs échelles. Elle a donc des locuteurs propres, qui savent s'approprier des éléments d'un langage dominant et circulant à l'échelle mondiale. Si elle a ses locuteurs particuliers, elle possède aussi ses contradicteurs. La volonté d'ancrage de la ville dans les flux économiques de la mondialisation produit aussi ses contestations et ses résistances, notamment en ce qu'elle constitue une force non négligeable de changement spatial. Ce sont finalement les modalités particulières de territorialisation – potentiellement conflictuelles – des ambitions compétitives qui nous intéresseront dans le chapitre suivant.

Dans le présent chapitre, nous tenterons de voir comment les ambitions compétitives de Kisumu trouvent plus qu'un terreau d'expression à Kisumu, mais une véritable dynamique d'appropriation chez les acteurs locaux d'une coalition de croissance urbaine. Dans un premier temps, nous verrons que la formulation des ambitions compétitives de la ville doit

être comprise dans le contexte d'une tentative de reconsidération entrepreneuriale de l'économie morale Luo, opérée par des acteurs politiques majeurs du champ politique Luo, au croisement des sphères publiques et privées et de différentes échelles de pouvoir et d'action. Nous verrons ensuite que cette coalition de croissance qui prend Kisumu comme objet doit se comprendre par une stratégie scalaire qui vise à faire de la municipalité un exemple de bonne gestion entrepreneuriale, et par ce biais une ressource dans la compétition politique à l'échelle nationale.

1. LES CONTOURS D'UNE COALITION DE CROISSANCE A KISUMU : UNE INTERVENTION ELITAIRE AU SEIN L'ECONOMIE MORALE LUO

1.1. L'intérêt de croiser la notion de coalition de croissance et celle d'échelle en contexte africain

La notion de coalition de croissance a été initialement développée dans des contextes du Nord pour donner sens aux grandes réorientations des procédures de définition des politiques publiques à l'échelle locale durant la période post-fordiste[6]. Logan et Molotch avaient forgé cette notion dans les années 1970 (Molotch, 1976 ; Logan et Molotch, 1987) pour décrire « *les coalitions d'intérêts entre élites capitalistes et gouvernements locaux qui se formaient pour promouvoir la « croissance » démographique, économique… permettant de soutenir l'accumulation du capital* » (Morange et Fol, 2014 : 3)[7]. Pour Morange et Fol, cette notion a constitué – de concert avec la théorie des « régimes urbains » qui l'a largement nourrie – un sillon fondateur suivi par les théorisations de la néolibéralisation urbaine. Elle permettait aussi de comprendre les évolutions du pouvoir urbain, et « *d'insister sur l'élargissement du spectre des acteurs du gouvernement urbain en y intégrant les acteurs privés et les acteurs non institutionnels* » (Dormois, 2008), tout en donnant à la notion de coalition – assez neutre et descriptive – une dimension politique et économique. Cette notion de « *coalition de croissance* » a très peu été utilisée pour décrire contextes et processus se déroulant sur le continent africain. Elle a pu l'être pour étudier la structuration nationale des « *business associations* » dans certains contextes nationaux (Bräutigam, Rakner et Taylor, 2002 ; Arriola, 2013), mais elle n'a jamais vraiment été circonscrite, à notre connaissance, à des

[6] Pour un historique de la notion de coalition de croissance et une mise en perspective critique, voir le travail de Rémi Dormois (2008).

[7] On pourrait aussi renvoyer à la définition qu'en donne Gregory Stoker : « *un groupe d'acteurs informels, quoique relativement stables, ayant un accès aux ressources institutionnelles ce qui lui permet d'avoir un rôle effectif dans la prise de décision politique* » cité par Dormois (2008 : 49).

contextes urbains comme c'est communément le cas pour le Nord. Pourtant, l'agenda et l'ambition compétitive de Kisumu existent à travers une forme spécifique d'implication active des milieux d'affaires et d'acteurs économiques au sein du gouvernement de la ville.

La notion de coalition de croissance urbaine nous permettra d'appréhender la spécificité des liens entre public et privé à Kisumu dans la construction d'un agenda politique favorable au marché et aux rationalités entrepreneuriales. Elle nous est aussi utile pour s'écarter du corpus de la « gouvernance » largement répandu en Afrique (et au-delà) qui fait de la pluralisation des acteurs (privés et informels) de la décision publique une prescription lourde, qui participe pour certain de la dépolitisation du développement (Hout et Robison, 2008). Nous pensons surtout que cette notion peut largement complémenter et fertiliser une science politique africaniste qui s'est depuis longtemps intéressée aux relations symbiotiques entre sphère privée et sphère publique[8]. L'exploration de ces relations est en effet loin d'être un angle mort des sciences sociales s'attachant à la compréhension des sociétés politiques africaines. Nombre de travaux se sont attachés à appréhender la nature de ces liens entre sphère publique et sphère privée et leurs évolutions. Les deux grands classiques de la science politique africaniste que sont la conceptualisation de l'Etat néopatrimonial (Médard, 1990) et la description de la « *politique du ventre* » (Bayart, 1989) offrent des interprétations puissantes de la nature des imbrications entre privé et public en contexte africain. Toutes deux citent et incorporent cette notion de *straddling* (« chevauchement »), initialement développée par Michael Cowen (Cowen et Kinyanjui, 1977) à propos de la formation d'une « bourgeoisie nationale » kényane. Cette notion décrit les positions individuelles et les itinéraires d'accumulations croisées entre secteurs privés et publics (Connan, 2014 : 113), participant d'une complexification de rapports alors brouillés et intriqués entre sphère publique et sphère privée (Diouf, 1999). Bayart l'a généralisée à l'échelle continentale (1989 : 98-99) pour identifier des trajectoires d'accumulation de pouvoir et de richesses à travers différents contextes africains ; Médart l'a mobilisée dans sa redéfinition africaine du « Big Man » mélanésien décrit par Sahlins[9] (Médard, 1992 ; Daloz, 2007 : 621-622 ; Forrest, 1994 : 7-8) pour exprimer sa thèse de l'État néopatrimonial.

L'apport de la notion de coalition de croissance pour la compréhension des chevauchements entre public et privé à Kisumu est pour nous principalement d'ordre scalaire, et cet apport est double. Il illustre en effet cette double signification de la « politique d'échelle » selon Brenner (2001 : 599-600) ; ce qu'il nomme d'une part sa connotation singulière (« *singular* ») et ce qu'il nomme d'autre part sa connotation plurielle (« *plural* »). Premièrement, dans une conception « *singulière* » d'une « politique d'échelle », la notion de coalition de croissance

[8] On renverra ici au dossier de *Politique africaine* dirigé par Béatrice Hibou sur « L'État en voie de privatisation », 1999, numéro 73.
[9] Notamment à travers l'étude de la figure imposante de Charles Njonjo dans la politique kényane.

urbaine permet d'analyser à l'échelle urbaine des trajectoires individuelles, familiales et collectives de *straddling* entre sphère publique et sphère privée jusqu'alors analysées sans véritable circonscription géographique précise de ces stratégies de chevauchement, limitées trop souvent au cadre national. L'échelle est alors plus ou moins comprise comme « *une unité géographique relativement différenciée et fermée sur elle-même* […] *comprise essentiellement comme une* frontière *séparant l'unité en question – qu'elle soit un lieu, une localité, un territoire, ou toute autre forme spatiale – d'autres unités géographiques.* » (Brenner, 2001 : 599), et donc à ce titre peu différente d'une notion telle que le territoire. L'analyse se concentre alors sur « *les processus par lesquels une forme spatiale particulière* […] *est établie comme unité différenciée d'organisation sociospatiale* », en l'occurrence la symbiose entre intérêts économiques privés et sphère publique dans la production de politiques urbaines prônant la construction d'un environnement favorable aux investissements.

Dans sa seconde et plus féconde acception « *plurielle* », la politique d'échelle permet de mieux appréhender la dimension multiscalaire des stratégies de *straddling*. Au chevauchement entre sphère publique et sphère privée se conjuguent des formes de chevauchements scalaires (ou « *straddling* scalaire ») dans la définition d'une coalition de croissance qui prend certes pour objet l'espace (ou l'échelle) urbaine, mais dans de nombreuses interactions et relations avec d'autres échelles de pouvoir, dans notre cas l'échelon ethno-régional, l'échelon national et l'échelon international. Cette dimension verticale des coalitions de croissance chevauchant une pluralité d'échelle de pouvoir illustre cette acception plurielle de la politique d'échelle. Pour Brenner, cette acception plurielle, profondément processuelle et relationnelle, se réfère « *à la production, la reconfiguration ou la contestation de différenciations, d'ordonnancements et de hiérarchies* entre *échelles.* ». L'analyse ne se concentre pas tant sur l'apparition et la consolidation d'une échelle de régulation en particulier, où par exemple se définirait spécifiquement une coalition de croissance, mais sur la « positionnalité » des échelles les unes par rapport aux autres, et donc sur leur coproduction. La focale est en ce sens située sur « *les relations* […] *changeantes entre une variété d'échelles géographiques entremêlées et sur les ramifications de telles transformations interscalaires pour les représentations, significations, fonctions et structures organisationnelles de chacune de ces échelles* » (Brenner, 2001 : 600). Cette invitation à entrevoir cette complexité relationnelle dans la production des échelles géographiques permet d'intégrer certaines critiques dont la notion de coalition de croissance a pu être l'objet. Pour Rémi Dormois, les analyses la mobilisant ont tendance « *à survaloriser l'ancrage local de la coalition, ce qui provoque un défaut d'appréciation du rôle de l'État, des grands investisseurs internationaux et des grands propriétaires institutionnels* » (Dormois, 2008 : 55). Dans le

même ordre d'idée, Scott Rodgers pointe l'impensé scalaire du local[10] dans la description de ces coalitions qui néglige la dimension multiscalaire du gouvernement urbain : « *comme beaucoup l'ont souligné, se concentrer simplement sur ces acteurs particuliers vu comme empiriquement opérant à la soi-disant échelle urbaine ne permet pas de produire une théorie convaincante qui permet de voir comment les spatialités de l'action politique se lient spécifiquement aux villes.* » (Rodgers, 2009)

Cette « critique scalaire » de la notion de coalition de croissance nous parait largement productive lorsque l'on analyse l'adoption et la formulation des ambitions globales à Kisumu. En effet, l'intervention à l'échelle urbaine pour la création d'un environnement qui se veut attractif et favorable au business ne peut se comprendre en isolant l'échelle urbaine des d'autres échelles qui influent sur ses contenus. Nous avons déjà – sans le formuler ainsi – amorcé dans le chapitre précédent l'exploration de ces relations interscalaires. Ainsi, certaines institutions internationales jouent un rôle déterminant dans la promotion d'un environnement urbain favorable aux acteurs du marché et à l'idée entrepreneuriale. Elles offrent alors des ressources discursives et symboliques puissantes pour l'expression locale de son déploiement. Nous avons aussi vu le rôle de l'État central dans la création des conditions infrastructurelle de connexion de Kisumu à un espace de flux économiques qui la dépassent. Néanmoins, nous n'avons pas analysé ce qui a pu permettre l'établissement de ces relations entre échelle urbaine, nationale ou internationale. Ces relations n'ont pas la simplicité des évidences. Elles ne s'imposent pas d'elles-mêmes et relèvent bien au contraire de l'âpreté des luttes qui traversent l'espace politique, et dans lequel les échelles sont tout à la fois des outils et des enjeux. Elles sont dans leurs interactions mobilisées et investies par des acteurs dotés d'intentions, de buts, et de stratégies.

1.2. Kisumu, Raila Odinga et les valeurs entrepreneuriales : croisements d'échelles

1.2.1. Kisumu et les Odinga : la place de la ville dans la construction biographique d'un succès entrepreneurial

Au cœur de ces stratégies, on retrouve une figure politique majeure qui incorpore toutes les dimensions du *straddling* tel que nous l'avons défini plus haut et qui a contribué à faire émerger des glissements significatifs de la hiérarchie scalaire kényane ces vingt dernières années. Cette figure majeure de l'actualité politique kényane, dont les activités croisent la sphère publique et la sphère privée, et articulent une pluralité d'échelle dans sa stratégie politique de conquête du pouvoir national, c'est Raila Odinga, par trois fois candidat

[10] Scott Rodgers parle alors plus spécifiquement de « dépendance au local » (Rodgers, 2009)

malheureux à l'élection présidentielle (1997, 2007 et 2013) et dont l'emprise sur le leadership luo est presqu'incontestable (quoique sporadiquement contestée comme nous l'avons déjà aperçu). En mobilisant de manière centrale la figure de Raila Odinga pour illustrer la dimension multiscalaire d'une coalition de croissance urbaine, nous ne souhaitons pas tomber dans un travers, celui de produire le récit d'un grand homme capable à lui seul de faire bouger les lignes d'une géopolitique kényane, et de présider par sa seule volonté au destin d'une ville comme Kisumu. Il n'en reste pas moins que la figure d'Odinga, son simple nom, constitue un facteur d'articulation des enjeux locaux, nationaux et internationaux. C'est – nous allons le voir – le fruit d'une stratégie intentionnellement construite ; mais ces articulations clairement lisibles à travers sa personne la dépassent aussi complétement. Odinga incarne un changement plus large des lignes de chevauchement entre politique et économie dans un Kenya qui se projette dans le monde.

1.2.1.1. Une ville signifiante dans la dynastie familiale des Odinga

Nous avons déjà pu voir en quoi Kisumu a pu être un lieu d'incubation d'une forme de nationalisme ethnique Luo après la Seconde Guerre Mondiale, autour de la figure tutélaire d'un homme, Jaramogi Oginga Odinga et de ses activités commerciales et communautaires (chapitre 2). Le projet de l'« *l'indépendance par le business* » avait fait de Kisumu un lieu important de la dynastie politique Odinga. Avant sa première détention en 1969, Jaramogi a développé un petit empire commercial à Kisumu sous la holding de la *Luo Thrift and Trade Corporation* (LUTATCO), ce qui en fait l'homme d'affaire africain le plus important de la ville dans la décennie de l'indépendance. Oburu Odinga, le premier né de Jaramogi, et Raila, son second fils, sont directement amenés à gérer les affaires du père. Les intérêts économiques de la famille à Kisumu sont aujourd'hui toujours importants. La rumeur populaire (Encadré 19) pose les Odinga comme des propriétaires fonciers urbains de poids. Face visible de ce patrimoine, on se contentera de citer le tout récent et très luxueux Parkiew Safari Hotel dont Oburu Odinga et les fils de Raila Odinga, Fidel Odinga, sont les propriétaires. Toujours dans le domaine hôtelier, Fidel Odinga possède les trois Vic Hotel – trois hôtels luxueux – ouverts entre 2011 et 2012 dans la municipalité.

Encadré 19 : Raila Odinga, objet de débat dans le champ politique kényan

L'évocation du nom de Raila dans notre quotidien à Kisumu (et ailleurs au Kenya) a de manière répétée constitué un véritable problème de recherche et de positionnement. En tant qu'observateur externe de la vie politique kényane, et plus spécifiquement luo, notre avis a été une source constante de curiosité de la part de nos interlocuteurs kényans, que ce soit dans les discussions banales du quotidien ou notre travail de terrain, au sein nos entretiens et dans les moments d'observation. Cette question plusieurs fois répétée « *Que penses-tu de Raila* ?», nous a mis à plusieurs reprises dans l'embarras de devoir nous positionner dans un champ politique kényan que nous proposions d'analyser, et dans lequel la figure de Raila Odinga divise.

Au Kenya, l'homme est tout autant adulé que détesté, et un point de vue extérieur était sollicité pour donner du crédit à l'adulation ou la détestation de ceux qui nous impliquaient. Les positions des uns et des autres étaient nourries par l'inflation du commentaire médiatique concernant le Premier Ministre d'alors, notamment autour de la critique radicale de sa personnalité émise dans le livre à succès de l'un de ses anciens très proche collaborateur déchu, Miguna Miguna. Dans *Peeling of the Masks*, Raila apparait comme un cynique, déloyal, avide de pouvoir et de richesse, Miguna s'attachant à détruire l'image de combattant politique désintéressé épris de démocratie et de justice sociale que l'équipe de communicants de Raila (au centre de laquelle on trouve la journaliste anglaise Sarah Elderkin, co-autrice de l'autobiographie officielle de Raila) a patiemment construite. L'homme est entouré d'un brouillard, que la prodigieuse richesse accumulée par lui et sa famille ses vingt dernières années n'a fait qu'épaissir. Même l'un de ses hagiographes concède que Raila Odinga est une véritable énigme politique (Badejo, 2006).

A Kisumu – capitale ethnique luo – il est évident que les marques de l' « *odingaism* » (Odhiambo Okoth et Onyango Omenya, 2015) dominaient dans nos interactions quotidiennes, sans pour autant clore le champ de la polémique l'entourant. Et tout spécialement, des points de vue critiques – circulant par la modalité de la rumeur – émergeaient fréquemment de nos interactions d'enquête. Ainsi, la compréhension émique de la compétition politique locale mettait Raila Odinga en position de faiseur de roi. Lui seul *déciderait* de la nomination pour les élections de tel ou tel individu, jaugé par sa loyauté (et/ou son portefeuille). Raila *serait* une mauvaise personne, ayant congédié l'un de ses domestiques réduit à vendre de la canne à sucre sur le bord de la *Nairobi Road*. Raila *aurait* un appétit foncier démesuré au sein de la municipalité, et se *constituerait* un patrimoine foncier autour des infrastructures urbaines dont il *pousserait* la construction etc.

Le passage entre les deux écueils de la « *dénonciation pseudo-savante de la crédulité populaire* » et « *le catalogue édifiant de légendes urbaines* » (Bonhomme, 2006) a été possible en adoptant une approche compréhensive de la rumeur, en ce qu'elle nous renseigne « *en tant que registre de sociabilité permettant de réaffirmer les valeurs du groupe.* » (Aldrin, 2005). En d'autres termes, elle nous permet de toucher à l'énonciation émique du politique.

Sources : carnets de terrain ; Miguna Miguna, Peeling of the Masks, 2012

Kisumu est un lieu cardinal de la vie familiale des Odinga, lieu parmi d'autres illustrant la multiplicité des ancrages territoriaux de nombreuses familles luo et des stratégies familiales d'accumulation (Cohen et Atieno-Odhiambo, 1989). Kisumu n'est pas la *dala* originelle, mais s'y construit une des résidences, ou *ot*, importante du patriarche familial. La « *lakeside property* », comme elle est dénommée par les membres de la famille Odinga, est une immense villa de bord de lac au cœur de la zone résidentielle autrefois exclusivement blanche. A elle seule, elle marque l'appartenance à l'élite urbaine de Kisumu de la famille Odinga. Cette acquisition est un symbole fort de la position sommitale assumée de Jaramogi dans la société Luo, qui vient alors s'approprier les lieux de la domination coloniale. Patrimoine immobilier de grande valeur, cette propriété marque aussi une position sociale dominante assumée dans la société urbaine locale. Cette villa est la maison de la première femme de Jaramogi Raila Odinga ; les enfants de cette première union y ont vécu, ainsi que

ceux de sa quatrième union[11]. Son deuxième né et successeur politique de Jaramogi, Raila, y passe son enfance et son école primaire. La cathédrale de St. Stephen de Kisumu accueille les célébrations du mariage de Raila, avant qu'il ne soit fêté à Bondo, la *dala* familiale, terroir politique de Jaramogi à partir duquel s'ancre sa légitimité démocratique (*Member of Parliament* en 1963, 1966 et 1992, les trois seules fois où il a été autorisé à concourir). Si elle n'est pas le terroir politique originel de la famille, Kisumu reste un lieu important de la vie politique et publique de la famille Odinga, qui n'est pas étrangère à la vie politique municipale. Oburu, l'ainé, sera ainsi conseiller élu pour le *ward* de Milimani entre 1972 et 1978, alors qu'il assure la présidence du conseil d'administration de la LUTATCO. L'un de ses demi-frères, Isaac Omondi Odinga est élu pour le même mandat entre 2007 et 2012. Ruth Odhiambo Odinga, sœur de la même mère que Raila, est aujourd'hui *deputy governor* du *county* de Kisumu, après avoir été directrice de l'usine d'éthanol (2008-2013) que possède la famille (cf infra), de loin l'investissement le plus significatif dans la ville de Kisumu (voir chapitre 4).

1.2.1.2. Kisumu dans la représentation d'un succès entrepreneurial

La conquête de Kisumu est mobilisée par Jaramogi dans la formulation de son « *illusion biographique* » (Bourdieu, 1986) visant à dessiner une stature entrepreneuriale au service de la démonstration de ses capacités politiques. Cette présentation engage une prise de position dans le domaine de l'économie morale luo[12]. Et cette illusion biographique prend une dimension familiale avec sa réactualisation et sa reproduction par le successeur politique de Jaramogi, son deuxième fils Raila Odinga. Tout comme son père, Raila a produit un récit autobiographique au service de la construction de son image publique et de sa carrière politique. *Not Yet Uhuru* – publiée en 1967, et qui retraçait la vie de Jaramogi – correspondait à la volonté d'expliquer son départ de la KANU, la fondation de la KPU et l'entretien de sa légitimité présidentielle. *Flame of Freedom*, l'autobiographie de Raila Odinga publiée en 2013 à la suite de sa troisième défaite présidentielle, est aussi construite pour refonder sa légitimité politique par la mise en récit de son combat politique. L'entreprenariat y joue un rôle narratif non négligeable, et Kisumu est un lieu fondamental de cette narration qui vient

[11] Jaramogi Oginga Odinga était polygame, ; il s'est marié quatre fois et a eu de ces unions 17 enfants. Chaque femme avait sa propre maison. Mary Juma, première femme de Jaramogi, est la mère de ses quatre premiers enfants.

[12] Nous donnons la définition suivante au concept d'économie morale : « l'*« économie morale » renvoie à une conception de l'échange entre peuple et élites, appuyée sur des normes de réciprocité et de droit à la subsistance inscrites dans les routines quotidiennes* » (Siméant, 2010 : 144). On renverra ici à la synthèse faite par Johanna Siméant (2010) qui résume la trajectoire de concept forgé dans le champ de l'historiographie marxiste anglaise (notamment chez Edward Thompson) et de l'anthropologie marxiste (comme chez James Scott) pour trouver un large succès dans l'analyse des mobilisations populaires et paysannes dans les sociétés africaines. Il a notamment été mobilisé dans le champ de l'historiographie kényane par John Lonsdale, et poser une interprétation puissante et novatrice de la révolte Mau-Mau (Lonsdale, 1992 : 315-504)

lier les qualités personnelles, les dynamiques d'accumulation familiales, le destin de la communauté luo et les ambitions politiques nationales de Raila Odinga.

Tout d'abord, le parcours entrepreneurial est situé par Raila Odinga dans la continuité de celui de son père. Dans son autobiographie, son intérêt naissant pour les affaires et la politique et le devenir politique de son père sont présentés comme intrinsèquement liés, avec comme point nodal Kisumu et les évènements qui s'y déroulent en 1969 (cf chapitre 4). Les suites politiques du « *Kisumu Massacre* » sont doubles : l'interdiction du parti de son père en 1969, et son emprisonnement. Ces évènements sont présentés par Raila comme le moteur initial de son investissement en politique (Badejo, 2006 : 78-79), lui-même indissociable des responsabilités familiales que prend alors le jeune homme dans la famille Odinga, notamment dans la conduite des affaires matérielles de la famille. Son père étant emprisonné et son grand-frère Oburu expatrié à Moscou pour son doctorat, c'est à Raila qu'incombe la conduite des affaires familiales à Kisumu et la continuité de l'entretien de certains des dépendants de son père (domesticité, employés etc.) (Odinga, 2013 : 132-133). Raila prend en charge matériellement le foyer de sa mère à Kisumu, et celui de la seconde femme de son père à Nairobi. Cette responsabilisation familiale – due aux soubresauts politiques – est présentée par Raila Odinga comme le déclenchement de son ambition entrepreneuriale[13]. Cette représentation, savamment orchestrée, est fondatrice de la manière dont Raila articule la sphère de la responsabilité familiale et celle de la responsabilité politique.

Au-delà de ce déclic entrepreneurial, les années 1970 et 1980 éloignent l'analyse du parcours d'accumulation familiale hors de Kisumu. Les premiers succès dans les affaires de Raila mènent à Nairobi, où il fait jouer ses compétences techniques d'ingénieur et son entregent pour fonder *Spectre*, une entreprise de production de bonbonnes destinées à être vendues aux compagnies pétrolières important du gaz au Kenya. Elle acquiert au cours de son existence une dimension régionale, exportant ses bonbonnes dans toute l'Afrique de l'Est. Ce succès est présenté dans sa biographie dans un registre qui emprunte à celui du « *self made man* » : sa réussite n'est due qu'à son abnégation, à son travail et à sa persévérance.

Cette réussite n'est pas présentée de manière linéaire : elle est réalisée envers et contre tout dans une relation conflictuelle avec les pouvoirs de Kenyatta et de Moi, de manière très conforme au discours standard Luo (cf chapitre 4). Les obstacles administratifs dressés par les différents régimes politiques ont empêché le développement harmonieux des affaires de la famille ; les emprisonnements à répétition de Raila (notamment après le coup d'État manqué de 1982) ont pesé sur le développement de la société familiale. Et finalement, le destin

[13] « *I racked my brain with endless calculations, trying to find ways of making ends meet to allow a viable future for the family* […] *I had heavy responsabilities I had to shoulder at home* […] *The financial demands were important.* » (Odinga, 2013 : 133)

familial se confond avec celui de la communauté en son entier, opprimée, marginalisée. La perception de la famille Odinga nourrit et métonymise la perception du devenir Luo et du déclin ; c'est en tout cas la thèse de Lena Morrison, lorsqu'elle affirme que la perception du déclin Luo est consubstantielle de l'énonciation du déclin entreprise par les élites communautaires dont elle propose une déconstruction (Morisson, 2007).

Pourtant Kisumu, et plus précisément la Molasses Plant, apparait dans la stratégie autobiographique d'Odinga comme le lieu de dépassement et de victoire sur cette dynamique de l'oppression et de la marginalisation, jusqu'à produire son inversion par les seules forces de l'action. Là où le gouvernement n'a pas pu réussir, Raila – dopé par la volonté d'administrer le développement par le business et son savoir-faire dans les affaires – a lui réussit. La résurrection de l'usine, « *un squelette rouillant sur le bord de la route de Kisumu à Busia*, *monument colossal dédié à la mauvaise gestion gouvernementale et au gaspillage de fonds publics* » (Odinga, 2013 : 543) est présentée comme sa grande œuvre, et un chapitre entier de son autobiographie lui est consacré. Le projet gouvernemental avait constitué un nœud problématique dans la relation du pays Luo par rapport aux dynamiques multiscalaires d'administration du développement national (cf chapitre 4), jusqu'à probablement mener au meurtre de Robert Ouko qui l'avait tant défendu. Raila se place alors dans la continuité de cette figure qui a pu renouveler à l'orée du multipartisme le martyrologe Luo : « *comme Ouko, je pouvais voir que l'usine avait un futur* ». Raila mène à bien ce que Robert Ouko – symbole du nationaliste modernisateur et compétent auquel Raila consacre le chapitre précédent celui sur la Molasses Plant – avait été empêché d'accomplir. Il se dépeint comme celui qui réalise les promesses du développement (industrialisation, emplois, éducation, santé et rentrées fiscales) :

> L'usine produit de l'éthanol industriel pour le mélange avec des bio-carburants liquides, de l'alcool potable pour les boissons et l'industrie chimique, du dioxyde de carbone, des engrais et de la levure […] la compagnie continue d'employer 500 personnes, et 200 indirectement. Au plus haut de ses opérations, elle reversait 1,2 milliard au Ministère des Finances chaque année. Elle exporte dans les pays de la COMESA. En plus d'offrir des emplois, la compagnie a donné beaucoup à la communauté locale en s'associant avec des écoles locales pour construire des laboratoires et des puits, et en fournissant de l'électricité et de l'eau potable. Elle initie un camp médical gratuit tous les trois mois, amenant des docteurs et des médicaments gratuitement à plus de 6000 résidents traités. Elle aide aussi les efforts pour contrôler et éradiquer les maladies hydriques [« *water-borne disease* »] dans la zone. Ce n'est pas une mince fierté pour nous que d'avoir transformé un mastodonte délabré, rouillé et inutile en une industrie pleinement fonctionnelle amenant des bénéfices aux résidents locaux, faisant une contribution annuelle saine au Trésor. Je suis fier d'affirmer que la Molasses Plant de Kisumu est une *success story* […]. (Odinga, 2013 : 548-549)[14]

[14] Traduit de l'anglais par nos soins

Il n'est évidemment pas anodin que Raila Odinga mette en avant ces succès entrepreneuriaux d'EA Spectre et de la Molasses Plant (spectre International). Ces références nous semblent souligner la volonté de représenter le succès d'Odinga et plus largement celui de sa famille – c'est en tout cas le sens du « *nous* » précité – dans la dynamique de pluralisation des figures de la réussite qu'ont exploré Banégas et Warnier (2001). Leur cadre d'exploration de la diversification des figures du pouvoir et de la réussite en contexte africain permet d'éclairer adéquatement la stratégie discursive d'Odinga. Mobilisant l'image d'un entrepreneur investi dans un capitalisme productif et industriel, elle permet avant tout de se différencier des itinéraires d'accumulation classiques des stratégies de *straddling* qui ont pu marquer les deux dynasties Kenyatta et Moi, désormais assises sur une confortable rente foncière permise par les positions politiques sommitales occupées par leurs patriarches. Raila ne manque d'ailleurs pas, dans son propos général, de dénoncer les spoliations foncières que son père avait pu critiquer en son temps, et de distinguer sa famille des autres grandes dynasties du pouvoir. Il représente ainsi son succès dans une « *autre modalité d'accumulation que celles du pouvoir politique* » (Banégas et Warnier, 2001 : 7), et même contre celui-ci, pour incarner un parcours renouvelé d'accumulation permise en partie par les perspectives offertes par la libéralisation économique des années 1990. Cette volonté de se mettre en scène comme une figure entrepreneuriale permet donc à la fois une dissociation des figures classiques du pouvoir (corrompues, prédatrices, voraces, improductives), mais aussi de nourrir une posture politique de combattant. Et finalement, sa réussite s'exprime aussi par l'affichage d'une « *culture matérielle du succès* »[15] qui « *se matérialise* […] *par des mises en objet emblématiques (les « v » : villa, voiture, vidéo, virement) médiatisées par l'argent* » (Banégas et Warnier, 2001 : 7-8) qu'aurait permis non pas la corruption, mais le succès dans les affaires (Encadré 20).

Encadré 20 : Voiture et villa ; éléments d'affichage d'une « *culture matérielle du succès* »

L'image d'une famille exclue des itinéraires d'accumulation qu'offre la sphère publique et les plus hauts offices, composée de politicien affichant une certaine humilité matérielle, « proches des gens » et dédiés à la redistribution et à la justice sociale s'est peu à peu envolée avec l'affichage tapageur d'une réussite sociale et certains de ses symboles.

Parmi les symboles catalyseurs les plus exposés d'une *success story* bruyante et étincelante, il y a un véhicule, un *Hummer*, soit un énorme 4x4 américain à la consommation d'essence éléphantesque, initialement destiné à des utilisations militaires, qui s'est imposé à la fin des années 1990 et 2000 de par le monde comme le symbole (au choix) soit de l'expression majestueuse du succès mondain des stars et des sportifs en tout genre, soit de la vacuité des vanités de la représentation mondaine et de l'aberration écologique de l'existence même d'un tel véhicule. D'un rouge criard, et présenté dans la presse comme le premier jamais importé au Kenya, le véhicule a fait son apparition lors de la campagne de 2007 transportant un Raila Odinga alors candidat, saluant à travers le toit ouvrant des foules compactes qui sont tout sauf indifférentes à la vision d'un tel équipage. Soit elles crient,

[15] Notion que Banégas et Warnier empruntent à J.Rowlands, pour fonder une approche pragmatique de la mesure du succès (Banégas et Warnier, 2001 : 9-11)

admiratives et impressionnées, le nom du véhicule (*Hummer ! Hummer !*), soit corrosives, critiques et ironiques elles viennent accueillir l'attelage en scandant *Unga ! Unga !* « Farine ! Farine ! », pour marquer l'immoralité d'une telle représentation publique. Pour certains, l'utilisation de ce véhicule a été bénéfique, permettant la visibilisation de la campagne et la mise en scène d'un symbole fort de l'appropriation des ressources de l'extraversion. Ce véhicule, unique au Kenya et importé des États-Unis (comme cadeau de la diaspora), participait de la distinction du candidat et de la singularisation de sa puissance. Pour d'autres, l'affichage a été désastreux, marquant la déconstruction de la proximité populaire que représentait jusque-là la « marque » Odinga, et exprimant le décalage d'avec son terroir politique d'élection : il est alors le représentant parlementaire de la circonscription de Lang'ata à Nairobi qui compte en son sein Kibera qui est communément présentée comme l'un des plus grands bidonvilles africains.

Un autre symbole tapageur et débattu de la réussite de Raila est à chercher dans la construction d'une immense villa sur les hauteurs de RIAT Hills surplombant dans la municipalité de Kisumu le centre-ville et le Lac. Souvent perçu comme le quartier des nouveaux riches, RIAT hills concentre le *who's who* de l'élite Luo, succédant peu à peu à Milimani (l'ancien quartier blanc colonial). Alors premier ministre, Raila y ordonne la construction d'un édifice tentaculaire, présenté communément en ville et par la presse comme sa propre « *state house* » rivalisant de majesté avec la résidence présidentielle. Selon les rumeurs, cette résidence au coût significatif d'un milliards de Khs (soit près de 10 millions d'euros) ne comporterait pas moins de 70 pièces, plusieurs piscines (certains disent même une piscine olympique), de jacuzzis, dans une architecture assez stéréotypée de la grande villa américaine. L'hybris de ce qui transparait du projet est largement utilisé par les détracteurs de Raila pour marquer son égoïsme et son gout du luxe. Les équipes de communication d'Odinga font, elles, valoir que la structure est destinée à accueillir deux des fondations à but non lucratif de l'ancien Premier Ministre, ainsi que des bureaux et des salles de conférences.

Sources : discussions informelles ; «Raila's Hummer Stir Crowd », in The Standard, 19 décembre 2008; "Raila's Hummer, a terrible mistake", in Jaluo Dot Kom (URL :http://www.jaluo.com/wangwach/200707/George_Ndege071307.html) ; « Raila's Sh1 Billion Kisumu Home", in The Star, 22 mars 2014

1.2.2. Réussir là où Robert Ouko a échoué : les capacités d'articulation scalaire de Raila Odinga

1.2.2.1. Les omissions biographiques : taire la dimension étatique d'un itinéraire d'accumulation

Cette représentation autobiographique est structurée par des omissions et des silences. De plus près, en prenant en compte tout aussi bien les éléments biographiques présentés par Raila lui-même que le champ pléthorique de la rumeur et de la polémique qui entoure abondamment une figure aussi débattue dans le champ politique kényan que celle d'Odinga (Encadré 19), l'itinéraire d'accumulation de la famille Odinga semble plus « classique » que ce que propose l'entreprise de mise en cohérence de la construction autobiographique (Annexe 15). Ainsi, la constitution du patrimoine familial n'est absolument pas opposée à l'État et aux possibilités d'accumulation qu'il peut offrir. Tout comme Jaramogi Odinga avait passé sous silence sa

coopération avec le régime de Kenyatta dans son parcours d'homme d'affaire[16], son fils omet de formuler le lien entre ses succès entrepreneuriaux et ses facilitations par la coopération et la bienveillance de l'État, et même la participation active de Raila à son fonctionnement.

Le projet initial de Raila de production de bonbonnes, fait certes appel à ses savoirs techniques d'ingénieur, mais aussi avec des financements accordés par des organismes para-étatiques alors contrôlés par les régimes honnis. C'est par ses connexions au sein du département d'ingénierie de l'Université de Nairobi que Raila prend contact avec le partenaire allemand avec lequel il lance son entreprise ; en 1971, Spectre reçoit une capitalisation conséquente du *Kenya Industrial Estate* (KIE), un fond para-étatique chargé de soutenir les projets industriels émergents. Spectre reçoit ainsi un prêt d'un demi-million de Ksh, alors que l'entreprise n'était jusque-là valorisée qu'à hauteur de 48 000 Ksh (Badejo, 2006 : 283 ; Odinga, 2013 : 145-146). Elle reçoit aussi une parcelle sous l'hospice du KIE. Alors que Jaramogi est en prison, l'entreprise montée par Raila vient installer des réservoirs de gaz liquide dans l'une des fermes de Kenyatta (Odinga, 2013 : 142). Sous Moi, une fois Raila Odinga libéré de sa détention sans procès en 1988 suite au coup d'état manqué de 1982, Spectre reçoit un autre financement de l'*Industrial Development Bank* (Odinga, 2013 : 335) dont il tait la nature para-étatique[17]. Plus directement, Raila joue un rôle dans la mise en place d'une agence paraétatique qui définit le contexte réglementaire dans lequel fleurissent ses affaires. Il insuffle la création du *Kenya Bureau of Standards* (KBS) chargé de définir les normes de production des industries kényanes. Il en devient le co-directeur, et les toutes premières normes de production définies concernent les bonbonnes de gaz liquide (Odinga, 2013 : 167), permettant la simplification des procédures de certification qui nécessitaient auparavant de faire appel à des experts étrangers, processus long et couteux.

La famille Odinga a certes pu souffrir de la répression et de l'autoritarisme étatique : assignations à résidence, emprisonnement, parfois torture, exil, condamnations publiques et éloignement des hauts offices sont des réalités lourdes et indéniables de l'expérience familiale. Elles n'en constituent pourtant qu'une dimension, qui occulte partiellement les voies de l'enrichissement des Odinga. Joyce Nyairo émet l'hypothèse suivante : « *peut-être que les gouvernements Moi et Kenyatta ont facilité les aventures commerciales des Odinga pour tenir leurs aspirations éloignées des plus hautes fonctions politiques* »[18]. Certes, une politique du « bâton et de la carotte » explique en partie la relation plus mouvante des Odinga

[16] Jaramogi possèdait des parts – de concert avec le président Kenyatta lui-même et quelques hommes d'affaires d'origine indienne – d'une société d'import-export basée à Mombasa qui assure des revenus importants à Jaramogi, bien plus que ses business urbains de Kisumu. C'est ce que révèle son fils dans son autobiographie (Odinga, 2013)

[17] Voir, pour un discours polémique et pamphlétaire sur les itinéraires de *straddling* du clan Odinga, l'article que consacre Joyce Nyairo au livre autobiographique de Raila : « What Raila did not tell you in his new book », in *Daily Nation*, 8 novembre 2013

[18] "What Raila did not tell you in his new book », in *Daily Nation*, 8 novembre 2013, traduit par nos soins

avec les régimes Kenyatta et Moi que celle – unilatérale – présentée par les discours standards du déclin et de la marginalité Luo (voir chapitre 4). Mais cette hypothèse ne saisit pas le fait que l'essentiel du capital familial a été accumulé non pas dans un succès au sein d'une sphère des affaires autonome du pouvoir politique, ni même avec l'autorisation d'un pouvoir politique soucieux de favoriser l'un de ses contradicteurs pour l'assouplir, mais dans des prises de positions directes de ces « *plus hautes fonctions politiques* », dont l'occupation a multiplié les possibilités d'accumulation privée.

S'enquérir des origines de la richesse étalée par la famille Odinga, c'est en effet avant tout relever une correspondance temporelle entre la responsabilité ministérielle occupée par Raila Odinga lors de sa collaboration avec le régime de Moi – où il devient Ministre de l'Énergie – et ses succès d'affaire dans le domaine des énergies. La collaboration stratégique avec le régime de Moi amorcée au lendemain de sa défaite présidentielle de 1997, s'approfondit avec une alliance politique de la KANU de Moi avec le NDP de Raila, puis par la fusion du NDP dans une « *New Kanu* » dont Raila Odinga devient le secrétaire général (voir chapitre 4). Le poste de Ministre de l'Énergie qu'il acquiert du fait de sa coopération est une sorte de « super-ministère » qui regroupe la gestion et la régulation des secteurs de l'électricité et du pétrole jusqu'alors séparés (Badejo, 2006 : 296). Le fait que la composante pétrole de ce nouveau ministère était jusque-là contrôlée par Francis Pollis Lotodo – un très proche allié du Président Moi en tant que garant de l'unité d'un « bloc Kalenjin » très hétérogène[19]-– signale l'importance politique d'un tel poste[20]. Le Ministère de Raila permet alors la supervision politique et gestionnaire de six entreprises paraétatiques[21]. Surtout, le Kenya étant un importateur de pétrole, cette position ministérielle lui permet d'avoir un contrôle de la « barrière » étatique par laquelle transite la totalité du pétrole kényan, et une bonne partie du pétrole est-africain.

La rumeur politique kényane entretenue par ses (nombreux) détracteurs fait de ce nouveau poste ministériel – accordé quelques mois avant la célébration du centenaire de Kisumu (chapitre 4) – la source d'une accumulation sans borne dans le monde peu transparent des contrats pétroliers internationaux. Elle lui aurait permis d'établir des contacts initiaux avec une famille saoudienne – la famille Al-Bakri – et de relancer l'importation de pétrole libyen

[19]Francis Lotodo est mort en 2000, le poste était alors resté vacant sous la pression des bailleurs qui voyaient d'un mauvais œil un tel ministère, trop politique et trop marqué par la possibilité de scandales et de corruption. A juste titre, tant ce poste occupé par cette figure controversée qu'était Lotodo avait pu être marqué par le soupçon. Lotodo, en tant que leader ethnique représentant la voix des *elders* Pokot, était un allié de poids dans la cohérence politique du bloc Kalenjin dont découlait grandement la légitimité politique de Moi. Voir « Why the Pokots Weep As They Bury the King », in *The Daily Nation*, 18 novembre 2000

[20] Rappelons que ce poste ministériel de l'Energie était occupé par le tout puissant (et très proche de Moi) Nicholas Biwott lors du projet de relance de la Molasses Plant qui a coûté la vie à Robert Ouko.

[21] La National Oil Corporation, la Kenya Pipeline Corporation et la Kenya Petroleum Refineries Company pour le secteur pétrolier ; la Kenya Power and Lighting Company, Kengen et l'Electric Regulatory Board pour l'électricité.

contrôlé par le pouvoir de Kadhafi. Ces contacts auraient permis à la famille Odinga de se lancer à son compte dans l'importation et la vente de pétrole à travers une société dont elle est l'actionnaire principal, la Pan African Petroleum Ltd[22]. Le troisième fils de Raila – Raila Junior Odinga – se présente sur son profil professionnel comme « *sales assistant* » de Bakri International Energy en même temps que « *owner* » (« propriétaire ») de Pan African Petroleum[23]. Quoiqu'il en soit, la connaissance acquise par Raila Odinga dans ce ministère semble avoir été convertie pour nourrir l'accumulation familiale, d'autant plus que l'ancien ministre a largement participé à la refonte des règles concernant l'importation de pétrole pour favoriser les importateurs nationaux face au poids écrasant des multinationales (Badejo, 2006 : 299). L'allégeance stratégique au pouvoir central a donc permis au leader Luo d'accéder aux ressources du système mondial et l'opacité discrétionnaire de la circulation des capitaux internationaux – similaire à cette « autre sphère du developpement international qui a couté la vie à Robert Ouko (chapitre 4) – et donc d'opérer des formes de chevauchements scalaires eux aussi tout à fait classiques dans la trajectoire empruntée par les acteurs croisant accumulations politique et économique.

1.2.2.2. La Molasses Plant et les rétributions de la coopération politique de Raila Odinga et du bloc politique Luo.

Cette trajectoire dans les affaires pétrolières marque donc une stratégie de *straddling* somme toute assez classique chez les *bigmen* kényans. Elle est tout à fait tue dans l'autobiographie de Raila, autant que dans l'hagiographie que lui consacre en 2006 Babafemi Badejo, en ce qu'elle représente sans aucun doute une torsion de l'image d'un entrepreneur qui, armé de sa seule volonté et de son sens des affaires, est capable de réussir à administrer le développement là où le gouvernement a échoué. Le succès de la revivification de la Molasses Plant a constitué un point central de la démonstration de l'efficience de l'action des Odinga dans leur capacité à administrer le développement. Mais cette mise en scène masque la dynamique multidimensionnelle de *straddling* qui l'a rendu possible. La coopération de Raila Odinga avec le gouvernement de Moi semble avoir largement facilité l'acquisition par la société familiale Spectre de l'usine d'éthanol de Kisumu.

L'acquisition de l'usine semble en effet avoir été ironiquement favorisée par le gouvernement de l'époque, dans un contexte de privatisation des entreprises publiques. Le projet étatique qu'était l'usine d'éthanol est mis aux enchères par le gouvernement en 1996 ; Spectre emporte l'enchère dans les règles, en proposant publiquement la meilleure offre (570 millions de Ksh).

[22] Fondée en 2005, initialement spécialisées dans l'import et la distribution de produits pétroliers, propriété de la famille Odinga. Elle possède aujourd'hui des droits de prospection au Nigeria (voir le site internet de la compagnie, URL : http://panafricanpetroleum.com/)

[23] Voir le profil LinkedIn du fils de Raila (URL : https://ke.linkedin.com/in/raila-junior-odinga-0a516017) et les mentions courantes dans la presse de ses activités professionnelles : « Raila opens his wallet and starts 2017 spending », in *the Star,* 11 juin 2017 ; « Raila's Son in Car Crash », in *The Star*, 5 décembre 2008

Un litige juridique s'engage alors. Pour Spectre, l'objet de l'enchère comprenait l'usine et le foncier sur lequel elle se tient ; mais pour l'administrateur judiciaire mandaté par l'État, le terrain de l'usine était exclu de la vente. Spectre retire son offre, mais les choses changent avec l'avancement de la coopération politique à partir de 1998 entre le NDP (le parti de Raila) et la KANU au pouvoir. Après trois ans de sommeil, la saga de la *molasses plant* est relancée dès 1999. L'administrateur judiciaire relance les candidats aux précédentes enchères. Spectre emporte la nouvelle enchère pour une somme quatre fois inférieure à celle proposée en 1996, soit 160 millions de Ksh, terrain compris. Le titre de propriété sera finalement délivré en 2001, pour une somme modique de 3,6 millions de Ksh, couvrant une immense surface de 112 hectares. Cette transaction foncière qui est au cœur des controverses, et qui marquerait pour beaucoup l'alliance entre Moi et Odinga, et la contribution de ce dernier à la voracité foncière des élites politiques kényanes. Pour beaucoup, la Molasses Plant est un cadeau de Moi fait à Raila en échange de sa collaboration politique et de l'allégeance du bloc Luo, qui lui permet de détenir une majorité parlementaire dans une alliance Kalenjin-Luo après la courte victoire de 1997. La Molasses Plant permet à Raila d'augmenter son capital économique mais aussi, et surtout, son capital politique. Il est celui qui a finalement fait vivre l'un des plus emblématiques éléphants blancs de l'histoire kényane, au centre des contradictions les plus violentes du développement (chapitre 4). Ce cadeau politique sera par ailleurs l'un des cas les plus médiatisé – non sans malice politicienne – du rapport de la Ndung'u Comission (Southall, 2005 : 142-151) chargé de dresser une fois l'ère Moi terminée avec l'élection de Kibaki un inventaire des malfaçons foncières dans l'histoire kényane. Dans une publication chargée de publiciser en partie le contenu du rapport, la *Kenya National Human Right National Commission* (KNHRC) fait du cas de la Molasses Plant un exemple de la manière dont « *les entreprises étatiques ont été mal gérées, et ont fini sous administration judiciaire ou en liquidation qui ont ouvert le chemin pour que le foncier et d'autres actifs soient vendus à vil prix ou simplement alloués à des individus favorisés.* » (KNHCR, 2006 : 23). Ainsi, selon la KNHRC et sa lecture du Ndungu Report :

> La terre a été acquise obligatoirement par le gouvernement en 1976 pour 4 millions de Ksh. Le projet s'est arrêté en 1980, après que des millions de shillings aient été engloutis. En 2001, le *Commissioner of Lands*, S.S.K. Mwaita, a alloué illégalement les 112 hectares de terre destinés au projet public originel à une compagnie privée pour 3,7 millions de Ksh, soit 33 000 l'hectare. La compagnie, Spectre International Limited, est associée avec la famille Odinga. A un prix raisonnable de 300 000 Ksh par acre, le foncier aurait alors valu près de 83 millions de Khs. Les bénéficiaires de cette allocation ont peut-être été injustement enrichis de 80 millions de Ksh. (KNHCR, 2006 : 23)[24]

L'acquisition de l'usine d'éthanol doit donc être replacée dans l'horizon général de privatisation de l'État en Afrique qu'a pu analyser Béatrice Hibou (1999). Pour elle, ce

[24] Traduit par nos soins

moment de privatisation marque tout à la fois une continuité avec « *les pratiques de chevauchement entre positions de pouvoir et positions d'accumulation, entre public et privé* […] *qui constituent, au moins depuis la colonisation, le fondement du politique* ». Elle ajoute immédiatement que « *la permanence de ce trait n'exclut nullement d'importantes transformations.* ». Ce sont essentiellement les normes de légitimité qui varient. Sans présager de la réalité des pratiques on pouvait, selon Hibou, identifier autrefois à grands traits une « *soumission de l'économique au politique* » dans les relations entre public et privé ; désormais « *ce sont incontestablement les principes de libéralisation et de privatisation, de désengagement de l'État des sphères économiques et sociales, de l'autonomisation de l'économique par rapport au politique qui s'imposent, suivant en cela les normes libérales adoptées par la communauté internationale et énoncées dans les discours des pays développés. Les institutions légitimes sont désormais le marché, le secteur privé, la société civile* » (Hibou, 1999 :14). Même si le cas de l'acquisition de l'usine (et du lot foncier qu'on y attache) marque une similitude par rapport aux pratiques éculées et bien connues de chevauchement entre privé et public, le discours de légitimation énoncé par Raila Odinga – soulignant une geste entrepreneuriale qui s'oppose à l'État – illustre ces glissements des légitimités dans la représentation d'un parcours d'accumulation et de ses normes d'évaluation. Et ce d'autant plus qu'un homme comme Raila Odinga ne cesse dans ses interventions publiques de faire l'éloge de l'enrichissement individuel par le marché et des valeurs entrepreneuriales (voir infra), et qu'il participe fréquemment aux grand-messes d'expression et circulation internationale de ces « normes libérales »[25].

1.2.2.3. La Molasses Plant et la mobilisation de ressources par-delà la barrière nationale

Car ce chevauchement horizontal – entre fonctions publiques et accumulation privée – ne peut se comprendre dans une forme de stato-centrisme au sein duquel se limiteraient les possibilités conjointes d'accumulation privée et de construction d'un capital politique dans un isolat national. La position ministérielle lui a permis d'avoir accès à l'échelon international pour financer son aventure industrielle. Le *straddling* (ou chevauchement) possède une dimension verticale (ou scalaire). Raila Odinga use de sa position gouvernementale – Cooper parlerait d'une position de garde sur la « barrière » (Cooper, 2008) – pour atteindre les ressources internationales et les canaliser en faveur d'un terroir politique (le pays Luo) et de la constitution d'un patrimoine privé. Cette posture internationale est tout sauf secrète. L'aisance d'Odinga dans les sommets internationaux, son adoption du langage et des idées dominantes

[25] L'activité internationale de Raila est depuis son investissement en politique assez intense, qu'il soit dans ou hors du gouvernement. A titre d'exemple, il organise en tant que Premier Ministre en 2009 le Global Africa Growth Summit (voir « Nairobi Hosts Global Africa Growth Summit », in *Nation,*, 2 aout 2009) ; Raila participe en juillet 2013, accompagné d'élus de son parti, à un sommet organisé avec des investisseurs internationaux « Former Prime Minister Raila Odinga leads Cord governors to US summit » in *The Standard,* 25 juillet 2013

du moment, et sa fréquentation des « grands de ce monde » – largement mise en scène[26] – participent de la démonstration de sa légitimité politique nationale.

Cet affichage masque pourtant une part d'ombre, qui loin de seulement projeter Raila dans les sphères olympiennes, visibles et transparentes du développement international (celles où excellait Robert Ouko), viennent lier Kisumu, les entreprises privées de la famille Odinga et les hautes fonctions publiques occupées par Raila à la face plus discrète et brumeuse d'un capitalisme internationalisé vorace, prédateur et chaotique. C'est encore une fois le champ de la polémique politique, de l'enquête journalistique, voire même de la vengeance personnelle publicisée (Encadré 19) qui fournissent des éléments de déconstruction d'une stratégie politique de représentation méliorative de soi. Si ces sources sont à manier avec une grande précaution, elles fournissent néanmoins des éléments tangibles, qui, une fois recoupées et vérifiées, sont ici mobilisables. Et ce d'autant plus que ces éléments sont, dans l'énonciation locale et émique du politique, mobilisés dans la construction publique et débattue de la figure de Raila.

Ainsi, l'acquisition de la Molasses Plant a été facilitée par sa collaboration avec le régime de Moi. Sa résurrection effective – gourmande en capitaux – tient aussi aux liens que sa position de Ministre de l'Énergie sous Moi lui aurait permis d'entretenir avec des investisseurs internationaux. Dans l'épisode de l'usine d'éthanol, on retrouve ainsi le nom d'Antonio Teixeira, homme d'affaire ayant la double nationalité portugaise et sud-africaine et directeur exécutif d'une société enregistrée au Canada, Energem Resources, présente sur les marchés boursiers internationaux secondaires[27]. Cette société fournit 55 % des capitaux de Spectre International, la compagnie incorporée pour la gestion de l'usine. Spécialisée dans le commerce de pétrole, d'or et de diamants, la société s'est fait connaitre sous un autre nom dans les années 1990 : DiamondWorks. Cette société – et Teixeira avec lui – a été accusée[28] d'être impliquée dans le marché des « diamants de sang »[29] en Sierra Leone et au Libéria.

[26] Ainsi son autobiographie, préfacée par ailleurs par l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo, met-elle en scène dans ses pages photographiques une kyrielle d'hommes d'État et de figures de la scène internationale aux côtés de Raila (Bill Clinton, Koffi Annan, Angela Merkel, José Barroso, David Cameron, le Prince Nahurito etc. ; la liste exhaustive serait bien longue).

[27] L'entreprise était dans sa période d'existence entre 1997 et 2009 côtée à la bourse de Toronto (avant de s'en faire exclure), et un moment au Alternative Investment Market de Londres (AIM)

[28] Dans l'enceinte même du Parlement anglais en 2000 par le ministre britannique d'alors, Peter Hain (Pugh, Cooper et Goodhand, 2004 : 116)

[29] La société fournissait alors par l'intermédiaire de sociétés privées composées de mercenaires de l'ancienne armée sud-africaine d'apartheid la sécurité des mines de diamants concédées par les parties prenantes du conflit à Diamond Works, en échange sde fonds conséquents qui finançaient les activités guerrières des belligérants. Pour plus d'informations sur Teixeira et ses activités diamantaires, on renverra ici aux enquêtes journalistiques de John Kamau publiées dans le Standard et le Nation (« Exposed: the New Faces Behind Molasses Plant » in *The Standard*, 1 aout 2004 ; « Raila, molasses and the men from Pretoria », in *The Nation*, 10 janvier 2016)

Selon Miguna Miguna[30] – c'est par les activités pétrolières de Petroplus Africa, une autre société du *tycoon* sud-africain, que Raila rencontre Teixeira, « *celui qui a ouvert la porte pour Raila à de très grosses sommes* » (Miguna, 2012 : 347). Par l'intermédiaire d'Herbert Ojwang' – un homme d'affaire Luo au carnet d'adresse international conséquent qui est l'assistant personnel d'Odinga dans le début des années 2000 lors de la période de rapprochement avec la KANU[31]– le ministre de l'Énergie de l'époque est introduit à Teixeira, intéressé par le rachat de la raffinerie semi-publique de Mombasa, mais aussi pour « acheter de l'influence » auprès d'un homme qui semble promis à un avenir politique au plus haut niveau. Sa société Petroplus gagne des contrats auprès du Ministère de l'Énergie kényan alors que Raila tient le ministère[32], et Energem fournit plus tard du bitume au ministère kényan des routes tenu encore une fois par Raila alors rallié à Mwai Kibaki[33].

1.2.2.4. La Molasses Plant et la promotion d'un nationalisme économique Luo

La dimension verticale et scalaire du *straddling* ne se limite pas aux liens entre sphères nationales du pouvoir et sphères internationales ; le champ de relations scalaires que met en mouvement Raila intègre dans sa dynamique le bas du spectre scalaire, le pays Luo, l'un des fondements de sa légitimité politique. Les activités politiques précoces de son père – Jaramogi Oginga Odinga – avant l'indépendance exemplifiaient déjà le brouillage entre affaires et politique. Sa vision de « *l'indépendance par le business* » était destinée à former des outils pour nourrir la cause nationaliste. Mais la LUTATCO était avant tout une affaire luo, et constituait une intervention au sein de l'économie morale Luo, visant à définir les contenus d'une identité luo en pleine (re)définition face à l'intervention coloniale :

> Nous autres Luo, nous devons également nous affirmer parmi les autres ethnies du Kenya. J'étais obsédé par l'opinion que les autres Africains avaient du peuple Luo. Lorsque j'étais à Makerere, j'avais été ulcéré d'entendre certains de mes condisciples appartenant à d'autres tribus accuser les Luo d'être gaspilleurs, égocentriques et exhibitionnistes ; il leur était reproché de dépenser leur argent par plaisir de parader au lieu d'économiser afin de pouvoir se perfectionner. Il fallait créer chez les Luo un sentiment d'unité et faire naitre le désir, d'une

[30] L'un des plus proches conseiller de Raila Odinga lorsque ce dernier était premier ministre, limogé sans ménagement en 2011 pour ses activités journalistiques. Il en a gardé une féroce rancune, qu'il ne se privera pas de convertir en 2012 dans une autobiographie, *Peeling Back The Mask* (Miguna Miguna 2012)

[31] Sur cet homme controversé, voir « Herbert Ojwang: Whistle-blower or wheeler dealer?" in *The Business Daily*, 14 mai 2015. Par ailleurs, Miguna Miguna dit de cet homme qu'il était notoirement un homme de l'ombre de la KANU, chargé autrefois de sécuriser des fonds, autant légalement qu'illégalement, auprès d'hommes d'affaires étrangers, asiatiques et moyen-orientaux (Miguna Miguna, 2012 : 346)

[32] John Kamau, dans son enquête publiée dans le Standard en 2004 affirme ainsi que : "*Texeira entered Kenya's business world through one of his subsidiary companies, Petroplus Africa Limited, which concluded a memorandum of understanding with the National Oil Company of Kenya (NOCK) and a separate "hospitality agreement" with the state corporation, Kenya Petroleum Refining Ltd, Kenya Pipeline Company and NOCK's Nairobi Terminal.*" In « Exposed: the New Faces Behind Molasses Plant » in *The Standard*, 1 aout 2004

[33] *Ibid*. Kamau cite alors la page web d'Energem comme source, consultée à cette époque, soit en 2004

> œuvre à accomplir en commun. Il m'était très désagréable de penser que notre peuple était en position de mendiant à l'égard du gouvernement. (Oginga Odinga, 1974 : 76-77)

Comme l'affirme Bethwell Ogot, il s'agit « *de créer une nouvelle image des Luo en tant qu'entrepreneurs » en « utilisant l'histoire et la tradition de manière pragmatique pour créer de l'identité* » [34] (Ogot, 2001: 44). Les activités commerciales et politiques d'Oginga Odinga sont indissociables de la dynamique communautaire qui se tisse autour de la *Luo Union* dont il est élu le Ker (Odhiambo Okoth et Onyango Omenya, 2015 : 196-198).

On observe une très forte concordance – dans un contexte historique radicalement différent – avec la manière dont son fils articule cinquante ans plus tard ses activités et ses discours entrepreneuriaux avec le bloc politico-ethnique Luo. Kisumu est encore une fois le lieu de cette articulation. L'acquisition de la Molasses Plant de Kisumu s'est faite dans une geste très comparable, quoique peut-être moins mobilisatrice, à la manière dont Jaramogi avait formé la LUTATCO. Le moment dans lequel émerge l'idée de reprendre le projet Molasses Plant correspond aussi à la renaissance des institutions communautaires et ethniques qui avaient été interdites sous Moi. A la *Luo Union* (interdite en 1980) succède alors le *Luo Council of Elders* (LCE), qui reprend le même slogan, « *L'unité est la Force* » («*Riwruok E Teko* ») (Carotenuto, 2006 : 67). Même si la dimension politique de la nouvelle *Luo Union* est sujette à débats[35], sa naissance dans les débuts de l'ère multipartiste marque une correspondance forte entre la résurgence de l'association communautaire et la solidification d'une identité politique Luo autour de l'emprise sur le vote Luo que le fils de Raila hérite de son père, Jaramogi (le fameux *odingaism*) La Molasses est un élément de ce tableau, six années après le meurtre de Robert Ouko. En 1996, lorsque l'usine d'éthanol est mise aux enchères à une année des élections générales (1997), la volonté de l'acquéreur ne peut se comprendre par sa seule dimension entrepreneuriale. Le projet d'acquisition est peut-être et avant tout un projet politique, décidé dans une forme de collégialité avec d'autres leaders Luo[36]. Otieno Kajwang', l'un des proches collaborateurs politique de Raila Odinga[37], affirme ainsi :

[34] Traduction par nos soins

[35] Plusieurs vision et factions se sont affrontées et s'affrontent toujours au sein de la Luo Union. L'une tente de définir l'association comme dans sa dimension uniquement culturelle et dans son autonomie de la sphère politique. Elle se démarque alors assez fréquemment de cette idée d'emprise totale des Luo de la dynastie Odinga, ou du moins des collusions entre l'association et Raila Odinga. Elle est à ce titre associée à la traitrise politique par l'autre aile, plus souvent majoritaire, qui voit les sphères politiques et culturelles dans leur enchâssement.

[36] Babafemi Badejo note à ce propos qu'une réunion au Nairobi Club en 1996 a réuni quelques leaders Luo, tous parlementaires (Peter Anyang' Nyong'o, MP de Seme ; Joab Omino, MP de Kisumu ; et Orwa Ojodeh, MP de Ndhiwa, pour parler du projet. Ils ont alors défini une stratégie commune pour faire face à l'enchère : chacun proposera à travers des compagnies privées une enchère inférieure à celle de l'entreprise de Raila, pour favoriser son offre, qui sera la plus importante. (Badejo, 2006 : 289)

> Quand nous avions formé le NDP[38], nous avions très peu d'espace politique. La KANU ne nous autorisait pas à tenir des meetings. Le projet de la Molasses Plant nous était utile de deux manières. Il nous permettait de voyager à travers tout le pays pour parler à la fois de notre politique d'investissement et de notre politique du jour. La Molasses Plant a été utilisée pour populariser le NDP et elle a donné à Raila une plus grande visibilité. Elle a aussi uni les Luo qui ont senti qu'ils pouvaient posséder des entreprises productives qui pouvaient se traduire en emplois dans l'agriculture et les services et d'engranger du profit. (entretien de 2003, cité par Badejo, 2006 : 291)

Œuvre éminemment politique, le projet de Molasses fera l'objet d'un financement « communautaire », à travers un *Kisumu Development Trust* (KDT) créé pour l'occasion. Tout comme Jaramogi a pu arpenter les différents lieux de vie de la diaspora Luo pour recueillir des participations à la LUTATCO, Raila Odinga arpente le pays, et même au-delà, pour alimenter ce *trust* dont il se présente comme le garant moral (Badejo, 2006 : 291). Peu de fonds seront récoltés, comparativement aux besoins de financement. La participation du KDT ne compte que pour 5% des parts de la Molasses Plant ; Energem en fournit 55%, et East Africa Spectre 40%. Si le nombre et l'identité exacte des contributeurs restent flous, les informations concernant les participations au projet dessinent la complexité géographique du paysage politique Luo. On retrouve des contributions locales, des contributions de Luo aisés dispersés dans l'ensemble du Kenya, et aussi des contributions importantes de membres de la diaspora[39]. Le *board* (comité de gestion) du *trust*, principalement composé de membre du NDP fraichement créée, est formé d'hommes loyaux envers Raila Odinga. On y trouve des parlementaires du NDP du pays Luo, dont le président du trust, Odeny Ngure, (parlementaire pour Rarieda), des figures politiques luo telles que Phoebe Asiyo[40] et une somme de leaders locaux de Kisumu : Odungi Randa, un conseiller nommé de la municipalité de Kisumu et ancien garde du corps de Jaramogi Oginga Odinga[41] ; Joab Omino, MP pour *Kisumu West* et l'un des conseils les plus écoutés de Raila, ainsi que d'autres acteurs politiques locaux de la

[37] Avocat de profession, il rejoint la politique dans les années 1990, et deviendra pour trois termes consécutifs comme parlementaire pour la circonscription de Mbita à partir de 1997. Il deviendra en 2013 le premier sénateur du comté de Homa Bay.

[38] Parti avec lequel Raila conteste les élections de 1997, et qui viendra en 2001 se dissoudre dans la KANU avec la coopération entre lui et Moi

[39] "Molasses plant: Odinga challenged" in *The Nation,* 17 juin 1999

[40] MP de Karachuonyo, South Nyanza (1979-1997), ministre du Parlement (1992-1997), figure Luo de la KANU et du Sud Nyanza, dont la participation à cette œuvre très marquée du sceau de Raila Odinga marque un symbole fort de la capacité de rassemblement, voire de « réconciliation », autour de Raila Odinga.

[41] Et qui doit sa nomination à sa proximité forte d'avec le père de Raila, Jaramogi, dont il a été l'assistant personnel et le garde du corps. Son destin suit celui des Odinga. Il a été emprisonné et torturé dans la *Nyayo House* à Nairobi lors de la période la plus sombre de l'autoritarisme politique kényan à la suite du coup d'Etat manqué de 1982. Il est l'un né à l'est de Kisumu, en terre Kano, et à ce titre est l'un des représentants les plus influents au sein du clan large des Jo-Kano. Ses fonctions sont aussi d'ordre régionales : il en effet avant les élections de 2007 le coordinateur pour la province du Nyanza des activités du LDP

KANU alors alliés à Odinga[42]. C'est donc avec la participation et la bénédiction des élites Luo qu'est relancé le projet industriel.

1.3. La mobilisation de la « société civile » et les tentatives populaires de diffusion des valeurs entrepreneuriales

En symbiose avec la sphère politique, des structures qui épousent les contours d'une hypothétique « société civile » africaine soutiennent les Odinga dans le projet de relance de la Molasses Plant. Il en est ainsi du *Nyanza Professional Caucus* crée en 1998 autour du NDP. Cette plateforme réunit des avocats, des docteurs et des hommes d'affaire pour proposer des solutions « innovantes » pour sortir le pays Luo d'une situation de sous-développement[43]. Cette figure du *professional* est chargée de sens au Kenya, ce terme recoupe dans le contexte kényan « *un ensemble plus large que les professions libérales françaises, incluant en général les acteurs universitaires, mais aussi tous les gestionnaires d'entreprise, managers et consultants* » (Connan, 2014 : 31). Elle représente une pluralisation du champ élitaire au moment où ces professions du tertiaire prennent de l'importance dans l'économie kényane contemporaine. Ce *Nyanza Professional Caucus* est dirigé par un avocat de Kisumu, John Olago Aluoch. En 2004, alors que Raila Odinga est attaqué sur les conditions d'acquisition de la Molasses Plant[44], il défend dans les médias le projet industriel en mobilisant le discours de victimisation propre à la représentation que les Luo peuvent avoir d'eux même dans l'espace national (chapitre 4) : « *c'est un plan organisé par des politiciens puissants de la Narc pour saboter la croissance économique du Nyanza* »[45]. En aout 2004, il participe à l'organisation d'une manifestation à Kisumu, qui porte comme slogan « *La terre de la Molasses est notre terre* »[46], comme pour signifier l'unité Luo derrière les difficultés de son leader. M. Olago Aluoch se présente sous l'étiquette du parti d'Odinga en 2007 pour devenir le parlementaire de la circonscription de *Kisumu Town West*.

La participation de la « société civile » – dans sa composante élitaire et partisane – à la formulation d'un plan de développement, de croissance et d'investissement pour le pays Luo s'ancre comme une pratique habituelle. Devenu premier Ministre des suites de la crise post-éléctorale et de l'accord de partage du pouvoir de 2008, Raila lance une conférence annuelle,

[42] Voir "Leaders Back Raila in Molasses Share Saga" in *The Standard*, 22 mai 2002
[43] Pour plus d'informations sur ce "Caucus", voir « NDP'S Plan On Area Progress » in *The Nation*, 7 décembre 1998
[44] Raila Odinga est alors chef du LDP, soit le parti qui succède au NDP pour porter les ambitions politiques du leader luo. Il est alors Ministre des Routes dans le gouvernement de coalition nationale formé par le président Mwai Kibaki.
[45] *Ibid.*
[46] « *The Molasses Land is Ours* » peut-on lire sur les pancartes des militants du NDP et des jeunes amassés devant les bureaux du District, après que le ministre du développement urbain d'alors, Maina Kamanda, ait accusé publiquement Raila d'avoir « mal-acquis » l'usine d'éthanol et son titre foncier. Voir « Kisumu Residents Protest Over Molasses Firm Dispute », in *The Nation*, 5 aout 2004

le *Nyanza Economic Forum*[47]. Ce rassemblement vise à refonder un environnement favorable aux investissements dans la région, et tout spécialement la ville de Kisumu meurtrie par l'intensité des violences post-électorales. Le programme de la conférence annonce ainsi les finalités de cette structure d'échange :

> Les activités centrales du Forum incluent : l'identification, le packaging et la promotion d'opportunités d'investissements spécifiques dans des secteurs productifs à haut potentiel sélectionnés dans la province du Nyanza ; la mobilisation des ressources financières, humaines et techniques et le soutien d'individus et de groupes cherchant à prendre avantage des opportunités d'investissement identifiées ; se faire le champion de l'amélioration de l'environnement d'affaire [« *business environment* »] à travers le plaidoyer [« *advocacy* »], la dissémination d'information et des évènements publics. Le Forum est dédié à casser les barrières du développement économique et social dans le Nyanza, et à encourager la participation large et effective de tous les niveaux de la société.[48]

Le langage ici emprunté, largement imprégné du champ sémantique en circulation de l'entreprise, indique clairement les sources d'influence des individus qui ont eu en charge la conception d'un tel espace d'échange[49]. En lieu de "*tous les niveaux de la société*", la conférence – qui s'est bien évidement tenue à Kisumu (7-8 aout 2008, dans le très chic Kisumu Hotel) – regroupera un panel représentant des acteurs gouvernementaux, le monde (local ou non) des affaires et des ONG (locales ou non)[50].

Finalement, la mise en ordre du bloc politique Luo autour de la figure de Raila Odinga après la mort de son père renouvelle une forme de nationalisme économique Luo informé par la traduction d'un discours entrepreneurial formulé dans la langue Luo. Cette traduction n'est pas circonscrite à la seule sphère élitaire. Elle a vocation à être diffusée. Outre le fait que Raila Odinga promeuve publiquement l'enrichissement par le marché[51], on notera que ses

[47] On a pu porter à notre connaissance au moins trois éditions, toutes situées dans le temps du mandat d'Odinga en tant que Premier Ministre, l'une en 2008, une autre en 2009, et une troisième en 2010.
[48] Flyer d'annonce de la conférence, non daté, traduit par nos soins
[49] On notera, à titre d'exemple, le rôle clef que joue alors en ce temps dans l'entourage de Raila Odinga d'un homme, Caroli Omondi, alors chef de cabinet du Premier Ministre. Longtemps un acteur central du monde des assurances (entre 2001 et 2006, il est l'un des directeurs de l'African Trade Insurance Agency, assurant les risques variés du commerce avec les pays africains), il deviendra une pièce maitresse du cabinet du Premier Ministre. Cet univers de jeunes (ou moins jeunes) « *Luo professionals* » est assez bien décrit – de manière polémique – par Miguna Miguna dans son pamphlet autobiographique presqu'entièrement tendu vers la démystification de la figure de Raila Odinga. (Voir *Peeling back the Mask,* Miguna Miguna, 2012)
[50] Du côté gouvernemental, on retrouve mis à part le Maire de Kisumu d'alors, Sam Okello,, le Ministre de l'Agriculture, William Ruto, le Ministre des Pécheries, des officiels du ministère de la coopération est-africaine,des directeurs de *parastatals* comme celui de la *Kenya Tourism Board*, ou plus intéressant, celui de la *Kenya Investment Authority*. Du côté du milieu des affaires, on retrouve des noms centraux de du monde économique local, comme du directeur de la compagnie sucrière de Muhoroni (Muhoroni Sugar Company), Martin Odero, mais surtout ceux de Sunil Shah et de Munira Gilani, qui détiennent de véritable empires commerciaux et industriels dans la ville de Kisumu. Parmi d'autre businessman, on retrouve même des investisseurs expatriés, comme Kim Hartog (Green Forest Investment Trust).
[51] Dans sa biographie consacrée à Raila Odinga, Babafemi Badejo cite ainsi une interview de Raila diffusée par une chaine kényane, la KTN : « *it is not a crime to be wealthy. We should encourage that under a free enterprise system* […] » (Badejo, 2006 : 280)

interventions publiques expriment une formulation « indigène » des rationalités entrepreneuriales. Nous transcrivons ainsi l'article d'un journaliste Luo, Leo Odera Omolo, et la manière dont il traduit du dholuo à l'anglais le discours que tient Raila aux funérailles de Samson Ojwang', le père de son ancien *Personnal Assistant*, Hebert Ojwang' :

> Pour la première fois le Premier Ministre Raila Odinga a été assez courageux pour dire à ses supporters Luo de rejeter la culture de mendier des aumônes [« *culture of begging for handouts* »], et qu'ils devraient plutôt s'aventurer dans de petites entreprises commerciales pour se responsabiliser [« *empower* »] économiquement. Devant une foule immense durant l'enterrement émouvant du proéminent pédagogue Samson Ojwang' au village d'Osasa, Location de Kakangutu, circonscription parlementaire de Kabondo dans le district de Rachunoyo South, Odinga a affirmé qu'ils devaient s'inspirer de la communauté juive. Un Juif ne quémande pas pour des choses gratuites, mais ira toujours emprunter de l'argent à ses amis, sa famille et ses voisins pour se risquer dans une petite affaire, même si c'est pour être cordonnier. Mais dès que son business prospère, un Juif remboursera toujours rapidement l'argent qu'on lui a avancé.
>
> Les jeunes de la région, a-t-il dit, devraient envisager de lancer des petites entreprises et d'autres activités générant des revenus au lieu de poursuivre l'habitude du Gonya. L'habitude et la culture du Gonya promeuvent la culture de la paresse et du relâchement. « *Donnons la chance à chaque homme et femme bien portant de travailler et ce faisant ils seront capables de se libérer eux-mêmes du fléau abject de la pauvreté* » […]
>
> Le Premier Ministre a transporté les foules lorsqu'il a narré l'histoire du fameux magnat Mr Hilton, qui est aujourd'hui le propriétaire de la chaine d'hôtel cinq étoile présente dans le monde entier. Hilton a commencé comme un simple cordonnier. L'homme est aujourd'hui l'exemple vivant que travailler dur et la détermination paient. […][52]

La mobilisation problématique de ces figures, lointaines et exotiques en contexte Luo, du « Juif » et d'une caricature de réussite entrepreneuriale américaine – par ailleurs largement trafiquée[53] – peut se comprendre comme une stratégie discursive d'extraversion. Cette représentation de ces figures lointaines de réussite et de succès, en grande partie adressée à la nouvelle génération, c'est-à-dire celle qui vient et qui peut apprendre, vise à opérer une intervention au sein de l'économie morale Luo. Elle vise la promotion de valeurs et de rationalités entrepreneuriales contre une autre « culture », néfaste pour le développement et le combat contre la pauvreté, celle du « *gonya* ». Le risque, l'effort, la détermination individuelle et l'enrichissement personnel sont consacrés par Odinga (par le truchement d'Omolo) comme valeurs cardinales. Elles sont validées face à une « culture », par définition collective, voire une tradition, qui ancre les actions de chacun dans une forme d'économie morale qui lient peuples et élite Luo autour de cette pratique du *gonya*. Le *gonya,* c'est cette

[52] "Raila tells the Luos to venture into small businesses and free themselves economically", in *Nyanza Times*, 3 aout 2011. Le *Nyanza Times* est un journal de langue anglaise publié à Kisumu et présent dans les kiosques de rue. Il est censé être hebdomadaire, mais nous ne l'avons que très rarement aperçu dans les kiosques, la régularité de sa publication autant que sa disponibilité semblant tout à fait erratique.

[53] Conrad Hilton, dont il s'agit ici, n'a jamais été cordonnier, et semble être après une recherche rapide le produit d'une certaine élite américaine.

rétribution matérielle, en nature ou financière, qui lie un riche, un puissant à ses obligés, dans le but d'assurer un « droit à la subsistance » (de manière littérale, *gonya* signifie « libère-nous »). C'est donc une pratique d'obligation réciproque entre patrons et clients, par exemple largement mise en œuvre lors des campagnes électorales sous forme de distribution d'argent ou de nourriture. Ainsi, le discours de Raila invite à casser un contrat d'obligation mutuelle qui freine le développement. L'émancipation individuelle, par l'effort, l'investissement, le risque, le crédit, la persévérance et le travail, doivent permettre de renouveler le contrat social. Cette promotion de l'individu, de ses capacités d'action et de sa responsabilité en dehors des logiques de dépendance sociale ne suit pas l'adage thatchérien qui postule que « *there is no such thing as society* ». Cette promotion des capacités individuelles possède avant tout une dimension communautaire. Elle est destinée à participer à la refondation des liens d'obligations mutuels qui fondent certains aspects d'un contrat social Luo en constante évolution : les Luo (« *les amis, la famille, les voisins* ») sont appelés à ressembler à ce « peuple Juif » abstrait et exotique, et d'emprunter ses régulations morales fantasmées.

Cet effort communautaire est adressé à la diaspora. Les interventions médiatiques de Raila Odinga (par exemple autour du *Nyanza Economic Forum*) marquent des appels aux luo de l'étranger à rapatrier leurs capitaux dans le *homeland* luo[54]. Ces appels sont aussi lancés par les autorités du *Luo Council of Elders* (Carotenuto et Luongo, 2009 : 208-209). Un homme comme Raila Odinga n'a évidemment pas toute puissance dans la définition des contenus de l'ethnicité Luo. Ses prises de position sur le sujet sont nombreuses, elles sont aussi fréquemment débattues et contestées. Pourtant, on doit noter une certaine pluralité des sources de diffusion des rationalités et valeurs favorables au marché dans le champ politique Luo. Les opposants luo de Raila – comme Shem Ochuodho – mobilisent ces mêmes valeurs entrepreneuriales pour disqualifier Raila en tant que leader de la communauté Luo[55]. Le débat politique – du moins au sein de l'élite Luo – semble ne pas porter en tant que tel sur les contenus et type d'intervention au sein de l'économie morale que sur les leaders capables et légitimes pour porter ce type d'intervention pro-entrepreneuriale. Un consensus élitaire émerge autour des notions d'effort, de responsabilisation économique, d'extranéité du champ politique (et étatique) dans la définition des possibilités économiques de chacun etc. Les figures plurielles du « *Luo professional* » sont charnières dans cette diffusion de discours portant sur l'effort individuel, l'investissement, et l'autonomie économique de la « Nation Luo ». On pourrait facilement noter un paradoxe qui n'est qu'apparent dans la formulation des discours entrepreneuriaux. Le contrôle de l'État reste un horizon d'attente très important

[54] Voir "Venture out of Kenya,Raila Tells Businesses." *The Standard*, 4 aout 2008.
[55] Les voix Luo dissidentes, dans un mimétisme du Nyanza Professional Causus ont lancé en 2011 à Kisumu, de manière assez confidentielle, le « Luo Nyanza Professional and Business Caucus », propose une intervention similaire au sein de l'économie morale Luo que nous avons précédemment citée.

au sein de ces discours. En ce qui concerne Raila Odinga, nous avons pu voir combien la constitution de son parcours entrepreneurial était à la fois tributaire d'une collaboration étatique et motivée par un objectif politique de conquête du pouvoir. In fine, cette importance partagée des discours entrepreneuriaux dans la formulation de positionnements politiques concurrents viennent illustrer cette constatation selon laquelle « *les "nouvelles" trajectoires de la réussite* » – que représentent en partie les businessmen, les entrepreneurs et les « *young professsional* », soit autant de figures matrices de « l'émergence africaine » – « *ne traduisent souvent qu'un glissement dans les lignes de chevauchement de l'État postcolonial* » (Banégas et Warnier, 2001 : 7).

2. UN PROGRAMME DE MISE EN ORDRE A L'ECHELLE MUNICIPALE, OU LA MISE EN VITRINE D'UNE AUTORITE LOCALE

Kisumu, et singulièrement la Molasses Plant, n'a fait qu'apparaitre comme un lieu où se croisent une stratégie politique de conquête du pouvoir et de mise en ordre du bloc ethnopolitique Luo et la reviviscence d'un nationalisme économique Luo. Ce lieu apparait comme un nœud au sein d'un ensemble scalaire où sont articulées par les capacités d'actions d'un homme et de son entourage politique, l'échelle ethno-régionale (les ressources du terroir politique Luo), l'échelle nationale (les ressources de l'état néopatrimonial et la conquête du pouvoir) et l'échelle internationale (les ressources financières tirées des stratégies d'extraversion). Dans cette articulation, Raila Odinga réussit là où un homme comme Ouko avait échoué, payant cet échec de sa vie. Raila Odinga réussit parce qu'il joue une toute autre partition politique qu'Ouko, dans un autre contexte politique. L'ancien Ministre des Affaires Étrangères de Moi agissait en politique et en technocrate au sein des structures d'un régime de parti unique, jusqu'à constituer une menace potentielle pour ce régime et la physionomie de son réseau d'extraversion. Raila Odinga agit pour la résurrection du projet dans le contexte multipartiste sur le terrain de la mémoire vive de l'affaire Ouko, un pied dans l'État et les possibilités d'accumulation privée que donne l'accès à la barrière nationale, et l'autre dans une posture entrepreneuriale et politique qui se positionne contre l'État.

Pour les Odinga, la somme des intérêts économiques et politiques autour de Kisumu dépasse la dimension familiale. Les intérêts privés et familiaux sont insuffisants pour nourrir l'idée d'une coalition de croissance que nous défendons pour la compréhension de l'adoption de l'idée compétitive à Kisumu. Elle ne constitue qu'un élément d'un tableau plus large, qui permet de comprendre que l'implication personnelle des Odinga dans la ville et son économie est une implication profondément politique. *Lieu* à la croisée de cette stratégie politique et

économique, Kisumu est aussi une *échelle* où s'expriment ces tentatives d'articulation du spectre scalaire. Car c'est aussi un échelon de pouvoir, une autorité locale, dont les contenus et les lignes de fractures et de conflits sont modifiées par une stratégie politique qui vient croiser les échelles de pouvoir.

2.1. Mainmise sur l'exécutif municipal : l'imposition de profils managériaux et entrepreneuriaux

C'est une véritable mainmise sur le pouvoir municipal qui s'organise autour d'une discipline partisane dirigée par Raila Odinga et ses conseils politiques, dans le but de faire de Kisumu une ville-vitrine des capacités de gouvernement du NDP, puis du LDP. Le centenaire avait déjà pu constituer l'occasion – nous l'avons vu – d'une démonstration des capacités politiques de Raila Odinga et de la pertinence de ses choix politiques. Le Kenya avait alors témoigné de la bruyante prodigalité présidentielle qui se déposait alors sur la ville. Pourtant cette mise en visibilité de la ville ne peut se comprendre par le seul affichage des bienfaits de l'allégeance au pouvoir central, dans la logique de mise en dépendance néopatrimoniale. Il s'agit aussi de démontrer l'indépendance et l'autonomie d'action d'une autorité locale, exemple édifiant des possibilités gestionnaires d'un gouvernement qui serait dirigé par Raila Odinga. C'est ainsi que ce dernier peut affirmer dans une interview de 2001 :

> Ce que nous avons fait à Kisumu, c'est de nous asseoir avec les conseillers locaux. Nous leur avons dit que nous voulions faire de Kisumu une vitrine [« *showpiece* »] pour le reste du pays de ce que peut faire un gouvernement NDP, parce que la majorité des conseillers locaux appartiennent à notre parti. Nous avions dit que nous devions faire A,B,C,D[56]

De manière rétrospective dans son autobiographie, l'intervention dans la définition des contours de la politique municipale est aussi clairement revendiquée, pour faire de la ville une sorte de laboratoire d'un « bon gouvernement » :

> Le résultat des élections de 1997 avait mis sous contrôle les trois principales villes kényanes – Nairobi, Mombasa et Kisumu – dans les mains de trois partis politiques différents. A Nairobi, la plupart des conseillers municipaux (incluant le maire) appartenaient au Democratic Party, à Mombasa à la Kanu, et à Kisumu au NDP. A Kisumu, nous avons vu cela autant comme un défi que comme une opportunité de démontrer combien un gouvernement NDP pouvait être efficace [« *efficient* »]. (Odinga, 2013 : 665)

L'implication du NDP de Raila dans la politique municipale ne vaut pas pour elle-même : elle sert aussi une stratégie qui vient lier l'échelon municipal à l'échelle nationale dans une stratégie de conquête du pouvoir.

[56] "Interview With Raila Odinga", *The Nation*, 22 juillet 2001

2.1.1. Les mandatures de Shakeel Shabir

Au nom de la mise en visibilité d'une efficacité gouvernementale, le NDP, et singulièrement Raila, agissent pour contrôler l'exécutif municipal. La victoire du NDP aux élections municipales en 1997 a donné au parti la possibilité institutionnelle de nommer certains conseillers municipaux[57]. Ces derniers peuvent alors se présenter devant leurs pairs pour être élus maire. Ainsi Raila Odinga désignera-t-il un maire :

> J'ai décidé que nous avions besoin de quelqu'un avec une réelle clarté de vision concernant la gestion [« *management* »] et qui n'était pas vulnérable aux rivalités endémiques de clans dans la politique municipale de Kisumu en ce temps. J'ai identifié en tant que candidat adéquat Shakeel Shabir, un homme de Kisumu d'origine asiatique dont le père avait été un docteur très respecté avec une clinique en ville. Le NDP l'a nommé conseiller municipal et encouragé les autres conseillers de l'élire au poste de maire. (Odinga, 2013 : 665)

Dans un court-circuitage de la démocratie locale, Shakeel Shabir est donc élu en aout 2000 après sa nomination, non sans contestations. L'image de la ville est, au moment de l'élection, déplorable, dans la continuité du dessin des contours médiatiques de la crise urbaine que nous avons précédemment décrite (chapitre 4). Dans l'année, la mort du maire Francis Ogendo Ponge, puis dans la foulée celle de son remplaçant, le *deputy-mayor* Ouma Oduor, plonge la municipalité dans une crise politique grave. Le factionnalisme clanique empêche l'identification d'un leader incontesté, d'autant plus qu'Odinga ne trouve pas, parmi les prétendants, une figure qui puisse permettre la mise en place de sa stratégie. Il adresse des critiques très dures dénotant un mépris manifeste envers les conseillers locaux de Kisumu : « *un problème avec les conseillers locaux est que leur niveau d'éducation est trop bas, tout comme la horde du Democratic Party au City Hall* [« Ndlr Nairobi »]. *Ils font ce qu'ils font parfois par ignorance. Ils ne connaissent pas les moyens de faire mieux*. »[58]. La fronde face au choix imposé du parti sera forte, et le niveau de conflictualité politique élevé. Les conseillers n'acceptent pas cette imposition par le haut, et plusieurs candidats locaux se proposent pour obtenir le mandat de maire[59]. Face à la volonté affichée de la majorité des conseillers de ne pas voter pour le choix du parti, la pression politique sera très forte sur le conseil municipal. Le mouvement de révolte des conseillers sera largement disqualifié, considéré comme l'expression d'un clanisme arriéré. Selon le député Ojodhe, « *shadow minister for Local Authorities* » du parti, « *Kisumu est trop importante pour être laissée à la politique de village* »[60]. Le jour prévu des élections (22 juillet 2000), plusieurs parlementaires

[57] Et ce d'autant plus que Raila et son parti sont, en 2000, dans une phase de coopération politique avec le régime, d'où la bienveillance du *Ministry of Local Government* qui donne en dernier lieu son assentiment sur les nominations

[58] "Interview With Raila Odinga" *art.cité*

[59] "Odinga Aide Guns For Post of Kisumu Mayor", in *The Nation*, 3 juillet 2001 ; "Contenders Opt Out Of Kisumu Mayoral Race" in *The Nation*, 19 juillet 2000

[60] "Quit Now, Rebel MPs Told", *The Nation*, 15 aout 2000

du pays Luo sont présents dans la salle du *Town Hall*, représentant et garant de la discipline du parti ; s'ajoute l'irruption violente de jeunes supporters du NDP mobilisés pour l'occasion par Dave Okwatch, qui préside sa branche locale[61]. Sous les yeux des parlementaires et de la presse, les jeunes attaquent physiquement les réfractaires dans l'enceinte du *Town Hall*[62]. Le vote est, dans l'urgence de la situation, reporté. Et Shakeel Shabir est finalement élu à l'unanimité le 1er aout 2000, les réfractaires sont rentrés dans le rang.

Raila Odinga motive en partie ce coup de force en mobilisant la grammaire politique Luo. Vu le nombre important de décès qui ont touché les membres du conseil – aux morts successives du maire d'alors et de son adjoint, s'ajoutent celles brutales du précédent maire, Akinye Oile, et celle d'un conseiller municipal nommé que remplacera par ailleurs Shakeel Shabir – on invoque une malédiction, ou *chira* en dholuo, qui se serait abattu sur un conseil corrompu. Nommer un *asian* étranger au cercle culturel Luo permettrait de rompre le cycle de malheurs qui s'abat sur le conseil. Le choix de Shakeel Shabir est aussi celui d'une loyauté politique aux Odinga ancrée dans l'histoire familiale du nouveau maire. Son père était un notable de Kisumu, un médecin proche des élites politiques Luo d'alors[63]. Mr. Shabir, propriétaire d'une maison dans les environs de Kisumu, possède des rudiments de dholuo. Il est surtout membre du *trust* qui gère la Jaramogi Oginga Odinga Foundation, où il s'occupe particulièrement de surveiller les finances de la fondation dédiée à la mémoire du vieux leader Luo. Information d'importance car le choix de Shakeel Shabir, même s'il est présenté sous le jour de la loyauté politique, est avant toute chose celui d'un gestionnaire, d'un *manager*, en retrait des vicissitudes corruptrices de la politique. C'est du moins de cette manière que l'intéressé se représente : « *je n'ai jamais été un politicien et je resterai un administrateur* […] *Je laisserai la politique aux conseillers municipaux*[64] ». Ce personnage peu connu du monde politique est d'abord porté à la connaissance du public par sa profession. C'est un comptable (« *accountant* »), basé à Nairobi, dont la presse diffusera largement l'histoire et le profil académique en contraste avec « *l'ignorance* » des conseillers municipaux. Il détient ainsi plusieurs diplômes en « *Business Administration* », dont un Master de l'Université d'Henley, et fait partie du *Chartered Institute of Marketing* de Londres[65]. Il se targue aussi d'une

[61] "Raila Men Break Up Mayor's Poll", *The Nation,* 22 juillet 2000

[62] Joshuah Nyamori, un activiste local, très impliqué dans les affaires du conseil municipal et membre prédominant du *Civil Society Organisation Network Nyanza*, affirme que nombre d'élus recevaient alors dans le mois de juillet des intimidations quotidiennes à leurs domiciles. Entretien, 08/01/2010

[63] Comme on peut le lire dans *The Nation* : « *But he had the privilege of growing up among freedom fighters Jaramogi Oginga Odinga, Achieng' Oneko and Argwings Kodhek. His father was a freedom fighter and a close associate of the late Jaramogi. He, Shabir Ahmed Shakeel, is now reaping the benefits of that "cooperation" his father had with the Luo community*" in "Tough Job Ahead for New Mayor of Kisumu" *art. cit.*

[64] "Tough Job Ahead for New Mayor of Kisumu" *art.cité.* Affirmation que le temps infirmera. Aux élections de 2007, Shakeel Shabir sera élu représentant parlementaire pour la *Kisumu Town East Constituency*

[65] Association professionnelle basée à Londres. Voir ; URL : http://www.cim.co.uk/

carrière dans la banque, ayant dirigé pendant plus de dix ans, en tant que haut cadre de *Diamond Trust*, une agence bancaire.

Le choix de Shakeel Shabir s'explique donc par la promotion d'un autre style de gouvernement, qui légitime son déficit démocratique par les impératifs gestionnaires. La comparaison qui motive pour Raila le choix de Shakeel est très éclairante :

> Une année plus tôt à Mombasa, la KANU avait nommé Najib Balala au conseil municipal et ce dernier était devenu maire et avait réalisé un travail louable pour transformer la ville côtière. En conséquence, il s'est brouillé avec les barons du pouvoir à Mombasa et se fit renvoyer, mais j'admirais son style de gestion de la ville [« *city management* »] et j'ai arrangé une réunion entre lui et Shabir où Balala pouvait partager son expérience (Odinga, 2013 : 665)

Plus qu'un gestionnaire, Najib Balala est un entrepreneur qui a dévié vers la politique. Sa nomination et élection en tant que maire en 1998 est le fait de la Kanu. Najib Balala a fait fortune dans le secteur touristique, diversifiant une richesse familiale produite par le commerce de thé et de café. Il est un acteur incontournable des organisations patronales locales de la côte pacifique. Entre 1996 et 1999, il était ainsi président de la *Mombasa and Coast Tourist Association*. Après son mandat de maire, il deviendra le président de la *Kenya Chamber of Commerce and Industry* de Mombasa (2000-2003). Il a construit sa légitimité politique sur sa carrure d'entrepreneur, de représentant patronal mais aussi de sa fréquentation de prestigieux programmes d'universités nord-américaines[66]. Pour combattre la « crise urbaine », il applique alors une méthode de gouvernement très remarquée et très médiatisée, mêlant participation populaire, implication du secteur privé dans le gouvernement urbain et cure gestionnaire des budgets municipaux, méthodes inspirées de ses voyages académiques nord-américains[67] (Stren, 2001 : 208). Odinga souhaite importer à Kisumu un ensemble de « *best practices* » gouvernementales alors largement iconoclastes et disruptives dans le contexte kényan. Le médiatique Najib Balala se targue d'avoir résolu les problèmes de Mombasa. Il s'agissait de maximiser les marges de manœuvre d'un gouvernement local largement contraint dans l'exercice de ses prérogatives par le contrôle du pouvoir central ; cette promotion des marges d'actions de l'autorité locale urbaine emprunte la voie d'un assainissement budgétaire, la chasse des « *ghost workers* »[68] qui hantent et grèvent les finances locales et la lutte contre la corruption des conseillers municipaux. Il s'agit alors de rediriger les maigres marges budgétaires alors dégagées vers l'amélioration de la fourniture

[66] Ainsi, il a suivi un programme au sein de la prestigieuse Harvard University Kennedy School of Government (cours intitulé « *leadership and governance* ») et l'année précédant sa prise de fonction en tant que maire, un cursus à l'Université de Toronto, intitulé « International Urban Management ». cf URL : https://www.linkedin.com/in/najibbalala

[67] On renverra sur ce point à la contribution de Najib Balala formulée à l'occasion d'une table ronde sur la gouvernance urbaine de la « Biennal Commission of Human Settlements » des Nations Unies qui s'est tenue à Nairobi en mai 1999, et reproduite dans un ouvrage dirigé par Mila Freire et Richard Stren (Balala, 2001 : 81-90)

[68] Soit des travailleurs fantômes, qui reçoivent un traitement sans pour autant travailler effectivement dans l'administration municipale.

des services urbains, dans un mouvement de mise en ordre gestionnaire qui n'est pas sans rappeler une déclinaison africaine du « *managérialisme urbain* » que décrit Harvey dans son célèbre article, à savoir « *les pratiques managériales* […] *qui se concentraient sur la fourniture locale de services, d'équipements et d'allocations* » (Harvey, 1989 : 3). Dans ce programme d'amélioration de l'efficacité du gouvernement, Balala rompt ou dérange les équilibres locaux du pouvoir, et il sera démis par une alliance composite de « *politiciens locaux puissants et de promoteurs et leurs relais parmi les politiciens majeurs de la capitale qui paraissaient résolus à contenir les réformes de Balala* » (Stren, 2001 : 208).

La logique décentralisatrice prônée par Balala[69] et louée par Odinga quant à la gestion des affaires urbaines trouve un écho, une source, un soutien et une légitimation forte au sein des institutions internationales. Mais elles semblent tout à fait en porte à faux – et c'est un paradoxe d'importance – avec le fonctionnement de la démocratie locale, pourtant considérée de manière générique comme l'instance légitimante des processus de décentralisation. Mr. Balala et ses tentatives de réforme seront des victimes politiques de la victoire des formes ancrées de la démocratie locale. L'intervention politique de Raila Odinga à Kisumu tient dans le paradoxe d'une intervention « par le haut » à la faveur de la promotion des marges de manœuvres d'une autorité locale. Le but est alors d'imposer ce « *style de gestion de la ville* » pour rendre visible à l'échelle nationale les capacités d'action et de gouvernement de son parti. Cette intervention constitue une force structurante des conflits municipaux dans la décennie 2000. Les impératifs flous d'une bonne gestion municipale ne cesseront de se frotter aux velléités d'autonomie du jeu politique local.

À l'élection initiale houleuse de l'année 2000, s'ajoute celle de la reconduction du mandat de Mr. Shabir l'année suivante[70]. Les conseillers locaux élus en 1997 n'ont toujours pas désarmés. Shakeel Shabir, soutenu par le NDP et son chef Raila Odinga, affirme vouloir « *nettoyer le Town Hall* »[71] et continuer sa politique qui pour la presse « *pousse agressivement Kisumu comme vitrine de la gouvernance du NDP* »[72]. Le moment des célébrations du centenaire de la ville (voir chapitre 4) doit constituer le point d'orgue de la démonstration de force du NDP de sa capacité à gouverner. Les conseillers élus revendiquent avant le scrutin une majorité anti-Shabir de 11 conseillers sur 19. S'en suivent des violences de la part des « *NDP youth* » très similaires à celles qui avaient agité les précédentes

[69] Balala présidera par ailleurs l'ALGAK (*Association of Local Governement Authority of Kenya*) entre 1998 et 1999

[70] Le maire est élu tous les deux ans parmi les conseillers municipaux élus ou nommés. Les élections ont lieux de nouveau en 2001 dans la mesure où les élections de 2000 se sont déroulées du fait de la mort du précédent maire.

[71] Sur le combat contre la corruption du conseil municipal mené par Shakeel Shabir, on renverra aux articles de journaux suivants : « Tension As Mayor Makes Changes », *The Nation*, 23 aout 2000 ; « Massive Scandal Rocks Council », *The Nation,* 25 novembre 2000.

[72] "Second Terme proves tricky for incumbent mayor Shabir", *The Nation*, 17 juillet 2001.

élections[73]. Certains conseillers ne se limitent pas à la défiance de la ligne du parti ; Benjamin Okang'Tolo, représentant historique du *ward* de Milimani, et Awiti Ogollo représentant celui de Kolwa East, affichent leur proximité avec le grand opposant d'alors au bloc Luo, James Orengo et son *Social Democratic Party* (SPD)[74]. La perspective de la trahison politique mobilise largement les jeunes du NDP, et face aux violences, c'est toute la contradiction du projet politique du NDP qui apparait dans les mots suivant du maire : « *je suis triste que la bonne image de Kisumu que nous essayons de construire soit perdue à cause d'une violence insensée* »[75]. En plus de l'ouverture d'une brèche critique contre Raila au sein d'une autorité locale, l'imposition du choix du maire vient apporter son lot de désaccords et de divisions au niveau du parti.

Quoiqu'il en soit, durant les mandats de Shakeel Shabir, l'implication de Raila Odinga dans les affaires municipales est constante, que ce soit pour la célébration du centenaire, la critique de l'aile administrative de la municipalité[76] ou encore la défense de « son » maire face à l'opposition des conseillers municipaux[77]. Juge de paix pyromane, il préside régulièrement des réunions pour pacifier les relations au sein du conseil municipal devenu coutumier des empoignades, des pugilats et de la présence à ses alentours des forces anti-émeutes. L'intervention « par le haut » survit au mandat de Shakeel Shabir qui se termine après les élections générales de 2002. En 2004, c'est par l'intervention d'Odinga auprès du Ministre des Autorités Locales qu'un maire qui lui est politiquement défavorable, Clarkson Otieno Karan[78], sera limogé sans ménagement, et Shakeel Shabir réinstallé. Face au chaos politique qu'a pu causer l'interventionnisme politique depuis 2000, les conseillers locaux obtiennent un

[73] « it's daggers down in Kisumu », *The Nation*, 17 juillet 2001.

[74] James Orengo, pionnier du combat pour le multipartisme, « jeune Turc » proche de Jaramogi et de Raila lors du combat des années 1990, se révèle être le plus farouche opposant à Raila Odinga au sein de l'arène politique Luo à la suite de son mouvement de coopération avec la Kanu initié par Raila après les élections de 1997 et la déroute de l'opposition à l'ancien parti unique. Sa posture d'opposition à Odinga sera très fortement sanctionnée par les électeurs Luo : il perd son siège de député, et son aventure à l'élection présidentielle se résume à un piètre score (0,4 % des suffrages). Il revient ainsi dans le giron de Raila Odinga et de la majorité Luo pour les élections de 2007, incorporant l'alliance électorale de l'Orange Democratic Movement (ODM) dont le candidat présidentiel est Raila Odinga

[75] Cité dans « Second Term Proves tricky for incumbent Mayor Shabir », *The Nation*, 17 juillet 2001

[76] "A Case of Power Without Responsibility", *The Daily Nation,* 10 octobre 2001.

[77] "Raila Defends Mayor On Row With Colleagues", *The Nation,* 9 juin 2002. Raila est amené à défendre Mr. Shabir après que ce dernier a porté à la connaissance du public des malfaçons concernant des conseillers municipaux et l'attribution de parcelles. Furieux, les conseillers ont expulsé le maire de la salle du conseil.

[78] Otieno Karan est plutôt un ennemi politique d'Odinga. Élu sous le parti du père de Raila, Ford-K, en 1992 pour la circonscription voisine de la ville de Kisumu, Nyando. Son clan, celui de Kobura, fait partie du clan Kano plus large aussi représenté dans les frontières municipales. Au sein de la Ford-K, il soutient alors l'aile de Wamalwa et d'Orengo. Son opposition à Raila lui vaut une sévère défaite électorale en 1997. En 2002, revenu dans le giron du leadership majoritaire Luo, il ne s'oppose pas à Raila et fait activement campagne pour la coalition Narc qui porte Kibaki au pouvoir avec l'aide décisive de Raila Odinga. Il est récompensé par sa nomination en tant que conseiller local à Kisumu, puis soutenu pour devenir maire, d'autant plus que son profil professionnel (il s'agit d'un ancien banquier) colle avec l'orientation gestionnaire que veut donner Raila à la municipalité. Mais sa loyauté politique est mise en doute, et au fur à mesure qu'il se rapproche du parti du président Kibaki, la colère gronde parmi les conseillers locaux et les soutiens locaux de Raila. Ce dernier intervient lourdement pour que soit évincé Otieno Karan

répit et votent finalement pour un maire de leur choix[79], Prisca Auma, figure ancienne du conseil municipal, est élue (c'est la seconde mairesse de Kisumu). Son élection, toute locale et « libre » soit-elle, a tout de même représenté la victoire des fidèles d'Odinga ; la liste concurrente était composée de figures publiquement critiques à l'égard de Raila Odinga (dont l'ancien maire déchu Otieno Karan, et les conseillers Omondi Kokore, alias « Saddam », et Fred Obwar).

2.1.2. Les mandatures de Samuel Okello

Après cette parenthèse d'élections libres, la municipalité est gérée depuis 2008 jusqu'à sa dissolution dans le Kisumu *county* (début 2013) par Sam Okello, nommé sans avoir été élu au conseil municipal. L'homme n'est pas nouveau en politique : il s'est présenté par trois fois aux élections parlementaires (1992, 1997 et 2002) sous l'étiquette de la KANU, avec des résultats honorables[80]. Ce n'est pourtant pas par son identité d'homme investi en politique qu'il est légitimé par les instances de l'ODM[81], mais pour sa qualité, d' « *entrepreneur*[82]», de « *businessman*[83] », de « *trader*[84] » ou encore de « *manager* ». Sans pour autant que son parcours soit tout à fait explicité ; ses secteurs d'activité sont tus, ainsi que son parcours académique. Seule apparait dans sa présentation médiatique une localisation, Mombasa, où Sam Okello a fait ses affaires, construit une richesse et un réseau. C'est à Mombasa qu'il fait la rencontre de Najib Balala[85], cet ancien maire médiatique qui présidera la stratégie de l'ODM concernant les autorités locales. C'est lors d'une réunion présidée par Mr.Balala que sont choisis des candidats pour les postes de maires des plus grandes villes kényanes – Nairobi, Mombasa, Kisumu, Nakuru et Eldoret ont toutes trois des majorités de conseillers ODM – qui ont alors tous en commun des parcours entrepreneuriaux[86]. L'idée est exactement la même que lors de la première nomination de Shakeel Shabir en 2000 : démontrer les capacités gouvernementales locales de l'ODM dans la compétition pour le pouvoir central. Le contexte est tout de même différent, dans la mesure où le pouvoir est alors partagé au sein d'un gouvernement de coalition. Raila Odinga est devenu Premier Ministre, l'un de ses *deputy* est alors un autre soutien de poids de l'ODM, Musalia Mudavadi, alors Ministre des Autorités Locales.

[79] "Leaders Want Kisumu Council to Pick Mayor" *The Standard,* 4 juin 2004
[80] A titre d'exemple, il réunit aux élections parlementaires sous l'étiquette de la Kanu 11% des voix aux élections générales de 1997.
[81] L'Orange Democratic Movement, soit l'alliance électorale par laquelle Raila Odinga brigue la présidentielle en 2007
[82] "ODM Picks Entrepreneurs for Mayoral Polls", *The Standard*, 21 février 2008.
[83] « New Mayors Vow to Raise More Cash", *The Nation*, 27 février 2008.
[84] "ODM Picks Trader for Mayoral Race", *The Nation*, 18 février 2008.
[85] Conversation avec Sam Okello
[86] "ODM Picks Entrepreneurs for Mayoral Polls" *art cite.* "*Business people allied to ODM are tipped to be the next mayors in Nairobi, Mombasa and Kisumu*".

Kisumu s'insère donc dans une hiérarchie institutionnelle et politique qui lui est a priori favorable. La tâche du nouveau maire n'en reste pas moins ardue, dans la mesure où les violences postélectorales ont largement marqué physiquement la ville, complètement rompue la routine municipale et atteint le cœur de cette projection politique pour Kisumu, c'est-à-dire cette « image » méliorative de la ville qui semble être le souci partagé par Raila Odinga et ses relais municipaux. Les membres du NDP exposent clairement dans la presse la logique du choix d'un « homme d'affaire » pour tenir les rênes du conseil municipal :

> Des gens bien placés au sein de l'ODM affirment que la nomination de Mr Okello, un businessman de Mombasa, est née du besoin de donner à Kisumu une personne qui puisse attirer des investisseurs. L'un des engagements de Mr. Okello est de maximiser les niveaux de revenu en rendant étanche les failles dans le recouvrement des taxes et en créant une atmosphère propice au business. Il arrive à un moment où les parties prenantes [« *stakeholders* »] sont engagées à effacer le mythe selon lequel Kisumu a une grande affinité avec les manifestations violentes.[87]

Okello porte haut ce lien qu'il souhaite établir, par son entregent, entre la ville et les investisseurs :

> Les individus qui normalement se présentent aux élections civiques ne possèdent pas nécessairement le potentiel managérial pour développer les conseils municipaux. Kisumu a besoin d'une personne qui a de bons antécédents, de quelqu'un qui puisse la positionner comme une destination propice d'investissements[88]
>
> « *Il est temps pour la ville de se réinventer à travers des investissements bien pesés, et d'améliorer la provision de services* ». Mr Okello affirme que la normalité est revenue à Kisumu et a demandé aux communautés d'affaires locales et étrangères de considérer la ville comme leur destination favorite d'investissement.[89]

Finalement, les logiques et les raisons de la nomination d'Okello ainsi que les discours qui légitiment son leadership marquent un glissement assez notable des rationalités qui animent, du moins en paroles, le gouvernement urbain. La fin des années 1990 et la décennie 2000 ont vu s'ancrer – à travers ce souci quant au choix des maires et leurs discours – la promotion concomitantes des pratiques managériales et entrepreneuriales.

Ces « intérêts supérieurs » de « bonne » gestion et d'attractivité évacuent partiellement la question démocratique dans le choix de la tête de l'exécutif municipal. La compétition politique locale n'est pas pour autant abolie ; elle est investie alors dans l'obtention des postes subalternes, à commencer par celui de *Deputy-Mayor*[90], puis se déploie pour la présidence des différents comités qui pilotent les activités et les investissements municipaux, le *Finance*

[87] "Kisumu Seals Deal As Western Picks Leaders", *The Nation*, 25 février 2008
[88] Sam Okello cité dans « Battle for Mayoral Posts On », in *The Nation,* 9 février 2008. Ces logiques
[89] "New Mayors Vow to Raise More Cash", in *The Nation,* 27 février 2008
[90] Les élections de 2007 voient alors s'affronter Pamela Jossy Omino, représentante des clans Kisumo, et Robert Otuge, un fringant assureur récemment lancé en politique, représentant des Jo-Kano.

Comitee constituant un enjeu tout à fait particulier. Le décalage entre le sommet de l'exécutif municipal et cette « *politique de village* » décrite avec mépris par les cadres politiques du NDP (cf supra) n'est pourtant pas totalement aboli avec ce partage des rôles. Le poste du maire est soumis à la pression des conseillers élus. En 2009, la *Deputy Mayor*, Pamela Jossy Omino, essaie de rallier une coalition clanique contre Mr.Okello, qui ne conservera son siège que d'un seul vote d'avance[91]. En 2010, les élections des présidents des comités de la municipalité offrent une victoire relative aux « anti-okello »[92] ; à cette occasion, l'un des conseillers nous affirme ainsi : « *nous voulions lui donner une leçon et lui dire que ses jours au conseil sont comptés, parce depuis qu'il est venu ici, il n'a pas d'estime pour nous les conseillers élus en disant que nous sommes stupides* »[93]. Lors du scrutin pour le poste du maire en 2011, c'est encore dans un *town hall* ceinturé de forces de police que se déroulera le scrutin, opposant cette fois ci James Oyolo à Samuel Okello. C'est *in extremis*, et encore une fois avec l'intervention de Raila Odinga, que Sam Okello est réélu dans un contexte où des organisations locales estampillées « société civile » – comme la *Nyanza Youth Coalition* de Joshuah Nyamori[94] – appuient les revendications démocratiques des conseillers élus souhaitant respecter l'autonomie locale du scrutin. Les opposants à la réélection sont immédiatement marqués d'un stigmate politique fort en pays Luo, celui d'être anti-Odinga.

L'intervention « par le haut » sur l'appareil municipal a largement complexifié le champ de conflictualité politique local. Elle s'ajoutent aux divisions structurantes entre *jodak* et *jogweng* vives dans un espace municipal en mutation (chapitre 3), et aux divisions claniques. La conjugaison de ces lignes fractures politique a largement contribué à actualiser l'image d'ingouvernabilité qui colle à la municipalité depuis au moins le début des années 1980 ; avec ce paradoxe que c'est exactement cette ingouvernabilité que l'intervention managériale était censée combattre.

[91] Mr.Okello remporte 14 votes, sa concurrente 13. En outre, Okello remporte alors 15 des 16 comités de la municipalité, le comité des finances revenant à Mr. Muga, un de ses proches soutien. De manière intéressante, Okello appelle alors le conseil à faire la paix, citant les necessités supérieures suivantes : "We have learnt from our mistakes and must now join hands to make Kisumu town the best destination in East Africa both for business and tourism". Discours publique devant le town hall, 9 juillet 2009

[92] Cinq soutiens proches d'Okello lors des élections de 2009 sont défaits de leur présidence : Isaya Onyango, par ailleurs très investis dans la vie de la branche locale de l'ODM, Yusuf Masudi, Jackton Onunga et Jack Ongele perdent ainsi leur présidence.

[93] Discussion avec un « anti-okello temporaire «qui souhaite alors la discrétion, qui votera, suivant la discipline de parti, pour la reconduction du maire, à propos des élections

[94] En début aout 2011, une série de manifestations seront tenues dans le centre-ville de Kisumu, organisées par Joshuah Nyamori. L'homme, qui a pu briguer un ticket ODM pour les nominations parlementaires de Kisumu en 2007, n'est donc pas étranger à l'activité politique. Il ne juge d'ailleurs pas que son activité au sein de la société civile soit contradictoire avec

2.1.3. L'extraversion municipale : la recherche de ressources par-delà la barrière

La conflictualité politique au conseil municipal est donc en partie nourrie par une action externe, contraignant l'autonomie souhaitée des acteurs de la démocratie locale. Cette intrusion est légitimée par ceux qui la définissent et ceux qui la soutiennent comme un mal nécessaire. C'est ainsi que Jackton Onunga, conseiller de Nyalenda A, qui se définit lui-même comme un « *die-hard* » d'Odinga, nous rapporte le contenu des propos tenus par le Premier Ministre d'alors dans une réunion qu'il a organisé à Kisumu avant les élections de 2011 (Annexe 3):

> Il nous a dit que Kisumu a des grands plans [« *big plans* »] qui ne peuvent être réalisés que quand un bon leadership est en place […] Cela veut dire qu'avoir des gens qui ne sont pas capables de négocier avec des investisseurs étrangers ralentira la croissance de la ville […] Raila pense que le maire a fait du bon boulot et ne doit pas être remplacé par quelqu'un qui ne peut pas négocier au niveau international […] Kisumu a besoin d'un sérieux développement et on ne peut pas prendre au hasard quelqu'un parce qu'il a fait campagne avec beaucoup d'argent et s'est mis dans la poche tel ou tel conseiller […][95]

Mr. Okello est investi d'un rôle de VRP, soignant ses relations publiques[96]. Il développe un « style » très particulier et remarqué à la tête de la municipalité. La présence de l'homme – indéniablement charismatique – tranche dans le conseil municipal par l'accumulation sur son seul corps des signes de distinction, en faisant une incarnation de la culture matérielle et le langage corporel des « *professionals* ». Son habillement représente une certaine idée du « bon goût ». Ses costumes sont ajustés, bien taillés, les couleurs et tissus sont sobres, les boutons de manchette discrets, loin du cliché qui colle bien souvent aux Luo dans la géographie nationale des préjugés (qui veut que les Luo soient tapageurs quant à la démonstration de leur réussite). Son anglais, qui ne porte pas les stigmates phonétiques des gens de Kisumu, est presque générique, formulé avec aisance et naturel, avec une maitrise parfaite de cet art du « *small talk* » propre à créer la connivence. Homme de représentation, véritable spécialiste de la relation publique, il est largement apprécié de ses interlocuteurs internationaux, figure de proue de l'environnement institutionnel favorable que sont aussi prompt à décrire publiquement les partenaires de la municipalité, tel que l'AFD[97] ou la Millenium City Initiative. M. Okello aime les sociabilités expatriées, et n'hésite pas à multiplier les moments avec les délégations et équipes de passage. L'extraversion se comprend donc dans sa polysémie. Dans un sens premier, l'homme est avenant, chaleureux, et met à l'aise ses

[95] Entretien avec Jackton Onunga à son domicile, 8 octobre 2011, traduit de l'anglais par nos soins
[96] Nous avons été ainsi reçu trois fois dans le bureau du maire, non pas que nous ayons quelques idées d'investir notre financement de thèse dans les services urbains, mais nous étions identifiés comme un relai de l'AFD
[97] Ainsi dans ses différentes communications, l'AFD ne cesse de présenter comme facteur de réussite potentiel de son projet le soutien politique qu'offre le maire au *Kisumu Urban Project*

interlocuteurs, recherche l'échange ; ces traits de caractère, sa chaleur et son aisance servent une stratégie assez réussie. Il en tire des ressources, à commencer par la confiance de ses interlocuteurs étrangers. Il en tire aussi de nombreux voyages, dont il a pu aimer à plusieurs fois nous faire le compte-rendu dans « l'intimité » de son bureau (Suède, Chine, Allemagne etc.), et desquels il tire des ressources discursives non négligeables lors de ses interventions publiques devant les habitants de Kisumu tout autant que devant les expatriés, dans une véritable mise en scène de sa mobilité. La mandature d'Okello sera aussi celle de la réactivation des jumelages anciens de la ville (Boulder, dans le Colorado), et de la promotion de nouveaux (avec Shangaï en Chine, Huvinkaa en Finlande et Naka en Suède) : « *en plus d'apprendre les meilleures pratiques dans la gestion de la ville, les liens sont censés élever la ville grâce à des investissements directs en provenance de ces villes* »[98]. Cette phrase formulée par M. Okello illustre une conception du développement qui ne se différencie que très peu des investissements directs étrangers (IDE), « *capacity-building* » et aide au développement (ici par la coopération décentralisée). Cette confusion est pour nous assez révélatrice d'une extension des logiques entrepreneuriales au sein du monde du développement[99]. Si Okello est le chef d'une « entreprise-ville » qu'il se doit de développer, on voit pourtant bien que ses « partenaires d'investissement » sont bien plus des acteurs publics étrangers (banque de développement comme l'AFD ou SIDA, autorités locales et même universités), que des investisseurs internationaux privés étrangers ou locaux. Les limites de la connexion globale aux flux de capitaux privés est tout à fait manifeste lorsque l'on considère certains projets qui ont pu prendre Kisumu comme ancrage, sans jamais être réalisés (Encadré 21).

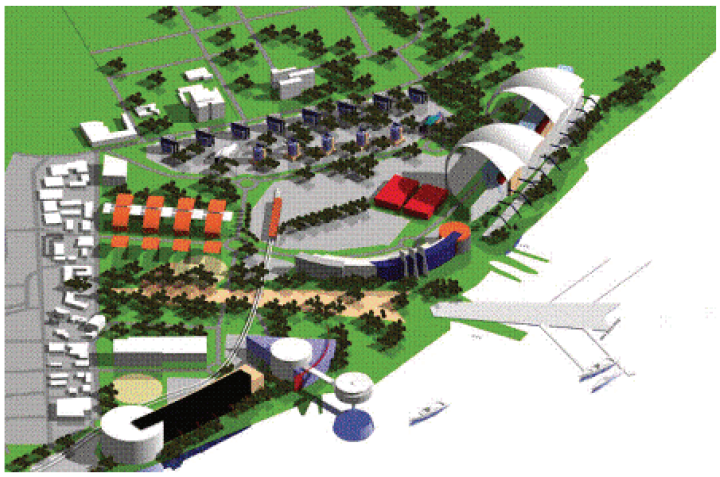
Encadré 21 : « Lake View Resort City » : une forme urbaine non-advenue ou la difficile attraction des investissements internationaux

La maquette trône et tranche dans le bureau du maire, marqué de son décorum colonial et son mobilier des années 1960. Carton plumes et balsa assemblés par les étudiants de l'École Polytechnique de Kisumu sculptent un complexe immobilier d'un modernisme épuré, formé de courbes et de transparences. Il nous est présenté – fierté du maire – sous le nom de « Lake View Resort City », et doit réunir un hôtel 4 étoiles, deux 3 étoiles, un centre de conférence, un parc de bureaux, un *mall* un immense parking, au plein cœur du centre-ville sur les bords du lac, sur les espaces dégradés et déclinants de la Kenya Railways (KR), la *parastatal* ferroviaire qui porte ce projet. Le projet est censé être relié à l'aéroport de la ville, alors en réhabilitation, par une voie de chemin de fer *ad hoc.* Entre *waterfront,* régénération urbaine et paradoxe d'une *edge city* centrale, la circulation des formes urbaines globales standardisée est manifeste. Il s'agit selon la plaquette de présentation du projet « *de transformer Kisumu en une destination de choix pour le tourisme de loisir et de conférence, de créer et stimuler les activités à haute valeur ajoutée dans la région, en fournissant des espaces de haute*

[98] "Kisumu builds ties with US and Asian cities", *Business Daily*, 29 septembre 2009.

[99] En ce sens, Okello est assez représentatif de la diffusion d'une conception très « sachsienne » du développement, qui en vient à le concevoir principalement comme une série d'investissements dont il ne faut pas hésiter à augmenter les concentrations en des lieux particuliers. Voir J.Sachs, 2005, *Investing in development : a practical plan to achieve the millennium development goals*, UN Millenium

qualité qui attireront le secteur privé et les ONG ». La phrase offre un parallèle intéressant : la nécessité d'attraction du secteur privé, et donc de capitaux que l'on imagine productifs, est mise sur le même plan que l'attraction des ONG. Cette « confusion » illustre certainement la pluralité des acteurs contemporains d'une gouvernementalité transnationale qu'a décrit Ferguson (2006) ; elle dénote surtout la conception élargie qui préside à la définition émique de la nature d'un « investissement étranger », qui comprend tout autant l'aide au développement que les investissements productifs privés.



Le maire est un actif promoteur de ce projet piloté par la KR. Il nous parle ainsi d'investisseurs américains potentiellement intéressés par le projet, dont le contenu est rendu visible par l'action de la *Kenya Investment Authority*. On pourra ainsi un temps consulter le profil du projet, listé parmi des opportunités d'investissement sur le site de la Banque Mondiale. Il est encore aujourd'hui visible sur certaines plateformes de promotion d'investissements, comme matchdeck.com. Pourtant, le projet est resté à l'état de maquette, et aucun dollar étranger n'a fait émerger cette utopie des franges urbaines et logistiques décrépites du bord de lac. Cette idée de régénération du front de lac est pourtant toujours vive, et ne cesse d'apparaitre sous d'autres formes et formulées par d'autres acteurs. Nodalis, l'entreprise de consultance financée par l'AFD chargée de dessiner les contours d'un *Integrated Strategic Urban Development Plan* fait de la zone une *Special Planning Area* qui doit être au centre d'une attention toute particulière, sans forcément en faire la caricature urbaine que constitue le « Lake View Resort City ».

Sources : observation ; "Journey to Change Lakeside Town's Face Begins", The Nation, 24 juin 2008 ; plaquette de presentation de la Kenya Railways du projet.

2.2. Le rôle du secteur privé dans l'exercice du pouvoir urbain

2.2.1. Les communautés d'origine indienne et le gouvernement municipal

Ainsi, le champ des investissements étrangers englobe dans une définition élargie aussi bien les investissements privés étrangers que ceux qui informent les contours d'une « *gouvernementalité transnationale* » décrite par James Ferguson (2006). La notion « d'investissement », la nécessité de leur ancrage en ville, n'est pourtant pas uniquement conçue dans un imaginaire spatial globalisé, où viennent se télescoper des formes très différentes et disparates de capitaux. Ce mot possède des incarnations plus locales, et

concerne directement des acteurs économiques kényans, à commencer par la communauté asiatique originaire du sous-continent indien, qui a pu être décrite comme la seule véritable bourgeoisie capitaliste du Kenya (Himbara, 1994 ; pour un point de vue critique, voir Grignon, 1996). La nature strictement locale de l'implantation des communautés indiennes fait débat à Kisumu : elles sont régulièrement décrites et critiquées pour leur extranéité. Kisumu est parfois qualifiée de manière péjorative de « Bombay du Kenya ». Les commerçants indiens tiennent le centre-ville et empêcheraient l'éclosion d'un capitalisme local africain[100]. Le soupçon de déloyauté et l'accusation d'arrogance sont fréquemment formulés publiquement[101] ; les profits réalisés à Kisumu seraient réinvestis à Bombay, à Delhi ou au Punjab.

C'est à l'aune d'un très fort ressentiment anti-indien qu'il faut jauger la surprise qu'a pu constituer le parachutage d'un homme tel que Shakeel Shabir à Kisumu, et la résistance des conseillers élus à la nomination d'une figure de la différence et de l'étrangeté. Il s'agissait alors dans la logique pro-entrepreneuriale qui animait la mise en visibilité de la réforme urbaine de créer les conditions d'une confiance accrue chez la bourgeoisie locale indienne, afin qu'elle participe plus activement au développement urbain. Jackton Onunga résume ainsi l'une des logiques qui a pu présider au choix de Mr.Shabir :

> Shakeel vient d'une famille importante d'indiens [« *asians* »] de Kisumu, son père était ami avec Jaramogi […] Il parle le dholuo, et les Luo le connaissent, et ils parlent aussi aux puissants et riches [« *tycoon* »] en ville, parce que c'est un ismaélite. Ce sont des gens très puissants, et ils ont beaucoup d'argent, et donc Shakeel devait nous aider à ce qu'ils participent à la vie de la communauté, à amener l'eau, à investir dans la collecte des déchets et à rendre cette ville meilleure pour les gens de Kisumu mais aussi pour eux, parce qu'avec une ville plus propre et mieux organisée [« *planned* »] ils peuvent aussi faire plus d'affaires à partir d'ici, et tout ça peut créer de l'emploi pour les jeunes désœuvrés [« *idle youths* »][102].

Même si Shakeel Shabir lui-même a parfois eu des mots très durs envers la communauté indienne quant à son implication dans le développement local et l'amélioration des services urbains[103], la décennie 2000 marque une volonté constante et indéniable de représentation au

[100] On notera cette intervention ancienne (1974) de Mr. Ayah au Parlement, alors représentant de la circonscription de Kisumu Rural : « *we in Kisumu are crying and crying very loud that there is a huge bottleneck in our progress because of the concentration of Asian in our town* […] t*here has been a very unnatural selection where we had had a concentration of Asians in that town* […] *That is one of the reasons why it will take a long time before Kisumu is transformed from Bombay of Kenya to an African Town*." In *Kenya National Assembly Official Record (Hansard),* 28 mai – 4 juillet 1974

[101] On renvoie ici à cette tribune parue sur le site jaluo.com, forum communautaire Luo, intitulée « It's time to say NO to Kisumu Asians » , et qui résume très bien la doxa anti-indienne qui se formule dans toute la multiplicité des espaces de parole à Kisumu [URL : blog.jaluo.com/?p=1443] publié le 6 septembre 2008, consulté le 15/12/2010

[102] Entretien avec Jackton Onunga à son domicile, 8 octobre 2011, traduit de l'anglais par nos soins

[103] Voir l'article de presse suivant : « Kisumu East MP Shabbir accuses Asians of being selfish », *The Standard*, 11 juillet 2016. Shakeel Shabir affirme alors : "*Kenyans of Asian origin have not learnt the values of giving back to the society* […]"*During my time as mayor, I had a rough time getting the Asians involved in development*

sein du gouvernement urbain des communautés indiennes. Le président de la branche locale de l'*Hindu Council*, Naresh Patel – par ailleurs un importateur de voitures à Kisumu – est nommé conseiller local par l'entremise de Raila Odinga en 2008[104]. Signe d'une volonté d'amélioration des relations afro-indiennes, le maire Samuel Okello organise annuellement – entre 2008 et 2012 – au nom de la municipalité une célébration pour la *Diwali*, l'une des fêtes religieuses les plus importantes du calendrier hindou. Ces différentes initiatives sont autant à comprendre comme des gestes dirigés envers une communauté particulière qu'envers des acteurs économiques essentiels à la vie économique urbaine.

2.2.2. La Kisumu Action Team : gouvernance urbaine et secteur privé local

Les liens qu'essaie de tisser la municipalité avec les acteurs économiques locaux ne se limitent pas à une dimension communautaire. Cet environnement propice aux affaires et cette image méliorative que veut se donner la municipalité pour attirer des investisseurs s'accompagne de formes d'innovation dans l'exercice du pouvoir urbain, et possède une dimension institutionnelle. La *Kisumu Action Team*, une plateforme d'échange, de réflexion et de propositions dans la conduite des affaires urbaines (déjà évoquée au chapitre précédent), indique une ouverture nouvelle pour des acteurs privés à la définition générale de la politique urbaine qu'essaie de capturer ce *buzz word* de la « gouvernance urbaine » (Jouve, 2007 : 387). Largement promu et encadré par Un-Habitat, ce « *forum des partie-prenantes* » – comme il se définit – se présente comme une incarnation locale de *buzz word* de la gouvernance urbaine, ce processus « *par le biais duquel se met en place progressivement un rééquilibrage dans l'exercice du pouvoir urbain, a priori, au détriment des États et des institutions urbaines (élus et technocraties locales) et au profit d'acteurs issus de la société civile* » (Jouve, 2007 : 388). Le KAT apparait *a priori* comme une plateforme où s'exprime « la *capacité de différentes catégories d'acteurs aux statuts divers à structurer l'agenda des politiques urbaines, à peser sur l'allocation des ressources en fonction de leurs logiques et de leurs intérêts et à influer sur le contenu de choix collectifs en matière de planification et de gestion urbaine dans divers secteurs* » (Jouve, 2007 : 388). Sa création rejoint ainsi un mouvement plus large, amorcé sous l'impulsion des bailleurs, pour faire évoluer l'exercice du pouvoir urbain. Les innovations en la matière offrent au secteur privé local une légitimité particulière. Elles participent à la formalisation d'une coalition de croissance qui prend l'espace urbain comme enjeu, et particulièrement les espaces les plus centraux, afin de (re)produire un ordre urbain.

projects within the city. Even if you pay tax, it is prudent to actively engage in projects which directly impact on the lives of locals such as provision of water, building of schools, helping the needy and garbage management"

[104] Nous ajouterons qu'au sein de la nouvelle structure administrative et politique du *county*, un autre businessman d'origine pakistanaise, Mohammed Aslam Khan, sera nommé au titre de représentant des groupes marginalisés au sein de l'assemblée locale du *county*.

La création du KAT, dans le sillon du CDS, se comprend largement par l'implication dans le gouvernement urbain d'acteurs internationaux. La participation d'Un-Habitat dans la formation des cadres de définition de la politique urbaine a insufflé une large visibilité et une vie au KAT. La Millenium City Initiative, dont nous avons déjà pu voir la proximité organique avec les sphères onusiennes, finance et structure – à partir de 2008 – cette plateforme de consultation qui favorise une forme d'externalisation des compétences municipales. En effet, la municipalité, dans son incapacité financière à organiser de manière pérenne le processus de consultation, voit la KAT s'autonomiser peu à peu de son berceau municipal. Le parcours d'un homme comme Ben Obera est ainsi révélateur d'un paradoxe contemporain de l'évolution dans l'exercice du pouvoir à Kisumu. Alors fraichement diplômé de la Moi University, Ben Obera intègre au début des années 2000 l'administration municipale, pour devenir directeur du tout nouveau *Environment Department* en 2006. En tant qu'employé municipal, il est chargé entre 2006 et 2008 de coordonner les activités du KAT et d'en fournir la logistique. Peu à peu, le secrétariat du KAT s'émancipe de la municipalité, et l'équipe de coordination prend son indépendance. Ben Obera quitte l'administration municipale en 2008 pour devenir salarié de la Millenium City Initiative et animer les activités du KAT. Le paradoxe réside dans le fait que la promotion de la responsabilisation des acteurs locaux – qui découle du soutien à la décentralisation – s'accompagne dans le même temps de la création d'une structure parallèle qui dépossède en partie la municipalité de ses compétences. De manière intéressante, Ben Obera, après avoir quitté le terrain municipal pour travailler à la LVRLAC, revient dans les affaires urbaines de Kisumu en tant qu'acteur privé. Il est depuis 2013 à la tête d'une « *entreprise sociale* » chargée de définir une stratégie privée de gestion des déchets solides et liquides à Kisumu, et d'en déterminer la faisabilité économique[105].

Le parcours d'un homme comme Ben Obera exemplifie un état de fait simple : aussi structurées soient-elles par des acteurs externes au champ municipal, les évolutions de l'exercice du pouvoir urbain ne sont en aucun cas autonomes des conditions locales et des acteurs locaux, de leur capacité ou intérêt à faire évoluer le pouvoir urbain. Ainsi une structure comme la KAT ne nait-elle pas de nulle part, et surtout pas dans une autonomie imposée et hors sol des prescriptions circulant à l'échelle mondiale envers « plus de gouvernance ». Elle formalise une relation, et trouve un terreau local d'expression. On commencera par affirmer que la tentative de lier la « société civile » à l'exercice du pouvoir urbain n'est pas d'une radicale nouveauté à Kisumu. L'aube du multipartisme a pu offrir un moment fort de mise en scène d'une volonté d'ouverture à des acteurs non gouvernementaux, et singulièrement d'une élite urbaine, pour la définition des grandes lignes de l'avenir urbain

[105] Entretien avec Ben Obera par Skype, 12 juin 2015.

de Kisumu. Les années 1990 et 2000 ont certainement vu, comme dans tant d'autres contextes africains, l'explosion des associations et des ONG locales investies dans la fourniture de services sociaux (santé, éducation etc.) ou engagées dans des demandes de réformes politiques (contre la corruption, pour la transparence et la participation etc.). À partir des registres gouvernementaux et ceux tenus par les services sociaux de la municipalité de Kisumu, Ruth Prince affirme ainsi qu' « *en 2008, dans une ville d'un demi-million d'habitants, 907 ONG internationales ou nationales et des* « community-based » *groups se sont enregistrés avec le gouvernement*» (Prince, 2013 : 583). Une quantité non-négligeable de ces associations ont pu représenter les intérêts des activités informelles urbaines, dans toute leur diversité. Ainsi la *Kisumu Alliance of Street Vendors* (KASVIT) représentait-elle en 2009 une soixantaine de petites associations regroupant plus de 2000 membres ; durant notre terrain entre 2009 et 2012, la *United Pikipiki Welfare Association* (UPWA) tentait de structurer la pléthore de petites associations de *boda boda*, *pikipiki* et *tuktuk* qui constelle l'espace municipal.

Cette explosion associationnelle qui a marqué les décennies de multipartisme a largement touché le monde patronal local. La communauté du monde des affaires s'est elle aussi structurée à l'aube des années 2000 autour du développement local de plusieurs groupements nationaux plus anciens. La *Kenya National Chamber of Commerce and Industry* (KNCCI), créée à l'indépendance sous l'impulsion du gouvernement pour unifier la relation avec le secteur privé et « *articuler les demandes de redistribution des capitaux contrôlés par l'État* » (Arriola, 2013 : 144) a vu sa branche locale être redynamisée sous l'impulsion d'hommes d'affaires proches de Raila Odinga. La *Kenya Association of Manufacturers* (KAM), créée dans les années 1950 pour porter la voix du secteur manufacturier kényan, développe des branches locales à partir de 2005 à Kisumu, Mombasa, Nakuru et Eldoret sous l'impulsion d'une ONG américaine dédiée à l'idée de « *renforcer la démocratie à travers l'entreprise privée et des réformes favorables au marché*. »[106]. Une autre association nationale, l'*United Business Association*, développe depuis début 2001 une branche à Kisumu, largement constituée de commerçants indiens du centre-ville[107]. Pour finir, un réseau émanant directement du territoire, que l'on retrouve sous une pluralité de dénomination (*Kisumu Business Coalition* ; *Kisumu Business Alliance* ou encore *Kisumu CBD coalition*), dont l'appartenance des membres croise souvent les autres groupements susmentionnés.

[106] Center for International Private Enterprise, *Overseas Report*, numéro 46, 2010. Accessible sur internet [URL : http://cipe.advomation.com/or/2010-issue46/articles/kenya.html?height=500&width=780]. L'action de cette ONG au Kenya est alors clairement formulée : "*Over the past year, CIPE partner the Kenya Association of Manufacturers (KAM) has built these coalitions of private sector associations, non–profit organizations, and private businesses in Eldoret, Kisumu, Nakuru, and Mombasa. Initially formed to identify priority issues for businesses, the coalitions represent a powerful voice of the private sector in their communities. Once the cultural issues were identified, the coalitions approached local government with potential solutions and engaged with individual local government officials in a series of meetings to affect policy and regulatory changes.*"

[107] Entretien avec Kaushik Panchmatia, chairman de l'*United Business Association*, Kisumu Branch, 6 avril 2009

La Kisumu Action Team, qui se présente de manière assez neutre et consensuelle comme « *représentative de la variété des secteurs d'activité de la ville* »[108], opère une forme de sélection dans la représentation d'une « société civile » plurielle quant aux intérêts contradictoires qu'elle représente potentiellement (Tableau 16). La voix des communautés d'affaire structure la composition du KAT, et participe de la stabilité de la plateforme. L'analyse de la composition des différentes moutures de la Kisumu Action Team, on remarque une dissymétrie quantifiable quant aux catégories d'acteurs qui y sont représentées.

Tableau 16 : Composition *a priori* des différentes moutures de la *Kisumu Action Team*

		KAT I (2003-2005)	KAT II (2005-2007)	KAT III (2008-2012)
Administration et politiciens	Central	0	2	2
	Local	3	4	4
Société Civile	Secteur informel	1	0	0
	secteur formel privé	3	6	4
	Université	1	1	1
	Confessionnel	1	1	0
	ONG locale	1	0	3
	Groupe marginalisé	2	0	
Totaux		12	14	14

Source : "Proposed Local Institutional Setting for the Millennium City", MCI, mars 2008 ; "Tracing Kisumu's path in the co-production of knowledge for urban development", G.M. Onyango et B. Obera, 2013

Ce tableau représente non pas la participation effective aux diverses réunions du KAT, mais la composition idéale de la plateforme, celle qui est souhaitée *a priori* à chaque recomposition de sa structure lors des alternances politiques à la tête de la municipalité. Les intérêts patronaux y sont largement surreprésentés. Ainsi, dans la première mouture du KAT, deux des représentants du secteur privé formel président les branches locales de la KAM et de la KNCCI (respectivement Ben Kitoto et Hayer Bishan Singh) ; dans la deuxième mouture, ces deux associations seront toujours représentées, par le biais d'autres personnalités (par Sunil Shah[109] et Georges Olilo, par ailleurs ancien maire de Kisumu), et Hayer Bishan Singh y sera coopté en tant que chef d'entreprise. Dans la troisième mouture, le *chairman* de la *Kisumu Central Business District Association* (non nommé) et de la KAM (non nommé) sont cooptés, ainsi que Sunil Shah et Hayer Bishan Singh, encore en tant que chef d'entreprises. Ainsi, la représentation des intérêts du monde des affaires, par-delà la contingence du jeu politique et du *turn-over* des personnels administratifs (locaux et centraux), offre une forme de solidité et

[108] « Kisumu Action Team Progress Report »

[109] Sunil Shah est une figure centrale du monde économique de Kisumu, et un acteur économique important à l'échelle kényane. Aujourd'hui l'actionnaire individuel le plus importants de la Kenya Commercial Bank (ce lui vaudra des dividendes 107 millions de KSh en 2013), il a construit sa richesse à Kisumu où son père s'est installé à l'époque coloniale.

de pérennité à la composition de la KAT, que ce soit par le biais de figures locale des affaires ou de la constante représentation des mêmes organisations patronales locales.

Les représentants du secteur informel brillent par leur absence, même si les intérêts des petits commerçants de rue, des *hawkers* et des acteurs du secteur des transports (*boda-boda*, *pikipiki* et *tuktuk*) ont été relayés par les ONG, et notamment une représentée par deux (KAT I et KAT III), la *Nyanza CSO Network* de Betty Okero. Si la volonté de représentation est en théorie affichée, la réalité de cette représentation au sein de la KAT pose problème. Une seule place a été prévue pour un représentant des *street vendors* (Simon Okeyo, qui présidait alors en 2003 la *Kisumu Alliance of Street Vendors and Informal Traders*), et jamais les représentants des *boda-bodas* et des *Pikipiki* n'ont été convié aux réunions du KAT, alors que les problématiques liées à leur activité ont constamment été discutées au sein de la plateforme de consultation (Onyango et Obera, 2015 : 82). L'agenda de la KAT est absolument flou, tant ses formulations sont diverses. Il apparait dans certaines descriptions dans une logique généraliste de consultation (« *stakeholder forum* » qui doit représenter la pluralité urbaine comme le présente la CDS) ou dans d'autres comme un lobbying d'action élitaire doté d'une forme de pouvoir de décisions sur l'orientation stratégique des politiques municipales. Ainsi, un document interne de la Millenium City Initiative présente la KAT (troisième mouture) comme « *un organe de décision fournissant un soutien dans la direction politique et le rôle de coordination du maire. Il est constitué de personnalités importantes* [« senior personalities »] *qui sollicitent un soutien externe pour définir des opportunités d'investissements et approuvent des projets spécifiques* »[110]. Dans cette formulation, la KAT apparait alors comme un outil de gouvernance façonné pour proposer un soutien politique au maire et la stratégie générale d'extraversion et de recherche d'investissements que doit porter l'exécutif municipal. La KAT devient, sous l'impulsion de la MCI, un acteur par lequel se déroule une tentative d'articulation des leaders économiques locaux, de l'action des bailleurs et les potentiels investisseurs internationaux[111]. Certains membres de la KAT seront des interlocuteurs de choix, centraux dans le réseau d'informateurs qui constituera le cœur des guides d'investissement (cf chapitre 6) : Sunil Shah, Hayer Bishan Singh, Ben Kitoto sont largement cités dans ces publications dirigés par la KPMG. Plus généralement, les remerciements de ces guides d'investissements dessinent un paysage assez complet des acteurs principaux du secteur privé à Kisumu : on y retrouve Ruth Odhiambo Odinga, la sœur de Raila Odinga, alors directrice de l'usine d'éthanol de Spectre International ; Bimal et Deepak Shah (Swan

[110] "Proposed Local Institutional Setting for the Millennium City", MCI, mars 2008

[111] C'est ainsi que la KAT, avec l'aide du secrétariat tenu par Ben Obera de la MCI, lance de véritables opérations de relations internationales, invitant un panel d'investisseurs locaux, d'investisseurs internationaux, de bailleurs et d'ambassades à venir à Kisumu en septembre 2008 discuter des opportunités que présente la ville en terme d'investissement. Cette action est complémentaire à celle engagées dans les guides d'investissement que nous avons évoqué au chapitre précédent. Cf document du secrétariat du KAT, fourni par Ben Obera, juin 2010 « A partners/investment consultative meeting for Kisumu », septembre 2008

Industries, confiserie et immobilier) ; des membres de la famille Gilani (pêcheries, hôtellerie, immobilier et boulangerie industrielle) ; la famille Brooks (agriculture et carrière de chaux); Georges Oraro (avocat et promoteur) etc.

On remarque donc une logique structurante de l'évolution du gouvernement urbain à Kisumu dans la décennie 2000, à la conjonction de l'action pro-entrepreneuriale des bailleurs, des capacités de mobilisation et de lobbying du secteur privé local et de la stratégie politique nationale des différentes moutures d'un structure partisane (le NDP, le LDP et l'ODM) portées par un entrepreneur-politicien, Raila Odinga. Cette politique d'échelle dynamique et complexe, dénote une tentative d'extraire l'exécutif municipal des contingences conflictuelles de la politique locale, pour en faire une interface efficace dans la recherche des ressources offertes par les capitaux internationaux (qu'ils proviennent de l'aide ou d'investisseurs privés). Dans cette stratégie, le secteur privé joue un rôle de boussole et de lobbying important. Le secteur privé local, doté d'un rôle para-institutionnel et légitimé – d'une part parce qu'il contrôle une structure comme le KAT, et d'autre part du fait de la sympathie entrepreneuriale d'un homme aussi important que Raila Odinga – influence et soutient de manière inédite certaines orientations stratégiques de la municipalité, que nous nous proposons désormais d'étudier. A la nature exceptionnelle et presque dérogatoire de l'existence d'une structure comme la KAT – impliquée d'une certaine manière dans l'exercice du pouvoir urbain sans passer par le jeu démocratique local – correspond métaphoriquement la formation d'un espace du centre-ville qui se conçoit aussi dans une forme d'exceptionnalité spatiale, volontairement extrait de son environnement spatial. Il s'agit de construire un « espace-vitrine » (Bénit et Gervais-Lambony, 2003), qui sous prétexte de se conformer à l'imposition locale de normes et de standards globaux, semble se comprendre dans une réactivation formelle des logiques spatiales dichotomiques héritées de la structure bifide de l'État colonial.

CONCLUSION

Les ambitions régionales d'une ville arrimée aux flux de la mondialisation, sensible à son attractivité et à la construction de ses avantages compétitifs ne sont pas simplement un lot de prescriptions qui vient s'imposer et refaçonner de manière autoritaire l'environnement institutionnel local. On remarque donc une logique structurante de l'évolution du gouvernement urbain à Kisumu dans la décennie 2000, à la conjonction de l'action pro-entrepreneuriale des bailleurs, des capacités de mobilisation et de lobbying du secteur privé local et de la stratégie politique nationale des différentes moutures d'un structure partisane (le

NDP, le LDP et l'ODM) portées par un entrepreneur-politicien, Raila Odinga. Par cette politique d'échelle dynamique et complexe, on observe une tentative d'extraction de l'exécutif municipal des contingences conflictuelles de la politique locale, pour en faire une interface efficace dans la recherche des ressources offertes par les capitaux internationaux (qu'ils proviennent de l'aide ou d'investisseurs privés). Dans cette stratégie, le secteur privé joue un rôle de boussole et lobbying important. Le secteur privé local, doté d'un rôle para-institutionnel et légitimé – d'une part de par son contrôle d'une structure comme le KAT, et d'autre part de par la sympathie entrepreneuriale d'un homme aussi important que Raila Odinga – influence et soutient de manière inédite certaines orientations stratégiques de la municipalité, que nous nous proposons désormais d'étudier. A la nature exceptionnelle et presque dérogatoire de l'existence d'une structure comme la KAT – impliquée d'une certaine manière dans l'exercice du pouvoir urbain sans passer par le jeu démocratique local – correspond la formation d'un espace du centre-ville qui se conçoit aussi dans une forme d'exception spatiale, volontairement extrait de son environnement direct. Il s'agit de construire un « espace-vitrine » (Bénit et Gervais-Lambony, 2003), qui sous le prétexte de conformer à l'imposition locale de normes et de standards globaux, (ré)introduit des différenciations spatiales fortes et excluantes au au sein du territoire municipal.

CHAPITRE 7

LA RE-EMERGENCE DU CENTRE-VILLE DE KISUMU : PROCESSUS, ACTEURS ET CONFLITS

INTRODUCTION

Les dynamiques de connexions globales sont une source de différenciations spatiales fortes. C'est ce qu'indique la métaphore désormais classique en géographie française de l' « *archipel mégalopolitain mondial* » (Dollfus, 1997). Elle marque la nature réticulaire des relations interurbaines dans la mondialisation et l'isolement et la fragmentation de ce type de connexion. En négatif, elle évoque les espaces laissés pour compte de la mondialisation, immergés dans une marginalité indifférenciée. Les villes africaines souffrent dans les études urbaines de cette immersion, qui ne fait que révéler les œillères des théorisations sur les villes mondiales (Robinson, 2002). Les formes de connexions archipélagiques à la mondialisation ne sont pourtant pas absentes du continent africain. C'est la constatation forte que fait James Ferguson lorsque – décrivant enclaves minières, zones de guerre ou territoires d'action des ONG – il affirme que « *les liens « globaux » connectent d'une manière sélective, discontinue, de point à point* » (Ferguson, 2006 : 14) le continent africain au monde. Les villes africaines ne sont pas absentes de ces dynamiques d'interconnections sélectives, inégalement réparties et participant de différenciations spatiales puissantes. La volonté d'émerger en tant qu'îles dans l'archipel mondial est un désir manifeste des gouvernements urbains, en ce sens où « *l'émergence permet de mettre l'accent sur l'interventionnisme public et le rôle des politiques urbaines et de l'appareil d'Etat dans le processus de sélection des espaces* » (Morange, 2011b : 350). Certains espaces des villes sud-africains ont déjà pu exprimer soit ce « *désir local d'émerger* », comme le centre-ville du Cap (Morange, 2011b), ou bien la constitution d'espaces « vitrines » comme à Johannesburg qui concentrent les moyens de la politique urbaine pour la mise en connexion mondiale (Bénit et Gervais-Lambony, 2003). Les évolutions du centre-ville de Nairobi ont également été étudiées à travers ce prisme (Linehan, 2007 ; Morange, 2015).

Le centre-ville de Kisumu (CBD), peu comparable face à l'importance économique des territoires construits de l'émergence locale cités plus haut, est pourtant aujourd'hui le lieu préférentiel de territorialisation de l'agenda de la coalition de croissance que nous avons décrite dans le chapitre précédent. Dans un premier temps, nous allons voir que le centre-ville, espace central dans la cristallisation et la formalisation des discours du déclin urbain (cf chapitre 4), est aujourd'hui investi non pas par un « *désir local d'émerger* », mais plutôt par un désir de « ré-émerger » porté par la municipalité et le secteur privé local. L'irruption du centre-ville dans le champ idéologique de l'émergence doit en partie se comprendre à travers le prisme du passé colonial de Kisumu, ou du moins à travers certaines qualités et valeurs spatiales qui en font de manière routinière – quoique contestée – un espace d'exception et de distinction. Mais la remise en ordre du centre-ville contre les facteurs perçus de désordre – à savoir les activités du secteur informel, dans les domaines du commerce de rue et du transport – ne peut se comprendre par la seule mobilisation d'héritage d'un passé colonial ou postcolonial. Elle doit composer avec des injonctions internationales envers des formes de co-gestion du centre-ville, dont les modalités d'application ne changent néanmoins pas radicalement la donne répressive qui préside aux régulations habituelles envers les activités informelles au centre-ville. Dans un second temps, nous nous intéresserons à certaines formes de résistances face à la multiplication des restrictions des usages spatiaux au sein du centre-ville. Ces résistances viennent formuler des critiques au sein du champ politique et de l'économie morale.

1. LA MISE EN ORDRE DU CENTRE-VILLE

1.1. Les représentations communes de l'exception du centre-ville

La conscience de la particularité du centre-ville est une chose communément partagée dans l'espace municipal. Elle se décline principalement dans les discours citadins par la mention d'un ordre urbain idéal, incarné par des valeurs de distinction, d'une esthétique de propreté et d'un discours moral de civilité. Les manifestations routinières de cet ordre urbain peuvent suivre des voies parfois très inattendues, comme par exemple à l'auto-école (encadré 22), ou dans des pratiques citadines tout à fait banales.

Encadré 22 : Le « *model town* » : une manifestation banale d'un ordre urbain abstrait à l'auto-école

Nous avons tenté de passer notre permis de conduire à Kisumu. L'*Imperial Driving School*, la plus importante auto-école de la ville, propose une formation standard. Elle prépare notamment à l'épreuve théorique du permis. Cet examen impose un exercice sur un « *model town* ». Il s'agit d'une projection horizontale d'un espace urbain dessiné à la peinture sur une grande table, représentant divers éléments de la chaussée : une trois fois deux voies, une deux fois deux voies, un parking, le tout organisé autour d'un rond-point. L'apprenti conducteur doit conduire de sa main un une petite voiture d'un point A à un point B sur un chemin semé d'embûches. Le respect de la signalisation, des différentes marques au sol, d'autres voiture-jouets et des allures afférentes à certains types de voies constituent ainsi autant d'obstacles et de complexification des trajectoires.

L'espace du *model town* est dans les consignes de l'instructeur largement référencé : on doit se garer sur le parking en face de la Barclay's Bank, remonter Odinga Oginga Avenue etc... Les habitués du centre-ville pourraient aussi projeter le *civic square* dans le dessin du *model town*. Chose d'autant plus remarquable que ce *model town* est, comme son nom l'indique et à quelques nuances près, le même dans toutes les auto-écoles du Kenya. Les règles du trafic et le marquage au sol définissent une « bonne conduite » urbaine, une vision idéale de la ville, de son ordre et de son organisation. Il s'agit pourtant d'une surcouche dont on ne trouve presque aucune trace dans l'espace référent. Cet ordre urbain que l'on tente d'inculquer par l'apprentissage du code de la route n'est pas du tout apparent dans l'hyper-centre de Kisumu. : les marquages au sol qui organisent théoriquement l'espace de la circulation sont inexistants, les voies proches des trottoirs sont souvent occupées par des véhicules en stationnement temporaire, et y débordent parfois les étals des *street vendors*. Surtout, les règles de la bonne conduite, telles qu'apprises à l'auto-école, n'ont pas cours. Cet écart conséquent entre l'ordre urbain théorique et les conditions objectives de la circulation urbaine n'est pas sans susciter l'ironie des élèves conducteurs, à laquelle répond la docte colère de l'instructeur, qui mobilise la figure du désordre urbain du *bodaboda* contre laquelle il semble être en croisade : « *ici on vous apprend à devenir des conducteurs responsables, et à mettre de l'ordre sur la route* […] *vous allez voir une fois que la ville va être vidée de ces racailles de* bodaboda [« bodada crook »], *et qu'il y aura de la police partout pour vérifier que vous respectez le code de la route que ce qu'on apprend ici est très important !* »

Source : observation, juin- aout 2010

Figure 19: Mega-Plazza.

Source : Quentin Mercurol, 2012

L'exceptionnalité du centre-ville est lisible dans les pratiques les plus ordinaires. Ainsi, ce pêcheur, habitant dans le quartier non-planifié de Nyalenda (Kilo), ne saurait se rendre au centre-ville sans avoir préalablement ciré ses chaussures, qui seront pourtant souillées dès son retour dans son quartier aux rues non-bitumées, poussiéreuses ou boueuses. L'importance donnée à la brillance et à la propreté des souliers en centre-ville est dans certains lieux du CBD largement scénographiée. Devant l'entrée du centre-commercial de Nakumatt Mega-Plazza sur Odinga Oginga Street (donc sur le trottoir) on trouve deux énormes trônes couverts de velours rouge, bien plus hauts et imposants que l'activité du cirage de chaussures peut demander pour le confort du client ou du cireur. Le prix pratiqué est trois fois supérieur à celui de cireurs communs (et plus discrets) ailleurs dans le centre-ville. Pendant le travail du cireur, le client peut confortablement lire son journal qu'il aura préalablement acheté au vendeur attenant au trône. Les différents titres de presses sont présentés sur des cartons posés à même le sol et faisant office d'étals. Cireurs et vendeurs de presse sont des petits entrepreneurs de l'informel : ils doivent leur présence aux licences temporaires octroyées par la municipalité. Ils se situent pourtant à l'entrée d'un bâtiment représentant tardif d'un « modernisme africain »[1] architectural qu'on peut aisément situer aux antipodes des valeurs et de l'esthétique communément attribuée à l'informalité par les tenants de l'ordre urbain. Ces deux activités informelles (cirage, vente de journaux) jouissent pourtant dans ce petit espace (l'entrée d'un centre commercial) d'une légitimité évidente. Elles contribuent à la définition d'une citadinité élitiste et distinguée et ne détonnent pas des valeurs idéales d'ordre dont on

1 On emprunte l'expression à l'architecte suisse Manuel Herz qui a consacré une exposition remarquable des projets modernistes des nations africaines fraichement indépendantes, qui tentaient alors de matérialiser dans la chaire des espaces centraux leurs conceptions de l'indépendance et de la modernité, tout en revendiquant leur appartenance au concert des nations par la construction d'hôtels de standing, d'aéroport, de centre de conférences et de bâtiments gouvernementaux dans le style international du temps. Voir le catalogue de l'exposition, *African Modernism: The Architecture of Independence: Ghana, Senegal, Côte d'Ivoire, Kenya, Zambia* ed. by Manuel Herz et al. 2015, Zurich Park Book

charge le centre-ville. L'opposition entre modernisme formel et ordonné et les activités de l'informel est sans doute bien trop binaire, dans la mesure où l'idée d'ordre ne discrimine pas toutes les intrusions de l'informalité dans le domaine formel. L'idéal d'ordre urbain discrimine au sein des activités dites informelles. Ainsi, la petite foule bruyante des *bodaboda*, *pikipiki* et *tuktuk* alpaguant le client potentiel à la sortie du centre commercial n'a pas connu la même pérennité que les cireurs et vendeurs de journaux. En février 2011 – et ce pour quatre long mois – on ne trouvait plus de trace des opérateurs du transport informel (les taxis privés pouvaient par contre toujours rapidement stationner devant l'entrée du centre commercial), leurs activités étant tombées sous le coup d'un interdit de fréquentation du centre-ville décidé par arrêté municipal.

1.2. Les militants de la mise en ordre du centre-ville

La mise en ordre du centre-ville est un enjeu fort de la construction d'un agenda pro-entrepreneurial à Kisumu. Non pas que l'idée d'un ordre urbain soit nouvelle à Kisumu : nous avons déjà pu voir à quel point la rationalisation et les tentatives de planification de l'espace de Kisumu portaient une certaine rigidité dans l'organisation des espaces urbains (voir chapitre 4). La période de reformulation prospective de l'avenir urbain de Kisumu, la définition de ses ambitions compétitives et les relations multiscalaires de pouvoir qui les portent offrent des possibilités renouvelées d'affirmer une modernité excluante et distinctive du centre-ville. La principale innovation de la période de la formulation des ambitions compétitives de Kisumu ne réside pas dans la volonté de façonner le paysage du centre-ville mais plutôt dans l'influence que la coalition de croissance urbaine que nous avons tenté de définir peut avoir sur le devenir du « CBD ». On retrouve autour du gouvernement urbain une série d'acteurs qui viennent défendre une action particulière sur le centre-ville.

On retrouve évidemment la figure de Raila Odinga. La célébration du centenaire de la ville avait déjà été l'occasion de distinguer le centre-ville (chapitre 4), l'espace par excellence des célébrations, dont il fallait absolument montrer la propreté et la magnificence. L'organisation de l'événement était marquée par une forte implication personnelle de Raila Odinga. Lui-même se targue dans son autobiographie d'avoir mis en ordre le centre-ville à l'occasion des célébrations du centenaire :

> Nous avions donné aux conseillers locaux ce qui a été connu sous le nom de « défi du millénaire »[2] […] pour démontrer mon implication dans le projet, j'ai lancé un exercice de

2 Une référence au statut de « millenium city » de Kisumu, qui sera bien plus tardif que la célébration du centenaire que relate ici Raila Odinga.

> nettoyage et ce jour nous avions mis en mouvement plus de cent bennes d'ordures provenant des rues de la ville [*« town »*] (Odinga, 2013 : 665)[3]

L'enjeu pour les interventions du NDP de Raila est de pérenniser cette image produite à l'occasion des célébrations. Deux mois avant, en octobre 2001, est créée la *Kisumu Central Business District Association* (KCBDA). Cette association, selon ses statuts, propose de :

> Promouvoir la ville [« *city* »] de Kisumu comme la ville la plus belle, la plus sûre et la plus respectueuse de l'environnement, le meilleur hub commercial de l'ouest du Kenya, passerelle vers l'Afrique de l'Est et l'Afrique Centrale. […] La mission de la KCBDA est de transformer la ville de Kisumu, à travers des partenariats, en une ville sécurisée, dynamique, bien gérée et propre, capable d'attirer des investisseurs de tous les coins du monde, une destination de choix pour les touristes, une ville admirée par tous dans le région des Grands Lacs et les Etats Est Africains. La Vision de la KCBDA est d'être un leader dans la régénération urbaine, en adoptant une approche proactive dans des entreprises commerciales avec un accent sur la qualité et la durabilité au service de la croissance.[4]

L'association est formée par des proches des soutiens de Raila Odinga, des entrepreneurs et des membres de professions intellectuelles supérieures (ces *professionals* dont nous avons parlé au chapitre précédent) familiers de Nairobi pour y avoir des business et y travailler[5]. Inspirés par les activités de la *Nairobi Central Business District Association* – sans jamais en atteindre l'ampleur et la légitimité[6] – il s'agit de reproduire à Kisumu un certain succès dans la représentation des intérêts du secteur privé formel dans la gestion du CBD[7]. L'association était au temps de notre présence à Kisumu assez peu visible et active, et son président d'alors, Pr. Carey Onyango, ne semblait pas résider en ville. Sa genèse fait pourtant apparaître un individu central dans la nébuleuse Odinga. Il s'agit d'Israël Agina, aujourd'hui président d'une nouvelle association de défense des intérêts du secteur privé, la *Kisumu Business Coalition*[8]. En 2001, alors qu'il est le premier chairman de l'association, Israël Agina vient d'être nommé directeur technique de la Molasses Plant (voir chapitre 6). Il en deviendra plus tard le directeur général. Ingénieur de formation, lié à Raila Odinga par la femme de ce

[3] Traduit de l'anglais par nos soins

4 Statuts de la KCBDA, document non daté

5 Discussion avec Georges Mark Onyango, professeur d'aménagement à la Maseno University

6 Née en 1997, la NCBDA possède dix années plus tard plus d'une centaine d'entreprises affiliées. Elle est capable de produire une documentation conséquente et orientées dans le sens de ses intérêts sur les activités informelles du centre-ville, pour faire avancer ses propositions de réglementation restrictives des activités de l'informel dans le centre-ville de Nairobi (Linehan, 2007). A Kisumu, l'action de la KCBDA a été très limitée, et e consiste qu'en une série de projets non réalisés. La KCBDA proposera pêle-mêle la cloture sécuritaire du quartier élitaire de Tom Mboya, la construction de cinq grandes portes marquant l'entrée dans le CBD, ou encore le financement d'une entreprise privée pour la gestion des déchets au centre-ville.

7 On voit cette demande clairement formulée au sein d'un éditorial du Nation le 21 février 2000 : « Water everywhere, but not for Kisumu » : *"But it is equally meaningless to continue whining over this perennial problem. The industrial and business community in the town must now come out more emphatically and force the council to solve the water crisis. Better still, they should borrow from their counterparts in Nairobi, who have started an organisation -The Nairobi Central Business District Association - that seeks to improve the face of the city centre.*"

8 Créée en 2014, soit un an après la fin de notre terrain, et que nous n'avons malheureusement pas pu étudier

dernier, Ida Odinga dont il est un proche cousin, Israël Agina est un homme important des cercles Odinga. Associé au combat politique de Jaramogi, proche ami de Raila avec qui il sera voisin de cellule lors des pires heures de la répression de Moi[9], il est aussi un gestionnaire des affaires industrielles de la famille à Nairobi[10]. Il n'est pas longtemps actif au sein de cette association en particulier[11], mais occupera successivement des positions de leadership au sein des déclinaisons locales d'associations patronales nationales. Il dirige ainsi successivement les branches locales de la KAM et de la KNCCI, et intervient régulièrement publiquement pour porter des revendications de la communauté d'affaire concernant l'ordre du centre-ville. Alors chef de la KNCCI locale, il affirme par exemple lors d'une conférence de presse, à propos de la gestion des déchets à Kisumu :

> Les opérations des *hawkers* sont chaotiques par nature, et ont fait que le CBD est devenu désordonné et repoussant pour le business […] Dans les économies en développement, l'ordre est critique. […] La présence massive de *hawkers* dans les rues de Kisumu est une menace à la sécurité et rend la gestion des déchets solides difficile.[12]

Ses prises de paroles médiatiques, largement répétées lors de notre terrain, porteront sans interruption les revendications de la communauté des businessmen de Kisumu sur le centre-ville (sécurité, hygiène, services urbains etc.). Mr. Agina n'est d'ailleurs pas complètement étranger à l'exercice de la gestion urbaine : il est un acteur révélateur des évolutions contemporaines du pouvoir urbain, dans le sens d'une ouverture au secteur privé. Il est depuis sa création en 2003 le président du conseil d'administration de la KIWASCO (*Kisumu Water and Sewerage Company*), soit l'ancien département *Water and Sewerage Department* de la municipalité privatisé pour répondre aux directives nationales, et selon les pressions locales opérées par les bailleurs[13]. Le conseil municipal n'a désormais qu'une influence limitée sur son ancien département composé pour moitié de représentants du secteur privé[14], et l'autonomisation financière du service d'eau s'est soldée par une chute de 50% des revenus municipaux entre 2003 et 2004[15].

9 Agina est souvent présenté comme le plus long détenu des geôles la *Nyayo House*, batiment tristement célèbre de Nairobi, où ont été enfermés, interrogés et torturés nombre d'opposants au régime de Moi.

10 Il sera pendant les années 1990 directeur général de la compagnie de fabrication de bonbonnes de gaz, *East african Spectre*,

11 Qui sera ensuite dirigée successivement par Carey Francis Onyango, professeur de sciences politiques, puis par Samba Nixon Otieno, jeune entrepreneur de Kisumu, qui a créé auparavant une association de jeunes entrepreneurs, la *Youth for Sustainable Development* (YUSUD)

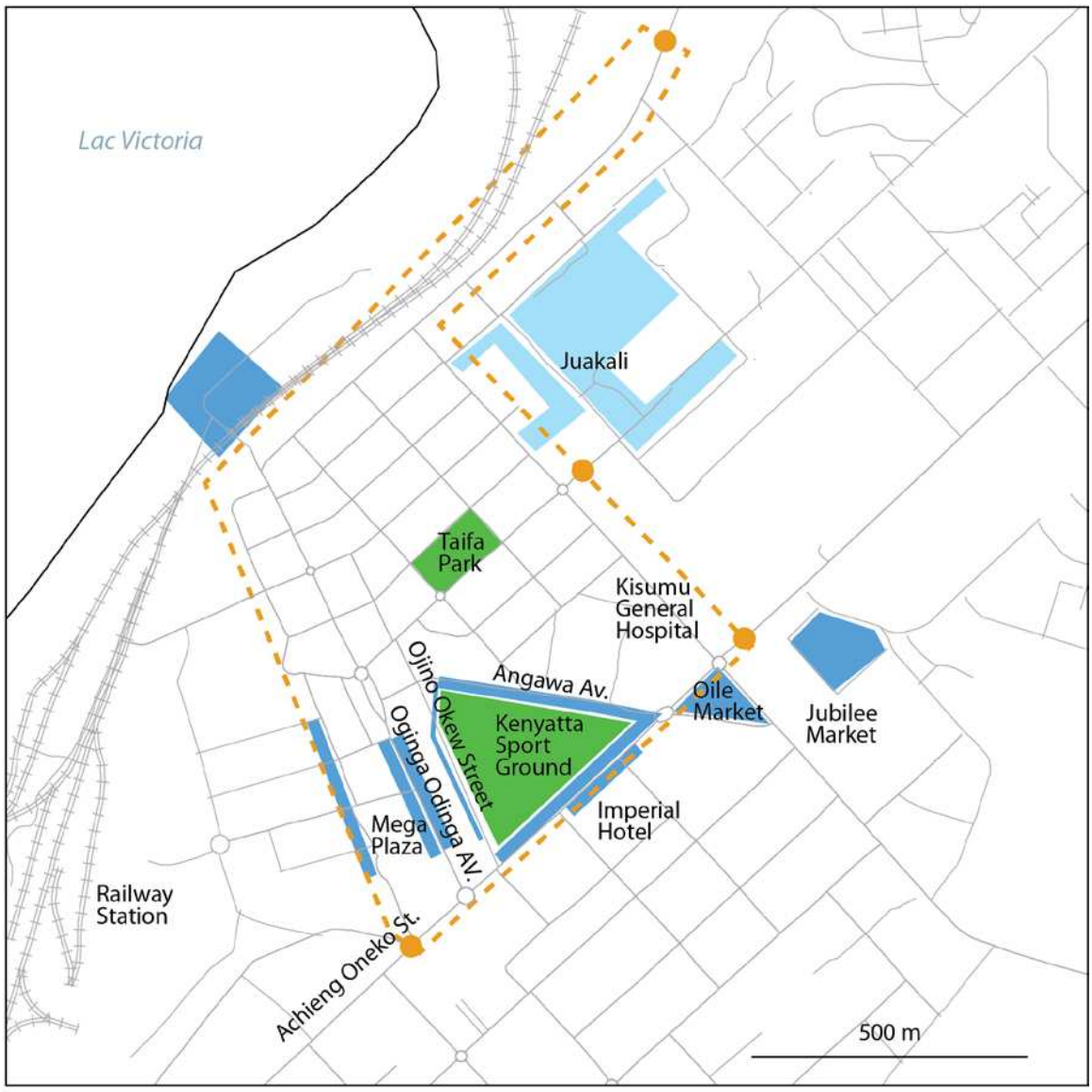
12 Conference de presse, Kisumu Hotel, janvier 2012, traduit de l'anglais par nos soins

13 "Saga of Donor Conditionalities Delays Kisumu Project", in *The Standard*, 27 mars 2002

14 Sur 10 membres de la *board of directors* que préside Israël Agina, 5 représentent différents secteurs d'activité du secteur privé de Kisumu.

15 Voir le rapport de consultance rédigé par Anne Bousquet pour le compte de l'AFD : *Le développement urbain à Kisumu, acteurs, enjeux de gouvernance urbaine et principaux défis*, janvier 2009, page 34

Carte 35 : Lieux et enjeux de la gestion des activités informelles au centre-ville de Kisumu



Sources : Recensement de terrain, 2009-2013 ; Google Earth, 2017 ; «Boda Bodabicycle taxis and their role in urban transport systems: case studies of Kisumu and Nakuru, Kenya», Mutiso et Behrens, 2011.
Conçue et réalisée par Quentin Mercurol et Juliette Morel, 2017.

Lorsqu'il parle du centre-ville, Israël Agina ne fait que porter une vision de l'espace urbain communément partagée par les associations patronales locales. Le *chairman* de la branche locale de l'*United Business Association*, Kaushik Panchmatia, qui dirige une compagnie de vente de gros sur la Makasembo Road :

> Il y a eu une augmentation bien trop importante de la population à Kisumu, et le centre-ville est envahi par des gens qui n'ont rien à y faire […] la ville [*town*] est devenue aussi invivable que le marché de Kibuye, il y a partout des *hawkers* qui viennent vendre aux pieds de nos boutiques les produits qu'on y trouve […] Où est la justice ? Finalement parce que nous payons des taxes pour que les rues soient propres et des gens qui ne paient pas nous font une concurrence déloyale [« *unfair competition* »] et qui viennent salir la rue et cacher nos vitrines […] Il y a déjà le jubilee market, qui est immense, pour vendre des choses comme des bananes, des mangues, du poisson ou du *sukuma*, donc oui je crois que ce genre de produits n'ont rien à faire dans le CBD. C'est pareil pour les *mitumba* [*vêtements d'occasion*], je ne vois pas pourquoi on peut en trouver tant sur l'Angawa Avenue alors que juste en face il y a certains de nos membres qui vendent des vêtements neufs dans de belles boutiques et qu'ils donnent beaucoup d'argent à la municipalité […] On ne peut plus marcher le long du jardin qui est pourtant très beau […] Tout cela donne une mauvaise image de la ville […] le maire a une bonne vision pour nous, il sait que c'est important que la ville soit propre et belle pour que des investisseurs soit attirés à Kisumu pour lancer des business.[16]

Pour Kaushik Panchmatia, l'espace du centre-ville est donc menacé dans ce qui marque en théorie sa distinction, ses qualités intrinsèques qui viennent le définir : des fonctions commerciales particulières ancrées dans le secteur formel, une propreté assurée par des services municipaux efficaces, un certain standard concernant l'environnement urbain. Le « CBD » apparait comme un espace vitrine qui symbolise et résumerait l'identité de la ville. Cette volonté de mise en ordre du centre-ville est portée à un niveau d'intensité inédit par la municipalité, et selon des modalités originales, dessinant une volonté de mise en œuvre d'une forme de cogestion de l'espace municipal.

1.3. L'impossible cogestion municipale

1.3.1. La KAT arène de cogestion du centre-ville ?

La création de la *Kisumu Action Team* en 2003, dans le sillage de la définition de la CDS (voir chapitre 5 et 6) a constitué une innovation dans la gestion du centre-ville, de manière plus pérenne et concrète que le lobbying de la KCBDA. Dans le droit fil de la gouvernance urbaine, la KAT proposait de définir des politiques urbaines coproduites par les représentants des différents secteurs d'activité de la ville. En adoptant une métaphore syndicale, on peut dire que la KAT était pensée comme une arène de cogestion, où les conflits entourant les usages du centre-ville pouvaient être dépassés dans l'adoption d'orientations politiques et gestionnaires choisies par tous. Nous avons vu précédemment que la composition de la KAT indiquait une surreprésentation de la communauté d'affaire en son sein. Aussi, loin d'une cogestion consensuelle, on retrouve principalement les revendications de la communauté d'affaire locale dans les activités et orientations de la KAT.

16 Interview, 6 avril 2009

Dès sa création en 2003, elle se présente comme la garante de l'ordre du centre-ville, conçu comme son espace d'intervention prioritaire. La première réunion de la KAT en 2003, qui marque sa création officielle, est l'occasion de l'annonce d'une série d'actions[17]. Les parcs de la ville sont voués à être rénovés et reverdis avec la participation charitable du Lion's Club local[18] ; l'ONG internationale World Vision finance l'installation de poubelles [« *litter-bins* »] sur l'artère commerçante principale de Kisumu, la Oginga Odinga Avenue ; certains rond-points centraux sont végétalisés grâce au centre local de l'ICRAF[19]. La réunion est aussi l'occasion de définir les grandes orientations spécifiques que va suivre la KAT. Deux points émergent : « *comment assurer la propreté du centre-ville ?* » et « *comment assurer l'organisation du secteur informel au centre-ville* ?» pour répondre au « *nouveau statut est-africain de Kisumu, avec l'installation de Lake Victoria Basin Commission* ». Les résultats de la discussion aboutissent à la mise au point d'une stratégie pour négocier avec les *street traders* leur relocalisation hors des artères les plus prestigieuses de la ville (Oginga Odinga Avenue, Achieng Oneko Road et l'Oile Market), et une réglementation concernant les conducteurs de *Boda boda* et *Pikipiki* (licences municipales, uniformes, couloirs, routes interdites, création de stations etc…) dans le centre-ville. Cette feuille de route de la KAT est largement reconduite et renforcée après les destructions massives au centre-ville lors des violences post-électorales de 2007-2008. L'équipe et le secrétariat de la KAT se lancent dans une véritable mission de *branding* pour le centre-ville, principalement par voie de presse. Redorer l'image de la ville, c'est avant tout pour l'équipe de la KAT et l'exécutif municipal, instaurer un ordre urbain qui exclut les acteurs de l'informel. Ainsi, la politique municipale – sans engager l'ensemble des acteurs municipaux, et notamment en écartant l'opposition municipale – s'efforce plus ou moins efficacement d'« *assainir la municipalité des ordures qui s'accumulent dans les rues de la ville, de libérer le CBD des hawkers, et de faciliter la circulation au centre-ville en bannissant les* boda boda *et les* matatus *de la ville »*[20]. Dans ces propos tenus en 2009 par le *Town Clerk* d'alors lors d'une réunion de l'élite locale, sont mis sur le même plan le problème de la collecte des ordures et celui des activités du transport et du commerce informel. Ces propos marquent la double tonalité néo-hygiéniste et répressive de la politique urbaine, dans une continuité avec la politique urbaine coloniale (chapitre 2) et dans une certaine mesure postcoloniale (voir chapitre 3). Cette apparente continuité des discours masque pourtant quelques évolutions notables dans la gestion du centre-ville.

17 Minutes de la première réunion de la KAT , 23/07/2003

18 Grande organisation de charité internationale, organisée tout comme le Rotary en club, et servant dans le contexte kényan de lieux de sociabilité élitaire (voir Connan, 2014). Le Lion's Club de Kisumu regroupe essentiellement des chefs d'entreprises et des commerçants des communautés indiennes.

19 Ou World Agroforestry Centre (ICRAF), une ONG internationale qui promeut l'agroforesterie, possède un bureau important à Kisumu.

20 Benjamin Orwa, Town Clerk, Imperial Hotel, 13 mars 2009, propos tenus devant lors de la célébration de l'anniversaire Sadrudin Gilani

1.3.2. Réorganiser le commerce informel au centre-ville

Le premier secteur d'intervention de la KAT au centre-ville a été le commerce informel. M. Odwor[21], aujourd'hui pêcheur, était à l'époque de la création de la KAT un *street vendor,* tenant un petit stand de *mitumba*. Il était investi dans la vie associative et communautaire du secteur au début des années 2000, ancien membre de la KASVIT (*Kisumu Alliance of Street Vendors and Informal Traders*). Il décrit à cette époque l'Achieng' Oneko Road – l'une des artères qui borde le côté sud-est du Jomo Kenyatta Sport Ground – comme complètement encombrée d'étals et de stands sur ses deux trottoirs. Il y avait alors une concentration inédite depuis 2002 de vendeurs informels au centre-ville. La rénovation la même année de la gare routière – haut-lieu du commerce informel de la ville – s'est soldée par le transvasement d'un grand nombre de petits commerçants dans le centre-ville. Lors de l'année 2003, la réaction municipale a étonné M. Odwor :

> Il y avait tellement de monde qu'on pensait que les *askaris* allaient venir et tout détruire, comme d'habitude […]. On a vu les *askaris*, mais ils accompagnaient les gros poissons de la municipalité, les *councillors*, des gens de Nairobi de grosses organisations et des *muzungus*[22] […]. On nous disait que des réunions étaient organisées pour trouver des lieux on l'on pourrait vendre sans craindre de se faire évincer.[23]

M. Odwor évoque donc cette tentative novatrice d'établir les contours d'une cogestion du centre-ville, et sa description correspond assez bien au nouvel environnement gestionnaire transnational qui se met en place dans le moment de la définition de la CDS (chapitre 5). Il s'agit de ne pas favoriser une gestion unilatérale et brutale du centre-ville, et de mettre en scène la volonté de participation.

Simon Okeyo, alors *chairman* de la KASVIT, a alors une place au sein de la KAT, mais il est le seul et unique représentant du secteur informel. La décision avancée par la KAT n'est plus la destruction pure et simple des étals, mais leur relocalisation dans un espace moins visible du centre-ville. Dès 2004, la KAT propose de faire de l'Ojino Okew Street, alors une sorte d'étroite *backstreet* (une voie de service) coincée entre le *Jomo Kenyatta Sports Ground* et les bâtiments de l'Odinga Oginga Avenue (Carte 35), le lieu où seront regroupés – dans un processus d'invisibilisation – les *street vendors* de l'Achieng Oneko Street et de l'Odinga Oginga Avenue. Selon les mots de la KAT, il s'agit dès 2004 « *d'empêcher la présence des hawkers devant les entrées des commerces formels* [« formal businesses »] *des artères centrales du CBD* » le commerce de rue constituant « *un problème en pleine croissance dû à sa désorganisation et aux conflits qu'il implique* » (cité par Onyango et Obera, 2015 : 82).

21 Entretien avec Jack Odwor, le 24/08/2010.
22 Swahili pour désigner les Blancs
23 Entretien avec Jack Odwor, le 24/08/2010.

Pour M. Odwor, Simon Okeyo a complétement perdu son leadership avec la présentation aux multiples groupes constituant la KASVIT :

> Okeyo nous disait qu'il n'y avait qu'un choix et qu'il fallait accepter d'aller là-bas [*dans la* backstreet] et de se faire enregistrer pour avoir une place, et que de toute façon ils voulaient nous faire partir […] on a tout de suite vu que c'était une arnaque, parce qu'il n'y presque pas la place pour une voiture dans cette rue, et qu'il y a toutes les poubelles d'Ukwala [*un supermarché donnant sur l'Oginga Odinga Street*] […] on perdait les meilleurs endroits où il y le plus de monde pour aller dans les poubelles […] avec notre groupe on a décidé d'enlever notre adhésion à la KISVAT, parce qu'on voyait qu'Okeyo mangeait avec les indiens [« *was eating with the abonyo* »]. Il a perdu la présidence de l'*umbrella association*[24] parce qu'il voulait qu'on parte de nos meilleurs points de vente [« *spots* »].[25]

Avec d'autres, le petit groupe d'entraide d'Odwor (localisé sur un tronçon de l'Achieng Oneko Road) quitte donc la KASVIT, et conteste son caractère représentatif. L'*umbrella association* n'est alors pas bien installée dans le paysage, et constitue une toute récente innovation. Enregistrée en 2003, elle procède d'une recherche menée par l'*Institute of Development Studies* de l'Université de Nairobi menée en 2002 sur les femmes vendeuses regroupées en une petite association communautaire, qu'elle a aidé à se structurer pour finalement se constituer en tant qu' « organisation parapluie »[26]. Elle n'arrive pas, face aux propositions formulées au sein de la KAT et aux vues de son manque de légitimité, à porter les revendications des vendeurs de rue, qui trouvent alors chez certains politiciens locaux une canalisation politique à leur mécontentement. Refusant le court-circuitage de la délibération municipale que représente en partie la KAT, trois conseillers locaux mènent la fronde en mars 2005 (les représentants des *wards* Market, Milimani et Railways) et se retrouvent au-devant des manifestations. L'octroi de licences temporaires et plus généralement la protection des activités du commerce informel constituent en effet une source fondamentale de légitimité politique, et parfois d'accumulation personnelle. Leur implication dans les manifestations révèle l'ampleur des divisions qui traversent la municipalité. D'une part, l'agenda stratégique de l'exécutif où l'empreinte de la KAT apparait au grand jour est ouvertement contesté. D'autre part, un conflit violent entre l'aile politique « dissidente » et l'aile administrative de la municipalité qui soutient et doit mettre en œuvre la relocalisation se fait de plus en plus dangereuse. A titre d'exemple, les adresses des fonctionnaires municipaux chargés de faire respecter l'ordre de relocalisation sont livrées par les conseillers locaux à la foule des

24 Ou « organisation parapluie », soit une association d'associations plus petites qui travaillent ensemble pour coordonner leurs activités et structurer la représentation de leurs intérêts, à la manière d'un syndicat. Elle fournit ainsi des ressources et une identité à des associations plus petites qui la composent.

25 Entretien avec Jack Odwor, le 24/08/2010

26 Ses représentants en 2007 participeront au Forum Social Mondial organisé à Nairobi, dans le cadre de la structuration d'un réseau de commerçants de rue, StreetNet

mécontents : la maison d'Erick Hongo[27], alors *Senior Enforcement Officer* (chef des *askaris* municipaux) est mise à sac après une manifestation en 2005[28]. Finalement, en lieu et place d'une cogestion consensuelle, la tentative formelle de la KAT de réguler et contrôler les activités du commerce informel au centre-ville révèle autant que nourrit les conflits qui traversent la municipalité.

En plus des divisions qu'accroit cette tentative au sein de la municipalité, la proposition de relocalisation, qui devait s'appuyer sur une représentation légitime du secteur informel, participe de l'approfondissement du factionnalisme et de la compétition dans la représentation du secteur informel. Simon Okeyo a été accusé d'avoir pactisé avec les *big men* et les indiens ; la KASVIT survit mais doit composer avec d'autres *umbrella association* qui lui contestent le monopole de la représentation. Ainsi, au cours de notre terrain (2009-2012) nous avons pu compter pas moins de quatre associations qui prétendaient à une représentation exhaustive du secteur du commerce de rue : la KASVIT, la *Kisumu Street Traders Association* (KISTA)[29], la *Kisumu Informal Traders Economic Support* (KITES) et une branche locale de la *Kenya National Alliance of Street Vendors and Informal Traders* (KENASVIT)[30]. Ces différentes associations se livrent une double compétition : d'une part pour leur légitimité auprès des petits groupes localisées de *street traders*, d'autre part pour se constituer en tant qu'interlocuteurs légitimes auprès des pouvoirs publics (administration provinciale et municipalité). L'éclatement de la représentation du secteur de la petite vente de rue ne se lit pas seulement au prisme de la construction formelle de collectifs nécessaires à la représentation de l'informel dans le développement de la « gouvernance urbaine ». De manière plus routinière, les petites associations localisées d'entre-aide (*self-help group*) négocient protection et ressource selon des modalités patrimoniales de la constitution de relations de clientèle (Encadré 23)

Encadré 23 Central CBD Women Groups : *Harambee*, commerce informel et clientèle politique

Le 13 mars 2011 se tient une *Harambee*, ou levée de fond, dans le *social hall* de la municipalité de Kisumu. La grande salle a été louée par une alliance de plusieurs groupes d'entre-aide de femmes (10 groupes qui totalisent plus de 200 membres) tenant des petits stands informels dans le centre-ville, le *Central CBD Women Groups*. Si cette réunion se tient deux ans avant les premières élections générales après le changement de constitution (2010), la tonalité politique et électorale de la levée de fond reste évidente. La liste des invités, affichée sur le carton d'invitation, présente un état des lieux des ambitions politiques déjà affichées par les uns et les autres pour les prochaines élections à Kisumu.

27 Véritable légende noire de la répression municipale des activités de l'informel à Kisumu. L'homme est tout à fait détesté, aisément reconnaissable – outre son uniforme – par sa carrure impressionnante

28 Entretien avec Jack Odwor, le 24/08/2010

29 Qui regroupe principalement ses membres autour de l'Oile Market (aujourd'hui déguerpi)

30 A ne pas confondre avec la KASVIT, propre à Kisumu. La KENASVIT avait auparavant comme organisation référente à Kisumu la KITES, qui s'est peu à peu émancipée de la tutelle de la KENASVIT, qui a alors décidé de monter une branche locale à Kisumu.

Le *Guest of Honour*, l'ingénieur James Ochola Ogoda (dont la fortune s'est multipliée après une série de contrat de sa firme de consultance en bâtiment au Sud-Soudan), a ainsi récemment déclaré son intention de briguer le mandat de sénateur pour le tout neuf *county* de Kisumu. Sont également invités deux de ses compétiteurs déclarés l'ingénieur Maxwell Otieno Odongo (qui ne viendra pas), et John Ndege. D'autres niveaux de la compétition dans la représentation politique locale sont mis en scène. On retrouve ainsi une flopée d'*aspirants* pour les différents sièges de députés de la toute nouvelle *Kisumu Central Constituency* (Abdul « Dubai » Omar, Richard Ogendo, Joshuah Nyamori) ; certains d'entre eux ne sont pas prévus sur le carton d'invitation (comme « Makamu », le *progandist* du MP en place à la *Kisumu Town West Constituency* ou Olago Aluoch). La réunion se décompose en deux temps. Dans un premier temps, les invités sont amenés à formuler chacun un discours portant sur un nombre limité et répété de thèmes : l'importance des associations d'entraide dans le développement, notamment par l'accès au crédit qu'elles procurent ; l'importance de la place des femmes dans la société Luo ; la nouvelle constitution. Dans un second temps, les dons des citoyens ordinaires puis ceux des différents candidats et de leurs alliés sont mis en scène pendant un temps interminable, qui se conclut par le don final du *Guest of Honour,* qui donnera alors 200 000 KSh (soit 2000 euros). Les dix groupes récolteront au final plus de 500 000 Ksh pour financer les activités d'entraide. Ainsi, la compétition politique prend pour acquise la place des vendeurs de l'informel dans le CBD de Kisumu.Les discours de régulation du commerce, ceux qu'on entend de la bouche de l'exécutif municipal, ne sont jamais formulés. Bien au contraire, une réunion comme celle-ci participe largement de la légitimation politique du développement des activités de l'informel au centre-ville.

Source : observation, Kisumu Social Hall, 13 mars 2011.

La tentative de relocalisation a pour conséquence finale de sanctuariser l'Ojino Okew Street en tant que rue dédiée à la vente de rue, sans radicalement changer l'implantation des du commerce de rue dans l'espace du centre-ville. Face à la complexité des enjeux politiques qu'entremêle la tentative de relocalisation, la KAT ne se donne plus la peine d'intégrer en son sein les représentants proclamés de l'informel. Ils sont par la suite consultés de manière ponctuelle, loin d'une philosophie de la participation. Les grandes idées de cogestion et de négociation laissent la place à une gestion schizophrénique et sans grande nouveauté du commerce de rue, entre prolifération clientéliste des occupations des espaces centraux de Kisumu (Encadré 24), et saillies répressives ponctuelles et très violentes[31] (Figure 20), avec comme point d'orgue le déguerpissement de l'Oile Market en 2014.

31 Nous avons directement pu assister aux violentes protestations de *hawkers* en aout 2012. Au petit matin, les commerçants du rond point de la gare routière trouvent leurs petites structures de bois sur lesquelles ils présentent leur merchandise totalement détruite. « One Killed, 19 Injured As Riots Rock Kisumu », in *The Nation*, 8 juillet 2004 ; "Hawkers Here to Stay But Must Behave", in *The Standard*, 20 octobre 2006 ; "Kisumu turned into a no-go zone", in *Jaluo.com*, 4 septembre 2008 "Kisumu Traders Riot Over Kiosks", in *The Star,* 29 aout 2012.

Figure 20 : Manifestation de commerçants de l'informel devant le *Town Hall*

Le 15 août 2012, les commerçants de rue du rond-point de la gare routière trouvent leurs stands détruits, et leur marchandise confisquée. Ils se rendent alors à au town hall, et sont empêchés par les forces de maintien de l'ordre d'entrer dans le bâtiment. Source : Quentin Mercurol, 2012.

Encadré 24 : Apindi Lane et le clientélisme urbain

Henry est une figure du marché informel de l'Oile Market, et un militant très impliqué de la section locale de l'ODM (*Kisumu Town West Constituency*) sans toutefois y tenir de position officielle. Il y vend tous types de savons et du sucre de canne non raffiné. Nous ne le retrouvons pas sur son étal, l'un des mieux placés du marché. Il nous propose plutôt de le rejoindre au *New Garissa Lodge*, situé en face de la Kisumu Boys High à 200 mètres de l'Oile Market. Il nous accueille, très bien habillé, et nous montre alors une ligne d'une quinzaine de *« nyumbas »* – « maison » en swahili, terme qui désigne des petites échoppes construites en tôle – flambant neuves et en train d'être peintes qui s'étendent le long de l'Apindi Lane, longeant la face nord du *district hospital*. La construction a été financée par le *Constituency Development Fund* (CDF), soit une enveloppe allouée à chaque circonscription kényane pour financer des petits projets de développement, et dont la dépense est gérée par un comité composé de divers représentants de la société (jeunes, femmes, handicapés) chapeauté par un parlementaire (ici Olago Aluoch). A notre grand étonnement, la municipalité a octroyé des *Temporary Occupation Licences* (TOL) pour ces 15 structures, qui semblent très éloignées des valeurs esthétiques que ne cessent de promouvoir la municipalité pour l'espace du centre-ville. Henry s'est fait attribué une TOL par la municipalité moyennant la somme de 30 000 KSh (300 euros). Les lots sont partagés entre 8 acquéreurs, et l'on compte parmi eux un *youth representative* du *CDF committee*, le représentant des jeunes du parti de la branche locale de l'ODM, et une commerçante de rue très active dans les cadres des activités des *Civil Society Organisation* de Kisumu. Henry nous précise que ces structures n'ont pas vocation à être utilisées par leurs propriétaires : elles sont mises en location, pour un prix de 4000 KSh par mois. Un commerçant Somali vient s'enquérir de la disponibilité des échoppes ; plusieurs femmes passent proposer leurs services pour se faire employer dans les échoppes. Cette matinée est marquée par un certain cérémonial : on voit défiler devant les stands des figures habituelles des deux branches locales de l'ODM. Le *councillor* de Kondele, Tom Ogolla, notoirement opposé dans le conseil municipal à la mandature de Sam Okello, vient à bord d'un 4x4 faire un tour et discuter avec les bénéficiaires des attributions et les membres des sections locales de l'ODM. Henry et Tom Ogolla vont quelques minutes dans la voiture du conseiller. Henry refuse de nous révéler la nature de son échange.

Source : observations, 29 janvier 2011

1.3.3. Les tentatives de réorganisation du trafic au centre-ville

La volonté d'établir une cogestion de l'espace du CBD entre acteurs municipaux, acteurs patronaux et acteurs économique du secteur informel est tout autant contrariée dans les essais de régulation du trafic et des opérations des *pikipiki* et *bodaboda*. Jamais les représentants associatifs du secteur ne sont conviés au sein de la KAT, qui pourtant propose dès sa création une régulation forte de la circulation des opérateurs informels du transport. Ce qui ne signifie pas que toute tentative de discussion et d'interactions entre la KAT et les représentants du secteur n'aient été entreprises. Certains représentants autoproclamés du secteur sont des interlocuteurs fréquents de la KAT, mais le même soupçon de compromission et de corruption plane de manière indélébile sur eux. Ainsi, nous avons pu voir à quel point Thomas « Jakambare » Ogweya, *chairman* d'une *Kisumu Pikipiki and Bodaboda Welfare Association* – regroupant 68 groupes d'entraide localisés dans différentes « bases » de la ville[32] (cf chapitre 3) – souffre d'une réputation de traître. Il est accusé de mauvaise gestion des fonds que sa structure récolte ; ses réunions avec les autorités administratives et municipales sont vues par certains *bodaboda* comme des compromissions avec l'ennemi[33] ; sa proximité avec le parlementaire Olago Aluoch jette un soupçon partisan sur son association, aussi bien aux yeux de la municipalité qu'aux yeux des opposants locaux à Olago[34]. Si bien que son association ne sera active qu'entre 2010 et 2012[35], que sa composition est fluide au cours du temps, ne représentant qu'une petite fraction des opérateurs de *bodaboda* et de *pikipiki*. Elle ne réussit notamment pas à réconcilier les vélo-taxis et les moto-taxis au sein d'une seule et unique association, et doit faire face en conséquence à la formation d'associations concurrentes représentant les deux sous-secteurs : la *Kisumu BodaBoda Association* pour les vélo-taxi et lala *Kisumu Boda-Boda Riders Association* pour les moto-taxis, qui ne regroupe elle-même qu'une petite minorité des associations d'entraide déjà constituées. Comme dans le cas du commerce de rue, aucune représentation légitime et incontestable n'émerge dans le secteur du transport informel (Annexe 6). A un certain point, les ressources symboliques et matérielles offertes aux représentants du secteur informel par la structuration international du champ du gouvernement urbain – et les injonctions à la participation qui lui sont consubstantielles – nourrissent la compétition et l'éclatement de la représentation.

Le cadre du *Sustainable Urban Mobility Program* onusien (SUM cf chapitre 5) fournit un espace contraint d'interaction entre les acteurs du transport informel et l'administration

32 Discussion avec Thomas Ogweya, non datée (circa 2011)
33 Après avoir accepté le principe d'une taxation municipale de 250 Ksh par mois, il sera même bastonné une fois l'annonce de cette nouvelle taxe publiée dans la presse en mars 2011
34 Critique émise par David Odhiambo, membre de la Camel Riders Association qui contribuait à la structure de Jakambare, 27/12/2012
35 Thomas Ogweya à la fin de notre terrain semblait se concentrer beaucoup plus sur ses activités de pasteur.

municipale[36]. La SUM, dans sa conception et ses objectifs, porte un *a priori* largement favorable envers les vélo-taxis[37], dans un parallélisme manifeste avec le mouvement de développement du transport cyclable dans des nombreuses villes des Nords, assez loin des représentations locales plus nuancées à l'égard d'un moyen de transport dont la « modernité » pose question. Le programme propose par le biais de larges consultations de « *soutenir l'autorité locale et les parties prenantes pour développer des stratégies durables de mobilité, se concentrant sur les transports non-motorisés* »[38], la municipalité va jusqu'à valider, en accord avec les représentants du secteur et les différentes ONG internationales mais aussi avec les représentants du secteur privé formel, les recommandations suivantes au sein d'un rapport qu'elle co-écrit :

(1) La désignation de parcours et de places de stationnement
(2) La fourniture d'uniformes et de badges d'identification pour les cycles et leurs conducteurs
(3) L'entrainement des conducteurs aux bases du code de la route
(4) Le zonage de la ville pour inclure plus de zones cyclables
(5) La construction de pistes cyclables sur les principales routes[39]

En contrepartie d'une certaine régulation et d'un contrôle des opérations des cyclistes (parcours désignés, enregistrement, formation), – et donc de l'introduction d'un certain ordre dans le secteur – les activités des *bodaboda* et *pikipiki* gagnent une forme de légitimité en ville (pistes cyclables, acceptation de leurs activités). La SUM de Kisumu, projet pilote, vient à être présenté par Un-Habitat comme un succès dans le développement des transports propres dans les villes du Sud[40]. Pourtant dans le même temps, en avril 2005, les *askaris* de la municipalité mènent une opération violente contre les cyclistes opérant en ville : selon le *Standard*, 300 vélos sont saisis au centre-ville dans la journée du 15 avril. Les propriétaires devront débourser 500 KSh pour reprendre leur monture avant que, face à l'ampleur de la grogne, la maire d'alors (Prisca Auma) ne fasse marche arrière et désavoue le *Town Clerk* ayant signé l'ordre d'intervention[41].

La traduction dans la législation locale trois années plus tard (2008) du SUM est très éloignée de la philosophie inclusive et « pro-vélo » des recommandations précitées et incarnera de

36 L'insistance sur la participation des opérateurs du transport informel dans la définition d'une stratégie de régulation du trafic urbain est constante dans les documents relatifs au programme onusien, produits avec la participation des services municipaux. C'est même un objectif de base, fondateur du programme.
37 Voir « Kenya Becoming a Bicycle Country, Says UNDP Report", in *The Standard*, 17 octobre 2005. L'UNDP se félicite notamment des perspectives d'auto-emploi que propose le développement de ce secteur d'activité.
38 *The Kisumu City Environmental Profile on Sustainable Urban Mobility*, 2005, MCK, Un-Habitat, Unesco-IHE, IDTG
39 *Ibid*, p76
40 Voir le flyer de communication intitulé « *towards Sustainable Development* » d'Un-Habitat et de l'UNEP, non daté mais disponible à l'URL suivante : http://www.unep.org/urban_environment/PDFs/UNEP_HABITAT_Flyer.pdf [consulté le 13/01/2016].
41 "Bodaboda impounded in Kisumu", in *The Standard*, 16 avril 2005

manière unilatérale la dimension répressive de la régulation des activités des cyclistes. Les mesures en faveurs des cyclistes ne sont porter ni dans la législation locale, ni dans les investissements municipaux. La logique expressément répressive[42] qui transparait de l'arrêté municipal que vote le conseil municipal et que valide le Ministère des Autorités Locales concerne tout aussi bien les moto-taxis que les vélo-taxis :

> (3) Tout individu souhaitant commencer ou s'engager dans l'opération d'un cycle commercial dans la municipalité doit préalablement obtenir la permission du *Town Clerk* en en lui écrivant, soumis aux conditions que
>
> a) il doit être un membre enregistré d'un groupe actif dument enregistré par le Social Service Officer […].
>
> b) il doit d'abord être examiné et approuvé par le Town Engineer, autant pour sa forme physique que pour son savoir et sa capacité à convenir aux exigences des opérations.
>
> c) Il doit avoir une identité spécifique et vérifiable par un uniforme qui doit être approuvé par le Director of Social Services, l'uniforme approuvé affichant visiblement des marques d'identification […].
>
> d) il doit être assigné et seulement exercer sur les parcours [« *routes* »] désignées par le Conseil
>
> e) il doit garer son cycle seulement sur les aires de parking telles qu'assignées par le Conseil. […]
>
> (4) Chaque opérateur doit opérer entre 5. 00 a.m. et 10. 00 p.m. sur les routes désignées.
>
> […]
>
> (6) les opérateurs qui, lorsqu'ils sont en activité, utilisent, profèrent, font des mouvements ou par tout autre moyen de communication s'adressent à un passager avec un langage abusif, désobligeant et offensant doit sur preuve être reconnu coupable d'une infraction.
>
> […]
>
> (13) Toute personne qui dans le cours de son activité cause une obstruction sur la chaussée ou sur les trottoirs, les passages piétons ou des terrasses [« *veranda* »] ou toute autre zone ordinairement utilisée par d'autres trafics se trouve en contravention de cet arrêté. […][43]

Tout cycle commercial, motorisé ou non motorisé, en infraction avec l'arrêté (donc non-enregistrement, absence d'uniforme, non-respect des routes désignées par la municipalité, parking gênant, mais aussi mauvais état du cycle) s'expose à une amende comprise en 500 et 2000 KSh en fonction de la nature de l'infraction et, faute de pouvoir payer, à une peine de prison comprise entre 1 mois et 2 ans (en cas de récidive). Les promesses d'infrastructures destinées aux cyclistes ne seront jamais réalisées[44]. Un point s'avère particulièrement

42 C'est ainsi que Charles Angira, alors le *Director of Planning* de la municipalité, présente à la presse la philosophie du *by-law* : « *The council plans to reorganise the commercial cyclists' routes contained in a council by-law that is awaiting gazettement by the Ministry of Local Government. Those flouting the rules will be penalised* » in «Kisumu Struggles to Control Scores of Boda Boda Operators » in *The Nation*, 15 avril 2008

43 *The Local Government Act (cap.265)*, "The City Council of Kisumu (non motorised and motorised commercial cycles) By-Laws 2008

44 Les fonds de la SUM déstinés à la construction des pistes cyclbles disparaissent dans des conditions douteuses. De plus, des conflits avec le Ministry of Roads empêchent le projet d'avancer. Voir « Graft Mars Kisumu Council's Operations » in *The Standard*, 24 mars 2008

sensible, et constitue le cœur de l'application de l'arrêté : la possibilité pour le conseil municipal de désigner des parcours et des routes aux opérateurs. C'est cette disposition qui une fois le texte promulgué permet de formuler un véritable bannissement (« *ban* ») du petit transport informel au sein du centre-ville. La municipalité préfère parler de *« re-routing »*… Armée d'une base légale pour réguler la circulation depuis le vote et la validation par le ministère de l'arrêté municipal de 2008, la mise en place effective du périmètre d'exclusion n'a lieu qu'en février 2011, soit trois années après la promulgation de l'arrêté (« *by-law* »), dans ce qui constitue le dernier mandat du maire Sam Okello, libéré de la contrainte politique de l'imminence d'une échéance électorale.

Ce n'est qu'à ce moment de l'application du *by-law* que l'on découvre les délimitations spatiales précises de l'interdiction. Un mois auparavant en janvier, le *Town Clerk* et son équipe, des membres du *town planning department* accompagnés des *Enforcement Officer* de la municipalité ont fait le tour des principales *stations* existantes dans la ville pour diffuser la nouvelle des conditions de la mise en application. Le matin du 17 février 2011, le dispositif est en marche. Des *askaris* municipaux, pour beaucoup tout nouvellement embauchés, sont effectivement positionnés à cinq points stratégiques et interdisent l'accès aux cycles commerciaux (voir carte). La localisation des postes de blocage vise avant tout à alléger le trafic sur les artères principales du centre-ville ceinturant le Jomo Kenyatta Sports Ground (l'Oginga Odinga Avenue, l'Achien'g Oneko Street, et l'Angawa Avenue). Les contrevenants risquent une arrestation et l'infliction d'une des peines prévues, en plus des dégâts que risquent de subir leur véhicule[45]. D'innombrables contraventions ont été émises[46] et quelques emprisonnements prononcés à l'égard de ceux qui ont violé l'arrêté après un passage à la *Magistrate Court*. Ces exemples s'avèrent dissuasifs. Le temps de l'application de l'arrêté, les avenues ciblées sont presque vides de circulation et de cette agitation caractéristique les heures matinales. C'est alors une profonde différence dans l'appréciation du rythme urbain qui s'impose aux sens, et qui vient révéler en négatif l'ancienne omniprésence des cycles et tricycles sur la chaussée et les trottoirs. Le centre-ville se traverse au rythme lent de la marche à pied depuis les points de barrage, ou a en voiture individuelle, expression motorisée de la réussite sociale. Il est toujours possible de s'approcher du centre-ville par les voies secondaires, mais les conducteurs de *Pikipiki*, *Bodaboda* et *tuktuk* restent prudents à l'approche des grandes artères, du moins jusque vers 19h-20h lorsque l'appareil de contrôle municipal se relâche.

45 Les témoignages assez répandus et concordants des pikipiki indiquent que les askaris municipaux n'hésitent pas à asséner des coups de matraques sur les moto-taxis.

46 Dans la plupart des cas la moto est confisquée, parquée dans le terrain de *Magistrate Court* à côté du poste de police. Le contravenant doit s'acquitter d'une amende et du paiement des frais de gardiennage pour obtenir la fin de l'immobilisation de son cycle.

Certains vont louer ce changement, comme le *Councillor* du *ward* rural de Central Kisumu Yusuf Masudi, rencontré le lendemain du « *ban* » ou du « *lock-out* » – telles sont les appellations populaires de la mesure – trouvant alors un centre-ville réconcilié selon lui avec ses qualités esthétiques intrinsèques et originelles. L'homme est un soutien politique inconditionnel du maire en place et du choix de son parti, et donc un membre de la majorité municipale. Il juge que le « *ban* » ne touche qu'à la marge ses administrés, qui ont de toute façon « *l'habitude de marcher* » et qui ne fréquentent que de manière très occasionnelle le centre-ville. Il préfère insister sur la sécurité qui règne au centre-ville : il n'a plus peur de traverser et juge maintenant qu'il est beaucoup plus agréable de faire ses courses sans toute cette la « *congestion* » et l'agressivité verbale des petits opérateurs du transport informel, toujours prompts selon lui à alpaguer et harceler le client potentiel. Il n'y a plus autant de poussière et les chaussures et les habits de tout peuvent rester propres le temps de faire ses affaires en ville. S'exprimant ainsi, Yusuf Masudi fait apparaitre toutes les qualités spatiales communément attribuées à l'espace central, haut lieu d'une propreté et d'une netteté à même d'incarner l'expression du civisme, voire de la civilité (la politesse, la retenue, la courtoisie), donc de l'urbanité (c'est-à-dire le savoir-vivre des gens de la ville). C'est dans une ville propre que l'on peut exprimer par son habillement sa volonté de se distinguer : à quoi bon penser à la blancheur de sa chemise et au cirage de ses souliers si c'est pour les souiller par la poussière et les éclaboussures de boues des moto-taxis, nous demande Masudi. Cette intériorisation de l'urbanité distinctive et passablement excluante du centre-ville doit se lire en miroir de la qualification strictement rurale qu'il opère de l'espace qui l'a élu, le *ward* de Central Kisumu. Représentant des intérêts du clan des Jo-Korando[47], il considère ses électeurs avant tout comme des ruraux dont la présence au centre-ville n'est qu'occasionnelle. Il nous explique que les jeunes hommes dans le business du *bodaboda* de sa zone n'opèrent que pour relier les zones reculées à la grande route de Busia menant en ville. Masudi comprend la division ville-campagne dans l'héritage spectrale de bifidité spatiale rural-urbain qu'a tenté de produire l'Etat colonial (voir chapitres 2 et 3 et infra).

D'autres individus, dont le quotidien est plus directement ancré et lié au centre-ville que Masudi et ses électeurs, ont une toute autre représentation de cet espace et de ses qualités intrinsèques et critiquent le « *ban* », le « *lock-out* ». Il y a d'abord les clients des bodaboda. Par exemple, Johanna[48] travaille à la *National Bank of Kenya* depuis une dizaine d'années et doit se rendre chaque matin de sa résidence cossue de Dunga sur les bords du lac aux locaux de la banque situés au centre de l'Oginga Odinga Street. Son *pikipiki* doit désormais s'arrêter à l'un des points de blocage en face du Kisumu Hôtel, et elle doit descendre à pied l'Oginga

47 Selon ses dires, le choix de sa candidature émerge de l'aboutissement d'un consensus clanique local
48 Notre ancienne *landlord* de Dunga, discussion tenue lors de la première semaine de l'application de l'arrêté, entre le 17 et le 24 février 2011

Odinga sur environ 300 mètres pour rejoindre son travail. Elle s'oppose à la mesure du *ban* parce que celui-ci contrevient à ce qui était pour elle la commodité d'un service personnalisé qui participait à sa distinction : ne pas avoir à marcher en ville. Elle ne peut pourtant pas être considérée comme une fervente défenseuse du secteur, dont elle assimile généralement les opérateurs à des criminels en puissance, selon une représentation très répandue à Kisumu. Jamais elle ne se risquera à prendre un *pikipiki* après la nuit tombée (ie après 18h30-19h), encore moins sans son conducteur de confiance, Maurice, qui fréquente la même église évangéliste qu'elle. Pour elle, un meilleur contrôle de la « *moralité* » des conducteurs suffirait. Ils auraient leur place et leur légitimité en ville si, en nombre limité, ils respectaient le code la route et l'interdiction de démarcher les clients et portaient un uniforme. Johanna n'est donc en rien contre la philosophie de la fermeture du centre-ville et reproduit les préjugés très r négatifs dont est affublé le secteur par les « classes moyennes » (Maupeu, 2012). Elle ne s'oppose à la mesure qu'à cause de la contrainte qu'elle impose à son confort personnel et valide l'exceptionnalité du centre-ville et les valeurs distinctives de civilité qu'il doit exprimer.

Il y a d'autres voix qui viennent plus frontalement contredire l'esprit de la mesure et accoler à l'espace du centre-ville des qualités spatiales et des valeurs esthétiques qui diffèrent sensiblement de celles portées par les partisans de l'ordre. Au pied du Chek Mula Building – qui accueillait notre bureau – à 100 mètre du très huppé Imperial Hotel, John « Jo-Nyando »[49], un résidant du quartier non planifié de Nyalenda, tient depuis 5 ans un stand de journaux sur le trottoir d'une pharmacie, à proximité immédiate d'une petite base de *pikipiki* avec qui il avait noué de solides relations d'amitié. Certains motards sont des voisins proches. Une fois cette base désertée, John se désole de son quotidien, plus plat qu'à l'habitude, plus solitaire. Acquis à la cause de ses amis, il présente une tout autre image idéale du centre-ville, plus ancré dans son ancienne réalité :

> Une ville [« *a town* »] doit être vivante et animée [« *busy* »] ! Maintenant c'est dimanche tous les jours ici, une ville ne doit pas être si calme, parce que s'il y a des business en ville, ça veut bien dire que la ville doit être *busy*, non ? Tous ceux qui se disent businessmen, tu vas voir, bientôt ils vont supplier pour que tout le monde revienne, parce qu'ils n'auront plus aucun clients dans leur magasin, parce que les rues seront vides […] Il leur en faut trop, ils ne veulent pas comprendre que cette ville [*« town »*] n'est pas à eux. [50]

Les différentes qualités spatiales associées au centre débordent largement le champ des appréciations esthétiques personnelles : elles dessinent les enjeux et conflits spatiaux dont il est l'objet autant que le support. De cette manière, ce sont les questions de la légitimité de la

49 Qu'on imagine donc originaire de Nyando
50 Entretien réalisé sur le point de vente de John, 29 mai 2011

présence des uns et des autres dans l'espace central et, finalement, de la citadinité et de son déni qui sont posées.

1.4. Les héritages coloniaux dans la définition d'un espace d'exception

1.4.1. Les pratiques funéraires et le centre-ville : un exemple de cristallisation communautaire à visée touristique

L'interdiction ou au contraire la promotion touristique des pratiques funérailles de différents groupes communautaires dans le centre-ville est un dernier exemple illustrant les ambitions urbaines de l'exécutif municipal pour le centre-ville de Kisumu. En effet, l'intrusion des pratiques funéraires luo – soit l'expression la plus profonde de la luoité et de ses logiques d'appartenance attachées aux représentations de la ruralité et de la *dala* – parait inacceptable dans le CBD. La municipalité tente de les y interdire. En juillet 2014, un rapport de la municipalité sur la promotion touristique propose ainsi une nouvelle restriction des usages spatiaux du centre-ville. Les convois funéraires, fréquents dans les artères centrales de Kisumu du fait de la localisation, en plein centre-ville, de la morgue du District Hospital de Kisumu, sont menacés d'interdiction. Ces convois, organisés par les familles pour démontrer l'importance sociale du défunt sur le chemin de sa *dala*, réunissent, en plus des proches, des *boda boda* , des *matatu*, et des pleureurs et pleureuses dédommagés par la famille. La procession est donc souvent bruyante et volontairement lente (elle bloque effectivement la circulation), amenant selon certains des éléments de désordre au centre-ville. Voilà comment est relatée dans la presse par ses promoteurs la proposition d'interdiction des processions :

> Le comité sur le tourisme a indiqué que des mesures doivent être prises pour désigner des parcours que peuvent emprunter les convois pour transporter les corps sans interrompre les affaires [« *business* »] dans le CBD […] Le président du comité, le conseiller local Jacktone Onunga a affirmé que la ville de Kisumu [« *Kisumu City* »] est devenue chaotique en raison des processions funéraires […]. Il a dit que les résidents travaillant au centre-ville et les commerçants craignent du chahut tous les jeudis et vendredis quand les rues de la ville sont pleines de pleureurs faisant du bruit avec des sifflets et des vuvuzelas. Mr Onunga affirme que les foules font le tour du centre-ville sur des motos à bride abattue, faisant des écarts d'une voie de la route sur l'autre avec des conducteurs criant du plus fort qu'ils peuvent, et des passagers se tenant de manière dangereuse sur les motos. Le président du comité dit que ce chaos a eu un impact économique très mauvais sur l'économie de la ville, faisant fuir de peur tout autant les investisseurs que les touristes locaux et internationaux : « les pleureurs et les

> *bodaboda* doivent être empêchés d'accéder au CBD pour protéger notre image » a indiqué Onunga.[51]

Innovation manifeste dans le panel des pratiques funéraires Luo, les processions funéraires urbaines sont frappées du sceau d'illégitimité au nom de la préservation des affaires et de la promotion touristique dans le CBD. Ce n'est certes pas directement le registre de la ruralité qui est mobilisé par le conseil pour frapper d'illégitimité les convois funéraires dans un CBD qui doit rester respectable et propice aux affaires, mais la binarité des catégorisations spatiales coloniales (chapitre 2) apparaissent être la matrice d'une telle restriction des usages spatiaux populaires dans le centre-ville. En quelque sorte, la distinction du domaine urbain se construit actuellement non pas contre la catégorie du rural, mais contre celles du folklorique et du populaire. Les usages spatiaux populaires, comme les convois funéraires, sont qualifiés dans les termes d'un néo-hygiénisme urbain qui vient les traiter comme des miasmes. Toujours en parlant de cette interdiction, Isaiah Onyango, représentant du Market Ward, figure locale de l'ODM et loyaliste du parti et de Raila Odinga, affirme :

> Les mesures que nous proposons vont apporter une bonne santé [« *sanity* »[52]] à la ville. Kisumu a pu être connue pour son absence d'ordre et nous voulons améliorer son image et ces mesures doivent aller au-delà du contrôle des pleureurs parce que nous voulons une ville qui soit convenablement planifiées [« *properly planned* »][53]

En outre, l'espace nommé « CBD » (Carte 36) – tout comme l'ancien *township* colonial – ne saurait constituer le lieu de pratiques spatiales qui expriment une identité Luo populaire. Isaiah Onyango propose en ce sens d'autres lieux pour les convois funéraires :

> Les corps pourraient être emmenés au Ofafa Memorial Hall pour y être exposés au lieu de vagabonder en ville et de créer un environnement désagréable pour la communauté des affaires [« *business community* »][54]

La mention du Ofafa Hall est signifiante. Ce bâtiment construit au nord du centre-ville (et au sein de l'ancien *township*) au crépuscule de l'époque coloniale (1961) marquait alors un symbole dans l'appropriation de Kisumu par la communauté ethnique Luo (chapitre 3). Mais il était construit à proximité des quartiers africains de l'ancienne municipalité et correspondait aux canons ségrégatifs de l'urbanisme colonial. L'environnement matériel du centre-ville – aujourd'hui comme hier – reste marqué du sceau d'un cosmopolitisme dans lequel l'expression de la luoité reste contrariée.

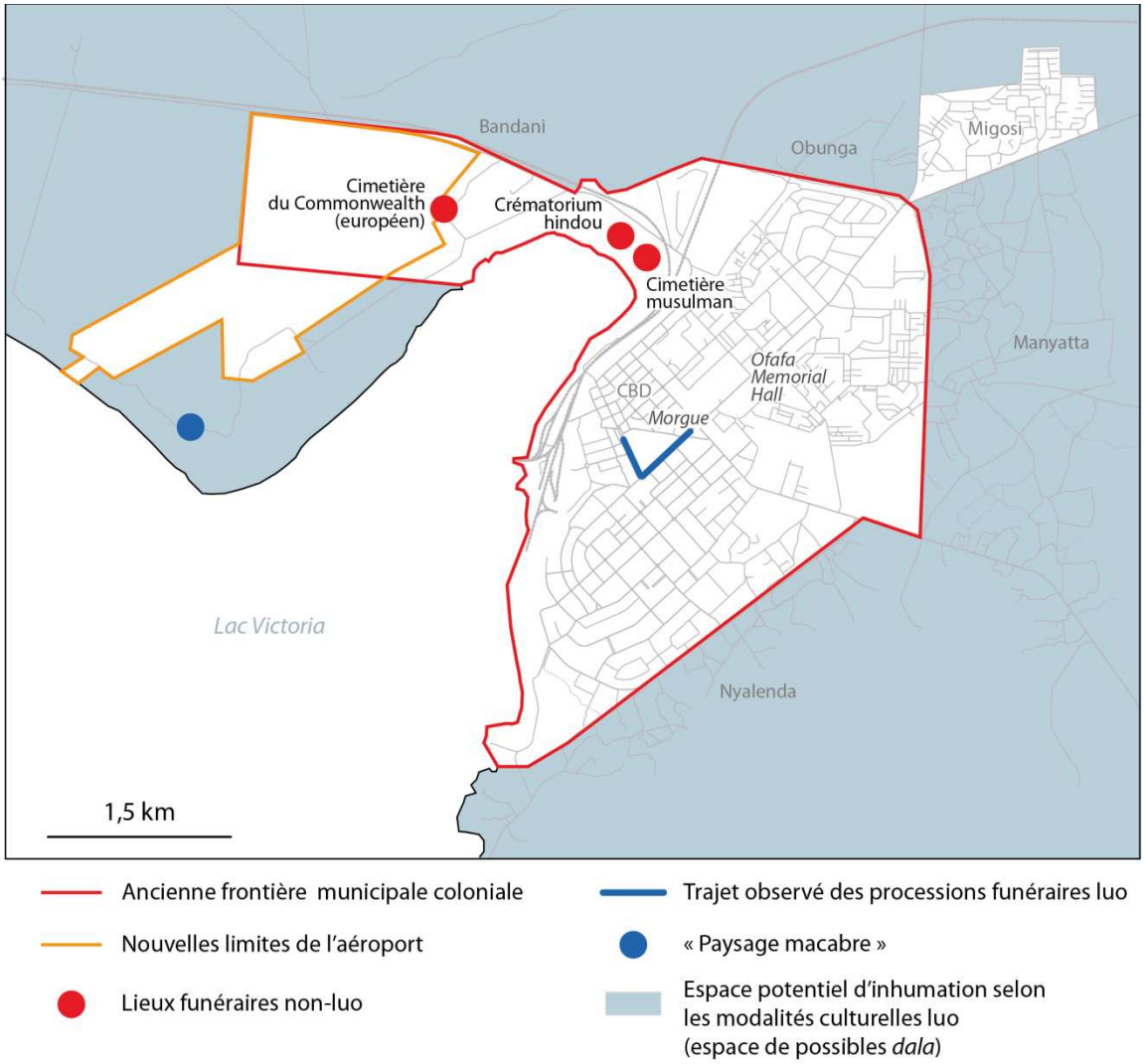
51"Kisumu Assembly bars mourners from CBD" in *The Standard,* 30 juin 2014. [https://www.standardmedia.co.ke/article/2000126432/kisumu-assembly-bars-mourners-from-cbd] consulté le 09 juillet 2014

52 On peut aussi traduire le mot de « *sanity* » par « santé mentale ». Dans tous les cas, l'emploi de ce mot indique une forme de médicalisation de l'idée d'ordre

53 "Ban Mourners Parades From Kisumu Streets, Say MCAs", in *The Star,* 30 juillet 2014

54 *Ibid.*

Carte 36 : Géographie des pratiques funéraires à Kisumu



Sources : Relevé de terrain, 2013 ; Google Earth.
Conçue et réalisée par Quentin Mercurol et Juliette Morel

Par contraste, dans la même temporalité que celle de la discussion de l'interdiction des convois, la communauté indienne, installée dans sa grande majorité dans le *township* depuis la genèse de Kisumu, entretient la pérennité des marqueurs de son ancrage continu dans le domaine urbain de Kisumu : ses cimetières. Dans sa volonté de régénération urbaine et de création et promotion des espaces touristiques, le conseil souhaite relocaliser les cimetières musulmans sunnites et ismaélites des communautés indiennes situés en bordure du lac, non loin du cœur du CBD[55]. Les communautés indiennes batailleront contre le projet, en arguant, comme le fait Munira Gilani[56], que « l*es tombes sont parties prenantes de notre histoire et de*

55 "Kisumu to transform cemeteries into tourist attractions", in *The Nation*, 3 décembre 2014
56 Alors à la tête de l'association ismaélite du Kisumu Aga Khan Council. Fille de Sandrudin Gilani, elle dirige l'Imperial Hotel.

notre patrimoine et qu'elles ne doivent pas être touchées […] *à travers les temps, chaque communauté a eu son propre cimetière, il est naturel que nous ayons le nôtre* »[57]. En phase avec l'esprit entrepreneurial de la politique municipale contemporaine, les communautés d'origine indienne (d'obédience musulmane), réussissent à faire valoir la pérennité de leurs cimetières en proposant leur mise en tourisme et en les convertissant en parcs. C'est que propose Faridah Salim, une notable musulmane : « *nous avons demandé au conseil municipal d'utiliser ces cimetières comme attraction touristique pour que les gens de Kisumu viennent et apprennent comment ces communautés, avec lesquels ils ont vécus depuis des années, traitent leurs morts* »[58]. Jackton Onunga, à la tête du comité tourisme de la municipalité – et qui a porté au conseil l'interdiction des convois funéraires luo – annonce : « *nous avons réalisé que ces tombes sont des joyaux que nous pouvons utiliser pour générer des revenus, en plus de mettre en valeur notre patrimoine* ». Le conseil vote alors la conversion des cimetières en parcs publics. De manière intéressante, Jackton Onunga, descendant d'une illustre lignée clanique qui a donné quatre générations de *chief* dans l'ancienne réserve rurale africaine puis dans le Kenya indépendant, condamne explicitement les pratiques funéraires Luo en centre-ville tout en protégeant et promouvant le patrimoine funéraire des communautés indiennes dans le même espace. Cette position n'a rien de paradoxale, et sanctionne la survivance de certains aspects des structures spatiales de l'Etat bifurqué colonial (Mamdani, 1996), qui ont pu définir des espaces d'appartenance opposés et exclusifs en fonction des différentes communautés gouvernées par l'appareil d'Etat colonial. Dans la volonté de mise en tourisme du centre-ville, la légitimité de l'ancrage des communautés indiennes au centre-ville – héritage colonial – est réaffirmée. Les dynamiques d'appropriations africaines du centre-ville que sont les convois funéraires sont-elles jugées illégitimes.

1.4.2. Le centre-ville de Kisumu : une hantologie coloniale ?

Les exemples que nous avons donnés jusqu'ici illustrent cette ambition à la fois d'émergence mondiale et d'ancrage historique du centre-ville par les différentes politiques urbaines. Comme nous l'avons déjà évoqué, le traitement des activités de l'informel par les différents exécutifs municipaux, malgré la tentative de jeter les bases d'une cogestion municipale, n'est évidemment pas sans rappeler les dénis de citadinité que la politique urbaine coloniale (chapitre 2), et dans une certaine mesure postcoloniale (chapitre 3), ont pu mettre en œuvre. Dans la continuité de la célébration du centenaire de la ville (chapitre 4), la rédemption de Kisumu passe par la restauration de sa gloire passée. L'idée de restauration est lisible dans les qualités esthétiques souhaitées de l'ordre urbain qui ont été formulées publiquement dans la

[57] "Kisumu to transform cemeteries into tourist attractions", *The Nation*, 3 décembre 2014
[58] *Ibid.*

presse à l'occasion des opérations de l'exécutif municipal destinées au centre-ville sous la mandature de Sam Okello :

> Kisumu est maintenant déterminée à redorer et restaurer son image, celle d'une ville du bord du lac, avec sa brise fraîche[59] ;
>
> Les propriétaires [« landlords »] du CBD sont appelés à repeindre les façades […] nous voulons donner à Kisumu un nouveau visage […] et nous voulons une peinture blanche uniforme comme avant, parce que ceux qui ont conçu cette ville savait que le blanc faisait baisser les hautes températures de la ville […]. Le but ultime de ce projet est de faire un lifting [« *facelift* »] au hub de business d'Afrique de l'Est.[60]

Les éléments, les idées et les choix esthétiques de l'urbanisme colonial sont donc directement lié au projet contemporain de replacer Kisumu sur la carte des échanges commerciaux internationaux. L'exceptionnalité du centre-ville est réaffirmée, dans le droit fil de l'histoire locale de la tentative d'ancrage dans l'espace de la bifidité des structures spatiales héritées de l'Etat colonial. La trajectoire historique déclinante de Kisumu est comprise par le brouillage de la frontière spatiale entre domaine urbain et domaine rural qui a marqué l'histoire urbaine postcoloniale (voir chapitre 4). L'extension des frontières municipales, la ruralisation et l'autochtonisation de la structure institutionnelle du pouvoir local sont vus de manière péjorative comme l'introduction du village dans la ville. La reprise en main de l'exécutif municipal constitue une réponse à ce diagnostic, comme pour combler un déficit d'urbanité du centre-ville, tâche nécessaire pour complaire la volonté d'appartenance à une modernité globale .Ces structures spatiales, si incomplètes et contestées ont-elles été dans l'histoire (cf chapitre 2 et 3), semblent émerger à nouveau à la faveur de la formulation des ambitions compétitive de Kisumu dans la continuité de la célébration du centenaire de la ville (cf chapitre 4).. Elles fournissent finalement une grammaire spatiale par laquelle tend à se formuler le projet urbain contemporain. Il ne s'agit donc pas d'une unique question d'héritage. L'opposition ville-campagne, legs tout autant colossal que fantomatique des tentatives de matérialisation et de gestion institutionnelle de l'espace colonial, sert ici la formulation d'enjeux et des processus contemporains, nouveaux et inédits. Reprenant un concept de Derrida, Robert Home parle dans son analyse généalogique de la structure foncière de Kisumu d'une « *hantologie* », c'est-à-dire la manifestation d'une trace tout à la fois visible et invisible – un spectre – issue du passé qui vient hanter le présent :

> Les spectres du colonialisme et du double mandat [« *dual mandate* »] hantent les paysages urbains du Kenya. Les politiciens du Kenya indépendant ont peut-être consigné les lois du *township* oppressives et racistes à la « poubelle de l'histoire » (pour reprendre la phrase de

59 Propos tenus par le maire cités dans "Kisumu Clean-Up to Restore Lakeside Town's Lost Glory", in *The Daily Nation*, 7 juillet 2010

60 Propos du maire rapportés dans "Notice of demolition as Kisumu changes look" in *The Standard*, 16 mars 2011

> Trotsky) lorsque le *Local Government Act* de 1963 a abrogé les *Townships and Municipalities Ordinances* accumulées. Pourtant le fantôme du *township* survit encore dans la forme urbaine des villes kényanes, et peut être encore plus à Kisumu qu'à Nairobi ou Mombasa. (Home, 2012 : 18)

En effet, les paysages urbains sont marqués fortement par l'héritage de la dichotomie institutionnelle coloniale, au point que les notions derridiennes de « spectralité » et d'« hantologie » mobilisées par Robert Home peuvent apparaitre comme des précautions conceptuelles inutiles. Certes extrêmement lisibles dans la matérialité des espaces urbains, les traces spectrales du passé colonial nous semblent bien mieux caractériser non pas un palimpseste paysager – un héritage passif, les sédiments du temps – mais plutôt l'actualisation contemporaine et active (quoiqu'inconsciente) de registres discursifs, d'idées et de processus de fermeture et d'exclusion spatiale qui ont leur source dans ce passé colonial et son espace urbain légitime, celui de l'ancien *township*.

Ces survivances et ces traces ne s'imposent donc pas mécaniquement comme une loi d'airain, qui attacherait toute innovation et possibilité de formulation d'un avenir urbain selon des voies déjà tracées par le passé. Le projet contemporain ne peut être considéré à l'unique prisme de la nostalgie. Les ambitions régionales (voire globales) de la ville ne s'attachent pas seulement aux symboles, à la mémoire et aux traces coloniales ; les centre-commerciaux, les musiques commerciales de la « *Black Atlantic* », les 4x4 et les villas sont autant d'éléments tangibles ou fantasmés d'appartenance à une culture matérielle mondialisée, qui ne peut être considérée comme une simple actualisation coloniale. Mais plus que de remarquer l'originalité historique de la période contemporaine ou sa dépendance au passé, nous pensons qu'il est plus productif de s'attacher à la manière dont les logiques d'exclusion et de fermeture du centre-ville – traces d'un logiciel spatial d'exclusion – ont pu être contestée et combattue. Les contradictions politiques internes à la société Luo et les tentatives de formulation d'une identité Luo urbaine et populaire qu'on peut lire dans des bribes et moments de résistances viennent définitivement complexifier le schéma d'une reproduction inévitable des structures spatiales de l'Etat colonial qui traverseraient inchangées l'érosion et la nouveauté des temps. A travers les exemples de la mobilisation contre le « *boda boda ban* » et la résistance face à la privatisation d'un parc urbain, nous verrons comment les luttes pour la défense d'usages spatiaux populaires menacés font du centre-ville un espace disputé, par lequel on peut analyser certains craquements qui traversent aujourd'hui l'économie morale Luo.

2. LES RESISTANCES A LA MISE EN ORDRE DU CENTRE-VILLE ET LA CONFLICTUALITE DU CHAMP POLITIQUE LUO

2.1. Les résistances au « bodaboda ban » : une intervention au sein de l'économie morale Luo

Les opérateurs du transport informel ne restent pas passifs face à l'interdiction, vécue comme un déni de citadinité et une atteinte à leur dignité et à leur moyen de subsistance, soit autant de ressorts puissants à la mobilisation. David Odhiambo – un conducteur de *pikipiki* dont nous avons vu à quel point la respectabilité comptait dans sa pratique professionnelle (Chapitre 3) – opérait en plein cœur de la zone nouvellement interdite par le *ban* :

> Le *Town Clerk* est venu nous dire que nous ne pouvions plus travailler au centre-ville, parce que le CBD devait être classe [« *smart* »] et propre pour les investisseurs, pour qu'il y ait plus d'investissements […] il dit que nous encombrons inutilement le centre-ville, que ça donne une mauvaise image de Kisumu […] Il parait que nous salissons [« *litter* »[61]]… tu peux t'imaginer ? Il dit que nous sommes seulement des ordures [« *garbage* »] ? Soit nous sommes des ordures où des criminels ![62]

Cette fermeture, disqualifiante et honteuse dans les termes de son énonciation, est vécue comme une dépossession. C'est avant tout la dépossession d'un moyen d'existence. Le *ban* s'est soldé par une baisse générale du nombre de courses, le transport en deux roues (motorisé ou non) ayant perdu sa spécificité, à savoir un service individualisé et peu onéreux jusqu'au cœur de la ville. Aussi, le *ban* a provoqué la perte du monopole spatial que procurait pour les opérateurs la possession d'une « base » organisée et reconnue par les autres opérateurs. Ces pertes se traduisent par une baisse sensible du revenu journalier. La relégation dans la périphérie de la zone d'interdiction aboutit à une concurrence accrue avec les autres *pikipiki* déjà installés. Ainsi, d'un revenu journalier moyen de 800 KSh (pour une moyenne d'une quinzaine de courses), David voit baisser son revenu journalier moyen à environ 600 KSh, pour une moyenne de onze ou douze courses journalières , revenu auquel il faut enlever la location de la machine et l'essence, ce qui fait un revenu final de 200 à 300 KSh.

Le *ban*, mesure antipopulaire, ne tiendra pas bien longtemps. Si l'arrêté n'est pas révoqué, il ne sera plus appliqué à partir du mois de mai 2011. Il n'aura été en tout appliqué que quatre mois. Plusieurs facteurs expliquent cet échec. Premièrement, il semble que la municipalité n'a pas eu les moyens de sa politique : les nouveaux *askaris* employés pour la faire respecter se mettent en grève de manière ponctuelle dès avril pour protester contre des arriérés de salaire

61 Littéralement jeter des papiers, des ordures
62 Entretien réalisé le 9 janvier 2013

et laissent alors passer les engins interdits dans le centre-ville. Deuxièmement, les menaces de manifestations violentes de la part des *bodaboda* auraient fait reculer le pouvoir municipal. Dans les derniers jours d'avril 2011, le *town planner* de la ville, Absalom Ayany fait la tournée de différentes bases pour annoncer l'extension de l'aire d'interdiction de circulation des opérateurs du transport informel. Selon des propos qui nous ont été rapportés, la ville doit apparaitre sous son plus beau jour, la cérémonie d'ouverture du nouvel aéroport international de la ville s'approchant. Les menaces fusent, différentes bases rentrent en contact et promettent une manifestation violente. Les *bodaboda* prévoient une action : toute voiture s'engageant sur les routes du centre-ville prendra le risque de se faire caillasser. La municipalité aurait reculé face au risque.

Dans les discussions routinières portant sur le *ban*, la question des bénéficiaires objectifs de cette interdiction est posée. Il s'agit en quelque sorte de comprendre « à qui profite le crime » ? Les ressorts de la mobilisation contre le *ban* incluent effectivement l'identification d'un ennemi et d'un partage conflictuel d'intérêt. De cette contrainte dans l'obtention des moyens de subsistance découle une compréhension binaire de type « populiste » des intérêts politiques et des conflictualités à l'œuvre, mobilisant de manière croisée les thématiques de l'injustice sociale et de l'identité. Le plan de la municipalité cacherait les intérêts au centre-ville des plus riches et des figures mouvantes de « l'étranger », contre le petit peuple Luo qui avait pourtant pu développer des stratégies de subsistance grâce aux opportunités offertes par la centralité. Ainsi le texte suivant, signé de la main de Francis Owuor, un acteur associatif bien connu du milieu *bodaboda* et imprimé sur un petit feuillet qui circule durant le mois de mars 2011 :

> C'est honteux que la municipalité n'ait pas considéré que les *drops and pick up* au CBD et le travail de nuit des *bodaboda* sont le seul endroit et le seul moment pour qu'ils fassent de l'argent pour leurs familles. En les bannissant de leurs activités, c'est une tendance capitaliste qui va les rendre sans-emploi et augmenter les activités criminelles. La plupart des voyageurs utilisent les *bodaboda* et pas les taxis Kikuyu ou Abagusii [*Kisii*] qui sont hors de prix […] la police de Kisumu ne devrait pas rendre les *bodaboda* responsables de l'insécurité parce que c'est un problème national […] Le *bodaboda* donne du travail à la communauté Luo de Kisumu […] et c'est le seul moyen de transport accessible et disponible en cas d'urgence de jour comme de nuit. Cela peut faire ambulance, ou amener les vendeuses de poisson ou les hawkers dans le centre-ville, pour que des gens puissent mettre de la nourriture sur la table de leur famille […] C'est une grande déception que le conseil fasse ça à un moment où les Luo sont rejetés des emplois au sein du gouvernement népotiste des Gikuyus. En fait le Conseil Municipal de Kisumu est un agent des Mungiki et des propriétaires de Matatus de la Central Province qui ont inondé les routes de Kisumu […] Pour toutes ces raisons nous appelons les

> résidents de Kisumu et les *bodaboda* à manifester pour que les *bodaboda* retournent dans nos rues et pour rendre la vie impossible aux traitres comme le Maire.[63]

Fantaisiste, voire complotiste dans son contenu, fondée sur une somme de clichés ethniques, cette intervention dans le débat public n'en souligne pas moins l'un des ressorts fondamental de la mobilisation autour de la fermeture du centre-ville : le fait qu'elle ne bénéficierait qu'à des étrangers, des non-Luo, qui s'accapareraient les ressources de la centralité urbaine. L'identification fantasque des Kikuyus comme bénéficiaires et demandeurs de la mesure correspond simplement à un cadrage scalaire particulier de l'enjeu territorial du centre-ville, confondu avec la géopolitique nationale (la compétition politique interethnique pour le contrôle du pouvoir central). Ce cadrage valide le discours standard de la marginalisation et du déclin Luo (cf Chapitre 4).

Quoique fréquemment formulé, ce schème explicatif impliquant les Kikuyus est minoritaire par rapport à un deuxième paradigme explicatif, ancré dans les dynamiques de l'échelle locale, dans l'histoire particulière de la ville et dans la constitution de son élite économique. La fermeture du centre-ville est imputée à la connivence entre élite indienne et élite luo. Cette explication révèle des fêlures au sein de la communauté ethno-politique Luo, notamment dans les liens qui unissent le petit peuple à ses élites. Cette explication est aussi fondée sur les représentations du petit peuple urbain Luo, qui désigne communément l'Indien – la figure locale de l'étranger – comme son adversaire le plus direct. Enfermées en tant qu'*abonyo* dans une identité essentialisante, les communautés indiennes développeraient les moyens de leurs richesses au sein de la ville à l'encontre des processus d'appropriation des espaces publics et des ressources de la centralité urbaine par le petit peuple Luo. C'est le sens du propos de John, le vendeur de journal, lorsqu'il affirme que « *cette ville n'est pas à eux* » (cf supra). Ainsi évoque-t-il le bannissement des *bodaboda* :

> Encore une fois ce sont les indiens [« *abonyo* »] qui sont derrière tout ça […]. Le maire reçoit plein de cadeaux, et il habite dans leur quartier et il mange avec eux. […] Ils ne nous aiment pas, et pourtant ils ont besoin de nous. C'est bien eux qui vendent les machines, c'est même leurs cousins qui les fabriquent[64] […] Mais ils ne veulent pas donner de chance aux africains, ils sont racistes, ils nous détestent, et c'est pour ça qu'ils ne nous veulent pas nous voir […] Ils sont devenus riches grâce à nous, et ils ne veulent pas qu'on puisse vivre convenablement.[65]

Les actions répressives envers les activités des opérateurs de l'informel (commerce, transport, artisanat) sont communément vues comme le fruit d'un lobbying ou d'une influence des communautés indiennes sur la politique municipale. Le lobbying contre les activités informelles au centre-ville – comme celui opéré par l'UBA, largement composé de

63 Traduit du dholuo à l'anglais par Moses Omondi Okisa, puis de l'anglais au dholuo par nos soins

64 Une des marques de moto les plus répandues, TVS, est effectivement indienne, propriété de TVS Motors dont le siège social est situé à Chennai

65 Entretien réalisé sur le point de vente de journaux de John, Chek Mula Building mai 2011

commerçant indien – est réel (cf supra). A un niveau pratique, l'expérience urbaine des petits vendeurs de l'informel est constellée d'anecdotes d'une répression qu'orchestrée par des membres de la communauté indienne (Encadré 25).

Encadré 25 : chronique d'une répression des activités informelles au centre-ville

En plein cœur de l'Oginga Odinga Street, en face de la National Bank of Kenya, se tient un immeuble de quatre étages construit dans les années 1950, abritant deux locaux commerciaux au rez-de-chaussée et des bureaux aux étages. Ce bâtiment était autrefois la propriété de l'ancien parlementaire de Kisumu (1997-2004) et figure de l'opposition Luo, Joab Omino, décédé en 2004. A sa mort, l'homme était criblé de dettes. Le bâtiment est donc mis en vente pour les éponger et sera acheté en juillet 2009 par M. Gilani, kényan d'origine indienne qui se tient à la tête d'un empire commercial local (Imperial Hotel, Mayfair Holdings). Certains affirment – sans doute abusivement – qu'il possède la moitié des bâtiments du centre-ville et du quartier huppés de Milimani, grâce à de solides connexions au Ministry of Lands et à la municipalité. Il est mis en cause publiquement en 1996 au parlement pour l'acquisition apparemment frauduleuse d'anciens logements de la municipalité (Opiyo Oguma Estate, vendu par la *National Housing Corporation* pour recouvrer des dettes de la municipalité pour la somme de 24 millions de KSh au lieu d'une valeur estimée à 130 millions de KSh).

La représentation ogresque de M. Gilani est largement renforcée par les agissements qui lui sont imputés après son acquisition. L'homme aurait à plusieurs reprises menacé et insulté la dizaine de *hawkers* installés au pied du building, dont les activités étaient autrefois protégées par la figure imposante de Joab Omino. M. Gilani aurait affirmé que la police et les *askaris* municipaux viendraient détruire leurs stands et saisir les marchandises, menace d'autant plus crédible qu'elle concorde avec les résolutions récemment prises par la municipalité à propos du commerce infromel dans le centre-ville. La petite station de *bodaboda* au pied du bâtiment est aussi visée par M. Gilani. Suite à cela, en mars 2009 une petite troupe solidaire d'une centaine de personnes manifeste devant la municipalité. L'un des participants nous explique : « *nous voulions prendre d'assaut le* City Hall *et les expulser avant qu'ils ne nous expulsent* ». Les forces de maintien de l'ordre empêchent violement les manifestants d'atteindre leur but, et finalement, deux semaines après ce coup de sang, les *hawkers* auront d'eux-mêmes quitté les lieux.

Sources : Kenya National Assembly Official Hansard, 26 novembre 1996. Discussions informelles, novembre 2009.

La figure du businessman indien est l'incarnation commune de l'accapareur concupiscent et corrupteur. Le centre-ville apparait comme l'espace d'une dépossession orchestrée par lui, la défaveur d'usages spatiaux centraux par des acteurs populaires Luo. Mais cette dépossession opère et nourrit aussi des divisions au sein du champ politique Luo. La vision pro-entrepreneuriale que porte l'élite politique Luo favorise son association avec l'élite économique urbaine indienne. Ces associations sont l'occasion de soupçons de connivences et de compromission avec la figure locale de l'étranger et provoquent des fractures au sein de l'économie morale Luo. Un conducteur de *bodaboda*, (appelons le Otieno) croisé au hasard d'une course quelques semaines après l'interdiction, nous affirme dans ce sens :

> Je ne voterai pas pour Raila, il se fiche de ce que je mange. Lui il mange avec les indiens [« *Abonyo* »], il va faire leur fête et ils les protègent et ils aident en échange de leur argent

> [« *pesa* »]. […] Beaucoup de gens disent que les ordres [*ndlr pour la fermeture du centre-ville*] viennent de Raila, qu'il veut que la ville soit propre et que les *bodaboda* ne font que la salir […] Pendant le couronnement du nouveau *Ker*[66], Raila a rabroué devant tout le monde Olago[67] parce qu'il nous défend face à ce que fait le conseil municipal, et il lui a demandé de ne plus faire ça : « quand une décision est prise par le conseil, tu les combats, et c'est aussi moi que tu combats ! » […] nous avons décidé dans notre groupe que quand Raila viendra à Kisumu, on lui dira que l'on va voter pour Ruto, et s'il demande pourquoi, on lui répondra : « parce que tu ne veux pas que l'on entre dans le CBD » ![68]

Identifié (à raison, cf chapitre 6) comme l'une des sources d'inspiration des décisions prises par le conseil municipal, Raila Odinga est la cible de critiques fortes. Les menaces proférées par ce conducteur de *bodaboda* sont collectivement mises à exécution deux fois, comme autant de tentatives de porter le débat sur la fermeture du centre-ville sur la scène nationale. Le 3 mai 2011, le Premier Ministre est en visite à Kisumu pour la cérémonie de remise des diplômes de la *Great Lakes University*, accompagné de la veuve du feu leader Sud-Soudanais John Garang De Mabior, de dignitaires du Sud-Soudan, du maire de Kisumu Sam Okello et de deux ministres Luo. En plus de sa projection dans les dynamiques mouvantes de l'intégration est-africaine[69], la visite d'Odinga doit promouvoir le renforcement des liens entre les universités kényanes et le secteur privé[70]. Il annonce alors la nécessité de faire évoluer l'économie kényane vers une « *économie de la connaissance*, *qui requiert que les gens soit équipés d'une éducation de qualité et d'institutions à jour avec les standards internationaux dans le but d'être compétitifs dans le marché global* […]. *Les nations en développement doivent suivre les pas des pays développés dans lesquels le secteur privé finance les universités pour augmenter leur productivité* »[71].

Il est accueilli par une centaine de jeunes brandissant des pancartes et chantant des slogans hostiles au Premier Ministre. Les préoccupations immédiates de cette foule diffèrent sensiblement de la construction compétitivité internationale kényane. Les jeunes demandent d'intervenir en leur faveur afin de leur permettre de retourner à leurs activités en centre-ville. Raila Odinga leur répond que leur exclusion du CBD « *est en accord avec les plans*

66 « Ker » désigne la plus haute autorité que puisse atteindre un ancien dans la communauté Luo. Titre attribué d'abord à Jaramogi, puis aux chefs successifs de la Luo Union avant sa dissolution en 1980, puis au chef de la Luo Council of Elders à partir des années 1990. La cérémonie de couronnement ici évoquée a eu lieu en 2010.

67 Olago Aluoch, alors le parlementaire pour Kisumu Town West et avocat de profession, a construit en partie sa posture publique sur la défense des activités de l'informel

68 Entretien réalisé par Moses Omondi Okisa le 15 mai 2011, traduit par lui du dholuo à l'anglais, puis de l'anglais au français par nos soins

69 L'indépendance du Sud-Soudan sera déclarée deux mois plus tard le 9 juillet 2011, pour de suite lancer son intégration dans l'*East African Community*, effective depuis avril 2016

70 Le journal le Star rapport ainsi les propos pro-entrepreneuriaux que tient alors Raila ce jour-ci : « *He said the country must create a conducive environment for the private sector to thrive as a solution to the unemployment crisis. He said the private sector is the engine of economic growth thus the need for both local and foreign investors to increase investments that can create jobs for the youth*" In *The Star* , "Private Sector the Only Hope for Jobs, Says Raila" 4 mai 2011

71 In "Private Sector Urged to Fund Varsity Research", in *The Nation,* 4 mai 2011

économiques et l'agenda de développement de la ville de Kisumu »[72]. Echaudé, le groupe de jeunes fait entendre une vision critique de la grande geste développementaliste néolibérale qui porte le plan de développement national. Ils scandent : « *Njaa ! Njaa !* [« *faim ! faim!* » en Kiswahili] » tout en brandissant des pancartes où l'on peut lire : « *Vision 2030 c'est la famine* », « *nous voulons du travail et de la farine* », ou encore « *nous crevons de faim* »[73]. L'interdiction aux opérateurs du transport informel du centre-ville s'est fait en parallèle d'une conjecture économique défavorable. Une hausse mondiale des prix du pétrole (dont le Kenya n'est pas producteur), s'est traduite par une hausse des prix des commodités courantes, dont la farine de maïs, base de l'alimentation au Kenya[74]. Soupçonné de supporter au niveau local une politique municipale productrice d'exclusion spatiale et de difficultés quotidiennes pour la jeunesse, Raila Odinga – Premier Ministre depuis 2008 – est associé à une politique gouvernementale incapable de régler l'urgence du problème de la subsistance. Et ce d'autant plus que les rumeurs courent dans la presse nationale depuis mars 2011 – nourries par les *wikileaks* et la publication de certains télégrammes parlementaires[75] (révélant que Raila aurait couvert des membres de sa famille impliqués dans une escroquerie sur la vente de maïs importé[76]).

L'utilisation du champ lexical de la « politique du ventre » (Bayart, 2006) pour exprimer le mécontentement et les revendications souligne une rupture : le soutien aux politiques entrepreneuriales par les gouvernants ne garantit pas le droit à la subsistance, fondement de leur légitimité face aux gouvernés (Siméant, 2011). La politique de fermeture du centre-ville est vécue comme l'une de ces ruptures et produit une opposition à la figure politique de Raila, impensable trois années auparavant, en 2008, lorsque les mêmes manifestants contestaient l'élection de Mwai Kibaki. Dans ce contexte, une frange des anciens fanatiques d'Odinga se tourne, sans doute autant par provocation que par opportunisme politique, vers des figures auparavant honnies dans le champ politique Luo. Le leader Kalenjin William Ruto, opposé à l'échelle nationale à Raila Odinga[77], très bien informé et doté de relais locaux à Kisumu[78],

72 In "Raila faces hecklers and placards", *Jaluo.com,* publié le 5 mai 2011, consulté le 14 mai 2011, [URL : http://blog.jaluo.com/?p=13756]

73 En Kiswahili sur les pancartes : "*Vision 2030 ni njaa*", « *we want kazi na unga* ». Traduction de Moses Omondi Okisa, notre assistant de recherche qui a assisté à la visite et aux manifestations

74 Voir "Outrage over rising fuel and food prices", IRIN news, URL : http://www.irinnews.org/report/92532/kenya-outrage-over-rising-fuel-and-food-prices, publié le 20 avril 2011 [consulté le 12/05/2011] ; « Citizens Pay 25 Percent More for Food" in *The Nation*, 20 avril 2011

75 Voir "Raila's family was involved in maize scandal, claim US cables" in *The Standard*, 1 mars 2011

76 Plus connue sous le nom de « *maize scandal* » ; voir «Maize scandal: The lies and the facts » in *The Nation,* 5 février 2009.

77 Allié au bloc Luo au sein de l'Orange Democratic Movement lors des élections de 2007, William Ruto, inculpé au tribunal international de La Haye pour son implication présumée dans l'organisation des violences qui ont agité l'après scrutin, s'est rapproché d'un autre inculpé, Uhuru Kenyatta, fils du premier président kényan. Raila est notamment accusé d'avoir livré ces deux personnalités politiques à la Cour Pénale Internationale. Ruto a été aussi accusé par l'entourage de Raila Odinga d'avoir activement participé au Maize Scandal de 2009. Pour

annonce dès la fin février 2011 (soit deux semaines après le *ban*) sa venue prochaine dans la ville pour organiser un *Harambee* (une collecte de fond) au bénéfice des *bodaboda* de Kisumu[79]. Cette annonce divise les groupes de *bodaboda* de la ville. Certains y voient une manipulation politique évidente ; d'autres n'hésitent pas à l'utiliser pour porter plus haut leurs griefs. Au détour d'une course de *pikipiki*, un conducteur nous affirme : « Nous allons aller voir Ruto et l'accueillir parce qu'il faut intimider Raila avec un gros nombre pour lui montrer que les gens en ont marre de se faire harceler et qu'il faut essayer qu'il abandonne ses plans […] »[80].

Après une série d'atermoiements et une tournée dans l'ouest du pays, William Ruto en arrive à Kisumu le 19 mars 2011 dans l'après-midi accompagné d'Eugene Wamalwa, un leader Luhya. On annonce qu'un hélicoptère viendra se poser dans les alentours du Moi Stadium. Ruto arrive finalement en 4x4, entouré d'un service d'ordre local qu'on nous présente comme les dignes héritiers des *Baghdad Boys*, bande qui monnayait muscles et protections à divers politiciens locaux dans les années 1990. De nombreux *bodaboda* sont présents ; certains ne cachent pas la motivation pécuniaire de leur présence. Des groupes ont reçu quelques billets plus tôt dans la journée. Ruto est finalement accueilli par une foule en liesse, sans incident majeur à déplorer, contrairement aux craintes affichées par les forces de l'ordre. Cette anecdote est assez signifiante pour être largement commentée dans les médias kényans, annonçant pour certains une « *libération du pays Luo* »[81].

Au-delà de ce symbole, les élections générales de 2013 et leurs résultats portent localement la marque des fissures du champ politique Luo et son ouverture critique contre la mainmise du clan Odinga sur la politique régionale (communément qualifiée d'« *odingaism* »). Dans la circonscription de Kisumu West, face au choix controversé du parti d'Odinga d'investir Rosa Buyu, connue pour sa proximité d'avec la famille Odinga, les électeurs préfèrent voter pour le député sortant, Olago Aluoch – régulièrement en conflit avec Raila Odinga sur la place des activités informelles en ville – qui se présente sur le ticket d'un parti concurrent, Ford-Kenya. Le député pour la nouvelle circonscription de Kisumu Central, Ken Obura, et le conseiller local pour le *ward* de Milimani, qui couvre une partie importante du centre-ville, Edwin Anayo, sont élus sur un ticket ODM, le parti de Raila, mais conservent face à lui et à ses alliés politiques une posture critique. Ils se positionnent résolument en faveur de la protection des

certains, il s'agissait alors de faire diversion pour éloigner les soupçons qui pouvaient pesés sur sa propre famille.

78 Notamment soutenu par un Georges Ayugi – aka Mbuta – un riche homme d'affaire enrichi par sa proximité avec la KANU, qui fait le lien avec le petit monde des activistes anti Odinga de Kisumu et un leader comme William Ruto. Il est en 2011 représentant du *United Republican Party* qui soutient les ambitions nationales de Ruto.

79 "Ruto Takes Raila War to Kisumu" in *The Star*, 15 février 2011

80 Entretien réalisé par Moses Omondi Okisa un conducteur de *pikipiki* le 15 mai 2011, traduit par lui du dholuo à l'anglais, puis de l'anglais au français par nos soins

81 « Ruto's Rousing Welcome in Kisumu" in *The Star*, 21 mars 2011

activités informelles au sein du centre-ville. Si ces craquements politiques ne suffisent pas à remettre en cause le magistère politique de Raila sur la ville, ils sont suffisamment alarmants pour faire du petit peuple urbain de Kisumu l'un des terrains de campagne de celui qui vise une nouvelle fois le siège présidentiel pour 2017[82].

La coalition d'intérêts autour d'une mise en vitrine du centre-ville affecte les liens – trop souvent perçus dans une forme de mystique intemporelle – qui unirait un peuple Luo fanatisé à la famille Odinga. L'identité politique Luo est plus fluide que les clichés par lesquelles elle est communément représentée au Kenya. Les luttes pour la préservation d'usages spatiaux populaires dans le centre-ville de la capitale du pays Luo démontre toute l'indétermination des manifestations politiques que peuvent prendre les concrétions contextuelles et localisées d'une « identité luo ». Nous allons illustrer plus en avant notre propos en analysant la manière dont la lutte pour un parc récréatif au centre-ville – le Taifa Park – a pu être l'occasion de la formalisation d'une identité politique Luo urbaine et populaire innovante, connectée aux ressources de l'extraversion.

2.2. La lutte pour le Taifa Park : la formulation d'une identité politique luo urbaine et populaire dans l'extraversion

Le Taifa Park (le « Parc de la Nation ») est un terrain public, enregistré en tant que *recreationnal area* dans les registres municipaux, mais dont l'apparent abandon lors de notre première visite en 2010 ne laisse que peu présager de sa fonction récréative. Le parc est situé en plein centre-ville et délimité par les grandes artères commerciales des zones plus industrieuses au nord (Carte 35). Les petits employés des alentours (dans les manufactures et entrepôts d'indiens) et les travailleurs de la grande zone *Juakali* située un peu plus au nord y trouvait un endroit pour se reposer. Le parc aurait été convoité par Sunil Shah, l'un des plus grands entrepreneurs de la ville et important soutien financier de Raila Odinga, pour y construire un centre commercial. Par son entregent et sa force financière, il aurait illégalement obtenu un titre de propriété sur ce qui était pourtant un espace public[83]. Dès la fin de l'année 2008, des individus – qui ne sont pas des agents municipaux mais un groupe de jeunes embauchés pour l'occasion – viennent abattre les arbres pourtant pluri-décennaux. L'émotion est forte et les intentions sur la parcelle encore obscures. Les réseaux locaux de la « société

82 "Raila Odinga meets with boda boda operators in Kisumu", *KTN news*, 18 décembre 2016, [URL : standardgroup.co.ke/ktnnews/video/watch/2000118971/-raila-odinga-meets-with-boda-boda-operators-in-kisumu] consulté le 2 février 2017

83 Voir "Nyanza pc insists land not grabbed by developer" in *Jaluo.com*, 3 juin 2010 [URL : http://blog.jaluo.com/?p=6205] consulté le 20/01/2016

civile »[84], menés par un acteur cumulant activisme politique (au sein de l'ODM) et « activités citoyennes », Joshuah Nyamori et sa Nyanza Youth Coalition, ont dénoncé la privatisation du parc. De 2008 à 2011, M. Nyamori organise plusieurs événements et des manifestations non-violentes très encadrées pour rendre publique l'acquisition illégale du parc. Il opère en parallèle une activité de lobbying auprès des autorités administratives et ministérielles. Le principal financement de Nyamori provient d'USAID, l'agence de développement du gouvernement américain, qui soutient alors un programme d'échelle nationale, la *Kenya Transition Initiative*, mise en place après les violences postélectorales de 2007-2008. Un des axes de cette initiative, le *National Youth Forum* dont bénéficie M. Nyamori et son organisation – est destiné à faire émerger un leadership politique renouvelé, fondé sur la thématique de la transparence et de l'*accountablity*. M. Nyamori finalement gain de cause : le titre obtenu par M. Shah auprès des autorités municipales est annulé, le titre public qui lui faisait face relégitimé.

Une grande réunion de célébration organisée par Nyamori est prévue pour fêter cette victoire le 28 février 2011 sur le site du parc. Un SMS envoyé la veille invite les *wazalendo* (ce qui signifie autant les « patriotes » que les « indigènes ») à s'y retrouver, pour remettre le parc en état, le nettoyer et planter à nouveau quelques arbres. Nyamori est fêté comme un héros[85], devant une assemblée regroupant une foule non négligeable de membres de différents *self help groups* de femmes, de *pikipiki*, et de jeunes qui ont pris parti pour la restauration des anciens usages récréatifs du terrain. Plusieurs échelles de pouvoirs sont représentées sur la scène où s'expriment les orateurs. Avec Joshua Nyamori en maitre de cérémonie, ce sont d'abord les représentants des différents groupes de la « société civile » qui s'expriment[86], puis des *councillors* de la municipalité, ainsi que le représentant local du gouvernement central et de son administration préfectorale, le *District Commissioner* du Kisumu East District. Enfin un représentant de USAID prend la parole. Chaque orateur exprime l'appropriation du centre-ville par une communauté politique particulière, mouvante dans ses contenus et sa qualification.

84 Un mémorandum daté du 28 mai 2010 présente le paysage local des organisations de la société civile investies dans le retour du parc dans le domaine public. Sont en effet signataires la *Nyanza Youth Coalition*, les *Baghdad Boys for Peace* emmenés par le très controversé Audi Ogada, le *Kisumu Joint Bunge Initiative,* soit une réunion des différents petits parlements citoyens que compte la ville, La *Pikipiki Welfare Assocation* de Jakambare, le *Nyanza CSO Network* emmené par Betty Okero, et la *Cities for Partenership with Communities* (CIPAC)

85 Daudi JaMigori, un chanteur de *Ohangala* populaire invité pour l'occasion, loue alors dans ses chansons les qualités de leader de Nyamori : « *Jakobura in ng'ama aluoro, Jakobura taifa park iduoko* » [« *fils de Kobura, je te respecte, tu nous a ramené Taifa Park* »] […] « Un homme courageux vaut mieux que mille lâches »

86 Thomas Ogweya Jakambare pour la

2.2.1. Structuration internationale de la « société civile » : une identité politique générique

Pour le représentant d'USAID, présenté par Joshua Nyamori comme « *Bwana* Kean », la « communauté » se comprend dans une double équivalence au local et à la société civile :

> Joshua a dit que USAID a eu la chance de fournir des rafraichissements, un système de sonorisation et des T-shirts, mais le vrai pouvoir de ce projet c'est vous qui êtes ici, et ce ne sont pas les T-shirts, l'eau ou quoi ce soit d'autre que vous buviez. C'est vous le vrai pouvoir et vous voyez que ce parc aujourd'hui a besoin d'un réhabilitation, il a été brûlé, les arbres ont été coupés et des ordures ont été déversées… et c'est votre parc, c'est votre communauté [« *community* »] vous vivez tous dans les environs, n'attendez pas que le Président ou Michelle Obama viennent ici et prennent en charge ce parc. Ce parc vous appartient […] Les gens de Kisumu ont travaillé dur pour arracher ce parc des mains des individus qui se l'étaient accaparés. Montrez que vous comprenez la valeur de ce parc […] Cela va demander un dur labeur ! Encore une fois c'est votre parc, nous avons amené des outils et nous allons vous les distribuer pour vous aider à le nettoyer.[87]

La communauté, définie géographiquement par la résidence (les gens de Kisumu), est synonyme de majorité, de gens (« *people of Kisumu* »), sans plus de précision. Elle est définie en accord avec les grandes lignes de la démocratie libérale, par sa responsabilité et son autonomie putative, ce que cerne assez bien l'idée d'*empowerement* qui apparait dans les paroles du représentant d'USAID même si le terme n'est pas directement employé. A la « communauté », à qui appartient le parc et qui s'est battue pour le sauvegarder, revient la charge de son entretien, sans attendre une intervention des pouvoirs publics. Menaçant la propriété collective, ou plutôt communautaire, on retrouve des « individus » non identifiés, du moins non directement nommés. *Bwana* Kean semble par ailleurs exagérer l'autonomie de la « société civile ». D'après lui, le vrai pouvoir, ce sont les gens, mais si la problématique de la privatisation illégale du parc a émergé, c'est sans nul doute grâce à l'implication et au soutien américain[88]. *Bwana* Kean est traité comme le *Guest of honour* de la réunion. Le financement de la réunion par l'USAID en est sa condition de possibilité et le pose de fait en patron de l'évènement : chaises, tentures, système de sonorisation, sodas distribués à l'assistance et les différentes animations (musiques, sketchs etc.) sont de fait vus par le prisme de la prodigalité américaine. La présence de *Bwana* Kean impose en grande partie le langage, au sens propre comme au sens figuré, qui se tient dans cette réunion. En effet, de manière tout à fait inhabituelle dans ce genre d'événement tenu en place publique, c'est l'anglais qui est

87 Traduit de l'anglais par nos soins

88 Ainsi, Michaël Ranneberger, l'ambassadeur d'alors des Etats-Unis au Kenya, s'affichera ainsi plusieurs fois aux côtés de Joshua Nyamori à Kisumu (cf « Envoy says US firm on push for reforms », in *The Standard,* 1er octobre 2009)

majoritairement utilisé – et chose inhabituelle par tous les orateurs – lors de cette réunion. On entendait de manière répétée l'auditoire demander aux orateurs de parler dholuo ou swahili[89].

Ce seront aussi des mots, des concepts et des symboles qui circulent. Ainsi, Nyamori utilise-t-il (en anglais) une conception vague, imprécise et pour ainsi dire générique de la *community*[90], ainsi que toute une série d'autres *buzzwords* liés au thème du développement (trois occurrences de « *accountability* », deux de « *transparency* ») et une auto-qualification récurrente qui vient mobiliser le concept de « société civile ». Il explique largement les actions de l'aide américaine et ses diverses initiatives, et la réunion a pu être vue comme une mise en scène des ressources matérielles et symboliques offertes par l'aide américaine. Cette réunion en place publique est finalement une figuration concrète de la dimension transnationale de la société civile qu'a pu explorer, avec d'autres avant lui, James Ferguson (2006 : Gupta et Ferguson, 2002 ; Guyer, 1994). Loin de s'enfermer dans un local idéalisé et fétichisé, la dynamique politique de la société civile incorpore, exprime et est un produit de forces et d'influences d'échelle globale.

Figure 21 : La tribune du meting au Taifa Park

Source : Quentin Mercurol, 2011

Ces influences sont symboliquement fortement affichées et revendiquées (Figure 21). L'iconographie choisie est celle du mouvement de jeunesse serbe OTPOR ! (en cyrillique ОТПОР!, qui signifie « résistance » en serbe), acteur central de la chute de Slobodan Milosevic grâce à une « révolution électorale », animé par des pratiques de contestation non-violentes (Naumovic, 2009) et qui s'est largement exporté après sa disparition de la scène nationale serbe en 2004. La fondation autant que l'exportation de ce mouvement a été largement conditionné par les financements du *National Endowement for Democracy*, une fondation privée américaine qui s'est illustré par son soutien à travers le monde aux

89 Joshua Nyamori commence ainsi sa première intervention en swahili pour se justifier de l'utilisation de l'anglais (kizungu) : "I'm now pleading that you allow me to talk in kizungu because we have visitors [wageni]… Sawa sawa? [des voix dans la foule Swahili : please speak in Swahili we won't get this hard kizungu]

90 « this is our responsibility. It's our responsability to take care of this park. How many people amongst us would be comitted to guard this park till all trees are grown ? I want to see that, raise your hand! Thanks a lot. We have here a very proud and vibrant community"

oppositions aux régimes « non-démocratiques »[91]. Dans le cas du mouvement de M. Nyamori, c'est une autre organisation américaine financée par USAID, *Development Alternatives Inc*[92], qui a fourni T-shirts imprimés et bannières. Les troupes de Nyamori se sont alors réappropriés les slogans, symboles (le poing levé) et cette méthodologie de la contestation (démocratisation par la non-violence) d'OTPOR ! La conceptualisation d'une communauté politique locale en tant que « société civile » active dans un processus de démocratisation permet aussi la comparaison avec l'actualité des révoltes à l'échelle internationale. Jakambare (*Pikipiki Welafare Association*, cf supra) n'hésitera ainsi pas à comparer la situation du Taifa Park, mais aussi celle des moto-taxis et vélo-taxis à la suite du bannissement, aux « printemps arabes » qui a débuté en décembre 2010 :

> Les gens sont le pouvoir, les gens sont comme les magnans [« *safari ants* » *ou siafu*, *une sorte de fourmis légionnaire*], même si un python ou un autre serpent dangereux va quelque part, il laisse la voie libre pour les magnans. Les leaders ne doivent pas trop nous harceler pour faire plaisir à ceux qui proclament faire du business en ville. […] on a vu la colère du peuple éclater en Syrie et en Egypte et on le voit maintenant dans le pays de Kadhafi. Kadhafi était un homme très fort, et vous avez pu voir les gens le mettre à terre. Ce n'est pas le genre de situation qu'on veut voir, mais s'il n'y a pas d'autre recours je ne retiendrai pas mes gens… [*Rires dans l'assistance*][93]

Cette vision générique de la société civile, congruente au référent scalaire du local et au concept de *community*, permet d'exprimer le conflit autour du Taifa Park à travers un langage, des référents et des pratiques politiques innovantes et circulant à l'échelle mondiale. Cette expression se fait d'abord au profit de Joshua Nyamori, qui utilise cet espace de mobilisation collective au service de sa carrière politique. Nyamori est en effet un membre important de la branche locale de l'ODM et s'est présenté en 2007 et en 2012 pour les nominations parlementaires. Ses activités dans l'organisation de la société civile lui permette d'acquérir ressources externes (autant symboliques que matérielles) et légitimité. Sa stratégie politique tente de déplacer la polarisation politique de la question de l'ethnie ou de l'autochtonie vers une polarisation politique générationnelle[94]. La formalisation de la communauté politique (la création d'un « nous » mobilisateur) par la société civile permet une mobilisation des ressources de l'extraversion et garantit l'efficacité de l'action politique de Nyamori et ses partenaires.

91 La NED est une fondation privée à but non lucratif des États-Unis, fondée en 1983 sous le gouvernement de Ronald Reagan, dont l'objectif déclaré par les autorités américaines est le » renforcement et le progrès des institutions démocratiques à travers le monde ». Elle s'est illustrée dans divers théâtres, notamment post soviétiques, pour soutenir des opposants favorables à des processus de « démocratisation » des régimes considérés comme non-ddémocratiques, et facteur d'instabilité mondiale.

92 Une représentante de l'organisation est présente à la tribune de Taifa Park, mais elle ne prendra pas la parole.

93 Traduit de du Kiswahili et du dholuo par Moses Omondi Okisa, puis traduit en français par nos soins.

94 Entretien avec Joshuah Nyamori, 18 mars 2010, non enregistré.

2.2.2. Tentative d'englobement vertical des représentants de l'administration

L'appareil de gouvernement étatique – dont certains membres ont été impliqués dans le transfert foncier litigieux[95] –, face à la force des relations transnationales structurant cette société civile composite et revendicative, n'aura pas d'autres choix que de traiter la revendication pour le retour du parc dans le domaine foncier public. Face aux manifestations non-violentes, au soutien d'USAID et à la stratégie juridique très élaborée du groupe de Nyamori, l'administration déconcentrée n'aura d'autre choix que de remonter l'affaire aux niveaux supérieurs. La présence du *District Comissionner* dénote une volonté de la part de l'administration de s'approprier les résultats de cette lutte et de la présenter comme une défense de l'intérêt général. Ce faisant, le DC Mobea Mogaka présente une toute autre forme de communauté politique et de relations de pouvoirs qui la sous-tend :

> Je viens ici au nom du *Provincial Commissionner* [« *PC* »] M. Francis Mutie, qui m'a demandé de le représenter […] Je veux remercier Nyamori et son groupe d'avoir révélé le problème essentiel de cette parcelle quand ils ont commencé à manifester. J'en ai parlé au PC qui a amené le problème à Nairobi et je reviens vers vous au nom du gouvernement pour déclarer que ce terrain ne peut être accaparé par quiconque, et personne ne peut le prendre car il est sous des yeux vigilants […] Le gouvernement veut que vous compreniez que s'il y a des problèmes, il faut en discuter avec moi et j'appellerai les services adéquats et que si l'explication ne me suffit pas, j'irai amener le problème plus haut. […] Je ne sais pas pourquoi Nyamori a laissé mon nom en dehors de la plaque commémorative, parce que je suis l'un de ceux qui ont aidé dans cette guerre, j'étais en première ligne et Taifa aurait pu être nommé Mogaka Park [*rires*]. Ma déclaration ici est que quiconque tentera de détruire ce que nous faisons ici doit savoir que ce n'est l'œuvre ni de Nyamori, ni du MCK (« *Municipal Council of Kisumu* »), ni de USAID, mais du gouvernement.[96]

Plus qu'une simple tentative de récupération politique des résultats positifs d'une lutte[97], le DC – en habit d'apparat et portant les signes habituels du pouvoir étatique dont il le représentant – opère ce que Gupta et Ferguson ont appelé une « *tentative d'englobement vertical* » (« *claim of vertical encompassement* ») (Ferguson et Gupta, 2002) à travers

95 C'est du moins ce qu'indique le mémorandum signé par les diverses composantes de la société civile locale (expression pléonasmique) : " *it is clear from the documents available to us that officials of both the Municipal Council of Kisumu and the Ministry of Lands took active role in facilitating the illegality that handed over Taifa Park to private individuals*" in *Taifa Park Memorandum*, 10 juin 2010, adressée au Ministry of Lands

96 Traduit du kiswahili par Moses Omondi Okisa, et traduit en françis par nos soins

97 D'autant plus probable que le *DC* a pu être nommément cité dans le mémorandum de la société civile présentant les différents obstacles à la restitution du parc dans le domaine public : « *The District Commissioner, Mr. Mobeya Mogaka and the Mayor of Kisumu, Cllr. Sam Okello have made several public statements to the effect that the process for recovery of Taifa Park to public ownership has been successfully accomplished. The residents are concerned that the two senior officials have been economical with the truth and have misled the public when they are fully aware that records at the Ministry of Lands still indicate that the title of Taifa Park, which is a public utility land, is registered in the name of private individuals."* in *Taifa Park Memorandum*, 10 juin 2010, adressée au Ministry of Lands

lesquelles les Etats-Nations ont souvent tenté de marquer leur légitimité sur « *le local* ». L'englobement vertical est ici menacé par le court-circuit que constitue la structuration transnationale de la société civile. On retrouve dans les paroles du DC les trois éléments qui informent selon Ferguson et Gupta ce type de tentative des Etats-Nations à se représenter « *là-haut*» : une revendication d'un « *périmètre spatial supérieur* », une « *suprématie dans la hiérarchie des pouvoirs* » et « *une généralité supérieure d'intérêt, de savoir et d'intention morale* » (Ferguson, 2006 : 92)[98]. En effet, la tentative d'englobement des acteurs locaux – qualifiés à cinq reprises de « société civile » (« *civil society* ») – dans la chaine de pouvoir de l'Etat à plusieurs reprises figurées se lit dans le discours du DC Mogaka[99]. La communauté politique locale doit s'en remettre à l'autorité et à la supériorité morale de l'Etat, garant de l'intérêt général. A la charge du DC de porter ces demandes aux niveaux supérieurs (*PC* puis Nairobi)[100], mais aussi d'arbitrer entre ces différentes demandes. Car dans le même temps, M. Mogaka défend aussi (en anglais cette fois-ci) les intérêts des investisseurs, eux-mêmes portés par d'autres instances de gouvernementalité transnationale (cf chapitre 5) :

> Je veux demander aux membres de la société civile de soutenir les activités du gouvernement dans la ville, de soutenir le MCK dans les bonnes initiatives que nous appliquons à Kisumu pour faire de la ville un endroit attractif pour les investisseurs, pour avoir de l'emploi et enlever nos jeunes des routes à pédaler du matin au soir […]. Nous avons besoin d'emplois et cela peut être fait seulement si nous sommes capables de définir un environnement adéquat [« *conducive environment* »] pour les investisseurs.[101]

M. Mogaka défend dans la suite de son discours l'interdiction du transport informel au centre-ville et le déguerpissement des commerçants informels. Il ajoute très vite, et en swahili :

> Le Premier Ministre [*ndlr Raila Odinga*] est en première ligne pour demander aux gens de venir et d'investir à Kisumu […] arrêtez de vous lamenter à propos du gouvernement, parce que vous êtes le gouvernement ! Vous savez tous qui est le Premier Ministre et d'où il vient ? Est-il quelqu'un d'autre que Raila Odinga ? N'est-il pas l'un des vôtres ? Donc de quel gouvernement parle-t-on ?[102]

98 Dans le texte anglais : « *this claims naturalize the authority of the state over « the local » by merging three analytically distinct ideas – superior spatial scope ; supremacy in the hierarchy of power ; and superior generality of interest, knowledge and moral purpose – into a single figure, the "up there" state that encompasses the local and exists on a "higher level"*"(Ferguson, 2006 : 92)

99 Pour une description de la construction de ce « *la haut* », du caractère englobant du pouvoir dans le contexte kényan, nous renvoyons à la description que font Cohen et Odhiambo de la chaine de pouvoir de l'administration concentré, couronnée par la figure présidentielle qu'il est possible d'atteindre par la médiation des hommes clefs de cette chaine de pouvoir, les DC et les PC (Cohen et Odhiambo, 2004 : 139-143)

100 Notons par ailleurs que la boutade sur le nom de parc, qui aurait pu être appelé « Mogaka » en lieu de « Taifa » porte une équivalence symbolique signifiante quant à la nature du pouvoir du DC dans le système administratif kényan, Taifa signifiant « Nation »

101 Retranscrit par Moses Omondi Okisa, traduit de l'anglais au français par nos soins

102 Retranscrit et traduit du swahili à l'anglais par Moses Omondi Okisa, traduit du français à l'anglais par nos soins

Il apparait ici plus clairement à quelle communauté politique s'adresse le DC Mogaka. Il convoque les identités ethniques communément en jeu dans les structures de l'Etat néopatrimonial. Il se présente lui-même en Kisii, voisin des Luos et lance quelques phrases en dholuo ; mais il vient surtout parler aux Luos en tant que représentant du pouvoir central et donc médiateur dans le jeu de la mise en cohésion nationale des différences ethno-régionales. L'intégration de Raila Odinga dans le « gouvernement » (« *Serikali* ») est encore à comprendre dans cette tentative d'englobement vertical : dans le discours du pouvoir de l'Etat kenyan, aucun pouvoir n'existe en dehors du gouvernement, qui sait contenir en son sein la pluralité de la mosaïque ethno-politique kényane et exprimer l'unité nationale.

2.2.3. Une identité politique populaire et urbaine

Le public luo fait une autre lecture du meeting : la référence à Raila pointe une forme de malaise et révèle les craquements dans la communauté politique luo que nous avons exposés plus haut. En effet, l'ombre lointaine du leader luo plane sur l'accaparement du parc. Le mémorandum des organisations de la « société civile » a présenté une enquête fouillée où Sunil Shah apparait à l'extrémité de la chaine d'influence qui a fait du parc, anciennement propriété publique, une propriété privée. Or il est de notoriété publique que Sunil Shah – récipiendaire par l'intermédiaire d'une des compagnies (United Plaza) du titre de propriété frauduleux – est un soutien important de Raila, notamment financier[103]. Ces investigations révèlent en fait que le titre de propriété est d'abord transféré à trois individus – Frederick Otieno, Paula Akoth et Odalo Makojwando Abuor – contre un hypothétique « échange de terre ». Un mois et demi plus tard, le titre de propriété, est transféré à la compagnie de Sunil Shah, après versement d'une somme de 28 millions de Khs[104]. Tous les personnages impliqués ont de sérieuses connexions politiques : Paula Akoth est la sœur du maire, Samuel Okello ; Odalo Makojwando Abuor est le frère de Paul Abuor, un entrepreneur en bâtiment bien connu dans les arcanes de la municipalité, qui s'est vu attribué de nombreux contrats par le conseil municipal[105]. Il est lié par des liens de sang à Hezekiah Oyugi, ancien *Permanent Secretary* de la sécurité intérieur sous le régime de Moi et cheville ouvrière d'une terreur autoritaire d'Etat. Odalo Makojwando Abuor est en 2011 fermement décidé à conquérir le siège parlementaire de Rongo (Sud Nyanza) et à y déloger un « anti-Raila » notoire, Dalmas

103 Sur ce point, voir les réseaux de financement, par ailleurs multiscalaires, que met en mouvement Raila Odinga pour ses campagnes, ou Shah apparait comme un contributeur régulier : «Globe-Trotting Raila Assembles a Powerful Arsenal » in *The Standard*, 31 juillet 2007, et surtout, « Raila's make or break 2017 campaign team » in *Citizen Weekly*, 29 mars 2016. Dans un autre registre, l'auteur de la première biographie de Raila Odinga, le nigérian Babafemi Badejo, reporte ainsi à la fin de son livre les propos laudatifs de Sunil Shah à destination de Raila Odinga (Badejo, 2006)

104 Soit 280 000 euros. Seuls 2 millions de Ksh seront déclarés pour la vente, pour minimiser la taxation de 4% de ce genre de transactions.

105 C'est par exemple son entreprise qui aurait dû construire les pistes cyclables avec les financements du *Sustainable Urban Mobility Programme* onusien. Elle n'ont jamais vu le jour.

Otieno. Il semble à l'époque avoir le soutien politique de Raila, et selon le mémorandum présenté aux autorités par la société civile :

> Sunil Shah, le directeur de United Plaza Ltd a promus Paul Abuor et des individus affiliés ici non mentionnés pour protéger ses intérêts et l'aider à favoriser ses liens avec des grands politiciens de la région luo […] Nous avons établis qu'il [Abuor] a construit ainsi des bureaux pour l'ODM avec son propre argent et sans aide du parti, ce qui évoque de sérieux doutes sur l'origine des fonds pour financer de tels projets.[106]

Dans le même temps, tout en entretenant ses relations dans la région Luo en finançant les activités politique du parti majoritaire à l'échelle régionale, Sunil Shah s'accapare le monopole d'une position commerciale très favorable en plein centre-ville pour la construction d'une vaste infrastructure commerciale, dans un contexte local de développement rapide des *malls*[107].

Si le nom de Raila n'apparait que très peu à la tribune du Taifa Park en ce jour de février 2011, il est plusieurs fois évoqué dans les discussions du public. Pris au piège de sa propre puissance politique (il est coutume de dire que rien ne se passe au pays luo sans l'aval du grand homme) le soupçon pèse alors sur lui et sur sa probité : bien qu'il ne soit pas directement « impliqué » dans l'affaire, certains de ses soutiens le sont. Raila aurait en outre pris publiquement position en faveur de Sunil Shah tout en tançant Nyamori. Selon Erik Onyango, un proche collaborateur de Nyamori : « *Raila est venu la dernière fois à Kisumu pour une fonction officielle, et il a menacé Nyamori, et nous a dit qu'il ne comprenait pas pourquoi tous ces Luo avaient contre les gens qui font du business, et qu'il fallait arrêter d'embêter les investisseurs* »[108].

Comme le montre l'exemple de Taifa Park, le positionnement pro-entrepreneurial qui se veut innovant (choix d'un maire comme Okello, protection des conditions d'investissement, à commencer par les garanties foncières nécessaires aux affaires) peut inciter – dans une continuité forte avec les pratiques habituelles du pouvoir au Kenya – à des pratiques corruptives classiques. Il est possible de lire ce positionnement pro-entrepreneurial à travers le prisme de l'économie morale, que nous définissons, à la suite de Siméant, comme « la *conception de l'échange entre peuples et élites, appuyée sur des normes de réciprocité et de droit à la subsistance inscrites dans les routines quotidiennes* » (Siméant, 2010 : 144). Plutôt

106 *Taifa Park Memorandum*, 10 juin 2010, adressée au Ministry of Lands

107 Voir "Kisumu's middle class sparks rush for shopping malls", in *Business Daily*, 23 juin 2016. Sunil Shah était en 2011 déjà actionnaire des centres commerciaux de Mega City et Mega Plaza. La construction de son propre centre commercial doit se comprendre dans une tentative de maitriser toute la chaine économique de la production à la commercialisation pour ses différents produits (pain, farines, savon, huile, etc.) mais aussi de s'assurer une position dans la commercialisation des biens de consommation destinés à ce qui s'est imposé dans un nouveau débat kényan comme les « classes moyennes ».

108 Propos enregistrés lors de la réunion publique, alors que nous enregistrions les discours des orateurs

que de révolutionner les contenus de l'économie morale, ce positionnement imposé « par le haut » révèle des lignes de fracture entre grands et petits, crée des ruptures importantes au sein de celle-ci. En effet, le cas de Taifa Park fait poindre des brèches locales dans une communauté politique luo trop souvent enfermée par la trivialité du commentaire politique dans un monolithisme réducteur. La lutte autour de Taifa Park fait apparaitre des antagonismes forts entre les « petits » et les « grands », entre des pôles antagonistes de la société locale – ceux qui ont et ceux qui n'ont pas – et offre des expressions politiques qui ne se résument pas uniquement avec l'appartenance ethnique, communautaire ou culturelle.

Les contours d'une autre forme de communauté politique que celle définit par l'ethnie se dessinent à travers la défense des usages populaires du parc, thème développé clairement lors de la célébration publique. Cette thématique est mobilisée par les trois conseillers municipaux qui prennent la parole à la tribune ; elle exprime une forme de communauté politique plus ancrée dans les routines quotidiennes et la structuration des inégalités à l'échelle urbaine. Ainsi Romanus Odoch, conseiller municipal pour Nyalenda B, affirme-t-il en dholuo :

> Je veux dire un mot sur l'importance du parc, le parc est très important dans la ville [*town*], pour ceux qui ne peuvent s'offrir un déjeuner peuvent toujours venir au parc pour manger de que l'on appelle un « air-burger », et il est très important pour les gens fous qui font partie de notre communauté, qui n'ont pas de quoi louer une maison, ils peuvent toujours aller au parc pour se reposer. On ne peut pas s'en débarrasser, et le parc leur donne un très bon endroit pour se reposer.

Dans la bouche de ce très chrétien conseiller, le parc est un espace de charité, dédié à la protection des plus faibles. D'autres usages populaires, plus légers – voire frivoles – sont proposés. Caroline Owen, conseillère pour le *ward* rural de Kisumu North, affirme ainsi :

> Si les choses sont bien faites le parc peut aider les jeunes… imaginez quelqu'un qui a une petite amie ou un petit ami et ils n'ont nul par où aller pour se raconter des histoires, et bien ils peuvent venir ici, se parler et pourquoi pas ensuite se marier ! [Applaudissements]. Ça peut aussi être un endroit pour parler des choses du développement… les jeunes aujourd'hui s'ils veulent parler à une jeune fille, ils sont bloqués et ne savent pas où aller. Vous n'avez pas d'argent pour une chambre d'hôtel, pour aller en boîte de nuit, mais si Taifa Park est réhabilité et ramené à ce qu'il pourrait être… alors vous aurez un endroit pour vous séduire, c'est pas vrai ?! [rires][109]

Emerge ainsi l'idée d'un espace refuge, bienveillant envers les marges, un espace qui propose une appartenance et une intégration communautaire. C'est en effet l'idée d'un bien commun spatialisé qui transparait, producteur d'une identité urbaine luo populaire. C'est par l'utilisation du dholuo, et des marqueurs spatiaux d'identification luo que Catherine, une *street traders* très active dans les cercles locaux des associations de la société civile, précise

109 Retranscrit et traduit du dholuo à l'anglais par Moses Omondi Okisa. Puis traduit de l'anglais par nos soins

les contenus de cette identité urbaine luo ouverte, en début de meeting : « Merci aux bodaboda et aux hawkers pour les manifestations sans violence ! Merci les Jo-Nyalenda, les Jo-Bandani, les Jo-Manyatta, merci les Jodak et les Wuon lewo pour avoir fait que Taifa que cette terre revienne à nous ! Merci les Jokanyanam ! »

On lit plusieurs types d'identités dans ces paroles : « *Bodaboda* » et « *hawkers* » renvoient à des identités professionnelles, en elles-mêmes non directement spatialisées. Pourtant, le contexte de réorganisation et de répression des activités de l'informel au sein du centre-ville (largement évoqué par le *DC* et Jakambare lors de la réunion) est déjà un facteur puissant de spatialisation dans le CBD des enjeux liés à ces identités professionnelles. « Jo-Nyalenda », « Jo-Bandani », et « Jo-Manyatta » renvoient eux à une identité spatialisée[110], (« les gens de Nyalenda », les « gens de Bandani », les « gens de Manyatta ».). Ce sont des toponymes non claniques utilisés pour qualifier les quartiers populaires non planifiés. « *Jodak* » et « *Weg Lowo* » renvoient aux deux statuts sociaux opposés que produit le rapport à la terre dans le monde luo : le statut des autochtones, « les fils de la terre », et celui des locataires, des passagers (voir chapitre 3). Enfin, « *Jokanyanam* », qui signifie « les gens du lac » qualifie les Luo en général. Ici, les contours locaux de la « société civile » s'énoncent dans l'idiome dholuo. Cette formulation écarte de fait les non-Luo du champ de l'appartenance au centre-ville. Dans le même temps, cette formulation en dholuo de la « société civile » dessine une identité populaire luo définie par des pratiques et des usages spatiaux particuliers (activité de l'informel, résidence dans des quartiers populaires et non planifiés), conditionné par des lignes de fractures dessinées par d'autres conflits routiniers (conflits interclaniques, conflits entre *Jodak* et *weglowo*, cf chapitre 2 et 3).

Dans la lutte pour Taifa Park, la thématique très mobilisatrice de l'appartenance est ainsi rejouée en fonction d'une polarisation sociale duale (les « petits » et les « pauvres » contre les « grands » et les « riches ») au détriment des thématiques plus excluantes de l'autochtonie clanique. L'identité urbaine populaire luo se cristallise alors dans la thématique de la résidence, contre ceux qui ne font que passer et brader au plus offrant les biens communs. Caroline Owen affirme :

> C'est tout de même triste qu'un fonctionnaire de la municipalité puisse ne pas être quelqu'un d'ici et vous savez tous comme les choses sont gérées ici. On a des problèmes de gestion du conseil municipal quand un fonctionnaire, ou même un maire, n'a pas d'intérêt à préserver ce qui appartient aux gens de Kisumu [« *Jo-Kisumu* »]. Comme vous avez vu, ils ont essayé de vendre le parc à un indien [« *mwahindi* »], mais vous avez aussi vu la force du peuple qui une fois uni a ramené à lui ce qui lui appartient […] Ne laissez pas les étrangers vous évincer de Kisumu, c'est votre ville [« *town* »] !

110 Que couvre ce mot Luo de *gweng'* que l'on pourrait très simplement traduire par « village », qui qualifie en quelque sorte plus l'espace occupé et habité que les gens qui y vivent. (Shipton, 2009 : 97)

L'élue locale critique ici les interventions extérieures sur les affaires de l'autorité locale. D'une part, elle critique le fait qu'il n'y ait pas d'autonomie locale dans l'embauche des fonctionnaires locaux, envoyés à Kisumu par le Ministère des Autorités Locales ; d'autre part, et surtout, son intervention constitue une critique des interventions extérieures sur la démocratie locale et qui ont imposé un homme comme Okello à la tête de l'exécutif municipal. Tous les conseillers présents font partie de l'opposition à la majorité du maire, nommément accusé par le mémorandum de la société civile d'être impliqué dans le transfert foncier illégal du parc (l'un des maillons de la chaine corruptive serait sa sœur). Tom Ogolla, *councillor* du *ward* de Kondele opposant frontal à M. Okello et à ses soutiens à la municipalité, tente de démontrer au public présent les actions positives du conseil municipal dans la tentative de récupération du parc, pour se démarquer de la gouvernance d'Okello, qu'il appelle en privé « le maire de Mombasa ».

La communauté politique locale mobilisée dans la lutte pour Taifa Park, gagne en précision dans son expression et dans ses contenus lorsqu'incarnée (en dholuo) dans les dynamiques et conflictualités politiques qui animent l'espace municipal. La lutte pour Taifa Park vient en ce sens constituer un espace d'appartenance par lequel une communauté politique innovante – les « gens de Kisumu » – se constitue (et est constituée) en acteur collectif. Nous parlons d'une forme d'innovation politique dans le sens où cette identification au nom « cosmopolite » de Kisumu dans un espace du centre-ville vient largement dépasser les cadres de formulation des identités politiques luo tributaires dans le contexte postcolonial kényan de la dichotomie qu'a tenté d'imposer la structure institutionnelle et spatiale bifide de l'Etat colonial (Mamdani, 1996). Le développement d'une identité politique populaire urbaine déplace les demandes populaires africaines hors de leur *containment* dans les espaces ruraux pour les porter au cœur de l'espace civique (et « urbain ») dont elles ont été historiquement tenues à distance et dont elle continue à être écartées par la définition d'une politique urbaine pro-entrepreneuriale. C'est cela que combat la communauté politique populaire en formation. D'autres revendications populaires luo d'appropriation de l'espace du centre-ville se sont exprimées depuis la lutte pour Taifa Park. Trois années plus tard en février 2014, à quelques mètres du Taifa Park, la communauté Sikh inaugure une statue au centre d'un rond-point sur la Mosque Road pour marquer le centenaire de la présence de la communauté religieuse originaire du sous-continent indien en ville. Ce monument rejoint la somme des marqueurs identitaires des kenyans d'origine indienne présente dans le centre-ville. Mais la jeunesse locale – dans ce cas davantage cadrée par la constellation d'Eglise évangéliste que par des organisations civiques – ne l'entend pas ainsi. Des manifestants protestent autour de la statue pendant trois jours avant de l'abattre. Les manifestants voient dans l'érection de cette statue un signe « *d'idolâtrie satanique* », et protestent contre le fait que la communauté locale

(comprendre la communauté locale luo) n'a jamais été impliquée dans le projet[111]. Kisumu doit pour eux marquer l'expression d'une luoité plus que d'une indianité. Un manifestant, dont les propos ont été rapportés par la presse, demande ainsi : « *pourquoi nous n'avons pas décidé d'ériger une statue pour un des nombreux héros luo ? On aurait pu faire une statue pour Jaramogi, Ojijo Koteko, Tom Mboya, Argwings Kodhek, Achieng' Oneko, Gor Mahia ou Lwanda Magere !* »[112] Dans cette logique, Raila Odinga, lors d'une tentative *in situ* de médiation, en défendant de son corps la statue aux noms de la tolérance et de la liberté religieuse, promet à la foule hostile l'érection d'une statue de son père dans la rue qui lui est éponyme. Sous les huées, il ne peut terminer son discours. Des gaz lacrymogènes sont lancés pour disperser la foule qui veut abattre la statue. Que le leader Luo soit hué dans sa « capitale ethnique » est un fait assez étonnant pour qu'il soit largement commenté dans la presse[113]. Raila Odinga, initialement présent à Kisumu en tant que *Guest of Honour* de l'inauguration de la statue, est par ailleurs accusé par la foule de connivence avec un homme d'affaire sikh, M. Hayer, avec qui il aurait conclu un pacte. Dans la foule, un manifestant lance : « *nous ne nous laisseront pas utiliser par comme un coup de tampon pour promouvoir les dieux des autres… là il est temps de dire non !* ». En commentant ces évènements, Miguna Miguna – dans la continuité de sa position critique vis-à-vis de Raila Odinga qu'il a adopté dans le champ du débat politique kényan (cf chapitre 6) – affirme le même sens : « *les gens protestent contre le fait d'être utilisés comme des cautions pour des deals politiques et économiques dont ils ne font pas partie* »[114]. Il est intéressant de noter que M. Hayer vient minimiser la dimension religieuse de la statue pour insister sur sa valeur économique et sa participation à la mise en vitrine du centre-ville : « *le monument fait partie d'une contribution d'investisseurs pour l'embellissement* [« beautification »] *de la ville, et n'a rien à voir avec l'idolâtrie. Depuis quand le ciment est devenu une idole ? Nous ne sommes pas content de la réception des gens de Kisumu* […] *Cela est pour nous très effrayant, ayant vécu longtemps dans cette ville. C'est aussi effrayant pour les investisseurs potentiels* »[115].

111 Voir « Kisumu residents jeer Raila over Sikh Statue » in *The Nation*, 9 février 2014
112 *Ibid.*
113 Voir le débat qui opposera Miguna Miguna à Swaran Singh Sodi : "In Defence Of The Kisumu Protests Over Sikh Statue" in *The Star*, 20 février 2014 ; et " Miguna Defence Of Kisumu Mob Wrong" in *The Star,* 25 février 2014
114 "In Defence Of The Kisumu Protests Over Sikh Statue" in *The Star*, 20 février 2014
115 "Kisumu residents jeer Raila over Sikh Statue" in *The Nation*, 9 février 2014

CONCLUSION

L'agenda pro-entrepreneurial porté par la coalition de croissance urbaine (cf chapitre 6) prend comme lieu principal de son énonciation le centre-ville, qu'il s'agit de purifier des usages spatiaux populaires qui entachent la conception de la modernité partiellement héritée de la colonisation. En effet, la mise en valeur du centre-ville semble rejouer les catégories binaires et exclusives qui ont marqué la genèse coloniale de Kisumu. En reprenant un langage néo-hygiéniste, la politique municipale contemporaine fait réapparaitre le spectre du schème spatial colonial d'exclusion, d'une violence symbolique forte, qui tente de cloisonner les identités et les espaces d'appartenance, de construire la légitimité urbaine des uns et l'illégitimité des autres. Ces catégorisations spatiales trouvent et suscitent des résistances populaires luo. Elles proposent des alternatives dans la formulation des possibilités identitaires à celles que proposent les interventions entrepreneuriales au sein de l'ethnicité luo. Les tentatives d'application d'un agenda urbain pro-entrepreneurial constituent en effet une rupture dans les liens qui devraient unir les élites ethniques au petit peuple urbain luo autour de la garantie d'un droit à la subsistance. Elles sont autant de ruptures dans l'économie morale luo qui agence de manière spécifique richesse, pouvoir et vertu. De par le caractère indéterminé et constamment débattu des contenus de cette économie morale, il émerge, en même temps que la contestation de l'élite politique dominante, une identité urbaine populaire luo dépassant les tentatives de catégorisation spatiale rigide dont le centre-ville est l'objet.

Comme le souhaite ardemment Mahmood Mamdani, on peut voir ces résistances comme une manière, de dépasser les catégorisations héritées des structures étatiques coloniales et donc comme une manière de faire des « *ponts entre le rural et l'urbain* » ; ce qu'appelle une politique d'émancipation en Afrique (Mamdani, 1996). Si elles semblent effectivement parfois dépassées grâce à des pratiques politiques de résistances, ces frontières exclusives et excluantes entre domaine urbain et domaine rural, tout autant que leurs contenus opposés et différenciés, ne disparaissent pas pour autant dans la définition des identités politiques. Le projet contemporain de formulation des ambitions régionales de Kisumu a des conséquences spatiales fortes au-delà du centre-ville et de l'ancien *township*. Le besoin d'infrastructures logistiques, le dynamisme foncier autour de ces infrastructures et la marchandisation des espaces induite par ce dynamisme constitue autant d'empiètement sur le domaine rural, sur l'ancienne réserve africaine qui ceinture l'ancien *township*. Nous allons voir dans le prochain chapitre comment les catégories de la ruralité sont mobilisées (le « droit au village ? ») contre la force de changement spatial que constitue la matérialisation des ambitions régionales et globales de Kisumu.

CHAPITRE 8

L'AEROPORT INTERNATIONAL DE KISUMU ET LES CONFLITS SCALAIRES DANS LA PRODUCTION DE L'IDENTITE LUO

INTRODUCTION

Le centre-ville (CBD) de Kisumu est aujourd'hui l'objet d'une restauration de sa gloire passée, considérée comme la voie par laquelle Kisumu peut formuler son appartenance à une mondialisation comprise dans une dimension régionale. Cette restauration d'une pureté idéale du domaine urbain n'emprunte pas seulement aux registres du passé et de la nostalgie. Elle se formule par une adoption locale des outils politiques, discours et symboles matériels de la mondialisation.

Le spectre du passé colonial autant que la volonté d'appartenance au monde façonnent l'ancrage de logiques spatiales de fermeture et d'exclusion autour du centre-ville, conçu comme un espace d'exception, un îlot de modernité dans un espace mal-développé, rural, « arriéré » ou doté des caractères d'une urbanité pathologique. Toutefois, les ambitions globales de Kisumu ne se résument pas uniquement par des ruptures spatiales et l'installation d'une frontière infranchissable entre un domaine urbain moderne dont il faudrait assurer la connexion globale et ses négatifs, la campagne et les quartiers non-planifiés. Les destins du centre-ville et des périphéries urbaines sont liés, et ce sont des évolutions hors du centre-ville qui ont accéléré les velléités de sa restauration. Ainsi, l'imminence de l'inauguration de l'aéroport de Kisumu, doté d'un nouveau terminal et d'une nouvelle piste, a été le catalyseur pour l'annonce d'un « *face-lift* » et de la « *beautification* » du centre-ville. En mars 2011, la municipalité annonce la destruction des bâtiments vétustes du centre-ville, et se propose de retirer les *leases* aux propriétaires de terrains laissés en friches. Dans le même temps, le Ministère de L'Environnement annonce avoir débloqué 15 millions de KSh (soit 150 000 euros) pour « *améliorer l'aspect physique de la ville* » (planter des arbres et améliorer les espaces verts) en vue d'une inauguration qui s'annonce pompeuse, qui doit réunir le Président

Kibaki et le Premier Ministre Raila Odinga[1]. Bien qu'il ne fasse pas partie du centre-ville, l'aéroport – dont la localisation n'a pas changé depuis l'époque coloniale – est consubstantiellement lié au domaine urbain du *township*. Il a constitué au cours de l'histoire coloniale une infrastructure qui, par ses extensions successives au sein de la *Native Reserve* (1914, 1942 et 1948), a fait varier les frontières de la ville coloniale, empiétant sur l'ancienne réserve rurale africaine.

Le branchement de Kisumu aux flux multiples d'un espace qui dépasse la ville entraine aujourd'hui des forces de changement spatial à l'interface du domaine urbain et du domaine rural. L'ancienne réserve, cette deuxième face de l'Etat-Janus colonial (Mamdani, 1996), est aussi affectée par la volonté de la ville et les acteurs de sa gouvernance de concourir dans la compétition interurbaine régionale (voire mondiale). Tout comme le processus de modernisation en son temps, les tentatives de branchement global viennent bouleverser les équilibres fonciers, sociaux et politiques – certes précaires et conflictuels – qui ont eu tendance à s'installer durant l'ère postcoloniale (chapitre 4). L'ambition globale-régionale est gourmande en espace : la connexion nécessite ses infrastructures, qui tendent à réinvestir et redévelopper le *spatial fix* colonial qui assurait autrefois le rôle logistique et stratégique de Kisumu dans l'espace impérial (chapitre 2). La demande contemporaine pour assurer la connexion globale se comprend dans la continuité des conflits qui ont autrefois agité la tentative de concrétion spatiale des domaines séparés de l'urbain et du rural, notamment sur leurs tracés respectifs et donc leurs séparations. Aucun autre lieu que l'aéroport n'exprime aussi bien la continuité historique des frictions héritées de la tentative de constitution de ces domaines spatiaux que le colonisateur voulait tout à fait séparés. La récente extension et mise aux normes internationales de l'aéroport de Kisumu (2008-2012), tentative iconique d'ancrage de la ville dans les flux contemporains de la mondialisation, rejoint une histoire longue de conflictualités spatiales découlant de la localisation stratégique de Kisumu dans l'espace impérial. De sa genèse jusqu'à aujourd'hui, l'aéroport – anciennement l'aérodrome – a été de manière continue au centre de revendications foncières autochtones afin de préserver le domaine rural luo face à l'aliénation foncière qu'a constitué l'établissement du *township*. Produites et reproduites dans les cadres de la construction de l'Etat bifurqué (Mamdani, 1996), les identités rurales et locales attachées au maillage administratif sont aujourd'hui mobilisées pour combattre ce qui est perçu et vécu comme l'intrusion de l'urbain dans la campagne. D'un autre côté, l'aéroport a pu constituer un ferment pour le renouvellement d'une identité luo projetée dans les promesses de la mondialisation.

[1] "Notice of demolition as Kisumu changes look" in *The Standard*, 16 mars 2011

C'est cette possibilité de décomposition scalaire de l'identité luo, et les conflits entre les différentes échelles de son expression, que nous souhaitons explorer à l'aune des glissements scalaires qu'entrainent le projet contemporain d'élévation de l'aéroport de Kisumu à un statut international. On a souvent pu dire que le mouvement de mondialisation favorisait l'expression de particularismes culturels locaux, et que les nationalismes, l'ethnicité, les revendications d'autochtonie ont pu s'affirmer et se reconstruire dans la mondialisation (Geschiere, 2009 ; Geschiere et Nyamnjoh, 2000 ; Appadurai, 1996 ; Amselle , 2001 ; Abélès, 2008 ; Warnier, 2008 ; Cunin, 2006). Partant de cette observation, nous souhaitons affirmer et démontrer qu'il n'y a pas pour autant de détermination quant à l'échelle particulière que prend la revendication du particularisme identitaire. Cette expression – son niveau spatial – est pour nous dépendante des conflits politiques et sociaux qui animent une société particulière. Les revendications de particularismes peuvent donc s'afficher à différents niveaux scalaires, et peuvent entrer potentiellement en conflit (ou en symbiose) en fonction des intérêts et stratégies pluriels ou contradictoires d'acteurs qui viennent alors investir des échelles différentes pour faire valoir leurs intérêts. En prenant comme exemple l'aéroport de Kisumu, nous allons analyser la manière dont l'expression de l'identité luo a pu se fracturer en fonction des enjeux contradictoires – notamment sur les fondements fonciers de l'appartenance – qui traversent la société luo.

Dans un premier temps, nous présenterons le projet contemporain d'extension de l'aéroport aux normes internationales, les logiques et les discours lisibles dans la mise en œuvre du projet. Lié au fantasme de la « *ville en continu* » (Gwiazdzinski, 2003), la réclamation d'appartenance au vaste monde et à ses évolutions que symbolise le projet aéroportuaire illustre déjà la tentative d'ancrage de Kisumu dans un espace plat, isotrope et que l'on imagine indifférencié de la mondialisation triomphante. Cette proposition *a*-scalaire ne tient pourtant pas face à la complexité des relations scalaires qu'implique la construction de l'aéroport international à Kisumu. D'une part, le projet exprime une volonté de reconstruction de l'unité nationale dans une projection développementale dans les flux de la mondialisation. D'autre part, et surtout, le nouvel aéroport de Kisumu est indissociable de l'affirmation nouvelle d'une identité Luo projetée dans le monde. Dans un second temps, nous verrons comment, à l'échelle locale, le projet contemporain, facteur d'un changement foncier accéléré dans une zone rurale et périurbaine de Kisumu (la *sublocation* de Kogony), produit une brèche au sein de l'unité luo projetée dans le monde. La récente extension de l'aéroport s'insère dans le temps long des conflits fonciers entre les domaines ruraux et urbains hérités de la construction de l'Etat colonial. Autour de l'infrastructure aéroportuaire se développe et se définit un « *droit au village* » (Landy et Moreau, 2015) à empruntant aux répertoires de la ruralité et de l'autochtonie. Ce « droit au village » est formulé par une association clanique à

travers une stratégie juridique et politique élaborée. Dans un troisième temps, nous verrons que l'identité normative mobilisée dans la lutte pour l'aéroport ne contient pas la multiplicité des significations données à l'appartenance locale.

1. L'AEROPORT DE KISUMU : LES ECHELLES DE LA CONNEXION

Les aéroports sont l'infrastructure de transport la plus symbolique de la mondialisation, « *vecteur par excellence de la circulation humaine à l'échelle planétaire, témoignant de l'importance de l'aéromobilité dans les pratiques, mais aussi dans les normes et dans l'imaginaire des mobilités mondialisées* » (Frétigny, 2012 : 30). Ils sont les « *lieux clé de l'archipel mégalopolitain mondial (AMM)*» par lesquels s'organisent et transitent une part croissante des relations plurielles donnant forme au processus contemporain de la mondialisation des sociétés. Une nouvelle division internationale du travail, la multiplication des déplacements professionnels, la nouvelle géographie du fret de marchandises et la pluralisation des destinations touristiques ont accompagné le développement du trafic aérien (Frétigny, 2012 : 30-31). Facteur de contraction de l'espace-temps, ils sont donc une condition autant qu'une conséquence de la métropolisation et de la mise en réseau des espaces à l'échelle internationale. Hiérarchisés et classés selon leur rang mondial, ils participent aussi de la compétition globale que se livrent les régions urbaines.

Il peut paraitre *a priori* incongru de situer Kisumu dans ce tableau des mobilités et des échanges aéroportuaires internationaux à côté des hubs aéroportuaires que sont Dubaï, Atlanta ou Amsterdam. Pourtant, « *on peut considérer que tout aéroport, même de taille modeste, participe à l'AMM et constitue une tête de pont de la métropolisation* » (Frétigny, 2012 : 32). Et en effet, à Kisumu, l'aéroport est de manière routinière représenté comme l'infrastructure la plus avancée dans la promotion d'un processus d'arrimage aux flux de la mondialisation. Il est conçu en tant que « *tête de pont de la métropolisation* », et sa rénovation et son extension sont une possibilité, une potentialité et une volonté d'appartenance aux flux de la mondialisation. Dans un parallélisme avec le verbe téléologique rostovien, c'est un « *global take-off* »[2] qui est alors observé par certains dans ce « *projet phare* » (« *flagship project* ») de planification stratégique nationale portée par *Kenya Vision 2030*, qui propose de faire du Kenya «*une nation mondialement compétitive et prospère avec une haute qualité de vie d'ici 2030* »[3]. Le projet d'expansion et de rénovation de l'aéroport de Kisumu se propose de faire de la ville l'une de ses articulations de la Nation au Monde, et « *d'améliorer l'aéroport pour*

[2] "Global take-off soon for Kisumu Airport", in *The Daily Nation*, 14 juillet 2011
[3] " Government of Kenya, 2007, *Kenya Vision 2030, a popular version*

se conformer aux standards internationaux et d'accroitre la valeur de notre localisation géographique [le Kenya] *en tant que hub régional et international clé* »[4].

Le projet de réhabilitation de l'aéroport n'est rien de moins, dans sa dimension technique, qu'une mise aux normes aux standards internationaux. Au-delà de l'épithète « *international* » à la résonnance éminemment symbolique, il s'agit d'une mise aux normes de l'infrastructure selon un cahier des charges normalisé qui puisse permettre l'accueil de vols internationaux. L'aéroport se conforme aux normes de sécurité définies à l'échelle internationale[5] et, dans une logique complémentaire d'intensification du trafic aérien, doit modifier sa piste (élargissement et allongement pour faire atterrir des moyens courriers tels que l'Airbus A310, le Boeing 737 et des avions-cargos). Dotée de lumières au sol, la piste peut désormais opérer de nuit ; des voies de circulation et de garage permettent d'augmenter les capacités de l'aéroport. Le nouveau terminal – qui remplace le terminal construit dans les années 1970 – doit quant à lui répondre à l'accroissement prévu du trafic et correspondre aux normes de sécurité internationale pour le contrôle des bagages et des passagers. L'une de ses mises aux normes de sécurité consiste à clôturer le terrain de l'aéroport.

Les conditions de financement et de réalisation des travaux illustrent une « *convergence entre les Suds* » qui marque l'évolution des relations géographiques dans la mondialisation, plus particulièrement dans la production des grandes infrastructures logistiques et urbaines en Afrique (Bénazéraf, 2016). Financé par la Banque Mondiale à travers le *Northern Corridor Transport Improvement Project*, la construction de l'aéroport est mise en œuvre par une entreprise chinoise, le *China Overseas Engineering Group* (COVEC), une filiale de la *China Railway Group Limited*, l'une des plus grandes compagnies de construction dans le monde.

En tant que tête de pont d'une connexion au monde, l'aéroport soutient un univers symbolique particulier, dans et par lequel la multitude des acteurs de la ville – élus, gestionnaires, politiques, acteurs économiques et résidents – formulent les conditions de l'appartenance globale. Ces formulations de l'appartenance de Kisumu au monde proposent des relations scalaires diverses, bien au-delà de la relation globale-locale à laquelle elles sont souvent sommairement circonscrites.

[4] Cf URL : [http://www.vision2030.go.ke/projects/?pj=178]. Andrew Toboso, directeur de la Stratégie au sein de l'agence gouvernementale qui porte *Kenya Vision 2030*, décrit ainsi le rôle de l'aéroport : « *the international status of the airport and its strategic location in the Great Lakes region will be key in the light of the East Africa Community common market. he airport is located next to a trans-boundary water mass and plans are underway to improve the railway line from Mombasa to Kisumu and the road network in the region is being upgraded. This will spread the befits not only to that part of the country but to the whole region as well*" in *The Nation,* 01 février 2012.

[5] Par les normes établies par l'International Aviation Safety Clearance,

1.1. Aéroport et ville en continu : la formulation générique de la connexion mondiale

Au premier abord, la projection de Kisumu vers les opportunités réelles ou fantasmées d'un espace qui la dépasse – en un mot son ambition globale et régionale – apparait pourtant dans toute sa dimension générique et normative. L'imaginaire spatial associé à l'aéroport est d'abord celui d'un aplatissement du monde, et de relations spatiales qui doivent lier Kisumu à la mondialisation dans une forme d'immédiateté. L'aéroport, lieu paroxystique de l'annihilation de l'espace par le temps exprime l'illusion de l'ubiquité du marché mondial, sa fluidité, et la qualité homogène et isotropique de son espace abstrait[6] (Sheppard et Leitner, 2010). C'est en tout cas le lieu à partir duquel est appelé à se diffuser l'homogénéisation spatiale et l'avènement du marché à l'échelle mondiale, dans une contraction sans précédent de l'espace-temps imputée à la mondialisation. L'idée de « *la ville en continu* » (Gwiazdzinski, 2003) fournit ainsi le vocable par lequel l'aéroport est localement décrit et célébré.

Non pas que la continuité temporelle des relations socio-spatiales d'échelle mondiale soit un fait qu'établi magiquement le nouvel aéroport. Cette connexion est une exigence, un idéal vers lequel Kisumu doit tendre. Ainsi, les ruptures et déconnexion apparentes et vécues dans le continuum imaginé de l'espace-temps du marché que doit sécréter l'aéroport international de Kisumu apparaissent alors comme inacceptables. En juillet 2012, soit quelques mois après la cérémonie d'inauguration de l'aéroport international (2 février 2012), Peter Anyang' Nyong'o écrit une tribune dans les pages du *Standard*. Alors ministre luo des Services Médicaux, parlementaire pour Kisumu Rural et secrétaire général du parti de Raila (ODM), il se lance dans un réquisitoire contre les autorités de l'aviation civile kényane. Echaudé par sa récente et mauvaise expérience dans l'aéroport fraichement inauguré, il fait part, dans ce texte intitulé « *le capitalisme et la liberté seront réalisées quand les aéroports opéreront 24 heures sur 24*»[7], de la nécessité pour le développement régional d'une connexion permanente de Kisumu avec le marché mondial. Chose que les conditions actuelles de fonctionnement de l'aéroport international interdisent, de concert avec la lourdeur de la bureaucratie kényane. Le ministre narre sa mauvaise expérience : il lui est impossible de joindre Nairobi en un dimanche d'avril 2012. Son vol est retardé car les autorités de l'aéroport lui interdisent de

[6] Pour une critique de l'imaginaire spatial de la convergence, on pourrait se référer à David Harvey, qui propose une critique géographique puissante de ce fantasme de la convergence mondiale par le capitalisme et le marché en dévoilant les mécanismes géographique de l'accumulation du capital. La capacité du capitalisme (et de ses acteurs) à produire de la différenciation spatiale apparait comme l'une des conditions nécessaires au dépassement sans cesse renouvelé des crises tendancielles de suraccumulation.

[7] "Capitalism and freedom will surely be realised when airports operate 24 hours" in *the Standard*, 22 juillet 2012

décoller à cause du manque de personnel de contrôle au sol et de la rigidité bureaucratique des représentants locaux de la *Kenya Aviation Authority* (KAA). Cette expérience de client mécontent sert de prétexte à nourrir une réflexion plus générale sur l'espace-temps du capitalisme :

> KAA, n'appelez pas Kisumu un aéroport international si vous ne pouvez pas assurer les standards attendus. Mombasa a un aéroport international et il fonctionne 24 heures par jour. Dans le cas d'une urgence après 21 heure, vous aurez autant besoin de Kisumu que de Mombasa. Ne faites pas d'économies de bout de chandelle. Dans tous les cas, Kisumu est proche de la Tanzanie et de l'Ouganda. C'est dans notre intérêt stratégique et sécuritaire de garder l'aéroport ouvert 24 heures par jour, sept jours sur sept.
>
> Et ne nous dites pas qu'il n'y a pas assez de passagers ou de business pour garantir à l'aéroport une ouverture continue. Ouvrez-le et vous verrez son activité augmenter. Le capital déteste le vide ; essayez d'en créer un et il s'engouffrera rapidement dedans. Si vous doutez de mon propos, demandez à n'importe qui ayant suivi les enseignements de l'Ecole de Chicago en économie et qui a pu apprendre une ou deux choses de Friedman et de son livre « *capitalisme et liberté* ». Donnez aux compagnies aériennes la liberté d'atterrir à Kisumu après 21 heure.[8]

Nous reviendrons sur la référence à Milton Friedman. Avant toute chose, l'appel) étendre l'extension des horaires d'ouverture de l'aéroport peut être éclairée à l'aune de la rythmanalyse lefevbrienne (Lefebvre, 1974 : 91-93). La critique rythmanalytique développée par Henri Lefebvre propose de développer « *un outil d'exploration critique de l'espace et du temps social produit* » dans son vaste chantier d'exploration sociologique de la quotidienneté. Il s'agit alors d'explorer « *les temps, les tempos et les rythmes quotidiens* » (Revol, 2014 : 3) déconstruits et reconstruits au sein du développement des rapports sociaux capitalistes. Le projet rythmanalytique indique bien comment la production de l'espace opère un processus d'abstraction qui tend à détacher l'espace des cycles naturels (le jour et la nuit) et de l'espace des pratiques pour tenter d'imposer un temps linéaire, « *un temps quantifiable, homogène, qui se présente dans l'espace non par des signes et des traces mais sous la forme de l'horloge* » (Revol, 2014 : 4). L'espace-temps de la mondialisation qu'Anyang Nyong'o propose d'étendre via l'aéroport à Kisumu correspond à ce processus d'abstraction et de mise en linéarité des temps et espaces sociaux. Alors considérés comme homologues (car connectés et quantifiés selon les règles et mesures de la circulation mondiale du capital), les espaces mis en lien par cette « homologation » - ou « *mis en continuité* » des villes de par le monde (Mallet, 2014 : 2) – peuvent théoriquement participer au marché mondial, accueillir des investissements, s'échanger, s'acheter et se vendre en participant au continuum spatio-temporel abstrait de la production de l'espace du capital.

Peter Anyang Nyong'o emprunte à la représentation de la « *ville qui ne dort jamais* » (Gwiazdzinski, 2003), ou bien la « *24 hours city* » (« *ville 24h sur 24* »), pour laquelle

[8] *Ibid.*

l'extension des horaires d'activités – et spécialement aux heures nocturnes – permettrait un développement conséquent de l'économie urbaine et des emplois qu'elle génère. En outre, le dépassement du rythme diurne/nocturne permettrait pour ses promoteurs un étalement temporel des activités en ville qui soulagerait les congestions temporaires des services urbains (heures de pointes, surcharge électrique, etc..), tout en permettant de faciliter les transactions globales par la synchronisation des activités par-delà les frontières nationales et les fuseaux horaires (Gwiazdzinski, 2003 ; 2007 ; Mallet, 2014). Cette notion de « ville 24h/24 » est sous tendue par une reconsidération des rythmes urbains dans le but de maximiser les performances de l'économie urbaine et de l'accumulation de capital (Mallet, 2014), et faire à ce que les agglomérations urbaines tendent « *à se caler sur le fonctionnement continu et international de l'économie et des réseaux* » (Gwiazdzinski, 2007 : 398)[9].

Cette idée de la ville 24h/24 a largement circulé principalement à propose de Nairobi au sein des sphères académiques, technocratiques et médiatiques kényanes dans le cadre du creuset idéologique qu'a constitué le plan de développement stratégique national, *Kenya Vision 2030*. XN Iraki, alors *lecturer* à la *Strathmore Business School* et membre du *National Economic and Social Council* (NESC)[10], se demande ainsi en avril 2011 dans les colonnes du *Standard* :

> Pourquoi Nairobi et d'autres villes endormies la nuit laissent-elles tous les facteurs de production au repos ? Le sens commun ne nous commande-t-il pas pour rattraper le reste du monde de travailler plus dur et plus longtemps ? Travailler au-delà de la journée de 8 à 17h accroitrait notre production et notre productivité. Dans un jour de 24h, il y a deux autres créneaux de 8h. Pourquoi ne pas s'assurer que l'économie soit active dans tous ces créneaux comme dans les pays développés qui nous fournissent de l'aide, des prêts et des dons ? […] Vision 2030 pourrait être atteinte en 2018, parce que deux tiers d'un jour sont inexploités. […] La chose la plus importante que nous devons entreprendre pour faire de l'économie 24h/24 une réalité est d'améliorer notre marque globale [« *global brand* »] pour que nos produits et services conçus au-delà des traditionnelles 8 heures trouvent un marché.[11]

Cette idée est présente au plus haut sommet de l'Etat et de son appareil technocratique. Mwai Kibaki – le président d'alors – y fait référence au parlement dès mars 2007[12] ; le Trésor

[9] Pour Sandra Mallet, dans un article portant sur les liens entre néolibéralisation et rythmes urbains « *le processus de néolibéralisation amorcé dans les années 1970 joue un rôle prépondérant dans la restructuration des rythmes collectifs. Les logiques de rentabilité, de compétitivité, de liberté d'entreprise individuelle, de globalisation conduisent à une indifférenciation des temps, à une atténuation de leurs spécificités, tant naturelles que culturelles* » (Mallet, 2014 : 2)

[10] Le NESC a été formé en 2004, financé tout à la fois par le gouvernement kényan et la coopération danoise et le PNUD, qui a participé à la rédaction du document de planification stratégique nationale *Kenya Vision 2030*, notamment en identifiant des *best practices* dans un processus de *benchmarking* qui l'a par exemple amené à considérer le plan de développement malaisien « *Malaysia Vision 2020* » comme l'une de ses inspirations majeure (voir la présentation du NESC faite par son Secrétaire Général, (URL : http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/un-dpadm/unpan045026.pdf)

[11] "The 24-hour economy should be our next frontier" in *The Standard*, 11 avril 2011

[12] Voir *National Assembly official Report (Hansard)*, 20 mars 2007 : « *Mr. Speaker, Sir, one of the critical challenges to improving our economic performance and providing greater employment opportunities to our*

National reprend aussi l'idée, toujours en lien avec la réalisation de la *Vision* nationale[13]. Les appels répétés de la part de figures médiatiques ou politiques en faveur d'une déstructuration des rythmes de l'économie urbaine kényane[14] a fait réagir une partie de la sphère académique. Kwame Owino, directeur de l'*Institute of Economic Affairs* a ainsi tenté de démontrer la nature fallacieuse de ces conceptions, opérant des confusions sur des concepts économiques de base[15]. Sam Owuor s'est lui intéressé en géographe plus aux opportunités et défis d'une restructuration des rythmes urbains à Nairobi, face au projet affiché du Ministère du Développement Métropolitain de Nairobi et de la *Nairobi Central Business District Association*[16] d'incarner dans le futur urbain cette conception d'une ville presque libérée des discontinuités du temps (Owuor, 2009).

A Kisumu, l'exécutif municipal a porté – du moins en discours – cette préoccupation. Le 29 mars 2011, le *Town Clerk* de la municipalité présente à la presse un plan qui vise « *à faire marcher le business de la ville jour et nuit* » :

> Le *town clerk* Daniel Ole Nkere a dit hier […] que les interventions stratégiques de la ville sont lancées dans le but d'améliorer l'image de la ville en tant qu'économie opérant 24h/24[17]. Il a annoncé que la ville [« *town* »] prévoit une refonte majeure dans ce pari de la rendre adaptée aux investisseurs [« *investors friendly* »] en mettant sur pied des aménagements qui puissent permettre des heures d'ouvertures plus longues. Dans ce plan entrepris par la municipalité, il s'agit entre autres de redéfinir l'organisation du trafic dans la ville [« *city* »], la relocalisation des *hawkers*, l'amélioration de la collecte des déchets et des investissements immobiliers. Ole Nkere a aussi affirmé que le Conseil a commencé à installer des éclairages de rue dans les principales rues et quartiers et renforcera la sécurité en recrutant 250 gardes le mois prochain.[18]

---

people is security. Unlike many developing countries, Kenya is yet to become a 24-hour economy, largely because of concerns about security"

[13] Ainsi peut-on lire sur le site internet de l'institution : "*The benefits of a 24-hour economy are enormous. It helps in job creation, increases productivity by allowing us to utilize the available space, manpower and technology. A 24-hour economy will also ensure growth of other amenities that are needed for its success such as water, electricity and transport infrastructure. The lighting up of Nairobi and installation of surveillance is part of the plan to encourage the 24-hour economy. In line with Vision 2030, it is the Government's wish that Nairobi turns into the region's premier 24-hour economic hub*." Voir [URL : http://www.treasury.go.ke/news-updates/179-turning-kenya-into-a-24-hour-economy] consulté le 2 février 2016, publication non datée, mais estimée à l'année 2014

[14] Voir aussi "Quest for 24-hour economy", in *Daily Nation,* 23 aout 2010, centré sur Nairobi ; "Turning Kenya Into A 24-Hour Economy Will Boost Development", in *The Star,* 18 juillet 2015

[15] Oubli de la demande, nécessaire pour l'absorption de la production, la taille du marché kényan étant insuffisante ; confusion entre production et productivité etc. voir «The Fallacy of The 24-Hour Economy » [URL : http://www.ieakenya.or.ke/blog/the-fallacy-of-the-24-hour-economy]

[16] Poussant la logique de dépassement des contraintes temporelles à l'extrême La NCBDA parle même d'une « 25 hours city » (Owuor, 2009 : 5)

[17] Nous avons ici rencontré une difficulté de traduction. L'auteur (le journaliste) écrit : "Kisumu town clerk Daniel Ole Nkere said yesterday[…] that strategic interventions are being rolled out to improve the image of the town towards a 24 hour economy"

[18] "Kisumu Council Announces Plans for 24 Hour Economy", in *The Star*, 30 mars 2011

On le voit, la mobilisation de la thématique de la ville en continu participe donc à la formulation de la représentation entrepreneuriale de Kisumu et des politiques qui la façonnent. Elle permet de la subsumer sous un concept, et donc de lui donner un sens et une unité, sans pour autant que la totalité des mesures « collent » complètement à la généralité du concept. Ainsi, si l'on voit comment la première série de mesures illustre bien une volonté d'augmenter une certaine idée des performances de l'économie urbaine, elle semble assez déconnectée de l'idée de création des continuités temporelles de l'activité urbaine[19]. Cette disjonction entre les mesures et les concepts montre le caractère fantasmagorique et désincarné de cette volonté d'intégrer la ville de Kisumu dans la continuité de l'espace-temps abstrait de la mondialisation. Le modèle de la ville en continu n'en constitue pas moins une ressource symbolique mobilisée pour l'expression locale de la ville entrepreneuriale.

Aussi fantasmée soit-elle, l'idée de ville en continu émerge concrètement dans des espaces où s'abolissent les rythmes naturels et culturels. L'aéroport est nous l'avons vu l'un des lieux investis par cette norme. La chaine des hypermarchés Nakumatt (Mega Plaza au centre-ville, et Mega City à sa bordure) offre à Kisumu deux lieux d'une ville en continu déjà existante. Tout comme certains hypermarchés de la franchise situés à Nairobi, ces deux espaces commerciaux affichent fièrement la continuité 24h/24 et 7j/7. On y trouve à toute heure une pléthore de biens de consommations, des plus courants et locaux (farines, sucres, huiles, laits, pains etc…) aux plus rares, onéreux et importés, comme l'électroménager. On trouve aussi dans ce bazar global tout ce qui est attendu d'un mode de vie « moderne », à l'occidentale, tout ce qui peut apparaitre dans le contexte local comme participant à des pratiques de consommation de distinctions[20]. Cette diversité des possibilités de consommation fait le bonheur relatif des populations expatriées, des bénévoles et touristes de passage très présents dans les vastes allées des magasins (Encadré 26). Les fromages français, hollandais et anglais côtoient le cheddar kényan ; vins australiens, sud-africains et chiliens sont vendus non loin des *brandies* industriels locaux peu onéreux, et le *sukuma wiki* se vend à deux pas de fruits et légumes à prix d'or – nettoyés, calibrés, parfois conditionnés et rangés dans des présentoirs réfrigérés – introuvables ailleurs en ville sur les étables des marchés en extérieur (courgettes,

[19] La promotion d'une économie opératoire 24h/24 est même assez contradictoire avec la répression de l'ambulantage et de la vente de rue qui constituent des activités participant dans les villes africaines largement à l'extension des horaires de l'animation et de l'activité urbaine.

[20] Dans la presse kényane, la fréquentation de ce genre de lieux de consommation est de manière quasi systématique associée à la définition impressionniste d'une « classe moyenne » émergente. Voir par exemple la contribution suivante d'un blog internet dont le but est de « *mettre Kisumu sur la carte* », qui passe en revue les différents *mall* de la ville : « *Nakumatt Supermarkets are still the preferred shopping destination for most middle income women in Kisumu due to the convenient location of their outlets. The women we talked to also like the courtesy and discipline of the shop attendants, high quality of the products stocked and their ability to find everything they need under the same roof. The shoppers also enjoy the ample parking spaces at their malls.*" [URL : https://hukukisumu.wordpress.com/2015/05/27/nakumatt-is-still-kisumu-shoppers-favorite-store/] consulté le 15/03/2017, publication non datée

céleri, raisins etc.). Certains sont cultivés dans les zones maraichères du pays, d'autres sont importés (comme le raisin) de zone plus éloignées, comme l'Afrique du Sud (Encadré 26). Les supermarchés Nakumatt ont donc déjà réalisé ponctuellement le fantasme de la ville en continu, fantasme que se doit de concrétiser plus largement le projet de l'aéroport.

Encadré 26 : Un nouvel an à Kisumu : une expérience de la ville en continu

Amalia est une *backpacker* espagnole, Kisumu constitue l'une des nombreuses étapes de son tour du monde. Rencontréeà travers notre cercle d'amis parisiens, elle décide de passer le nouvel an (2010-2011) en compagnie de notre petit cercle d'interconnaissance, qui mêle nos amitiés kényanes et internationales. Minuit approche, et l'équipée est en train de finir son *kuku choma* (poulet grillé) dans une zone animée en bordure du centre-ville. Amalia juge inconcevable de fêter son nouvel an sans manger les douze grains de raisins qui doivent aux douze coups de minuit garantir chance et bonheur pour l'année à venir, selon la coutume espagnole qu'elle souhaite nous faire partager. Elle demande alors à la tenancière du petit point de vente de poulet s'il elle vend du raisin. Cette dernière ne sait absolument pas de quel fruit il est question. L'un de nos amis kényan lui indique que sa seule et unique chance est d'aller au Nakumatt du centre-ville, unique lieu ouvert susceptible d'en vendre. Nous nous retrouvons vers 23h dans un immense espace commercial presque désert, mais peuplé de quelques expatriés en quête d'alcool (Baccardi, Smirnoff, Heineken, Bombay Saphir etc.) pour leurs célébrations privée de la nouvelle année. Une fois le raisin sud-africain acheté (l'équivalent de 7 euros pour un kilo), nous regagnons la compagnie de nos amis dans l'une des boites de nuit du centre-ville attenante à l'hypermarché, saturée du son des tubes actuels d'une *global pop* qui lie la jeunesse (dorée) kényane et expatriée sur la même piste de danse. Amalia partagera finalement son raisin non pas aux douze coups de minuit de l'heure kényane, mais une heure plus tard, pensant alors respecter l'heure espagnole. Elle s'est trompée : il aurait fallu, pour être à l'heure espagnole, consommer ses douze grains de raisin pendant qu'elle patientait dans la file de la caisse de l'hypermarché.

Cette idée éthérée de la convergence mondiale et de l'immédiateté de l'appartenance de Kisumu au marché mondial ne tient pourtant que par une série de médiations scalaires. A partir du nouvel aéroport, ce sont ces médiations que nous nous proposons d'explorer. Ainsi, le projet d'extension de l'aéroport fait partie d'un plan de développement national, *Vision 2030*, et nécessite de faire intervenir les dynamiques mouvantes de structuration scalaire de l'Etat néopatrimonial (voir chapitre 4) dans le cœur de notre analyse.

1.1. Kenya Vision 2030 et l'aéroport : l'illusion du consensus national

1.1.1. L'aéroport de Kisumu dans le consensus néolibéral national ?

Le fantasme de la convergence mondiale par le marché est très clairement assumé par Peter Anyang' Nyong'o, citant *capitalisme et liberté* de Milton Friedman pour appuyer son propos. Le souci que porte Peter Anyang Nyong'o à l'efficacité et à la connectivité de l'aéroport ne se limite pas à celui d'un voyageur frustré. Il est un personnage d'envergure nationale qui fut central dans la définition du document de planification stratégique nationale *Kenya Vision 2030* dans lequel s'insère le « *flagship project* » de l'aéroport. Entre 2003 et 2005, il a été le

Ministre de la Planification qui a lancé la réflexion qui aboutira à la publication en 2008 du *Kenya Vision 2030,* document qui formalise l'horizon du développement du Kenya dans l'intégration du marché mondial (cf supra).

Pourtant, la référence à Milton Friedman, autant que l'affirmation d'une intégration de l'économie kényane dans la mondialisation néolibérale, peuvent étonner de la part de Peter Anyang' Nyong'o pour qui s'est intéressé à ses travaux académiques et son parcours politique. Economiste et politiste de formation, il a été l'une des figures universitaires d'un « débat kényan » (Grigon, 1996 ; Copans, 1981) ancré dans la théorie marxiste et dépendentiste (Anyang' Nyong'o, 1981a ; 1981b). Son engagement politique en tant que « Jeune Turc » auprès du vieux leader socialisant Oginga Odinga lui a façonné une image de radical, largement vérifiée avec la refondation du *Socialist Democratic Party* [21] dont il a été l'un des acteurs principaux pour les élections générales de 1997 (Hornsby, 2013 : 594). La conversion néolibérale des figures d'incarnation kényanes d'une radicalité de gauche n'est pourtant pas une aberration dans le contexte national. C'est la voie que trace la trajectoire générationnelle des Odinga, avec du père au fils un abandon de la rhétorique socialiste pour l'adoption des mots d'ordre, idées, normes et pratiques proposées par les institutions financières internationales[22] (Branch, 2011 : 246).

La conversion idéologique d'Anyang' Nyong'o révèle le consensus idéologique qui se dessine dans la pratique du pouvoir dans le Kenya post-Moi. Peter Anyang' Nyong'o exerce pour la première fois une fonction exécutive entre 2003 et 2005 en tant que Ministre de la Planification et du Développement National[23] dans le gouvernement de coalition qui s'installe après la défaite de Moi, et qui marque une alliance historique entre les blocs politiques kikuyu et Luo. C'est sous son ministère que les rationalités du développement néolibéral s'ancreront dans les pratiques de la planification nationale dont il ne cessera de se présenter comme le promoteur[24]. (Gainer, 2015 : 2). Largement influencés par un idéal de trajectoire

[21] Le seul parti à être ouvertement socialiste et de gauche au Kenya lors des élections de 1997, et qui était par exemple contre les politiques d'ajustement structurel et qui basait sur discours sur le cout d'accès et le développement des services publics (Hornsby, 2012 : 594)

[22] Ces trajectoires d'adoption et de revendication des référents idéologiques néolibéraux doivent donc se comprendre dans le tarissement des ressources autrefois différenciées qu'offraient aux acteurs politiques locaux la grande opposition géopolitique entre grands blocs (Ouest et Est)

[23] Réélu en 2002 sous l'étiquette de la NARC (National Rainbow Coalition), soit une coalition composite de partis opposés au régime de Moi et de la KANU – et qui y mettra fin – avec comme tête de file Mwai Kibaki et Raila Odinga, auquel s'est alors pour les élections rallié Peter Anyang Nyong'o, « mis au froid » dans le système politique pendant 5 années selon la terminologie politique kényane

[24] Un ouvrage articule la vision du développement que le ministre développe dans son action, liée à l'horizon de l'accumulation libérée du capital est une somme de discours et d'intervention dans le débat public alors qu'il était Ministre. Intitulée « Un saut dans le futur » (« A Leap Into The Future » (Anyang Nyong'o, 2007), cette collection de textes propose « une vision de la transformation socio-politique et économique de la société kényane dans une invitation à formuler une stratégie économique capable de dépasser très rapidement [« leapfrog »] le bourbier actuel du sous-développement pour atteindre le développement ». L'ancien Ministre de

développementale « est-asiatique » (Fourie, 2015), les travaux du Ministère de la Planification ont été le fruit d'une collaboration étroite entre les technocrates locaux, des experts internationaux et des représentants du secteur privé (Gainer, 2015). L'action planificatrice et technocratique ne peut être en effet conçue au Kenya dans son autonomie (cf chapitre 5). Toute extravertie soit-elle, dans ses conditions de production autant que dans l'horizon global qu'elle revendique, cette vision stratégique produit aujourd'hui le ferment par lequel s'énonce l'abstraction renouvelée d'un nationalisme kényan modernisateur qui a connu son « âge d'or » lors du le travail planificateur de Tom Mboya dans les années 1960 (Fourie, 2015 : 94-95). La vision d'un développement national suivant les voies de l'intégration au marché mondial ne pose presqu'aucun débat dans le contexte actuel kényan. Par contraste, les velléités modernisatrices tournées vers l'Occident d'un Tom Mboya provoquaient des fractures idéologiques très débattues dans le contexte politique des années 1960. La *Kenya Vision 2030* a fourni des images étonnantes d'unité lors de sa présentation officielle en juin 2008, soit quelques mois après l'irruption brutale et violente des fractures nationales lors les violences post-électorales (voir introduction générale). Le président Kibaki et son rival Raila Odinga, qui vient d'arracher la création du poste de Premier Ministre, sont alors côte à côte sur la scène du *Kenyatta International Conference Center* de Nairobi pour présenter les fruits d'un travail qu'ils avaient commencé avec leur première collaboration politique (2002-2005).

Figure 22 : l'inauguration de l'aéroport international de Kisumu et représentation de l'unité nationale

Légende : à droite de la plaque, le Président Mwai Kibaki ; à gauche, le Premier Ministre Raila Odinga. Source : Nation 02/02/2012

Cet affichage de l'unité nationale autour de la vision stratégique est rejoué quelques années plus tard à Kisumu pour l'inauguration de l'aéroport international de Kisumu le 2 février 2012

Planification insiste alors sur la nécessité de concevoir les « les défis du développement en analysant comment les partenariats panafricains et globaux peuvent faciliter le développement »

(Figure 22). Mwai Kibaki inaugure en compagnie de Raila Odinga l'infrastructure déjà en service depuis quelques mois. Accompagné de plusieurs ministres de différentes ethnies, il insiste sur le caractère national de ce projet : « *ce projet est important non seulement pour les résidents du comté de Kisumu, mais aussi pour le pays et sa position en Afrique de l'Est* »[25]. Tous les symboles d'un républicanisme unitaire sont visibles, de la profusion de drapeaux kényans et de l'héraldique nationale aux uniformes des représentants de l'administration préfectorale (Figure 22). La grande messe de représentation de l'unité nationale se poursuit la même journée avec un grand meeting populaire au Moi Stadium réunissant sur scène les acteurs du gouvernement de coalition nationale. Kisumu est – dans l'ère du développement stratégique animé des rationalités néolibérales – incluse dans la géographie du développement national (cf chapitre 5 et 6). Alors que « *depuis l'indépendance la scène politique kényane a été définie par le réel et supposé conflit entre les communautés luo et kikuyu* », la réalisation de ce projet d'aéroport à Kisumu marque « *le dépassement du fossé entre Luo et Kikuyu* »[26]. L'aéroport de Kisumu illustrerait dans le Kenya d'après les violences post-électorales de 2007/2008 montreraient le chemin d'une unité nationale retrouvée dans le développement d'une nation qui se projette dans l'économie mondiale.

1.1.2. Ou une nouvelle expression des conflits de la régulation étatique néopatrimoniale ?

Figure 23 : la célébration populaire de l'inauguration au Moi Stadium,

Pour le journaliste Ngunjiri Wambugu, la grande réunion publique et populaire au Moi Stadium le jour de l'inauguration sera le moment symbolique de ce dépassement. Sur une scène réunissant Raila, le *Provincial Commisionner*, la hiérarchie religieuse anglicane, le *Ker* du *Luo Council of Elders* intronise le président Kikuyu Mwai Kibaki du titre honorifique d'*elder*. Le président de la République se retrouve investi devant le petit peuple de Kisumu des symboles de la tradition inventée du pouvoir coutumier Luo : assis sur le tabouret à trois pieds traditionnel (*kom nyaluo*) , on lui remet le fouet à mouche, une canne et une calotte de perle

[25] « Kibaki opens upgraded Kisumu Airport » in *The Nation,* 2 février 2012
[26] "Kibaki Is Bridging Luo-Kikuyu Divide" in *The Star*, 6 février 2012

similaire à celle que portait Jaramogi Odinga, premier *Ker* de l'histoire de l'ethnie Luo (Figure 23). Cette mise en scène – acceptée par Mwai Kibaki – montre bien que la célébration ponctuelle du mythe de l'unité nationale ne peut faire l'économie pratique de la célébration et de la reconnaissance des identités ethniques subnationales. L'unité de la nation kényane projetée dans la mondialisation s'exprime tout de même au sein des cadres néopatrimoniaux de l'Etat kényan. Et il n'est pas sûr qu'elle est ai pu être comprise par tous, et notamment à Kisumu, dans les cadres de la célébration d'une unité nationale finalement trouvée, comme l'aurait compris Ngunjiri Wambugu. Dans les discussions quotidiennes sur l'aéroport, cette mise en scène ne visait qu'à faire opérer une sorte de magie occulte sur Kibaki, pour le pousser à honorer ses engagements de donner le pouvoir aux Luo suite aux engagements de 2002[27]. Sans passer par la magie, c'est cette demande qui est clairement formulée par les membres du *Luo Council of Elders* qui prendront la parole sur l'estrade[28].

Le jeu politique conflictuel de reconnaissance, d'allégeance, de redistribution et de compétition interethnique pour le pouvoir central et ses ressources est plus approprié que la célébration d'un mythe national (que vient renouveler *Kenya Vision 2030*) pour comprendre comment l'aéroport est investi par les acteurs en présence d'un sens politique particulier. La genèse du projet aéroportuaire et ses logiques initiales de localisation se comprennent dans la dynamique géographique de l'Etat néopatrimonial (voir chapitre 4). Un projet d'aéroport était pressenti à Kisumu dès 1975/1976, date à laquelle des expropriations étaient annoncées autour de l'aéroport pour le besoin de travaux à venir. C'est pourtant à Eldoret que le projet est développé sous la présidence de Daniel Arap Moi (1978-2002), capitale du pays Kalenjin, pour produire l'un des plus majestueux éléphants blancs qu'ai connu l'histoire du développement Kényan[29]. La relance du projet aéroportuaire est presqu'immédiate après l'élection de Mwai Kibaki avec l'aide de Raila Odinga en 2002. Alors devenu un soutien du baron politique régional, Peter Anyang' Nyongo' – en tant que Ministre de la Planification du gouvernement de coalition nationale et *MP* de la *Kisumu Rural Constituency* voisine de l'aéroport – use de ses prérogatives pour que l'aéroport soit un projet porté par le gouvernement[30]. Finalement, le décaissement effectif des fonds n'a lieu qu'en 2008, soit après

[27] C'est ce que nous avons entendu à plusieurs reprises dans nos conversations quotidiennes à Kisumu après l'inauguration.
[28] "Kibaki Made Luo Elder, Asked to Endorse Prime Minister", in *The Star,* 3 février 2012
[29] [29]Voir, pour une description de la sous utilization de l'aéroport, le récit qu'en fait un journaliste du *Nation* "Airport Seeks Secret of Flying High", in *The Nation,* 28 juillet 2007
[30] Nous ne faisons que répéter ici une manière de comprendre les logiques de localisation de l'aéroport.

la résolution de la crise politique qui a consisté en un nouveau partage des pouvoirs qui a orienté les dépenses du développement national à la faveur du pays luo[31].

Cette courte histoire de la recomposition des localisations des lieux du pouvoir de l'Etat néopatrimonial éclaire les enjeux de la cérémonie d'ouverture de l'aéroport international au Moi Stadium de Kisumu. Le président Kibaki arrive à Kisumu pour afficher sa prodigalité (annonce de la création de routes etc.)[32], posture qui lui est disputée par son Premier Ministre Raila Odinga qui s'arroge (en Luo) les mérites des différents projets. La compétition politique pour le pouvoir central est frontalement exprimée par les soutiens politiques de Raila, qui demandent alors publiquement que le président soutienne à un an des élections générales son Premier Ministre pour qu'il devienne son successeur. James Orengo (*Land Minister*) et Jakoyo Midiwo (*Chief Whip* du parti de Raila, l'ODM) souhaitent que Kibaki formule le mot d'ordre de « *Raila Tosha* », en référence à la parole qu'avait prononcé Raila en 2002 et qui avait permis l'élection du vieux politicien Kikuyu. Ce dernier dénigre ces demandes en mobilisant la nécessité de l'unité nationale[33].

Finalement, lors de la cérémonie d'ouverture de l'aéroport, le déguisement de Kibaki en *elder* luo et l'affirmation de l'appétit politique luo dénotent une volonté d'affirmation de l'ethnicité luo. Dans le même mouvement, nombre d'orateurs parmi lesquels le maire de Kisumu Sam Okello et le député pour la circonscription de *Kisumu Town West* (Olago Aluoch) demandent que l'aéroport soit rebaptisé au nom de Jaramogi Oginga Odinga, sous les vivats répétés d'une foule très enthousiaste à chaque fois que l'idée est formulée. On retrouve cette unanimité ressentie dans la foule sous la plume de Leo Odera Omolo, journaliste local qui vient très régulièrement remplir les pages numériques du blog *jaluo.com* :

> Le peuple de la Province du Nyanza est de l'opinion unanime que l'aéroport nouvellement étendu et modernisé soit renommé au nom de Jaramogi Odinga International Airport. Les membres de la communauté luo ont accepté en principe que l'aéroport constitue l'équipement le plus approprié pour célébrer la mémoire de feu Jaramogi Oginga Odinga, et son immense contribution au pays […] tout spécialement durant la lutte pour l'indépendance du peuple kenyan contre la puissance des colonialistes […] et plus tard dans la guerre de longue durée qui mena à la seconde libération de ce pays […]. Les hommes d'affaire, les fermiers, les enseignants et les élus locaux des comtés de Siaya, Kisumu, Homa Bay et Migori sont unanimes pour que l'équipement soit nommé d'après Jaramogi, pour rendre hommage à son

[31] Ainsi, dés juin 2008, l'aéroport apparait en tant que *flagship project* au sein de la *Kenya Vision 2030*. Il apparait dans le même temps au sein des projets financés par une augmentation du crédiit accordé au projet financé par la Banque Mondiale du *Northern Corridor Transport Improvement Project*.

[32] La visite du président est ainsi commentée par la presse : « *President Mwai Kibaki landed in Kisumu on Thursday, with a bag of goodies targeting the transport sector in the region*" in "Transport Sector in Western to Get Facelift " in *The Nation,* 2 février 2012

[33] Le Président Mwai Kibaki mobilisera en ce sens le mythe de l'unité nationale au-dessus des ethnies "*We want all Kenyans to be united. We may differ on ideologies and political parties but let us not try to divide each other along tribal lines because it is very dangerous for this country*,"

> service distingué à l'humanité. L'aéroport, qui a été modernisé avec des milliards de shillings, accueillera bientôt des avions plus gros, incluant des vols internationaux de passagers qui feront de Kisumu la véritable Ville-porte d'entrée [« *the true gate-away City* »] de l'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Est. […]. Il est vrai que les Luos sont le peuple le plus démocratique, et les plus francs et audibles sur les problèmes d'importance nationale. Mais quand il est question de la mémoire de leur héros passés, qui ont fait d'immense contribution à l'histoire, cette communauté en particulier est connue pour être un peuple à la mémoire courte.[34]

Pour le journaliste, la prestigieuse et moderne infrastructure replaçant Kisumu au centre de la carte du monde. Ce repositionnement doit servir à la (re)construction de la mémoire Luo, et souligner la contribution des grands hommes de la communauté ethnique unifiée à l'Histoire nationale. L'aéroport doit exprimer la grandeur luo. Odera Omollo n'enferme pas la valorisation des contributions luo à la lutte pour l'indépendance. De manière assez déroutante, il vient aussi affirmer la puissance des grands chefs Luo promus par le pouvoir colonial au sein de l'*Indirect Rule.* Il propose donc des alternatives pour le baptême de l'aéroport ancré dans l'histoire de la collaboration coloniale. La projection de Kisumu dans l'espace de la mondialisation doit donc servir à la glorification de la mémoire et du passé luo, de célébrer le rôle des Luo dans l'histoire nationale, qu'elle soit coloniale ou postcoloniale. Ces branchements diachroniques à l'histoire nationale n'épuisent pas la totalité des stratégies discursives et les échelles de référence qui viennent lier l'aéroport à la glorification de l'ethnicité luo.

1.2. L'aéroport comme infrastructure de la projection de l'identité luo dans le monde

1.2.1. L'Obamamania, Air Force One et l'aéroport de Kisumu

L'aéroport est aussi l'objet de branchements synchroniques qui participent du dépassement du référent national dans des connexions d'échelle mondiale. Leo Odera Omollo esquisse par exemple ce dépassement lorsqu'il insiste sur la contribution de Oginga Odinga à cette abstraction de l' « *humanité* ». Mais les branchements qui expriment et glorifient une luoité dans le monde s'affirment de manière plus précise dans le contexte qu'offre à la fin de l'annéee 2008 l'actualité états-unienne. L'aéroport – infrastructure physique de la connexion globale – sert de pont symbolique permettant ce branchement. La figure d'Obama – dont le père était un Luo – est le sujet de ces branchements par lesquels sont reliés Kisumu, son aéroport, l'identité Luo et le vaste monde. Prenons pour commencer l'exemple d'un débat au parlement kényan en octobre 2008 – soit six mois après l'accord qui vient sceller la fin des

[34] "Nyanza people want the new Kisumu Airport be re-named Jaramogi Oginga Odinga Airport" [URL : http://blog.jaluo.com/?p=11431] publié le 12 décembre 2010, consulté le 06/04/2016

troubles politiques survenus après les élections de 2007 et à un mois des élections américaines – et qui prend pour objet les travaux de l'aéroport de Kisumu. L'inquiétude des députés luo se fait ressentir. Ils demandent des comptes au gouvernement sur l'avancement des travaux. John Olago Aluoch, député pour la circonscription de *Kisumu Town West*, exprime ainsi son inquiétude :

> **Mr. Olago** : Monsieur le *Deputy Speaker*, le retard dans l'extension de cet aéroport nous inquiète parce que nous regardons la campagne électorale des Etats-Unis de très près. Nous souhaiterions qu'en janvier de l'année prochaine, quand le nouveau Président des Etats-Unis sera investis, que l'aéroport soit assez gros pour accueillir Airforce One. [Applaudissements nourris]
>
> **Mr. Deputy Speaker :** Silence Honorable Olago ! Nous ne sommes pas aux affaires pour étendre nos aéroports afin qu'Airforce One puisse venir ! Ce n'est pas seulement pour ça ! dans tous les cas, c'est pour les Etats-Unis. Nous ne sommes pas Américains ! Nous avons juste une bonne relation avec eux, et pour votre gouverne, Barack Obama n'est pas un Kenyan. C'est un citoyen Américain. Oui, Honorable Shakeel ?[35]

Shakeel Shabir, ancien maire de Kisumu devenu député de la circonscription de *Kisumu Town East* prend alors la parole, et s'enquiert du nom qui sera choisi pour l'aéroport :

> **Mr. Shakeel :** Mr. le *Deputy Speaker*, le Ministre pourrait-il nous éclairer et nous faire savoir s'il y a des plans pour renommer l'aéroport de Kisumu du nom approprié d'un héros du Kenya ?
>
> **Un Honorable Membre :** Obama !
>
> **Mr. Shakeel :** Le ministre pourrait-il nous indiquer s'il y a un plan pour renommer l'aéroport du nom de Jaramogi Oginga Odinga ? Parce que nous avons l'aéroport Moi à Mombasa et le Jomo Kenyatta international Airport ici à Nairobi. […]
>
> **Mr. Mwakwere :** [*ndlr : Ministre des transports*] Aussi dur que je puisse essayer, il ne sera pas possible pour moi de faire finir les travaux d'ici la fin de l'année pour permettre à Airforce One d'atterrir ! Néanmoins, je vais dire à l'entreprise en charge du chantier de travailler aussi dur que possible pour le finir avant la fin du mandat du prochain Président des Etats-Unis d'Amérique ! *[applaudissements, rires*][36]

La légèreté de cette discussion parlementaire ne doit pas masquer l'importance des enjeux conflictuels d'appartenance ici formulés. L'un des députés qui s'exclame avec ironie « *Obama !* » pour qualifier un possible héro luo qui pourrait donner son nom à l'aéroport, se moque de la revendication formulée par Olago Aluoch de l'appartenance du candidat à la présidentielle américaine à l'ethnie Luo. L'atterrissage de l'avion présidentiel américain (« *Airforce One* ») que permet l'extension de l'aéroport signifierait pour lui, et une grande partie des Luo, le retour de l'enfant prodigue produit de la diaspora au pays natal, à sa terre primordiale d'appartenance. A l'inverse, le *Deputy Speaker* (Farah Maalim Mohamed)

[35] « National Assembly of Kenya, Hansard », 15 octobre 2008
[36] « National Assembly of Kenya, Hansard », 15 octobre 2008

tient à marquer l'appartenance d'Obama à la nation et la citoyenneté américaine. Chirau Ali Mwakere fidèle à son habitus diplomatique[37] ne mentionne pas le nom du prochain vainqueur aux élections présidentielles américaines à venir, chose que n'hésitent pas à sous-entendre les parlementaires du Luo-Nyanza. Il ne nie pas non plus la revendication d'appartenance formulée par les autres députés Luo d'Obama à leur identité ethnique, dont il a pu être un allié politique. Cette tranche de la vie parlementaire kényane illustre bien le constat fait par Matthew Carotenuto et Katherine Luongo, pour lesquels le débat kényan autour de Barack Obama démontre « *comment une figure politique des Etats-Unis peut correspondre à la compréhension locale kényane de la diversité du paysage social et culturel de la Nation* » (Carotenuto et Luongo, 2016 : 5).

La figure d'Obama a été en effet l'objet d'une véritable « *Obamamania* » dans l'Ouest Kenyan (Madiega, Chantler et *al*., 2008 ; Carotenuto et Luongo, 2016 : 96-115). Peintures murales, tee-shirts, marque de bières, nom de quartiers, manifestations populaires de soutien et de joie pour son élection ont pu constituer les éléments les plus visibles à Kisumu de cet engouement pour celui perçu comme l'enfant du pays. Le succès politique ascendant du démocrate américain, de son élection de sénateur en 2004 à sa candidature puis son élection à la mandature suprême de la première puissance mondiale, a offert un recours symbolique pour contrer la représentation du déclin et de la marginalité (cf chapitre 4) ravivée par le vol électoral dont la communauté se sent victime après 2007-2008 (cf introduction). Assigner Obama à une identité Luo vient prouver la valeur du leadership luo : « *en réclamant Obama comme le leur, les Luo* […] *ont vu une opportunité de promouvoir l'importance politique de la communauté luo* » (Carotenuto et Luongo, 2016)

Face aux incapacités ou obstacles manifestes des patrons politiques luo à investir l'échelon suprême du pouvoir national, les Luo ont trouvé à l'échelle internationale – celle de la diaspora luo – des ressources pour affirmer la valeur intrinsèque d'un leadership luo (Figure 24). L'ascension de Barack Obama a été localement à Kisumu perçue à travers les filtres de l'histoire ethnique. Il a été identifié, à l'instar de Raila Odinga, comme un patron politique, un *Big Man* Luo sur lequel la communauté ethnique a attaché son destin et l'espérance de l'amélioration des conditions de vie matérielle de sa majorité (Carotenuto et Luongo, 2016 : 99)[38]. Et on se demande en 2008 au Kenya si « *un Luo peut devenir président des Etats-Unis*

[37] Ambassadeur de carrière, Chirau Ali Mwakwere a été de juin 2004 et décembre 2005 ministre des affaires étrangères

[38] Carotenuto et Luongo reproduisent ce commentaire d'un journaliste du Daily Nation qui capture bien les attentes Luo vis-à-vis d'Obama : « *Many Luo had vested in Obama the attribute expected from a local MP*. » (Carotenuto et Luongo, 2016 : 99)

avant qu'un Luo ne devienne président du Kenya »[39], avec cette idée implicite que l'émergence et le parcours brillant d'un Obama serait impossible au Kenya.

Figure 24 : Air Force One et Obama

The MIRROR Weekly
The Newspaper that reflects society
ELDORET VOL: 122 wmirror05@yahoo.com
Week ending Saturday 28th February, 2009
KSHS 30/=

KENSOFT COMPUTERS
Experts in Laptops & PC Repairs
SALES OF COMPUTERS, PARTS, REPAIR NETWORKING, I.T. CONSULTANCY, CD WRITING, E-COMMERCE, WEB DEVELOPMENT & TRAINING SERVICES.
PHOTOCOPIERS

Kisumu airport to host US air force one

➢ODM Mps push for more contingent funds in the wake of Obama victory ➢ Development rush to beat expected dateline ➢ But corruption maybe an impediment to homecoming party

INSIDE
GM Technology is not a Solution to Africa's Food Woes -Pg. 5
North Rift farmers clutch on 8M bags of maize as famine ravages -Pg. 6
Unilever Tea scholarships censured -Pg. 8
Kisumu water project gets Ksh 1.4 billion -Pg. 10

Prime Minister Raila Odinga is set to receive US President Barack Obama, this time at Kisumu International Airport

By Fred Madanje in Kisumu

The dream for Kisumu residents to have a first hand account of the prestigious presidential jet will finally be realized following the historic inauguration of Barrack Obama as the 44th president of United States of America last Tuesday.

Tentative preparation for this special occasion has also begun in earnest with the expansion of the Kisumu Airport to International status already in course.

The homecoming party is a foregone conclusion only that the new president's four-year itinerary is virtually full but since Kogelo village had special mention in the powerful and pleasant inauguration speech, homecoming party expectation is not in vein.

"And so to all other peoples and governments who are watching today, from the grandest capitals to the small village where my father was born: know that America is a friend of each nation and every man, woman, and child

Continue Page 2

Source : Weekly Mirror, 29/02/2009

Une fois Obama élu président des Etats-Unis, il l'est donc pour beaucoup dans l'Ouest Kényan en tant que président Luo. La rumeur de sa prochaine venue au Kenya enfle, et l'aéroport devient le lieu matériel par lequel la connexion symbolique et sans intermédiaire avec cette figure appropriée de la fierté Luo peut se réaliser. Si bien qu'Air Force One – symbole par excellence de la puissance et ultime élément de la panoplie idéale du *Big Man* – devient un objet de la culture populaire urbaine de Kisumu. Les débats à l'assemblée sont le reflet de ce qui se passe dans la rue. Les représentations de l'avion présidentiel américain pullulent sur les lignes de *matatu* de la ville, dans des morceaux de *ohangala*[40] ou de *benga* en langue vernaculaire ; certains nous font part de la rumeur que de plus en plus de nouveau-nés sont baptisés sous le nom saugrenu d'Air Force One, en plus des noms usuels inspirés par la famille Obama (Barack, Obama, Michelle, Sasha ou Malia). Les possibilités économiques de connexions à la mondialisation (développement de l'horticulture, du maraichage, de la pisciculture, du tourisme et du tourisme d'affaire etc.) apparaissent secondaires face à

[39] Voir "Could US elect a Luo before Kenya?", in *BBC*, 3 janvier 2008. Voir [URL : http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7170089.stm]
[40] Musique urbaine très populaire dans la jeunesse Luo des grands centres urbains kényans

l'expression symbolique du prestige Luo que constituerait le retour au pays de Barack Obama, reconnaissant par ce geste les siens[41]. Au point que l'élection d'Obama apparaisse (à tort) pour beaucoup comme la cause, raison et finalité de l'amélioration de l'infrastructure aéroportuaire et d'une connectivité plus large du pays Luo au monde. Ainsi peut-on lire dans un article qui a fait la une d'un hebdomadaire de l'Ouest Kényan, *The Weekly Mirror* (Figure 24) :

> Dans cet immense projet, l'amélioration des routes dans la région entière est en cours de préparation pour la raison évidente que le président américain va devoir visiter le Kenya et le petit village [*Kogelo*] où son père est né […]. L'extension de l'aéroport de Kisumu a été au programme du gouvernement depuis le président Moi mais ne s'est jamais matérialisée du fait de contraintes financières et d'interférences politiques. La décision d'allouer des fonds à l'extension de l'aéroport par l'administration Kibaki a été insufflé par la visite d'Obama au Kenya en 2006, après qu'il soit devenu évident qu'une nouvelle visite par le sénateur d'alors puisse être en préparation. Les signes qu'Obama puisse atterrir à Kisumu à bord d'Air Force One sont devenus évidents lorsque les parlementaires de l'ODM menés par le Premier Ministre Raila Odinga ont demandé au Parlement que l'on libère des fonds quand Obama a gagné la nomination démocrate en juillet 2008.[…] Peut-être qu'Obama a un programme très chargé mais cela serait plus qu'un honneur d'avoir sa fête de victoire dans sa maison ancestrale qui a ses sources au Kenya. Les Kenyans gardent l'espoir qu'Obama qui est né d'un père kényan il y a 47 ans puisse aussi organiser une fête de Thanksgiving à Kogelo dans l'année.[42]

Si elle parait fantaisiste, cette chronologie revisitée, qui fait d'Obama le moteur de la construction de l'aéroport n'en annonce pas moins la mise en visibilité du pays luo qui a suivi l'élection d'Obama à la présidence américaine. Son élection a eu une influence sur les choix d'investissement du gouvernement. Le village de Kogelo – situé à 50 km de Kisumu – où le journaliste cité plus haut invite Obama à fêter chez lui la plus américaine des fêtes (« *Thanksgiving* »), a été le lieu de l'ouverture d'un centre culturel et d'un musée. Le village a en outre été élevé au rang de site patrimonial protégé, dans le but de développer le tourisme dans la zone (Carotenuto et Luongo, 2016 : 104-105). L'ethnicité uo s'est alors construite comme une marque globale, et avant même l'ouverture de l'aéroport international en 2012, une forme particulière de tourisme – principalement américaine – liée à luoité d'Obama s'est développée à Kisumu et dans sa région.

[41] Bien évidemment, le contexte politique américain marqué par la mise en doute de la légalité de la candidature et de l'élection d'Obama tiendra à distance Obama du Kenya et de Kisumu pour un moment. Le mouvement des *birthers* en effet vient lui aussi souligner la généalogie africaine d'Obama, pour en faire un candidat et un président illégitime. Barack Obama se gardera bien de nourrir ces positions de l'extreme droite américaine, et ne se rendra au Kenya qu'à l'été 2015, sans qu'Air Force One atterrisse à Kisumu.

[42] « Kisumu Airport to host Air Force One », in *The Weekly Mirror*, 28 février 2009

1.2.2. Une occasion d'intervention entrepreneuriale renouvelée au sein de l'économie morale luo

Le train et le réseau ferré est-africain ont dans le moment colonial constitué le mode et l'infrastructure de transport par lesquelles s'était constituée la diaspora luo à l'échelle est-africaine, et à travers laquelle s'était en grande partie formalisée l'identité Luo (Carotenuto et Luongo, 2016 : 44-58 ; Lonsdale, 2006). La métrique aéroportée – la plus iconique de la mondialisation – fournit aujourd'hui un espace de référence dans lequel s'affirme et se renouvelle l'identité Luo. L'ouverture de l'aéroport s'inscrit ainsi dans la continuité d'infusions de logiques et de rationalités entrepreneuriale au sein de l'ethnicité Luo (chapitre 6). On peut citer les propos de ce jeune entrepreneur immobilier de Kisumu, interrogé le lendemain de l'inauguration de l'aéroport, qui tendent à dépasser les cadres néopatrimoniaux et les rapports de dépendance dans lesquels l'ethnicité luo a eu tendance à se formuler dans le Kenya postcolonial :

> Il y a un fantasme chez les gens d'ici, c'est que l'aéroport va apporter des cadeaux [« *freebies* »], ce qui est loin de la vérité ! L'aéroport est maintenant bien ici, et nous n'avons plus d'excuses, on doit prendre avantage de l'aéroport même de manière marginale. Si les gens d'ici ne le font pas, d'autres le feront, des Kikuyus et des Indiens, et ne pleurons pas plus tard que nous avons été marginalisés ! On ne peut pas tout attendre de l'Etat ! […] On a pas assez de bons hôtels pour les touristes et ça pose un problème pour ceux qui vont venir ici. Moi je demande aux investisseurs de venir et d'investir dans un marché immobilier qui est sous développé. Beaucoup vont dire qu'on ne peut pas construire de bons hôtels pour les touristes parce que les touristes ne viennent pas dans la région. Ils devraient prendre le risque et investir pour les attirer, c'est comme ça qu'on devrait penser ! […] C'est la même chose pour les Luo dans la campagne autour de Kisumu […] Ils doivent planter des fleurs, des tomates, creuser des bassins à poissons pour que cet aéroport leur profite, mais pour ça ils doivent prendre des risques, et pas attendre que l'argent leur tombe du ciel ou d'Obama ou de Raila. […] Ce sont des Indiens et des Kikuyus qui envoient du poisson en Europe et aux Etats-Unis, et pas des Luos ![43]

Pour ce jeune entrepreneur, l'aéroport constitue une occasion pour la communauté ethnique de se prendre en charge, de devenir responsable de son devenir. Il propose ainsi un imaginaire de la connexion qui permette de dépasser les relations géographiques néopatrimoniales de l'Etat kényan, productrices dans le sens commun politique kényan d'intégration et d'exclusion en fonction de la coloration ethnique du pouvoir et des jeux d'allégeances (voir chapitre 5). Pour lui, il n'y a rien à attendre de la prodigalité des *big men*. La solution du développement résiderait dans les capacités entrepreneuriales individuelles, la prise de risque et l'investissement, soit autant de comportements que la communauté ethnique se devrait d'adopter pour s'affranchir des relations de dépendances nationales qui l'enfermeraient dans le sous-développement. En ce sens, cette position est similaire aux tentatives d'intervention

[43] Entretien avec Georges Otieno, 12/11/2011

élitaires contemporaines au sein de l'économie morale luo (cf chapitre 6). L'aéroport représente dans le propos précité l'infrastructure par laquelle est rendu possible le dépassement de l'enfermement dans les relations inégales du jeu néopatrimonial. Il offre au pays luo une accessibilité directe aux marchés mondiaux. En ce sens, et pour reprendre la métaphore heuristique de l'Etat garde-barrière développée par Frederick Cooper (2008), il constitue une possible reconfiguration matérielle de la barrière nationale, jusque-là jalousement gardée par des non-Luos.

L'aéroport de Kisumu et les potentielles connexions matérielles avec le marché mondial, mais aussi les connexions symboliques avec les ressources identitaires puisées dans les figures réappropriées de la diaspora, permettent finalement l'expression d'un nationalisme Luo renouvelé qui vient – du moins en discours – dépasser et « sauter par-dessus »[44] l'échelle nationale. Les discours de l'appartenance et de l'identité développés aujourd'hui autour de cette « luoité dans le monde » illustrent le conflit entre l'affirmation d'une identité nationale kényane et une identité Luo. Sans pour autant que les ferments d'affirmation d'un sécessionnisme luo soit tout à fait transparents et clairement revendiqués en tant que tels. Nous posons l'hypothèse qu'au lieu de dépasser complètements la barrière, les sauts scalaires permettent de mieux y revenir : les ressources les ressources puisées à l'échelle globale permettent de réinvestir la compétition pour le pouvoir national. Ils sont autant d'arguments utilisés pour renégocier la position des Luo en tant que gardes-barrières de l'Etat kényan.

2. KOGONY, L'AEROPORT, ET LES RECOMPOSITIONS FONCIERES DANS UNE SUBLOCATION DE KISUMU

2.1. Les composantes diasporique et territoriale de l'identité Luo

L'aéroport exprime donc des relations matérielles autant que symboliques par lesquelles le territoire politique Luo tente de renégocier sa place dans la Nation kényane et dans le monde. L'abstraction d'un territoire politique Luo projeté dans la mondialisation n'est pourtant pas suffisante. L'unanimité perceptible dans la l'affirmation de la fierté luo autour de l'aéroport a été fissurée par l'irruption de résistances elles aussi ancrées dans une revendication de luoité,

[44] on peut ici se renvoyer à cette idée de « *jumping scale* » (ou « saut scalaire ») (Cox, 1998 ; Merk, 2009) par lesquelles les géographes anglo-saxons, ancrés dans un constructivisme scalaire, ont analysé les stratégies d'acteurs visant à dépasser les contraintes d'actions liées à un échelon géographique dans un investissement d'un terrain géographique d'échelles supérieur, pour y trouver de nouvelles ressources et de nouvelles modalités d'action.

mais à une autre échelle. Ernest Ondu, membre du *Kogony Land Council of Elders* (KLCE) – une association clanique ancrée dans la *sublocation* de Kogony à l'ouest du centre-ville et calquée sur le fonctionnement du *Luo Council of Elders* – exprime ce conflit scalaire à l'intérieur du champ politico-culturel Luo lorsqu'il propose un autre nom de baptême pour l'aéroport :

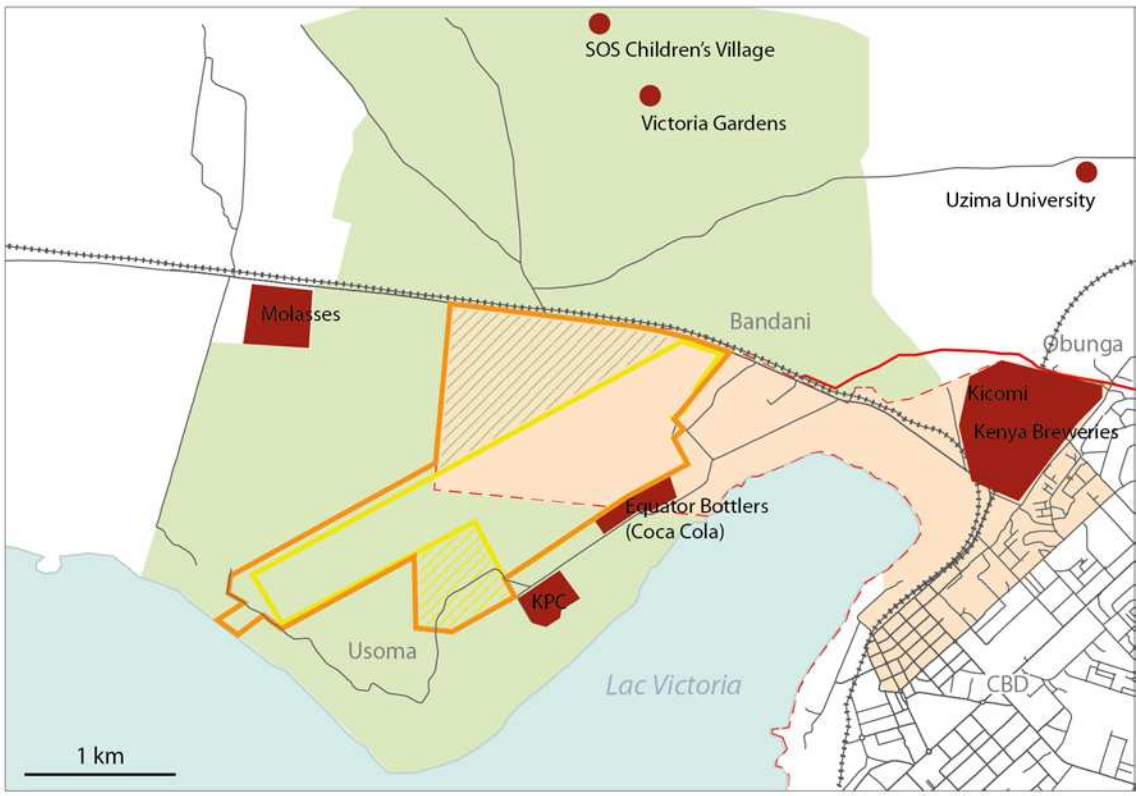
> L'aéroport devrait être appelé du nom de l'un des nôtres […] Jaramogi est notre héros, mais il a déjà un hôpital et la plus belle avenue de Kisumu à son nom. Il faudrait appeler l'aéroport du nom d'Okore K'Ogonda qui a mené les sous-clans des Jo-Korando et des Jo-Kogony du clan des Jo-Kisumo ici pour envahir les Nandis et les Teriks. Ce sont eux qui se sont alors installés dans ce qui a été appelé Kisumu. L'aéroport n'est qu'à quelques encablures de sa tombe, il a été tué après une embuscade des Nandis après qu'il ait revendiqué la terre de toute la zone pour les siens aux alentours de 1820. Il a chassé les Maragolis de la plaine et de la zone autour de Tieng're et de la prison de Kodiaga, jusqu'aux Maragolis Hills. Il a chassé les petits groupes des Jo-Gem et Jo-Kajulu qui se sont installées plus tard autour de Gem Rae à Nyakach et ce qui est appelé aujourd'hui Kajulu le long du Nandi Escarpment. Puis il a évincé les Kano, les a forcé à la paix autour de la rivière Nyamasaria, bien que la frontière originelle entre Jo-Kisumo et les Jo-Kano ait été la rivière Kisat, à côté du terrain de golf et de l'aéroport.[45]

Le discours historique développé par Ondu vient dessiner très précisément un territoire (maximaliste) de la conquête des Jokisumo contre une pléthore d' « Autres », qu'ils soient ou non locuteurs Luo. Dans ce discours, de la conquête découle des droits enracinés dans la terre sur laquelle se tient aujourd'hui la troisième ville kényane. L'aéroport, situé en plein milieu de la zone conquise, doit refléter le prestige de cette histoire, avant de célébrer la figure plus large et consensuelle dans le champ politique Luo de Jaramogi Oginga Odinga. Pourtant cette tentative d'expression du prestige clanique à travers l'aéroport ne va pas de soi. Elle est même tout à fait paradoxale. Le *Kogony Land Council of Elders* est la dernière mouture d'une stratégie de lutte qui a vu s'opposer le clan au gouvernement colonial, puis au gouvernement républicain, à propos de l'aliénation foncière qu'a constituée l'établissement de l'aérodrome colonial en 1914, ses extensions successives, puis les travaux de mises aux normes internationales. Jack Owido, feu *chairman* du KLCE, nous donne la clef qui permet d'éclairer l'apparente contradiction dans la revendication de fierté ethnique par le biais d'un aéroport contre lequel le clan s'est régulièrement mobilisé : « *nous ne sommes pas contre l'aéroport, je suis même assez enthousiaste que le développement touche les Luo, mais nous ne voulons pas que le développement se fasse contre nous et contre notre mode de vie* [way of life] »[46]. Facteur de célébration de l'identité ethnique en général, l'aéroport apparait ici comme une menace pour une luoité particulière et d'échelle « sublocationnelle », ancrée dans une

[45] Entretien avec Ernest Ondu, 12/02/ 2011, transcrit du dholuo à l'anglais par Moses Omondi Okisa, puis traduit en français par nos soins
[46] Entretien avec Jack Owido, 23/04/2011

quotidienneté – des rythmes temporels et des pratiques liées au codage spatial symbolique luo ancré dans la terre – que l'on souhaiterait autant que possible préserver et séparer de l'avancée du domaine urbain. Au centre de ce combat contre l'aéroport, on retrouve un attachement territorial viscéral à la terre.

Carte 37 : L'extension de l'aéroport au centre des dynamiques de changement spatial à Kogony



Découpage administratif et électoral

- Ancienne frontière municipale coloniale
- Sublocation Aerodrome
- Sublocation Kogony
- Usoma — Nom des quartiers

Extension de l'aéroport

- Superficie de l'aéroport en 2005
- Superficie de l'aéroport en 2013
- *Chinese camp*
- Zone appartenant à KAA utilisée comme patûre avant 2009

Infrastructures de transport

- Principales routes
- Voies de chemin de fer

Signes du développement urbain

- Infrastructures industrielles
- Nouveaux points d'ancrage métropolitains

Sources : Google Earth Pro, Digital Globe 2007, Digital Globe 2017, relevés de terrain.
Conçue et réalisée Quentin Mercurol et Juliette Morel, 2017.

Certes, la projection des Luo hors de la terre des origines a constitué un ferment fort d'affirmation identitaire Luo. Nous l'avons vu, la projection via Obama et AirForce One de la luoité dans le monde est un facteur de réaffirmation ethnique puissant, rejoignant les

conclusions de Carotenuto et Luongo qui ont exploré la composante diasporique de la formation de l'identité Luo (Carotenuto, 2006 ; Carotenuto et Luongo, 2009 ; 2016). Avant cela, nombreux sont les travaux qui ont montré la centralité des processus diasporiques et migratoires dans la définition de l'identité Luo. David Parkin a exposé dès les années 1960 dans son étude des Luos du quartier de Kaloleni à quel point les emprunts au répertoire de la tradition ne s'opposaient en rien à la vie urbaine hors du pays luo. Bien au contraire, la continuation de la segmentation lignagère, l'endogamie ethnique et la polygamie ont largement été réinventées à l'aune des contraintes et opportunités nouvelles de la vie urbaine, tout en permettant d'articuler les modes de vie urbains aux ressources offertes par les liens avec la campagne. Cohen et Atieno Odhiambo ont eux souligné comment l'articulation par des acteurs luo d'espaces socio-économiques divers hors de la *dala* (cf chapitre 2 et 3) – telles que les grandes villes kényanes mais aussi d'autres terres agricoles hors de la terre des origines – avaient ouvert des possibilités nouvelles d'appropriation et d'invention culturelle, élargissant les contours des « paysages »[47] luo. Les individus pouvaient y trouver autant des opportunités de mobilité sociale ascendante que de la frustration (Cohen et Atieno Odhiambo, 1989).

Le pays luo ne se limite donc pas à la terre idéale des origines, et les contenus de l'ethnicité luo – sa modernité – ont été intimement liés aux pratiques de mobilité en-dehors de la *dala,* de la grande migration Luo débutée au XVIe siècle (Ogot, 1967) jusqu'à l'appropriation dans le temps global d'une figure de la diaspora comme celle de Barack Obama (Carotenuto et Luongo, 2016). Il n'en reste pas moins que la *dala* – le territoire des origines – possède une place et une fonction centrale dans l'*ethnoscape* Luo. La *dala* est aujourd'hui le lieu à partir duquel se définit ce que Parker Shipton a décrit comme une « *idéologie de l'attachement* » (Shipton, 2009). L'appartenance à la terre est devenue un enjeu puissant depuis le début du XXe siècle. Avec la croissance de la pression foncière et des querelles locales, et des structures administratives britanniques qui ont stoppé les formes de mobilités précoloniales, la notion d'appartenance s'est davantage territorialisée et les lignages claniques ont gagné en importance dans le contrôle de la terre.

La production de l'identité Luo au XXe siècle s'est fondée sur la complémentarité de processus de territorialisation et de processus de déterrorialisation, la combinaison d'ancrages et de mobilités. Les mobilités vers la ville et d'autres campagnes et le développement du phénomène diasporique permettaient, par la constance des réinvestissements symboliques et matériels, la survivance des terroirs des origines. Les changements directement et

[47] Le mot de *Landscape* est utilisé par les auteurs dans un sens proche de celui que fait Arjun Appadurai du concept de paysage, notamment celui d'*ethnoscape*, pour marquer les connexions symboliques, immatérielles et médiatiques qui viennent sans cesse renouveler dans l'espace de la diaspora les liens avec la terre idéalisée des origines.

indirectement liés au développement de l'aéroport constituent une menace, pour certains Jo-Kogony, sur le référent identitaire territorial, cet espace défini par la présence des tombes, «*point focal de l'attachement humains au lieu : les vivants et les morts, le social et le matériel, tout ce connecte ici* » (Shipton, 2009 : 20). La force du conflit scalaire tient dans le fait que – à une autre échelle – l'aéroport participe à la production de l'identité luo, dans sa composante diasporique, mobile et réticulaire. Si « *la terre se meurt* » – constat formulé à Uhero, autre localité rurale du pays luo (Geissler et Prince, 2010), qui pourrait être partagé par les *elders* et d'autres Jo-Kogony – c'est que l'aéroport cristallise des forces de changement spatial qui vulnérabilisent de larges pans de la population locale, alors exposée à la dépossession et l'appauvrissement. L'urbanisation est vue par certains acteurs comme une force de dépossession.

2.2. L'aéroport comme force de changement spatial à l'échelle locale

2.2.1 L'aéroport comme extension du domaine de l'urbain

Loin de se limiter à un point d'ancrage d'un réseau d'échelle mondiale déterritorialisé, les infrastructures aéroportuaires participent activement au processus d'urbanisation des espaces qui les environnent, favorisent l'émergence de centralité dans les périphéries des villes et les fait évoluer vers des structures polycentriques (Frétigny, 2012 : 30-35). L'actuelle expansion de l'aéroport a une incidence locale puissante. Dans l'histoire et la géographie particulière de Kisumu, plus que de constituer une complexification réticulaire et polycentriste radicalement neuve de la structure urbaine, l'extension de l'aéroport se comprend dans le renouvellement de la tension sur un front diffus, celui qui partage l'urbain et le rural, les deux faces des structures spatiales bifides de l'Etat colonial (voir chapitre 2 et 3).

La frontière entre la ville et la campagne à Kogony n'est pas traçable par l'abstraction d'une ligne. C'est un espace de transition et de gradient, un espace mité, un front. Le paysage de Kogony – son faciès – est majoritairement rural. Il est circonscrit par les limites administratives d'une *sublocation*, qui regroupe des terres basses lacustres et, une fois la route traversée, les pentes des RIAT Hills. Cet ensemble est ponctué par la circularité des *dala* détourées par des haies d'euphorbes. C'est un espace cadencé par la circularité des rythmes agricoles, de la culture du maïs, de la pâture, et aussi par le rythme des funérailles, moments fondamentaux dans la vie sociale de Kogony. Mais partout aux limites et au sein de cet espace rural des origines se manifeste la ville. Au loin, la très modeste *skyline* du centre-ville impose au visiteur la conscience de la proximité de la ville. Le territoire clanique est en outre cerné à l'est et à l'ouest par d'imposantes constructions industrielles. A l'est les longues usines Coca-Cola et les énormes réservoirs circulaires de la Kenya Pipeline Company (KPC) marquent la

brutale irruption du domaine urbain ; à l'ouest, le dédale de tuyaux et tubes métalliques de la Molasses Plant s'élève de la ligne d'horizon pour rompre la plate monotonie du paysage agricole. C'est aussi au cœur de Kogony que se lit l'empreinte urbaine. Il y a évidemment l'aéroport, qui dès ses origines (1914), opère une coupure brutale de l'espace clanique, introduisant une discontinuité forte entre le bas Kogony et le haut Kogony. Le développement des vols quotidiens et réguliers, atterrissages et décollages, introduisent des éléments rythmiques nouveaux (et bruyants) dans le paysage de Kogony. La discontinuité territoriale est d'autant plus forte qu'elle est soulignée par une deuxième coupure : la ligne logistique qui réunit la route de Busia et le chemin de fer. Sur la face nord d'une partie de cette ligne a pu fleurir une sorte de *tiers-espace* (voir Chapitre 2), le quartier non planifié de Bandani qui a su s'affranchir de la rigidité des catégorisations spatiales coloniales (la dichotomie ville/campagne) pour abriter une place de marché, une mosquée et une communauté musulmane mélangée. L'empreinte la plus diffuse et prégnante de l'urbanisation de la zone est à trouver dans la multiplication ponctuelle sur toute la *sublocation* des éléments matériels de ces « *paysages inachevés* » (Gervais-Lambony, 1994 : 64-74) : tas de sables, parpaings, façades dénudées de construction sans toits, terrains clôturés non construits, autant d'éléments qui marquent une transition en cours vers un espace plus dense, plus diversifié, en marche vers l'urbain.

Le truchement de la ville à Kogony et la porosité du rural et de l'urbain ne sont donc pas nouveaux, mais l'extension de l'aéroport a accéléré le rythme et le sentiment de la montée en puissance du domaine urbain au sein de la zone. L'aéroport cristallise une peur et une réalité de la dépossession, en faisant évoluer la démarcation entre domaine urbain et rural. D'abord, l'empreinte spatiale de l'infrastructure est plus importante, l'extension de la piste ayant nécessité l'acquisition de nouvelles terres « indigènes », en plus de celles déjà (mal)acquises en 1914 et 1942 (Encadré 31). Les travaux ont demandé l'accaparement d'un morceau de terre sur lequel a été bati le « *chinese camp* », où étaient regroupées les résidences des ingénieurs et travailleurs chinois de la COVEC, ainsi que les espaces de stockage pour les matériaux et les engins de chantier. Ensuite, la mise aux normes de sécurité de la zone aéroportuaire exige l'érection de barrières qui viennent enclore des espaces qui – bien qu'appartenant à la *Kenya Airport Authority* (KAA) – étaient jusque-là utilisés comme des espaces de pâture. Comme nous le verrons, des compensations ont été attribuées, mais elles sont très âprement contestées.

2.2.2. L'augmentation des valeurs foncières et diversification sociale à Kogony

A l'accroissement de l'empreinte spatiale de l'aéroport s'associe un changement foncier plus insidieux qui dépasse largement le périmètre de l'infrastructure. A l'échelle de la ville, l'aéroport (et même la simple annonce de l'imminence de sa construction) a dynamisé les marchés fonciers. La presse kényane a largement fait état de ce processus dans ses colonnes :

> L'actuelle amélioration de l'Aéroport de Kisumu au statut international a relevé les perspectives immobilières, avec une demande de logement que l'on prévoit croitre significativement.[48]
>
> Après des décennies de croissance du marché immobilier bégayante, Kisumu vient à la vie avec des activités de développement robustes qui viennent doter la ville de possibilité de croissance étendues […] La ville est sur la bonne voie de la transformation et a depuis abandonné la nature paisible à laquelle elle est associée, et a acquis une nouvelle identité caractérisée par une activité bouillonnante alors que la ville trace un nouveau chemin vers le développement. […] Robert Owaga, un ingénieur-consultant travaillant pour la Japan International Development Agency (JICA) affirme que l'aéroport a joué un rôle catalyseur en offrant de nouvelles opportunités pour le business : « [l'aéroport] *a donné une impulsion au marché immobilier dans la mesure où il fournit au marché des flux nouveaux de voyageurs qui ont besoin de logements pour des buts résidentiels et commerciaux* [sic] » [49]
>
> La transformation de l'Aéroport de Kisumu pour accueillir des vols internationaux a particulièrement donné un élan aux investissements dans la région, dont on attend aussi qu'elle bénéficie de l'amélioration de la voie ferroviaire Mombasa-Nairobi-Kisumu, de la réhabilitation des liens routiers et des réseaux électriques et d'adduction d'eau. Les agents immobiliers ont observé une hausse des prix de la terre, des habitations et des loyers – qui ont tous presque doublé dans les trois dernières années. […] Les données de la Central Bank montrent que dans les 61 milliards de Ksh de prêts concernant le secteur immobilier dans les six mois à partir de juin 2010, 10% (6,1 milliards de Khs) ont été destinés au développement de propriétés à Kisumu, signe d'un appétit croissant d'investissements dans le hub qui relie l'Ouest kényan à l'Ouganda. [50]

Les divers projets d'infrastructures logistiques (cf chapitre 5) associé à des conditions locales préexistantes de saturation du marché résidentiel[51] et une politique municipale favorable aux promoteurs immobiliers[52], ont aiguisé les appétits de nouveaux acteurs fonciers qui viennent parier sur (autant qu'ils y participent à) l'accroissement des valeurs foncières à Kisumu. Le

[48] "Kisumu developers real estate master plan" in *Nairobi Star*, 31 mars 2011
[49] "Kisumu awakens from property slumber"in *The Standard,* 2 mars 2011
[50]" Kisumu basking in new investments" in *Nairobi Star*, 2 novembre 2011S
[51] Voir « Kisumu's biting house shortage » in *The Standard*, 7 avril 2010 ; "Furnished houses popular in Kisumu" in *Nairobi Star*, 16 mars 2011
[52] Voir "Kisumu developer's real estate master plan", art. cité. La municipalité s'est ainsi faite la championne d'un « *master plan* » qui propose ainsi d'enlever les *"bureaucratic hurdles in approval of building plans to reduce the process completion time from more than a month down to a week, while the construction of high rise building will only be allowed within the designated residential zones. This, the council says, is targeted at encouraging more investors and housing developers.*"

fleurissement bancaire est un fait notable des dix dernières années à Kisumu, et les agences bancaires façonnent fortement le faciès de l'Oginga Odinga Street, attirées par la fluidification des marchés fonciers et les demandes en hausse de prêts hypothécaires[53]. Les tendances du marché immobilier sont disséquées non seulement par la presse, mais aussi par des agences de conseils et de consultance qui viennent quantifier ses possibilités. Cytonn Investments, une agence de conseil basée à Nairobi, produit ainsi des données et des indicateurs sur les opportunités d'investissement dans le marché immobilier de Kisumu, qui apparait alors particulièrement lucratif : « *D'après nos recherches, le marché immobilier résidentiel à Kisumu présente un retour moyen de 13,3% par an, pour un rendement de 4,8 % et une appréciation annuelle du capital de 8,5%.* »[54].

Le nombre d'agences immobilières a explosé, et de beaux patrimoines se sont constitués. On pense ici particulièrement à la richesse soudainement acquise par Eric Ounga (à travers son agence *Ounga Commercial Agencies*), à la *Tom and Company Agencies* dirigée par Aba Eban, ou encore à Habil Odhiambo et sa *Kisumu Property Market Limited*, soit autant de jeunes entrepreneurs Luo qui viennent peu à peu se tailler une part dans un gâteau immobilier jusque-là largement contrôlé par les « *asian barons* »[55] . Ces parcours de réussite masquent sans doute les multiples espoirs brisés d'insertion de nouveaux acteurs Luo dans le bouillonnant marché immobilier (Encadré 27). La visibilité des agents et promoteurs immobiliers s'est accrue, en même temps qu'ils ont pu organiser la représentation médiatique et politique de leurs intérêts. Les trois individus cités, outre leur omniprésence médiatique lorsqu'il s'agit de questions immobilières à Kisumu, sont aussi des membres de la *Kisumu Business Coalition* longtemps dirigée par Israël Agina (voir chapitre 6). Tous trois sont enfin au centre de l'organisation d'une foire immobilière annuelle, la *Kisumu Home Expo* dont la première édition s'est tenue en 2007[56], et dont le but est de présenter le dynamisme du marché immobilier local et de la multiplicité des acteurs qui l'accompagnent[57].

Les origines des investissements qui viennent nourrir le dynamisme du marché foncier sont variées. Elles illustrent en partie une dynamique de retour des capitaux accumulés en Afrique

[53] Voir "Fourth Kisumu Expo Seeks to Open Up Home Ownership", *The Nairobi Star*, 22 juin 2011 ; "Kisumu is growing, but are investors happy?", in *The Standard*, 24 avril 2014 ; "Kisumu Facelift Unlocks City's Real Estate Sector", *Nairobi Star,* 4 décembre 2013

[54] *Research Note: Focus on Kisumu,* Cytonn Investment, 2016
[URL : https://www.cytonn.com/download/Research_Note_Kisumu_Investment_Opportunity.pdf]

[55] "Real estate agents and developers count gains in Kisumu property boom" in *Business Daily,* 3 juin 2012. La famille indienne des Gilani est communément reconnue comme l'acteur immobilier le plus important de la ville.

[56] "Kisumu Homes Expo on the cards" in *The Standard*, 14 juin 2012

[57] On pourrait citer l'entreprise de construction et de vente de matériaux de construction Skylark, exemple de réussite et du renouvellement du capitalisme indo-kényan à Kisumu, ou bien encore le succès largement mis en scène de la compagnie kényane de peinture *Crown Paints* qui vient d'ouvrir une nouvelle usine à Kisumu pour nourrir un marché régional en expansion. Crown Paint est un partenaire central des différentes éditions de la Home Expo.

de l'Est et dans les pays occidentaux dans le *homeland* Luo. A la *Home Expo* de 2012, Aba Eban confirme le poids de la diaspora dans le marché immobilier de Kisumu : « *les Luo vivant et travaillant à l'étranger ont donné le ton dans le marché immobilier. La Diaspora à elle seule effectue près de 60% des transactions annuelles sur les propriétés à Kisumu. Et la majorité de nos clients sont basés au Sud-Soudan*[58]*, en Afrique du Sud, au Rwanda et dans bien d'autres pays africains, mais aussi en Europe ou aux Etats-Unis* »[59]. Les plus grosses agences immobilières publient toutes leurs annonces sur leurs sites internet spécialisés[60], annonces souvent relayées sur les sites web des grands journaux kényans (notamment *The Star*). L'analyse du marché immobilier local par Cytonn Investments est destinée aux acheteurs de la diaspora[61]. Si la totalité des investissements de la catégorie souvent non définie de « diaspora » ne peuvent être uniquement considérés par leur luoité, reste que celle-ci reste une dimension importante des logiques de rapatriement des capitaux qui participent du développement du marché immobilier de la ville. Dans le contexte de continuité et d'approfondissement des clivages ethniques du Kenya d'après les violences post-électorales de 2007-2008, les appels à «*l'investissement à la maison* » lancés par les autorités ethniques (*Luo council of Elders*), le Premier Ministre et les cercles d'entrepreneurs ont largement été écoutés (voir chapitre 6 et Carotenuto et Luongo, 2009 : 208). De plus, en mobilisant le sentiment de marginalisation et les discriminations anti-Luo dont certains membres de la communauté ethnique se sont présentés comme victime, le territoire Luo a été conçu comme le lieu de la possibilité d'expression des qualités entrepreneuriales individuelles contraintes ailleurs au Kenya (Encadré 27). L'appartenance à la communauté Luo a joué un rôle facilitateur dans les transactions foncières pour des autochtones réticents à vendre leur propriété à des businessmen locaux d'origine indienne, ou à des membres d'autres communautés ethniques du pays (Encadré 27).

Finalement, Kisumu apparait aujourd'hui comme l'un des lieux où s'exprime la pluralisation des paysages de l'appartenance Luo, à l'instar de ce qu'a pu être la « *Sugar Belt* » à l'est de Kisumu pour les Luo originaires de Siaya et d'ailleurs dans le pays Luo (Cohen et Atieno Odhiambo, 1989 : 54-60). En tant que capitale ethnique, Kisumu conjugue les aspirations à l'urbanité, à la luoité et à la réussite matérielle. Plus précisément, la possession de terre à Kisumu unit ces aspirations, au prix sans doute d'une reconsidération des liens qui unissent

[58] Ou jouant de la proximité ethnolinguistique, beaucoup d'investisseurs et d'entrepreneurs Luo en ont fait avec les perspectives offertes par la création nouvelle de l'Etat sud-soudanais un lieu préférentiel de développement de leurs affaires.
[59] Cite dans "Real estate spurs Kisumu's Tourism growth", *The Standard*, 31mai 2012
[60] Voir [http://www.kisumuproperties.co.ke/] pour l'agence d'Eric Ounga ;
[URL http://www.opandeafrica.com] pour l'agence de Nickson Opande.
[61] L'offre de service aux membres de la diaspora est même la raison d'être de l'agence de conseil : « *Cytonn Diaspora was founded to make a difference in how Kenyans in the Diaspora invest back home. We alleviate the problems facing Kenyans in the Diaspora seeking attractive investment opportunities back home"*
voir [URL : https://www.cytonn.com/]

terre et luoité. Pour les nouveaux acheteurs Luo, la terre est principalement considérée pour sa valeur d'échange, et c'est par l'accumulation de cette valeur au sein d'une capitale ethnique en voie de connexion aux flux de la mondialisation que se jauge la réussite. Dans une forme manifeste de conflit scalaire, ceci se fait au détriment des valeurs d'usage investies dans le sol par les primo-possédants, et donc de l'expression à une échelle « sublocationnelle » d'une forme concurrente, plus territoriale et conservatrice de la luoité. Et c'est bien ce conflit inégal qui nourrit chez des primo-possédants moins bien dotés financièrement la peur de la dépossession.

Sans doute plus qu'ailleurs à Kisumu, ce conflit est clairement formulé à Kogony. La proximité de l'aéroport a engrangé la hausse des valeurs foncières et la marchandisation de la terre, sans pour autant l'initier. Comme dans les autres espaces de l'ancienne réserve indigène coloniale, à partir des années 1970, l'établissement de titres de propriétés individuels de terres anciennement considérées comme communautaires (ou processus d'*adjudication*), a jeté les bases de l'émergence d'un marché foncier (Wanukaya Okonyio, 2008 : 36-39). Suivant les recommandations du plan de développement rural colonial, plus connu sous le nom de Swynnerton Plan (1954), il s'agissait alors de favoriser la hausse de la production agricole paysanne africaine par l'octroi de titres de propriétés individuels sur lequel le paysan – alors considéré comme un véritable petit entrepreneur agricole – pouvait appuyer par l'hypothèque ses besoins de financements pour le développement de sa production (Shipton, 2009 : 143-153). A Kogony, le processus d'*ajudication* terminé dans le milieu des années 1980 n'a pas porté une hausse significative de la production de *cash-crop* qui aurait projeté la paysannerie locale dans la modernité capitaliste ; il a de manière assez inattendue permit le développement récent de la spéculation foncière urbaine.

Encadré 27 : une transaction foncière à Kogony

Arthur est un jeune entrepreneur Luo, dont les origines claniques sont à chercher du côté de Siaya, bien à l'ouest de Kisumu. Il a grandi à Nairobi et ne parle pas un dholuo parfait ; dans les interactions du quotidien à Kisumu, certains doutent même de sa luoité. Cadre dans une banque, il s'est installé à Kisumu il y a 5 ans, et il a investi dans diverses activités en ville. Ce retour à la patrie ethnique est motivé selon ses propos par les discriminations dont il aurait été victime dans sa vie professionnelle et entrepreneuriale à Nairobi. Parmi ses activités à Kisumu, il y a la mise en valeur de son *compound* de Milimani, un vaste terrain sur lequel se tiennent, en plus de celle qu' il habite avec sa femme, trois autres maisons qu'il loue à prix d'or pour de moyennes durées à des volontaires et des expatriés occidentaux. Après de long mois de recherches dans l'année 2009, il a acheté un terrain en bordure de lac à Kogony (Usoma). Le récent développement du marché foncier à Kogony et la stature des nouveaux acheteurs (dont le Premier Ministre Raila Odinga lui-même, des membres de sa famille et plusieurs promoteurs immobiliers majeurs du centre-ville) lui ont confirmé le potentiel de la zone. Il compte y développer cette même activité de location de moyenne durée, et pense que les populations expatriées seront attirées par la proximité du lac, de l'aéroport, l'éloignement relatif du centre-ville et la proximité du Center for Disease Control. C'est l'ouverture de l'aéroport qui lui permet de se

projeter dans la rentabilité de son investissement : il prévoit une augmentation du type particulier de location qu'il propose, et compte aussi sur l'augmentation de la fréquentation touristique.

L'homme qui lui a vendu le terrain – un autochtone – était en contact avec plusieurs *asians*. Arthur l'a rencontré par un intermédiaire de Kogony, un jeune homme dans la trentaine voisin du terrain en vente, qui lui a présenté le propriétaire,ainsi qu'une petite bande de jeunes hommes du coin qui gardent et entretiennent le terrain contre rémunération. Bien qu'étranger à Kogony, le propriétaire a préféré Arthur car celui-ci pouvait donner des gages de luoité. Arthur doit participer à un rite de purification de la terre avant la transaction. La difficulté pour les indiens kényans de Kisumu d'obtenir de la terre à Kogony a d'ailleurs donné l'idée à Arthur de devenir un *land-broker* entre vendeurs autochtones et acheteurs indiens. Une fois les 700 000 Khs dépensés pour l'achat de la terre, Arthur se retrouve sans capitaux disponibles pour le développement du terrain. Le terrain reste donc vierge, et après quelques difficultés financières, il se voit contraint de le vendre pour répondre à des besoins urgents de numéraire. Il le vendra 2 ans (en 2011) après l'achat à l'un de ses compétiteurs indiens, non sans se faire une plus-value de 600 000 Khs (le terrain ayant été vendu 1,3 millions de Khs). A notre connaissance, le terrain est aujourd'hui toujours vierge de construction.

Source : observations, carnet de terrain, février 2010, mars 2011

Kogony est l'un des *hotspot* du marché foncier de Kisumu. A la hausse des valeurs foncières correspond l'augmentation significative du nombre de transactions foncière des *wuon lowo* – « maîtres de la terre » – vers différents types d'étrangers à la communauté clanique, puis dans un second temps entre étrangers eux même, avec des plus-values conséquentes à chaque revente. Les parcelles tendent à être subdivisées, et la taille moyenne des surfaces transmises à baisser. Alors qu'en 2008 on pouvait encore trouver des surfaces d'un acre à acheter pour environ 250 000 Khs (soit 2 500 euros pour 0,4 hectares environ), le commun des ventes ne dépasse que très rarement en 2013 le demi-acre pour des sommes supérieures. Les « *beach plots* » – situés en bordure du lac – doivent être mis à part, tant les logiques de spéculations y sont extrêmes. Dès notre première visite à Kogony (Usoma) en 2009, on nous annonçait que toutes les terres adjacentes au lac avaient été vendues par leurs propriétaires originaux. Sans aucun développement matériel manifeste, les valeurs foncières ont augmenté de manière exponentielle durant notre terrain. En 2009, on trouvait sur le marché des *beach plots* pour environ 1 millions de Khs pour un demi-acre. En 2013, une surface similaire était mise sur le marché avant négociation à 4 millions de Ksh (soit 40 000 euros). En 2016, on pouvait trouver sur internet une annonce pour un *beach plot* d'un acre estimé à 9,5 millions de Khs (soit près de 95 000 euros)[62]. L'achat en 2008 de terrains par le tout nouveau Premier Ministre kényan Raila Odinga et certains membres de sa famille a littéralement fait flamber les prix des

[62][URL :http://www.buyrentkenya.com/details/S29475?utm_source=rubrikk&utm_medium=feeds&utm_campaign=sale_feeds] consulté le 15/11/2016. Et l'argument de vente suivant : « *acre Beach Property with ready freehold Title in Kisumu, Kogony (Usoma). Located minutes from Kisumu Airport and Nyanza Golf Club. Very prime plot with lots of sand and is ideal for a holiday resort or a home.Kisumu is experiencing an unprecedented real estate boom following recent infrastructural upgrades which are in turn attributable for the growth in property demand. Many investors contend there is a better chance of good returns on investment in Kisumu compared to other Kenyan towns*"

parcelles du front de lac (Encadré 27 et Encadré 28). Les terrains, aujourd'hui toujours non développés (mais soigneusement ceinturés de fils barbelés), sont entourés d'une épaisse rumeur. Si personne ne sait ce que les Odinga veulent y construire[63], tout le monde reconnait – les nouveaux acheteurs en premier – que la zone est promise à un développement certain, et que route, réseau d'eau et d'adduction seront apportés à la zone et participeront à l'augmentation des valeurs foncières.Cette rumeur a un rôle moteur dans la hausse des valeurs foncières (Encadré 27).

Encadré 28 : Raila Odinga et l'aéroport : acteur d'une accumulation par dépossession ?

En 2010, cela fait déjà quelques années que la route en terre qui dessert Usoma dans la *sublocation* de Kogony doit être asphaltée, mais cette extension est ajournée du fait des travaux en cours à l'aéroport. En effet, l'extension de la piste d'atterrissage demande l'acquisition de nouvelles terres et menace de couper la route en deux. Selon des membres du Kogony Land Council of Elders qui ont assisté à une réunion sur le sujet, seuls 70 mètres d'extension du terrain alors déjà disponibles sont nécessaires pour mener à bien les travaux de la piste, d'après les ingénieurs chinois en charge du projet. En ce cas, la route ne serait pas coupée. Pourtant selon les elders, Raila Odinga lui-même aurait fait pression sur le manager de la Kenya Airport Authority (Georges Muhoho) pour une extension de 300 mètres du terrain vers le lac. Les rumeurs et les suspicions éclatent dans le KLCE : Raila veut accaparer [« *grab* »] une partie de cette terre pour lui-même et la vendre à prix d'or, ou bien l'utiliser comme ressource de patronage politique et la reverser à ses soutiens politiques. Pour nourrir leurs propos, certains *elders* prennent pour exemple l'acquisition à vil prix qu'a effectué la compagnie de Raila, Spectre International, sur la terre presqu'adjacente à Kogony où se dresse la Molasses Plant (chapitre 6). Pour certains d'entre eux, tout comme Kenyatta a fait valoir son appétit foncier au détriment de la petite paysannerie Kikuyu, Raila deviendrait un ogre à l'appétit foncier insatiable. Ces rumeurs nourrissent une posture très critique à l'égard du leader politique Luo chez les membres du conseil. La plupart l'ont soutenu sans retenu dans son parcours politique, mais son intervention supposée dans la construction de l'aéroport et les rumeurs de son appétit foncier constitue une cassure qui pour beaucoup est irrémédiable. Le KLCE discute de faire venir des émissaires des opposants à Raila pour promouvoir leur cause.

Source : Observations, réunion du KLCE, 10/02/2011

2.2.3. Le spectre de la dépossession foncière des autochtones

La marchandisation de la terre et sa passation en des mains étrangères sont largement perçues par certains acteurs claniques comme l'incarnation locale d'un déclin, d'un danger imminent qui menace la communauté clanique d'une disparition pure et simple. Un *elder* membre du KLCE prend ainsi la parole lors de funérailles d'un Jo-Kogony, un paysan connu pour sa vertu, son attachement à la terre (il n'aurait jamais rien vendu) et son ardeur au travail[64]. L'exemple doit être édifiant, et connu des Jo-Kogony présents. Le vieil homme relate ensuite longuement la vie d'un autre vieil homme connu de tous à Kogony, qui vit de la mendicité,

[63] On a pu entendre tour à tour un entrepôt pour l'usine d'éthanol voisine d'Usoma, d'un hôtel de luxe, et plus fantasque, la construction d'un terrain de golf.
[64] Observations consignée dans nos carnets de terrain, 05/12/2009

rongé par l'alcool et considéré comme fou. L'homme aurait vendu toutes ses terres pour vivre une mauvaise vie, notamment en ville, où il était habitué des bars mal famés de Kondele et des distilleries clandestines de *chang'a* d'Obunga. L'*elder* menace alors : voilà comment l'on risque de finir si l'on vend ses terres. La solitude du vieux mendiant représente l'inverse d'un essaimage familial considéré comme la quintessence de la réussite sociale. Faute de terre, ses fils ne vivent plus à Kogony. On nous dit que l'un s'est installé à Obunga, et n'entretient, malgré la proximité géographique, aucun contact avec Kogony. Un autre est parti à Nairobi, sans jamais revenir. L'autre est mort de maladie. Les filles ont été mariées, comme c'est d'usage, hors de la communauté. Le vieil homme a été lui-même l'acteur de la vente de sa terre, et il dort désormais dans une petite maison de torchis dont il a gardé l'usage après la vente, sur la terre où un professeur d'université est désormais en train de construire ce qui semble promis à devenir une maison cossue.

Ce vieux mendiant est très certainement jugé responsable de son devenir. La « fin de la terre » est un danger qui vient sans aucun doute de la communauté elle-même : l'alcoolisme et l'irresponsabilité des pères sont souvent pointés du doigt par les autorités claniques dans ce qui est perçu comme un véritable gâchis (« *waste* ») de la terre. La vente n'est parfois qu'un dernier recours, la dernière ressource mobilisable pour faire face aux coups durs et aux incertitudes de la vie. Une famille de Kogony a ainsi vendu une partie de sa terre pour faire face aux dépenses hospitalières induites par la maladie d'une des filles après un accident routier. Un *elder* relie l'augmentation des ventes dans les dix dernières années et l'épidémie de VIH : la prolongation de la maladie ne permet pas à ceux qui en sont affectés de travailler la terre ou d'effectuer d'autres tâches qui puissent assurer la subsistance familiale. Le fardeau financier que constitue alors le VIH force les familles à capitaliser sur la terre pour affronter le cout des hospitalisations, des médicaments, celui de la vie quotidienne et en certains cas le cout des funérailles (Midheme et Akach, 2012). Les veuves sont parfois aussi contraintes de vendre la terre afin d'assurer les dépenses quotidiennes et de continuer à envoyer les enfants à l'école en l'absence du père. Le choix de la vente ne se comprend bien souvent que par le champ de contraintes dans lequel il s'insère. Les pressions et tentations dont les membres de la communauté clanique sont l'objet sont de plus en plus fortes, et façonnent la physionomie de ce champ de contrainte.

C'est aussi parfois une incompréhension des mécanismes légaux et bancaires qui fondent l'effectivité d'une dépossession. Ainsi M. Aketch – un Jo-Kogony – est-il en conflit avec son employeur, Mme Owino – une jadak. Il découvre en 2009 que le titre de propriété de sa parcelle a été transféré à sa patronne sans son consentement. Il admet pourtant qu'il lui a contracté un prêt en 2005 – 18 000 Khs, soit 180 euros – pour payer les frais de scolarité de son fils (Vihiga High School). Elle n'a accordé son prêt qu'adossé à la sécurité de ce titre de

propriété, qu'elle a promptement fait transférer à son nom. Le terrain d'un demi-acre vaut potentiellement en 2009 plus de 10 fois le prix payé. Le cas était en 2011 en attente de jugement devant les tribunaux.

Les conséquences économiques de la vente et du transfert de terre sont multiples, et clairement pointées par les *elders* du KLCE. En plus de la perte symbolique, c'est aussi une contrainte importante sur les modes de production et de reproduction paysans qui s'affirme avec l'augmentation des transactions foncières au profit des « visiteurs » et des « étrangers ». Une fois vendue – que la vente soit complètement « propre » (« *clean* » pour reprendre un terme communément employé) ou qu'elle fasse l'objet de contestations – la terre est systématiquement enclose à l'aide de poteaux et de barbelés, sans pour autant que le terrain soit forcément « développé »[65]. Les logiques de spéculation sont manifestes : on nous a montré tout â côté de l'aéroport des terrains complètement enclos, non-construits depuis plusieurs années et pourtant régulièrement entretenus par leurs propriétaires. Cette *enclosure* contemporaine est d'abord et avant tout – pour le groupe d'*elder* que nous avons interrogé – une contrainte pour les activités pastorales. En plus d'une évidente baisse de la surface des espaces de pâture utilisables et des points d'eau disponible, c'est toute la circulation des bêtes dans la *sublocation* qui est compromise. Les dépenses de fourrage pour remplacer la pâture deviennent trop importantes pour la continuation de l'élevage. La compétition pour le peu de terre de pâture disponible est une source intarissable de conflit entre les propriétaires de bêtes. En conséquence, les *elders* établissent une corrélation entre la baisse du stock de bêtes et les ventes de terre.

C'est aussi toute la plasticité et la complémentarité des usages spatiaux propres au mode de production paysan qui sont menacés. Avant l'afflux d'acheteurs, il était possible entre membres du clan d'échanger des récoltes contre l'utilisation de la terre, d'emprunter de la terre à une autre famille, d'utiliser pour la pâture des parcelles en jachère ou couvertes de chaume. Cette plasticité des usages fonciers en fonction des rythmes agricoles est aujourd'hui remise en cause par la fluidité du marché foncier. En effet, ces usages sont désormais limités dans la mesure où les propriétaires, qu'ils soient autochtones ou *jodak*, demandent des compensations monétaires pour l'usage de leurs terrains. Les liens sociaux qui découlaient de l'articulation des différents modes de reproduction paysans tendent pour les *elders* à se dissiper. Les familles sont, selon eux, aujourd'hui confrontées à leur propre survie, ce qui augmente les recours à la vente de terre.

[65] Nous reprenons ici cette expression, très souvent utilisée lors de nos observations et de nos entretiens. Développer un terrain, c'est à partir de sa fonction pastorale ou agricole initiale, y construire tout type de construction et d'équipement, quelque soit la fonction envisagée (habitation, serre etc.)

L'expérience de la dépossession et la conscience de la menace sur les modes de vie paysan s'accompagnent de la montée locale des inégalités. Ainsi s'exprime, lors de funérailles, un *elder* de la communauté clanique :

> Mon dernier point est que même si nous avons beaucoup de visiteurs [« *jodak* »][66] dans notre village [« *gweng* »], ce que vous ne devriez pas laisser arriver, c'est d'accueillir tous les visiteurs dans notre village sans les connaitre […] Il y a des visiteurs qui viennent parmi nous, et leur but principal est de faire du mal à notre village. Certains sont même des escrocs qui veulent devenir riches grâce à votre stupidité. Votre ignorance est leur richesse. Et il est arrivé le temps où nous ne pouvons plus accepter ça. […] avant que votre voisin vous propose de l'aide, parlez-en avec vos voisins, il pourrait vous conseiller. Parce que notre terre ne va pas dans la bonne direction. Certains d'entre vous ont été trompés et ne le savent même pas […] quelqu'un vient jouer des tours et il devient beaucoup plus riche que vous ne l'êtes […] Rien ne se transforme en richesse pour vous quand vous perdez vos terres […] et vous finirez bientôt comme gardien de nuit, bonne, ou jardinier pour celui qui est devenu plus riche que vous parce qu'il vous a trompé.[67]

Figure 25 : le paysage local de l'inachèvement. Développements privés résidentiels et commerciaux à Kogony

Cette photographie, prise en 2011 à quelques encablures du lac à Kogony, présente deux développements récents. A gauche, on nous présente un hôtel dont la construction est financée par un riche luo, un jadak, expatrié à Atlanta aux Etats-Unis. A droite, sur une autre parcelle, c'est la maison du fils d'un parlementaire luo qui serait en construction. Ces deux constructions se tiennent sur un terrain qui autrefois ne faisait qu'un, et qui appartenait à un membre du sous clan d'Ondu. Acheté par l'agence d'Eric Ounga, il a été ensuite subdivisé en deux lots distincts.Source : Quentin Mercurol, 2011

[66] *Jodak* dans la parole initiale formulée en Luo, que notre assistant de recherche a traduit par « *visitors* » en anglais (d'où notre choix d'utiliser *visiteurs* en français) que nous aurions aussi pu traduire par « *étrangers* ». L'emploi du terme de *jodak* par l'*elder* signifie de toute façon à marquer et construire la permanence clanique sur la terre, face à la nature transitoire de la présence des *jodak* dans la loi coutumière Luo

[67] 14 mai 2011, Usoma, funérailles d'un Jokogony, retranscrit du dholuo et traduit en anglais par Moses Omondi Okisa, puis traduit par nos soins

Face à la multiplicité et l'urgence des besoins, l'augmentation des valeurs foncières ne profite pas nécessairement sur le long terme aux autochtones. Les premières passations foncières en dehors de la communauté se sont faites souvent à vil prix : un terrain vendu sera proposé plus tard bien plus cher sur le marché. Le paysage résidentiel de Kogony se complexifie et représente matériellement la croissance des inégalités. Entre les différentes *dala* qui marquent encore largement le paysage de la *sublocation* émergent des constructions en dur, de grandes maisons de plain-pied ou des petits immeubles de deux à quatre étages. Deux hôtels de taille modestes mais s'adressant à une clientèle fortunée sont en construction (Figure 25). Aux haies d'euphorbes qui marquent la limite des *dala* répondent la visibilité croissante de dispositifs de fermeture (barbelés, murs surmontés de tessons) chargés d'autres significations : celles de la protection de propriétés investies principalement par une valeur d'échange. La multiplication des barbelés et le développement d'un carroyage qui vient découper la terre de Kogony sont les traits paysagers les plus évidents du processus de marchandisation et d'invidualisation des rapports fonciers. Les *elders* de Kogony lisent dans ce paysage le drame d'une dépossession, d'autant plus forte que les modes de vie qu'incarnent certains projets immobiliers à Kogony, marqués par l'ancrage au sein de la *sublocation* de formes urbaines globalisées, se situent aux antipodes des usages spatiaux valorisés et des conceptions claniques du lien social et de la famille (Encadré 29).

Encadré 29 : circulation de formes urbaines mondialisées à Kogony. La gated community de Victoria Gardens

A la fin de notre terrain début 2013, un *elder* vivant près du Pundho Market nous affirme horrifié qu'un promoteur immobilier du centre-ville (qui s'avèrera être Eric Ounga) a réussi à réunir grâce un plusieurs vente un très vaste terrain sur lequel il compte construire une véritable ville, une sorte de nouveau Milimani. En lieu de ville, le projet dévoilé quelques mois plus tard par voie de presse sous le nom de Victoria Gardens est un exemple classique de *gated community*. A terme, sur une surface de 10 acres, le projet doit réunir 80 maisons de deux à quatre chambres (en 2016, 36 sont effectivement construites) . Un site internet est dédié à la promotion et à la vente, où est constamment affiché en bas de page un convertisseur de devises, signe qu'une certaine population d'acheteurs est ciblée. C'est un véritable mode de vie que met en avant la campagne promotionnelle, où s'associent soucis fonctionnel, sécuritaire et environnemental : « *Victoria Gardens est un développement résidentiel fermé pensé avec soin, avec une magnifique végétation et des jardins luxuriants taillés et des fontaines apaisantes qui sont relaxantes, revivifiantes pour une promesse de bonne vie. Il comprend un club house multifonctionnel et une salle de sport avec une vue surplombant le Lac Victoria et la ville de Kisumu. La splendeur de Victoria Gardens est aussi due à cette attention particulière portée sur des styles de vie de haute qualité à laquelle s'ajoute des concepts bienveillants envers l'environnement autorisant chaque propriétaire à profiter d'un mélange parfait d'intimité et de vie familiale, bon pour le corps et l'esprit* ». L'iconographie du site fait la part belle à certains symboles matériels de réussite : bien évidemment les maisons, lourdes bâtisses de pierres brutes au style très nairobien, mais aussi les voitures de luxes et les piscines. C'est aussi une image particulière de la famille nucléaire qui est promue. L'iconographie fait la part belle aux photographies mettant en scène, sourires autant béats que surs, une cellule familiale restreinte à un père, une mère et un enfant, portant sur eux tous les stigmates

matériels possibles de la distinction et de la réussite. Eric Ounga résume en ces mots la clientèle visée : « *nous nous positionnons sur une niche haut de gamme d'individus cherchant les commodités urbaines et un style de vie serein.* ». L'achèvement de la première phase du projet sera célébré en grande pompe par de nombreuses personnalités politiques Luo, du gouverneur à Ruth Odinga, sœur Raila Odinga.

Figure 26 : Photographie commerciale des Victoria Gardens

Source : Twitter, mars 2016

Source : observations, janvier 2013 ; URL : www.victoriagardenskisumu.com ; "Kisumu booming property market attracts investors" in The Standard, 17 aout 2016

L'accélération de la vente de la terre est un facteur indéniable de diversification sociale, et de production à l'échelle locale de l'inégalité. La vente de terre, l'arrivée de capitaux et la promotion dans des environnements préservés d'une urbanisation massive et d'un mode de vie urbain – en ce sens qu'ils se différencient très volontairement des usages spatiaux liés à la ruralité et qu'ils sont définis en retour par leur urbanité par les tenants des pratiques spatiales rurales – ne sont ni les seuls facteurs de diversification socio-spatiale, ni les seuls facteurs de marchandisation de la terre. Il ne faudra pas voir le processus comme une forme univoque de « *gentrification rurale* » ou de « *colonisation de classe* » (Phillips, 1993) d'un espace voué à devenir mécaniquement une banlieue aisée du centre-ville. La demande résidentielle n'émane pas seulement les classes aisées qui trouvent dans la terre de quoi fixer leurs capitaux, de spéculer ou encore d'affirmer leur réussite et un style de vie éloigné du canon de la tradition. La marchandisation ne procède pas seulement de la vente et des transferts fonciers, mais aussi d'une rente locative dégagée par les primo-propriétaires autochtones, qui trouvent dans la foule des nouveaux arrivants à Kisumu, très majoritairement pauvres, une armée potentielle de locataires.

L'augmentation de 30% de la population observée dans la *sublocation* entre 1999 et 2009 (c'est-à-dire avant l'ouverture de l'aéroport) ne s'explique sans doute pas par l'arrivée de nouveaux propriétaires résidents, mais certainement davantage par l'augmentation de la population des locataires. De nouvelles structures résidentielles, souvent faites de torchis et de toits de tôle ponctuent l'espace hors des haies d'euphorbes qui délimitent les *dala*. Tant

l'accès aux financements de la part de propriétaires et les possibilités financières des locataires sont limitées, les logements de basse qualité ne permettent pas la pleine captation des possibilités foncières de la zone. Ainsi M. Ondu a-t-il construit, sur l'une de ses mauvaises terres cultivée par sa femme au nord du Riat Market et attenante à sa *dala*, une petite structure allongée de torchis recouverte d'un mauvais ciment, chapeautée par des panneaux de tôle. Le tout est divisé en quatre chambres – sans eau courante ni électricité – louée individuellement à 500 Khs par mois[68]. Deux terrains plus loin le long de la même route de terre qui mène au terrain de Mr. Ondu, on trouve un lourd portail de métal derrière lequel se trouve une vaste maison presqu'achevée. Les murs de parpaings sont encore à nu, le toit de tuile est déjà posé. La construction a été ordonnée par un *senior officer* de l'administration provinciale qui possède selon notre informateur une demi-douzaine de terrains à Kogony et plus loin à l'ouest à Kisian. La maison qui comporte trois chambres, et son vaste terrain pourrait trouver un locataire pour environ 20 000 Khs par mois (soit 200 euros). La conversion des valeurs d'usage en valeur d'échange se traduit par une diversité très forte de logement proposés en location, et à des segments très différents du marché locatif.

Figure 27 : Diversité des structures locatives à Kogony

A gauche, la dala de M. Ondu, où l'on aperçoit sur la gauche de la photo les murs de torchis de la maison de sa première femme. Sous les arbres, on aperçoit quelques vaches. Sur la droite de la photo, on aperçoit ses constructions locatives A droite, un investissement immobilier locatif en voie d'achèvement situé dans les environs de la dala de M. Ondu. Source : Quentin Mercurol, 2011

Quoiqu'il en soit, la conjugaison du taux de croissance démographique, la densification de la zone, la marchandisation de la terre conséquente et sa conversion en valeur d'échange ont apporté au sein de la zone une augmentation de la compétition pour la terre, la diversification sociale et la multiplication des figures de l'étranger au sein de la *sublocation*. Qu'il soit propriétaire ou locataire, l'étranger et sa présence sont considérées comme transitoire – c'est

[68] L'une est occupée par un conducteur de bodaboda originaire de Siaya accompagné de sa femme, une autre par deux sœurs vendant du poisson séché au marché de Kibuye qu'elle font venir d'Asembo Bay où se trouvent leur mari pêcheurs, , et la troisième par l'une autre femme d'Asembo et la dernière par un jeune étudiant à la Kisumu Polytechnic originaire de Migori

ce qu'indique l'emploi systématique du mot de *jodak* pour les caractériser – à l'inverse des Jo-Kogony et le droit absolu sur la terre qu'est censé conférer leur revendication d'autochtonie. A cet égard, nous sommes dans le cas de la *sublocation* de Kogony assez loin de la reconfiguration des identités locales autour de la propriété et du concept spatial de « village » (« *gweng* ») qui a pu émerger ailleurs dans les quartiers non planifiés de Kisumu (voir chapitre 3)[69]. L'étranger reste fortement marqué du sceau du soupçon, facteur d'insécurité et de perturbation des mécanismes hérités du contrôle social communautaire (Annexe 5). Un *elders* affirme ainsi à des funérailles :

> J'ai des choses à dire concernant la sécurité générale de la zone. Nous en tant que gens de Kogony [« *Jo-Kogony* »], nous avons beaucoup de visiteurs [« *jodak* »] et nous ne savons pas d'où ils viennent. Et ces visiteurs habitent dans des maisons louées qui ont été construites par des Jo-Kogony. Mon appel à tous les gens d'ici est que l'on se mettent tous ensemble pour faire de notre maison [« *dala* »] soit plus sure. Nous avons des *baraza*, et j'appelle nos gens à venir à la *baraza* ce mercredi. Nous voulons y parler des problèmes du village [« *gweng* »] et les défis que nous devons affronter. Nous allons parler des manières pour de faire de ce village [« *gweng* »] qui est le nôtre un endroit bon et sure. Ceux avec qui nous résidons aujourd'hui, nous ne pouvons pas dire qui ils sont, vous pouvez juste les croiser le soir, ils peuvent être très étranges et vous serez surpris et étonnés de l'endroit d'où ils viennent[70]

Pour faire face au risque sécuritaire de la zone, l'*elder* qui prend ici publiquement la parole fait appel aux structures légitimées par l'Etat de la représentation clanique. La *baraza* – rassemblement public formel où viennent interagir au Kenya les gouvernants et les gouvernés (Haugerud, 1993) – dont il est question ici est celle organisée chaque semaine par l'*assistant chief* de la *sublocation* de Kogony l'échelon le plus local de l'administration déconcentrée, héritage direct de l'*Indirect Rule* colonial et de sa production de normes néo coutumières et face rurale de l'Etat Janus colonial (Mamdani, 1994 ; chapitre 2 et 3). Le pouvoir de l'*assistant chief*, un ancien policier à Mombasa originaire de Kogony, est utilisé comme rempart face aux dérives perçues comme les plus dangereuses pour la vie de la communauté et la bonne moralité de la zone (Encadré 30).

Encadré 30 : Le Village Pub. Moralité et autochtonie à Kogony

A proximité presqu'immédiate des clôtures du nouvel aéroport vient d'ouvrir en 2010 un pub, nommé « *Village Pub* », composé d'un bâtiment principal où se trouve un bar et un jardin constellé de petits kiosks qui permettent aux clients de profiter de l'air du lac, proche d'environ 200 mètres. Un vaste hall destiné à la retransmission des matches de foot vient compléter l'ensemble. Toni, la tenancière, nous explique que cet investissement est lié à la volonté de capter les nouveaux flux de touristes internationaux et nationaux, d'hommes d'affaires ou de tout autre public nouvellement attiré par l'aéroport. Elle ajoute qu'elle souhaite accompagner les changements spatiaux de la zone *« en*

[69] Si on exclut de notre analyse la zone de Bandani, historiquement claniquement et ethniquement hétérogène, fortement défini par une identité religieuse musulmane.
[70] 14 mai 2011, Usoma, funérailles d'un Jokogony, retranscrit du dholuo et traduit en anglais par Moses Omondi Okisa, puis traduit par nos soins

fournissant un endroit où tout le monde peut se retrouver autour d'une bière et d'un match de foot ». Toni est originaire de Siaya, et elle est la femme du propriétaire du terrain, un Luo de Migori qui travaille en ville dans le secteur de la construction en ville. Cet homme a décidé de construire une vaste maison de deux étages toujours en chantier sur le même terrain que celui du bar. Toni affirme avoir deux maisons (« *dala* ») : celle-ci qui se tient derrière le bar, et celle de son mari à Migori à laquelle elle appartient depuis son mariage. Son appartenance à Kogony lui est pourtant très largement contestée, et elle nous affirme que les difficultés de son commerce sont liées à son statut d'étrangère. Certains *elders* de Kogony organiseraient le boycott du lieu : « *mon mari ne s'occupe pas du tout des affaires du pub, et une femme qui tient un endroit comme ça, c'est très mal vu ici chez les Luo* ». Elle pense que les choses se passeraient différemment si elle ou son mari pouvait faire valoir une condition autochtone. En attendant, sous la pression des *elders* de la communauté, l'*assistant chief* de Kogony semble tout faire pour contraindre son activité, arguant de la menace à la sécurité et aux bonnes mœurs dans la *sublocation*. Il a interdit les retransmissions des matchs de football, prétextant que ce type d'évènements attire forcément des voyous dans la zone. Pour faire connaitre l'endroit, le fils de Toni avait organisé un évènement festif qui a été empêché par l'*assistant chief*, qui a envoyé une *administrative police* en date et lieu de l'évènement pour empêcher sa tenue.

Source : observations, carnet de terrain, juin 2011

2.3. La lutte du KLCE pour la conservation foncière

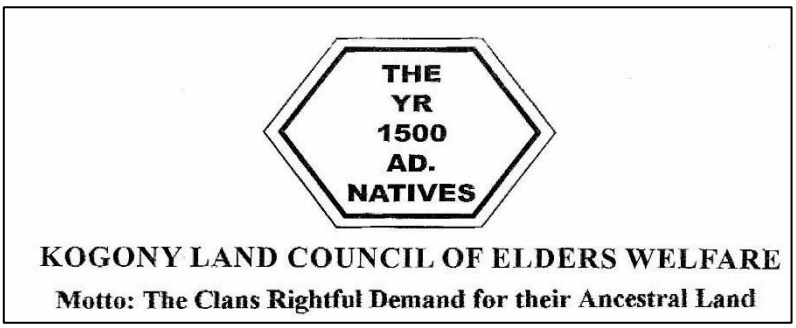
2.3.1. Le Kogony Land Council of Elders (KLCE) : une hégémonie politique locale

La *sublocation* de Kogony, est une structure administrative qui a participé comme tant d'autres *sublocations* kényanes à la production d'une identité clanique (voir chapitre 2 et 3), Cohen et Atieno Odhiambo, 1989 : 27-29). Elle n'enferme pourtant toute la complexité de la dynamique lignagère. A l'intérieur de la *sublocation* les identifications aux sous-clans sont la norme, et c'est aussi à cette échelle que réside une part importante de la dynamique identitaire. L'ethnonyme / toponyme de Kogony est pourtant le référent identitaire majoritaire : c'est bien en tant que JoKogony que les habitants de la *sublocation* sont nommés et se dénomment eux-mêmes à l'extérieur. La production postcoloniale de l' « *identité sublocationnelle* » (Cohen et Atieno Odhiambo, 1989 : 28) de Jo-Kogony s'est poursuivie très récemment avec par exemple en 2007 la création d'un *ward* électoral aux frontières identiques à celle de la *sublocation*, dans la continuité de l'importance prise par la représentation autochtone au sein de l'appareil municipal (chapitre 3). Pourtant, dès la première élection du représentant du tout nouveau *ward*, la représentation politique des intérêts claniques a failli échapper aux Jokogony. C'est en effet une étrangère, Eunice Otieno, installée depuis une dizaine d'années dans la zone qui obtient la nomination de l'ODM parmi les neufs candidats en lice, après des primaires que beaucoup ont jugée truquée[71]. La

[71] Eunice Otieno est soupçonnée d'être familialement proche d'un membre important du bureau politique régional de l'ODM

responsabilité de la perte d'une nomination ODM – qui dans le pays Luo vaut presque plus que les élections – est aussi à chercher dans l'éclatement des candidatures claniques[72]. Pourtant, face à la menace de voir la représentation politique au sein de la municipalité échapper à l'emprise clanique, les différents sous-clans se sont mis d'accord pour présenter un candidat contre la jadak. Ainsi, l'un des candidats battu lors des nominations pour l'ODM, James Osir, s'est présenté avec le soutien de l'ensemble des sous-clans sous l'étiquette d'un confidentiel « *Reform Party of Kenya* ». James Osir est élu avec 1 350 votes, contre 350 pour sa concurrente, et comme conséquence remarquable une défaite locale de l'ODM au sein de la capitale ethnique luo. Les Jo-Kogony maitrisent aujourd'hui l'ensemble des mailles politico-administratives locales (*ward* et *sublocation*), et contrôlent les ressources qui leurs sont liées[73]. Cette volonté de sauvegarder une représentation politique dans le giron du clan doit se comprendre à la lumière de la peur d'une dépossession foncière qui guette la communauté et menace de sa disparition. C'est aussi l'expression politique d'une revendication d'autochtonie, c'est à dire d'un droit à l'appartenance irréfutable, primordiale et qui se juge nécessairement supérieure à toute autre forme de revendication d'appartenance locale (Nyamnjoh et Brudvig, 2014 : 351). La crispation autour de cette identité ancrée dans le sol et territorialisée à l'extrême doit donc se comprendre dans le contexte de diversification de la zone et de compétition accrue pour la terre qui viennent agiter le spectre d'une dépossession foncière perçue comme l'amorce d'une perte sans retour.

Figure 28 : En-tête des correspondances du KLCE



La conscience d'un intérêt commun, partagé par tous les descendants d'un héros légendaire qui aurait fondé le clan, n'est pas un donné qui s'impose naturellement aux Jo-Kogony. La définition de cet intérêt commun est le fruit de l'activité du *Kogony Land Council of Elders* qui tente par la mobilisation du registre de la tradition d'unifier la communauté clanique au-delà des luttes de faction entre sous-clans. L'élection de James Osir en 2007 procède du

[72] Cinq candidats aux nominations représentaient alors différentes sensibilités claniques.

[73] Par exemple, les réunions participatives nécessaires au décaissement des fonds associés au LASDAP (Local Authority Service Delivery Action Plan) ont été, les deux fois on nous y avons assité, exclusivement fréquentées par des elders de Kogony, alors libres à orienter les priorités et la localisation de petits projets de développement au sein de la sublocation.

consensus trouvé grâce au KLCE. Ce conseil est un espace de délibération des différentes composantes sous-claniques[74], et c'est le sens même de son organisation interne, soigneusement consignée et exposée dans une constitution. La composition de son comité exécutif[75], véritable organe politique d'une gérontocratie locale, est une copie presque conforme de la liste des *village elders* que vient mobiliser ponctuellement l'*assistant chief* en tant qu'auxiliaire de contrôle social et relais d'information au sein de la communauté. La légitimité des membres du KLCE provient non seulement de l'âge, mais aussi de leur bonne moralité et de leur réussite personnelle. Tant il apparait proche et complémentaire du pouvoir administratif local, le KLCE est un lieu de reproduction et de continuation « par le bas » des identités politiques (locales, rurales et claniques) façonnées par le « *despotisme décentralisé* » (Mamdani, 1994) de l'*Indirect Rule* coloniale et de son recyclage administratif postcolonial. Il est aujourd'hui le principal lieu d'expression des revendications d'autochtonie dans les conflits fonciers (Figure 28) qui animent la *sublocation*, revendications qui visent à préempter la définition de l'intérêt commun local.

La KLCE n'est pas la seule association clanique qui a pris l'ethnonyme de Kogony comme référence spatiale. L'intérêt commun tel que défini au cours du temps par les différentes formes d'associations clanique a varié, et n'a pas été systématiquement défini par une revendication d'autochtonie ancrée uniquement dans la défense de la terre des origines. Dès les années 1960, dans le sillon de la Luo Union (chapitre 3), une *Kogony Welfare Association* et de multiples branches locales avaient en effet vu le jour pour relier les migrants urbains au territoire des origines. Il s'agissait de projeter l'appartenance à la terre des origines en son dehors dans le vaste espace de la migration Luo en organisant le réinvestissement des salaires dans la terre clanique. Il s'agissait aussi et surtout d'organiser le rapatriement des corps des membres du clan morts loin de la *dala*. Ernest Ondu, John Pius Osir, et Jack Owido Oraro, ont tous trois fait partie de branches locales de cette *Kogony Welfare Association* lorsqu'ils étaient travailleurs émigrés. Le premier était gardien de prison à Kampala jusqu'à la chute de l'EAC ; les deux autres ont eu des carrières de fonctionnaire à Nairobi. En 2011, tous trois résidaient pour leur retraite à Kogony, et étaient des membres proéminents du KLCE. Ondu et Osir appartenaient au comité exécutif, Oraro Owido en était le Chairman. L'organisation, créée au début des années 2000 et officiellement enregistrée en 2006, ne fait pas référence dans ses statuts à la solidarité hors des terres ancestrales. Elle vise essentiellement à la protection de la terre ancestrale et des intérêts fonciers des membres du clan. Les buts, fonctions et objets spatiaux de ces deux types d'associations claniques illustrent bien les deux composantes

[74] Les neufs sous clans sont les suivants: Jokomore, Jokombima, Joka Okong'o, Joka Ratip, Joka Odongo, Joka Asewe, Joka Niyambok, Joka Achola and Joka Wasongo

[75] Le comité exécutif est composé d'un *Chairman,* un *Vice-Chairman*, un *Secretary General* et un *Vice-Secretary General*, un *Treasurer* et un *Assistant Treasurer*, et un *Organizing Secretary* auquel s'ajoutent trois *Trustees* présents pour représenter les sous-clans non représentés dans les positions électives précitéés.

diasporiques et territoriales actives dans la production de l'identité des JoKogony. Mais la création de la KLCE et son large succès au sein et en dehors de la *sublocation* démontrent à quel point les enjeux territoriaux et les revendications d'autochtonie sont devenus centraux dans la production identitaire contemporaine.

Le rôle du conseil d'anciens dans la sauvegarde d'un pouvoir local autochtone est légitimité par une base sociale large mobilisée derrière l'association. Les registres de l'association font état de 283 membres à jour de cotisation[76] en 2009, 302 en 2010. Ces chiffres révèlent dynamisme rare parmi les différents types d'agrégations politiques ou communautaires (hors l'ODM) qui pullulent à Kisumu. Les réunions annuelles générales parviennent, comme en 2009, à réunir 203 participants. Tous les deux ans, la composition du comité exécutif du conseil est soumis au vote des membres du clan (à jour de côtisation). La popularité et la légitimité du Council est largement liée à l'activité qui l'absorbe principalement, à savoir la lutte contre la Kenyan Airport Authority (KAA), non seulement concernant les compensations de l'actuelle expansion, mais aussi les injustices historiques dont la communauté clanique aurait été victime depuis la première implantation de l'aéroport en 1914. L'aéroport est l'occasion de la formulation du spectre de la dépossession et de la perte, dans la droite ligne du discours luo standard du déclin (Morrison, 2007 ; Geissler et Prince, 2013). Expression d'une peur, d'un malaise identitaire, et donc finalement modalité d'affirmation conservatrice de l'identité luo locale face au changement spatial tangible dont Kogony – terre des ancêtres – est le lieu, la revendication d'autochtonie doit aussi se comprendre dans une dimension plus « positive » et instrumentale.

Il ne s'agit pas de remettre en cause la profondeur et la sincérité de l'expression de l'identité clanique, ni l'ampleur et la vérité située du sentiment de dépossession et de perte de repère qui accompagnent les changements spatiaux à Kogony. Pour autant, l'expression de l'identité clanique et son corollaire, la revendication d'autochtonie, ne valent pas comme une fin en soi, expression pure et éthérée d'une identité menacée dont on cherche à tout prix la sauvegarde. Cette expression, sans tomber dans un déterminisme étriqué, est comme nous l'avons pointé dépendante du contexte matériel de son énonciation, à savoir la compétition accrue pour les ressources foncières : « […] *les loyautés primordiales pour les membres de la famille et le clan en Afrique tropicale peuvent être mieux comprises comme des développements historiques récents, ou des affinages, en réponse à des conditions écologiques, économiques et politiques particulières qui encouragent la compétition.* » (Shipton, 2009 : 87). Elle fonde aussi une politique d'exclusion et même d'exclusivité, qui tente de préempter les bénéfices découlant de l'ancrage de ressources nouvelles à Kogony liée à l'ambition globale et régionale de Kisumu. Les contours de l'expression d'une forme de « *droit au village* » (Landy

[76] Une cotisation individuelle de 100 Ksh est demandée chaque année

et Moreau, 2015), n'apparaissent pas finalement si éloignées des conditions et contexte urbain qui sous-tendent paradoxalement les discours identitaires. La lutte du KLCE pour la compensation des terres de l'aéroport illustre bien l'articulation entre la promotion d'un discours identitaire d'autochtonie et la compétition pour les ressources (urbaines) qui permet de contextualiser ce discours et de souligner sa dimension instrumentale.

2.3.2. La stratégie de mobilisation du KLCE contre l'aéroport

La formation du KLCE est intimement liée à la temporalité du projet d'extension de l'aéroport. Son enregistrement au *registar of societies* de l'administration provinciale date effectivement des premières démarches de la KAA visant à avertir le clan du projet d'extension[77]. L'activité du conseil est à partir de ce moment extrêmement dense, et consiste principalement à définir une stratégie juridique et à la mobilisation de relais politiques et médiatiques pour la défense des intérêts des membres du clan.

L'activité juridique est presqu'exclusivement définie par un cabinet d'avocat de Kisumu, *Wasuna and Advocates*, et consiste à rendre effective les provisions légales concernant les compensations qui accompagnent l'expropriation des terres acquises pour l'extension de l'aéroport. Il s'agit d'abord de déterminer les droits individuels et communautaires sur la terre, dans le but de maximiser les compensations. Moyennant une participation financière non-négligeable (1000 Khs par an), les foyers touchés par l'acquisition forcée ont accès aux services juridiques du cabinet, qui vient alors les représenter face à la KAA, et parfois tenter de faire valoir le droit coutumier dans le droit civique en l'absence de titre de propriété qui puisse fonder incontestablement des droits de particuliers sur la terre. Les membres du clan ont accès aux services d'experts géomètres (« *surveyors* ») et d'expert fonciers (« *valuers* ») dans l'évaluation des compensations. Les propositions initiales de compensation de la KAA ont ainsi été ainsi souvent refusées et renégociées à la hausse[78]. En plus de la terre, chaque structure, construction, culture agricole, arbre ou encore tombe ont été comprises dans le calcul des compensations. Plusieurs paiements ont été effectués – le seul dont nous avons pu consulter le détail déclarait un total de 29 millions de Khs décaissés au profit de 125 bénéficiaires en avril 2009, soit une moyenne de 231 000 Khs par bénéficiaire (soit environ 2310 euros)[79]. La stratégie juridique établie par le KLCE excluait notoirement les

[77] La demande d'enregistrement date de décembre 2006, et la première lettre visant à informer le clan de l'activation du processus légal d'expropriation pour utilité publique (Act Cap 395, Laws of Kenya) date de mars 2006.

[78] "Kisumu Airport Expansion Block A,B & E – Valuation report", Wasuna & Co, 16 décembre 2008

[79] « Phase III Payment Schedules », Kenya Airport Authority, 29 avril 2009. Nous ne donnons ces chiffres qu'à titre indicatif, ils ne représentent qu'une partie des compensations versées aux membres du clan. Ce paiement particulier fait partie de la première vague de compensation versée par la KAA en 2009, première vague qui comprenait alors un total de 51 millions de Khs. Face au nombre de contestations (« oublis » de bénéficiaire,

propriétaires qui ne pouvaient faire valoir leur appartenance au clan, qui ont alors dû s'affranchir d'une autre offre de services juridiques dans leurs relations avec la KAA.

La stratégie juridique ne vise pas seulement à faire respecter des droits individuels que confèrent un titre de propriété ou le droit coutumier pour le décaissement de compensation. Dans la lutte juridique engagée par le KLCE et ses avocats, la notion de droit a aussi une dimension collective. Ce sont ainsi, au-delà de la maximisation des compensations individuelles, la reconnaissance de la perte de terre communales, ou de la perte de certains usages spatiaux et de services publics qui doivent être compensées. Par exemple, actant du fait que l'élongation de la piste d'atterrissage allait couper plus en avant l'espace de la communauté clanique, le KLCE demande le financement d'un accès, lacustre ou sous-terrain, qui puisse connecter les aires d'Usoma et de Nawa. L'argument avancé est bien celui de la nécessité de la continuité géographique du clan[80]. L'un des points de litige avec la KAA a concerné la destruction de l'Usoma Primary School. La KAA s'engage alors à la construction d'une école, pour un investissement de 35 millions de KSh[81], montant qui sera contesté encore une fois par voie juridique par les avocats du KLCE. Dernier exemple, autour des Kirembe Grounds, c'est un vaste espace de pâtures, qui appartient déjà à la KAA que le clan cherche à faire indemniser. Comme nous le verrons, la demande de compensation des terres communautaires dépasse largement le cadre temporel de l'extension contemporaine de l'aéroport.

Face aux longueurs et aux incertitudes du temps juridique, le comité exécutif du KLCE a aussi investi le temps politique et médiatique pour faire avancer sa cause. Les *elders* effectuent une activité de lobbying auprès des politiciens locaux. Des demandes de soutien sont envoyées aux deux parlementaires qui ont occupé le siège depuis la création du KLCE, le Révèrent Ken Nyagudi, puis l'avocat Olago Aluoch, qui prendront tous deux le temps de rencontrer les *elders* et de porter les conflits sur les compensations dans l'arène du parlement national[82], sans grand succès. Ils parviennent, grâce au truchement d'Olago et d'une ONG, Hakijamii Trust, à rencontrer le Ministre de la Terre (*Minister of Land*), James Orengo, pour faire valoir leurs griefs. Et finalement, le secrétariat du KLCE ira jusqu'à envoyer une lettre au Président Kibaki[83]. C'est tout l'ensemble des leviers et échelles possibles de pouvoir, réels ou imaginés, que le clan met en jeu. Même notre intérêt pour la mobilisation a ainsi pu

contestation des montants etc.) il est absolument certain que le montant total des compensations ait largement surpassé ce chiffre de 51 millions de Khs, en ce qui concerne les compensations individuelles.

[80] « Memorandum of understandings », Wasuna and Co, 4 septembre 2008

[81] « Relocation of School to a New Site », Memorandum of the Usoma Primary School Parents, 24 novembre 2008 ; "Row over relocation of school" in *The Standard*, 16 mai 2016

[82] *Kenya National Assembly Official Record (Hansard)* "Compensation for land acquired for expansion of Kisumu Airport", 26 nov. 2008.

[83] "Compensation for the Kisumu Airport Land", letter du KLCE à Mwai Kibaki, 23 juin 2009

être considéré comme un moteur d'une possible publicisation internationale de la lutte des JoKogony, très loin de nos intentions et de nos capacités. Dans cette tentative de projeter la lutte dans un spectre varié d'échelles, l'absence de référence à la famille Odinga est remarquable. Les rumeurs ou l'intérêt foncier manifeste des Odinga à Kogony (Encadré 28) et le support sans faille de Raila à l'extension de l'aéroport constituent des fractures profondes entre le Premier Ministre d'alors et la communauté clanique, quitte à rendre sa position de député inconfortable, cette position de pouvoir étant dépendante à la fois du soutien du leader politique Luo et du vote des administrés[84].

Le KLCE décidera aussi d'un certain nombre de manifestations qui feront l'objet de communiqués de presse[85]. Deux manifestations sont particulièrement couvertes par la presse, l'une en août 2008, l'autre en octobre 2010. Elles viennent mettre en scène sur le chantier alors interrompu le mécontentement des membres de la communauté clanique, dont la voix est relayée par le KLCE et le conseiller local Jospeh Osir. Ces manifestations mettent en scène une tension qui n'est pourtant pas circonscrite à sa représentation médiatique. Ainsi, la confrontation avec les ouvriers, ingénieurs et divers participants au chantier de l'aéroport sont récurrentes au moins jusqu'à la cérémonie d'inauguration que le KLCE menace de perturber. Le début du chantier, l'arrivée des premières machines, la construction de la clôture du terrain de l'infrastructure font l'objet d'une interposition physique de la part de certains Jo-Kogony, requérant l'intervention des forces policières qui viennent à la fin de l'année 2009 protéger les opérations du chantier. A notre connaissance ce type d'action n'a pas été décidée directement par le KLCE, sans pour autant que ce dernier ne les condamne. Lors de nos discussions avec les membres du KLCE, le soutien était manifeste.

La diversité des stratégies d'actions montre la combativité du KLCE et d'une partie des Jo-Kogony dans le conflit qui les opposent à la KAA. L'ampleur de la combativité est fonction de la certitude des acteurs claniques d'être dans leur bon droit, et de faire face à une injustice intolérable. Ils vont jusqu'à comparer dans une lettre au *Ministry of Land* les travaux aéroportuaires à une occupation étrangère :

[84] Lors d'une réunion du Comité exécutif, un *elder* affirme ainsi le dilemme de la position politique d'Olago Aluoch : "*When we told him to assist on Usoma school, he was shy to help , he supported the eviction, why, tell him to get involved with the affairs of the JoKogony, the ondu clan needs him, let him come close to us. He's not a servant of the odinga family, because we know those people are giving him support, I know that very well, they're giving him support and if he utters a word , he'll lose the political support, so he's mostly there, but now we need him here to help us. There is nothing he's tackled concerning airport, since we started this case, has he been involved*?" Riat Market, 10 février 2011.

[85] "Clan Seeks Compensation for Kisumu Airport Land", in *The Standard*, 25 février 2007 ; "$38m Kisumu Airport Tips Jobs, Contracts", in *East Africa Business Week*, 10 mars 2008 ; "Protests As KAA Hands Over Airport", in *Daily Nation*, 16 aout 2008 ; "Kogony Clan Disrupts Kisumu Airport Upgrade in Land Dispute", in *Daily Nation*, 4 octobre 2010 ; "Global Take-Off Soon for Kisumu Airport", in *Daily Nation*, 14 juillet 2011 ; "Kisumu Airport Land Under Threat – NLC" in *The Star*, 1er décembre 2015

> Le 29 septembre 2009 la police a envahi notre terre et cinq membres de notre clan ont été arrêté pour avoir prétendument interrogé le contractant de la KAA pour avoir commencé les travaux avant que les procédures de compensation n'aient été conclues […]. Une police armée est présente 24 heures sur 24 pour protéger l'occupation illégale avec une méthode qui confond le vol avec la violence. Nos efforts pour que ce cas soit porté effectivement au parlement ont aussi échoué. Notre cas a été porté devant la justice depuis des mois, mais nous doutons que l'audience ait lieu un jour. Il nous semble que nous avons été bloqués et empêcher par les trois bras du gouvernement. L'Exécutif, le Parlement et la Justice sont les organes qui servent le citoyen [« *wanaichi* »] et nous ne sommes pas conscients de l'existence d'un autre organe de gouvernement à moins qu'il soit invisible aux citoyens. Bien que nous soyons situés sur les rives du Lac Victoria et que plus loin dans le lac nous bordons la frontière d'un autre pays, nous ne sommes pas au courant d'avoir été annexé par un pays étranger dont la constitution serait différente de la nôtre[86].

Dans cette argumentation, l'appartenance des JoKogony à la communauté nationale est reliée à la reconnaissance par les différentes branches du gouvernement de l'injustice foncière vécue par les membres du clan. Or, un gouvernement occulte viendrait, avec la complicité silencieuse des autres branches du gouvernement, participer de la dépossession des JoKogony de leur terre. L'Etat kényan, incapable de reconnaitre et de protéger des droits claniques qui s'étaient pourtant construits et consolidés historiquement au sein de ses cadres juridiques, légaux et administratifs, est alors présenté comme une force d'occupation étrangère. Ainsi, la métaphore de l'occupation exprime l'exclusion de la communauté nationale. Elle est une déclinaison proche du discours standard de la marginalisation luo, comme le dénote clairement la référence au Lac Victoria, métaphore géographique de l'identité luo. A la différence près que l'expression de cette marginalité et de cette exclusion se fait à l'échelle locale et sublocationnelle du territoire clanique, sans entrainer finalement l'ensemble des Luo dans le discours. Et la référence aux forces occultes au sein du gouvernement – la force d'occupation étrangère – inclue bien la figure du leader politique Luo alors Premier Ministre, tant les rumeurs concernant ses intérêts fonciers sont vivaces à Kogony (Encadré 27 ; Encadré 28).

2.3.3. Une lutte ancrée dans la mémoire du clan

Le vocabulaire guerrier utilisé par le KLCE n'est pas anodin. Il renvoie aux profondeurs des légendes et récits historiques de guerre et de conquête (Ochieng, 2002) qui fondent la légitimité territoriale des JoKogony, et par conséquent celle des revendications d'autochtonie. C'est donc la continuité historique d'un combat pour la terre qui est souvent mise en avant par les acteurs du conflit. Par exemple, John Pius Osir, *trustee* du KLCE et à ce titre membre du comité exécutif, affirme-t-il lors d'une réunion du comité à propos des possibles traitrises dont pourrait être victime la mobilisation du KLCE :

[86] « Letter to the Ministry of Lands, James Orengo », KLCE, 25 juin 2009

> Nous les maudirons debout à Dago, là où Okore Nyamarimba[87] est enterré. Il a obtenu sa terre en versant du sang, alors si des gens veulent se l'accaparer avec avidité, nous les maudirons en public là où les héros du clan Ondu[88] sont enterrés. Ils se sont battus pour cette terre avec leur sang, alors s'il y a des gens qui veulent constamment nous trahir, nous les maudirons […] Les gens d'Ondu ne donnerons pas leur chance à qui que ce soit qui soit lâche. Le lâche, ne le laissons pas mettre le pied sur la terre du clan d'Ondu. Parce que cette terre doit être préservée pour nos enfants, il n'y a rien qui nous fait nous battre pour nous-même. Je vous le dis, nous nous battons pour qu'un jour nos petits-enfants puissent manger la terre, mais certaines personnes sont pressées de la manger maintenant, oubliant qu'ils ont des enfants.[89]

Les « traitres » auxquels fait ici référence Mr. Osir sont ceux qui tendent à négocier des solutions individuelles sur les compensations hors du cadre établi par le KLCE. Ils sont alors accusés de brader la terre et de casser les cadres collectifs de négociation mis en place par cupidité, et surtout de rendre impossible la transmission foncière lignagère, pourtant fondement de la continuation de l'identité des fils d'Ondu. Il est impossible de dégager la dimension instrumentale de la revendication d'autochtonie de la profondeur anthropologique d'une vision verticale de l'appartenance – « *lineal* » dirait Parker Shipton (2009 : 227) – où les ancêtres (par leur inhumation dans les tombes) sont liés à ceux qui viennent et à ceux qui ne sont pas encore là. La terre fournit ce lien, durement acquise par les luttes des héros – fondateurs de clans et de sous-clans – qui se sont illustrés dans la conquête du territoire clanique et ont permis cette transmission. Les légendes et l'histoire clanique motivent la légitimité d'une propriété éminente de la terre.

L'infrastructure aéroportuaire, et plus généralement la tentative coloniale de construction spatiale des domaines séparés de l'urbain et du rural, ainsi que les legs postcoloniaux de cette tentative, ont été au centre d'un conflit concernant l'éminence de la propriété clanique sur la terre de Kogony. Depuis l'arrêt de la migration historique luo (du moins dans ses formes précoloniales) et la fixation du cadre territorial clanique dans le cadre des structures de l'Etat bifide, c'est un grignotage progressif de la ville sur la campagne qu'identifie le discours de KLCE et de ses membres. Déjà, l'établissement initial du *township* est marqué du sceau d'une dépossession illégitime – un accaparement – par les acteurs claniques. C'est ce qui ressort des collections académiques des discours des *elders* recueillis par les historiens (Ogot, 1967 ; Ochieng, 2002), du discours d'Ernest Ondu que nous avons cité plus haut lorsqu'il détaille le territoire des Jo-Kisumo, ou plus directement du discours de Jack Ombam qui a succédé à Jack Owido au poste de *chairman* du KLCE : « *C'est la ville qui est venue à nous, avant, il n'y avait que nos ancêtres qui vivaient ici, et la ville s'est installée sur leurs terres, parce que*

[87] Un des descendants d'Okore Ogonda, qui s'est illustré dans la guerre contre les Teriks au XIXe siècle
[88] En référence à l'ancêtre commun des Jo-Kogony
[89] Comité exécutif du KLCE, 10 février 2011, traduit du dholuo par Moses Omondi Okisa

les Anglais nous ont menti, *ils nous ont volé notre terre qui allait jusque chez les Kano, près de Nyamasaria* »[90].

Au-delà de ce péché initial, l'aéroport constitue le principal point de friction historique entre le clan et les avatars coloniaux et postcoloniaux de l'Etat, principal moteur de la dépossession foncière et d'injustice historique dont le clan se représente la victime. Les besoins logistiques de l'administration coloniale et postcoloniale ont nécessité l'acquisition de terres ancestrales au domaine européen et urbain que constituait alors le *Township* de Kisumu sur une terre, et les différents moments de l'extension ont été largement documentés par le clan. Par l'archive coloniale, le témoignage et la constitution de sa propre archive, le clan a au fur à mesure des années solidifié un discours historique de la dépossession extrêmement stable malgré la variété des espaces de sa formulation, dont nous présentons ici une formulation générique et synthétique (Encadré 31)

Encadré 31 : L'*Airport Saga*

La dispute foncière a commencé en 1914 avec l'acquisition par le gouvernement, sous l'ère du *Paramount Chief* Ondu, fils d'Osir, d'un terrain mesurant 507 acres sur lequel a été construit l'aérodrome, ainsi qu'une jetée pour les hydravions, pour faciliter le fret aérien de recrues ou de ravitaillement lors de la Première Guerre Mondiale. Les compensations n'auraient pas été versées, et aucune terre reversée au clan comme s'était engagé à le faire le gouvernement colonial une fois la guerre terminée.

Une seconde éviction a eu lieu en 1942 (511 acres), pour l'extension de l'aérodrome et qui donne naissance à la piste avant l'extension contemporaine, encore une fois pour les besoins des opérations militaires lors de la Seconde Guerre Mondiale. Le clan a fait un recensement des tombes présentes sous le tarmac de cette piste. Le gouvernement colonial promet encore une fois un échange de terre, et la promesse est faite en 1948 par le District Comissionner que le clan se verra attribué plus de terre que ce qui lui a été pris lors de la construction et l'extension de l'aérodrome. On promet ainsi au clan un vaste terrain près de Muhoroni, soit en plein milieu des seules terres agricoles du domaine européen au sein de la province du Nyanza. Le chef Yona Orau témoigne de cette promesse de transaction. Une section de terre de 1780 acres est reversée au domaine de la Couronne, qui se porte alors garante pour le clan de cette terre. Elle ne sera jamais donnée aux membres du clan en échange de la terre de l'aérodrome. La terre de Muhoroni devenue propriété du gouvernement à l'indépendance sera alors distribuée à d'autres clients politiques que les membres du clan de Kogony.

Une dernière vague d'acquisition en 1976 (266 acres) a lieu lorsque l'aéroport est pressenti pour devenir un aéroport international, ce qui requiert une piste plus longue. D'autres terrains sont donc acquis par le gouvernement, notamment celui sur lequel se tient l'Usoma Primary School. Finalement, l'extension ne sera pas réalisée, les fonds ayant été alloués sous la présidence de Daniel Arap Moi à l'aéroport d'Eldoret, au cœur du terroir politique Kalenjin duquel est originaire le président.

L' « occupation » dont se représente victime le clan n'est pas seulement le fait des acteurs publics, mais aussi d'acteurs privés bénéficiaires d'une redistribution à leur partie des terres prises aux JoKogony pour l'aéroport. Ainsi, le Golf du Nyanza Club, l'usine de United Millers, la Kenya

[90] Entretien avec Jack Ombam, 25 novembre 2011, traduit de l'anglais par nos soins

Pipeline Compagny ou encore la récente usine d'embouteillement d'Equator Bottlers (Coca-cola) seraient installées sur les terres spoliées des JoKogony, convertissant des terres publiques en terrains privatisés . La dernière d'extension de l'aéroport rend vivace la rumeur de l'intérêt de Raila Odinga dans l'acquisition de ces terres acquises par les pouvoirs publics.

Sources : "Memorandum presented to the DC", Kogony Community, 20 septembre 2000 ; "Kisumu Airport Points, minutes of the meeting between MP and elders", Reverent Ken Nyagudi, 7 avril 2006 ; "The Airport Saga", lettre à John Olago Aluoch, 28 novembre 2008 ; "Civil Case Draft", Wasuna and Advocates, 2009.

La chronologie des acquisitions de terres pour l'aéroport nous a été rendu accessible par l'écrit, à travers la consultation des archives du KLCE (Encadré 31). Ces archives sont constituées de la correspondance du KLCE avec des interlocuteurs politiques (parlementaires, ministres, et le président) et administratifs (DC et PC), et des différents argumentaires présentés à la justice par les avocats du KLCE. Mais cette histoire ne se limite pas à la sphère écrite, elle fait désormais partie intégrante de l'histoire clanique, telle qu'elle est publiquement énoncée lors de funérailles, ou face à des interlocuteurs étrangers comme cela a été le cas dans nos entretiens avec les *elders*. La lutte contre l'aéroport rejoint ainsi le récit de la migration et de la conquête pour le territoire clanique dans la définition de l'identité des JoKogony.

Figure 29 : les travaux de l'aéroport et les tombes, ou l'intrusion de l'urbain dans le paysage de l'appartenance

Cette photo, prise en début 2011 à l'extrémité de l'extension sud de la piste en travaux de l'aéroport de Kisumu, montre bien en quoi la mise aux normes internationales empiète sur le territoire de l'appartenance rurale de JoKogony. A une dizaine de mètres de la grille, qui marque la nouvelle frontière de l'aéroport, on aperçoit (en bas à droite de la photographie) une tombe laissée en l'état par les ouvriers du chantier. Plusieurs raisons ont été avancées par nos interlocuteurs, des JoKogony, pour expliquer la présence de cette butte macabre. Pour les voisins de la tombe, les ouvriers n'ont pas osé y toucher, à cause des menaces des membres de la famille et de la peur d'attirer le mauvais sort (la vengenace du mort). Un membre du KLCE nous informe que cette tombe est

restée en l'état car un contentieux juridique subsiste avec la KAA sur le calcul des compensations auxquelles elle donne droit. Source : Quentin Mercurol, février 2011

La production et la représentation identitaire manifeste dans la stratégie du KLCE est encore une fois consubstantielle de sa dimension stratégique et instrumentale. Le récit historique sert une action juridique qui vise à la reconnaissance des injustices à l'égard du clan et doit pouvoir permettre des retombées en termes de compensation. A côté des actions entreprises pour la compensation des récents travaux de l'aéroport est engagée une autre action qui suit sa propre voie juridique. Une action en justice est entreprise depuis 2009 à la High Court of Kenya de Nairobi (Civil Case Nr JR 181) pour tenter d'obtenir une compensation des terres historiquement spoliées en 1914, 1942 et 1976[91]. Le *chairman* du KLCE estime la valeur d'une possible compensation à plus d'un milliard de Ksh. En 2015, la *National Land Commission* – nouvelle autorité indépendante instituée en 2012 par la nouvelle constitution kényane – s'est emparée du cas des JoKogony[92] sur leur demande légalement justifiée, en accord avec l'une de ses missions qui consistent « *à initier des investigations sur les injustices foncières présentes ou passées et de recommander des réparations appropriées* »[93].

Figure 30 : Le cimetière européen

La photographie est une vue du cimetière européen – aujourd'hui à l'abandon – situé sur les terres de l'aérodrome intégrées au township après la première guerre mondiale. Il accueille les dépouilles des officiers coloniaux (militaires, fonctionnaires etc.) et les rares commerçant européens de Kisumu, comme la dépouille de John Riddoch. Il est à vol d'oiseau distant d'à peine 500 mètre de la tombe photographiée plus haut, aujourd'hui située sous la piste d'atterrissage de l'aéroport nouvellement étendu. Photo : Quentin Mercurol, février 2011

[91] "Civil Case Draft", Wasuna and Advocates, 2009
[92] "Kisumu Airport land under threat – NLC" in *The Star*, 1er décembre 2015
[93] Voir le site web de l'institution [URL : http://www.landcommission.go.ke/about-nlc/mandate-function »]

3. AU-DELA DU « DROIT AU VILLAGE », LA PROJECTION DANS UN FUTUR URBAIN

3.1. Le KLCE et les ressources urbaines

Finalement, la reconnaissance du droit éminent des JoKogony sur la terre des ancêtres et des injustices foncières présentes et passées ne peuvent s'abstraire du contexte matériel dans lequel elle s'exprime. Le clan met en avant la légitimité de valeurs d'usages de la terre, soit, au sens de Lefebvre, l'ensemble des valeurs censées répondre à des besoins ou à des désirs « sociaux » (Lefebvre, 1969), ici définis par un mode de production paysan. Il s'agit alors de mieux opérer leur conversion en valeur d'échange (marchandisation), dans un contexte général d'accroissement des valeurs foncières. Il y a bien sur une tentative de maximisation des compensations, mais aussi une tentative d'accéder – sans doute assez « justement » – à un partage des capitaux et des ressources qui viennent prendre Kogony comme lieu d'ancrage. Au sein de ce processus, l'opposition entre les catégories binaires héritées de l'Etat bifide colonial est très manifestement rejouée et mise en scène. L'identité ruralo-clanique est largement endossée par les JoKogony pour faire valoir leurs droits. Cette identité normative est mise pratiquement à profit, bien au-delà de la conservation foncière et la lutte pour les compensations.

A un certain point, le KLCE apparait comme une sorte de syndicat clanique. Il s'est constitué, ancré dans sa légitimité clanique, comme un interlocuteur de l'administration locale, des entreprises en bâtiment et des promoteurs sur tous les projets de développement qui ont pu toucher la *sublocation* ces dix dernières années. Par exemple, lors de la construction de l'usine d'embouteillement de produits de la multinationale Coca-Cola en 2004 (Carte 37), les autorités claniques décident de bloquer le chantier. D'une part, la construction de l'usine a bloqué un petit ruisseau où puisaient les habitants d'Usoma. Ils demandent qu'Equator Bottlers (le propriétaire de l'usine) fournisse une arrivée d'eau gratuite en lieu et place du ruisseau, demande qui sera exaucée. D'autre part, le KLCE et une organisation sœur (Usoma Development Community Based Organization) demandent des emplois réservés à des jeunes de Kogony pour la construction de l'usine, et aussi – mais sans succès –comme employés dans l'usine. La négociation avec la Kenya Airport Authority concerne aussi les emplois. La construction d'un vaste orphelinat de la franchise *SOS Children's Village International* sur les hauteurs de Kogony fit l'objet d'âpres négociations entre les leaders claniques, les autorités administratives (en présence du *District Comissionner*), de l'entreprise de construction et le client (SOS Children's Village Kenya) pour déterminer le nombre d'emplois à la construction réservé aux membres du clan. Dernièrement, les travaux sur les infrastructures routières traversant la *sublocation* pour rejoindre l'aéroport ont été l'objet de négociations similaires.

Ainsi, la KLCE n'utilise pas seulement les ressources de l'autochtonie pour revendiquer un conservatisme foncier. Les stratégies de mobilisation du registre de l'autochtonie ne peuvent se résumer à une réaction conservatrice, un sentiment de perte et dépossession. Elles peuvent être conçues, au-delà de la mise en mouvement des oppositions spatiales binaires entre ville et campagne héritées qu'opère la KLCE, comme une manière de s'approprier des ressources urbaines et le devenir métropolitain de Kisumu, d'y trouver une place. Le KLCE est allé jusqu'à demander des points de vente pour des commerçants de la *sublocation* au sein des espaces commerciaux du nouveau terminal, et bien évidemment d'y fournir des emplois non qualifiés (sécurité, bagagiste etc.)

A un certain point, le potentiel de mobilisation du KLCE est lui aussi déterminé par la proximité de la ville pourtant combattu dans les discours. Sans la proximité des bureaux d'avocats, des antennes locales des médias nationaux, et surtout du capital culturel et social accumulé par des membres proéminents du KLCE, il est assez probable que la lutte menée par l'organisation n'aurait pas eu sa résonnance. Son *chairman* précédent (Jack Owidi), décédé en 2012, étaient ingénieur des télécoms à Nairobi et à Kisumu, et a suscité la sympathie et le soutien d'une partie de l'élite urbaine Luo, à commencer par l'investissement sur le temps long du cabinet d'avocat Wasuna & Co, avec des facilités de paiement. C'est lui qui a aussi insufflé son savoir-faire organisationnel au sein du *council*. Les bonnes pratiques d'organisation sont aujourd'hui assurées par le « jeune » secrétaire du KLCE, Maurice Roche, 45 ans et assureur de profession. Il travaille depuis son bureau de la Re-Insurance Plaza du centre-ville, qui met ses ressources informatiques (imprimante, internet etc.) à dispostion du *council*.

3.2. Pluralité des pratiques foncières autochtones à Kogony

Les membres du KLCE ne cessent de répéter, lors des différents événements de la vie sociale et politique de Kogony, des *baraza* aux funérailles, en passant par les meetings politiques, que la terre ne se vend pas, qu'elle doit rester entre les mains des membres du clan et se transmettre aux fils. Ils ne font que signifier une règle selon laquelle « *traditionnellement, les Luo et leurs ethnographes aiment à dire que les Luo ne vendent, ne louent ou n'hypothèquent pas la terre* » (Shipton, 2009 : 124). Le discours de la KLCE sur la nécessité de la conservation foncière formalise une stratégie de revendication territoriale qui n'épouse pas la complexité des pratiques spatiales traversant l'espace de Kogony. Il opère une simplification spatiale utile à des fins de mobilisation et de revendication. Audible et hémogénique dans les discours et la représentation politique, le conservatisme foncier ne condamne pas la pluralité des pratiques spatiales des Jo-Kogony, qui ne suivent pas forcément – loin de là – les recommandations des *elders.*

Une image en particulier (Figure 31) résume pour nous toute l'ambigüité entre d'une part la prégnance du discours de l'autochtonie et le respect des valeurs symboliques et culturelles investies dans le sol, et d'autre part des pratiques intimement liées à la dynamique de développement urbain à Kisumu. Au bord d'une portion de route de terre longeant le Lac, le visiteur fait face à un étrange paysage. Une très vaste parcelle, bien plus basse que les parcelles environnantes, est constellée de vastes mares desquelles émergent ponctuellement, telles des îles, des monticules de terres surmontés de croix. Cet archipel macabre est le produit paysager de l'extraction de sable. Les ayant droits de cette parcelle creusent le sol pour extraire et vendre le sable abondant dans le sous-sol (nous sommes presque en bordure du lac) à des entreprises de bâtiments actives en ville ou dans sa périphérie. Le développement de Kisumu est gourmand en ciment, et la proximité de ce gisement minimise les couts de transport pour un sable lacustre est connu pour sa qualité. Le travail d'extraction est très éreintant est assez peu lucratif, mais la terre trop sablonneuse n'est qu'une mauvaise terre agricole. Les jeunes hommes d'une famille élargie exploitent ce sable en évitant précautionneusement le contour des tombes où sont enterrés leurs aïeux, par respect et par peur du mauvais sort qui découlerait d'une altération des tombes (« *chira* »). Face à la raréfaction des ressources foncières dans la zone, cette activité a fourni les moyens d'une mise en valeur économique de la terre et a donné aux jeunes hommes de la famille un moyen de subsistance. L'archipel macabre est un compromis entre le respect des anciens et des lois luo, la continuité d'une propriété familiale et les nécessités de la mise en valeur économique de la terre dans un contexte d'urbanisation.

Figure 31 : Tombes et excavation du sable à Kogony, juin 2009

Source : Quentin Mercurol, juin 2010

Ce compromis – solution précaire apportée à l'échelle familiale au problème de la subsistance – est loin de faire l'unanimité à Kogony. L'extraction de sable fragilise les sols et favorise l'infiltration de l'eau lacustre plus loin dans les terres, hors des parcelles d'exploitation du sable, ce qui a pour conséquence une érosion accrue des sols et leur saturation en eau, ce qui peut rendre impossible la culture du maïs sur des parcelles attenantes. Les *elders* condamnent ainsi publiquement cette activité, comme lors des funérailles en 2011 où Ernest Ondu s'exprime ainsi au nom de l'organisation :

> Jo-Kogony, désormais, nous n'avons plus grand-chose par ici. Nous n'avons plus de terre pour nos fils et le poisson n'est plus là […] C'est peut-être Dieu qui nous puni, et peut-être que Dieu entendra nos plaintes […] Le sable est peut-être l'une des seules choses qu'il nous reste, et je comprends pourquoi certains vont le récolter et le vendre. Mais si nos terres ne peuvent plus être cultivées, alors ça ne sera pas de la faute de Dieu, mais de ceux qui récoltent le sable […].L'eau du lac descend, elle remonte dans nos champs, et la terre est impossible à cultiver […]. Nous demandons à ceux qui prennent du sable et nous mettent tous en danger de venir nous voir nous les *elders*, nous pourrons les aider[94].

Le discours des ainés est ancré dans une perception presqu'apocalyptique des temps qui figure très souvent le discours standard du déclin Luo (voir chapitre 4) dans le langage du christianisme. Discours moral et général, pour eux seul garant de la cohésion clanique, il tente d'influer les pratiques de chacun des membres de la communauté, en particulier des plus jeunes. C'est surtout que ces comportements leur échappent bien souvent, et que les pratiques des membres de la communauté constituent, à leurs yeux conservateurs, le plus grand danger pour la société locale.

Le changement spatial qu'accompagne, que cristallise et que met en lumière l'extension de l'aéroport (marchandisation des terres, urbanisation, diversification des espaces et de leurs fonctions, diversifications socio-culturelle) ne peut être présenté à l'aune des seules catégories normatives du KLCE : une loi d'airain, une force irrépressible de l'avancée du domaine urbain, qui s'imposerait sur la volonté d'une communauté victime de ces changements, et qui doit en conséquence s'organiser contre ces changements. Si les pratiques spatiales des Jo-Kogony s'écartent des normes portées par les autorités claniques, c'est bien que les Jo-Kogony sont aussi les acteurs de ces changements. Certes, ceux qui participent aux transferts et transactions sont en partie agis par un champ de contraintes puissant qui oriente leurs actions. La pression foncière est une force bien réelle, et elle se manifeste parfois par des processus brutaux de dépossession et d'appauvrissement, comme nous l'avons vu. Malgré tout, la majorité des transferts fonciers se font « librement », dans le champ de contraintes qu'impose partiellement la pression et la raréfaction foncière. Ces ventes (ou les prêts

[94] 14 mai 2011, Funeral de Mme Osir, traduit du dholuo en anglais par Moses Omondi Okisa, et de l'anglais au français par nos soins.

hypothécaires contractés), souvent faites dans un secret relatif, impliquent non pas le clan mais des individus titulaires d'un titre de propriété et un acheteur. Elles agissent hors des normes de transmission édictées par les membres du KLCE garantes de la loi coutumière et de ses logiques de sauvegarde foncières. La conversion de la terre en valeur d'échange est une manière de mieux maitriser le champ de contrainte que constitue l'urbanisation de la zone. Ce qui ne signifie pas nécessairement une rupture radicale avec l'identité clanique. Elle participe de l'évolution du sens investi dans la notion d'appartenance, et participe peut-être plus à la reformulation de l'identité clanique et de ses fondements, qu'à sa pure et simple disparition. Nous présentons par la suite plusieurs cas sélectionnés de nos observations pour illustrer la diversité des pratiques foncières dans leur capacité à faire évoluer la signification de l'appartenance locale, et pour démontrer la nature dynamique de la production des identités des JoKogony.

3.2.1. Une ascension sociale féminine par l'insertion dans le marché foncier

La marchandisation de la terre et la fluidification foncière ne se traduisent pas seulement par une dépossession mécanique des JoKogony. Ces processus ont autorisé certains acteurs minoritaires à se constituer un patrimoine foncier, et d'affirmer une notabilité nouvelle dans la société locale, tout en agissant dans les cadres partagés et normatifs de la coutume. La conversion de la terre en valeur d'échange est aussi une matrice locale et endogène de la production des inégalités. Les funérailles de Monica Osir ont constitué une occasion pour célébrer une trajectoire d'ascension sociale ; l'accumulation de la terre et la définition acceptable de ses usages sont les critères qui qualifient cette réussite. Originaire de Nyakach, elle est liée à Kogony par son mariage. Sa position aurait pu, comme c'est la norme dans une société luo patrilinéaire, la condamner à un rôle foncier subalterne, les femmes étant souvent « *entièrement effacées des diagrammes des généalogies familiales* » (Shipton, 2009 : 105). Mais l'adhérence des pratiques au modèle de filiation patrilinéaire est très loin d'être totale, et certaines femmes se sont constitué des positions dominantes dans une société abstraitement patrilinéaire et virilocale. Mme Osir, par son ardeur au travail et ses qualités de commerçantes a peu à peu acheté des terres à ses voisins ; d'abord par l'intermédiaire de son mari salarié en ville, puis avant même la mort de ce dernier, en son nom propre. Ces transactions sont rendues possibles –loin de la méfiance associée à la vente de sa terre à un complet étranger, Luo ou non – par le fait que Mme Osir représente une figure d'altérité structurellement acceptée par la coutume. L'un des *elders* de Kogony fait en ses termes son éloge funèbre :

> Son exemple est celui que nous louons aujourd'hui, celui dont nous voulons témoigner. L'attitude qu'avait cette mère doit être imitée par ses enfants. Si vous vous inspirez de son caractère, beaucoup de bonnes choses arriveront à la maison d'Osir et resteront pour toujours. La plupart des femmes ici, si elles obtiennent de l'argent, le rapporte là où elles sont nées [« *homeland* »]. Si vous lui dites de garder de l'argent, vous trouverez un jour que l'argent est perdu […] Mais Monica a acheté de la terre ici, ce que tant d'hommes n'ont pas réussis à faire. Quand j'étais jeune homme, je voyais Monica acheter de la terre, une jeune femme allait acheter de la terre lorsque la plupart des autres femmes allaient convaincre leur mari de manger l'argent […] Monica avait de l'argent, mais vous ne pouviez pas voir la différence, parce qu'elle ne pavanait pas devant tout le monde. Il y a des gens qui quand ils ont de l'argent, ce n'est que de l'argent qu'ils mangent petit à petit, et ils ne vont même pas aux champs. Mais Monica était tout le temps dans ses champs, et même que les femmes ici, elles mangent les légumes de Monica. Si quelqu'un peut avoir cette attitude ici, il y aura beaucoup de développement dans sa maison[95]

Mme Osir est présentée en exemple de vertu à même d'inspirer sa descendance, exemple édifiant d'une réussite féminine qui doit inspirer aussi bien les hommes que les femmes de la communauté clanique. Au succès matériel de l'accumulation de la terre répondent des qualités morales qui permettent que cette accumulation n'apparaisse pas comme inacceptable : ardeur au labeur, humilité et charité permettent de construire la légitimité de son accumulation foncière. Ainsi, par une stratégie qu'on pourrait qualifier d'entrepreneuriale, en augmentant son patrimoine foncier ou lieu de le dilapider, elle a participé au développement de son lignage, et elle est devenue une figure de réussite, véritable cheffe de famille. La valeur croissante des terres de Kogony fait du patrimoine foncier accumulé un facteur de richesse familiale, constitué au dépend des autres familles du clan. La marchandisation de la terre est donc une matrice de l'inégalité entre *jodak* et autochtones d'une part, et entre les autochtones entre eux d'autre part.

Si la réussite de Mme Osir se conçoit dans des termes acceptables pour la moralité clanique, c'est aussi qu'elle se fonde sur le travail de la terre, sur un travail agricole. Néanmoins, ce travail n'est pas ancré uniquement dans un mode de production paysan destiné à la seule subsistance et isolé du marché urbain. Les terres qui appartiennent à Mme Osir, cultivées par elle-même et par des femmes et des jeunes hommes de Kogony, sont destinées au développement d'une agriculture vivrière marchande qui a accompagné l'urbanisation de Kisumu. Elle contrôle ainsi l'approvisionnement de stands maraichers[96] dans trois marchés urbains : l'un sur le Riat Market en face de la nouvelle entrée de l'aéroport, un autre à Otongolo à l'Ouest de Kogony, un autre sur le marché de Kibuye, le grand marché africain du centre-ville. Pour finir, son enrichissement n'est pas totalement isolable des dynamiques foncières qui ont accompagné les travaux aéroportuaire : elle aurait fait littéralement richesse

[95] 14 mai 2011, Funérailles de Mme Osir, traduit du dholuo en anglais par Moses Omondi Okisa

[96] Elle y produit essentiellement du sukuma wiki, des haricots rouges et surtout du cassava. Plus récement, elle se serait lancé dans la production de tomates.

– selon la rumeur locale dont on entend les échos lors de ses funérailles – en vendant deux *beach plots* à Raila Odinga et son frère Oburu Odinga, léguant à sa descendance un compte en banque bien garni.

La richesse foncière peut donc se convertir aisément en richesse financière, qui peut être ensuite reconvertie en retour dans un processus d'accumulation foncière. Pour l'un de nos informateurs, le fils de Mme Osir – que beaucoup promettent à une carrière politique locale – aurait comme intention d'investir les gains des ventes de terres opérées sur le front de lac par sa mère dans toute une série de parcelles à l'intérieur de Kogony, qui seront partagées entre ses frères. Les stratégies d'accroissement du capital foncier autochtone participent donc aussi à la hausse de la demande foncière générale à Kogony, et donc aux prix de la terre. C'est par ailleurs une peur communément établie par les membres du clan à propos des compensations versées par la KAA. On craint que les compensations n'amènent à Kogony une quantité importante de d'argent frais qui soit réinvestie dans d'autres terres, participant alors à la hausse accrue des valeurs foncières dans les frontières de la *sublocation*, et à la marginalisation subséquente de l'accès à la terre de ceux qui ont de petits patrimoines ou qui n'en ont pas, ou pas encore, comme les jeunes fils.

3.2.2. La conversion de la terre des origines pour la définition d'un projet urbain

D'autres pratiques foncières viennent contrevenir plus directement aux obligations qui lient par la terre les membres du clan entre eux. Les perspectives d'accumulation – réelles ou fantasmées – offertes par l'aéroport apparaissent centrales dans la définition de ces pratiques.

Georges Otieno est un petit agriculteur. Il possède un terrain tout au bord du Lac, hérité de son père dans le partage familial des terres. Agé de 28 ans, marié, père de deux enfants, il cultive son maïs, ses légumes, et il est aussi investi dans de petites activités commerciales locales d'épicerie. A certaines occasions, de par ses connexions politiques en tant que membre actif de l'ODM, il s'est improvisé *land-broker*, mettant en relation des acheteurs et de potentiels vendeurs membres de son clan. La modestie de ses conditions de vie tranche avec l'ampleur de ses projets. Georges Otieno passe, en cette semaine d'octobre, une partie de ses journées au Land Office – tout à côté de notre bureau – pour effectuer une série de recherches dans les registres du Ministère. Rassemblant ses souvenirs d'enfance et les dires des membres de sa famille, il tente alors de savoir si les transactions foncières amorcées par ses aïeux (son père et son grand-père) au profit de *jodak* ont été inscrites sur les registres cadastraux. Informé que son père, récemment décédé, avait entrepris en 2002 de vendre un terrain familial à un instituteur contre la somme de 100 000 KSh, il apprend que la vente – comme très souvent – n'a pas été finalisée. Aucun titre de propriété en la faveur de ce jadak n'a pas été

produit par les services du Lands Office. Un titre de propriété pour cette parcelle avait été attribué à son père en 1987, après un long processus d'*adjudication* qui avait déchiré sa famille, et monter ses oncles et son père les uns contre les autres : l'individualité des titres fonciers ne peut pas contenir en son sein la pluralité des revendications foncières sur une même parcelle. Or, le titre en question n'a pas été transféré à l'acheteur, qui, devant le coût et le temps nécessaire au transfert[97], s'est contenté de faire reconnaitre par l'*assistant chief* un transfert monétaire, sans faire transférer le titre foncier. Le versement de cette somme donne le droit à l'instituteur de construire sa maison sur la parcelle, et d'y vivre. Mais il produit une ambiguïté : l'acheteur possède des droits d'usages du sol, mais pas la propriété éminente. Pour Otieno, l'inachèvement de la transaction fait de l'instituteur un jadak qui a payé un loyer sur un long terme, rien de plus. Le droit d'usage de long terme que confère l'accord avec le père d'Otieno reste donc temporaire. Et Otieno veut monnayer l'inachèvement de la transaction et l'ambigüité qu'il provoque. En faisant valoir son droit à l'héritage, il tente de faire transférer à son nom le titre de propriété – avec l'appui de l'*assistant chief* – pour ensuite le négocier avec l'enseignant. Il compte en tirer la somme de 200 000 KSh. Il effectue des recherches similaires pour transférer à son nom deux autres terrains que possédait autrefois son grand-père, l'un où vit l'une de ses grandes tantes, l'autre où vit sa grand-mère, en anticipant alors leur décès à venir. Il espère en tout tirer 450 000 KSh de ses diverses transactions.

Loin de vouloir garder ces parcelles dans le giron du clan auquel il appartient, Otieno souhaite les vendre. L'argent engrangé doit financer des projets d'investissements multiples qui le conduiraient à devenir un agriculteur intégré dans le marché mondial. Otieno est mu par un idéal entrepreneurial. Il prend la réussite matérielle de Raila Odinga et sa reprise de la Molasses Plant qui surplombe aujourd'hui le paysage d'Usoma et de Kogony comme modèles (cf chapitre 6). Il est aussi un fervent laudateur de la *Kenya Vision 2030* et ses rêves individuels font écho aux contenus de la stratégie de planification nationale par laquelle le mythe de la nation kényane tente de se réinventer dans la mondialisation. Ainsi, alors que la vision nationale propose le développement des ressources humaines pour le fleurissement de l'entreprenariat[98], Otieno souhaite d'abord utiliser l'argent des ventes foncières pour construire un parcours d'apprentissage qui puisse lui permettre de développer les compétences techniques pour maitriser des cultures d'export et les manières de les vendre. Il veut en effet

[97] Comme c'est très souvent le cas à Kisumu. Voir ce qu'a pu écrire Wanukaya Okonyio (2008 : 55-60) sur l'insécurité des transactions foncières informelles dans les zones périurbaines de Kisumu.

[98] On se référera à un document d'étape de la *Kenya Vision 2030* qui nous indique que : « *Kenya's main potential lies in its people - their creativity, work ethic, education, their entrepreneurial and other skills* » (GoK, 2008 : 38) ou « *potential entrepreneurs need human resource development* » (GoK, 2008 : 44)

intégrer un cursus dédié de la nouvelle *Great Lakes University*[99] voisine qui puisse lui apprendre la manière de gérer une serre horticole, une exploitation maraichère ou un bassin piscicole, et apprendre les rudiments de la commercialisation. Il souhaite financer les infrastructures nécessaires à ces cultures par la vente des différentes terres familiales dont il entend obtenir le titre de propriété. Les marchés visés sont pour Otieno ceux ouverts par l'aéroport et sa section cargo qui reste alors encore à construire. Il y a aussi pour lui des débouchés « locaux », ceux qui s'ouvriraient plus en avant avec l'augmentation des populations de touristes et d'expatriés qui viendraient résider à Kisumu avec l'ouverture de l'aéroport, et qui consommeraient ses productions maraichères et horticoles, peu habituelles sur les marchés de Kisumu, si ce n'est sur les étals des Nakumatt (cf chapitre 7).

Otieno entend faire valoir sa filiation et ses droits héréditaires pour maximiser sa manne foncière, qu'il souhaite utiliser pour construire un parcours de vie croisant les ressources de la ruralité et de l'urbanité. Contrairement à ce que les *elders* prônent, les ressources foncières qu'Otieno tente de rassembler ne doivent pas servir à la préservation d'un patrimoine foncier perçu comme une propriété communautaire, dans le but d'en maximiser et d'en développer la valeur d'usage. Ce que souhaite Otieno, c'est convertir le capital foncier en numéraire, et donc d'en maximiser sa valeur d'échange afin de financer ses projets de vie et d'investissements. Le rapport à la terre, son investissement symbolique et la continuation des pratiques de transmission patrimoniale communautaire se trouvent menacés par le type de ventes qu'organise Otieno pour la réalisation de ses rêves entrepreneuriaux. En tentant de se constituer un patrimoine foncier, faisant valoir ses droits lignagers face à l'administration, il le fait paradoxalement en tant qu'individu, sans le consentement familial. En tant qu'ainé de la première femme de son père, il s'est investi du rôle de chef de famille. Il fait valoir ses amitiés avec des membres du KLCE, et surtout sa position de « *political mobilizer* » auprès du député local, Olago Aluoch, pour construire sa légitimité auprès de l'administration locale, dont la participation est nécessaire aux transferts fonciers qu'il organise. Il n'a jamais impliqué ses frères dans ses projets, et c'est à leur dépend qu'ils ont appris ses tentatives d'accumulation foncière. Dans la compétition foncière à Kogony, l'argument de l'hérédité clanique est ici privatisé, déboutant ses frères des droits qu'ils pourraient formuler sur les terres. Le conflit est désormais public, et a explosé en plusieurs occasions. La gestion conflictuelle de la rareté foncière n'est pas une nouveauté familiale. Les funérailles du père avaient été l'occasion de la d'exposer en public des conflits fonciers qui ont marqué l'histoire familiale, et qui continuent de nourrir le ressentiment des fils et des oncles. Deux des frères d'Otieno avaient alors fait part à l'assistance de leur mécontentement face aux ventes que leur

[99] Un certificat en « *agribusiness management* », voir URL : [http://www.gluk.ac.ke/index.php/ornek-siteler/faculties/faculty-of-arts-and-sciences], formation qui a un coût en 2012 de 35 000 pour deux semestres.

père avait concédé à des *jodak*. Selon eux, leur père aurait préféré vendre pour satisfaire ses vices (l'alcool), plutôt que de satisfaire son besoin d'éducation. L'un des frères d'Otieno (le second de la deuxième femme) présente publiquement son dénuement : sans terre suffisante pour vivre des cultures, sans diplôme, il ne lui reste qu'à partir, affirme-t-il.

Dans le même temps, Otieno revendique haut et fort une identité paysanne, et la continuation sur la terre ancestrale des usages spatiaux agricoles qui pour lui façonnent son identité clanique et luo. Il nous déclare ne jamais vouloir vendre la terre sur laquelle est enterré son père et sur laquelle continue de vivre sa mère. Il souhaite être enterré sur sa terre, celle qu'il a hérité de son père, et compte assurer une transmission patrimoniale foncière à ses enfants (il avait alors deux petits garçons). Le projet de vie d'Otieno est de devenir quelqu'un au sein de sa communauté clanique, et d'assurer sa descendance sur les terres de Kogony. L'attachement ne disparait pas. Sa filiation est peu prestigieuse, marquée par la mauvaise réputation de son père. Otieno a pu trouver dans une forme d'éthique entrepreneuriale une voie d'affirmation – contestée – dans la société locale. Cette sorte de marge gagnante, si elle contrevient au conservatisme foncier des *elders,* trouve dans les évolutions et débats contemporains sur le contenu de la luoité de quoi s'exprimer. S'il apparait comme un traitre pour certains *elders*, Otieno est lui aussi critique sur la vision de la luoité et de l'identité locale que porte les conservateurs. Pour lui, les *elders* ne savent pas manier et comprendre l'argent, et c'est cette incompréhension qui constitue la plus grande menace sur le clan. Ils sont pour lui arriérés, plus prompt à dépenser des sommes gigantesques dans l'organisation de funérailles des proches ou acheter des têtes de bétails que d'investir dans des activités profitables. Ce manque d'esprit entrepreneuriale lui fait dire que « *les JoKogony font finir mendiants sur leur propre terre* ».

Ainsi, dans le contexte de marchandisation foncière à Kisumu, le rapport à la terre constitue un facteur important de division, malgré la volonté du KLCE d'unir les JoKogony autour d'un conservatisme foncier qu'on présage être la meilleure solution pour le clan, aussi bien sur le plan matériel que sur la perpétuation d'une identité collective stabilisée dans la terre. Les pratiques foncières – vente, location, hypothèque, individualisation des droits fonciers, rapport aux compensations – des JoKogony ont largement fait éclater l'hypothèse de l'unité clanique autour de question foncière. La terre est un ferment de division sociale et une matrice renouvelée d'inégalité, si bien qu'elle ne peut fournir un référent identitaire univoque, stable et partagé par tous. Facteur de réussite pour certains, parfois à l'encontre de l'intérêt des membres de son clan et de ses propres frères, la terre a aussi pu signifier la dépossession la plus violente et l'appauvrissement le plus total pour d'autres.

Pour certains, elle n'est plus une priorité, mais un moyen qui a permis à des individus et des familles de Kogony d'investir dans d'autres secteurs de la vie sociale qui puisse exprimer la réciprocité et la confiance intergénérationnelle. C'est par exemple le cas de l'investissement dans l'éducation : la terre est revendue pour pouvoir payer des cursus éducatifs aux enfants, parfois universitaires. On attend que l'éducation puisse assurer des positions sociales favorables et transmissibles aux générations à venir. L'école peut être un référent central de l'idée de continuité lignagère. On pourrait ainsi citer les ventes effectuées par Mr. Juma, un petit paysan de 50 ans doté avant la vente de plusieurs parcelles éclatées (sur trois sites), attribuées par son père, et totalisant une surface de 1,6 acres . En tant que cadet, son lot foncier est le moins intéressant, ses deux frères ont été bien mieux lotis. Chrétien évangéliste monogame, très critique envers la tradition coutumière, il a eu de son mariage quatre fils et deux filles. Ses possessions foncières étant trop peu importantes pour assurer un avenir agricole serein à ses enfants (et singulièrement à ses quatre fils), Mr. Juma a décidé de vendre certaines des parcelles pour assurer une éducation de qualité à ses enfants. En conséquence, l'ensemble de ses enfants (filles et garçons) a eu droit à une éducation jusqu'au lycée – chose rare à Kogony. Son premier né est allé à la Moi University pour suivre un bachelor en sciences de l'éducation. Il est désormais professeur dans une école élémentaire dans les environs d'Homa Bay. Mr. Juma fait un pari : sa descendance sera mieux assurée par l'éducation que par une terre devenue trop rare.

CONCLUSION

La récente extension de l'aéroport de Kisumu, fruit de la projection volontariste de la nation kényane dans les flux de la mondialisation, met en mouvement toute une série de relations scalaires qui viennent rendre incertaine et conflictuelle l'expression de l'appartenance Luo. L'aéroport, au-delà de la connexion matérielle qu'il permet avec certains flux de la mondialisation, a été investi de sens pluriels, construisant des relations scalaires elles-mêmes plurielles autour du projet, et renvoyant à une pluralité d'échelles de temps. Il représente le lieu de l'espace abstrait du capitalisme mondialisé, facteur de l'aplatissement du monde et d'un nouveau cosmopolitisme *a*-scalaire où s'abolissent temps et espace. Au-delà de ce poncif, nous avons vu dans sa récente extension la projection d'une nation kényane (ré)unifiée dans sa projection dans la mondialisation. Kisumu participe alors à la reconfiguration de la barrière nationale, nouveau point de passage aéroportuaire qui pourrait réintégrer le pays Luo dans une geste développementale renouvelée. Pour la plupart des Luo, l'aéroport constitue surtout une manière de projeter une identité politique marginalisée hors des cadres nationaux,

pour trouver dans le plus vaste monde un branchement à des ressources symboliques et d'affirmer une identité. Avec cette idée vivace selon laquelle ces nouveaux branchements par-delà la nation kényane peuvent favoriser le développement, dans une reconsidération entrepreneuriale de l'ethnicité Luo.

La construction de l'aéroport a donc été l'occasion de manifester des glissements de relations entre Kisumu, l'ethnicité luo, la nation kényane et le monde. Il a aussi mis à jour des glissements scalaires au sein de la formulation de l'appartenance à la communauté ethnique. Tous les Luo, et notamment les JoKogony, ne se sont pas retrouvés dans cette célébration des nouveaux liens exprimant une fierté ethnique. L'infrastructure aéroportuaire s'ancre quelque part, sa promesse de projection globale est gourmande en terre, et cette terre a été et est encore – dans un contexte de pression et de compétition foncière – le ferment de l'expression d'une appartenance communautaire ancrée dans les canons de la coutume luo, telle qu'elle a pu s'exprimer dans les cadres administratifs coloniaux et postcoloniaux de l'Etat kényan. Pour certains, l'aéroport est donc une menace pour la perpétuation d'une identité locale, spectre de l'avancée d'un mode urbain cosmopolite sur le cocon rural des origines. Ce conflit est d'autant plus manifeste que la rénovation récente de l'aéroport réactive une longue histoire de friction entre les domaines urbains et ruraux tels qu'ils se sont spatialement et historiquement constitués à Kisumu. La mémoire de ce conflit est aujourd'hui centrale dans la revendication de droits claniques sur la terre. Mais au-delà de la normativité de cette identité rurale revendiquée dans la droite ligne de l'héritage local de l'Etat colonial, les pratiques foncières des JoKogony illustrent des facteurs de reconsidération des liens qui relient l'identité clanique et la terre.

CONCLUSION

Nous avons tenté dans ce travail de donner du sens à ce qui paraissait au premier abord comme une incongruité. Comment une ville aussi banale que Kisumu – typique d'une ville secondaire africaine, par sa taille, les dynamiques de sa croissance urbaine et les problèmes qui s'y posent – pouvait bien définir un agenda centré sur la compétitivité et l'attractivité, plus prompt à qualifier l'orientation stratégique prise ces trente dernières années par les grandes métropoles mondiales ? Ce paradoxe n'est apparent que lorsque l'on valide la dichotomie critiquée par Jennifer Robinson entre d'une part une théorie urbaine *mainstream* centrée sur l'expérience historique des grandes villes occidentales préemptant le principe de modernité et, d'autre part, les études sur le développement dans lesquelles est cantonnée l'appréhension scientifique des villes du Sud (Robinson, 2006). Kisumu incarne les possibilités d'un cosmopolitisme comparatiste postcolonial que propose le cadre heuristique de la « ville ordinaire ». Nous avons fait le pari que son étude rendait possible l'élargissement des contextes urbains que doit prendre en compte la production des savoirs sur la ville.

Dans cet élargissement des horizons d'une recherche urbaine que l'on souhaite centrée sur l'ordinarité et la banalité des villes, nous ne nous sommes pas limités à analyser la manière dont les restructurations scalaires qui promeuvent la centralité de plus en plus importante des villes dans la géographie du capitalisme (Brenner, 2004) trouvaient une incarnation – ou une exemplification – à Kisumu. Notre ambition a été toute autre : il s'agissait d'étudier la manière dont l'agenda de la compétitivité et de l'attractivité à l'échelle urbaine avaient leurs raisons locales et leurs chemins propres, tout en suivant les voies géographiquement borné d'un espace transnational de circulation des idées, des pratiques et des normes. Nous avons tenté de voir comment l'agenda compétitif, aussi bien dans ses causes que dans ses conséquences, était produit dans (et partiellement par) une localité subalterne. Dans cette optique, nous n'avons pas étudié les effets scalaires et spatiaux de l'application d'un modèle en circulation, mais la manière dont ce modèle trouvait une possibilité d'existence par la rencontre avec des paramètres scalaires et territoriaux hérités d'une histoire coloniale et postcoloniale riche et conflictuelle. Ainsi, l'interrogation sur l'émergence hypothétique d'une échelle de régulation urbaine devait se comprendre à l'aune des héritages et paramètres locaux qui structurent, contraignent et orientent les modalités de cette émergence et aussi permettent d'en comprendre toute la conflictualité.

Au terme de notre travail, nous relevons ici les trois grands axes qui , bien qu'ils s'interpénètrent, permettent de synthétiser la particularité de la tentative de construction des ambitions compétitives contemporaines de Kisumu : premièrement le legs colonial ;

deuxièmement les conflictualités politiques et les échelles d'appartenance ; et troisièmement L'historicité de l'Etat néopatrimonial et son rôle dans la formulation des orientations urbaines contemporaines de Kisumu.

1. Synthèse

1.1. Le legs colonial ?

La construction des avantages comparatifs de Kisumu et la maximisation de sa localisation nous a fait buter à plusieurs reprises sur la question complexe et sensible du legs colonial (Bayart et Bertrand, 2006 ; Demissie, 2007). Quelle que soit la focale scalaire considérée, la formulation locale du projet compétitif imposait une confrontation à une « *hantologie coloniale* » (Home, 2012 : 18) – soit la spectralité des traces et des rappels du passé colonial dans le présent et dans la formulation des voies du futur. Le référent colonial – et plus spécifiquement la « gloire passée » de Kisumu – est mobilisé dans la manière dont le futur compétitif de la ville est formulé, comme l'a montré par exemple l'analyse de la célébration du centenaire de la ville en 2001. La *city vision* de la CDS, concentrée sur la définition d'un destin logistique est-africain pour Kisumu, est elle aussi ancrée dans les chemins ouverts par l'histoire coloniale. Elle ne propose aucune rénovation radicale du rôle colonial de la ville. Dans la même idée, le destin est-africain porté par les politiques d'infrastructures pilotées par l'Etat et ses partenaires internationaux n'est pas tant à comprendre dans la nouveauté d'un réétalonnage scalaire (« *rescaling* ») de l'Etat kényan que dans la réactivation d'un *scalar fix* (Brenner, 1998a ; 2001 : 606-607) : celui produit par les dynamiques de l'intégration régionale coloniale est-africaine. La nouvelle place que souhaite occuper la ville dans le monde fait ré-émerger les espaces anciens de son interconnexion : l'aéroport qui retrouve sa vocation internationale initiale, et plus récemment le port lacustre et la plateforme multimodale portuaire et ferroviaire[1]. Comme l'affirme Bernard Calas : « *l'inertie spatiale est grande* [en Afrique de l'Est] *et repose sur la résistance de la logique d'extraversion qui domine la mise en valeur et l'insertion de l'Afrique orientale dans le système mondial* » (Calas, 2000). Le centre-ville, où l'héritage dans les paysages du legs colonial est le plus manifeste, tend à être défini comme un patrimoine matériel permettant la projection de la ville dans la compétition inter-urbaine et comme un facteur d'attractivité. Par la réémergence du centre-ville alors mis en vitrine, sont rejouées les logiques esthétiques, hygiénistes et excluantes qui marquaient la distinction d'un *township* moderne et d'une campagne africaine infusée par la tradition et la ruralité.

[1] "Sh14 billion second port to be put up in Kisumu County", in *The Standard*, 27 octobre 2016

Nous n'affirmons pourtant pas que le legs colonial et les logiques de la longue durée imposent une voie unique dans la formation locale de l'ambition compétitive de Kisumu. Le rapport au passé colonial constitue une voie parmi d'autres qui oriente la projection de la ville dans la compétition inter-urbaine et qui influence ses effets territoriaux et la conflictualité du processus. Elle n'enchaine pas au passé les voies qui sont adoptées pour définir le futur de la ville. En effet, comme dans tant d'autres villes africaines (Malaquais et Marchal, 2005 : Malaquais, 2005 ; Choplin, 2009), des logiques de branchements synchroniques à l'imaginaire de la mondialisation infusent la projection de la ville dans un futur urbain, promesse de modernité et de développement. Ainsi, le maire au moment du centenaire (voir chapitre 4) et les entrepreneurs aujourd'hui parlent de faire de Kisumu un nouveau Dubai[2] ; le développement des centres commerciaux marquent le développement de classes moyennes ouvertes sur des modes de consommations globaux participant d'un processus de distinction sociale ; et le projet de mise en place d'une *Special Economic Zone* à Kisumu est inspiré des expériences développementales est-asiatiques.

1.2. Conflictualité politique et échelles d'appartenance

La survivance du legs colonial influe sur la manière dont la conflictualité politique et sociale se structure face à la formulation des ambitions compétitives de Kisumu, la construction de son attractivité et la mise en œuvre des infrastructures de sa connexion. Si pour Jean-François Bayart, « *le legs colonial le plus saillant a trait à la perpétuation du territoire politique de l'Etat, né de l'occupation et de l'administration coloniales* » (Bayart et Bertrand, 2006), ce territoire politique a eu une organisation et des frontières internes nécessaires à la compréhension des dynamiques politiques africaines. La dichotomie politique et institutionnelle ville-campagne (Mamdani, 1996), centrale dans la tentative de construction locale de l'Etat colonial à Kisumu (chapitre 2), trouve des échos puissants dans la manière dont sont construites et mobilisées aujourd'hui les identités politiques au sein du territoire municipal. Ainsi, la récente extension de l'aéroport – et ses conséquences territoriales – a constitué un moment de remobilisation des identités politiques claniques attachées aux structures administratives de l'Etat colonial perpétuées par l'Etat postcolonial (chapitre 8). Aussi, les interventions pro-entrepreneuriales effectuées sur le gouvernement municipal (chapitre 6) ont court-circuité les rapports de force de la démocratie locale qui s'étaient au fil du temps structurés localement autour de la représentation des intérêts autochtones, du moins depuis l'extension des frontières municipales au sein de l'ancienne *Native Reserve* en 1972. Les discours et les revendications de l'autochtonie s'affermissent de concert avec les évolutions contemporaines prises par la ville. L'audibilité accrue du registre de l'autochtonie

[2] Mega City to make Kisumu 'like Dubai', in *The Star*, 10 février 2016

est autant une réaction aux menaces perçues sur les droits autochtones et à la perpétuation des lignages clanique (perte de la terre, perte du pouvoir politique, etc.) qu'une manière de s'insérer dans la compétition pour de nouvelles ressources apportées par la mise en connexion régionale et mondiale de Kisumu.

La centralité contemporaine de la résurgence du registre de l'autochtonie en ville n'est pas une particularité de Kisumu. Hier comme aujourd'hui, elle marque le destin de nombreuses villes africaines (Fourchard, 2009 ; Spire, 2011 : 154-160 ; Geschiere et Nyamjoh, 2000 ; Nyamjoh et Brudvig, 2014). La particularité de son énonciation à Kisumu tient au fait qu'elle participe à la conflictualité interne au champ politique et moral luo, dont nous avons fait une lecture scalaire. Certes, à l'échelle urbaine, la conflictualité entre l'identique et l'Autre est quotidiennement associée à l'antagonisme entre les luo et la communauté d'origine indienne. Les interventions pro-entrepreneuriales contemporaines sur les espaces urbains – qu'elles se traduisent par exemple par la fermeture du centre-ville aux activités de l'informel ou par la marchandisation accrue du foncier péri-urbain – renforcent partiellement cet antagonisme hérité. Mais surtout, ces interventions entrepreneuriales illustrent une tentative de révision de l'économie morale luo – c'est-à-dire des pratiques et des valeurs politiques et culturelles communautaires luo qui visent à assurer le bien-être économique des membres de la communauté, voire à assurer les contours d'un droit à la subsistance. La ville de Kisumu, capitale ethnique et « géosymbole » (Bonnemaison, 1981) de l'identité luo, mais aussi lieu d'accumulation économique de l'élite politique luo (chapitre 6), est devenue un enjeu de la réaffirmation d'un nationalisme luo par les élites communautaires qui prône l'effort, le travail, l'investissement « à la maison » et le risque, en tant que moteurs de l'amélioration de la situation économique de la communauté.

Ces interventions entrepreneuriales ne sont pas seulement discursives, elles touchent à la matérialité des espaces de la municipalité. Ainsi, dans les zones périurbaines, le développement de l'aéroport s'est manifesté par une marchandisation accrue des terres dans la *sublocation* de Kogony au détriment des usages paysans de la terre et des valeurs culturelles qui leurs sont associés (chapitre 8). La formulation de l'appartenance au sein des *sublocations* périurbaines de Kisumu, où se développe, comme ailleurs dans le pays luo, une « *idéologie de l'attachement* » (Shipton, 2009), rentre en conflit avec cette autre échelle de formulation de l'appartenance qui prend Kisumu comme lieu de son énonciation – celle de la refondation élitaire et pro-entrepreneuriale d'un nationalisme économique luo. La conflictualité politique ne s'organise pas seulement autour de la résurgence des identités politiques autochtones qui ont été centrales dans la formation de l'Etat colonial puis postcolonial. Les politiques de mise en vitrine du centre-ville et la répression des activités de l'économie informelle ont participé à la cristallisation d'une identité politique urbaine luo qui défend les usages spatiaux populaires

de l'informel au centre-ville. A bien des égards, cette identité politique luo urbaine et populaire participe au dépassement du legs colonial de la dichotomie politique entre ville et campagne (chapitre 7). Finalement, l'analyse des conflits politiques autour de la mise en œuvre des ambitions compétitives de Kisumu pluralise les réponses à la question posée par Mathieu Hilgers : « *à qui appartient la ville ?* » (Hilgers, 2013). La question de la « *propriété de la ville elle-même* » ouvre une multiplicité d'échelles et espaces d'appartenance possibles. Ainsi la ville appartient-elle, en tant que capitale ethnique, à l'ensemble des Luos, diaspora comprise ? A ceux qui se disent autochtones, les *weg lowo* ? Aux nouveaux propriétaires fonciers *jodak* ? A l'élite politique luo qui tente d'y redéfinir un projet national luo ? Aux acteurs de l'informel qui tendent à structurer leur représentation politique au centre-ville ? A l'élite commerciale d'origine indienne, dont la présence se trouve relégitimées par des politiques pro-entrepreneuriales ?

1.3. L'historicité de l'Etat néopatrimonial et la formulation des orientations urbaines contemporaines de Kisumu.

La ville de Kisumu, en tant que capitale ethnique et bastion de l'opposition politique aux différents avatars du pouvoir central, est un lieu privilégié d'observation des régulations politiques multiscalaire de l'Etat néopatrimonial et donc de sa volonté et de sa capacité à articuler l'insertion d'un territoire urbain aux ressources offertes par son articulation au système mondial (chapitre 4). Ainsi, l'arrimage de Kisumu aux redistributions des ressources du « *clientélisme rationnalisé* » (Bourmaud, 1988) a été dépendante des aléas du jeu politique kényan. Les politiques contemporaines qui visent à ancrer le futur de la ville dans les flux de la mondialisation nous ont poussé à poser initialement l'hypothèse du dépassement – ou plutôt du court-circuitage – de la centralité de l'Etat néopatrimonial dans la géographie du développement urbain. L'idée était d'interroger l'émergence d'une version kényane d'entités métropolitaines autonomes observables ailleurs dans le monde et capables, dans une refonte des spatialités étatiques, de définir des voies de développement et de croissance (Brenner, 2004). Au terme de ce travail, il nous semble que la formulation d'un agenda compétitif à Kisumu pose des relations toute autres entre la ville, l'Etat et le monde, notamment en ce que ces relations sont tributaires de l'historicité de formes étatiques particulières.

On ne peut que reprendre à notre compte la remarque faite par Mathieu Hilgers, pour qui « *la trajectoire socio-historique de l'Etat joue un rôle décisif dans le déploiement des politiques néolibérales* » (Hilgers, 2012b : 90). En complément des héritages spatiaux de l'Etat bifide colonial que nous avons développé, l'historicité de l'Etat kényan et de ses logiques néopatrimoniales est un paramètre central de la formulation locale du projet urbain compétitif. Premièrement, l'Etat central – par le biais du plan de développement national *Kenya Vision*

2030 et les politiques infrastructurelles qui lui sont liés – est un acteur toujours important dans les conditions physiques de la construction des avantages de localisation de tel ou tel territoire ethno-politique. Les acteurs étatiques du pouvoir central négocient avec les partenaires internationaux le financement à destination de Kisumu des infrastructures logistiques, comme par exemple dans le cas du *Northern Corridor Transport Improvement Project* (NCTIP dont dépend l'amélioration de l'aéroport et des routes menant à Kisumu, voir chapitres 5 et 8), ou plus récemment dans le cas du redéveloppement du port[3]. Deuxièmement, l'investissement des acteurs municipaux dans le projet compétitif ne peut se penser hors d'une stratégie scalaire de l'opposition luo qui vise à la conquête du pouvoir central (voir chapitre 6). En ce sens, la formulation du projet compétitif urbain n'est pas autonome, mais tendue vers les enjeux de la géopolitique nationale. Elle promeut un nationalisme économique luo qui n'est pas en sécession d'avec l'échelle nationale mais qui s'y articule. La diffusion des rationalités néolibérales et entrepreneuriales dans la manière dont la ville est gouvernée et dont sont définis les orientations stratégiques de son développement s'accommode fort bien des logiques politiques de l'Etat néopatrimonial. Cette diffusion n'implique pas une refonte radicale de la hiérarchie scalaire – ou *rescaling* – de l'Etat kényan. Les enjeux du contrôle de la barrière nationale restent déterminants à l'heure d'une phase contemporaine de construction de l'Etat développemental en Afrique l'Est (Fouéré et Maupeu, 2015 : 20-22).

La refonte par la ville des spatialités de l'Etat néopatrimonial semble donc limitée. Pourtant, nous devons noter certaines évolutions de sa géographie tributaires des évolutions des rapports de force en son sein. La concentration de projets portés par l'Etat kényan à Kisumu pendant notre terrain entre 2008 et 2013 tient aux conséquences de la crise de 2007-2008. La résolution de la crise a vu émerger un gouvernement de coalition dans lequel un nouveau centre du pouvoir exécutif a été créé avec le poste de Premier Ministre, occupé jusqu'en 2013 par le leader luo Raila Odinga. Des redistributions des ressources étatiques envers le pays luo ont donc eu lieu, et ont participé à redonner à la ville une position favorable dans la géographie de l' « *Etat garde-barrière* » postcolonial (Cooper, 2008). Mais si l'on sort des bornes chronologiques de notre terrain, la dynamique de repositionnement de la ville dans la géographie politique de l'Etat néopatrimonial kényan ne s'est pas arrêté en 2013 avec l'éviction de Raila Odinga suite à sa défaite électorale. Le premier gouvernement du Président Uhuru Kenyatta (2013-2017) a continué l'avancement de projets engagés par le précédent gouvernement d'unité nationale, comme par exemple le projet de développement d'une *Special Economic Zone* à Kisumu [4]. Une nouvelle phase d'extension de l'aéroport concernant

[3] "Sh14 billion second port to be put up in Kisumu County" *art.cité*

[4] Voir "Is Kenya overbanking on new Special Economic Zones to drive growth?" in *the Standard*, 25 juillet 2017 [URL: https://www.standardmedia.co.ke/business/article/2001249043/is-kenya-overbanking-on-new-special-economic-zones-to-drive-growth]

le fret aérien est en cours[5], et la reconstruction de la multimodalité génétique de la ville est relancée avec la construction d'une nouvelle voie de chemin de fer entre Naivasha et le port de Kisumu[6], où un investissement de plus de 100 millions d'euros doit redonner vie au port[7]. Ces projets marquent peut-être une nouvelle intégration de la ville dans les redistributions néopatrimoniales. Surtout, ils indiquent l'horizon est-africain des politiques de développement et d'infrastructures que pilote l'Etat kényan. Ainsi, si la refonte scalaire de l'Etat par l'autonomisation des villes semble aujourd'hui peu probante, la projection de l'Etat kényan dans les spatialités de la construction est-africaine, dont Kisumu apparait comme l'un des lieux, semble bien plus pertinente.

2. Ouverture

2.1. De nouveaux cadres institutionnels

Pour ouvrir les perspectives du travail mené dans cette thèse, nous proposons d'interroger la centralité de l'Etat kényan dans la définition contemporaine d'un « *capitalisme d'Etat* » (Fouéré et Maupeu, 2015) – dont Kisumu est un des lieux et l'Afrique de l'est l'horizon géographique –à l'aune des changements constitutionnels que le pays a connu depuis 2010. Les restructurations institutionnelles adoptées depuis le référendum constitutionnel de 2010 et mises en place après les premières élections générales de 2013, posent la question de l'actualité de la refonte scalaire de l'Etat kényan. Nous ne pouvons pas directement témoigner ds évolutions de la géographie de l'Etat, puisque notre terrain s'est arrêté avant les élections générales de 2013. Néanmoins, lors de notre terrain, nous avons assisté aux débats entourant le processus référendaire, et ceux-ci ont nourri notre réflexion sur les restructurations scalaires de l'Etat kényan. La nouvelle constitution adoptée le 4 août 2010 proposait la création d'un nouvel échelon de gouvernement, soit 47 *counties* dirigés par un gouverneur et une assemblée élus au suffrage universel et dotés de compétences réelles et étendues. Les *counties* sont conçus pour dépasser les distributions inégales qui découlaient à l'échelle nationales des régulations étatiques néopatrimoniales. Ainsi, 32% du revenu national ont été alloués aux *counties*, ce qui représente une allocation des ressources bien plus importante que la provision minimale constitutionnelle de 15% (D'Arcy et Cornell, 2016 : 256), offrant donc *a priori* de nouvelles opportunités pour le développement local.

[5] Voir « Kisumu Airport Expansion underway », in *Construction Business Review*, 10 janvier 2016 [URL : http://www.constructionkenya.com/2489/phase-ii-of-kisumu-airport-upgrade-begins/]

[6] Voir "State sets stage for Sh380 billion extension of railway to Kisumu" in *the Standard*, 15 juillet 2017 URL : https://www.standardmedia.co.ke/business/article/2001247559/state-sets-stage-for-sh380-billion-extension-of-railway-to-kisumu]

[7] "Sh14 billion second port to be put up in Kisumu County" in *The Standard*, 27 octobre 2016 [URL : https://www.standardmedia.co.ke/article/2000221176/sh14-billion-second-port-to-be-put-up-in-kisumu-county]

Cette expérience de décentralisation kényane marque sans aucun doute une innovation ; mais elle n'en reste pas moins traversée par quelques bégaiements historiques. Premièrement, les *counties* correspondent à la mise en œuvre d'une certaine conception de l'idée fédérale kényane ; idée que résume le terme de *majimboism* (ou régionalisme) qui a marqué les institutions des premières années de l'indépendance et les revendications politiques des oppositions depuis le début de l'ère multipartiste en 1992. Cette résurgence constitutionnelle du *majiboism*, censée réduire les pouvoirs d'une « présidence impériale »[8], a été contrebalancée dans la pratique par le redéploiement d'une administration provinciale au sein de la nouvelle géographie des *counties* (Hassan, 2015), soit la projection dans les nouvelles structures politiques du pays du « *legs le plus visible aujourd'hui du colonialisme* »[9]. Deuxièmement, les frontières de ces 47 *counties* correspondent largement au maillage administratif mis en place à la toute fin de la période coloniale. En effet, elles reproduisent quasiment à l'identique la géographie des 40 *districts* presque ethniquement homogènes crée en 1962 par l'administration coloniale, et la modification administrative de 1992 qui en avaient créés 6 nouveaux. Troisièmement, selon certains observateurs, la création des *counties* n'auraient constitué qu'une « *décentralisation de la corruption* » en pluralisant et en changeant l'échelle des réseaux de patronage, sans fondamentalement restructurer les logiques néopatrimoniales du fonctionnement de l'Etat qui fondent la légitimité populaire de cette nouvelle structure politique (D'arcy et Cornell, 2016). Pour d'autres, malgré la grande légitimité politique et populaire des *counties*, la dépendance de ces nouvelles entités aux ressources de l'Etat central et les capacités de certaines d'entre elles, aux ressources industrielles et touristiques importantes, à développer une fiscalité autonome pourraient poser « *la question explosive du développement inégal des régions* » (Fouéré et Maupeu, 2015 : 19).

Dans cette dialectique entre héritage et nouveauté, la question des évolutions des rapports entre la ville, l'Etat et le monde gagne une pertinence renouvelée et ouvre des perspectives de recherche. La refonte scalaire des structures politiques de l'Etat kényan provoquée par la nouvelle constitution reformule radicalement la question de la démocratie urbaine. Selon notre perspective, le changement le plus flagrant des nouvelles provisions institutionnelles tient en la suppression pure et simple du système des autorités locales qui participaient auparavant à la régulation politique et démocratique des villes. Ainsi, la municipalité de Kisumu a tout simplement disparu. Selon la nouvelle constitution, la gestion des espaces urbains revient à un(e) *City Manager* qui préside un *City Management Board* nommée par le conseil exécutif du *county* avec l'approbation de son assemblée élue. Ainsi, la gestion des

[8] Voir le rapport de la Society for International Development rédigé par Joshua M. Kivuva, *Restructuring the Kenyan State,* 2011

[9] Selon les mots de Duncan Omanga de la Moi University dans une tribune du *Daily Nation,* « Even with devolution, provincial administration will go nowhere », 14 mars 2016. Voir aussi « End of an era: PCs on last lap of a dying colonial legacy", in *The Standard,* 21 aout 2011.

espaces urbains est dévolue à une autorité non élue. Dans le *county* de Kisumu, la question de la représentation politique des populations urbaines est d'autant plus pertinente que la nouvelle géographie politique du *county* accentue la prédominance politique de la campagne sur la ville, dynamique que nous avions déjà notée à l'occasion de l'extension des frontières municipales en 1972 (voir chapitre 3). Certes, les populations urbaines continuent, à travers des *wards* souvent redessinés (cf chapitre 3), à élire des élus locaux qui siègent à l'assemblée législative des *counties*. Mais, dans la géographie du *county*, les élus urbains sont minoritaires. Les espaces de l'ancienne municipalité de Kisumu élisent 14 des 35 *Members of County Assembly* (MCA)[10]. Parmi ceux-là, si l'on exclu les *wards* aux paysages ruraux et aux activités majoritairement agricoles, il ne reste plus que 10 *wards* « urbains »[11] face à 25 *wards* ruraux, dans lesquels le champ politique est structuré par un pouvoir clanique ou une compétition interclanique. Ainsi, en s'appuyant sur les analyses qui insistent sur une décentralisation des réseaux de patronage avec la création des *counties* (D'arcy et Cornell, 2016), on pourrait se demander si la nouvelle donne politique interne au *county* de Kisumu – dont les frontières sont similaires à l'ancien *district* de Kisumu où les différents clans structuraient leur rapport au patronage de l'Etat – ne vient pas rejouer une opposition entre ville et campagne, à la faveur de cette dernière.

La gouvernance urbaine n'a *a priori* pas constitué la priorité politique du nouveau *Kisumu County* entre 2013 et 2017. A l'heure où nous écrivons ces lignes, aucune *City Management Board* n'a été mise en place[12], alors que celle-ci est ardemment demandée par une coalition d'associations urbaines qui critiquent l'efficacité de la fourniture de services urbains[13]. Le *county* a certes nommé une *City Manager* fin 2014, Doris Ombara, mais celle-ci n'avait pas de *board* à diriger. La *City Manager* - dont « *la fonction a été surtout cérémoniale et sans rôles clairement définis* »[14] – a été renvoyée de son poste après un conflit ouvert avec l'exécutif du *county*, qu'elle a accusé de ne pas avoir pourvu ses services des moyens nécessaires pour payer ses prestataires et assumer les fonctions qui lui étaient assignées (nettoyage des rues, collecte des déchets, abattoirs, éclairage public, achat de médicaments

[10] L'assemblée comporte en tout 49 membres, 14 étant nommés pour la représentation des « groupes marginalisés » (minorités ethniques, jeunes, handicapés) ou pour s'assurer que pas plus de deux-tiers des membres d'une assemblée d'un *county* soient du même genre.

[11] Et nous faisons ici une estimation haute, en intégrant par exemple dans les *wards* urbains un *ward* tel que le *Central Kisumu ward*, qui comprend pourtant des clans tels que Kogony et Korando.

[12] La mise en place d'une telle structure est de l'initiative du gouverneur.

[13] Ainsi, une *City of Kisumu Urban Areas Association* a lancé une pétition en début 2017.
Voir URL : https://www.change.org/p/county-government-of-kisumu-appoint-the-city-of-kisumu-management-board-to-improve-service-delivery-to-citizens

[14] "County accused of holding on to development cash by manager", *Daily Nation*, 10 février 2016
URL : http://www.nation.co.ke/counties/kisumu/County-denying-city-development-funds/1954182-3069486-format-xhtml-il7d9p/index.html

pour les dispensaires)[15]. A demi-mot, la *City Manager* et les conseillers locaux des *wards* urbains, qui l'ont soutenue vent debout dans le conflit, accusent l'exécutif du *county* de détourner les ressources fiscales et financières de la ville au bénéfice des vastes zones rurales[16], d'où émane une part importante de la légitimité du gouverneur Jack Ranguma. Au centre de ces allégations se trouvent les soupçons de décaissement frauduleux de fonds apportés par le *Kisumu Urban Project* (KUP) financé par l'AFD[17], qui s'est imposé comme un acteur incontournable du développement urbain ces quatre dernières années.

Notre hypothèse de la dominance des réseaux de patronage ruraux au sein du nouveau *county* et le constat de la faiblesse voire de la quasi-inexistence du gouvernement urbain à Kisumu ne signifient pas pour autant l'absence d'actions sur la ville. Comme nous l'avons vu plus haut, les modalités d'intégration de la ville dans la politique d'infrastructures d'horizon est-africaines pilotées par l'Etat développemental kényan a été une force de changement urbain remarquable ces dix dernières années, sans pour autant qu'un contrôle démocratique local puisse orienter ou contraindre ce changement. Et comme nous venons de le mentionner, le projet urbain financé par l'AFD, le KUP, a pris, au moins pour un temps, le relai de la municipalité dans la définition des orientations de la planification urbaine et du développement des services urbains. Cette architecture institutionnelle complexe pose la question de la continuité de la centralité – voire peut-être de l'approfondissement – des composantes d'une gouvernementalité transnationale dans la production des espaces urbains à Kisumu. Le KUP – qui n'a véritablement été mis en place qu'en dehors de bornes chronologiques de notre terrain – doté d'un financement de 40 millions d'euros pour quatre ans (2012-2016), est un investissement urbain massif. A titre de comparaison, le budget annuel de l'ancienne municipalité était d'environ 5 millions d'euros par an. Le KUP, par l'intermédiaire d'une société de conseil française en développement urbain (Nodalis Conseil), a permis la définition d'un « *Plan de Développement Stratégique Intégré* » (« *Integrated Strategic Urban Development Plan* » - ISUD-Plan) qui propose de définir les chemins de la croissance urbaine à l'horizon de l'année 2030. Le KUP a mis en place un secrétariat pour sa mise en œuvre, assisté par l'aide technique de SOFRECO, une autre société de conseil française spécialisée dans l'aide au développement. Externe aux structures institutionnelles de la municipalité, il n'y est pas moins lié. Il est en charge de renforcer la gestion financière, les

[15] La *City Manager* déclare à la presse n'avoir reçu que 37 millions de KSh sur les 142 millions qui lui étaient budgétés pour l'année financière 2015-2016. Voir "Governor Ranguma, Kisumu City Manager Fight Over Office" in *The Daily Nation*, 20 avril 2016.
URL : http://allafrica.com/stories/201604200327.html.
[16] "Sh4b project at stake as city manager sacked", in *The Standard*, 28 mars 2016
URL : https://www.standardmedia.co.ke/article/2000196327/sh4b-project-at-stake-as-city-manager-sacked
[17] "Ranguma outlines Kisumu Urban project cash", in *The Star*, 20 avril 2016
URL : https://www.the-star.co.ke/news/2016/04/20/ranguma-outlines-kisumu-urban-project-cash_c1335105
"Sh4b project at stake as city manager sacked" *art.cité*

capacités de planification et la gestion des contrats du bureau du *City Manager*, afin de faciliter et d'optimiser les projets qui découlent des grands axes définis par le KUP (renforcement des capacités humaines et institutionnelles, gestion des déchets solides, amélioration des infrastructures dans les quartiers informels, réhabilitation des marchés et amélioration des infrastructures publiques).

Finalement, le nouvel environnement institutionnel et politique dans lequel se déroule l'urbanisation de Kisumu – dont nous avons donné ici quelques éléments de compréhension – renouvelle la question des jeux et des enjeux d'échelles que nous avons soulevées dans notre travail de thèse, sans en changer complétement les paramètres. Premièrement, après l'extension des frontières de 1972, c'est encore une fois un changement d'échelle de l'institution politique chargée de réguler l'urbanisation qui est à l'œuvre. En 1972, la municipalité était passée de 20 à 260 km². En 2013, l'ancienne municipalité est insérée dans une autorité de gouvernement de 2009 km², sans qu'un mode de gouvernement urbain ne soit explicitement formé. Avec la dominance des réseaux de patronage ruraux au détriment de la représentation des intérêts urbains, c'est la vieille opposition entre ville et campagne qui est ravivée au sein du *Kisumu County* La nature des relations entre le jeu politique interne au *county* et la coalition de croissance urbaine qui avait pu interférer dans la démocratie municipale reste entière, même si les dernières élections de 2017 marquent une certaine reprise en main du *county* par des proches d'Odinga, défenseur d'intérêts urbains[18]. Deuxièmement, face aux carences – voire à la quasi-absence – de la politique urbaine du *county* à l'égard de la ville de Kisumu, le rôle d'acteurs internationaux semble être capital dans la définition des orientations générales de la politique urbaine, le développement des services urbains et leur fonctionnement quotidien. La manière dont les relations entre les autorités du *county* et ces acteurs internationaux du gouvernement urbain – dans lesquels on trouve aujourd'hui au premier plan l'AFD – constitue un champ d'investigation qui mériterait

[18] Ainsi, Peter Anyan'g Nyong'o (voir chapitre 8), passé dans sa carrière politique du statut d'opposant à Raila à celui d'allié politique et de proche conseiller, a été élu gouverneur face au sortant, Jack Ranguma, de plus en plus en conflit ouvert avec Raila et de plus en plus critique envers lui. La nomination de l'ODM a été refusée à Ranguma au profit d'Anyan'g Nyong'o. Tous deux avaient été déclarés vainqueurs par des assesseurs différents, mais Anyang' Nyong'o, ancien secrétaire général de l'ODM, avait finalement emporté la nomination. Auparavant, en tant que *Senator* du *Kisumu County*, Anyan'g Nyang'o avait vertement et publiquement critiqué Ranguma sur l'absence de mise en place d'une *City Management Board*, et pris le parti de Doris Ombara – la *City Manager* d'alors – et de la société civile urbaine qui la réclamait. La sœur de Raila Odinga – Ruth Odhiambo Odinga, alors vice-gouverneure du *Kisumu County* – avait elle aussi participé en 2016 à la formulation de ces critiques concernant la mise en place d'un gouvernement urbain. Dans le même temps, elle s'était insurgée dans la presse face aux réseaux de patronage ruraux et la politique de l'autochtonie qui pour elle gangrénait la politique du *county*. Elle-même techniquement une *nyadak* (féminin de *jadak*) dans le *county*, elle prend alors une posture résolument pro-*jodak* dans le champ politique du *county*, définissant le *county* comme une zone cosmopolite et urbaine: "*Kisumu county is a cosmopolitan city and the third largest in the country. In the county government, I am the only person representing the so-called outsiders* […] *Three quarters of Kisumu income come from the people Kariaga and his ilks are referring to as outsiders. We must remain united and avoid such reckless talk*" dans "Ruth Odinga warns against labelling residents 'outsiders' " in *the Star,* 10 juin 2016

une attention toute particulière. On peut se demander si cet espace gouvernemental, qui engage un territoire local autant qu'un réseau transnational, engage la diffusion de rationalités gouvernementales néolibérales. Enfin, en dernier lieu, la continuité de la politique infrastructurelle menée par l'Etat – la projection de Kisumu dans la construction est-africaine – constitue une force de changement majeure sur les espaces urbains de Kisumu entre 2013 et 2017, et est amenée à être continuée. Ces politiques infrastructurelles posent deux questions : doit-on les comprendre comme un dépassement des logiques néopatrimoniales de l'Etat, avec une insertion du pays luo autrefois marginalisé au sein la sphère d'action d'un Etat développemental kényan projeté dans la construction est-africaine ? Ou alors doit-on comprendre ces nouvelles distributions dans un réajustement de la géographie de l'Etat néopatrimonial ?

2.2. Les élections générales de 2017

Les récentes élections générales de 2017 offrent un nouvel éclairage pour les questions que nous avons développées dans cette thèse. La relative concentration des investissements dans la ville de Kisumu ne participe pas, d'un point de vue luo, à une reconsidération du sentiment d'injustice ; en témoigne sa remobilisation par les habitants de Kisumu à la suite de l'annonce, le 9 août 2017, de la défaite de Raila Odinga à l'élection présidentielle. En 2013, nombre d'habitants de la ville avaient manifesté à l'annonce de la victoire d'Uhuru Kenyatta puis à l'occasion de son investiture, mais bien moins violemment qu'en 2007-2008. La mémoire encore fraiche du chaos et la gigantesque campagne d'éducation populaire dont Kisumu a été le lieu entre temps avaient sans aucun doute porté leurs fruits. Pourtant, l'expression violente d'un sentiment d'injustice a resurgit en 2017. Entre le 9 et 12 août, des barricades enflammées ont été érigées à proximité des quartiers non planifiés ; les hôpitaux de la ville ont soigné de nombreuses blessures par balles et des crânes fracassés ; la morgue de la ville a accueilli quelques corps à la suite des tirs de policiers[19]. Le calme est revenu assez rapidement en ville, dès le 12 août, suites à la stratégie du recours constitutionnel adoptée par l'opposition et aux nombreux appels au calme et à la modération (notamment de la part de Raila Odinga). Il s'agissait aussi de protéger la vie économique locale[20], qui avait été totalement redynamisée depuis sa chute spectaculaire due aux violences de 2007-2008. Certains observateurs, dans la continuité de la marginalisation historique dont le pays luo a été la victime (chapitre 4), trouvent que Kisumu a « *aujourd'hui des airs tristes de sous-préfecture, avec ses faubourgs minables, ses industries de canne à sucre en faillite et son lac*

[19] Voir le reportage du journaliste Tristan McConnell, « In Kisumu », in *London Review of Books,* septembre 2017, Vol.39 No 17

[20] "Kisumu businessmen urge return to normalcy", in *The business Daily,* 10 aout 2017 ; "Kisumu means business after poll chaos", in *The Nation*, 14 aout 2017

aux eaux grisâtres et polluées, étouffé par les algues toxiques »[21]. Mais cette description ne rend pas compte des transformations qu'ont connu les paysages de la ville de Kisumu depuis une dizaine d'années. Les infrastructures de sa connexion est-africaine se développent (voir chapitre 5 et 8), les centres commerciaux se multiplient, les bars branchés pullulent et le marché immobilier explose (chapitre 8), accompagnant le développement des modes de vie urbains d'une classe moyenne animée par le consumérisme, les aspirations au confort et à la sécurité (Maupeu, 2012). Parallèlement, les faubourgs pauvres de la ville restent une réalité têtue et tendent à se développer. Ils constituent l'expérience urbaine quotidienne de la majorité des citadins. Face à la concomitance de la croissance de l'économie urbaine et de la permanence de la pauvreté dans la ville et ses faubourgs, il nous semble pertinent de reprendre la question posée par Mathieu Hilgers, « *A qui appartient la ville ?* » (2013), et de la transformer en : « *A qui profite la ville* ? ». Question apparemment simple mais dont la réponse est encore une fois nécessairement complexe. En se fondant sur notre interprétation introductive des violences de 2007-2008 et en les comparant à celles de 2017, nous pouvons dire que cette question n'a pas été expressément posée, ou du moins pas en ces termes, par les acteurs des violences de 2017 à Kisumu (contrairement à celle de 2007-2008, voir l'introduction). Notre hypothèse est que, cette fois-ci, la politisation de l'expérience de la pauvreté et des difficultés quotidiennes de la (sur)vie en ville qui touchent la majorité des habitants de Kisumu a été uniquement projetée sur des enjeux d'échelle nationale ; alors qu'en 2007, la longue durée de la crise (3 à 4 mois) a permis de révéler et d'exprimer des enjeux d'échelle urbaine. La prééminence des enjeux nationaux explique les scènes de liesse populaire qui ont accueilli la décision de la Cour Suprême kényane qui a, le 1er septembre 2017, finalement invalidé l'élection d'Uhuru Kenyatta. Si nombre d'observateurs ont vu dans cette décision courageuse un signe de maturation de la démocratie kényane et de l'Etat de droit, nous pensons que la fragilité de la démocratie kényane reste une question brulante. Est-elle capable de répondre aux problèmes que posent des inégalités de plus en plus criantes dans les villes du pays ? Comment le triomphe des normes constitutionnelles peut-il contenir la progression d'inégalités à l'échelle urbaine ? Le détricotage des logiques néopatrimoniales au sein des institutions de l'Etat suffit-il à répondre aux problèmes urbains ? Quel ennemi affrontera la jeunesse pauvre des faubourgs de Kisumu une fois « son » président élu ? Toutes ces question sont d'autant plus urgentes que, comme nous l'avons décrit, les cadres de la démocratie urbaine sont affaiblis – du moins pour le moment – dans le Kenya post-2013.

Nous souhaitons clore ce travail en citant – en un dernier hommage – les mots de Mathieu Hilgers à propos des politiques urbaines menées dans des villes secondaires burkinabaises et

[21] Comme l'affirme Bruno Meyerfeld dans « Les Luo du Kenya, entre exclusion et paranoïa », in *Le Monde*, 18 aout 2017

ghanéennes, qui permettent d'éclairer de manière pertinente nos dernières interrogations concernant l'avenir de Kisumu :

> […] à moins de se fier aux déclarations officielles, il est difficile de penser que ces projets sont conçus ou mis en œuvre pour le plus grand nombre. Ils engendrent parfois des ascensions sociales, mais aussi et surtout renforcent de façon radicale les inégalités existantes et en produisent de nouvelles. Dans toutes ces agglomérations, le degré inédit de monétarisation et de transaction foncière a rendu la terre inaccessible aux citadins les plus démunis, et a conduit à la dépossession matérielle et symbolique de nombreux habitants. Les véritables questions sont donc de savoir à quel prix et au bénéfice de qui s'opère cette inéluctable insertion dans le capitalisme globalisé. (Hilgers, 2013 : 112-113)

BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES ECRITES

BIBLIOGRAPHIE

Abélès, M. 2008, *Anthropologie de la globalisation*, Paris, Payot.

Achieng'Abonyo, D. 2005, "Cultural aspects of housing: a case of the Luo in Kisumu Town, Kenya" article présenté au World Congress on Housing IAHS, Pretoria, 26 septembre 2005

Adam, M., (Ed), 2010, *L'Afrique indienne*. Paris, IFRA-Karthala.

Agier, M. 1999, *L'Invention de la ville. Banlieue, township, invasions et favelas*, Paris, Editions des Archives Contemporaines, 176p.

Agnew, J. 1997, "The dramaturgy of horizons: geographical scale in the 'Reconstruction of Italy' by the new Italian political parties, 1992–1995." In *Political Geography* 16(2): 99-121.

Aldrin, P. 2005, *Sociologie politique des rumeurs*, Paris, Presses universitaires de France.

Amselle, J.L. 2001, *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures.* Paris, Flammarion.

Anderson, D. M. 2000, "Master and servant in colonial Kenya, 1895–1939." In *The Journal of African History,* 41(03): 459-485.

Anderson, D.M. 2005, "'Yours in Struggle for Majimbo'. Nationalism and the Party Politics of Decolonization in Kenya, 1955-64." *Journal of Contemporary History* 40(3): 547-564.

Anyang' Nyong'o, P. 1981a, "Succession et héritage politique: le président, l'Etat et le capital après la mort de Jomo Kenyatta." *Politique africaine*(3): 7-25.

Anyang' Nyong'o, P. 1988, "The Possibilities and Historical Limitations of Import-Substitution Industrialization in Kenya", in Coughlin, P., Ikiara, G., (dirs.), *Industrialization in Kenya: In Search of a Strategy*, Nairobi, Heinemann Kenya.

Anyang' Nyong'o, P. 1981b, "The development of a middle peasantry in Nyanza." *Review of African Political Economy* 8(20): 108-120.

Anyumba, G. 1995, *Kisumu Town: history of the built form, planning and environment: 1890-1990*, Delft, Delft University Press.

Appadurai, A. 1996, *Modernity at large : cultural dimensions of globalization,* Minneapolis, Minn. : University of Minnesota Press, 229p

Arnaut, K. 2008, « Prendre en compte les échelles : Le mouvement patriotique et la construction de 'l'autochtone' en Côte d'Ivoire », in *African Sociological Review / Revue Africaine de Sociologie*, 12(2) : 69-84.

Arnaut, K., Højbjerg, C. 2008, "Gouvernance et ethnographie en temps de crise: de l'étude des ordres émergents dans l'Afrique entre guerre et paix." In *Politique Africaine*, 111: 5–21.

Arrighi, G. 2002, "The African crisis." In *New Left Review*, 15: 5-38.

Arriola, L. R. 2012, *Multi-ethnic Coalitions in Africa: Business financing of opposition election campaigns*, Cambridge University Press.

Atieno Odhiambo, E.S. 1976, "“*Seek ye first the economic kingdom”: a history of the Luo Thrift and Trading Corporation (LUTATCO) 1945–1956*." In B.A. Ogot (dir.) *Economic and Social History of East Africa, Hadith Series 5*, Nairobi, East African Litterature Bureau

Atieno Odhiambo, E.S. 1987, « La politique et le nationalisme en Afrique Orientale, 1919-1935. » in A. Boahen (dir .), *Histoire Générale de l'Afrique, L'Afrique sous domination, 1880-1935,* Genève, Unesco.

Atieno Odhiambo, E.S. 1992, “From warriors to *jonanga* : the struggle over nakedness by the Luo of Kenya” in *Matatu,* 9 : 11-26

Bach, D. 2011, “Patrimonialisme et néopatrimonialisme : lectures et interprétations comparées » in Bach, D., Gazibo, M. (Eds.) *L'Etat néopatrimonial : genèse et trajectoires contemporaines*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa

Bach, D., Gazibo, M.(Eds.) 2011, *L'Etat néopatrimonial : genèse et trajectoires contemporaines*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.

Badejo, B. 2006, *Raila Odinga : An Enigma in Kenyan Politics*, Lagos et Nairobi, Yintab Books.

Baker, M.G. 2002, *Citizenship on the septic fringe: Urban social policy and peri-urban development in Kisumu, Kenya,* Thèse de Doctorat, University of Michigan.

Balala, N., 2001, “Challenges of Local Governance: The Experience of One African Mayor” in Freire, M., Stern, R. (dir), *The challenge of urban governance*, Washington, The World Bank.

Balandier, G. 1951, "La situation coloniale : Approche théorique." In *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 11: 44-79.

Banégas, R., Warnier J.P. 2001, "Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir." In *Politique africaine* (82) : 5-23.

Barkan, J.D. (Ed.) 1994, *Beyond Capitalism and Socialism in Kenya and Tanzania*. Nairobi, East African Educational Publishers.

Barkan, J.D., Chege, M. 1989, "Decentralising the State: District Focus and the Politics of Reallocation in Kenya." In *The Journal of Modern African Studies* 27(3): 431-453.

Barthel, P.A., Verdeil, E. 2013 « Villes arabes, villes durables ? Enjeux, circulations et mise a l’épreuve de nouvelles politiques urbaines », *Environnement Urbain / Urban Environment* Volume 7, URL : http://eue.revues.org/324

Bates, R. 1981, *Markets and States in Tropical Africa*, Berkeley, University of California Press

Baud, P., Bourgeat, S., Bras, C. 1995, *Dictionnaire de Géographie*, Paris, Hatier.

Bayart, J. F. 1989, *L'Etat en Afrique: la politique du ventre*, Paris, Fayard.

Bayart, J.-F., Bertrand, R. 2006, "De quel « legs colonial » parle-t-on ?" *Esprit*, Décembre(12): 160.

Bénazéraf, D. 2016, « Les Chinois, faiseurs de villes africaines » in *GéoConfluences* (URL : http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/la-chine/articles-scientifiques/les-chinois-en-afrique)

Benit, C., Gervais-Lambony, P. 2003, "La mondialisation comme instrument politique local dans les métropoles sud-africaines (Johannesburg et Ekhuruleni): les « pauvres » face aux « vitrines » in *Annales de Géographie*, 112(634) : 628-645.

Benko, G. 2008, « La géographie économique : un siècle d'histoire. » *Annales de géographie*, 664(6) : 23-49

Berman, B. 1984, "Structure and Process in the Bureaucratic States of Colonial Africa." In *Development and Change,* 15: 161–202

Berman, B. 1990, *Control and Crisis in Colonial Kenya: The dialectic of domination*, London, James Currey, , Nairobi, Heinemann et Athens,Ohio University Press.

Berman, B., Lonsdale J. 1992, *Unhappy valley: conflict in Kenya & Africa*, London, James Currey.

Berry, B. (ed.) 1976, *Urbanization and Counterurbanization*, Beverly Hills, Sage, 334p.

Bertrand, M., Dubresson, A. (dir.) 1997, *Petites et moyennes villes d'Afrique noire*, Paris, Karthala

Bickertstaff, K., Agyeman J. 2009, "Assembling Justice Spaces: The Scalar Politics of Environmental Justice in North-east England" in *Antipode*, 41 (4) :781-806.

Bonhomme, J. 2006 « Philippe Aldrin, *Sociologie politique des rumeurs* », *L'Homme*, 180 : 242-243.

Bonnemaison, J. 1981, « Voyage autour du territoire » In *Espace géographique, tome* 10(4) : 249-262.

Bouquet, C. 2007, "La mondialisation est-elle le stade suprême de la colonisation?" in *Les Cahiers d'Outre Mer*(2): 185-202.

Bourdieu, P. (1986). "L'illusion biographique." *Actes de la recherche en sciences sociales* 62(1) : 69-72.

Bourmaud, D. 1988, *Histoire politique du Kenya : Etat et pouvoir local*, Paris, Nairobi, Karthala, CREDU.

Bourmaud, D. 1990, « Kenya, le retour des vieux démons », in *Politique Africain,* 38 : 131-137

Branch, D. 2011, *Kenya : In Between Hope and Despair, 1963-2011*, New Haven, Yale University Press, 346p.

Bräutigam, D., Rakner, L., Taylor, S. 2002, "Business associations and growth coalitions in Sub-Saharan Africa." *The Journal of Modern African Studies* 40(04): 519-547.

Brenner, N. 1998a, "Between fixity and motion: accumulation, territorial organization, and the historical geography of spatial scales." *Environment and Planning D: Society and Space* 16(4): 459-481.

Brenner, N. 1998b, "Global cities, glocal states: global city formation and state territorial restructuring in contemporary Europe". *Review of International Political Economy*, 5(1), 1-37.

Brenner, N. 1999, "Beyond state-centrism? Space, territoriality, and geographical scale in globalization studies." *Theory and Society*, 28(1): 39-78.

Brenner, N. 2001, "The limits to scale? Methodological reflections on scalar structuration." In *Progress in Human Geography* 25(4): 591.

Brenner, N. 2004, *New State Spaces, Urban governance and the Rescaling of Statehood*. Oxford, Oxford University Press, 351p.

Brenner, N. et Theodore, N. 2002, "Cities and the Geographies of "Actually Existing Neoliberalism"." *Antipode* 34(3): 349-379.

Brenner, N., Peck. J., Theodore, N. 2010, "Variegated neoliberalization: geographies, modalities, pathways." In *Global Networks* 10(2): 182-222.

Bridonneau, M. 2013, *Lalibela, une petite ville d'Éthiopie amarrée au monde : analyse des recompositions spatiales, sociales et politiques dans une petite ville patrimoniale, sacrée et touristique*, Thèse de Doctorat, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.

Bridonneau, M. 2014, *Lalibela, une ville éthiopienne dans la mondialisation. Recompositions d'un espace sacré, patrimonial et touristique,* Paris, Karthala, 312p.

Brookfield, H. 1975, *Interdependent Development,* London, Methuen

Bruno, I., Didier, E. 2013, *Benchmarking: l'État sous pression statistique*, Paris, Zones, 250p

Buire, C., Aholou, C.,Iraqui, A., Morange M., Planel,S. 2014, « Jeux d'échelles : les stratégies d'acteurs dans la quête d'une ville plus juste », Gervais-Lambony P., Benit-Gbaffou C., Musset A., Piermay J.L., Planel S. (Eds), *La Justice Spatiale et la ville, regards du sud*, Paris, Karthala, pp. 57- 71

Calas, B. 1998a, *Kampala, la ville et la violence*, Paris et Nairobi, Karthala et IFRA

Calas B. 1998b, « Des contrastes spatiaux aux inégalités territoriales : les limites géographiques du développement kenyan » in Grignon F., Prunier G. (dirs.), *Le Kenya contemporain*, Paris, Karthala, p. 13-51.

Calas, B. 2000, « Le système logistico-urbain est africain » In *Mambo !*, IFRA 1(2)

Calas, B. 2007, « Il y a bel et bien une crise urbaine en Afrique : une lettre à Jean-Pierre Raison. » in . F. Landy, E. Lézy and S. Moreau (dirs), *Les raisons de la géographie*, Paris, Karthala: 129-136.

Calas, B. 2007, « Dynamiques métropolitaines d'Afrique orientale », in *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 237 : 3-22

Calas, B. 2008, "Des fraudes aux violences. Cartographie d'une régression politique." *Politique africaine* 109(1): 149

Calas, B. 2013, « Mondialisation, Clusterisation et recyclage colonial », in *EchoGéo* [En ligne], 26 | URL : http://echogeo.revues.org/13586 ; DOI : 10.4000/echogeo.13586

Carotenuto, M. 2006, "Riwruok E Teko: Cultivating identity in colonial and postcolonial Kenya." In *Africa Today*, 53(2) :53-73

Carotenuto, M., Luongo, K. 2009, "Dala or diaspora? Obama and the Luo community of Kenya." In *African Affairs* 108(431): 197-219.

Carotenuto, M., Luongo, K. 2016, *Obama and Kenya: Contested Histories and the Politics of Belonging*, Athens, Ohio University Press.

Carpenter, F. 1925, *From Cairo to Kisumu*, New York, Page and Company.

Carvalho, M. 1969, "Regional Physical Planning in Kenya: A Case Study." *Ekistics*, April 1969, pp. 232-37.

Chamoiseau, P. 1992, *Texaco*, Paris, Gallimard

Chivallon, C. 1996, "Éloge de la « spatialité » : conceptions des relations à l'espace et identité créole chez Patrick Chamoiseau." In *Espace géographique* 25(2) : 113-125.

Choplin A., 2003, *Etude des rapports ville-Etat, le cas de Nouakchott-Mauritanie.* Paris, Grafigéo PRODIG

Choplin, A. 2009, *Nouakchott. Au carrefour de la Mauritanie et du monde*, Paris, Karthala, 366p.

Churchill, W. 1908, *My African Journey*, London, Hodder and Stoughton

Clayton, A., Savage, D.C. 1975, *Government and Labour in Kenya, 1895-1963*, London, Frank Cass

Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., Roubaud, F. 2011, "La Banque mondiale, entre transformations et résilience." *Critique internationale* 53(4): 65.

Cohen, D. W. Atieno Odhiambo, E.S. 1992, Burying SM : *The Politics of Knowledge and the Sociology of Power in Africa*, Nairobi, Heinemann Educational Books.

Cohen, D. W., Atieno Odhiambo, E.S. 1987, "Ayany, Malo and Ogot : Historians in Search of a Luo Nation." In *Cahiers d'Etudes africaines* 27(107).

Cohen, D. W., Atieno Odhiambo, E.S. 1989, *Siaya : The Historical Anthropology of an African Landscape*, James Currey, Heinemann Kenya, Ohio University Press.

Cohen, D. W., Atieno Odhiambo, E.S. 2004, *The Risks Of Knowledge : Investigations into the Death of the Hon. Minister John Robert Ouko in Kenya,* Athens, Nirobi, East African Educational Publishers.

Collignon, B. 2010, « L'éthique et le terrain », in *L'information géographique*, 74(1) : 63-83

Connan, D. 2014*, La décolonisation des clubs kényans : Sociabilité exclusive et constitution morale des élites africaines dans le Kenya contemporain*, Thèse de Doctorat, Ecole Doctorale de Science Politique, Paris 1.

Cooper, F. 1987, *On the African Waterfront. Urban disorder and the transformation of work in colonial Mombasa*, New Haven et Londres, Yale University Press.

Cooper, F. 1997, "Modernizing Bureaucrats, Backward Africans, and the Development Concept" in F. Cooper and R.Packard, (eds.) *International Development and the Social Sciences: Essays on the History and Politics of Knowledge*, Berkeley, University of California Press.

Cooper, F. 1999, "Autour d'un livre, "Mahmood Mamdani, *Citizen and subject. Contemporary Africa and the Legcacy of Late Colonialism*, le point de vue de Frederick Cooper", in *Politique Africaine,* 1(73) : 195-198

Cooper, F. 2001, "Le concept de mondialisation sert-il à quelque chose ? Un point de vue d'historien." *Critique internationale* 10(1): 101-124.

Cooper, F. 2008, *L'Afrique depuis 1940*, Paris, Payot.

Cooper, F. 2010, *Le colonialisme en question : théorie, connaissance, histoire*, Paris, Payot, 426p.

Cooper, F. 2015, *L'Afrique dans le monde. Capitalisme, Empire, Etat-nation*, Paris, Payot, 250p.

Copans, J. 1981, "Le débat sur l'expérience kényane », in *Le Monde Diplomatique*, novembre 1981

Coughlin, P., Ikiara, G., (dirs.) 1988, *Industrialization in Kenya: In Search of a Strategy*, Nairobi, Heinemann Kenya.

Cowen, M., Kinyanjui, K. 1977, *Some problems of capital and class in Kenya. Occasional Paper 26*, Nairobi, Institute for Development Studies, University of Nairobi.

Cox, K. R. 1998, "Spaces of dependence, spaces of engagement and the politics of scale, or: looking for local politics." *Political Geography* 17(1): 1-23.

Cunin, E. 2006, "La globalisation de l'ethnicité?" *Autrepart* (38).

Curtin, P. D. 1985, "Medical knowledge and urban planning in tropical Africa." In *American Historical Review* 90(3): 594.

D'Arcy, M., Cornell, A. 2016 "Devolution and corruption in Kenya: Everyone's turn to eat?" *African Affairs* 115(459): 246-273.

Daloz, J. P. 2007, "Au-delà de l'État néo-patrimonial. Jean-François Médard et l'approche élitaire." In *Revue internationale de politique comparée* 13(4): 617-623.

Dardel, E. 1952, *L'homme et la terre : nature de la réalité géographique*, Paris, Presses universitaires de France.

Delaney, D., Leitner, H. 1997, "The political construction of scale." In *Political Geography* 16(2): 93-97.

Demissie, F. 2007, "Imperial legacies and postcolonial predicaments: an introduction." *African Identities* 5(2): 155-165.

Dike, A. 1979, "Misconceptions of African urbanism." In Obudho, R. A. and El-Shakhs, S. (ed.) *Development o fUrban Systems in Africa*, New York, Praeger

Diouf, M. 1999, "Privatisations des économies et des États africains." In *Politique africaine* (1): 16-23.

Dollfus, O. 1997, *La Mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po.

Dorier-Aprill É., Jaglin S. 2002, « Introduction. Gestions urbaines en mutation : du modèle aux arrangements locaux » in *Autrepart*, 21 : 5-15

Dormois, R. 2008, "Les coalitions dans l'analyse des politiques urbaines post-keynésiennes. Discussion à partir de la comparaison des politiques de régénération urbaine menées dans trois villes européennes en reconversion." In *Métropoles* (4).

Droz, Y., Maupeu, H (dir.) 2003, *Les figures de la mort à Nairobi. Une capitale sans cimetière*, Nairobi, IFRA, Paris, L'Harmattan, IUED-CREPAO, 264 p.

Dubresson, A. 2014, « Fragmentation urbaine des métropoles africaines ? », in J.L. Chaléard (dir), *Métropoles aux Suds. Le défi des périphéries ?*, Paris, Karthala.

Dubresson, A. Fauré, Y.A. 2005, "Décentralisation et développement local : un lien à repenser." In *Revue Tiers Monde* 181(1): 20.

Eliott, C. 1905, *The East African Protectorate*, London, Edward Arnold.

Evans, H. E. 1989, "National development and rural-urban policy: Past experience and new directions in Kenya." In *Urban Studies* 26(2): 253-266.

Evans-Pritchard, E. 1949, "Luo Tribes and Clans." In *Rhodes-Livingstone Journal* 7: 24-40.

Fearn, H. 1961, *An African Economy: a study of the economic development of the Nyanza Province of Kenya, 1903-1953*, Oxford, Oxford University Press.

Ferguson, J. 1992, "The Country and the City on the Copperbelt." *Cultural Anthropology* 7(1).

Ferguson, J. 1999, *Expectations of modernity: myths and meanings of urban life on the Zambian Copperbelt*, Berkeley, University of California Press.

Ferguson, J. 2006, *Global shadows: Africa in the neoliberal world order*, Durham, Duke University Press.

Ferguson, J. 2010, "The Uses of Neoliberalism" in *Antipode* 41(1) : 166-184

Ferguson, J., Gupta, A. 2002, "Spatializing States: Toward an Ethnography of Neoliberal Governmentality." In *American Ethnologist* 29(4): 981-1002.

Fontaine, J.-M. 1987, "Campagnes, bidonvilles et Banque Mondiale au Kenya." *Politique africaine* (26): 92-101.

Ford, V.C.R. 1955, *The Trade of Lake Victoria : A Geographical Study*, Kampala, East African Institute of Social Research.

Forrest, T. G. 1994, *The Advance of African Capital: The Growth of Nigerian Private Enterprise*, University Press of Virginia.

Fouéré, M.-A, Maupeu, H. 2015, "Une nouvelle Afrique de l'Est ?Introduction thématique." In *Afrique contemporaine* 253(1): 35.

Fouquet, T. 2007, "De la prostitution clandestine aux désirs de l'Ailleurs : une « ethnographie de l'extraversion » à Dakar." *Politique africaine* 107(3): 123.

Fourchard, L. 2007, "L'Etat et la ville. Héritages historiques et nouvelles politiques de décentralisation en Afrique", in Fourchard L. (ed.) *Gouverner les villes en Afrique ,* Paris, Karthala, 2007, pp. 9-20.

Fourchard, L. 2009, "Dealing with strangers : allocating urban space to migrants in Nigeria and French West Africa, end of the 19 th century to 1960" in Paul Nugent and Francesca Locatelli (eds.), *African Cities: Competing Claims on Urban Space*, Leiden, Brill, pp. 187-218

Fourchard, L. 2011, "Between world history and state formation: new perspectives on Africa's cities", in *Journal of African History* , 52(2) :223-248.

Fourie, E. 2015, "L'Éthiopie et le Kenya face au « modèle chinois » de développement. Une nouvelle carte pour l'Afrique ?" in *Afrique contemporaine* 253(1): 103.

Freire, M., Stern, R. (dir) 2001, *The challenge of urban governance*, Washington, The World Bank.

Frétigny, J.-B. 2012, « Aéroport : non-lieu ou point d'ancrage du Monde? » in Ghorra-Gobin, C. (dir.), *Dictionnaire critique de la mondialisation*, Paris, Armand Colin.

Friedmann, J. 1966, *Regional Development Policy. A case study of Venezuela*, Cambridge, The MIT press, 280p.

Gainer, M. 2015, "Planning Transformation in a Divided Nation: Creating Kenya Vision 2030, 2005-2009", Innovations for Successful Societies, Princeton University (URL: https://successfulsocieties.princeton.edu/sites/successfulsocieties/files/MG_Strategy_Kenya.pdf)

Geissler, W. 2013, "Stuck in Ruins, or Up and Coming? The Shifting Geography of Urban Public Health Research in Kisumu, Kenya." *Africa: The Journal of the International African Institute* 83(4): 539-560.

Geissler, W. Prince, R. 2013, *The land is dying: contingency, creativity and conflict in western Kenya*, Berghahn Books.

Gervais-Lambony, P. 1994, *De Lomé à Harare: le fait citadin: images et pratiques des villes africaines*, Paris, Karthala.

Gervais-Lambony, P. 2003, *Territoires citadins: 4 villes africaines*, Paris, Belin.

Gervais-Lambony, P. 2012, « *Nostalgies citadines en Afrique Sud.* », in *EspacesTemps.net,* URL :https://www.espacestemps.net/articles/nostalgies-citadines-en-afrique-sud/

Geschiere, P. 2009, *The perils of belonging: Autochthony, citizenship, and exclusion in Africa and Europe,* Chicago, University of Chicago Press.

Geschiere, P., Nyamnjoh, F. 2000, "Capitalism and Autochthony: The Seesaw of Mobility and Belonging." *Public Culture* 12(2): 423.

Giraut F. 2009, "Les ambiguïtés de la nouvelle doctrine spatiale de la Banque mondiale", in *Cybergeo*, URL : http://cybergeo.revues.org/index22695.html

Giraut, F. 1999 « Les racines et le réseau : les petites villes dans la transition territoriale ouest africaine, » in Chaléard J.-L., Dubresson A. (dir.), *Villes et campagnes dans les pays du Sud. Géographie des relations,* Paris, Karthala, p. 207-238

Goerg, O. 2006, « Domination coloniale, construction de «la ville» en Afrique et dénomination » in *Afrique & histoire* 5(1): 15-45.

Gregory, R. G. 1993, *Quest for equality: Asian politics in East Africa, 1900-1967*, Telangana, Orient Blackswan.

Grignon, F. 1996, « Le débat kenyan revisité. » In *Cahiers d'Etudes africaines* 36(143) : 495-509.

Grignon, F. 1998, « La démocratisation au risque du débat ? Territoires de la critique et imaginaires politiques au Kenya (1990-1995) », in D.-C. Martin (dir.), *Nouveaux langages du politique en Afrique orientale*, Paris, Karthala : 29-112.

Grignon, F. 2000, « East African Community: vers une intégration par défaut? » *Mambo* 1(1).

Grillo, R. 1973, *African Railwaymen: Solidarity and Opposition in an East African Labour Force*, Cambridge, Cambridge University Press.

Guyer, J. 1994, "The Spatial Dimensions of Civil Society in Africa: An Anthropologist Looks at Nigeria." In Harbeson, J.W., Rothchild, D., Chazan, N. (eds.) *Civil Society and the State in Africa*, Boulder, Lynne Rienner Publishers.

Gwiazdzinski, L. (dir.) 2003, *La ville 24 heures sur 24 :Regards croisés sur la société en continu*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube.

Gwiazdzinski, L. 2007, "Redistribution des cartes dans la ville malléable." *Espace Populations Sociétés* (2-3):397-410.

Haggett, P. 2003, "Peter Robin Gould, 1932–2000." *Annals of the Association of American Geographers* 93(4): 925-934.

Hagmann, T., Péclard, D. 2010, "Negotiating Statehood: Dynamics of Power and Domination in Africa." In *Development and Change* 41(4): 539-562.

Harper, J. 2005, *Western-Educated Elites in Kenya, 1900-1963: The African American Factor*, Taylor & Francis.

Harvey, D. 1985, *The Urbanization of Capital: Studies in the History and Theory of Capitalist Urbanization*, Baltimore, John Hopkins University Press.

Harvey, D. 1989, "From managerialism to entrepreneurialism: the transformation in urban governance in late capitalism." *Geografiska Annaler. Series B. Human Geography*: 3-17.

Harvey, D. 2001, "Globalization and the "Spatial fix"." *Geographische Revue* 3(2): 23-30.

Harvey, D. 2010, *Le Nouvel Impérialisme*, Paris, Les Prairies Ordinaires.

Hassan, M. 2013, "District Creation in Kenya Under President Moi", Draft Prepared for B-WGAPE, Harvard University [URL : https://projects.iq.harvard.edu/files/bwgape/files/hassan_bwgape.pdf]

Hassan, M. 2015, "Continuity despite change: Kenya's new constitution and executive power." *Democratization* 22(4): 587-609.

Haugerud, A. 1997, *The culture of politics in modern Kenya*, Cambridge, Cambridge Univ Press.

Hazlewood, A. 1979, "The End of the East African Community: what are the lessons for regional integration schemes?" in *Journal of Common Market Studies* 18(1): 40.

Herod A., Wrigth M.W. 2002, *Geographies of power, placing scale*, Oxford, Blackwell Publishers.

Herod, A. 1997, "Labor's spatial praxis and the geography of contract bargaining in the US east coast longshore industry, 1953–1989." In *Political Geography* 16(2): 145-169.

Herod, A. et Wright, M. 2002, *Geographies of power: placing scale*, Oxford, Blackwell.

Herz, M., Focketyn, H., Schröder, I. 2015, *African Modernism: The Architecture of Independence: Ghana, Senegal, Côte D'Ivoire, Kenya, Zambia*, Zurich, Park Books

Hibou, B. 1999, "La «décharge», nouvel interventionnisme : L'Etat en voie de privatisation." *Politique africaine* 73: 6-15.

Hilgers, M. 2009, *Une ethnographie à l'échelle de la ville: urbanité, histoire et reconnaissance à Koudougou (Burkina Faso)*, Paris, Khartala.

Hilgers, M. 2011, "L'autochtonie comme capital: appartenance et citoyenneté dans l'Afrique urbaine." *Social Anthropology/Anthropologie Sociale* 19(2): 143-158.

Hilgers, M. 2012a, "Contribution à une anthropologie des villes secondaires." In *Cahiers d'Etudes africaines* (1): 29-55.

Hilgers, M. 2012b, "The historicity of the neoliberal state." In *Social Anthropology/Anthropologie Sociale* 20(1): 80-94

Hilgers, M. 2013, "À qui appartient la ville ? Urbanisme néolibéral et propriété dans trois petits centres urbains du Ghana et du Burkina Faso." In *Politique africaine* 132(4): 95-113.

Hill, M. F. 1950, *Permanent Way, The Story of the Kenya and Uganda Railway*. Nairobi, East African Railways and Harbours.

Himbara, D. 1994, *Kenyan Capitalists, the State, and Development*, Boulder, Lynne Rienner.

Hinden, R. 1950, *Local Government and The Colonies*, London, George Allen and Unwin.

Hobsbawn, E., Ranger T. (dirs.) 1983, *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press.

Holston, J. 1998, "Spaces of insurgent citizenship." In Sandercook, L. (dir), *Making the invisible visible: A multicultural planning history*, Berkeley, University of California Press, pp37-56.

Home, R. 2012, "Colonial Township Laws and Urban Governance in Kenya." In *Journal of African Law*, 56(2) : 175-193

Hornsby, C. 2013, *Kenya: A history since independence*, London, I.B. Tauris, 976p

Hout, W., Robison R. 2008, *Governance and the Depoliticisation of Development*, London, Routledge.

Howitt, R. 1998, "Scale as relation: musical metaphors of geographical scale" in *Area*, 30(1) : 49–58.

Human Rights Watch 2008, *Ballots to Bullets: Organized Political Violence and Kenya's Crisis of Governance*, Volume 20, No. 1 (A), http://www.refworld.org/docid/47de7bd22.html [consullté le 20 Mai 2017].

Jessop, B. 2000, "The crisis of the national spatio-temporal fix and the tendential ecological dominance of globalizing capitalism." *International Journal of Urban and Regional Research* 24(2): 323-360

Jessop, B. 2002, "The Political Economy of Scale". In *Globalization, Regionalization and Cross-Border Regions.* M. Perkmann and N.-L. Sum (Dir.). London, Palgrave Macmillan UK**:** 25-49.

Jouve, B. 2007, "La gouvernance urbaine : vers l'émergence d'un nouvel instrument des politiques ?" *Revue internationale des sciences sociales* 193-194(3): 387-402.

Jouve, B., Lefèvre, C. (eds) 2004, *Horizons Métropolitains*, Lausanne, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, 288p.

Kanyinga, K. 2000, *Re-distribution from above: The politics of land rights and squatting in coastal Kenya*, Uppsala, Nordic Africa Institute.

Kasara, K. 2006, "Ethnic Beachheads and Vote Buying: The Creation of New Administrative Districts in Kenya, 1963-2001." Working Paper, Columbia University.

Kennedy, L. 2015, « Réétalonnage de l'Etat et changement d'échelle des espaces urbains en Inde », in *Revue Urbanités*

Kennedy, L., 2014, *The Politics of Economic Restructuring in India. Economic Governance and State Spatial Rescaling*, London & New York, Routledge

Kennedy, L., Zérah, M.H. 2011, "Villes indiennes sous tutelle ? Une réflexion sur les échelles de gouvernance à partir des cas de Mumbai et Hyderabad." *Métropoles* (9)

Kitching, G. 1980, *Class and economic change in Kenya: The making of an African petite bourgeoisie 1905-1970*, New Haven, Yale University Press.

König, C.D. 1998, *Politisches Handeln der städtischen Armen in Kenya*, Münster, Hambourg,Lit.

Kurtz, H. E. 2003, "Scale frames and counter-scale frames: constructing the problem of environmental injustice." *Political geography*, 22(8), 887-916.

Lafargue, J., Katumanga, M. 2008, « Le Kenya dans la tourmente : violences postélectorales et pacification précaire. » *Politique africaine*, 109,(1), 107-121.

Landy, F., Moreau, S. 2015, "Le droit au village" in *Justice Spatiale | Spatial Justice* (7)

Le Blanc, A., Piermay J.L., Gervais-Lambony, P., Giroud, M., Pierdet C., Rufat, S. (dir.) 2014, *Métropoles en débat : (dé)constructions de la ville compétitive*, Nanterre, Presses Universitaires de Paris Ouest, 420p

Le Bris, É. 1991, "Crise urbaine et effets urbains de la crise: le cas de l'Afrique noire." In *Espaces et sociétés* 65(2): 82.

Le Denmat, N. 2010, « Focus : aide au développement : une approche intégrée à l'échelle de la ville. », in *Regards sur la Terre*, Paris, Les Presses Sciences Po.

Le Galès, P. 2003, *Le retour des villes européennes*, Paris, Presses de Sciences Po.

Lefebvre, H. 1968, *Le Droit à la ville suivi de Espace et politique*, Paris, Anthropos.

Lefebvre, H. 1974, *La production de l'espace,* Paris, Anthropos.

Leitner, H. 2004, "The politics of scale and networks of spatial connectivity: transnational interurban networks and the rescaling of political governance in Europe." In Sheppard, E. , McMaster, R. (eds) *Scale and geographic inquiry: Nature, society, and method*, Oxford, Blackwell : 236-255

Léon, A., Porhel, R. 2013, « L'influence des corridors dans le développement régional : le cas de l'EAC » in *Observatoire des Grands Lacs*, Note n° 2, juin.

Lewis, J. 2000, *Empire state-building: War & Welfare in Kenya, 1925-52*, London, James Currey

Linehan, D. 2007. "*Re-ordering the urban archipelago: Kenya Vision 2030, street trade and the battle for Nairobi city centre.*" In *Aurora Geography Journal* 1: 21-37.

Lipton, M. 1977, *Why poor people stay poor: a study of urban bias in world development*, London, Temple Smith London.

Logan, J.R., Molotch, H. 1987, *Urban fortunes: The Political Economy of Places,* Berkeley et Los Angeles, University of California Press.

Lonsdale, J. 1989, "The Conquest State of Kenya" in Jaap, A, Moor,H, Wesseling, L (dirs.), *Imperialism and War: Essays on Colonial Wars in Asia and Africa*, Leyde, Brill.

Lonsdale, J. 1992, "The Conquest State of Kenya : 1895-1905" in Berman, B., Lonsdale J., *Unhappy Valley: Conflict in Kenya & Africa*, *vol.2*, London, James Currey

Lonsdale, J. 1996, "Ethnicité, morale et tribalisme politique." In *Politique Africaine*, 61 : 98-116.

Lonsdale, J. 2003, "Le cas kenyan : un débat moral et politique." In *Politique africaine* 90(2): 36.

Lonsdale, J. 2006, « Etre citadin dans le Kenya colonial » In H. Charton-Bigot et D. Rodriguez-Torres (dir.), *Nairobi contemporain, les paradoxes d'une ville fragmentée*. Paris, IFRA-Karthala.

Low, D., Lonsdale, J. 1976, "Introduction : Towards the New Order 1945-1963" in D. Low and A. Smith. Oxford (dirs..), *The Oxford History of East Africa, vol. 3*, Oxford, Oxford University Press.

Mabogunje, A. 1990, "Urban Planning and the Post-colonial State in Africa : a Research Overview." *African Studies Review* 33(2): 121-201.

MacLeod, G., Goodwin M. 1999, «Space, scale and state strategy: rethinking urban and regional governance." *Progress in Human Geography* 23(4): 503-527.

Madiega, P. A., et al. (2008). "'Our son Obama': The US presidential election in Western Kenya." *Anthropology Today* 24(6): 4-7.

Magubane, B. 1979, "The city in Africa: some theoretical issues." In Obudho, El-Shakhs, S. (eds.), *Development of Urban Systems in Africa*, New York, Praeger

Malaquais, D. 2005, "Villes flux. Imaginaires de l'urbain en Afrique aujourd'hui." *Politique africaine* 100(4): 37.

Malaquais, D., Marchal, R. 2005, "Vingt-cinq ans de « Politique africaine ». Du pourquoi et du comment." *Politique africaine* 100(4): 11.

Mallet, S. 2014, "Les rythmes urbains de la néolibéralisation." in *Justice Spatiale | Spatial justice*(6):

Mamdani, M. 1996, *Citizen and Subjects : Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism.* Princeton, Princeton University Press.

Mandefield, J. 1959, "The Problem of the Provision of African Housing in Kisumu in Relation to Peri-Urban Growth." In *Second Session of The Inter-African Conference on Housing and The Urbanisation*. Nairobi.

Marston, S.A. 2000, "The social construction of scale." In *Progress in Human Geography* 24(2): 219-242.

Maupeu, H. 2005, « Kikuyu capitalistes. Réflexions sur un cliché Kenyan. » *Outre-Terre*,11,(2), 493-506.

Maupeu, H. 2012 "Classe moyenne kenyane et démocratie électorale. Mode de vie et revendication politique." *Afrique contemporaine* 244(4): 68.

Maupeu, H., 2013, « La CPI, Dieu et les élections kényanes de 2013 : De la pentecôtisation de la vie politique à une démocratie autoritaire. » *Afrique contemporaine*, 247,(3), 33-51

Maxon, R.M., Ofcansky T.P. 2000, *Historical Dictionary of Kenya.* London, The Scarecrox Press.

Maxon,R.M. 2002, "Economic and Social Change Since 1963" In W.R. Ochieng, *Historical Studies and Social Change in Western Kenya : Essays in Memory of Professor Gideon S. Were*, Nairobi, East African Educational Publishers, p293-369

Mbembe, A. 2000, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine,* Paris, Karthala, 293p

McCann, E., Ward, K. (dirs), 2011 "Introduction" in *Mobile Urbanism: Cities and Policymaking in the Global Age,* Minneapolis, University of Minnesota Press.

McClintock, H. 1973, "Kisumu Peri-urban areas." *The Planner* 59(7).

McNulty, Horton, F. 1979 "Planning in an African Context" in Obudho, R.A, El-Shakhs, S. (eds), *Development of Urban Systems in Africa,* New York, Praeger

McNulty, M. 1966, *Urban Centers and Spatial Pattern of Development in Ghana*, Ph.D.dissertation, Northwestern University.

McNulty, M. 1969 "Urban Structure and Development: The Urban System of Ghana." J*ournal of Developing Areas.* Vol. 3, pp. 159-176.

McNulty, M. 1972, "African Urban Systems, Transportation Networks and Regional Inequalities," *African Urban Notes* 6(3): 56-60.

McNulty, M. 1976 “West African Urbanization." In Berry, B. (ed) *Urbanization and Counterurbanization*, Beverly Hills, Sage Publications.

Médard, C. 2008a « Quelques clés pour démêler la crise kényane : Spoliation, autochtonie et privatisation foncière », in Lafargue J. (dir), *Les élections générales de 2007 au Kenya*, IFRA, Karthala, 264 p.

Médard, C. 2008b « Les frontières de la violence au Kenya », *EchoGéo*, consulté le 22 mai 2009. URL : http://echogeo.revues.org/2335.

Médard, J. F. 2007, "Le modèle unique d'«État en question»." In *Revue internationale de politique comparée* 13(4): 681-696.

Médard, J.-F. 1990, "L'État patrimonialisé." *Politique africaine* (39): 25-36.

Médard, J.-F. 1992 "Le «Big Man» en Afrique: esquisse d'analyse du politicien entrepreneur." In *L'Année sociologique*, 42 :167-192.

Memon, P. 1975, "Some geographical aspects of the history of urban development in Kenya." In Ogot, B.A. (dire), *Economic and social history of East Africa*. Nairobi, East African Literature Bureau, 128-153.

Mérino, M. 2011, « L'intégration régionale « par le bas », force de l'East African Community (EAC). » *Géoéconomie*, 58,(3), 133-147.

Merk, J. 2009, "Jumping Scale and Bridging Space in the Era of Corporate Social Responsibility: cross-border labour struggles in the global garment industry." *Third World Quarterly* 30(3): 599-615.

Miguna, M. 2012, *Peeling back the mask: a quest for justice in Kenya*, Nairobi, Gilgamesh Africa.

Miller, B. 1994, “Political empowerment, local-state relations, and geographically shifting political opportunity structures: Strategies of the Cambridge Massachusetts peace movement”, in *Political Geography*, 13 (5), pp. 393-406

Miller, C. 1971, *The lunatic express: an entertainment in imperialism*, Macmillan.

Molotch, H. 1976, "The city as a growth machine: Toward a political economy of place." *American Journal of Sociology*: 309-332.

Morange M. 2011a, « « Droit à la ville, néolibéralisation et Etat développemental au Cap », *justice spatiale| spatial justice* (3)

Morange M. 2011b, « ‘Emergence locale’ et régénération urbaine au centre-ville du Cap », in *Bulletin de l’Association des Géographes français*, 88(3) : 348-360

Morange, M. 2015, “Street trade, neoliberalisation and the control of space: Nairobi's Central Business District in the era of entrepreneurial urbanism” In *Journal of Eastern African Studies*, 9(2): 247-269

Morange, M., Fol S. 2014, "Ville, néolibéralisation et justice." In *justice spatiale| spatial justice* (6).

Morrison, L. B. 2007, "The nature of decline: distinguishing myth from reality in the case of the Luo of Kenya." *The Journal of Modern African Studies* 45(01): 117-142.

Mugomba, A. T. 1978, "Regional Organisations and African Underdevelopment: The Collapse of the East African Community." *The Journal of Modern African Studies* 16(2): 261-272.

Mutonya, M. 2007, " Ethnic Identity and Stereotypes in Popular Music : Mugiithi Performance in Kenya." In Njogu, K et Maupeu, H (dir.) *Songs and Politics in Eastern Africa*. Nairobi, African Books Collective.

Myers, G. A. 2003, *Verandahs of power: Colonialism and space in urban Africa*, Syracuse, Syracuse University Press.

Myers, G. A. 2011, African *cities: Alternative visions of urban theory and practice*, London, Zed Books Limited.

Naumovic, S. 2009, « Otpor ! Et « La révolution électorale » en Serbie » in *Socio-anthropologie*, (23-24) : 41-73

Njogu, K. 2011, *Defining Moments: Reflections on Citizenship, Violence, and the 2007 General Elections in Kenya*, Nairobi, African Book Collective.

Nyamnjoh F.,, Brudvig, I. 2014, "Conviviality and negotiations with belonging in urban Africa" In: Isin EF, Nyers P (eds) *The Routledge Handbook of Global Citizenship Studies*. New York, Routledge, pp.217–229.

Obudho, R. A. 1984, "National Urban and Regional Planning Policy in Kenya." *Third World Planning Review* 6(4): 363.

Obudho, R.A, El-Shakhs, S. (eds) 1979, *Development of Urban Systems in Africa,* New York, Praeger

Obudho, R.A, El-Shakhs, S. (eds.) 1974, *Urbanization, national development, and regional planning in Africa*, New York, Praeger.

Obudho, R.A, Taylor, D. 1979, *The Spatial Structure of Development : A Study of Kenya*, Boulder, Westview Press.

Obudho, R.A. 1997, "The Role Of Regional Planning Strategies In The Management Of Urbanization Processes In Kenya." In Un-Habitat, *Regional Development Planning and Management of Urbanization: Experiences from Developing Countries*, 232p.

Obudho, R.A., Waller P. 1976, *Periodic markets, urbanization, and regional planning: a case study from Western Kenya*, Westport, Greenwood Press

Ochieng Onayemi, E. 2011, *Dear President Obama. Letters from Kogelo and Beyond*, Broomfield, Mountain View Publishers.

Ochieng, W.R. 1974, *A Pre-colonial History of the Gusii of Western Kenya from CAD 1500 to 1914*, Nairobi, East African Literature Bureau.

Ochieng, W.R. 2002, "Reconstructing the History of the Jo-Kisumo" in W.R. Ochieng (dir), *Historical Studies and Social Change in Western Kenya : Essays in Memory of Professor Gideon S. Were*, Nairobi, East African Educational Publishers.

Odhiambo Okoth, G., Onyango Omenya, G. 2015, "New Constitution, Odingaism and the State of Internal Democracy in Orange Democratic Movement and its Effects on the 2013 Elections" in C. Thibon, M.-A. Fouéré, M. Ndeda and S. Mwangi (eds.), *Kenya Kenya's Past as Prologue. Voters, Violence and the 2013 General Election.* Nairobi, Twaweza Communications.

Odinga, O. 1967, *Not yet Uhuru: the autobiography of Oginga Odinga*, Nairobi, Heinemann.

Odinga, R. A, Elderkin, S. 2013, *Raila Odinga: The Flame of Freedom*, Nairobi, Mountain Top Publishers Limited.

Ogola, M. 1994, *The River and the Source*, Nairobi, Focus Books,.

Ogonda, R.,Onyango, G.M. 2002, "*Development of Transport and Communication*". In Ochieng', W. R. (dir.), *Historical Studies and Social Change in Western Kenya*, Nairobi, East African Educational Publishers. pp. 219–231

Ogot, B. A. 1963, "British administration in the Central Nyanza District of Kenya, 1900-1960." In *Journal of African History* 4(2).

Ogot, B. A. 1967, *History of the Southern Luo, Vol.1 : Migration and settlement, 1500-1900*, Nairobi, East African Publishing House

Ogot, B. A. 2001, "The Construction of Luo Identity and History", in White, L., Miescher, S., Cohen D.W. (eds.), *African Words, African Voices: Critical Practices in Oral History*, New Haven, Indiana University Press.

Ogot, B. A. 2003a, *My footprints on the sands of time: An autobiography*, Trafford Publishing.

Ogot, B. A. 2003b, "Mau Mau and Nationhood : the Untold Story" in Lonsdale, J., Atieno Odhiambo, E., (dirs.), *Mau Mau and Nationhood : Arms, Authority and Narrations*, Ohio State University Press

Ogot, B. A. 2009, A *history of the Luo Speaking Peoples in Eastern Africa*. Kisumu, Anyange Press.

Ojijo, P, 2010, *Politics of Poverty: the Odinga curse to the Luos*, Ojijo's Book

Olivier de Sardan, J.-P. 1998, "Émique." *L'Homme* 38 (147) 151-166.

Oloo, W. 2011, " Anger and Violence in Kisumu", in *Defining Moments: Reflections on Citizenship, Violence, and the 2007 General Elections in Kenya*, Njogu, K. (dir.) Nairobi, African Book Collective.

Oludhe Macgoye, M. 1986, *Coming To Birth,* Nairobi: East African Educational Publishers

Ominde, S. 1971, *Studies in East African Geography and Development*, Berkeley, University of California Press.

Ong, A. 2006, *Neoliberalism as Exception : Mutations in Citizenship and Sovereignty*, Durham, Duke University Press.

Onyango Omenya, G., 2012, *The Relations Between Asian And African Communities of Kenya: Afro-Asian Socio-Economic and Political Relations in Nyanza Province of Kenya*, LAP Lambert

Onyango, G.M., Obera, B. 2015, "Tracing Kisumu's path in the co-production of knowledge for urban development." In M.Polk (dir.) *Co-producing Knowledge for Sustainable Cities: Joining Forces for Change*, London, Routledge.

Onyango, L., Home.R. 2011, "Land Law, Governance and Rapid Urban Growth : A Case Study of Kisumu, Kenya."in R. Home (dir.) *Local Case Studies in African Land Law*, Pretoria, Pretoria University Law Press.

Osmont, A. 1995, *La Banque Mondiale et les villes : du développement à l'ajustement*, Paris, Karthala.

Osmont, A. 1997, « L'Etat efficace selon la Banque Mondiale. Les villes et l'ajustement structurel », in Gemdev (coll), *Les avatars de l'Etat en Afrique,* Paris, Karthala

Osmont, A., Goldblum,C. (Eds) 2003, *Villes et citadins dans la mondialisation*, Paris, Karthala-Gemdev.

Oucho, J. O. 1980, *The Port of Kisumu in the Lake Victoria Trade : A Geographical Study*. Nairobi, Kenya Litterature Bureau.

Oucho, J. O. 2002, *Undercurrents of ethnic conflicts in Kenya,* Brill.

Ouma Onyango, R. 1997, *Information Resources and Technology Transfer Management in Developing Countries,* London, Routledge.

Owino, M. 2010, "The Discourse of Overpopulation in Western Kenya and the Creation of the Pioneer Corps."in Ittmann, K., Cordell, D., Maddox, G. (eds.) *The Demographics of Empire : The Colonial Order mand the Creation of Knowledge.* Ohio, Ohio University Press.

Owuor, S. 2006a, *Bridging the urban-rural divide: Multi-spatial livelihoods in Nakuru Town, Kenya*, Leiden, African Studies Centre

Owuor, S. 2006b, « Les villes moyennes au Kenya, les enjeux de la gestion urbaine et les objectifs du millénaire pour le développement ». in *Les Cahiers de l'Afrique de l'Est*, Nairobi, IFRA

Owuor, S. 2009, "24-hour urban economy in Nairobi, Kenya: Realities, fictions and practices." Goethe Institute Public Lecture Series. Nairobi, Kenya, September 23.

Oyugi, E. 2009, "East African Community-the third round: a people, market or state-driven regionalisation project?" in EAC 10th Anniversary Symposium (13-14 November, 2009), EAC repositery

Parker, M. 1949, *Political and Social Aspects of the Development of Municipal Government in Kenya*, London, Colonial Office

Parkin, D. 1969, *Neighbours and nationals in an African city ward*, Berkeley, University of California Press.

Parkin, D. 1978, *The Cultural Definition of Political Response. Lineal Destiny among the Luo,* New York, Academic Press

Parnell, S, Robinson, J. 2006, "Development and urban policy: Johannesburg's city development strategy." in *Urban Studies* 43(2): 337-355.

Parnell, S, Robinson, J. 2012, "(Re) theorizing cities from the Global South: Looking beyond neoliberalism." *Urban Geography* 33(4): 593-617.

Parnell, S., Pieterse, E. 2010, "The 'Right to the City': Institutional Imperatives of a Developmental State." In *International Journal of Urban and Regional Research* 34(1): 146-162.

Parsons, T. 1999, *The African rank-and-file: social implications of colonial military service in the King's African Rifles*, *1902-1964*, Portsmouth, Heinemann.

Peck, J. 2002, "Political Economies of Scale: Fast Policy, Interscalar Relations, and Neoliberal Workfare." In *Economic Geography* 78(3): 331-360.

Peet, R., Hartwick, E. 2015, *Theories of Development, Third Edition: Contentions, Arguments, Alternatives*, New York, Guilford Publications.

Phillips, M. 1993, "Rural gentrification and the processes of class colonisation." *Journal of rural studies* 9(2): 123-140.

Piermay, J.L. 2014, « Introduction », in Le Blanc, A., Piermay J.L., Gervais-Lambony, P., Giroud, M., Pierdet C., Rufat, S. (dir.), *Métropoles en débat : (dé)constructions de la ville compétitive*, Nanterre, Presses Universitaires de Paris Ouest, 420p

Piermay, J.L., Sarr, C.(eds) 2007, *La ville sénégalaise. Une invention aux frontières du monde*, Paris, Karthala, 242p.

Pirie, G.H. 2004, "Passenger traffic in the 1930s on British imperial air routes: refinements and revision" In *The Journal of Transport History*, 25(1):63-83

Pirie, G.H. 2009, *Air Empire, British Imperial Civil Aviation 1919-1939*. Manchester, Manchester University Press.

Planel S. Buire, C., Coralli, M., Iraki, A., Mercurol, Q., Morange, M. 2014, « Réétalonnages scalaires et justice spatiale : l'échelle comme ressource politique », Gervais-Lambony P., Benit-Gbaffou C., Musset A., Piermay J.L., Planel S. (Eds), *La Justice Spatiale et la ville, regards du sud*, Paris, Karthala, pp. 41- 55

Planel S., 2015, « Jeux d'échelles et rapports de domination en Ethiopie », in Clerval A., Fleury A., Rebotier J., Weber S. (dirs), *Espace et rapports de domination*, Presses Universitaires de Rennes, pp. 99-109

Planel, S., Bridonneau, M. 2015, « Glocal Ethiopia : Échelles et repositionnements des pouvoirs » in , *EchoGéo* [En ligne], 31 | URL : http://echogeo.revues.org/14199

Planel, S., Jaglin S. 2014, « Echelle, partage des pouvoirs et partage de l'espace. » In Gervais-Lambony P. (ed.), Bénit-Gbaffou C., Piermay J.L., Musset A., Planel,S. (eds.) *La justice spatiale et la ville : regards du Sud*, Paris, Karthala, 27-39.

Porhel, R. 2008, "Les conséquences économiques de la crise politique." In Lafargue J. (dir.), *Les élections générales de 2007 au Kenya*, IFRA, Karthala, 264 p.

Pourtier, R. 1979, « *Ville et espace en Afrique noire : l'exemple du Gabon* », in *Espace géographique*, 8 (2) : 119-130

Prévost, B. 2005, "Les fondements philosophiques et idéologiques du nouveau discours sur le développement." *Economies et sociétés* (4): 477-496.

Prince, R.J. 2013, "'Tarmacking'in the Millennium City: Spatial and Temporal Trajectories of Empowerment and Development in Kisumu, Kenya.", in *The Journal of the International African Institute* 83(4): 582-605.

Pugh, M.C., Cooper, N., Goodhand, J. 2004, *War economies in a regional context: challenges of transformation*, Boulder, Lynne Rienner Publishers.

Purcell, M. 2006, "Urban Democracy and the Local Trap." In *Urban Studies*, 43(11) : 1921-1941

Rasmussen, J., Omanga, D. 2012, "Les parlements du peuple au Kenya : débat public et participation politique à Eldoret et Nairobi." In *Politique africaine* 127(3): 90.

Reed, H.A. 1989, "Farmers and Activists in Central Nyanza, Western Kenya, 1921-1940 : A Failure to Redress Cotton-Famers' Grievances" in Hooker, J.R., Henderson, J.P, Reed, H.A. (eds.), *Studies in African Diaspora : A Memorial to James R. Hooker*, Dover, The Majority Press.

Revol, C., 2014 « La rythmanalyse lefebvrienne des temps et espaces sociaux , Ébauche d'une pratique rythmanalytique aux visées esthétiques et éthiques », in *Rhuthmos*, 19 février 2014 [en ligne]. http://rhuthmos.eu/spip.php?article1102

Richardson, H. 1980, "An Urban Strategy for Kenya", *Journal of Developing Areas*, 15 : 97-118 .

Riddell, J. 1970, *The Spatial Dynamics of Modernization in Sierra Leone: Structure, Diffusion and Response*, Evanston: Northwestern University Press.S

Rist, G. 2013, *Le développement: histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po

Robic, M-C. 1989, « Métropole/Métropole. Les géographes et les métropoles d'équilibre », in *Strates* [En ligne], 4 | 1989, mis en ligne le 19 mai 2008, consulté le 30 juillet 2017. URL : http://strates.revues.org/4432

Robic, M-C. 2010, « L'ici et l'ailleurs. L'invention du géographe de plein vent », in Ortega Cantero, N., García Álvarez J., Mollá Ruiz-Gómez M. (eds.), *Lenguajes y visiones del paisaje y del territorio*, Ediciones de la Universidad Autónoma de Madrid, p. 277-286.

Robinson, J. 2002 "Global and world cities: a view from off the map." In *International Journal of Urban and Regional Research* 26(3): 531-554.

Robinson, J. 2006, *Ordinary Cities: Between Modernity and Development.* Londres, Routledge.

Robinson, J. 2011a, "Cities in a world of cities: The comparative gesture." *International Journal of Urban and Regional Research* 35(1), p. 1-23.

Robinson, J. 2011b, "The spaces of circulating knowledge: City strategies and global urban governmentality". In McCann, E., Ward K., (dir.), *Mobile Urbanism, Cities and Policymaking in the Global Age*. University of Minnesota Press, p. 15-39.

Robinson, J. 2014, "Competitive Cities or Competing Agendas : reframing the politics of urban development." In A. Le Blanc, J.-L. Piermay, P. Gervais-Lambony et al. (dirs) *Métropoles en débat:(dé)constructions de la ville compétitive*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest.

Rodgers, S., 2009, "Urban growth machine." in Kitchin, R. and Thrift, N. (dir.) *International encyclopedia of human geography,* Oxford, Elsevier.

Sachs, J. 2005, *The End of Poverty: How We Can Make it Happen in Our Lifetime*, London, Penguin

Santos, M. 1974, "Sous-développement et pôles de croissance économique et sociale." *Revue Tiers Monde*: 15(58) : 271-286.

Sheppard, E. 2013, « Economics, Geography and Knowing Development", in Meusburger,P., Glücker, J., El Meskiouo, M. (dir.), *Knowledge and the Economy*, Springer

Sheppard, E., Leitner, H. 2010 "Quo vadis neoliberalism? The remaking of global capitalist governance after the Washington Consensus." *Geoforum* 41(2): 185-194.

Shipton, P.M. 2009, *Mortgaging the Ancestors: ideologies of attachment in Africa*, Yale University Press.

Siméant, J. 2010) "«Économie morale» et protestation–détours africains." In *Genèses* (4): 142-160.

Simon, D. 1992, *Cities, capital and development: African cities in the world economy*, London, Belhaven Press.

Smith, N. 1995. "Remaking scale: competition and cooperation in prenational and postnational Europe." In H. Eskelinen et F. Snickars (dir.), *Competitive European Peripheries*, Springer Berlin Heidelberg.

Smoke, P. 2003, "Erosion and Reform from the Center in Kenya." In J. Wunsch and D. Oluwu. (dir.) *Local Governance in Africa : The Challenges of Democratic Decentralization.* Boulder, Lynne Reinner.

Smouts, M.C. 2007, « Introduction / Le postcolonial pour quoi faire ? » in Smouts, M.C.(dir), *La situation postcoloniale,* Paris, Presses de Sciences Po.

Soja, E. 1968, *The Geography of Modernization in Kenya : A Spatial Analysis of Social, Economic and Political Change.* Syracuse, Syracuse University Press.

Soja, E. 1979, "The Geography of Modernization - A Radical Reappraisal." In R. A. Obudho and D. Taylor (eds.) *The Spatial Structure of Development : A Study of Kenya*, Boulder, Westview Press.

Soja, E. 2009, "Regional Planning and Development Theories", in Kitchin, R., Thrift N. (eds.) *International encyclopedia of human geography*, Amsterdam, Elsevier.

Soja, E., Weaver, C., 1976, "Urbanization and underdevelopment in East Africa", in Berry, B. (ed) *Urbanization and Counterurbanization,* Beverly Hills, Sage.

Southall, A.W. 1952, *Lineage Formation Among the Luo*, London, International African Institute.

Southall, R. 2005, "The Ndungu Report: Land and Graft in Kenya." In *Review of African Political Economy* 32(103) : 142-151.

Stadnicki, R. 2010, « Armelle Choplin et Nouakchott : du comparatisme `a la monographie », in *Carnets de géographes*, [URL : https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-00522126/document]

Stamp, P. 1986, "Local Government in Kenya: Ideology and Political Practice, 1895-1974." In *African Studies Review* 29(4): 17-42.

Steyn, G. 2012, "Modernity and Informality—Conflicting Forces Shaping Urban Form in Kisumu, Kenya." *International Journal for Housing Science and Its Applications* 36(3): 171.

Stren, R. 2001, "Local Governance and Social Diversity in the Developping World : New Challenges for Globalizing City-Regions" in A.J.Scott (dir), *Global City-Regions : Trends, Theory, Policy*, Oxford, Oxford University Press.

Swyngedouw, E. 1997, "Neither Global nor Local: "Glocalization" and the Politics of Scale." In K.R. Cox (dir.) *Spaces of Globalization: Reasserting the Power of the Local*, New York, London, The Guilford Press.

Swyngedouw, E. 2004, "Globalisation or 'glocalisation'? Networks, territories and rescaling." *Cambridge Review of International Affairs* 17(1): 25-48

Taaffe, E., Morrill, R., Gould, P. 1963, "Transport expansion in underdeveloped countries: a comparative analysis." *Geographical review* 53(4): 503-529.

Taylor, D. 1979, "Spatial Aspects of the Development Process", in Obudho, R.A., Taylor, D. (eds), *The Spatial Structure of Development : A Study of Kenya,* Boulder, Westview.

Throup, D., Hornsby, C. 1998, *Multi-party politics in Kenya: The Kenyatta & Moi States & the Triumph of the System in the 1992 election*, London, James Currey.

Towers, G. 2000 "*Applying the political geography of scale: Grassroots strategies and environmental justice*" in *Professional Geographer*, 52 : 23-36.

Van Bilzen, G. 2015, *The Development of Aid*, Cambridge, Cambridge Scholars Publisher.

Vidmar, H. M. 2015, *The East African Community: Questions of Sovereignty, Regionalism, and Identity*, Master thesis, The Ohio State University.

Vivet, J., Ginisty, K. 2008, « Les biais, terrain de savoirs ? Expériences africaines. » communication au colloque *A travers l'espace de la méthode : les dimensions du terrain en géographie*, Juin 2008, Arras, France.

Wanukaya Okonyio, E. 2008 “Customary Tenure : "opportunity" or "obstacle" to urban land development? A case study of Kisumu City, Kenya.” Master Thesis, International Institute for Geo-Information Science and Earth Observation, Enschede University.

Wanyande, P. 2001, "Management Politics in Kenya's Sugar Industry: Towards an Effective Framework." *African Journal of Political Science/Revue Africaine de Science Politique*, 6(1) : 123-140.

Warnier, J.-P. 2008, *La mondialisation de la culture*. Paris, La Découverte.

Weinreb, A. A. 2000. *A state-centered approach to demographic analysis: how macro-political relations affect micro-demographic decision*, Thèse de Doctorat, Philadelphia, University of Pennsylvania.

RAPPORTS

Agevi, E. 1991, “Case Study : Eldoret, Kenya.” *The Management of Secondary Cities in Sub-Saharan Africa: Traditional and Modern Institutional Arrangements*, Un-Habitat

Aguilo, P., Esperance, A., Mbau, E., Palmer Ph., *Attracting Investment to Kisumu: Opportunities and Challenges* » Earth Institute, Columbia University

Bousquet, A., 2009, *Le développement urbain à Kisumu, acteurs, enjeux de gouvernance urbaine et principaux défis*, rapport de consultance pour l’AFD, IFRA

Carvalho, M., 1969, *Regional Physical Planning in Kenya: A Case Study*, Conférence à l’United Nations Economic and Social Council

CIPE, 2010 *Overseas Report*, vol 46,

Colony of Kenya, 1927 *Report of the Local Government Commission Vol.I : The Settled Areas* London, Dunstable and Watford

Government of Kenya, 2007, *Kenya Vision 2030, a popular version*, document de communication

Heifer International, 2003, *Project 2003 Profiles*, Little Rock,

Independent Electoral Boundaries Commission, 2012, *The revised preliminary report of the proposed boundaries* vol1 et 2

Kenya Central Bureau of Statistics, 1970, *Kenya Population Census, 1969*, vol.1

Kenya Central Bureau of Statistics, 1981, *Kenya Population Census, 1979*, vol 1

Kenya Central Bureau of Statistics, 1983, *Socio-Economic Profile of Kisumu*

Kenya Central Bureau of Statistics, 1994, *Kenya Population and Housing Census, 1989*

Kenya Central Bureau of Statistics, 2001, *1999 Population and Housing Census* vol 1 et 2

Kenya Central Bureau of Statistics, 2010, *2009 Population and Housing Census,* vol 1A et 1B

Kenya National Commission on Human Rights, 2006 *Unjust Enrichment. The Making of Land Grabbing Millionaires. The Plunder of Kenya's State Corporations and Protected Lands vol. 2*, Nairobi

Kenya National Commission on Human Rights, 2008, *On the Brink of Precipice: A Human Rights Account of Kenya's Post-2007 Election Violence*, Nairobi

KIKAKO, 2014, *Memorandum to the National Land Commission Task Force on Historical Injustices*, Pétition

Kisumu Action Team, 2006, *Kisumu Action Team Progress Report*, rapport interne

Kisumu Action Team, 2008, *A partners/investment consultative meeting for Kisumu* , rapport interne

Kivuva, Joshua, 2011, *Restructuring the Kenyan State*, Society for International Development

KPMG, 2008, *Kisumu, Kenya, Potential opportunities for investors*, guide d'investissement

Mandefield, J. 1959, "The Problem of the Provision of African Housing in Kisumu in Relation to Peri-Urban Growth." In *Second Session of The Inter-African Conference on Housing and The Urbanisation*. Nairobi.

Millenium Cities Initiative, 2007, *Invest in Kenya: Focus Kisumu,* guide d'investissement

Millenium Cities Initiative, 2008, *Proposed Local Institutional Setting for the Millennium City*, rapport interne

Millenium Cities Initiative, 2009, *Handbook for Promoting Foreign Direct Investment in Medium-Size, Low-Budget Cities in Emerging Markets*, Guide

Moualidi, M. 2010, *A Water and Sanitation Needs Assessment for Kisumu City, Kenya* », Millenium Cities Initiative Report

Moualidi, M. 2010, *Education Needs Assessment for Kisumu City, Kenya*, Millenium Cities Initiative Report

Muncipal Council of Kisumu, 1970, *Annual Report 1970*

Municipal Council of Kisumu, 1972, *Annual Report 1972*

Municipal Council of Kisumu, *Kisumu Guide*, 1959

Municipal Council of Kisumu, *Kisumu Guide*, 1967

Municipal Council of Kisumu, Un-Habitat, Unesco-IHE, IDTG, 2005, *The Kisumu City Environmental Profile on Sustainable Urban Mobility*

Mwangi, S., Kimenyi, F., Mwega Njuguna, S., 2016, *The African Lions : Kenya Country Case,* Brookings Institution

Nyanza Youth Coalition et al., 2010, *Taifa Park Memorandum*, Pétition adressée au Ministry of Lands

Onyango, G.M, *An Investment Profiling of Kisumu City*, Millennium City Initiative Report

Opiyo-Omolo, B., Moualidi, M., 2011, *Health Needs Assessment for Kisumu, Kenya*, Millenium Cities Initiative Report

Republic of Kenya, Ministry of Finance and Planning, 1983, *Kisumu District Development Plan, 1984-1988*

Republic of Kenya, Ministry of Finance and Planning, 2002, *Kisumu District Development Plan,* 2002-2008

Republic of Kenya, Ministry of Planning and National Development, 2010, *Kisumu Structure Plan : A Strategic Concept Plan for Sustainable Urban Development*

Republic of Kenya, Ministry of Planning and National Development, 1996, *Kisumu District Development Plan, 1996-2000*

Republic of Kenya, Ministry of Planning, Department of Physical Planning, 1968, *Kisumu Short Term Development Plan, 1969-1974*

Republic of Kenya, Ministry of Planning, Department of Physical Planning, 1968, *Kisumu Long Term Development Plan*

Republic of Kenya, Ministry of Planning, Department of Physical Planning, 1983, *Kisumu Structure Plan, 1983-2013*

Sida et IDTG-EA, 2002, *Workshop Report, Regional Workshop for Lake Victoria Cities/Municipalities Development*, rapport d'atelier de travail tenu à Kisumu, 11-13 mars 2002

Sida, 2006, *Evaluation of co-operation project between Union of Baltic Cities (UBC) and Lake Victoria Region Local Authorities Co-operation*

Sida, 2011, *Lake Victoria Initiative, 10 years of EAC-Sweden Partnership*

Society for International Development; 2006, *Readings on Inequality in Kenya : Sectoral Dynamics and Perspectives*, Eastern Africa Office

Truth, Justice and Reconciliation Commission of Kenya, 2013, *TJRC Final Report* Vol IIA

Truth, Justice and Reconciliation Commission of Kenya, 2013, *TJRC Final Report* Vol IIB

UN Millenium Project, 2005, *Investing in Development: A Practical Plan to Achieve the Millennium Development Goals*, Report to the UN Secretary General

Un-Habitat, 2005 *Operational Activities Report 2005*

Un-Habitat, 2005, *Operational Activities Report*

Un-Habitat, 2005, *Second Generation CDS Cities Induction Workshop Report*, rapport d'un atelier de travail, Kampala 15-19 mai 2005

Un-Habitat, 2006, *Kisumu Expert Group Workshop*, compte-rendu d'atelier de travail

Un-Habitat, 2008, *Un-Habitat and the Kenya Slum Upgrading Programme*, Strategy Document

Un-Habitat, Pnud, World Bank, 2001, *Participation to Partnership : lessons from UMP City consultations*

UNIDO, 2008, *Investment Opportunities in Akure, Nigeria; Blantyre, Malawi; Kisumu, Kenya; and Kumasi, Ghana*, Guide d'investissement

Union of Baltic Cities,2002, *Bulletin* 1/2002.

Waki, Ph. 2008, *Report of the Commission on Post-Election Violences*, Rapport official, Nairobi.

World Bank, 1978, *Kenya Staff Appraisal Report Second Urban Project*, Rapport interne

World Bank, 2009, *Reshaping economic geography*, World Development Report 2009

World Bank, 2010, *Doing Business in Kenya 2010*

World Bank, 2012, *Doing Business in Kenya 2012*

World Bank, 2016, *Implementation, Completion and Results Reports for the Northern Corridor Transport Improvement Project*, rapport d'activité

World Bank, 2016, *Doing Business in Kenya 2016*

World Bank, Kenya Bureau of Statistics, 2005 *Geographic Dimensions of Well-Being in Kenya*, vol.1

PRESSE

Liste des principaux titres de presse papier utilisés dans notre recherche :

Le Monde, France, Paris

The East African Standard, Kenya, Nairobi

The Nyanza Times, Kenya, Kisumu

The Nairobi Star, Kenya, Nairobi

The Daily Nation, Kenya, Nairobi

The Weekly Mirror; Eldoret, Kenya

The East African, Kenya, Nairobi

The Business Daily Africa, Kenya, Nairobi

The Nairobi Star, Kenya, Nairobi

SITES INTERNET

Afd : http://www.afd.fr/home

AllAfrica : http://allafrica.com/

BBC : http://www.bbc.com/news

Business Daily Africa : http://www.businessdailyafrica.com/

Cities Alliance : http://www.citiesalliance.org/

D-Maps : http://d-maps.com/index.php?lang=fr

Doing Business : http://www.doingbusiness.org/

Google Maps : https://www.google.fr/maps

Google Scholar : https://scholar.google.fr/

IFRA : http://ifra-nairobi.net/

Jaluo dot Kom : http://blog.jaluo.com/

Jukwaa : http://jukwaa.proboards.com/board/1/kenya-politics

KNBS : https://www.knbs.or.ke/

Le Monde : http://abonnes.lemonde.fr/

Nyanza CSO Network : http://www.cso-network.org/

Opande Agencies : http://www.opandeafrica.com/

Open Data Kenya : http://www.opendata.go.ke/

Ounga Agencies : http://www.kisumuproperties.co.ke/

Sida : http://www.sida.se/English/

The Daily Nation : http://www.nation.co.ke/

The East African : http://www.theeastafrican.co.ke/

The East African Standard : https://www.standardmedia.co.ke/

The Guardian : https://www.theguardian.com/international

The Nairobi Star : https://www.the-star.co.ke/

Un-Habitat : https://unhabitat.org/ et http://mirror.unhabitat.org/categories.asp?catid=9

Wikimapia : http://wikimapia.org

Wikipédia: https://fr.wikipedia.org

Word Reference : http://www.wordreference.com/

World Bank : http://www.worldbank.org/

TABLE DES CARTES

Carte 1 : Kisumu en Afrique de l'Est 12
Carte 2 : Carte du Kenya 13
Carte 3 : Municipalité de Kisumu en 2011 14
Carte 4 : L'espace de l'enquête 15
Carte 5 : cartographie des violences urbaines à Kisumu lors des violences postélectorales 32
Carte 6 : Cartographie des violences policières à Kisumu lors des violences post-électorales 32
Carte 7 :Kisumu dans le bassin du Lac Victoria 62
Carte 8 : Nouvelle et ancienne routes du commerce régional 67
Carte 9 : Le port de Kisumu, une centralité régionale (évolution de la somme des tonnages des ports du Lac Victoria) 70
Carte 10 : Les routes aériennes de l'Empire en 1935 74
Carte 11 : Evolution du système ferroviaire est-africain 78
Carte 12 : Sites initiaux de l'établissement du *township* 96
Carte 13 : Restriction des frontières du *township*, 1930 99
Carte 14 : Planification ségrégative à Kisumu 103
Carte 15 : Structure urbaine de Kisumu, 1930 108
Carte 16: Structure urbaine de Kisumu 1945 109
Carte 17 : Structure urbaine de Kisumu 1962 110
Carte 18 : L'importance du nœud ferroviaire de Kisumu dans le transport de passagers à l'indépendance 134
Carte 19 : l'extension des frontières municipales (1972), et typologies des espaces dans la municipalité de Kisumu (2012) 156
Carte 20 : Kisumu Long Term Development Plan, synthèse 159
Carte 21 : Variante du Long Term Development Plan, 1969 161
Carte 22 : Evolution des unités administratives locales (locations et sublocations) au sein des frontières de la municipalité de Kisumu 174
Carte 23 : Circonscriptions politiques de l'espace municipal (Wards et Constituencies) 175
Carte 24 : Redécoupage des frontières politiques de la municipalité de Kisumu (2012) 182
Carte 25 : densité de population dans les nouveaux wards 183
Carte 26 : Pourcentage de votants enregistrés (2012) par rapport à la population totale des wards (2009) 184
Carte 27 : Secteurs d'activités et informalité à Kisumu 186
Carte 28: Evolution de la population par sublocation 1999-2009 191

Carte 29 : les pôles de croissance de la planification au Kenya 297
Carte 30 : distribution mondiale des programmes de développement d'Un-Habitat (CDS, CWS, SCP) ou apparentées (MCI) dont Kisumu fait partie 324
Carte 31 : (Re)construction de la multimodalité à Kisumu 354
Carte 32 : projet de réhabilitation du *Northern Corridor* 358
Carte 33 : Les corridors régionaux de désenclavement en Afrique de l'Est 359
Carte 34 : Migration historique des Jo-Kisumo 367
Carte 35 : Lieux et enjeux de la gestion des activités informelles au centre-ville de Kisumu 422
Carte 36 : Géographie des pratiques funéraires à Kisumu 438
Carte 37 : L'extension de l'aéroport au centre des dynamique de changement spatial à Kogoni 487

TABLE DES ENCADRES

Encadré 1 : La *dala* et l'évolution historique des modalités d'implantations spatiales Luo.. 114
Encadré 2 La distinction entre *weg piny* et *jadak* selon Parker Shipton 116
Encadré 3 : Kisumu et les femmes dans le roman kenyan : pouvoir, polarisation, émancipation et attachement..... 137
Encadré 4 : Okore Estate, ou la réalisation des promesses du développement..... 153
Encadré 5 : incertitude foncière à Kanyakwar 166
Encadré 6 : Des vaches dans la ville ?..... 168
Encadré 7 : Dala : éléments de définition et échelles d'indentification..... 169
Encadré 8 : Romanus Aduoch, ou le sens civique contraint d'un councillor..... 172
Encadré 9 les deux communautés politiques de Nyalenda B (quartier de Kilo)..... 185
Encadré 10 : Kisumu, la ville comme ressource et promesse d'abondance..... 188
Encadré 11 David « pikipiki » Odhiambo et la Camel Riders Association : une quête de respectabilité et un lieu de formation d'une d'identité politique urbaine..... 194
Encadré 12 Discours du déclin, clichés et responsabilités politique : le point de vue de Philip Ochieng 223
Encadré 13 La famille Brooks et la nostalgie coloniale..... 233
Encadré 14 : quelques figures politiques luo ayant collaboré avec la KANU et le régime de Moi 241
Encadré 15 : « *le retour du bon vieux temps* », la résurrection de l'EAC et le destin de Kisumu 263
Encadré 16 : L'itinéraire intellectuel d'Edward Soja, de la théorie de la modernisation à la théorie de la dépendance 283
Encadré 17 : Qu'est-ce qu'une CDS ?..... 308
Encadré 18 : Ancrage topographique contre connexion topologique : comparer deux vagues d'investissement à Kisumu..... 360
Encadré 19 : Raila Odinga, objet de débat dans le champ politique kényan 373
Encadré 20 : Voiture et villa ; éléments d'affichage d'une « *culture matérielle du succès* » 378
Encadré 21 : « Lake View Resort City » : une forme urbaine non-advenue ou la difficile attraction des investissements internationaux 404
Encadré 22 : Le « *model town* » : une manifestation banale d'un ordre urbain abstrait à l'auto-école 417
Encadré 23 Central CBD Women Groups : *Harambee*, commerce informel et clientèle politique..... 427

Encadré 24 : Apindi Lane et le clientélisme urbain 429
Encadré 25 : chronique d'une répression des activités informelles au centre-ville 445
Encadré 26 : Un nouvel an à Kisumu : une expérience de la ville en continu 473
Encadré 27 : une transaction foncière à Kogony 494
Encadré 28 : Raila Odinga et l'aéroport : acteur d'une accumulation par dépossession ? 496
Encadré 29 : circulation de formes urbaines mondialisées à Kogony. La gated community de Victoria Gardens 500
Encadré 30 : Le Village Pub. Moralité et autochtonie à Kogony 503
Encadré 31 : L'*Airport Saga* 513

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : La construction du regard colonial par et dans les infrastructures de transport 75
Figure 2 : A la frontière du Township : Nyalenda en 1960..... 113
Figure 3 Le modèle idéal de la dala 115
Figure 4 : Blason de la municipalité de Kisumu 151
Figure 5 : Trame graphique et théorique du Long Term Physical Structure Plan, 1969 158
Figure 6 : mobilisation contre les appétits fonciers prêtés à la municipalité en 2013..... 165
Figure 7 un lieu d'inhumation domestique à Manyatta, Kosawo Road 200
Figure 8 Les images de la réputation de la ville..... 218
Figure 9 : le déclin du port : de la modernité multimodale à la déconnexion..... 235
Figure 10 : Un matatu à l'effigie d'Obama, Kisumu Bus Stage 237
Figure 11 : Page de garde du supplément du Nation..... 257
Figure 12 : Le train des célébrations à Nakuru et son accueil à Kisumu 259
Figure 13 : les espaces de la modernité coloniale au cœur des célébrations dans la presse .. 261
Figure 14 : les trois Présidents Est-Africains et le Maire de Kisumu inaugurent le centenaire 265
Figure 15 : L'espace la construction nationale kényane selon Soja..... 281
Figure 16 : Carte de la hiérarchie des lieux centraux et polarisation dans la région de Kisumu 292
Figure 17 : Idéaux-typiques des approches cousines du site and services scheme et du slum-upgrading dans le Second Urban Project, 1978 299
Figure 18 : Relations entre les principaux acteurs du développement urbain à Kisumu entre 2002 et 2010 326
Figure 19: Mega-Plazza..... 418
Figure 20 : Manifestation de commerçants de l'informel devant le *Town Hall*..... 429
Figure 21 : La tribune du meting au Taifa Park 452
Figure 22 : l'inauguration de l'aéroport international de Kisumu et représentation de l'unité nationale 475
Figure 23 : la célébration populaire de l'inauguration au Moi Stadium, ... 476
Figure 24 : Air Force One et Obama..... 482
Figure 25 : le paysage local de l'inachèvement. Développements privés résidentiels et commerciaux à Kogony..... 499
Figure 26 : Photographie commerciale des Victoria Gardens..... 501
Figure 27 : Diversité des structures locatives à Kogony 502

Figure 28 : En-tête des correspondances du KLCE 505
Figure 29 : les travaux de l'aéroport et les tombes, ou l'intrusion de l'urbain dans le paysage de l'appartenance..... 514
Figure 30 : Le cimetière européen..... 515
Figure 31 : Tombes et excavation du sable à Kogony, juin 2009 518

TABLE DES TABLEAUX

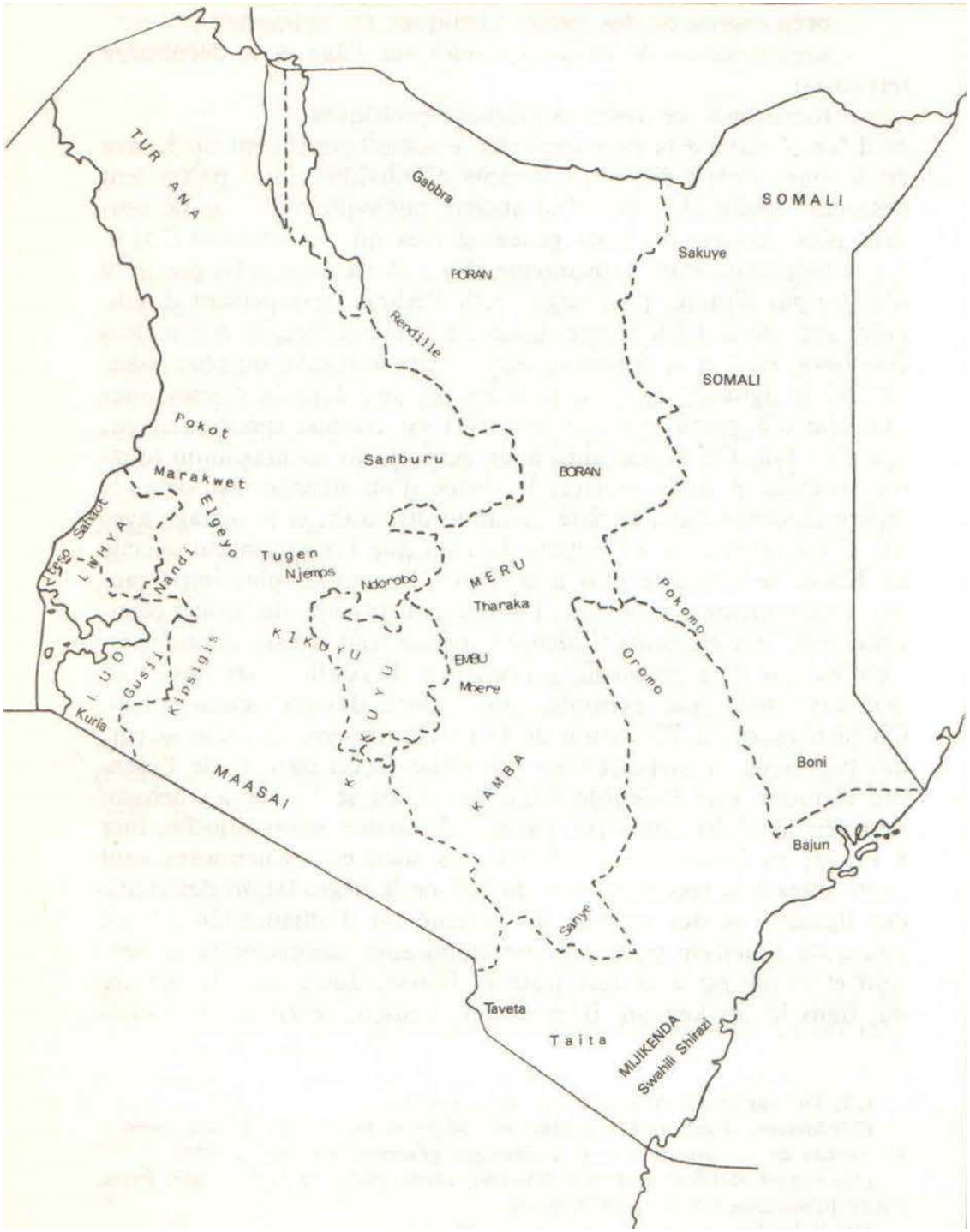
Tableau 1 Hiérarchie territoriale et chaine administrative du Kenya colonial 89
Tableau 2 : Gouvernance locale duale au Kenya 91
Tableau 3 : Composition des *Municipal Boards* des principales villes kényanes en 1946 93
Tableau 4 : Population de Kisumu par race, tel que présentée dans le rapport du juge Feetham 94
Tableau 5 : les rencensements ethniques de l'administration coloniale de la population urbaine de Kisumu 101
Tableau 6 : Représentation et participation politique municipale par « race » à Kisumu, 1960-1962 127
Tableau 7 : Evolution de la population de la municipalité de Kisumu entre 1962 et 1969 (avant extension) 150
Tableau 8 : évolution de la population des anciennes aux nouvelles frontières municipales (1969-1979) 157
Tableau 9 Classification spatiale des sublocations de la nouvelle municipalité étendue de Kisumu selon la classification du Physical Planning Department du Ministry of Lands à partir du recensement de 1979 162
Tableau 10 Modalité d'accés au foncier par quartier et période d'acquisition 192
Tableau 11: Evolution de la distribution des emplois industriels dans six villes kényanes (en %) 221
Tableau 12 : Nombre de travaux de recherche portant sur les thématiques du développement urbain à Kisumu (1960-2015). 306
Tableau 13 : Composition de la *Kisumu Action Team* (2005-2007) 341
Tableau 14 : Classement infranational du *Doing Business in Kenya 2016* 346
Tableau 15 : Commerce intra et extrarégional de l'EAC 356
Tableau 16 : Composition *a priori* des différentes moutures de la *Kisumu Action Team* 410

ANNEXES

Table des annexes

Annexe 1 : Carte indicative des groupes ethniques au Kenya 576
Annexe 2 : Liste d'entretiens cités dans le texte 577
Annexe 3 : Extraits d'entretien avec Jackton Onunga, *councillor* Nyalenda B 579
Annexe 4 : un extrait de notre journal de terrain : la campagne pour la nomination du parti de l'ODM pour le poste de conseiller local en janvier 2013 581
Annexe 5 Restranscription des discours tenus lors de funérailles à Kogony, Kisumu 583
Annexe 6 : le partage du travail dans les enquêtes. Deux rapports de Moses Omondi Okisa, assistant de recherche, à propos des rapports entre les bodaboda et la municipalité 586
Annexe 7 : carte du réajustement des frontières du Township de Kisumu en 1929 588
Annexe 8 : Carte des piny Luo 589
Annexe 9 : Carte des districts de la Nyanza Province en 2007 590
Annexe 10 : La compétition politique dans la municipalité de Kisumu telle que représentée dans la presse kényane à l'occasion des élections parlementaires de 2007 591
Annexe 11 les 47 *counties* du Kenya 593
Annexe 12 : Les *wards* du Kisumu County selon l'IEBC 594
Annexe 13 : discours historique sur la ville lors du centenaire de Kisumu 595
Annexe 14 : extraits du discours présidentiel de Daniel Arap Moi à l'occasion de l'ouverture des célébrations du centenaire de Kisumu 596
Annexe 15 : Un discours « anti-Raila » publié dans la presse kényane à propos de la parution en 2013 de son autobiographie 597
Annexe 16 : La compétition politique pour le nouveau poste de gouverneur telle que vue un contributeur du site Jaluo.com 601

Annexe 1 : Carte indicative des groupes ethniques au Kenya



Comme l'affirme Dominique Connan (2014 : XIX), « *les représentations spatiales de l'ethnicité sont toujours sujettes à caution, tant l'ethnicité est au Kenya un moyen de revendiquer un usage exclusif de l'espace ; il faut donc lire cette carte avec précaution et à titre indicatif.* »

Source Daniel Bourmaud, Histoire politique du Kenya. État et pouvoir local, 1988

Annexe 2 : Liste d'entretiens cités dans le texte

Remarques : Le choix d'anonymiser certains individus que nous avons enregistrés tient soit au fait que la demande d'anonymat ait été explicitement formulée, soit d'un doute sur la volonté d'anonymat des individus enregistrés.

Les entretiens ici cités ont été enregistré sur dictaphone après accord des personnes interviewées. Les entretiens en anglais ont tous été mené par mes soins de manière autonome, et traduit de l'anglais au français par nos soins après identifié des passages qui nous intéressaient. Les entretiens avec les individus s'exprimant uniquement dholuo ou swahili ont été menés à l'aide des traductions simultanées de Moses Omondi Okisa.

Nom	**Age** (à la date de l'entretien)	**Profession**	**Lieu de l'entretien**	**Date**	**Langue de l'entretien**
Bob Odongo (anomymisé)	24 ans	Street Trader	Kondele Clock	3 mars 2009	Anglais
Caroline Oriwa	37 ans	Professeure de lycée	Okore Estate	24 avril 2009	anglais
Patrick McRymboh	Dans la cinquantaine	instituteur	Mamboleo	19 janvier 2013	anglais
Romanus Odhoch	Dans la cinquantaine	Courtier en assurance, et *councillor* pour le *ward* de Nyalenda B (2007-2013)	Kiboko Bay, Dunga	22 janvier 2013	anglais
Pamela Agutu	Dans la quarantaine	Entrepreneuse du commerce informelle, *councillor* du *ward* de Kaloleni (2007-2013)	Kibuye Market	7 mars 2010	Anglais / Swahili (aide de Moses Omondi Okisa)
David « pikipiki » Odhiambo (anonymisé)	34 ans	Conducteur de pikipiki	Devant la *Standard Bank*, puis Mariposa Restaurant	9 janvier 2013	anglais
Georges Ominde (anonymisé)	La quarantaine	Agriculteur / paysan	BMU bar, Kogony	23 juin 2011	Dholuo (avec l'aide de Moses Omondi Okisa)
Peter Odero (anonymisé)	La quarantaine	Travailleur social	Obunga, dans ses bureaux	13 septembre 2011	Anglais
Leo Odera Omolo	75 ans	Journaliste	Hillbrow Restaurant, centre-ville	17 avril 2011	Anglais
Jackobuyah	42 ans	Activiste politique	Imperial Hotel	Octobre 2011	Anglais
Charles	Dans la	Street trader,	Chek Mula	21 janvier	Anglais

« Rasta » Addah	quarantaine	représentant associatif	Building	2010	
Patrick Adolwa	Dans la cinquantaine	Ancien directeur du *Physical Planning Department* du MCK. Consultant	Varsity Plaza	13 avril 2011	Anglais
Aslam Kahn	64 ans	Businessman, militant de l'ODM	A son domicile, Kibuye	12 octobre 2010	Anglais
Jack Owido	72 ans	Ancien ingénieur des télécoms, chairman du KLCE	A son domicile, Usoma	23 avril 2011	Anglais
Joshuah Nyamori	34 ans	Chairman de la *Nyanza Youth Coalition*, activiste de l'ODM	Varsity Plaza	8 janvier 2010	Anglais
Jackton Onunga	41 ans	*Councillor* pour le *ward* de Nyalenda A	Kasagam Chief Camp	8 octobre 2011	Anglais
Kaushik Panchmatia	Dans la cinquantaine	Businessman, *Chairman* de la section locale de l'UBA	Kisumu Hotel	6 avril 2009	Anglais
Jack Odwor (anonymisé)	36 ans	Pêcheur, ancien *street vendor*	Dunga Beach	24 aout 2010	Anglais
John	Dans la trentaine	Vendeur de journaux	Chek Mula Building	29 mai 2011	anglais
Otieno (anonymisé)	Inconnu	Conducteur de pikipiki	Nyalenda	15 mai 2011	Effectué en Dholuo par Moses Omondi Okisa
Georges Otieno (anonymisé)	Dans la trentaine	Entrepreneur	Kogony	12 novembre 2011	Anglais
Ernest Ondu	76 ans	Ancien soldat, paysan, membre du KLCE	Kogony, à son domicile	12 février 2011	En dholuo et swahili, à l'aide de Moses Omondi Okisa
Jack Ombam	72 ans	Chairman du KLCE	Kogony, à son domicile	25 novembre 2011	Dholuo, avec l'aide de Moses Omondi Okisa
Ben Obera	Dans la trentaine	Ancien employé de la MCI	Skype	12 juin 2015	Anglais

Annexe 3 : Extraits d'entretien avec Jackton Onunga, *councillor* Nyalenda B, 8 octobre 2011,

Le texte que nous publions ici est une retranscription d'un entretien que nous avons enregistré avec Jackton Onunga, le councillor *pour le ward de Nyalenda B. Nous sommes reçus à son domicile, avec du thé et des* mandazi. *Jackton Onunga nous est l'un des premiers* councillor *que nous avons rencontré dans les couloirs du* town hall. *Me sachant français, il a très immédiatement vu en moi une possible personne ressource pour son ward soit dans les petits papiers de l'AFD. Il a donc facilité mon accès à sa personne et à son ward, malgré mes multiples tentative de me distancier de la manière dont il nous percevait. Peu à peu, il est devenu une personne ressource pour moi, très important dans mon accès aux informations sur les luttes de faction au sein de la municipalité.*

Cet entretien est le seul entretien formel – c'est-à-dire avec une demande d'enregistrement – que j'ai effectué avec lui. C'est l'occasion de revenir sur les élections municipales agitées de l'été 2011, qui a vu Raila Odinga intervenir pour la réélection de Samuel Okello. QM renvoie à ma personne, JO à Jackton Onunga

QM : donc Raila est intervenu pour qu'Okello [*le dernier maire de Kisumu*] soit réélu en juillet par les conseillers ?

JO : oui, bien sûr. Il y avait plein d'articles de presse et des caméras à chaque fois qu'on était au *town hall* pour les élections et à chaque fois, ça se battait, il y avait des drames. Ca donnait une image pitoyable des Luo, parce que Kisumu ce n'est pas n'importe quelle ville, c'est la ville des Luo. Il est venu à Kisumu et il a réuni tous les conseillers pour nous dire d'arrêter les batailles, que Kisumu est la capitale Luo et que la ville est bien plus importante que nous. Il nous a dit que Kisumu a des grands plans [« *big plans* »] qui ne peuvent être réalisés que quand un bon leadership est en place. Ogolla, Prisca et Weda [*des conseillers opposés au maire*] ont dit qu'Okello n'était pas un bon leader, parce qu'il ne s'occupait pas d'eux et qu'il ne comprenait pas les gens de Kisumu qui les ont élu alors que lui n'a pas été élu. Alors Raila leur a dit qu'un leader n'est pas quelqu'un qui donne des *gonya* pour se faire élire. Il faut quelu'un qui parle avec les investisseurs et les fassent venir. Cela veut dire qu'avoir des gens qui ne sont pas capables de négocier avec des investisseurs étrangers ralentira la croissance de la ville.

QM : et la maire a favorisé la croissance ? Il a fait venir des gens qui ont investi à Kisumu ?

JO : Regardez, vous êtes bien là ! [*rires*] [*je tente de protester*] et les français vont mettre beaucoup d'argent à Kisumu. Il connait des gens aussi, des Indiens de Mombasa et les indiens de la ville l'aiment bien parce qu'il connait l'argent. Il est l'aise avec les étrangers, il sait leur parler. Raila pense que le maire a fait du bon boulot et ne doit pas être remplacé par quelqu'un qui ne peut pas négocier au niveau international. On est pas éduqué comme Okello et Kisumu a besoin d'un sérieux développement et on ne peut pas prendre au hasard quelqu'un parce qu'il a fait campagne avec beaucoup d'argent et s'est mis dans la poche tel ou tel conseiller.

QM : c'est ce que font les autres ? Ogolla et ses soutiens ?

JO : peut-être de l'argent, mais surtout ils disent qu'ils peuvent donner à tel conseiller tel comité, qui leur permettra d'avoir de la terre, des places de marché, une voiture, un bureau dans son *ward*…

QM : Okello ne fait pas pareil ? Il ne fait pas campagne pareil ?

JO : il n'a pas besoin, parce que Raila le soutient.

QM : Quand il invite les conseillers à Mombasa, c'est pas du *gonya* pour obtenir des soutiens ?

JO : il le fait avec son argent, il est riche, il ne nous invite pas avec l'argent de la municipalité. Et il ne faut écouter ce que les gens disent, c'était aussi pour une conférence sur la décentralisation [*devolution*] que nous sommes allé à Mombasa. Okello connait beaucoup de monde à Mombasa et il nous a fait bien manger.

[…]

QM : Les mêmes problèmes se sont posés pour la réélection de Shabir [*ancien maire asiatique de Kisumu*] au début des années 2000, non ?

JO : Les conseillers ne voulaient pas de lui, c'est vrai, mais maintenant il est respecté parce qu'on a vu qui c'était. Shakeel vient d'une famille importante d'indiens [« *asians* »] de Kisumu, son père était ami avec Jaramogi et donc les anciens respectent la famille de Shakeel. Ce n'est pas comme d'autres indiens qui ne restent qu'entre eux et qui méprisent les luo. Il parle le dholuo, et les Luo le connaissent, et ils parlent aussi aux puissants et riches [« *tycoon* »] en ville, parce que c'est un ismaélite. Ce sont des gens très puissants, et ils ont beaucoup d'argent, et donc Shakeel devait nous aider à ce qu'ils participent à la vie de la communauté, à amener l'eau, à investir dans la collecte des déchets et à rendre cette ville meilleure pour les gens de Kisumu mais aussi pour eux, parce qu'avec une ville plus propre et mieux organisée [« *planned* »] ils peuvent aussi faire plus d'affaires à partir d'ici, et tout ça peut créer de l'emploi pour les jeunes désœuvrés [« *idle youths* »].

[…]

QM : Okello et Shakeel, ce sont des *jodak*. Vous êtes vous quelqu'un d'ici, comment ça se fait que vous soutenez Okello et pas les autres qui disent que c'est un étranger ?

JO : Quand ils disent qu'Okello est un étranger, ils devraient eux même réfléchir à ce qu'ils disent, parce qu'on est tout le temps l'étranger de quelqu'un. Ici à Nyalenda, les gens de mon clan les Kasagam on habite ici depuis 100 ans, on cultive la terre, on y enterre nos morts mais il y a beaucoup de Kano qui disent que nous ne sommes pas chez nous et que nous sommes des luhya. Mais ceux qui se disent d'ici, bientôt il ne le seront plus, car Kisumu est de plus en plus cosmopolite. C'est pareil à Manyatta et ailleurs, il y a toujours quelqu'un pour te dire que tu n'es pas chez toi, mais bientôt c'est toi qui seras chez eux. Nous les Kasagam nous sommes chez nous et si je suis élu c'est parce que moi et ma famille on a fait du bien aux gens de Nyalenda [*people of Nyalenda*]. Mes ancêtres ont été de bons chefs et les gens de souviennent et c'est peut-être pour ça que je suis élu aujourd'hui. Alors il faut bien agir en tant que leader, et c'est pour ça que je soutiens Okello. Il n'est pas d'ici, mais Raila l'a choisi et Raila est notre chef et je suis un militant de son parti.

QM : mais si les gens ne veulent pas de lui ? il n'est pas élu…

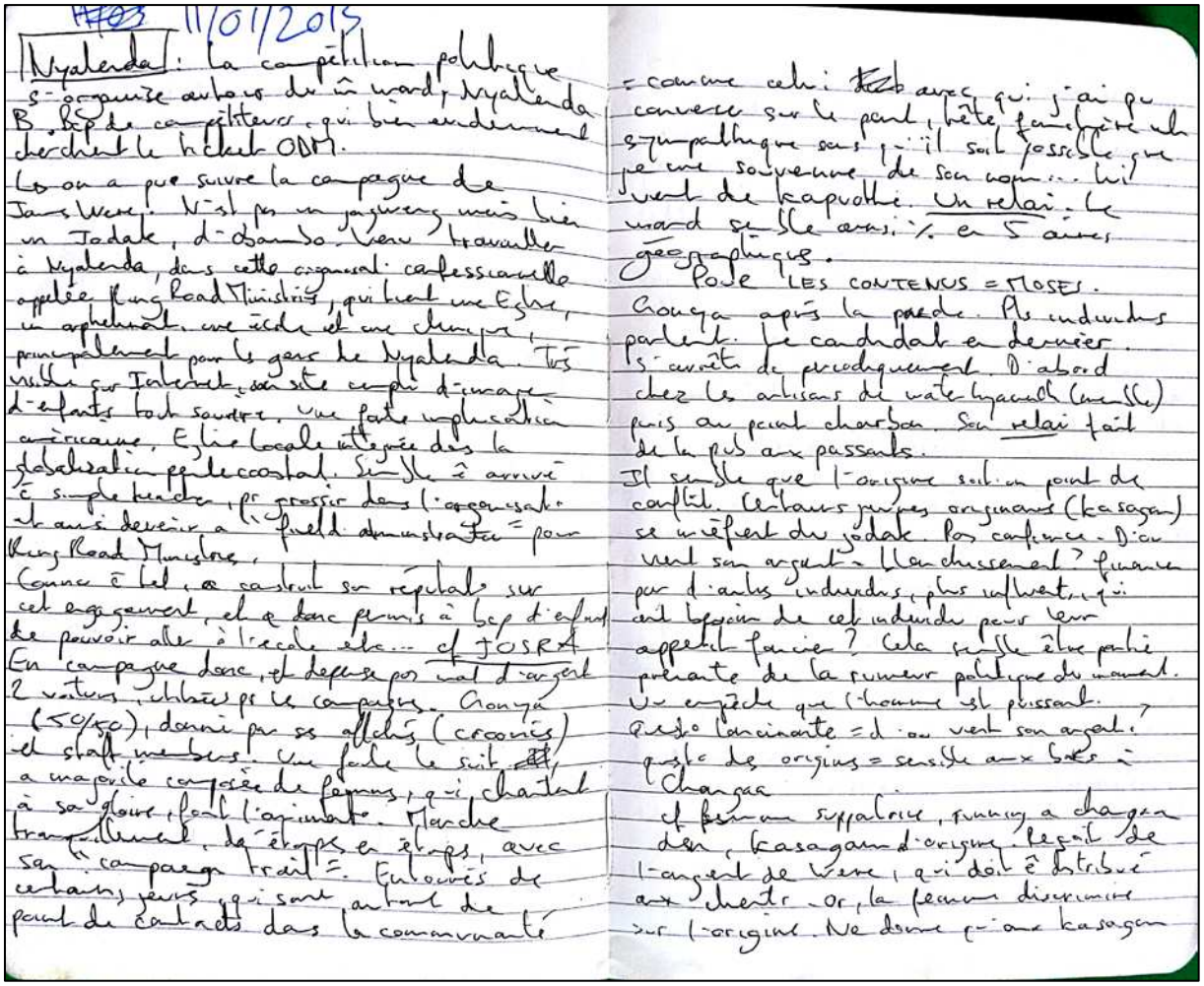
JO : les gens ne savent pas ce qui est bon pour eux et ils sont bêtes s'ils croient qu'un *councillor* va les aider à sortir de la pauvreté. Ce qu'il faut, c'est une vision et cette vision c'est Raila qui l'a.

[…]

Annexe 4 un extrait de notre journal de terrain : la campagne pour la nomination du parti de l'ODM pour le poste de conseiller local en janvier 2013

Nous présentons ici un extrait de notre carnet de terrain, que nous avons tenté de nourrir quotidiennement. Au total, nous avons à peu près rempli 5 carnets de 192 pages, qui ont regroupé des observations et des compte-rendu de journée.

L'extrait ici publié relate la campagne électorale de 2013 pour les nominations du parti hégémonique à Kisumu, l'ODM, pour le poste de conseiller local pour le ward de Nyalenda B.



11/01/2013 : Nyalenda. La compétition politique s'organise autour du même *ward* [*ie les mêmes frontières que celles de 2007*], Nyalenda B. Beaucoup de compétiteurs, qui bien évidemment cherchent le ticket ODM.

On a pu suivre la campagne de James Were [*qui sera finalement élu*]. N'est pas un *jagweng* [*que nous utilisons ici dans le sens d'autochtone*] mais un bien un *jadak*, [*qui vient*] d'Obambo [*plus à l'ouest hors de la municipalité*]. Venu travailler à Nyalenda, dans cette organisation confessionnelle appelée Ring Road Ministries, qui tient une Eglise, un orphelinat, une école et un dispensaire principalement pour les gens de Nyalenda. Très visible sur Internet, un site empli de photos d'enfants tout sourire. Une forte implication américaine. C'est une église locale intégrée dans la globalisation pentecôtiste. [*Were*] semble être arrivé comme simple *teacher*, pour monter dans l'organisation et aussi devenir un « *field administrator* » pour Ring Road Ministries. Connu comme tel ici.

Il a construit sa réputation sur cet engagement, il a permis à beaucoup d'enfants d'aller à l'école etc. Il est en campagne, et dépense pas mal d'argent. Il a deux voitures qu'il utilise pour la campagne [*électorale*]. *Gonya,* des billets de 50 Ksh sont distribués par ses affiliés (« *croonies* ») et *staff members* à ceux qu'il croise. Une foule le suit, majoritairement composée de femmes, qui chantent sa

gloire et font l'animation. Lui [*Were*] marche tranquillement, d'étapes en étapes, avec son *campaign trail* qui le suit. Il est entouré de certains jeunes qui sont autant de points de contact dans les zones traversées, comme celui avec qui j'ai conversé, tête familière et sympathique sans qu'il soit possible que je me souvienne de ce nom. Il vient de Kapuothe [*un lieu-dit à Nyalenda*]. Il est un relai, un *political mobilizer* dans une partie du *ward*, divisé en cinq aires pour la campagne.

Gonya après chaque prise de parole. Plusieurs individus parlent, le candidat en dernier. Il s'arrête plusieurs fois pour parler, devant chez les artisans de meubles en fibre de jacinthe d'eau, puis au point de déchargement de charbon. Ses relais font de la publicité aux passants. Puis on donne de l'argent, encore des billets de 50.

Il semble que la question des origines soit un point de conflit. Certains jeunes qui se disent autochtones – des JoKasagam – et que nous interrogeons pour savoir qui est James Were se méfient du *jadak*. D'où vient son argent ? Il pense qu'il est financé par d'autres individus, plus influents, qui ont besoin de cet individu pour leur appétit foncier. Cela me sera répété, et cela semble la rumeur politique du moment.

La question de ses origines est lancinante, comme dans ce *changaa den* [*lieu de consommation d'un alcool (illégal) brassé localement*] tenu par une femme Kasagam. Elle reçoit de l'argent de Were, qu'elle doit distribué aux clients (sous forme de consommation gratuites offertes par le candidat). Mais elle ne donne qu'aux Kasagam, ce que Were ne sais sans doute pas, lui-même un *jadak* qui pour cette femme ne peut obtenir ce poste car il est simplement comme cette jacinthe d'eau qui va et qui vient avec le vent.

En posant des questions aujourd'hui à Nyalenda, au moins 3 candidats jouent sur l'autochtonie, à l'inverse de Were. Jovine Wanyongo (ancienne employée d'*infotrack*, une entreprise de consultance à Nairobi) pour les JoKano, Paul Rangume pour les Kasagam, et Alice Wajewa encore pour les Kasagam.

Face à Were, on trouve le conseiller sortant, Romanus Odoch, qui semble un peu clownesque dans sa campagne. Ses mouvements dans le *ward* sont bien moins assurés que ceux de Were. Il fuit les foules trop compactes, comme comme nous l'avons vu au carrefour de Nanga, où il s'est fait poursuivre par des jeunes hommes hilares. Il se fait rattraper à l'Hippo Point où il s'est réfugié grâce à sa moto. Là, il donnera de l'argent à quelques-uns de ses « supporters ».

Annexe 5 Restranscription des discours tenus lors de funérailles à Kogony, Kisumu

Le texte que nous publions ici est le fruit de notre travail de terrain. Il représente une occasion d'expliquer la manière dont nous avons travaillé de concert avec notre assistant de recherche, Moses Omondi Okisa. Il s'agit de la retranscription de la captation audio de discours qui ont habituellement lieu aux moments de funérailles, grands moments de la vie sociale, mais aussi administrative et politique en pays Luo. Il s'agit ici des funérailles d'une femme originaire de Nyakach (et mariée à Kogony), appelée ici Monica, à Kogony (14 avril 2011) – une zone périurbaine de Kisumu. Nous avions été invités par l'intermédiaire d'un membre du KLCE. Monica pouvait-être considérée comme une notable locale.

*Avec l'accord de la famille, nous avons donc enregistré les discours alors prononcés. Nous étions accompagné de Moses, qui nous aidé à comprendre « en direct » les grandes lignes des discours des participants. Grâce à son aide, nous identifions alors les moments qui nous paraissaient pertinent de transcrire. Avec ce matériel audio déjà en partie filtré, Moses Omondi Okisa faisait alors au bureau une retranscription, directement du dholuo à l'anglais. C'est le fruit de cette retranscription qui est ici présenté, qui a subi ici quelques modifications mineures (ponctuation, majuscules et coquilles). Entre crochets, on trouve les termes dholuo utilisés pour énoncer l'appartenance (*Dala, Jodak, Jokogony) *que nous demandions à Moses de laisser tels quels dans la retranscription.*

Ces extraits présentent la pluralité des contenus que représente ce moment intense de la vie sociale « villageoise ». L'éloge funèbre de la défunte est l'occasion d'exprimer certains codes moraux, notamment en ce qui concerne les relations des Luos de Kogony à la terre. Certains discours visent à informer la population de la sub-location *de la vie administrative de la zone (publicité pour une campagne de vaccination, organisation d'une baraza etc.) et de soulever quelques problémes qui touchent la zone (insécurité, dépossession foncière, absentéisme des écoliers). On lit ici la manière dont est construit de manière quotidienne le registre et les pratiques de l'autochtonie. Les funérailles sont aussi l'occasion pour le Kogony Council of Elders de rendre compte de ses activités.*

MAN 2

This woman made me to be an in-law in Nyakach, isn't that a person who has made you up? Yeah, thanks a lot. But what I'm adding is that, the mother the way it has been said, that the people who had lived with the this mother,these people have really enjoyed […] Her guidance that you hear people are praising her now, is real guidance that you would like to witness. I am pleading that the kind of attitude that the mother had, should be emulated by her children. If you emulate the mother's characters, all the good things that were here at osir's home, will not fade away, but will be there forever. Most of the women here, if they get their money, they carry it to their homelands [*Dala*]. If you tell her to keep some money, you will be surprised one day to find that the money is lost. But Monica has bought land in this area, buying land which has defeated so many men to buy. If I can remember when I was a young man, I can remember seeing Monica buying land, Monica had land, which has defeated many women to do. A woman going to buy land, most of them would convince their husbands to just eat the money. So I was pleading that if at all there is some of Monica's children whom poses the same characters same as Monica's, then , there's a lot of good things here at Osir's home. And I'm telling you another point, that if some people something like thirty thousands, they'll be restless, they'll walk up and down, and even men, but Monica has money but you can't see the difference. Monica had money but you could not see it, because she was not bragging to anybody. There are people whom if they have money, it is only that money that she eats gradually, does not even go to the farm. But Monica will always be at her farm, and even women down here, always eat Monica's vegetables here. An attitude that if somebody can have then, there is a lot of development in this home. So I'm pleading to the people of my mother who're left behind to emulate the mother's attitude. So that Osir's home to be the way it used to be. But the things that are said to be contested about, these are earthly my people. Someone may decide to open disputes when the owner is dead, that I want this, I want this one, but it is not advisable to contest on some ones property so much, try to find yours.

[…]

MAN 4

Thanks so much, I just want to clarify few points that my college has said. So Phundo vaccination is on 27, and the issue of ID registration, will be on 17. That's from the office of the asst. chief, he just missed the point slightly. So dear organizers, juts bear it with me, I'll still be a bother to you, this woman we're before , you see lying here, she has a lot of friends, you're welcomed councilor , together with the secretary Kogony Land Coucil of Elders, you're welcomed. The chairman of the party [*ODM*], is also here, and he's also highly welcomed.

[…]

VILLAGE ELDER

Thanks so much. I think the position of the councilor and the chairman, I'll leave it to the secretary of Kogony Land council of Elders, who will then invite them so let just be patient. I have some points I want to make concerning general security of the area. We as the people of Usoma [*Jo-Usoma*] , we now have many [*jodak*] whom we don't know where they've come from. And these visitors are staying in rental houses that have been built by the locals. So my appeal to all my people of Usoma in general, from ABC, I want us to come together so that we can make this home of ours to be safe. We also have baraza, so I'm appealing to the people of Usoma, we have baraza on Wednesday. We want to talk about the issues of the village and the challenges that we have. So that we can deliberate on how to make this village of ours to be good and safe. Those whom we stay with now, we can't know who they are, you can just meet people in the evening, who are very strange and you'll be surprised and amazed that where are they coming from. Secondly, the people of Usoma, you give me a lot of problems on the issue of school, because there are some children who don't want to go to school. They often come to hide here at the beach and I come looking for them here and take them back to school. After taking them back to school, teachers also send them back to come and get some money from you to take to school. I'm not pleased with this idea, because when they've come, they don't go back to school. So I'm pleading , the school chairman is also here, if there is any problem, just come or if it's a matter that involves a teacher and a parent, he or she should call the parent, or write to him/her, that the child was sent home and has not come back, and as I look for them to go back to school. […] For those few remarks, I'm appealing to you to take them in, on Wednesday, we have the baraza that I've told you. I'm appealing to the people of usoma from all corners. You see how usoma is, and there are a lot of people, I think I've finished my part, so I'm appealing to mzee Maurice, to come so that we can finish on time so that we can leave chance for the Christians to conduct the service. You're aware of how the situation is, we will not allow any music here in this home today, let the music rest because we've buried in god's name.

MAURICE ROCHE (SECRETARY KOGONY LAND COUNCIL OF ELDERS)

Thanks so much, to the village elder, to the church members, and to all the visitors who have come to help us send off our mother, greetings to everybody?(peace), my names are Maurice Roche, I'm the secretary of the Kogony Land Council of Elders. I'll be very brief concerning what I can say about this mother,[…] I'm very great-full to the church, I'm very happy to see very nice cloths, and I can also see the bishop. I am very sure you love the mother, and that is the reason why you have come here to pay your last respect. And I'm very sure that mama Monica's soul will go to heaven, so I'm very great-full for you to have time to come and help in the burial of mama Monica.

The people of my homeland [*Dala*], I want to tell you something about the case of the Kogony that is in the court, the case is still on, so I am appealing to the people of Kogony [*Jo-Kogony*] to be patient until the day when the case will be determined, and see how it has been ruled. The people who might

be in a hurry that they should be given whatever it is to eat, my people , the case is still in court , here in Kisumu. You are aware that the judges interview was completed yesterday, so Mr. Mutunga and baraza will be confirmed. So from there, that's when we'll get a judge who will handle our case as the people of Kogony. So I am appealing to you, that let's just be patient, even if you don't eat it now, but your grandchildren will eat. All these will rotate here, let us avoid this issue of let me eat and die with it. Let us just handle this case humbly so that we can see how it will go.

Secondly, there is an MOU that I had written with the SOS [*SOS Children's International, une ONG qui construit l'un des ses orphelinats à Kogony*]. That we have given them free land to build. And as we give them that land, so anything that comes from there, 60 percent goes to the people of Kogony. We have been pushing them and the people of kogony do the work that's going on there, 50 percent of the work. When things don't work, we normally hold meetings with them, and at times we don't agree with them. But what we believe is that, the women and the youths of Kogony, are the people who work up there, 50 percent. The rest, they can get from where they like. Recently we had a meeting with them where their country director was also present. So any youth of Kogony who wants employment, just go to Ogolla Nganyi, he has the list of all the youths of Kogony from all the sub-clans [*dhoot*], so that you can see how to get the job. Because every family has to get something that can support them . So the MOU that I did with the SOS, there was a vacancy of a driver, they have a bus that thy have bought and put here in their compound with no one to drive. So the country director called me and told me to look for a driver who is a form four leaver, and has a lincence that is accident free. So far ,I've only got three people who I had taken, but if there is still somebody who feels he can do it, he's free because this job is competitive, and so, whoever is ready, just bring his documents so that we can forward it, so that we make sure a man from kogony gets the job , before it's open to people from outside. […]

Annexe 6 : le partage du travail dans les enquêtes. Deux rapports de Moses Omondi Okisa, assistant de recherche, à propos des rapports entre les bodaboda et la municipalité

Les deux textes que nous avons choisi de publier ici ont été écrits par Moses Omondi Okisa. Ils représentent le partage des tâches que nous avions organisé dans la conduite de nos enquêtes. Ainsi, Moses, fort des réseaux d'interconnaissance que nous avions construits ensembles, se rendait aux évènements où ma présence aurait pu être trop intrusive, ou en tout cas moins acceptable et acceptée que la sienne, et où le dholuo était exclusivement utilisé. Dans les deux cas que nous présentons ici se posait aussi la question de sa sécurité physique et de la mienne. Moses a jugé dans l'analyse a priori *de la situation que ma présence aurait été trop dangereuse pour nous deux et trop encombrante pour lui. Ce que nous publions est le compte rendu fait par Moses à l'occasion de rencontres entre des associations de bodaboda (vélo-taxis et moto-taxis) et la municipalité à propos de la mise en œuvre d'arrêtés municipaux proposant de nouvelles régulations du secteur, et notamment la mise en œuvre d'une taxation des activités de ces opérateurs du transport informel.*

Les évènements violents que décrivent ces textes illustrent l'impossible mise en œuvre d'arènes de cogestion de l'espace municipal. Les arènes de dialogues et de négociations que tentent de mettre en place la municipalité dans le cadre d'une adoption de certaines normes en circulation du registre de la « gouvernance urbaine » sont perçues par les bodaboda comme une validation d'un agenda répressif de la municipalité. Le refus de la taxation, jugée abusive, est un grief central. Les leaders des associations de bodaboda qui font l'interface entre leurs membres et les services municipaux sont jugés complices de la municipalité, et soupçonné d'être corrompu par l'argent dont on suppose qu'il bénéficie des suites de leur « traitrise ». Comme le montre ces textes, ils risquent à cause de ces soupçons leur vie. De manière intéressante, ce texte montre que face à l'impossibilité du dialogue entre le monde des bodaboda et la municipalité, c'est l'administration déconcentrée de l'Etat kényan qui en vient à organiser la médiation.

"Bodaboda demonstration" 27 avril 2011

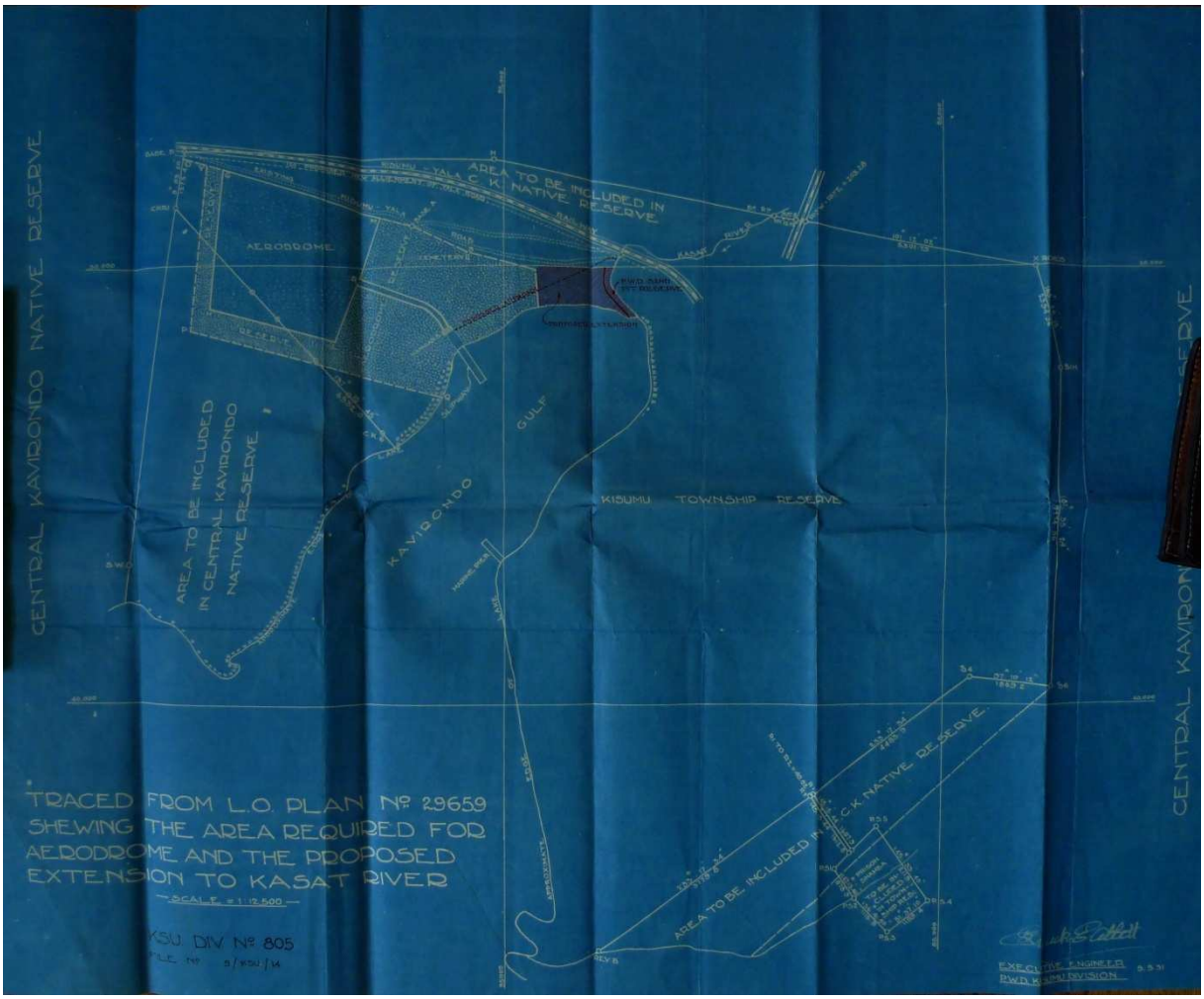
A meeting which was to be held by the bodaboda together with the Municipal Council of Kisumu on two main agendas , was never realized when it all turned chaotic after the boda boda operators realized that actually it wasn't a meeting between them and the municipal council , but between themselves to deliberate on the agreement , proposals on taxes and also to talk about the by-laws that was given to the bodaboda people through their leadership to have a way forward to the agendas. The operators insisted that they didn't want even to see any of those leaders addressing them claiming that there is nothing to say with them citing mistrust that they're being used by the council for their own benefit . They also demanded that they only wanted to meet the town clerk whom they can respond to on the matters of the by-laws which they were very bitter about. The operators went wild and even hijacked a paper bag containing records and other bodaboda office issues , attendance list and tore them into pieces , removed all the chairs from the hall and demanding that they want elections because they no-longer trusted the current leaders. One member escaped death narrowly when he was roughed by the operators and sustained injuries when they had him supporting and saying that there is no other choice but to pay tax, the operator had to escape into one of the offices within Social Hall. An oversight committee had been appointed from both the cyclists and motor-cyclists (five each) to negotiate with the municipality on how to approach the matter of taxation , after a series of meetings , a conclusion was reached that cyclists were to pay 100 per month and the motor-cyclists 300 KSh per month , but after fulfilling some of the conditions in the by-law including time , insurance driving license amongst other demands , that is when one would be issued with an operating ticket. This is what the operators wanted to talk to the municipality , but they didn't see any municipality, and claiming that there is a rumor that the committee had been promised some incentives when the deal goes through , and hence they claimed in the meeting that they can't be sold off to the interest of some few individuals. So they

took to the street and decided not to meet the Town Clerk but decided to go and meet the Provincial Commissioner (Mr. Francis mutie who even commended them for demonstrating peacefully) who then spoke to five of their representatives ,and a decision was reached that the two groups (the municipality and the boda boda) have to go back to the negotiation table to solve the issue. If it's the issue of price and the by-laws , it should be solved amicably, of which he even promised that he would contact the municipal council who would then contact the bodaboda through their bases to facilitate the meeting.

Bodaboda leaders held hostage 3 mai 2011

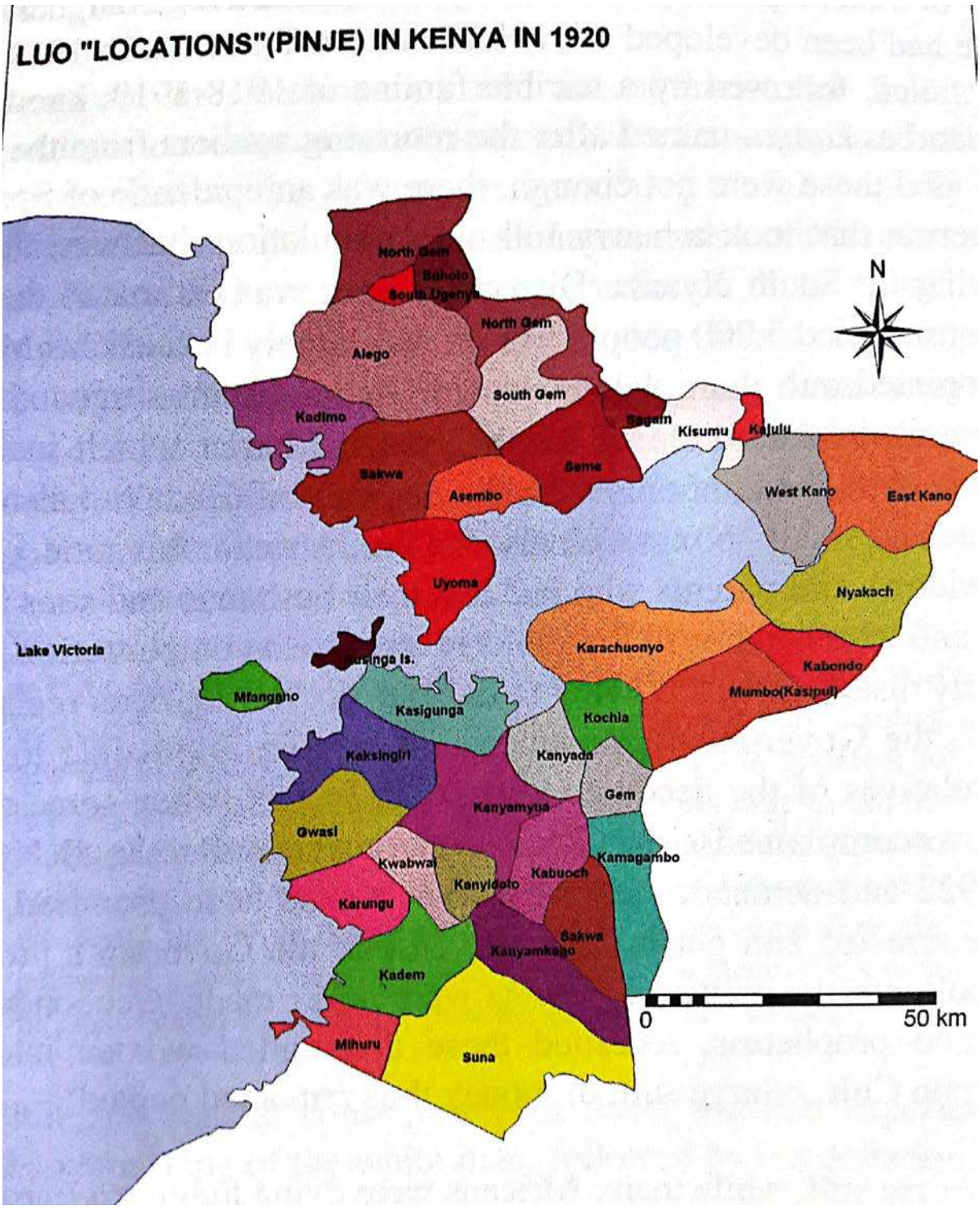
The boda boda fraternity, all the members of both motorized and non-motorized cycles were not happy with the conduct of some of their leaders whom some they claim are not legitimate (Ogweya as chairman of the Bodaboda Central Body) accusing them of colluding with the Kisumu City Council to tax them. The angry members formed a big group and looked for their officials whom they accusre of colluding with the city council on the tax, and whom is seen to have already put the stickers on their motorcycles indicating that they have already agreed to pay tax of 250/- for piki piki and 150/- for non-motorized cycles. They accused these leaders of having a secret deal with the council, that they have been promised positions in the council should the deal go through. The hell broke loose when some boda boda were spotted having the stickers which triggered the anger of the members that their leaders have colluded with the council to tax them for them also to benefit at the end. They also accused the group of leaders of extorting money for their own selfish interest by telling people to pay 250/- for motorcycles and you're only given a sticker of 200/- , and the same for the non-motorized cycles. These allegations prompted a huge commotion in town when a group of a around two hundred and above boda boda operatators picked their leaders starting with Ogweya at his base around Mega-City Plaza , from where he was taken to the victoria park to explain the allegations. The intention of the group was to lynch him failure to explain the allegations that he had been bribed by the council to help in the realization of taxation , also to explain where the fifty shillings each from those who had already paid was going to , to explain why he ahd signed the deal on behalf of the members . He ahd to plaed for mercy and even verbally resigned from all the boda boda posts and vowed to remain just a member. After this incident, he had to go to all the bases within town announcing his resignation from the post which he was also forced to go and report this to the media that he has truly resigned from the posts. He also explained that it's better to be looked by the police but not by a mob , and that he's just from gem and a father of two and it would be sad to lose his life for the sake of boda boda and leave his young children orphaned.

Annexe 7 : carte du réajustement des frontières du Township de Kisumu en 1929



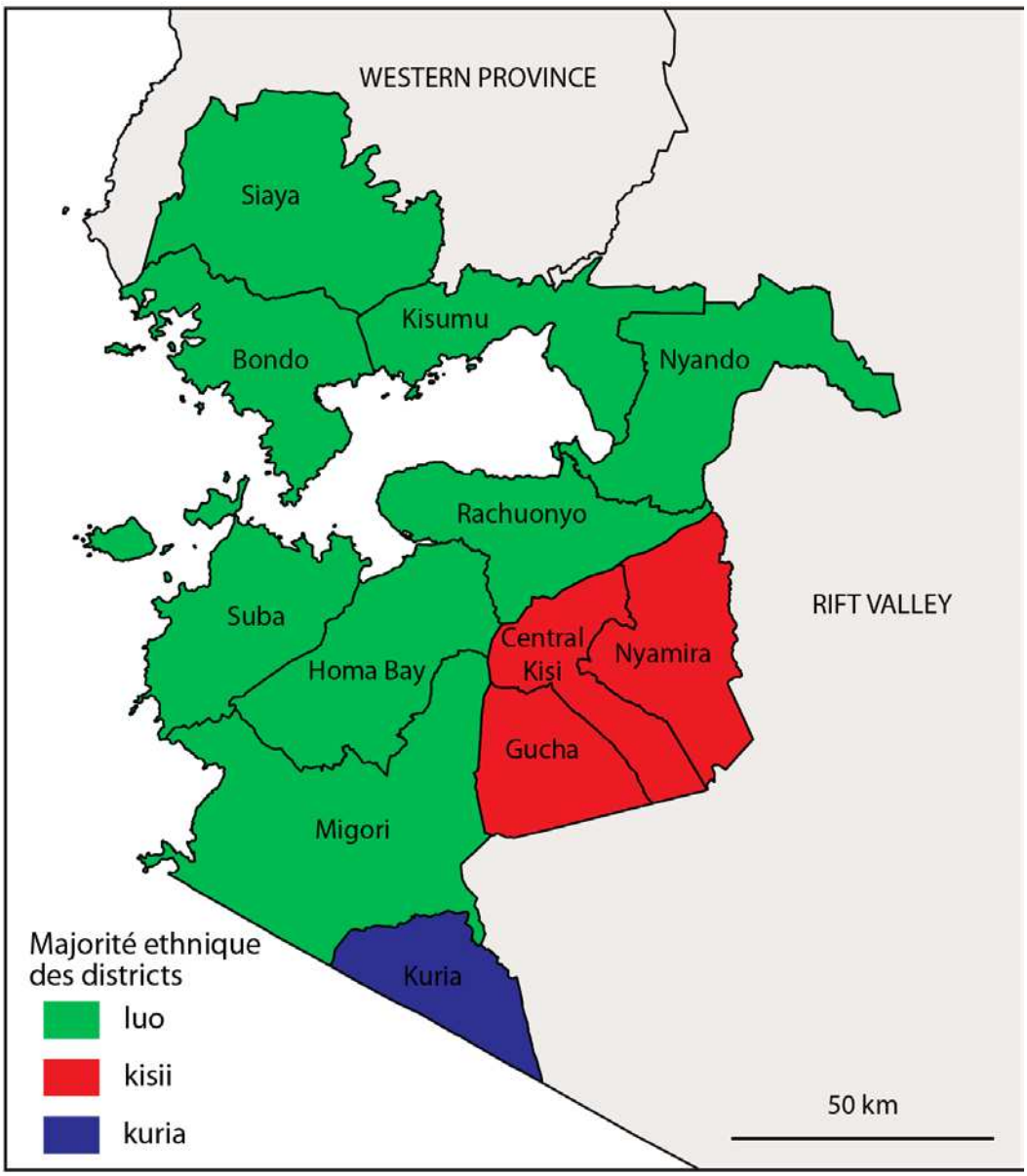
Source : *Kenya National Archives*

Annexe 8 : Carte des piny Luo



Source : Bethwell Ogot, *A history of the Luo Speaking Peoples in Eastern Africa*, 2009

Annexe 9 : Carte des districts de la Nyanza Province en 2007



Source : ArcGis.com

Annexe 10 : La compétition politique dans la municipalité de Kisumu telle que représentée dans la presse kényane à l'occasion des élections parlementaires de 2007

Cet article, publié en avril 2007 dans The Daily Nation pour suivre les dynamiques de la campagne électorale dans la circonscription de Kisumu Town East en vue des élections générales de décembre 2007, s'insère dans une série d'articles qui tentent alors de cerner les enjeux politiques internes dans de nombreuses constituencies du pays. Le journaliste dresse ici un rapport des forces claniques qui dans la compétition politique doivent aussi s'articuler le soutien des zones urbaines. Cet article nous a introduit à cette expression de « KKK » *jusqu'à maintenant très utilisée pour qualifier la politique clanique municipale, les postes électifs étant* a priori *préemptés soit par le clan* Kajulu, *soit le clan* Kisumo, *soit le clan* Kano. *De manière intéressante, cet article a manqué l'intervention de Raila Odinga et des barons régionaux de l'ODM qui ont soutenu l'ancien maire de Kisumu, Shakeel Shabbir, qui deviendra alors le nouveau* MP *pour* la consituency.

Constituency Profiles - War of Clans to Tip the Scales in Kisumu Town East

21 April 2007, by Nation Correspondent

Nairobi — Since he was first elected in 1997, Mr Eric Gor Sunguh's crowning moment should have been his chairmanship of the Parliamentary Select Committee established to investigate the 1990 murder of Foreign minister Robert Ouko.

The matter was particularly dear to Kisumu residents as the minister had served as local MP for many years until his brutal murder.

But the committee produced an inconclusive report which shed little light on one of the great political assassination mysteries in Kenya.

The only thing recalled about the team seems to be the emotional televised performances of Mr Sunguh, especially when trying to pin down Keiyo South MP and former powerful Cabinet minister Nicholas Biwott.

In a constituency where the only race is for the ODM Kenya ticket, Mr Sunguh is facing a host of challenges.

The constituency was created in 1997 when parts of Kisumu Town were merged with the former Winam constituency and renamed Kisumu Town East.

Sitting on the shores of Lake Victoria and bordering Kisumu Town West, Nyando and Muhoroni constituencies, Kisumu Town East covers the Eastern part of Kisumu Municipality.

It has the unique quality of mixing both rural and urban population. It is also home to two populous slums - Manyatta and Nyalenda.

Its indigenous clans are Kajulu and Kolua. There is also heavy presence of the Kasagam clan, especially in Nyalenda.

Mr Sunguh was first elected in 1997 on the National Development Party ticket, which in the region was as good as a through pass to Parliament.

He retained the seat in 2002 on a Narc ticket and now remains one of the favourites for nomination by the latest political force in the region, ODM-Kenya. Coming from Kajulu location with his mother born in Kolua location, Mr Sunguh has mainly played the politics of the indigenous clans against those he calls "outsiders".

This has helped him bag the Kajulu and the Kolua votes as a block. Kolua clansmen perceive the MP as their nephew and thus one of their own.

Declared interest

Five candidates have so far declared their interest in the seat all of them chasing the ODM-K ticket. Leading the onslaught will be Mr Onyango Oloo, an advocate based Nairobi. Born and brought up in the populous Manyatta slums, Mr Oloo missed out on the chance to run on the Narc ticket in 2002 due to a technicality.

His support rests mainly in the Manyatta and Nyalenda slums.

However, he is accused of being out of touch with the reality on the ground because he is based in Nairobi.

He has a huge task of turning the tide against Mr Sunguh.

Another candidate is Mr Geoffrey Obura, also a lawyer based in Nairobi, who contested on the Social Development Party (SDP) ticket in the last election after losing during the contentious Narc nominations. He hails from the Kolua clan.

Mr Peter Hongo, the Kanu candidate in the last election, is also in the race.

He received 1,058 votes in 1997 on the Kanu ticket, but with the former ruling party and LDP having united under the ODM-K banner, he feels he has as good a chance as anybody else.

He also a son of the Kolua clan and being a former teacher, hopes to benefit from the Kenya National Union of Teachers network.

Another candidate who has shown interest in the constituency is Mr Jim Roberts Agengo who performed dismally on the Ford-P ticket in the 2002 election.

He obviously suffered a great deal for being in the "wrong party", and this time will be looking for ticket that commands support in the constituency.

Mr Sunguh's opponents are already whipping up emotions about lack of development in the constituency, 80 per cent of which lies in the town.

Kondele, Kisumu's noisy downtown market, is another important feature of the constituency.

At campaign time, Manyatta, Nyalenda and Kondele slums are rich vote-hunting grounds for they are inhabited by thousands of unemployed youth, ready to run political errands for a fee.

Kisumu Town East faces a myriad of problems.

The council's poor and inadequate water supply has been a thorny issue for years. Even the establishment of the Kisumu Water and Sewerage Company has not solved the problem.

The sewerage system is a mess. For 10 years, the council has been pumping raw sewage into Lake Victoria because a broken treatment plant.

Majority of Kisumu Town East residents depend on untreated water from the lake and nearby streams and boreholes for drinking and other domestic purposes.

The town has been cited in the Government's economic survey as one of those with the highest poverty indicators.

In the sprawling slums, housing is a fiasco and most families cannot afford three meals a day. The HIV/Aids scourge and unemployment have exacerbated the situation.

A number of voters, however, claim that although they would have wanted to give Mr Sunguh a break, they are yet to see a strong, visionary and consistent candidate to challenge him.

But the politics of clans hold the key to election victory in the constituency.

Whoever will win the support of Nyalenda and Manyatta residents will have an upper hand in the contest.

Biggest challenge

These areas have a combined force of 25,700 voters, with 13,200 from Manyatta.

Kajulu, where Mr Sungu comes from, has 6,000 voters while Kibos has 2,500. Kolwa where Mr Sungu's mother hails from has about 5,000 voters.

The Manyatta/Nyalenda voting bloc will pose the biggest challenge for the candidates as they are believed to be gunning for one of their own (read settlers) since they have been voting for the Jokisumo (Kisumu people) and Jokano (those originally from Kano) for a long time.

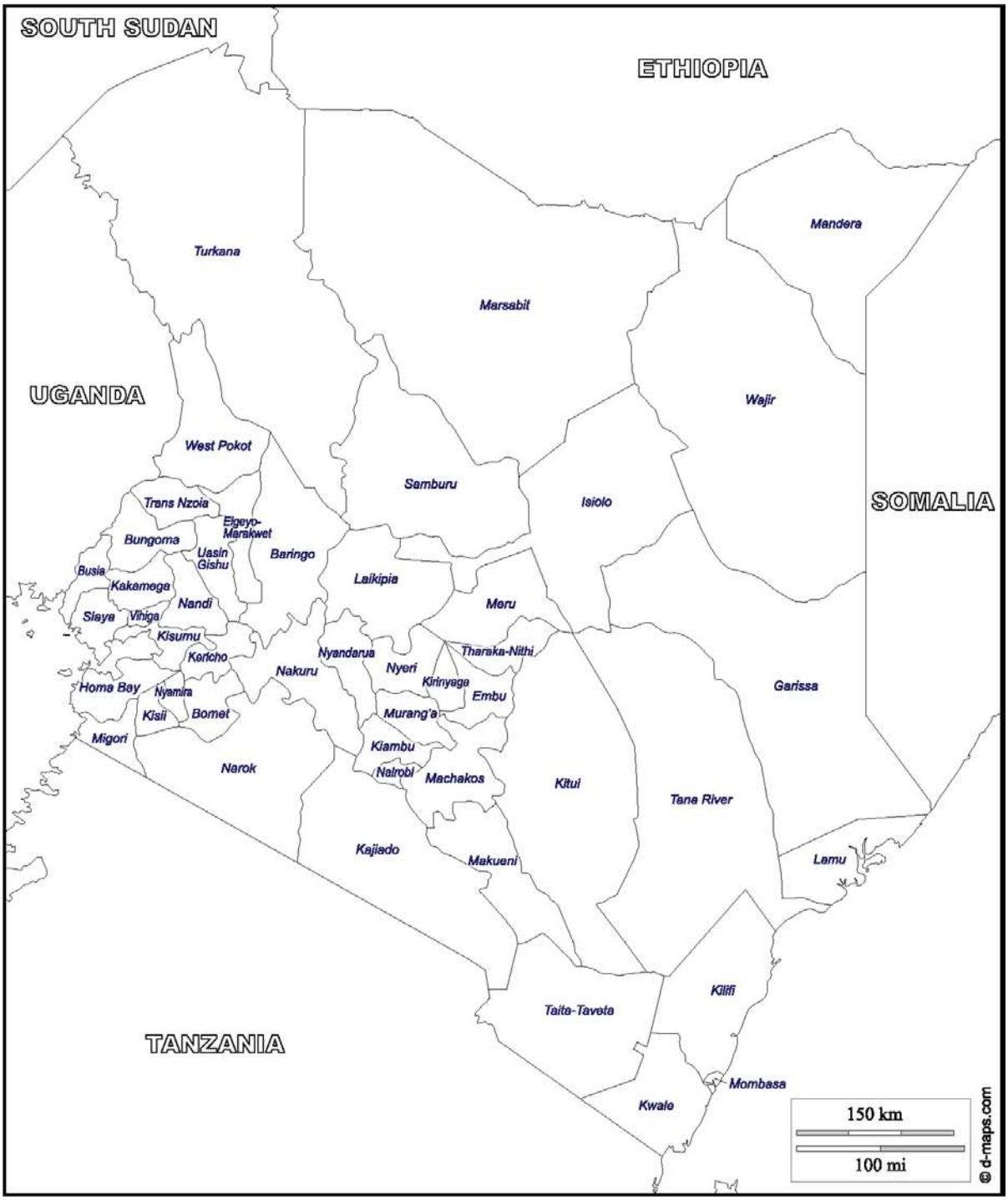
The KKK clan factor (Kajulu, Kano and Kisumo) will dominate the campaigns.

Candidates like Mr Oloo, born in Manyatta, with roots in Ugenya and who settled in Nyalenda, are likely to give Mr Sunguh a run for his money.

Pundits, however, say the newcomers can only underrate Mr Sunguh at their own peril.

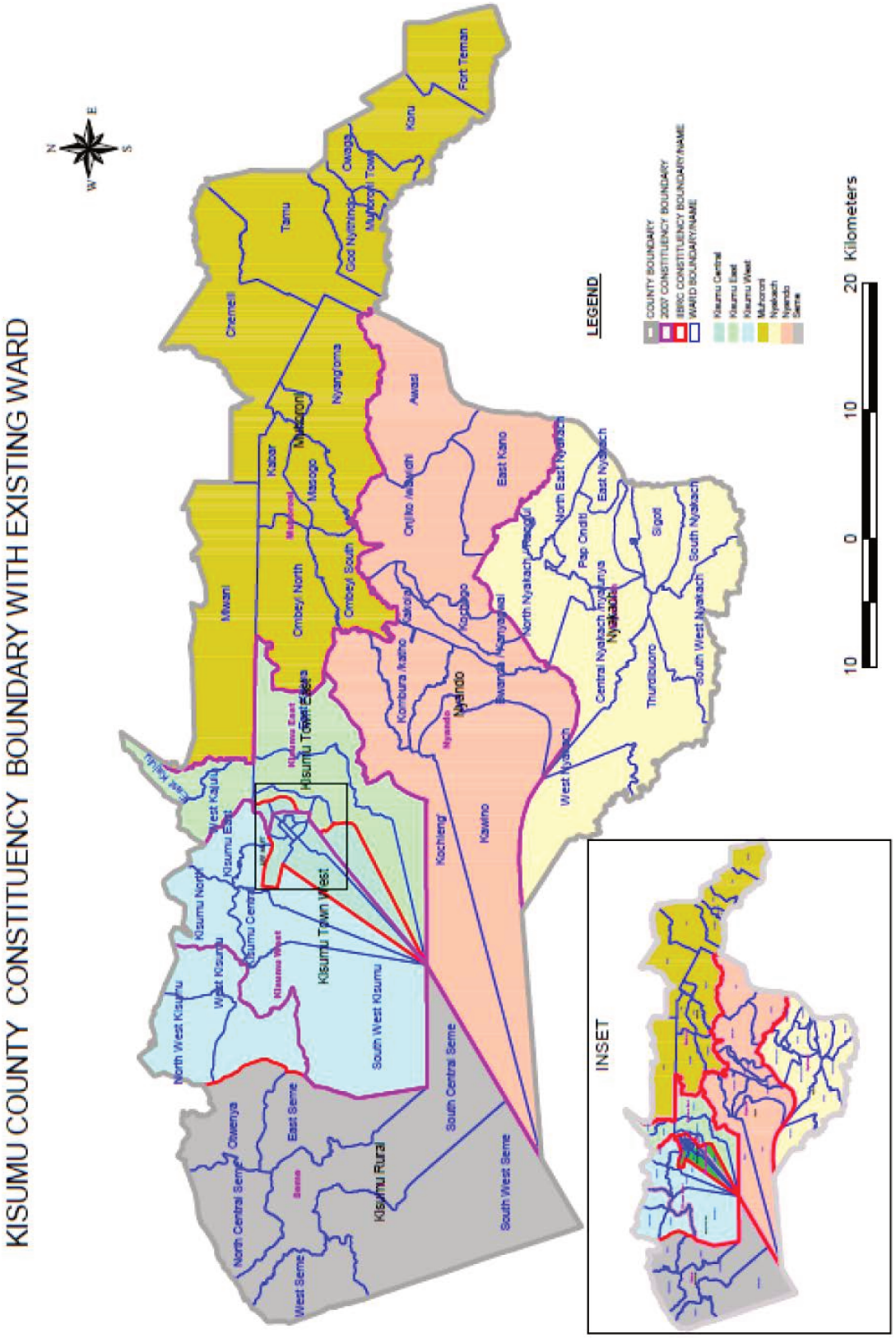
The MP is deeply entrenched on the ground and not expected to be easily shaken.

Annexe 11 les 47 *counties* du Kenya



Source : d-maps.com

Annexe 12 : Les *wards* du Kisumu County selon l'IEBC



Source : *Preliminary Report on the First Review Relating to the Delimitation of Boundaries of Constituencies and Wards*, IEBC, janvier 2012

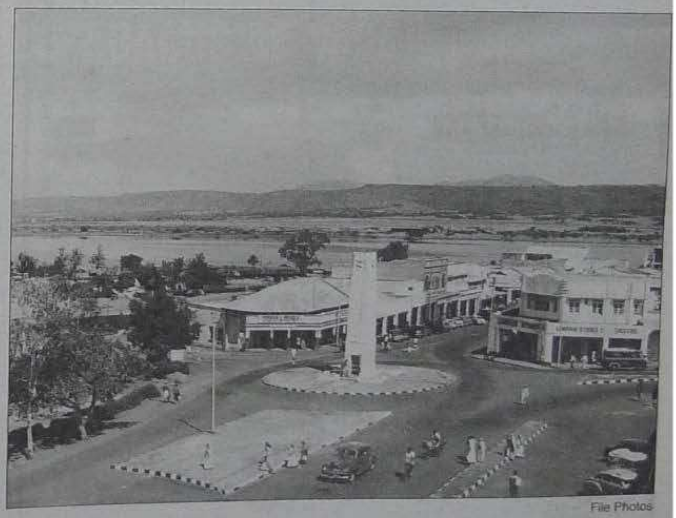
Annexe 13 : discours historique sur la ville lors du centenaire de Kisumu

Milestones in the growth of the town

Kisumu District is in Nyanza Province and borders Nyando District to the east, Nandi District to the northeast, Vihiga District to the north, Siaya District to the northwest, Bondo District to the west and Nyachuonyo District to the south.

The district covers a total area of 918.6 sq. km. and has four administrative divisions, Winam (municipality), Maseno, Kombewa and Kadibo divisions.

The municipality has two parliamentary constituencies - Kisumu Town West and Kisumu Town East - and 17 civic wards.



File Photos

Historical evolution of Kisumu

July 1899 - Development plan for the town of Kisumu that included wharves along the northern lake-shore - near airport road and government buildings and retail shops was drawn.

May 1900 - Another plan was drawn and the first allocation of plots was done to European firms and Asian traders who had come to Kisumu on contracts to Uganda Railway and had decided to settle. The plans included a flying boat jetty, and other government departments with boats.

October 1900 - Lake Marine services

October 1900 - Lake Marine services were installed with the maiden sail of the 62 tonne ship "*Mackinnon*" to Entebbe.

December 1901 - The railway line from Mombasa reached Kisumu terminus.

February 1902 - The railway line opened for goods and passengers traffic.

In 1903 - The town boundaries were gazetted and some 12,000 acres including water was set-aside for the town's development.

In the period 1902-1903, some notable construction occurred such as the former DC's house that today houses the State Lodge, The Old Prison that today houses administrative police lines.

The town was basically a railway terminus and a lake port for many years. It evolved into a trading and major port connection between Uganda and Mombasa, later expanding to accommodate trade with Tanzania.

After 1918, Kisumu grew to a collection centre for a variety of goods produced throughout the surrounding region, a position it holds to-date.

These goods included maize, cotton, groundnuts, simsim, hides and skins. Goods from Kisumu were distributed to other trading centres in the area namely, Luanda, Yala, Mumias, Kakamega, Maragoli, Kendu bay, Kisii, Homa Bay among others.

● 1912 - The National Bank of India opened in Kisumu followed by Standard Bank in 1918 and Barclays Bank in 1937 and Bank of Baroda in 1959.

The 1930's saw many developments with the building of government houses, private houses including the present Post Office and Nyanza Picture Palace.

CONTINUED NEXT PAGE

FROM PREVIOUS PAGE

In 1947/48 East African Power and Lighting installed electricity power in Kisumu Town.

In 1957 the Central Square was designed and developed creating a distinctive feature in the town.

Other buildings constructed in this period include the law courts, Town Hall, and Municipal Social Centre, Luo Building (Ofafa Memorial Hall, The Roman Catholic Church at Kibuye, temples and mosques had been constructed earlier.

In 1940 the town was elevated to a Municipal Board Status

In 1960 the board was elevated to municipal council.

The early to mid-1960's saw the first urban management challenges, in the form of acute shortage of employment opportunities, housing, shops and offices, in Kisumu.

● 1965 - Establishment of the giant Kisumu Cotton Mills, which was sponsored by Khatau Group of India jointly with the Development Finance Company of Kenya Limited.

● 1967 - Kenya Industrial Estates was set up to promote small scale industries.

The late 1960's saw the development of other sectors of the economy of the town that has continued to date.

From the time of its elevation to a municipal council in 1960 the local authority has been headed by the following mayors:-

● 1960-61 - S. Everett (the first Mayor of Kisumu)
● 1961-65 - M. P. Ondiek (the first African mayor of Kisumu)
● 1965-68 - Grace Onyango (first African woman mayor in Kenya)
● 1968-69 - Samson Odoyo
● 1969-72 - Joel Omino
● 1972-74 - W. G. Okalo

File Photo

Central Bank of Kenya offices in Kisumu town

● 1974-78 - G. H. Ololo
● 1978-80 - Chairman Vincent Too (Municipal Commission of Kisumu)
● 1980-83 - E. O. Gumbe
● 1983-85 - Nick Dere Omolo
● 1985-87 - Walter George Okalo
● 1987-90 - George H. Ololo
● 1990-92 - Chairman Samuel Onyango Ayodo (Municipal Commission of Kisumu)
● Feb-Oct '92 - Chairman L. Walter Oselu Nyalik (Municipal Commission of Kisumu)
● 1993-97 - Lawrence Akinyi Oile
● 1997-00 - Francis Ogendo Ponge
● 2000-to date - Shakeel Ahmed Shabbir

Services provided by the Kisumu Finance, Staff and General Purposes Committee:

The departments which fall under this committee are entrusted with staff recruitment, development, discipline, financial generation, utilisation, civic matters, general administration,

Source : "Milestones in the growth of Kisumu", *The Nation*, 15 décembre 2001

Annexe 14 extraits du discours présidentiel de Daniel Arap Moi à l'occasion de l'ouverture des célébrations du centenaire de Kisumu

Votre Excellence, Président Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République Unie d'Ouganda

Votre Excellence, Président Benjamin Mpaka, Président de la République unie de Tanzanie

Chers invités, chers compatriotes,

Cela me donne beaucoup de plaisir de vous accueillir tous pour commémorer cette occasion de bonne augure marquant les cent ans d'existence de Kisumu, l'arrivée de la voie de chemin cher Kenya-Ouganda à Port Florence, comme Kisumu était alors connue.

Il y a cent ans, Florence Preston, la femme de l'ingénieur en charge de poser les éclisses, martela le dernier clou des 920 kilomètres de la ligne de chemin de fer alors surnommée la « Lunatic Line » par le Ministre des Affaires Etrangères d'alors, Lord Curzon. C'était la ligne précurseur de la *East African Railways and Harbours Corporation*.

Il est inscrit dans l'histoire que parmi les déclarations de la fameuse Conférence de Berlin de 1886 il y avait l'engagement de développé l'arrière-pays africain par le moyen de a construction d'une voie de chemin de fer. […] la construction du chemin de fer ouvrit le commerce non seulement entre le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, mais aussi avec le reste du monde. […]

Avec l'arrivée du chemin de fer, Kisumu est devenue un lien important entre lien dans la région. En effet, jusqu'à la fin des années 1970, cette ville était le hub commercial incontesté de l'Afrique de l'Est, du fait de sa position et de sa proximité avec Entebbe et Jinja en Ouganda ; et Mwanza, Musoma et Bukoba en Tanzanie. Cependant, la séparation et la division de l'*East African Railways and Harbours Corporation*, en conséquence de la désintégration de l'*East African Community* en 1977, Kisumu a perdu sa position stratégique unique.

Malgré tout, l'importance de Kisumu peut être restaurée à travers l'intégration régionale via le Lac Victoria. Le Lac est un facteur d'unification important pour les trois pays est-africains. Il ne fournit pas seulement un lien vital entre en termes de culture et de communication, mais supporte aussi des millions de personnes qui en sont dépendantes. C'est un héritage commun qui doit être protégé. […]

Cette occasion historique du centenaire de Kisumu nous donne l'opportunité de réfléchir sur l'importance de l'intégration régionale en tant que moyen de dépasser les challenges posés par la mondialisation. Le monde en effet devenu un village global, mais un village différent de celui dans lequel nous avons grandi et que nous connaissons.

Alors que les villages en Afrique étaient arrangeants pour les faibles, les pauvres et les orphelins, le village global d'aujourd'hui est assailli de nombreux défis sociaux, politiques et économiques. Les économies faibles en Afrique encourent un risque réel de marginalisation […] Avec la renaissance de l'*East African Community,* les perspectives d'une grande expansion du commerce ont été ouvertes, et les opportunités de commerce lacustre sont énormes. […] Le Lac Victoria et son bassin forment une zone économique stratégique majeure pour la région de l'Afrique orientale et centrale.

Le bassin du Lac est béni de ressources naturelles abondantes […] Il offre un fort potentiel agricole […] Si pleinement exploité, le bassin du lac devenir réellement autosuffisant. A cet égard, nous accueillons favorablement l'initiative de l'*East African Community* en collaboration avec la *Swedish International Development Agency* (SIDA) de développer une stratégie de développement du Lac Victoria […]

Source : http://www.statehousekenya.go.ke/speeches/2001151201.htm (consulté le 18/02/2012). Traduit de l'anglais par nos soins

Annexe 15 : Un discours « anti-Raila » publié dans la presse kényane à propos de la parution en 2013 de son autobiographie

Joyce Nyairo est professeure de littérature à la Moi University, spécialiste de culture populaire urbaine est-africaine. Investie dans le débat public kényan et contributrice régulières des pages « opinions *» du* Nation*, elle dresse dans la tribune qui une critique engagée et polémique de la biographie de Raila Odinga parue en 2013*, The Flame of Freedom. *Ce texte nous parait digne d'être reproduit pour plusieurs raisons. Déjà, il démontre l'immense potentiel polémique qui entoure la figure de Raila Odinga, adoré autant que détesté. L'homme et sa vie sont l'objet d'un débat incessant dans le champ politique kényan. Ensuite, dans la multitude des discours critiques dont Raila est l'objet, ce texte nourrit la polémique en adoptant une posture savante, qui par la critique discursive et biographique propose une lecture informée de la trajectoire d'accumulation qu'a pu suivre Raila et sa famille, ancrant leur parcours dans une relation intime – et non une opposition – avec les sphères et dynamiques de l'Etat (néopatrimonial).*

What Raila did not tell you in his new book

8 November 2013, by Joyce Nyairo, cultural analyst

Was The Flame of Freedom intended to (re)brand Raila Odinga as the intellectual custodian of our nation's pro-democracy struggles? The photographs he selects, the stories he tells, the way he tells them and the stories that he does not tell, seem to establish Raila as the authority on the making of Kenya.

Raila's story gives clear justification for the constitutional changes that this country finally made. It is a must read for those who never experienced — and those who would so carelessly forget — the terror of a dictatorship where sycophancy, fear and silence reigned supreme.

A key theme in the book is, "the government's long vendetta against the Odingas". But for all the evidence that Raila mounts to prove this point, he simultaneously supplies enough information to refute the truth of his *tumeonewa* refrain. A few examples suffice.

GREAT OPPORTUNITIES

With his father out in the political cold, Raila was employed at the University of Nairobi, a government institution headed by Dr Josephat Karanja.

Raila's consulting firm, Franz Schinies and Partners, got a contract to "*install a liquid petroleum gas tank at [Jomo] Kenyatta's farm in Gatundu*".Raila and Franz registered Standard Processing Equipment Construction and Erection (Spectre), got a loan and premises from the Kenya Industrial Estates, a wholly owned government body.

After his first detention, Raila negotiated funding from Industrial Development Bank, another government institution. Through Kenya Railways and the Ministry of Works, the government facilitated the testing of Spectre's gas cylinders, leveraging their acceptance by international oil companies.

Raila says the idea of setting up a local standards body was his, driven by the challenge of getting Spectre's LPG cylinders certified in the UK.The Jomo government embraced the idea, appointed Raila to the position of Group Standards Manager in the newly formed Kenya Bureau of Standards.

He rose to be Deputy Director in 1978, a job he held until 1982 when the Moi government detained him over his role in the coup.Raila served as secretary and later vice-chairman of the Nairobi Branch of Kenya Amateur Athletics Association (p.334) and he travelled abroad many times with national teams, representing Kenya.

In the Jomo years, when Jaramogi had problems servicing a foreign currency loan from TAW Leasing International for the purchase of 12 buses for his Lolwe Road Services, he obtained a shilling-based loan to pay off TAW from National Bank of Kenya then headed by Stanley Githunguri.

Dr Oburu Odinga was employed in the Ministry of Planning in the Jomo era. By 1994, he had risen to be the Provincial Planning Officer in Western. The acquisition of the Kisumu Molasses Plant gave Raila 283 acres

in Kisumu town for a well-below market rate of Sh13,100 per acre. Maybe the Kenyatta and the Moi governments facilitated the commercial ventures of the Odingas to keep them from aspiring for high political office.

Still, the reality of all these opportunities negates the argument of government waging an all-out vendetta.

LAND QUESTION

The position of the Odingas on the land question is logically inconsistent. In the 1950s, Jaramogi donated land for the building of Nyamira Primary and Nyamira Girls schools in Bondo.

Though Raila is vague about the exact purchase dates and the distinctions between the properties, he nonetheless mentions several tracts of land owned by Jaramogi aside from his Bondo home—150 acres at Opoda Farm, 550 acres in Tinderet purchased through an Agricultural Finance Corporation (AFC) loan after independence, 700 acres at Soba River Farm and an undisclosed acreage at Great Oroba River Farm in Muhoroni.

And then there is the sketchy matter of the Lumumba Institute in Ruaraka. Jaramogi and Jomo were joint trustees.Bildad Kaggia, Achieng' Oneko, Pio Gama Pinto and others were board members. Funded by Russia, the institute functioned for just one year before closing in 1965, a victim of Jomo's pro-west politics. How did the property end up in the Odinga portfolio? Raila just says, "*we still had the premises…which we rented out, though the returns were paltry*".

Raila emphasises that Jaramogi left Kanu to form KPU because he was "i*ncreasingly critical of the widespread land-grabbing that characterised the first independent Kenya government's activities*".But Raila's knowledge on the land question is dogged by fundamental factual errors.

He says, "*[w]ell connected families acquired land in the early 1960s through the Settlement Transfer Fund Scheme, a brainchild of Kenyatta and his cronies soon after Independence*".

No such fund existed. The Land Development and Settlement Board was established in January 1961, a precursor of the Settlement Fund Trustees (SFT) launched on June 1, 1963. […]

Jaramogi was in Mombasa in 1981 when he called Jomo a "land-grabber". Though he apologised later, that comment angered Moi so much that Jaramogi was shut out of that year's Bondo by-election, the 1983 and 1988 General Elections.

So what makes one a land-grabber? Is it the extent of the acreage, the manner of purchase, location outside your "ancestral" home, the source of the funding, the time of purchase (pre-versus post-independence) or a varied mixture of all these factors? The Flame of Freedom gives many insights into Raila's character.

[…]

Interestingly, Raila never sees his own proclivity for congregating with Luos in ethnic terms—during his stint at UoN and in the organisation of the 1982 coup.

This book is structured in a way that spares Raila censure over his contentious choices. The acquisition of the Kisumu molasses factory and co-operation with Moi's Kanu provide two apt examples.

The chapter on the acquisition of molasses is strategically sandwiched between the Ouko Inquiry and the 1992 General Election so that our shock and fears over the heinous murder of Ouko influence us to see the resuscitation of the molasses factory as a just cause.

Raila does not tell us that he acquired this factory as he took NDP to Kanu and Moi appointed him Minister for Energy.

BLURRED CHRONOLOGY

Raila employs a similar technique of blurred chronology to introduce co-operation. He begins by tracing "*Jaramogi's ideas [which] were sound and well-intentioned*". Before we can interrogate this statement, we are plunged into Jaramogi's death and what is possibly the most endearing chapter in the book.

By the time Raila resumes the story of co-operation — which happened eight years after Jaramogi's death —– we are still reeling from the profound sorrow and sympathy over the senior patriarch's passing.

[…]

MEMOIR OR AUTOBIOGRAPHY?

When does a work cease to be a memoir and become an autobiography? A memoir allows you to operate at the level of feeling, narrating

things as you remember them, perhaps about a single event or period and with no need to qualify a sentiment. Raila does this many times, like when he relates the fall-out in Ford-Kenya by glibly saying "*it remains my conviction that Wamalwa's bodyguard and personal assistant were drafted in and also that 12 delegates …were switched*".

He borders on rumour and hearsay with the frequent "*we were told*", "I had received information".

Autobiography compels you to do the homework and give us the facts. To tell the story of Luo genealogy; of KPU's emergence when he was studying in Germany and of events during his detention and exile years, Raila's biographer does the research. She relies heavily on press accounts for the period 1982-1992.

Aside from these tensions between remembering and researching, this work raises an even bigger question on the politics of memory.

Memory is as much collective as it is individual. People in positions of authority—politicians, academics, and cultural workers including the media—shape and reinforce the ways in which society remembers.

Raila's memory often fits into a well-honed collective position. His account of Jomo's October 1969 visit to open New Nyanza Hospital in Kisumu strikes one as the familiar provincial version, different from the State's (sub)version of that day.

Raila arrived in Kisumu from Europe via Uganda the day before Jomo's scheduled visit. Before going to the hospital, he went to Kondele "getting a feeling of the atmosphere as the crowds awaited Kenyatta's arrival".,He remembers the crowds shouting the KPU slogan "dume" as Jomo waved his flywhisk and then he started hearing gunshots and screams.

By other accounts in the press, Jomo was met by "*organised gangs of youth shouting ndume…stones were lobbed at the presidential dais…the presidential bodyguards opened fire …a stampede ensued and many were trampled*".

This was a defining moment of rupture from government for the people of Kisumu who lived under a dawn-to-dusk curfew and bore the pain of an official death toll of 11 that contradicted their own account of 100 dead, including children.The event clearly shaped the discourse of exclusion and victimisation among the Luo.

Surprisingly, Raila does not recount the events of October 29, 2005 when Raphael Tuju tried to hold a rally in Kisumu in support of the Wako Draft Constitution, yet the incident mirrors closely the events of New Nyanza 1969. Officially, four people died from gunshots, 30 were wounded. Raila outlines the power of the Odingas in determining elections in Luo Nyanza.

Even when they have had serious doubts about the integrity of a person, as in the case of their in-law Otieno Ambala, they have never shied away from using their clout to get someone elected.

[…]

Still, it is rare to come across a biography like this one that relates no regrets, no pensive second thoughts on old choices. Where there have been mis-steps or dodgy decisions, they are swiftly blamed on others.

A particularly amusing example is the failed cheaper maize flour scheme for those with low income. Raila says "*government officials spoiled it*" instead of admitting to its illogical socio-economics or, with the benefit of hindsight, debating how the scheme might have been run differently.

TAKING TOO MUCH CREDIT

It is easy to conclude that Raila takes credit for far too many things, not least the famous "Kibaki Tosha" which, truly, came at a time when Raila and his group of New Kanu rebels had nowhere else to go and no choice but to endorse a decision that Wamalwa, Kibaki and Ngilu had already arrived at.

By their very definition, autobiographies are about making the subject the centre of gravity.

Raila, therefore, dims the contributions of party leaders like Mboya, Fred Gumo, Mwai Kibaki and Ronald Ngala all of whom represented constituencies outside their ancestral homes long before Raila did so in Langata.

He diminishes the ideas of his colleagues at the Kenya Bureau of Standards; of Ufungamano and other actors in the constitution-making

process, and by-passes the genius of the technocrats who turned his Lapsset, Prime-Minister's Round Table Forum and Special Economic Zones into memorable successes.

He is a rare lecturer who has no memory of a single one of his former students and a hard-hearted friend who seems to deal too casually with the disappearance of his business partner, Franz, with whom he had a disagreement.This is a story of courage and determination but in the end, it fills one with an overwhelming sense of pity.

The humiliation that Raila has suffered is partly in the brutality of detention, so he gives very few details of his second and third stints therein.Understandably, there is an even more harrowing pain. You hear it in the number of times Raila reports, "[they] attacked Jaramogi".

PRESIDENT FOR JUST ONE DAY

The weight of his father's unfulfilled dreams is evidently on Raila's shoulders as he leaves out the revelations of Jaramogi's confidant, Odinge Odera, about Jaramogi's "sulking" reaction to Moi's ascension to the throne upon Jomo's death in 1978.

Similarly, Raila does not recount the sad public plea Jaramogi made to Moi in Bondo shortly before his death when he asked Moi to leave him the president's seat for just one day.Though Raila's book ends with a bold vision for high Pan-African ideals, it is still the story of a man (and his father) who has lit so many fires, but one who has yet to warm himself at the ultimate hearth in State House.

So I echo Obasanjo's Foreword in saying, *"I am looking forward to reading the rest of the Raila story*".

Dr Nyairo is a cultural analyst.

Annexe 16 : La compétition politique pour le nouveau poste de gouverneur telle que vue un contributeur du site Jaluo.com

Deux ans avant les élections générales de 2013, de nombreux compétiteurs politiques avaient déjà manifesté leur intérêt pour les nouveaux postes électifs de la nouvelle structure politique du Kisumu county qui allaient être mise en place en 2013. Ici, cette compétition politique est une nouvelle fois comprise par le jeu des alliances et les capacités financières des candidats, sans aucune référence au rôle des zones urbaines et des jodak *dans cette compétition.*

Race For Kisumu County Governor Gets Hotter

By Jeff Otieno , 14 April 2011

Daggers are already drawn for the Kisumu County Governor seat following the declaration of Mumias sugar sales Executive Simon Hongo.

Hongo aged 40, is a native from Kogony clan and enjoys fanatical youthful following courtesy of his rapport and sound financial muscle.

For the last couple of years he embarked on a vigorous fundraising campaign trying to build schools, Churches and has extended his Olive branch to over 50 bright but destitute students in Kisumu and its environs.

Observers argue that the bespectacled sales executive will be a force to reckon with in the race considering that he is closely associated and a brainchild of the revered Mumias sugar chief Executive Dr.Evans Kidero.

The duo according to observers have literally turned Mumias Sugar Company into unrivalled profit making outfit, thanks to their managerial approach which is an ingredient required in a county like Kisumu.

He will however have to contend with the resilience of 47 years old insurance consultant Simon Ogendo. Ogendo has a masters Degree from one of the prestigious universities in London (City University), he is a fellow of chartered insurance institute London, a chartered insurer with entrenched business links in London.

Ogendo hails from Kasagam clan and is the son of one of the most respected Kisumu Mayor the late Ogendo Ponge. It's from this political background which has really catapulted his stature a head of the duel.

Wealthy 42 years old Mombasa based business magnet Polycap Ocholla Kamili is also in the ring to be watched.The oil magnet cum property tycoon is said to have also put strong structures in the ground and according to his admirers,its only a question of time to prove that.

Ocholla hails from Nyakach constituency but has settled in Koru-Muhoroni constituency.He has got business outlets in all the three constituencies out of the six which makes up the Kisumu county.Kisumu county has got six constituencies namely Kisumu Rural,Kisumu East Kisumu West Nyando Nyakach and Muhoroni.

Other hopefuls are former Managing Director of Portland Cement John Otieno Nyambok who is a sojourner in Kano but with original roots in Ugenya Kager clan Siaya County.

Before his unceremonious exit in Portland Cement, Nyambok worked briefly with Smithklime Beecham Pwani oil and as a receiver Manager of Muhoroni Sugar Company.During his tenure at Portland Cement, most of his cronies whom he tried to empower were from his place of origin of Ugenya Kager , a move which has impacted negatively on his bid according to political pundits.

To crown the list is Jack Ranguma who also hails from Kano clan and a former commissioner with Kenya Revenue Authority (K.R.A)

Ranguma is a down to earth man but pundits opine that he should move a notch higher by shelving his tower kind of attitude if he's to triumph.

Source : http://blog.jaluo.com/?p=13330

TABLES DES MATIERES

Résumé **1**

Sommaire **2**

Remerciements **4**

Liste des Acronymes **7**

Lexique des termes dholuo et swahili **8**

Brève chronologie politique de l'histoire kenyane **10**

Cartes de localisation **12**

INTRODUCTION **17**

1. Avant-propos : Itinéraire de recherche 17
2. Ouverture : une lecture scalaire des violences post-électorales de 2007-2008 à Kisumu 19
   - 2.1. Les déterminations de la géopolitique nationale postcoloniale 20
     - *2.1.1. L'injustice historique de la marginalité Luo* *20*
     - *2.1.2. Violence ethnique et espace urbain* *23*
   - 2.2. Une lecture locale des violences 25
     - *2.2.1. De la division ethnique à la division sociale* *25*
     - *2.2.2. Les violences comme révélateurs de divisions géographiques de l'espace municipal* *29*
   - 2.3. Kisumu, les violences et le monde. 34
3. Kisumu à la croisée des échelles : problématique pour une thèse 38
   - 3.1. Les échelles au centre du questionnement 38
   - 3.2. Interroger l'émergence de Kisumu en tant qu'interface localisée au monde 40
   - 3.3. La ville, le monde, l'Etat, le pays Luo : contextualisation des relations scalaires 45
     - *3.3.1. Kisumu dans le monde* *45*
     - *3.3.2. Composition et décomposition géographique de l'Etat* *46*
     - *3.3.3. « A qui appartient la ville ? » : les conflits d'échelles dans la formulation de l'identité Luo* *49*
4. Méthodologie pour la mise en œuvre 51
   - 4.1. Une « monographie multiscalaire » de Kisumu 51
   - 4.2. Géographie de plein-vent / géographie de cabinet 52
     - *4.2.1. La pluralité des « cabinets »* *52*
     - *4.2.2. Côté plein-vent : les médiations de la recherche* *53*
5. Déroulement de la thèse 58

CHAPITRE 1 : La situation de Kisumu dans l'Empire britannique : la contingence de la localisation d'un « spatial fix » colonial 61

Introduction 61
1. « Où il ira, nul ne le sait » : contingence dans la genèse d'une interface impériale.... 64
1.1. Kisumu dans l'espace stratégique impérial..... 64
1.2. Contingence de la localisation de Kisumu..... 66
2. La centralité régionale de Kisumu dans l'espace logistique est-africain 68
2.1. La situation de Kisumu dans la géographie de la mise en valeur coloniale..... 68
2.2. Un centre portuaire d'échelle régionale..... 69
2.2.1. Kisumu et les processus d'intégration régionale coloniale..... 72
2.2.2. La minorité indienne, acteur du rayonnement régional..... 73
2.2.3. Point d'étape dans les routes de l'Empire..... 73
3. Relative fragilité d'une localité coloniale 76
3.1. La perte d'une situation de monopole spatial : évolution de l'espace logistique est africain..... 77
3.2. Une inégale insertion dans le monde coloniale : une position dominée..... 78
3.3. Pérennité de la position régionale de Kisumu..... 80
3.4. Crépuscule colonial : vers le développement d'une autonomie locale et les incertitudes de l'indépendance..... 81
Conclusion..... 82

CHAPITRE 2 : Les échelles de la « construction » et de la « formation » de l'Etat local colonial..... 85

Introduction 85
1. La construction locale de l'Etat bifurqué : Kisumu et le *urban-rural divide*..... 87
1.1. Les logiques du dual mandate : le développement séparé et la division institutionnelle ville / campagne 87
1.1.1. Les cadres généraux du Dual Mandate..... 87
1.1.2. Les cadres généraux de l'Etat bifurqué au Kenya 89
1.1.3. La place de la ville dans la construction de l'Etat bifurqué : des townships aux municipalités 92
1.1.4. La particularité de Kisumu : une ville au milieu de la Réserve..... 94
1.2. Les stratégies spatiales de la définition du domaine urbain..... 97
1.2.1. Le bornage restrictif du domaine urbain..... 97
1.2.2. La présence africaine à Kisumu Township : contrôle et ségrégation 99
1.2.2.1. Les cadres généraux de la ségrégation urbaine 101
1.2.2.2. Les Africains au sein du township 104
2. Kisumu et son arrière-pays au-delà des dualismes spatiaux : esquisse d'une situation urbaine coloniale 111
2.1. L'urbanisation dans la campagne et la construction d'un paysage péri-urbain ... 111
2.1.1. Le paysage et ses logiques socio-culturelles 112
2.1.2. La diversification sociale des franges péri-urbaines..... 117
2.1.3. Pas complètement urbaine, pas complètement rurale : la fondation d'une « communauté » 119
2.1.4. Les difficultés et incomplétudes du pouvoir colonial dans le gouvernement de la ceinture périurbaine..... 122
2.2. Historicité de la division ville campagne : la refonte d'un dualisme..... 123
2.2.1. Le « problème périurbain »..... 123

2.2.2. La dimension urbaine de la « Seconde occupation coloniale » 124
2.2.2.1. Les refontes de la géographie institutionnelle 126
2.2.2.2. Projet de citadinisation et ses limites 127
2.2.2.3. La ville à la campagne ? 130
3. Kisumu, métropole africaine ? 131
3.1. Les facteurs de polarisation régionale autour de Kisumu 131
3.1.1. « Tous les chemins mènent à Kisumu » 133
3.1.2. Les indiens, principaux animateurs du commerce et de l'économie régionale 135
3.2. D'un relai du pouvoir colonial à la construction du nationalisme luo : l'inflluence de Kisumu sur la société luo 136
3.2.1. La diffusion de la chaine du pouvoir colonial 136
3.2.2. Un espace métropolitain de la formation des élites africaines 139
3.2.3. La ville dans la construction d'un nationalisme luo 144
Conclusion 147

CHAPITRE 3 : Géopolitique postcoloniale de l'espace municipal à Kisumu 149

Introduction 149
1. Kisumu et les « bienfaits de l'indépendance » : la tentative de modernisation de l'espace municipal 150
1.1. L'africanisation de la municipalité coloniale 150
1.2. Une soif de développement 153
2. L'extension des frontières municipales : changement d'échelle de la ville et ruralisation des enjeux municipaux 156
2.1. Logiques technocratiques et planificatrices de l'extension 156
2.2. Les conséquences de l'extension des frontières sur les pratiques spatiales des espaces intégrées à la municipalité 161
2.2.1. L'écart à la topographie 161
2.2.2. la formulation « d'un droit au village » dans les sublocations rurales de la municipalité 162
2.2.3. Le contrôle difficile de la pluralité des usages spatiaux dans les quartiers non-planifiés 168
3. Les bases sociales duales du pouvoir municipal, entre « autochtonisation » de la structure du pouvoir municipal et représentation des intérêts des *jodak* 172
3.1. Le développement des unités administratives et politiques au sein des nouvelles frontières municipales, un moteur identitaire 173
3.1.1. Les circonscriptions électorales locales (wards) et la maille administrative de l'Etat déconcentré 173
3.1.2. Les circonscriptions parlementaires 179
3.2. La représentation des intérêts des jodak urbains et labilité de la géographie électorale : les circulations du pouvoir dans la municipalité de Kisumu 181
3.2.1. La refonte de la géographie électorale de 2012, ou la séparation des terroirs politiques entre urbanité et ruralité 181
3.2.2. Logiques géographiques de la représentation politique des jodak 183
3.3. Une typologie des forces politiques municipales 190
3.3.1. Logiques aménagistes et planificatrices 190
3.3.2. Les revendications de l'autochtonie 190
3.3.3. Les jodak et la représentation au centre-ville des intérêts des acteurs de l'économie informelle 192

4. Les pratiques funéraires à Kisumu : un révélateur des enjeux de la géopolitique municipale 194
4.1. Conflits sur le lieu d'inhumation : le cas de Joel Nyaseme 195
4.2. Espace de l'étrangeté, espace de l'attachement 198
Conclusion 202

CHAPITRE 4 : Déclin ou insertion de Kisumu dans l'espace national ? la dimension multiscalaire d'un néopatrimonialisme urbain 205

Introduction 205
1. Violences, marginalité et déclin. Trajectoire urbaine postcoloniale d'une périphérie politique dans l'espace national 208
1.1. Kisumu dans le martyrologe luo : le « Kisumu Massacre » du 25 octobre 1969 208
1.1.1. Les échelles de l'Etat néopatrimonial au Kenya 208
1.1.2. Le *Kisumu Massacre* du 25 octobre 1969 à la croisée des échelles 211
1.1.2.1. Le récit des évènements 211
1.1.2.2. Le « Russia Hospital » et la lutte pour le monopole des ressources de l'extraversion 212
1.1.2.3. Coq contre taureau : l'insupportable alternative nationale 213
1.1.2.4. Le Kisumu Massacre et la solidification de l'identité politique luo 213
1.1.3. Le *Kisumu Massacre* et la mémoire collective luo 214
1.2. La spécificité de Kisumu dans l'espace national : une ville rebelle et pauvre 216
1.2.1. La « réputation d'une ville » : violence et sédition 216
1.2.2. « A mauvaise politique, mauvaise vie » : la marginalisation de la ville dans le développement national 220
1.3. « La gloire perdue » de Kisumu : la dimension urbaine d'un discours du déclin luo 224
1.3.1. Un « discours standard » du déclin luo 224
1.3.2. Trajectoires du déclin en ville 226
1.3.3. Les représentations médiatiques de la « gloire perdue » et de la nostalgie urbaine 229
1.3.4. Au-delà de la « gloire passée » : 'branchements' synchroniques au monde 235
2. Au-delà du déclin : la position mouvante de Kisumu dans la structuration scalaire de l'Etat néopatrimonial 238
2.1. Oblitérations et omissions scalaires du discours standard du déclin Luo, ou l'insertion de Kisumu dans un jeu néopatrimonial multiscalaire 239
2.2. Une tentative d'articuler Kisumu à l'« échelle toute entière » : la *Molasses Pant* ou le destin contrarié d'un projet de développement industriel 245
2.2.1. Le projet initial de la Molasses Plant : placer Kisumu sur la barrière nationale 245
2.2.2. Robert Ouko et la mobilisation d'un capital scalaire pour la relance du projet 246
2.2.3. Les contradictions scalaires du développement : la dualité des sphères du développement international 249
2.3. Au-delà du déclin ? La célébration du centenaire d'une ville projetée dans le monde 251
2.3.1. Du meurtre d'Ouko à la collaboration politique d'une marge politique 251
2.3.2. Le centenaire de Kisumu : une city pour célébrer les ambitions luo 254
2.3.3. La construction d'une chronologie mémorielle ancrée dans la « gloire passée » 257

2.3.3.1. Une construction mémorielle centrée sur le temps et l'espace colonial 257
2.3.3.2. L'intervention sur le centre-ville 260
2.3.4. Le centenaire : une tentative d'ancrage dans l'intégration est-africaine et la mondialisation 263
Conclusion 268

CHAPITRE 5 : De la modernisation à globalisation : historique des circulations mondiales des « modèles » métropolitains à Kisumu 271

Introduction 271
1. Kisumu dans la « surface de la modernisation » : construction et équilibre national 275
1.1. Géographie, modernisation et construction nationale 275
1.1.1. Généralités 275
1.1.2. Edward Soja et la « géographie de la modernisation au Kenya » 276
1.1.2.1. La géographie de la modernisation au Kenya, contexte intellectuel et pratique d'une œuvre 276
1.1.2.2. La « surface de la modernisation » : les enjeux spatiaux de la modernisation 279
1.2. Les sciences régionales appliquées : vers la formation d'un keynesianisme spatial kényan ? 284
1.2.1. Waller et Obudho, l'expertise et la science au service de l'équilibre national 285
1.2.1.1. Des parcours internationaux 285
1.2.1.2. Le contenu de l'ouvrage : Kisumu comme pôle de croissance 290
1.2.2. L'influence des sciences régionales sur les politiques d'aménagement spatial kényanes 294
1.2.3. Migosi et la Banque Mondiale 298
1.3. La fin du plan d'aménagement urbain : Kisumu et le biais urbain ou la dépendance des villes 302
1.3.1. Urban bias et déclin de la planification urbaine et régionale (les années 1980) 302
1.3.2. Production de la connaissance et insertion de la ville dans le champ de l'expertise internationale 305
2. Les ambitions globales de Kisumu : les circuits pluriels de l'émergence d'une métropole compétitive ? 307
2.1. Kisumu dans un nouvel espace de circulation des politiques urbaines à l'échelle internationale 310
2.1.1. La stratégie régionale d'une agence de développement européenne 310
2.1.2. Le souci de la ville : la définition d'une stratégie urbaine à l'échelle du Lac Victoria 312
2.1.3. Normes et pratiques en circulation dans la définition des CDS 314
2.2. Kisumu ville-vitrine du développement urbain 319
2.2.1. Particularité du CDS de Kisumu dans la stratégie régionale 319
2.2.2. Kisumu en tant que nœud d'un espace de circulation de politiques urbaines : Un-Habitat comme relai 321
2.2.3. Pluralisation des acteurs du développement urbain : « Millenium City » et AFD pour la construction d'une vitrine du développement urbain ? 327
2.3. Kisumu dans la mondialisation néolibérale : une tentative d'ancrage ? 329
2.3.1. La mondialisation comme processus et comme discours 329

2.3.2. Pluralité des logiques politique et des acteurs et diffusion de rationalités néolibérales dans le développement urbain à Kisumu 331
2.3.2.1. Diversité interne de la City Development Strategy de Kisumu 332
2.3.2.2. La Millenium City Initiative et la pluralité des rationalités qui l'animent 333
2.3.3. Néolibéralisation ou promotion de l'état développemental ? Un problème de qualification ? 336
2.3.3.1. Kisumu postnéolibérale ? 336
2.3.3.2. Néolibéralisation à Kisumu 339
2.4. L'horizon est-africain : les canaux de la connexion au marché mondial 348
2.4.1. Dimension multiscalaire du régionalisme compétitif 348
2.4.1.1. Kenya Vision 2030 349
2.4.1.2. L'ambition est-africaine 355
2.4.2. Une recomposition de la géographie kényane qui emprunte les voies de la longue durée 360
Conclusion 363

CHAPITRE 6 : Les conditions locales de l'ambition globale : les échelles d'une coalition de croissance urbaine 365

Introduction 365
1. Les contours d'une coalition de croissance à Kisumu : une intervention élitaire au sein l'économie morale luo 369
1.1. L'intérêt de croiser la notion de coalition de croissance et celle d'échelle en contexte africain 369
1.2. Kisumu, Raila Odinga et les valeurs entrepreneuriales : croisements d'échelles 372
1.2.1. Kisumu et les Odinga : la place de la ville dans la construction biographique d'un succès entrepreneurial 372
1.2.1.1. Une ville signifiante dans la dynastie familiale des Odinga 373
1.2.1.2. Kisumu dans la représentation d'un succès entrepreneurial 375
1.2.2. Réussir là où Robert Ouko a échoué : les capacités d'articulation scalaire de Raila Odinga 379
1.2.2.1. Les omissions biographiques : taire la dimension étatique d'un itinéraire d'accumulation 379
1.2.2.2. La Molasses Plant et les rétributions de la coopération politique de Raila Odinga et du bloc politique Luo. 382
1.2.2.3. La Molasses Plant et la mobilisation de ressources par-delà la barrière nationale 384
1.2.2.4. La Molasses Plant et la promotion d'un nationalisme économique Luo 386
1.3. La mobilisation de la « société civile » et les tentatives populaires de diffusion des valeurs entrepreneuriales 389
2. Un programme de mise en ordre à l'échelle municipale, ou la mise en vitrine d'une autorité locale 393
2.1. Mainmise sur l'exécutif municipal : l'imposition de profils managériaux et entrepreneuriaux 394
2.1.1. Les mandatures de Shakeel Shabir 395
2.1.2. Les mandatures de Samuel Okello 400
2.1.3. L'extraversion municipale : la recherche de ressources par-delà la barrière 403
2.2. Le rôle du secteur privé dans l'exercice du pouvoir urbain 405
2.2.1. Les communautés d'origine indienne et le gouvernement municipal 405

2.2.2. La Kisumu Action Team : gouvernance urbaine et secteur privé local..... 407
Conclusion..... 412

CHAPITRE 7 : La ré-émergence du centre-ville de Kisumu : processus, acteurs et conflits 415

Introduction 415
1. La mise en ordre du centre-ville..... 416
1.1. Les représentations communes de l'exception du centre-ville 416
1.2. Les militants de la mise en ordre du centre-ville 419
1.3. L'impossible cogestion municipale 423
1.3.1. La KAT arène de cogestion du centre-ville ?..... 423
1.3.2. Réorganiser le commerce informel au centre-ville..... 425
1.3.3. Les tentatives de réorganisation du trafic au centre-ville 430
1.4. Les héritages coloniaux dans la définition d'un espace d'exception..... 436
1.4.1. Les pratiques funéraires et le centre-ville : un exemple de cristallisation communautaire à visée touristique..... 436
1.4.2. Le centre-ville de Kisumu : une hantologie coloniale ?..... 439
2. Les résistances à la mise en ordre du centre-ville et la conflictualité du champ politique Luo 442
2.1. Les résistances au « bodaboda ban » : une intervention au sein de l'économie morale Luo 442
2.2. La lutte pour le Taifa Park : la formulation d'une identité politique luo urbaine et populaire dans l'extraversion 449
2.2.1. Structuration internationale de la « société civile » : une identité politique générique 451
2.2.2. Tentative d'englobement vertical des représentants de l'administration 454
2.2.3. Une identité politique populaire et urbaine 456
Conclusion..... 462

CHAPITRE 8 : L'aéroport international de Kisumu et les conflits scalaires dans la production de l'identité Luo..... 463

Introduction 463
1. L'aéroport de Kisumu : les échelles de la connexion..... 466
1.1. Aéroport et ville en continu : la formulation générique de la connexion mondiale 468
1.1. Kenya Vision 2030 et l'aéroport : l'illusion du consensus national 473
1.1.1. L'aéroport de Kisumu dans le consensus néolibéral national ?..... 473
1.1.2. Ou une nouvelle expression des conflits de la régulation étatique néopatrimoniale ?..... 476
1.2. L'aéroport comme infrastructure de la projection de l'identité luo dans le monde 479
1.2.1. L'Obamamania, Air Force One et l'aéroport de Kisumu 479
1.2.2. Une occasion d'intervention entrepreneuriale renouvelée au sein de l'économie morale luo..... 484
2. Kogony, l'aéroport, et les recompositions foncières dans une sublocation de Kisumu 485
2.1. Les composantes diasporique et territoriale de l'identité Luo 485
2.2. L'aéroport comme force de changement spatial à l'échelle locale..... 489

2.2.1 L'aéroport comme extension du domaine de l'urbain..... 489
2.2.2. L'augmentation des valeurs foncières et diversification sociale à Kogony . 491
2.2.3. Le spectre de la dépossession foncière des autochtones..... 496
2.3. La lutte du KLCE pour la conservation foncière 504
2.3.1. Le Kogony Land Council of Elders (KLCE) : une hégémonie politique locale 504
2.3.2. La stratégie de mobilisation du KLCE contre l'aéroport..... 508
2.3.3. Une lutte ancrée dans la mémoire du clan 511
3. Au-delà du « droit au village », la projection dans un futur urbain 516
3.1. Le KLCE et les ressources urbaines 516
3.2. Pluralité des pratiques foncières autochtones à Kogony..... 517
3.2.1. Une ascension sociale féminine par l'insertion dans le marché foncier..... 520
3.2.2. La conversion de la terre des origines pour la définition d'un projet urbain 522
Conclusion..... 526

CONCLUSION..... 529
1. Synthèse..... 530
1.1. Le legs colonial ?..... 530
1.2. Conflictualité politique et échelles d'appartenance..... 531
1.3. L'historicité de l'Etat néopatrimonial et la formulation des orientations urbaines contemporaines de Kisumu. 533
2. Ouverture..... 535
2.1. De nouveaux cadres institutionnels..... 535
2.2. Les élections générales de 2017 540

Bibliographie et Sources écrites 544
Bibliographie 544
Rapports..... 563
Presse..... 566
Sites internet..... 566
Table des cartes 568
Table des encadrés 570
Table des Figures..... 572
Table des tableaux..... 574
Annexes 575
Tables des matières 602